

PUBLICATIONS DE LA SORBONNE
Série internationale - 8
Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne

INSTITUT D'HISTOIRE DES
RELATIONS INTERNATIONALES CONTEMPORAINES (I.H.R.I.C.)

Jacques BARIETY

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE



1975

Paris
EDITIONS PEDONE
13, rue Soufflot



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

OUVRAGES DU MEME AUTEUR

République de Weimar et régime hitlérien, en collaboration avec Jacques Droz, Hatier, 1973.

Les relations franco-allemandes de 1815 à 1975, en collaboration avec Raymond Poidevin, Colin, sous presse.

PUBLICATIONS DE DOCUMENTS

Coéditeur de 1957 à 1964 des collections de documents de la Wilhelmstrasse, *Akten zur deutschen auswärtigen Politik* (édition en allemand), Vandenhoeck und Ruprecht, Göttingen, et *Documents on German Foreign Policy* (édition en anglais), H.M.S.O. Londres.

A la recherche de la paix, 1919, édition des papiers inédits du Président Poincaré, en collaboration avec Pierre Miquel, Plon, 1974.

PUBLICATIONS DE LA SORBONNE
Série internationale - 8
Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne

INSTITUT D'HISTOIRE DES
RELATIONS INTERNATIONALES CONTEMPORAINE (I.H.R.I.C.)

Jacques BARIETY

Directeur de l'Institut d'histoire contemporaine
de la Faculté des sciences historiques de Strasbourg

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

10 Novembre 1918 - 10 Janvier 1925
de l'Exécution à la Négociation

PREFACE DE

Jacques DROZ

Professeur à l'Université de Paris-I
Panthéon-Sorbonne

1977

Paris

EDITIONS PEDONE
13, rue Soufflot

Ce livre a fait l'objet d'une thèse de doctorat d'Etat soutenue le 13 juin 1975 devant l'Université de Paris-I Panthéon-Sorbonne.

Le jury était composé de :

M. le Professeur Jean-Baptiste DUROSELLE, professeur à l'Université de Paris-I, président du jury.

M. le Professeur Jacques DROZ, professeur à l'Université de Paris-I, rapporteur.

M. le Professeur Fernand L'HUILLIER, professeur à l'Université des Sciences Humaines de Strasbourg.

M. le Professeur MURAT, professeur à l'Université de Paris-IV.

M. le Professeur Raymond POIDEVIN, professeur à l'Université de Metz.

L'Académie des Sciences Morales et Politiques a bien voulu décerner en 1975 à ce travail le prix Maurice Travers.



« La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal. »

A la mémoire de mes parents

PREFACE

Le livre que présente aujourd'hui Jacques Bariéty sur l'évolution des rapports franco-allemands de 1918 à 1925 est, comme il le dit lui-même, le fruit de multiples hasards. Appelé par Maurice Baumont à participer aux travaux de la commission interalliée, alors établie à Londres, qui devait procéder à la publication des documents de la Wilhelmstrasse, et qui poursuivit son œuvre à Bonn, lorsque les archives furent restituées à la République fédérale allemande en 1960, Jacques Bariéty put de très bonne heure acquérir une connaissance approfondie des divers dépôts d'archives d'Etat, qu'il explora avec un soin minutieux, sans négliger toutefois les sources privées, comme l'attestent les articles consacrés à l'industriel luxembourgeois Mayrisch, intermédiaire entre la sidérurgie allemande et la sidérurgie française. Appelé pendant plusieurs années à diriger l'Institut français de Francfort, il put approfondir ses relations avec les Universités allemandes et se faire ouvrir des portes jusqu'alors verrouillées.

Etant donnée l'ampleur de ses recherches et des publications de documents auxquelles il a travaillé et qui couvrent la presque totalité des années 20, il peut paraître regrettable que l'auteur ait arrêté son récit au début de l'année 1925 et qu'il ne nous ait pas fait connaître, comme c'était son intention primitive, l'évolution du problème franco-allemand à l'époque de Locarno et de Thoiry : un second volume, en préparation, étudiera les relations Stresemann-Briand. Celui qui est sous les yeux du lecteur s'achève donc avec la conférence de Londres. Mais, comme il a fallu à Bariéty, en particulier à propos de cette conférence, « descendre jusqu'à l'analyse quotidienne, voire heure par heure, de la situation, tant l'évolution de celle-ci était rapide, et lourdes de conséquences les décisions », il a préféré, par honnêteté intellectuelle, centrer son exposé autour de celle-ci. Le renouvellement historique des problèmes traités et l'importance des conclusions dégagées justifient entièrement ce choix.

Il me semble que l'interprétation traditionnelle ait été renouvelée dans trois domaines principaux :

— D'abord quant à la physionomie et au rôle politique de certaines personnalités, jugées jusqu'à présent selon des stéréotypes bien établis, vraies « images d'Epinal » sur lesquelles les documents d'archives permettent d'apporter d'importants correctifs. L'opposition traditionnelle de Poincaré et de Briand, du juriste et du négociateur, s'estompe considérablement, si l'on songe qu'en 1921 Briand a préparé l'occupation de la Ruhr et pensé à un démembrement de l'Allemagne, et que Poincaré, l'homme de la Ruhr, a cherché à mettre en route les accords Loucheur-Rathenau établis en 1921 à Wiesbaden. Plus révolutionnaire encore est l'interprétation de la personnalité de Ramsay MacDonald, que l'on se présente trop souvent sous l'aspect d'un travailliste idéaliste et pacifiste, mais qui, lors des entretiens de Chequers et de la conférence de Londres, a mis sur pied avec le secrétaire d'Etat Crowe et l'ambassadeur D'Abernon une politique lucide et précise dont il imposa les grandes lignes à un Herriot désarmé, et qui ne visait à rien moins, en préparant la révision du traité de Versailles, qu'à définir cette philosophie de l'« appeasement » qui se perpétua jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale. Il était inévitable qu'une large place fût donnée à la personnalité de Stresemann, à la formation duquel Bariéty a consacré un long chapitre, dont il a démontré qu'il n'avait rien d'un « froid Machiavel », que son imagination ne cessait pas d'échaffauder de nouveaux projets et qu'il eut toujours « la fascination des idées » : Stresemann, dont la volonté de négocier avec la France a été certes sincère, mais qui pense d'abord dans le cadre européen, pressentant la force des intérêts économiques et le poids de la finance anglo-saxonne

— Ensuite quant à la nature du contentieux franco-allemand entre 1918 et 1925. Contentieux dans lequel, selon Bariéty, la question d'Alsace-Lorraine joue un rôle très secondaire : il semble bien que la Wilhelmstrasse, suivie par l'opinion publique allemande, ait tiré un trait sur les revendications sur les provinces perdues et que les organisations alsaciennes-lorraines dans le Reich aient été fort impuissantes ; la crise autonomiste de l'année 1925 sera la conséquence des déclarations imprudentes de Herriot sur la laïcité. Contentieux qui a été, en revanche, dominé par la question rhénane, trop longtemps négligée par l'historiographie française, mais à laquelle le livre de Karl Dietrich Erdmann sur Adenauer avait apporté il y a une dizaine d'années une contribution déjà importante. Selon Bariéty, ce ne sont pas tant les nostalgies historico-politiques de la présence française sur le Rhin entre 1792 et 1815 (encore qu'un gros effort de propagande ait été tenté en ce sens) qui ont été essentielles ; ce n'est pas non plus la question militaire de la sécurité ; c'est avant tout l'aspect économique de la question rhénane qui a retenu l'attention des hommes d'Etat français : il s'agissait de modifier les structures économiques profondes du continent, et d'abord par un transfert de « puissance industrielle dans laquelle la construction d'une entité rhénane devait jouer un rôle primordial ». L'Allemagne avait pu en effet, malgré la perte de la

minette lorraine, reconstituer rapidement, entre 1919 et 1922, son industrie sidérurgique qui avait retrouvé sa puissance et son indépendance. Il est apparu nécessaire à Poincaré de frapper à la tête, c'est-à-dire de briser la puissance des milieux d'affaires allemands autour de Stinnes et de Krupp : tel est le sens de l'opération de la Ruhr, décidée à la fin de l'année 1922, qui touchait l'Allemagne au cœur et la contraignait à la résipiscence en particulier dans la « guerre froide économique » que ses industriels avaient engagée, et qui allait permettre à la France de se présenter en position avantageuse au cours des négociations futures sur les problèmes des réparations et des dettes. Bariéty a analysé avec beaucoup de précision, dans le cadre de l'occupation, le rôle de la Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines (M.I.C.U.M.) chargée de nouer des contacts économiques, et de la haute commission interalliée des territoires occupés (H.C.I.T.R.), qui, sous l'influence de Tirard, chercha par le biais de la création d'une nouvelle monnaie à mettre sur pied un Etat rhénan autonome, sans toutefois obtenir entièrement l'aval de Poincaré, qui n'avait jamais perdu de vue une solution interalliée négociée de la crise. Bien entendu, c'est aussi l'aspect allemand de la question rhénane qui a retenu l'attention de Bariéty : si les activistes, malgré l'appui inconsidéré que leur a parfois donné l'autorité d'occupation, n'ont eu qu'une influence mineure, il n'est pas douteux qu'il ait existé dans les pays rhénans un fort mouvement anti-prussien, qui mettait en cause la solution bismarckienne de l'unité allemande.

— Enfin quant au rôle de la finance internationale, et en particulier anglo-saxonne, au cours des négociations diplomatiques. L'on sait que l'alliance de Schacht et de Norman, directeurs de la Reichsbank et la Banque d'Angleterre, s'est conclue de bonne heure, en vue de la création du Rentenmark, qui rendait illusoire la constitution de l'Etat rhénan. Mais c'est lors de la conférence de Londres que se situe l'intervention essentielle, et jusqu'alors mal connue, des milieux financiers anglais et américains. Il y avait alors d'importants capitaux disponibles aux Etats-Unis et dans divers Etats européens ; or l'Allemagne possédait un appareil industriel hors de pair, mais qui manquait de capitaux. Pour que ceux-ci puissent se placer en Allemagne, il fallait le calme et la sécurité ; il fallait donc que les Français quittent la Ruhr. Le plan Dawes n'a pas constitué dans ces conditions un but politique, mais le moyen de créer les conditions d'importantes affaires privées. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les banquiers anglais aient facilement obtenu de leurs collègues américains qu'ils fassent pression sur Herriot pour obtenir de lui, sans contre-partie, l'abandon de la Ruhr.

Est-il besoin de souligner l'importance et la nouveauté de maintes de ces conclusions ? L'ouvrage de Jacques Bariéty apparaît comme une illustration de l'enrichissement des méthodes de

l'histoire des relations internationales, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, faisant intervenir les « mouvements profonds » de la vie économique et sociale, la démographie, le tempérament et le comportement des peuples, leur cohésion morale. L'auteur cependant estime que l'histoire des relations internationales s'appauvrirait singulièrement si, cédant aux injonctions des partisans de l'histoire « structurale », elle négligeait l'étude du « jeu diplomatique ». C'est en effet à l'établissement de ce jeu diplomatique, dans son extrême complexité, que Bariéty a consacré l'essentiel de ses recherches d'archives ; et c'est la précision de ses analyses qui donne au récit de la conférence de Londres son intensité dramatique.

Eclairant ses méthodes de travail, Jacques Bariéty décrit en conclusion de son ouvrage quel enrichissement a été pour lui le contact des documents originaux. « Nous n'avons suivi aucun schéma, et ne nous étions fixé à nous-mêmes, au début de cette recherche, aucun fil conducteur. Mais des années durant l'on a dépouillé des dossiers ; au fur et à mesure de ce travail de dépouillement des sources originales, les faits se sont établis d'eux-mêmes avec évidence, puis les interprétations se sont progressivement imposées, et enfin les conclusions. Ainsi, l'on est personnellement parvenu à la conviction que la vérité historique n'est pas antérieure au travail de recherche, mais qu'elle est tout entière dans les sources et la conscience professionnelle des historiens qui les exploitent ». La vérité historique ? Est-elle aussi évidente que semble le dire Bariéty ? Et son livre ne pose-t-il pas des problèmes que l'on pourrait être tenté de résoudre autrement que lui ? L'occupation de la Ruhr, expliquée par lui comme un effort pour parvenir à un nouvel équilibre européen « générateur de sécurité et de paix » était-elle moralement défendable et ne constituait-elle pas aux yeux de l'Europe une intolérable provocation ? Herriot, que Bariéty présente aux Chequers, puis à Londres comme un bien piètre négociateur, n'était-il pas tenu à un abandon dont Léon Blum disait dans un discours au Parlement : « Quand une chose est mauvaise en soi, funeste en soi, on a le devoir de la faire cesser le plus vite possible, sans condition quelconque » ? Les silences de Foch, la modération des critiques de Poincaré à l'égard d'Herriot de retour de Londres ne signifiaient-ils pas qu'il n'était plus possible de défendre l'occupation d'Essen et de Dortmund ? L'idée d'un Etat rhénan autonome sous contrôle international n'était-il pas lui-même une dangereuse utopie ? Sur tous ces points nous serions tentés de faire intervenir, plus que ne l'a fait Jacques Bariéty, les facteurs moraux, qui rendaient la politique de puissance du gouvernement français irréaliste et insoutenable à la longue. Car c'est ainsi qu'ont vu les choses bien des contemporains qui n'étaient point des aveugles, comme l'historien Jules Isaac. Mais peut-on reprocher à l'auteur de n'avoir pas montré lui aussi ce qu'il put y avoir d'aventureux dans la politique poincariste ? Il a à diverses reprises insisté sur la précarité de la situation d'une France, dont la puissance démographique et industrielle était

sans rapport avec celle de l'Allemagne, qui ne pouvait compter momentanément que sur sa supériorité militaire et son prestige de nation victorieuse, et qui ne disposait que d'un délai de cinq ans, en vertu des traités, pour imposer à l'Europe un ordre nouveau. D'où les hésitations, les impulsions brutales et les retours en arrière qui sont la conséquence de cet état de choses et qui ont contribué à conférer à cette période des relations franco-allemandes son caractère si profondément dramatique.

Jacques Bariéty fait observer dans l'introduction de son ouvrage qu'il a vécu, depuis l'âge de vingt ans, autant d'années en Allemagne qu'en France. C'est dire à quel point la pensée historique allemande lui est devenue familière. Le plus bel éloge que l'on puisse faire de son œuvre, c'est qu'elle aurait pu être conçue par un historien allemand. Car la question d'objectivité historique ne se pose même pas pour lui : en quoi il se montre le digne élève de Maurice Baumont et de Pierre Renouvin, à l'exemple desquels il s'est constamment référé.

Jacques DROZ.

NOTE POUR L'USAGE DES REFERENCES

Il arrive que les administrations des fonds d'archives modifient les classements ou les références des dossiers dont elles ont la conservation. Dans les notes de bas de page, je me suis efforcé, dans toute la mesure du possible, d'en tenir compte. Il y a lieu de penser toutefois qu'un certain nombre des références données ne soient plus aujourd'hui celles sous lesquelles les dossiers sont désormais archivés.

L'utilisateur éventuel pourra pallier facilement cet inconvénient en ayant recours aux tables de concordance qu'il y a dans tous les fonds d'archives.

Pour les archives allemandes, qui ont été en grande partie microfilmées par les soins de la Commission Interalliée d'Etude, j'ai adopté pour règle générale de donner pour référence les numéros du microfilm et des photos à l'intérieur du microfilm. Par exemple, si je donne pour référence 7391/595 343-351, cela signifie que le document se trouve dans le microfilm 7391, photos 595 343 à 595 351. Ce système de références permet d'économiser les titres des dossiers allemands, qui sont souvent fort longs. Il permet également, à qui serait intéressé, de se procurer copie du microfilm auprès des National Archives de Washington ou du Foreign Office Library de Londres (Paris n'a pas acquis ces films).

Si l'on désire consulter les originaux, qui sont au Ministère fédéral des Affaires étrangères de Bonn pour les fonds de la Wilhelmstrasse et au Bundesarchiv de Coblenz pour les fonds de la Chancellerie du Reich, on trouvera facilement les titres allemands des dossiers et leurs références archivistiques dans le catalogue de G.O. Kent, *A Catalog of files and microfilms of the German Foreign Ministry Archives*, volumes I et II.

Dans les cas où je me réfère à des documents allemands qui n'ont pas été microfilmés, je cite le dossier allemand en toutes lettres.

Le sigle A A signifie Auswärtiges Amt (Ministère allemand des Affaires étrangères).

Le sigle B A signifie Bundesarchiv (Archives fédérales de Coblenz).

Le sigle S H A signifie Service Historique de l'Armée (Vincennes).

INTRODUCTION

La vie de la France, que les Français en soient ou non conscients, dépend pour une large part du voisinage de l'Allemagne et de l'état des relations franco-allemandes : la géographie commande à l'histoire. Ce fait majeur est devenu primordial depuis le XIX^e siècle, quand l'Allemagne unifiée est devenue, par son poids démographique d'abord, puis économique, et enfin militaire, le premier partenaire de la France dans la vie internationale, que ce fût dans la guerre ou dans la paix.

Après la terrible surprise de 1870-1871, qui au fond sanctionnait le nouveau rapport des forces profondes entre les deux voisins, la France vécut pendant près d'un demi-siècle dans la hantise du poids de l'Allemagne, au dynamisme croissant. Le gigantesque, et épuisant, effort de 1914-1918, dans lequel la France, plus qu'aucun autre belligérant de la première guerre mondiale peut-être, mobilisa toutes ses ressources matérielles et morales, permit que la sanction de 1871 ne se transformât point en 1914, ou en 1916, en déchéance. En 1918, la France est victorieuse de l'Allemagne ; le tourment qui l'avait obsédée de 1871 à 1914, et qui, de 1914 à 1918, s'était transformé en cauchemar, paraît se dissiper. L'issue militaire du conflit mettrait-elle un terme à l'affrontement entre les deux voisins ? Le voisinage redeviendrait-il pacifique ?

La fin des combats et le traité de paix, s'ils donnent aux relations franco-allemandes une configuration toute nouvelle, radicalement différente de ce que ces relations avaient été au cours des décennies d'avant-guerre, ne signifient pas pour autant la disparition, comme par miracle, des problèmes que pose à la France et à l'Allemagne leur voisinage.

La France n'a pas été seule dans la guerre. Elle n'aurait jamais pu sortir victorieuse de l'épreuve de force sans la participation à la guerre de ses nombreux et puissants alliés. Au fond, et les faits vont le montrer rapidement, l'issue militaire et politique du conflit n'a pas renversé de façon définitive le rapport des forces profondes entre les deux voisins. En 1919, la France victorieuse se croit assez forte pour penser pouvoir exiger de l'Allemagne vaincue l'exécution du traité de paix ; cinq ans plus tard, en 1924, elle est déjà contrainte de négocier cette exécution ; en attendant la révision.

Mon propos, dans ce livre, est d'étudier l'évolution des relations franco-allemandes de la fin de 1918 à la fin de 1924, en recherchant, par une analyse combinée du jeu des forces profondes et des actions politiques, comment on en vient de l'exécution à la négociation.

Le livre s'articule en quatre parties.

La première partie, qui s'étend de l'armistice au mois d'août 1923, moment de l'arrivée aux affaires à Berlin de Stresemann, qui sera le grand artisan de la négociation, est une étude de problèmes. Plutôt qu'une analyse événementielle des relations franco-allemandes de ces années, le lecteur y trouvera un tableau des problèmes qui résultent entre les deux pays de l'issue de la guerre, du traité de paix et des efforts de la France de ces années-là pour obtenir d'une Allemagne rétive l'exécution du traité, voire pour donner du traité une certaine interprétation. Il importe en effet, pense-t-on, de considérer que la négociation ultérieure, à partir de 1924, portera non seulement sur l'exécution du traité lui-même, mais aussi sur le contenu donné aux rapports franco-allemands par les années 1919-1923, durant lesquelles la France prit de nombreuses initiatives. L'analyse fait une large place aux forces et aux projets économiques.

La seconde partie couvre les mois d'août 1923 à mai 1924, moment où un changement de majorité et de gouvernement modifie sensiblement l'orientation politique de la France. Avec la fin de la « résistance passive » de l'Allemagne, l'affaire rhénane et la genèse du plan Dawes, c'est une période de très grande densité événementielle, qui prépare le passage de l'époque de l'exécution à celle de la négociation. On s'attache moins à l'analyse des événements, d'ailleurs le plus souvent déjà parfaitement établis dans d'excellents ouvrages, qu'à la recherche du jeu des forces profondes, parmi lesquelles il me semble qu'une place décisive est tenue par les questions financières : état des monnaies, crédits internationaux et prétentions politiques des banquiers. Ce qui, à mes yeux, n'exclut nullement le rôle des hommes d'Etat, dont les projets et pratiques politiques me paraissent essentiels : ainsi de Stresemann et de Poincaré.

La troisième partie étudie les « nouvelles données du problème franco-allemand », au printemps 1924. Au cours des semaines qui séparent la constitution, à Paris, du gouvernement de Cartel des gauches, de la réunion, à Londres, d'une conférence interalliée qui va devenir internationale, jouent les forces profondes, qu'elles soient économiques ou politiques, voire psychologiques, et elles cherchent à donner sa forme à la négociation qui va se nouer. On s'efforce de les analyser au travers de péripéties complexes.

La quatrième partie est consacrée à la conférence de Londres de juillet-août 1924 et à ses suites immédiates. L'étude de la conférence de Londres, qui n'avait fait jusqu'à présent l'objet d'aucune recherche originale, a été poussée aussi loin que possible, parce

qu'elle marque profondément l'évolution des relations franco-allemandes ; c'est le tournant décisif : au cours de ces six semaines sont prises les orientations qui marqueront toutes les années ultérieures de la vie internationale ; à chaque instant de la conférence de Londres, le jeu des forces profondes et les initiatives des diplomates, qui s'emploient à les contrôler ou à les utiliser, s'entremêlent. Ayant pu rassembler une documentation très large et originale, j'ai cherché à démêler l'écheveau.

Le souci de comprendre l'évolution des relations franco-allemandes ne m'a pas fait oublier que la France et l'Allemagne ne sont pas seules. A d'autres puissances j'ai fait la place qu'il me semble qu'il leur faille faire, par leur influence de l'extérieur sur les rapports franco-allemands.

De façon générale, le plan chronologique m'a paru être le seul permettant de rendre compte de la « courbe » de cette évolution, et de saisir, à un moment et dans une conjoncture donnée, l'interaction des divers facteurs. Dans quelques cas, comme pendant les journées décisives de la conférence de Londres de l'été 1924, il a fallu descendre jusqu'à l'analyse quotidienne, voire heure par heure, de la situation, tant l'évolution de celle-ci était rapide, et lourdes de conséquences les décisions. Dans d'autres cas, pour ne pas trop morceler le plan, j'ai pris des libertés avec une chronologie trop formelle, en plaçant les débuts d'une affaire non pas à la date des faits, alors sans influence sur la ligne générale, mais en préface à l'exposé de l'affaire au moment où elle devient d'intérêt général.



Ce travail est le fruit d'une longue enquête. Les choses d'Allemagne m'ont toujours intéressé. Enfant, j'en ai beaucoup entendu parler à la table familiale ; au Lycée, des maîtres éminents m'ont donné une solide connaissance de la langue et de l'histoire allemandes ; depuis 1948, année où je commençai à fréquenter moi-même l'Allemagne, je ne m'en suis jamais durablement écarté, y exerçant à plusieurs reprises, et pendant de longues années, des fonctions de chercheur, d'enseignant et d'administrateur pour le Service des Relations culturelles du Ministère des Affaires étrangères. Au niveau qui fut le mien, j'ai été un praticien des relations franco-allemandes, dans un contexte heureusement nouveau. L'Allemagne, pour moi, n'est pas seulement un objet d'étude ; elle est un pays et un peuple que j'ai appris à connaître de l'intérieur par une longue fréquentation : entre l'âge de vingt ans et celui de quarante, j'ai vécu un plus grand nombre d'années en Allemagne qu'en France.

Le point de départ de mon travail a été la tâche qui m'a été confiée en 1957 de participer au dépouillement des archives seques-

trées de la Wilhelmstrasse, au sein de la commission interalliée d'étude des archives allemandes de Whaddon Hall, en Grande-Bretagne, puis, en 1959, au sein de la commission internationale, quand ces archives eurent été rendues à la République Fédérale et entreposées à Bonn et à Coblenze. C'est là que j'ai défini le sujet de ce livre et trouvé, dans des tonnes d'archives, mes sources principales. Par la suite, j'ai élargi le champ de mes recherches à d'autres sources, officielles et privées, françaises et allemandes.

Durant les années de préparation, nombreuses sont les dettes de reconnaissance que j'ai contractées. Le Professeur Maurice Baumont a eu sur mon orientation professionnelle une influence décisive, en faisant confiance au jeune étudiant qui vint un jour le voir et qu'il ne connaissait pas, puis en m'embauchant, quelques années plus tard, dans la commission interalliée d'étude des archives allemandes séquestrées : je n'oublie pas ma joie, alors que j'étais retenu au loin par d'autres tâches, à la lecture de la lettre par laquelle il m'annonçait que le poste serait conservé libre le temps nécessaire pour que je puisse l'occuper. Je prie Monsieur Baumont de trouver ici l'expression de mes pensées fidèles. Le Doyen Renouvin voulait bien s'intéresser à l'avancement de mon travail ; il m'accordait le privilège de me recevoir souvent et longuement ; à chaque visite, il tenait à ce que je lui fasse le point de mes recherches ; de chaque visite, je repartais enrichi de conseils précis et efficaces. A Monsieur Jacques Droz, qui, comme directeur de thèse, a dirigé la préparation de mon travail, à Monsieur Jean-Baptiste Duroselle, auprès de qui j'ai toujours trouvé appui et conseil, à Monsieur Fernand L'Huillier, qui, le premier, m'a invité à parler devant ses étudiants, et à qui j'ai l'honneur de succéder aujourd'hui à la Faculté des Sciences historiques de Strasbourg, à Monsieur Murat, qui a accepté de siéger dans le jury de ma thèse, j'exprime ma gratitude. Mon ami Raymond Poidevin, Professeur à l'Université de Metz, en m'offrant un poste dans sa Faculté en 1971, m'a permis de rentrer en France, d'entrer dans l'Université française et de trouver le temps de rédiger mon livre, travail que la multiplicité des tâches qui furent les miennes en Allemagne avait retardé de plusieurs années.

Dans les fonds d'archives, à Bonn, à Coblenze, à Fribourg-en-Brisgau et à Paris, très nombreux sont ceux qui m'ont aimablement aidé. Qu'ils veuillent bien trouver ici l'expression de ma reconnaissance. Tout particulièrement, que Mme Ullrich y voie la fidélité de ma pensée à la mémoire de Johannes Ullrich, qui fut directeur des archives du Ministère fédéral des Affaires étrangères de Bonn, et auprès de qui, pendant cinq ans, le travail fut une joie.

Les années passées en Allemagne m'ont amené à rencontrer de nombreuses personnalités, allemandes et françaises, dont les témoignages, et parfois les papiers personnels, furent pour moi extrêmement précieux. Ma gratitude déferente va d'abord à Messieurs François Seydoux et Roland de Margerie, Ambassadeurs de France,

qui ont bien voulu montrer de l'intérêt pour mon travail et mes recherches et les ont aidés.

A tous mes collègues allemands, américains, britanniques et français du phalanstère historique de Whaddon Hall et de la commission internationale de Bonn, avec qui ce livre, avant d'être écrit, fut si souvent parlé, j'adresse mes cordiales pensées.

Je n'ai garde d'oublier ceux et celles qui m'ont aidé dans les tâches de préparation et de mise au point du manuscrit. Ma pensée se porte vers le souvenir de mon oncle, le Docteur Louis Houdard, qui a consacré tant d'heures de sa retraite à m'aider à mettre en ordre une documentation envahissante.

Aux amis personnels, pour leur vieille et robuste camaraderie qui fut au long de ces années le meilleur des encouragements, merci.

Illiers, novembre 1964.

Strasbourg, novembre 1976.

PREMIERE PARTIE

LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE
APRES LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

(novembre 1918 - août 1923)

ETUDE DE PROBLEMES

CHAPITRE 1

L'ALSACE-LORRAINE (1918-1923)

- L'opinion publique allemande et la « question d'Alsace-Lorraine ».
- Les organisations « alsaciennes-lorraines » dans le Reich.
- L'Etat allemand et les affaires d'« Alsace-Lorraine ».
- Conclusion.

Entre l'Allemagne et la France, après la première guerre mondiale, y a-t-il une question d'Alsace-Lorraine ? En tête du tableau sur l'état des relations et des confrontations de toutes sortes, telles qu'elles résultent, entre les deux Etats et peuples voisins, du texte du traité de Versailles et de la pratique politique des années qui l'ont immédiatement suivi, il importe de se poser cette première question. Les sorts alternés de souveraineté nationale qui ont affecté la vie de « l'Alsace-Lorraine », au cours des soixante-quinze années du grand affrontement germano-français, de 1870 à 1945, s'imposent de façon si visible, dans une première approche globale de la problématique des relations franco-allemandes à cette époque, que l'on ne peut s'empêcher de commencer par là.

Dans cette analyse, qui concerne l'Allemagne et la France (opinions publiques et Etats) et leurs rapports, il ne nous appartient pas d'étudier la vie intérieure des trois départements recouverts en elle-même, (1) mais de chercher si et comment la vie intérieure des départements alsaciens et de celui de la Moselle affecte les relations entre la France et l'Allemagne. On traitera plus loin des problèmes économiques et commerciaux posés par la sortie du système économique et douanier allemand de ces territoires et leur rentrée dans le système français (2). La question à laquelle on s'attache à répondre dans ce premier chapitre est celle de savoir si l'Allemagne d'après la première guerre mondiale, au fond, à long terme, et au-delà des péripéties du moment, accepte le retour à la souveraineté française des trois départements qui avaient constitué pendant près d'un demi-siècle le Reichsland, ou s'il y a risque de voir rebondir cette affaire entre les deux pays.

C'est du côté de l'Allemagne qu'il faut faire porter l'analyse, puisque c'est de ce côté-là que pourrait venir, au plan des relations internationales, la remise en cause du statut de 1919. On peut distin-

(1) Sur la vie intérieure des trois départements recouverts dans les années de l'immédiat après-guerre, on dispose déjà de plusieurs ouvrages. D'abord F.-G. DREYFUS, *La vie politique en Alsace 1919-1936*, Colin, 1969 ; puis les publications de Ch. BAECHLER, *Les Alsaciens et le grand tournant de 1918*, et de Geneviève BAAS, *Le malaise alsacien 1919 1924*, Développement et Communauté, Strasbourg ; voir aussi un point de vue récent assez favorable à ce qui sera la crise autonomiste alsacienne, P. MAUGUE, *Le particularisme alsacien*, Presses d'Europe, 1970. On remarquera que les études déjà publiées concernent toutes l'Alsace, et que l'histoire du département de la Moselle d'après la première guerre mondiale reste entièrement à défricher, la thèse de doctorat de F. ROTH prenant fin avec l'armistice de 1918.

(2) Voir ci-dessous les chapitres III et IV.

guer trois niveaux : l'opinion publique allemande, les organisations plus ou moins irrédentistes créées en Allemagne par des réfugiés d'Alsace-Lorraine, et enfin les autorités responsables du Reich.

L'opinion publique allemande et la « question d'Alsace-Lorraine »

Pour l'opinion publique, il est difficile de dire avec précision ce que ressent et pense l'Allemand moyen, comme c'est toujours le cas dans un domaine qui ne se laisse pas quantifier. De plus on ne dispose d'aucune étude sur le sujet jusqu'à présent (3). On doit donc se contenter de l'impression d'ensemble que donne la connaissance des programmes des partis politiques et la fréquentation de la presse allemande de l'époque. Notre impression est que, s'il y a dans l'Allemagne d'après guerre ce que l'on pourrait appeler une incontestable nostalgie à l'égard de l'Alsace (la Lorraine désannexée ne suscite pas de tels sentiments en Allemagne), nostalgie qui prend des formes multiples mais le plus souvent affectives, et dont la cathédrale de Strasbourg est l'un des points de cristallisation privilégiés (que l'on se rappelle Goethe à Strasbourg), en revanche le sort politique de l'Alsace n'est plus ressenti comme un problème entre l'Allemagne et la France. Certes, dans la vie politique allemande, l'opposition conservatrice et nationaliste de droite des nationaux-allemands, dont l'action est relayée par toutes sortes d'« associations patriotiques », ne cesse de vitupérer contre les amputations de territoires, à ses yeux injustes, dues au « Diktat » de Versailles, et ne cesse de répéter qu'il n'y a pas prescription ; certes, cet état d'esprit s'avance jusque dans les rangs du parti libéral de centre droit, la D.V.P., qui est le parti de Stresemann ; n'oublions pas non plus l'extrême-gauche communiste, pour qui le retour de l'Alsace-Lorraine à la France serait l'une des manifestations de « l'impérialisme français » (4).

On ne veut sous-estimer aucun de ces mouvements profonds d'opinion, qui affectent des secteurs importants de l'extrême-droite, de la droite et de l'extrême-gauche allemandes. Il n'en reste pas moins vrai, à notre avis, que ces sentiments ne débouchent, en ce qui concerne l'« Alsace-Lorraine », ni sur un irrédentisme à proprement parler ni sur un projet politique précis. Pour illustrer

(3) Pour la période nazie, on dispose depuis peu d'un ouvrage, KETTE-NACKER, *Nationalsozialistische Volkstumspolitik in Elsass*, 1973, qui dans son premier chapitre analyse la pensée nazie à propos du problème alsacien pendant la République de Weimar, mais on ne dispose jusqu'à présent d'aucune étude sur la façon dont l'opinion publique allemande dans son ensemble a ressenti la restitution des deux provinces à la France.

(4) On ne dispose à ce jour d'aucune recherche ni publication sur le mouvement communiste et l'Alsace (en Alsace même, dans la « France de l'intérieur » et en Allemagne) entre les deux guerres mondiales. Il y a là une regrettable lacune de la recherche historique, qui mériterait d'être comblée.

notre pensée, on dira qu'il y a une différence radicale entre les façons dont l'opinion publique allemande, dans son ensemble et en profondeur, ressent ses nouvelles frontières orientales, ses frontières avec la Pologne, et ses nouvelles frontières occidentales, ses frontières avec la France. Pour qui connaît suffisamment de l'intérieur l'Allemagne pour pouvoir, par la force de l'imagination, se mettre « dans la peau » d'un Allemand moyen des années 20, ou même des années 30, il suffit d'imaginer les réactions différentes que peuvent susciter les noms de Danzig ou de Metz, ceux de Haute-Silésie ou d'Alsace. A l'Est, le refus de la nouvelle frontière est, dans l'Allemagne d'alors, viscéral et général ; il donne naissance à un irrédentisme véritable, occasionnant, des années après la fin des hostilités, des combats en ordre rangé à l'arme de guerre, et le projet précis d'une politique révisionniste ne sera jamais abandonnée de ce côté-là.

La nostalgie de l'opinion publique allemande moyenne à l'égard de l'Alsace est d'un ordre tout autre. Même dans l'opposition nationaliste des nationaux-allemands, il s'agit bien moins, dans le cas de l'Alsace, d'un projet politique précis visant à la reconquête des territoires que l'on a dû rétrocéder, et prévoyant les moyens et méthodes de cette reconquête, que du souci de ne pas avoir à dire explicitement que l'on considère, soi aussi, la situation issue du traité de Versailles comme définitive. C'est dans ce cadre que s'expliquera en 1925 le comportement des nationaux-allemands à propos des accords de Locarno, qui paraissent signifier une renonciation définitive de l'Allemagne à l'Alsace. Et enfin les nationaux-allemands et les Allemands, en dehors de ce parti, qui à ce sujet pensent, ou plutôt ressentent comme eux, ne sont et ne resteront durant toute l'Allemagne de Weimar qu'une minorité. Bien que, encore une fois, il soit difficile de prouver dans un domaine où l'on ne peut quantifier, on pense que l'opinion publique allemande de l'après première guerre mondiale, dans sa très grande majorité, malgré les nostalgies et au-delà d'elles, considère que le sort de « l'Alsace-Lorraine » est tranché par le traité de Versailles, que la défaite militaire allemande l'a fixé, et qu'il n'y a pas là, dans l'avenir, de problème pour les relations avec la France.

On résumera notre sentiment en disant que l'opinion publique allemande, si elle REGRETTE, certes, dans de larges secteurs, le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, dans son ensemble, néanmoins, ne le REFUSE pas, et, en tout cas, n'est nullement disposée à en faire une affaire entre l'Allemagne et la France. Pour l'opinion publique allemande d'après la première guerre mondiale, allons jusqu'à le dire, il n'y a plus de question d'Alsace-Lorraine ; s'il y en a eu une, elle a été tranchée en 1918-1919. On ose même dire que plus tard, à l'époque nazie, et malgré les théories officielles de ce que deviendra alors l'Allemagne, et malgré tels discours ou telles actions ponctuelles, le sort de l'Alsace ne sera pas au nombre des affaires affectant l'Allemand moyen et le motivant : le sort de l'Alsace ne

jouera aucun rôle dans les raisons qui pousseront en 1939 le peuple allemand dans son ensemble à accepter de se jeter dans la guerre dans laquelle Hitler le précipite.

Les organisations « alsaciennes-lorraines » dans le Reich

Mais revenons-en aux années de l'immédiat après première guerre et au second niveau d'analyse que l'on a annoncé : celui des organisations plus ou moins irrédentistes créées au lendemain de la guerre en Allemagne par des anciens habitants du Reichsland, qu'ils soient d'origine allemande, alsacienne et lorraine, ou souvent mixte, et ayant été contraints, ou ayant choisi, de partir pour l'Allemagne.

Sitôt après la guerre, les départs ont été nombreux. D'après les statistiques allemandes de 1910, vivaient cette année-là en Alsace, sans compter la Lorraine annexée, 131 000 sujets allemands originaires d'autres régions d'Allemagne que le Reichsland (5). Les statistiques d'après-guerre révèlent que les deux départements alsaciens ont perdu entre 1920 et 1925 100 000 habitants, soit 7 % de la population du Bas-Rhin et 9 % de celle du Haut-Rhin (6). Cette diminution absolue du chiffre de la population s'explique essentiellement par le départ pour l'Allemagne des Allemands ou fils d'Allemands installés dans le Reichsland depuis le traité de Francfort, ce que confirme la diminution relative, entre 1910 et 1921, d'une part des protestants par rapport à la population totale (26,5 % des habitants de l'Alsace se déclarent protestants en 1910, ils ne sont plus que 20,8 % en 1921), et d'autre part des citadins par rapport aux ruraux (7) ; les Allemands qui étaient venus dans le Reichsland entre 1871 et 1914 s'étaient installés presque exclusivement dans les villes et étaient en grande majorité protestants (8).

Il y a donc eu, après la première guerre mondiale, un très important mouvement de départs des trois départements redevenus français vers l'Allemagne, un mouvement beaucoup plus important qu'on le pense généralement en France, et qui mériterait une étude quantitative et qualitative précise faisant encore défaut. Quiconque connaît d'ailleurs la société allemande, même

(5) Exposé de F. DREYFUS sur la *Société alsacienne après la première guerre mondiale* fait à un colloque d'historiens allemands et français à Mannheim en novembre 1971. Le texte de cette contribution doit être publié en 1977 dans le tome IV de *Francia*, revue de l'Institut historique allemand à Paris.

(6) Ibidem. On remarque que ce chiffre de 100 000 ne tient pas compte des départs de la fin 1918 et de 1919, qui furent évidemment nombreux, ni du département de la Moselle.

(7) Ibidem.

(8) Dans le cas de la Lorraine annexée, voir, pour la ville de Metz et les autres villes lorraines, le chapitre X de la thèse de doctorat de F. ROTH, *La Présidence de Lorraine dans l'Empire allemand 1870-1918*, Nancy, 1975.

celle d'aujourd'hui, sait combien relativement nombreux sont les Allemands dont les parents ou les grands-parents ont vécu en Alsace ou en Lorraine annexée avant 1919, soit que ces ancêtres aient été immigrants, soit qu'il y ait des mariages mixtes, l'une des aïeules en général étant de souche alsacienne ou lorraine et ayant épousé un Allemand immigré (9). On peut ainsi considérer que, aussitôt après la guerre, les trois départements se sont vidés de la quasi-totalité de leur population d'origine allemande et d'une bonne partie, sans doute majoritaire, des familles d'origine mixte, puisqu'en général dans les familles mixtes le père était allemand, et partit, emmenant sa famille avec lui en Allemagne.

Ce mouvement de départ eut une double conséquence : d'une part une « dégermanisation » des départements alsaciens et du département de la Moselle (par « dégermanisation » on ne veut pas tant parler de la langue que de la conscience nationale des habitants) et d'autre part l'installation en Allemagne de repliés (150 000 ? 200 000 ?) ayant fait jusqu'alors leur vie en Alsace et en Lorraine annexée, et qui, pour certains d'entre eux, avaient une part de sang alsacien ou lorrain, et donc des liens de famille dans le pays qu'ils avaient quitté (10).

C'est dans ces milieux d'Allemands repliés de l'ex-Reichsland que se recrutent toutes sortes d'associations au cours des années d'après-guerre. La question, ici, est de savoir si ces associations représentent un mouvement sérieux que l'on pourrait qualifier d'irrédentisme, susceptible d'influer sur le cours des choses et de remettre en cause les décisions de 1919 et les transformations qui s'en sont suivies.

Ici aussi, les recherches précises sur les associations d'« Alsaciens-Lorrains » dans le Reich de Weimar font défaut. On connaît les noms de ces associations, les relations entre elles ou avec tel ou tel organisme allemand, mais il manque une analyse d'ensemble permettant de juger de leur influence réelle. A notre avis ce serait se méprendre que d'imaginer, comme certains l'ont fait, une sorte de complot tentaculaire et multiforme ourdi, dès les lendemains de la paix, par ces diverses associations, et avec la complicité des instances allemandes officielles, dont elles auraient été les relais. Quelles sont donc ces associations et quelles en sont les caractéristiques ?

(9) Au cours des années que nous avons passées à Francfort-sur-le-Main, nous avons eu l'occasion de rencontrer d'assez nombreux descendants d'émigrants de 1919-1920, Francfort ayant été alors l'un des lieux de repli des émigrants, expulsés ou optants. Ce développement s'inspire largement de conversations que l'on a eues avec eux. Plusieurs, qui nous parlaient volontiers de la grand-mère alsacienne ou lorraine, ont bien voulu nous aider efficacement dans les tâches qui étaient alors les nôtres à Francfort. Nous leur en gardons reconnaissance.

(10) Les Alsaciens ou Lorrains de pure souche ayant opté pour l'Allemagne après la guerre ont été en revanche fort peu nombreux.

Il y a d'abord le WISSENSCHAFTLICHES INSTITUT DER ELSAESSER UND LOTHRINGER IM REICH AN DER UNIVERSITAET FRANKFURT (Institut scientifique, auprès de l'Université de Francfort, des Alsaciens-Lorrains du Reich). On voudra parfois y voir en France l'état-major de l'irrédentisme, « manipulant » à distance, entre 1925 et 1928, ce qui sera alors la crise autonomiste alsacienne. C'est une interprétation erronée. Certes, il y aura des contacts personnels entre l'Institut de Francfort et telle ou telle personnalité impliquée directement dans l'affaire autonomiste, à commencer par Robert Ernst, dont nous aurons l'occasion de reparler ; certes, plus tard, à l'époque nazie, avec la pratique de la GLEICHSCHALTUNG, les travaux de l'Institut francfortois prendront un tour plus politique. Mais ce serait se tromper que de voir dans la création de cet Institut en 1920 et dans son fonctionnement durant toute la République de Weimar un projet et une pratique politiques. En fait le WISSENSCHAFTLICHES INSTITUT de Francfort est une création des Universitaires ALLEMANDS de Strasbourg contraints de quitter l'Alsace en 1919 ; c'est l'organisme de repli de l'ex-Université allemande de Strasbourg, accueilli en 1920 par l'Université Johann-Wolfgang von Goethe de Francfort, créée elle-même en 1919 (11). C'est donc un organisme universitaire, avec toute la valeur et les limites que cela veut dire. Valeur en effet, car ces Universitaires allemands, ex-strasbourgeois et désormais francfortois, ont préparé et publié des travaux de toutes natures et de toute première qualité sur l'Alsace et la Lorraine, travaux que, le plus souvent, l'on ignore superbement en France, ce en quoi l'on a grand tort : la lecture de ces publications convainc de la qualité du travail qui était effectué par l'Institut francfortois ; elle montre aussi qu'il ne faut pas confondre une institution universitaire, même si certaines de ses publications peuvent être par la suite exploitées politiquement, avec une officine politique servant de cerveau clandestin à une action souterraine (12). Car l'organisme francfortois a aussi ses limites : disons même que le très haut niveau scientifique de ses publica-

(11) Au lendemain de la première guerre mondiale, la jeune Université tout nouvellement créée de Francfort a recueilli non seulement des enseignants allemands de Strasbourg, mais aussi des étudiants allemands de cette ville. Aujourd'hui encore, une corporation d'étudiants de Francfort porte le nom d'*Alsatia*, et est l'héritière de cette tradition. Ayant enseigné nous-mêmes à l'Université de Francfort, on a été à même de découvrir toutes ces choses de l'intérieur.

(12) L'Institut « alsacien-lorrain » de Francfort avait d'autre part réussi, paraît-il, à rassembler une documentation sans égale sur les deux provinces. D'après ce que nous ont dit des personnalités francfortoises, les autorités françaises, en 1945, n'auraient pas donné suite à la proposition qui leur aurait été faite alors du côté allemand de céder ces fonds à la France. Ces fonds auraient donc été versés dans des bibliothèques allemandes. L'Institut alsacien-lorrain de Francfort ne survécut pas lui-même à l'effondrement allemand de 1945. Son bâtiment, qui avait traversé les bombardements, après avoir servi quelque temps d'habitation à des étudiants contestataires (sans aucun rapport avec l'Alsace-Lorraine) fut démoli en 1973 ou 1974 par la municipalité de Francfort.

tions limite considérablement le nombre de leurs lecteurs : ce n'est pas dans les chaumières alsaciennes ni chez les mineurs du pays noir lorrain que les activités du WISSENSCHAFTLICHES INSTITUT auront la moindre influence ; « l'impact » de l'Institut sur la population alsacienne et lorraine est nul ; on ignore même son existence. Entreprise d'intellectuels, l'Institut francfortois n'est connu que d'intellectuels, ce qui fait fort peu de monde. Ce n'est pas de ce côté-là que peut venir la remise en cause de la situation de 1919.

Mais voici une autre organisation, organisation de masse allemande, le HILFSBUND DER VERTRIEBENEN ELSASS-LOTHRINGER IM REICH (Ligue d'assistance aux expulsés d'Alsace-Lorraine dans le Reich). Créé au lendemain de la guerre, le HILFSBUND rassemble plusieurs dizaines de milliers d'Allemands expulsés. Le président d'honneur en est le docteur Schwander, ancien bourgmestre de Strasbourg, sous le régime allemand, qui pendant la guerre avait considéré comme souhaitable l'annexion de l'Alsace au royaume de Prusse, et que Guillaume II, au moment de l'effondrement, avait nommé, le 14 octobre 1918, Statthalter d'Alsace-Lorraine, fonction que l'évolution rapide de la situation ne lui avait permis d'exercer que jusqu'au 10 novembre suivant (13). Voici une présidence d'honneur très « allemande » qui souligne le caractère très allemand également de l'association. Sous la présidence de Schwander, la cheville ouvrière de l'association est un ancien avocat de Metz, Donnevert, qui avait été député de Metz au Landtag du Reichsland de 1911 à 1918 ; en 1917, Donnevert avait collaboré à la rédaction d'un mémoire au chancelier du Reich, prenant vigoureusement position contre la concession éventuelle de l'autonomie au Reichsland et demandant l'incorporation de la Lorraine à la Prusse. Le « Lorrain » Donnevert, en fait originaire de Prusse rhénane, ne s'était installé à Metz qu'en 1900 : c'est un Allemand (14). La mise en avant, par le HILFSBUND, de la présence parmi ses membres de tel ou tel Alsacien ou Lorrain de souche ne saurait modifier le fait qu'il s'agit fondamentalement d'une association d'Allemands expulsés de l'ex-Reichsland.

Ce caractère très typé, et évident, du HILFSBUND suffit à comprendre quel fossé sépare l'état d'esprit des membres de cette association de l'état d'esprit des populations d'Alsace et de Lorraine. Et d'abord, leurs préoccupations n'ont rien en commun. A vrai dire, le HILFSBUND fut créé par les Allemands expulsés comme une association d'entraide et un groupe de pression pour parvenir à une solution, aussi satisfaisante que possible pour ses membres, des problèmes matériels découlant de leur expulsion : propriétés, situations, intérêts divers, réimplantation en Allemagne. Que, dans leurs

(13) Sur Schwander, voir ce qu'en écrit Ch. BAECHLER dans sa thèse de recherches dactylographiée, *L'Alsace entre la guerre et la paix, Recherche sur l'opinion publique, 1917-1918*, Université de Strasbourg, 1969.

(14) Sur Donnevert, voir Ch. BAECHLER et Fr. ROTH, op. cit., passim.

réunions et leurs bulletins (15), les nostalgies, voire les rancœurs de ces gens, se donnent libre cours, quoi de plus évidemment naturel ? Mais il faut, pensons-nous, ne pas commettre le contresens de voir dans ces diatribes d'émigrés un écho de sentiments qui seraient ceux d'Alsaciens et de Lorrains vivant en Alsace et en Lorraine ; ce serait un autre contresens d'y voir l'expression des sentiments de l'« Allemand moyen ».

Reste néanmoins la question de savoir si certains membres de ces milieux de l'émigration n'auraient pas des activités plus proprement politiques. Il faut répondre par l'affirmative. L'homme clef est ici le Dr. Robert Ernst (16). Alsacien authentique, fils d'un pasteur protestant de Strasbourg, Ernst est farouchement francophobe ; en 1914, il s'était engagé volontaire dans l'armée allemande et, après avoir été officier d'infanterie, il termina la guerre comme officier aviateur ; à la défaite allemande, il s'installa en Allemagne. A côté du HILFSBUND, il crée une association de « Vieux Alsaciens-Lorrains », le VEREIN ALT ELSASS-LOTHRINGER, rassemblant des Alsaciens et des Lorrains ayant opté en 1919 pour l'Allemagne ; l'association est peu nombreuse, mais est beaucoup plus politisée que le HILFSBUND ; bien plus qu'à la défense d'intérêts matériels, Ernst et ses amis du VEREIN s'attachent passionnément à contester le statut français des trois départements. Ernst édite une revue antifranaïse, les HEIMATSTIMMEN, dont la périodicité mensuelle, le volume et la présentation prouvent que leur directeur dispose de substantiels moyens matériels. Dès lors se pose la question des appuis dont Ernst pouvait bénéficier en Allemagne, et dans quel but. C'est là le genre d'entreprises où l'historien a souvent du mal à retrouver tous les fils ; en Allemagne, du moins, l'habitude sérieuse de tenir à jour les comptes, et de parfaitement classer et conserver les archives, est d'un grand secours pour l'historien. Les archives que l'on a dépouillées permettent d'établir avec certitude que les premiers contacts sérieux d'Ernst avec la Wilhelmstrasse, devant déboucher quelques mois plus tard sur une aide effective à l'autonomisme alsacien, sont de l'automne 1924, alors que la politique religieuse et scolaire du gouvernement Herriot soulève une tempête dans les trois départements recouvrés, et à propos de cette tempête (17). Cela ne veut pas dire que, avant l'automne 1924,

(15) Le Hilfsbund publie à Fribourg-en-Brigau une revue, les *Elsass-Lothringische Mitteilungen*. Cette revue, spécialisée dans la défense des intérêts matériels des expulsés, reste sans écho en Alsace même, où les problèmes qui se posent sont d'une tout autre nature.

(16) On dispose de Mémoires de R. ERNST, *Rechenschaftsbericht eines Elsässers* ; mais surtout le dépouillement des archives allemandes a beaucoup apporté sur le personnage et ses activités.

(17) Lettre d'ERNST du 30 septembre 1924 à l'Auswärtiges Amt, sur papier à en-tête des *Heimatstimmen*, AA, Bonn, Geheimakten, 5976/E 439257-263 ; cette lettre introduit un rapport, dû à un ami d'ERNST, qui expose le parti que la politique allemande pourrait tirer de la crise politico-religieuse qui secoue l'Alsace en réaction aux initiatives anticléricales du gouvernement de Cartel des gauches.

Ernst n'ait pas eu des relations avec des instances allemandes, officielles ou officieuses. Le rôle de Donnevert, l'avocat messin expulsé, reste mal connu : il se reclassa après la guerre comme fonctionnaire au ministère de l'Intérieur du Reich ; c'est là un type de ministère où l'on fait toutes sortes de choses, et où l'on ne manque pas de fonds quand c'est nécessaire. Ernst a-t-il, par l'intermédiaire de Donnevert, été soutenu financièrement dès le lendemain de la guerre ? On n'en sait rien. Et il y a les organisations semi-officielles et officieuses. Le VEREIN FÜR DAS DEUTSCHTUM IM AUSLAND (V.D.A.), association pour le germanisme à l'étranger, est une vieille association, datant du XIX^e siècle, dont la vocation, qui s'affirme culturelle et non politique, est la défense et l'illustration de la langue allemande à l'étranger. Le DEUTSCHES AUSLAND-INSTITUT (D.A.I.), Institut allemand pour l'étranger, installé à Stuttgart, a été créé pendant la première guerre mondiale par le V.D.A. comme organisme scientifique d'étude du germanisme à l'étranger. Que le goupe animé par Ernst ait, dans les années qui suivent la guerre, des relations avec le V.D.A. et le D.A.I., c'est dans la nature des choses ; mais là n'est pas, pensons-nous, l'important, et il n'est pas interdit de croire le V.D.A., quand, dans son rapport de 1928, il dira ne pas avoir joué de rôle dans la crise autonomiste alsacienne (18). Beaucoup plus important fut en revanche, comme soutien idéologique et logistique pour Ernst, le DEUTSCHER SCHUTZBUND. Il s'agit d'une organisation faïtière créée en Allemagne en 1919 pour soutenir les partisans de l'Allemagne dans les différents territoires soumis à plébiscite en vertu du traité de Versailles (Prusse Orientale, Slesvig, Haute-Silésie). L'Alsace-Lorraine n'est pas directement intéressée, puisque le traité n'y prévoit pas de plébiscite ; néanmoins, en 1920, un bureau de presse pour l'Alsace-Lorraine (« ELSASS-LOTHRINGISCHE PRESSESTELLE ») est créé au sein du SCHUTZBUND, dont Ernst prend la direction en 1921 ; une fois que le SCHUTZBUND eût aidé à naître ce bureau de presse, et qu'Ernst eu eût pris la direction, celui-ci parvint d'ailleurs à assurer d'une autre façon le financement de ses entreprises (DEUTSCHE STIFTUNG) et à se rendre indépendant du SCHUTZBUND (19).

De tout ce que l'on vient de voir, retenons qu'un petit groupe d'Alsaciens germanophiles réfugiés en Allemagne en 1918-1919, et animés par Ernst, obtient par diverses voies, dès 1919-1920, des aides qui lui permettent d'avoir, en Allemagne, une activité et d'éditer une revue. Mais retenons aussi que l'Etat allemand, au niveau responsable de la politique internationale, la Wilhelmstrasse, ne s'intéressera vraiment à ce groupe et à ses activités qu'à partir de l'automne 1924, c'est-à-dire à partir du moment où une crise

(18) Cf. Fr. G. DREYFUS, *L'Allemagne de Weimar et le problème alsacien*, Bulletin de la Société d'Histoire Moderne, Quatorzième série, N° 15, 1971, p. 4.

(19) AA Bonn, 4518/E 134055.

apparaîtra en Alsace, crise qui ne sera d'ailleurs nullement le résultat des activités d'Ernst et de ses amis (leur audience, en Alsace même, jusqu'en 1924, apparaîtra négligeable), mais qui sera due aux initiatives que prendra alors le gouvernement de Paris dans les domaines scolaire et religieux.

L'Etat allemand et les affaires d' « Alsace-Lorraine »

Voici qui nous amène donc à porter l'analyse au troisième niveau que nous avons annoncé : le comportement des autorités responsables du Reich en face d'une éventuelle question l'Alsace-Lorraine. On nous permettra en effet de considérer que, sans en sous-estimer l'importance, l'aide à Ernst du SCHUTZ-BUND ou de tel service spécialisé du ministère de l'Intérieur du Reich ne suffit pas à définir la position de l'Etat allemand dans l'affaire. Il faut porter l'analyse au niveau du gouvernement du Reich, de la Chancellerie et du ministère des Affaires étrangères, bref de la Wilhelmstrasse. Qu'apportent donc les archives à cet égard ?

Une première affaire permet d'apprécier le comportement des instances responsables du Reich : le « Comité exécutif de la République libre d'Alsace-Lorraine ». Au début de 1919, sans doute sur les ruines de ce qu'avait été, en octobre 1918, l'éphémère mouvement, « téléguidé » par les autorités allemandes, pour un Etat alsacien-lorrain indépendant (20), un « EXEKUTIVKOMITEE DER FREIEN REPUBLIK ELSASS-LOTHRINGEN » s'est constitué en exil à Munich, puis s'est transporté, en avril 1919, à Baden-Baden. Il est dirigé par un triumvirat composé du « comte » Rapp, qui s'affirme descendant du général de Napoléon I^{er} (21), du Dr. Ley et du Dr. Muth. Durant l'année 1919 et le début de 1920, le « Comité exécutif » de Baden-Baden a une activité intense, adressant aux journaux anglais et américains des lettres prétendant exprimer les sentiments véritables des Alsaciens-Lorrains et faisant passer en Alsace des tracts cherchant à influencer dans un sens antifrançais les nombreuses élections qui ont lieu alors, avec le résultat totalement nul que l'on sait, puisque tous les députés alsaciens et mosellans élus en novembre 1919 sont « Bloc National » et que les rares candidats « autonomistes » ont obtenu quelques dizaines de voix (22). Il y a tout lieu de penser que les activités du « Comité exécutif », en 1919 et au début de 1920, ont été financées par le Reich, et sans doute

(20) Sur ce mouvement, voir BAECHLER, *op. cit.*

(21) Le général Jean Rapp, fait comte par Napoléon, était né à Colmar en 1772. Durant son commandement à Danzig, il eut un fils d'une Danzigoise, dont le Rapp de 1919 prétend descendre.

(22) Il y a eu des élections législatives les 16 et 30 novembre 1919, municipales les 23 et 30 novembre, pour les conseils généraux les 14 et 21 décembre, et sénatoriales le 11 janvier 1920. Voir DREYFUS, *op. cit.*

aussi la sidérurgie allemande (23). L'idée de manœuvre du « Comité » semble avoir été d'introduire une requête auprès de la Société des Nations sur la situation dans les trois départements. Les résultats des élections de l'hiver 1919-1920 ont dû l'en dissuader, ainsi que le procès qui est intenté, du côté français, aux dirigeants : la Cour d'assises du Bas-Rhin, le 15 mai 1920, condamne, par contumace, Rapp, Ley et Muth à la déportation à vie pour complot contre la sûreté de l'Etat. De plus, le procès de Strasbourg révèle que le « comte » Rapp est un escroc : il n'est nullement le descendant du général de Napoléon, mais le fils d'un commerçant de Ludwigshafen, et il était parvenu, en trompant l'ambassade de France à Berlin en 1907 avec de faux papiers, à se faire abusivement reconnaître cette filiation, le titre de comte et des origines alsaciennes qu'il n'avait nullement (24). Plus grave, les Allemands en viennent à se demander si Rapp n'est pas un agent provocateur travaillant secrètement pour les Français (25). Le 29 janvier 1921, Ley et Muth ont avec Rapp une explication, à la suite de laquelle ce dernier se retire définitivement de la vie politique (26).

Echaudées par cette mésaventure, les instances responsables du Reich refusent désormais tout appui au « Comité exécutif » de Baden-Baden que Ley s'efforce de maintenir en vie. On trouve dans les archives allemandes des demandes réitérées d'aide financière de Ley auprès des autorités allemandes, qui, toutes, se heurtent désormais à des refus (27). En fait, le « Comité exécutif », dont les activités n'ont jamais eu d'influence notable en Alsace, est en pleine décomposition, et la fin de Ley va être lamentable : rentré volontairement en Alsace en 1923 pour obtenir une révision de son procès de 1920, Ley, condamné le 5 décembre 1923 à sept années de prison, sera grâcié en septembre 1925 et se retirera en Alle-

(23) Voir le rapport de la Direction de la Police de Karlsruhe du 4 mai 1921, AA Bonn, Geheim Akten, 5976/E 439 235-242. Il y a lieu de penser que le président du « Comité exécutif », le « comte » Rapp, entretint des relations avec Erzberger et fut reçu par le chancelier Fehrenbach et le président du Reich Ebert lui-même. AA Bonn, 5976/E 439 277-279.

(24) L'abbé Wetterlé avait même publié dans son journal, le *Nouvel-Liste* de Colmar, le 28 décembre 1910, un article dithyrambique sur « l'arrière-petit-fils » du général Rapp que l'on venait de découvrir. Rapp, qui semble avoir eu un aplomb et un abattage hors du commun, paraît avoir fait pendant plusieurs années pas mal de dupes dans les hautes sociétés de Berlin et de Paris. Depuis la manifestation de la vérité au procès de Strasbourg de mai 1920, une manière de consensus du silence s'est fait sur cet extravagant personnage.

(25) AA Bonn, 5976/E 439 214 et 277-279, et L 1504/L 442 610-611.

(26) AA Bonn, 5976/E 439 239-241, Rapp se retire à Munich, et il est impossible de savoir ce que ce personnage deviendra.

(27) AA Bonn, 5976/E 439 213, E 439 335-338, E 439 363-365 ; L 1504/L 442 568-569, 570-575 et 578. Ley a notamment transmis, le 31 août 1921, au gouvernement du Reich l'offre que lui aurait faite un journaliste se réclamant de l'entourage de Caillaux, de prendre pied dans un quotidien parisien, qui, moyennant trois millions de francs, soulèverait la question d'Alsace-Lorraine. Cette affaire est à notre sens à rapprocher de celles dont nous avons parlé dans notre étude *L'appareil de presse de Joseph Caillaux et l'argent allemand 1920-1932*, Revue Historique, avril-juin 1972, p. 375-406.

magne, où la correspondance qu'il ne cesse d'adresser, parfois d'une clinique psychiatrique, ne présente plus aucun intérêt politique (28).

De toutes ces péripéties, l'on retient que les instances responsables de l'Etat allemand ont joué avec l'idée d'un mouvement autonomiste alsacien, et ont cherché à le susciter ou à le favoriser, aussitôt après la guerre, en 1919 et au début de 1920, puis ont bien vite abandonné cette idée. Les résultats des élections de l'hiver 1919-1920 dans les trois départements recouvrés, puis les rocambolesques mésaventures du « Comité exécutif de la République libre d'Alsace-Lorraine » paraissent avoir convaincu les autorités du Reich d'abandonner toute idée de ce côté. De fait, bien au-delà de l'effondrement du « Comité exécutif », c'est la situation même dans les départements alsaciens et le département de la Moselle qui retient l'attention de la Wilhelmstrasse et, entre mai 1920 et mai 1924, toute la documentation de la Wilhelmstrasse va dans le même sens : la question d'Alsace-Lorraine est tranchée, non seulement par le traité de Versailles mais aussi par la volonté des habitants, et ce serait se leurrer que d'imaginer que les difficultés, qui sont réelles, de la réintégration dans l'unité française pourraient servir de levier à l'Allemagne. Ce que nous avançons si fermement ici est si différent de ce que l'on peut parfois lire par ailleurs que nous devons produire des documents. En voici quelques-uns, où alternent des cas précis et des vues générales.

Le 25 août 1920, une personnalité politique de Metz, Gaston Pierra, cherche le contact avec la Wilhelmstrasse. Dès le lendemain la décision est prise de lui refuser l'aide qu'il sollicite : « *Indépendamment des points de vue politiques, cela ne paierait pas (es sich nicht lohne)* » (29).

Le 1^{er} octobre 1921, le Dr Mayer, ambassadeur d'Allemagne à Paris, adresse à Berlin un rapport sur la situation en Alsace-Lorraine, à l'occasion d'une interview d'Alapetite, Haut-Commissaire de la République à Strasbourg, accordée au PETIT PARISIEN (30), d'interventions à la Chambre de députés alsaciens et d'articles qui s'en sont suivis dans la presse française. L'ambassadeur analyse de façon précise le malaise naissant dans le clergé alsacien à propos de la langue (31), mais il écrit : « *Si les représentants de*

(28) Son nom sera pourtant encore prononcé lors des procès de Colmar de 1928 contre les dirigeants autonomistes. Ley sera en fait alors, et depuis des années, un homme brisé.

(29) Lettre manuscrite de demande d'audience de Pierra et note de la Wilhelmstrasse, 25 et 26 août 1920, AA Bonn, Presse Elsass-Lothringen 3, Allgemeine Angelegenheiten Geheim, Band 1, non filmé.

(30) Interview d'Alapetite par Marcel Nadaud, *Petit Parisien* du 28 septembre 1921.

(31) La position constante de l'Eglise catholique est que l'instruction religieuse doit être donnée dans la langue maternelle. Par ce biais se posait la question de l'utilisation de l'allemand dans l'enseignement en Alsace, puisque l'instruction religieuse y est donnée à l'école.

cette orientation prennent position ouvertement pour la langue allemande comme langue maternelle et pour le maintien de la culture allemande en Alsace, il faut cependant remarquer qu'ils se reconnaissent (*bekennen*) tous comme Français et que, dans le meilleur des cas, ils souhaitent l'établissement de bons rapports avec l'Allemagne. Il est significatif que, lors de la dernière session du Conseil général du Bas-Rhin, qui est entièrement de langue allemande, le président ait réclamé pour ses compatriotes le droit de critiquer librement l'administration française, mais ait protesté que l'on ne pouvait pas conclure de telles critiques que les Alsaciens ne sont pas de bons Français. D'autre part, le Conseil général de la Moselle a voté à l'unanimité une résolution qui réclame une politique énergique à l'égard de l'Allemagne et l'exécution intégrale du traité de Versailles. Il n'y a un mouvement national en Alsace-Lorraine que dans la mesure où l'on demande un certain régionalisme pour les territoires de langue allemande. Le mouvement autonomiste, qui existait autrefois dans ce pays, n'ose absolument plus se montrer » (32).

Quelques jours plus tard, à propos du refus de soutenir désormais les entreprises de Ley, on lit dans un document de la Wilhelmstrasse : « *L'Auswärtiges Amt lui a fait savoir [à Ley] qu'il n'a pas l'intention de se mêler de la question de l'autonomie de l'Alsace-Lorraine, car il s'agit d'une affaire de politique intérieure française, et que par conséquent il ne mettra pas à sa disposition les moyens qu'il demande* » (33).

Le 12 décembre 1921, à propos du vote du budget d'Alsace-Lorraine, il y a à la Chambre des députés un débat sur la situation dans les départements recouvrés. Dès le lendemain l'ambassadeur Mayer adresse à Berlin un rapport où il souligne les propos nationaux tenus par les députés alsaciens, notamment le pasteur Scheer, député du Haut-Rhin (34). Certes, Scheer a parlé des difficultés économiques, du malaise des fonctionnaires alsaciens (35), du problème de la législation sociale, plus avancée en Allemagne qu'en France, de la langue, de l'école et de l'erreur que serait une assimilation trop rapide, mais l'ambassadeur résume ainsi les conclusions du député haut-rhinois : « *C'est un fait extraordinaire qu'un peuple qui parle un dialecte germanique, qui a fait partie du Reich pendant cinquante ans durant lesquels il a connu un essor économique fabuleux, ait malgré tout toujours conservé la nostalgie (Heimweh) de la France. L'âme alsacienne trouve son complément*

(32) Rapport A 3967 du 1^{er} octobre 1921 de Mayer, AA Bonn, L 1504/L 442 562-567.

(33) Note de Mutius du 19 octobre 1921, AA Bonn, L 1504/L 442 578.

(34) Rapport A 5096 de Mayer du 13 décembre 1921. AA Bonn, L 1504/L 442 595-598.

(35) Sur ce malaise, voir F.-G. DREYFUS, *La vie politique en Alsace*, op. cit., p. 56-58, et G. BAAS, op. cit., p. 58-64.

dans l'âme française. L'Alsace est française et veut rester française ».

Sur le fonds de tableau du « malaise alsacien », une personnalité alsacienne, le baron Claus Zorn de Bulach, fonde au printemps 1922 une nouvelle organisation, le « parti alsacien » et tient une première réunion à Strasbourg, à la Maison des Chanteurs, le 8 juillet (36). La famille Zorn de Bulach est une vieille et authentique famille alsacienne ; il faut toutefois remarquer que le père de Claus a été député favorable à l'Allemagne de 1881 à 1887 et de 1890 à 1898, et secrétaire d'Etat d'Alsace-Lorraine de 1908 à 1914, et que son frère, ecclésiastique, a été coadjuteur de l'évêque de Strasbourg sous le régime allemand (37). On doit dès lors s'interroger sur les tenants et les aboutissants de l'initiative de Claus Zorn de Bulach. Voici comment à ce propos la Wilhelmstrasse voit, en août 1922, le problème alsacien-lorrain : *« On ne peut pas parler en Alsace-Lorraine d'un problème de minorités au sens propre du terme, car il n'y a pas d'opposition de la population de ces territoires s'appuyant sur une conscience de son caractère étranger ; on peut encore moins parler de minorités allemandes, car les Alsaciens et les Lorrains ne mettent jamais l'accent sur les entreprises françaises à l'égard de leur germanité (Deutschtum). Le mécontentement en Alsace-Lorraine contre l'administration française, qui est certes très fort, concerne d'abord des détails sans signification fondamentale, et les doléances de la population, si l'on met à part le groupe d'autonomistes de Baden-Baden qui est manifestement sans grande influence (38), portent seulement sur le souhait d'une plus grande autogestion des affaires d'Alsace-Lorraine dans le cadre de l'Etat français. La meilleure façon de caractériser les particularistes alsaciens-lorrains les plus extrêmes, ceux du nouveau parti de Zorn de Bulach, est de dire que c'est le parti des mécontents, des « froissés », comme Zorn de Bulach et ses partisans se nomment eux-mêmes ».* Le rapport cite alors les causes du malaise alsacien : traitements inégaux des fonctionnaires, difficultés économiques, législation sociale française insuffisante, crainte de la laïcisation de l'enseignement et de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et il conclut : *« Il y a lieu de penser que même les extrémistes, le parti de Zorn de Bulach, ne poseront pas d'exigences allant au-delà des réclamations que l'on vient de citer »* (39).

En décembre 1922, nouveau débat sur l'Alsace-Lorraine à la Chambre des Députés à propos du vote du budget, et, à cette occasion,

(36) Rapport A 3092, du 19 juillet 1922, de Hoesch, conseiller à l'ambassade d'Allemagne à Paris, AA Bonn, L 1504/L 442 603-606.

(37) DREYFUS, op. cit., p. 70.

(38) Il s'agit évidemment du groupe de Ley.

(39) Note du 19 août 1922, AA Bonn, L 1504/L 442 610-611. Au demeurant, la tentative de Zorn de Bulach restera sans suite appréciable.

nouveau rapport pour Berlin de l'ambassadeur Mayer (40). L'ambassadeur y souligne toutes les doléances des deux provinces, exprimées par leurs députés : dans les départements recouvrés, on regrette manifestement la bonne santé économique de l'époque allemande et le travail sérieux de l'administration allemande ; on redoute la perte de la législation sociale, du statut des fonctionnaires et de l'autonomie dans la gestion des communes ; bref l'on craint, dans les trois départements, que le tissu de la vie ne se dégrade et que l'on ne passe du niveau actif de vie, qui était celui de l'époque allemande, au niveau de vie ralenti par rapport à la capitale qui est celui de la « province » française. Ainsi, l'ambassadeur analyse parfaitement les composantes du « malaise alsacien », mais il souligne aussitôt que dans le débat à la Chambre, « *tous les députés [d'Alsace-Lorraine] ont attaché la plus grande importance à marquer leur penchant absolu pour la France et à ne laisser aucun doute sur leur patriotisme... Autant on a manifesté combien on apprécie les avantages économiques que l'on a retirés en Alsace-Lorraine de l'époque allemande, autant, sur le plan des sentiments, on s'écarte de l'Allemagne et de l'époque allemande. A la Chambre des députés, venant des représentants alsaciens et lorrains, il n'y a pas eu un mot qui n'ait été une condamnation de l'Allemagne, de sa politique et de sa culture* » (41).

Le 20 février 1923, Hoesch, conseiller à l'ambassade de Paris, informe la Wilhelmstrasse de la création à Strasbourg d'un organisme politique demandant « l'assimilation complète » à la France avec maintien, dans les domaines économiques et religieux, de certaines dispositions particulières (42).

Et voici une assez grosse affaire. En avril 1923, un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur du Reich, Götz, demande au gouvernement allemand, « de la part d'amis éprouvés de la cause allemande en Alsace » de gros subsides (un million de francs) pour la préparation des élections législatives de 1924 (43). Götz est un ancien notaire de Wissembourg, replié en Allemagne en 1919 et devenu fonctionnaire au ministère de l'Intérieur de Berlin ; il semble qu'il assure la liaison entre ce ministère et des organisations d'« Alsaciens-Lorrains » repliés dans le Reich (44). Il aurait

(40) Rapport Mayer A 5093 du 12 décembre 1922, AA Bonn L 1504/L 442 616-621.

(41) Idem, L 442 619-620.

(42) Rapport Hoesch A 895 du 20 février 1923, AA Bonn L 1504/L 442 623-625. En janvier 1923, pour protester contre l'entrée des Français dans la Ruhr, la Wilhelmstrasse a rappelé à Berlin l'ambassadeur Mayer, et c'est le conseiller d'ambassade Hoesch qui, resté à Paris, gère les « affaires courantes ». Il y réussira si bien qu'il sera nommé en 1924 ambassadeur à la place de Mayer.

(43) Note de Mutius pour le ministre des Affaires étrangères du 9 avril 1923, AA Bonn, 5976/E 439 253-254.

(44) F.-G. DREYFUS, *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, op. cit., p. 5.

trouvé, pour la demande d'appui financier sollicité par ses correspondants alsaciens, un accueil favorable auprès du secrétaire d'Etat de la chancellerie du Reich, mais la chancellerie ferait dépendre la décision de l'avis de la Wilhelmstrasse. Or voici cet avis : « Ici [à la Wilhelmstrasse], on ne peut pas donner son appui à l'octroi de la somme demandée. Les avantages éventuels d'une telle opération seraient faibles et les dangers assez grands. Certes, il est vraisemblable que, en ce moment surtout, l'aide sollicitée permettrait un rassemblement et un renforcement de l'élément allemand, et l'argent serait donc bien employé. Néanmoins, il apparaît problématique que l'on puisse parvenir à influencer les futures élections législatives dans le sens allemand ». Et le rapport conclut au refus de l'aide demandée (45), ce qui est signifié à Götz dans les jours suivants (46).

Du 26 mai au 3 juin 1923, Millerand, président de la République, fait un voyage dans l'Est de la France ; il est accueilli triomphalement en Alsace et en Lorraine désannexée, pays où il est très connu, puisqu'il y fut Haut-Commissaire en 1919-1920 (47), et où il a laissé un très grand souvenir du fait de son respect des particularités locales. Le conseiller d'ambassade Hoesch tire cette leçon de l'accueil réservé à Millerand par les Alsaciens et les Lorrains : « Il [le président de la République] a voulu montrer au monde entier que l'Alsace-Lorraine est une partie intégrante de la France et que, dans l'affaire de la Ruhr particulièrement, elle est derrière le gouvernement. Toutes les nouvelles sur le voyage du président mentionnent l'accueil enthousiaste que la population lui a réservé. Particulièrement impressionnante a été la manifestation nocturne de sans doute plus de 50 000 Alsaciens sur la place Broglie à Strasbourg. Ces manifestations de l'appartenance nationale de l'Alsace-Lorraine à la France n'ont été troublées, d'après toutes les nouvelles dont on dispose, par aucune fausse note. On est contraint de considérer que la démonstration que la population d'Alsace-Lorraine, dans son immense majorité, est regagnée pour la France, est une démonstration réussie » (48). Et Hoesch rappelle l'expression employée par Poincaré, lors d'un accueil aussi enthousiaste de Strasbourg en décembre 1918 : « Le plébiscite est fait » (49).



(45) Note de Mutius citée ci-dessus.

(46) AA Bonn, 5976/E 439 253-254. Ceci ne signifie pas que Götz n'ait pas obtenu pour Ernst, car c'est lui qui doit être derrière cette demande de subside, de l'argent de quelque autre manière ; cf. DREYFUS, op. cit., p. 8 et 9.

(47) Sur les circonstances de la nomination de Millerand au Haut-Commissariat d'Alsace-Lorraine en 1919, cf. les Mémoires inédits de POINCARE, *Au service de la France*, tome XI, *A la recherche de la paix*, Plon, 1974, passim.

(48) Rapport de Hoesch A 2648 du 5 juin 1923, L 1504/L 442 626-633.

(49) POINCARE, *Au service de la France*, tome X, p. 440-450.

Nous pensons que ces documents de la Wilhelmstrasse sont assez convaincants : même si, en 1919 et au début de 1920, les autorités allemandes responsables ont, quelques mois durant, pensé à une action de propagande possible en Alsace, en 1922 et 1923 elles considèrent que la cause est désormais définitivement tranchée, et ce dans le sens de l'appartenance de l'« Alsace-Lorraine » à la France par la libre volonté de ses habitants. Le « malaise alsacien », qui existe déjà, et que la Wilhelmstrasse analyse fort bien, ne lui paraît pas pouvoir rouvrir la question fondamentale de la souveraineté nationale. Les appuis que les entreprises d'Ernst peuvent déjà trouver en Allemagne, de la part, alors sans doute, d'instances du second ou du troisième rang, ne nous paraissent pas, en 1923, de nature à remettre en cause cette analyse.

Ce que la Wilhelmstrasse pense, l'opinion publique allemande en vient aussi à le penser. Le 4 juin 1924, l'influente VOSSISCHE ZEITUNG écrit : « *Est-il bon que notre peuple poursuive des illusions qui, à nouveau, pourraient le perdre ? Faut-il que, rentré chez moi, j'appelle les Allemands au secours de l'Alsace ?... Jetez-moi des pierres, ô mes compatriotes. Cependant je jette à votre face la vérité dont j'ai souffert là-bas : l'Alsace ne veut plus de nous, les Alsaciens sont perdus pour nous* » (50).

On en est là le 4 juin 1924. Moins de deux semaines plus tard, la question d'Alsace-Lorraine sera rouverte, non pas par des initiatives allemandes, mais par cette phrase d'Herriot, le 17 juin, dans son discours d'investiture à la Chambre : « *Le gouvernement est persuadé qu'il interprétera fidèlement le vœu des chères populations enfin rendues à la France en hâtant la venue du jour où seront effacées les dernières différences de législation entre les départements recouvrés et l'ensemble du territoire de la République* ». La colère sera immédiate en Alsace, et profonde. Ce que, de novembre 1918 à juin 1924, les difficultés économiques et les maladresses administratives n'avaient pas fait, la politique jacobine du gouvernement Herriot allait le faire en quelques semaines : le mécontentement sera, ce coup-ci, si grave en Alsace que l'Allemagne songera à l'exploiter et soutiendra effectivement l'autonomisme alsacien durant les années 1925-1929.

Laissons la conclusion sur l'« Alsace-Lorraine » des années 1918-1924 à la Wilhelmstrasse. En 1927, au plus fort de la crise autonomiste, Schwendemann, fonctionnaire de la Wilhelmstrasse chargé de suivre l'affaire, rédige un rapport de synthèse dont voici le début : « *Tout de suite après le rattachement à la France, il y eut dans la population alsacienne-lorraine de l'enthousiasme, pour une part artificiel ; puis l'enthousiasme se tempéra quelque peu et il y eut, au cours des premières années de l'après-guerre déjà, toutes sortes de motifs de mécontentements. Toutefois le malaise qui en a résulté*

(50) Cité par F.-G. DREYFUS, op. cit., p. 6.

n'était pas assez grave pour susciter un mouvement organisé dans quelque direction que ce soit. Ceci ne s'est produit que lorsque, après la victoire électorale des Gauches en mai 1924, le gouvernement Herriot a lancé une politique d'assimilation rapide et que la population catholique, qui est majoritaire en Alsace-Lorraine, s'est vue menacée dans ses intérêts religieux et culturels. Alors, en un temps relativement court, est apparu un important mouvement populaire et il y a eu tendance à créer une organisation. C'est à ce moment-là que les anciens Alsaciens vivant en Allemagne sont intervenus : on en vint à des contacts actifs et à la collaboration » (51).

Ainsi, en 1923, la question d'Alsace-Lorraine pour le Reich était close. C'est la politique du gouvernement Herriot qui la rouvrira pour quelques années, et la crise autonomiste y sera étroitement liée. La contre-épreuve sera d'ailleurs là : la crise prendra fin, non point tant du fait de la répression judiciaire et policière, mais parce que et quand le pouvoir politique, à Paris, renoncera à l'exécution des mesures annoncées en 1924. Dès lors, et même lorsque Hitler dirigera l'Allemagne, entre 1933 et 1939, il n'y aura à nouveau plus de « question d'Alsace-Lorraine » entre l'Allemagne et la France.

(51) Rapport « très secret » de Schwendemann du 15 décembre 1927, AA Bonn, 4518/E 133 940.

CHAPITRE II

LE PROBLEME DU RHIN ET L'AFFAIRE DES REPARATIONS (1918-1923)

1° *L'héritage de 1918-1919 : L'occupation, la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans (H.C.I.T.R.) et les réparations.*

— La ligne du Rhin fut-elle un but de guerre de la France ?

— La définition du Rhin comme frontière géostratégique de la France dans l'hiver 1918-1919.

— Les initiatives de Foch dans les territoires occupés pendant la période de l'armistice, et l'accord du gouvernement de Paris avec ces mesures (novembre 1918-mars 1919).

— L'abandon par Clemenceau de l'idée d'une politique rhénane active, la création de la « Commission Interalliée des Territoires Rhénans » et le traité de Versailles (avril-juin 1919).

— L'« Arrangement rhénan » et la création de la « Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans » (H.C.I.T.R.).

— Occupation, réparations et ligne du Rhin.

2° *La tentative de politique rhénane de la France en 1921 et son échec : les accords de Wiesbaden sur les livraisons en nature au titre des réparations.*

— Les équivoques de l'année 1920.

— Briand, Foch et Tirard relancent l'affaire rhénane (janvier-avril 1921).

— Le retournement de situation (mai-juin 1921).

— Les livraisons en nature de l'Allemagne au titre des réparations (1919-1921).

— Les accords de Wiesbaden.

— L'échec de la politique de Wiesbaden et la chute de Briand.

3° *Poincaré aux affaires (janvier-août 1923).*

— Poincaré « négociateur » (janvier-août 1922).

— Le groupe de pression interventionniste en France et dans les territoires occupés en 1922.

— La décision de Poincaré de se saisir de la Ruhr.

— Les instruments à la disposition de Poincaré dans les territoires occupés en 1923.

— Conclusion.

Si, à notre sens, il n'y a plus fondamentalement, entre la France et l'Allemagne, de « question d'Alsace-Lorraine » après la première guerre mondiale, il y a en revanche un problème rhénan. C'est là une affaire dont les historiographies, l'allemande comme la française, ont longtemps sous-estimé l'importance, ou qu'elles ont traitée d'une façon polémique. La lecture des archives françaises et allemandes nous a pour notre part convaincu, jusqu'à l'évidence, de ce que l'affaire rhénane a tenu une place essentielle dans l'histoire non seulement des relations franco-allemandes mais aussi de la vie internationale en général entre 1918 et 1925, entre l'armistice, qui en marque le début, et les accords de Locarno, qui en sont le terme. L'ouverture à la libre recherche des archives allemandes en 1960, puis, plus récemment, des archives françaises a déjà permis la préparation et la publication d'études qui ont commencé à renouveler le sujet (1). Il serait hors de notre propos de vouloir ici donner une étude approfondie de l'affaire rhénane de 1918 à 1923. Mais, pour comprendre la situation de 1923, la place que la Rhénanie y tient et aussi les transformations qu'apportera l'année 1924, il est indispensable de voir comment, dans ses grandes lignes, le problème rhénan est né et s'est développé jusqu'à devenir à l'automne 1923 l'une des préoccupations primordiales de la vie internationale, et en rapport avec l'affaire des réparations.

(1) Ce fut d'abord et surtout le livre pionnier de K.-D. ERDMANN, *Adenauer in der Rheinlandpolitik*, Klett, Stuttgart, 1966, dont on a rendu compte dans la *Revue Historique* d'octobre-décembre 1967, p. 498-503. Citons aussi J.-C. KING, *Foch versus Clemenceau, France and German Dismemberment*, Harvard University Press, 1960, et E. BISCHOF, *Rheinischer Separatismus 1918-1924*, Berne, 1969. Par ailleurs un certain nombre d'articles ont paru. En octobre 1974, un colloque, organisé en commun par les Universités de Sarrebruck et de Metz, a rassemblé des spécialistes allemands et français pour faire le point des recherches sur l'affaire rhénane; les actes du colloque ont été publiés, *Problèmes de la Rhénanie 1919-1930*, Centre de Recherches des Relations Internationales, Metz, 1975.

I. — L'HERITAGE DE 1918-1919 :

L'occupation, la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans (H.C.I.T.R.) et les réparations

On est convaincu qu'il y a eu dans la pensée, ou l'arrière-pensée, des auteurs du traité de Versailles, ou du moins de certains d'entre eux, un rapport entre la volonté d'occuper la rive gauche du Rhin et la politique des réparations imposées à l'Allemagne, et que ce rapport n'est pas seulement celui de la garantie, explicitement inscrite dans le texte du traité, mais qu'il est plus profond ; certes, les exigences de réparations s'expliquent déjà suffisamment pour des raisons financières, en particulier dans le cas de la France avec les nécessités de la reconstruction des régions dévastées et du remboursement des dettes interalliées ; il n'en reste pas moins, à notre avis, que le complexe occupation-réparations, mis en place dans les textes et dans les faits pendant l'année 1919, donne à la France, pour autant qu'elle le veuille et que les circonstances viennent à s'y prêter, la possibilité de prendre l'initiative d'une politique rhénane. S'il serait excessif de dire que l'affaire rhénane de 1923 aurait été prévue dès 1919 par la France et systématiquement préparée par la suite, il est vrai qu'en 1919 ont été mises en place les conditions et les institutions rendant possible pour la France l'exploitation d'une éventuelle affaire rhénane, ce qui sera le cas en 1923, et les réparations devaient être le levier de ce mécanisme (2).

La ligne du Rhin fut-elle un but de guerre de la France ?

Pendant la première guerre mondiale il s'était développé dans l'opinion politique française un mouvement très sensible préconisant une politique active de la France en Rhénanie pour l'après-guerre, c'est-à-dire, pensait-on, l'après-victoire. Ce n'était pas du tout un mouvement de l'opinion publique populaire (le Français moyen, au front ou à l'arrière, avait d'autres préoccupations durant ces terribles années), ni un mouvement dans la « classe politique » à proprement parler, mais un mouvement dans la classe intermédiaire des écrivains, publicistes, professeurs, historiens, etc...

(2) J. BARIETY, *Les réparations, objet ou prétexte à une politique rhénane de la France, 1919-1924*, conférence faite devant la Société d'Histoire Moderne à Paris, le 5 mai 1973 ; résumé dans le Bulletin de la Société, 15^e Série, n° 6, p. 21-28.

On a trop tendance en France à minimiser ce courant, ou à le limiter aux « nationalistes », à Maurice Barrès et à l'*Action française*. Un récent travail allemand, qui est le fruit d'un dépouillement considérable de journaux, revues et livres publiés en France entre 1914 et 1918, convainc de l'étendue de ce courant de pensée dans la classe intermédiaire de l'opinion politique que l'on vient de définir (3). Il est représenté non seulement chez les « nationalistes », mais aussi dans l'Université et jusque dans les rangs de l'opinion radicale-socialiste. La thèse de doctorat de Pierre Miquel a d'ailleurs montré l'étendue de ce courant de pensée en 1919 qui se transforme alors, avec le « Comité de la rive gauche du Rhin », en un groupe de pression politique (4).

De l'existence de ce courant de pensée, quand même limité à un milieu particulier, il ne faut pas conclure que la conquête de la ligne du Rhin ait été l'un des buts de guerre de la France entre 1914 et 1918 : écrire dans les journaux et les revues ne veut pas dire que l'on exprime la volonté populaire, ou celle des gouvernements responsables. Le Doyen Renouvin a démontré, à partir de l'analyse des archives françaises, que le Rhin n'avait pas été, entre 1914 et 1918, l'un des buts de guerre de la France (5). Le seul gouvernement français de la guerre qui ait été amené à parler, pour l'après-guerre, de la Rhénanie, est le gouvernement Briand, dans ses fameuses conversations de début 1917 avec la Russie tsariste ; la publication, après la Révolution russe, de documents relatifs à ces conversations est à l'origine de la thèse selon laquelle le Rhin aurait été un but essentiel de guerre de la France. On se range derrière l'interprétation du Doyen Renouvin pour qui cette affaire, la seule concernant la Rhénanie de la part d'un gouvernement français entre 1914 et 1918, s'explique par la situation du moment et le souci de Paris d'encourager une Russie déjà chancelante et hésitante à rester dans la guerre aux côtés de la France. Exciper de cette affaire isolée pour en faire un but profond et constant de la France serait tout aussi excessif que de faire, par exemple, du non moins fameux « programme de septembre 1914 » du chancelier Bethmann-Hollweg l'expression de la volonté profonde et de toujours de l'Allemagne (6).

Nous résumerons donc notre pensée en disant que d'une part il y a eu entre 1914 et 1918 un important courant de pensée en France pour une politique rhénane de la France après-guerre,

(3) W KERN, *Die Rheintheorie der historisch-politischen Literatur Frankreichs im ersten Weltkrieg*, dissertation de doctorat soutenue devant l'Université de Sarrebruck en 1973.

(4) P. MIQUEL, *La Paix de Versailles et l'opinion publique française*, Flammarion, 1972, p. 296-331.

(5) P. RENOUVIN, *Les buts de guerre du gouvernement français, 1914-1918*, Revue Historique, janvier-mars 1966, p. 1-38.

(6) F. FISCHER, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale, 1914-1918*, Paris, Editions de Trévise, 1970, p. 110-115. Voir aussi P. RENOUVIN et J. BARIETY, *Nouvelles recherches sur la politique extérieure allemande 1918-1945*, Revue Historique, octobre-décembre 1962.

et que ce courant sera l'une des composantes non négligeables qui contribueront à la définition de la politique allemande de la France de 1919 au début de 1924 ; mais que d'autre part ce courant de pensée ne fut ni l'expression d'une volonté populaire profonde, ni, entre 1914 et 1918, l'un des buts de guerre des gouvernements français. Au demeurant ceux-ci, ainsi que l'état-major français, avaient alors assez à faire pour défendre le territoire national, et en préparer la libération, pour se distraire à rêver d'entreprises tout à fait en dehors des possibilités d'action du moment. La rentrée dans l'unité nationale de « l'Alsace-Lorraine », oui, fut un but constant de guerre de la France, une fois celle-ci déclenchée ; la ligne du Rhin, des Alpes à la mer du Nord, de la frontière suisse à la frontière néerlandaise, non.

La définition du Rhin comme frontière géostratégique de la France dans l'hiver 1918-1919

Mais tout change au cours de l'hiver 1918-1919. C'est alors que la France, au niveau gouvernemental, se définit une politique rhénane, et cela s'explique, même si les buts en sont à longue portée, dans la conjoncture, au sens le plus large du mot, de ces quelques mois.

La raison qui amène le gouvernement français à s'intéresser à la ligne du Rhin en octobre 1918 n'a rien à voir avec des nostalgies annexionnistes héritées des souvenirs des « départements cisrhénans » de l'époque révolutionnaire et napoléonienne. Pour Clemenceau, qui appartient à une génération fortement marquée par les événements de 1870-1871, autant les Alsaciens-Lorrains sont des Français, autant les Allemands, de quelque région qu'ils soient, sont suivant l'expression de l'époque des « Boches » et il n'est et ne sera jamais sensible aux subtilités d'analyse que fait par exemple un Maurice Barrès sur les différences de structures profondes dans les mentalités des populations des diverses régions. La raison, pour laquelle le gouvernement français s'intéresse à la ligne du Rhin à l'automne 1918, est d'ordre stratégique et l'auteur en est Foch.

Le point de départ de toute l'affaire rhénane est une lettre du 8 octobre 1918 de Foch, en tant que commandant en chef, à Clemenceau, en tant que président du Conseil (7). La situation militaire et politique est telle à cette date qu'il faut prévoir une demande d'armistice de l'Allemagne et préparer les conditions que l'on voudrait imposer (8). Dans sa lettre à Clemenceau du 8 octobre, Foch suggère la prise en mains par les Alliés des territoires de la rive gauche du Rhin, comme gage pour la sécurité et le paiement des réparations. Dès cette première initiative de Foch, on voit donc associées l'idée de

(7) Lettre n° 4585, Vincennes, SHA, Fonds Clemenceau, 6 N 73/1.

(8) Sur les origines de l'affaire au moment de la préparation de l'armistice, voir R. RECOULY, *Le mémorial de Foch*, Paris, 1929, et M. WEYGAND, *Foch*, Flammarion.

la saisie de la ligne du Rhin, celle de la sécurité et celle des réparations. L'idée centrale de Foch est déjà bien arrêtée, et il n'en changera plus : « *Si nous tenons solidement le Rhin, la France peut être tranquille. Elle aura à la fois les réparations et la sécurité. Si elle ne le tient pas, elle n'aura ni l'un ni l'autre. Tout ce qu'on lui offrira, tout ce qu'on lui donnera en échange, n'est qu'illusion, apparence, vanité. Voilà la question centrale sur laquelle je me suis établi tout de suite. Il nous faut la ligne du Rhin, rien de plus, rien de moins* » (9).

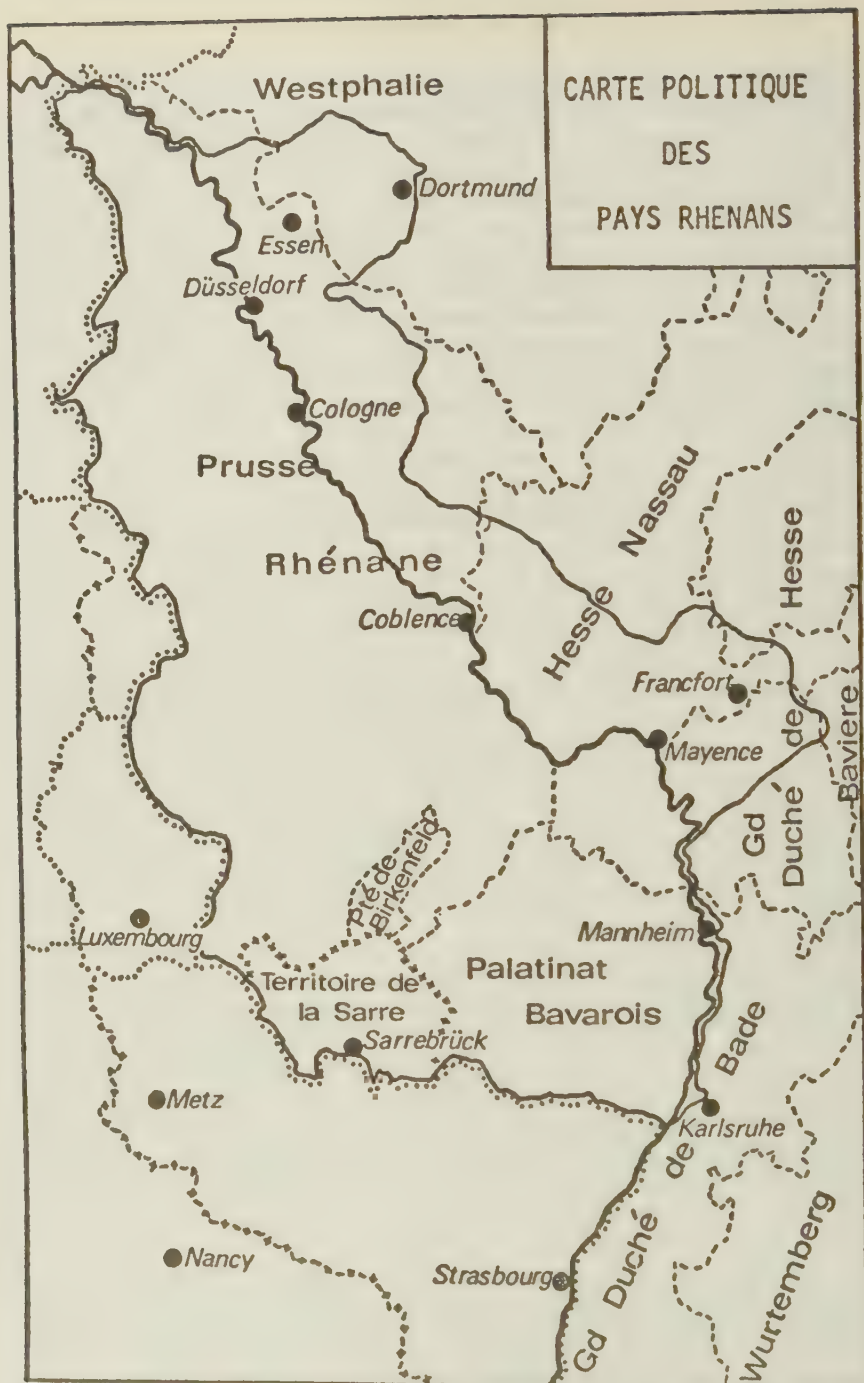
Ainsi, Foch ne demande pas d'annexions à la France, mais la saisie de la ligne géostratégique du Rhin PAR LES ALLIÉS. Outre les futures relations entre la France et l'Allemagne, sans doute Foch avait-il à cette date en tête le souci stratégique de tenir une ligne solide face aux bouleversements pouvant se produire en Europe orientale et centrale et dont la Révolution russe — loin encore d'être terminée — n'avait peut-être été que le début.

Le 16 octobre 1918, nouvelle lettre de Foch à Clemenceau : le maréchal demande à être informé des intentions du gouvernement quant au statut POLITIQUE futur des territoires rhénans à occuper ; ne serait-ce que sous une forme interrogative, les questions qu'il pose sont des hypothèses politiques. Bref, le commandant en chef, pour la première fois, s'aventure sur le terrain politique ; il va jusqu'à suggérer qu'un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères soit désigné pour lui « *fournir les éclaircissements nécessaires* » (10). Clemenceau, le 23 octobre, répond à Foch qu'il n'est que le conseiller militaire du gouvernement et que les questions politiques ne sont pas de son ressort ; à la lettre de Clemenceau est jointe une lettre de Pichon, ministre des Affaires étrangères, qui rappelle au maréchal qu'il importe, pour que les choses soient bien faites, que chacun fasse son métier, et qu'il n'est pas du métier des militaires de faire de la diplomatie.

En dépit de l'algarade, Foch est consulté sur les clauses militaires de l'armistice ; malgré les Anglais, qui voudraient que les Alliés se contentent d'exiger des Allemands l'évacuation des territoires français (y compris l'Alsace-Lorraine) et belges, Foch obtient le principe de l'exigence d'une évacuation par l'armée allemande de tous les territoires de la rive gauche du Rhin et de têtes de ponts sur la rive droite ; le commandant en chef, s'en tenant au rôle de conseiller militaire, dans lequel Clemenceau lui a demandé de se cantonner, a plaidé la nécessité de tenir la ligne géostratégique du Rhin, pour

(9) RECOULY, op. cit., p. 40. Recouly a publié ce livre, qui rapporte les entretiens qu'il avait eus avec Foch, en 1929, quelques mois après la mort du maréchal. L'essentiel du livre est consacré à la querelle avec Clemenceau à propos de l'affaire rhénane. Clemenceau, avant de mourir, aura le temps d'écrire une réplique, sous forme d'un vigoureux pamphlet qui paraîtra en librairie après son décès : G. CLEMENCEAU, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Plon, 1930. Les deux hommes emporteront dans leurs tombes leur querelle.

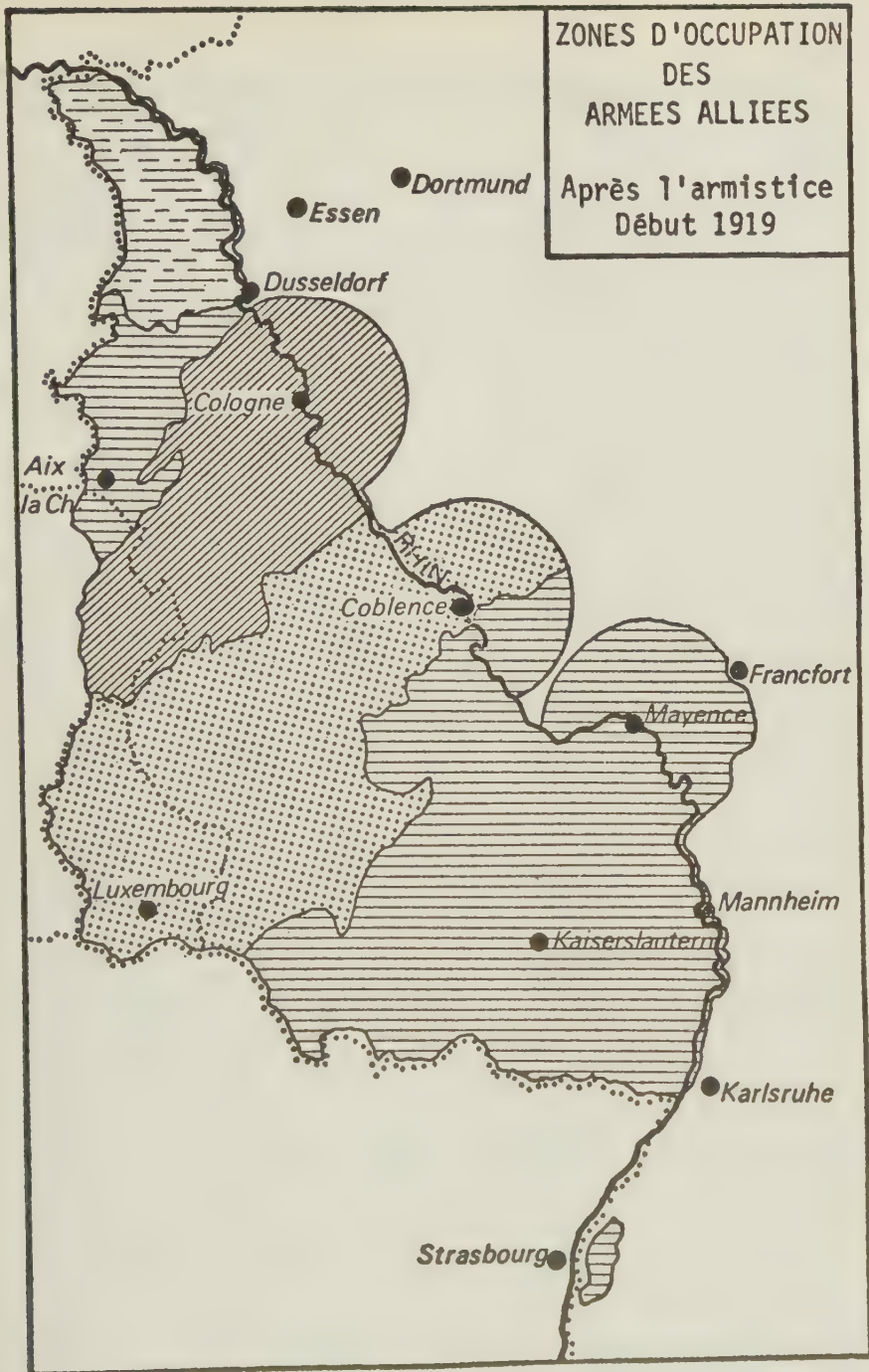
(10) L'expression est mise par Recouly dans la bouche de Foch, op. cit., p. 42.



- | | |
|------------------------------|---|
| Frontière Nationale | -.-.- Frontière Franco - Allemande 1914 |
| ----- Limite d'Etat Allemand | -.-.-.- Frontière Germano - Belge 1914 |
| Hesse Etat Allemand | Limite du Territoire de la Sarre |
| | — Limite extrême de l'occupation |

ZONES D'OCCUPATION
DES
ARMEES ALLIEES

Après l'armistice
Début 1919



 Armée française

 Armée britannique

 Armée belge

 Armée américaine

pouvoir, si nécessaire, reprendre l'offensive et marcher sur Berlin et Munich dans les conditions les meilleures ; mais a-t-il pour autant renoncé à ses préoccupations sur le statut politique ultérieur de la Rhénanie ? Quoi qu'il en soit, la convention d'armistice du 11 novembre impose à l'Allemagne l'évacuation par ses troupes des territoires de la rive gauche et des têtes de pont de Cologne, Coblenze et Mayence, et leur occupation par les troupes alliées, mais elles ne modifient nullement leur statut politique et ne préjugent en rien de leur sort à venir (11). Il est évident que le gouvernement de Paris n'aurait pu obtenir autre chose de ses alliés ; il n'en a pas même été question.

L'armistice conclu, les troupes allemandes se retirent des territoires convenus, que les troupes alliées occupent : elles entrent en Allemagne le 1^{er} décembre 1918 ; le 9, elles atteignent le Rhin ; le 17 toute la rive gauche et les têtes de ponts sont tenues. Il ne s'agit pas d'une occupation française mais d'une occupation interalliée : au point de départ de l'occupation en janvier 1919, les troupes françaises ne stationnent que dans le tiers méridional (Sarre, Palatinat, Mayence et tête de pont de Mayence) tandis que le reste est tenu par les Américains (vallée de la Moselle de Trèves à Coblenze et tête de pont de Coblenze), les Anglais (de la frontière belge à Cologne et tête de pont de Cologne) et par les Belges (vallée inférieure du Rhin) (12). Du moins le maréchal Foch, en tant que commandant en chef INTELLIGENT, est-il le supérieur hiérarchique des généraux américains, anglais et belges, comme des français, et par là-même le « patron » de l'occupation dans son ensemble.

Les initiatives de Foch dans les territoires occupés pendant la période de l'armistice, et l'accord du gouvernement de Paris avec ces mesures (novembre 1918 - mars 1919)

Pendant l'hiver 1918-1919, Foch, dans les territoires occupés, prend de sa propre initiative des mesures et crée des institutions, dont certaines, à travers des transformations, subsisteront jusqu'en 1924 voire 1925 ; ces mesures visent à préparer une séparation des territoires de la rive gauche du Rhin du reste de l'Allemagne. Le gouvernement de Paris, informé par Foch de cette politique, l'approuve jusqu'en mars 1919 : le but est manifestement de créer un ou plusieurs Etats de la rive gauche séparés du Reich, pour permettre le maintien permanent du contrôle par les troupes alliées de la ligne du Rhin. Même si la raison est d'ordre stratégique, elle débouche sur la préparation d'une solution politique. Le programme politique

(11) A la différence de l'Alsace-Lorraine, dont le futur statut politique — le retour à la France — est fixé dès la convention d'armistice.

(12) Voir pages 30 et 31 la carte politico-administrative des territoires rhénans en 1919, et la carte des zones d'occupation des armées alliées au début de 1919.

rhénan de Foch est la conséquence de son programme stratégique, en même temps qu'il en est la condition. Et le levier que Foch et ses collaborateurs, dès le début de l'occupation, cherchent à utiliser, pour parvenir à la réalisation de leur programme politique, est d'ordre économique.

Comment Foch parvient-il donc, dans les premiers mois de l'occupation, à donner à celle-ci une orientation politique et économique qui se fera sentir jusqu'en 1924 ? Car enfin l'armistice n'a introduit aucune modification dans le statut politique des territoires occupés : ils sont et restent de souveraineté allemande et de ressort prussien ou, pour le Palatinat, bavarois (13). Mais autre est le statut politique, qui peut être de l'ordre des principes, et autre l'administration, qui est de la réalité quotidienne. Et l'armistice n'est pas la paix ; l'état d'armistice, c'est l'état de guerre, quand bien même il y a suspension d'armes. En état d'armistice, c'est-à-dire encore de guerre, l'autorité militaire dispose de pouvoirs étendus dans les territoires occupés. Sur la rive gauche du Rhin, depuis l'entrée des troupes alliées dans les premiers jours de décembre, les véritables maîtres de l'administration en dernier ressort, et quel que soit par ailleurs le statut de souveraineté politique, ce sont les généraux alliés commandant les troupes d'occupation. Et à la tête de ces troupes et de ces généraux, il y a le commandant en chef interallié, le maréchal Foch, qui n'est pas seulement le sommet d'un organigramme, un homme remplissant une fonction, mais une personnalité très forte, dont on a vu sur quelle idée elle s'est arrêtée. Telle est la situation, juridique et pratique, qui commandera la vie administrative des territoires occupés tant que durera l'état d'armistice, c'est-à-dire jusqu'au 28 juin 1919, date de la signature du traité de Versailles.

Durant cette période, à vrai dire, les pouvoirs de Foch dans les territoires allemands occupés ne sont pas qu'administratifs ; ils sont aussi, si l'autorité militaire le juge nécessaire à la sécurité des troupes d'occupation, d'ordre législatif, voire judiciaire. La jurisprudence internationale assimile l'occupation de territoire ennemi en période d'armistice à l'état de siège ; Foch et ses généraux disposent en Rhénanie occupée, jusqu'à la signature de la paix, des mêmes pouvoirs que ceux dont les généraux allemands avaient disposé pendant la guerre dans les territoires belges et français occupés par l'armée allemande. C'est dire que Foch, s'il le veut, a les moyens, pendant la durée de

(13) Les développements qui suivent reprennent en grande partie notre étude sur *L'administration des territoires occupés pendant la période de l'armistice*, parue en 1974 dans le tome 1973/2 des Publications du Centre d'étude des Relations internationales de l'Université de Metz. Cette étude repose sur les copies des « Papiers Tirard », faites par des chercheurs allemands à Paris entre 1940 et 1944, copies que nous avons exploitées au Bundesarchiv de Coblence, où elles se trouvent aujourd'hui (en particulier, le *Rapport de Tirard sur l'administration des territoires occupés de la rive gauche du Rhin pendant l'armistice*, BA Coblence, ZSg. 205/15). Les originaux des Papiers Tirard sont conservés à Paris, aux Archives Nationales, Série AJ 9. Ils sont désormais consultables.

l'armistice, de donner une orientation politique à l'administration des territoires rhénans occupés, dont il a, même au travers des fonctionnaires allemands en place, la responsabilité suprême.

Le 12 novembre 1918, le maréchal Foch, sur les conseils de son chef d'état-major Weygand et du général Payot, qui dirigeait ce qu'on appelle aujourd'hui la logistique, fait appel à un haut fonctionnaire français mobilisé, Paul Tirard (14). D'origine, Tirard est un haut fonctionnaire civil, mais que sa carrière a amené à travailler avec les militaires. Maître des requêtes au Conseil d'Etat, Tirard était parti en 1912 pour le Maroc, où, jusqu'à la déclaration de guerre de 1914, il avait été auprès du général Lyautey le secrétaire général de la Résidence française. Ainsi, dans ces fonctions, Tirard avait pris part, avec des militaires français, et sous une direction illustre, à ce que l'on peut appeler la création de l'Etat marocain. C'est là, à notre sens, dans la carrière de Tirard, un précédent à garder dans l'esprit pour comprendre ce que sera après guerre sa « politique » en Rhénanie. A la déclaration de guerre de 1914 Tirard avait été mobilisé, et il avait d'abord fait la guerre dans la troupe comme officier de réserve de chasseurs. Puis il avait été affecté à l'état-major français pour s'occuper de l'administration des fractions de la Haute-Alsace qui étaient passées sous le contrôle des troupes françaises. En 1918, Tirard est donc un grand administrateur civil, bénéficiant de la confiance des généraux français, avec qui il a l'habitude de travailler. Tel est l'homme que choisit Foch pour mettre sur pied le contrôle de l'administration des territoires allemands à occuper.

Le 12 novembre 1918 donc, Foch charge Tirard de recruter des administrateurs et des spécialistes (maîtres des requêtes, inspecteurs des finances) pour constituer à son état-major un organisme capable de contrôler l'administration des territoires allemands que les armées alliées vont occuper. Même si par la suite il est fait appel également à des personnalités civiles alliées pour coopérer à l'entreprise qui s'ébauche, le premier recrutement est français et l'élément français, formé de personnalités choisies par Foch ou par des collaborateurs bénéficiant de sa confiance, restera prédominant. Cet organisme, tout composé qu'il soit d'administrateurs ou de spécialistes civils (en pratique il s'agit le plus souvent d'officiers de réserve non encore démobilisés), fait partie de l'état-major de Foch, dont il est le conseil en matière d'administration civile et, si nécessaire, un organe d'exécution. Le groupe de travail de Tirard est rapidement mis sur

(14) Paul Tirard sera, jusqu'à l'évacuation finale des territoires occupés, en 1930, le plus haut fonctionnaire civil français en Rhénanie. Il sera l'instrument et, à notre avis, souvent l'inspirateur de la politique rhénane de la France au cours de ces années. Sauf erreur de notre part, aucun travail de recherche historique n'a jamais été entrepris jusqu'à ce jour sur Tirard, qui est le grand oublié de la vie internationale des années 20. Tirard a laissé des Mémoires : P. TIRARD, *La France sur le Rhin*, Plon, 1930, qui, tout en apportant des éléments d'information utiles, s'efforcent de minimiser l'importance de l'affaire.

piéd et commence sa tâche le 22 novembre 1918 ; il suit le quartier général de Foch dans ses déplacements et s'installe avec lui à Luxembourg. Le 22 décembre (à cette date les troupes alliées ont fini d'occuper les territoires de la rive gauche et les trois têtes de ponts), le groupe de travail de Tirard, toujours installé à Luxembourg, est institutionnalisé sous le nom de « Contrôle général de l'administration des territoires rhénans occupés » ; cette institutionnalisation de l'organisme ne modifie en rien son statut de conseil et d'instrument d'exécution du commandant en chef interallié (par exemple, durant cette période de l'armistice, Tirard ne correspond avec Paris que sous la signature de Foch).

Dépendant donc entièrement de Foch, le « Contrôle général », dirigé par Tirard, est d'un autre côté le sommet d'une pyramide administrative. Dès l'installation des troupes d'occupation, un « contrôleur » (on l'appelle parfois aussi « délégué ») est nommé dans chacun des soixante-douze KREISE des territoires occupés (le KREIS est une circonscription administrative allemande d'une importance territoriale correspondant à celle de l'arrondissement en France, mais dont les compétences et les responsabilités sont de l'ordre de la préfecture française). Les « contrôleurs », de façon générale, furent choisis parmi des officiers supérieurs des troupes d'occupation, détachés de leurs corps et affectés à ces tâches d'administration (15). Ainsi, par le « Contrôle général » dirigé par Tirard, et les soixante-douze « contrôleurs » répartis à travers l'ensemble des territoires occupés, Foch dispose, dès le début de l'occupation, d'un instrument d'information et d'action présent partout en Rhénanie occupée. Cet instrument, au demeurant, était indispensable pour remplir la tâche de contrôle de l'administration locale dévolue aux armées d'occupation, et explicitement spécifiée dans la convention d'armistice.

Beaucoup plus originale est l'implantation dans les territoires occupés, dès le début de l'occupation, d'un réseau d'information et d'action ÉCONOMIQUES relevant, lui aussi, du commandement de Foch, réseau parallèle à l'organisation dirigée par Tirard et travaillant en coopération avec elle. Le premier noyau en fut organisé sous la direction de l'ingénieur général Maugas ; comme pour les bureaux de Tirard, l'organisation économique fut d'abord composée uniquement de Français (ingénieurs militaires et fonctionnaires de l'Etat) et si, par la suite, des Alliés le rejoindront, l'élément français initial restera prédominant.

(15) Quelques-uns de ces officiers feront montre dans leurs tâches de délégués d'une activité intense et d'initiatives parfois audacieuses. L'un des plus brillants sera à Spire le colonel, plus tard général, de Metz, dont l'action mériterait une étude particulière. Citons aussi la nomination à Eupen (qui est encore allemand mais que le traité de Versailles va faire belge) de l'abbé Rémond, pour l'heure chef de bataillon, qui sera en 1921 évêque et aumônier général de l'armée du Rhin, et qui sera plus tard évêque-archevêque de Nice.

La première tâche du service de l'ingénieur Maugas est de renseignement militaire : obtenir des informations et établir un contrôle sur les entreprises des territoires occupés ayant travaillé pendant la guerre pour l'armement de l'armée allemande. Il y a tout lieu de penser que l'on en est vite venu du renseignement purement militaire au renseignement technologique. Ces polytechniciens, ingénieurs des arsenaux ou des administrations de l'Etat, ne pouvaient que brûler de l'envie de profiter de l'occasion de l'occupation pour saisir des secrets de fabrication de l'industrie allemande, tant redoutée et tant enviée. Les services créés par Maugas prennent rapidement de l'extension et dépassent vite leur fonction initiale. Des « sections économiques » sont créées dans les principales villes rhénanes avec des fonctionnaires français. Cette organisation économique recense systématiquement les ressources et les moyens économiques, agricoles et industriels des territoires occupés. D'entrée de jeu, le souci politique est évident : il s'agit d'établir des relations commerciales et économiques entre la Rhénanie occupée d'une part et d'autre part la France et la Belgique, afin de préparer, si possible, par le biais économique, la naissance d'un Etat autonome de la rive gauche du Rhin, aux liens distendus avec le reste de l'Allemagne, mais en relations aussi intenses que possible avec les Alliés occidentaux. Le bénéfice d'un statut privilégié des territoires rhénans en face des obligations à venir des réparations pourrait servir de stimulant. Dans des instructions du 2 janvier 1919 à l'intention des armées françaises, Foch écrit (16) :

« La question politique est étroitement liée à la question économique ; les populations des territoires occupés, séparées du reste de l'Allemagne, s'inquiètent du maintien de l'activité industrielle des territoires, de l'adduction des matières premières, des débouchés pour les produits fabriqués, enfin de l'opportunité de se rapprocher du cercle économique allié en se dégageant, si possible, du Zollverein germanique dont elles redoutent les charges et le contrôle, rançon de la défaite et instrument de réparation » (17).

Le lendemain, 3 janvier, Foch rend compte à Clemenceau des instructions qu'il vient de donner aux armées françaises d'occupation, en demandant l'approbation du président du Conseil (18) :

(16) La thèse, que nous avançons ici, de la définition par Foch, en accord avec le gouvernement Clemenceau, d'une politique rhénane, en janvier 1919, est assez éloignée des idées généralement admises. Il nous paraît indispensable, pour la justifier, de citer certains extraits de documents inédits.

(17) Instructions de Foch n° 1644 du 2 janvier 1919, à l'intention du maréchal commandant les armées françaises de l'Est (Pétain). Papiers Tirard. (Les troupes françaises reçoivent donc de Foch ces instructions avant les autres troupes alliées d'occupation. Voilà qui souligne l'aspect « français » de cette première politique rhénane « interalliée »).

(18) Il est assez caractéristique de voir Foch demander à Clemenceau l'approbation de son programme politico-économique le lendemain du jour où il a donné ses instructions.

« J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie des directives politiques et économiques que j'ai adressées à M. le Maréchal Commandant en Chef des Armées de l'Est, relativement à l'administration des territoires rhénans occupés par les Armées françaises. Je compte m'inspirer des mêmes principes en ce qui concerne les instructions à donner aux armées alliées, après entente avec les Commandants en chef de ces armées, pour l'administration des territoires qu'elles occupent respectivement... Les documents que j'ai l'honneur de vous communiquer soulèvent dès aujourd'hui le problème de la politique de la France sur la rive gauche du Rhin. Sans doute est-il inopportun de provoquer des instructions catégoriques, dans l'état actuel des négociations de paix, et l'on doit envisager que les événements en cours peuvent amener le Gouvernement à modifier ses vues et, par suite, à réserver son attitude, laissant à l'autorité militaire le soin de la responsabilité d'agir en exécution de l'armistice. Il me paraît toutefois désirable de recevoir les directions gouvernementales sur les points ci-après, à l'effet de ne pas engager le Commandement dans des voies qui ne se concilieraient pas avec les vues du Gouvernement.

1^o Politique économique. — Les populations rhénanes s'inquiètent de leur avenir économique. Il est à prévoir que l'attitude des Alliés, et spécialement de la France, sur la question économique de la rive gauche sera le facteur déterminant du rapprochement ou de la scission politique des populations rhénanes avec le groupe allié et avec notre pays plus particulièrement. Les efforts des Délégués allemands aux conférences économiques de Trèves, de Luxembourg et de Spa pour affirmer la nécessité de fait et l'obligation juridique du maintien intégral des relations économiques entre les deux rives du Rhin en apportent la meilleure preuve.

Or, les industriels et les classes dirigeantes des pays occupés seront, sans doute, enclins à rechercher une alliance économique qui leur apporterait l'appui des Alliés, la garantie d'échapper, partiellement du moins, aux représailles économiques, peut-être même aux charges de guerre imposées par les Alliés, et qui leur assurerait des matières premières, des débouchés, et l'ordre français en face de l'anarchie bolchevique.

On ne peut, par contre, se dissimuler que cette politique de rapprochement heurtera des intérêts privés en France qui sauront s'exprimer.

Il me paraît, pour ma part, que l'accroissement de notre puissance économique, quelle que soit la forme du statut envisagé, constituerait pour la France un élément non négligeable, de force et de réparation...

2^o Dégrevement éventuel des populations de la rive gauche du Rhin des charges des réparations de guerre. — Il peut paraître prématuré, pour les motifs développés dans ma lettre précitée, de prendre, dès aujourd'hui, des décisions à ce sujet, et surtout de

les faire connaître. Mais il est urgent que ce problème soit envisagé par le Gouvernement et il m'est nécessaire de connaître ses vues pour orienter dans la bonne voie le commandement des troupes d'occupation, qui est fréquemment saisi de questions qui s'y rapportent.

3° Les élections. — Je vous ai donné connaissance des mesures que j'ai prescrites aux Armées d'occupation, à l'effet de ne pas entraver les élections à la Constituante (19) et aux Assemblées des États, tout en prenant les garanties nécessaires pour éviter des désordres et les communications excessives avec les milieux troublés de la rive droite.

Je tiens néanmoins à préciser qu'au cas où les événements révolutionnaires s'aggraverait, notamment s'il apparaissait que les élections ne pourront se poursuivre régulièrement en Allemagne, ou si des troubles éclataient sur la rive gauche, l'autorité militaire aurait qualité pour prendre des mesures d'interdiction.

D'autre part, on ne doit pas perdre de vue que si les élections à la Constituante ne peuvent être, en principe et en droit, prohibées sur la rive gauche, sous les réserves précitées, la désignation de représentants de la rive gauche au Parlement allemand confirme les liens qui unissent les pays occupés à l'Allemagne. Elles peuvent donc n'être pas sans présenter d'inconvénients pour l'avenir.

Il peut y avoir, par suite, intérêt, selon les circonstances du moment, à diriger les courants d'opinion vers des conceptions d'autonomie ou de séparatisme.

Je vous serais reconnaissant de me faire connaître vos vues sur cet aspect de la question rhénane.

4° Quelles que soient les solutions qui pourraient être envisagées dès maintenant, il importe que nous soyons en situation d'agir sur l'opinion, ne serait-ce que dans l'intérêt de l'ordre, qui touche directement à la sûreté des Armées d'occupation.

Je vous serais donc reconnaissant de me faciliter l'exécution des mesures de propagande envisagées dans ma lettre communiquée » (20).

Ainsi, sur place, Foch va-t-il de l'avant ; les instructions qu'il sollicite du pouvoir politique ne devraient être en fait, espère-t-il, que l'approbation de ses initiatives. Dans l'esprit du maréchal, l'arme économique doit aider à atteindre le but politique, comme le montre cet autre passage de la longue lettre de Foch à Clemenceau du 3 janvier :

« Les directives que j'ai fixées tiennent compte de la situation provisoire de l'armistice, de la nécessité de restaurer nos régions

(19) Il s'agit des élections à l'Assemblée nationale constituante allemande prévues pour le 19 janvier 1919.

(20) Lettre n° 289 de Foch pour le président du Conseil, en date du 3 janvier 1919, Papiers Tirard, BA Coblenz, ZSg. 105/16, p. 20-21.

envahies et de donner une activité ralentie aux usines rhénanes, en ménageant les intérêts de la production française. Mais il est à constater que des courants économiques vont être maintenus ou se rétablir avec la rive droite du Rhin, notamment pour l'écoulement des stocks et de la production non utilisée par les Alliés ou les neutres.

Dans ces conditions, il est nécessaire que le Commandement soit informé du désir du Gouvernement de voir s'ouvrir, pour la rive gauche du Rhin, des débouchés en France; il prendrait, dans cette hypothèse, les mesures utiles pour restreindre facilement les relations économiques avec la rive droite et engagerait les intéressés à se tourner vers la France ».

La politique économique ainsi suggérée, et même définie, par Foch et ses collaborateurs de Luxembourg obtient d'abord l'adhésion du gouvernement de Paris. La rebuffade que Clemenceau avait opposée aux prétentions politiques de Foch, à l'époque de l'armistice, paraît, pour un temps, oubliée. De fait, le 8 janvier 1919, est créée à Paris la « Commission pour la rive gauche du Rhin » sous la présidence de Jacques Seydoux, directeur des services commerciaux du Quai d'Orsay, pour être en quelque sorte le partenaire parisien des services créés par Foch dans les territoires occupés (21). Le 11 janvier, Clemenceau adresse à Foch, en réponse à sa lettre du 3, la lettre suivante de Pichon, ministre des Affaires étrangères, qui approuve, en gros, la ligne politique définie par Foch, et les initiatives économiques qu'il a prises :

« J'ai apprécié les motifs pour lesquels il n'avait pas paru possible à M. le Maréchal commandant en chef des Armées alliées d'empêcher, dans les territoires occupés, les élections à la Constituante allemande et aux Assemblées d'Etats, en prenant les garanties nécessaires en vue d'éviter les désordres et les communications trop fréquentes avec les milieux troublés, et sous la réserve des mesures que l'autorité militaire pourrait prendre, si les élections ne peuvent se poursuivre régulièrement en Allemagne ou si des troubles éclatent sur la rive gauche.

(21) On ne confondra pas la « Commission pour la rive gauche du Rhin », organisme officiel créé pour faciliter les échanges commerciaux entre les territoires occupés et la France, et le « Comité de la rive gauche du Rhin », organisation privée de propagande (voir, sur ce dernier, P. MIQUEL, *La paix de Versailles et l'opinion publique française*, Flammarion, 1972). Jacques Seydoux porte en fait officiellement au Quai d'Orsay le titre de « sous-directeur » des affaires commerciales. Cela ne signifie pas qu'il soit l'adjoint d'un « directeur » des affaires commerciales, qui n'existe pas. Dans la tradition d'alors du ministère, le titre de « sous-directeur » des affaires commerciales se définit par rapport à celui de « directeur des affaires politiques ». Sur Jacques Seydoux, l'une des plus importantes personnalités de la vie internationale d'alors, voir le portrait qu'en donne dans ses Mémoires son fils, François SEYDOUX, *Mémoires d'Outre-Rhin*, Paris, 1975.

Cette éventualité, comme d'ailleurs les circonstances créées par notre occupation elle-même, appelle, comme le fait remarquer M. le Maréchal Foch, des directives générales en vue de l'orientation que les autorités militaires françaises désirent être prêtes à donner à des populations préoccupées de leur situation présente autant que de leur sort futur.

Il n'est pas douteux que nous devons nous efforcer, dans toute la mesure du possible, de déterminer parmi les populations de la rive gauche du Rhin un état d'esprit favorable à la France.

La leçon de la guerre actuelle, répétant d'une manière si terrible les leçons du passé, nous impose le devoir de faire tous nos efforts pour empêcher la rive gauche du Rhin de servir de nouveau de place d'armes à l'Allemagne pour y préparer l'invasion de notre pays. Quelle que doive être la solution qui interviendra à cet effet, elle ne portera tous ses fruits que si les populations de ces régions, loin de se prêter à des projets hostiles à notre égard, sont favorablement disposées envers nous et placées dans un état d'esprit tel que toute agression dirigée contre la France leur apparaisse comme aussi nuisible à leur intérêt propre qu'au nôtre.

Il convient donc de leur donner l'impression que la France ne les considère pas comme devant supporter au même titre que le reste de l'Allemagne la défiance qui continuera de peser sur les populations de la rive droite.

Il n'est pas impossible de leur faire entrevoir la possibilité de trouver, dans leur régime futur, le moyen d'échapper partiellement aux lourdes charges dont le reste de l'Allemagne devra porter le poids comme la conséquence de la guerre dont elle est responsable.

Au point de vue économique également, il est désirable que ces populations entrevoient la possibilité de trouver du côté de la France des relations économiques qui leur seront d'autant plus précieuses que l'avenir est, en Allemagne, assez trouble à cet égard.

Il est impossible d'entrer, dès à présent, dans des précisions plus grandes. La correspondance que vous m'avez communiquée contient à cet égard d'excellentes indications, et l'observation quotidienne fournira des éléments d'appréciation intéressante.

Il convient de les réunir, pour les rapprocher, d'autre part, de ceux qui seront fournis par les possibilités du marché français. Il n'appartient pas à mon Département d'imprimer une direction plus nette, actuellement, à l'orientation des futurs rapports économiques entre la France et les Pays rhénans. C'est là une question qui doit être étudiée et déterminée entre toutes les administrations compétentes. Mais j'estime que, quelles que puissent être les modalités de la solution à envisager à ce propos, cette question devra être traitée en ayant sans cesse présent à l'esprit l'importance vitale qu'il y a, pour notre pays, à éliminer des Pays de la rive gauche du Rhin le levain de germanisme nationaliste que la Prusse y avait fait germer et à consolider, par le lien puissant des intérêts,

les tendances qui peuvent orienter ces populations vers la France, de manière à ce qu'elles sentent leur solidarité avec elle contre toute agression venue d'outre Rhin (22).

Des décisions pratiques suivent ces instructions générales. Un décret du gouvernement français du 15 janvier libère les citoyens français, en ce qui concerne les territoires occupés, de l'interdiction qui avait été faite de commercer avec l'Allemagne par décret du 20 septembre 1914. Aussitôt, les services économiques créés dans les territoires occupés sont, à leur tour, institutionnalisés, sous le nom de « Comité économique de Luxembourg ». (Il siège évidemment, comme le « Contrôle général », à côté du Quartier général de Foch, à Luxembourg). La tâche du « Comité économique de Luxembourg » devient dès lors, en coopération avec la « Commission pour la rive gauche du Rhin » de Paris, d'intensifier, autant que faire se peut, les liens économiques entre les territoires occupés et la France. Une étude statistique resterait nécessaire pour connaître les résultats de ces initiatives.

Pendant que les collaborateurs de Foch imaginent et mettent en place en Rhénanie le dispositif administratif et économicopolitique dont on vient de donner les grands traits, Foch lui-même agit au sommet. Le 28 novembre 1918, Foch a adressé à Clemenceau une note où il demandait que fût fixé au Rhin « la frontière occidentale des peuples allemands » (22 a). En décembre, c'était le voyage à Londres, où le souci du maréchal était bien moins de parader dans les rues de la capitale anglaise que de tenter de convaincre le gouvernement britannique de participer aux côtés de la France à une politique rhénane active (22 b).

Il est toutefois notable de remarquer que l'on ne constate pas de relations entre les autorités militaires françaises d'occupation et le très vigoureux mouvement rhénan (d'ailleurs autonomistes et non pas séparatiste) qui s'était spontanément développé à Cologne en novembre-décembre 1918 et qui aboutit à la réunion à Cologne, le 1^{er} février 1919, sous la présidence de Konrad Adenauer, bourgmestre de cette ville, des députés, tout fraîchement élus pour l'assemblée constituante allemande, des territoires de la rive gauche du Rhin ; dans cette réunion, il est débattu de la constitution d'un Land rhéno-westphalien à l'intérieur du Reich (23). Sans oublier

(22) Instructions de Pichon, ministre des Affaires étrangères, du 9 janvier 1919, communiquées par Clemenceau, président du Conseil et ministre de la Guerre, au maréchal Foch, commandant en chef des armées alliées, le 11 janvier. Papiers Tirard, BA Coblenz, ZSg. 105/16, p. 21-22.

(22a) Note 7.129, Vincennes, SHA, Fonds Clemenceau 6 N 73/2.

(22b) Compte rendu de la conversation de Foch et de Lloyd George, Premier ministre anglais, le 1^{er} décembre 1918, *ibidem*.

(23) Le mouvement colonais de fin 1918 début 1919 justifierait une étude approfondie. On dispose actuellement de l'excellent livre de K.-D. ERDMANN, *Adenauer in der Rheinlandpolitik nach dem ersten Weltkrieg*, Düsseldorf, Klett, 1966, qui apporte de très intéressants documents.

que les événements de Cologne se produisaient en zone tenue par les troupes britanniques et non pas par les troupes françaises, la surprenante absence d'intérêt des autorités françaises d'occupation pour le mouvement colonais (les papiers Tirard n'apportent presque rien sur ce point) s'explique sans doute par le fait que ses objectifs ne correspondaient pas à ceux du projet français d'alors : Land autonome ayant le Rhin pour axe, et non pas Etat séparé ayant le fleuve pour frontière.

Quoi qu'il en soit, les idées de Foch, reprises dans une note du 10 janvier, paraissent adoptées, au début de 1919, par le Gouvernement français : le fameux mémoire de Tardieu du 25 février 1919, où s'exprime alors la position officielle française, définit la nécessité d'une politique rhénane comme une « garantie d'ordre physique » pour assurer la paix (24). Il mérite d'être remarqué que les annexes statistiques, démographiques et économiques jointes au mémoire de Tardieu montrent que la constitution d'une entité politico-économique rhénane amputerait le Reich d'une partie appréciable de son potentiel, lui retirant ce surplus de puissance, par rapport à ses voisins, qui est tenu pour une cause permanente de déséquilibre en Europe, et une menace pour la paix. Cette façon de voir les choses est celle-là même des collaborateurs de Foch. Dans un rapport du 31 janvier 1919, Tirard avait en effet écrit :

« Seule, l'affirmation de la part des Alliés et spécialement de la France, d'une volonté nette et d'une politique précise, permettrait au mouvement autonomiste de se déclarer sans crainte d'un échec pour ses promoteurs.

Or, subsiste très vive l'inquiétude profonde de l'avenir économique réservé aux Pays rhénans ; les projets de ravitaillement de l'Allemagne par les Alliés, notamment par l'Amérique, ont assurément confirmé l'opinion dans l'espoir que les Etats-Unis apporteraient à la restauration allemande un secours tutélaire. Mais il n'en demeure pas moins dans les pays rhénans, menacés d'une occupation prolongée, une inquiétude particulière de voir leurs intérêts économiques grevés des hypothèques allemandes en sus des charges et des entraves inhérentes à l'occupation.

La question économique et le statut douanier consentis par les Alliés aux Pays de la rive gauche du Rhin en compensation pour eux des charges d'occupation et au bénéfice pour les Alliés de la constitution d'un Etat plus ou moins indépendant de l'Allemagne, apparaissent donc comme les facteurs déterminants qui commandent l'ensemble de la situation politique future.

Or, on doit considérer que le fait même de maintenir des armées d'occupation sur la rive gauche du Rhin a pour conséquence

(24) Voir A. TARDIEU, *La Paix*, Payot, 1921.

le maintien hors de la France d'effectifs nombreux dont l'importance est fonction, pour partie, de la situation politique plus ou moins autonome et de l'indépendance plus ou moins complète des Pays rhénans au regard de l'Allemagne.

On peut envisager que des précautions à l'encontre d'une agression future qui devront consister non seulement dans la tenue de garnisons, mais aussi dans le contrôle des charbons et de la production chimique (25), bases des armements de guerre, seront puissamment renforcées si la rive gauche, constituée en Etat autonome sous une surveillance convenable, oriente sa production et ses débouchés hors d'Allemagne.

Sans doute, à l'heure actuelle, les liens économiques entre les deux rives du fleuve sont très étroits et le Rhin apparaît plutôt comme le véhicule des courants économiques que comme une barrière douanière. Mais dans la refonte de la carte du monde, on peut admettre que de multiples combinaisons pourraient sans doute contraindre, pour la paix de l'avenir, les intérêts matériels à s'adapter à des situations nouvelles alors qu'aucune atteinte ne serait portée au sentiment national des populations. Et l'on pourrait invoquer, sans en craindre le rapprochement, l'exemple des industries de l'Alsace et de la Lorraine, qui, en 1871, ont su se créer, dans d'autres circonstances, des marchés nouveaux et maintenir leur prospérité.

Sans qu'elle ait à affirmer ses intérêts spéciaux sur la rive gauche, non plus qu'à invoquer l'accroît de puissance économique qu'elle serait en droit de revendiquer en compensation de ses ruines, la France est qualifiée pour présenter, devant le Congrès de la Paix, le statut économique qu'il conviendrait de consentir aux pays rhénans en se plaçant au seul point de vue de l'intérêt des populations dont elle occupe le territoire et du juste souci du maintien de la paix sur ses frontières » (26).

Le 8 février, dans une lettre à Clemenceau à laquelle étaient joints des rapports de Tirard sur la situation dans les territoires occupés, Foch avait demandé l'accord du gouvernement pour les initiatives prises sur place, écrivant notamment :

« Avant même que le statut d'occupation ait pu être réglé par la Conférence de la Paix, un intérêt supérieur pour notre pays s'attache à ce que le Contrôleur général des Territoires soit en situation d'orienter notre politique sur la rive gauche du Rhin dans un sens conforme aux vues du Gouvernement français et à

(25) Le dessin de la carte des territoires occupés place à l'intérieur de ceux-ci la presque totalité des industries chimiques de l'Allemagne d'alors : Ludwigshafen (Badische Anilin) sur la rive gauche ; Hoechst, dans la tête de pont de Mayence ; Leverkusen (Bayer), dans la tête de pont de Cologne.

(26) Rapport de Tirard du 31 janvier 1919, Papiers Tirard, BA Coblence, ZSg. 105/16, p. 56-59.

celles des Gouvernements alliés... Or l'occupation militaire... créera, pour les populations rhénanes, une situation d'exception qui justifiera un statut économique spécial. Il est de l'avantage des Alliés, et, en particulier, de la France et de la Belgique, que les Etats du Rhin acquièrent une autonomie aussi large que possible et qu'ils soient, par des intérêts économiques nouveaux, liés aux Puissances de l'Entente et séparés de l'Allemagne, à l'effet d'instituer un centre de résistance politique contre une agression future et de créer, par suite, une possibilité de réduire les effectifs d'occupation » (27).

Le 1^{er} mars, dans une nouvelle lettre à Clemenceau, Foch rappelait son rapport du 8 février et demandait à nouveau l'approbation de Paris (28). Le 15 mars, Jules Jeanneney, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre (29), se référant explicitement aux correspondances de Foch des 8 février et 1^{er} mars, faisait connaître au maréchal en termes sans équivoques l'accord du gouvernement à la politique suivie par l'administration des territoires occupés :

« J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de la lettre n° 1575 du 11 mars 1919 de M. le Ministre des Affaires étrangères donnant son entière approbation à la politique économique exposée dans vos lettres du 8 février et du 1^{er} mars, et dans les rapports de M. Tirard, Contrôleur général des territoires occupés.

De mon côté, et en ce qui me concerne, j'approuve entièrement les termes de la lettre de M. le Ministre des Affaires étrangères » (30).

Et voici la lettre de Pichon, ministre des Affaires étrangères :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que mon Département donne entière approbation à la politique exposée dans les rapports de M. Tirard, Contrôleur général des territoires occupés, qui se trouvent joints aux lettres de M. le Maréchal Foch, datées des 8 février et 1^{er} mars.

Il est opportun de démontrer aux populations des territoires rhénans occupés, que leur prospérité ne dépend pas nécessairement de leurs relations économiques avec les territoires allemands de la rive droite, pas plus qu'elle n'est subordonnée à l'existence de liens politiques entre les deux rives.

(27) Lettre de Foch pour Clemenceau du 8 février 1919, Ibidem, p. 38-39. Voir aussi Vincennes, SHA, Fonds Clemenceau 6 N 53.

(28) Ibidem.

(29) Collaborateur de Clemenceau, dont il a la confiance, Jules Jeanneney est sous-secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Guerre (Clemenceau lui-même) ; pendant la durée de l'armistice, l'occupation dépend du ministère de la Guerre.

(30) Lettre du président du Conseil, ministre de la Guerre, au maréchal commandant les armées alliées n° 3229/01 en date du 15 mars 1919, Papiers Tirard, BA Coblenz, ZSg. 105/16, p. 40.

D'après les rapports tout récents qui m'ont été communiqués, il semble que, tout au moins dans les régions occupées par nos troupes, cette idée, après avoir rencontré certains obstacles, ait fait de nouveaux progrès, en présence des troubles dont l'Allemagne vient d'être à nouveau le théâtre. Il convient de profiter de cette circonstance. Les populations rhénanes de la rive gauche sont vraisemblablement préparées à s'incliner devant la décision des Alliés relative à leur sort. C'est, sans doute, l'incertitude où elles sont encore de leur destinée future qui favorise, surtout dans certains milieux, des courants d'idées en sens contraire, fondés principalement sur des intérêts particuliers.

Il est très désirable de dissiper ces résistances et de faciliter aux populations rhénanes l'acceptation du régime auquel elles seraient soumises, en leur faisant comprendre que, dès à présent, la décision qui serait prise à leur égard, dans l'intérêt de la Paix générale, n'irait d'ailleurs pas à l'encontre de leurs propres intérêts » (31).

Autant dire qu'en recevant à la mi-mars ces instructions de Paris, Tirard et ses collaborateurs se pensaient entièrement approuvés et « couverts » par Paris, et encouragés à poursuivre leurs initiatives (32).

La lecture des rapports de Tirard et de la correspondance échangée au cours de l'hiver entre Foch et le gouvernement de Paris ne permet pas le doute. Foch, par l'intermédiaire de Tirard et des collaborateurs de celui-ci, a travaillé à préparer la création d'un ou plusieurs Etats rhénans de la rive gauche séparés du Reich. Le but était donc de faire du Rhin une frontière stratégique, non pas au seul sens géographique du terme, mais aussi au sens économique. Pour les promoteurs français d'une telle politique, il était manifeste, durant les premiers mois de l'occupation du moins, qu'il s'agirait, par des initiatives sur place ne mettant pas directement en cause la responsabilité du gouvernement de Paris, mais prises en accord avec lui, de faire suffisamment avancer les choses à temps pour que le traité de paix (dont la préparation ne faisait que commencer) en tînt compte : soit que la création d'une Rhénanie fût incluse dans l'œuvre du traité, soit que celui-ci n'en exclût pas la possibilité.

Et, jusque vers la fin de mars 1919, le gouvernement français (Pichon et même Clemenceau) a approuvé la politique et les initiatives de Foch et de Tirard.

(31) Lettre n° 1575, du 11 mars 1919, du ministre des Affaires étrangères au président du Conseil, ministre de la Guerre, *ibidem*.

(32) En mars 1919, Tirard rédige un projet détaillé de statut d'auto-administration des territoires occupés sous le contrôle de la Société des Nations, avec statut douanier spécial différent de celui de l'Allemagne.

L'abandon par Clemenceau de l'idée d'une politique rhénane active, la création de la « Commission Interalliée des Territoires Rhénans » et le traité de Versailles (avril - juin 1919)

On sait très bien aujourd'hui comment, au travers de la grave crise entre Alliés, à la Conférence de Paris, à la fin de mars et durant le mois d'avril 1919, Clemenceau en vient à abandonner l'idée d'une politique rhénane active, en échange de la promesse par Lloyd George et Wilson de traités de garantie, et d'une occupation de la rive gauche du Rhin pendant quinze ans (33). Tous les efforts de Foch auprès de Clemenceau, Lloyd George et Wilson, pour les faire revenir sur leur décision, échouent (34). La politique rhénane de la France était devenue patente, Lloyd George et Wilson s'y sont opposés, et Clemenceau pris entre les initiatives de Foch, qu'il avait jusqu'alors couvertes, et les exigences de ses alliés et amis anglo-saxons, a choisi l'accord avec ces derniers.

Conséquence immédiate, les Alliés exigent et obtiennent que le dispositif mis en place en Rhénanie occupée soit transformé. Il ne saurait être question d'en demander le démantèlement : le prestige de Foch est encore une arme de dissuasion politique trop absolue, et le combat politique commençant de l'Anglais Lloyd George contre les projets français ne peut encore, cinq mois après l'armistice, qu'être feutré. Du moins, après les initiatives unilatérales de Foch depuis cinq mois, les Alliés de la France sont en mesure de demander la restructuration de l'appareil de l'occupation en Rhénanie dans un sens plus interallié, c'est-à-dire, en fin de compte, plus logique. C'est, en avril 1919, la création de la « Commission Interalliée des Territoire Rhénans », organisme commun franco-anglo-américano-belge, appelé à prendre le relais de l'appareil mis en place en novembre-décembre 1918 par Tirard sur les instructions de Foch (35).

Pourtant l'innovation « interalliée » qu'est, en avril 1919, la création de la « Commission Interalliée des Territoires Rhénans » n'est pas vraiment une mutation de l'appareil de l'occupation. De fait, le gouvernement de Paris nomme Commissaire français Paul Tirard lui-même, et le voici bientôt président de la « Commission Interalliée ». Certes, Tirard n'a plus les coudées aussi franches désormais : il doit compter avec la présence de ses collègues alliés ; par ceux-ci les gouvernements alliés vont pouvoir se tenir au courant de ce qui se passe dans les territoires occupés. Toutefois, si Tirard se voit adjoindre des collègues étrangers, lui-même reste en place

(33) Voir *Les délibérations du Conseil des Quatre*, Publications du C.N.R.S. ; J.C. KING, op. cit., et P. MIQUEL, op. cit.

(34) Ibidem. Foch a cherché aussi, en menaçant de démissionner, à mobiliser l'autorité de Poincaré ; en vain ; voir POINCARE, *Au service de la France*, tome XI, *A la recherche de la Paix*, 1919, Plon, 1974.

(35) TIRARD, op. cit., p. 101-104.

au sommet, et restent aussi en place partout à travers les territoires occupés les collaborateurs que, depuis des mois, il a installés, et qui se sont enracinés.

De fait, la lecture des archives mène à constater que Tirard et ses collaborateurs, même après le changement d'orientation, en avril 1919, du gouvernement de Paris au sujet des affaires rhénanes, continuent, eux, sur place, à travailler dans le même sens. Plus curieux, Paris, informé, sans les approuver explicitement, ne les désapprouve pas.

Le 24 avril 1919, Tirard rédige un long rapport d'ensemble sur la politique suivie dans les territoires occupés. On y lit notamment :

« Mes rapports politiques du 8 février, des 1^{er}, 13, 18, 23, 28, 30 mars et 2 avril 1919 n'avaient pas manqué de mettre en évidence que le sort politique des pays rhénans est fonction de leur statut économique. La question de savoir s'il convient d'orienter ces pays vers une entente douanière avec les Alliés et, en particulier, la France, semblait devoir se résoudre par l'affirmative... Il ne m'est parvenu, jusqu'à aujourd'hui, aucune directive nouvelle du Gouvernement. Toutefois, il n'est pas possible d'ignorer que la politique générale ci-dessus définie ne pourra être suivie, pendant la période d'occupation militaire qui suivra la signature de la paix, que si les autorités occupantes tiennent du traité de paix lui-même les pouvoirs nécessaires et sont soutenues efficacement dans cette voie par le Gouvernement et par l'opinion publique française... Il me paraît indispensable, à l'heure actuelle, de poser le problème dans son ensemble et de demander au Gouvernement des instructions. En résumé, il est nécessaire de déterminer s'il est de la politique du Gouvernement français de rechercher la constitution d'une Allemagne forte et unifiée, comprenant les territoires occupés, à l'effet de se trouver en présence d'un débiteur solide au point de vue économique et financier, ou si, à l'inverse, le Gouvernement français entend utiliser le fait de l'occupation militaire pour favoriser le développement d'un rapprochement politique et économique avec la population des territoires occupés » (36).

A cette demande précise d'instructions nouvelles, transmise le 6 mai par Foch au gouvernement français, celui-ci répond le 13 mai par une lettre du ministre des Affaires étrangères qui est un chef-d'œuvre d'imprécision ; prenant ses distances à l'égard de ses instructions précédentes sans pour autant les annuler, le gouvernement s'abstient de donner aux fonctionnaires français en poste dans les territoires occupés de nouvelles directives :

(36) Rapport de Tirard du 24 avril 1919, Papiers Tirard, BA Coblenze, ZSg. 105/16, p. 85-88.

« Par votre lettre du 6 mai, n° 3622, vous avez bien voulu me demander les instructions que j'aurais pu donner à M. le Maréchal commandant en chef des Armées alliées concernant le rapport confidentiel de M. le Contrôleur général de l'Administration des territoires rhénans en date du 24 avril, au sujet de la question de l'occupation.

L'attitude à observer dans les territoires occupés dépendra nécessairement des conditions de paix. Il serait prématuré de donner des instructions précises et détaillées à ce sujet avant la signature du traité.

Les directives déjà données ne pouvaient avoir qu'un caractère général, en harmonie avec les conditions de l'armistice et la nature de l'occupation qui est partagée entre les Armées françaises, américaines, britanniques et belges.

La mise en exécution du Traité de paix et les modifications qui seront apportées à la répartition actuelle entre les Alliés des charges de l'occupation, nécessiteront un examen nouveau de la situation en vue des directives concernant l'attitude à observer dans les territoires occupés » (37).

L'historien ne peut que s'interroger sur les raisons du caractère si dilatoire des instructions (si l'on ose dire) que le gouvernement français donne en mai 1919 à ses représentants en Rhénanie. On ne peut exclure *a priori* l'hypothèse que le gouvernement français, tout en cédant dans les négociations interalliées de Paris à l'opposition de Lloyd George et de Wilson, ait laissé tacitement les fonctionnaires français en place en Rhénanie poursuivre leurs initiatives. Du moins est-ce ainsi que Tirard paraît comprendre l'absence de nouvelles directives ; dans le doute, il maintient. Dans un rapport de lui sur son activité à cette époque, on lit, aussitôt après la mention des « instructions » gouvernementales du 13 mai, cette phrase : « En conséquence, l'organisation du régime administratif financier et économique ne fut pas modifiée » (38).

C'est dans le cadre que l'on vient de voir (lancement d'une politique rhénane par les autorités françaises occupantes en accord avec Paris, puis distorsion entre la position de Paris et celle des autorités d'occupation, sans qu'il y ait pourtant désaveu) que s'explique, à notre avis, la tentative de prise du pouvoir, en Rhénanie, par le leader séparatiste Dorten, le 1^{er} juin 1919 (39). Qu'apportent

(37) Lettre de Pichon, ministre des Affaires étrangères, transmise à Foch le 13 mai 1919 par J. Jeanneney, sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil et à la Guerre. Ibidem, p. 45.

(38) Ibidem, p. 45.

(39) Il serait ici hors de notre propos de traiter du mouvement même de Dorten. Les papiers de Dorten sont aujourd'hui à l'Institution Hoover, de Stanford, en Californie. On sait que Dorten a laissé des Mémoires : J.-A. DORTEN, *La tragédie rhénane*, Laffont, 1945. Le mouvement de Dorten a été étudié récemment à partir des papiers du général Mangin, déposés aux Archives Nationales à Paris, par E. BISCHOF, op. cit.

à cet égard les Papiers Tirard ? Il semble que l'administration française d'occupation, qui manifestement travaillait à la construction d'une entité rhénane, n'ait cependant pas d'abord pensé y parvenir par un mouvement comme celui de Dorten. Certes, cette administration se tient au courant de ce qui se passe — ou se dit — dans les milieux séparatistes. Mais en fait, l'œuvre qu'ambitionnait Tirard était une œuvre de longue haleine, exigeant de la durée : son idée était au fond de « déprussifier » la Rhénanie, notamment en changeant le recrutement des fonctionnaires allemands qui y étaient en poste (40) et en modifiant les courants économiques et commerciaux ; une telle entreprise, pour porter des fruits, devait exiger une longue durée ; ce devait être, dans la pensée de Tirard, le rôle d'une longue occupation. L'administration d'occupation devait être en quelque sorte le moyen de contrôler la situation le nombre d'années nécessaire à la gestation d'une administration rhénane autonome. Un tel projet était incompatible avec l'activisme aventuriste hâtif d'un mouvement comme celui de Dorten. Comment l'administration française d'occupation en est-elle donc venue, en mai 1919, à promettre à Dorten un appui, sans lequel il n'aurait pas pu tenter sa prise de pouvoir du 1^{er} juin ?

Nous avançons une hypothèse : la décision d'apporter cet appui serait peut-être pour une large part due aux circonstances du moment. Les premiers contacts de Dorten avec des fonctionnaires français (le colonel Pineau, délégué du KREIS de Wiesbaden) étaient de janvier 1919 ; mais les efforts de Dorten pour entrer en relations avec une personnalité française importante restèrent vains pendant des mois ; ce n'est qu'à la fin d'avril qu'il obtint d'être reçu par le général Mangin, et l'entretien décisif entre Mangin et Dorten n'a lieu que le 17 mai (41). Foch a perdu sa bataille politique à Paris dans le courant d'avril ; le 6 mai, il fait un éclat en séance plénière de la Conférence de la paix (42). Ce dernier effort, presque désespéré, pour que soit reprise la négociation sur le Rhin, est un échec complet. Il n'y a, pour lui, plus rien à attendre de Paris.

A la mi-mai, Foch fait un voyage d'inspection en Rhénanie ; il y rencontre Mangin. Mangin aurait alors rendu compte à Foch de ses contacts avec les séparatistes rhénans, et Foch l'aurait approuvé (43). Foch a-t-il donné à Mangin le « feu vert » pour l'appui aux projets de Dorten, dans l'espoir de créer en Rhénanie un

(40) En Rhénanie, qui depuis 1815 était province de l'Etat de Prusse, les fonctionnaires allemands étaient en très grand nombre originaires des provinces centrales ou orientales. Les fonctionnaires d'origine locale étaient relativement peu nombreux à s'être élevés en Rhénanie même dans l'échelle administrative. Le problème du recrutement des fonctionnaires allemands de Rhénanie sera l'une des préoccupations majeures de l'administration française d'occupation.

(41) BISCHOF, *op. cit.*, p. 67-81.

(42) MIQUEL, *op. cit.*, p. 401.

(43) BISCHOF, *op. cit.*, p. 82.

fait accompli qui contraindrait les négociateurs de Versailles à tenir compte quand même du fait rhénan avant la signature du traité ? La documentation dont les historiens ont disposé jusqu'à présent ne permet en rien de confirmer ni d'infirmer une telle hypothèse. Mangin, en tout cas, apporte, à partir du 17 mai, son appui à Dorten qui le tient au courant, jour après jour, des préparatifs du coup d'Etat ; Mangin, de son côté, tient Foch au courant. Le 29 mai, Foch adresse aux généraux commandants les troupes alliées en Rhénanie un télégramme sur l'attitude à adopter dans le cas de « mouvements politiques en faveur de la constitution d'une république autonome dans les territoires occupés » :

« a) *Les Armées ne doivent pas s'immiscer dans les questions de politique intérieure ; elles ne doivent ni entraver, ni encourager les mouvements d'opinion afférents à la liberté qu'ont les populations de disposer d'elles-mêmes.*

b) *Il ne doit être notamment apporté aucune entrave à la liberté, pour ces populations, d'exprimer, par voie d'affiches ou par tout autre moyen, leur revendication touchant aux questions politiques.*

c) *Les autorités militaires avertiront les fonctionnaires prussiens et bavares maintenus en fonction lors de l'arrivée des troupes, et de qui on pourrait craindre qu'ils abusent de leurs fonctions au détriment de la liberté politique des populations, qu'aucun dommage porté à celle-ci ne serait toléré.*

d) *Si l'ordre matériel était troublé ou compromis, les Commandants d'armée auraient seulement à intervenir pour empêcher les collisions en même temps qu'ils s'offriraient à recevoir et transmettre de suite à leur gouvernement les protestations ou déléances des parties en conflit.*

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître les événements qui surviendraient dans le territoire placé sous votre commandement » (44).

Le lendemain, nouveau télégramme de Foch, mais directement pour Mangin, commandant l'armée française à Mayence, qui en est seul destinataire ; Foch donne instruction à Mangin d'interdire l'affichage d'une proclamation contre le séparatisme, décidée par le gouvernement de Berlin le 28 mai (45). Le 1^{er} juin, c'est la tentative de coup d'Etat de Dorten à Wiesbaden et son échec.

L'échec de la tentative, quelque peu improvisée, de Dorten, c'est l'échec final, sinon des partisans de la construction d'une entité rhénane, du moins des partisans de l'inscription dans le traité de

(44) Télégramme n° 2737 du maréchal commandant les armées alliées aux quatre commandants d'armées, en date du 29 mai 1919. Papiers Tirard. BA Coblenz, ZSg. 105/16, p. 49-50.

(45) BISCHOF, op. cit., p. 85.

paix de clauses particulières qui auraient consacré la reconnaissance juridique et internationale d'un fait rhénan (46). Le 28 juin 1919, le traité de paix est signé à Versailles. Seul le gouvernement du Reich, du côté allemand, est signataire. Si les territoires allemands de la rive gauche du Rhin doivent être occupés pendant une durée, variant selon les zones, de cinq à quinze années, le traité ne modifie en rien le statut interne des territoires occupés. La souveraineté du Reich allemand demeure entière, ainsi que les compétences et attributions administratives des Länder de Prusse et de Bavière (pour le Palatinat). La défaite de la politique rhénane de Foch peut paraître totale, et consacrée par le texte même du traité de paix.

L' « Arrangement rhénan » et la création de la « Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans » (H.C.I.T.R.).

Et pourtant on verra que ce n'est pas le cas.

Puisque le traité de paix prévoit une occupation militaire interalliée des territoires de la rive gauche du Rhin, encore faut-il définir le statut de cette occupation, même étant entendu que la souveraineté allemande sera maintenue. La définition de ce statut est le fait de ce qu'on appelle l'« Arrangement Rhénan », instrument diplomatique signé à Versailles le 28 juin 1919, en même temps que le traité, et très généralement méconnu des historiens.

L'Arrangement rhénan est le résultat d'une autre bataille politique entre Foch et Lloyd George, bataille aussi perdue par le maréchal et gagnée par le Premier britannique.

L'état-major de Foch, avec l'accord des états-majors alliés d'ailleurs (47), avait préparé, pour le statut d'occupation devant suivre le traité de paix, un projet qui, présenté le 11 mai 1919 au Conseil supérieur de guerre de Versailles, en avait obtenu l'accord. Ce projet prévoyait que l'état de siège devrait être maintenu dans les territoires occupés pendant toute l'occupation ; c'est-à-dire que l'autorité militaire interalliée d'occupation — donc en dernier ressort Foch lui-même — aurait conservé dans l'état de paix suivant l'entrée en vigueur du traité les pouvoirs détenus pendant l'état d'armistice. Foch aurait ainsi sauvé ses moyens d'action en Rhénanie, malgré sa défaite politique sur le plan de la souveraineté du Reich. Le maréchal faisait observer que le statut qu'il proposait était conforme à la jurisprudence internationale et comparable à

(46) Les 5 et 6 juin 1919, Adenauer et quelques personnalités rhénanes vinrent à Versailles s'entretenir avec la délégation allemande, à l'invitation de celle-ci. Les conversations qui en résultèrent ne débouchèrent sur rien. Cf. ERDMANN, op. cit., p. 62.

(47) Dans les affaires allemandes de ces années, il ne sera pas exceptionnel de voir les militaires alliés, même britanniques, être assez proches des vues de Foch, alors même que le gouvernement de Londres travaillera efficacement à les contrecarrer.

celui que les Allemands avaient imposé à la France par la convention des 11 et 16 mars 1871, qui avait alors réglé le régime de l'occupation allemande en France (48).

Mais le projet de Foch allait se heurter aux idées tout autres des chefs des gouvernements alliés. Le 29 mai 1919, le Conseil suprême interallié écarta le projet de Foch (on était en pleine crise entre Foch et Clemenceau). Une « Commission interalliée de la rive gauche du Rhin » fut hâtivement constituée à Paris : composée de personnalités civiles, tout à fait étrangères à l'entourage de Foch, elle reçut des gouvernements alliés la tâche de préparer une convention diplomatique définissant le statut de l'occupation à venir ; Loucheur (alors très proche de Clemenceau) y représentait la France, sir Robert Cecil la Grande-Bretagne, et un certain Mr. John Davis les Etats-Unis d'Amérique. Foch et les militaires, quand il y furent invités, ne participèrent aux travaux de cette commission qu'à titre d'experts conseillers. En quelques jours, du 31 mai au 13 juin 1919, cette commission mit au point un statut d'occupation (49). En fait, elle adopta pratiquement un contre-projet britannique au projet Foch : l'état de siège, qui est celui de l'armistice, serait levé ; l'administration des territoires occupés serait (ou redeviendrait) le fait des autorités allemandes ; au-dessus du commandant militaire interallié en Rhénanie (donc au-dessus de Foch), il serait créé un organisme CIVIL interallié, composé des représentants des quatre gouvernements participant à l'occupation (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Belgique), qui prendrait le nom de « Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans » (H.C.I.T.R.). Ce contre-projet, adopté par les gouvernements, va devenir l'Arrangement rhénan signé le 28 juin avec le traité de paix (50).

Inaugurant dans l'histoire des occupations militaires en pays ex-ennemis, l'Arrangement rhénan crée donc une instance interalliée CIVILE pour être le partenaire dans les territoires occupés des administrations allemandes rétablies dans leurs pleines souveraineté et autorité. Dans les faits, la H.C.I.T.R. sera en quelque sorte l'institutionnalisation de la C.I.T.R. improvisée en avril 1919 à la demande des Anglo-Saxons pour contrôler et endiguer les initiatives politiques de Foch et de ses collaborateurs en Rhénanie. Avec la H.C.I.T.R., Lloyd George peut penser avoir définitivement retiré aux militaires français les moyens de mener une politique rhénane active. En effet, l'Arrangement rhénan prévoit que les militaires

(48) Raymond ROBIN, *Des occupations militaires en dehors du temps de guerre, étude de droit international*, Paris, Larose, 1913.

(49) TIRARD, op. cit., p. 7-8.

(50) On ne confondra pas la H.C.I.T.R., créée par l'Arrangement rhénan du 28 juin 1919, avec la C.I.T.R., dont on a déjà parlé, organisme provisoire créé le 21 avril. La H.C.I.T.R., dans l'esprit de ses promoteurs, devrait parachever la dépossession, amorcée deux mois plus tôt par la création de la C.I.T.R., des pouvoirs administratifs, voire politiques, que les militaires avaient acquis depuis l'armistice dans les territoires occupés.

se contenteront de cantonner, sans avoir à intervenir dans l'administration allemande, ni même à la contrôler, la H.C.I.T.R. civile étant seule habilitée à entretenir des relations avec les autorités allemandes de tous niveaux des territoires occupés. Cette Haute Commission Interalliée doit être composée de quatre personnalités choisies par les quatre gouvernements impliqués dans l'occupation ; enfin ces quatre « Hauts Commissaires », qui ne dépendent que de leurs gouvernements respectifs (et non de leurs ministres de la Guerre), sont collégialement responsables de la politique de l'occupation. Ces diverses stipulations pouvaient donner à penser que les militaires français et le gouvernement français lui-même, pour autant qu'il le voudrait, ne pourraient plus avoir les mains libres dans les territoires occupés. Les auteurs de l'Arrangement rhénan pouvaient penser que la H.C.I.T.R. ne mènerait jamais la politique qu'avait essayé de mener l'appareil improvisé et implanté par Tirard au début de la période d'armistice.

Et pourtant la création de la H.C.I.T.R. ne signifie pas la rupture avec les idées et les méthodes antérieures, rupture qu'avait sans doute attendue Lloyd George. Plusieurs raisons y concourent.

D'abord, comme Haut Commissaire français, le gouvernement de Clemenceau fait choix, encore une fois, de Tirard. L'historien ne peut que s'interroger sur ce choix. Il est évident que Clemenceau, s'il avait vraiment désavoué les initiatives de Tirard pendant la période précédente, aurait fait choix d'un autre Haut Commissaire ; Clemenceau n'était pas homme à se laisser imposer une décision contraire à sa volonté, surtout pour une nomination à un poste de responsabilité. On est donc amené à penser qu'avec ce choix, c'est le choix de la continuité qui a été fait à Paris. Non pas sans doute que Clemenceau ait eu la volonté délibérée et arrêtée de mener une politique rhénane active ; mais, tout en cédant aux Anglais et aux Américains (pouvait-il faire autrement ?), il a tenu, avec le maintien de Tirard en place, à préserver l'instrument d'une éventuelle politique rhénane (50 a).

De fait, Tirard réussit à couler dans le moule de la H.C.I.T.R. l'appareil qu'il avait créé à l'époque de l'armistice, et il parvient à en conserver le contrôle. Pour des raisons en partie imprévues des auteurs de l'Arrangement rhénan, le poids personnel de Tirard dans le collège des Hauts Commissaires s'accroît. L'Arrangement avait prévu, certes, que le Haut Commissaire français serait de droit président de la Haute Commission et qu'en cas de partage égal des voix entre les quatre Hauts Commissaires, la voix du Haut Commissaire et président français compterait double ; ces pouvoirs statutaires du Haut Commissaire français, dont bénéficie Tirard,

(50 a) Par note 2927 en date du 10 juin 1919, Foch avait demandé à Clemenceau que le président de la H.C.I.T.R. fût un Français, sans pour autant avancer le nom de Tirard. Vincennes, SHA, Fonds Clemenceau 6 N 73/2.

vont se trouver accrus dans les faits par la non-ratification du Traité de Versailles par l'Amérique. Sans doute, malgré cette non-ratification, l'Amérique sera représentée dans la Haute Commission, puisqu'aussi bien il y aura quand même des troupes d'occupation américaine. Du moins comprend-t-on aisément que la participation américaine à la vie et aux décisions de la H.C.I.T.R. restera limitée aux nécessités purement techniques de la cohabitation de corps de troupe avec des populations civiles, sans influence sur la politique générale. Et de plus, au début de 1923, les Américains rapatrièrent leur corps d'occupation et du même coup se retirèrent définitivement de la H.C.I.T.R., où ils n'auront plus que faire. C'est dire que pendant la grande épreuve de force de l'occupation de la Ruhr, le Collège de la Haute Commission, ce sera un Haut Commissaire français, de surplus président de droit, qui sera bien sûr Tirard, un Haut Commissaire belge, alors en parfait accord avec son collègue français, puisque Paris et Bruxelles mèneront l'affaire de la Ruhr d'accord, et un Haut Commissaire anglais dont l'opposition sera parfaitement stérile (51).

Pour ces différentes raisons il y a donc au sommet de l'organigramme de l'occupation une continuité « française » entre la période de l'armistice et celle qui suit l'entrée en vigueur du traité de paix.

Pour maintenir à l'intérieur du cadre de la H.C.I.T.R. l'outil qu'il avait forgé avant sa création Tirard peut s'appuyer sur certaines stipulations de l'Arrangement rhénan qui méritent de retenir l'attention. Si l'Arrangement définit une responsabilité collégiale des Hauts Commissaires au niveau des décisions à prendre concernant les territoires occupés dans leur ensemble, il établit que chaque Haut Commissaire, individuellement et sans avoir à en référer à ses collègues, est le supérieur hiérarchique et le seul supérieur hiérarchique des fonctionnaires de sa nationalité en poste dans la zone occupée par les troupes de son pays. Pratiquement, cela veut dire que, si Tirard doit compter avec l'opinion de ses collègues belge et anglais avant de prendre une décision concernant l'ensemble des territoires occupés, dans la zone tenue par les troupes françaises il peut nommer des fonctionnaires français et entretenir avec eux des correspondances dont il n'a pas à rendre compte à ses collègues (52).

Les auteurs de ces stipulations n'avaient-ils eu en vue que des questions techniques de subordination administrative, ou bien avaient-ils prévu l'utilisation politique qu'un Haut Commissaire entreprenant pourrait en faire ? Quoi qu'il en soit, ces stipulations

(51) Dans les faits, le Haut Commissaire britannique ne votera jamais contre ses collègues français et belge, même en 1923, se contentant parfois de s'abstenir.

(52) J. ROUSSEAU, *La Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans*, Mayence, Imprimerie Nationale, 1923, p. 57-63.

permettent à Tirard de maintenir intact dans la zone d'occupation française le réseau de « délégués » qu'il avait mis en place, en conservant souvent les mêmes hommes dans les mêmes fonctions : c'est ainsi que de nombreux officiers supérieurs français qui, détachés de leurs corps, avaient été nommés « délégués » à l'époque de l'armistice, le restent en devenant fonctionnaires de la H.C.I.T.R. Les mêmes hommes restant dans les mêmes fonctions, et dans la zone française sous sa seule responsabilité, Tirard garde en main l'outil qu'il avait fabriqué. Les autorités allemandes, qui voient bien la portée politique de ce réseau de « délégués », cherchent à en obtenir la suppression dès l'entrée en fonction de la H.C.I.T.R. ; en vain (53).

On dira sans doute que Tirard ne peut disposer de cet outil à son gré que là où stationnent les troupes françaises ; certes ; mais que l'on considère l'évolution des zones occupées par les troupes des diverses puissances, car il y a évolution : en 1919, les troupes françaises ne tiennent guère que le Palatinat et Mayence ; en 1923, du fait du retrait américain et du rapatriement progressif des troupes anglaises, la zone tenue par les troupes françaises comprendra pratiquement tous les territoires au sud d'une ligne Aix-la-Chapelle-Cologne, c'est-à-dire la plus grande partie de la rive gauche, et de loin (54). C'est dire également ce que seront, au moment de l'épreuve de force de l'occupation de la Ruhr, les moyens d'information et d'action dont disposera Tirard sur la rive gauche.

Enfin, d'autres dispositions diverses de l'Arrangement rhénan donnent à la H.C.I.T.R. la possibilité de se transformer en un organisme beaucoup plus actif que ce que l'on pourrait penser à première vue. Ainsi, l'administration allemande dans les territoires occupés reste en place, et sous l'autorité des ministères du Reich ou des Länder ; mais la Haute Commission, sans avoir autorité sur les fonctionnaires allemands, conserve un droit de surveillance sur leur activité et peut exiger, si cela est jugé nécessaire, que leurs charges leur soient retirées. La législation allemande est applicable dans les territoires occupés ; mais la Haute Commission peut, si elle le juge nécessaire, opposer son veto à l'application dans ces territoires de tout ou partie de toute nouvelle loi allemande. De plus, la Haute Commission a le pouvoir, si les circonstances l'exigent, de légiférer elle-même pour les territoires occupés par voie d' « ordonnances ». Elle a enfin le droit souverain, à l'exercice duquel le gouvernement du Reich ne peut pas s'opposer, de décréter à nouveau l'état de siège

(53) Note du gouvernement allemand du 12 juillet 1919 et réponse des gouvernements alliés du 7 août 1919, *ibidem*, p. 60, note 1. Les Alliés acceptèrent seulement la nomination par le Reich d'un « Commissaire d'Empire » auprès de la H.C.I.T.R. pour représenter le gouvernement du Reich et les gouvernements de Prusse et de Bavière, ce qui, en quelque manière, renforçait le statut juridique international de la H.C.I.T.R. *Ibidem*, p. 63-64.

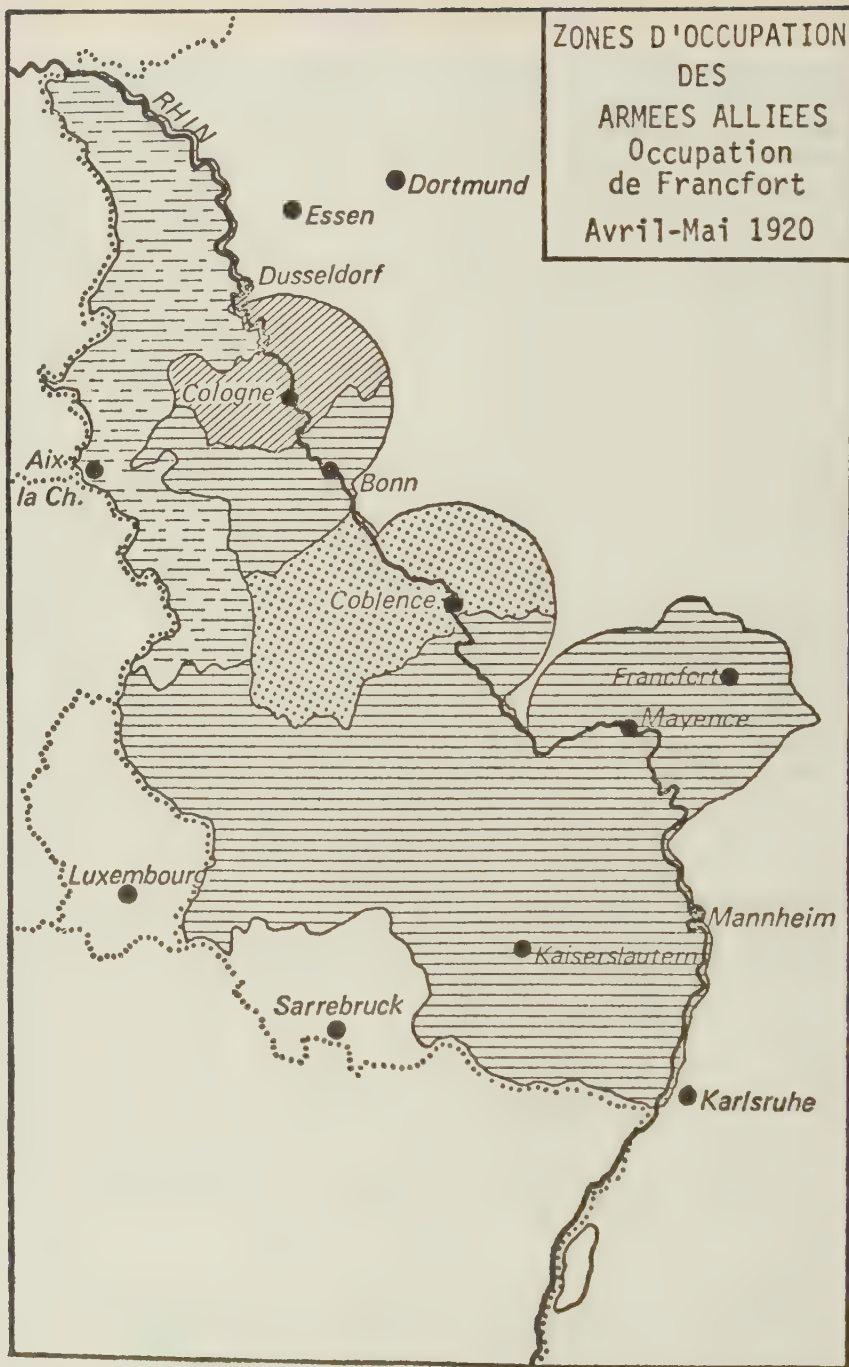
(54) Voir pages suivantes, les cartes des zones d'occupation des armées alliées en 1920, 1921, 1922, 1923 et 1925.

ZONES D'OCCUPATION DES

ARMEES ALLIEES

Occupation
de Francfort

Avril-Mai 1920



Armée française



Armée britannique



Armée belge



Armée américaine

ZONES D'OCCUPATION DES ARMÉES ALLIÉES

Années 1921 - 1922



 Armée française

 Armée américaine

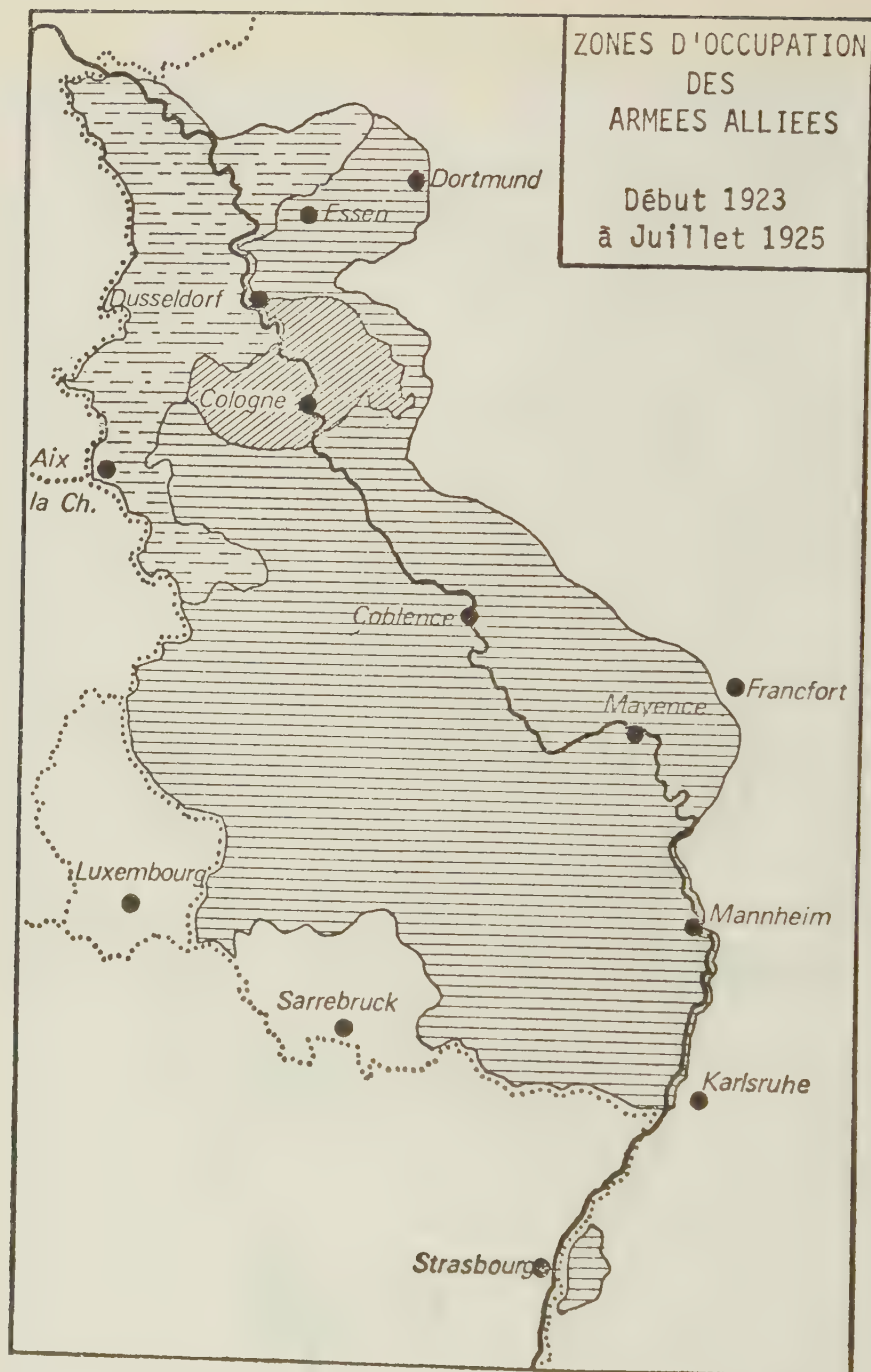
 Armée belge

 Zone anglo-franco-belge

 Armée britannique

ZONES D'OCCUPATION DES ARMEES ALLIEES

Début 1923
à Juillet 1925



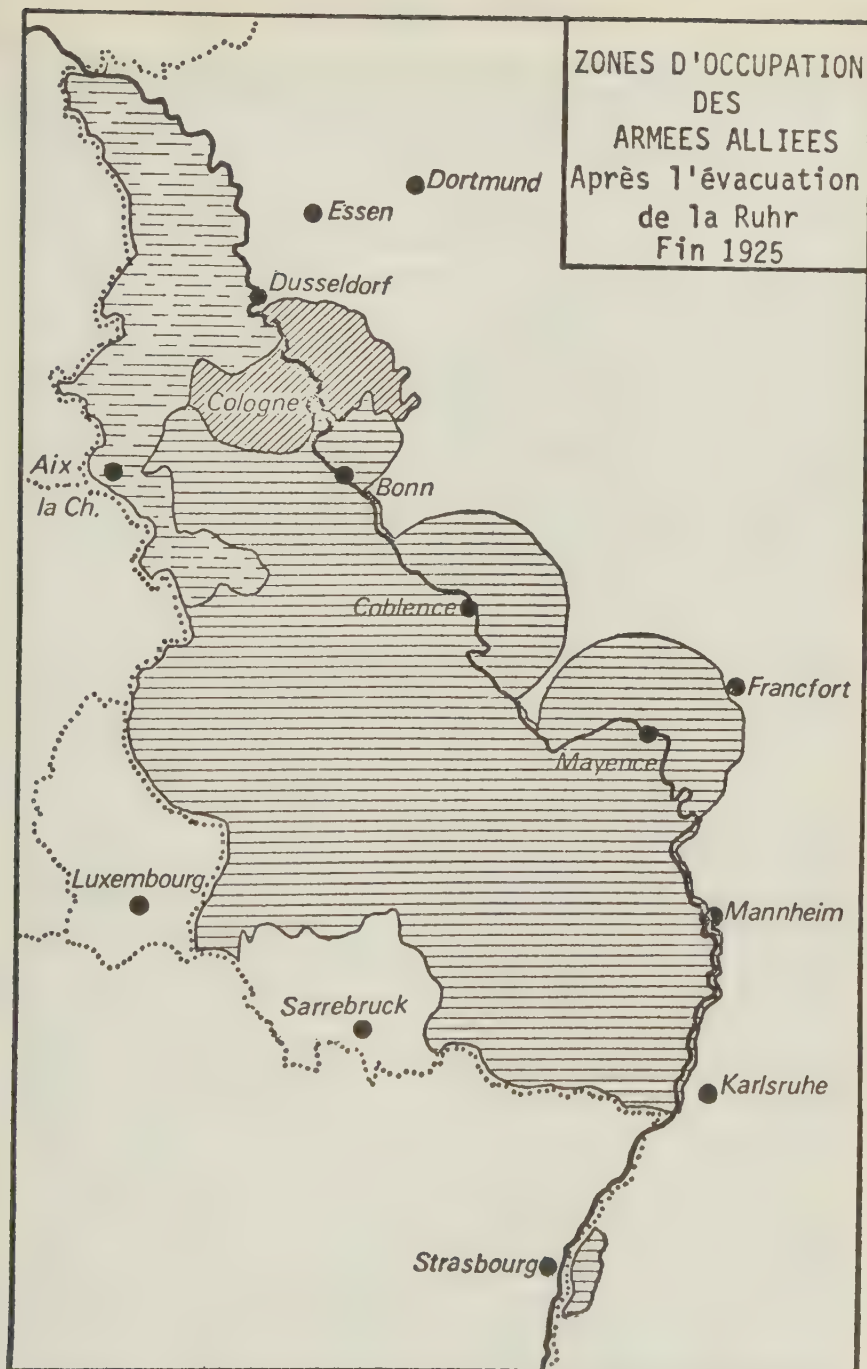
Pendant l'occupation de la Ruhr et après l'évacuation américaine

 Armée française

 Armée belge

 Armée britannique

ZONES D'OCCUPATION
DES
ARMEES ALLIEES
Après l'évacuation
de la Ruhr
Fin 1925



Armée française



Armée britannique



Armée belge

dans tout ou partie des territoires occupés, c'est-à-dire de rendre les pleins pouvoirs aux autorités militaires d'occupation (55).

Il faut donc bien voir que le texte définissant les statuts et les pouvoirs de la H.C.I.T.R. présente deux faces : d'un côté le fonctionnement normal de la Haute Commission, de l'autre le fonctionnement exceptionnel. En fonctionnement normal, la H.C.I.T.R. n'est qu'un organisme civil interallié destiné à assurer la liaison administrative et technique avec les autorités allemandes qui conservent tous pouvoirs. En fonctionnement exceptionnel, la H.C.I.T.R. est capable de se substituer entièrement aux autorités, voire au pouvoir politique allemand dans les territoires occupés, et de devenir une sorte d'Etat de fait de ces territoires. Et d'après les statuts de la H.C.I.T.R., qui a le pouvoir de faire passer le fonctionnement de la H.C.I.T.R. du régime normal au régime exceptionnel ? La H.C.I.T.R. elle-même et elle seule. En effet, ce n'est pas à la suite de décisions prises par les gouvernements intéressés à l'occupation que la Haute Commission est habilitée à prendre des mesures exceptionnelles : sa propre et seule décision y suffit.

On voit l'importance de ce privilège : la H.C.I.T.R. est en quelque sorte souveraine de ses décisions, sans avoir à en référer aux gouvernements. Or, la H.C.I.T.R., on l'a vu, c'est d'abord Tirard ; et Tirard, c'est un fonctionnaire français ; ce qui revient à dire que pratiquement le gouvernement français, par le biais des pouvoirs statutaires et de fait de Tirard, détient la possibilité, pour autant qu'il le veuille et que les circonstances s'y prêtent, de créer un Etat de fait dans les territoires occupés en faisant prendre par Tirard telles ou telles mesures sur place, sans qu'il ait été au préalable nécessaire de tomber d'accord entre gouvernements sur les décisions à prendre. Pratiquement il suffit que Tirard soit assuré de l'accord de son collègue belge au Haut Commissariat pour que la France puisse prendre dans les territoires occupés des initiatives pouvant avoir une portée politique, même contre l'avis de Londres.

Ambiguïté de l'Arrangement rhénan de 1919, qui n'est que l'ambiguïté de toute l'œuvre de 1919. Compromis entre les thèses au début contradictoires des Français d'une part et des Anglais et des Américains d'autre part, l'œuvre de 1919 contient des possibilités d'évolution dans le sens de l'une ou de l'autre interprétation. La H.C.I.T.R. participe de cette ambivalence. L'avenir et la pratique trancheront.

Tirard, quant à lui, ne cache pas le sens qu'il voudrait donner de la mission de la H.C.I.T.R. en installant son siège à Coblenz, capitale administrative de la province de Prusse rhénane, et en s'installant lui-même dans les murs de l'OBERPRAESIDENT prussien, c'est-à-dire du plus haut fonctionnaire allemand des territoires occupés (56). On ne pouvait mieux souligner que, pour Tirard du moins, la

(55) ROUSSEAU, op. cit., p. 41-44.

(56) TIRARD, op. cit., p. 110-112.

H.C.I.T.R. n'aurait pas seulement mission de représentation, mais qu'elle pourrait avoir vocation d'administration, voire d'administration directe. Ainsi, on le voit, la « défaite » de Foch n'était pas totale.

Occupation, réparations et ligne du Rhin

Outre les ambiguïtés de l'Arrangement rhénan, il faut voir que le traité de Versailles lui-même, à le bien lire, contient les possibilités d'une politique rhénane, si les gouvernements alliés la veulent. Ainsi l'article 270 du traité donne aux Alliés le droit de doter les territoires occupés d'un statut douanier particulier, c'est-à-dire de dresser une barrière douanière entre les territoires occupés et le reste de l'Allemagne, « *dans le cas où ces mesures leur paraîtraient [aux Alliés] nécessaires pour sauvegarder les intérêts économiques des territoires allemands occupés* ». Arme redoutable entre les mains des Alliés, que la querelle des réparations va leur permettre à plusieurs reprises d'utiliser, dans le droit fil de ce que Foch avait suggéré dès janvier 1919.

Et surtout, il y a la fameuse question des « délais » de l'occupation. Certes, le traité prévoit, en ses articles 428 et 429, une occupation limitée à quinze ans, et l'évacuation, après cinq ans, de la « zone de Cologne », et après dix ans de la « zone de Coblenz », pour finir, au bout de quinze ans, par l'évacuation de la « zone de Mayence ». Mais il ne faut pas oublier l'article 430 qui stipule :

« *Dans le cas où, soit pendant l'occupation, soit après l'expiration des quinze années ci-dessus prévues, la Commission des Réparations reconnaîtrait que l'Allemagne refuse d'observer tout ou partie des obligations résultant pour elle du présent traité, relativement aux réparations, tout ou partie des zones spécifiées à l'article 429 seraient immédiatement occupées de nouveau par les forces alliées et associées* ».

C'est dire que l'évacuation de la ligne du Rhin par les Alliés est liée, par le texte même du traité, au paiement par les Allemands des réparations que l'on exigera d'eux. Il faut employer le futur EXIGERA puisque, comme on le sait, le traité, tout en établissant le principe des réparations, n'en définit ni le montant ni les modes de recouvrement. Par le biais des exigences A VENIR des réparations les Alliés conservent donc le moyen politico-juridique de jouer sur les délais d'occupation et d'évacuation de la ligne du Rhin. Il n'est que d'imaginer que les exigences alliées en matière de réparations soient telles que l'Allemagne ne veuille ou ne puisse les exécuter pour comprendre que les Alliés sont fondés en droit à prolonger leur occupation au-delà des délais prévus, voire à réoccuper une zone qu'ils auraient évacuée.

L'imagination n'est pas de notre part : c'était l'idée de Clemenceau lui-même. Le 23 avril 1919, Poincaré avait rédigé des notes critiques sur le projet de traité que Clemenceau lui avait fait parvenir la veille ; le président de la République s'y inquiétait notamment de ce que l'occupation de la ligne du Rhin fût limitée à quinze années (57). Le 25 avril, il y avait eu à Paris Conseil des ministres. Poincaré, Foch et Clemenceau y parlèrent de la ligne du Rhin, des délais de l'occupation et des projets de traités de garantie promis par Lloyd George et Wilson, bref de la solution sur laquelle Clemenceau s'était arrêté et qui allait prendre forme dans le traité. D'après les notes sténographiques prises pendant le Conseil même des ministres du 25 avril 1919 par l'un des participants, Clemenceau et Poincaré échangèrent ces propos :

« M. Poincaré — *Aucun de nous ne songe à repousser l'alliance* (58). *Mais il y a une chose que j'ai toujours souhaitée : c'est que l'occupation fût toujours le corollaire de la paix. Il est juste que nous perdions le gage quand les Allemands se seront libérés entièrement : nous abandonnerons alors la rive gauche du Rhin. Mais, à l'inverse, comment ne maintenons-nous pas notre gage, tant que nous ne serons pas payés et pourquoi fixer un délai de quinze ans ?*

M. Clemenceau — *Nous aurons le droit de réoccuper ou prolonger, si nous ne sommes pas payés. Je fais une prédiction : l'Allemagne fera faillite et nous resterons où nous sommes, avec l'alliance. Notez cela pour me le rappeler sur mon tombeau, quand je serai mort »* (59).

Argument d'avocat pour répondre aux critiques de Poincaré, ou pensée profonde de Clemenceau ? Sans en pouvoir trancher absolument, on ne peut écarter la seconde hypothèse. Car enfin, on l'a vu, Clemenceau, de décembre 1918 à mars 1919, avait dans un premier temps approuvé les initiatives de Foch en Rhénanie. Ce n'est qu'en avril 1919 que, devant l'opposition de Lloyd George appuyé par Wilson, il avait infléchi la politique rhénane de la France, afin de conserver ce qu'il appelait l'« alliance » des Anglais et des Américains. Mais il avait, en même temps, continué à laisser faire Tirard sur place ; il l'avait confirmé dans ses fonctions, le nommant Commissaire, puis Haut Commissaire, président de la H.C.I.T.R., assurant par là la sauvegarde de l'instrument créé dans les territoires occupés par Foch et Tirard lui-même. On est ainsi

(57) POINCARE, *A la recherche de la paix*, op. cit., p. 364.

(58) Par « alliance », Poincaré et Clemenceau entendent les traités de garantie américain et anglais.

(59) Notes sténographiques prises au cours du Conseil des ministres du 25 avril 1919 par J. Jeanneney, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, et qui nous ont été aimablement communiquées par M. Jean-Noël Jeanneney, maître-assistant à la Faculté des Lettres de Nanterre.

Voir aussi W. ZIEGLER, *Versailles, die Geschichte eines missglückten Friedens*, 3^e édition, Hambourg, 1933, cité par BISCHOF, op. cit., p. 26.

amené à penser que la retraite de Clemenceau dans l'affaire rhénane, en avril 1919, aurait peut-être été plus tactique que fondamentale. Peut-être Clemenceau a-t-il bien exprimé le fond de sa pensée quand il a dit à Poincaré le 25 avril 1919 que sa politique devait assurer à la France et l'« alliance » des Anglo-Saxons et, en dépit des apparences, la présence prolongée des troupes alliées sur la ligne du Rhin, par le biais de l'article 430 du traité.

Quoi qu'il en soit, l'analyse des mois qui séparent l'armistice du traité de paix nous a permis de discerner quelques-uns des éléments fondamentaux de ce problème rhénan, éléments que nous retrouverons en 1923 et 1924 : une tendance de la politique française à assurer aux Alliés le contrôle de la ligne du Rhin, non pas certes par des annexions, mais peut-être par une solution politique de détachement des territoires de la rive gauche du corps du Reich ; l'étroit rapport, dès le début, entre ce problème politique et les questions économiques, en particulier les réparations ; le rôle de Tirard et de ses collaborateurs, donc désormais de la H.C.I.T.R. ; enfin les tenaces efforts de l'Angleterre pour contrecarrer cette politique.

II. — LA TENTATIVE DE POLITIQUE RHENANE DE LA FRANCE EN 1921 ET SON ECHEC :

Les accords de Wiesbaden sur les livraisons en nature au titre des réparations

En 1971 a paru en Allemagne un ouvrage qui mérite de retenir l'attention (60). Il s'agit d'un manuscrit rédigé entre 1940 et 1944 à Paris, à partir de l'étude des archives diplomatiques et militaires françaises, par le Pr Ludwig Zimmermann, manuscrit resté longtemps inédit et publié, plus d'un quart de siècle plus tard, avec un important appareil de notes tenant compte des publications effectuées depuis lors, par le Pr W.-P. Fuchs, élève et successeur de Zimmermann à l'Université d'Erlangen (61). Zimmermann, dans la situation particulière des années 1940 à 1944, a donc été le premier historien à pouvoir exploiter les archives françaises de l'après première guerre mondiale. Ce livre apporte par là même toutes sortes de renseignements utiles, d'autant plus que son auteur a pu disposer de documents dont certains paraissent avoir disparu avec les aléas de la fin de la guerre (62). Dans ce manuscrit, Zimmermann avance la thèse de la continuité d'une politique rhénane de la France, de Versailles à l'affaire de l'occupation de la Ruhr en 1923. Cette thèse est, à notre avis, excessive dans sa rigueur, et d'ailleurs déjà dépassée par les progrès de la recherche ; elle est, de plus, marquée par la psychologie de guerre de l'auteur au moment où le manuscrit a été rédigé. Plutôt que de parler d'une continuité de la politique des gouvernements français de 1919 à 1923, il nous semble qu'il faille parler de la permanence d'un outil pouvant servir à une politique rhénane de la France, si les gouvernements français veulent la mener : la H.C.I.T.R. pré-

(60) Ludwig ZIMMERMANN, *Frankreichs Ruhrpolitik, von Versailles bis zum Dawesplan*, Herausgegeben von W. P. Fuchs, Musterschmidt, Göttingen 1971, 299 p.

(61) Nous exprimons notre reconnaissance au Pr. Fuchs pour son accueil à Erlangen, lors de la parution du livre.

(62) Zimmermann avait été d'autre part l'un des premiers historiens à pouvoir travailler dans les archives de la Wilhelmstrasse, puisqu'il avait été chargé, en 1935, par les autorités de Berlin, d'étudier, d'après les sources originales, les accords de Locarno de 1925, sans doute en vue du projet de remilitarisation de la Rhénanie, qui sera exécuté le 7 mars 1936. Zimmermann n'était d'ailleurs pas nazi ; il appartenait plutôt à la grande tradition « nationale-allemande » de l'historiographie allemande d'alors.

sidée par Tirard. Mais ceci ne veut pas dire que tous les gouvernements français qui se sont succédés durant ces années aient uniformément voulu se servir de l'outil et mener une politique rhénane.

Les équivoques de l'année 1920

Voici par exemple d'abord l'année 1920. Au cours de cette année-là, la France ne mène pas de politique rhénane. Le traité de Versailles, « création continue », permettait toutes sortes d'évolutions différentes, selon l'évolution de la situation elle-même et l'usage qu'en feraient les puissances. L'année 1920 est dominée en France par la personnalité de Millerand, président du Conseil du 20 janvier au 23 septembre 1920, puis, à partir de cette date, président de la République, Georges Leygues, président du Conseil du 24 septembre 1920 au 12 janvier 1921, n'étant en quelque sorte que son épigone. Or Millerand n'est ni Clemenceau ni Poincaré ; il y a lieu de penser que les vues qu'il a des affaires allemandes et des relations franco-allemandes sont très différentes : il semble que Millerand, loin de chercher à utiliser le traité de Versailles comme instrument de pression continue sur l'Allemagne pour chercher à l'affaiblir, veuille alors chercher à l'utiliser comme moyen de faire profiter la France de la renaissance économique allemande (63). La France se trouve en effet là devant un choix fondamental à l'égard de l'Allemagne d'après-guerre. Et c'est aussi l'ambiguïté de l'affaire des réparations dans ses rapports avec le problème rhénan : l'affaire des réparations peut être le levier d'une politique rhénane, en permettant aux Alliés de rester longtemps sur le Rhin, voire en faisant bénéficier un éventuel Etat rhénan d'un statut privilégiée à cet égard par rapport au reste de l'Allemagne ; mais d'autre part une politique rhénane active de cette façon irait contre un rendement optimum de la politique des réparations, en affaiblissant l'Allemagne et en réduisant la base économique sur laquelle s'effectueraient les ponctions des réparations. Plutôt que de continuité d'une politique rhénane de la France dans les années 1919-1923, il nous semble donc qu'il faille parler, au cours de ces années, de la permanence d'un choix entre la priorité d'une politique rhénane par rapport au rendement des réparations (pour toutes sortes de raisons, dont la sécurité, qu'il ne faut pas oublier), et la priorité du rendement des réparations par rapport au maintien du contrôle de la ligne du Rhin (n'oublions pas non plus l'urgence de la

(63) Sur la politique allemande de Millerand en 1920, on attend les travaux de Georges SOUTOU, maître-assistant à l'Université d'Angers, et de Marc TRACHTENBERG, assistant professor à l'Université de Pennsylvanie. Il est évident que le clivage entre la vue des choses d'Allemagne qu'a Millerand et celle qu'en a Poincaré se retrouvera en 1923 pendant l'affaire de la Ruhr.

reconstruction dans cet immédiat après-guerre, urgence qui peut paraître plus grande, dans la situation du moment, que celle de la sécurité militaire face à l'Allemagne) (64).

S'éloignant de ce qui avait été en 1919 la conception de Foch, et peut-être aussi malgré tout de Clemenceau, c'est donc vers une sorte de coopération franco-allemande que Millerand chercherait en 1920 à orienter la politique allemande de la France. Le 25 mars 1920, Millerand, répondant à une interpellation de Barthou qui s'inquiète de ce que les livraisons de charbon faites par l'Allemagne soient très inférieures à ce qu'avait prévu le traité de paix, dit : *« Je trouve naturel que l'Allemagne invoque la nécessité de travailler. Je ne rejette pas la pensée de l'y aider par une collaboration économique, mais après qu'elle aura donné la preuve de sa bonne foi »* (65). Puis ce sont les conférences de San Remo, en avril 1920, de Hythe, en mai, de Boulogne, en juin, de Bruxelles, au début de juillet, et enfin de Spa à la mi-juillet, qui aboutiront à la répartition entre les Alliés des pourcentages des réparations à recevoir de l'Allemagne : la France en recevra 52 % du total (66). Ainsi Millerand, en 1920, axe sa politique extérieure sur les réparations ; pour qu'elles rapportent, il faut ne pas trop affaiblir l'Allemagne, voire faciliter son relèvement économique. A Spa, l'Allemagne obtient une révision à son avantage des stipulations du traité de Versailles sur les livraisons de charbon (67).

Mais le projet « franco-allemand » de Millerand, encore que non expressément formulé, n'est pas apprécié de tous dans la France de 1920. Bien que le président du Conseil obtienne des majorités au Parlement, il ne cesse, à chaque retour de conférence, d'être critiqué. Barrès avait vu très tôt que la voie dans laquelle Millerand s'engageait risquait d'être incompatible avec une construction rhénane. Reprenant au président du Conseil l'argument économique qui sous-entendait ses projets, Barrès lui disait à la Chambre, dès le 6 février 1920, en parlant de la Rhénanie :

« Il s'agit de profiter de certaines dispositions historiques et de retrouver dans ce sol d'alluvions des parentés que nous pouvons ranimer. Ces parentés, un long temps, ont été singulièrement recouvertes par la Prusse et par la prospérité que la Prusse avait assurée »

(64) A ne pas oublier, non plus, la composante « bolchevique », comme on disait à l'époque, du problème.

(65) BONNEFOUS, *Histoire politique de la Troisième République*, tome III, p. 134-139. Sur les affaires de charbon et d'acier, voir ci-dessous le chapitre III.

(66) WEILL-RAYNAL, *Les réparations allemandes et la France*, tome I, Nouvelles Editions Latines. L'on sait que, si la répartition des réparations allemandes se trouve ainsi fixée en 1920, le montant total n'en est pas encore établi, le traité de Versailles n'ayant prévu que des versements provisionnels et ayant laissé à la Commission des Réparations le soin de l'établir avant la date du 1^{er} mai 1921.

(67) Selon CASTILLON, *Les réparations allemandes*, Presses Universitaires de France, 1953, p. 39, l'abattement serait de 43 %, ce qui est considérable.

à ces pays. Mais cette période de prospérité prussienne a disparu, et il importe à la France d'organiser une prospérité rhénane étroitement accordée avec la prospérité française. Comment s'y prendre ? Il faut dresser un programme de politique rhénane, un programme qui tienne compte, avant tout, des questions économiques. Quels sont les besoins du Palatinat, de la Hesse, de la vallée de la Moselle et de la province rhénane ? Quels produits peuvent-ils nous fournir ? Quels produits pouvons-nous leur apporter ? Comment régler les tarifs de chemins de fer et de navigation ? Quels travaux publics d'intérêt commun y a-t-il lieu d'entreprendre ? » (68).

Le 27 mars 1920, nouveau discours de Barrès à la Chambre :

« Utilisons ce gage rhénan. Tirons-en toute son efficacité. Il est grand temps que nous organisions cette rive gauche... Quelles difficultés à cette organisation ? Quels obstacles nous empêchent d'avoir une politique rhénane agissante ? Nous pouvons y procéder sans contredire aucune des clauses du traité... Pour s'organiser, il faut former un tout économique. Aidons-les [les Rhénans] à former cet organisme » (69).

Tout au long de l'année 1920, Barrès reprend ces arguments, dans ses interventions à la Chambre ou dans des articles de journaux (70) : selon lui, ce serait se leurrer que d'attendre du gouvernement de Berlin l'exécution du traité, et entre autres des réparations ; il n'y aurait de solution que dans une construction rhénane, notamment économique. Sans doute, dira-t-on, Barrès, par la passion qu'il apporte à l'affaire rhénane, est un cas extrême et presque isolé au Parlement français. Mais dans la Chambre des députés de 1920, d'autres leaders politiques, sans privilégier comme Barrès l'affaire rhénane, critiquent la politique allemande de Millerand, et les prolongements que l'on en craint : Barthou, Tardieu, sans oublier Léon Daudet (71).

(68) BARRES, *Les grands problèmes du Rhin*, Plon, 8^e édition, 1944, p. 33-34. Barrès ne demande d'ailleurs aucune annexion, ni même peut-être la création d'une Rhénanie séparée de l'Allemagne. Sa pensée semble devoir progressivement se diriger vers la formation d'une entité rhénane, entretenant des liens privilégiés avec la France, et qui serait, à l'intérieur du corps germanique, un ferment de déprussification. Voir J.-Cl. DELBREIL, *Les limites du nationalisme barrésien : Barrès et la Rhénanie*, Publications du Centre de recherches de relations internationales de l'Université de Metz, tome 5, 1973/2, p. 79-91.

(69) BARRES, op. cit., p. 50 et suivantes.

(70) On en trouvera de larges extraits dans Barrès, op. cit.

(71) Quant à Poincaré, qui se tient sur la réserve, il adresse à Millerand en juin 1920 sa démission de la présidence de la Commission des réparations, avançant comme raison la non-ratification par l'Amérique du traité de Versailles. Il commence alors, par ses articles dans la *Revue des Deux Mondes*, à faire connaître sa position sur l'évolution de la politique internationale.

Sur un projet de solution du problème des réparations à la fin de 1920, voir l'étude de G. SOUTOU, *Die deutschen Reparationen und das Seydoux-Projekt 1920/21*, Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, Stuttgart, 1975, Heft 3, p. 237-270.

Et il n'y a pas que le Parlement, que les affaires religieuses distraient d'ailleurs quelque peu en cette année 1920 des affaires d'Allemagne ; il y a aussi l'état-major français et la H.C.I.T.R., que l'on peut considérer comme des groupes exerçant leur pression sur la définition de la politique allemande de la France. Les militaires ne peuvent sous-privilégier le problème de la sécurité (c'est leur métier). Quant à la H.C.I.T.R., l'affaire rhénane est sa raison d'être.

Dès décembre 1919, l'état-major français avait préparé un plan théorique de sanctions contre l'Allemagne, en cas de non exécution du traité, plan prévoyant la saisie du bassin de la Ruhr par trois divisions françaises et une division belge (72). En avril 1920, les Alliés, pour protester contre l'entrée d'éléments de la Reichswehr dans la zone délimitarisée longeant la rive droite du Rhin, occupent militairement la région de Francfort-Hanau, c'est-à-dire le nœud de communications entre l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud ; les spéculations reprennent aussitôt sur un éventuel démembrement de l'Allemagne, ou du moins la transformation des structures du Reich dans un sens fédéral (73). Tout ceci reste alors du domaine des spéculations, mais voici qui montre la permanence, dans certains milieux, de certaines idées.

Briand, Foch et Tirard relancent l'affaire rhénane (janvier-avril 1921)

En janvier 1921, la Chambre des députés du Bloc national, déçue par la politique extérieure du gouvernement Leygues, dans laquelle elle croit voir des abandons du traité de Versailles, refuse « la confiance dans la nuit » à la majorité très élevée de 447 voix (74). Le 16 janvier, Aristide Briand constitue son septième gouvernement.

L'image de l'homme de Genève et de Locarno, de la détente, de la conciliation, du plan d'Union européenne enfin, a quelque peu oblitéré le souvenir du Briand des années précédentes. Il faut ne pas oublier qu'il avait été pendant la guerre président du Conseil pendant dix-sept mois, et quels mois, d'octobre 1915 à mars 1917 ! Ses sondages, pendant la seconde moitié de 1917, au sujet d'une paix éventuelle, ne doivent pas faire oublier non plus que son gouvernement avait été le seul des gouvernements français du temps de guerre, au début de 1917, à envisager, dans ses conversations avec l'allié russe, un éventuel démembrement de l'Allemagne. En fait l'homme est extrêmement sensible à la conjoncture politique du moment, qu'il ressent mieux que quiconque. « *Suivez les grands courants* », aimait-il, dit-on, à répéter.

(72) Vincennes, SHA, Armée du Rhin, carton n° 35, p. 62.

(73) Rapports mensuels de l'état-major de l'armée du Rhin, utilisés par ZIMMERMANN, op. cit., p. 34-35.

(74) BONNEFOUS, op. cit., p. 205-207.

Très certainement, Briand a parfaitement senti, au début de 1921, que la politique allemande de Millerand et de Leygues avait fini par indisposer la majorité du Parlement français d'alors, et qu'il importait, pour revenir au pouvoir — ce dont il brûlait après quatre années de disponibilité — de donner des satisfactions de ce côté-là. Lors de la crise ministérielle suivant la chute de Georges Leygues, il avait même été question d'un retour de Poincaré aux affaires ! (75) .

Conviction réelle du moment, ou manœuvre politique, ou les deux à la fois dans des proportions qu'il resterait à définir, Briand, dans les premiers mois de son gouvernement de 1921, donne à la politique extérieure de la France une orientation qui paraît un moment sur le point de relancer l'affaire rhénane.

L'on connaît bien aujourd'hui comment, au long des conférences de Paris (janvier 1921), de Londres (fin février-début mars), de Lympne (avril), puis à nouveau de Londres (fin avril-début mai 1921), Briand parvient à convaincre Lloyd George lui-même de la nécessité d'une politique de sanctions à l'égard de l'Allemagne, parce que l'Allemagne n'a pas désarmé dans les proportions que le traité lui impose, et parce que l'Allemagne et les Alliés ne parviennent absolument pas à tomber d'accord sur un chiffre pour le montant total des réparations, avant la date fatidique du 1^{er} mai 1921 (76). Le 7 mars 1921, le Conseil suprême interallié, réuni à Londres sous la présidence de Lloyd George, décide l'occupation sur la rive DROITE du Rhin, donc au-delà des stipulations du traité de Versailles, des villes de Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort, qui sont les clefs du bassin de la Ruhr ; l'occupation a lieu immédiatement, et les troupes britanniques y participent, à côté des troupes françaises et belges. Le 5 avril, Briand déclare au Sénat :

« Nous sommes dans la position d'une nation créancière ayant des droits sur son débiteur, sur un débiteur de mauvaise foi qui se refuse à exécuter et à payer : nous pratiquons le droit commun, c'est-à-dire la coercition ; nous prenons un gage... Demain, si, l'échéance arrivée (77), l'Allemagne essaie par de nouvelles tergiversations de se soustraire à ses obligations... c'est une main ferme qui s'abattra sur son collet. Nos alliés ne peuvent l'ignorer. Ils le savent et ils ne peuvent contester que ce soit à ce moment le droit de la France » (78).

Et chacun de comprendre qu'il s'agit d'une menace de saisie du bassin de la Ruhr dans son ensemble.

(75) Ibidem.

(76) On trouvera une intéressante analyse de la façon dont Briand est parvenu à convaincre Lloyd George dans SUAREZ, *Briand*, tome VI, p. 132-188. Sur le contenu technique des conférences, WEILL-RAYNAL, op. cit., tome I, p. 593-693 et SALEWSKI, *Entwaffnung und Militärkontrolle in Deutschland 1919-1927*, p. 133-172.

(77) Il s'agit, bien sûr, de la date toute proche du 1^{er} mai 1921.

(78) Journal Officiel, Débats parlementaires, 1921, Sénat, p. 582.

Ces faits, que l'on n'a brièvement rappelés que pour mémoire, sont bien connus. Ce qui ne l'est pas, en revanche, c'est le projet de politique rhénane qui se cachait derrière, et que révèle la lecture des archives.

Briand constitue son gouvernement le 16 janvier 1921. Le 19 janvier, Foch, en tant que président du Comité Militaire Allié de Versailles, rédige une « Note sur l'application des sanctions » (79). Le maréchal y écrit qu'en se saisissant d'une part de la Ruhr et d'autre part de la Haute-Silésie (80), les Alliés mettraient l'Allemagne à leur merci. De plus, ajoute-t-il, dans le cadre des sanctions à prendre ainsi contre le Reich, on pourrait décider à l'Ouest de mesures complémentaires pouvant préparer la séparation des territoires occupés du reste de l'Allemagne : établissement d'une frontière douanière entre les territoires occupés et l'Allemagne non occupée, comme le traité en prévoit la possibilité, et expulsion de Rhénanie des fonctionnaires d'origine prussienne. Bref, par sa note du 19 janvier 1921, Foch ne propose rien moins que la relance de ce qui avait été sa politique rhénane des premiers mois de 1919. Et l'instrument d'une telle politique est là : la H.C.I.T.R., avec, à sa tête, Tirard à Coblenze.

Briand ne paraît pas rejeter *a priori* l'éventualité d'un tel plan. Au contraire, il paraît en préparer les conditions d'exécution. Le 6 février, Pilsudski est à Paris ; le 19, Briand signe avec le ministre polonais des Affaires étrangères, Sapieha, l'accord par lequel « *Les deux gouvernements de France et de Pologne, également soucieux de sauvegarder leur sécurité et la paix de l'Europe, ont reconnu une fois de plus la communauté des intérêts qui unissent les deux pays amis. Ils ont été d'accord pour confirmer leur volonté de coordonner leurs efforts, et, dans ce but, de maintenir étroitement leurs contacts pour la défense des intérêts supérieurs* » (81).

Deux jours plus tard, le 21 février, cet accord général est complété par une convention militaire SECRÈTE, où l'on lit notamment : « *Les deux gouvernements..., dans le cas où l'exécution du Traité de Versailles viendrait à nécessiter une action commune de leur part, s'engagent à renforcer leurs préparatifs de façon à être en mesure de se prêter un concours efficace et rapide et à agir en commun* » (82).

(79) ZIMMERMANN, op. cit., p. 40-41 et 71-72.

(80) A cette date, le sort de la Haute-Silésie n'est pas encore tranché. Le traité de Versailles a prévu un plébiscite qui ne se déroulera que le 20 mars 1921.

(81) SUAREZ, op. cit., p. 156-157, et surtout P.-S. WANDYCZ, *France and Her Eastern Allies*, University of Minnesota Press, 1962, p. 211-225 et Appendix II, p. 393. ZIMMERMANN, op. cit., p. 41, écrit par erreur que l'accord est du 19 janvier.

(82) WANDYCZ, op. cit., Appendix III, p. 394-395. Il y a tout lieu de penser que la convention militaire secrète franco-polonaise du 21 février 1921 allait au-delà des souhaits de Foch. Le maréchal l'aurait même désapprouvée, estimant que c'était s'engager trop vite et trop loin avec un partenaire dont la situation était loin d'être encore stabilisée.

Dans le contexte de février 1921, alors que la question de Haute-Silésie s'ouvre (le plébiscite va avoir lieu un mois plus tard) et qu'à l'Ouest on va en venir aux « sanctions », que veulent dire ces textes si ce n'est que la France et la Pologne s'apprêtent à s'appuyer mutuellement ? (83) Briand, à ce moment, se prépare à une politique de force à l'égard de l'Allemagne, et une construction rhénane peut être au bout du chemin.

Tirard, en effet, ne reste pas inactif de son côté. Le 10 février, Tirard adresse à Briand une note sur les affaires des territoires occupés, que Briand va utiliser dans ses conversations avec Lloyd George (84). Le même 10 février, Tirard adresse à Briand une autre note confidentielle, « *note personnelle relative à divers points sur lesquels je crois devoir attirer votre attention, mais qu'il ne me paraît pas utile actuellement de traiter avec les gouvernements alliés* » (85). Tirard y suggère l'établissement d'un cordon douanier entre les territoires occupés et le reste de l'Allemagne, l'abaissement du tarif douanier entre la Rhénanie et la France, l'« ÉVICTION » de Rhénanie des fonctionnaires allemands qui ne sont pas d'origine locale, un contrôle plus étroit de la H.C.I.T.R. sur les fonctionnaires allemands et la législation allemande, le contrôle TOTAL de la H.C.I.T.R. sur les ressources fiscales des territoires occupés (impôts, domaines, chemins de fer) et un BUDGET RHÉNAN ; il suggère enfin la création auprès de la H.C.I.T.R. d'un « conseil consultatif », composé d'habitants des territoires, représentant des milieux du commerce, de l'industrie, des banques, des syndicats ouvriers, des organisations d'agriculteurs, des « corps élus », des Universités, des Eglises et de l'administration.

Le plan suggéré par Tirard à Briand dans cette note du 10 février 1921 est dans le droit fil des idées de Foch, qu'il explicite, et de ce qu'avait été la pratique de l'occupation durant l'hiver 1918-1919 : utiliser le levier de l'économie pour préparer une solution politique en Rhénanie. En l'occurrence, le levier économique doit être constitué par les sanctions économiques à prendre du fait du non-paiement par l'Allemagne de ses obligations de réparations (de fait, si, à cette date, le montant total des réparations n'est pas encore fixé par la Commission des réparations, l'Allemagne, aux yeux des Alliés, s'est déjà mise en défaut en étant loin d'avoir payé les 20 milliards de marks-or de versements provisionnels

(83) Il est vrai que l'entrée en vigueur de l'accord politique général et de la convention militaire secrète dépend de la conclusion d'accords commerciaux, et elle tardera.

(84) B A Coblenz, ZSg. 105/1. Les documents sur lesquels on s'appuie ici ont été exploités par un fonctionnaire allemand, Otto Jung, entre 1940 et 1944, aux Archives Nationales de Paris, AJ 9 Fascicules 3285 (Gages d'exécution du traité de paix) et 3815 (Traité de paix). Jung a conservé par devers lui pendant des années les notes qu'il avait prises à Paris pendant l'occupation. Après sa mort, ces papiers ont été versés au Bundesarchiv de Coblenz, où on les a dépouillés.

(85) Ibidem. Voir aussi TIRARD, op. cit., p. 333.

prévus par le traité). La saisie de la Ruhr, ce serait le « gage productif ». Le cordon douanier intraallemand aurait un aspect fiscal de sanction économique, mais pourrait, à l'évidence, prendre une dimension politique. Quant au « budget rhénan » et au « comité consultatif » suggérés par Tirard, qui ne voit qu'il s'agirait de l'embryon d'un Etat et de celui d'un Parlement rhénans ?

Les sources ne permettent pas de connaître l'appréciation par Briand de ces suggestions de Foch et de Tirard. Mais quelques faits montrent qu'il a au moins commencé à lancer la politique française dans cette direction. Début mars 1921, Briand est donc à Londres ; Foch l'accompagne et présente son plan aux Anglais (86). Briand parvient à convaincre Lloyd George de prendre des sanctions contre l'Allemagne. La décision est arrachée : c'est le 8 mars, l'occupation de Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort, accompagnée de l'établissement d'une frontière douanière entre les territoires occupés et le reste de l'Allemagne (87).

Le 20 mars, c'est le plébiscite en Haute-Silésie, aussitôt suivi, dans le bassin, de la guérilla urbaine entre partisans de la Pologne et corps francs allemands.

En mars, Foch prépare un nouveau plan de saisie et d'exploitation du bassin de la Ruhr (88). Le plan insiste sur le caractère INTERALLIÉ que devrait avoir l'exploitation du gage productif : c'est en effet en accord avec les Anglais que cette politique se prépare en ces premiers mois de 1921 ; on peut comprendre le souci de Foch de tout faire pour y associer les Anglais, puisqu'en 1919 il avait échoué du fait de leur opposition. Le 5 avril, Briand, au Sénat, menace « d'abattre la main de la France sur le collet de l'Allemagne » en accord avec les Alliés. Le 15 avril 1921, une commission interministérielle, présidée par Loucheur, est constituée à Paris pour préparer l'exploitation de la Ruhr. Le 22 avril, le plan est prêt : (89) il consiste essentiellement à occuper le bassin de la Ruhr, à l'incorporer dans l'entité économique que constituent depuis un mois les territoires occupés du fait de la frontière douanière intraallemande érigée à titre de sanction, à distendre autant que possible les liens économiques de ce nouvel ensemble avec le reste de l'Allemagne, et, au contraire, à les faciliter avec la France, malgré les récriminations qu'une telle politique ne manquerait pas de susciter dans les milieux d'affaires français, qui crieront à la concurrence et à l'abandon des intérêts nationaux (90).

(86) ZIMMERMANN, op. cit., p. 72.

(87) Ibidem, p. 73 et TIRARD, op. cit., p. 332-339. C'est la H.C.I.T.R. qui fixe le montant des droits de douane sur la nouvelle « frontière », qui est ainsi, entre ses mains, un instrument d'action économique tout autant que de ponction fiscale, en attendant d'être peut-être une arme politique.

(88) ZIMMERMANN, op. cit., p. 73-74.

(89) Ibidem, p. 75-76.

(90) Le plan prévoit aussi l'émission éventuelle dans les territoires occupés de « Notgelder » (monnaies provisoires), affaire financière, mais aussi politique, que nous retrouverons en 1923.

La continuité de la conception depuis janvier 1919 est remarquable. En 1920, Millerand, dont il y a lieu de penser qu'il n'était peut-être pas sans avoir des relations avec les milieux d'affaires français inquiets de tels projets, en avait détourné la politique française dans l'espoir de paiements de réparations par l'Allemagne dans son ensemble, et par une Allemagne rendue à la prospérité. En 1921, Briand en revient à l'idée de se servir soi-même, là où on le peut : en Rhénanie et dans la Ruhr. Et il est en droit d'espérer pouvoir le faire en accord avec les Anglais, et avec eux. Foch et Tirard peuvent penser que la réalisation de leurs idées est pour demain.

Briand va autoriser Barthou, son ministre de la Guerre, à rappler la classe 1919 qui venait d'être libérée. On s'attend à la saisie de la Ruhr et à la mise en route du plan que l'on a vu pour le 1^{er} mai 1921.

Le retournement de situation. Mai-juin 1921

Le 27 avril 1921, la Commission des réparations fait connaître le résultat de ses calculs : le montant global des réparations à payer par l'Allemagne est de 132 milliards de marks-or (91). Reste à prendre les décisions politiques pour contraindre l'Allemagne à accepter ce chiffre et fixer les modalités du recouvrement de cette dette. Pour ce faire, les chefs de gouvernements alliés sont réunis à Londres. Avant de partir pour Londres, Briand, le 26 avril, a promis à la Chambre et au Sénat d'occuper la Ruhr (c'est-à-dire de mettre en marche le mécanisme que l'on a vu), s'il n'a pas reçu le 30 avril des propositions satisfaisantes de paiement de l'Allemagne, avec des garanties (92). En fait, il semble bien que Briand arrive à Londres en pensant qu'il n'obtiendra pas pour le 30 les propositions et garanties exigées, et que donc le plan sera, comme prévu, déclenché le 1^{er} mai, en accord avec Lloyd George, dont il estime, depuis quelques mois, avoir fait le siège.

Or, le Lloyd George que retrouve Briand n'est plus celui qu'il avait quitté peu auparavant. Des pressions se sont exercées sur lui, venant sans doute des milieux d'affaires anglais, ainsi que des travailleurs et de membres de son propre cabinet. Les Belges, eux aussi, ne semblent guère disposés à se lancer dans l'aventure de l'occupation de la Ruhr (93). Au lieu d'appliquer immédiatement la sanction majeure de l'occupation de la Ruhr, Lloyd George suggère que l'on adresse d'abord un dernier ultimatum à l'Allemagne ; si, au terme de cet ultimatum, l'Allemagne n'a pas répondu de façon satisfaisante aux Alliés, alors on occupera la Ruhr. Briand finit par accepter

(91) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome I, p. 626-627.

(92) Ibidem. L'opinion est alors communément répandue en France que l'occupation de la Ruhr va avoir lieu. Cf. J.-N. JEANNENEY, *François de Wendel en République*, Le Seuil, 1976, p. 125-126.

(93) Ibidem. Voir aussi SUAREZ, op. cit., tome V, p. 177-178.

la transaction : le mécanisme est en place qui va faire avorter l'entreprise préparée, au moment même où elle allait se déclencher.

Le 3 mai, c'est la mise au point, entre les Alliés, de l'ultimatum à l'Allemagne. Enumérant les manquements du Reich dans le domaine du désarmement et celui des réparations, les Alliés font connaître leur décision « *de procéder le 12 mai à l'occupation de la vallée de la Ruhr et de prendre toutes autres mesures militaires et navales* » si l'Allemagne, avant le 11 mai au plus tard, n'a pas pris à leur égard les engagements fermes qu'ils exigent (94).

Le 5 mai, l'ultimatum est signifié à l'Allemagne, en même temps que lui est transmis l'« Etat des paiements » mis au point par la Commission des réparations (95). Après de fiévreuses délibérations à Berlin, le gouvernement Fehrenbach-Simons, avec lequel les Alliés, depuis des mois, n'avaient pu parvenir à s'entendre, démissionne. Le centriste Wirth constitue un nouveau gouvernement qui, à l'extrême limite du délai de l'ultimatum, l'accepte. L'Allemagne a cédé ; oui, mais en cédant elle a empêché Foch de mettre en route le plan d'occupation de la Ruhr.

On dispose aujourd'hui d'une très bonne étude, faite à partir de l'analyse des archives allemandes, qui a renouvelé l'interprétation des raisons de la constitution du gouvernement Wirth, de l'acceptation de l'ultimatum allié par le gouvernement, et de sa politique ultérieure (96). Avec la formation du cabinet Wirth, l'Allemagne s'était-elle convertie à une politique d'« exécution » du traité ? L'auteur de l'étude à laquelle on se réfère ici, Ernst Laubach, démontre tout le côté conjoncturel (au sens politique du terme) et tactique de l'acceptation par Wirth de l'ultimatum de Londres : il s'agit de céder et de promettre d'exécuter pour empêcher le déclenchement de la politique de force préparée par les Alliés ; Wirth espère, entre autres, pouvoir sauver ainsi pour l'Allemagne tout ou la plus grande partie de la Haute-Silésie (le plébiscite est du 20 mars, mais il reste encore à la S.D.N. à prendre ses décisions). Retournant l'arme des réparations contre les Alliés, Wirth s'engage à payer ; mais, pour pouvoir payer, il faut une économie allemande prospère ; et pour que l'économie allemande soit prospère, il faut lui laisser les moyens de l'être, c'est-à-dire lui laisser le potentiel industriel de Haute-Silésie et, à l'Ouest, lever les sanctions « économiques ». On se retrouve devant le dilemme : ou bien les Alliés se servent eux-mêmes (les Polonais en Haute-Silésie, les Français en Rhénanie et dans la Ruhr), ou bien ils font confiance au Reich, c'est-à-dire au gouvernement de Berlin, pour être payés, et alors il ne faut pas étrangler la poule aux œufs d'or. Le gouvernement Wirth plaide à

(94) *Documents relatifs aux réparations*, Livre jaune français, p. 134-155. Il nous paraît superflu d'analyser ici ces conditions, bien connues des historiens.

(95) Ibidem.

(96) E. LAUBACH, *Die Politik der Kabinette Wirth 1921-1922*, Matthiesen Verlag, Lübeck et Hambourg, 1968, 344 p (Historische Studien, Heft 402). Il s'agit d'une « Dissertation » de doctorat de l'Université de Marbourg.

fond, auprès des Alliés, le second terme de l'alternative. Au-delà de l'affaire même des réparations, on voit toute la portée politique ; il s'agit pour le Reich de sauvegarder, voire de restaurer, tout ce qu'il peut de l'étendue géographique et politique de sa souveraineté, en rendant les paiements des réparations solidaires, et donc dépendants, de sa solidité. De plus, après un premier temps de tentative d'exécution intégrale des exigences de réparations des Alliés, et une fois les menaces de coups de forces pouvant venir de Pologne et de France écartées, l'on plaidera l'impossibilité matérielle de satisfaire toutes les exigences de paiements des Alliés, et l'on cherchera, dans un second temps, des aménagements par négociation.

Les quinze premiers jours de mai 1921 voient donc un virage fort prononcé dans la vie internationale européenne en général, et dans les relations franco-allemandes en particulier. Si Briand, à la suite de ces péripéties, fait quelque temps le mort — exercice dans lequel il sait exceller — Foch n'abandonne pas encore son idée. Sans doute, puisqu'aussi bien la saisie de la Ruhr n'est plus de saison du fait de la capitulation du gouvernement Wirth, le contordre d'avoir à retourner dans ses foyers rejoint-il la classe 1919 à peine l'avait atteinte l'ordre d'avoir à rallier les drapeaux. Mais restent l'occupation, qui date de mars, de Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort, (qui permet de contrôler une bonne part des expéditions de charbon de la Ruhr), et surtout la frontière douanière intra-allemande, qui peut être l'embryon de tout. Va-t-on les supprimer ? L'argument des réparations étant (provisoirement) retiré aux Alliés par les promesses de paiements du cabinet Wirth, Foch, pour justifier le maintien de l'occupation des trois villes et du cordon douanier, avance celui du désarmement, domaine dans lequel l'Allemagne est toujours en contravention avec les obligations qu'elle a contractées (97).

Mais le gouvernement allemand va reprendre l'initiative. Le 28 mai 1921, Walther Rathenau entre dans le gouvernement Wirth comme ministre de la Reconstruction (98). Immensément riche d'argent, d'imagination, de ressources et de relations, fils du fondateur et unique propriétaire de la puissante Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft (A.E.G.), célibataire craintif de déplaire à sa mère mais siégeant dans cent conseils d'administration, Rathenau occupe désormais un poste décisif à la charnière de l'économie, des finances, des réparations et de la politique internationale. Cet artiste, qui se pique de philosophie et d'esthétisme, et qui mène les affaires d'entreprises en virtuose, bénéficie en France d'un préjugé favorable. L'on ne sait guère en France que

(97) *Documents on British Foreign Policy*, Series I, tome 15, *International Conferences and Conversations 1921*, Londres, H.M.S.O., 1967, Documents n° 91 et suivants, utilisés par FUCHS, en note au manuscrit de ZIMMERMANN, op. cit., p. 45, note 19a.

(98) W. RATHENAU, *Tagebuch 1907-1922*, Droste, Düsseldorf, 1967, p. 243.

cet intellectuel supérieurement doué, ce fils d'homme d'affaires israélite berlinois, avait fait son service militaire, peut-être tourmenté de quelque secrète frustration ou envie, dans le corps des cuirassiers blancs de la garde, et s'était alors fait complaisamment photographe dans l'uniforme qui avait été celui de Bismarck dans la galerie des glaces de Versailles le 18 janvier 1871. L'on a vite oublié aussi qu'il avait été pendant la première guerre mondiale le grand organisateur de la mobilisation industrielle soutenant l'effort de guerre allemand, et que, le 7 octobre 1918, il avait encore préconisé la « levée en masse » (99). Ces images du passé se sont estompées devant celle de l'artisan de la coopération germano-française, celle des entretiens de Rathenau et d'André Gide, dans les jardins luxembourgeois de leurs amis communs, les Mayrisch, à Colpach en 1920 (100).

Le 3 juin 1921, Laurent, ambassadeur de France à Berlin, rend visite à Rathenau, nouveau ministre, et lui dit que la situation est totalement transformée, et qu'il serait bon qu'il ait un entretien avec Loucheur alors ministre des Régions libérées du gouvernement Briand (101). Le même jour, à Paris, Briand dit à Loucheur qu'il croit avoir compris par un intermédiaire américain que Rathenau souhaiterait s'entretenir avec lui (102). Le 12 juin, Rathenau et Loucheur se rencontrent à Wiesbaden pour la première fois. C'est le début de négociations qui mèneront, en quatre mois, à ce qu'on appelle les « Accords de Wiesbaden » du 6 octobre 1921 sur les livraisons en nature de l'Allemagne à la France au titre des réparations.

Voici qui nous amène à faire le point sur le problème des livraisons en nature.

Les livraisons en nature de l'Allemagne au titre des réparations, 1919-1921 (103)

Les problèmes soulevés par les livraisons en nature effectuées par l'Allemagne au titre des réparations après la première guerre mondiale sont parmi les plus complexes et les plus difficiles des

(99) H. LAMM, *Walther Rathenau, Denker und Staatsmann*, Niedersächsische Landeszentrale für politische Bildung, 1968, avec un très intéressant exposé fait le 6 octobre 1967 à la F.U. de Berlin par le Dr Willy Brandt, à l'occasion du centenaire de la naissance de W. Rathenau. Voir aussi L. BURCHARDT, *W. Rathenau und die Anfänge der deutschen Rohstoffbewirtschaftung im ersten Weltkrieg*, Tradition, 1970/4, p. 169-196.

(100) A. GIDE, *Journal 1889-1939*, Édition de la Pléiade, p. 711-713. On se réserve d'analyser dans une publication ultérieure le rôle de Gide et de ses amis dans toutes ces affaires.

(101) RATHENAU, op. cit., p. 243.

(102) LOUCHEUR, *Carnets secrets*, p. 84.

(103) Le développement qui suit reprend partiellement l'exposé original que l'on avait fait à Metz, en novembre 1972, au Colloque sur l'Industrie, facteur de transformations politiques, économiques, sociales et culturelles, et dont le texte a été publié en 1974 dans les *Cahiers de l'Association Interuniversitaire de l'Est*, n° 17.

années 20 ; leur étude paraît avoir longtemps rebuté les historiens, peut-être à cause de l'aspect redoutablement technique de l'affaire. Pourtant les livraisons en nature de l'Allemagne ne sont pas simplement une affaire technique ; au travers des aspects techniques, l'affaire est révélatrice des tendances profondes et des intérêts des diverses puissances concernées. Pour bien connaître l'histoire des années 20, il faudra qu'un historien consacre un jour un travail fondamental aux livraisons en nature et aux problèmes qu'elles ont posés (104) ; on voudrait simplement ici avancer quelques réflexions, en utilisant l'affaire des livraisons en nature comme une clef qui permette d'entrer dans la complexité de la vie internationale des années d'après la première guerre mondiale, et d'en déceler quelques grands mouvements. On concentrera l'analyse sur les livraisons à la France, pays au demeurant le plus intéressé aux réparations allemandes.

Une première réflexion globale sera pour constater que la complexité intrinsèque de l'affaire des livraisons en nature tient au cadre général dans lequel une politique de livraisons en nature se déroule, en dehors même de toute considération technique. On peut y voir trois raisons. En premier lieu, sous l'apparence de l'application d'un principe juridico-politique de réparations dues par un pays tenu pour responsable d'une guerre et des destructions causées par cette guerre, les livraisons en nature mettent en fait en jeu, dans leur application pratique, les économies nationales et les circuits du commerce international. En second lieu, les pays concernés par cette affaire dans les années 20 sont trois grandes puissances : l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne (105) ; c'est dire que, au travers des intérêts économiques, ce sont aussi des projets politiques différents qui s'affrontent ; pour comprendre les prises de position de tel ou tel gouvernement dans l'affaire, il ne suffit donc pas d'une analyse des facteurs économiques ou commerciaux immédiats ; il faut replacer ceux-ci dans le contexte politique du moment, sans oublier les projets à long terme. Enfin l'affaire est complexe parce que, à l'intérieur d'un même pays — et l'on songe ici d'abord à la France — il n'y a pas unité ni continuité de vues : les diverses forces économiques et les gouvernements successifs n'envisagent pas le problème de la même manière.

(104) Les livraisons en nature n'ont pas encore fourni la matière d'un travail d'analyse et de synthèse satisfaisant ; la dissertation de doctorat d'Otto SCHEMPP, *Frankreich und die deutschen Sachlieferungen, Beitrag zum Empfangsproblem der Reparationen* (Heidelberg, 1932) est tout à fait insuffisante ; dans le grand livre de WEILL-RAYNAL, *Les réparations allemandes et la France*, les développements sur les livraisons en nature sont nombreux et utiles, mais ils datent aujourd'hui, car l'auteur n'a pu disposer ni des archives allemandes ni d'autres fonds (par exemple les Papiers Loucheur), désormais ouverts à la recherche.

(105) L'Italie et la Belgique sont aussi impliquées dans l'affaire, mais dans une moindre mesure.

Le point de départ est évidemment le traité de Versailles. L'article 231, par lequel l'Allemagne se reconnaît responsable de la guerre, lui fait obligation de réparer les dommages causés aux Etats et nationaux des pays alliés du fait de cette guerre. C'est l'énoncé d'un principe, mais, on le sait, le traité ni ne définit les dommages ni n'en établit le montant. Dans ses articles 235 et 236 le traité dit que l'Allemagne pourra se libérer, au moins pour une part, de ses obligations de réparation par des livraisons en nature. Il s'agirait d'abord de substituer des biens d'origine allemande à des biens alliés détruits ; mais au-delà de la simple substitution de biens, le traité prévoit expressément que l'Allemagne pourra se libérer par des livraisons en nature d'une partie de sa dette générale de réparation (106). Le traité permet donc, en principe, une grande politique de livraisons en nature. Le principe est simple et clair, mais le traité n'a pas prévu les modalités d'application. De quelle part de sa dette l'Allemagne pourra-t-elle se libérer en effectuant des livraisons en nature, quelles seront les natures des livraisons, échelonnées sur combien d'années, effectuées suivant quelles modalités ? Le traité n'en dit rien. A vrai dire, le traité a prévu des obligations de livraisons précisées et quantifiées pour les bateaux de commerce, le charbon et les colorants (107) ; dans ces domaines précis, qui intéressaient de façon vitale le fonctionnement immédiat de leurs économies, les Alliés ont pris des décisions dès la négociation du traité. Sinon, le traité n'a rien prévu. La définition et l'application de la politique des réparations, et notamment des livraisons en nature, ont été laissées à des négociations ultérieures entre Alliés, qui pourront prendre l'avis de l'Allemagne, et à la Commission des Réparations, organisme interallié créé par le traité.

Dans la politique des réparations, le front uni des Alliés s'est très tôt rompu. Pour mémoire, citons le retrait américain, qui a rendu impossibles toutes sortes de solutions économiques que les auteurs du traité avaient pourtant eues en tête en le rédigeant. Entre la Grande-Bretagne et la France, les divergences apparurent, dès l'époque de la négociation du traité. La situation de la France et celle de la Grande-Bretagne sont très différentes. Le Nord et l'Est de la France ont servi de champ de bataille ; la « reconstruction » en France est donc d'abord d'ordre matériel, et des livraisons en nature allemandes pourraient y contribuer ; de plus, le déficit de l'économie française en charbon fait souhaiter par la France que l'Allemagne se libère autant que possible de sa dette de réparation par des livraisons de charbon qui est à la fois la source essentielle d'énergie de l'époque et l'une des matières premières

(106) Partie VIII, Section I, Annexe II, article 19.

(107) On trouvera un bon résumé des clauses du traité concernant ces points dans CASTILLON, *Les réparations allemandes, deux expériences*, p. 24-27.

de l'industrie de base qu'est la sidérurgie (108). En Grande-Bretagne, où il n'y a pas eu destructions matérielles en dehors de la flotte de commerce, la « reconstruction » est d'abord d'ordre financier : des années durant, les Anglais vont s'efforcer de ramener la livre à sa valeur-or d'avant-guerre et de rendre à la place de Londres son rôle dans les relations financières internationales ; les Anglais sont donc beaucoup moins intéressés que les Français à des livraisons en nature allemandes (bateaux exceptés) ; ils y sont même opposés, car les livraisons allemandes concurrence-raient les produits anglais sur le marché anglais (ou pour une part même sur les marchés tiers, comme la France), ce qui gênerait la « reconstruction » économique anglaise. « *Nous ne voulons pas de marchandises allemandes* » dit Lloyd George. Le même Lloyd George s'est battu avec succès pour que les pensions soient incluses dans les dommages de guerre ; derrière la formule « la vie d'un soldat anglais vaut bien une cheminée française », il y avait le souci anglais de tirer l'affaire des réparations du côté des versements financiers, au détriment évidemment des livraisons en nature ; des versements financiers pourraient aider la Grande-Bretagne à rétablir sa puissance financière, ou au moins des engagements de l'Allemagne à des versements financiers pourraient servir de monnaie d'échange dans une grande négociation internationale à venir sur les réparations allemandes et les dettes interalliées.

Il ne s'agit pas de prétendre que la France était pour les livraisons en nature et la Grande-Bretagne pour les versements financiers. Un tel schématisme serait erroné : la France a toujours songé, elle aussi, à une liaison des réparations et des dettes, et la Grande-Bretagne a été intéressée par la flotte de commerce allemande. Nous voulons dire que la situation et les besoins de la France font qu'elle ne peut qu'être impliquée dans une politique de livraisons en nature assez importante, tandis que la situation et les besoins de la Grande-Bretagne ne peuvent que lui faire souhaiter des livraisons en nature aussi limitées que possible. Le désintérêt, voire l'aversion de la Grande-Bretagne pour les livraisons en nature s'accroissent, une fois la livraison de la flotte de commerce allemande effectuée (109). Le transfert s'est fait sans difficulté matérielle (un bateau est par définition mobile...) et sans difficulté politique, tout de suite après la guerre, alors que l'Allemagne était encore sous le coup de sa défaite militaire et avant qu'elle ait retrouvé le goût et les moyens de s'opposer aux exigences des vainqueurs ; l'affaire n'a guère laissé de traces dans l'opinion publique allemande. Sur 2.312.000 tonnes livrées, 1.653.000, soit 70 %,

(108) Au déficit traditionnel de l'économie française en produits charbonniers, il faut ajouter la mise hors d'usage des mines du Nord et du Pas-de-Calais et l'accroissement des besoins français du fait du retour à la France de la Lorraine désannexée et de son potentiel sidérurgique.

(109) Partie VIII, Annexe III du traité.

sont allées à la Grande-Bretagne, puisque la flotte anglaise avait le plus souffert de la guerre sur mer. L'une des clauses du traité de Versailles, qui intéressait la Grande-Bretagne, était remplie. L'important à en retenir est que la Grande-Bretagne, outre le fait qu'elle s'est débarrassée pour un temps de la concurrence de la flotte allemande, est très tôt satisfaite sur le plan des livraisons en nature à effectuer par l'Allemagne : c'est là un des facteurs qui contribuent à expliquer que, les années passant, et l'application intégrale du traité de Versailles devenant de plus en plus difficile, la Grande-Bretagne n'ait pas le même intérêt que la France à exiger de l'Allemagne la poursuite des livraisons en nature (110).

Le problème des livraisons en nature est désormais un problème entre l'Allemagne et la France, un problème qui se cristallisera autour des livraisons de charbon et de coke, et un problème qui durera et pèsera lourd sur les relations germano-françaises. Des mines de houille ne se transfèrent pas comme une flotte de commerce ; il faut ou bien que l'Allemagne cède à la France la propriété de mines en territoire allemand, ou bien que l'Allemagne, des années durant, soit contrainte de livrer du charbon à la France. On imagine aisément les conséquences politiques et psychologiques.

Dans l'affaire franco-allemande du charbon, les côtés purement économiques prennent d'emblée le pas sur les aspects juridico-politiques de la liquidation de la guerre. C'est une affaire entre la France, l'Allemagne et l'Angleterre, dans laquelle les intérêts de la France et de l'Allemagne sont opposés, et où les intérêts de l'Angleterre sont plus proches de ceux de l'Allemagne que de ceux de la France. Entre la France et l'Allemagne, ce qui est en jeu, c'est, au travers du volume des livraisons allemandes de coke, la quantité de coke dont peuvent disposer l'un et l'autre pays, c'est-à-dire les possibilités de production de l'une et l'autre sidérurgies qui sont en situation de concurrence depuis le retour à la France de la Lorraine désannexée (111). L'Allemagne a donc intérêt à freiner autant que faire se peut ses livraisons de charbon et de coke à la France. C'est aussi l'intérêt de l'Angleterre, car charbons anglais et allemands sont traditionnellement concurrents sur le marché français, et les exportations de charbon par l'Angleterre sont très importantes pour sa « reconstruction » économique. Ainsi Allema-

(110) La livraison de la flotte de commerce allemande a eu comme conséquence indirecte de rendre plus difficile le paiement des réparations par l'Allemagne par la suite. En effet, l'Allemagne a dû avoir recours pour son commerce maritime à des flottes étrangères, dont elle a payé les services en devises qui ont manqué au mécanisme des réparations. D'autre part l'Allemagne, faisant passer la reconstitution de son potentiel économique avant la stabilisation monétaire, recommence bientôt à se construire une flotte de commerce, ayant recours, pour y parvenir, à des méthodes de financement qui vont contribuer pour une part non négligeable à la déroute du mark qui paralysera le mécanisme des paiements des réparations.

(111) On développe cet aspect des choses dans le chapitre suivant.

gne et Angleterre ont un intérêt objectif commun à ne pas laisser la France utiliser à fond l'instrument politique du traité de Versailles à des fins économiques, en utilisant le biais des réparations en nature pour s'assurer de son approvisionnement en produits charbonniers. Cette situation internationale, où politique et économie une fois encore sont étroitement mêlées, et le fait que l'Allemagne connaît aussi des difficultés intérieures très réelles, expliquent que le programme de livraison de charbon du traité de Versailles ne soit pas appliqué : c'est, à la conférence de Spa en juillet 1920, la diminution des programmes de livraison par rapport aux prévisions du traité, programmes allégés qui eux-mêmes ne seront pas intégralement appliqués, et c'est surtout la comptabilisation majorée de 5 marks par tonne du charbon allemand livré au titre des réparations, afin que le charbon anglais retrouve sur le marché français un prix compétitif (112).

Mais cette affaire ne veut pas dire que l'Allemagne soit opposée systématiquement à des livraisons en nature. Tout au contraire. Allemands et Français ne divergent pas sur le principe de livraisons en nature ; ils divergent sur la nature des livraisons. Le problème est au fond assez simple : la reconstruction des régions dévastées du Nord et de l'Est de la France représente un marché gigantesque. Qui exploitera ce marché, l'économie française ou l'économie allemande ? Les Français voudraient obtenir de l'Allemagne du charbon et du coke, ce qui permettrait aux industries françaises de fonctionner et de fournir à la reconstruction les produits finis dont elle a besoin. Les Allemands voudraient conserver leur charbon et leur coke pour faire fonctionner leurs propres industries qui livreraient à la France au titre des réparations des produits finis. On dira que, dans cette seconde hypothèse, les livraisons allemandes de produits finis seraient financées par l'Allemagne, puisqu'il s'agirait de réparations, et qu'il s'agirait en fin de compte d'une ponction sur la richesse allemande. Mais, en ce début des années 20, l'Allemagne se soucie moins de rigueur financière que de relance économique, même au prix de l'inflation. La reconstruction des régions dévastées françaises est un énorme marché, une énorme affaire ; il y a là de quoi relancer l'économie allemande, remplir les carnets de commande et réaliser le plein emploi. Certains milieux allemands, industriels et syndicaux, envisagent même la prise en charge par des entreprises allemandes des travaux de reconstruction avec l'emploi sur place, en France, de main-d'œuvre allemande. Au-delà de la tâche de reconstruction des régions dévastées, pourrait subsister pour l'industrie allemande en France un marché, avec les courants commerciaux établis, les besoins en pièces de rechange, etc... Les industries allemandes ne peuvent donc qu'envisager favorablement des livraisons en nature, celles de charbon mises à part.

(112) Voir le chapitre suivant.

Aussi bien l'Allemagne, à la même conférence de Spa de juillet 1920, fit-elle des propositions en vue du développement des livraisons en nature ; le gouvernement allemand proposa aux Alliés un plan de règlement définitif du problème des réparations prévoyant, entre autres, que la reconstruction des régions dévastées serait confiée à un syndicat international d'entrepreneurs et qu'un organisme allemand spécialisé élaborerait et ferait exécuter un plan de livraisons en nature. Un tel plan allait directement contre les intérêts des industries françaises, et aussi anglaises. Les propositions allemandes furent renvoyées à l'étude d'une commission d'experts qui les enterra sans suite. On s'en tint pratiquement aux programmes, allégés, de livraisons de charbon, et à diverses autres livraisons limitées. La grande politique de réparations par des livraisons en nature, que le traité de Versailles avait sinon définie, du moins laissé envisager comme possible, paraissait paralysée par les oppositions entre les intérêts économiques divergents de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne.

Les accords de Wiesbaden

Telle était la situation, entre la France et l'Allemagne, de l'affaire des livraisons en nature au titre des réparations, quand, en juin 1921, débutent les négociations entre Rathenau et Loucheur : hormis les livraisons de charbon, prévues expressément par le traité, la politique des réparations par des livraisons en nature était restée, en ce qui concernait la France, une possibilité que l'évolution de la vie internationale n'avait pas encore permis de transformer en réalité. Pourquoi donc, en quatre mois, entre juin et septembre 1921, en vient-on aux accords de Wiesbaden ? Il ne s'agit pas ici d'étudier cette négociation, ni d'en analyser les aspects techniques, mais d'en trouver la signification dans l'évolution, entre 1918 et 1923, du problème complexe qu'est l'ensemble « réparations-affaire rhénane », situé lui-même dans le cadre de la vie internationale.

Il importe d'abord de voir — et cette remarque est indispensable aussi pour l'intelligence de la suite de l'affaire — que, si l'on n'est pas parvenu jusqu'en 1921 à définir une politique germano-française des livraisons en nature, l'on n'est *a priori*, ni du côté allemand, ni du côté français, opposé à l'éventualité d'une telle politique. L'Allemagne et la France pourraient y trouver chacune leur avantage, l'Allemagne en faisant travailler son industrie et ses ouvriers, la France en accélérant la reconstruction de ses régions dévastées. Les aléas de la vie internationale, au-delà des relations bilatérales germano-françaises, avaient empêché la définition d'une telle politique, mais, à Berlin comme à Paris, l'on n'avait jamais cessé d'y songer. Les Allemands avaient fait en 1920 des proposi-

tions précises aux Alliés, que ceux-ci avaient cru devoir écarter. En France, à défaut des milieux industriels, toujours timides devant les risques de concurrences, d'importants fonctionnaires n'ont cessé de voir tout le parti que l'on pourrait tirer de livraisons en nature allemandes : accélérer la reconstruction, soulager le budget national (qui pour l'heure la finance), lier le relèvement économique de la France, encore exsangue, au relèvement économique de l'Allemagne, déjà amorcé ; au Quai d'Orsay, Jacques Seydoux a toujours vu ces avantages, ainsi qu'à la Commission des réparations Aron, secrétaire général de la délégation française (113). Les conversations Rathenau-Loucheur de 1921, et les accords de Wiesbaden qui en sont la conclusion, ne sont donc pas une affaire inopinée et artificielle. La question à laquelle il nous faut répondre est celle de savoir pourquoi, dans quel cadre politique et avec quelles arrière-pensées, Allemands et Français ont cherché entre juin et octobre 1921 à promouvoir cette solution (114).

Tout donne à penser que l'initiative est venue de Rathenau. Pour le gouvernement Wirth, dont il fait partie, il s'agit d'empêcher la main de la France de s'abattre sur le « collet » de l'Allemagne. Pour y parvenir, Rathenau fait des propositions qui vont très loin et qui, il faut le souligner, sont très intéressantes pour la France, les plus intéressantes que l'Allemagne ait jamais faites à la France de toute l'histoire des réparations. Il faut que la peur que l'on avait à Berlin d'une occupation de la Ruhr, et de sa suite logique, bien qu'officiellement inavouée, de la construction d'une entité rhénane, ait été bien forte pour que l'on se soit résolu à en venir là. Allons plus loin : les quelques traits que l'on a donnés plus haut de la personnalité de Rathenau ne doivent pas faire conclure à une duplicité du personnage. L'« extrême affabilité de cet homme énorme », dont parle Gide (115), n'est pas comédie ni roublardise ; elle est naturelle et exprime une sorte de sincérité, voire de naïveté, qui est la force, comme la faiblesse, du personnage. En 1915, l'imagination de Rathenau s'était emballée pour l'idée d'une Allemagne victorieuse dominant le continent, et il avait mis toutes les ressources de sa prodigieuse intelligence au service de l'effort de guerre allemand pour écraser la France. En 1921, son imagi-

(113) Voir la note d'Aron du 5 novembre 1920, Papiers Loucheur, dossier 7, cahier 18, chemise 2. L'on sait que les papiers Loucheur sont aujourd'hui à Stanford, en Californie : Néanmoins, grâce à l'appui du Doyen Renouvin, et à l'amabilité de Miss Agnes Peterson, de Stanford, l'on a pu en faire faire un microfilm qui se trouve aujourd'hui à Paris à la disposition des chercheurs.

(114) La « littérature » scientifique sur les accords de Wiesbaden est jusqu'à ce jour très déficiente. Dans sa biographie de Briand, pourtant si volumineuse, SUAREZ, op. cit., p. 197-198, est presque muet sur les accords. WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 29-67 est, comme souvent, riche de technicité et de chiffres, mais avare d'interprétation politique. En attendant l'étude fondamentale qui fait encore défaut, on dispose d'un mémoire de maîtrise d'un étudiant de M. Duroselle, préparé à Bonn dans les archives allemandes, J. MARCHAL, *Les Accords de Wiesbaden*, Paris-I, octobre 1970.

(115) GIDE, op. cit., p. 712.

nation s'emballe à l'idée de régler l'insoluble problème des réparations par les livraisons en nature, relançant du même coup l'économie allemande tout en fermant l'effroyable blessure des régions dévastées, et clôturant la guerre. En 1922, à Rapallo, son imagination s'emballera pour un rapprochement germano-soviétique qui libérerait l'Allemagne de la pression des Alliés occidentaux et lui rendrait sa liberté de manœuvre de grande puissance... Rien n'apparaît impossible à cet homme à qui, longtemps, tout a réussi et qui bénéficie d'une intelligence et d'une vitalité hors du commun.

Les propositions que Rathenau fait à Loucheur en 1921 sont assez époustouflantes : il est question un moment de 9 milliards de marks-or de livraisons en nature à effectuer en trois ans (116), de fin 21 à fin 24, et que la France n'aurait pas à payer : environ un tiers serait comptabilisé sur les obligations de réparations de l'Allemagne, et, pour les deux autres tiers, l'Allemagne ferait crédit à 5 % à la France, qui rembourserait à partir de 1925. On pouvait escompter que ces remboursements français ultérieurs seraient en fait, au moins pour une part, annulés par un jeu d'écritures, en échange des annuités de réparations de l'Allemagne. Le plan, extrêmement audacieux, mais logique, revenait à une sorte de mobilisation par anticipation des obligations de réparations de l'Allemagne, qui permettrait la poursuite et l'achèvement rapide de la reconstruction en France, sans obérer le budget français ni mettre en danger le franc, tout en garnissant les carnets de commandes des entreprises allemandes.

Loucheur se convainc vite du sérieux des propositions de Rathenau. Briand a-t-il laissé son collaborateur entièrement libre d'agir ? La documentation ne permet pas de préciser le rôle personnel de Briand, s'il en a eu un, dans la négociation. Encore que les questions techniques l'ennuient prodigieusement, il n'est pas pensable qu'il n'ait pas été tenu au courant par Loucheur des grandes lignes de la négociation ; et il les a certainement approuvées, puisqu'il a laissé Loucheur poursuivre et conclure.

L'accord conclu le 6 octobre 1921 à Wiesbaden va moins loin qu'il en avait été question durant les négociations, mais il va encore très loin. C'est au fond un accord-cadre, dont voici la philosophie générale (117). En France doit être créé un organisme dit « F », dont la vocation sera de rassembler les demandes des futurs bénéficiaires français de livraisons en nature de l'Allemagne au titre des réparations (sinistrés, etc...). En Allemagne sera créé un organisme dit « A », ORGANISME NATIONAL VALABLE POUR TOUT LE REICH, SANS DISTINCTION ENTRE TERRITOIRES OCCUPÉS ET ALLEMAGNE NON OCCUPÉE, et

(116) Pour saisir l'extraordinaire importance de ce chiffre, indiquons, à titre de comparaison, que le total des réparations effectivement payées par l'Allemagne à la France, sous toutes les formes, de 1919 à 1932, sera estimé légèrement inférieur à 9 milliards de marks-or.

(117) Les accords de Wiesbaden étant finalement très mal connus, l'occasion nous paraît bonne de les résumer ici.

bénéficiant de la garantie du gouvernement de Berlin, donc, au moins indirectement, contrôlé par lui. « F » transmettra les commandes à « A », SANS PASSER PAR LA COMMISSION DES RÉPARATIONS, et « A » les distribuera entre les entreprises allemandes de son choix, sans qu'il y ait donc interférence des autorités françaises, par exemple, pour les entreprises des territoires occupés, de la H.C.I.T.R.

En ce qui concerne la durée et le volume des livraisons, il est prévu une durée allant du 1^{er} octobre 1921 au 1^{er} mai 1926 et, durant cette période, un volume maximum de 7 milliards-or de livraisons. Quant au financement, le schéma primitivement proposé par Rathenau est maintenu, et même amélioré en faveur de la France : dans l'immédiat, le gouvernement du Reich financerait, en payant directement et sans interférence française les entreprises allemandes. De ces sommes, une fraction importante, variant de 35 à 45 % en fonction du volume annuel des livraisons, serait inscrite sur le compte annuel des obligations allemandes de réparations, tandis que le reste, portant intérêt à 5 %, verrait, les intérêts s'ajoutant, son inscription différée sur le compte allemand des réparations.

A tout ceci il convient d'ajouter de très importantes stipulations sur les livraisons de charbon de l'Allemagne à la France, en quantité et en prix. Allant en un sens au-delà de Versailles, et revenant sur certaines concessions faites à Spa, Loucheur avait obtenu l'assurance de livraisons à la France de charbon en quantité suffisante pour faire sauter ce qui est alors le goulet d'étranglement de l'économie française, et ce au prix intérieur allemand, c'est-à-dire, alors, à un prix inférieur à celui que la France doit payer pour les charbons anglais, voire américains, que sa pénurie lui contraint d'importer (118).

On voit les avantages immédiats de ce système pour la France : charbon en quantité suffisante et à bas prix ; matières premières et produits fabriqués permettant la reconstruction des régions dévastées sans coûter un sou au Trésor, donc au contribuable français. On voit l'avantage immédiat pour l'Allemagne : relance de l'économie. On devine quelques inconvénients, réels ou possibles du système : jalousie vraisemblable de l'Angleterre, dont les exportations, notamment de charbon, si nécessaires à sa « reconstruction » financière, seraient gênées sur le marché français, voire chassées de lui par des livraisons allemandes ; renforcement du potentiel industriel allemand en face du potentiel industriel français et « accoutumance » du consommateur français au fournisseur allemand (pièces de rechange, etc...).

Mais, à notre sens, il importe surtout de voir la portée politique du projet : le plan de Rathenau vise essentiellement à contrecarrer

(118) Indiquons, pour mémoire, que Rathenau et Loucheur ont aussi signé, le 7 octobre 1921, des accords annexes sur les restitutions de matériel industriel, de matériel de chemins de fer, de bétail, etc... Il serait superflu de les analyser ici. Retenons-en simplement que l'accord général signé le 6 octobre et les accords annexes signés le 7 avaient l'ambition de liquider tout le contentieux franco-allemand des réparations.

les projets rhénans de Foch et de Tirard. A la théorie de ces derniers du « gage productif », limité géographiquement mais contrôlé et exploité par les Alliés, et pouvant déboucher sur une solution politique, Rathenau, par son plan, oppose à nouveau la théorie retournée de « l'Allemagne paiera », c'est-à-dire la théorie de l'unité et de la souveraineté du Reich, théorie qui exclut la solution politique recherchée par Foch. Comme le sabre de M. Prudhomme, qui pouvait servir à défendre les institutions ou à les renverser, les réparations, selon qui les manie, et avec quelle dextérité, peuvent servir à remettre en cause l'unité du Reich, ou à la renforcer. Pour l'heure, c'est Rathenau qui, en y mettant le prix, a repris l'instrument en main. Loucheur, en acceptant d'entrer dans la négociation et de conclure selon le schéma imaginé par Rathenau, a accepté l'abandon de l'idée rhénane, à la réalisation de laquelle il travaillait au début de l'année aux côtés de Foch. Briand, en laissant faire Loucheur, a accepté lui aussi, et sans en avoir l'air, l'abandon de cette idée rhénane, sur laquelle il semblait bien qu'il s'était d'abord arrêté.

La conclusion des accords de Wiesbaden, en négociation depuis quatre mois, est des 6 et 7 octobre 1921. La levée des « sanctions économiques » des Alliés à l'Ouest, c'est-à-dire la suppression de la frontière douanière intraallemande et l'abandon de la théorie du « gage productif », est du 30 septembre (119). Le rapprochement de ces dates n'est pas fortuit : ceci a payé cela. Derrière, un choix politique avait été fait : Briand, sans crier gare, avait pris son virage.

L'échec de la politique de Wiesbaden et la chute de Briand

C'est à dessein que l'on emploie ici l'expression « politique de Wiesbaden », car, des accords qui y furent signés, pouvait, dans l'esprit de Briand, sortir toute une nouvelle politique. Partisan, au début de l'année, et au printemps encore, d'une politique de force à l'égard de l'Allemagne avec l'appui de l'Angleterre, Briand, qui, entre temps, s'est aperçu qu'il s'était mépris sur la possibilité d'amener Lloyd George là où il ne voulait pas aller, pense, à l'automne, à un rapprochement avec l'Allemagne. Il est à peu près évident que les accords de Wiesbaden ont, du côté français, une pointe anti-anglaise : leur caractère bilatéral et leur contenu donnent à la France, s'ils sont appliqués, le moyen de se libérer de ce contrôle permanent que l'Angleterre a sur les affaires françaises du fait de la gestion multilatérale des réparations (du paiement desquelles dépend l'équilibre budgétaire français), et du fait de la dépendance,

(119) TIRARD, *op. cit.*, p. 340-341. Si les « sanctions économiques » sont levées, en revanche les villes de Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort restent occupées militairement.

jusqu'alors, de l'économie française des importations de charbon anglais. C'est donc une politique différente, certes, de celle qu'il avait d'abord imaginée, mais une grande politique néanmoins qui pourrait démarrer avec les accords de Wiesbaden.

Le 7 septembre 1921, alors que les négociations de Wiesbaden sont en train de prendre forme, Briand reçoit le Dr Mayer, ambassadeur l'Allemagne à Paris (120); Briand lui dit que le moment est venu, entre la France et l'Allemagne, d'une « *entente, sur toute la ligne, de leurs intérêts réciproques* »; sinon « *nous serons les dupes, vous et nous* ». Il a donné à Loucheur instruction de conclure à Wiesbaden.

Le 10 septembre, nouveau télégramme de Mayer pour Berlin (121). Les avances de Briand à l'Allemagne sont d'une part un jeu anti-anglais, et d'autre part la préparation d'une rentrée parlementaire : la majorité du Parlement français est excédée de voir la politique extérieure française dépendre constamment de l'Angleterre et Briand aimerait montrer au Parlement qu'il ne dépend pas de l'Angleterre.

Le 27 septembre, Rosen, ministre allemand des Affaires étrangères (122), fait dire à Briand qu'il est intéressé et qu'il attend par la voie diplomatique des propositions françaises précises (123). La diplomatie allemande remarque que Briand renforce son assise dans l'opinion publique française par le vote de motions de confiance dans les conseils généraux (124). Le rapprochement franco-allemand va-t-il démarrer ? Il le semble. Paris demande en octobre à Berlin de faciliter l'entrée en Allemagne de certains produits français, notamment les vins (125). Berlin, pour raison politique et pour faciliter le rapprochement naissant, accepte le principe d'une négociation sur ce point.

Cette nouvelle politique de détente, comme la précédente de dureté, va échouer, et bien avant le « coup de Cannes » de janvier 1922. Dès septembre, Poincaré a manifesté ses inquiétudes dans une série d'articles publiés dans LE TEMPS où il rappelait que, pendant la négociation de Versailles, lui-même et Foch avaient souhaité une occupation permanente par les Alliés de la ligne du Rhin, au moins aussi longtemps que l'Allemagne n'aurait pas payé, et que Clemenceau y avait renoncé en échange de la promesse de traités de garantie qui n'avaient pas vu le jour (126). Mais le coup principal

(120) Télégramme de Mayer du 7 septembre 1921, AA Bonn, Eotschaft, Paris, Band 568/4, Deutsch-Französische Verständigung, non filmé.

(121) Ibidem.

(122) Dans le gouvernement Wirth de 1921, Rathenau n'est pas ministre des Affaires étrangères, mais de la Reconstruction, Rosen dirige la Wilhelmstrasse.

(123) Ibidem.

(124) Ibidem.

(125) Ibidem. Le placement des surplus vinicoles français sur le marché allemand ne va pas cesser d'être une préoccupation des gouvernements français harcelés par les parlementaires méridionaux.

(126) Bonnefous, op. cit., tome III, p. 259-260. Voir aussi Poincaré, *A la Recherche de la Paix*, op. cit.

au rapprochement franco-allemand naissant vient de l'extérieur : des affaires de Haute-Silésie. Si l'Allemagne avait, en mai, accepté l'ultimatum de Londres, cela avait été, on l'a vu, pour empêcher la main de la France de s'abattre sur son « collet », mais aussi dans l'espoir de conserver la Haute-Silésie. En négociant les accords de Wiesbaden avec Loucheur, prévoyant d'importantes livraisons de charbon allemand à la France, et à de bonnes conditions pour celle-ci, Rathenau avait espéré rendre la France solidaire de la puissance charbonnière de l'Allemagne et donc la gagner à la cause allemande dans l'affaire de la Haute-Silésie (126 a). Or, ici, les espoirs de Rathenau sont déçus : la France continue d'appuyer la Pologne, sur place, par l'envoi en Haute-Silésie de troupes chargées de maintenir l'ordre entre partisans polonais et corps francs allemands, mais que les Allemands accusent de partialité en faveur des Polonais, et à Genève, à la S.D.N., qui doit en définitive trancher. Le plébiscite du 20 mars 1921 avait donné 717.122 voix à l'Allemagne et 483.154 à la Pologne ; l'Allemagne pouvait espérer conserver sinon la totalité du territoire du moins sa plus grande partie. Le 20 octobre 1921, quinze jours après la conclusion des accords de Wiesbaden, la S.D.N. rend son verdict : les deux-tiers du territoire, en superficie, restent à l'Allemagne, mais dans le tiers qui revient à la Pologne se trouve la plus grande partie du bassin houiller et industriel. On ne saurait trop souligner combien cette nouvelle amputation de territoire, trois ans après la fin des hostilités, marque l'opinion allemande ; elle ravive toutes les aigreurs et les rancœurs de l'Allemagne ; et, comme la France a soutenu la Pologne, la France est ressentie à nouveau comme « l'ennemie », la responsable du « Diktat ». L'effet de toutes les concessions que la France venait de faire ou pourrait faire encore à l'Ouest (on parle d'un allègement possible de l'occupation militaire) est balayé, dans l'opinion publique allemande, par l'appui de la France à la Pologne dans la partition de la Haute-Silésie. Briand n'a-t-il pas vu la contradiction qu'il y avait, aux yeux des Allemands, à renoncer à la fermeté sur le Rhin et, en Silésie, à aider les Polonais à rester fermes ? L'échec de la politique de Wiesbaden et même, deux mois et demi plus tard, la chute de Briand vont sortir de là d'abord.

Le 22 octobre 1921, deux jours après la décision de la S.D.N. sur la Haute-Silésie, le gouvernement Wirth démissionne. Rathenau a le sentiment d'avoir été dupé par ses partenaires français. Dans le nouveau gouvernement que constitue Wirth, le 25 octobre, Rathenau n'est pas ministre (127). Le très actif ambassadeur d'Angleterre

(126 a) Sur les affrontements, très complexes, des intérêts charbonniers en Haute-Silésie, voir l'article documenté de G. SOUTOU, *La politique économique de la France en Pologne, 1920-1924*, *Revue Historique*, janvier-mars 1974.

(127) RATHENAU, op. cit., p. 262-263. Rathenau rentrera dans le gouvernement, comme ministre des Affaires étrangères, le 31 janvier 1922, donc après la démission de Briand. Voir aussi LAUBACH, op. cit.

à Berlin, D'Abernon, ne tarde pas à montrer à Rathenau le chemin de Londres. Fin novembre-début décembre 1921, Rathenau est à Londres ; Lloyd George lui dit le 2 décembre : « *L'Angleterre veut une Allemagne forte, solide, florissante. Ce serait un malheur pour l'Europe que l'Allemagne soit brisée. Je vais engager toutes mes forces pour que l'Allemagne guérisse* » (128). Le 14 décembre, le gouvernement allemand demande aux Alliés un moratoire pour ses premiers versements de réparations de 1922, première demande d'une longue série (129). Pendant ce temps, Bradbury, représentant anglais à la Commission des réparations, paralyse les accords de Wiesbaden, qui auraient besoin pour être mis en vigueur de l'accord de la Commission, en soulevant toutes sortes d'objections et en mobilisant les inquiétudes de la Belgique et de l'Italie (130) : les Alliés de la France craignent que le système germano-français imaginé à Wiesbaden ne favorise la France par rapport à eux dans le bilan global des réparations, et que le crédit allemand, que le système implique, n'obère les finances allemandes déjà bien malades et n'accélère la dépréciation du mark, ce qui risquerait de compromettre tous les autres versements de réparations ; l'opposition entre les livraisons en nature à la France et des versements financiers à l'Angleterre réapparaît en son entier.

Face à la tactique de retardement anglaise, les accords de Wiesbaden ne sont pas défendus par leurs auteurs, les gouvernements français et allemand. Briand, qui avait laissé Loucheur négocier, se désintéresse totalement de la mise en route des accords ; chez lui, il ne s'agit pas seulement d'un manque d'intérêt pour les questions économiques et techniques ; il s'agit sans doute, dans sa passivité même, d'un choix politique ; à l'automne 1921, le vent tourne dans les relations internationales, et Briand prend le vent et amorce le changement de cap qui, de la politique d'exécution, va l'amener à la politique de négociation. Il y a le grand débat de politique étrangère à la Chambre des députés, il y a la conférence du désarmement à Washington, qui laisse présager une rentrée des Etats-Unis dans la vie internationale, et aux débats de laquelle Briand va assister ; il y a surtout le fait que l'Angleterre fait le choix d'une révision en diminution des obligations allemandes à réparer. Or, en fin de compte, les accords de Wiesbaden avait été négociés dans le cadre d'une politique d'exécution du traité ; leur mise en route, à l'automne 1921, aurait exigé que le gouvernement français luttât contre les tendances nouvelles de l'Angleterre allant vers le révisionnisme ; Briand ne fait rien en ce sens ; il a choisi le chemin qui mènera à la conférence de Cannes.

(128) RATHENAU, *op. cit.*, p. 266.

(129) LAUBACH, *op. cit.*, p. 131-137.

(130) MARCHAL, *op. cit.*

La direction du jeu international lui a échappé. Lloyd George l'a repris en main, et l'Allemagne, pour l'instant, reporte ses espoirs sur l'Angleterre. Au-delà des péripéties de décembre 1921 et janvier 1922 (130 a) il y a désormais divorce entre ce qu'est devenue la politique de Briand et ce que veut la majorité du Parlement français d'alors. Sans attendre d'être mis en minorité, Briand, retour de Cannes, démissionne le 12 janvier 1922 : « *D'autres feront mieux* ».

(130 a) J.-N. JEANNENEY a mis à jour l'une d'elles, op. cit., p. 144-147.

III. — POINCARE AUX AFFAIRES

(janvier 1922 - août 1923)

Une sorte de manichéisme historique a donné l'habitude de penser qu'il y aurait, au cours des années 20, une opposition constante entre Briand, qui serait le champion de la négociation, de la détente et de la conciliation, et Poincaré, qui serait celui de la fermeté, de l'exécution et des sanctions. Dans cette « peinture en noir et blanc », la démission de Briand et le retour aux affaires de Poincaré, en janvier 1922, sont souvent représentés comme un « retour aux sanctions ». La fréquentation des archives contraint à réviser cette image. En revenant aux affaires en janvier 1922, Poincaré n'a pas en tête l'idée de l'occupation de la Ruhr ; il ne s'y résoudra que tard dans l'année 1922, non sans avoir au préalable cherché à résoudre les problèmes du contentieux franco-allemand, dans le cadre du traité certes, mais par des moyens diplomatiques ; et ce n'est qu'après avoir constaté la vanité de ces efforts que Poincaré se résoudra à la politique de force et à la sanction majeure de la saisie de la Ruhr, dont il a trouvé d'ailleurs le plan dans les dossiers du gouvernement qui a précédé le sien. Il est indispensable de bien voir ce que fait, ou cherche à faire, Poincaré en 1922 ; cela éclaire beaucoup ce qu'il tentera de faire à la fin de 1923, après avoir gagné l'épreuve de force du « combat de la Ruhr », et qui, sans cela, reste difficilement compréhensible.

Poincaré « négociateur » (janvier-août 1922)

Dans les affaires de réparations et de Rhénanie, Poincaré, en janvier 1922, ne se trouve pas devant un terrain vierge, c'est le moins qu'on en puisse dire. Depuis trois ans, toutes les politiques ont été essayées, et aucune n'a abouti, du fait des variations des gouvernements français et de la permanente vigilance du cabinet britannique.

Poincaré cherche d'abord à travailler avec ce qu'il trouve en arrivant : les accords de Wiesbaden. Voici un fait, pourtant fort important, et très généralement méconnu : le gouvernement Poincaré de 1922 s'efforce d'abord, des mois durant, de donner vie à ces accords de Wiesbaden dont Briand s'était désintéressé, à peine avaient-ils été conclus. On insiste volontiers sur l'opposition des milieux industriels français aux accords ; bien sûr, ces milieux, tradi-

tionnellement, redoutent les concurrences étrangères et croient volontiers à l'abandon, voire la trahison, des intérêts nationaux. Mais, quand Poincaré est aux affaires, les industriels ce n'est pas l'Etat, n'en déplaise à d'aucuns. Or, pendant le printemps et une bonne partie de l'été 1922, l'Etat français travaille à essayer de mettre en route les accords de Wiesbaden, solution possible du problème franco-allemand, dont on a vu les avantages. Les faits sont là.

Pour l'heure les accords de Weisbaden sont bloqués à la Commission des réparations par l'opposition du représentant britannique qui y a mobilisé les inquiétudes de ses collègues belge et italien. La France, seule, ne peut mettre en route les accords. Mais le gouvernement français travaille à « débloquer » l'affaire. Dès le 5 mai 1922, Charles Reibel, ministre des Régions libérées du gouvernement Poincaré, prend un décret créant un « Comité consultatif des prestations en nature » ; c'est dire que le gouvernement s'apprête à en faire la politique de la France en matière de réparations (131). Après de très complexes négociations, qu'il faudra bien analyser quelque jour, Paris parvient, par étapes, à arracher à la Commission des réparations son autorisation pour la mise en route des accords de Wiesbaden : arrangement Bemelmans-Cuntze du 27 février 1922 et surtout accord Gillet-Ruppel du 15 mars 1922 (132). En juin, la Commission des réparations donne enfin son « feu vert ». Sans perdre de temps, le gouvernement français fait le nécessaire pour essayer de mettre en route les conventions de Wiesbaden. Le 9 juillet, la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés approuve les accords et approuve la décision du gouvernement français de mettre ces accords en application sans attendre la ratification du Parlement (133). Le 13 juillet, l'ambassadeur de France à Berlin fait savoir au gouvernement du Reich son intention de mettre l'accord-cadre du 6 octobre 1921 en vigueur le 20 juillet (134). Il y a encore des difficultés pour la mise en route des accords annexes du 7 octobre (livraisons de charbon allemand et prix du charbon) ; en août 1922, le gouvernement français bataille encore pour la mise en route de ces accords annexes (135). Le 4 septembre, c'est la conclusion des accords Stinnes-Lubersac sur les livraisons de charbon (136). Sans doute, tous ces efforts n'aboutiront qu'à un début d'exécution (137), et, finalement, la politique des prestations en nature sera mort-née du fait de la détérioration générale de la situation internationale (demandes allemandes de moratoire, oppo-

(131) MARCHAL, *op. cit.*, p. 170.

(132) WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome II, p. 135-147.

(133) MARCHAL, *op. cit.*, p. 171.

(134) *Ibidem*, p. 172.

(135) *Ibidem*, p. 173.

(136) WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome II, p. 291-293.

(137) Sur ces débuts d'exécution en septembre 1922, voir la *Journée Industrielle* du 13 septembre, citée par MARCHAL, *op. cit.*, p. 175.

sition anglo-française, etc...). Mais il importe de ne pas oublier qu'elle fut, jusqu'en septembre 1922, la politique officielle du gouvernement Poincaré en matière de réparations (138). Quant à la philosophie de cette politique, il nous semble que l'on ne peut que citer ce qu'en écrit M. Weill-Raynal à propos de l'accord Gillet-Ruppel qui en fut le point haut :

Ces dispositions exprimaient l'abandon officiel en 1922 par le gouvernement Poincaré de la politique pratiquée par le ministre des Régions libérées à la fin de 1919 (139), tendant à fonder un système de réparations sur l'industrie rhénane. Dans son ensemble, l'accord Gillet-Ruppel, ayant pour objet d'adapter la procédure Bemelmans à la convention de Wiesbaden, était une application à la France, par négociations avec le gouvernement allemand, d'un arrangement général, résultant de pourparlers entre la Commission des réparations et ce même gouvernement : c'était, à cet égard, le prolongement, et non la cessation, de la politique de M. Briand et de M. Loucheur » (140).

Le choix fondamental, pour la France, est toujours le même : politique du « gage productif » limité aux territoires occupés et pouvant déboucher sur une solution « rhénane », ou accord par négociation avec le Reich pour une politique de réparations excluant toute solution rhénane. Poincaré, c'est évident, a d'abord cherché en 1922 la solution du problème des réparations par la réalisation du second terme de l'alternative.

Dans d'autres domaines également se manifeste le souci de la France, durant la première moitié de 1922, de chercher des solutions par la négociation. Ainsi, pour la sidérurgie : en mars 1922, de discrets sondages sont faits auprès de la sidérurgie allemande pour voir si un *modus vivendi* de bon voisinage pourrait être trouvé entre les sidérurgies allemande et française, que diverses clauses, territoriales ou économiques, du traité de Versailles ont placées en situation d'affrontement permanent ; les Allemands se demandent si le gouvernement Poincaré n'est pas derrière ces approches (141).

Et il y a enfin l'affaire de l'« emprunt » (142). Elle mérite l'attention, car l'idée d'un crédit international à l'Allemagne pour l'aider à assainir ses finances, et par là-même pouvoir payer les réparations, sera en 1924 au cœur du plan Dawes. L'idée est déjà là en 1922, année qui connaît une dépréciation du mark qui est en train de tourner à la catastrophe. Poincaré, d'abord, n'est pas un adversaire de cette solution. Dans des propositions présentées le 28 janvier 1922

(138) Voici qui éclaire singulièrement le rôle que vont jouer les manquements dans les livraisons en nature de l'Allemagne, dans l'argumentation de Poincaré pour justifier l'occupation de la Ruhr.

(139) André Tardieu, l'un des « pères » de la politique rhénane.

(140) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 146.

(141) Sur cette affaire, voir le chapitre suivant.

(142) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 166-182.

à la Commission des réparations, le gouvernement allemand, devant sa situation financière menaçant sa monnaie elle-même, avait suggéré, entre autres mesures, que l'Allemagne contracte un emprunt international pour financer les réparations (143). Poincaré avait accepté ce point de vue, à condition que l'emprunt n'amène pas à remettre en cause le traité de Versailles ou l'Etat des paiements de mai 1921, et il avait donné des instructions en ce sens aux représentants français à la Commission des réparations (144). Le 11 mars 1922, dans une déclaration commune des ministres des Finances alliés, à l'issue d'une réunion à Paris, et dont Lasteyrie, ministre des Finances de Poincaré, est cosignataire, on lit : les ministres « *ont été unanimes à reconnaître l'intérêt primordial qu'il y aurait à ce que les gouvernements interviennent auprès de leurs délégués à la Commission des réparations, pour leur signaler la nécessité d'envisager le plus tôt possible des solutions concrètes permettant d'assurer le paiement des réparations, tant par l'assainissement des finances allemandes réalisé au moyen d'un contrôle effectif, que par l'émission d'emprunts extérieurs contractés par l'Allemagne, gagés sur le produit des droits de douanes et d'autres ressources du Reich que la Commission des réparations choisirait, et qui seraient destinés à amortir une partie du capital de sa dette* » (145). L'idée de ce que sera le plan Dawes est déjà là, deux ans avant, et Poincaré l'accepte.

Le 4 avril 1922, la Commission des réparations décide la réunion d'un « Comité d'experts » pour étudier les « *conditions auxquelles lesdits emprunts pourraient être contractés* » (146). Le Comité d'experts se réunit le 24 mai ; la France y est représentée par Sergent, et l'Allemagne y participe par la personne de Bergmann, haut fonctionnaire spécialiste des réparations. C'est alors seulement que l'on constate l'impossibilité de s'entendre. Mais, entre temps, la situation avait changé, d'une part sur le plan général, avec la conclusion entre l'Allemagne et l'Union Soviétique des accords de Rapallo, qui sont du 16 avril, et à l'intérieur de la Commission des réparations, avec l'opposition entre Anglais et Français sur le point de savoir si l'émission d'un emprunt extérieur par l'Allemagne devait présupposer, comme condition primordiale, la reconnaissance de l'intangibilité du traité de Versailles et de l'Etat des paiements de mai 1921 (147).

C'est ainsi que la négociation va commencer à se dégrader. Mais cette dégradation, qui va suivre, et qui viendra des risques de remise en cause du traité et de l'Etat des paiements que Poincaré ne veut pas accepter, n'empêche pas de constater que le président

(143) Ibidem, p. 148.

(144) Ibidem, p. 166.

(145) *Documents relatifs aux réparations*, Livre jaune français, tome I, p. 196-197.

(146) Ibidem, p. 241-242.

(147) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 169-170.

du Conseil français n'est adverse, *a priori*, ni d'une solution internationale au problème des réparations, ni d'un emprunt extérieur de l'Allemagne. Si l'on a analysé les grandes lignes de cette « négociation » des six premiers mois de 1922, c'est que cela nous aidera à comprendre ce que Poincaré cherchera à faire à la fin de 1923, en prenant l'initiative, ce qu'on oublie souvent, de demander à la Commission des réparations la réunion du comité d'experts d'où sortira le plan Dawes, dans un contexte international, il est vrai, que l'affaire de la Ruhr aura changé. D'ailleurs, le 7 juin 1922, devant la Commission des Affaires étrangères et des Finances du Sénat, Poincaré affirme qu'un jour ou l'autre, un emprunt extérieur de l'Allemagne sera inéluctable ; il refuse aujourd'hui l'idée, parce qu'il s'agit, pour le moment, de chercher à utiliser ce biais pour diminuer la dette allemande, ce qu'il n'accepte pas ; mais il pose « quelques jalons » pour une négociation générale ultérieure (148).

Le groupe de pression interventionniste en France et dans les territoires occupés en 1922

Pendant que Poincaré cherchait, par la négociation avec les Alliés et avec l'Allemagne, à trouver une solution au problème des réparations, dans l'immédiat par la mise en route des accords de Wiesbaden, et à plus longue échéance en envisageant un emprunt extérieur de l'Allemagne, les partisans d'une solution « rhénane » se sont tus : leur solution n'était plus, ou n'était pas encore, à l'ordre du jour. Mais la dégradation de la situation internationale, puis l'échec de la « négociation » de Poincaré vont rendre une audience aux partisans d'une politique rhénane et à ceux de l'occupation de la Ruhr. Qui sont-ils ?

Pour mémoire citons le général Mangin (149). « Limogé » de son commandement rhénan à la fin de 1919, on l'a envoyé en exil politique en Amérique du Sud, chargé de quelque mission, ce qui l'a tenu en dehors des affaires parisiennes et allemandes en 1920 et 1921. En 1922, il est de retour à Paris, inspecteur général des troupes coloniales et membre du Conseil supérieur de la Guerre. Ces fonctions ne l'empêchent pas d'avoir des ambitions politiques ; il fréquente les salons et les milieux politiques et il a gardé la nostalgie de l'entreprise rhénane avortée de 1919. Mangin et Dorten restent en relation épistolaire (150). Certainement Mangin est en 1922, et sera en 1923, un propagandiste, dans les milieux parisiens, de l'idée d'une relance de l'affaire rhénane ; peut-être n'a-t-il

(148) D. ARTAUD, *A propos de l'occupation de la Ruhr*. Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, janvier-mars 1970, p. 1-21.

(149) Papiers Mangin, Archives nationales, Paris.

(150) DORTEN, *La tragédie rhénane*, op. cit., et Papiers Dorten, Stanford.

pas abandonné le projet de pouvoir, à cette occasion, jouer à nouveau un rôle. Néanmoins, notre sentiment est que ce serait se méprendre que de reconnaître désormais une place importante à Mangin dans les affaires rhénanes. Son heure est passée ; il n'a plus de commandement lui permettant d'agir sur les affaires d'Allemagne ; ses efforts pour reprendre place dans ces affaires seront vains, et son influence sur les décisions du gouvernement français, nulle. Dans l'affaire rhénane, Mangin, quoi qu'il en ait, est devenu un marginal.

Un autre général français, en revanche, est en train d'y prendre du poids : Degoutte, le nouveau commandant en chef interallié dans les territoires occupés. Degoutte est bien loin de Mangin ; il n'en a pas le côté « activiste » ; il ne s'est nullement arrêté sur le principe de la construction d'une entité rhénane ; ses réflexions sur la situation stratégique globale, et sur la situation dans les territoires occupés, et les rapports qu'il adresse à ce sujet à Paris vont pourtant avoir une grande influence sur l'évolution des conceptions du gouvernement français.

Le 2 mai 1922, Degoutte adresse à Maginot, ministre de la Guerre dans le gouvernement Poincaré, un rapport secret (151). Degoutte y étudie les bouleversements que va apporter le rapprochement germano-soviétique que viennent de révéler les accords de Rapallo. Il conclut que, si l'on veut un jour se saisir du bassin de la Ruhr, il n'y a plus de temps à perdre pour s'y décider, et il conseille, devant l'évolution politique et sociale en Allemagne, que les occupants jouent à gauche. Ce que Degoutte propose, ce n'est donc pas à proprement parler une politique rhénane ; l'idée de la création d'un Etat lui est étrangère ; c'est, devant l'échec désormais prévisible de la négociation avec Berlin, le retour à la politique du gage productif par la prise de contrôle de la Ruhr ; il suggère une occupation militaire légère, pour ne pas braquer la population, notamment ouvrière, et la conclusion de contrats de livraisons avec les entreprises du bassin. Le fond du projet de Degoutte est de trouver, pour les réparations, une solution de rechange à la politique de Wiesbaden dont il sent que la politique de Rapallo va la tuer. Au rapport de Degoutte est jointe une étude sur les possibilités de prises de participations au capital d'entreprises de la Ruhr.

Il y a lieu de penser que le rapport de Degoutte fait une très grosse impression à Paris. Poincaré le lit. Tirard arrive de Coblenz à Paris. Le 29 mai 1922, une séance de travail réunit,

(151) Armée du Rhin, Cabinet n° 616.619 du 2-5-1922. Voir ZIMMERMANN, op. cit., p. 54 et 78.

Après l'affaire de la Ruhr, l'autorité militaire française rassembla en douze volumes un recueil de documents concernant la préparation et l'exécution de l'occupation. Le tirage était destiné à rester secret et fut fait à un nombre très restreint d'exemplaires. M. le Professeur L'Huillier, qui s'est trouvé en détenu, a bien voulu nous le confier.

sous la présidence de Foch, Weygand, Tirard et Coste, directeur du Service des mines, qui en rend compte le lendemain à Jacques Seydoux (152). Le 7 juin, Poincaré, devant les Commissions réunies des Finances et des Affaires extérieures du Sénat, évoque pour la première fois l'éventualité d'une occupation de la Ruhr. La décision n'est nullement prise ; mais l'idée est à nouveau là, comme une solution possible (153).

Coste se met au travail. Le 15 juin, il rédige un rapport s'inspirant des idées de Degoutte ; il suggère de réviser le plan d'occupation de la Ruhr qui avait été préparé au début de 1921 et de prévoir une occupation militaire légère préparant et permettant une collaboration économique avec les entreprises de la Ruhr (154). A ce point des réflexions des experts parisiens, il ne s'agit donc pas de faire du « rhénanisme », mais de trouver une solution technique au problème des réparations, et plus précisément des livraisons en nature, notamment du charbon ; il s'agit de préparer une opération économiquement payante. La preuve en est que Coste, s'il s'intéresse au charbon, n'est pas partisan du rétablissement d'une ligne douanière intraallemande (155). Le 12 juillet 1922, à la demande de Maginot, Poincaré donne instruction qu'une commission interministérielle, sous la présidence de Foch, prépare le nouveau plan de saisie de la Ruhr selon les idées de Degoutte et de Coste. La commission travaille fin juillet et début août ; Seydoux et Coste en sont les animateurs principaux. Le 19 août 1922, Seydoux donne son rapport : c'est un plan ÉCONOMIQUE d'exploitation du gage productif, qui ne prévoit aucune solution politique. Seydoux et Coste ne prévoient pas que la H.C.I.T.R. soit chargée de l'affaire (156).

A cette date encore, Poincaré n'a pas pris sa décision. Il a seulement fait mettre au point par les bureaux un plan d'exploitation économique du gage productif, pour pouvoir jouer cette carte, au cas où il s'y déciderait après un constat d'échec de sa politique précédente.

Mais il n'y a pas que le travail, discret, des bureaux. Le Parlement, lui aussi, devant la dégradation de la situation internationale qui suit Rapallo et l'échec de la Conférence de Gênes, s'intéresse à nouveau aux territoires occupés. Au printemps 1922, la Commission des Finances de la Chambre des députés envoie son président, Adrien Dariac, député « républicain de gauche » de l'Orne, en voyage d'information dans les territoires occupés. Le but du voyage est clair : les problèmes financiers de la France sont angoissants ; leur solution dépend pour une large part des réparations alleman-

(152) ZIMMERMANN, *op. cit.*, p. 81.

(153) ARTAUD, *op. cit.*

(154) ZIMMERMANN, *op. cit.*, p. 81.

(155) *Ibidem*, p. 82.

(156) *Ibidem*, p. 83-84.

des ; dans quelle mesure cette solution peut-elle être trouvée dans les territoires occupés ? Au retour de ce voyage, Dariac fait un rapport SECRET aux commissaires (157).

Tout serait à citer de ce passionnant rapport de trente-trois pages ; en filigrane s'y trouve ce que la France essaiera de faire en 1923. Dariac y démontre, à grand renfort de chiffres et de statistiques, que la puissance économique, voire politique, et la richesse financière de l'Allemagne d'aujourd'hui, c'est la Ruhr et les chefs d'entreprises de la Ruhr, les Stinnes, Thyssen, Krupp, Haniel, Klöckner, Funke et Mannesmann. Si la France veut être payée, ce n'est pas de Berlin qu'elle doit attendre l'argent, mais de ces gens-là : *« En fait, si le mark-papier s'effondre de jour en jour, les moyens de production des Stinnes, des Thyssen, des Krupp, des Haniel et de leurs confrères restent debout et valent de l'or. C'est ce qui fait la valeur de notre gage »*. Voilà le mot-clef : le gage. Et par gage, Dariac entend cette sorte d'occupation partielle de la Ruhr qu'a été la saisie par les Alliés, en mars 1921, des villes de Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort, clefs de la Ruhr, saisie maintenue contre les sanctions « économiques » avaient été levées en septembre, *« Tant que nous conserverons notre position actuelle sur le Rhin, nous constituerons donc une menace constante pour les quelques dix à douze maîtres de l'industrie allemande, qui sont en réalité financièrement les maîtres de l'Allemagne. A ce point de vue, il est fort regrettable que nous ayons été amenés à abandonner les sanctions économiques qui avaient accompagné notre occupation de Düsseldorf en 1921 ; la barrière douanière établie entre la zone occupée et l'Allemagne libre, si elle ne donnait pas de grands résultats comme rendement immédiat, rappelait cependant, par sa seule présence, que la circulation des produits des usines de production du métal brut aux usines de transformation était à notre merci, et que nous pouvions, soit par une simple élévation des tarifs prélever une dîme quasi illimitée sur l'industrie métallurgique allemande, soit même désorganiser complètement celle-ci »*.

Après les regrets pour le passé, les propositions pour l'avenir : *« Il est d'abord une question qui doit être en dehors de toute contestation : c'est que nous ne pouvons songer à abandonner ce*

(157) Une copie intégrale du rapport Dariac n'en parviendra pas moins entre les mains de l'ambassade d'Allemagne à Paris. On n'a pu établir l'origine de la fuite. L'ambassade la fera suivre, évidemment, à la Wilhelmstrasse. Rapport de Hoesch, suivi du texte du rapport Dariac, K 1254, 12 août 1922, AA Bonn, Botschaft Paris, Presse geheim, 3547/E 022 303-351. Ulérieurement, le rapport Dariac sera partiellement publié par la *Frankfurter Zeitung*, le 25 octobre 1922, au moment où la dégradation des relations franco-allemandes sera manifeste. Il n'est pas interdit de penser que la F.Z. ait tenu le document de la Wilhelmstrasse. Le *Manchester Guardian* le reprendra dans ses numéros des 2 novembre 1922 et 5 mars 1923 (voir *Survey of International Affairs*, 1924, p. 266 et suivantes).

gage. Actuellement, l'Etat allemand ne peut pas nous payer avec ses ressources normales : le gaspillage systématique auquel il s'est livré depuis un an, l'inflation fiduciaire, qui atteint 155 milliards, sont des faits matériels auxquels personne ne changera rien. Mais il existe en Allemagne des Syndicats du charbon, de la fonte, de l'acier, des matières colorantes, etc... Si une Allemagne nous paie, ce sera celle des Stinnes, des Thyssen, des Krupp et des grands syndicats, véritables détenteurs du capital allemand : l'Allemagne des grands consortiums trouvera à l'étranger tous les crédits qu'elle voudra. Nous devons donc conserver à tout prix nos moyens d'action éventuels contre cette Allemagne de la production, qui achève de s'organiser. Actuellement, nous pouvons la détruire ou l'utiliser en la contrôlant ; elle sent peser sur elle cette menace permanente ;... et nous voyons dès lors toutes les modalités que peut revêtir l'utilisation de ce gage... En cas de carence de l'Allemagne, nous pouvons encore, en laissant fonctionner en plein l'industrie métallurgique allemande, rétablir la barrière douanière entre nos têtes de pont et le pays non occupé et percevoir, à l'entrée et à la sortie, des droits qui, convenablement gradués, alimenteraient la caisse des réparations. Ce serait là un prélèvement sur les bénéfices d'une catégorie limitée de producteurs, facile à percevoir, et qui, en raison de l'universalité des emplois de la houille et de ses dérivés, serait fatalement supporté en dernière analyse par la masse du peuple allemand ».

Dariac prend donc entièrement position pour la théorie du gage productif : « Et ce sera sans doute la solution de l'avenir : tant que la Commission des Garanties se bornera à contrôler les finances allemandes, elle ne fera que constater périodiquement, et sans pouvoir rien y changer, une suite de désastres monétaires ; le jour où elle aura le pouvoir de contrôler la production industrielle de l'Allemagne, nous serons en mesure de profiter de sa prospérité économique. Dès que nous aurons le contrôle d'une partie du capital allemand, nous aurons d'ailleurs intérêt à le voir fructifier le plus possible ; car les versements en argent et les fournitures en nature sont à la base de tout système de paiement, et on entrevoit toute la série d'accords économiques, d'une portée plus grande que ceux de Wiesbaden, qui pourra en résulter ».

Mais, dans le rapport Dariac, il y a beaucoup plus que la définition du retour à la doctrine du « gage productif ». Il y a la définition d'une relance de la politique rhénane ; on ne peut s'abstenir de citer ces lignes : « La thèse juridique de l'hypothèque, du droit consenti au créancier impayé de réaliser le gage qu'il tient de son débiteur en garantie, s'imposait. La France créancière avait reçu de l'Allemagne débitrice la Rhénanie en gage. — Impayée, elle le conservait et l'aménageait — et elle portait sa décision à la connaissance des populations intéressées. Certes, elle n'envisageait vis-à-vis de celles-ci aucune contrainte, aucune forme, directe ou indi-

recte, avouée ou déguisée, d'annexion. Elle affirmait seulement la nécessité de demeurer sur le Rhin tant qu'elle n'aurait pas reçu la satisfaction légitime qu'elle tenait des traités, — le besoin de conserver un glacis militaire de son gage. Du même coup, elle libérait les Rhénans de la crainte d'un retour prochain sous la férule prussienne, et consolidait leur avenir. La possibilité de disposer librement d'eux-mêmes leur apparaissait dès lors dégagée de cette inquiétude qui faussait leur opinion. La France ainsi dégageait la politique d'autonomie qui doit être la nôtre, et qui, après ce geste, devenait relativement facile, alors qu'elle était impossible jusque là.

Le premier acte de cette politique, c'est l'organisation financière de la Rhénanie; une barrière douanière élevée à l'Est vers l'Allemagne et abaissée à l'Ouest vers la France afin d'éviter l'étouffement économique résultant d'une double muraille fiscale raréfiant les échanges et compromettant la vie industrielle des pays rhénans; un budget séparé de celui du Reich; la substitution d'une monnaie saine au mark avarié. Le second acte, c'est le remplacement des fonctionnaires prussiens par des fonctionnaires rhénans. Le troisième c'est l'extension des pouvoirs de la Haute Commission et la convocation d'une assemblée élue.

Projets ambitieux sans doute mais qui, exécutés avec sagesse et discernement à mesure que l'Allemagne se dérobera à ses engagements, seraient pleinement justifiés. Politique de longue haleine où une diplomatie avisée doit rattacher l'un à l'autre les chaînons successifs d'une action réfléchie qui détachera peu à peu de l'Allemagne une Rhénanie libre sous la garde militaire de la France et de la Belgique ».

Mais qu'est-ce donc que le programme rhénan que définit ainsi le rapport Dariac, si ce n'est le programme même de Tirard depuis 1919 ? Et c'est le programme même que Tirard cherchera à mettre en pratique, en 1923, en profitant de l'occasion que lui fournira l'occupation de la Ruhr. Encore que l'on n'ait pu en trouver dans les archives la preuve matérielle, il y a tout lieu de penser que Dariac, pendant son voyage d'information en Rhénanie, a été reçu à la H.C.I.T.R. de Coblenze. On peut même penser que c'est la H.C.I.T.R. qui lui a fourni la documentation statistique dont le rapport est bourré. Plus; la parenté si manifeste du contenu du rapport Dariac et des idées de Tirard mène à se demander si le président de la H.C.I.T.R. ne s'est pas servi du voyage, dans les territoires occupés, du président de la Commission des Finances de la Chambre, pour chercher à relancer, par la voie de l'opinion parlementaire, son plan dans les milieux politiques parisiens.

De fait, le rapport Degoutte est du 2 mai; il retient toute l'attention des bureaux; Tirard le sait, puisqu'il est invité à participer à Paris à une réunion de travail sur le projet Degoutte, réunion de travail qui se tient le 29 mai. Or le rapport Dariac est du 28 mai ! La concordance de ces dates n'est pas fortuite.

Le rapport Degoutte propose la saisie du gage productif et son exploitation économique, mais sans exploitation politique. Le rapport Dariac reprend la théorie du gage productif (qui recommence à être, pour les bureaux parisiens, une hypothèse de travail), mais en la coulant dans le moule des idées « rhénanes » de la H.C.I.T.R. On n'est pas loin de penser que Tirard cherche, si l'on nous permet l'expression, à « monter dans le train en marche » que Degoutte a fait démarrer par son rapport du 2 mai, en cherchant à faire obliquer ce train dans la direction qu'il souhaite : la construction d'une entité rhénane.

Quoi qu'il en soit, que le rapport Dariac ait été « téléguidé » ou non par Tirard, il y a, chez les partisans français de l'intervention, deux écoles : ceux que l'on pourrait appeler les « économistes », pour qui l'essentiel doit être la saisie de la Ruhr pour obtenir des réparations, et ceux que l'on pourrait appeler les « politiques », pour qui l'essentiel doit être la construction d'une Rhénanie rhénane et donc déprussifiée, et pour qui une éventuelle occupation de la Ruhr devrait être un moyen d'affaiblir le Reich prusso-allemand suffisamment pour permettre la naissance de la Rhénanie rhénane de leurs vœux.

Pour l'heure, à la mi-1922, Poincaré, de qui dépend finalement le choix, ne s'est pas encore décidé, pas même sur le principe de l'intervention. Mais le groupe des interventionnistes, on le voit, s'accroît et se renforce.

La décision de Poincaré de se saisir de la Ruhr

La conclusion des accords de Rapallo avait commencé à dégrader la situation internationale, en portant un coup grave à la confiance entre les partenaires de la négociation. Mais le véritable virage, pour Poincaré, paraît bien être la conférence de Londres des 7-14 août 1922 (158). Sans doute, dès le 24 avril, Poincaré avait-il réaffirmé le droit éventuel de la France à l'action séparée, dans un discours à Bar-le-Duc, si un accord interallié devenait impossible ; il s'était à nouveau exprimé de même façon devant la Chambre des députés, le 1^{er} juin (159). On ne pense pas toutefois que sa décision d'occuper la Ruhr fût déjà prise à cette date, comme le prouvent les efforts que fait encore son gouvernement pour tenter de mettre en route les accords de Wiesbaden. Bien plutôt se serait-il agi d'une pression sur l'Angleterre, pour la convaincre de la résolution française et l'amener, par la menace d'une éventuelle action unilatérale française, à ne pas se séparer de son alliée dans l'affaire des réparations. L'effet psychologique pro-

(158) Sur la conférence interalliée de Londres 1922, l'analyse la plus complète est encore celle de WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 200-226.

(159) Ibidem, p. 199-200.

duit en Angleterre par les discours de Poincaré sera à l'opposé de celui qu'il semblait en attendre...

Quoi qu'il en soit, on pense qu'en arrivant à Londres, le 7 août 1922 pour la conférence interalliée, Poincaré n'avait pas encore abandonné l'idée de la négociation avec les Alliés, et avec l'Allemagne, mais il s'était arrêté sur les conditions que cette négociation, à ses yeux, devait comporter pour qu'elle puisse se poursuivre sans porter dommage aux intérêts de la France.

Le problème est celui-ci : le gouvernement allemand, argumentant de la détérioration dramatique du change au détriment du mark, a demandé, le 12 juillet, un nouveau moratoire pour les versements en espèces des réparations, et cette fois un moratoire général pour toute l'année 1922 ; les Alliés doivent prendre position sur la demande allemande avant le 15 août ; c'est l'objet de la conférence interalliée. Mais, derrière la réponse à apporter à la demande allemande immédiate, se profile la question de savoir si l'Allemagne, par ce biais, peut espérer une révision en diminution du montant total de sa dette, c'est-à-dire une remise en cause de l'Etat des paiements de mai 1921. La position de Poincaré à la conférence de Londres est celle-ci : pas de remise en cause de l'Etat des paiements de mai 1921 (160) ; oui à la demande allemande de moratoire ; mais à la double condition d'un contrôle renforcé des Alliés sur le budget allemand et de la saisie par les Alliés de « gages productifs » en Allemagne.

La demande du renforcement du contrôle sur le budget allemand s'explique par l'idée, qui se répand en 1922, que l'Etat allemand se mettrait volontairement en faillite pour ne plus être en possibilité matérielle de payer les réparations. Si cette thèse, dans sa rigueur, peut paraître exagérée, il est certain que le Reich, en 1922, et malgré sa déroute financière, continue de faire des dépenses excessives, et surtout se refuse à faire dans le pays, et notamment auprès des grandes entreprises industrielles, la ponction fiscale nécessaire et possible : il est de notoriété publique que, si le Reich est en passe d'être ruiné, les entreprises allemandes sont florissantes ; les industriels allemands ont pris l'habitude de laisser à l'étranger, et en devises, la contre-valeur de leurs exportations, se constituant ainsi un magot à l'abri et de la dépréciation du mark, et du fisc allemand, et des réparations alliées (161).

(160) Il y a aussi derrière, évidemment, la question des dettes interalliées, qui n'est toujours pas réglée, et pour le règlement de laquelle Poincaré veut garder en main l'atout de l'Etat des paiements de mai 1921. Sur la question des dettes interalliées on dispose depuis mai 1976 de la thèse dactylographiée soutenue par Denise Artaud devant l'Université de Paris-I.

(161) On retrouvera ce problème, dans l'hiver 1923-1924, avec les travaux du Comité McKenna. Notre but est de souligner le parallélisme entre les idées de Poincaré en 1922 et à la fin de 1923. Il pensera, après avoir fortifié la position de la France par le succès technique de l'affaire de la Ruhr, pouvoir obtenir alors ce qu'il n'aura pas pu obtenir en 1922.

Quant à la saisie de « gages productifs », à quoi pense Poincaré en août 1922 ? Il dit à Londres :

« Si nous étions seuls, si nous ne voulions pas tenir compte de l'opinion de nos Alliés, nous n'hésiterions pas ; nous proposerions l'occupation et l'exploitation de la Ruhr qui, nous persistons à le penser, serait l'opération la plus réaliste et la plus efficace. Mais nous voulons faire avant tout un effort sincère pour nous accorder, si cela est possible, avec nos Alliés sur la constitution des gages... Nous ne dissimulons pas que la part de ces gages qui reviendrait à la France devrait servir à gager les emprunts à contracter pour les réparations pendant la durée du moratorium et jusqu'à ce que l'Allemagne soit en état de les dégager » (162).

L'emploi par Poincaré du conditionnel (« si nous étions seuls ») et son affirmation du souhait d'une solution en accord avec l'Angleterre ne sont pas, à notre avis, des artifices de style ; on est convaincu que le fond de sa pensée est de parvenir à l'exécution du traité en accord avec l'Angleterre, qu'il se résoudra finalement, malgré lui et après bien des hésitations, à l'action isolée, et qu'il cherchera à nouveau, à la fin de 1923, on le verra, à dégager une solution en accord avec l'Angleterre.

Dans l'immédiat, les gages dont Poincaré propose aux Alliés qu'ils s'en saisissent avant d'accorder à l'Allemagne le moratoire qu'elle sollicite, ce n'est pas la Ruhr ; c'est le rétablissement de la frontière douanière entre territoires occupés et Allemagne non occupée ; la remise par l'Allemagne aux Alliés de biens domaniaux allemands, mines de houille « fiscales » et forêts (Poincaré a insisté sur la « *mauvaise volonté de l'Allemagne en ce qui concerne les prestations en nature* ») ; la remise à la Commission des réparations de 60 % du capital-actions des entreprises de produits chimiques et de matières colorantes dont les usines sont dans les territoires occupés (163) ; le droit pour les Alliés de percevoir, en lieu et place du gouvernement allemand, des impôts allemands dans les territoires occupés.

« Les conditions énoncées [conclut Poincaré] devraient être adoptées par les Alliés avant tout octroi d'un moratorium... La France ne peut accepter un moratorium, même d'un seul jour, sans

(162) Discours de Poincaré, le 7 août 1922, à l'ouverture de la conférence interalliée de Londres, cité par WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 203.

(163) On a déjà eu l'occasion de remarquer que la plus grande partie des industries chimiques allemandes se trouvent dans les territoires occupés ; 95 % du potentiel de production de l'Allemagne, estime Poincaré (*Documents relatifs aux réparations*, tome II, livre jaune français). La proposition de Poincaré, outre les réparations, a un aspect économique (s'assurer le contrôle d'entreprises d'un type d'industrie dans laquelle la France d'alors est alors faible) et aussi un aspect de sécurité avoué (l'industrie chimique est essentielle dans la préparation de la guerre moderne, et l'on a gardé un horrible souvenir des gaz asphyxiants, dont Poincaré parle explicitement à la conférence de Londres).

une contrepartie immédiate et effective. Sur ce point le gouvernement [français] est unanime... J'ai reçu de lui un mandat formel, et je ne puis accepter aucune transaction à cet égard » (164).

Le plan proposé par Poincaré se heurte au refus de Lloyd George : « *La décision du cabinet britannique après deux heures de délibération, a été unanime* » (165). Le 14 août, Poincaré rentre à Paris, « *les mains vides mais les mains libres* » (166) ; c'est la « désentente cordiale ». Outre les affaires d'Allemagne, il y a aussi, ne l'oublions pas, à ce moment entre la France et l'Angleterre, les affaires d'Orient ; ce mois d'août 1922 voit la déconfiture de l'entreprise grecque en Turquie, entreprise dans laquelle les positions de Londres et de Paris sont opposées ; en septembre, ce sera le désaccord franco-anglais à propos du maintien des contingents alliés à Tchanaï ; et, à ce propos, une explication extrêmement vive entre Poincaré et Curzon, secrétaire d'Etat au Foreign Office (167).

C'est donc dans le cadre très large de la vie internationale en général qu'il faut situer la décision que va prendre Poincaré de saisir la Ruhr. Mais c'est aussi dans le cadre très limité de la vie politique parisienne.

De retour à Paris après l'échec des propositions qu'il a faites à la conférence de Londres, Poincaré ne croit plus à la réussite de ses idées par la négociation. Pourtant il n'est pas encore décidé à franchir le pas et à occuper la Ruhr. Pendant près de trois mois, de la mi-août à la mi-novembre 1922, il va hésiter, soumis à des pressions contraires, venant d'une part des territoires occupés, d'où les fonctionnaires français le poussent à intervenir, et d'autre part de son ministre des Finances, qui freine, car il craint qu'une intervention française ne ruine les finances françaises déjà en difficultés.

Le problème financier est au cœur du débat sur ce choix politique. L'initiative, ici encore, vient du général Degoutte. Le 7 août 1922, Degoutte, qui commande l'armée du Rhin, demande de façon pressante au ministère des Finances de Paris de lui fournir des fonds, les instances de la Reichsbank n'étant plus en mesure de lui apporter l'argent qu'elles lui doivent, selon les stipulations de Versailles, pour l'entretien des troupes d'occupation (168). (La fabrication de papier-monnaie, dans l'Allemagne de l'inflation, est même gênée par une grève des ouvriers imprimeurs !) De son côté, Tirard ne reste pas inactif ; le 16 août (donc au lendemain de l'échec de la conférence de Londres), il adresse à Peretti, directeur des Affaires politiques du Quai d'Orsay, un « plan schématique

(164) *Documents relatifs aux réparations*, tome II, Livre jaune français.
(165) *Ibidem*.

(166) Expression employée par Poincaré devant la Chambre des députés.

(167) BONNEFOUS, *op. cit.*, tome III, p. 338-339 ; CHASTENET, *Histoire de la III^e République, Les années d'illusions*, p. 99-100.

(168) Papiers Jung, BA Coblenz, ZSg. 105/1, reprenant les Archives nationales, AJ 9 Fascicule 3231, Archives du Secrétariat général.

d'action militaire et économique en cas de carence de l'Allemagne » ; le président de la H.C.I.T.R. y suggère une action franco-belge dans la Ruhr qui pourrait être menée par la H.C.I.T.R. en utilisant les pleins pouvoirs que l'Arrangement rhénan lui permet de prendre en situation exceptionnelle (169). Bref, Tirard, profitant de la conjoncture politique, cherche à « récupérer » les projets de Seydoux et de Coste d'exploitation économique de la Ruhr, projets qu'il connaît, en les attirant dans sa sphère d'action, et en leur donnant une signification politique selon ses désirs : la construction d'une entité rhénane. Voulant profiter du désastre monétaire allemand, Tirard cherche à utiliser l'arme financière : il suggère, dans ce rapport du 16 août 1922, la création d'une monnaie rhénane et d'un institut d'émission rhénan (170). Les 29 et 30 août, nouveaux rapports de Tirard, préparés par la section financière de la H.C.I.T.R., dirigée par M. Giscard (171) ; devant la chute du mark, quatre solutions sont possibles dans les territoires occupés : 1° Introduction du franc à côté du mark (172) ; 2° Imposition du franc comme seule monnaie des territoires occupés ; 3° Création d'une monnaie rhénane à côté du mark ; 4° Création d'une monnaie rhénane à la place du mark. Ces projets financiers débouchent sur la politique ; Tirard écrit : « Elle (la réforme monétaire dans les territoires occupés) permettrait en effet de sauver de la débâcle (du mark) les territoires occupés, de résoudre le problème politique du Rhin » (173). Ce qui n'était chez Degoutte qu'une demande technique de fonds pour financer la vie des troupes d'occupation devient chez Tirard un projet politique : préparer une entité monétaire qui préludera à une entité politique.

Les appels à l'aide financière venant de Degoutte et de Tirard se heurtent à Paris à l'orthodoxie monétaire de Lasteyrie, ministre des Finances, qui s'oppose à l'émission de « fausse monnaie » et à la prise en charge monétaire par la France de la vie économique des territoires occupés, d'où résulterait une effroyable inflation insupportable aux finances françaises (174).

Soumis à ces conseils contradictoires, dont Tirard et Lasteyrie sont les deux pôles, Poincaré tergiverse et retarde encore sa décision. Il en résulte, dans la politique française, pendant plusieurs semaines, une sorte d'immobilité dont l'opinion publique et parle-

(169) ZIMMERMANN, op. cit., p. 86-87.

(170) Ibidem.

(171) Papiers Jung, BA Coblenz, ZSg. 105/1, reprenant les Archives nationales, AJ 9 3825 et 3231.

(172) Le franc est déjà introduit en fait dans les territoires occupés, soit par l'intermédiaire de la Sarre, soit par les cheminots allemands. Fuyant les marks, les civils allemands cherchent à thésauriser les francs qui deviennent une sorte de monnaie clandestine parallèle.

(173) Papiers Jung, ibidem.

(174) Ibidem. Il semble en outre que le corps des inspecteurs des Finances ait gardé un mauvais souvenir des difficultés de l'introduction du franc en Alsace-Lorraine, puis en Sarre.

mentaire fait de plus en plus grief au président du Conseil. Convoquées par anticipation à la demande de la Commission des Finances (présidée, rappelons-le, par Dariac), les Chambres se réunissent le 12 octobre 1922 (175). La majorité du Bloc national reproche à Poincaré son immobilisme ; Mandel et Daudet attaquent le gouvernement ; Paul Reynaud, jeune député des Basses-Alpes, fait son premier discours célèbre, en demandant la saisie de la Ruhr, discours dans lequel on a du mal à ne pas reconnaître les idées du rapport Dariac du 28 mai, et même celles du rapport Degoutte du 2 mai :

« Le monde, et la France en particulier, sont fatigués par le rythme des conférences précédées de discours menaçants et suivies de discours désabusés. (176). Vous ne pouvez plus, désormais, vous tenir à côté de la Commission des réparations en spectateur attentif et armé, prêt à intervenir si on le saisit — car on ne vous saisira jamais — et vous risqueriez de rester à la porte comme une sentinelle oubliée... Aussi ce n'est pas par l'impôt prélevé sur la masse que nous pourrions être payés. L'impôt prélevé sur la masse est formidable par rapport aux ressources. La richesse allemande a quitté la masse. Elle est montée vers quelques puissants seigneurs ; c'est à eux qu'il faut s'adresser. Ce n'est pas seulement leur revenu qu'il faut frapper, c'est aussi leur capital... Il ne manque certainement pas, en Allemagne, de gens capables de payer, mais leur patriotisme aurait fort besoin d'être aidé par un huissier impartial... Monsieur le président du Conseil, cet huissier impartial, dont nous regrettons tant et si cruellement l'absence à la S.D.N., à défaut d'un autre, ce pourrait être vous. Car pour cela, oui, l'action, d'accord avec une fraction de l'opinion publique allemande, pour cela, oui, même la Ruhr, quand il s'agit d'apporter une solution définitive au problème, mais pas la Ruhr tous les deux mois pour obtenir quelques millions. La Ruhr, peut-être, encore une fois, avec la gauche des partis allemands (177), si c'est pour imposer aux féodaux de l'industrie allemande une solution légitime » (178).

Poincaré prendra sa décision en novembre seulement. A la fin d'octobre, Lloyd George est tombé à Londres ; peut-être pense-t-on à Paris avoir dans son successeur, le conservateur Bonar Law, un allié moins fidèlement adversaire des points de vue français. Le 13 novembre, le gouvernement du Reich, toujours dirigé par Wirth,

(175) BONNEFOUS, op. cit., tome III, p. 332.

(176) Allusion, entre autres, aux propos tenus par Poincaré avant et après la conférence de Londres d'août 1922. Sans oublier sans doute, les propos tenus par Briand avant et après la conférence de Londres d'avril 1921, ni ceux tenus par Millerand avant et après la conférence de Spa de juillet 1920.

(177) Reynaud, tout comme Degoutte, se fait ici des illusions, fort répandues en France, sur les sociaux-démocrates allemands ; sans parler des communistes.

(178) Journal Officiel, Débats parlementaires.

présente à la Commission des réparations un plan de stabilisation du mark qui prévoit une suspension des versements des réparations « *pendant trois ou quatre ans* » et la « *convocation immédiate d'une conférence de financiers internationaux, afin de délibérer sur le crédit bancaire à consentir à l'Allemagne* », sans oublier la restauration complète de l'indépendance de l'administration économique allemande dans les territoires occupés (179). Non seulement l'Allemagne ne veut plus payer, mais il faudrait lui prêter de l'argent. Le 14 novembre, le cabinet Wirth, à quia, démissionne. Et il est remplacé par un gouvernement dirigé par Cuno, un grand chef d'entreprise, le directeur de la Hamburg-America, dont on sait qu'il est poussé en avant par Stinnes, le plus puissant capitaliste de l'Allemagne de ces années, l'adversaire de l'exécution du traité de Versailles, l'homme qui avait osé dire à Spa aux Alliés qu'ils étaient « *malades de la victoire* », et dont on dit qu'il est assez riche pour songer à racheter au Reich son réseau de chemins de fer.

A Paris, on commence à trouver que la mesure est pleine. Le 20 novembre, Foch, qui rentre en scène, donne un plan (180). Se plaçant du point de vue de la sécurité tout autant que des réparations, le maréchal demande que l'on prenne des garanties qui, à ses yeux, doivent être : la déclaration par les Alliés que les délais d'évacuation prévus par le traité de Versailles n'ont pas commencé à courir, du fait des manquements de l'Allemagne, et l'occupation de la Ruhr. Tout en reconnaissant, comme Lasteyrie, qu'une telle opération ne se justifie guère financièrement, Foch estime qu'elle se justifiera politiquement, en contraignant l'Allemagne, et les Alliés, à accepter enfin des solutions aux problèmes de la sécurité et des réparations.

Le 27 novembre 1922, c'est à Paris le conseil des ministres décisif ; le président de la République Millerand le préside ; Foch et Tirard y participent aux côtés des ministres (181). Maginot, ministre de la Guerre, plaide pour le plan de Foch ; Tirard calcule les produits que l'on peut retirer de l'opération. Poincaré se décide : on occupera la Ruhr ; Degoutte sera chargé de l'affaire avec deux divisions d'infanterie et une de cavalerie, qui sont disponibles. Mais Poincaré ne manque pas de dire : « *Nous agirons ou comme mandataires, ou, si nous sommes isolés, comme gérants d'affaires des puissances alliées* », et « *il devra être pris des mesures pour ne pas concurrencer le charbon anglais* », ce qui ne laisse pas

(179) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 259-260. LAUBACH, op. cit., p. 306 et suivantes.

(180) Note de Foch, Comité militaire allié n° 836, du 20 novembre 1922, ZIMMERMANN, op. cit., p. 88-90.

(181) ZIMMERMANN, op. cit., p. 59. Notes manuscrites de Millerand, Quai d'Orsay, Papiers Millerand.

d'éclairer sa pensée profonde et souligne ce souci lancinant, même en se lançant sans l'Angleterre, de souhaiter la rallier un jour à sa politique.

Dès lors que la décision est prise, ce qui se passe en décembre 1922 et au début de janvier 1923, une nouvelle conférence de Londres et la venue de Bonar Law à Paris, sont sans importance pour la suite générale de l'affaire. Le 11 janvier 1923, les troupes françaises et belges entrent dans la Ruhr. Le jour même, en l'annonçant à la Chambre des députés, Poincaré obtient la confiance à l'énorme majorité de 452 voix contre 72. Au Sénat, le président Doumergue demande l'affichage du discours du président du Conseil :

« Si puissants que puissent être les financiers internationaux, je n'ai aucun goût pour les faire les arbitres de notre droit... Nous allons chercher du charbon, et voilà tout ; si cette recherche nous fournit l'occasion de causer demain ou plus tard avec une Allemagne devenue plus conciliante ou avec des industriels moins exigeants, nous ne fuirons pas la conversation... Nous n'avons aucune intention d'étrangler l'Allemagne, ni de la ruiner, ni même de l'appauvrir... Nous reconnaissons, du reste, qu'une Allemagne misérable au centre de l'Europe deviendrait vite une Allemagne turbulente et serait peut-être un jour un foyer d'infection générale... Nous voulons obtenir de l'Allemagne ce qu'elle peut raisonnablement nous verser » (182).

Les instruments à la disposition de Poincaré dans les territoires occupés en 1923

L'historien doit se poser la question de la sincérité de Poincaré. Les déclarations que le président du Conseil fait au Parlement le 11 janvier 1923 donnent-elles les raisons véritables de l'opération dans laquelle il lance la France ? Le but de l'occupation de la Ruhr est-il bien seulement d'aller chercher le charbon que l'Allemagne devrait livrer et qu'elle ne livre pas, d'aller prendre l'argent qu'elle devrait payer et qu'elle ne verse pas, « *et voilà tout* » ? Les événements de l'automne 1923, avec l'affaire du séparatisme rhénan, et quelques autres, apparaissent en telle contradiction avec les buts officiellement proclamés le 11 janvier, que l'on ne peut éviter la question, d'autant plus que l'on sait l'intérêt porté dès 1919 par Poincaré à la Rhénanie (183).

Nous devons avouer que, malgré de patientes recherches dans les archives, il nous est impossible de répondre clairement à cette question ; il nous est impossible de dire si, en se décidant enfin

(182) BONNEFOUS, *op. cit.*, tome III, p. 347-348.

(183) POINCARE, *A la recherche de la paix*, *op. cit.*

à occuper la Ruhr, Poincaré avait en tête les réparations seulement, ou aussi la recherche d'une sorte de démembrement du Reich. Qu'il y eût, parmi les responsables français, des partisans de la solution rhénane au moment où la décision d'occuper la Ruhr a été prise, cela nous semble évident. Que Poincaré, à l'automne 1923, soit tenté lui aussi par une solution rhénane, cela aussi est évident, et les documents, nous le verrons, le prouvent. Mais Poincaré avait-il déjà cette solution en tête au conseil des ministres du 27 novembre 1922 et le 11 janvier 1923 ? Rien ne permet de le dire ; peut-être ne le saura-t-on jamais. Au demeurant, cette zone d'ombre une fois définie, il serait stérile, pense-t-on, de concentrer le débat sur les intentions profondes de la seule personnalité de Poincaré. Pour importante qu'elle soit (Poincaré mène personnellement le jeu pendant la plus grande partie de 1923, avant qu'il lui échappe à la fin de l'année), elle n'est pas seule. Il y a les instruments de la politique française en Allemagne, et leur rôle est décisif.

Il importe d'abord de voir que l'affaire de la Ruhr démarre en janvier 1923 selon le schéma annoncé par Poincaré au Parlement : on va chercher du charbon. Le premier instrument de la nouvelle politique française est la Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines (M.I.C.U.M.), organisme nouveau créé à cet effet (184). C'est un organisme interallié (franco-belgo-italien, les Anglais désapprouvant l'entreprise), et un organisme purement économique, sans aucun but politique. La M.I.C.U.M. est présidée par l'ingénieur principal des mines Coste, dont on a vu le rôle qu'il avait joué en 1922 dans la préparation de l'entreprise, toujours dans une perspective économique, jamais politique. Le rôle de la M.I.C.U.M., au point de départ, est, comme son nom l'indique, de contrôler les usines et les mines du bassin de la Ruhr ; elle doit se saisir des archives et des livres de comptes pour juger des capacités réelles de livraison et de paiement des entreprises allemandes. L'attention des historiens, comme celle des contemporains, est trop facilement retenue par le spectacle des divisions franco-belges envahissant la Ruhr. En fait les militaires ne sont pas le plus important ; le plus important, c'est la M.I.C.U.M., et les militaires sont les gendarmes qui accompagnent l'huissier pour forcer les portes, au sens le plus matériel du terme. Enfin il importe de souligner que la M.I.C.U.M. ne dépend pas de la juridiction de la H.C.I.T.R. et de Tirard ; elle n'a rien à voir avec l'organisme de Coblenz ; elle dépend directement des gouvernements alliés. Les territoires nouvellement occupés à partir du 11 janvier 1923 ne dépendent pas d'ailleurs de l'autorité de Tirard, mais de celle du général Degoutte, chargé de l'opération ; et Degoutte n'a aucun

(184) Sur la M.I.C.U.M., dont le rôle est trop souvent sous-estimé, voir WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome II, *passim* (W.-R. n'en donne pas une analyse systématique), et TIRARD, *op. cit.*, p. 374-377.

lien de subordination à l'égard de Tirard ; il dépend, lui aussi, directement des gouvernements alliés. Ainsi, à compter du 11 janvier 1923, les Alliés disposent de deux instruments dans les territoires occupés : à Coblenz la H.C.I.T.R., avec Tirard, pour les territoires anciennement occupés en vertu du traité de Versailles ; à Düsseldorf et dans la Ruhr, Degoutte et la M.I.C.U.M., pour les territoires nouvellement occupés à titre de sanctions. Ces deux instruments sont indépendants l'un de l'autre, la H.C.I.T.R. tenant de l'Arrangement rhénan de 1919 cette sorte de souveraineté autonome que l'on a vue, et la M.I.C.U.M. étant un organisme de fonctionnaires dans les seules mains des gouvernements participant à l'occupation de la Ruhr. De plus l'esprit qui les anime n'est pas le même : économique à la M.I.C.U.M., politique à la H.C.I.T.R. Lorsque l'on a compris cette dualité, l'on a commencé à comprendre l'extrême complexité, qui paraît parfois tourner à la confusion, de la politique française dans les territoires occupés en 1923 (185).

Les événements mêmes de l'occupation de la Ruhr sont aujourd'hui bien connus des historiens. On voudrait ici seulement reprendre quelques étapes à la lumière de la dualité que l'on vient de définir, lumière qui nous permettra du coup d'y voir par la suite plus clair dans la crise de l'automne 1923.

L'entreprise de Degoutte et de la M.I.C.U.M. dans la Ruhr est d'abord un échec. On voulait se saisir des livres de comptes des entreprises, et on avait escompté que la population ouvrière se désolidariserait des « féodaux industriels ». Avant l'arrivée des huissiers et gendarmes français, les archives du KOHLENSYNDIKAT sont évacuées en une nuit d'Essen à Hambourg (186), et les chefs d'entreprises refusent l'accès de leurs bureaux (187) ; il faudra en arrêter. Stinnes dénonce les accords de livraison qu'il avait conclus en septembre précédant avec Lubersac. Quant aux ouvriers allemands, c'est de leur milieu que partent les grèves que le gouvernement du Reich va bientôt, en quelque sorte, institutionnaliser, en en faisant, avec la politique dite de la « résistance passive », la réplique officielle de l'Allemagne à l'initiative franco-

(185) Il semble, de plus, qu'il y ait eu entre les deux organismes des rivalités de « maisons ». De témoignages il résulte que le fonctionnaire français « sur le tas » dans les territoires occupés avait le sentiment d'instructions divergentes, voire contradictoires ; on avait le sentiment de ne pas savoir où l'on allait, comme si Paris ne savait pas ce qu'il voulait.

(186) D'après le récit que nous en a fait un vieil archiviste allemand qui dans sa jeunesse avait participé à l'affaire, tout n'aurait pas pu être évacué. L'on aurait caché des dossiers sous des lattes de parquet hâtivement ôtées et replacées, et l'occupant français aurait en vain fouillé dans les pièces sans se douter que ce qu'il cherchait était sous ses pieds.

(187) Pas tous néanmoins, les premiers jours du moins. Ainsi, le 11 janvier, Phönix, à Düsseldorf, a ouvert ses dossiers aux ingénieurs de la M.I.C.U.M., ZIMMERMANN, op. cit., p. 99, note 10.

belge (188). Bref, le projet d'une occupation militaire « légère » du bassin de la Ruhr, permettant une prise de contrôle effective des entreprises par des ingénieurs alliés, échoue devant les réactions des Allemands, patrons et ouvriers.

Dès lors, à moins de s'avouer perdants et d'abandonner la partie, les Franco-Belges sont contraints de durcir leur comportement pour que le « gage », que la résistance passive paralyse, puisse devenir « productif ». L'heure de la H.C.I.T.R. est revenue. C'est la résistance passive qui va amener la H.C.I.T.R. à se mêler de l'affaire de la Ruhr, qui ne devait d'abord être que l'affaire de la M.I.C.U.M. La M.I.C.U.M. s'installe bien dans les bureaux désertés du KOHLENSYNDIKAT, mais quels moyens d'action ont ses ingénieurs, même s'appuyant sur les baïonnettes de Degoutte, pour remettre au travail et faire obéir une population qui se croise les bras sur ordre et reçoit de Berlin des subsides pour ce faire ? La H.C.I.T.R. en revanche a les moyens juridiques et pratiques, en vertu même de sa « constitution » politico-administrative, de prendre des mesures, en se substituant à l'Etat allemand volontairement défaillant. Pour durcir leur position et sortir de l'impasse, Paris et Bruxelles sont contraints d'avoir recours à l'arsenal des « ordonnances » que la H.C.I.T.R. est habilitée à prendre en cas de situation exceptionnelle.

Le 16 janvier, la Commission des réparations constate la défaillance de l'Allemagne à l'égard de ses engagements de livraisons en nature. S'appuyant sur ce constat, les gouvernements français et belge décident la prise de nouveaux gages, dont la H.C.I.T.R. est chargée. Celle-ci promulgue le 18 janvier trois ordonnances fondamentales saisissant dans les territoires qui dépendent de sa juridiction les douanes allemandes, les forêts domaniales et l'impôt allemand sur le charbon (189). Degoutte, « souverain » dans la Ruhr, étend à celle-ci l'application des ordonnances de Coblenze. Le 26 janvier, la Commission des réparations constate le « manquement général » de l'Allemagne à ses obligations. La réplique alliée est l'interdiction générale de l'envoi de coke et de charbon de la Ruhr vers l'Allemagne non occupée, interdiction par la suite étendue aux produits métallurgiques et fabriqués (190). Sur le pourtour oriental de l'ensemble des territoires anciennement ou nouvellement occupés se met ainsi progressivement en place un cordon de surveillance douanière qui finit par devenir une véritable frontière tenue par les Alliés. En réplique à la résistance passive, le corps des mesures prises par la H.C.I.T.R., et étendues par Degoutte à la Ruhr, fait qu'en février 1923 les territoires occupés sont dans la pratique isolés du restant de l'Allemagne.

(188) FAVEZ, *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr*, Genève 1969.

(189) TIRARD, op. cit., p. 348. La *Kohlensteuer* est une importante ressource fiscale allemande.

(190) Ibidem.

Mais, quel qu'ait été l'enchaînement des faits menant à cette situation, tout cela doit déboucher sur quoi : gage productif ou Etat rhénan ? On constate que Poincaré, malgré les conseils qui lui sont donnés à Paris en sens contraire, maintient les deux fers au feu, Degoutte et Tirard. Les conséquences, évidemment fâcheuses, de cette dyarchie, renforcée de conceptions divergentes sur les buts lointains, font souhaiter à certains, fin janvier-début février 1923, la nomination dans les territoires occupés d'un supérieur commun à Tirard et Degoutte, la nomination d'une sorte de proconsul français en Rhénanie. Pour cette tâche, le nom de Weygand est avancé (191). Cette affaire, restée jusqu'à ce jour intouchée des historiens français, mériterait d'être étudiée et ouvrirait sans doute des perspectives sur les forces politiques profondes de la France d'alors.

Qu'en sait-on dans l'état actuel de la documentation ? Dans L'ECHO DE PARIS du 26 janvier 1923, Géraud, alias Pertinax, publie un article : QUELLES SERONT LES FONCTIONS DU HAUT COMMISSAIRE DANS LA RUHR ? Il s'agit en fait de la querelle de compétences entre Degoutte et Tirard, et, peut-être, derrière elle, du but final de l'opération franco-belge. Il n'est pas interdit de penser que cet article se situe dans le contexte d'une action du groupe de pression « rhénan » de Paris (mêlée à des interférences avec les luttes entre clans militaires), visant à remplacer Degoutte par Weygand à Düsseldorf, et, du même coup, à forcer la main de Poincaré dans la signification de l'opération de la Ruhr. Mais Poincaré ne se laisse pas forcer la main. Il n'y a pas création d'un « Haut Commissaire », coiffant Düsseldorf et Coblenz ; Weygand, bien loin de venir dans la vallée du Rhin, est envoyé au Mont Liban. Peut-être n'est-ce pas trop s'avancer que de penser que ces péripéties permettent à Poincaré d'accroître son autorité dans la gestion des affaires d'Allemagne, faisant sans doute reculer d'autant celle que Foch aurait pu penser y reprendre (192). Degoutte, qui ne doit rien à Foch, reste à Düsseldorf, et Tirard à Coblenz, un Tirard qui, tout en ayant gardé les mêmes idées, n'est plus seulement le capitaine de réserve dévoué à ses chefs de 1918 ; quatre années de fonctions de président de la Haute Commission Interalliée en ont fait une personnalité qui compte, et qui dispose d'un appareil.

Poincaré, de plus en plus maître du jeu, tout en conservant au feu le fer Degoutte, utilise désormais toujours plus la H.C.I.T.R. de Tirard. Pourquoi ? La nature du combat politico-administratif contre la résistance passive contribue à l'expliquer, sans y suffire. Serait-ce alors la secrète pensée de préparer la naissance de l'Etat

(191) Dans ses *Mémoires*, tome II, WEYGAND n'est pas très explicite sur cette affaire. La documentation française a été exploitée par ZIMMERMANN, op. cit., p. 109-111.

(192) Voilà qui contribue sans doute à expliquer les aigreurs que Foch manifestera par la suite à l'égard de Poincaré. La position de Millerand, en fait ceci, resterait à préciser.

rhénan ? Pas encore peut-être. Il faut pour comprendre, pensons-nous, en revenir à la conception INTERALLIÉE que Poincaré a de la solution à trouver. La H.C.I.T.R. est un organisme interallié ; les Anglais en font partie ; tout en désapprouvant l'initiative franco-belge, les Anglais n'ont pas claqué la porte ; ils sont restés dans la H.C.I.T.R., peut-être pour rester au courant de ce qui se passe, mais en tout cas ils y sont ; devant l'avalanche d'« ordonnances » que prend Tirard appuyé par son collègue belge Rolin-Jacquemyns, le haut commissaire britannique, Lord Kilmarnock, ne vote pas contre ; il s'abstient. Ainsi, par sa présence, même silencieuse, mais non opposante, la Grande-Bretagne se trouve, quoi qu'elle en ait, impliquée dans ce qui est en train de se faire (193). Peut-être est-ce là l'un des secrets des énigmes de la politique, apparemment si confuse, de la France dans la complexe année 1923 : des hommes comme Foch ou Millerand souhaitent une solution « française », ou franco-allemande, de l'épreuve de force en cours ; Poincaré ne désespère pas de parvenir à une solution interalliée des problèmes, en accord avec l'Angleterre dont il s'attache, en dépit de tous les discours et des notes verbales et écrites, à ménager les intérêts profonds. Un exemple, parmi d'autres : en février 1923, après l'abandon de l'idée de création d'un Haut Commissariat général français, dont le titulaire aurait pu être Weygand, la H.C.I.T.R., pour unifier le combat contre la résistance passive, décide d'étendre son autorité aux territoires nouvellement occupés, c'est-à-dire à la Ruhr. Londres fait savoir que, si cela se fait, le gouvernement britannique se retirera de la Haute Commission. Poincaré n'insiste pas ; au début de mars la Ruhr est retirée à la juridiction de Tirard et rendue à l'autorité de Degoutte, et les Anglais restent à Coblenz (194). On remarque par ailleurs que malgré les notes acerbes échangées entre Londres et Paris durant ces mois, et malgré les espoirs mis par la diplomatie allemande dans une entremise anglaise, le Cabinet de Londres n'intervient pas et laisse l'épreuve de force se dérouler.

C'est donc dans ces conditions que la H.C.I.T.R. devient l'élément moteur de la politique française dans les territoires occupés. Du fait de l'abstention des instances administratives allemandes, elles aussi paralysées par la résistance passive, elle devient une sorte d'Etat de substitution remplaçant dans les territoires occupés l'Etat allemand qui s'est évanoui. Elle légifère par « ordonnances » et prend des mesures concernant les fonctionnaires allemands par des « décisions ». Elle est devenue pouvoir législatif et exécutif souverain. Le but de ces « ordonnances » et « décisions »

(193) ZIMMERMANN, op. cit., p. 112-113. Sur ce point, l'on partage l'interprétation que l'historien allemand donne de la documentation qu'il a trouvée dans les archives françaises.

(194) Ibidem, p. 114, et *Survey of International Affairs*, 1924, p. 266 et suivantes.

est de parer à la résistance passive, puis de la briser, afin de rendre le gage « productif ». Mais on constate que, ce faisant, — et là est l'ambiguïté de la politique de Poincaré — la H.C.I.T.R. crée les rouages d'un Etat indépendant. Elle contrôle les biens domaniaux du Reich et des Länder de Prusse et de Bavière (mines fiscales, forêts, etc...). Elle fixe les droits de douane entre les territoires occupés et l'Allemagne (195), et entre ceux-ci, la France et la Belgique « *pour faciliter les relations commerciales avec les pays alliés* » (196). Mais son action est surtout sensible, de ce point de vue, dans trois domaines : l'expulsion des fonctionnaires, les efforts pour une « réforme monétaire » rhénane et la création de la « Régie des chemins de fer ».

LES EXPULSIONS DE FONCTIONNAIRES ALLEMANDS sont très nombreuses. L'argument est là : ils sont les agents de la résistance passive ordonnée par le gouvernement de Berlin et contre laquelle on lutte. Le moyen juridique est là aussi : l'Arrangement rhénan en donne le pouvoir à la Haute Commission. Mais on ne peut s'empêcher de penser que Tirard exploite la situation pour essayer de réaliser l'une de ses idées constantes depuis 1918 : « rhénaniser » l'administration par le départ des fonctionnaires originaires d'autres régions d'Allemagne et dont il tient la présence en Rhénanie pour un obstacle majeur à la naissance d'une Rhénanie rhénane. On estime que, de janvier à novembre 1923, 147 000 Allemands sont expulsés des territoires occupés, dont 46 200 fonctionnaires et membres de leurs familles (197). Ce sont là des chiffres énormes. Il faut les avoir présents à l'esprit pour comprendre que, pendant plusieurs mois, des territoires peuplés de douze millions d'Allemands vont échapper totalement au contrôle de l'administration de Berlin et du gouvernement du Reich.

LA RÉFORME MONÉTAIRE est aussi une idée chère à Tirard. Ici aussi, la conjoncture de 1923 permet de tenter la réalisation d'une vieille idée : la disparition progressive du mark comme monnaie digne de ce nom justifie les efforts pour l'introduction dans les territoires occupés d'une monnaie nouvelle, afin de permettre la reprise de la vie économique d'une part, et d'autre part de faire en sorte que le produit financier du « gage productif » ne soit pas constitué de milliers de milliards d'un papier sans aucune valeur.

Le 1^{er} février 1923, Hermant, secrétaire général de la H.C.I.T.R., écrit de Paris, où il se trouve pour participer au travail des bureaux

(195) La frontière douanière intra-allemande devient effective le 25 juin 1923, TIRARD, op. cit., p. 381. De frontière douanière elle se transforme en frontière tout court, avec le régime des laissez-passer imposé par l'occupant aux civils à cause des attentats qui au plus chaud de l'épreuve de force se multiplient. Rappelons seulement le nom de Schlageter.

(196) Ibidem, p. 379. C'est la même idée qu'en 1919.

(197) *Survey of International Affairs*, 1924.

qui préparent des solutions, à Tirard à Coblenz : » *Il me paraît d'autant plus nécessaire de poser définitivement le principe d'une banque d'émission, et d'une monnaie spéciale basée sur l'or, que le gouvernement français va être amené incessamment à mettre sur pied un nouveau règlement général de la question des réparations comportant le maintien de l'exploitation des gages rhénans... Ce plan suppose l'institution préalable d'une monnaie-or dans les territoires occupés* » (198).

Mais où et comment trouver l'or, ou les devises de valeur or, nécessaire pour gager la nouvelle monnaie ? A Paris, le ministre des Finances Lasteyrie, se débattant déjà dans une situation financière difficile, ne veut pas mettre un sou dans cette affaire. A Coblenz, Tirard a mis sur pied un premier projet, prévoyant la création d'un « consortium rhénan d'escompte » avec quelques banques rhénanes, qui émettrait une monnaie provisoire ; le projet fut abandonné, car une nouvelle monnaie, ainsi gagée, aurait suivi le sort du mark (199). Second projet : Giscard et Poisson, conseillers financiers de Tirard, Tannery, chef de la section financière de Degoutte, et des représentants de la Société générale alsacienne de banque, de la Banque Lazard frères et de la Banque nationale de crédit proposent l'émission d'un « mark rhénan » ; chacune des banques participantes apporterait d'abord des capitaux ; on inviterait à participer des banques belges, italiennes et suisses ; le « mark rhénan » remplacerait dans les territoires occupés le mark allemand et aurait la parité avec le franc. Ce projet, présenté à Poincaré, est écarté par lui devant les objections de Lasteyrie (200).

Outre les objections techniques de son ministre des Finances, qui redoute l'inflation qui résulterait de cette action, Poincaré a des objections politiques : il veut une opération INTERNATIONALE et pas seulement française. Voici qui confirme notre interprétation de la politique de Poincaré dans la Ruhr, tout au moins dans un premier temps. Aussi bien le président du Conseil demande-t-il à Tirard de préparer un nouveau projet de monnaie rhénane qui serait gagée sur les biens du Reich dans les territoires occupés : forêts, chemins de fer, douanes (201). D'autre part un Comité financier est créé, avec des représentants de la Banque de France et de la Banque Nationale de Belgique, présidé par Lasteyrie, pour étudier la création d'une banque rhénane d'émission « *éliminant toute solution mettant en cause le franc français ou belge* » (202). Elle remet fin mars 1923 un rapport. Mais la condition préalable attendue par Tirard pour lancer la monnaie rhénane n'est pas là : contrairement à l'attente, le Reich continue à assurer ses paiements

(198) BA Coblenz ZSg. 105/1, reprenant Archives Nationales Paris, AJ 9, fascicule 3231.

(199) BA Coblenz, *ibidem*.

(200) *Ibidem*, reprenant les Archives Nationales, 3825/26.

(201) Télégramme de Poincaré à Tirard du 28 janvier 1923, *ibidem*.

(202) BA Coblenz ZSg, 105/1.

dans les territoires occupés ; en agissant ainsi, le Reich, certes, contribue à accélérer sa ruine et la chute du mark, mais il retire à la H.C.I.T.R. le motif de l'émission d'une nouvelle monnaie dont le rôle devrait être d'assurer des paiements pour lesquels le Reich serait défaillant (203). Le projet de création d'une monnaie rhénane a donc échoué. Echec provisoire, estime Tirard, qui écrit le 13 avril 1923 à Poincaré : « *Cette situation peut se modifier brusquement par suite d'un nouvel effondrement du mark que fait prévoir l'inflation sans cesse aggravée de la Reichsbank et que peut déterminer d'une manière soudaine toute crise politique qui surviendrait à Berlin. Il importerait dans ce cas de procéder à l'émission de la monnaie rhénane avec une grande rapidité et sans nouveau délai, de manière à profiter de circonstances favorables, probablement passagères* » (204).

Mais sur quoi, encore une fois, gager cette nouvelle monnaie ? De plus en plus Poincaré pense, pour ce faire, au capital que représentent les chemins de fer des territoires occupés. Dans une note aux ambassadeurs de France à Bruxelles et à Londres, du 10 juin 1923, Poincaré envisage la cession par l'Allemagne, au titre des réparations, des chemins de fer de la rive gauche, qui pourraient constituer une société internationale avec des participations françaises, belges, anglaises (205) et peut-être même rhénanes (206).

On en vient ainsi à la très grosse affaire des CHEMINS DE FER RHÉNANS. Pour en comprendre l'importance, il faut avoir d'abord présent à l'esprit que l'Allemagne des années 20 est encore l'Allemagne des chemins de fer ; dans les régions industrielles des territoires occupés notamment, le réseau, extrêmement dense, des chemins de fer est le véritable système circulatoire de la vie économique ; il domine toute la vie quotidienne ; les transports automobiles ne sont encore que marginaux. Parvenir à remettre en marche les chemins de fer, paralysés par la résistance passive, est donc pour la H.C.I.T.R. un objectif prioritaire afin de permettre la reprise du travail et l'exploitation du « gage productif ». De plus, la Reichsbahn est entreprise d'Etat ; c'est dire que la H.C.I.T.R. est juridiquement habilitée, en tant qu'Etat de substitution du Reich dans les territoires occupés, à prendre directement en main l'exploitation du réseau de ces territoires. Enfin il y a lieu de

(203) Ibidem.

(204) Ibidem, folio 109, citant les Archives Nationales, fascicule 3232.

(205) Le souci d'impliquer l'Angleterre dans l'affaire est, on le voit, toujours là chez Poincaré. Voir aussi l'exposé d'un historien allemand au colloque franco-allemand de Sarrebruck d'octobre 1974 : RUPIEPER, *La politique anglaise en Rhénanie*. M. Rupieper, qui a travaillé dans les archives du Quai d'Orsay et celles du Foreign Office, est persuadé, comme nous, du souci de Poincaré de ménager certains intérêts anglais profonds.

(206) BA Coblenz, ZSg, 105/1. L'on ne fait ici que donner les grandes lignes de cette affaire. Le dossier du Bundesarchiv cité ci-dessus, bourré de références à des documents français exploités à Paris entre 1940 et 1944, permettrait une étude approfondie du projet de création d'une Banque rhénane d'émission.

penser que les cheminots allemands des territoires occupés avaient été travaillés par des actions de propagande. A l'occasion d'une grève de ces cheminots en février 1922, l'agitateur séparatiste Smeets aurait établi des contacts entre cheminots extrémistes, échappant au contrôle des organisations communistes et socialistes allemandes, et autorités d'occupation ; pour la première fois, des cheminots rhénans auraient alors demandé à être payés en francs (207). En novembre 1922, nouvelle grève des cheminots allemands dans le Sud des territoires occupés : devant la chute catastrophique du mark, qui érode les salaires, ils demandaient l'introduction du franc, comme dans la Sarre voisine (208). Au même moment, Smeets menait, dans le Nord des territoires occupés, une campagne, dont rien n'interdit de penser qu'elle fût « téléguidée », pour la création d'un « franc rhénan ».

Toutefois, avec la résistance passive, on constate d'abord en 1923 une paralysie presque totale des chemins de fer des territoires occupés. Le général Payot, qui est l'adjoint logistique de Degoutte, ne dispose pas des moyens de les remettre en marche. Le Trocquer, ministre des Travaux publics de Poincaré, et Weygand (c'était avant sa nomination à Beyrouth), après un voyage d'inspection avec des experts ferroviaires, proposent la création d'une « Commission du réseau des chemins de fer des pays occupés » qui prendrait en charge le réseau sous une direction franco-belge et avec des cheminots rhénans (209). Ici aussi, l'heure de la H.C.I.T.R. est venue. Par ordonnances 149 et 150, elle crée la « Régie des chemins de fer des territoires occupés », qui reçoit son organisation définitive le 12 mars 1923 à la conférence franco-belge de Bruxelles (210). Le 19 mars, la Régie entre en fonction. Le 20, elle lance un appel aux cheminots allemands de reprendre le travail. Dans l'attente, des milliers de cheminots français et belges, volontaires, viennent travailler dans les territoires occupés. Des cheminots rhénans les rejoindront plus tard. Le 1^{er} juillet 1923, Tirard estime que la bataille des chemins de fer est gagnée : les

(207) BA Coblenz, ZSg. 105/1. A plusieurs reprises dans ces affaires, les militaires français d'occupation semblent avoir cherché à jouer à gauche, voire à l'extrême-gauche, dans le prolétariat des territoires occupés, en présentant le gouvernement du Reich comme étant entre les mains des monopoles. L'orientation de cette action n'est pas sans poser des problèmes aux organisations de la social-démocratie et de la K.P.D., qui suivent une ligne « nationale ».

(208) Ibidem. La proximité de la Sarre rend les Palatins particulièrement sensibles au problème de la monnaie. Les autorités d'occupation françaises dans le Palatinat cherchent à favoriser ces sentiments dans la population ouvrière, notamment les cheminots et les ouvriers de l'industrie chimique (B.A.S.F. de Ludwigshafen).

(209) Plan Le Trocquer du 9 février 1923, ZIMMERMANN, op. cit., pp. 115-116.

(210) Ibidem, et TIRARD, op. cit., p. 363.

trains roulent (211). C'est par les chemins de fer que la politique de résistance passive du gouvernement de Berlin commence à s'effondrer. C'est la grande réussite de la H.C.I.T.R.

Lorsque le temps de l'épreuve de force technique sera passé, et que cette épreuve aura été gagnée par les Franco-Belges, l'on comprend quelle place la Régie des chemins de fer tiendra dans la recherche d'une solution politique. La Régie est désormais le plus efficace des instruments à la disposition de Poincaré dans les territoires occupés, un instrument omniprésent et au cœur de la vie quotidienne des populations.

*
**

Les pages qui précèdent ne prétendent pas venir à bout de la très complexe affaire qu'est la politique française — disons plutôt que sont les politiques françaises — en Rhénanie, et en relation avec les réparations, entre le 11 novembre 1918 et le mois d'août 1923, alors que l'Allemagne est en train de perdre l'épreuve de force. On souhaite que la connaissance que l'on a pu acquérir de plusieurs fonds d'archives ait permis de dégager la problématique de cette complexe affaire dans ses grandes lignes. Mais on voudrait surtout retenir ce qui, de l'héritage de cinq années de luttes, de projets et de politiques divergentes et souvent contradictoires, subsiste en août 1923, et va contribuer à conditionner la recherche d'une solution politique, l'épreuve de force technique une fois passée.

La situation d'août 1923 peut se résumer ainsi :

1° Depuis 1919, le problème du Rhin et celui des réparations ont été constamment mêlés. Aucune solution n'a encore été trouvée ni à l'un ni à l'autre.

2° En août 1923, le Reich allemand est sur le point de tomber à genoux. La résistance passive est un échec ; le mark n'existe pratiquement déjà plus et, dans les territoires occupés, les populations sont lasses de soutenir à elles seules le poids de l'épreuve de force. C'est la raison profonde de la chute du cabinet Cuno et de l'arrivée au pouvoir de Stresemann qui, quelques semaines plus tard, abandonnera la résistance passive.

3° A cette date d'août 1923, Poincaré est devenu le maître du jeu, et il le restera quelque temps. Maître du jeu non seulement

(211) TIRARD, op. cit., p. 368. Dans l'article ci-dessus mentionné de RUIEPER, l'on trouvera de très intéressantes révélations sur le comportement des Anglais dans cette affaire de chemins de fer. Tout en désapprouvant les initiatives franco-belges, et en ne manquant bien sûr pas de le faire hautement savoir à Berlin, les Anglais n'ont pas mis tous les obstacles qu'ils auraient pu à la naissance de la Régie et à son action. Décidément, l'histoire des relations franco-anglaises en 1923 est à réécrire.

devant l'Allemagne, mais aussi à Paris : l'opposition, alors impuissante, doit se contenter de discours ; dans la majorité, Millerand et Foch n'ont pas barre sur les décisions que le président du Conseil peut prendre, ou, en sens inverse, ne peuvent pas le contraindre à en prendre, s'il n'y est point résolu.

4° Poincaré dispose dans les territoires occupés de plusieurs instruments. La M.I.C.U.M., créée en janvier 1923, est un instrument économique pour l'exploitation du gage productif ; la pratique par les Allemands de la résistance passive a paralysé les possibilités d'action et donc d'utilisation de la M.I.C.U.M. ; mais elle est toujours sur place, et la fin de la résistance passive va lui rendre sa raison d'être.

La H.C.I.T.R. s'est développée depuis 1919 comme une sorte d'organisme autonome dans les mains de Tirard. Trop de documents et de faits concourent dans le même sens pour qu'on puisse en douter : Tirard cherche une solution politique par la création d'une entité rhénane, qu'il resterait d'ailleurs à définir de façon plus précise. Pour lutter contre la résistance passive, Poincaré a eu recours à l'action de la H.C.I.T.R., dont le rôle s'est trouvé ainsi brusquement accru, car elle dispose d'un arsenal de moyens d'action dans les territoires occupés qu'aucune autre instance alliée ne détient. Est-ce à dire que, ce faisant, Poincaré s'est rallié au programme politique de Tirard ? Rien ne permet de l'affirmer encore en août 1923. Tout en se servant de Tirard et de la H.C.I.T.R., Poincaré a gardé, en attente, le fer de la M.I.C.U.M. au feu, et il va s'en servir ; il a à plusieurs reprises, on l'a vu, dit non à des projets de Tirard, quand ceux-ci lui paraissaient inacceptables pour l'Angleterre.

5° Car l'on est convaincu qu'en entrant dans la Ruhr, Poincaré n'a pas cherché à mener une politique de la « France seule » face à l'Allemagne. L'année 1923 s'éclaire à l'analyse de l'année 1922. Poincaré n'est pas incompetent en matière de finances nationales et internationales. En 1922, Poincaré a cherché à dégager une solution internationale du problème des réparations allemandes, d'une part dans l'immédiat en s'efforçant de mettre en route les accords de Wiesbaden de 1921 sur les prestations en nature, d'autre part à plus long terme par un crédit international à l'Allemagne. Cette politique a échoué parce que Rapallo avait porté un rude coup à la confiance, parce que les Anglo-Américains ont cherché (déjà !) à utiliser le biais d'un crédit à l'Allemagne pour remettre en cause le montant de la créance alliée, et donc française, sur l'Allemagne, avant que le problème des dettes interalliées ait trouvé sa solution, et enfin parce que l'Allemagne ne fit aucun effort pour que les livraisons en nature deviennent une réalité.

Si l'on découvre un jour dans les fonds d'archives des documents prouvant que Poincaré, en se lançant dans l'affaire de la Ruhr, avait en tête d'imposer par la force une solution politique

unilatérale sur laquelle il se serait, d'entrée de jeu, arrêté, et que tout le reste, discours et même actes, n'aurait été que faux-semblants, l'on s'inclinera. Mais, dans l'état actuel de la documentation, notre thèse est celle-ci : en arrivant aux affaires en janvier 1922, Poincaré a trouvé une situation des plus complexes ; il a d'abord cherché une solution par la négociation ; celle-ci ayant échoué, il s'est décidé, non sans hésitations, à appliquer un plan qui était prêt depuis fin 1919 dans les tiroirs de divers bureaux : la saisie de la Ruhr. Mais, ce faisant, Poincaré n'a pas abandonné l'idée de la solution internationale. En entrant dans la Ruhr, Poincaré va chercher non seulement du charbon allemand, mais aussi les Anglais et peut-être même les Américains. Au fond la Ruhr, dans l'esprit de Poincaré, doit préparer une grande négociation internationale sur les problèmes que l'œuvre de 1919 n'a pas résolus : réparations, dettes interalliées, sécurité. Dans l'esprit de Poincaré, la saisie de la Ruhr, en renforçant considérablement la position de la France dans la constellation internationale du moment, face à Berlin mais aussi face au Londres politique et au Londres financier et face à Washington et à New York, devrait lui permettre d'aborder cette négociation ultérieure dans les conditions les meilleures pour ce qu'il estime être les intérêts de la France.

L'automne 1923, puis l'hiver 1923-1924 décideront tout autrement du cours des choses...

CHAPITRE III

LE PROBLEME SIDERURGIQUE FRANCO-ALLEMAND

1° *La place de la minette lorraine et luxembourgeoise dans la sidérurgie allemande avant 1914.*

2° *Les ruptures de 1919.*

— Les changements de souveraineté territoriale et douanière concernant la Lorraine desannexée, le Luxembourg et la Sarre.

— Le traité de Versailles et le charbon.

— Le « projet sidérurgique » du traité de Versailles.

— Les transferts de propriété d'entreprises sidérurgiques dans le département de la Moselle, le Luxembourg et le bassin de la Sarre.

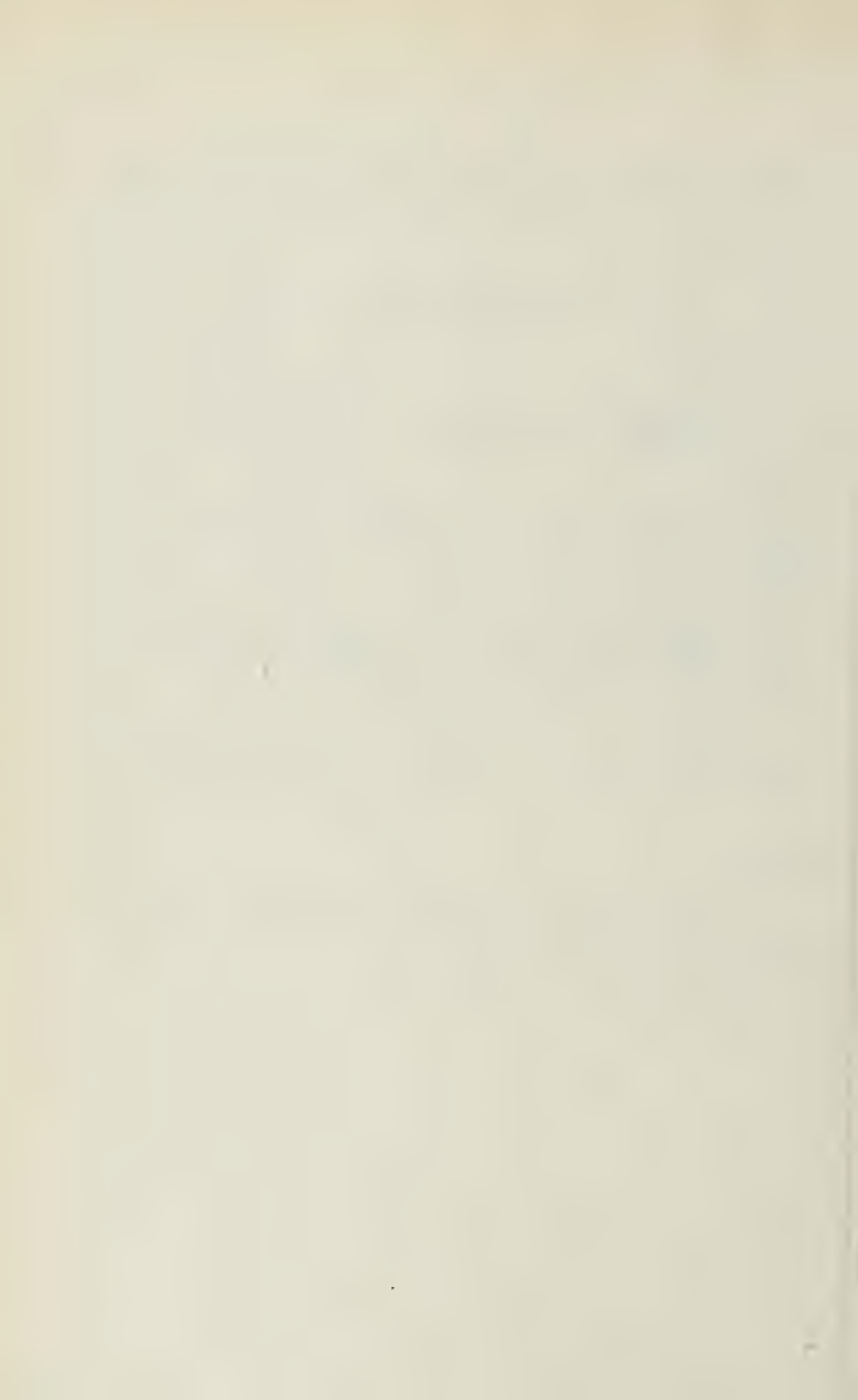
3° *Les ripostes de la Ruhr et l'affrontement sidérurgiques franco-allemand.*

— La restructuration de la Ruhr dans l'immédiat d'après-guerre.

— Les variations dans l'approvisionnement en matières premières de la sidérurgie allemande.

— Les difficultés de la sidérurgie française.

— Conclusion.



Les réparations ne sont pas, loin de là, le seul problème économique grave entre l'Allemagne et la France du fait des conséquences de la première guerre mondiale. Il y a l'énorme problème sidérurgique.

A la veille de la guerre l'Allemagne était devenue l'une des plus puissantes nations sidérurgiques du monde : en 1913, dernière année normale de l'avant-guerre, l'Allemagne avait produit près du quart de l'acier fabriqué dans le monde entier (1). Cette puissance sidérurgique était alors la base de la puissance économique générale de l'Allemagne, en même temps qu'elle avait rendu possible sa puissance militaire et son rôle politique international. En un temps où les industries chimiques et électriques n'avaient pas encore pris l'importance qu'elles prendront par la suite, la part formidable de l'Allemagne à la production mondiale d'acier suffisait à marquer la place de ce pays dans le monde : l'une des toutes premières. Pour cette première et évidente raison, tout ce qui touche à la sidérurgie allemande n'est pas seulement du domaine de l'économie, mais éminemment politique.

Or l'essor gigantesque de la sidérurgie allemande était relativement récent. Il avait été dû à la conjonction d'un certain nombre de facteurs qu'il n'est pas de notre propos d'analyser ici. Il importe en revanche, pour la suite de notre analyse, de souligner que l'essor sidérurgique allemand d'avant-guerre avait été rendu possible parce que l'Allemagne avait disposé, alors, sur son territoire national, et en grande quantité, des deux matières premières indispensables à l'élaboration de la fonte et de l'acier : le charbon cokéfiable (surtout dans la Ruhr) et le minerai de fer (surtout la minette de Lorraine annexée et du Luxembourg). C'est dire qu'en 1913 la puissance de la sidérurgie allemande, et partant de l'économie allemande, reposait sur deux bases géographiques : la Ruhr d'un côté, et, de l'autre, ce que les industriels allemands appelaient le « Sud-Ouest », c'est-à-dire la Lorraine annexée et le Luxembourg (2).

(1) La production mondiale d'acier a été en 1913 de 77 millions de tonnes, celle de l'Allemagne de 18.935.000 tonnes.

(2) On sait que le Grand Duché du Luxembourg, politiquement indépendant, fait partie depuis 1842 du Zollverein allemand, et qu'il en fera partie jusqu'en 1919. C'est-à-dire que lorsque nous parlons de l'économie ou de la sidérurgie « allemandes », nous y incluons jusqu'à cette date le Luxembourg, qui en est partie intégrante.

Or, en 1919, la sidérurgie allemande perd l'une de ses deux bases : le « Sud-Ouest ». Aussitôt après la guerre, le Luxembourg dénonce son appartenance au Zollverein, tandis que le traité de Versailles rend à la France la Lorraine désannexée et fait passer pour quinze ans le bassin de la Sarre du système économique et douanier allemand au système français. Les conséquences statistiques de ces transferts de souveraineté économique apparaissent catastrophique pour la sidérurgie allemande. Si l'on considère les chiffres de 1913, l'Allemagne perd d'un coup, en 1919, 80 % de son approvisionnement en minerai de fer, plus de 40 % de sa capacité de production de fonte et plus de 30 % de sa capacité de production d'acier. Et ce n'est pas tout. En 1921, avec la participation de la Haute-Silésie, ces pourcentages sont accrus : l'Allemagne perd, par rapport à 1913, 43,5 % de sa capacité de production de fonte, 36 % de sa capacité de production d'acier et 34,4 % de sa capacité de production de produits laminés. Ainsi, du fait de sa défaite, l'Allemagne perd STATISTIQUEMENT la presque totalité de ses ressources en minerai de fer et beaucoup plus du tiers de son potentiel sidérurgique. Ces chiffres, peu souvent cités, sont énormes. Peut-être les vainqueurs de 1919 avaient-ils espéré que la puissance et la primauté, en Europe, de la sidérurgie allemande en sortiraient brisées.

Voilà, dans une première approche statistique globale, le problème sidérurgique franco-allemand de l'après-guerre. Et c'est bien un problème franco-allemand, même s'il a des dimensions européennes. Avec la désannexion de la Lorraine et l'entrée dans le système économique français de la Sarre, le transfert de ressources et de potentiel sidérurgiques aux dépens de l'Allemagne s'effectue principalement au profit de la France. Quant au Luxembourg, il va entrer par la suite en union douanière avec la Belgique, pays ami de la France (3), et la Haute-Silésie est partagée avec l'appui de la France au bénéfice de la Pologne (4).

Mais les données statistiques, théoriques de plus, de 1919, pour intéressantes qu'elles soient, sont insuffisantes pour saisir la complexité du problème sidérurgique franco-allemand. Pour le comprendre dans le cadre même des années 1919-1923, il faut le replacer dans une plus longue durée. Que l'on permette de mentionner la situation de 1926. En 1926, la situation est stabilisée en Europe ; les conséquences de la guerre semblent avoir fini de produire leurs effets sur la production industrielle des divers pays ; bref, pour les statistiques, 1926 paraît la première année de référence normale de l'après-guerre, comme 1913 avait été la dernière de l'avant-guerre.

(3) En attendant le travail magistral que prépare sur ce sujet Gilbert TRAUSSCH, directeur de la Bibliothèque Nationale de Luxembourg, on dispose de sa contribution au colloque franco-belge de Metz en novembre 1974, publiée en 1975, avec les Actes du colloque, par le Centre des relations internationales de l'Université de Metz.

(4) Voir ci-dessus, chapitre II.

1926 voit aussi la conclusion de l'Entente Internationale de l'Acier, sorte de cartel international des sidérurgies du continent européen ; l'E.I.A. a pour but de mettre un terme à la rivalité entre producteurs en fixant, entre pays producteurs du continent européen, des pourcentages de production en fonction de la situation de fait, une fois les remous de l'après-guerre apaisés (5). Les chiffres, qui servent en 1926 à établir les pourcentages, montrent qu'à cette date la sidérurgie allemande a maintenu, ou plus exactement rétabli, son niveau de production nationale, l'autonomie de cette production, et sa primauté parmi les producteurs européens (6). Ainsi, la comparaison des chiffres de 1919 et de ceux de 1926 montre que l'Allemagne se remet très vite des amputations de son potentiel sidérurgique et conserve, au travers des bouleversements de l'immédiat après-guerre, l'atout qu'elle avait su se donner avant 1914 et qui restera l'un des éléments fondamentaux de sa puissance.

C'est donc dans la durée, dans la triple perspective : situation de 1913, amputations de 1919, évolution au cours des années postérieures, qu'il faut étudier le problème sidérurgique franco-allemand.

Sur ce problème, il y a eu déjà, et depuis longtemps, des publications nombreuses et riches (7). Elles apportent beaucoup, sans être pleinement satisfaisantes. Les efforts répétés que l'on a faits pour avoir accès aux archives de ce qui fut le Comité des Forges restèrent sans aucun résultat. En revanche, l'on a dépouillé avec une particulière vigilance les archives de l'organisation patronale de la sidérurgie allemande, le VEREIN DEUTSCHER EISEN UND STAHLINDUSTRIELLEN, aujourd'hui déposées au Bundearchiv de Coblenz, où elles sont librement accessibles à la recherche (8). Les interprétations que l'on propose ci-dessous viennent surtout de l'exploitation de cette source.

(5) Nous avons eu déjà l'occasion de publier quelques articles sur l'E.I.A. Cf. notamment notre contribution *Das Zustandekommen der Internationalen Rohstahlgemeinschaft (1926) als Alternative zum misslungenen « schwerindustriellen Projekt » des Versailler Vertrages*, dans *Industrielles System und politische Entwicklung in der Weimarer Republik*, Droste, Düsseldorf, 1974, p. 552-568.

(6) Les quotas établis par l'E.I.A. en 1926 accordent à l'Allemagne (sans la Sarre) un droit de production d'acier supérieur à 43 % de la totalité de production des sidérurgies des pays réunis dans le cartel : Allemagne, France, Belgique, Luxembourg et Sarre. Et encore ce pourcentage de production ne correspond qu'à 78 % de la capacité de la sidérurgie allemande (encore une fois sans la Sarre, dont le quota de production, comptabilisé séparément, est de près de 6 % de la production totale de la communauté).

(7) On les a recensées dans la Bibliographie de l'exemplaire dactylographié de notre thèse, Université de Paris-I, XV, 4, d.

(8) Nous sommes particulièrement reconnaissant au Dr Alfred Wagner, archiviste du Bundesarchiv, qui fut notre guide dans les fonds du Verein, pendant les recherches que nous y avons faites en 1965 et 1966.

I. — LA PLACE DE LA MINETTE LORRAINE ET LUXEMBOURGEOISE DANS LA SIDERURGIE ALLEMANDE AVANT 1914 (9)

L'Allemagne n'est devenue qu'assez tardivement une grande puissance industrielle dans le courant du XIX^e siècle ; sa « révolution industrielle » date des années 1850, bien après celle de la Grande-Bretagne, de la Belgique ou de la France. En 1870, l'Allemagne ne produit encore que 1 400 000 tonnes de fonte, tandis que la Grande-Bretagne, alors première puissance sidérurgique du monde, en produit plus de 6 millions (10). En 1900, l'Allemagne produit 8 521 000 tonnes de fonte (la Grande-Bretagne, 9 103 000) et 6 646 000 tonnes d'acier (la Grande-Bretagne, 4 979 000). En 1910, 14 793 000 tonnes de fonte et 13 699 000 d'acier en Allemagne (10 172 000 et 6 475 000 en Grande-Bretagne). L'Allemagne est devenue le premier pays sidérurgique d'Europe, et son avance s'accroît de plus en plus vite, puisque, en 1913, elle produit le quart de la production mondiale d'acier, soit 18 935 000 tonnes, alors que la Grande-Bretagne, second producteur européen, n'en produit que 7 786 000 tonnes, soit 41 % de la production allemande (11). La première constatation que l'on fait est donc que, lorsque la guerre survient, le développement de la sidérurgie allemande est relativement récent et qu'il est en accélération continue. Autrement dit, la guerre survient à un moment où la sidérurgie allemande est en plein dynamisme de développement, et où ce développement est loin d'avoir atteint son « régime de croisière » ; il est encore conquérant (12). Parmi les raisons de ce dynamisme, il n'y a pas que la présence du charbon et de la minette dans le sous-sol du Reich ; il y a aussi l'organisation de la production et du marché et la volonté d'entreprise des patrons de la sidérurgie. Voilà sans doute

(9) Les développements qui suivent reprennent, avec des modifications, notre publication originale *Le rôle de la minette dans la sidérurgie allemande et la restructuration de la sidérurgie allemande après le traité de Versailles*, parue en 1973 dans le tome 3 des publications du Centre des relations internationales de Metz.

(10) Les chiffres que l'on utilise dans cette étude sont empruntés en règle générale aux statistiques trouvées dans les dossiers du *Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustriellen*.

(11) Les U.S.A. sont en 1913 les premiers producteurs mondiaux, avec plus de 31 millions de tonnes de fonte et autant d'acier. Mais leur production, presque toute entière absorbée par l'équipement de l'économie américaine, n'interfère guère dans le marché européen, dont les deux pôles sont alors l'ancienne grande puissance, l'Angleterre, et la nouvelle, l'Allemagne.

(12) Mentionnons ici, pour mémoire, le grand débat contemporain entre historiens allemands, et autres, sur les causes profondes de la première guerre mondiale. L'essor de l'économie allemande, et d'abord de sa sidérurgie, en fut-elle une ?

un premier facteur qui nous permettra d'expliquer comment la sidérurgie allemande « récupèrera » après ses amputations de 1919.

Lorsque la guerre survient en 1914, la sidérurgie allemande est non seulement en plein dynamisme de développement, mais aussi en pleine transformation quant à l'implantation géographique de ses usines. La lecture des statistiques montre que la part croissante du « Sud-Ouest » (Lorraine annexée et Luxembourg) dans la fabrication des produits bruts (fonte et acier) est récente elle aussi. La courbe de l'accroissement de production du « Sud-Ouest » suit, dans les deux sens du terme, en parallélisme et dans le temps, la courbe de l'essor de la sidérurgie allemande durant les années de l'avant-guerre. C'est dire quelle part la Lorraine annexée et le Luxembourg sont en train de prendre en 1914 dans la sidérurgie allemande (renvoyons seulement aux pourcentages cités au début du chapitre, à propos des « amputations » de 1919); mais c'est dire aussi que, si la présence, à l'intérieur des frontières douanières du Reich, de la Lorraine annexée et du Luxembourg est une condition de l'essor sidérurgique allemand, le développement de la production luxembourgo-lorraine est UNE CONSÉQUENCE et non LA CAUSE de cet essor sidérurgique allemand : l'origine du mouvement est ailleurs, en Westphalie, où restent, avant 1914, les centres de décision et d'organisation, et où ils demeureront après 1919. Second facteur d'explication de la « récupération » de la sidérurgie allemande après la guerre.

A notre avis, le rôle que joua la minette en 1871 dans l'établissement de la nouvelle frontière germano-française ne fut qu'un rôle secondaire, limité et local (13). Ce fut la conjonction, due au hasard de divers facteurs, qui a permis, plusieurs années après le traité de Francfort, le développement de la sidérurgie en Lorraine annexée, ainsi qu'au Luxembourg d'ailleurs, et qui a entraîné un bouleversement des structures de la sidérurgie allemande : l'invention du procédé Thomas en 1876 et la loi protectionniste allemande du 1^{er} juillet 1879.

L'un et l'autre faits sont pourtant, dans leur origine, étrangers à la minette luxembourgo-lorraine. Thomas est un employé de bureau londonien, assidu des cours du soir et passionné de bricolage; il imagina en 1876 de remplacer les parois acides du convertisseur inventé vingt ans plus tôt par Bessemer par des parois basiques inattaquables par la chaux; or l'introduction de chaux dans le convertisseur permet d'éliminer le phosphore de la fonte en fusion, et donc de fabriquer un bon acier à partir de fontes phosphoreuses. Thomas vendit pour une bouchée de pain le brevet de son invention qui fut appliquée pour la première fois de façon industrielle dans l'usine de Wendel de Hayange en 1880.

Quant à la loi douanière protectionniste de 1879, elle n'a rien

(13) L'on a traité de cette affaire, dont on pense qu'il n'y a pas lieu de la reprendre ici, dans la publication citée ci-dessus, note 9.

à voir, dans ses origines, avec l'invention de Thomas, ni, dans son projet, avec une volonté de développer la sidérurgie en Lorraine et au Luxembourg ; il s'agissait, pour le législateur allemand de 1879, de défendre les revenus de l'agriculture allemande contre la dépréciation des grains consécutive à l'importation des céréales russes, et de défendre la métallurgie allemande, là où elle existait ALORS, c'est-à-dire surtout en Westphalie et en Allemagne moyenne, contre la concurrence des produits anglais. Il n'en reste pas moins que la conjonction de ces deux faits a entraîné des bouleversements considérables ; de là sont sortis, de 1880 à 1914, l'essor extraordinaire de la sidérurgie allemande, qui fut aussi une révolution dans les techniques et l'organisation de la production, et une modification dans l'implantation géographique des usines.

En 1880 donc, l'usine de Wendel de Hayange utilise la première le procédé Thomas de façon industrielle. Il s'agit, pour l'entreprise lorraine, de surmonter le handicap dû au caractère phosphoreux de la minette qu'elle utilise ; de fait, devant le succès des aciers Bessemer et Martin, la sidérurgie installée sur la minette était menacée d'une crise de mévente, voire de disparition. L'essai de Hayange est un succès, succès qui rend toute sa valeur à la minette de Lorraine et du Luxembourg. Les entreprises de la Lorraine annexée, entreprises de fondation française et antérieure à l'annexion du pays par l'Allemagne, sont les premières à adopter le nouveau procédé, puis ce sont les usines de la Sarre voisine : la Lorraine annexée peut développer sa production de fonte phosphoreuse, qui trouve désormais un débouché facile dans les aciéries déjà anciennes et solides de la Sarre, où, grâce au nouveau procédé, on peut la transformer en bon acier, en acier aussi bon que celui de Westphalie. La proximité géographique de la Lorraine du Nord et de la Sarre, à l'intérieur d'un même système législatif, douanier et commercial, permet la première phase du « décollage » de la sidérurgie de Lorraine annexée ; cette phase « sarro-lorraine » de l'essor de la sidérurgie de Lorraine annexée se situe en gros entre 1880 et 1900. Bientôt les aciéries sarroises ne se contentent pas de traiter les produits bruts fournis par les vieilles entreprises d'origine française, comme Hayange ou Moyeuve, mais elles acquièrent à leur tour des concessions de mines de fer en Lorraine annexée ; bien plus, elles implantent sur le minerai de fer, donc en Lorraine, le premier stade du travail sidérurgique, la fabrication de la fonte dans les hauts fourneaux, pour des raisons évidentes d'économie de transport : des deux matières premières nécessaires au travail des hauts fourneaux, le minerai de fer et le coke, le minerai est la plus pondéreuse, d'autant plus que la minette est relativement pauvre en fer, et qu'il en faut donc des quantités plus grandes ; il est plus économique, et donc plus rationnel, de faire aller le coke à la minette que de faire venir la minette au coke. Les aciéries sarroises de Dillingen — où, il est vrai, l'influence française avait toujours été sensible — inaugurent ce mouvement de glissement

en construisant, dès 1881 (un an seulement après le succès de Hayange), des hauts fourneaux à Rédange, à l'extrémité occidentale de la Lorraine annexée ; Stumm, de Neunkirchen, en fait autant en 1890 à Uckange, au sud de Thionville, puis Röchling, en 1898, à Thionville même. Ainsi apparaît une disjonction géographique, au sein d'une même entreprise, entre les différents stades du travail sidérurgique ; cette disjonction apparaît nécessaire pour suivre le progrès technique et abaisser les prix de revient, et elle est rendue possible par l'appartenance à une même entité politique, donc législative, commerciale et douanière. Entre 1880 et 1900, il y a, en même temps qu'un essor, une sorte de fusion des économies sidérurgiques de Lorraine annexée et de Sarre. Certes les aciéries, que l'on ne peut pas déplacer, restent là où elles sont, en Sarre, mais les hauts fourneaux s'établiront de plus en plus sur le minerai, donc en Lorraine ; et l'on constate qu'avec le développement, la modernisation et la rationalisation du travail sidérurgique, le haut fourneau a de plus en plus tendance à attirer à lui les stades du travail sidérurgique qui suivent sa propre fonction de fabrication de la fonte : aciéries, laminoirs, etc... Il y a à cela des raisons de coût des transports (plus les produits à transporter sont élaborés, plus le rapport de leur valeur propre au coût du transport est bon) ; mais il y a surtout la raison technique que le haut fourneau n'est plus seulement un instrument de transformation du minerai de fer en fonte avec l'aide de coke, mais qu'il est devenu une source de richesse et d'énergie, par la récupération des gaz, de la chaleur, voire des scories. A côté de sa fonction d'instrument de transformation, le haut fourneau a acquis une fonction de moteur, dont la puissance est de très loin supérieure aux nécessités de son propre fonctionnement. Pour ne pas gaspiller le rendement de cette source d'énergie et de ce moteur qu'est devenu le haut fourneau, l'entreprise sidérurgique a tout intérêt à installer progressivement à côté du haut fourneau, pour en utiliser le surplus d'énergie, les stades ultérieurs du travail sidérurgique : aciéries, laminoirs etc... On assiste ainsi à un glissement géographique de l'implantation de la sidérurgie de son ancien pôle (les aciéries) à son nouveau pôle (le haut fourneau sur le minerai de fer). Il n'est que de lire les statistiques pour s'en convaincre.

Entre 1880 et 1900 le glissement s'effectue surtout de la Sarre vers la Lorraine annexée, ce qui n'affecte, après tout, qu'une partie minoritaire, et, pour si importante qu'elle soit, marginale de la sidérurgie allemande. Or, par la suite, c'est la sidérurgie de la Ruhr elle-même qui connaît la disjonction technique et le glissement géographique qu'avait connu la sidérurgie sarroise entre 1880 et 1900.

Ce glissement, pourtant, n'allait pas de soi : la sidérurgie westphalienne, utilisant le fer de l'Allemagne moyenne et le coke de la Ruhr, s'était développée d'elle-même, sans avoir aucun

recours à la Sarre, à la Lorraine ou au Luxembourg. De plus, la Sarre, la Lorraine et le Luxembourg étaient géographiquement enclavées, séparées de l'artère du Rhin et du bassin de la Ruhr par le massif schisteux rhénan, que traverse, certes, la Moselle, mais elle n'est pas navigable (14). Ayant leurs usines bien concentrées à proximité de l'axe majeur de la circulation du continent européen, ayant leurs techniques, leurs sources d'approvisionnement et leurs débouchés, les sidérurgistes de la Ruhr ne s'intéressèrent pas aussi rapidement que les Sarrois à la minette, minéral pauvre, perdu derrière deux cents kilomètres de hautes terres. Les gens de la Ruhr acquièrent toutefois assez tôt le brevet Thomas, ce qui leur permettait d'élargir leur approvisionnement, en ayant recours aussi à des fontes lorraines. En 1891, la REICHSBAHN établit des tarifs préférentiels pour le transport du coke et de la minette entre la Ruhr et la Lorraine ; cette mesure va amener l'implantation des entreprises de la Ruhr dans le « Sud-Ouest ». Entre 1891 et 1900, les entreprises de la Ruhr acquièrent des concessions de mines de fer en Lorraine, où elles dépassent rapidement les entreprises sarroises, qui leur avaient montré le chemin dix ans plus tôt. Dès 1900, il n'est pas une seule entreprise importante de la Ruhr qui ne soit devenue propriétaire de mines de fer en Lorraine, et, en 1913, sur 29.000 hectares de concessions exploitables en Lorraine annexée, 13.617 appartiendront à des entreprises de la Ruhr (15).

Après l'acquisition de concessions de mines de fer, viennent, à partir de 1903, les fusions de sociétés, puis la construction, par les entreprises de la Ruhr, de hauts fourneaux, d'aciéries et de trains de laminoirs en Lorraine annexée et au Luxembourg. L'étape décisive est franchie, entre 1903 et 1907, par des houillères de la Ruhr, LES GELSENKIRCHENER BERGWERKS A.G., de Gelsenkirchen ; après une fusion avec le AACHENER HUTTENVEREIN d'Aix-la-Chapelle (16), elles deviennent propriétaires des hauts fourneaux d'Audun-

(14) L'histoire de la canalisation de la Moselle, des années 1860 aux années 1960, fournirait à coup sûr matière à une étude fort intéressante. Bien que d'intérêt moins général, l'histoire du projet et de la réalisation du canal des Houillères, de Sarrebruck au canal de la Marne au Rhin, de 1806 à 1866, fournirait, elle aussi, la matière d'une étude révélatrice.

(15) Bundesarchiv R 13 I/287, *Strukturveränderungen der deutschen Wirtschaft, insbesondere der Ruhrindustrie im Zusammenhang mit der Abtretung Elsass-Lothringens, der Saar und Luxemburgs*, p. 13. On sait que, ne se limitant pas à la Lorraine annexée, dont le patrimoine ferrifère est bientôt partagé, les entreprises de la Ruhr acquièrent avant 1914 des concessions en Lorraine restée française. Cf. R. POIDEVIN, *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, pages 520-531.

(16) Le relais d'une entreprise du bassin d'Aix-la-Chapelle, entre la Ruhr et la Lorraine, est à remarquer. C'est la concentration horizontale qui amène les houillères de la Ruhr à s'intéresser à des entreprises du bassin d'Aix. Ces dernières ont, depuis longtemps, des relations avec le Luxembourg et la Lorraine, relations que vont utiliser les houillères de la Ruhr pour s'intéresser au Luxembourg et à la Lorraine, ne serait-ce que pour y trouver un débouché pour leur coke, d'où acquisition de hauts fourneaux ; la concentration horizontale va déboucher sur une concentration verticale.

le-Tiche (17). Le mouvement de la Ruhr vers le « Sud-Ouest » est lancé. Le procédé Thomas appelle la concentration verticale dans la sidérurgie, pour profiter au mieux des ressources énergétiques du haut fourneau moderne. Qui, mieux que les grosses entreprises de la Ruhr, peut installer de toutes pièces, sur la minette lorraine et luxembourgeoise, des complexes, géants pour l'époque, rassemblant mines, hauts fourneaux, aciéries et laminoirs ? C'est ce qui se produit, entre 1907 et 1914, à un rythme de construction extraordinaire et de plus en plus rapide.

Il est vrai que les sources traditionnelles d'approvisionnement en minerai de fer de la sidérurgie de la Ruhr ne peuvent suffire à suivre la cadence du développement de cette industrie, et il ne pourrait venir à l'esprit d'aucun industriel allemand, dans la puissance du Reich des années 1910-1913, que l'Allemagne pourrait perdre la Lorraine annexée en 1871, ou que le Luxembourg dénonce l'union économique et douanière qui le rattache à son puissant voisin. L'implantation des firmes de la Ruhr en Lorraine annexée et au Luxembourg entre 1907 et 1914, par fusion avec des firmes locales, rachats, extension d'entreprises anciennes ou création d'entreprises nouvelles, justifierait une étude ; contentons-nous ici de citer les réalisations les plus spectaculaires (18). Thyssen construit et met en route, entre 1911 et 1914, son complexe sidérurgique de Hagondage, entre Metz et Thionville, l'un des plus gros complexes sidérurgiques d'Europe : six hauts fourneaux utilisant la minette, une aciérie Thomas à cinq convertisseurs, une aciérie Martin à deux fours, une aciérie électrique à deux fours et un train de laminoirs ; le complexe produit, dès 1913, 490.000 tonnes de fonte et 435.00 tonnes d'acier. Au Luxembourg, la DEUTSCH-LUXEMBURGISCHE BERGWERKS UND HUTTEN A.G. est née en 1899 de la fusion des hauts fourneaux luxembourgeois de Differdange et d'une mine de houille de la Ruhr ; entre 1901 et 1911, par concentrations verticale et horizontale, dans la Ruhr, le Luxembourg, la Sarre et la Lorraine annexée (Ottange), elle devient une entreprise gigantesque. La GELSENKIRCHENER BERGWERKS A.G., dont on a déjà parlé, inaugure en 1914 l'immense usine, ultra-moderne pour l'époque, de Belval, à coté d'Esch-sur-Alzette. Citons enfin la création en 1911 des Aciéries Réunies de Burbach, Eich et Dudelange (ARBED), avec siège à Luxembourg et implantation au Luxembourg, dans le bassin d'Aix-la-Chapelle et dans la Sarre.

La guerre, on le voit, intervient alors que le glissement géographique de l'industrie lourde allemande de la Ruhr vers le « Sud-Ouest » lorrain et luxembourgeois est en plein mouvement : Krupp

(17) Bundesarchiv R 131/287, *ibidem*, p. 14.

(18) On trouvera un tableau des entreprises d'origine allemande en Lorraine annexée, en 1913, dans K. SCHILLING, *Die wirtschaftliche Eingliederung der elsass-lothringischen Montanindustrie in dem französischen Wirtschaftsorganismus*, p. 13 à 15.

s'apprête, lui aussi, à faire ce que Thyssen vient de faire. Cela ne veut pas dire qu'il y ait, en 1914, une concurrence entre le « Nord-Ouest » (la Ruhr) et le « Sud-Ouest ». Ce sont les mêmes firmes qui sont implantées dans les deux régions et qui répartissent leurs exploitations, leurs mines et leurs usines entre les deux, pour la meilleure rationalisation possible. Au demeurant, les solides organisations de la sidérurgie allemande, que sont le ROHEISENSYNDIKAT et le STAHLWERKSVERBAND, assurent le bon fonctionnement de l'ensemble. En 1914, la Ruhr, la Lorraine et le Luxembourg constituent en fait une seule région sidérurgique dirigée par la Ruhr (19) ; en Lorraine annexée, les vieilles entreprises d'origine française, et qui ont conservé leur indépendance, comme « Les petits-fils de F. de Wendel » (20), ne représentent plus qu'un pourcentage minoritaire de la production ; on peut estimer qu'en 1914 les trois quarts, au moins, de la production de la Lorraine annexée sont le fait d'entreprises récentes de fondation allemande.

Pour nous résumer, on peut caractériser ainsi les structures de la sidérurgie du « Sud-Ouest » (Sarre, Luxembourg et Lorraine annexée) en 1914 : les entreprises d'implantation locale ancienne (aciéries sarroises, « Les petits-fils de F. de Wendel », une ou deux firmes luxembourgeoises) présentent sur place, dans le « Sud-Ouest », un équilibre entre les différents stades du travail sidérurgique, même si elles ont des prolongements hors du « Sud-Ouest » (21) ; en revanche, toutes les entreprises d'implantation récente, en gros depuis 1900, appartiennent directement ou indirectement à des firmes de la Ruhr et font partie du système sidérurgique de la Ruhr ; les produits bruts ou semi-finis venant de ces usines sont ensuite transportés dans les usines de la Ruhr pour les diverses tâches de finissage et de transformation. Non pas que la Ruhr ait renoncé à la fabrication des produits bruts : en 1913, la Rhénanie et la Westphalie produisent 8.209.157 tonnes de fonte et 10.112.042 tonnes d'acier, alors que le « Sud-Ouest » ne produit que 7.788.707 tonnes de fonte et 5.702.442 tonnes d'acier. Mais la part prise par le « Sud-Ouest » dans l'approvisionnement des usines de finissage et de transformation de la Westphalie et de la Rhénanie est en constant accroissement et est devenue vitale. En 1914, le corps de la sidérurgie allemande est toujours dans la Ruhr : c'est là que sont le charbon, la population ouvrière nombreuse et expérimentée, les organisations patronales et commerciales, les sièges

(19) Les entreprises de la Sarre, tout en faisant partie du Roheisenverband et du Stahlwerksverband, et en ayant étendu leurs activités à la Lorraine annexée et au Luxembourg, conservent leur indépendance à l'égard de la domination de la Ruhr. De même les puissances ARBED luxembourgeoises.

(20) La firme de Wendel, qui a conservé ce nom pour ses entreprises situées en territoire resté français, a fondé, après l'annexion de 1871, une société distincte, portant le nom « Les petits-fils de François de Wendel », pour gérer les biens de la famille situés en territoire annexé par l'Allemagne.

(21) Surtout mines de houille en Westphalie ou bassin d'Aix, pour assurer l'approvisionnement en coke (de Wendel, ARBED).

des firmes, les très nombreuses usines de transformation qui assurent les débouchés, l'appareil bancaire, l'axe du Rhin. Mais le socle sur lequel repose cet édifice complexe est, pour une part de plus en plus grande, à deux cents kilomètres de là, sur la frontière, en Lorraine et au Luxembourg, avec la minette et la fonte et l'acier bruts qu'on en tire : en 1914, sur 376 hauts fourneaux en fonctionnement en Allemagne, 138 le sont dans le « Sud-Ouest ».

II. — LES RUPTURES DE 1919

L'année 1919 rompt les liens organiques qui s'étaient noués et développés depuis vingt à vingt-cinq ans entre le « Nord-Ouest » de la Ruhr et le « Sud-Ouest » de la Lorraine annexée (22) et du Luxembourg. On a vu quelle importance quantitative le « Sud-Ouest » avait pris dans le fonctionnement de la sidérurgie allemande ; il faut y ajouter l'importance qualitative ; certes, les centres de décision et d'organisation, les débouchés dans l'industrie de transformation, etc... étaient restés dans la Ruhr, mais les entreprises de la Ruhr avaient eu tendance à modifier les techniques et les structures de leurs usines de la Ruhr même en fonction du procédé Thomas, c'est-à-dire de l'approvisionnement privilégié de la sidérurgie en minette. Après tout, les conditions techniques de l'époque permettent de fabriquer de la fonte et de l'acier en grande quantité et à bas prix, à partir de la minette ; et l'Allemagne avait eu à sa disposition, sur son territoire douanier, de vastes ressources en minette. On comprend pourquoi la sidérurgie allemande s'était mise à l'heure de la minette, et donc du procédé Thomas, là où des aciéries se sont implantées sur la minette même, bien sûr, mais aussi dans la Ruhr. On voit donc quelle est la gravité, non seulement quantitative, mais aussi qualitative, des ruptures de 1919, qui séparent l'ancien « Sud-Ouest » sidérurgique de l'économie allemande. La sortie de la Moselle, du Luxembourg et de la Sarre du système économique allemand, ce ne sont pas seulement des pourcentages de production à soustraire des statistiques de la sidérurgie allemande, aux diverses rubriques : minerai, fonte, acier, produits laminés ; c'est l'ensemble du fonctionnement, des techniques et de la vie de la sidérurgie allemande qui risque d'être remis en question. La minette, ce n'est pas seulement l'une des deux matières premières de la sidérurgie allemande, c'est aussi la matière première en fonction de laquelle se sont imposées les techniques qui ont permis les bas prix de revient.

Or, les ruptures de 1919 sont très nettes. Si les sidérurgistes allemands paraissent avoir entretenu quelque temps l'espoir de conserver la propriété de leurs entreprises du « Sud-Ouest », malgré les modifications de souveraineté territoriale, le texte du traité de paix en montre la vanité. Et l'application du traité est, sur ce point, rigoureuse et immédiate.

(22) Pour la partie de la Lorraine annexée par l'Allemagne en 1871 et recouvrée par la France en 1919, on emploie désormais le mot *Moselle*, étant entendu qu'il s'agit du département de la Moselle dans ses limites de 1919.

L'analyse des clauses économiques du traité de Versailles a été quelque peu délaissée jusqu'à présent par les historiens ; elle justifie cependant une étude, notamment l'analyse des clauses concernant le charbon et la sidérurgie, soit directement, par leur contenu intrinsèque, soit indirectement par les conséquences des décisions prises (23). Quels pourraient être les grands axes d'une telle analyse ?

Les changements de souveraineté territoriale et douanière concernant la Lorraine désannexée, le Luxembourg et la Sarre

Il y a d'abord les clauses concernant le statut de souveraineté territoriale et douanière de la Moselle, du Luxembourg et du « Bassin de la Sarre » (24). La Moselle redevient française politiquement et économiquement ; mais, en plus, le traité prévoit explicitement la liquidation de tous les biens appartenant à des particuliers ou à des sociétés allemandes (article 74) et le droit, pour l'Etat français, d'interdire à l'avenir toute participation allemande dans la propriété des mines et des établissements métallurgiques (article 70). C'est dire que le traité prévoit le passage de mains allemandes en mains françaises de tout le patrimoine sidérurgique que les entreprises de la Sarre, puis de la Ruhr, avaient implanté en Lorraine annexée : mines, hauts fourneaux, aciéries, laminoirs. C'est dire aussi que les entreprises allemandes doivent renoncer, pour l'avenir, à toute idée de nouvelle installation en Lorraine. Le mouvement de glissement géographique et technique de la sidérurgie allemande de la Ruhr vers la minette lorraine, mouvement dont on sait qu'il était en plein développement quand la guerre est survenue, est brisé net par ces deux articles du traité de Versailles.

Pour le Luxembourg, le traité confirme la rupture de l'union douanière avec l'Allemagne. Dès le 18 janvier 1919, la nouvelle souveraine du Luxembourg, la Grande Duchesse Charlotte, avait dénoncé l'appartenance de son pays au ZOLLVEREIN, en même temps qu'elle prêtait serment ; la conjonction des deux événements n'avait sans doute pas été entièrement fortuite. L'article 40 du traité confirme donc cette rupture, et, par l'article 41, l'Allemagne s'engage par avance à faire bénéficier le Luxembourg des avantages et droits économiques que les puissances alliées pourraient demander pour lui. C'est qu'en effet le sort politique, et surtout le futur statut douanier du Luxembourg ne sont pas encore fixés au moment

(23) Il y a le livre de Ferdinand FRIEDENSBURG, *Kohle und Eisen im Weltkriege und in den Friedensschlüssen*, Oldenbourg, 1934 ; mais ce livre, qui reste descriptif et assez superficiel, ne montre pas les richesses d'intention que l'on peut deviner derrière le texte du traité de Versailles.

(24) On laisse ici de côté l'affaire de Haute-Silésie, parce que sa partition ne posera pas à la sidérurgie allemande un problème de restructuration générale, comme l'amputation du « Sud-Ouest » ; il n'y a pas entre la Haute-Silésie et le reste de la sidérurgie allemande des liens organiques comparables à ceux qui s'étaient noués entre la Ruhr et le « Sud-Ouest ».

de la rédaction et de la signature du traité de Versailles. A défaut d'une annexion politique, la France songe alors à une incorporation du Grand Duché dans son système douanier, c'est-à-dire à une incorporation de la sidérurgie implantée au Luxembourg dans le système économique français. Dans de telles perspectives, l'article 41 du traité prend un singulier relief ; sans aller sans doute jusqu'à permettre l'expropriation des biens allemands, au Luxembourg comme en Moselle, l'article 41 permettait d'harmoniser la politique du commerce extérieur du Grand Duché avec celle de la France (25).

Quant au « Territoire de la Sarre », création du traité de Versailles, il n'est prévu de transfert de propriété que pour les mines de charbon qui étaient mines domaniales des Etats de Prusse et de Bavière et deviennent mines domaniales de l'Etat français. Le traité ne prévoit pas de transfert de propriété pour la sidérurgie, mais on verra que dans ce domaine la pratique des années d'après guerre ira plus loin que le traité. Enfin, il est évident qu'au point de départ, en 1919, au moment de la rédaction du traité, le négociateur français envisage comme possible et souhaitable une annexion de la Sarre ; le statut provisoire de la Sarre, prévu pour quinze ans, est une position de repli devant l'opposition anglo-saxonne à l'annexion par la France ; mais, pour le négociateur français de 1919, il n'est pas interdit de penser que le statut provisoire de la Sarre puisse se transformer en un détachement permanent de la Sarre de l'Allemagne et en un rattachement permanent au système, sinon politique, tout au moins douanier et économique de la France.

Bref, les diverses clauses du traité de Versailles concernant le statut territorial et douanier de la Lorraine désannexée, du Luxembourg et de la Sarre, ont pour effet de démanteler l'ancien « Sud-Ouest » sidérurgique allemand. La France est la principale bénéficiaire de ces dispositions et, à vrai dire même, il n'apparaît pas impossible en 1919 que tout l'ancien « Sud-Ouest » sidérurgique passe du domaine économique allemand au domaine économique français, par le biais d'unions douanières étendant les frontières économiques de la France au-delà de ses frontières politiques.

A côté des clauses concernant le statut territorial et douanier et, dans certains cas, les transferts de propriété, le traité de Versailles

(25) Les tribulations politiques et douanières du Luxembourg, de 1919 à 1922, entre la sortie du *Zollverein* allemand et la constitution de l'Union douanière belgo-luxembourgeoise, mériteraient des recherches. Elles montreraient les efforts français en vue d'une union douanière franco-luxembourgeoise et d'une fusion de la sidérurgie luxembourgeoise dans le système économique français. Les raisons de l'échec de ces projets sont à chercher sans doute à l'extérieur du Grand-Duché, plutôt qu'à l'intérieur. On a eu l'occasion d'évoquer ces problèmes dans une communication que l'on a faite en février 1969 sur Emile Mayrisch, devant la Société d'histoire moderne. La thèse de doctorat en préparation de G. TRAUSCH apportera sans doute beaucoup sur cette affaire.

contient de nombreuses clauses concernant la circulation des produits par-dessus les nouvelles frontières, clauses qui sont très importantes pour les sidérurgies allemande et française. Il y a LES CLAUSES DES « CINQ ANS » concernant le commerce entre l'ancien Reichsland d'Alsace-Lorraine, la Sarre et l'Allemagne, les clauses permanentes sur la circulation des produits métallurgiques entre la Sarre et l'Allemagne, et les clauses sur les obligations de livraison de charbon et de coke par l'Allemagne.

On s'étonne de constater que les clauses des « cinq ans » sont de façon générale totalement ignorées des historiens ; pour notre part, nous sommes convaincus de leur importance dans la vie économique, et aussi politique, de l'après-guerre. De quoi s'agit-il ? Le traité prévoit la possibilité de maintenir les anciens circuits commerciaux, et partant économiques, par-dessus les nouvelles frontières politiques et douanières créées par le traité, et cela pendant une durée de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du traité, c'est-à-dire jusqu'au 10 janvier 1925. Pendant cinq ans, les matières premières et les produits manufacturés en provenance des départements alsaciens et lorrain recouverts par la France pourront entrer, libres de douane, en Allemagne, selon des quantités fixées chaque année par le gouvernement français et notifiées au gouvernement allemand ; les quantités fixées pourront s'élever jusqu'aux quantités envoyées au cours des dernières années de l'avant-guerre (articles 68 et 268 du traité). Pour la Sarre, toutes les exportations de produits sarrois, quels qu'ils soient, vers l'Allemagne seront libres de tout droit de douane pendant cinq ans ; et, au-delà de ces cinq ans, les exportations vers l'Allemagne de produits métallurgiques et de charbon en provenance de la Sarre seront de façon permanente libres de douane.

On devine l'importance de ces clauses commerciales des cinq ans. On constate qu'elles ne sont pas réciproques et qu'elles sont provisoires. Il s'agit au fond d'assurer aux entreprises alsaciennes, lorraines et sarroises, qui passent du système économique allemand au système économique français, leurs anciens débouchés en Allemagne pendant cinq ans. C'est dire que le traité donne cinq ans à la France pour construire un nouveau système économique, incorporant les entreprises alsaciennes, lorraines et sarroises, et leur assurant des débouchés pour remplacer ceux qui seront perdus ou rendus d'accès plus difficile par l'établissement des nouvelles frontières douanières. Pour cinq ans, la France détient, grâce à ces clauses, l'avantage et l'initiative face à l'Allemagne dans le domaine du commerce international. Derrière le commerce international, ce qui est évidemment en jeu, bien que non stipulé expressément, ce sont les équilibres et les structures des sidérurgies allemande et française. Bien sûr, ces clauses concernent tous les produits alsaciens-lorrains ou sarrois ; mais ce sont les produits sidérurgiques de Moselle qui tiennent, et de très loin, la première place dans la circulation des biens de l'ancien Reichsland vers l'Alle-

magne (26). Donc les clauses des cinq ans accordent à la France le même délai — on est tenté d'écrire le même sursis — pour assimiler le gigantesque potentiel sidérurgique d'origine allemande de Moselle dont la France se rend propriétaire par l'article 74 (liquidation des biens allemands); il s'agira de trouver des débouchés. Tout naturellement la concurrence se fera vive entre la sidérurgie allemande et la sidérurgie française autour des débouchés. Si la sidérurgie allemande ne veut pas perdre la course de vitesse qui commence, du fait du traité de Versailles, avec la sidérurgie française autour des débouchés, il lui faudra, sans perdre de temps, se restructurer pour compenser le manque à produire résultant des amputations territoriales, et défendre le marché intérieur allemand contre l'invasion des produits lorrains et sarrois, maintenant économiquement français, et qui peuvent profiter des clauses des cinq ans pour conquérir les marchés en Allemagne même.

Le traité de Versailles et le charbon

Il faut enfin compléter ce tour d'horizon des clauses de Versailles intéressant la sidérurgie par les clauses sur le charbon (27). Ces clauses prennent place dans le chapitre du traité ayant rapport aux réparations (annexe V à la partie VIII); les livraisons de charbon, dont il est fait obligation à l'Allemagne, sont présentées par le traité comme une modalité des réparations dues par l'Allemagne. Mais on comprend aisément que l'affaire dépasse le cadre des réparations; elle met en jeu les structures profondes de l'économie allemande et des économies de ses vainqueurs, et d'abord de la France.

Le charbon est, dans les conditions de l'économie de l'époque, la source principale d'énergie; d'autre part, transformé en coke, il est l'une des deux matières premières de la sidérurgie, industrie de base des économies d'alors. L'Allemagne est riche en charbon, et son charbon, surtout celui de la Ruhr, donne du coke métallurgique d'excellente qualité. Les obligations de livraisons de charbon et de coke, que le traité de Versailles crée à l'Allemagne, vont au-delà de la compensation pour le manque à produire des mines françaises du Nord et du Pas-de-Calais mises hors service par la guerre ou l'armée allemande en retraite. Elles visent à assurer pendant dix ans l'approvisionnement en charbon et en coke nécessaire à la France (dans ses nouvelles frontières), à la Belgique, au Luxem-

(26) Les autres produits alsaciens-lorrains pour lesquels l'entrée libre sur le marché allemand a de l'importance, sont les textiles et le vin. Ils affectent des branches importantes de l'économie alsacienne, mais ne mettent pas en jeu des intérêts aussi considérables que ceux de la sidérurgie moselane. Voir, ci-dessous, le chapitre IV.

(27) Il y a sur ce sujet un ouvrage un peu ancien, et presque parfaitement méconnu, mais fort utile: Henri MARCESCHE, *le charbon, élément de réparations et de négociations dans le traité de Versailles et les accords qui l'ont suivi*, Lorient, 1933.

bourg et à l'Italie, pour permettre à ces pays de faire fonctionner au plein de leurs capacités leurs économies ET LEURS SIDÉRURGIES. Ainsi, les livraisons de charbon allemand à la France, d'après Versailles, doivent s'élever au manque à produire provisoire des mines du Nord et du Pas-de-Calais (chiffre qui peut s'élever à vingt millions de tonnes par an pendant les cinq premières années d'exécution du traité) *plus* sept millions de tonnes par an. Vingt-sept millions de tonnes par an à la France, huit millions de tonnes par an à la Belgique, un chiffre variant de quatre millions et demi à huit millions et demi de tonnes par an à l'Italie, les mêmes livraisons qu'avant-guerre au Luxembourg, on arrive aux alentours de quarante-cinq millions de tonnes de charbon que l'Allemagne pourrait être obligée de livrer chaque année à ses anciens ennemis, durant les premières années d'après-guerre tout au moins.

L'un des aspects des choses est de fournir aux économies de la France, de la Belgique, du Luxembourg et de l'Italie, les moyens de fonctionner, voire de se développer (28). L'autre aspect des choses est l'amputation considérable du potentiel de l'Allemagne en énergie et en coke métallurgique (selon le traité, (29) les pays bénéficiaires sont libres d'exiger de l'Allemagne, dans les proportions qu'ils veulent, du coke métallurgique au lieu de charbon, à raison de trois tonnes de coke au lieu de quatre tonnes de charbon). Si l'on ajoute aux quarante-cinq millions de tonnes d'obligations de livraisons le transfert des mines de la Sarre à l'Etat français et, bientôt, la partition au profit de la Pologne de la Haute-Silésie, on constate que le traité de Versailles au travers de diverses clauses, territoriales, douanières ou de réparations, a l'ambition de créer, au détriment de l'économie allemande, un véritable goulet d'étranglement, en limitant les quantités de charbon et de coke qui resteraient à sa disposition. On devine, à vrai dire, un vaste projet, visant à freiner, voire à restreindre, l'expansion industrielle allemande, et à faciliter, au contraire, l'expansion industrielle de la France, de la Belgique, de l'Italie et de la Pologne. Au bout du projet, c'est une modification profonde du rapport des forces industrielles sur le continent européen que l'on paraît ambitionner.

La sidérurgie en Allemagne et chez ses voisins, anciens ennemis et futurs concurrents, est l'industrie qui est le plus directement affectée par les diverses stipulations du traité sur le charbon. Dans le cas de la France, les chiffres d'obligations de livraisons de charbon allemand devraient permettre à la sidérurgie (celle de la « vieille France » plus celle de Moselle) de fonctionner au plein de sa capacité. Les clauses charbonnières du traité complètent donc les

(28) La volonté de faciliter le développement industriel est particulièrement nette pour l'Italie, au bénéfice de laquelle le traité prévoit un accroissement, entre 1920 et 1924, de quatre millions et demi à huit millions et demi de tonnes des obligations de livraisons allemandes de charbon.

(29) Article 7 de l'annexe V à la partie VIII.

clauses de séquestre et de liquidation des entreprises allemandes de Moselle, pour assurer le transfert de l'économie allemande à l'économie française d'un important potentiel sidérurgique ; c'est d'un véritable transfert de puissance qu'il s'agit, ou, plus exactement, que l'on ambitionne. L'Allemagne laissera-t-elle s'accomplir le transfert de puissance prévu par le traité, et avec l'ampleur que prépare le traité ? Voilà qui va occuper les relations franco-allemandes des années d'après-guerre.

Le « projet sidérurgique » du traité de Versailles

Notre thèse est donc qu'il y a dans le traité de Versailles un projet sidérurgique français ; les éléments en sont épars, sous des rubriques diverses, dans plusieurs parties du traité, mais leur analyse conjointe aboutit à un plan cohérent, tout au moins en théorie. Il importerait dès lors de savoir comment le projet a été élaboré. L'étude, ici, reste à faire ; il faudrait avoir recours à toutes sortes de fonds d'archives officiels et privés, et la recherche devrait sans doute remonter bien en amont de la négociation même du traité. Tel n'est pas au demeurant notre propos ici ; on voudrait seulement souligner deux aspects des choses qui contribuent, pensons-nous, à expliquer l'évolution ultérieure de l'affaire : la contradiction des intérêts français et anglais et l'absence d'unité de vues entre les milieux d'affaires français et le négociateur officiel français.

Dès avant la guerre, et alors qu'elle n'avait pas encore le souci d'approvisionner la sidérurgie de Moselle, l'économie française était déficitaire en charbon et en coke ; l'Angleterre en vendait à la France, et les produits charbonniers anglais et allemands étaient en concurrence sur le marché français. Les exportations de charbon tiennent une place importante dans le commerce extérieur anglais ; l'Angleterre ne peut qu'être très sensible à tout ce qui peut toucher ses exportations de charbon dans les difficiles années de la « reconstruction économique » de l'après-guerre. Or, si l'on analyse les chiffres contenus dans le traité de Versailles, on s'aperçoit que la France pourrait couvrir une bonne part de ses besoins en charbons étrangers avec les livraisons allemandes au titre des réparations ; ces livraisons devraient permettre le fonctionnement, à pleine capacité de production, de la sidérurgie de la Moselle recouvrée ; c'est-à-dire que la France aurait les moyens d'ambitionner de devenir, à la place de l'Allemagne, la première puissance sidérurgique d'Europe ; l'Angleterre perdrait dans ce cas le contrôle indirect qu'elle avait eu jusqu'alors sur la puissance industrielle française du fait de la dépendance de l'économie française à l'égard des importations de charbon. On peut s'interroger sur les raisons qui ont amené le négociateur anglais à accepter l'inscription dans le traité de clauses qui pourraient menacer les exportations anglaises. Sans doute le poids moral de la France, durant les premiers mois de 1919, permet-il d'expliquer

bien des choses ; toutefois une lecture attentive des clauses charbonnières du traité mène à remarquer qu'il ne fixe pas seulement les quantités de charbon que l'Allemagne doit livrer, mais qu'il établit aussi des règles sur les prix auxquels les charbons allemands doivent être comptabilisés ; stipulations complexes, qui paraissent d'une technicité ardue et anodine, mais dont l'effet semble être de préparer un verrou à l'approvisionnement exclusif du marché français par des charbons allemands de réparations, et de préserver les chances des charbons anglais sur ce marché. On comprend facilement pourquoi l'Angleterre sera beaucoup plus sensible que la France, au cours des années suivantes, aux demandes allemandes de révision en réduction des obligations de livraisons du traité. Il y a là une divergence profonde des projets français et anglais, que l'on ne fait que deviner dans le texte du traité, mais qui deviendra vite patente, qui aboutira à une diminution considérable des obligations allemandes de livraisons, ce qui permettra à la Ruhr de conserver le moyen d'utiliser à plein son potentiel sidérurgique.

L'autre point est l'absence d'unité de vues en France. Il y a lieu de penser que le projet sidérurgique français du traité de Versailles est l'œuvre du seul négociateur officiel français, c'est-à-dire de hauts fonctionnaires de ministères, mais qu'il n'exprime pas une volonté délibérée et concertée de la sidérurgie française. Pendant la préparation du traité, il n'a pas été fait appel à des experts privés français, venant par exemple du Comité des Forges. Le projet français est cohérent et logique, si l'on s'en tient à l'étude des statistiques. Mais est-il réalisable ? Il appartiendra à la sidérurgie française de le mettre en œuvre ; le veut-elle et en est-elle capable ? Les milieux d'affaires français du charbon, du fer et de l'acier sont bien loin de former, en 1919, un bloc uni ; il y a les houillères et il y a la sidérurgie, dont les intérêts ne sont pas les mêmes, car il n'y a pas eu en France la concentration qu'a connue l'Allemagne et qui crée une communauté d'intérêts ; en France, l'intérêt des houillères est de vendre charbon et coke le plus cher possible ; l'intérêt de la sidérurgie est de se procurer du coke au plus bas prix possible, d'où qu'il vienne. Et à l'intérieur de la sidérurgie française, que de divergences d'intérêts et de projets ! Le Comité des Forges n'est en rien un organisme imposant une discipline quelconque à ses membres ; la sidérurgie française n'a aucune association comparable au ROHEISENVERBAND ou au STAHLWERKSVERBAND allemands. De plus, il n'y a pas, dans la France de 1919, une région sidérurgique dont le poids soit suffisant pour imposer sa loi à l'ensemble de la sidérurgie nationale et fixer une ligne de conduite, comme c'est le cas en Allemagne avec la Ruhr. Il y a, en France, le Nord, le Centre et la Lorraine, ou plus exactement, en 1919, les deux Lorraines. Le Nord est provisoirement privé de son charbon, mais peut espérer retrouver rapidement son approvisionnement local, et il dispose de débouchés traditionnels pour sa sidérurgie dans de nombreuses industries

de transformation (30). Le Centre a vieilli dans ses structures ; ses prix de revient sont élevés, mais il a connu pendant la guerre un regain très grand d'activité, du fait des nécessités de la production industrielle de guerre alors que le Nord et l'Est étaient occupés par l'ennemi. La Lorraine, désormais accrue de la Moselle recouvrée, a une énorme sidérurgie de base, capable d'une production de masse à bas prix, mais cette sidérurgie est située entre deux goulets d'étranglement : l'approvisionnement en coke et les débouchés dans les industries de transformation. Comment fixer une ligne de conduite commune à tant d'intérêts divergents, alors surtout qu'il n'y a pas de structures professionnelles ayant accoutumé la sidérurgie française à un minimum de discipline communautaire ?

A vrai dire, le retour de la Moselle à la France n'est pas sans inquiéter bien des sidérurgistes français ; la masse et les bas prix des produits bruts de Lorraine risquent de bouleverser les conditions du marché et partant de la production. De nombreux chefs d'entreprises sont plus soucieux d'équilibre et de maintien que d'aventure et de conquête. Pendant la guerre même, les milieux de la sidérurgie française s'étaient inquiétés du défi que représenterait pour la profession l'incorporation de la sidérurgie mosellane dans l'économie française ; des articles avaient paru dans la presse française, à tel point qu'au début de 1919 le Ministère allemand des Affaires étrangères envisageait la possibilité que les anciens propriétaires allemands conservent leurs entreprises de Moselle, et que ces entreprises bénéficient sur un sol redevenu français d'une sorte de privilège d'exterritorialité (31). Certes, l'Allemagne se nourrit ici d'illusions, mais il n'en reste pas moins que ces illusions viennent de l'analyse d'articles publiés de décembre 1915 à novembre 1918 dans des journaux français. Les ambitions sidérurgiques qui s'expriment dans le traité de Versailles sont le fait du pouvoir politique français et non la conséquence d'une volonté délibérée de la sidérurgie française, qui n'existe pas. S'il y a eu une influence des recommandations du Comité des Forges sur le traité de Versailles, il s'est agi des clauses assurant à la production sidérurgique sarroise et mosellane ses anciens débouchés en Allemagne ; le Comité des Forges souhaite l'incorporation au système économique français des mines de charbon de la Sarre, mais souhaite en même temps que la production des aciéries sarroises n'encombre pas le marché français ; il ne paraît guère s'enthousiasmer de l'accroissement du potentiel que représentera le retour de la Moselle. Dans un livre publié en 1919, Robert Pinot secrétaire général du Comité des Forges écrit : *« Tout le monde savait que, puisqu'un complément de métal devait,*

(30) Il n'est pas sans intérêt de remarquer que Loucheur se fait élire en 1919 député du Nord, et qu'il vient de l'industrie de transformation. Sa politique, comme ministre, mériterait d'être étudiée sous ce jour.

(31) *Denkschrift über Elsass-Lothringen als Rohstoffgebiet*, étude faite au début de 1919 pour l'*Auswärtiges Amt* par le Dr Langenhagen, Drucksache streng geheim A A N° 17, Rep. 330, Berlin-Ouest, Staatsarchiv.

lors de la paix, venir combler le déficit provenant des usines du Nord et de l'Est, il était utile, au point de vue de l'intérêt général, de mettre la production française à même de se porter sur les produits qu'elle pouvait fabriquer à meilleur compte, et de n'aller chercher à l'étranger, et même dans les usines à capitaux allemands de la Lorraine réunie, que ceux qu'il était le moins onéreux d'introduire en France » (32). Plus tard, en 1924, après l'échec du projet sidérurgique du traité de Versailles, Pinot dira : « Parmi les erreurs qui furent les plus répandues pendant et après la guerre, une de celles qui nous causa le plus de préjudice fut l'affirmation, cent fois répétée par les politiciens... qui n'hésitaient pas à affirmer... que, redevenus maîtres du bassin lorrain, nous tenions la métallurgie allemande à notre merci » (33).

Il y avait donc eu, dès la préparation du traité de Versailles, une divergence profonde entre le pouvoir politique français, voulant, pour des raisons de politique générale, abaisser la puissance sidérurgique de l'Allemagne, et les milieux professionnels de la sidérurgie française, peu soucieux, semble-t-il, à part quelques exceptions peut-être, de se lancer dans un duel avec la Ruhr ; il n'est pas nécessaire pour expliquer la position en retrait des milieux d'affaires par rapport au pouvoir politique de faire appel au manque de dynamisme, voire à la pusillanimité des industriels français ; ils savent aussi qu'on ne se lance pas dans une affaire d'une telle ampleur sans crédits, main-d'œuvre, cadres et débouchés. Quelques chiffres permettent de mesurer l'ampleur, on ose écrire le poids, de l'héritage. Du seul fait du retour de la Moselle à la France, et sans comptabiliser les productions du Bassin de la Sarre, ni faire entrer en ligne de compte les ambitions du côté du Luxembourg, la France voit doubler sur l'avant-guerre sa capacité de production de minerai de fer ; la capacité de production de fonte passe de 5.200.000 tonnes à 9.688.000, celle d'acier de 4.635.000 tonnes à 7.865.000 tonnes. Or la France, dans ses nouvelles frontières, ne peut consommer, dans l'état des choses de 1919, que 26.012.000 tonnes de minerai (sur une capacité de production de 43.054.000), 8.094.000 tonnes de fonte (9.688.000) et 6.293.000 tonnes d'acier (7.865.000) (34). L'économie française est-elle, au lendemain de la guerre mondiale, assez puissante pour soutenir le poids de cet héritage, dont il ne s'agit pas de profiter, mais

(32) Robert PINOT, *Le Comité des Forges de France au service de la Nation*, 1919, page 220. Voir aussi André FRANÇOIS-PONCET, *Robert Pinot*, pages 229-234.

(33) Conférence faite par R. Pinot devant l'Ecole de Guerre le 5 avril 1924. Le texte de cette conférence, consacrée à « la métallurgie lorraine et le charbon allemand », est inédit et nous a été aimablement communiqué par M. Jacques Pinot, fils de R. Pinot. M. J. Pinot est convaincu que les clauses économiques du traité de Versailles et la décision d'occuper la Ruhr en 1923 ont été des décisions du pouvoir politique français, sans influence du Comité des Forges.

(34) Ces chiffres sont ceux d'une étude confidentielle du *Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustriellen*, Bundesarchiv, Coblenz, R 13 I/255, folios 227-265.

pour lequel il faut se battre, car, si l'on ne conquiert pas des débouchés sur les marchés extérieurs, c'est le sous-fonctionnement des usines et le chômage. Là où le pouvoir politique français voit des atouts dans une épreuve de force à mener avec l'Allemagne après la guerre, les milieux de la sidérurgie voient des dangers et des menaces. La prise en charge de l'héritage sidérurgique allemand de Moselle par la sidérurgie française serait ainsi une tâche à assumer plutôt que souhaitée.

Les clauses provisoires des « cinq ans » ne sont là que pour donner le temps à la sidérurgie française d'accomplir la tâche que l'on attend d'elle : assimiler l'héritage allemand et se mettre en mesure de contenir, voire de concurrencer la sidérurgie allemande. Le problème des structures à venir et les rapports des sidérurgies des deux pays n'est pas réglé pour autant. Dans ce domaine, comme dans tant d'autres, le traité de Versailles sera une « création continue », c'est-à-dire que la situation nouvelle sera en fait ce que la feront les partenaires de la vie internationale au cours des années d'après-guerre.

Les transferts de propriété d'entreprises sidérurgiques dans le département de la Moselle, le Luxembourg et le bassin de la Sarre

En tout ceci, on le voit, l'Allemagne est restée passive. Elle n'a pas été associée à la préparation des clauses économiques de Versailles, plus qu'aux autres clauses. Pendant la préparation du traité, quand elle eut compris qu'elle devait renoncer à l'idée de conserver la propriété de ses usines de Moselle, l'Allemagne a avancé l'idée de contrats de livraisons à long terme de minette, dans un sens, et de coke dans l'autre, pour sauvegarder, sinon toute son ancienne puissance sidérurgique, du moins l'ancien équilibre de son système industriel. Cette proposition allemande, souvent méconnue, ne fut pas retenue par les Alliés (35). Là, comme ailleurs, les Alliés ont estimé, en 1919, qu'ils étaient en mesure d'imposer à l'Allemagne plus qu'ils ne pouvaient réellement le faire ; la conjoncture politico-militaire de 1919 déforme, dans l'analyse que le vainqueur fait de la situation, la nature réelle des forces profondes. De plus, pour la France, le souci est évident de rompre, pour des raisons politiques, les liens qui s'étaient établis entre la Ruhr et la Lorraine, et de ne laisser aux industriels allemands aucun prétexte à une emprise quelconque sur les usines et l'économie du département de la Moselle. Mais on comprend aisément quels vont être, à l'égard de la France, les sentiments des sidérurgistes allemands ; oubliant leurs propres

(35) De même que ne fut pas retenue la proposition allemande de fixer de façon forfaitaire à 100 milliards de marks-or le montant des réparations.

projets annexionnistes et impérialistes des années de guerre, ils ne vont plus voir que la dépossession de leurs entreprises de Moselle, qu'ils considèrent évidemment comme injuste, et la menace de concurrence pour leurs usines de la Ruhr de ce potentiel sidérurgique passé en mains françaises.

De fait, dès 1919, les usines allemandes de Moselle passent en mains françaises (36). Le sort des usines appartenant à la famille de Wendel n'a pas présenté de difficultés, puisque les propriétaires étaient français. Mais les mines et les usines appartenant à des sociétés allemandes, c'est-à-dire la presque totalité de la sidérurgie de la Moselle, en dehors des usines de Wendel, ont été séquestrées dès le 31 janvier 1919. La liquidation, prévue par le traité de Versailles, se fait entre juillet et octobre 1919, donc très rapidement après la signature du traité, et l'on peut penser que le gouvernement français a tenu à ce que les choses se fassent vite. C'est le Comité des Forges, semble-t-il, qui a été chargé de répartir les usines ex-allemandes de Moselle entre les différents groupes de la sidérurgie française ; aucune usine n'est cédée en bloc à une entreprise française unique ; les entreprises des diverses régions sidérurgiques françaises sont associées, selon de subtils dosages, dans les sociétés nouvelles créées pour prendre en charge les anciennes usines allemandes (37) ; l'esprit de la répartition et des créations de sociétés a été d'associer l'ensemble de la sidérurgie et de la métallurgie françaises aux bénéfices et aux risques de l'héritage allemand, en prenant soin surtout qu'aucune firme ou aucune région sidérurgique française ne puisse profiter de la force de choc de la production de masse, et à bas prix, des usines de Moselle pour bouleverser en sa faveur les conditions du marché français. Souci de mesure et de prudence, mais qui, en diluant la force de la sidérurgie mosellane, ne va pas contribuer à en faire une arme efficace dans le duel qui va commencer avec la Ruhr.

Un rapide inventaire du sort des principales entreprises de Moselle permet d'illustrer les modalités de la répartition. Les cinq grands mosellans sont en 1919 Hayange, Knutange, Uckange, Rombas et Hagondange. HAYANGE, appartenant à de Wendel, ne voit donc pas son statut modifié. KNUTANGE (38), qui était une création de Klöckner, possède des mines de fer, dix hauts-fourneaux, six convertisseurs, deux bloomings et sept trains de laminaires ; la nouvelle « société métallurgique de Knutange » associe Schneider (qui préside le conseil d'administration), et de Wendel, Denain-Anzin (Pralon),

(36) Pour une approche générale du problème voir Henry LAUFENBURGER, *L'industrie de la Lorraine désannexée et la France*. Le transfert des usines allemandes de Moselle en mains françaises a fait l'objet, dès l'époque, de polémiques, notamment du publiciste Delaisi. Voir aussi le rapport rédigé en 1928 par le député socialiste Cluzel.

(37) On a établi un fichier de la sidérurgie française de ces années. On se contente ici de donner les grandes lignes de l'affaire.

(38) L'entreprise de Knutange était appelée sous le régime allemand Aumetz-Friede.

Chatillon-Commentry, Senelle-Maubeuge et les Forges et Aciéries de Saint-Etienne ; le cas Knutange est particulièrement révélateur de la politique suivie alors : Denain-Anzin, qui avait été totalement sinistré dans le Nord, avait proposé d'abandonner ses anciennes usines, et de recevoir en compensation Knutange dans son ensemble ; bref, Denain-Anzin avait pensé profiter des nouvelles frontières pour « glisser » géographiquement de la mine de charbon à la mine de fer, comme tant d'entreprises allemandes l'avaient fait avant guerre, et utiliser à fond le dynamisme que cela permettrait ; la proposition de Denain fut écartée, sous l'influence, semble-t-il, de Loucheur. ROMBAS a des mines de fer, huit hauts-fourneaux à Rombas même et quatre à Maizières, des aciéries Thomas et Martin et des laminoirs ; dans la nouvelle société sont associés surtout Marine-Homécourt (Th. Laurent) et Pont-à-Mousson (Cavallier) et, aux côtés de ces deux grands on trouve Micheville (Ferry), les Aciéries de France (L. Mercier), les Mines et Forges d'Alais et Fives-Lille. UCKANGE avait été une création du Sarrois Stumm ; outre des mines de fer en Moselle, l'entreprise possède, à Uckange même, en Moselle, et à Neunkirchen et Hombourg, en Sarre, douze hauts fourneaux, trois cent soixante-dix-sept fours à coke, des aciéries Thomas, Martin et électrique, deux bloomings, treize trains de laminoirs et une usine à tubes ; la société héritière prend le nom de « Forges et Aciéries de Nord et Lorraine » ; à son conseil d'administration, les personnalités principales sont Bessonneau et Jules Bernard ; ici, plutôt que la vieille sidérurgie française, comme dans les deux entreprises que l'on a vues précédemment, c'est la banque qui est intéressée à l'héritage allemand de Moselle, comme si l'on avait ressenti la nécessité d'élargir le nombre des participants, pour mieux supporter le poids de l'héritage ; Jules Bernard est sans doute intéressé à des affaires métallurgiques dans l'ouest de la France, le nord ou l'Ouenza, mais c'est d'abord un financier, que l'on retrouve associé à G. Griollet, de la banque de Paris et des Pays-Bas ; il y a aussi des relations avec le capital belge. Quant à HAGONDANGE, l'usine ultra-moderne et modèle de Thyssen, inaugurée à la veille de la guerre, c'est le plus beau fleuron de ce qui avait été la sidérurgie allemande de Lorraine annexée (39) ; l'usine de Hagondange n'est pas attribuée à des entreprises sidérurgiques françaises ; sans doute a-t-on craint le surcroît de puissance que cette usine donnerait aux entreprises qui y participeraient, même si l'association à plusieurs, comme dans le cas des autres usines, permet le contrôle réciproque et une sorte d'annulation de l'effet de puissance ; Hagondange est transformé en une « Union de Consommateurs de Produits Métallurgiques et

(39) Outre Hagondange, Thyssen avait possédé des mines et des usines dans le bassin de Briey et en Normandie. On trouvera un tableau de l'empire Thyssen en France dans une étude faite en février 1915 par le Dr. Späing-Hamborn, *Ueberblick über die Interessen des Thyssen-Konzerns in Frankreich und seinen Kolonien*, Bundesarchiv, Coblenz, R 2/753.

Industriels », où l'on trouve le baron Petiet, Berliet, Peugeot, Renault, Japy, Fives-Lille, l'Alsacienne de Constructions mécaniques, de Dietrich, etc... bref, l'industrie de transformation ; le souci des débouchés est ici évident, souci qui est aussi celui d'élargir encore le nombre des entreprises appelées à supporter le poids de la sidérurgie mosellane ; mais la dilution de la direction de l'usine de Hagon-dange lui fera perdre de son dynamisme et, dans les années d'après-guerre, ses nouveaux propriétaires, bien loin d'en faire un instrument offensif, seront surtout préoccupés de son équilibre financier ; peut-être était-ce cela que l'on avait recherché...

Tout cela donne à penser que, si le pouvoir politique français avait eu en vue une grande politique sidérurgique à partir du retour de la Moselle à la France et du transfert à l'économie française du potentiel sidérurgique que l'Allemagne y avait développé, les entreprises françaises, elles, songent bien moins à « transformer l'essai » qu'à amortir le choc de la nouveauté et à éviter l'aventure.

La liquidation des entreprises allemandes de Moselle donne lieu à deux mouvements de capitaux ; les sommes demandées par l'Etat français aux nouveaux propriétaires et les sommes versées par l'Etat allemand aux anciens propriétaires allemands, à titre de dédommagement pour l'expropriation. Il semble que l'Etat français connaisse le plus grand mal à se faire payer par les nouveaux propriétaires français (40) ; la remarque est d'un intérêt plus qu'anecdotique, car elle révèle que la sidérurgie française en 1919 n'a à sa disposition qu'une masse de manœuvre restreinte de capitaux ou de crédits pour prendre en charge la sidérurgie mosellane ; d'où d'ailleurs l'appel, que l'on a vu, à des personnalités de la banque et aux industries métallurgiques de transformation pour partager le poids de cette prise en charge. Situation inverse pour la sidérurgie allemande : les sociétés allemandes expropriées en Moselle obtiennent de l'Etat allemand des capitaux en dédommagement ; les sidérurgistes allemands trouveront bien sûr que les sommes qu'on leur verse sont très inférieures à la valeur des biens qu'on leur a pris (41) ; il n'en reste pas moins qu'au moment où l'épreuve de force va s'engager entre la sidérurgie française et la sidérurgie allemande pour la conquête des marchés de l'après-guerre, la française se trouve dans une situation financière tendue, tandis que

(40) En dépit de recherches assidues, il ne nous a pas été possible de trouver quelles sommes, finalement, sont entrées dans les caisses de l'Etat français du fait de la liquidation et du passage aux mains de sociétés privées des entreprises allemandes sequestrées en Moselle. Si la documentation en est un jour accessible, il y aura là, à coup sûr, matière à une intéressante recherche.

(41) On trouvera dans le dossier du Bundesarchiv, Coblenz, R 2/955, la liste des entreprises allemandes de Moselle séquestrées et liquidées, avec, pour chacune d'elles, l'estimation de la valeur et les sommes versées (étude du 16 février 1925 du président du service des dédommagements du Reich pour le ministre des Finances du Reich).

l'allemande a à sa disposition une masse de manœuvre de capitaux, dont elle saura faire l'usage le meilleur.

Au Luxembourg, bien que le traité n'ait pas prévu la liquidation des usines allemandes, celles-ci sont vendues par leurs propriétaires. En 1919, vingt-sept hauts fourneaux luxembourgeois sur quarante-sept et neuf convertisseurs Thomas sur vingt appartiennent à des entreprises allemandes (42). Les deux principales entreprises allemandes implantées au Luxembourg sont Gelsenkirchen (Esch) et la Deutsch-Luxemburgische (Differdange, Rumelange Belval); leurs biens sont repris par des sociétés où sont associés des entreprises et des capitaux français, belges et luxembourgeois : ceux de la Deutsch-Luxemburgische par HADIR (Hauts fourneaux et Aciéries de Differdange, Saint-Ingbert et Rumelange), ceux de Gelsenkirchen par la « Société Métallurgique des Terres Rouges », consortium où les puissantes ARBED luxembourgeoises sont associées à la sidérurgie française (43). Pourquoi ces ruptures entre la Ruhr et les usines allemandes du Luxembourg, ruptures allant au-delà des exigences du traité ? Il y a eu une pression française, une autre du capitalisme belge, mais il y a eu aussi des raisons propres à la sidérurgie allemande ; les entreprises allemandes ayant des aciéries au Luxembourg avaient souvent leurs mines de fer et leurs hauts fourneaux en Moselle ; les usines étaient à cheval sur une frontière qui jusqu'en 1919 n'en avait pas été une ; ces mines et hauts fourneaux furent expropriés, puisqu'en territoire français, et les aciéries, situées sur le territoire luxembourgeois, avaient perdu leur autonomie d'approvisionnement. D'autre part l'Allemagne des lendemains de la guerre voit ses ressources en charbon diminuer, du fait de la chute de la production pour des raisons sociales, et du fait des obligations de livraisons ; aussi les entreprises allemandes préfèrent-elles réserver le charbon dont elles disposent pour les usines-mères de la Ruhr, et, dans un moment de découragement et de « recueillement » qui suit le choc de la défaite, elles vendent leurs usines-filles du Luxembourg pour concentrer leur activité dans la Ruhr, où elles ont gardé toute leur liberté (44).

Les transferts de propriété des usines luxembourgeoises, dont bénéficie aussi la sidérurgie française, sont possibles dans la situa-

(42) On trouvera des statistiques sur la sidérurgie du Luxembourg et des indications sur la liquidation des usines allemandes dans le bulletin n° 3537, du 5 octobre 1920, du Comité des Forges. Nous sommes reconnaissant à M. Pierre Waline d'avoir bien voulu mettre à notre disposition la collection de ces bulletins.

(43) On se réserve de revenir dans une autre publication sur les « Terres Rouges », les ARBED et le rôle politico-économique de Mayrisch au début des années 20.

(44) *Strukturveränderungen der deutschen Wirtschaft, insbesondere der Ruhrindustrie, im Zusammenhang mit der Abtretung Lothringens und dem Ausscheiden sowohl des Saargebiets als auch Luxemburgs aus dem deutschen Zollgebiet*, étude de la Nordwestliche Gruppe des Vereins deutscher Eisen- und Stahlindustriellen, folios 23-24, Bundesarchiv, Coblenz R 13 I/287.

tion politique et économique exceptionnelle de 1919, mais ne sont pas la conséquence de transformations économiques profondes qui auraient été le fait d'une évolution naturelle ; ces transferts accroissent les disproportions dont on a vu qu'elles étaient le résultat du transfert des usines de Moselle.

La situation exceptionnelle de 1919 explique aussi les prises de contrôle françaises dans les aciéries sarroises (45) ; entre 1919 et 1922, les participations françaises deviennent majoritaires dans toutes les grandes entreprises sarroises, sauf Röchling ; à Dillingen, c'est Marine-Homécourt ; à Burbach, les ARBED ; à Neunkirchen et Hombourg (Stumm), le financier Jules Bernard. On constate en effet que la pénétration française dans la sidérurgie sarroise entre 1919 et 1922 a largement le caractère d'une opération de spéculation financière ; on veut bien souvent faire des bénéfices plutôt que développer la production. Les moyens utilisés pour s'assurer les prises de participations majoritaires en Sarre sont les mêmes que pour contraindre les Allemands à vendre au Luxembourg : les Sarrois ont perdu en Moselle leurs mines de fer et une grande partie de leurs hauts fourneaux, désormais en mains françaises ; s'ils ne veulent pas que leurs aciéries soient paralysées par manque d'approvisionnement en produits bruts, il leur faut intéresser les entreprises et le capital français à leurs usines de Sarre même.

De l'analyse que l'on vient de faire des clauses économiques du traité de Versailles d'une part, et d'autre part des transferts de propriétés en 1919 en Moselle, au Luxembourg et en Sarre, quelles conclusions tirer ? Il nous semble qu'on pourrait les résumer ainsi : l'Allemagne est amputée de tout son potentiel sidérurgique, si important, du « Sud-Ouest » ; la France en reçoit la plus grande part, soit directement, soit indirectement ; la part de la volonté politique a été déterminante, relayée par l'appétit financier plus que par la volonté de développement industriel. La France détient désormais un potentiel sidérurgique considérable, mais dont la production est soumise aux risques de trois goulets d'étranglement : le coke, les débouchés, les crédits (46). L'Allemagne a conservé malgré tout la majorité de son potentiel sidérurgique et la presque totalité de ses débouchés dans les industries de transformation, qui sont intactes ; et après le choc de la défaite et de la « révolution », la sidérurgie allemande va bien vite retrouver son esprit d'initiative et d'entreprise.

(45) Ibidem, folios 27-28. Voir aussi dans le dossier R 13 I/165 le procès-verbal de l'assemblée générale du 2 mai 1922 du *Verein-Deutscher Eisen-und Stahlindustriellen* et l'étude de Röchling *Denkschrift über die wirtschaftlichen Verhältnisse des Saargebiets*, Berlin-Ouest, Staatsarchiv, Rep. 330, A A Drucksache 22.

(46) On pourrait ajouter la quantité et la qualité de la main-d'œuvre et des techniciens.

III. — LES RIPOSTES DE LA RUHR ET L'AFFRONTEMENT SIDÉRURGIQUE FRANCO-ALLEMAND

La restructuration de la Ruhr dans l'immédiat après-guerre

C'est à dessein que nous parlons de la Ruhr et non de la sidérurgie allemande. En effet l'industrie rhéno-westphalienne va ressortir paradoxalement renforcée des ruptures et des amputations de 1919. Il n'est que de regarder la carte et de lire les statistiques : l'amputation de tout le « Sud-Ouest » sidérurgique (Lorraine, Luxembourg et Sarre) et la partition de la Haute-Silésie donnent à la région rhéno-westphalienne une position de quasi-monopole dans le potentiel et la production sidérurgiques de l'Allemagne d'après-guerre ; dans les années 20, la sidérurgie allemande, c'est la Ruhr ; les autres régions productrices de l'Allemagne n'interviendront plus jamais de façon notable dans l'orientation et les décisions de la profession. Quelques chiffres suffisent à illustrer cet état de fait : en 1913, la région rhéno-westphalienne avait produit 10 112 000 tonnes d'acier sur une production allemande de 18 935 000 ; en 1929, elle en produira 13 172 000 sur un total de 16 246 000 (47).

La concentration géographique de la sidérurgie allemande dans la région de la Ruhr, du fait des conséquences politiques de la guerre, s'accompagne d'une concentration des entreprises. Le mouvement de cartellisation horizontale et verticale de l'industrie allemande, déjà si fort avant la guerre, s'accélère après celle-ci ; le phénomène a été maintes fois analysé et il serait superflu de reprendre cette analyse, mais il importe d'en souligner la spécificité et l'importance pour la sidérurgie de la Ruhr. L'inflation des années d'après-guerre en Allemagne favorise l'absorption des petites et moyennes entreprises, voire leur disparition, au profit des plus grosses. Or les entreprises sidérurgiques de la Ruhr sont parmi les plus grosses entreprises allemandes, et l'on comprend comment elles profitent de cette évolution de la vie industrielle de l'Allemagne d'après-guerre. Les entreprises sidérurgiques de la Ruhr peuvent en profiter d'autant plus qu'elles ont, dès 1920, à leur disposition une masse de manœuvre de capitaux, à un moment où les capitaux font défaut en Allemagne : les capitaux provenant des

(47) H.-D. SCHNEIDER, *Der Wiederaufbau der Grosseisenindustrie an Rhein und Ruhr*, page 29.

dédommagements pour l'expropriation des mines et usines de Moselle et de la vente des usines du Luxembourg. Même si ces expropriations et ventes se sont faites à des taux inférieurs à la valeur réelle des biens, et représentent donc un appauvrissement en chiffres absolus de la sidérurgie allemande, elles constituent un enrichissement relatif, dans la conjoncture de l'Allemagne de 1920, des grosses entreprises de la Ruhr, car elles leur donnent un moyen d'action qui fait défaut aux autres. Le succès foudroyant de Stinnes au début des années 20, par exemple, s'explique en grande partie parce qu'il a disposé de capitaux à un moment où ils étaient si rares.

La concentration en grands KONZERN rhéno-westphaliens de la vie sidérurgique allemande va s'accompagner à son tour d'une modernisation et d'une rationalisation des techniques de production (48). A la base de la rationalisation, on retrouve la technique du haut fourneau moderne, qui n'est pas seulement un outil de transformation de minerai en fonte, mais le moteur de tout un complexe industriel, avec l'utilisation de son énergie thermique (travail continu « à chaud » depuis la fonte liquide jusqu'au produit laminé), de ses gaz, voire de ses sous-produits. Le fait décisif pour l'évolution ultérieure de la sidérurgie de la Ruhr est que les grosses entreprises sidérurgiques utilisent les capitaux mobilisés par les expropriations et ventes du « Sud-Ouest » pour construire, dans la Ruhr même, de nouveaux hauts fourneaux ; le point de départ de la décision peut être une raison technique de rationalisation et d'emploi immédiat de capitaux disponibles avant que l'inflation les ait dévorés, mais la portée économique et les conséquences de politique générale du fait seront considérables ; les nouveaux hauts fourneaux, dans la technique continue « à chaud », amènent inévitablement la construction auprès d'eux d'aciéries, puis de laminoirs. Bref, dans les années 20 et suivantes, les entreprises sidérurgiques de la Ruhr reconstituent dans la Ruhr même le potentiel de production sidérurgique de base qu'elles avaient implanté en Lorraine annexée et au Luxembourg entre 1900 et 1914, et qu'elles ont perdu en 1919. On devine facilement les conséquences : le double emploi sur le marché européen en général de ce nouveau potentiel sidérurgique de la Ruhr et de l'ancien potentiel du « Sud-Ouest », mais ce ne sera pas un double emploi sur le marché national allemand, la Ruhr cherchant, et finalement réussissant, à se réserver le monopole de ce dernier.

Voici quelques exemples de grands KONZERN nés de la liquidation du Sud-Ouest. Avec les capitaux libérés par la vente de leurs usines du Luxembourg, Deutsch-Luxemburg et Gelsenkirchen créent, en fusionnant, la Rhein-Elbe Union G.m.b.h. en juin 1920 ; le Bochumer Verein se joint bientôt au nouveau groupe, puis le Siemens-Schukert-Konzern : l'un des plus puissants groupes indus-

(48) Ibidem, pages 62-79.

triels de l'Allemagne contemporaine est né (49). Klöckner, exproprié en Moselle, commence par construire des fours Martin auprès de l'usine métallurgique de transformation qu'il possède à Düsseldorf, puis un haut fourneau à côté d'une usine à Mannstaedt ; dès 1919, il décide de reconstituer à Reuxel, en Westphalie, le potentiel sidérurgique perdu en Lorraine (50). Le Sarrois Stumm, qui a été exproprié en Lorraine et qui a cédé au financier français Jules Bernard la majorité de ses parts dans ses aciéries de Sarre même, reconstitue en Allemagne, à partir d'une mine de charbon qu'il possède en Westphalie, un empire sidérurgique qui pousse des pointes jusqu'à Brême et Stettin (51) ; la « sidérurgie sur l'eau », on le voit, n'est pas une invention de l'après-seconde guerre mondiale. Röchling, avec l'argent reçu pour la liquidation de son aciérie de Thionville, construit des usines à Wetzlar et à Dortsen en Westphalie. Les anciens propriétaires de Rombas achètent des mines de houille à Oberhausen, en pleine Ruhr, et y reconstituent un complexe sidérurgique en rachetant les aciéries Bismarckhütte (52).

Il est presque impossible de chiffrer de façon précise le « glissement », en sens inverse de celui des décennies précédentes, du potentiel sidérurgique allemand du « Sud-Ouest » vers le « Nord-Ouest » au début des années 20, par les biais des dédommagements et des nouvelles concentrations : du fait des changements de structures des entreprises et des groupes, les fils se perdent ; la lecture même des statistiques de production ne donne pas des indications décisives : elles indiquent le niveau de la production, qui est très troublée pour toutes sortes de raisons, mais non le potentiel de production, et elles ne tiennent pas compte des hauts fourneaux et des aciéries en construction et qui ne produisent pas encore, mais qui pourront produire quand, par exemple, un nouveau statut douanier rendra à l'Allemagne sa liberté tarifaire. Toutefois, le mouvement de développement des usines existantes et de construction d'usines nouvelles dans le « Nord-Ouest » est si rapide que l'on estime que l'Allemagne est sur le point vers la fin de 1922, ou en 1923, de s'être à nouveau donné sur son territoire national un potentiel sidérurgique capable d'approvisionner en produits bruts ou demi-finis ses industries métallurgiques de transformation.

Un autre aspect, très important, de la vie de la sidérurgie allemande dans les années de l'immédiat après-guerre est l'organisation de la profession. La sidérurgie allemande était déjà fortement organisée avant guerre. Il y avait le VEREIN DEUTSCHER EISEN-

(49) Bundesarchiv, Coblenz, R 13 I/287, *Strukturveränderungen der deutschen Wirtschaft*, folio 36. Le groupe deviendra quelques années plus tard les *Vereinigte Stahlwerke* en fusionnant avec Thyssen.

(50) Ibidem, folio 37.

(51) Ibidem, folio 38.

(52) Ibidem. Voir aussi l'exposé de Reichert à l'assemblée générale du Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustriellen du 6 mai 1921, R 131/165 ; le dossier R 131/261, folios 194-196 ; et le bulletin 3604 du Comité des Forges du 18 juillet 1921.

UND STAHLINDUSTRIELLEN, le ROHEISENVERBAND et le STAHLWERKSVERBAND. Le VEREIN est l'organisation générale de la profession avec siège à Berlin, chargée des intérêts généraux de la profession et de leur représentation auprès des pouvoirs publics ; il avait été créé en 1874, à un moment où la jeune sidérurgie allemande avait le plus grand mal à se défendre contre l'invasion du marché national par les produits de la sidérurgie anglaise, alors toute puissante ; l'établissement et le maintien d'une défense douanière avait été avant guerre l'une de ses principales préoccupations (53). Le ROHEISENVERBAND et le STAHLWERKSVERBAND étaient des associations de vente des produits, l'un pour la fonte, l'autre pour l'acier, créées respectivement vers le milieu du XIX^e siècle et en 1904 (54).

L'organisation professionnelle de la sidérurgie allemande est profondément modifiée par les événements de 1919-1920. Le STAHLWERKSVERBAND disparaît en juillet 1920 ; sa principale raison d'être avait été de coordonner la vente aux industries de transformation (EISENVERARBEITENDE INDUSTRIE) de l'acier produit dans la sidérurgie (EISENSCHAFFENDE INDUSTRIE) du « Sud-Ouest » ; cette raison d'être semble disparaître avec la sortie du « Sud-Ouest » du système économique allemand. Le ROHEISENVERBAND subsiste, mais son importance n'est pas décisive dans la vie de la profession ; son activité se limite à la vente de la fonte produite par des entreprises ne possédant pas elles-mêmes d'aciéries ; c'est dire, avec l'évolution des techniques et de la structure des entreprises, qu'il n'intéresse plus, dans les années 20, qu'une fraction marginale de la sidérurgie allemande. La République de Weimar naissante, en revanche, a l'ambition de « démocratiser » la vie économique, et notamment la vie de la sidérurgie. Le 10 avril 1919, l'Etat allemand crée le STAHLBUND, rassemblant des fonctionnaires et des représentants de la production, de la consommation et des ouvriers (55) ; une ordonnance du gouvernement allemand du 31 mars 1920 le transforme en EISEN-WIRTSCHAFTSBUND ; c'est une sorte de « parlement sidérurgique » siégeant à Düsseldorf et rassemblant deux cent quatre-vingt-quatre membres (il y a aussi deux cent quatre-vingt-quatre suppléants) (56). On imagine aisément les sentiments des patrons de la sidérurgie allemande à l'égard de cet essai de parlementarisation de leur profession ; ils ne cesseront d'ignorer superbement les activités de cet aréopage d'invention gouvernementale et d'inspiration socialisante ; à vrai dire, on ne voit pas que la création de l'EISEN-WIRTSCHAFTSBUND ait la moindre influence sur la vie de la sidérurgie allemande ; ses activités se perdent dans les sables, et il disparaît dans la tourmente de 1923, sans que l'on parvienne à préciser la date de

(53) *Geschichte des Vereins Deutscher Eisen- und Stahlindustriellen 1874-1934*, étude inédite du Dr C. KLEIN, Bundesarchiv, Coblenze, R 131/12 et 13.

(54) Ibidem. Voir aussi *Entwicklung und Aufbau der Deutschen Eisen- und Stahlindustrie*, R 131/1092 et A. KLOTZBACH, *Der Roheisenverband*, Düsseldorf, 1926.

(55) Bulletin n° 3522 du Comité des Forges du 17 mai 1920.

(56) Ibidem et R 131/1092.

son décès. L'ambition d'une transformation radicale des structures de la sidérurgie allemande, qui a été celle des promoteurs de l'organisme, se solde par un échec total. La sidérurgie allemande reste entièrement, et plus fortement que jamais, entre les mains des maîtres de la profession.

Or la profession consolide ses propres structures. Le VEREIN DEUTSCHER EISEN- UND STAHLINDUSTRIELLEN survit à la tempête de 1919 et se consolide. Il embauche comme « fonctionnaires » dans ses organismes de direction des officiers d'état-major et des commandants de sous-marins en demi-solde qui ont fait preuve de leurs qualités pendant la guerre, et qui vont apporter à la sidérurgie allemande leur esprit d'organisation et de décision, leur nationalisme et leur antimarxisme aussi. Le VEREIN entre en bloc au REICHSV ERBAND DER DEUTSCHEN INDUSTRIE, que crée en 1919 le patronat allemand, et il en devient l'un des piliers, sous la dénomination FACHGRUPPE FÜR EISENSCHAFFENDE INDUSTRIE. C'est un véritable gouvernement de l'industrie allemande, qui siège périodiquement à Berlin, à l'Hôtel Esplanade, et qui définit la ligne de conduite que l'on cherche à faire adopter par le gouvernement du Reich (57). Dans la FACHGRUPPE, émanation du VEREIN, et partant dans le REICHSV ERBAND, le poids de la Ruhr est décisif, puisqu'aussi bien la sidérurgie allemande, désormais, c'est la Ruhr. La liaison avec la vie politique est facilement assurée; dans le Reichstag élu en 1920 siègent des hommes comme Hugenberg, Sorge, Vögler, Stinnes. Mais l'homme clef est Reichert; alors âgé de moins de quarante ans, il est député deutsch-national au Reichstag et secrétaire général (Geschäftsführer) du VEREIN DEUTSCHER EISEN- UND STAHLINDUSTRIELLEN; il dirige en outre une sorte de bureau des affaires extérieures de la sidérurgie allemande, la AUSSERHANDELSSTELLE FÜR EISEN- UND STAHLERZEUGNISSE créée en avril 1920 par transformation de la ZENTRALSTELLE DER AUSFUHRBEWILLIGUNGEN FÜR EISEN- UND STAHLERZEUGNISSE créée pendant la guerre; il y porte le titre assez extraordinaire de « plénipotentiaire pour le Reich » (REICHSBEVOLLMÄCHTIGTER). A notre connaissance Reichert n'a fait jusqu'à ce jour l'objet d'aucune étude biographique, et son nom est absent des index des noms des ouvrages les meilleurs sur la République de Weimar; le dépouillement que l'on a fait des archives du VEREIN nous a convaincu qu'il est le penseur et le stratège de la sidérurgie allemande des années 20, avec un rôle finalement plus important que celui de bien des chefs d'entreprises (58).

(57) On a dépouillé toute la collection des procès-verbaux des réunions de l'Hôtel Esplanade; on se réserve d'en faire usage à l'occasion d'autres publications.

(58) L'importance de Reichert, dépasse de loin les années 20; il jouera un rôle considérable en 1940. Cf. J. FREYMOND, *Les industriels allemands de l'acier et le bassin minier lorrain 1940-1942*, Revue d'histoire moderne et contemporaine, janvier-mars 1972, pages 27-44. Pendant la seconde guerre mondiale, Reichert sera l'interprète des ambitions de la sidérurgie allemande qu'il avait contribué à définir pendant la première guerre mondiale.

La ligne politique de la sidérurgie allemande, dans la définition de laquelle Reichert joue un rôle essentiel, et qui s'exprime par le VEREIN et la FACHGRUPPE du REICHSVBERBAND, peut se résumer ainsi : lutte contre les tendances socialistes dans la vie intérieure de l'Allemagne et retour au libéralisme intérieur complet ; retour, dès que possible, au protectionnisme douanier pour défendre les productions de l'industrie allemande (59) ; reconstitution sur le sol allemand d'une sidérurgie de base suffisante pour approvisionner les industries de transformations allemandes et assurer l'indépendance de l'économie allemande à l'égard de l'étranger ; constitution d'un front politique commun de la sidérurgie et des industries de transformations allemandes pour atteindre ces objectifs (60).

On voit la taille et la résolution de l'adversaire que la sidérurgie française, divisée et indécise, trouve devant elle au lendemain de 1919.

Les variations dans l'approvisionnement en matières premières de la sidérurgie allemande

Mais, dira-t-on, il ne suffit pas à la sidérurgie allemande, pour retrouver sa situation nationale et internationale d'avant la guerre, de se donner une forte organisation professionnelle, ni même de construire dans le Nord-Ouest de l'Allemagne des hauts fourneaux, des aciéries et des laminoirs pour remplacer ceux qu'elle a perdus dans le « Sud-Ouest » ; pour faire travailler ces hauts fourneaux et ces aciéries, encore faut-il que la sidérurgie allemande dispose en quantités suffisantes de minerai de fer et de coke. Or le traité de Versailles et ses suites ont retiré à l'Allemagne 80 % de ses ressources nationales en minerai de fer, passées en mains françaises, et la France détient une bonne part du complément de ressources en minerai auxquelles l'Allemagne avait pris avant la guerre l'habitude d'avoir recours : la minette de Meurthe-et-Moselle, voire le minerai de Normandie. Quant au coke métallurgique, on a vu comment les dispositions du traité de Versailles visaient à restreindre les disponibilités de l'Allemagne tout autant qu'à accroître celles de ses anciens adversaires politiques et futurs concurrents économiques. Pour l'une et l'autre matières premières,

(59) Reichert écrira beaucoup pour polémiquer contre les grands professeurs d'économie politique de l'Allemagne de Weimar, volontiers tentés par le libre-échangeisme.

(60) Voici quelques prises de positions politiques du *Verein* dans les années d'après-guerre : opposition à l'ultimatum de Londres des Alliés de mai 1921 ; opposition à la politique de Rathenau des livraisons en nature (Rathenau est une très forte personnalité, mais il n'est pas représentatif de la sidérurgie allemande) ; lancement, dès l'automne 1921, de l'idée qui sera reprise en 1924 dans le plan Dawes, d'utiliser le crédit de l'industrie allemande à l'étranger (et d'abord en Amérique) pour le financement des réparations ; approbation du traité de Rapallo.

la sidérurgie allemande sait trouver la parade dans les années qui suivent la guerre.

Voici d'abord LE CHARBON. La situation de l'Allemagne à cet égard n'est pas brillante. L'Allemagne a produit en 1913 190 000 000 de tonnes de charbon. L'amputation de la Sarre et d'une part de la Haute-Silésie fait perdre à l'Allemagne une capacité de production annuelle de 49 700 000 tonnes, soit 26 % du chiffre de 1913. La production des mines de houille restées allemandes, dans la Ruhr, la région d'Aix-la-Chapelle et partie de la Haute-Silésie, diminue sensiblement après la guerre, du fait d'une chute du rendement journalier des mineurs (abaissement du temps de travail, etc...); le manque à produire de ce fait est estimé à 26 800 000 tonnes (61). Si l'on ajoute à ces chiffres les 40 à 45 000 000 de tonnes annuelles que l'Allemagne serait obligée de livrer au titre des « réparations » prévues par le traité de Versailles, on arrive à une amputation des disponibilités en charbon de l'Allemagne, au cours des années d'après-guerre, de l'ordre de 115 à 120 000 000 de tonnes par an pour une production de 190 000 000 en 1913 ! Autant dire que l'on voulait condamner l'économie allemande à la paralysie ; les exigences de Versailles pêchaient par démesure, ou alors, selon le mot d'un observateur contemporain, le traité était trop dur pour ce qu'il avait de faible, car comment prétendait-on pouvoir réduire le fonctionnement de l'économie allemande dans de telles proportions, sans avoir d'abord brisé l'Allemagne elle-même ? Il était évident que la force des choses rendait inapplicables les prétentions du traité de Versailles quant au charbon.

Les obligations de livraison de charbon souscrites par l'Allemagne à Versailles ne seront jamais remplies. Dès la Conférence de Spa (juillet 1920) les Alliés ramènent leurs exigences totales de livraison de charbon allemand à 2 000 000 de tonnes par mois (62), ce qui rend à l'économie allemande la disposition de 15 à 20 000 000 de tonnes de charbon par an ; pour mesurer la valeur du potentiel énergétique qui correspond à ce chiffre, il suffit de constater qu'en 1921 la France, du fait de ses ressources nationales restreintes en charbon et des destructions opérées sur son sol par l'Allemagne, ne produira que 744 000 tonnes de coke... La situation est telle dans cet immédiat après-guerre que l'on ne peut s'apitoyer sur le sort de l'économie de l'un de ces deux pays qu'en condamnant celle de l'autre au chômage et à la misère. Ce qui manque le plus à la

(61) *Verhandlungsmöglichkeiten zwischen der deutschen und der französischen Eisenindustrie*, Bundesarchiv, Coblenz, D 131/255, folios 227-265.

(62) La même conférence de Spa majeure de 5 marks par tonne la comptabilisation du prix du charbon allemand des réparations, ce qui rompt, en faveur du charbon anglais, l'équilibre que le traité de Versailles avait voulu établir entre charbon allemand des réparations et charbon commercial anglais dans leur concurrence sur les marchés continentaux d'importation.

France, c'est le coke, encore beaucoup plus que le charbon (63). L'Allemagne, en revanche, si elle est amputée d'une partie de son potentiel houiller, conserve intactes les ressources de la Ruhr, avec lesquelles on fait d'excellent coke métallurgique. Une tonne de charbon n'est pas l'équivalent d'une autre tonne de charbon, car il y a charbon et charbon, et la lecture des statistiques brutes risque de masquer cet aspect essentiel de la qualité. L'Allemagne à Versailles a perdu la quantité, mais gardé pour l'essentiel la qualité, la matière première de la sidérurgie : le charbon cokéfiable de la Ruhr. Pour le reste, c'est-à-dire pour les besoins de son économie qui ne sont pas ceux de la sidérurgie, l'Allemagne va doubler sa production de lignite, dont elle a des ressources considérables, et elle va même devenir un pays importateur de charbon anglais. En outre, elle ne va pas exécuter le programme restreint de livraisons établis à Spa : en 1922, par exemple, elle livrera 8 947 014 tonnes de charbon, 1 348 994 tonnes de coke et 635 271 tonnes de lignite, soit 81,5 % du programme (64). Quant à sa consommation propre de coke, les chiffres sont là, qui prouvent à l'évidence que la restriction de la production sidérurgique, qu'une étude statistique des chiffres du traité de Versailles pouvait laisser présager, ne se produit pas ; en 1913, les industries allemandes, situées à l'intérieur des frontières qui seront celles de l'Allemagne d'après-guerre, avaient consommé 19 500 000 de tonnes de coke ; en 1920, elles en consomment 19 839 000 tonnes et en 1921, 22 599 000 tonnes (65) ; en 1922, la production allemande de coke continue de croître : l'Allemagne de 1922 produit 27 682 000 tonnes de coke alors que l'Allemagne de 1913 (Allemagne dans ses frontières de 1922, plus l'ancien Sud-Ouest) en avait produit 28 211 489 ; c'est dire que l'Allemagne est sur le point, dès cette date, d'avoir reconstitué, sur son territoire national réduit, sa capacité de production de coke d'avant-guerre (66). Sans doute, l'Allemagne livre en 1922, au titre des réparations, 6 255 377 tonnes de coke à la France, au Luxembourg et à la Belgique ; mais en 1913, elle avait livré aux usines de Lorraine et du Luxembourg 9 700 000 tonnes de coke. La comparaison de ces chiffres montre que la sidérurgie restée allemande profite de la

(63) Chacun sait que le charbon sarrois est alors difficilement cokéfiable, et le transfert à l'Etat français des mines domaniales de la Sarre n'est que d'un maigre secours pour pallier le manque de coke. La France, affamée de coke, en viendra même à exporter une partie de la production des charbons sarrois dont elle n'a pas usage. Le problème se posera de façon identique après la seconde guerre mondiale, d'où les essais, réussis, de cokéfaction des charbons sarrois et lorrains mise au point dans les années 50 à Carling et Marienau.

(64) Bulletin du Comité des Forges n° 3740 du 30 juin 1923.

(65) Bulletin du Comité des Forges n° 3668 du 5 juillet 1922.

(66) Dans les chiffres qui précèdent, on fait abstraction dans tous les cas de la production de coke de Haute-Silésie, parce qu'on limite la démonstration au rapport des productions et des consommations de la Ruhr et de l'ancien « Sud-Ouest ».

reconstitution de la capacité de production allemande de coke, et non la sidérurgie de l'ancien « Sud-Ouest », malgré la politique des réparations. A cet égard, le Comité des Forges analyse ainsi la situation de 1922 :

« L'Allemagne, n'ayant pas consommé (en 1922) autant de combustibles que l'Union Douanière en 1913 (l'Allemagne de 1913 plus le Luxembourg), a été atteinte, si l'on considère, avec elle, qu'une Allemagne territorialement réduite par le traité de Versailles ne doit pas être économiquement amoindrie et qu'elle doit retrouver à l'intérieur de ses nouvelles frontières les ressources et les moyens de production qu'elle avait en 1913, en y reconstituant les usines et l'outillage qui existent dans les territoires cédés. Il n'en est plus de même, si l'on juge les besoins actuels du Reich sur ceux des régions conservées par lui et non sur l'ensemble de ses besoins de 1913. On remarque à cet égard que, sans rien importer, l'Allemagne avait pu consommer en 1922 sensiblement autant de combustibles qu'en 1921 ; ses besoins se seraient trouvés satisfaits à 92 %. Ce serait donc une erreur d'admettre que les livraisons de combustibles effectuées en exécution du traité de paix ont causé une gêne sérieuse à la vie intérieure du pays et que les importations ont été indispensables pour satisfaire à des besoins primordiaux, empêcher des troubles sociaux et parer à une paralysie de l'activité nationale. Ces importations n'ont-elles pas servi, tout en constituant vis-à-vis des esprits non avertis la justification d'une pénurie qui n'avait rien d'effectif, à permettre au contraire un surcroît d'activité économique à une industrie approvisionnée de façon satisfaisante » (67).

Reste LE MINÉRAI DE FER. Si l'Allemagne peut gêner la sidérurgie française en restreignant ses livraisons de coke ou de charbon cokéifiable, la France, dira-t-on, détient un moyen de rétorsion efficace à l'égard de la sidérurgie allemande, avec le minerai de fer qu'elle possède désormais, et dont l'Allemagne est pauvre sur son territoire. Si l'on s'en tient à l'étude des statistiques de 1913, la France, à la limite, pourrait paralyser la sidérurgie allemande. C'est bien ce qu'avaient pensé les rédacteurs du traité de Versailles, mais, ici aussi, la sidérurgie allemande trouve la parade ; elle se libère de l'hypothèque de la minette lorraine et luxembourgeoise, et du contrôle que le recours à la minette donne à l'étranger sur sa sidérurgie, en développant, autant que faire se peut, la production de minerai de fer de l'Allemagne centrale, en alimentant ses aciéries dans des proportions considérables avec de vieilles ferrail-

(67) Bulletin du Comité des Forges 3740 du 30 juin 1923.

les et en faisant appel à d'autres pays exportateurs de minerai, comme la Suède (68).

La France a elle-même prêté le flanc au choix par la sidérurgie allemande d'une nouvelle politique d'approvisionnement en fer. A l'époque de la rédaction du traité de paix, elle a écarté, on l'a vu, la proposition de l'Allemagne de contrats à longs termes de livraisons réciproques de coke et de minette; la France pensait se donner un moyen de pression sur l'Allemagne en gardant la haute main sur les exportations de minette. Dans l'immédiat après-guerre la France contingente ses livraisons de minette à l'Allemagne, pensant ainsi amener l'Allemagne à présenter de meilleures conditions pour ses livraisons de coke (69). Par les protocoles de Luxembourg (décembre 1918) et de Versailles (mai 1919), les Alliés prétendent subordonner la livraison d'une tonne un quart de minette à l'Allemagne à la livraison d'une tonne de coke par l'Allemagne. Les stipulations de ces protocoles sont abandonnées en mai 1920, et dès lors les fournitures de minerai français à l'Allemagne se font en exécution de marchés, tout en étant subordonnées à l'attribution de licences d'exportation par le gouvernement français (70).

Mais la sidérurgie allemande s'est déjà tournée vers d'autres sources. Citons quelques chiffres. En 1913, les minerais de fer utilisés en Allemagne, venant de la production nationale, mais autres que la minette lorraine et luxembourgeoise, ne représentaient que 25 % de la consommation; en 1919, ils représentent 56,5 %; 48,9 % en 1920; 45,1 % en 1921; 35,8 % en 1922; la proportion diminue certes, de 1919 à 1922, en pourcentage, car l'accroissement de la production sidérurgique est beaucoup plus rapide et plus fort que les possibilités d'accroissement de la production nationale de minerai, mais le recours au minerai de l'Allemagne moyenne a été décisif dans l'immédiat après-guerre et reste beaucoup plus fort qu'avant guerre. Quant aux importations de minerais scandinaves, ils représentaient 11 % de la consommation allemande en 1913; en 1920, ils en représentent 26,2 %; en 1921, 25,6 %; en 1922, 28,4 % (71). Au cours des mêmes années, l'alimentation des aciéries allemandes en ferrailles prend une place considérable, avec un pourcentage parfois majoritaire. On comprend dès lors que la

(68) La question de l'approvisionnement en minerai de fer ou en ferrailles a été l'une des préoccupations dominantes du *Verein Deutscher Eisen- und Stahlindustriellen* dans les années 20; aussi les dossiers du *Verein*, où l'affaire est traitée, sont nombreux. Pour plus de commodité, on renvoie à une publication qui rassemble des études d'experts de la sidérurgie allemande, au premier rang desquels, J. REICHERT : *Die Rohstoffversorgung der deutschen eisenerzeugenden Industrie*, Publication du Ausschuss zur Untersuchung der Erzeugungs- und Absatzbedingungen der Deutschen Wirtschaft, Berlin, 1928, Mittler und Sohn, 513 pages.

(69) Etude de J. REICHERT publiée dans *Der Deutsche Volkswirt* du 5 juillet 1940, Bundesarchiv, Coblenz, R 131/1092.

(70) *Bulletin du Comité des Forges*, n° 3585, du 19 mai 1921.

(71) Tous ces pourcentages sont extraits d'une étude du Comité des Forges, *Bulletin* n° 3901 du 9 novembre 1925.

minette lorraine et luxembourgeoise, qui était devenue avant la guerre la grande ressource en minerai de la sidérurgie allemande, ne tient plus qu'une place marginale dans l'approvisionnement des hauts fourneaux allemands après la guerre. Quelques chiffres permettent de l'illustrer : la sidérurgie allemande avait consommé en 1913 21 133 676 tonnes de minette de Lorraine annexée, 7 333 382 tonnes de minette du Luxembourg et 3 810 900 tonnes de minerai de fer importé de France (surtout de la minette de Meurthe-et-Moselle). En 1922, l'Allemagne importe 2 035 900 tonnes de minerai de France (« vieille France » et Moselle réunies) et 766 400 tonnes de minette luxembourgeoise. Ainsi entre l'avant-guerre et l'après-guerre, la dépendance de la sidérurgie allemande à l'égard de la minette passe de 32 277 958 tonnes annuelles à 2 802 300. L'éloquence de ces chiffres se suffit à elle-même. La minette, avec laquelle les rédacteurs du traité de Versailles pensaient donner à la France le moyen d'avoir barre sur la sidérurgie allemande, est devenue en fait un fardeau et un souci pour l'économie française. Comme le disait un sidérurgiste allemand : « Laissons les Français s'étrangler (ersticken) avec la minette ».

Comment l'Allemagne a-t-elle réussi cette substitution dans les approvisionnements de sa sidérurgie ?

Il y a d'abord L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION DE MINERAI DE FER DE L'ALLEMAGNE MOYENNE. Le mouvement a commencé pendant la guerre et du fait de la guerre ; le Reich considère alors comme dangereux que la production sidérurgique dépende pour une part si importante des mines et d'usines situées à l'Ouest si près de la ligne du front, et soumises aux aléas de la guerre. Dès 1916, des pourparlers sont entamés entre les pouvoirs publics et les aciéries Ilseder Hütte pour accroître la production des mines de fer de Peine, entre Hanovre et Brunswick, d'une importance alors très secondaire. En janvier 1917, un projet de contrat est établi entre l'Etat (REICHSMILITAERFISKUS) et les Ilseder Hütte, firme privée : les Ilseder Hütte s'engagent à augmenter la production des mines de fer de Peine de 1 à 8 ou 10 000 000 de tonnes par an, et à mettre cette production à la disposition de la sidérurgie allemande, en échange de quoi le REICHSMILITAERFISKUS fournira aux Ilseder Hütte les quatre-cinquièmes des capitaux nécessaires aux installations pour augmenter la production (72). Dans les mois suivants, des millions de marks sont investis à Peine pour développer la production de minerai, avant même la signature du contrat, qui a lieu le 17 janvier 1918. Le contrat prévoyait que l'appui de l'Etat aux Ilseder Hütte prendrait fin six mois après la fin de la guerre (que l'on escomptait évidemment favorable à l'Allemagne). Mais, après l'armistice, les pouvoirs publics allemands décident de poursuivre le programme de

(72) Dossier du Ministère des Finances du Reich R 2/1254, Coblenze, Bundesarchiv. Voir aussi le Bulletin du Comité des Forges n° 3499 du 12 décembre 1919.

développement d'Ilse-de-Peine, pour compenser la perte de la Lorraine ; en janvier 1919 le Trésor allemand consent de nouveaux investissements de l'Etat (73). A partir de juillet 1919 on parle de nationalisation des mines de Peine ; depuis le début de l'intervention de l'Etat, deux ans auparavant, les investissements du Reich ont été de plus de 37 millions de marks, alors que le capital de la société n'était que de 15 millions (74). La solution de la nationalisation est finalement écartée pour une autre : les Ilse-der Hütte rembourseront au Reich 30 000 000 de marks, mais le Reich recevra un quart des actions de l'entreprise, aura deux représentants au conseil d'administration et conservera un droit de regard et de contrôle sur la production de minerai de fer de Peine (75). L'intérêt qu'a eu l'Etat allemand à développer la production de Peine-Ilse-der n'est pas seulement stratégique ; il est aussi technique : le minerai de Peine peut être utilisé dans les aciéries Thomas, c'est-à-dire remplacer « au pied levé » la minette lorraine et luxembourgeoise dans les usines de la Ruhr travaillant selon ce procédé ; il est enfin commercial, car il fournit à l'Etat allemand un volant de sécurité en approvisionnement de minerai, qui permet de négocier des contrats de livraisons de minerai avec de nouveaux pays fournisseurs (Suède, Espagne) sans avoir de couteau sur la gorge (76). Ainsi, le développement de Peine, qui a démarré pendant la guerre pour des raisons militaires, permet, dans l'immédiat après-guerre, à la sidérurgie allemande de réussir la « soudure » entre la rupture avec le « Sud-Ouest » et l'établissement de nouveaux courants d'approvisionnement en minerai.

LE PRINCIPAL COURANT NOUVEAU VIENDRA DE SUÈDE. Certes, dès avant la guerre, la sidérurgie allemande avait pris l'habitude de faire appel à du minerai suédois ; après une chute aussitôt après la guerre, les importations de Suède vont reprendre et dépasser celles d'avant-guerre (77).

Une raison technique amène la sidérurgie allemande à développer son approvisionnement en minerai suédois : celui-ci a une teneur de 60 à 65 %, alors que la minette lorraine et luxembour-

(73) Lettre du Kriegsministerium (Kriegs Rohstoff Abteilung) au Secrétaire d'Etat au Trésor du 4 janvier 1919, et réponse positive du Trésor du 23 janvier, Coblenz, R 2/1254. Le souci stratégique est évident.

(74) Coblenz R 2/1255. On trouvera dans le même dossier un historique des Ilse-der Hütte, depuis leur fondation en 1856. Cette étude montre bien le rôle des militaires dans les origines de l'intervention de l'Etat ; c'est après l'échec devant Verdun que l'Etat-Major allemand demande le développement de Peine, parce que le bassin de Briey-Longwy risque de tomber sous les coups de l'artillerie lourde française.

(75) Ibidem.

(76) Bundesarchiv, Coblenz, R 131/284.

(77) W. POTHMANN, *Zur Frage der Eisen- und Manganerzversorgung der Deutschen Industrie*, Jena, 1920, G. Fischer ; W. KELLER, *Die Versorgung der rheinischwestfälischen Eisenindustrie mit Schwedenerz im Zusammenhang mit dem schwedischen Produktionsproblem*, thèse de doctorat d'économie politique de l'Université de Cologne, 1925. La question revient évidemment souvent dans les dossiers du Verein deutscher Eisen- und Stahlindustriellen, conservés à Coblenz

geoise n'a une teneur que de 28 à 35 % (78) ; pour fabriquer la même quantité de fonte, il faut donc beaucoup moins de coke en utilisant du minerai suédois qu'en utilisant de la minette, ce qui est un argument décisif en ces années où le coke manque et est si précieux. La politique française contribue à accroître l'intérêt de l'Allemagne pour le minerai suédois ; en 1921, le gouvernement français, où Briand est alors pour une politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne, ferme pendant près de six mois les sorties de minette en direction de l'Allemagne ; les aciéries allemandes, pour ne pas courir le risque d'être paralysées en cas de nouvelles sanctions françaises, prennent l'habitude de se fournir ailleurs (79). En 1913, l'Allemagne avait importé 4 201 715 tonnes de minerai suédois ; en 1919, ce chiffre était tombé à 2 737 816 ; dès 1922, il est de 4 297 767, en 1925, il sera de 6 262 121, et en 1927, de 8 663 877 (soit l'équivalent d'environ 17 000 000 de tonnes de minette...). Dans les années 20, l'Allemagne commence même à s'intéresser aux ressources en minerai de fer de Terre-Neuve et du Brésil.

Enfin L'UTILISATION DES FERRAILLES ; elle fut particulièrement décisive dans les années de l'immédiat après-guerre. Les aciéries, de tout temps et en tous pays, utilisent des ferrailles, avec lesquelles on peut d'ailleurs fabriquer des aciers d'une particulière qualité ; on utilise soit les ferrailles à proprement parler, c'est-à-dire les produits métallurgiques hors d'usage et récupérés (en allemand ALTSCHROTT), soit les riblons, c'est-à-dire les chutes de fabrication aux divers stades du travail sidérurgique (en allemand NEUSCHROTT). L'industrie allemande, où le souci de l'organisation, de la rationalisation et du rendement a toujours été poussé, et où, par conséquent, rien ne se perd et tout se transforme, avait toujours fait largement appel aux ferrailles. Il y a, si l'on ose dire, un certain volume de fonte et d'acier en circulation dans une économie ; ces fontes et ces aciers deviennent des produits usés avec l'âge, usés qualitativement (dans leurs usages de machines, outils, etc...), mais non quantitativement, car fonte et acier sont pratiquement indestructibles ; il est moins cher, et donc plus rationnel, de transformer les aciers usés en aciers nouveaux, plutôt que de fabriquer des aciers nouveaux à partir de minerai, car la première opération demande moins de travail, moins d'énergie et moins de coke. Or l'Allemagne, en 1919, se trouve disposer d'un volume considérable d'aciers usés... ne serait-ce que du fait de la politique de démilitarisation et de destruction des armements à laquelle les Alliés la contraignent par le traité de Versailles. Que va faire l'Allemagne de tous ces canons, munitions, mitrailleuses, fusils, baïonnettes, casques, tours et machi-

(78) On ne peut donc comparer en chiffres absolus les importations de minerai suédois d'après-guerre et les livraisons de minette du « Sud-Ouest » d'avant-guerre ; il faut partir du principe qu'une tonne de minerai suédois vaut en gros deux tonnes de minette.

(79) Coblenz, R 13 I/255, Folios 160-164.

nes-outils servant à des buts militaires, dont les Alliés exigent la destruction ? De l'acier. Autant de coke épargné, et autant de minerai de fer à ne pas acheter à l'étranger. Une loi allemande du temps de guerre, qui interdisait l'exportation de ferrailles, est maintenue en vigueur plusieurs années après la guerre. Et l'on ne se contente pas, bien sûr, des ferrailles du désarmement ; la modernisation de l'industrie allemande met au rebut, donc en réutilisation, des quantités importantes de fonte et d'acier (80). L'Allemagne importe même les ferrailles de l'étranger ; elle en importe 644.000 tonnes en 1922, des Pays-Bas, de France, de Belgique, et même de Russie ; une société germano-soviétique est créée, la DERUMETAL pour exploiter les ferrailles disponibles en Union Soviétique, estimées à 3.000.000 de tonnes (81). En 1922 encore, l'Allemagne achète à l'étranger 721.700 tonnes de scories et résidus divers, contenant du fer. Les Allemands achètent aux Anglais et aux Russes leurs vieux bateaux, pour les détruire et alimenter les aciéries. On en vient même, à certains moments de pénurie en minerai, à charger des hauts fourneaux avec des ferrailles. Quelques chiffres globaux pour illustrer ce qu'on vient de lire : en 1912-1913, la sidérurgie allemande utilisait environ 1.000.000 de tonnes de vieilles ferrailles par an, pour une production d'acier de 18.000.000 de tonnes environ ; en 1920-1922, la sidérurgie allemande utilise 3.000.000 à 3.500.000 de tonnes de vieilles ferrailles par an, pour une production d'acier de 10 à 11.000.000 tonnes ; en 1922, année record, la sidérurgie allemande consomme, vieilles ferrailles et riblons récupérés réunis, plus de 7.000.000 de tonnes de ferrailles. La même année, elle n'utilise que 2.800.000 tonnes de minette, importations de Lorraine et du Luxembourg réunies, contenant de 900 à 950.000 tonnes de fer...

Les difficultés de la sidérurgie française

Quand on relit ces chiffres, on comprend mieux l'inquiétude qui saisit, en 1922, les milieux de la sidérurgie française et le pouvoir politique français : le projet sidérurgique du traité de Versailles est en morceaux. La sidérurgie allemande a conservé son indépendance et sa puissance, et est en train de reconstituer à vive allure dans la Ruhr et le Nord de l'Allemagne le potentiel sidérurgique qu'elle a perdu en Moselle, au Luxembourg et en Sarre ; et la France n'a pas le moyen d'arrêter cette évolution. On peut se demander si, après avoir perdu la guerre, l'Allemagne n'est pas en train de gagner la paix. A côté de la sidérurgie allemande, à nouveau en plein développement et paraissant sûre d'elle-même, la sidérurgie française

(80) Par exemple, l'Allemagne met au rebut, en 1921, 1 849 locomotives et en fabrique 1 804 ; en 1922, 1 585 et 1 627. Le potentiel industriel se renouvelle et se modernise en grande partie sur lui-même.

(81) Bulletin du Comité des Forges n° 3740 du 30 juin 1923.

de 1922 donne l'impression de flotter dans un habit taillé beaucoup trop grand pour elle, et dans lequel elle s'empêtre.

En contraste avec la remontée spectaculaire de la sidérurgie allemande, que l'on vient de voir, quelques chiffres vont nous montrer les difficultés au milieu desquelles se débat la sidérurgie française en 1922 (82). Les mines de fer de Moselle produisent, en 1922, 10.925.398 tonnes de minette, alors qu'en 1913, elles en avaient produit 21.136.265, soit un déficit de production de 48 %. La situation est encore plus mauvaise en Meurthe-et-Moselle : le bassin de Briey produit, en 1922, 7.276.800 tonnes de minette contre 15.103.849 en 1913 (déficit de 52 %); celui de Longwy, 1.395.874 contre 2.958.167 (déficit de près de 53 %); celui de Nancy, 584.343 contre 1.916.921 (déficit de 70 %). L'ensemble de la production française de minerai de fer en 1922 n'est que de 48 % de la production de 1913 (« vieille France » plus Moselle). Ainsi, l'intégration de l'économie de la Moselle recouvrée dans l'économie française s'accompagne d'une chute brutale de la production de minerai de fer en Moselle et dans le reste de la France. Constatations semblables pour la fonte : la France de 1922 produit 5.228.577 tonnes de fonte, soit un déficit de 42,4 % par rapport à la production de 1913 (« vieille France » plus Moselle); à la date du 1^{er} janvier 1923, 47 % des hauts fourneaux français sont éteints. Pour l'acier la production française est en 1922 de 4.534.492 tonnes, soit un déficit de 36,3 % par rapport à 1913 (« vieille France » plus Moselle) alors que l'on est en pleine période de reconstruction des régions dévastées.

Les raisons de la sous-production française sont multiples : d'abord le manque de coke, puis la faiblesse démographique du pays, saigné par la guerre, et la situation financière entravée; mais aussi l'absence de débouchés extérieurs. La sidérurgie française des années 20 ne pourrait fonctionner à sa capacité normale qu'en exportant. Or la sidérurgie allemande, comme on l'a vu, s'est reconstituée une sidérurgie de base pour compenser ses amputations du « Sud-Ouest » et se réserve le marché national allemand, et donc les débouchés naturels de la sidérurgie lorraine en Allemagne se ferment; de plus, sur les marchés de l'extérieur, la production sidérurgique allemande concurrence victorieusement la production française, car l'inflation allemande agit avec l'effet d'un gigantesque dumping et les industriels allemands laissent, bien entendu, dans des banques étrangères, et en devises, la valeur de leurs exportations, attendant des jours meilleurs pour rapatrier ces capitaux; en attendant, l'inflation allemande est, objectivement, un avantage pour la sidérurgie allemande; elle est, paradoxalement, l'une des raisons de son redressement. En face, la situation financière des mines, des hauts four-

(82) Les chiffres qui suivent sont extraits des statistiques du Comité des Forges. Voir en particulier les Bulletins du Comité des Forges 3721 du 5 avril 1923, 3790 du 21 mars 1924, 3802 du 27 mai 1924 et 3810 du 28 juillet 1924.

neaux et des aciéries met bien des entreprises françaises dans une situation délicate. La minette lorraine, pauvre en fer, n'est d'exploitation rentable que s'il y a une production de masse ; les frais de pompage de l'eau, par exemple, sont les mêmes dans une mine, si la production en est faible ou forte ; la sous-production en renchérit donc le prix, qui se répercute sur toute la chaîne des produits sidérurgiques, du fait du sous-fonctionnement aux différents stades de la fabrication. Il semble que la sidérurgie française connaisse en 1922 des difficultés financières graves (83) ; les sociétés françaises, nouvelles propriétaires des mines et usines ex-allemandes de Moselle, ne parviendraient pas à payer à l'Etat français les sommes qu'elles lui doivent, et qu'elles auraient dû avoir fini de verser en octobre 1921 ; plus des deux tiers des sommes dues ne seraient pas encore versées en 1923 (84).

Les ambitions que le pouvoir politique français avait eues en 1919 pour la sidérurgie française se soldent donc par un échec. On comprend donc que des tentatives de conciliation soient essayées. C'est, dès la seconde moitié de 1921, l'une des raisons de la politique Loucheur-Rathenau, qui tente, par le biais d'un développement des livraisons en nature au titre des réparations, de jeter un pont par dessus le fossé qui s'est creusé entre les industries françaises et allemandes. La tentative est un échec, pour toutes sortes de raisons, et d'abord parce que Loucheur et Rathenau, quelle que soit par ailleurs leur notoriété, ne représentent, ni l'un ni l'autre, les intérêts des sidérurgies de leurs pays respectifs ; or l'affaire, au fond, est celle des rapports et de l'équilibre entre ces deux sidérurgies ; l'échec de la politique de Loucheur et Rathenau est entre autres la sanction du fait que l'on a pensé trouver une solution au problème industriel franco-allemand sans l'aborder par sa base : la sidérurgie.

En 1922, en revanche, le problème sidérurgique devenant de plus en plus grave, des tentatives de conciliation sont faites. Laissons de côté les projets, qui remplissent les journaux, et qui sont dus à l'imagination de publicistes (en France, par exemple, Francis Laur et François Delaisi), ou d'industriels qui ne représentent qu'eux-mêmes (en Allemagne, par exemple, Arnold Rechberg), pour nous en tenir aux initiatives sérieuses et responsables.

L'idée d'une cartellisation internationale des sidérurgies apparaît en 1922 ; elle fera son chemin, puisqu'elle aboutira, après l'épreuve de force de l'occupation de la Ruhr et ses conséquences, à l'Entente Internationale de l'Acier en 1926. Mais, en 1922, l'idée ne parvient pas à prendre forme ; le point de départ avait été une initiative anglaise, visant à reconstituer l'IRMA (International Rail Makers Association), cartel international des fabricants de rails,

(83) Voir la *Journée Industrielle* du 16 juin 1922 et le document de la Wilhelmstrasse microfilmé K 947/K 244227-228 (dossier WII Fr 95/2).

(84) Dossier du Ministère des Finances du Reich R 2/955, Bundesarchiv, Coblenze.

qui avait été fondé en 1884 et avait disparu avec la guerre (le souci anglais est de mettre sans tarder un frein aux exportations de la sidérurgie allemande renaissante). Ceci mène à des négociations entre sidérurgistes français et belges, mais on n'aboutit à rien, parce que les Français posent comme préalable que l'on fixe une ligne de conduite entre Alliés avant d'entrer en pourparlers avec les Allemands (85).

Une affaire beaucoup plus importante, car il semble qu'il s'agisse d'un sondage indirect du gouvernement Poincaré, apparaîtrait en mars 1922 (86). La sidérurgie française tente une approche de la sidérurgie de la Ruhr par l'intermédiaire d'industriels allemands de Haute-Silésie (les intérêts de la sidérurgie française en Haute-Silésie ont créé des relations avec des industriels allemands de cette région). Les Silésiens paraissent souhaiter l'accord avec les Français ; ils préviennent des avances françaises Rathenau, alors ministre, qui demande son avis à la sidérurgie de la Ruhr. Une réunion de travail rassemble les grands noms de la sidérurgie allemande le 21 mars 1922. On est trois semaines avant la Conférence internationale de Gênes ; il s'agit de définir une ligne de conduite face aux approches indirectes de la sidérurgie française, car il y a lieu de penser que la France fera des propositions à Gênes. Les sidérurgistes décident de refuser d'entrer en pourparlers avec la sidérurgie française pour la constitution d'un cartel international, aussi longtemps que durera l'occupation. Klöckner dit : *« Ce serait la dernière des folies que de nous associer aujourd'hui à un cartel international des rails. L'ennemi pourrait exercer une pression sur notre syndicat. Aussi longtemps qu'il y aura ici une occupation étrangère, nous ne pourrions pas négocier »*. Thyssen demande comme préalable à toute négociation l'évacuation non seulement de la Rhénanie occupée, mais aussi de la Sarre. Bruhn dit : *« Nous sommes politiquement en position d'infériorité, mais économiquement les plus forts. C'est la conséquence des stipulations du traité de Versailles. Ce sont les étrangers qui souffrent de nos obligations de réparations. Les producteurs français et anglais sont pour nous des alliés en vue d'une révision du traité de Versailles. Nous devrions nous mettre en position de faiblesse économique ? Nous devons le refuser, que ce soit d'une façon cassante ou avec politesse »*. Quant à Stinnes, il dit : *« Pas question de négocier... Les Français ont perdu trop d'hommes et d'argent pendant la guerre. Ils se font beaucoup de soucis, à voir l'industrie allemande se rendre toujours plus indé-*

(85) *Verhandlungsmöglichkeiten zwischen der deutschen und der französischen Eisenindustrie*, folios 227-265, Bundesarchiv, Coblenz, R 13 I/255.

(86) *Ibidem*, folios 218-225, et surtout dossier R 13 I/261. Sur cette affaire, voir aussi JEANNENEY, op. cit., p. 153, et, au sujet des liaisons de la sidérurgie française avec la Haute-Silésie, l'article déjà cité de SOUTOU.

pendante. C'est trop tôt pour un cartel, ne pas négocier là-dessus. Ce serait intéressant, si nous pouvions récupérer les usines de Lorraine. Je crois que nous pourrons récupérer ces usines » (87).

On voit donc quelle est la position de la sidérurgie allemande à la veille de la Conférence de Gênes. Le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas disposée à une négociation pour chercher une solution à l'amiable des différends avec les sidérurgies étrangères ; elle entend au contraire pousser l'épreuve de force, pour exploiter sa puissance économique à des fins politiques, allant jusqu'à une révision du traité de Versailles.

Cinq semaines plus tard, le 27 avril 1922, les sidérurgistes allemands se retrouvent. Entre temps, il y a eu la conférence de Gênes, son échec et la conclusion du traité germano-soviétique de Rapallo, que l'industrie lourde allemande approuve. Il semble que, le 27 avril 1922, la sidérurgie allemande ait en face d'elle une nouvelle proposition de la sidérurgie française, peut-être du Comité des Forges : il est question de répartition des matières premières et des débouchés, et de fixation des prix. Si, comme on le croit, la proposition vient bien de la sidérurgie française, c'est une offre de mettre un terme à l'affrontement avec la sidérurgie allemande. Les sidérurgistes allemands refusent. Klöckner dit : *« Les entreprises lorraines ont perdu l'an dernier chacune entre 26 et 30 millions. Elles ont besoin d'un relèvement des prix étrangers et elles croient ne pouvoir y parvenir qu'avec un cartel international. Refusons toutes les propositions françaises. Nous n'avons plus besoin de minette ; qu'ils s'en étouffent »*. Bruhn : *« Se serait une grave erreur politique de s'engager maintenant avec la France. Le libre jeu des forces est le seul salut »*. Stinnes et Thyssen calment un peu l'ardeur de leurs collègues : si l'on va trop loin, il faut craindre des réactions violentes des Français. On tombe d'accord sur la ligne de conduite que voici : la négociation ne sera possible que lorsque les troupes d'occupation auront été retirées de Rhénanie et de Sarre, et Reusch, président en exercice du VEREIN DEUTSCHER EISEN- UND STAHL-INDUSTRIELLEN conclut : *« Dire à tous les étrangers que tant qu'un Français sera sur le sol allemand, nous ne pourrons pas mener de négociations économiques »*, et il fait allusion au Manchester Guardian (88).

La tentative de négociation du printemps 1922, et le refus qu'y oppose la sidérurgie allemande, nous paraissent d'importance. Elles révèlent la puissance politique, à cette date, de l'industrie allemande. Puissance politique intérieure : la constitution du gouvernement Cuno, quelques mois plus tard, en sera l'évidente mani-

(87) Notes prises pendant la réunion du 21 mars 1922, R 13 I/261, folios 158-159.

(88) Notes prises pendant la réunion du 27 avril 1922, R 13 I/261, folio 154.

festation. Mais puissance politique extérieure aussi : n'est-il pas assez extraordinaire de voir les industriels allemands poser les conditions politiques que la France devrait remplir pour qu'ils acceptent d'entrer en négociations professionnelles avec les industriels français ? Ils ne demandent rien moins que l'abandon de l'occupation, seul moyen de pression qui reste aux Alliés, alors que ni le problème du désarmement, ni celui de la sécurité, ni celui des réparations ne sont réglés (on est au printemps 1922). La décision de Poincaré d'entrer dans la Ruhr et de chercher à y briser l'orgueil et la puissance économique et politique des maîtres de la sidérurgie allemande prend un singulier relief, quand on a lu les archives de ceux-ci.

Au cours de l'année 1922, l'ambition de la sidérurgie allemande d'exploiter ce qui est devenu la position de faiblesse de la sidérurgie française prend forme. Si une négociation globale entre sidérurgies française et allemande n'a pas pu prendre naissance, des sidérurgistes français cherchent, à titre personnel, à prendre contact avec la sidérurgie allemande, pour trouver une solution aux difficultés financières qui sont la conséquence du sous-fonctionnement de leurs entreprises. L'approche la plus importante est celle de Jules Bernard, le successeur de Stumm à Uckange. Il négocierait avec Stinnes sur les bases que voici : cessation de la construction par la sidérurgie allemande de nouveaux hauts fourneaux alimentés en minerai suédois et canadien ; assurance que les usines lorraines seront alimentées en coke de la Ruhr ; livraison de produits finis à l'industrie allemande par les usines lorraines de Hagondange, Knutange et Rombas ; cession aux industriels allemands d'un quart du capital des usines lorraines que l'on vient de citer (89). Ces propositions méritent de retenir l'attention. Leur but est de faire sauter deux des goulets d'étranglement qui paralysent la sidérurgie lorraine : l'approvisionnement en coke et les débouchés ; on constate aussi que la réalisation de ce programme fournirait aux entreprises de Moselle les capitaux qui leur font tant défaut, avec la participation de 25 % du capital allemand. Mais on constate aussi que la conséquence de tout cela serait le retour en Moselle des industriels allemands ; ce serait la réalisation de ce que Stinnes avait prévu au printemps de 1922 : refusons de négocier avec les Français, ils seront bien obligés d'accepter nos conditions, et notamment notre retour en Lorraine. Bref, la sidérurgie allemande gagnerait l'épreuve de force. Les propositions de Jules Bernard sont beaucoup plus concessives à l'égard de la sidérurgie allemande que les propositions que la sidérurgie française avait faites au printemps, et sur la base desquelles la sidérurgie alle-

(89) Bundesarchiv, Coblenz, R 13 I/255. Auswärtiges Amt, Bonn, Handakten Ritter 10/1, et WII Fr 95/2.

mande avait refusé d'entamer la négociation. Il y a ainsi une rupture de front dans la sidérurgie française. Il y a des protestations contre l'initiative de Jules Bernard de la part d'autres entreprises françaises et le Comité des Forges fait savoir par le BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D'ETUDES ET D'INFORMATIONS ECONOMIQUES que Jules Bernard n'a parlé qu'au nom de son groupe.

Stinnes n'est pas le seul grand industriel allemand à penser que le temps est venu de faire basculer l'affaire du domaine économique au domaine politique. Thyssen dit au général Denvignes qu'il faut annuler les dettes interalliées, réduire la dette allemande des réparations à l'égard de la France et permettre à l'Allemagne d'emprunter à l'étranger pour financer le paiement de cette dette (c'est le plan Dawes avant la lettre), et il ajoute que sa production va atteindre celle d'avant-guerre et que ses laminoirs de Hagondange sont complètement reconstitués à Hamborn (faubourg de Duisbourg) et seront en pleine activité au 1^{er} janvier 1923 (90).

Mais Stinnes reste le plus entreprenant. Le 4 septembre 1922, c'est la signature des accords Stinnes-Lubersac, entre l'industriel allemand et le sénateur de l'Aisne, président d'une coopérative de reconstruction : Stinnes s'engage à livrer des matériaux de construction contre diminution des obligations allemandes de livraison de charbon dans des proportions correspondant aux quantités de charbon nécessaires à la fabrication desdits matériaux de construction (91). Les accords avec Lubersac ne sont en fait pour Stinnes que l'amorce d'une affaire qu'il espère beaucoup plus importante : il espère pouvoir parler avec Eugène Schneider lui-même.

L'artisan du projet de rencontre Stinnes-Schneider est le puissant directeur des ARBED luxembourgeoises, Emile Mayrisch. Les ARBED, comme les entreprises sidérurgiques mosellanes, bien que dans une moindre mesure, souffrent des troubles que le traité de Versailles et les nouvelles frontières entraînent pour la sidérurgie ; dans l'immédiat après-guerre, Mayrisch avait joué la carte française (92) ; il s'était associé à Schneider pour la prise en charge commune de l'héritage allemand au Luxembourg. Le vent tournant, il s'était plutôt orienté vers le capital belge et, en septembre 1922, il pense le moment venu de jouer un rôle d'intermédiaire entre les

(90) Photocopie, faite à Paris en 1941, d'une note de Poincaré du 6 septembre 1922 pour Dubois, président de la Commission des Réparations, Coblenz, Bundesarchiv, R 13 I/1075.

(91) Voir ci-dessus chapitre II et WEILL-RAYNAL, *Les réparations allemandes et la France*, tome II, pages 291-298.

(92) L'épouse de Mayrisch est une amie intime d'André Gide et de Jean Schlumberger, qu'elle a connus par Mme Van Rysselberghe, la « petite dame » du *Journal*. Pendant la guerre, Jean Schlumberger, officier de renseignements dans l'armée française, avait, dès 1917, rencontré en Suisse Mayrisch, qui était alors, comme Luxembourgeois, un industriel allemand, du fait du Zollverein. Aussitôt après l'armistice, Schlumberger avait été muté à l'Etat-Major de Foch à Luxembourg. J. SCHLUMBERGER, *Rencontres*, Gallimard, 1968, p. 80-81.

sidérurgies allemande et française. Il invite Schneider, et par l'intermédiaire de son ami Silverberg, Stinnes à se rencontrer à Wiesbaden les 28 et 29 septembre 1922 (93). Au dernier moment, Schneider fait savoir qu'il se fera représenter par Aubrun, membre des conseils d'administration de Knutange et des « Terres Rouges ». Stinnes fait savoir alors qu'il ne se déplacera pas, car il veut parler à Schneider lui-même (94). Mayrisch fixe un nouveau rendez-vous, pour le 17 octobre, à Colpach, sa propriété de campagne près de Luxembourg ; Schneider décommande à nouveau ; une troisième tentative de Mayrisch n'aboutira pas non plus.

En fait, Schneider, après avoir hésité, refuse l'entrevue avec Stinnes. Le but de Stinnes est de remplacer les obligations de livraisons en nature au titre des réparations par des contrats commerciaux. Ce serait un changement de politique. Mais entre-temps, à Paris, la situation a évolué. Le pouvoir politique, c'est-à-dire Poincaré, considère toutes ces approches, ou tentatives d'approches, entre milieux d'affaires allemands et français, comme une dégradation globale de la position française, menaçant le fonctionnement même des réparations. Il s'est résolu le 27 novembre 1922 à la saisie de la Ruhr, comme pour redresser d'un coup la position française. Aussi, lorsqu'en décembre 1922, Stinnes, devenu le maître de l'Allemagne avec son ami Cuno à la chancellerie du Reich, fait demander par l'ambassadeur d'Allemagne une audience à Poincaré, il se heurte à un refus : d'une part la décision d'occuper la Ruhr est prise, et d'autre part Poincaré ne veut pas de conversations bilatérales franco-allemandes dont les Alliés de la France pourraient prendre ombrage (95).



Avant 1914, du fait de la minette et du procédé Thomas, la Lorraine annexée était devenue l'une des bases de la puissance sidérurgique allemande. Le traité de Versailles a représenté une terrible menace pour la puissance sidérurgique allemande par le retour à la France de la Lorraine désannexée, accompagnée du transfert de mains allemandes en mains françaises des mines et usines qui s'y trouvaient. La menace, pour la sidérurgie allemande, a été accrue par la sortie du Luxembourg du Zollverein et l'entrée du bassin de la Sarre dans le système douanier français, ainsi

(93) Bundesarchiv, Coblenz, Papiers Silverberg, dossier 403. Silverberg est le grand patron du lignite de la région de Cologne et l'une des personnalités dirigeantes du *Reichsverband der deutschen Industrie*.

(94) Ibidem.

(95) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 325-326, et surtout compte rendu d'une réunion interministérielle à Paris, réunissant le 17 décembre 1922, autour de Poincaré, Lasteyrie, Le Troquer, Peretti et Seydoux, Quai d'Orsay, Papiers Millerand, carton n° 5 Réparations.

que par les clauses charbonnières du traité, qui, si elles étaient strictement appliquées, permettraient aux Alliés de préparer un goulet d'étranglement de la puissance économique allemande.

Mais la sidérurgie allemande a su, en quatre années, de 1919 à 1922, parer à cette terrible menace pour elle. Elle a obtenu une diminution considérable de ses obligations de livraisons de charbon, et n'a même pas rempli ces programmes diminués, conservant ainsi son potentiel énergétique, en en privant corrélativement la France. Elle s'est tournée vers d'autres sources d'approvisionnement en minerai que la minette lorraine, retirant ainsi à la France le moyen de pression que celle-ci croyait détenir. Enfin, profitant des dédommagements reçus pour les usines expropriées, ainsi que de l'inflation, elle a reconstitué sur sol resté allemand un potentiel de production sidérurgique équivalent à celui qu'elle avait perdu en Moselle et au Luxembourg.

A la fin de 1922, la reconversion de la sidérurgie allemande est chose faite et réussie. La sidérurgie allemande a retrouvé sa puissance et son indépendance. Du même coup, la sidérurgie française, surtout en Lorraine, est en chômage partiel, par manque de coke et de débouchés. La sidérurgie allemande est en train de gagner la paix. Elle s'est refusée à toute solution de compromis avec la sidérurgie française, aussi longtemps qu'elle n'avait pas retrouvé puissance et indépendance. Maintenant que c'est chose faite, qu'elle est en position de force, et la sidérurgie française en position de faiblesse, Stinnes cherche le contact avec les milieux sidérurgiques français, à ses conditions bien sûr. Poincaré l'empêche.

Tel est le problème sidérurgique franco-allemand. A-t-il joué un rôle dans la décision française d'occuper la Ruhr ?

A l'époque, une thèse a été développée dans l'*HUMANITÉ* en France, et dans le *MANCHESTER GUARDIAN* en Grande-Bretagne, ainsi que par des publicistes (96), selon laquelle Poincaré, en occupant la Ruhr, aurait agi comme agent politique du Comité des Forges. Jusqu'à ce jour, aucun document n'a été apporté à l'appui de cette thèse (97). Que la situation respective des sidérurgies allemande et française, à la fin de 1922, ait été l'un des éléments de la décision de Poincaré, voilà qui paraît évident. Mais réduire à cet élément la décision de Poincaré serait faire montre de myopie. On croit avoir montré que la décision du président du Conseil français avait de tout autres dimensions. Peut-être même, en occupant la Ruhr, Poincaré a-t-il coupé court à des projets d'accords privés germano-français, que Stinnes avait en tête, et qui auraient tenté certains milieux sidérurgiques français, inquiets du sous-fonctionnement de leurs entreprises et de ses suites financières.

(96) Notamment Delaisi et Ker.

(97) Nos recherches sur ce point nous ont donc amené aux mêmes conclusions que JEANNENEY, *op. cit.*, p. 159-160.



CHAPITRE IV

PROBLEMES ECONOMIQUES, FINANCIERS ET COMMERCIAUX

- Faiblesses profondes de la France d'après-guerre.
- Les choix de politique commerciale de la France à l'égard de l'Allemagne à la fin de la guerre.
- Les contingents alsaciens-lorrains.
- La Sarre.
- Le grand projet français d'industrialisation.



Faiblesses profondes de la France d'après guerre

Pour important que soit le problème sidérurgique — et d'autant plus que, du fait de la localisation géographique de la sidérurgie allemande, il vient encore compliquer les problèmes des réparations et du Rhin — il ne représente qu'une partie du contentieux économique franco-allemand hérité de la guerre et du traité de Versailles.

Que l'on nous permette d'abord de rappeler brièvement quelques faits et chiffres. La France, victorieuse militairement et politiquement, est épuisée démographiquement et économiquement. Pays leader de la coalition victorieuse, elle sort de sa victoire, en ce qui concerne sa substance profonde, plus faible que ses Alliés et **QUE SON EX-ENNEMIE, L'ALLEMAGNE.**

Les hommes d'abord, qui sont quand même en dernier ressort la mesure de tout. Il est évident que, même si les pertes de l'Allemagne en chiffres absolus ont été supérieures à celles de la France, l'hémorragie a été bien plus catastrophique pour la France, car elle a affecté une population moins nombreuse et surtout beaucoup moins jeune. Et aux morts de la guerre il convient d'ajouter la surmortalité civile, bien souvent méconnue (« grippe espagnole ») (1), et les centaines de milliers d'anciens soldats trop grièvement blessés pour être par la suite des agents normaux de la production économique. Voilà le fond du tableau humain, et partant économique, des années de l'après-guerre : la France est un pays exsangue. Le peuple allemand, bien sûr, a, lui aussi, beaucoup souffert dans sa chair. Mais l'Allemagne des années 20 n'est pas un pays exsangue.

Et il y a les destructions matérielles. Le Nord et l'Est de la France — souvent les régions les plus riches pour l'agriculture et l'industrie — ont servi pendant plus de quatre ans de champs de batailles, et de quelles batailles ! Il y a, en France, 222 132 maisons détruites, 118 196 gravement endommagées et 214 011 partiellement endommagées. 2 125 087 hectares de terres de labour sont à remettre en état, 426 669 hectares de pâturages et 596 076 hectares bâtis. L'armée allemande a enlevé plus de deux millions de têtes de bétail. Les mines de charbon du Nord et du Pas-de-Calais sont noyées, et, dans les régions dévastées, les hauts fourneaux sont éteints. 62 219 kilomètres de routes sont à refaire, 1 858 kilomètres de canaux et plus de 5 000 kilomètres de chemins de fer (2).

En Allemagne, où l'on ne s'est pas battu, et où les bombarde-

(1) SAUVY, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, tome I, p. 21-22. Sauvy estime à 2.900.000 les pertes de la population française des 87 départements (sans l'Alsace-Lorraine), du fait de la guerre.

(2) SAUVY, op. cit., p. 26.

ments aériens ont été sans gravité réelle, l'appareil économique est certes fatigué, du fait de l'effort de guerre, mais il est intact. Au-delà de l'affaire des réparations, il importe, si l'on veut comprendre l'évolution des relations franco-allemandes des années 20 dans leur ensemble, d'avoir présente à l'esprit la disproportion entre l'appareil économique de production allemand et l'appareil français : les faits de la guerre paraissent avoir aggravé la disproportion qui existait déjà avant la guerre entre le potentiel allemand et le potentiel français.

A cela s'ajoute la situation des finances internationales de l'un et l'autre pays. L'Allemagne, de par la force des choses, a été contrainte de financer son effort de guerre sur sa propre substance monétaire. Elle le paie très cher dans les années de l'immédiat après-guerre par la chute du mark, qui est la conséquence inéluctable de l'inflation cachée pratiquée par ses gouvernements durant les années de guerre (3). Du moins l'Allemagne d'après-guerre est-elle libre de dettes extérieures, si l'on excepte les réparations. Et l'une des raisons essentielles de ce qui devient le drame des réparations est précisément que les réparations sont les seules dettes extérieures de l'Allemagne de l'immédiat après-guerre, que ces dettes de réparations, du fait de la formulation du traité de Versailles, finissent par apparaître comme plus politiques que financières, et que le principal bénéficiaire, à 52 %, devrait en être la France.

La France, en revanche, a financé son effort de guerre pour une large part par des crédits extérieurs. C'est l'immense affaire des dettes interalliées (4). De créditrice avant-guerre, la France est devenue débitrice ; certains estiment que le déficit de la balance des échanges de la France de 1914 à 1919 a été de 80 milliards de francs-or, auxquels s'ajoutent plus de 30 milliards de francs-or d'emprunts étrangers (5). Ces « dettes interalliées » sont un moyen permanent de pression dont disposent l'Angleterre et l'Amérique à l'égard de la France. Enfin, l'endettement extérieur de la France n'est pas exclusif des difficultés financières intérieures de l'Etat, avec les emprunts

(3) Tous les historiens économistes sont aujourd'hui d'accord pour considérer que les pratiques financières des gouvernements allemands de 1914 à 1918 ont été la cause première et déterminante de l'effondrement du mark entre 1919 et 1923. Après 1920, les réparations ont contribué à l'affaiblissement monétaire allemand, en effectuant des ponctions sur un organisme monétaire déjà déséquilibré, et le financement par le Reich de la « résistance passive » en 1923 transforme la chute du mark en déroute. Mais la thèse, si souvent avancée dans les années 20, à des fins polémiques et politiques évidentes, d'une responsabilité primordiale, voire unique, des réparations dans la chute du mark n'est plus retenue par les historiens. Dès 1931, BRESCIANI-TURONI a donné les véritables raisons de la chute du mark dans son ouvrage célèbre *Le vicende del marco tedesco*.

(4) Sur ce problème des dettes interalliées, dont l'importance très grande a été trop souvent éclipsée au bénéfice du problème des réparations allemandes, on dispose désormais de la thèse de doctorat d'Etat dactylographiée soutenue en mai 1976 devant l'Université de Paris-I par Denise ARTHAUD.

(5) C.-J. GIGNOUX, *L'économie française entre les deux guerres*, chapitre I, et SAUVY, op. cit., p. 29.

intérieurs, les avances de la Banque de France et les « Bons de la Défense Nationale », amorce d'une énorme dette flottante (6). Ainsi, même si elle ne connaît pas la déroute monétaire de l'Allemagne, la France des années d'après-guerre connaît de graves soucis monétaires, et elle n'est pas financièrement, et partant économiquement, libre : l'affaire des dettes interalliées aliène sa liberté de manœuvre à l'égard de Londres et de Washington ; et, en ce qui concerne l'Allemagne, la France non plus n'est pas vraiment libre : l'équilibre du budget de la France, par la pratique des « dépenses recouvrables », dépend du paiement des réparations. Ainsi, la France victorieuse est, d'une certaine manière, dans la dépendance financière de son ennemie vaincue, l'Allemagne.

De ce rapide tour d'horizon, on ne peut conclure que par un constat de faiblesse profonde de la France de l'immédiat après-guerre : faiblesse démographique, faiblesse économique, faiblesse financière. Cette faiblesse profonde, et à long terme, est en évident contraste avec la puissance militaire de la France, qui est alors très réelle, mais momentanée. Et bien des choix politiques de la France des années 1919-1923 s'expliquent par celle-ci plutôt que par celle-là.

Les choix de politique commerciale de la France à l'égard de l'Allemagne à la fin de la guerre (7).

Avant 1914, l'Allemagne avait été l'un des principaux partenaires du commerce de la France, aux exportations comme aux importations. Dans sa thèse de doctorat, R. Poidevin a montré l'expansion continue de ce commerce, à l'avantage croissant de l'Allemagne, et sans réaction notable de la France, du moins jusqu'à la crise internationale de 1911 (8). En gros, et en faisant abstraction de diverses stipulations douanières ultérieures, le commerce franco-allemand était alors régi par l'article 11 du traité de Francfort, instituant le régime réciproque de « la nation la plus favorisée », et, du côté français, par la loi douanière de 1892 créant le « double tarif ».

« *La clause de la nation la plus favorisée est une stipulation par laquelle deux gouvernements organisent leur participation réciproque à tout système juridique plus avantageux qu'ils auraient déjà élaboré ou viendraient par la suite à élaborer d'accord avec d'autres gouvernements* » (9). Dans le cas du commerce international, cela

(6) GIGNOUX, op. cit., estime que les dépenses de guerre de la France ont été de 210 milliards de francs, qui auraient été couverts par l'emprunt pour 175 milliards, dont 25 milliards par des avances de la Banque à l'Etat ; il y aurait eu en outre 33 milliards de Bons de la Défense Nationale.

(7) Cette affaire faisant actuellement l'objet d'un travail de recherche, on se limite ici à ce qui est strictement nécessaire à la compréhension de la suite de notre travail.

(8) Raymond POIDEVIN, *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, Paris, 1969.

(9) G. SCELLE, *Précis*, tome II, p. 348, cité par E. SAUVIGNON, *La clause de la nation la plus favorisée*, Presses Universitaires de Grenoble, 1972, page 1, note 2.

veut dire que deux Etats contractant un traité ou accord commercial contenant cette clause s'engagent réciproquement à se faire bénéficiaire des conditions douanières, et autres, meilleures qu'ils seraient amenés à concéder au commerce avec un Etat tiers. Dans la pratique de la vie commerciale internationale en Europe à la fin du XIX^e siècle, la « clause de la nation la plus favorisée » était devenue d'usage courant, et, pourrait-on même dire, normal. R. Poidevin a montré que l'application de cette pratique au commerce franco-allemand par l'article 11 du traité de Francfort de 1871 n'était nullement une brimade commerciale de l'Allemagne victorieuse à l'égard de la France vaincue d'alors (10). Toutefois, l'article 11 a fait par la suite l'objet d'interprétations divergentes en Allemagne et en France, et, plus tard, quand les protectionnismes se sont renforcés, que les nationalismes se sont affrontés et qu'enfin l'on a commencé à dénoncer en France l'« invasion » commerciale allemande, il y a eu une certaine tendance en France à s'en prendre à l'article 11 du traité de Francfort, et donc à la « clause de la nation la plus favorisée », comme contraire aux intérêts du commerce extérieur de la France.

Quant au « double tarif » de la loi douanière française de 1892, que l'on a pu appeler l'« évangile méliniste » (11), il consiste en ceci : il y a deux tarifs douaniers, un tarif dit « minimum » et un tarif dit « général » ou « maximum » ; ils sont établis par le pouvoir législatif, qui peut les modifier ; le tarif général est en gros quatre fois supérieur au tarif minimum. Le pouvoir exécutif, qui par la loi de 1875 est habilité à négocier et conclure des accords commerciaux, est autorisé par la loi douanière de 1892 à négocier ces accords en partant du tarif général et en faisant aux partenaires de la France des concessions, par rapport au tarif général, en fonction de leurs propres concessions, mais sans jamais descendre en dessous du tarif minimum. Ce système du double tarif — les tarifs ayant entre-temps été modifiés en 1910 — est toujours celui de la France en 1919 et au-delà.

Mais, entre-temps, il y a eu la guerre. Du 15 au 17 juin 1916, s'est réunie à Paris une conférence économique interalliée ; la délégation britannique y était dirigée par Lord Runciman, président du Board of Trade, et la délégation française par Clémentel, député du Puy-de-Dôme et ministre du Commerce du gouvernement Briand (12). Sans prendre de décision (elle n'y est d'ailleurs pas habilitée), la conférence économique interalliée de Paris de 1916

(10) POIDEVIN, op. cit., p. 87 et suivantes.

(11) GIGNOUX, op. cit. Voir aussi NAUDIN, *Les accords commerciaux de la France depuis la guerre*, Paris, 1928, chapitre II.

On sait le rôle décisif de Jules Méline dans l'établissement de cette législation douanière.

(12) NAUDIN, op. cit., chapitre III. Clémentel sera à nouveau ministre du Commerce du gouvernement Clemenceau de 1917-1919, donc pendant la négociation du traité de Versailles, puis ministre des Finances dans le gouvernement Herriot de 1924-1925, donc pendant la Conférence de Londres.

aurait « recommandé » pour l'après-guerre la suppression de la clause de la nation la plus favorisée (13). Ceci s'explique sans doute alors par la psychologie de guerre : les Alliés auraient envisagé de soumettre, après la victoire, leurs ennemis à un régime discriminatoire dans le commerce international, comme pour prolonger la guerre proprement dite par une sorte de guerre économique.

Quoi qu'il en soit, le 23 avril 1918, le gouvernement français, dans lequel Clémentel est toujours ministre du Commerce, dénonce unilatéralement tous les accords commerciaux passés par la France et contenant la clause de la nation la plus favorisée, soit cinquante-deux conventions commerciales (14). Sans doute, la situation de guerre, en rendant le commerce international impossible, avait interrompu *de facto* l'application des accords commerciaux passés avant 1914 par la France avec les Etats étrangers ; il n'en reste pas moins que la décision du gouvernement français du 23 avril 1918 (15) entend faire table rase du passé : la France veut se donner, pour les lendemains de la guerre, les possibilités d'une politique du commerce extérieur sélective, selon les Etats. Dans le cas des relations commerciales franco-allemandes en particulier, cette décision apparaît comme une dénonciation, dès avant la fin des hostilités, de l'article 11 du traité de Francfort.

C'est effectivement ce que l'on retrouve dans le texte même du traité de Versailles. Les articles 264 à 267 et 280 du traité imposent à l'Allemagne pendant cinq ans l'application UNILATÉRALE de la clause de la nation la plus favorisée : c'est-à-dire que l'Allemagne, pendant ce temps, s'engage à ne pas appliquer à l'entrée sur son territoire de produits en provenance des pays alliés des conditions douanières ou autres plus dures que celles qu'elle concède ou serait amenée à concéder à des Etats tiers. De leur côté, les Alliés ne s'engagent à rien de réciproque et restent libres d'appliquer les droits qu'ils veulent à l'entrée sur leurs territoires de produits allemands ou en provenance d'Allemagne. Le choix fait, à la fin de la guerre, à l'égard du commerce avec l'Allemagne, est donc, on le voit, le choix d'une politique de combat.

Le front des Alliés, dans cette affaire comme dans d'autres, se désunit rapidement après Versailles. L'Angleterre veut en revenir aux pratiques du libre-échange, dont elle espère le retour à la prospérité d'avant-guerre. Mais la France, pendant les cinq années que permet le traité, c'est-à-dire jusqu'au 10 janvier 1925, puisque le traité entre en vigueur le 10 janvier 1920, va faire usage de ce droit. Jusqu'à cette date, les produits français pourront entrer en

(13) Ibidem.

(14) Ibidem et GIGNOUX, op. cit.

(15) Elle sera notifiée aux Etats intéressés le 10 septembre 1918 pour prendre effet au 10 septembre 1919. Dans la pratique, la France ne l'appliquera pas à tous les Etats, se réservant de le faire à l'égard de ceux avec lesquels elle ne veut plus pratiquer la clause de la nation la plus favorisée, et qu'elle veut donc soumettre à un régime commercial discriminatoire.

Allemagne en ne payant que les droits allemands les plus bas, tandis que les produits allemands devront acquitter en général à l'entrée en France le tarif maximum (16). Voici qui souligne l'importance, à l'horizon des relations franco-allemandes de l'après-guerre, de la date du 10 janvier 1925, que nous avions déjà trouvée dans l'étude du problème sidérurgique (17). Le traité donne à la France jusqu'au 10 janvier 1925 des armes privilégiées pour l'aider à résoudre, dans son intérêt, le problème des relations commerciales franco-allemandes. Si, à cette date, le problème n'est pas résolu, ce sera le libre jeu des forces de toutes natures qui jouera...

Les contingents alsaciens-lorrains (18).

On retrouve, à l'horizon du traité de Versailles, la date du 10 janvier 1925 dans les articles 68 et 268 concernant les « contingents alsaciens-lorrains ». Voici le passage essentiel de l'article 268 : *« Pendant une période de cinq années, à dater de la mise en vigueur du présent traité, les produits naturels ou fabriqués, originaires ou en provenance des territoires alsaciens et lorrains réunis à la France, seront reçus à leur entrée sur le territoire douanier allemand en franchise de tout droit de douane. Le gouvernement français fixera chaque année, par décret notifié au gouvernement allemand, la nature et la quotité de produits qui bénéficieront de cette franchise. Les quantités de chaque produit qui pourront être ainsi envoyées annuellement en Allemagne ne pourront dépasser la moyenne annuelle des quantités envoyées au cours des années 1911 à 1913 ».*

L'on comprend la raison de ces stipulations. Pendant près d'un demi-siècle, l'Alsace et la Lorraine annexée avaient fait partie du système économique allemand, et toutes sortes de liens commerciaux s'étaient tissés entre le Reichsland et l'Allemagne, liens qu'il serait dangereux, dans l'intérêt même du bon fonctionnement de l'économie des départements recouvrés, de rompre du jour au lendemain. Les « clauses des cinq ans » concernant les contingents alsaciens-lorrains apparaissent donc d'abord comme une mesure de sauvegarde immédiate, devant donner à l'économie des trois départements le temps de se réadapter au sein de l'économie française : en attendant que de nouveaux liens commerciaux se renouent à l'intérieur de la France, les anciens débouchés seraient assurés en Allemagne.

On doit cependant se demander si la portée des articles 68 et 268 n'est pas plus lointaine. Leur durée est certes limitée aux

(16) NAUDIN, op. cit., chapitre III.

(17) Voir ci-dessus, chapitre III, 2^e partie, *Les ruptures de 1919*.

(18) Cf. J. BARIETY, *Les conséquences pour l'économie française du retour de l'Alsace-Lorraine à la France en 1919*, *France*, revue de l'Institut historique allemand à Paris, tome 3, 1975-1976, p. 533-553.

cinq premières années de fonctionnement du traité ; mais ce seront les années décisives, qui donneront notamment au commerce international de l'après-guerre sa nouvelle configuration. L'ambition des auteurs du traité n'est-elle pas ici, au-delà d'une nécessaire période transitoire de réadaptation, de conserver durablement en Allemagne des débouchés pour certaines matières premières et certains produits des trois départements ? De façon concrète, voyons de quelles productions il peut s'agir.

Bien sûr, il s'agit d'abord de la SIDÉRURGIE MOSELLANE. On ne rappelle ici que pour mémoire cet immense problème, que l'on a traité au chapitre précédent. Il est évident que la France de 1919 a pensé que la minette et les produits bruts des aciéries de Moselle, sans débouchés suffisants dans la « France de l'intérieur », devraient continuer à se placer en Allemagne ; et les « clauses des cinq ans » devaient permettre de conserver durablement les anciens débouchés. La sidérurgie devait être l'un des domaines d'utilisation privilégiée des articles 68 et 268. On a vu comment la sidérurgie allemande a réussi à mettre en échec ce projet.

Un autre domaine important d'application des clauses est la VITICULTURE ALSACIENNE, et dans une moindre mesure mosellane. Entre 1871 et 1918, la viticulture alsacienne avait trouvé sur le marché allemand pour ses produits des possibilités de commercialisation relativement faciles. Les raisons en étaient évidentes : les possibilités de production en vin de l'Allemagne sont limitées, ne serait-ce que pour des raisons climatiques. La rentrée de l'Alsace dans le système économique français va poser un grave problème de débouchés. La surproduction viticole française est un mal chronique, et les producteurs méridionaux, sans oublier les producteurs algériens, sont puissamment organisés. Où vont se placer désormais les vins alsaciens, qui sont chers, comparés aux prix des vins de la « France de l'intérieur » ? L'affaire est délicate, sinon quantitative (en 1920, la production alsacienne de vin représente 1 % de la production française), du moins qualitativement : les viticulteurs constituent un élément important de la société alsacienne ; ils contribuent de façon sensible à l'état d'esprit de la province. Pour l'avenir, il y a là un souci lancinant pour le gouvernement français, et le gouvernement allemand le sait (19). Si le gouvernement français ne trouve pas avant la date du 10 janvier 1925 une solution

(19) En août 1924, lorsqu'auront lieu les premières approches entre Français et Allemands pour la négociation d'un traité de commerce, cette affaire sera au premier plan des préoccupations françaises. Voir ci-dessous, chapitre XVII, 3^e et 4^e parties, et chapitre XVIII, 3^e partie. La lecture des archives allemandes révèle un autre point sensible, commercialement, de l'agriculture alsacienne : les pâtés de foie gras. Cette production, assez développée dans la petite agriculture alsacienne, avait pris l'habitude de se vendre en Allemagne. Après le retour à la France, si les pâtés de foie alsaciens perdent leurs débouchés en Allemagne, ils se heurtent sur le marché français à la concurrence des produits du Sud-Ouest. Ce sont là des choses dont il ne faut pas sous-estimer l'importance pour l'état d'esprit des populations, même si c'est beaucoup moins spectaculaire que les affaires sidérurgiques par exemple.

satisfaisante et durable à ce problème, il y aura là, dans la position française, une faiblesse, que le négociateur allemand saura exploiter.

Il y a enfin l'INDUSTRIE TEXTILE. Le travail de la laine et du coton sont de vieille tradition à Mulhouse et dans les vallées alsaciennes et lorraines des Vosges. C'est une des branches essentielles de l'économie alsacienne, faisant vivre une population nombreuse. La rupture de 1871 avait entraîné un accroissement de la production par un dédoublement des activités de l'industrie textile des deux côtés des Vosges, donc de la nouvelle frontière. En effet, avant 1871, on peut dire qu'il y avait une « région textile » Alsace-Vosges, ayant Moulhouse pour centre et s'étendant sur les vallées des deux versants des Vosges ; le textile était souvent filé en Alsace, tissé dans les vallées lorraines, où se trouvait une main-d'œuvre nombreuse à la recherche de travail, mais il retournait en Alsace pour les tâches de blanchiment et d'apprêt. Le traité de Francfort avait brisé en deux ce système, mais chacune des parties, la partie alsacienne devenue allemande, et la partie lorraine restée française, reconstitua un système de production complet. Dans le département des Vosges, aux tissages qui y étaient déjà installés, s'ajoutèrent les activités de filature et d'apprêt faites naguère en Alsace ; ce développement fut facilité par la venue sur le versant lorrain d'Alsaciens optant pour la France et habiles en choses du textile. Il se reconstitua ainsi, en territoire resté français, un potentiel de production textile compensant ce qui avait été perdu avec la cession de l'Alsace. Mais l'Alsace, de son côté, se reconstitua, elle aussi, un potentiel de production complet : filature, tissage, finition ; et l'industrie textile alsacienne se développa entre 1871 et 1914, parce que l'expansion démographique et économique allemande fit pour elle de l'Allemagne un marché constamment élargi et stimulant la production. Le retour de l'Alsace à la France en 1919 rend ainsi à la France un potentiel de production textile dédoublé. On estime qu'avec le retour de l'Alsace, l'industrie textile française accroît son potentiel de production de 23 % pour les tissages de laine, 27 % pour les filatures et 33 % pour les tissages de coton, et de 120 % pour les cotonnades (20). Ici encore, c'est un problème de débouchés qui se pose. Le marché français est évidemment incapable d'absorber ce surplus de production. De graves difficultés risquent de se produire, si, au 10 janvier 1925, une solution durable n'a pas été trouvée.

La Sarre

Les articles 45 à 50 du traité, concernant la Sarre, renforcent encore la gravité de l'échéance du 10 janvier 1925. Si l'on met de côté certaines velléités historico-politiques qui se sont fait jour en

(20) E. DITTRICH, *Die deutsch-französischen Wirtschaftsverhandlungen der Nachkriegszeit*, Berlin, 1931, p. 36-37.

France en 1919 au sujet de la Sarre, c'est d'abord pour son charbon que la France a obtenu par le traité le statut particulier du bassin de la Sarre. Mais, en Sarre, il n'y a pas que du charbon ; il y a aussi une industrie nombreuse et diversifiée. On a vu les craintes du Comité des Forges au sujet de la concurrence que les produits sarrois pourraient faire aux produits français sur le marché français (21) : les sidérurgistes français voudraient le charbon sarrois pour la France, mais qu'on ne les encombre pas avec les produits finis des usines sarroises. Situation paradoxale. En attendant la solution à ce nouveau problème de la quadrature du cercle, les « clauses des cinq ans », ici encore, offrent une échappatoire provisoire. Dans le paragraphe 31 de l'annexe aux articles 45 à 50, on lit :

« Pendant cinq ans, à dater de la mise en vigueur du présent traité, les produits originaires et en provenance du Bassin jouiront de la franchise d'importation en Allemagne et, pendant la même période, l'importation d'Allemagne sur le territoire du Bassin des articles destinés à la consommation locale sera libre de droits de douane ».

C'est dire que, jusqu'au 10 janvier 1925, et bien que la Sarre doive déjà faire partie durant cette période du système douanier français, la production sarroise doit continuer à pouvoir se placer, comme avant, sur le marché allemand.

Qu'advient-il au 10 janvier 1925 ? Sans doute, le négociateur français a-t-il pris soin de faire inscrire dans le même paragraphe 31 de l'annexe qu'aucune taxe d'exportation ne sera mise sur les produits métallurgiques en provenance du Bassin et à destination de l'Allemagne. Mais enfin, l'Allemagne, au 10 janvier 1925, retrouvera sa liberté tarifaire, et, de façon générale, la liberté de sa politique du commerce extérieur. La Sarre, que l'on a voulu incorporer au système économique français pour son charbon, ne risque-t-elle pas de devenir alors, au sein de l'économie française, une charge plus qu'un renforcement de puissance ?

Le grand projet français d'industrialisation

En fait l'on n'est pas loin de penser qu'il y a, en filigrane, un grand projet d'industrialisation et de modernisation de la France dans le traité de Versailles, qui se greffe sur le « projet sidérurgique » que l'on a analysé au chapitre précédent. Il n'y a pas, en effet, que la sidérurgie, le fer et le charbon. Voici par exemple un projet d'exploitation de la POSITION GÉOGRAPHIQUE nouvelle que le traité donne à la France, et de ses conséquences pour les trans-

(21) Voir ci-dessus, chapitre III.

ports, le commerce et l'activité économique générale. Écartée du Rhin depuis 1871, la France s'était trouvée écartée pour un demi-siècle des foyers d'activité économique et industrielle intense du Centre et du Nord du continent européen, dont la séparait une zone de hautes terres — de l'Ardenne aux Vosges — doublée d'une frontière douanière ; pour sauter cette double barrière, aucun grand axe permettant les échanges massifs et à bon marché : la Moselle n'est alors pas navigable en aval de Metz et le gabarit du canal de la Marne au Rhin ne permet pas la création d'un courant d'échanges international. Voici qu'en 1919 la France retrouve sa façade sur le Rhin. Entre-temps on sait ce que, par l'extraordinaire essor industriel rhéno-westphalien, et par les techniques allemandes du STROMBAU, le Rhin est devenu : l'axe majeur de l'économie industrielle du continent européen. On peut donc être *a priori* porté à penser qu'il y a là un facteur décisif de transformation et de modernisation de l'économie française, la France participant désormais de la vie de ce bassin rhénan.

Il est certain que la France de 1919 a eu dans ce domaine de grandes ambitions : il n'est que de relire dans le traité de Versailles les clauses si nombreuses concernant le Rhin, la Moselle et de façon générale la navigation intérieure en Allemagne (articles 321 à 362, auxquels il convient d'ajouter l'article 65 rattachant pour sept ans le port de Kehl au port de Strasbourg, l'article 66 sur les ponts du Rhin, et le paragraphe 6 de l'Annexe III à la partie VIII (Réparations), qui prévoit la possibilité de la livraison par l'Allemagne, au titre des réparations, d'une part de sa batellerie fluviale, jusqu'à 20 %). L'analyse conjointe de ces différents articles du traité mène à penser qu'il y a eu chez les Alliés, en 1919, un véritable projet de restructuration de la navigation intérieure sur le continent européen par la réalisation de nouvelles voies d'eau à grand gabarit, susceptibles de modifier les grands courants de circulation : création du Grand Canal d'Alsace, amorce d'une grande liaison Rhin-Rhône (avec la possibilité d'une ramification de Bâle au lac de Constance, expressément mentionnée dans le traité) ; canalisation de la Moselle jusqu'à Coblenche, désenclavant la Lorraine et la rattachant à l'axe rhénan ; création d'une voie d'eau à grande section Rhin-Meuse, à hauteur de la Ruhr, et d'un grand canal Rhin-Main-Danube. Le statut international que le traité donne aux grands fleuves allemands, et que ces grands canaux doivent avoir sur le territoire allemand, s'ils viennent à être creusés, créerait à travers l'Europe du Nord et du Centre un vaste réseau de voies navigables à grand gabarit, avec d'éventuel débouchés sur la Mer Noire et sur la Méditerranée, réseau dans lequel la France, avec le port de Strasbourg, pourrait tenir une bonne place.

L'histoire des années 20, et même celle des décennies suivantes, montrera ce qu'il y avait d'excessif dans les ambitions de la France de 1919, et ce qu'il y avait d'utopique, au moins pour un long temps, dans ces vastes projets. Pour réaliser un tel programme,

il eût fallu des investissements gigantesques et, pour les justifier, des trafics colossaux ; il n'y avait dans la France, et dans l'Europe des années 20, ni les uns ni les autres. On sait qu'aujourd'hui, plus d'un demi-siècle plus tard, ces vastes projets sont pour une large part encore tels, et en particulier l'idée d'une voie d'eau Rhin-Rhône au gabarit international. Mais, des ambitions initiales de 1919, il est resté un mythe, dont la force n'est pas stérile ; les réalisations, certes, resteront limitées, mais le mythe sera un facteur stimulant d'initiatives et de modernisation. Le creusement du Grand Canal d'Alsace est entamé, grâce d'ailleurs aux prestations de l'Allemagne au titre des réparations, et la dérivation de sept kilomètres de l'usine de Kembs, accessible aux chalands de 1.500 tonnes, sera réalisée entre 1928 et 1932, ce qui permettra de contourner la barrière d'Istein, principal obstacle à la remontée du Rhin de Strasbourg à Bâle (il faudra attendre 1952 pour la réalisation du second bief, celui d'Ottmarsheim). Mais plus au Sud, sur le Rhône, la force du mythe agit aussi. Dès 1921, une loi décide de l'aménagement du Rhône de Lyon à la Méditerranée (22).

La réalisation, très partielle et tardive, de ces projets ne doit pas faire oublier l'ambition de 1919.

Et voici l'INDUSTRIE CHIMIQUE. L'on a déjà eu l'occasion de souligner la place qu'elle tient dans les territoires occupés et dans les préoccupations de Poincaré au sujet des réparations (23). Mais, au-delà des tentatives de prise de contrôle sur l'industrie chimique allemande, il y a, dans les premières années de l'après-guerre, une véritable politique de la France pour se donner une industrie chimique nationale. Le « fer de lance » de cette politique est LA POTASSE D'ALSACE. Ce n'est pas qu'ici la France hérite d'entreprises allemandes importantes ; c'est au contraire le rattachement à la France qui va permettre l'extraordinaire essor de l'exploitation de la potasse en haute Alsace. Le gisement de potasse de la région de Mulhouse n'avait été découvert qu'en 1904, au hasard d'une prospection de recherche pétrolière. Mais étant donné l'ancienneté et la puissance du gisement allemand de Stassfurt, au Sud de Magdebourg, l'économie allemande n'avait pas vu d'intérêt à développer l'exploitation du gisement alsacien. Mieux même, le gisement de Stassfurt, qui bénéficiait alors d'une sorte de monopole national et international sur le marché de la potasse, était parvenu à obtenir de l'Etat allemand une limitation de la production alsacienne ; une loi allemande du 25 mai 1910 avait fixé le plafond de la production du gisement alsacien à 5 % de la production du gisement saxon. On comprend donc que, malgré les excellentes conditions de qualité et d'exploitation du gisement alsacien, la mise

(22) Il faudra toute la ténacité d'Edouard Herriot et du sénateur Léon Perrier pour obtenir, en 1934 seulement, la création de la Compagnie Nationale du Rhône.

(23) Voir ci-dessus, chapitre III, 3^e partie.

en valeur de celui-ci soit restée limitée à l'époque du régime allemand : en 1913, l'Alsace n'a produit que 350 000 tonnes de potasse (contenant 58 000 tonnes de K_2O) pour une production allemande de 11 600 000 tonnes. La production alsacienne de potasse est alors le fait de quatre petites sociétés privées, dont trois sont à capital allemand, d'origine extérieure à l'Alsace, et une à majorité de capital alsacien et français « de l'intérieur » (Kaliwerke St Therese) (24).

En 1919, tout change. Par l'article 74 du traité de Versailles, l'Etat français s'est « réservé le droit de retenir et de liquider tous les biens, droits et intérêts que possédaient, à la date du 11 novembre 1918, les ressortissants allemands ou les sociétés contrôlées par l'Allemagne » en Alsace et en Lorraine, à charge à l'Etat allemand d'indemniser les propriétaires allemands. Dès le 6 janvier 1919, le gouvernement français avait séquestré les trois sociétés à capital allemand, tandis que la quatrième, à capital alsacien et français, restait une société privée aux mains de ses anciens propriétaires, et prenait le nom français de « Mines de Kali Sainte Thérèse ». L'Etat français s'intéresse dès lors à la mise en valeur du gisement alsacien et à la commercialisation de la potasse (25). A la fin de 1919 est créée à Mulhouse une « Société Commerciale des potasses d'Alsace » pour élargir le marché de la potasse. Une loi du 26 mars 1921 décide que les trois sociétés séquestrées deviendront propriété de l'Etat français. On est en fait en face d'une véritable intervention de l'Etat dans le secteur économique ; il ne s'agit de rien de moins que de la création par l'Etat d'une industrie chimique en France (qui dans ce domaine était bien loin derrière l'Allemagne), en utilisant les possibilités offertes par les départements recouvrés et le texte du traité de Versailles. Il va de soi que cette intervention de l'Etat dans la vie économique n'est pas sans inquiéter certains intérêts privés, mais, après quelques années de flottement dans le statut administratif, la loi de 1921 sera finalement appliquée et ce sera, par le décret du 22 mars 1924, la naissance des « Mines Domaniales » de potasse d'Alsace » avec un directeur nommé par l'Etat et sous le contrôle de l'Inspection des Finances, Kali Sainte Thérèse restant société privée. La commercialisation restera assurée par la « Société Commerciale des potasses d'Alsace » créée en 1919 et dirigée par un conseiller d'Etat ; la « Société Commerciale » établira des relations avec « l'Office National des Industries de l'Azote », créé par une loi du 11 mai 1924, qui installera à Toulouse une industrie de l'azote exploitant les brevets de l'industrie chimique allemandes, cédés à l'Etat français au titre des réparations (Annexe VI à la partie VIII du traité de Versailles).

(24) H. GUERBER, *Die elsässische Kaliindustrie und das Kaliweltkartel*, Zürich 1942, et Max LAUTERBACH, *Die Entwicklung und die Gestaltung der elsässischen Kaliindustrie nach dem Kriege*, Göttingen, 1927.

(25) L. GAERTNER, *L'intervention de l'Etat dans les mines de potasse d'Alsace*, Paris, 1924.

Cette politique économique concertée des premiers gouvernements français de l'après-guerre, généralement méconnue des historiens, apporte, en ce qui concerne la potasse d'Alsace, des résultats foudroyants. La production, qui avait été de 350.000 tonnes en 1913 et de 330.000 en 1918, est de 590.000 tonnes dès 1919 et de 1.222.000 en 1920 ; elle sera de 3.132.000 en 1929 (soit 493.000 tonnes de K_2O), représentant, en dix ans, un accroissement de production de 900 %. La France devient le second producteur mondial de potasse et concurrence sur le marché mondial l'Allemagne, qui y bénéficiait jusqu'alors d'une position de quasi-monopole. Voici une nouvelle cause économique de friction entre la France et l'Allemagne.

*
**

Ainsi, en plus de l'effroyable contentieux politico-financier des réparations et de l'imbroglio sidérurgique, les problèmes économiques posés par le traité de Versailles aux relations franco-allemandes sont nombreux. Il y a ceux, inévitables, qui résultent du transfert de souveraineté des trois départements recouverts d'Alsace et de Lorraine. Mais il y a aussi, on espère l'avoir montré, l'affrontement entre la volonté politique des gouvernements français d'après-guerre de saisir la double occasion du retour des provinces recouvrées et du traité de Versailles pour accélérer la modernisation et l'industrialisation de la France (26), et la résistance toute naturelle, en sens contraire, de l'Allemagne, qui s'efforce de faire tout son possible pour empêcher ce changement dans le rapport des forces économiques profondes en sa défaveur. A notre sens, économie et politique sont intimement mêlées en tout cela.

Le texte du traité fait que l'on a jusqu'au 10 janvier 1925 pour en trancher.

(26) Nous parlons à dessein de la « volonté politique » des gouvernements français, car il nous semble qu'il s'est agi beaucoup plus, du côté français, d'une volonté du pouvoir politique, et à des fins d'équilibre politique en Europe, que d'une poussée des milieux d'affaires français. On espère que des recherches actuellement en cours permettront d'y voir plus clair sur ce point.



Les chapitres qui précèdent n'avaient pas l'ambition d'analyser de façon minutieuse l'histoire des relations franco-allemandes de novembre 1918 à août 1923 ; ils voudraient du moins en poser la problématique par l'étude successive des grandes affaires qui se posaient, au lendemain de la première guerre mondiale, au voisinage des deux pays et anciens ennemis, et ce, toutefois, à partir de l'analyse de fonds d'archives inédits, allemands et français.

Le lecteur aura pu constater que notre analyse se situait au niveau des APPAREILS D'ETAT. Cela n'est pas le fait d'un préjugé « politique » de notre part, mais la conséquence de notre travail de recherche, sans « apriorisme », dans les fonds d'archives, y compris les fonds privés et ceux des milieux économiques. Au cours de notre travail, l'évidence s'est imposée à nous que, dans l'immédiat après-première guerre mondiale, les relations franco-allemandes furent dominées par le problème de l'application ou non du traité de Versailles, et que ce problème se transforma tout de suite en un affrontement entre deux appareils d'Etat, le français et l'allemand, quels qu'aient été par ailleurs les méandres et les influences tierces. Le traité de Versailles, acte d'Etats, avait explicitement ou implicitement lancé toutes sortes d'affaires, y compris économiques, industrielles, financières ou commerciales, auxquelles il restait à apporter des solutions dans la pratique. L'absence soviétique, le retrait américain et un certain recul anglais firent que, dans les faits, la mise en œuvre du traité se transforma rapidement en un affrontement entre l'Allemagne, objet du traité, et la France, leader, pour toutes sortes de raisons, de son application, avant d'en devenir, ou d'essayer d'en devenir, en 1923, l'huissier et le gendarme.

L'Allemagne et la France, bien sûr, ce sont d'abord deux peuples, deux nations et deux sociétés. Mais ce que nous voulons dire, c'est que, de 1919 à 1923, l'affrontement entre les deux voisins s'est produit dans la pratique au niveau des appareils d'Etat.

Il y a en France un appareil d'Etat ; malgré les variations, parfois très grandes, des divers gouvernements français de la législature du « Bloc national » dans leurs approches du problème allemand, il y a eu une tendance commune et profonde à l'application du traité ; d'autre part on croit avoir montré que, même dans les affaires économiques, dans la mesure où elles ont une composante internationale tout au moins, la définition de la marche à suivre et la décision avaient lieu au niveau de l'Etat ; enfin, on

a souligné la permanence, du côté français, de certains appareils de hauts fonctionnaires, civils ou militaires, qui ont assuré, au travers des variations gouvernementales, une certaine continuité.

Il y a un appareil d'Etat en Allemagne aussi. La « révolution » mort-née de l'hiver 1918-1919 et l'entrée massive des sociaux-démocrates dans l'appareil d'Etat allemand n'en ont pas transformé radicalement les structures ni les méthodes. Au-delà de l'abolition de la monarchie et de l'instauration de la République, les structures profondes de l'Etat allemand ont subsisté ; les hauts fonctionnaires d'avant 1914, le « Beamtentum », sont ceux-là mêmes d'après 1919. En fin de compte, les véritables transformations intérieures de l'Allemagne de l'immédiat après-guerre nous paraissent avoir été d'une part une plus grande participation de la social-démocratie, dans ses composantes politiques et syndicales, à la vie du pays et de ses institutions, et d'autre part un renforcement, par rapport à l'avant-guerre, du pouvoir des milieux économiques et d'affaires dans la définition et la décision politiques : la disparition du pouvoir monarchique, l'échec du marxisme révolutionnaire, la parlementarisation de la vie politique, enfin la nature des questions à traiter, tant intérieures qu'extérieures, y ont concouru. Ainsi, que les sociaux-démocrates fussent au pouvoir ou que ce fussent les milieux d'affaires, avec le chancelier Cuno depuis novembre 1922, il y a eu en Allemagne une sorte d'intégration des pouvoirs de décision politique, économique, voire militaire, au niveau de l'Etat.

Pour ces raisons, tant en France qu'en Allemagne, il n'est pas étonnant qu'au cours de ces années les relations entre les deux pays aient été essentiellement les rapports entre les deux Etats, puisqu'aussi bien, encore une fois, il s'agissait alors d'abord de l'interprétation et de l'application d'un document interétatique, le traité de paix. Si, dans les chapitres qui précèdent, nous avons fait la part plus grande aux initiatives de l'Etat français qu'à celles de l'Etat allemand, la raison en est simple : au cours de l'immédiat après-guerre, dans les relations franco-allemandes, l'initiative est du côté de la France victorieuse, et l'Allemagne vaincue, et réduite momentanément à n'être qu'un objet de la vie internationale, est contrainte à la défensive, manœuvrant comme elle peut face aux initiatives des autres.

La part prioritaire que la nature de notre recherche nous imposait de faire aux « politiques » des Etats ne nous fait pas oublier les autres composantes de la vie internationale : ainsi la conjoncture économique ou les opinions publiques.

Il est évident que la CRISE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE DE 1921 a marqué les choix des Etats. La Grande-Bretagne est très durement frappée cette année-là, d'autant plus qu'elle a fait le choix de la tentative de « reconstruction » de sa puissance monétaire et financière. L'Allemagne en revanche, en 1921, a choisi la relance indus-

trielle par les investissements et la recherche du plein emploi, y sacrifiant délibérément sa monnaie par l'inflation et une fiscalité scandaleusement douce à l'égard des entreprises : c'est le « paradoxe » de l'Allemagne de 1921-1922, où la courbe de la production industrielle est en montée tandis que celle de la valeur du mark ne cesse d'accélérer sa chute. Par les accords de Wiesbaden d'octobre 1921, Loucheur avait cherché à accrocher le train des réparations et de la reconstruction française à la locomotive de ce que l'on pensait être la prospérité allemande renaissante. On comprend dès lors la « jalousie » de l'Angleterre de l'hiver 1921-1922, où le chômage sévit et où l'on piétine dans le marasme monétaire, et ses efforts pour tenter d'empêcher la réalisation de la politique de Wiesbaden. De même on comprend, au long de l'année 1922, l'accroissement de l'irritation en France, où la production stagne, à l'égard d'une Allemagne qui construit à allure accélérée hauts fourneaux et aciéries, et qui, en même temps, se prévaut de la chute de sa monnaie, dont ses propres choix sont largement responsables, pour demander à ne plus payer de réparations.

Quant aux MOUVEMENTS DES OPINIONS PUBLIQUES, rien n'est plus difficile à cerner avec précision. Il est possible de les déceler par exemple à travers des œuvres littéraires. D'excellents travaux existent déjà à cet égard. Ce qui est certain, c'est que les opinions publiques, en France et en Allemagne, ne sont plus en 1923 ce qu'elles étaient à la fin de 1918. De part et d'autre, des illusions commencent à se dissiper, évolution que le « combat de la Ruhr » accélère.

En Allemagne, l'homme de la rue n'avait pas vu la défaite en novembre 1918 ; les combats avaient cessé avant qu'un pouce du territoire allemand ait été pris, les armes à la main, par les armées alliées, et avant que l'armée allemande se fût véritablement désagrégée ; les troubles révolutionnaires avaient masqué aux yeux de la plupart la défaite militaire et politique ; est-il besoin de rappeler la légende du « coup de poignard dans le dos » ? Quant aux troupes d'occupation alliées, entrées en Allemagne à la fin de 1918 l'arme à la bretelle pour y stationner en vertu de l'armistice, voici qu'elles sont devenues en 1923 l'instrument d'une pression politique et économique. L'Allemand moyen éprouvait à la fin de 1918, tout en détestant sa défaite, de l'estime, voire de l'admiration, pour le Français qu'il avait appris à connaître sur les champs de bataille et qui s'y était révélé si différent du stéréotype de légèreté si souvent répandu en Allemagne. Au cours de l'année 1923, ce sentiment se change bien souvent en une haine à l'égard de la France ; la France de 1923 a fait comprendre à l'Allemagne sa défaite de 1918, qu'elle n'avait pas jusqu'alors comprise. On sait les confusions qui en résulteront, et l'usage qu'en fera un Hitler.

En France, après la bonne conscience très générale de 1918-1919, et la certitude du bon droit des années suivantes, qui s'est exprimée jusqu'au début 1923 par l'appui de la majorité de l'opinion

publique à l'affaire de la Ruhr à ses débuts, c'est la lassitude et l'interrogation qui commencent à apparaître : les changements profonds de l'opinion publique française sont en cours, qui mèneront à la victoire électorale du Cartel des gauches en mai 1924.

Mais n'anticipons pas. En août 1923, c'est encore l'affrontement de deux appareils d'Etat, et à leurs têtes, de deux hommes, Poincaré en France et, en Allemagne, Stresemann désormais.

DEUXIEME PARTIE

DE L'EXECUTION STRICTE
A LA PREPARATION
DE LA NEGOCIATION

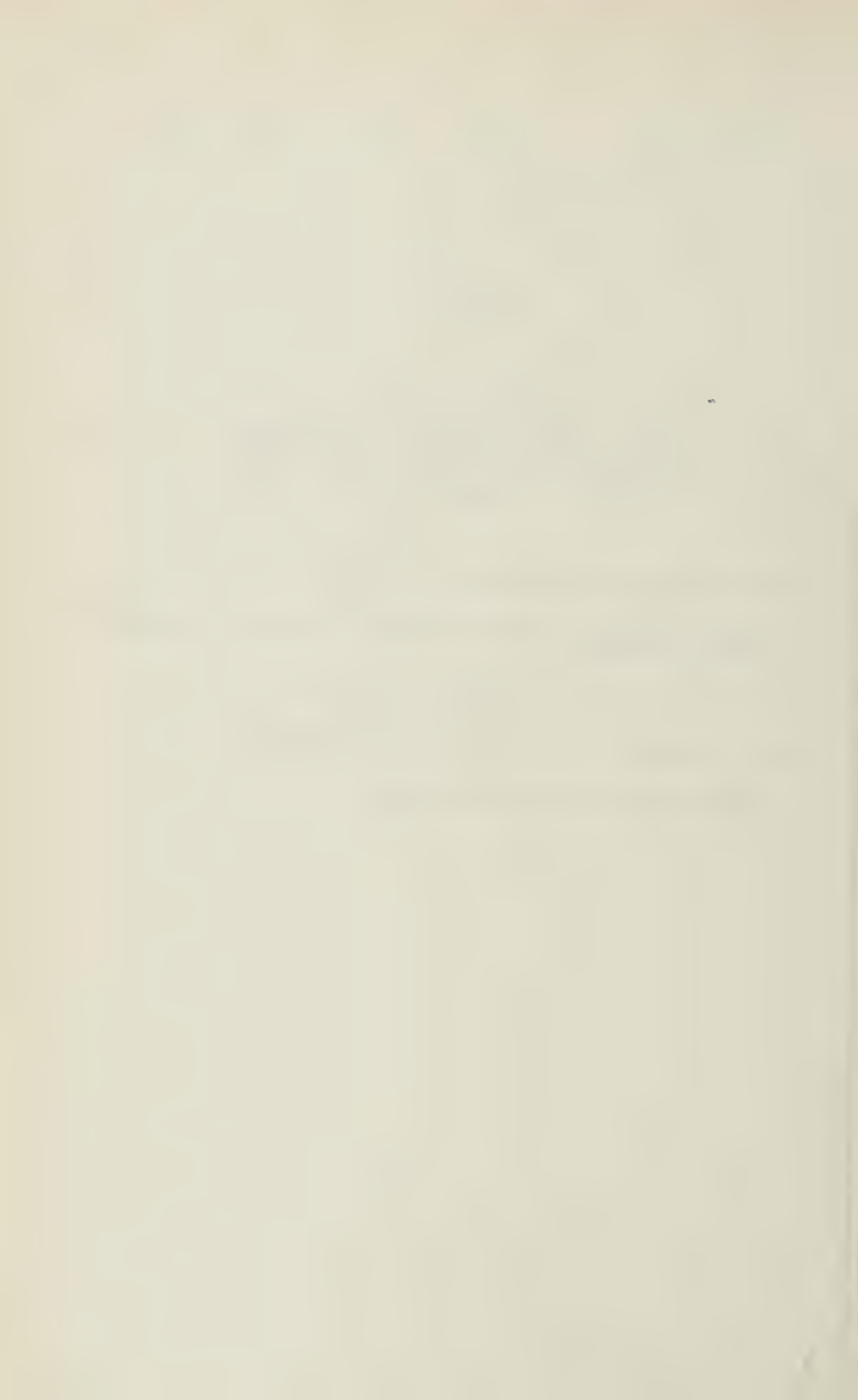
(août 1923 - mai 1924)



CHAPITRE V

GUSTAV STRESEMANN, LIQUIDATEUR DE LA FAILLITE ALLEMANDE OU SAUVEUR DU REICH BISMARCKIEN ? (1878-1923)

- Les variations des interprétations de l'œuvre de Stresemann.
- Gustav Stresemann, L'homme, sa formation, son caractère et ses idées politiques (1878-1914).
- Stresemann, la guerre mondiale et la France.
- Les « conversions » de Gustav Stresemann (1919-1922).
- Le projet politique global de Stresemann.



La longue fréquentation que l'on a eue des archives allemandes nous a convaincu de l'importance décisive du rôle personnel de Gustav Stresemann dans la vie intérieure de l'Allemagne et dans la vie internationale — les deux étant d'ailleurs intimement liées — depuis son arrivée à la Chancellerie, le 13 août 1923, jusqu'à sa mort, le 3 octobre 1929. Nous sommes parfaitement conscient des critiques auxquelles nous nous exposons en débutant ce chapitre par l'affirmation d'une telle conviction : il n'est guère de bon ton, dans l'historiographie française d'aujourd'hui, de laisser trop grande place au rôle des personnalités ; à la limite, on ne voudrait voir en elles que des représentants de forces profondes ou de conjonctures. On n'ignore ni celles-ci, ni celles-là. Mais notre travail nous ayant convaincu, jusqu'à l'évidence, du rôle personnel de Stresemann, nous ne pouvons éviter, dans ce travail, de lui faire la place qui nous paraît nécessaire.

Les variations des interprétations de l'œuvre de Stresemann

Depuis l'époque — relativement courte, six années — où il fut ministre, la personnalité et l'action de Stresemann n'ont cessé de faire l'objet des analyses et des interprétations les plus diverses et les plus divergentes. Voici qui prouve déjà combien intense fut son action et combien ses décisions concernaient les problèmes essentiels de son époque. Il en est résulté une « littérature » aux dimensions bientôt incommensurables ; à titre illustratif, indiquons seulement que la plus récente bibliographie consacrée à Stresemann rassemble, en 207 pages imprimées, 1 500 titres de publications et 2 000 indications bibliographiques (1). Il n'est évidemment pas question de donner ici une biographie de Stresemann. Notre propos est seulement de chercher ce qui, dans la personnalité, la vie et les idées de l'homme d'Etat allemand est nécessaire à la compréhension de notre sujet.

Il est assez étrange de constater que, de l'immense « littérature » stresemannienne, l'historiographie française est presque totalement absente, n'était l'étude par laquelle M. L'Huillier a mis le public de langue française au courant des débats récents en Allemagne (2). Pourtant, tout au long des années de politique active de

(1) Martin WALSDORFF, *Bibliographie Gustav Stresemann*, Droste Verlag, Düsseldorf, 1972. Nous avons rendu compte de cet ouvrage dans *Francia*, Revue de l'Institut historique allemand à Paris, tome 3, 1975-1976.

(2) Fernand L'HUILLIER, *La politique de Stresemann de 1921 à 1925 d'après l'historiographie allemande la plus récente*, Cahiers de l'Association Interuniversitaire de l'Est, Strasbourg, 1961, p. 89-100.

Stresemann, les relations germano-françaises ont été au centre de ses réflexions et de son action. Comment les a-t-il donc conçues ?

Aujourd'hui, les études stresemanniennes commencent à entrer dans des eaux plus sereines, les passions politiques les plus contradictoires faisant progressivement place à la recherche historique libre d'exploitation politique, et à la réflexion. Mais combien de passions n'a-t-il pas fallu traverser ! Rappelons les principales étapes.

Dans les années 20, à l'époque où Stresemann agissait, ce furent l'admiration et l'enthousiasme, souvent irraisonné, ou la détestation. Les premiers furent d'ailleurs plus répandus en France, où Stresemann bénéficia de l'aura briandiste, qu'en Allemagne, où l'homme d'Etat dut constamment manœuvrer pour obtenir, parfois avec difficultés, des majorités parlementaires, connaissant par moments des résistances jusqu'à l'intérieur de son propre parti ; mais en France, il fut un temps, pendant quelques années, où critiquer Stresemann, c'est-à-dire en fait Herriot ou Briand, c'était risquer de passer pour un adversaire du progrès et de la paix. Quant à la détestation, elle ne fut pas le monopole de la minorité « nationaliste » d'opposition en France, dont le fer de lance était l'Action française : en Allemagne, Stresemann, alors même qu'il était ministre, fut détesté ; en 1923-1924, nombreux furent les Allemands qui l'accusèrent de « trahir l'intérêt national » en mettant fin à la résistance passive et en cherchant la négociation avec la France, ou de « vendre l'Allemagne à l'étranger » en acceptant le plan Dawes ; au cours des années suivantes, les critiques perdirent de leur virulence devant les succès de sa politique, mais ne cessèrent jamais tout à fait (par exemple les accusations « d'abandon de l'Alsace-Lorraine » au moment de Locarno) ; à la fin de sa vie, devant la dégradation de la situation, Stresemann connut à nouveau des critiques de plus en plus vives en Allemagne, et, au moment de sa mort, sa base parlementaire s'effritait au point de paraître s'effondrer ; nul ne peut dire s'il lui eût été possible de maîtriser les conséquences de la crise, s'il avait encore été en vie pour essayer de le faire. Pour compléter ce rapide tableau, il conviendrait de ne pas oublier les communistes, adversaires permanents de Stresemann, dont la « Westorientierung » préparait l'intégration de l'Allemagne de Weimar à l'Occident libéral et capitaliste. Les difficultés que Stresemann a constamment rencontrées en Allemagne, et qu'il n'a pu surmonter qu'au prix de manœuvres incessantes, prouvent d'ailleurs, à notre sens, qu'il n'y fut pas la simple expression de forces profondes, mais bien au contraire une puissante personnalité politique parvenant sinon à maîtriser ces forces, du moins à les analyser et à les utiliser.

Avec le début des années 30, premiers bouleversements dans les diverses « images de marque » de Stresemann. Les raisons n'en manquent pas. D'abord il est mort ; il n'est jamais bon pour sa réputation, du moins dans un premier temps, de mourir quand on vient d'être le maître. Et puis, c'est la crise, et justement, en Alle-

magne, on en rend responsable le traité de Versailles, bouc émissaire permanent, et par ricochet Stresemann, accusé, bien rapidement, d'en avoir accepté l'exécution ; Stresemann devient l'une des cibles préférées de la propagande nazie.

C'est précisément pour défendre la mémoire « nationale » de leur ancien « patron » contre les critiques que des collaborateurs de Stresemann entreprirent la publication de ses « Papiers ». Arme à double tranchant : publier des documents prouvant que Stresemann avait cherché la révision de Versailles et poursuivi en fait des buts « nationaux », c'était peut-être défendre sa mémoire en Allemagne, mais c'était préparer la destruction, en France, de l'image du « républicain » et de l' « Européen ». Hoesch, encore ambassadeur d'Allemagne à Paris, chercha en vain à empêcher cette publication (3). Une sélection de documents fut publiée en Allemagne (4), puis aussitôt en traduction française (5). L'effet fut immédiat, en France du moins, car en Allemagne on avait déjà des soucis plus pressants. Le premier volume de la traduction française parut à Paris le 12 mars 1932, cinq jours après la mort de Briand. Ce fut le début de la révision de l'image de Stresemann, marquée dans les esprits par la fameuse « lettre au Kronprinz » notamment (6). Puis, pendant plusieurs années, on ne se soucia plus guère de Stresemann ; il y avait plus urgent. On peut dire qu'en 1940 Stresemann était bien oublié des opinions publiques, et délaissé des historiens.

C'est après la seconde guerre mondiale que débats et polémiques d'interprétation reprirent, avec une ampleur accrue. D'abord, la République Fédérale, dans le compréhensible souci de se trouver des antécédents qui ne fussent ni du passé récent, ni d'un passé plus lointain mais dont on ne voulait pas non plus se réclamer, eut tendance à privilégier les références à la République de Weimar, avec laquelle, au demeurant, la filiation ne paraissait pas illégitime. Et, dans les références à la République de Weimar, on eut tendance pendant plusieurs années à privilégier les références à Stresemann l' « Européen ». Il est vrai que c'étaient les années où l'on parla beaucoup de l'Europe. Un nouveau mythe stresemannien était né : on inaugura dans le hall d'entrée de l'Auswärtiges Amt, à Bonn, un buste en bronze de Stresemann, qui y accueille toujours le visiteur, et l'on entendit souvent citer son nom dans les discours officiels. Au mythe officiel de la Répu-

(3) AA Bonn, Abteilung II Frankreich, Memoiren Stresemann, 9739/E 684 797-879.

(4) *Gustav Stresemann Vermächtnis*, 3 volumes, Berlin, 1932.

(5) *Les Papiers de Stresemann*, 3 volumes, Paris, Plon, 1932-1933.

(6) Pour intéressante que soit cette fameuse « lettre au Kronprinz », elle nous paraît avoir fait l'objet d'une utilisation excessive. Il y a dans les Papiers de Stresemann beaucoup de documents bien plus intéressants. Plus encore que par le contenu révisionniste de la lettre, bien des lecteurs français de l'époque semblent avoir été choqués par le fait qu'elle ait été adressée au Kronprinz. Voici qui nous paraît assez révélateur de la façon souvent émotionnelle dont on suit, de France, les affaires d'Allemagne. Sur cette lettre, voir ci-dessous, note 37.

blique Fédérale fit face un anti-mythe de la République Démocratique : Stresemann, expression et porte-parole de la « grande bourgeoisie » allemande des années 20, aurait trahi les intérêts nationaux du peuple allemand et ceux de la paix au profit des intérêts de sa classe, en liant le sort de l'Allemagne de Weimar à celui des puissances capitalistes occidentales, en vue d'une politique antisoviétique ; superposant la situation des années 20, celle des années 30 et celle des années 50, les historiens de la D.D.R. voulurent voir une continuité logique entre les accords de Locarno, ceux de Munich et l'entrée de l'Allemagne dans l'O.T.A.N. (7). Ce n'est pas qu'en D.D.R. que cette nouvelle interprétation de l'œuvre de Stresemann se développa ; en R.F.A., une sorte de « relecture socio-politique » de l'histoire de l'Allemagne des cent dernières années eut tendance à souligner l'existence d'une « continuité » de Bismark à Hitler, dans laquelle certains plaçaient Stresemann, comme chaînon intermédiaire. Qu'auraient dit Stresemann et Hitler, s'ils avaient pu prévoir que l'on écrirait cela d'eux un jour !

Mais il y eut historiquement plus sérieux : l'ouverture à la libre recherche des archives de l'Allemagne de Weimar, sorties miraculeusement presque indemnes de l'effondrement du Reich. Historiens américains et britanniques jouèrent un rôle pionnier dans l'exploitation de ces archives, et donc, entre autres, dans les nouvelles recherches sur l'Allemagne de Weimar en général et sur Stresemann en particulier (8). L'Américain Gatzke, qui avec un recul de déjà vingt ans, apparaît comme le plus grand spécialiste mondial de Stresemann d'après la seconde guerre mondiale, publiait en 1950 *Germany Drive to the West*, en 1954, *Stresemann and the Rearmement of Germany* et son article *The Stresemann Papers* dans le *Journal of Modern History*, etc... Son élève Annelise Thimme publiait, dans la *Historische Zeitschrift*, *Gustav Stresemann, Legende und Wirklichkeit*, et, en 1957, un livre court, mais qui fit beaucoup de bruit, *Gustav Stresemann, eine Biographie zur Geschichte der Weimarer Republik* (9). Le départ était donné à toute une série de publications sur Stresemann et divers aspects de son œuvre, en Amérique, en Angleterre, et, bien sûr, dans l'une et l'autre Allemagnes (10).

Nous nous sommes évidemment tenu au courant de ces publications. Cependant, l'idée que nous nous sommes faite personnellement de Stresemann et de son œuvre résulte non de la lecture

(7) Voir à cet égard l'introduction du Pr. RUGE à la publication de documents *Locarno Konferenz 1925*, Berlin-Est, 1962.

(8) Cf. J. BARIETY, *Les archives de la Wilhelmstrasse*, Revue Historique, octobre-décembre 1962, p. 390-408.

(9) GATZKE, *Stresemann and the Rearmement of Germany*, Baltimore, 1954 ; *The Stresemann Papers*, *Journal of Modern History*, mars 1954. A. THIMME, *Gustav Stresemann, Eine Biographie zur Geschichte der Weimarer Republik*, Hanovre, 1957.

(10) WALSDORFF, *Bibliographie Gustav Stresemann*, Düsseldorf, 1972. Voir aussi la bibliographie de l'exemplaire dactylographié de notre thèse, V, p. 1177-1183.

de livres, mais de la lecture des archives : archives de la Wilhelmstrasse, de la Chancellerie du Reich, des milieux d'affaires, et dossiers originaux des papiers de Stresemann. Dans les développements qui suivent, c'est donc notre interprétation personnelle de Stresemann que nous donnons ; on le fait en l'axant sur les relations germano-françaises ; toutefois, l'idée que l'on s'est faite de la façon dont Stresemann concevait les relations germano-françaises se situe dans la situation globale de l'Allemagne entre les puissances, et se situe dans le temps : la France n'est pas le seul voisin de l'Allemagne, et Stresemann n'a pas commencé à penser politique en août 1923, quand il est devenu chancelier du Reich.

Gustav Stresemann. L'homme, sa formation, son caractère et ses idées politiques (1878-1914)

Gustav Stresemann est né en 1878 — il est le cadet d'Ade-nauer, qui est de 1876 — dans la Köpenicker Strasse de Berlin, un quartier du Sud-Est habité par une population à la limite du monde ouvrier et de la petite bourgeoisie. Son père y tenait un petit commerce de bière, à consommer sur place ou à emporter. Certains contempteurs contemporains de Stresemann veulent voir en lui un petit bourgeois qui, quelles qu'aient été par la suite ses réussites, aurait gardé les étroitesse de pensée de son milieu d'origine. Nous ne partageons pas cette interprétation. Au risque de surprendre, voire de choquer, osons dire que le jeune Stresemann a eu une « enfance à la Péguy », fait social qui au fond ne fut pas exceptionnel dans les toutes petites bourgeoisies européennes de la seconde moitié du XIX^e siècle. Dans sa famille, où l'on travaille beaucoup pour épargner un peu, on a l'ambition de s'élever par le mérite et l'on a des idéaux et des principes ; le jeune Stresemann a été élevé dans le grand souvenir de 1848 et dans les idées du protestantisme libéral, ce qui n'est pas considéré comme un laxisme, mais comme un progrès personnel. Ses parents ont le goût et le respect de la formation intellectuelle. Le jeune Gustav est envoyé au lycée classique, où il s'enthousiasme pour ses maîtres et l'enseignement qu'ils lui donnent, surtout la littérature et l'histoire. Plus tard, devenu ministre, il écrira un jour pour lui-même quelques pages sur son enfance que ses collaborateurs retrouveront dans ses papiers après sa mort (11). Il y raconte comment, au lycée, il était heureux à la lecture et l'explication des poètes allemands, et combien, en rentrant dans le quartier de ses parents, il souffrait à la pensée que les gens qu'il côtoyait ignorerait toujours ces trésors : il alla jusqu'à distribuer, sur le chemin du lycée, une anthologie à dix pfennigs de la poésie allemande aux ouvriers se rendant à leur travail... Ses maîtres l'appellent TRAUMJÖRG, « le

(11) On en cite certains passages ci-dessous, à la fin du chapitre XX (« *La Barre* »).

petit rêveur ». S'il a alors des idées politiques, ce sont celles de ses parents, qui sont celles-là mêmes de ses professeurs : souvenirs de 1848 et admiration de la construction bismarkienne y font bon ménage. C'est là un monde d'idées difficilement compréhensible pour qui n'est pas familier des choses d'Allemagne, surtout pour des Français, et ce sera, dans les années 20, l'une des raisons principales des méprises de bien des Français sur l'œuvre de Stresemann. Pour des Français de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, libéralisme et nationalisme apparaissent antinomiques. Ce n'est pas le cas de l'Allemagne. L'Allemagne de Guillaume II n'a pas connu d'affaire Dreyfus ; tout juste l'affaire du capitaine de Köpenick. Le jeune Stresemann est donc un « national-libéral » ; il est profondément l'un et l'autre et le restera toujours ; ses critiques contemporains ont ici raison, à notre sens, quand ils écrivent que ni l'épreuve de la guerre mondiale et de la défaite, ni l'expérience de la « révolution » de 1918-1919 ne modifieront sensiblement ses convictions politiques fondamentales : aussi souple à s'adapter qu'il sera, il ne sera jamais vraiment un novateur politique ; son monde d'idées et de valeurs sera toujours celui de sa jeunesse, celui de l'Allemagne wilhelmienne.

Pour l'heure, l'adolescent ne pense pas à faire de la politique, bien qu'en 1898 — il a vingt ans — il prenne l'initiative de déposer une couronne sur la tombe de victimes des événements de 1848. Il est maintenant étudiant à l'Université de Berlin, et son projet est de devenir professeur de lycée, enseignant la littérature allemande et l'histoire. L'admiration qu'il porte à la personnalité de Napoléon (12) n'a rien à voir avec de la francophilie, ni même avec une sensibilité particulière pour la France, qu'il n'a pas et n'aura jamais ; ce qu'il admire dans l'empereur, c'est le rôle d'une personnalité dans l'histoire. Mais voici le drame affectif, qui marquera profondément son caractère et changera sans doute son orientation. Le jeune étudiant est tombé profondément amoureux de Charlotte Pannecke, de « bonne bourgeoisie ». Les parents de Charlotte l'écartent : le fils rêveur du boutiquier ne leur paraît pas pouvoir assurer à leur fille l'avenir qu'ils souhaitent pour elle. Dans les confidences qu'il a rédigées pour lui-même au lendemain de la conférence de Londres de 1924, pendant quelques jours de vacances dans l'île de Norderney (13), Stresemann avoue les conséquences durables de cette déception : l'idéalisme et la franchise ne permettent pas de faire son chemin ; désormais il « *trouve je ne sais quel plaisir pervers au dur réalisme de la vie* » ; il a commencé à mépriser les hommes, et ce mépris s'accroîtra, au cours de sa carrière, à constater que l'on peut, en manœuvrant avec habileté, en obtenir ce que l'on recherche, et réussir.

(12) Stresemann conservera toute sa vie une admiration pour Napoléon. Plus tard, des bustes de l'empereur orneront son appartement. Parmi les autres admirations historiques de Stresemann, il y a Bismarck bien sûr, mais aussi Metternich. C'est au vocabulaire politique de ce dernier qu'il empruntera le verbe « *finassieren* ».

(13) « La Barre », Cf. note 11.

Pour important que soit la transformation du caractère du jeune Stresemann, nous pensons que ce serait se méprendre que de ne voir en lui désormais qu'un simple réaliste. « Realpolitiker », certes, il le sera. Mais il n'aura rien d'un froid Machiavel. Toujours il restera un enthousiaste ; son imagination ne cessera de s'échauffer pour une succession de projets, dont les chances de réussite n'auront pas toujours été soigneusement pesées (14). La tactique réaliste, dont il fait désormais sa loi pratique, ne supprime pas chez lui la fascination des idées, qu'il aura toujours. Il entre dans une loge de la franc-maçonnerie prussienne ; ce n'est pas pour se faire des relations ; il y croit et y restera toujours fidèle.

En tout cas, finies les études de littérature ; il se tourne vers l'économie politique. Quittant Berlin, il termine ses études à l'Université de Leipzig devant laquelle, en 1900, il soutient une dissertation de doctorat sur le commerce des bouteilles de bière dans l'agglomération berlinoise, travail qui mérite mieux que l'ironie : il a compris les rapports entre les petits débitants, comme son père, et les grosses entreprises. Il n'a que vingt-deux ans. Ses réflexions économiques ne le conduisent nullement vers le socialisme, qui ne le tentera jamais ; il est plutôt fasciné par l'organisation économique des entreprises.

En 1901, il entre à l'association des fabricants allemands de chocolat, à Dresde (15). C'est son premier succès : il libère les industriels allemands du chocolat de la dépendance du monopole du cartel du sucre en fondant une usine de fabrication de sucre indépendante de ce cartel. Intégré, certes, au monde capitaliste, Stresemann n'est pourtant pas l'homme des monopoles, ni de la grande industrie. Il travaille à la fondation d'une association des industries de transformation de Saxe. Face au CENTRALVERBAND DER INDUSTRIELLEN, qui est l'organisation patronale de l'industrie lourde, il contribuera à la fondation du BUND DER INDUSTRIELLEN, association des industries de transformation. En 1903, à vingt-cinq ans, il est déjà quelqu'un dans le monde des affaires ; il épouse Käte Kleefeld, de grande bourgeoisie négociante israélite berlinoise, qui l'aidera beaucoup : à Berlin, où il reviendra s'installer près de la Gedächtniskirche, Stresemann fréquentera les milieux dirigeants ; dans le salon de Käte Stresemann, il y aura des hommes d'affaires, des politiques et des artistes.

Gustav Stresemann vient à la politique dans l'entourage de Friedrich Naumann, qui cherchait à associer les préoccupations

(14) Ceci nous paraît être le cas pour des projets aussi divers que la guerre sous-marine en 1917 ou le plan de Thoiry en 1926.

(15) Il a été dispensé de service militaire. L'Allemagne de ces années ne manque pas d'hommes, et la santé de Stresemann n'est pas merveilleuse ; il mourra à cinquante et un ans. Il ne fera pas la guerre non plus. La connaissance que Stresemann aura de l'armée et de la guerre seront celles que lui en donneront la lecture des livres et des journaux. Plus tard, tout un côté de l'Allemagne de Weimar, la mentalité de millions d'anciens combattants, lui restera assez étrangère. Ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut chercher l'inspiration de sa politique.

sociales et les convictions religieuses. En 1906, Stresemann est conseiller municipal de Dresde ; en octobre 1906, il fait une entrée remarquée au congrès de Goslar du parti national-libéral, où il reproche au parti de ne pas avoir assez dénoncé ce qu'il appelle les « brimades militaires », suscitant les protestations véhémentes du président Bassermann ; en décembre 1906, il est élu député au Reichstag par une circonscription de Saxe ; à vingt-huit ans, il est le plus jeune parlementaire. L'altercation du congrès de Goslar n'empêche en rien l'établissement de liens d'amitié entre Bassermann et Stresemann : le second apparaît de plus en plus comme le « dauphin » du premier.

Désormais Stresemann est un homme politique. Ici encore, une méprise d'interprétation est, à notre sens, à éviter. Il est certain que la première période de la carrière de Stresemann a été consacrée aux « affaires » et que la réussite dans les milieux économiques a été pour lui le tremplin d'une activité politique ; il continuera d'ailleurs à s'occuper d'entreprises économiques. Toutefois, il nous semble qu'il n'est pas possible de ne voir en Stresemann, homme politique, qu'un simple représentant d'intérêts économiques ; ce serait méconnaître sa personnalité. Bien sûr, il est proche des milieux de l'industrie de transformation et du grand commerce ; il est antisocialiste (en 1912, il est même battu aux élections au Reichstag par un socialiste, ce qui l'écarte pour quelque temps du Parlement) ; de plus en plus cependant, on le voit préoccupé de problèmes proprement politiques ; à la veille de la guerre de 1914, il refuse l'offre que lui fait Albert Ballin, le richissime directeur de la compagnie de navigation Hamburg-Amerika, de l'associer à son affaire ; il veut faire une carrière politique ; les hommes d'Etat le fascinent encore plus que les chefs d'entreprises ; la réussite économique et sociale de Stresemann, dont on ne doute pas qu'il y ait éprouvé de vives satisfactions, n'a pas étouffé l'imagination qui avait animé le lycéen et l'étudiant.

Quelles sont donc, en nous plaçant à la veille de la guerre de 1914, les idées politiques du jeune député libéral-national ? Elles n'ont, à vrai dire, rien de particulièrement original. Stresemann n'est pas un « génie », si le propre de cette qualité est d'inventer. Ses dons intellectuels sont d'un autre ordre. En fait le Stresemann d'avant 1914, bien qu'avec plus de dynamisme et de brio que d'autres, ne fait guère qu'exprimer les ambitions de l'Allemagne wilhelmienne. Monarchiste convaincu, admirateur des Hohenzollern, il approuve le programme naval de Guillaume II et de Tirpitz. Il est de ceux, si nombreux dans l'Allemagne d'alors, qui estiment que leur pays n'a pas au soleil la place que méritent sa vitalité et son travail. Son national-libéralisme devient impérial-libéralisme. Stresemann est profondément marqué par ces années d'extraordinaire essor de l'Allemagne des années d'avant-guerre. Comme Bassermann et les nationaux-libéraux en général, il souhaite que l'œuvre bismarckienne débouche, par un développement de la puissance économique et militaire de l'Allemagne, sur un statut de

très grande puissance, à l'échelle des plus grandes puissances du monde.

Dans cette vue du monde qu'a alors Stresemann, quelle place tient la France ? A vrai dire, elle ne compte pas beaucoup pour lui. Stresemann ne connaît pas la France. Le seul pays étranger qu'il aura visité, ce seront les Etats-Unis, au cours d'un voyage en 1912 (16). Sur la France, on imagine aisément Stresemann partageant les préjugés de tant de ses compatriotes : un pays « charmant », c'est-à-dire qui pèse assez peu lourd dans les affaires sérieuses. Les références aux archives ne manquent pas pour illustrer cette façon de voir.

An fond Stresemann pense que la France n'est plus la « Grande Nation ». Seule, elle ne peut rien ; elle ne peut plus jouer un rôle international important qu'en se joignant à d'autres puissances, plus fortes qu'elle (17). En 1913, Stresemann écrit : « *La France, si elle est sans alliés, est une puissance de second ordre. Ce sont les trois nations germaniques qui mènent la vie économique mondiale* » (18). Et, par « nations germaniques », Stresemann entend le Reich allemand, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique. C'est de ce côté qu'avant 1914 se portent les regards d'admiration et d'envie de Stresemann. D'où son appui à la politique d'expansion navale et coloniale du Reich. Pendant la crise marocaine de 1911, Stresemann écrit « *Franzosen raus* ». Il fait campagne pour le renforcement du potentiel militaire allemand et envisage froidement l'éventualité d'une guerre ; le 20 avril 1913, il écrit : « *La paix perpétuelle est une utopie. C'est l'épée qui tranche toujours les questions vitales des nations. Le partage du monde ne se fait pas par des paragraphes dans des conférences* » (19). Et le 28 avril 1914 : « *Par la guerre ou par la paix, notre place au soleil* » (20). Bref, la lecture des papiers personnels de Stresemann montre que celui-ci avant 1914 est un représentant assez typique de cette Allemagne que le Professeur Fischer a représentée dans *Griff nach der Weltmacht* (21), de cette Allemagne prête, en toute bonne conscience, à risquer, si nécessaire, la guerre pour assurer sa place de grande puissance mondiale. Et encore une fois, dans cette vue des

(16) Le voyage de Stresemann en Amérique le marque profondément. Son esprit est séduit par la puissance économique et l'efficacité américaine.

(17) Dans le numéro 3 de *Francia* (Cf. ci-dessus, note 1), on donne une étude sur *Stresemann et la France*, rédigée à l'occasion d'un compte rendu de l'ouvrage récent de M.O. MAXELON, *Stresemann und Frankreich, Deutsche Politik der Ost-West Balance*, Droste, Düsseldorf, 1972. Les développements qui suivent reprennent, avec des modifications, l'étude que l'on a préparée pour *Francia*.

(18) Note de Stresemann du 14 février 1913, AA Bonn, Nachlass Stresemann, Band 128.

(19) Note du 20 avril 1913, ibidem. On ne peut que penser aux formules employées par Bismarck, président du Conseil de Prusse, lors de sa première intervention devant le Landtag en 1862.

(20) AA Bonn, Nachlass Stresemann, Band 140.

(21) F. FISCHER, *Griff nach der Weltmacht*, Droste, Düsseldorf, 1961 et 1967.

choses qu'a alors Stresemann, la France n'est qu'un partenaire de second rang de la vie internationale, qui ne saurait faire sérieusement obstacle à la réalisation des ambitions allemandes.

Stresemann, la guerre mondiale et la France

La guerre accroît prodigieusement le poids politique de Stresemann dans la vie allemande. Le président du parti national-libéral, Bassermann, qui est officier de réserve, part pour la guerre, dont il ne reviendra d'ailleurs pas ; son « dauphin » Stresemann, qui est réformé, défend les positions du parti au Reichstag et auprès du gouvernement du Reich. On sait bien aujourd'hui que Stresemann se révèle un impérialiste annexionniste passionné (22). De façon plus précise, quels sont les buts de guerre de Stresemann à l'égard de la France ? Il s'en prend au chancelier Bethmann-Hollweg, qu'il trouve trop mou. Dans l'hiver 1914-1915, Stresemann est de ceux qui, en Allemagne, contribuent à définir les buts de la guerre à l'égard de la France, dont il ne doute point qu'elle est à la veille d'être vaincue.

En octobre 1914, Stresemann annote et complète un programme préparé par le Pr. Schumacher, professeur d'économie politique à l'Université de Bonn (23). Ce programme demande :

- 1 - Les ports entre l'embouchure de la Somme et la frontière hollandaise (et Stresemann précise : Anvers, Calais et Boulogne).
- 2 - Le Maroc et Tanger.
- 3 - La côte française des Somalis et Djibouti.
- 4 - Des privilèges douaniers en France.
- 5 - Une indemnité de guerre à exiger de la France pour permettre de développer la marine de guerre allemande.

Dans ses buts de guerre à l'égard de la France, Stresemann songe surtout à la rivalité germano-britannique ; sa volonté est d'obtenir de la France, qu'il voit déjà vaincue, des concessions qui permettent à l'Allemagne de soutenir sa querelle d'ampleur mondiale contre la Grande-Bretagne. Ceci souligne l'importance SECONDAIRE que Stresemann accorde à la France dans le rapport des forces internationales. (Et Stresemann raisonne alors en purs termes de rapports de forces militaires et économiques).

Le 8 décembre 1914, Stresemann, en tant que vice-président du BUND DER INDUSTRIELLEN, est reçu par le chancelier Bethmann-Hollweg ; son programme de buts de guerre à l'Ouest s'est précisé (24). Il demande Calais, le bassin de Briey-Longwy, le versant lorrain des Vosges et le Maroc. La Belgique doit être incorporée au

(22) Ibidem, passim, et surtout M.L. EDWARDS, *Stresemann and the Greater Germany 1914-1918*, New York, 1963.

(23) FISCHER, op. cit., et MAXELON, op. cit. Le document lui-même se trouve à AA Bonn, Nachlass Stresemann, Band 138.

(24) Ibidem, Band 139.

Reich ; l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Belgique, la Suisse et les pays scandinaves doivent « entrer dans un rapport économique plus étroit ». Il est aussi question de 30 milliards de marks-or à exiger de la France.

Le 31 décembre 1914, il écrit à Bassermann : « *Le grand moment de l'histoire mondiale est arrivé : nous allons atteindre les mers mondiales, nous allons faire de Calais un Gibraltar allemand* » (25).

Le 9 janvier 1915, Stresemann expose ses projets politico-économiques devant le comité de guerre de l'industrie allemande (26). De façon assez paradoxale, mais révélatrice de sa pensée profonde, Stresemann paraît souhaiter pour l'après-guerre l'instauration de relations assez amicales avec la France, tout en réduisant celle-ci définitivement à un rôle de puissance de second ordre par un DICTAT politico-économique. Il voudrait que soit retirée à la France toute possibilité d'une politique indépendante susceptible de contrecarrer les ambitions allemandes et qu'avec cette nouvelle France, aux ailes rognées, l'Allemagne cherche à établir de bonnes relations. Il y a toujours chez Stresemann cette idée que les seules grandes puissances mondiales, avec lesquelles l'Allemagne a à se mesurer, sont l'Empire britannique et l'Amérique, parce qu'ils ont la force économique et industrielle, et que la France n'est pas EN SOI une grande puissance mondiale, qu'elle ne peut gêner la réalisation des ambitions allemandes que dans la mesure où elle bénéficie d'un système d'alliances. Stresemann en vient ainsi à imaginer, après la victoire allemande, l'entrée d'une France politiquement diminuée dans un système économique du continent européen dirigé par l'Allemagne industrielle.

L'aspect économique-commercial des buts de guerre de Stresemann à l'égard de la France se précise encore. Le 5 mars 1915, devant le BUND DER INDUSTRIELLEN (27), Stresemann demande que par le traité de paix à venir soit imposé à la France un traité de commerce de longue durée par lequel la France serait contrainte de diminuer de 50 % les droits de douanes sur ses frontières CONTINENTALES par rapport à ceux de ses frontières MARITIMES. Il s'agirait ainsi d'écarter le commerce anglais du marché français au profit du commerce allemand. Le but est évidemment la constitution d'une sorte de marché commun continental à direction allemande.

À l'égard de la France, c'est donc à un programme d'annexions et d'une sorte de mise en vassalité économique que Stresemann s'est arrêté dès les premiers mois de la guerre. Il n'en changera pas de toute la durée de celle-ci, malgré les déceptions qu'apporte à l'Allemagne l'évolution de la situation militaire. Lorsque cette évolution mène certains responsables allemands à penser que l'Allema-

(25) Cité par A. THIMME, op. cit., p. 22. Cette phrase nous paraît particulièrement caractéristique de la façon dont Stresemann envisage la guerre : pour lui c'est un conflit contre l'Angleterre pour permettre à l'Allemagne de devenir une puissance mondiale.

(26) AA Bonn, Nachlass Stresemann, Band 150.

(27) Ibidem, Band 145.

gne ne pourra pas gagner la guerre à la fois sur les deux fronts, et qu'elle aurait intérêt à chercher à arrêter la guerre sur l'un des fronts pour pouvoir emporter la décision militaire et politique sur l'autre, Stresemann préconise la paix avec la Russie pour porter tout l'effort allemand contre l'Ouest. Dans un mémorandum du début de 1916, il écrit : « *A mon avis, dès qu'une tendance à la paix se manifesterait en Russie, nous devrions la saisir des deux mains et nous contenter de l'annexion de la Courlande, pour nous jeter avec toute notre force contre la France, afin d'humilier (demütigen) la France, pour qu'elle soit contrainte de reconnaître sa défaite, pour l'affaiblir pour toujours par une forte indemnité de guerre et par les révisions de frontières nécessaires, de telle sorte que la France ne puisse plus par la suite se joindre à une coalition de nos adversaires* » (28).

Durant toutes les années de guerre, Stresemann ne pense donc la solution du conflit germano-français qu'en termes de victoire militaire de l'Allemagne sur la France ; pas une seule fois l'idée d'une solution politique ne paraît avoir alors effleuré son esprit. D'où ses relations avec Ludendorff, son appui à la guerre sous-marine, son opposition à la « résolution de paix » du Reichstag, et même sa campagne pour la démocratisation intérieure de l'Allemagne, qui serait, estime Stresemann, un moyen de renforcer le Reich et l'effort de guerre, en associant plus étroitement le peuple à la vie de l'Etat (29). On touche là l'un des côtés de la pensée et de la politique de Stresemann que les Français, héritiers d'autres traditions politiques, ont du mal à saisir. Pour Stresemann, nationalisme et même impérialisme ne sont pas exclusifs de libéralisation à l'intérieur : « *Imperium et libertas* » trouve-t-on dans ses notes.

En 1918 encore, Stresemann ne pense à la solution du conflit qu'en termes de victoire militaire allemande apportant à l'Allemagne la suprématie économique sur le continent européen. Il participe aux négociations qui, à la suite du traité de Brest-Litovsk, assurent l'hégémonie allemande sur d'immenses territoires à l'Est de l'Europe. Quant à l'Ouest, il déclare dans un discours à Wilhelmshaven, le 26 mars 1918 : « *Il s'agit maintenant de la situation de l'Angleterre dans le monde et de ce qu'il reste de la position de grande puissance de la France. Ce pays, qui, sur un seul front, a eu plus de morts que nous sur tous les fronts, ne pourra jamais s'en remettre entièrement. Transformé en désert sur de vastes territoires, il lui manque l'industrie qui, comme la nôtre, pourrait lui rendre la prospérité économique... L'économie française est très durement frappée par la banqueroute de l'Etat russe... Sa situation (de la France) ressemble à nouveau à celle de la fin d'août 1914,*

(28) Mémorandum de début 1916, cité par MAXELON, op. cit., p. 55-56. On y trouve toujours l'idée de Stresemann selon laquelle la France ne peut jouer un rôle international que comme appoint à une coalition.

(29) Il s'agit de la réforme du système électoral prussien.

quand Caillaux prit position pour une paix séparée immédiate. Nous pouvons croire à la victoire » (30).

Ces citations, que l'on pourrait multiplier à l'envi, sont éloquentes et vont toutes dans le même sens. Même si Stresemann ne définit pas la France en soi comme l'ennemi numéro un de l'Allemagne (il réserve alors ce privilège à la Grande-Bretagne), il tient l'écrasement militaire de la France pour indispensable afin de chasser les influences politiques et économiques de l'Angleterre du continent, réduire la France à l'impuissance et assurer sur le continent l'hégémonie de l'Allemagne industrielle. Il faut souligner l'extraordinaire entêtement et l'aveuglement de Stresemann, incapable jusqu'en septembre 1918 de faire une analyse correcte de la situation internationale, enfermé qu'il reste aussi longtemps dans son rêve de victoire militaire. L'aveuglement politique du Stresemann des années de guerre fait un violent contraste avec l'extraordinaire acuité et la maîtrise avec lesquelles, après la guerre, il saura analyser et manœuvrer les forces réelles de la vie internationale. Ce n'est qu'en octobre 1918 qu'il se réveille de son rêve ; le 13 octobre, il note, plein d'amertume : « *nous avons méconu la force réelle de nos ennemis, et ce fut notre plus lourde faute* » (31).

Les « conversions » de Gustav Stresemann (1912-1922)

Pendant plusieurs semaines, Stresemann est abasourdi : la défaite militaire, l'armistice, l'abdication de l'empereur, la « révolution », c'est l'effondrement de tout le monde d'idées dans lequel il s'était formé et qui était toujours resté le sien. Mais bien vite son extraordinaire vitalité reprend le dessus. Écarté de la direction de la *Deutsche Demokratische Partei*, qui se fonde sur les débris du parti national-libéral, comme trop compromis avec la politique de guerre, ce qui n'est plus de saison, Stresemann lance dès le 15 décembre 1918 un appel pour la fondation d'un nouveau parti libéral, la DEUTSCHE VOLKSPARTEI. On a évité le mot NATIONAL. Dans la conjoncture de l'hiver 1918-1919, Volk est préférable ; c'est d'ailleurs un mot allemand autrement riche de résonnances et de références que le mot « peuple » en français. Très rapidement rejointe par des hommes aussi importants que Stinnes, von Raumer ou Vögler, la D.V.P. est dès 1919 une force politique qui compte, même si elle n'est pas au pouvoir. Résolument libérale et résolument anti-marxiste, la D.V.P. est, comme l'avait été le parti national-libéral, le parti des Allemands « von Bildung und Besitz » : les Universi-

(30) *Wilhelmshavener Tageblatt* du 27 mars 1918, cité par MAXELON, op. cit., p. 67-68. La référence à Caillaux est assez curieuse.

(31) Communication confidentielle du 13 octobre 1918 aux délégués des associations provinciales du parti national-libéral, AA Bonn, Nachlass Stresemann, Band 180. L'aveuglement si long de Stresemann ne fut pas une exception. Il fut partagé, sinon par les militaires, du moins par l'ensemble du monde politique allemand, voire par la population.

taires y côtoient les industriels et les négociants. C'est vraiment le parti de Stresemann, qui entame une nouvelle carrière politique.

Bien des choses ont été écrites sur les « conversions » de Stresemann. Le chancelier qui, en 1923, abandonnera la « résistance passive » n'est manifestement plus le député qui, en 1918 encore, proposait comme premier objectif à l'Allemagne l'écrasement de la France. Est-ce l'homme qui a changé, ou sont-ce seulement les circonstances ? Stresemann a-t-il trouvé dans l'effondrement allemand de 1918 son chemin de Damas politique, ou bien le nouveau Stresemann n'est-il que l'ancien, cachant habilement sa pensée profonde pour mieux duper ses partenaires ? Il nous semble qu'il faille écarter les interprétations extrêmes. Notre interprétation est que Stresemann s'est transformé tout en restant le même. Que l'on veuille bien ne pas voir dans cette formule une échappatoire de style. Expliquons-nous.

D'abord, c'est certain, le choc de la défaite militaire réveille Stresemann de ce rêve d'une plus grande Allemagne qu'il nourrissait depuis sa jeunesse, et qui avait pris pendant les années de guerre les formes exacerbées de l'ambition d'un impérialisme annexionniste et hégémonique. Ce n'est pas qu'il y ait alors chez lui un abandon de ses conceptions fondamentales sur l'Allemagne : il reste profondément « national » ; mais il y a une prise de conscience rapide et aiguë des nouvelles réalités de la vie internationale. C'est alors que le talent politique de Stresemann se révèle. Plutôt que de chercher en vain, comme tant d'hommes politiques allemands d'alors, à s'opposer aux réalités, voire à les nier, et à s'épuiser et à épuiser l'Allemagne dans cette opposition et cette négation, Stresemann s'attache à les analyser et à préparer la manœuvre de parade à la défaite. Prise de conscience des réalités ne signifie pas en effet soumission aux réalités : en juin 1919, Stresemann vote bien sûr au Reichstag contre l'acceptation du traité de Versailles.

La première réalité dont Stresemann prend conscience, c'est LA PUISSANCE DE LA FRANCE, et il en prend conscience au travers de L'AFFAIRE RHÉNANE, avec l'arrivée des troupes de Foch sur le Rhin. Voici qui est assez révélateur de l'homme, dont l'horizon intellectuel avait au fond été jusqu'alors limité aux frontières du Reich, même quand il avait ambitionné de faire avancer celles-ci ; il faut la présence physique des troupes françaises sur le sol allemand pour qu'il ait la révélation de ce qu'est la France d'alors. Et quelle France ! Elle a la première armée du monde et elle est le pays leader de la coalition qui a vaincu l'Allemagne et brisé ses rêves. Du coup, la France cesse, dans la pensée politique globale de Stresemann, d'occuper la place relative et de second plan qu'elle avait tenue jusqu'alors dans ses préoccupations et ses réflexions. Elle s'impose à la première place. Et la France, c'est d'abord l'armée française. La puissance de l'armée française, raison et garantie de Versailles, ne cessera plus d'obséder la pensée politique de Stresemann. On pourrait analyser toute l'œuvre ultérieure de Stresemann, de l'abandon de la résistance passive en 1923 à la conférence de La Haye

de 1929, à la lumière de ce souci primordial : faire reculer l'armée française des positions dont elle se saisit en novembre et décembre 1918.

Ceci commence dès le 14 novembre 1918. Ce jour-là, Stresemann publie dans la KÖLNISCHE ZEITUNG (journal dans lequel il n'avait guère l'habitude d'écrire) un article où il manifeste ses inquiétudes : il craint que la présence prolongée de troupes françaises en Rhénanie ne soit, sous prétexte d'occupation, un moyen de préparer une modification du statut politique de ces territoires (32). Pour parer à ce danger, Stresemann demande que, parmi les troupes alliées d'occupation en Rhénanie, il n'y ait pas de troupes françaises, et il suggère que l'on en appelle en cette affaire à Wilson. Sans doute la proposition de Stresemann de novembre 1918 n'a aucune chance d'être retenue ni entendue de qui que ce soit, pas même de Wilson ; le poids militaire, politique et moral de la France dans la coalition victorieuse met hors de tout débat une telle suggestion. En la formulant en novembre 1918, Stresemann (qui deux mois plus tôt n'imaginait pas possible une défaite allemande) n'a pas encore pris toute la mesure de l'impuissance politique à laquelle l'Allemagne est réduite par sa défaite militaire. Du moins cette première initiative (ou ce premier projet d'initiative) de Stresemann en politique extérieure aussitôt après la défaite apparaît révélatrice chez lui d'un certain nombre de choses : le sentiment aigu des dangers qui menacent, du fait de la France, le Reich et la construction bismarckienne ; la volonté d'y faire face sans se laisser décourager par la défaite ; l'idée d'une manœuvre par les autres Alliés pour contrecarrer les éventuels projets français.

L'affaire rhénane, premier souci de Stresemann après la défaite, le préoccupe non seulement pour des raisons de souveraineté et d'unité nationales, mais aussi à cause des structures internes du Reich. N'oublions pas que Stresemann n'est pas seulement un Allemand de convictions nationales : il est aussi un Prussien. Pour lui, il importe de sauvegarder les STRUCTURES PRUSSO-ALLEMANDES que Bismarck a données au Reich. Or, dans la première moitié de 1919, ces structures paraissent un moment menacées de révision. Une vue à notre sens erronée des choses tend à privilégier, dans l'analyse de l'affaire rhénane de 1919, l'équipée activiste et avortée de Dorten. Il y a plus important : le projet « légaliste » de création, à l'intérieur de l'unité allemande, d'un Land de Rhénanie, qui se serait séparé du Land de Prusse sans pour autant se séparer de l'Allemagne. Le cri « *Los von Berlin* » est assez équivoque, car Berlin est la capitale et du Land de Prusse et d'une forme prusso-allemande de l'unité nationale (33). Il convient de bien voir la dimension de politique intérieure des idées que recouvre ce cri : ce serait se tromper que de vouloir y voir une volonté de séparation du corps germanique.

Or, ne l'oublions pas, les députés des territoires rhénans élus

(32) L'article est utilisé par MAXELON, op. cit., p. 76.

(33) On peut faire la même remarque à propos des événements de 1919 en Bavière.

en janvier 1919, comme dans toute l'Allemagne, pour l'Assemblée nationale allemande, se sont réunis à Cologne, sous la présidence d'Adenauer, avant de partir pour Berlin et Weimar (34). Leur premier projet était de demander la création, par la nouvelle constitution, d'un Land rhénan à l'intérieur de la nouvelle Allemagne. Ce pouvait être l'amorce d'une restructuration de l'Allemagne, remettant en cause la constitution de 1866-1871, et donc de ce qu'il faut bien appeler la suprématie de la Prusse dans le monde germanique. On sait que ce projet échoue devant l'Assemblée de Weimar, le danger d'évolution vers le séparatisme y étant utilisé pour remettre à plus tard, c'est-à-dire à jamais, l'éventuel découpage des Länder, c'est-à-dire le risque de démantèlement de la Prusse (35). Stresemann est l'un de ceux qui s'opposent avec le plus de vigueur aux projets de remise en cause de l'intégrité territoriale de la Prusse et de sa place dans la construction allemande (36).

On en arrive à la seconde « conversion » de Stresemann, du monarchiste au républicain. Au lendemain de la guerre, Stresemann est toujours monarchiste et fidèle aux Hohenzollern, avec lesquels il est en correspondance (37). L'évolution est de 1920. Il semble que l'échec du putsch Kapp-Lüttwitz de mars 1920, dans lequel Stresemann n'était pas resté sans avoir des antennes, soit le départ de l'évolution. Il n'est pas un aventuriste, et il préfère la réussite à l'échec. Les mésaventures de mars 1920 lui donnent le sentiment que les prétentions monarchiques n'ont plus de chance dans la société allemande d'après-guerre et que les tentatives de restauration ne

(34) ERDMANN, op. cit., a parfaitement analysé cette affaire.

(35) Sauf erreur de notre part, les débats de l'Assemblée de Weimar n'ont pas encore été analysés sous cet angle. Il y aurait là matière à une étude.

(36) Article du 25 mars 1919 de Stresemann dans le *Niedersächsische Wochenblatt*. Le choix que fait Stresemann de cet hebdomadaire de Basse-Saxe s'explique par le fait que l'intégrité prussienne lui paraît menacée, non seulement en Rhénanie, mais aussi dans le vieux royaume de Hanovre, où une certaine agitation guelfe se manifeste. Le dernier prétendant au trône de Hanovre n'a renoncé à ses droits qu'en 1913, et l'on se souvient du rôle des Hanovriens de 1848 à 1866. Stresemann est aussi un historien. Il semble que, à un moment du printemps 1919, le grand débat intra-allemand ait été sur le point de repartir, qui avait été celui de 1848-1849 : petite Allemagne à direction prussienne, ou grande Allemagne, comprenant l'Autriche, mais à structures plus fédérales. Dans l'article ci-dessus cité, Stresemann parle d'ailleurs aussi de l'Autriche, mais en semblant envisager un Anschluss menant à une « puissante unité politique », et sans remettre en cause la Prusse telle qu'elle est : tout partage de la Prusse, écrit-il, mènerait l'Allemagne « à une impuissance politique totale ».

Parmi les projets de restructuration de l'Allemagne au lendemain de la première guerre mondiale, on n'oublie pas non plus la grande idée, restée lettre morte, de redécoupage des Länder formulée par le démocrate Hugo Preuss. Dans cette affaire on voit donc très tôt un clivage entre les deux héritiers de la famille libérale allemande, entre la D.D.P. et la D.V.P.

(37) Il le restera d'ailleurs longtemps après, comme le prouve la fameuse lettre au Kronprinz du 7 septembre 1925 (*Les Papiers de Stresemann*, tome II, p. 111-114). On pense toutefois qu'en 1925 Stresemann aura cessé, depuis des années, de songer à une restauration monarchique. La lettre de septembre 1925 a un but tactique : Stresemann, en dévoilant alors au Kronprinz ses buts révisionnistes, escompte une action de celui-ci sur la fraction des Nationaux-Allemands au Reichstag, afin qu'ils ne fassent pas capoter la politique de Locarno dans un débat parlementaire. En 1919, en revanche, Stresemann est encore de convictions monarchistes.

pourraient que réveiller une extrême-gauche en train de s'assoupir. Dès lors, n'a-t-on pas intérêt à se rallier à la République ? L'évolution de Stresemann fait penser à celle de bien des orléanistes de la Troisième République : la République sera, si elle doit être, la nôtre. Les élections au Reichstag de juin 1920 finissent de convaincre Stresemann : les candidatures marxistes (38), par rapport aux élections de janvier 1919, passent de 46 % des suffrages exprimés à 41,6 % ; les suffrages obtenus par les candidats de la D.V.P., le parti de Stresemann, passent de 4,4 % à 14 % ; les députés de ce parti, qui étaient 19 dans le Reichstag précédent, se retrouvent 65 (39). Dès lors, ne vaut-il pas mieux jouer le jeu de la République ? La D.V.P. est encore dans l'opposition, mais, par son poids, elle a déjà vocation à entrer un jour dans une combinaison ministérielle, attirant la République à elle pour la « démarxiser ».

Il nous semble qu'il faille faire intervenir un autre élément d'explication, propre à l'Allemagne de cette époque, pour expliquer la conversion de Stresemann à la République : encore une fois, le souci de sauver l'œuvre bismarckienne de structure prusso-allemande. « *Erst kommt das Reich, und dann die Monarchie* », cette formule nous paraît rendre parfaitement compte de la pensée de Stresemann. Dans l'Allemagne des premières années d'après-guerre, s'il y a des chances de restauration monarchique, ce n'est pas à Berlin au profit des Hohenzollern, mais à Munich au profit des Wittelsbach. Il y a d'ailleurs toutes sortes de projets de constitution d'une fédération danubienne, catholique et monarchique, devant englober la Bavière et l'Autriche, et excluant la Prusse. La France s'y intéresse (40). C'est une menace directe pour la construction bismar-

(38) On comptabilise ici ensemble les voix obtenues par les sociaux-démocrates, les socialistes indépendants et les communistes.

(39) Remarquons, au passage, l'élection de cinq députés « hanovriens » et de vingt et un « populistes bavarois ». Les inquiétudes prussiennes de Stresemann n'étaient pas vaines.

(40) Nous avons eu la chance d'être mis en relation avec l'agent secret français à Munich, le général Richert. Alsacien de naissance, passé en France avant 1914, Richert fit Saint-Cyr puis servit comme officier français dans la Légion étrangère. Après la guerre, commandant, il fait de l'« action psychologique » en Sarre, quand, en 1921, Briand, alors président du Conseil, l'envoie en mission secrète à Munich, où il a une maîtresse dans l'aristocratie bavarroise. Il y vit sous une fausse identité d'ex-officier allemand, pénétrant les milieux d'extrême-droite ; Paris lui fournit tous les moyens financiers qu'il désire et il renseigne les gouvernements français sur les activités politiques souterraines de la capitale bavaroise, qui n'en manque pas. Briand paraît s'être sérieusement intéressé un moment aux projets de restaurations monarchiques dans les pays danubiens. Poincaré, succédant à Briand, maintient Richert à Munich et, en 1923, cherche à l'utiliser. Sans doute dénoncé à la police allemande, Richert ne doit la vie sauve qu'à une fuite précipitée. A la fin de 1923, Poincaré l'envoie au Maroc, avec instruction de n'en pas sortir ; il y deviendra général, commandant la Légion.

Nous exprimons ici notre reconnaissance à M. Louis Foulleron, principal de collège à Soultz. Voisin du général Richert, M. Foulleron avait averti M. le Doyen Renouvin de l'intérêt historique qu'il y aurait à obtenir les confidences du général. M. Renouvin avait bien voulu nous dépêcher auprès de M. Foulleron, par l'amical intermédiaire de qui nous eûmes plusieurs entretiens avec le général Richert.

Le général Richert est mort à Dannemarie, le 20 janvier 1975, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans.

kienne. Dès lors la constitution républicaine de Weimar est un moyen de couper court à de tels projets, et de sauvegarder, voire de renforcer, les structures prusso-allemandes du Reich.

A partir de la fin de 1921, Stresemann ne cesse de prendre position pour le maintien et la défense des institutions, en les désignant du mot significatif de STAAT. On n'a cessé d'expliquer le recours à ce mot par la peur de la révolution marxiste ; c'est évidemment un élément d'explication ; mais, à notre sens, il ne doit pas faire oublier l'autre, la crainte de la remise en cause de l'Etat bismarckien par les tendances autonomistes et fédéralistes.

A côté du maintien des structures bismarckiennes du Reich, même sous la forme d'une constitution républicaine, Stresemann voit très tôt dans LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE l'atout politique à jouer, notamment face à la France. Sans doute, le traité de Versailles, par les réparations, son « projet sidérurgique » et ses diverses clauses économiques et commerciales (41), a l'ambition d'affaiblir durablement l'économie allemande. Mais Stresemann est l'un des premiers, bien avant d'être lui-même aux affaires, à avoir l'intuition que les stipulations économiques du traité placent en fait la France dans la dépendance de la puissance économique allemande en faisant dépendre d'elle la reconstruction et l'équilibre même de la monnaie.

Il y a lieu de penser que Stresemann en vient à l'idée de l'utilisation des arguments économiques à l'égard de la France, pour parvenir à une dialectique exécution-révision du traité de Versailles, à l'occasion de conversations privées avec le Pr. Haguenin en 1920 (42). Agrégé de l'Université française, Haguenin avait enseigné avant 1914 à l'Université de Berlin, ville dans laquelle il s'était fait de nombreuses relations. Pendant la guerre, le Quai d'Orsay l'avait chargé de la direction d'un « Bureau de Presse » auprès de l'ambassade de France à Berne, ce qui, à côté du travail de dépouillement de la presse allemande, lui avait permis certains contacts (43). Aussitôt après l'armistice, et donc bien avant la reprise des relations diplomatiques et le retour d'une ambassade, Haguenin fut envoyé à Berlin, où il créa une « mission économique ». Encore que des recherches plus approfondies soient nécessaires pour en trancher (44), il semble que l'influence dont Haguenin peut bénéficier à Paris s'exerce dans le sens d'une consolidation de la construction intérieure allemande de 1919 — donc en sens inverse des pressions qui peuvent venir de Coblenze, voire de Munich — et dans le sens d'une négociation franco-allemande à base économique. Quand

(41) Voir ci-dessus les chapitres II, III et IV.

(42) W. RUGE, *Stresemann*, Berlin-Est, 1966, p. 66-67, et MAXELON, *op. cit.*, p. 89.

(43) Voir la publication des documents allemands par A. SCHERER et J. GRUNEWALD, *L'Allemagne et les problèmes de la paix pendant la première guerre mondiale*, P.U.F., 1962 et 1966.

(44) Les papiers Haguenin existent. Leur dépouillement apportera peut-être d'utiles précisions.

débutent les relations de Stresemann et de Haguenin, en 1920, c'est d'ailleurs le moment où, à Paris, Millerand, président du Conseil, songe à greffer la reconstruction française sur la prospérité allemande (45). On sait que ces projets n'aboutissent pas, du moins dans l'immédiat, du fait du retour momentané de Briand, au début de 1921, à la politique d'exécution et de force (46), mais la conception fondamentale de Stresemann est née : ne pas s'opposer de front à la France, car l'Allemagne n'a pas pour le moment les moyens matériels d'empêcher la France d'exiger l'exécution du traité ; entrer dans une certaine politique d'exécution du traité, pour empêcher les coups de boutoir de la France qui pourraient ébranler dangereusement l'édifice bismarckien, et, de l'intérieur de cette politique d'exécution, chercher à manœuvrer en vue de la révision, en utilisant la dépendance économique de fait dans laquelle l'exécution placera la France par rapport à l'Allemagne. Dans ce jeu dialectique, que Stresemann imagine dès 1920, alors qu'il n'est encore que le chef d'une fraction parlementaire de l'opposition, économie et politique, pauvreté et richesse, exécution et révision se mêlent.

Autre intuition qu'a alors Stresemann : l'appui de fait que l'Allemagne pourrait trouver pour cette politique dans certains milieux d'affaires français (47). Au fond le traité de Versailles, même dans ses parties économiques, avait été, du côté français, l'œuvre d'hommes politiques, et non le résultat de pressions des milieux d'affaires français (48). L'idée d'affaiblir l'Allemagne pendant longtemps par les réparations avait été une idée d'hommes politiques. Stresemann, lui, qui avant d'être homme politique avait été homme d'affaires, devine que la nature des choses et la lettre du traité doivent amener des milieux économiques français, dans l'intérêt de leurs propres entreprises, à devenir solidaires d'un relèvement de l'Allemagne. Il devine qu'il y a, en France, une contradiction entre le projet politique d'affaiblissement de l'Allemagne et les forces profondes économiques qui iront dans le sens d'un intérêt au relèvement de l'Allemagne. Ainsi, dans le choix entre un affrontement germano-français et une négociation germano-française, Stresemann en est-il venu à considérer les chances qu'offrirait à l'Allemagne le choix du second terme de l'alternative. On comprend dès lors qu'il soit en 1921 en faveur de la politique de « Verständigung » du style de Rathenau.

Au fond, l'idée de Stresemann se ramène à ceci : la France est pour le moment la plus forte, mais la puissance de la France est due non aux forces profondes, démographiques et économiques, mais à une conjoncture politico-militaire ; l'Allemagne, en revanche, est pour le moment la plus faible, mais, à plus ou moins lon-

(45) Cf. ci-dessus, chapitre II, 2^e partie, *Les équivoques de l'année 1920*.

(46) Ibidem, *Briand, Foch et Tirard relancent l'affaire rhénane*.

(47) MAXELON, op. cit., p. 96.

(48) Cf. ci-dessus, chapitre III, notre interprétation pour le cas de la sidérurgie.

gue échéance, les forces profondes potentielles joueront en sa faveur. Dans les relations germano-françaises, il est donc de l'intérêt de l'Allemagne de ne pas fournir à la France l'occasion d'exploiter son surplus de puissance conjoncturel et momentané, afin de laisser venir le moment où les forces profondes pourront librement jouer, car elles joueront en faveur de l'Allemagne.

Le projet politique global de Stresemann

C'est donc bien avant son arrivée à la chancellerie que Stresemann, de 1920 à 1922, de son fauteuil de député de l'opposition, puis de la présidence de la commission des affaires extérieures du Reichstag, se convainc peu à peu de la nécessité pour l'Allemagne de mener une politique de négociation avec la France et définit ce que devraient être les grandes lignes de cette politique. Les relations germano-françaises prennent ainsi dans l'analyse que Stresemann fait de la situation internationale une place primordiale, non pas du tout du fait qu'on ne sait quelle prédilection personnelle pour la France, mais du fait de la situation du moment. Il serait bon, à cet égard, de se débarrasser en France de certaines habitudes de pensée francocentriques. La France n'est pas le seul voisin de l'Allemagne, et les problèmes germano-français bilatéraux, qui existent certes, ne sont pourtant pas les seuls que l'Allemagne ait à résoudre dans cet après-guerre. La conviction sur laquelle Stresemann s'arrête d'une négociation avec la France ne s'explique pas tant par le souci de régler les problèmes strictement bilatéraux que par celui de prendre à bras le corps le problème général de l'exécution et de la révision du traité de Versailles. Le choix étant fait de s'attaquer au problème par la négociation, c'est avec la France qu'il va falloir négocier, puisqu'aussi bien les choses font que la France s'en trouve l'exécutrice principale.

Au i importe-t-il de voir que, dans les années durant lesquelles Stresemann définit la politique qu'il appliquera une fois qu'il sera arrivé au pouvoir, il n'envisage nullement une négociation bilatérale germano-française. Le projet de négociation germano-française s'insère dans un projet global réunissant d'ailleurs les affaires extérieures et intérieures, la politique et l'économie.

Mentionnons seulement pour mémoire la dimension intérieure : le retour à la prospérité allemande, qui doit être au bout du chemin, devra permettre de faire reculer les extrémismes, et donc de consolider la situation intérieure.

Venons-en à l'extérieur. Et d'abord les relations germano-soviétiques, ce qui n'est pas une affaire secondaire en 1920-1922. Stresemann, antimarxiste actif et efficace en Allemagne, n'est en rien un adversaire de bonnes relations entre l'Allemagne et l'Union Soviétique. Sans doute, il n'est pas du nombre de ces Allemands nationalistes qui, par rancœur et amertume à l'égard des Alliés occidentaux, vont se jeter dans une soviétophilie de dépit, mais il voit très tôt le parti tactique que la politique allemande pourrait tirer

de la situation géographique de l'Allemagne entre l'Occident libéral et la Russie « bolchevique ». Dès le congrès de la D.V.P. à Görlitz en 1920, il demande la reprise immédiate de relations commerciales avec l'Union Soviétique (49), tout en écrivant, la même année : « *L'évolution (en Russie) peut conduire à une amélioration extraordinaire de notre position politique générale, pour autant que cette évolution paraît rapprocher le moment où le monde aura à nouveau besoin de nous et où nous aurons la possibilité de ne reprendre notre fonction de sentinelle face à l'Est que contre la libération de la honte et des chaînes du traité de paix* » (50). Deux ans avant la date, c'est déjà la philosophie de Rapallo, que Stresemann approuve d'ailleurs en 1922 : le maintien d'une politique germano-soviétique toujours possible est un moyen de semer dans les pays occidentaux quelque inquiétude, que Stresemann, pour sa part, ne demande qu'à apaiser, si, à l'Ouest, on fait de son côté ce qu'il faut pour cela (51).

L'Ouest, en l'occurrence, c'est pour Stresemann d'abord l'Angleterre. Il faut souligner ici le rôle décisif, dans la genèse du projet politique global de Stresemann, des relations qu'il noue avec lord d'Abernon, nommé en juin 1920 ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin. Bien que cela soit aujourd'hui bien connu (52), on ne peut s'abstenir de citer d'Abernon lui-même :

« *L'opinion publique en France et en Allemagne était si concentrée sur les questions de la frontière du Rhin que le problème infiniment plus important de la défense de l'Europe contre le communisme asiatique se trouvait relégué dans la catégorie des affaires sans urgence. Et pourtant il y a peu de doute que la persistance aveugle dans la politique du maintien du front des Alliés contre l'Allemagne aurait pu conduire l'Allemagne à être contrainte d'en venir à une alliance étroite avec la Russie...* (53) ... *La sécurité de la frontière française face à une attaque allemande était certes de grande importance pour l'Angleterre, mais cette sécurité ne devait pas être achetée au prix d'une prolongation des animosités de la guerre, si, en agissant ainsi, l'Allemagne était amenée à appuyer la puissance déjà dangereuse de la Russie à l'Est* » (54).

(49) MAXELON, op. cit., p. 92.

(50) AA Bonn, Nachlass Stresemann, Band 222.

(51) Sans omettre que de bonnes relations germano-soviétiques sont un préalable nécessaire à la révision, un jour, de la frontière germano-polonaise.

(52) L'ouvrage le plus récent, qui utilise les études précédentes, est W. WEIDENFELD, *Die Englandpolitik Gustav Stresemanns*, Mayence, 1972.

(53) D'ABERNON, *An Ambassador of Peace*, tome 1, p. 20.

(54) Ibidem, p. 22-23.

Ces extraits des Mémoires de d'Abernon n'ont pas besoin de commentaires. On imagine ce que peuvent être en 1921 et 1922 les conversations de D'Abernon et de Stresemann (55).

Cette Angleterre, dans laquelle Stresemann, avant la guerre, puis surtout au cours des années de guerre, avait vu la rivale, et donc l'ennemie numéro un de l'Allemagne, au temps où il rêvait que son pays conquière lui-même la première place, voici que maintenant, où il ne s'agit plus d'accroître le domaine, mais de défendre l'héritage, Stresemann y voit l'alliée potentielle numéro un. Dans le fond, les sentiments respectifs de Stresemann à l'égard de l'Angleterre et de la France n'ont point changé : l'Angleterre est la très grande puissance ; la France est un pays qui, au gré de la conjoncture et du système dans lequel elle peut, ou non, s'intégrer, oscille entre les puissances du premier et celles du second rang, quoi qu'elle en ait ou qu'elle en pense. Au temps où l'Allemagne, ayant le vent en poupe, pensait pouvoir contester à l'Angleterre la première place, et pensait pouvoir se mesurer à elle, l'hostilité à l'égard de la France ne paraissait à Stresemann qu'une conséquence de la grande rivalité germano-anglaise. Mais le jour où la conjoncture fait — temporairement et en quelque sorte artificiellement — de la France la grande rivale de l'Allemagne (même s'il s'agit d'une rivalité dans le cadre d'une dialectique d'exécution-révision du traité de paix), pour faire face à la pression française dominante du moment, c'est naturellement vers l'appui de la Grande-Bretagne, grande puissance en soi et dont le poids ne doit rien à la conjoncture dans la vue des choses de Stresemann, que celui-ci se tourne ; comme pour replacer les choses, et la France, dans leurs véritables dimensions.

Rapidement, Stresemann comprend que, si le poids politique de l'Angleterre est très important, et qu'il est bon de chercher à le mettre du côté de l'Allemagne pour faire pression sur la France, il y a une puissance nouvelle dont le rôle sera décisif : les Etats-Unis, qui disposent à l'égard de la France de l'arme financière. Le 14 mai 1922, Stresemann écrit au Kronprinz :

« La détente ne pourra se produire que lorsque l'Amérique exercera sur la France sa pression de nation créditrice et se déclarera prête à ne fournir à la France les crédits dont celle-ci a besoin qu'à la condition que la politique française à l'égard de l'Allemagne soit modifiée » (56).

(55) En mai 1921, au moment de l'ultimatum de Londres et de la démission du cabinet Fehrenbach-Simons (cf. ci-dessus, chapitre II, 2^e partie), et avant l'appel à Wirth, il fut un moment question d'un cabinet Stresemann. Le premier souci de celui-ci fut de faire demander à la diplomatie anglaise des assurances du cabinet de Londres sur un certain nombre de points, dont l'évacuation de Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort, et la suppression de la frontière douanière intraallemande (D'ABERNON, op. cit., p. 164-169). Peut-être est-ce parce que D'Abernon ne put obtenir de Londres les promesses qu'il demandait qu'il n'y eut pas en mai 1921 un gouvernement Stresemann, mais un gouvernement Wirth-Rathenau... Les relations confiantes de Stresemann et de D'Abernon n'en continuèrent pas moins.

(56) AA Bonn, Nachlass Stresemann, Band 246.

En parlant de la Russie soviétique, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, on ne s'est pas écarté de la France ni des relations germano-françaises. Car tout cela dans la pensée, et bientôt dans l'action, de Stresemann ne fait qu'un : la nécessité de négocier avec la France ; mais dans un cadre où les relations germano-soviétiques permettront une pression discrète sur l'ensemble des Occidentaux ; où des relations germano-anglaises d'un type nouveau permettront de laisser espérer une pression directe de l'Angleterre sur la France ; où enfin se profile à l'horizon l'Amérique et sa jeune toute-puissance financière.

Ainsi, de 1920 à 1922, sans s'user au pouvoir, mais en étant assez proche de lui pour bénéficier de toutes les sources d'information, et en faisant son profit des tâtonnements, des tentatives et des échecs des gouvernements qui se succèdent, Stresemann a-t-il progressivement conçu son projet global. Il est remarquablement instructif de comparer la politique qu'il mènera à partir de son arrivée au pouvoir après l'affaire de la Ruhr et les pensées politiques que l'on trouve dans ses papiers personnels des années 1920-1922 : tout, pratiquement s'y trouve. En 1922, il est prêt. Mais les temps ne sont pas encore venus. Stresemann, que l'on a vu naguère, quelle qu'ait été par ailleurs sa vitalité, à la remorque des idées voire des préjugés de l'Allemagne dans laquelle il vivait, est désormais en avance sur les sentiments dominants de celle-ci. Dans son analyse des forces profondes de la situation internationale il a devancé la vue qu'on en a généralement en Allemagne, où l'on est toujours ancré dans un refus quasi viscéral de Versailles. L'Allemagne reste enfermée dans l'illusion de pouvoir s'opposer à l'exécution du traité. Il faudra encore le gouvernement Cuno et l'épreuve de force de l'occupation de la Ruhr, la « résistance passive » et son échec pour que Stresemann parvienne à la Chancellerie.

Pendant les mois du « combat de la Ruhr », de janvier à août 1923, Stresemann évite de trop se marquer ; on peut qualifier son attitude d'alors de « nationale-attentiste ». Ses interventions au Reichstag montrent qu'il approuve, bien sûr, l'effort national, mais qu'il n'exclut pas la possibilité de négociations avec la France. Au fond, il pense vite que l'Allemagne ne peut pas gagner l'épreuve de force et que celle-ci, si elle dure trop, risque de tourner à l'avantage des projets politiques français. Il estime qu'il vaut mieux envisager des sacrifices financiers. Le 7 mars 1923 — ce qui est très tôt dans le déroulement de l'épreuve de force — Stresemann déclare au Reichstag : « *Si l'on peut par un impôt sur les propriétés parvenir à sauver la liberté et l'indépendance de l'Allemagne, c'est le devoir évident du gouvernement de l'exiger et c'est le devoir de ces milieux (possédants) de donner ce qui est nécessaire pour garantir les engagements que l'Allemagne a pris* » (57). C'est clairement se poser en partisan de l'exécution, et en candidat à la Chancellerie, si la politique du gouvernement Cuno échoue. Non pas que Stresemann de-

(57) *Verhandlungen des Reichstags*, Band 358, p. 9980.

mande déjà la fin de la « résistance passive » ; il l'appuie, mais il n'y voit pas un but en soi ; au mieux, un moyen de gagner du temps, dans l'espoir d'une intervention anglaise. Celle-ci ne se produit pas. Le 12 août, Cuno, sous le coup d'une motion de défiance des sociaux-démocrates, s'en va. Le 13, le Président Ebert appelle Stresemann à la Chancellerie.

Gustav Stresemann a le très grand courage d'accepter cette charge redoutable à un moment catastrophique de la vie de l'Allemagne, et dans des conditions qu'il n'avait certes pas souhaitées. Tout ce qu'il aime avec passion, l'Allemagne, l'œuvre bismarckienne, le libéralisme, la prospérité, est menacé. « Politique » en pleine possession de ses moyens, ayant des amitiés et des relations partout, il n'a pourtant jamais encore été ministre. Il a pour lui sa passion politique, une extraordinaire capacité de travail et une habileté manœuvrière qui s'est développée au long des années. Dans l'extrême confusion de l'Allemagne d'août 1923, où la monnaie précipite sa chute, où l'on parle ici de relancer la révolution, là de putsch, et là encore de dictature militaire légale, Stresemann se jette au travail comme à la bataille, à corps et cœur perdus, ce qui n'exclut pas la souplesse, pour sauver tout ce qui peut l'être de ce qui est devenu sa raison d'être et d'agir. Le jour même, son gouvernement est constitué, rassemblant D.V.P., sociaux-démocrates et Zentrum ; il y prend les plus grandes responsabilités : Chancellerie et Affaires étrangères.

CHAPITRE VI

POINCARE MAITRE DU JEU EN ALLEMAGNE

(août - octobre 1923)

1° *Les premières initiatives et les dernières illusions de Gustav Stresemann : la fin de la résistance passive (13 août-26 septembre 1923).*

- Poincaré refuse la conversation que lui propose Stresemann.
- Les premiers contacts de Tirard en Rhénanie et les avis de Degoutte.
- L'entretien Poincaré-Baldwin du 19 septembre et la fin de la résistance passive.

2° *Pas de négociation entre Paris et Berlin. Initiatives dans les territoires occupés (27 septembre-20 octobre 1923).*

- La crise intérieure allemande et le refus de Poincaré de négocier avec Berlin.
- Les instructions de Poincaré à Tirard et Degoutte et le projet de monnaie rhénane.
- Les négociations de Degoutte et de la M.I.C.U.M. avec les industriels des territoires occupés.

1° LES PREMIERES INITIATIVES ET LES DERNIERES ILLUSIONS DE GUSTAV STRESEMANN :

LA FIN DE LA RESISTANCE PASSIVE

(13 août - 26 septembre 1923)

Poincaré refuse la conversation que lui propose Stresemann

Quatre jours après la constitution de son gouvernement, le 17 août 1923, Stresemann reçoit l'ambassadeur de France en Allemagne, Pierre de Margerie.

Pierre de Margerie est l'un des plus grands diplomates français (1). Secrétaire général de la conférence d'Algésiras en 1906, il avait été ministre plénipotentiaire à Bangkok puis à Pékin. Directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay en 1912, il avait été nommé ambassadeur à Bruxelles en 1919. En novembre 1922, Poincaré l'avait nommé ambassadeur à Berlin. Le président du Conseil n'avait alors rien dit à l'ambassadeur de la politique qu'il entendait suivre à l'égard de l'Allemagne. Pour toute instruction, il s'était contenté de lui dire : « *Contentez-vous d'observer. Barthou a trop causé avec les Allemands* (2). *C'est dangereux. Asbtenez-vous. Sous peu nous aurons des résolutions graves à prendre* » (3), sans être plus explicite. Le 27 février 1923, Poincaré avait adressé à Pierre de Margerie les instructions suivantes : « *Le but ne sera pas atteint... dès que l'Allemagne nous aura fait des propositions propres à donner satisfaction à notre droit et que nous aurons constaté que les garanties données et les gages affectés assureront l'exécution du traité. Nous ne saurions nous contenter de garanties, quelles qu'elles soient;*

(1) Sur *Pierre de Margerie*, on se reportera à la biographie, préparée à partir de ses papiers, que vient de publier Bernard AUFFRAY, Paris, Klincksieck, 1976.

(2) Avant de nommer Pierre de Margerie à Berlin, Poincaré avait songé à envoyer Barthou.

(3) Extrait d'une lettre du 27 novembre 1922 de Pierre de Margerie à son fils Roland, alors secrétaire d'ambassade à Bruxelles. Nous exprimons toute notre reconnaissance à M. Roland de Margerie, Ambassadeur de France, d'avoir bien voulu nous faire la grande confiance de nous communiquer les papiers de son père et la correspondance qu'il a échangée avec lui.

nous garderons le gage que nous tenons et ne nous en dessaisirons progressivement qu'à mesure que l'Allemagne paiera entre nos mains sa dette de réparations : la seule manière d'obliger l'Allemagne à payer et de nier dans le gouvernement allemand et dans la population allemande la volonté d'exécuter le traité, est de l'y contraindre. De même que l'Allemagne n'a évacué les départements occupés en 1871 qu'au fur et à mesure des paiements effectués par nous, de même nous n'évacuerons la Ruhr qu'en proportion des paiements de l'Allemagne : (4).

Stresemann est-il déjà conscient de la détermination de Poincaré, quand il reçoit, le 17 août, l'ambassadeur de France ?

Au cours de ce premier entretien, le chancelier se borne à demander à l'ambassadeur quelles sont « *les vraies intentions de la France en matière politique et économique à l'égard de l'Allemagne* », sans faire encore allusion à la Ruhr (5). A cet appel, Poincaré ne répond que le 1^{er} septembre : « *Nous n'avons aucune avance à faire, mais nous avons assez répété que nous n'avions aucune arrière-pensée* (6) *et, le jour où cessera la résistance passive, qui paraît, du reste, très diminuée, nous serons tout prêts à causer* » (7). De fait, l'arrivée de Stresemann aux affaires n'a nullement signifié l'abandon de la politique allemande de la résistance passive, qui, pour le moment, continue. Toutefois, Poincaré précise aussitôt : « *Les populations locales (dans les territoires occupés) cessent peu à peu toute résistance et... nous sommes assurés d'obtenir bientôt leur collaboration. Nous ne pourrions pas nous entendre avec le gouvernement allemand tant que les ordonnances* (8) *n'auront pas été rapportées. Il va sans dire que nous souhaitons voir revenir dans la Ruhr une situation normale. Mais nous ne saurions envisager des mesures générales de clémence ni surtout promettre la réintégration de fonctionnaires prussiens dans les régions occupées. Bornez-vous donc à écouter* » (9).

Avant de parler plus avant du côté français, Stresemann sonde du côté belge. Il fait des ouvertures au comte Della Faille, ambassadeur belge à Berlin : pacte de garantie entre l'Allemagne, les pays limitrophes du Rhin et la Grande-Bretagne ; comme garantie pour les réparations, une hypothèque générale sur les propriétés agrico-

(4) Quai d'Orsay, Papiers Herriot, carton n° 3.

(5) Télégramme 1057 du 17 août 1923 de Margerie pour Paris, Quai d'Orsay, Papiers Millerand, carton n° 7.

(6) Poincaré fait sans doute ici allusion à la crainte manifestée par Stresemann auprès de Margerie, lors de leur entretien du 17 août, d'un appui de la France à des tentatives séparatistes en Rhénanie et en Bavière. Cf. Télégramme 1057 de Margerie.

(7) Télégramme 697 de Poincaré pour Margerie du 1^{er} septembre 1923, Quai d'Orsay, Papiers Millerand, carton n° 8.

(8) Il s'agit des ordonnances sur la résistance passive.

(9) Télégramme 698 de Poincaré pour Margerie du 1^{er} septembre, *ibidem*.

les et industrielles dans TOUT le territoire du Reich, éventuellement une hypothèque sur tous les chemins de fer allemands (10).

Le 3 septembre, nouvel entretien de Stresemann avec Margerie, plus important que le précédent. Le chancelier ne fait pas à l'ambassadeur de France les offres précises qu'il a faites à l'ambassadeur de Belgique ; il manifeste du moins la volonté de parler pour parvenir à une solution. *« La situation actuelle a assez duré et le temps du règlement est arrivé »* (11). Mais c'est parler que souhaite Stresemann, pas encore négocier : *« Pour pouvoir affirmer ces chances (de trouver une solution au problème des réparations), il (Stresemann) désirait donc, non pas, a-t-il assuré, entamer la négociation dès maintenant, mais, par des entretiens absolument confidentiels avec le représentant de la France à Berlin, si Votre Excellence voulait bien y consentir, éclaircir et rapprocher certains points de vue français et allemands... Le chancelier estime que s'il pouvait obtenir de M. Poincaré, à titre pour ainsi dire personnel, une indication lui permettant de penser que la négociation pourrait ultérieurement s'engager sur des bases de ce genre, son action officielle dans la question de la résistance passive se trouverait grandement facilitée. Cette indication, de même que l'exposé de ses vues, devraient, a-t-il insisté, demeurer secrets et il n'en ferait usage que pour affirmer à qui de droit qu'un règlement général pouvait être escompté quand les négociations reprendraient entre les Alliés et l'Allemagne »* (12).

Autrement dit, Stresemann propose à Poincaré des conversations bilatérales secrètes germano-françaises. Poincaré refuse des conversations de ce type (13). Il télégraphie à Margerie : *« Je vous prie de ne pas vous prêter davantage à des conversations auxquelles visiblement le chancelier cherche à donner le caractère de négociations, avant la fin officielle de la résistance passive »* (14). Il écarte également l'idée de la création d'une société internationale fidéi-

(10) Jaspar, ministre des Affaires étrangères belge, informe des ouvertures de Stresemann Herbette, ambassadeur de France à Bruxelles, qui en rend compte à Poincaré. Télégrammes 514 à 518 d'Herbette pour Poincaré du 4 septembre 1923, *ibidem*. Jaspar dit aussi à Herbette qu'il prévient les Anglais des offres de Stresemann, ce qui lui vaut cette réplique de Poincaré : *« je persiste à croire qu'il eût été préférable d'attendre »*, télégrammes 1277-1278 de Poincaré pour Bruxelles du 7 septembre, *ibidem*.

Remarquons, au passage, que les offres faites au début de septembre 1923 par Stresemann aux Belges ne sont rien d'autre que ce que seront le plan Dawes et les accords de Locarno. D'Abernon a-t-il joué un rôle dans l'élaboration de ces offres ? Sans doute. L'idée de Stresemann de manœuvrer sur les ailes nous semble toutefois manifeste. C'est le sentiment de Della Faille lui-même, qui en prévient Margerie, télégrammes 1198 à 1203 du 17 septembre de Margerie pour Paris, *ibidem*.

(11) Télégrammes secrets 1143 à 1154 de Margerie pour Paris du 5 septembre, Quai d'Orsay, *ibidem*.

(12) *Ibidem*.

(13) Télégrammes 1169 à 1173 du 10 septembre de Margerie pour Paris et 724-725 du 12 septembre de Poincaré pour Berlin. *Ibidem*.

(14) Télégrammes 728-729 de Poincaré pour Margerie du 14 septembre, *ibidem*.

commissaire, gagée sur des biens privés allemands, et qui servirait à garantir les réparations : « *Le Reich doit, en effet, se procurer par impôts ou par prélèvements sur les biens de ses nationaux les ressources nécessaires au paiement des réparations. En constituant une société internationale, à laquelle les biens publics et privés seraient remis, l'Allemagne nous mettrait à la merci de financiers internationaux* » (15).

Le refus de Poincaré d'entrer dans des conversations qui risqueraient, à ses yeux, de dévaloriser le « gage » de l'occupation de la Ruhr est manifeste. Pour connaître les pensées de Poincaré à cette date, et les raisons du silence qu'il oppose aux avances de Stresemann, laissons-lui la parole. On a eu la bonne fortune de trouver dans les archives une lettre inédite de Poincaré à Gabriel Hanotaux du 15 septembre 1923 ; on s'en voudrait de la résumer ou de la paraphraser.

« ... Il semble certain qu'on veuille nous enjoindre d'ouvrir dans l'intervalle des négociations avec l'Allemagne. M. Hymans a parlé à lord Robert Cecil et lord Cecil a parlé à Léon Bourgeois de conversations commencées entre nous et le Reich (16), et effectivement M. Stresemann fait l'impossible pour laisser croire au monde qu'il a formulé des propositions. Or, celles qu'il a, non pas même formulées, mais vaguement esquissées jusqu'ici, sont totalement inacceptables et elles ont été jugées telles par le gouvernement belge comme par nous. Mais tout l'effort de Stresemann tend à obtenir des négociations avant d'avoir retiré les ordonnances relatives à la résistance passive, de manière à pouvoir dire qu'il ne les a retirées qu'en retour de concessions faites par nous. Ce serait, vous le comprenez, un grand succès pour lui et un grand échec pour nous. Nous ne nous prêterons donc pas à ce jeu. Nous sommes sûrs que les populations de la Ruhr, comme celles de la Rhénanie, ne veulent pas prolonger la résistance. Le gouvernement allemand le sait aussi bien que nous et il a avoué à des personnes en qui nous avons toute confiance, françaises et américaines (17), qu'il était dans l'impossibilité absolue de tenir plus de quinze jours ou trois semaines. Il nous fait même demander par des socialistes français, « camarades » de plusieurs ministres de Berlin (hier encore Bracke et Blum sont venus nous voir à ce sujet), de le sauver du nationa-

(15) Ibidem.

(16) Hymans, Cecil et Bourgeois sont alors délégués de la Belgique, de la Grande-Bretagne et de la France à la S.D.N. Cecil a essayé d'ouvrir un débat sur les réparations à la S.D.N.

(17) On n'a pu identifier ces informateurs. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que Poincaré, dans l'affaire de la Ruhr, attache de l'importance à l'opinion d'Américains. Cf. ci-dessous notre interprétation de la décision de Poincaré, en novembre 1923, de faire appel aux experts.

lisme et du communisme, prêts, dit-il, à s'unir contre lui (18). Le même langage est tenu à Londres et à Bruxelles, et il émeut quelques personnes à l'esprit vacillant, les mêmes qui voulaient, en 1917 et 1918, faire une paix de transaction. Je puis vous affirmer, par tout ce que j'ai vu dans tous mes derniers voyages, que les quatre-vingt-quinze centièmes des Français au moins sont résolument opposés à toutes compromissions de ce genre et exigent que nous ne compromettons pas, par une précipitation intempestive, le bénéfice de l'opération de la Ruhr, au moment même où nous allons le recueillir » (19).

Les premiers contacts de Tirard en Rhénanie et les avis de Degoutte

Mais quel est donc le « bénéfice » que Poincaré attend désormais de l'opération de la Ruhr ? Est-ce encore seulement le charbon et les réparations, ou est-ce déjà une construction rhénane ? Pour ces semaines d'août et septembre 1923, il n'est pas encore possible d'en trancher clairement. Le 24 mai 1923, Poincaré avait adressé à Tirard les instructions suivantes, les seules dont on dispose de lui sur l'affaire rhénane avant la fin de la résistance passive :

« Je partage votre opinion en ce qui concerne la nécessité de conserver une attitude de prudence dans la question rhénane ; toute manœuvre de notre part, tout appui, quelque indirect qu'il soit, compromettraient le mouvement et empêcheraient la constitution d'un état de choses susceptible de se maintenir. D'ailleurs, le problème des Réparations et même la question de notre sécurité dépendent beaucoup moins de la forme du Gouvernement ou de l'Administration qui s'établiront en Rhénanie que des conditions que nous saurons leur imposer. Nous avons, en tous cas, tout intérêt à ce que la solution qui interviendra soit spontanée et soutenue par l'ensemble de la population » (20).

Ce texte, peu explicite et assez équivoque, montre que Poincaré n'exclut pas une solution rhénane (laquelle ?), mais à condition

(18) Quatre sociaux-démocrates sont alors ministres dans le gouvernement Stresemann, dont Robert Schmidt, vice-chancelier et ministre de la Reconstruction, et Hilferding, ministre des Finances. La démarche de Bracke et de Blum, à notre connaissance encore inédite, est la première manifestation de la diplomatie parallèle par les socialistes, à laquelle Stresemann aura souvent recours, même quand les sociaux-démocrates ne feront pas partie des gouvernements dans lesquels il sera ministre.

De son côté, il semble qu'au début de l'affaire de la Ruhr Poincaré avait fait sonder le président Ebert, qui est social-démocrate, par Albert Thomas, en vue d'une reprise éventuelle de négociations franco-allemandes ; il se serait heurté à un non formel d'Ebert. Lettre manuscrite de M. Roland de Margerie à M. Pierre de Margerie du 18 février 1923, Papiers Margerie.

(19) Lettre de Raymond Poincaré à Gabriel Hanotaux du 15 septembre 1923, Quai d'Orsay, Papiers Millerand, carton n° 8.

(20) Télégramme de Poincaré pour Tirard du 24 mai 1923, BA Coblenz ZSg 105/10, folio 1.

qu'elle soit voulue par la population. Or, avant même la fin de la résistance passive, des avances, venant de milieux rhénans, sont faites à la France. Dès le 20 juin 1923, l'industriel luxembourgeois Mayrisch, toujours bien informé et jamais en retard sur l'évolution de la situation, était venu rendre visite à Jacques Seydoux au Quai d'Orsay, au retour d'un voyage qu'il avait fait de son propre chef en Rhénanie, et lui avait tenu les propos suivants : « *Il faut imposer aux Rhénans, qui en seront enchantés, une République Rhénane autonome, avec facilité de rapprochement économique (avec la France), et pour commencer, dans le cadre du Reich. Tout le monde criera au scandale, mais tout le monde acceptera la séparation, même du Reich, si elle est imposée, avec un contrôle inter-allié dont les pouvoirs seront à déterminer* » (21).

Dans les territoires occupés, des chefs d'entreprises ont commencé à parler avec les autorités françaises. Début août 1923, le grand industriel colonais Otto Wolff et des représentants du groupe Phoenix, de Dortmund (charbonnages et aciéries), ont pris langue avec le général Denvignes, conseiller économique du général Degoutte (22), ce dont Wolff a rendu compte à Stresemann le 21 août ; il n'a pas caché au nouveau chancelier qu'« *il a l'impression que le séparatisme rhénan fait de fantastiques progrès. Ce n'est plus qu'une question de semaines. Le gouvernement allemand ferait bien de monter lui-même en wagon, sinon le train partirait sans lui. Il (Wolff) imagine que nous (le gouvernement allemand) pourrions accepter la formation d'un Etat rhénan, mais englobant une partie de la Ruhr, parce que les Rhénans sont trop mous. Les voies ferrées de ces territoires pourraient avoir pendant une période transitoire une administration franco-allemande avec coopération éventuelle de la Hollande et de la Suisse* » (23). Stresemann ne cède pas à la pression de Wolff — qui, de retour en Rhénanie, a, le 27 août, un entretien avec Degoutte lui-même (24) — mais il ne peut plus ignorer l'évolution de certains esprits dans les territoires occupés. Poincaré, bien sûr, ne l'ignore pas non plus, puisque Degoutte tient Paris au courant.

Là-dessus se greffe l'affaire des « Notgelder ». Il s'agit de monnaies de fortune, émises un peu partout en Allemagne, par des municipalités, des chambres de commerce, voire des entreprises ou des particuliers, pour essayer de faire face à la boulimie de signes monétaires, consécutive à la disparition du mark. (Le système monétaire allemand est devenu si absurde qu'une grève, à

(21) Quai d'Orsay, Papiers Millerand, carton n° 6 Réparations.

(22) ZIMMERMANN, op. cit., p. 125. L'auteur se réfère à de nombreux rapports de Degoutte, ibidem, p. 127, note 57. Des rapports de Degoutte se trouvent aussi dans la publication confidentielle que M. le Professeur L'Huillier nous a confiée. Cf. ci-dessus, chapitre II, note 151.

(23) Note de Stresemann du 21 août 1923, *Papiers de Stresemann*, tome I, p. 59-61. L'homme qui tient au chancelier ces propos n'est pas un irresponsable, mais l'un des principaux industriels rhénans.

(24) ZIMMERMANN, op. cit., p. 127.

partir du 9 août 1923, des ouvriers imprimeurs, surchargés de travail à faire fonctionner la planche à billets, menace la vie économique du pays de paralysie). A Coblenz, Tirard voit tout le parti que l'on pourrait tirer des Notgelder ; ne serait-ce pas un moyen de relancer le projet de monnaie rhénane ? Le 6 septembre, Tirard, entouré de ses conseillers financiers français et belge, Giscard et Wibier, a convoqué à Coblenz une centaine de personnalités rhénanes : maires, responsables économiques, etc... (25). Tirard leur explique qu'il serait bon de mettre de l'ordre dans l'émission anarchique des Notgelder et suggère la création d'une « fédération » des émetteurs de monnaies privées des territoires occupés avec émission d'un type unique de billets. Il a même préparé une ordonnance à cet effet (26). Malgré l'opposition menée par le maire de Krefeld, Johannsen, la H.C.I.T.R. émet son ordonnance le 20 septembre (27) : les territoires occupés sont découpés en neuf zones à l'intérieur desquelles seront émis désormais les Notgelder ; un « comité monétaire spécial » de dix-neuf membres rhénans est institué auprès de la H.C.I.T.R. pour l'application de l'ordonnance ; à partir du 1^{er} octobre, il ne pourra plus être émis de Notgelder dans les territoires occupés sans son accord, et tous les signes monétaires d'origine privée mis en circulation dans les territoires avant ces décisions devront être retirés de la circulation avant le 25 décembre 1923.

Certes, l'on ne saurait parler encore d'une « monnaie » rhénane. Les Notgelder émis par le « comité monétaire spécial » siégeant près de la H.C.I.T.R. ne sont gagés sur rien. Mais le mark vaut-il mieux ? Et ces Notgelder sont acceptés par le ministre des Finances Lasteyrie, puisqu'on ne lui demande pour les gager ni encaisse ni portefeuille. Aussi Tirard y voit-il un grand succès pour sa politique : il écrit à Poincaré que c'est la première collaboration entre autorités d'occupation et représentants des populations locales, sans qu'il y ait participation des autorités allemandes (28). On imagine aisément les pensées que ces événements peuvent susciter chez Stresemann et chez Poincaré.

Adenauer, premier bourgmestre de Cologne, a été mêlé indirectement à cette affaire. Le 7 septembre, Stresemann l'avait chargé de sonder Tirard sur la possibilité de conclure un accord entre le gouvernement de Berlin et la H.C.I.T.R. sur l'émission des Notgelder dans les territoires occupés. Le souci de Stresemann était clair :

(25) Rapport de Tirard pour Poincaré du 6 septembre 1923, BA Coblenz ZSg 105/1, exploitant Archives Nationales AJ9 fascicule 3232.

(26) Ibidem, exploitant le fascicule 3231. Il semble qu'il s'agisse d'initiatives de Tirard, cette fois encore. En effet on ne dispose pas d'instructions de Poincaré à Tirard en ce sens. Du moins Tirard rend-il compte de ses initiatives à Poincaré, qui ne l'arrête pas.

(27) Ordonnance 212. Le Haut Commissaire britannique s'est abstenu. Ibidem.

(28) Rapport de Tirard à Poincaré du 21 septembre 1923, Archives Nationales, fascicule 3232 utilisé par Jung, BA Coblenz ZSg 105/1.

la réunion de Coblenz a eu lieu le 6 (29) ; Stresemann voudrait que le gouvernement du Reich ne soit pas tenu à l'écart de décisions concernant l'émission de signes monétaires, qui, après tout, touchent à la souveraineté politique. Adenauer est reçu par Tirard le 14 septembre. L'entretien est correct, mais sans chaleur (30). Tirard se refuse à nouer avec Berlin les négociations souhaitées sur les Notgelder, puisqu'aussi bien il va promulguer le 20 l'ordonnance que l'on sait. Quant à la politique générale, le Haut Commissaire français expose au bourgmestre de Cologne que la France n'a pas l'intention d'utiliser la force pour modifier la situation politique des territoires occupés, car une modification ainsi faite ne durerait pas, mais que si la population rhénane créait d'elle-même une nouvelle « réglementation étatique » (staatliche Regelung), on la saluerait en France comme une garantie de paix. C'est une invite. Adenauer, d'après son rapport à Stresemann, aurait répondu que les compromissions de certaines instances d'occupation avec des personnalités douteuses ne permettaient pas aux Allemands « convenables » de se mêler de ces affaires.

Tirard, dans ces jours-là, fait aussi, par des intermédiaires, des avances au gouvernement de Hesse (31). La Hesse, aux yeux de Tirard, présente cet avantage de disposer déjà d'un appareil d'Etat qui ne dépend ni de Berlin, ni de Munich, et d'avoir un territoire limité à la région rhénane (32). De plus (Tirard le savait-il ?), les archives allemandes révèlent que la Hesse avait été, au lendemain de la guerre, l'un des Länder allemands où les thèses fédéralistes antiberlinoises avaient été développées (33). Quoi qu'il en soit, Tirard fait savoir vers le 15 septembre au gouvernement de Darmstadt que la France est prête à s'entendre immédiatement avec l'ALLEMAGNE et à prendre des mesures pour soulager le sort des populations rhénanes, si celles-ci constituent un Etat indépendant A L'INTÉRIEUR DU REICH. Tirard, qui affirme avoir l'accord de Poincaré, dit ne pas vouloir agir avec les activistes, mais avec des personnalités responsables, et en accord avec les gouvernements des Länder ET DU REICH. On songerait, du côté français, à la création de deux nouveaux Län-

(29) Adenauer, tenu pour anglophile par les Français de Coblenz, n'y avait pas, semble-t-il, été invité par Tirard.

(30) Rapport d'Adenauer pour Stresemann du 17 septembre 1923, BA Coblenz R 43 I/215. Voir ERDMANN, op. cit., p. 107-108.

(31) BA Coblenz L 1665/L 493 908-911. Voir aussi ERDMANN, op. cit., p. 109.

(32) L'Etat de Hesse, héritier du grand duché de Hesse-Darmstadt, n'est pas une province prussienne, comme la Rhénanie, ou bavarroise, comme le Palatinat. On ne le confondra pas non plus avec la province prussienne de Hesse-Nassau. Le Land de Hesse, qui a sa propre constitution à l'intérieur du Reich depuis 1919, capitale Darmstadt, s'étend des deux côtés du Rhin et des deux côtés du Main, la ville de Francfort exceptée, qui est prussienne depuis 1866. En 1923, Mayence et sa région font partie du Land autonome de Hesse.

(33) Le ministre de l'Intérieur du Land lui-même, von Brentano, aurait été alors partisan d'une restructuration de l'Allemagne dans un sens fédéraliste et aurait tenu des propos contre la « Berlinerei ». Rapport pour Berlin du représentant du Reich à Darmstadt du 19 décembre 1921, BA Coblenz, L 1666/L 494 447-454. Brentano est toujours ministre de l'Intérieur du Land en 1923.

der, une Basse-Rhénanie et une Rhénanie Moyenne, qui serait une sorte de Grande-Hesse (34). Les nouveaux Etats auraient, à l'intérieur du Reich, un statut comparable à celui que la Bavière avait pu conserver jusqu'en 1914 : députés au Reichstag (35) comme les autres Länder, mais autonomie de gestion dans certains domaines ; les chemins de fer seraient confiés à une société internationale (36). Le gouvernement de Darmstadt prend tout à fait au sérieux les avances de Tirard puisque, le 20 septembre, il les soumet au gouvernement de Berlin, dont il attend la décision, non sans souligner que, quelle que soit la décision prise, la population des territoires occupés ne pourra plus soutenir longtemps les épreuves de la résistance passive (37). On ne peut donc pas dire que Stresemann ne soit pas au courant...

Enfin, Degoutte, lui aussi, paraît à ce moment rejoindre les analyses de Tirard. Dans ses rapports secrets des 2 et 10 septembre (38), le commandant de l'armée du Rhin expose que, devant l'évolution de la situation, la France a désormais le choix entre deux politiques : ou bien faire des concessions au nouveau gouvernement Stresemann dans l'espoir de consolider sa situation intérieure, ce qui n'est pas assuré ; ou bien lui refuser toute aide, ce qui amènerait sa chute, que suivrait sans doute la transformation des structures de l'Allemagne dans un sens fédéraliste. Cette seconde éventualité paraît à Degoutte être mieux en mesure d'assurer pour l'avenir la sécurité de la France, qu'un contrôle permanent du désarmement, qui serait toujours aléatoire. Quant aux territoires occupés, Degoutte croit pouvoir écrire que les chances d'y créer une administration autonome à partir de ce qui existe déjà seraient bonnes. La population aurait peur et d'une évolution vers le communisme et d'une dictature nationaliste à Berlin. Le France devrait chercher à rassembler, en vue d'une République rhénane, dans le cadre du Reich, et les catholiques du Zentrum et les sociaux-démocrates, ainsi que les syndicats. Bref Degoutte, assez prudent jusqu'alors, ne dit pas autre chose, en septembre 1923, que Tirard.

(34) D'autres sources paraissent confirmer la réalité de l'offre faite à la mi-septembre 1923 par Tirard, sans doute au nom de Poincaré, au gouvernement de Darmstadt. Cf. ERDMANN, *op. cit.*, p. 109, note 6. Schacht écrit le 21 septembre 1923 à Stresemann à ce sujet.

(35) ERDMANN, *op. cit.*, p. 109, met en doute ce point.

(36) Remarquons, au passage, que le général Mangin avait adressé en avril 1923 à Poincaré un rapport prenant position pour l'évacuation des territoires occupés par les troupes alliées, à condition que la Rhénanie constituât un Etat, même si ce devait être dans le cadre du Reich, et que les chemins de fer rhénans fussent placés sous un contrôle international, afin de conserver la possibilité matérielle, en cas de besoin, de ramener sans délai des divisions françaises sur le Rhin.

(37) Rapport du 20 septembre 1923 pour Berlin du représentant du Reich à Darmstadt, BA Coblenz, L 1665/L 493 908-911.

(38) Rapports secrets pour le ministre de la Guerre et le président du Conseil n° 6158 du 2 septembre 1923 et n° 6391 du 10 septembre 1923, utilisés par ZIMMERMANN, *op. cit.*, p. 206-210. Il y a tout lieu de penser que Zimmermann a pu se procurer, dans le Paris de 1940-1944, un exemplaire de la publication confidentielle que nous évoquons ci-dessus, note 22.

Il n'est pas pensable que de tels rapports aient laissé Poincaré insensible. Encore une fois, il n'est pas possible à l'historien de dire avec certitude quels sont les buts précis du président du Conseil français au cours de ces semaines de septembre 1923 : on ne dispose pas de documents révélant ses réactions aux rapports de Degoutte et de Tirard, ni d'instructions écrites à ceux-ci ; on ne dispose que de ses instructions à Pierre de Margerie, lui enjoignant de se refuser à la négociation que Stresemann propose. Ceci, à notre sens, s'explique par cela. Peut-être Poincaré ne s'est-il pas encore arrêté à un plan précis ; mais les nouvelles qui lui viennent de Coblenche et de Düsseldorf doivent l'inciter à refuser à Berlin une négociation qui pourrait arrêter une évolution en cours dans les territoires occupés ; Poincaré semble attendre de voir où va mener cette évolution avant de se décider. Pour l'heure, Tirard et Degoutte — les documents de septembre sont très clairs sur ce point — ne pensent pas à la création d'un Etat rhénan séparé de l'Allemagne, mais bien plutôt à une restructuration générale de l'Allemagne dans un sens fédéraliste, entreprise qui devrait débiter par la création d'un ou plusieurs Etats rhénans.

L'entretien Poincaré-Baldwin du 19 septembre et la fin de la résistance passive

C'est précisément l'évolution dans les territoires occupés qui amène le gouvernement de Berlin à se demander si, après tout, il ne serait pas préférable de cesser la résistance passive immédiatement, même sans assurances des Franco-Belges sur les lendemains.

Le 15 septembre, sous la présidence de Stresemann, les gouvernements du Reich et de la Prusse se réunissent en commun avec des représentants de la Bavière, de la Hesse et du Bade (39). Stresemann y expose la vanité jusqu'à présent de ses tentatives pour amener Poincaré à négocier, et il pose la question : faut-il abandonner la résistance passive ? Hilferding, ministre social-démocrate des Finances, demande l'abandon immédiat : les finances ne tiennent plus ; en une semaine, le Reich a dépensé 1 038 billions de marks, dont 680 billions rien qu'en aide aux chômeurs ; *« n'est-il pas préférable d'abandonner une arme qui se retourne contre nous, étant entendu que l'adversaire connaît parfaitement la situation dans laquelle nous nous trouvons ? »* Braun, ministre-président de Prusse, s'exprime dans le même sens : *« comme à la fin de la guerre, il faut abandonner avant que la retraite soit devenue impossible »*. Stresemann n'est pourtant pas encore décidé ; il veut encore espérer en une négociation. Des raisons de politique intérieure allemande le font aussi hésiter : le gouvernement bavarois, qui déteste ce

(39) Procès-verbal de cette séance de gouvernements, BA Coblenche, 3491/D 756 723-736.

gouvernement berlinois où siègent des « marxistes », fait savoir à Stresemann que, s'il cède aux Français en abandonnant la résistance passive, les conséquences en Bavière pourraient être incalculables (40). Outre la déroute financière, qui se transforme en panique, le gouvernement de Stresemann se trouve devant ce choix tragique : continuer la résistance passive, et c'est le risque d'un mouvement antiprussien en Rhénanie ; cesser la résistance passive, et c'est la menace d'un mouvement antiprussien en Bavière.

Stresemann, pour retarder sa décision, se rattache à un dernier espoir. On annonce une visite du Premier britannique Baldwin à Paris ; ne va-t-il pas faire pression sur Poincaré pour l'amener à accepter la négociation ? Ce dernier espoir va se révéler illusoire.

Baldwin est Premier ministre depuis 1923 seulement ; il n'a donc pas été marqué par les disputes franco-anglaises de 1922 et du début de 1923. Certes, Curzon est toujours au Foreign Office, mais Baldwin n'est pas Lloyd George. Les notes de plus en plus aigres que le Foreign Office a adressées dans le courant de l'année 1923 au Quai d'Orsay (41) n'ont pas empêché que Londres a laissé l'épreuve de force entre la France et l'Allemagne se dérouler sans intervenir, à la grande déception de Berlin, sans même retirer son Haut Commissaire de Coblençe, qui n'a pas encore pris une seule fois position contre les « ordonnances » de Tirard, se contentant de s'abstenir. Il y aurait même dans le gouvernement britannique, et jusque chez les fonctionnaires du Foreign Office, des « franco-philés » (42).

En septembre 1923, Baldwin ressent curieusement le besoin d'aller prendre les eaux à Aix-les-Bains. Il est en vacances, bien sûr, mais il passe par Paris et, bien entendu, y rencontre Poincaré. L'historien peut se demander si la cure aixoise n'a pas permis à Baldwin de rencontrer Poincaré, sans que cette rencontre, à un tel moment, puisse paraître aux antipoincaristes londoniens une rencontre de Canossa. Le 19 septembre, Poincaré et Baldwin sont ensemble à l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris. On dispose dans les archives du Quai d'Orsay de notes très complètes qui permettent de reconstituer leur entretien (43).

Baldwin, très cordial, dit d'entrée de jeu vouloir parler en toute franchise et vouloir restaurer l'Entente ; il pense que, s'il y a eu des difficultés entre la France et la Grande-Bretagne, c'est pour

(40) Tout au long de cette année 1923 mûrit en Bavière la situation qui débouchera sur le putsch de Hitler en novembre. Cf. BONNIN, *Le putsch de Hitler à Munich*, Les Sables d'Olonne, 1966. Von Knilling, ministre-président de Bavière, a adressé à Stresemann le 14 septembre une missive sans équivoque. Voir aussi ZIMMERMANN, op. cit., p. 205-206, qui utilise les rapports de Margerie pour Paris sur les difficultés intérieures allemandes. Margerie cherche à conseiller Poincaré dans un sens tout autre de celui de Tirard et de Degoutte.

(41) Voir les Livres de couleur.

(42) Au Foreign Office, sir William Tyrrell, passe pour tel. NICOLSON, *Nachkriegsdiplomatie*, Berlin, 1934.

(43) Quai d'Orsay, Papiers Millerand, carton n° 8. La rencontre de Paris fut préparée par Saint-Aulaire, ambassadeur de France à Londres, et sir William Tyrrel. SAINT-AULAIRE, *Confession d'un vieux diplomate*, p. 669.

deux raisons : le projet de traités de garantie entre la France, la Grande-Bretagne et l'Amérique a échoué, et la politique de Lloyd George a fait que la France a perdu confiance dans la Grande-Bretagne. Baldwin, lui, dit vouloir restaurer la confiance entre la France et la Grande-Bretagne. Poincaré répond qu'il est entièrement d'accord, et les deux hommes de faire retomber sur Lloyd George la responsabilité de la détérioration des relations franco-britanniques. Après ce préambule, où Baldwin a fait d'évidentes avances à Poincaré, le Premier britannique expose au président du Conseil français que l'opinion publique anglaise s'en prend au « militarisme » français. Il dit : *« on éprouvera les plus grandes difficultés à effectuer un règlement avec les Allemands tant que le caractère militaire de l'occupation de la Ruhr n'aura pas été modifié. A moins d'un changement de ce genre, aucun gouvernement britannique ne pourrait collaborer de bon cœur à faire de l'Entente ce qu'elle doit être »*. Mais il ajoute que l'Angleterre est d'accord sur le principe de *« faire payer le Boche »*. Baldwin souhaite une solution et demande à Poincaré de lui dire ce qu'il compte faire quand l'Allemagne aura renoncé à la résistance passive.

Poincaré remercie Baldwin de sa franchise et lui répond que des conversations entre eux deux sont la meilleure façon de préparer une conférence à venir. Si la France a occupé la Ruhr, c'est que, depuis 1919, elle avait le sentiment qu'à chaque occasion on diminuait ce qu'elle tenait du traité de Versailles et qui était déjà inférieur à ce qu'elle aurait voulu obtenir. Si elle l'a occupée seule, c'est que Lloyd George, puis Bonar Law ont refusé que l'on prenne des gages quand il s'agissait d'accorder des moratoires à l'Allemagne. *« Il faut d'abord que la résistance cesse, puis on pourra causer, et d'accord avec la Grande-Bretagne, écouter M. Stresemann s'il fait des propositions raisonnables »*.

Il semble que cet entretien marque un retour à l'Entente franco-britannique. Baldwin accepte le fait de l'occupation de la Ruhr, tout en marquant les limites qu'il escompte que la France ne franchira pas dans son exploitation. Poincaré peut penser avoir rétabli le front des Alliés pour l'exécution du traité. Un communiqué officiel ne peut laisser planer aucun doute sur les retrouvailles franco-anglaises (44) ; personne ne peut s'y tromper, et d'abord pas les Allemands. En agissant ainsi le 19 septembre, le Premier britannique laisse entendre à Stresemann que, pour le moment, l'Allemagne n'a aucune intervention à attendre en sa faveur de la Grande-Bretagne ; l'épreuve de force franco-allemande doit s'achever aux conditions voulues par Poincaré (45).

(44) Le communiqué serait l'œuvre de Tyrrell.

(45) Certains pensent que Curzon, furieux, aurait alors constitué un dossier sur les responsables de l'entrevue du 19 septembre, et qu'il l'aurait remis quelques mois plus tard à MacDonald lors de l'arrivée de celui-ci au pouvoir. C'est ainsi que MacDonald en serait venu en 1924 à demander à Herriot le rappel de Saint-Aulaire. ZIMMERMANN, op. cit., p. 217, note 22.

Le 20 septembre, Hoesch, chargé d'affaires de l'ambassade d'Allemagne à Paris, télégraphie à Stresemann (46) : voyant l'Allemagne à la veille de la capitulation, l'Angleterre, estime-t-il, se place dans le camp des Franco-Belges pour ne pas courir le risque de se retrouver exclue des résultats de l'opération. « *La France, de son côté, comme je l'ai souvent souligné, n'a jamais eu l'intention de maintenir longtemps l'Angleterre hors du jeu : tout au contraire, la France a constamment été résolue à accueillir avec faveur, une fois l'opération de la Ruhr terminée victorieusement pour elle, la participation de ses alliés* » (47). Hoesch croit savoir (48) que le but de Poincaré n'est pas de démembrer l'Allemagne, ni même de soutenir les séparatistes rhénans, mais de parvenir à une solution en accord avec Londres. Le chargé d'affaires conclut : « *c'est un nouvel accroissement de prestige pour Poincaré, qui... court d'un succès à un autre et pour le moment domine sans conteste la situation européenne* ».

Le dimanche 23 septembre, Poincaré est en Lorraine ; il parle à Nancy, Toul et Bois-le-Prêtre (49). Le journal de Bruxelles *LE SOIR*, qui croit connaître la pensée du président du Conseil, donne pour l'opinion belge cette interprétation des discours : la volonté politique de faire comprendre à l'Allemagne qu'elle a perdu la guerre ; il faut que l'ensemble du peuple allemand, qui n'avait pas compris en 1918, comprenne aujourd'hui (50).

Le lundi 24 septembre, à midi, Stresemann rassemble à la Chancellerie les représentants des partis politiques (51) ; il leur expose que, dans la semaine du 16 au 22, la résistance passive a coûté 3 448 milliards de marks. Il n'est plus possible de laisser se poursuivre cette hémorragie. Le mark est en train de mourir ; l'Allemagne elle-même est menacée d'en mourir. Dans les territoires occupés, il y a des signes inquiétants de rapprochement de la population avec les occupants : à Dortmund, la population s'est ruée en foule à une fête hippique donnée par les Français. Il faut céder. Les représentants de tous les partis, à la seule exception du représentant national-allemand, approuvent le chancelier.

A seize heures trente, ce même 24 septembre, Stresemann reçoit les représentants des associations économiques et des fonctionnaires des territoires occupés, et il leur tient les mêmes propos, concluant : « *Pour l'avenir, j'ai foi dans le peuple allemand : l'idée de l'Etat doit être maintenue. Cette idée de l'Etat et l'unité du Reich, il faut les maintenir sans faille* » (52).

(46) Télégramme 1060 du 20 septembre, AA Bonn, 9332/H 260 795-797.

(47) Cette interprétation est celle-là même qui nous semble devoir être donnée de la politique de Poincaré. Cf., ci-dessus, chapitre II, 3^e partie.

(48) Le nom de l'informateur n'est pas donné.

(49) Champ de bataille et cimetière militaire sur les côtes de Moselle à l'ouest de Pont-à-Mousson.

(50) BA Coblenz, ZSg 105/1.

(51) BA Coblenz, L 1496/L 438 629-635.

(52) BA Coblenz, L 1496/L 438 700-713.

Le 25 septembre, Stresemann est à la Chancellerie avec les ministres-présidents des Länder, qu'il veut associer à sa décision, sans pour autant diminuer sa responsabilité de décision de chancelier du Reich (53). Seul le ministre-président de Bavière prend position contre l'abandon de la résistance passive ; il voudrait que le Reich déclare nul le traité de Versailles. Les autres ministres-présidents soulignent les dangers d'une telle démarche : la France pourrait en profiter pour créer le fait accompli dans les territoires occupés. Stresemann fait savoir que, selon des renseignements, il est question de la proclamation de la République Rhénane le 30 septembre. La décision est prise : il faut mettre fin à la résistance passive.

Le lendemain, 26 septembre, c'est chose faite (54). Poincaré a gagné l'épreuve de force ; il est au sommet de sa puissance. Que va-t-il en faire ?

(53) BA Coblenz, L 1496/L 438 654-665.

(54) Proclamation du président et du gouvernement du Reich au « peuple allemand » du 26 septembre, BA Coblenz, L 1496/L 438 646-648.

2° PAS DE NEGOCIATION ENTRE PARIS ET BERLIN INITIATIVES DANS LES TERRITOIRES OCCUPES

(27 septembre - 20 octobre 1923)

La crise intérieure allemande et le refus de Poincaré de négocier avec Berlin

L'abandon de la résistance passive est aussitôt notifié aux Alliés officiellement (55). Le 27 septembre, le gouvernement du Reich supprime les instructions de la résistance passive avec effet dès le 28 : l'interdiction des livraisons en nature au titre des réparations et l'interdit fait aux fonctionnaires allemands de participer à la politique d'exploitation des gages sont levés. Il n'est plus interdit aux Rhénans de payer les impôts, taxes et droits de douane exigés par l'occupant. L'utilisation des trains de la Régie franco-belge des chemins de fer est autorisée, sans que pour autant le gouvernement du Reich reconnaisse « de jure » l'existence de la Régie. Sur certains points cependant, Berlin maintient son opposition : il continue de refuser de reconnaître la validité de l'ordonnance 205 par laquelle la H.C.I. T.R. s'était donné le droit de nommer des fonctionnaires allemands à des postes vacants, et il continue d'ordonner à l'administration allemande des territoires occupés de lutter contre le séparatisme (56). L'affaire, on le conçoit, est d'importance ; Paris se prévaut de ces restrictions à l'abandon de la résistance passive pour affirmer que celle-ci n'a pas totalement cessé et refuser les offres de négociation avec Berlin. Il s'agit en fait pour Paris de gagner du temps, afin de laisser la situation dans les territoires occupés évoluer.

D'ailleurs, à la suite de l'abandon de la résistance passive, le gouvernement de Stresemann paraît paralysé par les conséquences intérieures qu'en a suscitées l'annonce. Dès le 26 septembre, le gouvernement bavarois proclame l'état d'exception et donne les pleins pouvoirs à von Kahr qui, le 29, lève pour la Bavière l'application de la loi du Reich pour la protection de la République et interdit les organisations de protection socialistes. Le 30 septembre, une manifestation séparatiste à Düsseldorf se termine par un affrontement avec la police allemande : 17 morts. Le 1^{er} octobre, la « Reichswehr noire » du major Buchrucker tente un putsch à Küstrin. Dans les premiers jours d'octobre, les partis de la majorité se divisent à

(55) AA Bonn, 3116/640 337-340 et 640 341-343 (conversation de Stresemann avec Margerie le 27 septembre).

(56) BA Coblenz, ZSg 105/1.

Berlin sur la durée de la journée de travail. Le 5 octobre, le parti communiste allemand décide d'entrer dans les gouvernements des Länder de Thuringe et de Saxe pour constituer avec les socialistes des « fronts antifascistes » : un fossé politique se creuse entre l'Allemagne moyenne et la Bavière, qui pourrait mener à un affrontement armé ; le 10 octobre un cabinet socialiste-communiste se constitue en Saxe, et les comités d'entreprises de Thuringe décident la « mobilisation des travailleurs » et la création de « centuries prolétariennes » pour combattre contre le danger bavarois. A Berlin, Stresemann connaît des défections dans son propre parti : les députés D.V.P., adversaires de la collaboration avec les sociaux-démocrates, regardent vers les nationaux-allemands qui ne ménagent pas leurs critiques au gouvernement. Pour rester en place, Stresemann doit remanier son gouvernement en y faisant entrer, le 6 octobre, un national-allemand, von Kanitz, qui reçoit le portefeuille du Ravitaillement (57). Ce nouveau gouvernement Stresemann obtient le 13 octobre du Reichstag le vote d'une loi des pleins pouvoirs. Le Reich paraît menacé de dislocation par l'affrontement des forces politiques opposées qui se coulent dans le moule des Länder, utilisant leurs appareils d'Etat. Dans cette situation, le premier souci du gouvernement de Stresemann est de sauvegarder l'unité du Reich et, dans toute la mesure du possible, l'autorité de Berlin.

Durant ces semaines, on le comprend, l'autorité internationale du gouvernement de Berlin est aussi contestée au moins que son autorité intérieure. Il n'est pas interdit de penser que Paris, en refusant la négociation avec Berlin, attend la chute de Stresemann, et, derrière elle, des modifications importantes aux structures de l'Allemagne. Le 29 septembre la Belgique et le 3 octobre l'Angleterre ont suggéré à Paris que les Alliés parlent avec Stresemann ; Paris a refusé (58). Le 5 octobre, Adenauer, mandaté par Stresemann, fait proposer à Tirard des conversations pour l'application dans les territoires occupés des mesures de reprise du travail : il pourrait servir d'intermédiaire entre Berlin et la H.C.I.T.R. ; Tirard ne donne pas suite (59). Le même 5 octobre, Poincaré donne instruction à Barthou, représentant français à la Commission des Réparations, d'écouter les propositions que Berlin ferait éventuellement à la Commission pour la reprise des paiements, mais sans prendre d'initiatives hâtives : « *Il est vraiment inutile d'étudier actuellement le problème technique des réparations, sans attendre que la situation ait suffisamment évolué pour permettre à cet examen de se faire avec sang-froid et avec fruit* » (60). Au chargé d'affaires allemand Hoesch qui propose au Quai d'Orsay des conversations entre experts

(57) Les papiers de Stresemann, tome I, p. 94-98.

(58) Note (de Laroche ?) du 29 septembre et télégrammes 723-724 de Saint-Aulaire du 3 octobre, Quai d'Orsay, Papiers Millerand, carton n° 8.

(59) Télégramme 462 de Tirard pour Paris du 5 octobre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(60) Lettre de Poincaré à Barthou du 5 octobre, Papiers Millerand, carton n° 8.

pour la reprise du travail dans les territoires occupés, Peretti, directeur des Affaires politiques, répond que c'est à régler sur place avec les autorités locales, les industriels et les ouvriers, et non entre gouvernements (61). Le 16 octobre, Poincaré adresse à son ambassadeur à Bruxelles les instructions suivantes : « *Nous devons avoir une ligne de conduite très ferme et très catégorique et continuer de résoudre les questions au fur et à mesure qu'elles se présentent sur place sans accepter l'immixtion du gouvernement central* » (62). Le 17 octobre, Hoesch revient à la charge et lit à Poincaré une note proposant des « entretiens techniques » au sujet des prestations en nature à faire par les entreprises de la Ruhr. « *J'ai répondu à M. de Hoesch, télégraphie Poincaré à Bruxelles, pour information du gouvernement belge (63), que l'état de chose devait d'abord être rétabli intégralement et que les prestations devraient être reprises. Ce n'est qu'ultérieurement que l'Allemagne pourrait adresser une demande à la Commission des Réparations qui l'examinerait en toute liberté. Or, M. Stresemann a empêché lui-même le rétablissement des prestations en annonçant que le Reich ne paierait pas aux industriels le prix des prestations (64). Nous n'avons donc qu'à attendre les faits* ».

La documentation ne laisse aucun doute. Dans les semaines de difficile crise intérieure qui suivent en Allemagne l'annonce de l'abandon de la résistance passive, Poincaré fait tout son possible pour créer le vide international autour du gouvernement de Stresemann. Quelles que soient les raisons avancées, le refus de Paris de parler avec Berlin, de le considérer, comme on dit, comme un interlocuteur valable, est manifeste. Encore qu'aucun document ne permette de l'affirmer, on peut penser que Poincaré attend l'échec et la chute de Stresemann (65).

Les instructions de Poincaré à Tirard et Degoutte et le projet de monnaie rhénane

Poincaré en revanche, durant ces semaines, pousse aux initiatives dans les territoires occupés. Voici les instructions qu'il adresse le 28 septembre, donc aussitôt après l'abandon de la résistance passive, à Tirard et à Degoutte :

(61) Télégrammes 806-807 de Peretti pour Margerie du 11 octobre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(62) Télégramme 1534 de Poincaré pour Bruxelles du 16 octobre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(63) Télégrammes 1545-1546 de Poincaré pour Bruxelles du 17 octobre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(64) Voir, ci-dessous, les négociations de Degoutte et de la M.I.C.U.M. avec les industriels de Rhénanie et de la Ruhr.

(65) Le maître de forges luxembourgeois Mayrisch, qui joue volontiers les conseillers politiques bénévoles, et qui se rapproche manifestement de Paris au cours de ces semaines, s'en est venu au Quai d'Orsay dire à Jacques Seydoux que Stresemann allait tomber. (Note du 10 octobre, Papiers Millerand, carton n° 8). En novembre, Mayrisch refusera la publication dans la *Luxemburger Zeitung* d'un article antipoincariste de Jacques Rivière (M. ENGEL, *Jacques Rivière au Luxembourg*, in *Colpach*, Luxembourg).

« Les déclarations du Chancelier et du Président du Reich au sujet de la cessation de la résistance passive ne doivent pas nous faire abandonner la politique que nous suivons dans les territoires occupés. Nous ne saurions, en effet, nous contenter de semblables déclarations ; il nous faut des réalités et c'est dans les territoires occupés que nous jugerons de ces réalités. Il n'y aura aucune négociation d'aucune sorte à Berlin, tant que les faits ne se seront pas prononcés eux-mêmes sur la rive gauche du Rhin et dans la Ruhr. C'est donc à vous (Degoutte et Tirard) qu'il appartient d'agir suivant les modifications que vous apercevrez dans l'attitude des Allemands. Nous ne devons nous dessaisir d'aucun des gages que nous tenons, ni abandonner aucune des positions que nous avons prises » (66).

Pour claires qu'apparaissent ces instructions, elles ne disent toujours pas quel est le but final de Poincaré. Peut-être ne le sait-il toujours pas lui-même. En tout cas, Degoutte et Tirard savent désormais que c'est à eux d'agir.

L'un des domaines d'action privilégiés de Tirard est toujours la monnaie. Les « Notgelder », même contrôlés par le « comité spécial » créé près de la H.C.I.T.R., ne peuvent constituer qu'une solution provisoire. L'opposition de Lasteyrie à la fourniture d'un gage, quel qu'il soit, à une monnaie rhénane ne désarme pas Tirard. Fin septembre, il est à Paris, et au cours de conversations avec Poincaré et Lasteyrie, un plan de réforme monétaire en Rhénanie par étapes est mis au point (67). On envisage de créer d'abord une banque rhénane avec une réserve-or souscrite par des groupes privés français et rhénans ; cette banque émettrait des « bons à vue » constamment convertibles en or sur présentation ; il ne s'agirait pas d'une nouvelle monnaie d'usage généralisé, mais d'un instrument pour certaines opérations commerciales, notamment avec l'étranger. Plus tard, après l'effondrement du mark qui est prévisible, cette banque émettrait une monnaie à laquelle la H.C.I.T.R. donnerait cours légal. Comme couverture pour cette monnaie, on utiliserait les devises fournies par les banques et les industries rhénanes, ainsi que des hypothèques sur les douanes et les impôts indirects. Il n'y aurait pas lieu de mettre ainsi à contribution le Trésor français. Lasteyrie commence aussitôt des sondages auprès des banques françaises, et Tirard fait de même en Rhénanie : ses interlocuteurs semblent intéressés, mais voudraient d'une part ne pas être compromis avec des activistes séparatistes comme Dorten, et d'autre part que tout cela se fasse en accord avec Berlin (68).

Sans attendre la mise en route de ce projet (qui en fait ne verra

(66) Quai d'Orsay, Papiers Millerand, carton n° 8. Les ambassadeurs de France à Berlin, Londres et Bruxelles reçoivent copies de ces instructions pour information.

(67) Archives Nationales, AJ9 fascicule 3232, utilisé par Jung, BA Coblenz, ZSg 105/1.

(68) Ibidem.

jamais le jour), Tirard, par ordonnance 219 du 19 octobre, autorise la Régie franco-belge des Chemins de fer à émettre des « bons de transport » libellés en francs français, utilisables pour tous paiements à la Régie. En fait, devant la chute permanente du mark, la Régie avait pris l'habitude de publier ses tarifs en francs, et, autour des gares, s'était développé un marché noir des francs. La création des « bons de transport » se justifiait donc. Mais la portée politique est évidente. En présentant son projet de « bons de transport », Bréaud, directeur de la Régie des chemins de fer, avait dit : « *Ce serait l'amorce d'une monnaie rhénane dont la création doit être recherchée pour des fins tant politiques qu'économiques* » (69). En effet, dans la pratique, les Rhénans tendent à thésauriser les « bons de transport » qu'ils appellent de façon caractéristique les « francs-Régie ». On peut les acquérir contre des francs à la parité, et l'on commence à les utiliser dans les territoires occupés comme monnaie courante dans les transactions. Au fond, la Régie, avec l'accord de la H.C.I.T.R., émet une monnaie qui n'est gagée sur rien... Lasteyrie s'insurge contre ces procédés générateurs d'inflation (70). Mais les populations des territoires occupés font plus grande confiance au « franc-Régie » qu'au mark, ou à ce qu'il en reste.

C'est au milieu de ces péripéties, et très certainement en partie pour contrecarrer les initiatives monétaires en Rhénanie, que le gouvernement Stresemann, s'appuyant sur la loi des pleins pouvoirs votée par le Reichstag le 13 octobre, décide le 16 octobre la création d'une Rentenbank ayant vocation à émettre la monnaie fictive du Rentenmark rattachée à l'or. Les premiers Rentenmarks seront émis le 15 novembre (71). Ce n'est pas ici le lieu d'analyser les mécanismes du fonctionnement de la Rentenbank et du gage du Rentenmark, dont la création est due à des études préparatoires bien antérieures au mois d'octobre 1923. Mais il nous paraît important de remarquer son lancement au moment même où le projet français de création d'une monnaie rhénane semble prendre forme. La concurrence des deux projets est évidente.

Les négociations de Degoutte et de la M.I.C.U.M. avec les industriels des territoires occupés

Durant ces semaines, les négociations des représentants de Poincaré dans les territoires occupés avec des industriels sont un autre domaine d'activité remarquable.

Le premier industriel à chercher la négociation est Otto Wolff, que l'on avait déjà vu en août parler avec les généraux Denvignes et Degoutte (72). Le 1^{er} octobre, Wolff est à Coblenz chez Tirard ;

(69) Cité par Lasteyrie dans un rapport à Poincaré du 19 septembre, Archives Nationales fascicule 3233, utilisé par Jung, ZSg 105/1.

(70) Ibidem.

(71) A. SAMUELSON, *Le mark, histoire de la monnaie allemande*, Paris, Didier, 1971, p. 70-74.

(72) Cf. ci-dessus.

il est accompagné de Carp, directeur de Phoenix, de van Vlissingen, représentant les intérêts hollandais dans Phoenix, et du banquier colonais Stein (73). Wolff dit à Tirard que Phoenix « *a décidé de se présenter isolément aux autorités alliées et de traiter avec elles indépendamment des grands Konzerns et des autorités de Berlin* ». Il s'agit de reprendre le travail et les livraisons à la France, avec des capitaux hollandais, sans interférence du Reich (74). Tirard adresse ses interlocuteurs à la M.I.C.U.M. Le 5 octobre, un représentant de la H.C.I.T.R., un délégué de la M.I.C.U.M. et les mêmes interlocuteurs allemands se retrouvent à Bonn et préparent un contrat entre Phoenix et la M.I.C.U.M. (75). Le 7 octobre, le contrat est conclu (76) : Phoenix et les Rheinische Stahlwerke reprendront les livraisons en nature à la France et paieront à la M.I.C.U.M. l'impôt allemand sur le charbon. Berlin a été tenu entièrement en dehors de l'accord et voit lui échapper un privilège de souveraineté, le paiement d'impôts (77). Le 9 octobre, Mayrisch — encore lui — est chez Seydoux au quai d'Orsay : selon l'industriel luxembourgeois, le but d'Otto Wolff, au-delà du contrat qu'il vient de conclure, serait la création d'une commission mixte d'industriels rhénans et de fonctionnaires français et belges pour administrer les territoires occupés ; Mayrisch pense que la République rhénane va se faire : « *M. Mayrisch déclare, d'ailleurs, n'avoir rencontré dans la Ruhr et les territoires rhénans que deux industriels qui ne sont pas séparatistes* » (78).

A partir du 10 octobre, par la brèche ouverte par Phoenix, d'autres entreprises des territoires occupés passent et concluent des contrats avec la M.I.C.U.M., sans se soucier de Berlin, qui apparaît totalement impuissant à enrayer le mouvement (79). En conseil de cabinet restreint du 10 octobre, Stresemann ne peut que constater les faits, en déplorant qu'ils ne peuvent que porter préjudice à l'autorité du gouvernement du Reich et encourager Poincaré à poursuivre (80).

(73) Télégramme 458 de Tirard pour Paris du 1^{er} octobre, Papiers Mille-
rand, carton n° 8. Voir aussi BA Coblenz ZSg 105/1.

(74) Note manuscrite (de Seydoux ?) du 11 octobre, Papiers Millerand,
carton n° 8.

(75) Télégramme 463 de Tirard pour Paris, Papiers Millerand, carton n° 8.

(76) Télégramme 417 de Bourguin (Düsseldorf) du 7 octobre, *ibidem*.

(77) On remarque que ce premier contrat entre la M.I.C.U.M. et des
entreprises des territoires occupés a été négocié pendant les journées de la
crise ministérielle à Berlin. Il y a lieu de penser que la nouvelle de ce contrat,
aussitôt transmise à Poincaré, renforce celui-ci dans sa détermination de ne
pas négocier avec Berlin.

(78) Note de Seydoux du 9 octobre, Papiers Millerand, carton n° 8. On ne
prend pas au pied de la lettre les propos de Mayrisch. D'abord il faudrait
s'entendre sur le sens qu'il donne au mot « séparatiste ». Mais il ne nous paraît
pas sans intérêt de mentionner l'opinion, au 9 octobre, de cette personnalité
qui cherche alors manifestement à encourager Poincaré dans la voie d'une
politique « rhénane ».

(79) Voir les ouvrages sur l'occupation de la Ruhr, SPETHMANN, tome III,
et WENTZCKE, tome II.

(80) AA Bonn, K 2130/K 585 827-831.

Les faits accomplis par Phoenix amènent le « comité des six » à accepter lui-même la négociation avec les autorités d'occupation. Il s'agit d'un groupe des plus grands dirigeants de l'industrie charbonnière de la Ruhr, qui s'était constitué fin septembre, émanation de son organisation professionnelle, le BERGBAULICHER VEREIN. Il y a là Vögler, Jannus (Kohlensyndikat), Lübsen (Gutehoffnungshütte), von Velsen (mines domaniales), Klöckner et Stinnes lui-même, qui en est l'âme. Le « comité des six » ne s'était sans doute pas constitué pour négocier avec les Français, mais pour être en mesure de faire face à l'évolution de la situation, quelle qu'elle doive être, et Wolff avait entamé le 1^{er} octobre sa propre négociation sans avoir sollicité son aval. En tout cas, informés de l'initiative de Wolff, les « six » sont dès le 5 octobre à Düsseldorf chez le général Degoutte, qui se montre très aimable (81). Klöckner expose que les industriels considèrent que c'est leur « devoir » (Pflicht) de faire repartir aussi vite que possible la production et que leur tâche est de satisfaire les besoins en charbon de l'Allemagne, de la France, de la Belgique, de la Hollande et de la Suisse. Mais, pour ce faire, il faut augmenter la journée de travail des mineurs ; les difficultés des années précédentes, argumente-t-il, sont dues au manque de charbon, conséquence des « influences socialistes » qui ont amené une diminution de la journée de travail (82). Et Klöckner de demander sans vergogne à Degoutte l'appui des forces d'occupation pour imposer un retour aux horaires de travail d'avant 1914, « *ce qui est l'un des objets de notre visite* ».

Degoutte l'interrompt aussitôt, en disant qu'il n'est pas question qu'il intervienne entre patrons et ouvriers allemands (83). Et il avance ses idées : pas question de restituer les chemins de fer des territoires occupés, qui, pour des raisons de sécurité militaire, seraient confiés à une société de gestion alliée à laquelle les Allemands pourraient participer, s'ils le souhaitent. Les troupes franco-belges pourraient évacuer les mines, mais il n'est pas question de déséqustrer les stocks de charbon sur les carreaux, dont la France et la Belgique ont besoin ; la déséqustration des mines ne sera possible que lorsqu'un accord aura été trouvé entre les gouverne-

(81) Procès-verbal allemand de la rencontre, BA Coblenz, 9433/H 272 076-088. C'est Degoutte qui, le 3 octobre, a invité Stinnes à venir le voir.

(82) La durée de la journée de travail est précisément l'une des raisons de la crise ministérielle d'alors à Berlin. Socialistes et syndicats, sans oublier les communistes, craignent de voir remise en cause l'une des « conquêtes de la révolution » sous prétexte de réparations à payer. Hitler saura par la suite parfaitement utiliser pour sa propagande cette affaire, qui laissera des traces.

(83) Poincaré appuiera constamment ce point de vue. Le 6 novembre, il télégraphiera à Degoutte : « *Nous ne voulons être compromis d'une manière quelconque au sujet de la question de la journée de dix heures ; et nous ne pouvons admettre que les industriels arguent des accords qu'ils ont signés avec nous (à cette date du 6 novembre, des accords auront déjà été signés) pour essayer de l'imposer à leurs ouvriers. Il faut que ceux-ci le sachent. Vous avez déjà fait une déclaration très nette à cet égard. Il serait utile de la renouveler et de bien établir que nous n'appuyons nullement, bien au contraire, les industriels dans leur exigence à l'égard de leurs ouvriers* ». Télégrammes 580-581 de Poincaré pour Degoutte du 6 novembre 1923, Papiers Millerand, carton n° 8.

ments sur les réparations et les livraisons en nature. En attendant la solution, les opinions publiques de France et de Belgique n'accepteraient pas que l'on lâche les gages que l'on tient.

Les interlocuteurs allemands de Degoutte sont sans doute déçus par ce langage. On décide toutefois de se retrouver. Ainsi, le « comité des six » entre dans un engrenage qui va faire de lui, indépendamment du gouvernement du Reich, une instance de négociation avec les Franco-Belges.

Le lendemain, 6 octobre, Degoutte fait parvenir par écrit à Stinnes les « conditions à imposer aux mines pour la reprise normale de leur activité » : 1) Les stocks de charbon et de coke sont la propriété de la France et de la Belgique et serviront à rattraper les retards dans les livraisons dues. 2) Chaque mine devra livrer au titre des réparations un pourcentage de sa production. Dans ce cadre les mines devront vendre au prix fixé par la M.I.C.U.M. le charbon nécessaire à l'armée et à la Régie des chemins de fer, et ces livraisons auront priorité. Les autres ventes devront être effectuées, sous le contrôle de la M.I.C.U.M., à l'intérieur des territoires occupés. 3) Droit de surveillance aux agents de la M.I.C.U.M. 4) L'impôt sur le charbon (40 % de la valeur) est à payer aux Alliés, y compris les retards accumulés pendant la résistance passive. 5) La M.I.C.U.M. ne reconnaît pas le Kohlensyndikat. 6) Quand le moment sera venu d'établir un programme d'ensemble de livraisons de charbon, la M.I.C.U.M. entrera en relation avec des représentants des industriels des territoires occupés (84).

Ces conditions sont très dures : elles visent à réserver aux Alliés et aux territoires occupés le charbon de la Ruhr, à remplacer le Kohlensyndikat allemand par la M.I.C.U.M. dans la direction de la gestion du bassin, et, par le biais de l'impôt sur le charbon, à faire financer par les mines toute l'opération de l'occupation.

Stinnes en rend compte le 7 octobre à Stresemann, qui vient de replâtrer à grand peine son gouvernement et qui doit faire face par ailleurs aux événements de Bavière et de Saxe. Il demande au chancelier, « pour le surlendemain », une prise de position du gouvernement du Reich sur cette question fondamentale : le gouvernement autorise-t-il les représentants des territoires occupés, et notamment de l'industrie charbonnière, à négocier avec les occupants ? De plus, le Reich est-il prêt à ristourner aux mines le charbon saisi, l'impôt sur le charbon et le prix des livraisons de charbon à venir au titre des réparations ? Autorise-t-il le « comité des six » à parler avec Degoutte et Tirard, en laissant de côté le Kohlensyndikat ? Est-il prêt à allonger la journée de travail ? (85).

Stinnes, qui avait voulu si longtemps « tenir la dragée haute » à la France, est brusquement devenu auprès du gouvernement du

(84) Lettre de Stinnes pour Stresemann du 7 octobre, BA Coblenz, 9433/H 272 068-075.

(85) Ibidem.

Reich l'interprète des exigences françaises, sans pour autant oublier les intérêts de sa profession. A vrai dire, c'est à la demande de Stresemann que Stinnes lui a remis cette lettre (86).

Le 11 octobre, le gouvernement du Reich autorise le « comité des six » à négocier avec les autorités d'occupation (87). Stresemann l'écrit lui-même à Stinnes le 14 (88). Les négociations reprennent aussitôt à Düsseldorf entre la M.I.C.U.M. et les « six ». Le point délicat en est le financement des livraisons de charbon au titre des réparations, qui intéressent au premier chef les Français. Stinnes propose que les industriels, dans un premier temps, concluent individuellement avec les Français des contrats de livraison de trois mois ; ils livreraient ainsi gratuitement aux Français 16 à 18 % de leur production ; les houillères pourraient accepter ce système si le gouvernement du Reich leur crédite la valeur de ces livraisons de réparations et leur promet des conditions favorables pour le paiement de leurs impôts et pour les emprunts qu'elles auront à contracter. Le 20 octobre, Stinnes écrit à Stresemann (89), en lui proposant ce système, auquel il joint la condition d'une prolongation de la journée de travail des mineurs d'une heure et demie. Il demande une décision extrêmement rapide du gouvernement du Reich sur ce projet, afin que le travail puisse reprendre. En cas de refus du gouvernement, il sera néanmoins nécessaire de poursuivre les négociations avec les Franco-Belges afin, au moins, de gagner du temps, « *sinon il faudrait renoncer au maintien de la Rhénanie et de la Ruhr dans l'Etat prussien, et peut-être l'Etat allemand* » (90).

Le gouvernement du Reich, réuni ce même 20 octobre, débat

(86) Révélation de Stresemann au conseil de cabinet du Reich du 10 octobre, BA Coblenz, 3491/D 757 037-052.

Le comportement de Stinnes en octobre 1923 a fait l'objet de toutes sortes d'interprétations et de controverses dans les historiographies allemandes. Le sujet mériterait une étude particulière. Certains y voient la manifestation éclatante d'un égoïsme de classe, trahissant l'intérêt national ; d'autres un sens aigu des nécessités de l'heure, l'homme d'affaires mettant brutalement le chancelier en face des réalités, à sa manière, puis coopérant objectivement avec lui dans l'intérêt allemand. Il est difficile d'en trancher, tant le personnage est complexe. Remarquons toutefois que la documentation française ne cesse de révéler une méfiance à l'égard de Stinnes, dont les fonctionnaires français se demandent quel jeu il joue. Le 15 octobre, Seydoux estime que Stinnes « *essaie de nous faire chanter* », qu'il « *est d'accord avec Stresemann* », qu'il faut continuer d'être très dur avec lui et ne pas entrer dans la voie qu'il propose de régler par son entremise la question des accords sur le charbon. Note de Seydoux du 15 octobre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(87) Conseil de cabinet du 11 octobre, BA Coblenz, 3491/D 757 057-065.

(88) *Les Papiers de Stresemann*, tome I, p. 101.

(89) Lettre de Stinnes à Stresemann du 20 octobre, BA Coblenz, dossier R2/1191, non filmé.

(90) Ibidem. Cette phrase d'une lettre personnelle de Stinnes à Stresemann contribue à donner son sens au rôle de Stinnes dans la négociation avec la M.I.C.U.M.

aussitôt du projet de Stinnes (91). Stresemann plaide pour l'acceptation, ce qui ne va pas sans difficultés de la part de plusieurs ministres. Finalement, le gouvernement autorise Stresemann « à négocier avec les gens des houillères sur la base de leur proposition ». Formule un peu ambiguë, que Stresemann interprète comme une autorisation donnée à Stinnes de poursuivre les négociations de Düsseldorf avec la M.I.C.U.M. Il le lui écrit dès le 21 octobre (92).

La négociation de Stinnes et de ses amis du « comité des six » avec la M.I.C.U.M. n'est pas libre de toute équivoque : par personnes interposées, le Reich se trouve mêlé à l'affaire. Poincaré, toutefois, peut être satisfait : sa politique paraît porter ses fruits. Comme il l'a voulu, on négocie sur place, dans les territoires occupés, entre ses représentants et les industriels. La négociation avec les « six » laisse prévoir pour bientôt la reprise du travail dans les mines et l'arrivée du charbon en France. Et la négociation avec les « six » — très importante, puisqu'il s'agit du charbon — n'est pas la seule. Indiquons seulement que Krupp lui-même passe contrat avec la M.I.C.U.M.

Vraiment, Poincaré, au 20 octobre 1923, paraît maître de la situation. Mais sur quoi, finalement, tout cela doit-il déboucher ?

(91) Conseil de cabinet du 20 octobre, BA Coblenz, 3491/D 757 259-272. Ce conseil se déroule dans des conditions dramatiques, car il est plusieurs fois interrompu, Stresemann devant à plusieurs reprises le quitter pour être tenu au courant des événements de Munich : c'est ce 20 octobre que la 7^e division de la Reichswehr, stationnée en Bavière, commence à se soustraire à l'autorité de Berlin, avec l'appui du gouvernement de Munich. On imagine la tension nerveuse dans laquelle le chancelier et le gouvernement du Reich sont contraints de prendre leur décision sur le plan de Stinnes.

(92) BA Coblenz, ZSg, 105/1.

CHAPITRE VII

DE L'AFFRONTLEMENT FRANCO-ALLEMAND A L'AFFAIRE MULTILATERALE

1° *La crise séparatiste en Rhénanie et ses premières conséquences (21-31 octobre 1923).*

- L'étrange putsch d'Aix-la-Chapelle et la proclamation de la « République Rhénane » par les activistes.
- Les réactions de Paris aux événements de Rhénanie.
- Les réactions allemandes à la crise séparatiste.
- Poincaré se rallie à l'appel aux experts et tente d'en faire une initiative française.

2° *Le tournant (novembre 1923 - janvier 1924).*

- L'Allemagne et la France à la fin de 1923.
- L'Angleterre se fâche et la Belgique s'écarte de la position française (début novembre 1923). Premières réactions de Poincaré.
- L'appel aux experts.
- Les contrats de la M.I.C.U.M. avec les industriels des territoires occupés.
- Les projets de construction politique rhénane.
- L'affaire du Palatinat et l'intervention anglaise.



La documentation française ne laisse pas de doute sur le souci de Poincaré de voir l'épreuve de force de l'affaire de la Ruhr déboucher finalement non pas sur une solution imposée par la France seule à une Allemagne rétive, mais sur une solution multilatérale en accord avec les Alliés de la France ; le président du Conseil n'a cessé de penser à l'Angleterre, même en agissant seul. Toutefois, si l'on se place à la date du 20 octobre 1923, on constate d'une part qu'aucun document n'a encore révélé le but ultime recherché par Poincaré, soit qu'il le tienne caché à tous, soit qu'il l'attende encore de l'événement (1) ; et d'autre part que l'on est encore en plein affrontement bilatéral franco-allemand. Il semble que Poincaré ne juge pas encore venu le moment, même un mois après l'abandon de la résistance passive, de passer de l'épreuve de force à la négociation pour en exploiter le résultat. Beaucoup, même parmi ceux en France qui furent partisans d'une politique de fermeté, voire de dureté, à l'égard de l'Allemagne, lui reprochent cette lenteur et se demandent ce que le président du Conseil attend : ainsi Millerand et Foch (2). La seule interprétation que l'on trouve, et que l'on ne peut faire que proposer car il n'y a pas de documentation sur la pensée profonde de Poincaré à cette date, est que le président du Conseil attend l'échec et la chute du gouvernement de Stresemann et des modifications de structures en Allemagne. Au 20 octobre, Poincaré ne pense peut-être pas encore à la création d'un Etat rhénan séparé du Reich, mais sûrement à un démembrement de la Prusse et à une diminution du poids de la Prusse dans la construction allemande qui sortira de la crise. L'événement ne va pas lui permettre d'attendre plus longtemps.

(1) Personnellement, à la date du 20 octobre, on penche encore vers cette seconde interprétation.

(2) Le président de la République paraît avoir souhaité, après l'abandon de la résistance passive, des négociations bilatérales franco-allemandes, dans le style de ce qu'il avait essayé de faire comme président du Conseil en 1920, mais dans un rapport de forces modifié. Cette conception bilatérale de la solution est exclue par Poincaré. Quant à Foch, on connaît sa formule, à propos de la visite du chargé d'affaires allemand venant apporter à Poincaré les offres de négociation de Stresemann : « *Hoesch au Quai d'Orsay, c'est Erzberger dans mon wagon de Rethondes. On verra si on loupera une seconde fois la paix.* » Mais Foch, en 1923, n'a plus en mains les fils, ni les informations, qu'il avait en 1918-1919.

1° LA CRISE SEPARATISTE EN RHENANIE ET SES PREMIERES CONSEQUENCES

(21 - 31 octobre 1923)

L'étrange putsch d'Aix-la-Chapelle et la proclamation de la « République Rhénane » par les activistes

Le 21 octobre, des bandes séparatistes s'emparent des bâtiments publics d'Aix-la-Chapelle et proclament la « République Rhénane ». Des événements semblables se produisent à Krefeld et à Mönchengladbach. Il est curieux que, le premier jour, ces événements ne se produisent que dans la région des territoires occupés tenue par les troupes belges, et ces troupes, dans un premier temps, paraissent adopter une attitude favorable aux putschistes. Tout, dans la documentation, indique que le gouvernement français, la H.C.I.T.R. et les agents séparatistes en relation avec les Français n'ont joué aucun rôle dans le déclenchement de l'affaire, qu'ils en ont été surpris, et parfois même furieux. L'historien doit dès lors s'interroger sur le rôle de la Belgique, ou du moins de certains Belges, dans cette étrange affaire.

Dans ses Mémoires, Dorten avance l'interprétation suivante (3) : la politique française en Rhénanie était une politique de longue haleine. Lui-même, Dorten, avait donné instruction à ses partisans de temporiser pour laisser mûrir la situation. Mais des Belges (non pas le gouvernement de Bruxelles, mais le « Comité de Politique Nationale Belge ») auraient été secrètement adversaires du projet rhénan des Français, car ils auraient redouté de sa réalisation un trop grand accroissement de pouvoir de la France et une sorte d'encerclement de la Belgique. Dès lors, le putsch d'Aix-la-Chapelle, lancé non pas par les chefs connus du mouvement rhénan, mais par un aventurier, Deckers, « téléguidé » par le « Comité de Politique Nationale Belge », aurait eu pour but de faire avorter la grande politique rhénane de longue haleine de la France, ou plus exactement d'en devancer et limiter la réalisation, par la proclamation, dans le Nord de la Rhénanie, d'un Etat indépendant sous influence belge, assurant à la Belgique la liberté de manœuvre dans son hinterland rhénan et jusque dans la Ruhr, tout en coupant la France de celle-ci. Dorten parle même d'une manœuvre « anglo-belge ».

(3) DORTEN, *La tragédie rhénane. Un putsch avorté*, p. 159-167.

Pour ce qui est de l'Angleterre, rien dans la documentation n'indique qu'elle ait été mêlée, même indirectement, au putsch d'Aix-la-Chapelle ; sans doute Dorten est-il emporté par la passion et la rancune. En revanche, la documentation que l'on a trouvée dans les archives françaises et allemandes confirme entièrement les dires de Dorten sur les origines belges du putsch, le rôle du « Comité de Politique Nationale Belge » et ses motivations. Le rôle du gouvernement de Bruxelles dans ces événements pourrait être précisé (4).

Le « Comité de Politique Nationale Belge » a été créé en 1918 par les partisans d'une « Grande-Belgique » demandant notamment l'annexion à la Belgique de la Flandre néerlandaise, du Limbourg, et du Grand Duché du Luxembourg. Dès le début, un rôle important y fut joué par Pierre Nothomb, descendant d'une illustre famille ardennaise et écrivain (5). Dans les années suivantes, le Comité s'intéresse à la Rhénanie. Le 22 octobre 1923, l'ambassadeur de Belgique à Paris dit à Peretti, directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay : « "*Le Comité National*", très hostile à M. Jaspar (6), est partisan de l'établissement de deux Républiques rhénanes, dont celle du Nord serait sous l'influence de la Belgique ; ce qu'il craint, c'est qu'un retour aux frontières naturelles de la France n'englobe la Belgique dans la France ». Le 7 novembre, ce sera Jaspar lui-même qui expliquera les événements d'Aix-la-Chapelle à l'ambassadeur de France à Bruxelles (7) : C'est le « Comité National », avec Nothomb et un certain commandant Reul (8), qui a déclenché le putsch d'Aix-la-Chapelle, en utilisant Deckers. Et Jaspar de prendre ses distances à l'égard de ces « *brouillons et trublions* » (9).

Pourtant les autorités belges responsables n'étaient pas restées dans l'ignorance, avant le putsch d'Aix-la-Chapelle, de la préparation de quelque chose. Le 19 octobre, l'ambassadeur de Belgique à Paris était venu voir Peretti et lui avait montré le télégramme que voici qu'il venait de recevoir de Jaspar : « *Nous sommes informés de la possibilité de la proclamation d'une République rhénane dans notre zone. Nous avons adopté l'attitude de neutralité. Prière de demander d'urgence quelle attitude prendrait le gouvernement fran-*

(4) La publication des *Documents Diplomatiques Belges* ne contient aucun document entre la date du 12 janvier 1923 et celle du 24 mars 1924.

(5) F. KIESEL, *Pierre Nothomb*, Bruxelles, 1965.

(6) Note de Peretti du 22 octobre 1923, Quai d'Orsay, Papiers Millerand, carton n° 26. Aussitôt après le putsch, la diplomatie belge prend ainsi, à l'égard de Paris, les devants sur les questions que l'on pourrait se poser sur le rôle du Comité National. Jaspar est alors ministre des Affaires étrangères belge.

(7) Rapport 1277 de Herbette pour Poincaré du 7 novembre 1923, BA Coblenz, ZSg 105/10, folios 84-87.

(8) Dorten cite également cet officier belge dans ses Mémoires.

(9) Dans la même conversation, Jaspar dit à Herbette que Nothomb a occupé longtemps un bureau dans les locaux du ministère belge des Affaires étrangères, d'où il menait une action contre la France dans l'affaire du Luxembourg, mais que, lui Jaspar, en arrivant au ministère à la suite d'Hymans, l'en avait chassé.

çais si pareil fait se produisait dans sa zone » (10). Peretti lui avait répondu que Paris « n'avait pas reçu de renseignements précis au sujet de la préparation d'un coup de force » et qu'en raison de « l'incertitude de l'adhésion des populations à ce programme, nous estimions qu'il convenait de se borner à assurer aux habitants des deux rives du Rhin toute liberté pour manifester leurs sentiments et à les protéger contre les représailles des fonctionnaires prussiens et la brutalité de la police » (11).

Le 20 octobre au soir, quelques heures avant le putsch, le gouvernement belge fait savoir à Peretti qu'il va se passer quelque chose à Aix-la-Chapelle (12). La surprise de Paris, le 21, paraît grande : *« Les agences annoncent la proclamation à Aix-la-Chapelle de la République rhénane »,* télégraphie Peretti à Degoutte et Tirard (13). Degoutte et Tirard paraissent tout aussi surpris. Degoutte semble ne rien comprendre à ce qui se passe (14). Tirard prévient des *« incidents d'Aix-la-Chapelle du 21 octobre »* les leaders séparatistes avec lesquels les Français sont en relations. *« Il m'a été confirmé, tant par MM. Metzen et Matthes (15) que par le Dr. Dorten, que le déclenchement par M. Deckers du mouvement d'Aix-la-Chapelle les a entièrement surpris. Ils étaient en tractations avec ce dernier sur la fixation d'une date pour un mouvement d'ensemble qu'ils envisageaient pour le début de novembre. Il semble que M. Deckers ait été mû par des sentiments de vanité personnelle et ait agi à l'instigation de certain groupement nationaliste belge. Le Dr. Dorten prétend en avoir conçu un vif mécontentement et il s'est exprimé sur le compte de Deckers en termes très violents »* (16).

(10) Cité dans le télégramme d'information 2599 de Poincaré pour Tirard du 25 octobre, BA Coblenz ZSg 105/10, folios 8-9.

(11) Ibidem. Manifestement, Paris n'est pas au courant de ce qui va se passer.

(12) Télégramme d'information de Peretti pour Degoutte et Tirard du 21 octobre, envoyé à 13 heures 20, Papiers Millerand, carton n° 26. Peretti n'a pas dû s'émouvoir outre mesure de l'information du gouvernement belge du 20 au soir, puisqu'il n'en informe Degoutte et Tirard que le lendemain, une fois les choses faites.

(13) Ibidem.

(14) Télégramme de Paris pour Degoutte du 22 octobre, BA Coblenz ZSg 105/10, folio 5.

(15) Metzen « travaille » surtout dans le milieu des cheminots et Matthes dans celui des ouvriers de la Ruhr.

(16) Télégramme 500 « très urgent » de Tirard pour Paris du 23 octobre, Papiers Millerand, carton n° 26.

Degoutte de son côté écrira dans un rapport récapitulatif du 20 novembre : *« Dans la nuit du 20 au 21 octobre le coup de force séparatiste d'Aix-la-Chapelle se déclenchait sans même que les dirigeants du parti en eussent été avertis, et avec des chefs locaux inconnus et tarés, dirigeant des bandes où les éléments douteux dominaient. On peut se demander s'il ne s'agissait pas d'une sorte d'offensive préventive destinée à empêcher un mouvement imminent que beaucoup souhaitaient et auquel ils étaient prêts à prendre part... En rendant le mouvement impopulaire, on pouvait espérer en détourner les éléments calmes, modérés et timides qui constituent la masse de la population. »* Publication confidentielle des documents Degoutte, p. 73.

Les réactions de Paris aux événements de Rhénanie

Aussi bien pense-t-on pouvoir affirmer que ni Paris, ni la H.C.I.T.R., ni la M.I.C.U.M., ni même les « clients » de la France dans les territoires occupés, ne sont à l'origine du putsch du 21 octobre 1923 et de la proclamation de la « République Rhénane ». La politique française visait d'autres buts et ses moyens étaient moins aventuristes.

Quoi qu'il en soit, le train est parti... et Paris décide de monter dans le train en marche. Faisant tache d'huile, le mouvement d'Aix-la-Chapelle s'étend à la zone tenue par les troupes françaises les 22 et 23 octobre : imitant l'exemple d'Aix, des activistes séparatistes s'emparent de bâtiments publics à Bonn, Coblenz, Trèves, Wiesbaden, Mayence (17). Dès lors se pose la question de l'attitude française face au mouvement.

La première instruction de Paris pour Degoutte et Tirard est du 21 octobre à 13 heures 20 (18) : *« Les autorités belges restent neutres. Elles se bornent à assurer le maintien de l'ordre et la liberté des manifestations... Elles entrent en rapport avec les nationalistes (19) qui ont constitué un pouvoir de fait... Il convient que les autorités françaises adoptent la même attitude que les autorités belges. Notre neutralité ne doit pas tendre à décourager les Rhénans, ni leur donner en quoi que ce soit l'impression que nous les désapprouvons »*.

Le 22 octobre, l'ambassadeur de Belgique à Paris dit à Peretti qu'« il est partisan de l'établissement d'un Etat-tampon qui éloigne l'Allemagne de la Belgique et (que) le mouvement actuel lui est, par conséquent, très sympathique » (20), ajoutant que, à son avis, le Roi et Jaspar ont été eux-mêmes surpris par l'événement. Le 24 octobre, nouvel entretien entre l'ambassadeur de Belgique et Peretti (21). *« Il convient avec moi que, si ce mouvement rhénan, dont l'initiative ne revient ni à la Belgique, ni à la France échouait, ce serait un échec pour nos deux gouvernements »*.

(17) Remarquons que la Rhénanie n'est pas le seul terrain de troubles graves en ces journées. Du 22 au 24 octobre, une insurrection communiste à Hambourg est écrasée par la police : quatorze policiers sont tués dans l'affaire. Quoi qu'en aient cru certains, il y a une composante sociale dans les putschs de Rhénanie ; les bandes séparatistes se recrutent dans un lumpenproletariat d'ouvriers chômeurs, d'anciens soldats sans travail et écorés, et de petits bourgeois déclassés ; ces gens, pendant le « combat de la Ruhr », ont échappé au contrôle des organisations ouvrières allemandes et ont été « travaillés » par la propagande des agents alliés. La bourgeoisie rhénane ne joue aucun rôle dans les événements des 22-24 octobre, qui l'effraient.

(18) Voir note 12.

(19) Sans doute faut-il lire *séparatistes*. A moins que l'on ait parlé à l'époque de « nationalistes rhénans »...

(20) Note de Peretti du 22 octobre sur son entretien avec l'ambassadeur de Belgique, Papiers Millerand, carton n° 26.

(21) Note de Peretti du 24 octobre, *ibidem*.

Il semble bien que ce soit ce 24 octobre que Poincaré se décide ; et sa décision est d'appuyer le mouvement en marche. En effet, à cette date, on trouve dans les papiers du président Millerand la note manuscrite que voici :

« M. Poincaré a fait dire à M. Hermant (22) par Peretti :

— qu'il ne fallait ni télégramme ni écrit,

— qu'il devait faire savoir par téléphone à M. Tirard que, le mouvement étant déclenché, nous avions un intérêt de premier ordre à sa réussite,

— que les Affaires étrangères mettaient tout l'argent nécessaire (des millions) à la disposition de M. Tirard » (23).

Il y a donc tout lieu de penser que si Poincaré et le gouvernement français ou ses représentants n'ont pas de responsabilité dans les origines de la crise séparatiste des 21-24 octobre, ces événements, en revanche, ont une influence décisive sur la pensée du président du Conseil. La solution sur laquelle doit déboucher l'affaire de la Ruhr, voici que l'événement paraît l'apporter.

Mais le mouvement séparatiste est-il sérieux ? Ces bandes armées qui s'emparent de monuments publics suffisent-elles à créer un Etat ? Et que doit être cet Etat rhénan : un Land autonome dans le cadre du Reich, ou un Etat indépendant ? On en parle le 25 octobre à Paris (24). Il importe de constater que maintenant Poincaré et Peretti souhaitent un Etat indépendant (25).

En revanche, Tirard (26), Laroche (27) et Seydoux pensent qu'il faudrait que les leaders séparatistes entrent en relation avec des hommes politiques responsables du Zentrum rhénan : « *Les "chefs séparatistes" à eux seuls ne peuvent rien faire de viable. Il faut que le mouvement ne se termine pas par un échec, il faut donc avoir une partie importante de la population consentant au nouveau régime. Si le nouveau régime n'est qu'une autonomie, on pourra, dans le cadre de cette autonomie, aider le nouvel organisme à évoluer vers une vie propre, ce que la situation actuelle en Allemagne facilitera* » (28). On ne peut s'empêcher d'avoir le sentiment d'une certaine improvisation.

(22) Max Hermant, agrégé des lettres, est l'homme de liaison de Tirard à Paris.

(23) Papiers Millerand, carton n° 26.

(24) Note manuscrite du 25 octobre, *ibidem*.

(25) C'est la première fois, le 25 octobre, qu'un document mentionne une prise de position de Poincaré pour un Etat rhénan indépendant. Avait-il jusqu'alors dissimulé ce projet, ou a-t-il été excessivement impressionné par les événements du 21 au 24, et surtout par les déclarations de l'ambassadeur de Belgique en faveur d'un « Etat-tampon » ?

(26) Tirard reste à Coblenze durant ces journées, mais il vient de dépêcher à Paris son adjoint direct, Amédée Rousselier, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

(27) Directeur adjoint des Affaires politiques au Quai d'Orsay.

(28) Papiers Millerand, carton n° 26, note manuscrite du 25 octobre.

Ce même 25 octobre, Tirard télégraphie d'ailleurs de Coblenz (29) que les chefs séparatistes s'inquiètent de la minceur de leur base dans la population et souhaitent que des négociations soient ouvertes avec des hommes politiques pour lesquelles il offre ses services; il y a des signes que de telles négociations seraient possibles (30). Le 27 octobre, Tirard télégraphie que son collègue belge a reçu de Bruxelles l'instruction de favoriser la naissance d'une République Rhénane dans le cadre du Reich, mais de s'opposer à la création d'un Etat indépendant. La Belgique est désormais en pointe dans l'affaire rhénane; il serait temps que Paris définisse sa politique (31).

En fait, Poincaré temporise encore. Toute la documentation prouve à l'évidence que la Belgique s'est arrêtée sur le principe d'une Rhénanie autonome dans le Reich et attend l'accord de Paris. Les silences de Poincaré inquiètent Bruxelles (32). Le mois d'octobre se termine sans que le président du Conseil français fasse savoir ce qu'il veut. Avec le recul, il s'avérera que, en s'abstenant de prendre position entre le 21 et le 30 octobre, Poincaré aura sérieusement compromis les chances d'une construction rhénane.

Les réactions allemandes à la crise séparatiste (33)

Le putsch des activistes d'Aix-la-Chapelle, le 21 octobre, n'est pas le seul événement qui puisse inquiéter Berlin. Dans les jours qui suivent, des personnalités rhénanes responsables prennent des initiatives, sans aucun rapport organique, certes, avec les activités des séparatistes; mais ces initiatives sont telles que Berlin ne peut plus éluder la question de la construction éventuelle d'une entité rhénane.

(29) Télégrammes 518 à 521 de Tirard du 25 octobre, Quai d'Orsay, Z-959-2. Tirard y écrit nettement : « *J'estime que nous ne devons pas rejeter publiquement toute solution comportant un lien avec le Reich... Sous réserve d'événements qui se succèdent avec rapidité et qui peuvent modifier mon jugement, je considère que nous devons profiter du mouvement unanime de la population pour réaliser, ce que j'estime assuré, l'éviction de la Prusse et de la Bavière de la rive gauche du Rhin, conformément aux vues traditionnelles de la politique française.* » Voici qui confirme que la politique allemande de la France, jusqu'au putsch d'Aix-la-Chapelle, avait eu pour but de chercher à restructurer l'Allemagne, et non à créer un Etat rhénan séparé.

(30) Cf. ci-dessous, *Les réactions allemandes à la crise séparatiste.*

(31) Télégrammes 550-553 de Tirard du 27 octobre, BA Coblenz, ZSg 105/10, folios 12-14. Voir aussi dans les Papiers Millerand, carton n° 26, la note manuscrite sur une visite de Hermant : « *Pour aboutir en Rhénanie il faudra prendre une décision dans quelques jours au plus tard... Ni M. Barrès, ni le général Mangin n'ont demandé que la Rhénanie sorte de l'Allemagne. Richelieu s'était contenté de moins... M. Tirard serait heureux que le Président (du Conseil)... voulût bien examiner l'opportunité pour le gouvernement de prendre une décision.* »

(32) Télégrammes 660 à 664 de Herbette du 30 octobre, Papiers Millerand, carton n° 26.

(33) La documentation allemande pour la semaine décisive du 22 au 29 octobre 1923 a été analysée de façon exhaustive par ERDMANN, *Adenauer in der Rheinlandpolitik*. Dans ce paragraphe, on ne fait que reprendre brièvement, pour l'intelligence de la suite de l'affaire, l'essentiel de ce qu'apportent les documents analysés par le Pr. Erdmann.

Le 22 octobre, des représentants des partis politiques des territoires occupés sont réunis à Cologne sous la présidence d'une personnalité du Zentrum, Mönnig, et en présence de fonctionnaires prussiens (34). Dans cette réunion, qui n'est pas le fait d'activistes mais de représentants des partis traditionnels, des propos inquiétants sont tenus. Des représentants d'Aix-la-Chapelle et de Düren demandent la séparation immédiate du Reich sans consultation préalable du gouvernement de Berlin. C'est là une position extrême, mais, de façon générale, les responsables rhénans pensent que le Reich, en stoppant l'aide financière aux territoires occupés (35), cherche lui-même la rupture. On décide d'inviter le chancelier du Reich à venir en Rhénanie parler avec les responsables politiques locaux. Le 23 octobre, le gouvernement du Reich accède à cette demande : il décide que le chancelier Stresemann, le ministre de l'Intérieur et celui des Territoires occupés, ainsi que le ministre-président de Prusse, se rendront, dès le surlendemain, à Hagen, en Westphalie, en bordure des territoires occupés, pour y rencontrer les responsables politiques de Rhénanie (36).

Berlin, toutefois, ne se laisse pas enfermer dans le dialogue, qui s'annonce difficile, avec les Rhénans. On agit encore à l'extérieur. A Londres, le 23 octobre, le général Smuts, premier ministre du Cap qui se trouve dans la capitale anglaise pour une conférence du Commonwealth, fait un discours retentissant : il est temps, dit-il, de relancer l'affaire des réparations par une conférence intergouvernementale avec participation des Américains ; le chiffre de l'Etat des paiements de 1921 est trop élevé ; il faut accorder un moratoire à l'Allemagne ; la politique française des gages est contraire au traité de Versailles ; il ne faut pas que l'Allemagne s'effondre, « *car ce serait un malheur de première classe irréparable* ». Bref, le 23 octobre, alors que l'Allemagne est au plus bas, à Londres et alors que s'y trouvent les Premiers de tous les Etats du Commonwealth, qui d'ailleurs n'avaient nullement été réunis pour parler de l'Allemagne, le Premier sud-africain prend la défense de l'Allemagne. Il est établi que Smuts a agi ainsi à la demande de Stresemann qui a utilisé Oswald Spengler comme intermédiaire (37). Le terrain international étant préparé par le discours de Smuts du 23 octobre, le gouvernement du Reich, le 24, remet à la Commission des Réparations une note annonçant son intention

(34) C'est par le rapport de l'un de ces fonctionnaires, Bracht, que cette réunion est connue. Voir ERDMANN, p. 87-88.

(35) Outre l'arrêt des subventions de l'époque de la « résistance passive », qui ruinaient le Reich mais nourrissaient les territoires occupés, il y a le financement des contrats de M.I.C.U.M. en cours de négociation : Berlin risquerait-il aux industriels rhénans la valeur des livraisons à la M.I.C.U.M. ?

(36) BA Coblenz, 3491/D 757 301-302. Il est assez symptomatique de constater que les Rhénans n'ont pas proposé d'aller à Berlin parler de leurs problèmes, mais ont demandé aux ministres de Berlin de venir sur place.

(37) ERDMANN, op. cit., p. 104. Les archives allemandes contiennent plusieurs documents qui permettent d'établir les relations personnelles et secrètes du Premier sud-africain avec le gouvernement de Berlin. AA Bonn, L 1472/L 419 661-663.

de reprendre l'exécution de ses obligations dans la mesure de ses moyens et, à cette fin, propose que, conformément à l'article 234 du traité, la capacité de paiement de l'Allemagne soit étudiée. Ainsi, du plus creux de la vague, Stresemann cherche-t-il encore à relancer l'affaire sur le plan international.

Il ne faut cependant pas s'y méprendre. Dans l'immédiat, ce sont les initiatives des Rhénans qui sont les plus préoccupantes. Quelles propositions vont-ils faire au chancelier lors de la rencontre de Hagen, prévue pour le 25 ?

Le 24 octobre, on prépare la rencontre du 25, et du côté des Rhénans, et du côté Berlinoïse.

Les Rhénans se réunissent à Barmen. Il n'y a pas là d'activistes, mais cinquante-deux personnalités de la vie politique et économique, sous la présidence du maire de Duisbourg, Jarres, de convictions nationales (38). Aucun des participants ne pense que les territoires occupés puissent continuer à s'appuyer sur le Reich qui n'en a plus les moyens (39). Dès lors, que faire ? On en vient vite à un affrontement entre Jarres et Adenauer. Jarres pense qu'il faut rompre totalement avec les Français et leur laisser toute la responsabilité de ce qui va se passer dans les territoires occupés, en même temps que la charge. Une telle politique, argumente-t-il, amènera certainement une séparation des territoires occupés d'avec le Reich, mais elle aura l'avantage de créer une situation claire, en évitant de compromettre le Reich dans des négociations qui pourraient l'amener à reconnaître implicitement les initiatives rhénanes de la France, et en montrant à l'opinion allemande et à l'opinion internationale que la France mène une politique de force et que l'Allemagne la subit contrainte et forcée. Il en résulterait à coup sûr une nouvelle guerre froide entre la France et l'Allemagne, mais on pourrait espérer, cette fois-ci, que la Grande-Bretagne interviendrait, et, au terme de cette nouvelle épreuve de force, on pourrait escompter la réunification sous la pression internationale.

Adenauer propose une politique totalement opposée et véritablement originale : ni soumission aux initiatives des Français, ni reprise de la guerre froide, mais négociation avec eux pour trouver une solution politico-juridique aux problèmes conjoints de la Rhénanie, des réparations et de la sécurité. Adenauer envisage ainsi la solution : création d'un Etat rhénan différent du Land de Prusse, et, si possible, maintenu dans le Reich (40) ; en contrepartie, obte-

(38) En 1925 Jarres sera le candidat des nationaux-allemands pour la présidence de la République.

(39) Sur la réunion de Barmen, voir ERDMANN, *op. cit.*, p. 92 et suivantes. Il n'y a pas de procès-verbal de la réunion, mais les propositions qui y furent avancées nous sont connues par les notes prises par Jarres lui-même, qui sont conservées dans ses papiers que le Pr. Erdmann a dépouillés.

(40) Lors de la réunion de Barmen, le 24 octobre, Adenauer va plus loin qu'il avait jamais été ; il n'est pas certain que le futur Etat rhénan pourra rester dans le Reich. Il faut, malgré tout, que la perspective de la décomposition du Reich apparaisse bien réelle pendant quelques jours pour que le maire de Cologne envisage cette éventualité.

nir des Alliés la suppression de la H.C.I.T.R. et la fin immédiate de l'occupation militaire, le futur Etat rhénan devant être démilitarisé ; si l'Etat rhénan à constituer doit être séparé du Reich, le traité de Versailles devra être considéré comme caduc et les charges du Reich révisées. Adenauer demande enfin que les leaders des partis politiques des territoires occupés (dont lui au premier rang, bien évidemment) reçoivent les pleins pouvoirs pour négocier directement avec les Alliés. Le projet d'Adenauer, extrêmement hardi, se heurte à l'opposition non seulement de Jarres, mais des représentants sociaux-démocrates et démocrates, qui accusent le maire de Cologne de séparatisme. La réunion de Barmen se termine sans que l'on ait pu se mettre d'accord sur une proposition à faire le lendemain à Stresemann.

A Berlin aussi, ce 24 octobre, on semble tenir une séparation des territoires occupés (mais sous quelle forme ?) comme inéluctable. Au cours du conseil des ministres, Stresemann dit : « *Nous ne pouvons plus financer la lutte. Le but doit être de se séparer dans l'amour et non dans la haine* » (41). Les historiens n'ont pas fini d'épiloguer sur cette phrase (42). A-t-elle été prononcée dans un moment de découragement ? (N'oublions pas la tension nerveuse et la fatigue de Stresemann, devant faire face depuis plus de deux mois à une situation de plus en plus catastrophique, à l'intérieur comme à l'extérieur). Est-ce une détermination prise ? On ne peut en trancher. A vrai dire, la lecture attentive du procès-verbal du conseil de cabinet du 24 octobre donne le sentiment que le gouvernement du Reich ne sait pas sur quel parti s'arrêter : on envisage la séparation de la Rhénanie, mais sans l'accepter encore : Luther, nouveau ministre des Finances (43), promet bien encore quelque argent pour les territoires occupés, mais en soulignant qu'il ne peut s'agir que d'une « solution de transition » pour ne pas laisser les Rhénans du jour au lendemain devant le vide... En fait, Stresemann part pour Hagen sans directive du gouvernement du Reich.

On est donc en pleine aventure quand, le 25 octobre, se retrouvent à Hagen les cinquante-deux personnalités rhénanes arrivant de leur réunion interne de Barmen, le chancelier Stresemann, les ministres du Reich Fuchs (Territoires occupés), Sollmann (Intérieur) et le ministre-président de Prusse Braun (44). Stresemann ne préside pas, mais encore une fois Jarres : on a l'impression d'une négociation entre le Reich prusso-allemand et les représentants de la Rhénanie. Jarres commence par rapporter les proposi-

(41) BA Coblenz, 3491/D 757 358-361.

(42) Voir par exemple MAXELON, op. cit., p. 144, qui critique à ce sujet ERDMANN.

(43) Maire d'Essen, sans parti mais proche de la D.V.P., Luther a remplacé au début d'octobre au ministère des Finances le social-démocrate Hilferding, qui avait trouvé que les subventions du Reich aux territoires occupés profitaient trop aux industriels.

(44) Le procès-verbal sténographique de la conférence de Hagen est à Coblenz, BA R 431/216.

tions faites la veille à Barmen, et il souligne que les séparatistes activistes, sous leur forme actuelle, n'ont pas l'appui de l'ensemble de la population mais que le danger est grave et qu'il ne faut pas le sous-estimer. Tout le monde, conclut-il, pense qu'une rupture entre les territoires occupés et le Reich est devenue inévitable, mais il reste à en définir la nature et à savoir si elle résultera ou non de négociations avec l'adversaire.

Surprise : Stresemann écarte d'emblée toute éventualité de séparation et il refuse aux Rhénans le droit de le faire. Tourné vers Jarres, il dit qu'il ne faut pas rompre avec la France et dénoncer le traité de Versailles : ce serait populaire en Allemagne, mais l'on se mettrait dans son tort et l'on s'aliénerait l'opinion anglaise ; avant d'en venir à la politique du pire, il faut épuiser toutes les possibilités de négociation qu'offre à l'Allemagne le traité, dont l'article 234 qui lui donne droit de demander à ce que soit étudiée sa capacité de paiement, ce qu'elle vient de faire par sa note de la veille à la Commission des Réparations. Tourné vers Adenauer, il dit que ce serait une utopie de penser que la création d'un Etat rhénan pourrait amener la fin de l'occupation, car le but principal des Français est de maintenir leur puissance militaire sur le Rhin.

On peut s'interroger sur les raisons du changement manifeste de Stresemann entre le conseil de cabinet de Berlin du 24, où il apparaît désabusé, découragé et résigné, et sa prise de position si ferme le 25 à Hagen. L'explication en est peut-être une lettre du ministre des Finances Luther à Stresemann, rédigée le soir du 24 et que le chancelier reçoit à Hagen au milieu de la conférence (45). Le ministre des Finances y écrit que, après le conseil de cabinet, il a refait ses comptes ; il peut mettre encore à la disposition des territoires occupés des marks-papier. Bien sûr, il tient toujours à sa politique d'économie et de restauration des Finances allemandes, dont le lancement du Rentenmark doit être le premier pas ; mais le Rentenmark ne sera lancé que le 15 novembre ; d'ici là on peut encore envoyer sans dommage grave des marks-papier en Rhénanie (46). Peut-être Luther ne voit-il là qu'un dernier ballon d'oxygène. Mais Stresemann, au milieu de la discussion de Hagen, et sans avoir bien sûr la possibilité d'en parler à Luther qui est resté à Berlin, prend sur lui d'annoncer que les indemnités aux chômeurs des territoires occupés continueront à être payées par le Reich, et qu'elles seront même augmentées de 15 %. Promesse d'une grande audace.

Adenauer n'est pas convaincu : le Reich ne pourra pas continuer à aider les territoires occupés. En attendant, les séparatistes progressent car ils prennent seuls des initiatives. Il ne faut pas les leur laisser, mais définir une solution à négocier avec les Fran-

(45) Lettre de Luther à Stresemann du 24 octobre, BA Coblenz 431/90.

(46) Voir aussi LUTHER, *Politiker ohne Partei*, p. 178.

çais en accord avec Berlin. Entre Adenauer et Stresemann la discussion est extrêmement vive (47).

La décision sur laquelle on s'arrête est finalement assez bâtarde. Stresemann autorise les Rhénans à constituer une « commission des Quinze » pour négocier avec les Franco-Belges, afin de ne pas laisser aux séparatistes le monopole des relations avec l'occupant. Mais de quoi les « Quinze » négocieront-ils avec les Franco-Belges ? L'épreuve de force — l'expression n'est pas excessive — entre Adenauer et Stresemann se poursuit. Dans les jours qui suivent la rencontre de Hagen, Berlin, où, il est vrai, il faut courir d'une brèche à l'autre, laisse les Rhénans sans instructions. Ceux-ci, ayant obtenu du chancelier l'autorisation de constituer une commission de négociation de quinze personnalités, la composent sans perdre de temps avec des représentants de toutes les régions des territoires occupés et de tous les partis ; à sa tête, Adenauer.

Le 26 octobre, Adenauer, Hagen (48), Meyer (49) et cinq autres personnalités colonaises, membres de la « commission des Quinze », demandent à être reçus par Tirard (50). Aussi incroyable que cela puisse paraître, Tirard refuse de les recevoir. L'historien est amené à s'interroger sur les raisons de ce refus. La documentation n'apporte pas d'explication. Les télégrammes de Tirard pour Paris donnent le sentiment que le Haut Commissaire français, à cette date, ne serait pas opposé à la création d'un Etat rhénan dans le cadre du Reich et souhaiterait élargir le cercle de ses relations rhénanes au-delà du cadre limité des séparatistes activistes, dont il souligne la faible audience (51). La visite à Coblençe de ces personnalités, on ne peut plus représentatives, devrait donc être pour lui la bienvenue. On ne peut expliquer ce refus, encore que l'absence de documents ne permette pas de l'affirmer, que par une instruction ORALE de Poincaré (52). Mais pourquoi, dans ce cas, Poincaré refuse-t-il encore la négociation, même avec des Rhénans responsables, demandant à venir parler avec le Haut Commissaire de France dans les territoires occupés ? Adenauer, il est vrai, souffre depuis 1919 dans l'administration française d'un préjugé défavorable ; on le dit « dans la main des Anglais » et on veut le rendre responsable de l'échec du mouvement rhénan de 1919. Entre Adenauer et Dorten, qui se connaissent (53), les relations sont mauvaises ; Dorten, que l'on

(47) Au sortir de la réunion, Stresemann tomba en syncope.

(48) Louis Hagen, président de la Chambre de Commerce de Cologne, et ami personnel d'Adenauer.

(49) Arthur Meyer, de Düsseldorf, président du comité syndical des territoires occupés.

(50) ERDMANN, op. cit., p. 111-112.

(51) Cf. ci-dessus, *Les réactions françaises au putsch d'Aix-la-Chapelle*.

(52) On se rappelle que, le 24 octobre, Poincaré a décidé de donner dans l'affaire rhénane des instructions orales qui n'ont évidemment pas laissé de trace.

(53) Il avait été question autrefois, paraît-il, d'un projet de mariage entre Adenauer et une tante de Dorten. Ce bruit nous a été confirmé par de vieux Wiesbadenais. Mais il y a eu surtout, entre les deux hommes, une âpre rivalité en 1919 pour le contrôle du Zentrum rhénan, Adenauer gardant en mains l'appareil du parti contre les tentatives de son jeune concurrent qui aurait souhaité attirer le parti vers le séparatisme.

écoute de façon un peu trop privilégiée à Paris, y dessert certainement la réputation du maire de Cologne. Toutefois, le refus de parler avec Adenauer le 26 octobre — refus dont les résultats pour la politique de Poincaré seront finalement catastrophiques — ne s'explique-t-il que par des raisons *ad hominem*, ou faut-il trouver une explication plus profonde ? L'hypothèse ne peut être exclue que Poincaré, durant ces journées, attende la décomposition du Reich, et, dans cette attente, refuse toute négociation qui préjugerait de l'avenir.

On constate d'ailleurs que, dans ces mêmes journées, les négociations de Düsseldorf entre la M.I.C.U.M. et le « Comité des six » de la Ruhr, qui paraissaient sur le point d'aboutir à la veille du putsch d'Aix-la-Chapelle (54), marquent le pas dès le lendemain, du fait de très dures exigences françaises. A la réunion de Düsseldorf du 22 octobre, les Français, pour conclure avec les industriels du charbon de la Ruhr, exigent le paiement préalable par ceux-ci aux occupants de l'impôt sur le charbon (40 % *ad valorem*), y compris les retards accumulés pendant la résistance passive, soit une somme tout à fait considérable que les entrepreneurs sont hors d'état de trouver dans l'immédiat (60 millions de dollars). Du coup, les négociations de Düsseldorf sont interrompues pour plusieurs jours (55). On ne peut s'empêcher de se demander s'il n'y a pas une politique concertée dans le raidissement général des interlocuteurs français face à leurs divers partenaires allemands au cours des journées qui suivent le putsch d'Aix-la-Chapelle.

Ce putsch, dans les origines duquel on croit pouvoir dire que la France n'a pas eu de part, aura rendu de bien mauvais services à la politique française, en brouillant les cartes et en donnant à certains à Paris, et à Poincaré lui-même, des espoirs démesurés qui s'avèreront illusoires. A poursuivre une solution maximale, que l'on n'atteindra pas, on laisse échapper la négociation d'une solution moyenne dans les jours où celle-ci avait toutes les chances de réussir (56).

Poincaré se rallie à l'appel aux experts et tente d'en faire une initiative française

C'est au cours de ces mêmes journées, très exactement le 24 octobre ou au plus tard le 25, que Poincaré prend la décision de se rallier à l'idée de la réunion d'un comité d'experts pour

(54) Voir le chapitre précédent.

(55) BA Coblenz, ZSg 105/1.

(56) Le 28 octobre, après le refus de Tirard de recevoir Adenauer et ses amis, Mgr Schulte, cardinal-archevêque de Cologne, vient voir Tirard à Coblenz, pour lui dire que les activistes mènent les territoires occupés à l'anarchie et au désastre, et qu'il faut parler avec Adenauer. Nouveau refus de Tirard. Le compte rendu de cette conversation est publié par ERDMANN, op. cit., p. 299-303. Schulte repart pour Cologne sans accepter la tasse de thé que lui offre Tirard, ni le plein d'essence que, maladroitement, le Haut Commissaire lui propose pour sa voiture.

étudier la capacité de paiement de l'Allemagne, à laquelle il s'était jusqu'alors vigoureusement opposé. L'interprétation traditionnelle est que Poincaré aurait été contraint d'accepter cette solution à la suite de la pression anglo-américaine (57), ce qui marquerait le début de l'effondrement de la politique du président du Conseil français. L'étude des archives du Quai d'Orsay nous amène à une autre interprétation. Reprenons les faits et les dates.

L'idée de l'expertise a été avancée ici et là en 1921 et 1922. Elle a pris la forme d'une proposition concrète par le discours tenu le 29 décembre 1922, donc à la veille de l'occupation de la Ruhr, par le secrétaire d'Etat américain Hughes devant l'American Historical Association, à New Haven (58). Bien que Hughes ait présenté sa proposition comme une suggestion non politique, nul ne pouvait ignorer que derrière se trouvait le poids de la politique et de la finance américaines. La proposition Hughes n'eut toutefois, dans l'immédiat, aucune suite, puisque ce fut, quelques jours plus tard, l'occupation de la Ruhr, pratique de la politique des réparations paraissant aux antipodes de celle suggérée par le secrétaire d'Etat américain.

Pendant les mois de la « résistance passive », le gouvernement allemand fit à deux reprises, le 2 mai et le 7 juin 1923, des offres de négociation se référant à la proposition Hughes. Evidemment, il s'agissait pour le Reich de chercher à se libérer de l'étreinte par laquelle Poincaré le tenait, en cherchant à provoquer une intervention internationale, et notamment américaine, dans l'affaire des réparations. Evidemment, Poincaré éluda ces offres. Au moment où la « résistance passive » s'avérait un échec et où l'épreuve de force tournait à l'avantage des Franco-Belges, fin juillet-début août 1923, le Foreign Office britannique se rallia à l'idée de l'expertise (lettre du gouvernement britannique aux gouvernements alliés du 20 juillet et lettre de lord Curzon aux ambassadeurs de France et de Belgique à Londres du 11 août) (59). Poincaré refusa toute expertise et, comme on l'a vu, persévéra dans sa politique dure à l'égard de l'Allemagne, au-delà même de l'abandon de la « résistance passive ».

Le 11 octobre, le président Coolidge fait savoir que le gouvernement américain s'en tient toujours à la proposition Hughes de décembre 1922. Saisissant la balle au bond, Curzon, le 12 octobre, fait demander à Washington si l'Amérique est prête à réaliser son idée et à participer à une expertise, au besoin sans la France (60). Washington répond le 16 que l'Amérique est désormais prête à participer avec les Alliés intéressés aux réparations allemandes à une conférence pour étudier la capacité de paiement de l'Allemagne et mettre sur pied un plan financier ; la participation de la France

(57) Voir encore MAXELON, *op. cit.*, p. 148, note 144.

(58) WEILL-RAYNAL, *Les réparations allemandes et la France*, tome II, p. 498-499.

(59) Ibidem, p. 433-434 et 444 et suivantes.

(60) Ibidem, p. 499-500.

lui paraît indispensable (61). Washington élude donc la manœuvre d'isolement de la France tentée par Curzon. Mais Paris ne comprendra que plusieurs jours plus tard. Pour le moment, à Paris, on refuse toujours l'idée. Le 15 octobre encore, Peretti télégraphiait aux ambassadeurs de France à Washington, Londres, Rome, Bruxelles et Berlin, qu'il n'est pas question de reprendre la proposition Hughes : « *Il ne servirait à rien de chercher à évaluer la capacité de paiement de l'Allemagne, qui est nulle, puisque le Reich a fait faillite volontairement* » (62).

Le 20 octobre, un diplomate de l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris lit à Peretti un télégramme de Curzon : le gouvernement anglais et la conférence impériale réunie à Londres appuient la proposition américaine renouvelée d'une expertise. Nouveau refus de Poincaré (63). Jaspar, ministre des Affaires étrangères belge, fait savoir à Paris qu'il « *estime que la proposition britannique est très intéressante* ». Poincaré lui fait dire le 22 octobre : « *Ne laissez aucun doute dans son esprit sur la résolution du gouvernement français de ne pas se prêter à la réunion d'une conférence internationale d'experts* » (64). Le 25 octobre au soir, le Premier britannique Baldwin, dans un discours à Plymouth, invite de façon insistante Poincaré à ne pas refuser l'invitation qu'on lui adresse (65). Est-ce à ces pressions convergentes que Poincaré va céder ? En fait la documentation montre qu'au moment où Baldwin parle, Poincaré s'est déjà rallié à l'idée de l'expertise, et pour d'autres raisons.

Le 23 octobre, Poincaré a reçu du chargé d'affaires de France à Washington, Laboulaye, un télégramme sur une conversation que celui-ci venait d'avoir avec le secrétaire d'Etat Hughes (66). Le Foreign Office n'aurait qu'incomplètement reproduit et transmis à Paris le contenu de la note par laquelle Washington avait fait savoir que l'Amérique était prête à participer à une conférence avec les Alliés sur les réparations allemandes. M. Hughes, télégraphie Laboulaye, « *ajoutait que s'il arrivait qu'un accord s'établisse entre les Alliés sur un programme de réparations, le gouvernement américain de son côté ferait tous ses efforts pour tenir compte de ce que chacun des Etats créanciers de l'Allemagne recevrait, et ne lui réclamerait à son tour sa dette vis-à-vis des Etats-Unis que dans une proportion équitable* ».

Que faut-il penser de tout cela ? Y a-t-il eu manœuvre de Curzon, intoxication de Laboulaye par Hughes, ou méprise de Laboulaye sur le sens des paroles de Hughes ? Une recherche approfondie dans les archives américaines et anglaises serait nécessaire pour tirer

(61) Ibidem, p. 500-501.

(62) Télégrammes de Peretti du 15 octobre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(63) Note de Peretti du 20 octobre, ibidem.

(64) Télégramme de Peretti pour Bruxelles du 22 octobre, ibidem.

(65) WEILL-RAYNAL, op. cit., p. 502.

(66) Télégrammes 578-584 de Laboulaye du 23 octobre 1923, Papiers Millerand, carton n° 8.

cette affaire au clair. En tout cas, sur la foi du télégramme de son représentant à Washington, Poincaré est persuadé le 23 octobre que l'Amérique est désormais prête à accepter le principe d'une liaison du problème des dettes interalliées et de celui des réparations allemandes (un objectif constant de la diplomatie française depuis 1919), si la France, de son côté, accepte l'expertise.

Le projet d'expertise, du coup, prend aux yeux de Poincaré une toute autre signification. Loin d'être un simple instrument pour diminuer le montant des réparations allemandes, l'expertise pourrait être l'amorce de la grande négociation internationale que Poincaré recherche sur l'ensemble des questions financières, et dans la perspective de laquelle il refuse la négociation bilatérale franco-allemande. Dès le 24 octobre, Poincaré télégraphie à Laboulaye : « *Veuillez remercier M. Hughes des déclarations si cordiales et si opportunes qu'il vous a faites. Nous apprécions tout particulièrement ce qu'il vous a dit au sujet des dettes interalliées. La position prise par le gouvernement américain facilitera certainement l'examen général du problème des réparations qui, comme nous l'avons toujours dit, est solidaire de celui des dettes de guerre* » (67). Le 25 octobre, Poincaré télégraphie à l'ambassade de France à Londres que ce que Hughes a dit à Laboulaye sur les dettes interalliées est très important, et il demande à cette ambassade de remettre à Curzon une note qui dit que le gouvernement français envisage très favorablement la participation américaine à la Commission des Réparations, que l'on ne peut dessaisir des pouvoirs qu'elle tient du traité ; mais le traité prévoit parfaitement la possibilité que la Commission désigne des commissions d'experts (68).

La conversion de Poincaré au projet d'expertise est donc chose faite. Ces documents en donnent clairement les raisons. Poincaré ne se rallie donc pas « *contre sa volonté* » et « *sous la pression des Anglais et des Américains* » au projet d'expertise. Il s'y rallie volontairement et en étant persuadé que, bien loin de subir une défaite diplomatique, il met une nouvelle carte dans le jeu de la France.

Le sens qu'il donne à son ralliement au projet d'expertise est d'ailleurs bien net dans les longues instructions qu'il prépare aussitôt pour Barthou, représentant français à la Commission des Réparations (69). On y lit : « *si les gouvernements américain et britannique jugent utile de donner à l'Allemagne des facilités de paiement ou même de réduire la dette allemande, ils devront se*

(67) Télégramme 536 de Poincaré, *ibidem*. Voir aussi ARTAUD, Thèse dactylographiée de Paris-I, op. cit.

(68) Télégrammes 2183-2185 de Poincaré pour Londres du 25 octobre, *ibidem*.

(69) Lettre de vingt et une pages de Poincaré pour Barthou du 6 novembre, *ibidem*.

D'autre part, Barthou, le 15 juin 1924 rédigea à l'intention d'Herriot, nouveau président du Conseil, une longue note pour le mettre au courant de la genèse des comités d'experts ; cette note confirme entièrement les raisons que l'on donne ici de la conversion de Poincaré à l'idée de l'expertise. Quai d'Orsay, Papiers Herriot, dossier 3, carton n° 4.

prononcer sur les allègements qu'ils nous accordent sur leurs propres créances à notre égard : c'est là une question qui sera à débattre entre gouvernements et qui sort du cadre des travaux de la Commission des Réparations et du comité d'experts ». En conséquence, Poincaré écrit à Barthou qu'il n'est pas question que le comité des experts révise le chiffre total des obligations de réparations de l'Allemagne, afin de conserver à la France un atout dans la négociation interalliée sur les dettes.

C'est ainsi que, sur instruction de Poincaré, Barthou prend l'initiative de proposer, le 13 novembre, à la Commission des Réparations, la désignation d'un comité d'experts. Le projet d'expertise devient ainsi une initiative française ! La surprise de l'opinion est alors totale, tant cela paraît un renversement de la politique française.

Il conviendrait donc, pensons-nous, de réviser l'interprétation traditionnelle des raisons pour lesquelles Poincaré s'est rallié à l'idée de l'expertise. Ce ralliement a eu lieu entre le 23 et le 25 octobre 1923. A cette date, Poincaré n'est nullement contraint de céder à une pression anglo-américaine : la position française en Allemagne est au plus haut et la détérioration du franc n'est pas encore catastrophique : octobre 1923 n'est pas janvier 1924. Non seulement Poincaré se rallie à l'idée de l'expertise, mais (ses instructions à Barthou le prouvent), il entend faire de l'expertise un instrument supplémentaire de la stratégie diplomatique française dans le cadre de la politique d'exécution du traité de Versailles.

Par la suite, sans doute, l'instrument des comités d'experts, et le plan Dawes qui en sera l'œuvre, se retourneront contre la politique française, puisque l'on s'en servira pour faire sortir la France de la Ruhr. Mais il ne faut pas confondre conséquences et raisons. L'utilisation retournée de l'œuvre des experts se fera bien plus tard, et en grande partie après le départ de Poincaré, dans un contexte international tout à fait différent. Quand, le 24 octobre, Poincaré fait sienne l'idée de l'expertise, il le fait dans une position de force, dans l'idée de ramener les Américains dans les affaires d'Europe aux côtés de la France et en déjouant une dernière manœuvre de Curzon, et dans l'espoir d'une liaison des dettes interalliées et des réparations allemandes.

2° LE TOURNANT

(novembre 1923 - janvier 1924)

L'Allemagne et la France à la fin de 1923

Le tournant, qui transforme l'affrontement bilatéral franco-allemand en une affaire multilatérale mettant en jeu l'ensemble des grandes puissances, n'est pas brusque. Nous écrivions plus haut que, à notre sens, Poincaré a compromis irrémédiablement sa politique en ne saisissant pas en Rhénanie les possibilités sérieuses qui s'y offraient dans la dernière semaine d'octobre 1923. Mais c'est là ce que l'historien peut écrire car il sait ce qui s'est passé après. L'observateur, ou l'acteur, des événements contemporains n'a pas dû ressentir une coupure à la fin d'octobre 1923. En novembre et encore en décembre, Poincaré paraît toujours maître du jeu. Le dépouillement des archives révèle, certes, qu'au cours de ces deux mois se préparent les éléments de ce qui sera le tournant, mais celui-ci n'a lieu vraiment qu'assez tard, à notre sens seulement vers la mi-janvier 1924. La documentation permet d'établir que, jusqu'à cette date, et en dépit d'une internationalisation croissante, rien n'est encore tranché et Paris peut penser avoir gardé en mains toutes ses cartes.

Les événements dont l'Allemagne est le théâtre entre la fin octobre 1923 et la mi-janvier 1924 sont d'une telle variété et d'une telle densité qu'il n'est pas question de les analyser ici : la vie intérieure de l'Allemagne de ces trois mois fournirait à elle seule la matière d'un gros ouvrage. Il importe toutefois d'avoir présent à l'esprit la situation intérieure de l'Allemagne durant cette période pour comprendre ce que sont alors les relations franco-allemandes.

Il nous semble que l'on peut caractériser cette situation en disant que le gouvernement du Reich n'est pas maître de l'Allemagne. Ce n'est pas assez de parler d'instabilité gouvernementale : sortie des sociaux-démocrates du gouvernement Stresemann le 2 novembre, puis démission du gouvernement Stresemann le 23 novembre, remplacé par un cabinet, sans majorité parlementaire, dirigé par le centriste Marx et dans lequel Stresemann conserve les Affaires étrangères. En fait, durant ces mois, le pouvoir politique à Berlin lutte, dans les conditions les plus difficiles, pour sa propre survie, et à travers elle pour la survie du Reich hérité de la construction bismarckienne, mais le contrôle d'un certain nombre de leviers de direction lui a échappé momentanément, et pas seulement dans les territoires occupés. Ainsi, le putsch de

Munich des 8-9 novembre peut-il être considéré, au-delà du contenu politique propre au putsch, comme l'une des manifestations de cette menace de décomposition du Reich. Au fond, le putsch séparatiste d'Aix-la-Chapelle du 21 octobre a ouvert en Allemagne une période de contestation de l'autorité du gouvernement de Berlin, qui prend les formes les plus diverses et qui est sous-tendue par les projets politiques les plus différents, mais dont l'effet général est de paralyser le gouvernement du Reich. Occupé qu'il est à parer au plus pressé à l'intérieur, le pouvoir politique central allemand reste, durant cette période, passif sur le plan international par la force des choses. Il ne reprendra la situation intérieure solidement en mains qu'au début de 1924 : jusqu'alors l'Allemagne n'est qu'un objet de la vie internationale.

N'oublions pas non plus le désastre monétaire allemand. Le mark n'existe plus. Le Rentenmark, lancé à la mi-novembre, a d'abord une existence bien précaire et d'effet limité. L'Allemagne ne recommencera à sortir du néant monétaire et financier que par les mesures prises entre février et mai 1924 par Schacht (création de la Golddiskontobank, puis arrêt des crédits de la Reichsbank, pour contraindre les entreprises à rapatrier en Allemagne les capitaux accumulés en devises à l'étranger depuis la fin de la guerre). De quelles possibilités sérieuses d'action dispose un Etat qui n'a pas de finances ?

En France, en revanche, le gouvernement de Poincaré paraît relativement libre de ses mouvements. Malgré le glissement des radicaux vers l'opposition (70), le gouvernement a une assise parlementaire solide. Pour le moment, il n'y a pas de grave problème intérieur. La situation du franc, sans doute, est préoccupante ; à vrai dire, elle n'a pas cessé de l'être depuis la fin de la guerre. En décembre 1923, la montée des prix de certains produits de consommation courante inquiète et occasionne des mouvements revendicatifs. Mais la franche détérioration, qui tournera en panique, n'est que de janvier 1924 : publication, le 3 janvier, du bilan de la Banque de France, révélateur de l'inflation, et chute brutale du cours du franc sur le marché des changes le 14 janvier (71). A partir de là (décidément la coupure est à la mi-janvier 1924), le gouvernement français va voir sa liberté d'action entravée par les soucis financiers ; ce n'avait pas été le cas avant.

L'Angleterre se fâche et la Belgique s'écarte de la position française (début novembre 1923). Premières réactions de Poincaré

En novembre et décembre 1923, l'Allemagne est donc un objet de la vie internationale et la France a encore l'initiative. Mais, déjà, dans les affaires d'Allemagne, elle n'est plus seule.

(70) Voir ci-dessous, chapitre IX.

(71) BONNEFOUS, *Histoire politique de la III^e République*, tome III, p. 398-400.

Le renouveau d'Entente cordiale franco-britannique, que Poincaré peut se flatter d'avoir obtenu lors du passage à Paris du Premier britannique Baldwin, les 19 et 20 septembre (72), est mis à rude épreuve par les événements des territoires occupés de la fin d'octobre. Baldwin n'avait pas donné un blanc-seing à Poincaré dans les affaires d'Allemagne. A Londres, le secrétaire d'Etat au Foreign Office veille et se méfie toujours des intentions françaises (73).

Le 31 octobre, brusquement, le gouvernement de Londres se fâche et prend position contre le comportement, à ses yeux plus qu'ambigu, des Français à l'égard du mouvement séparatiste rhénan. Tirard télégraphie à Paris que le Haut Commissaire britannique, lord Kilmarnock, a reçu de Londres instruction de s'opposer au mouvement séparatiste et que, dans leur zone d'occupation de Cologne, les autorités britanniques appuient les fonctionnaires allemands contre les séparatistes (74). Et surtout, ce 31 octobre, le premier secrétaire de l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris remet à Peretti une note qui ne peut laisser le gouvernement français dans le doute sur la position de Londres :

« Sur instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence qu'en raison de la situation créée par le mouvement séparatiste dans la Rhénanie et dans d'autres parties de l'Allemagne (75), le gouvernement britannique estime que, comme signataire du traité de Versailles, il doit appeler la sérieuse attention de ses Alliés sur les graves conséquences qui résulteraient de l'établissement d'Etats souverains indépendants formés de territoires situés à l'intérieur des frontières actuelles de l'Allemagne. Une semblable désagrégation du Reich affecterait matériellement le statut de l'Allemagne, en tant que partie au traité, tellement qu'à certains égards le traité cesserait automatiquement d'être opérant et nécessiterait une révision complète. En l'absence de nouveaux accords, il serait donc à la fois contraire aux obligations résultant du traité et contraire aux intérêts des puissances signataires du traité de Versailles de reconnaître de tels Etats souverains indépendants et la tentative d'en constituer ne devrait recevoir aucun appui. Le gouvernement britannique a confiance que le gouvernement de la République se trouvera d'accord avec lui-même sur ce point » (76).

(72) Voir ci-dessus, chapitre VI.

(73) Télégrammes 723-724 de Saint-Aulaire du 3 octobre et 2072 à 2078 de Poincaré pour Saint-Aulaire du 6 octobre ; lettre de Poincaré pour Baldwin du 8 octobre, et de Baldwin pour Poincaré du 17 ; Papiers Millerand, carton n° 8.

(74) Télégrammes 567-568 de Tirard du 31 octobre, Papiers Millerand, carton n° 26.

(75) Londres, on le voit, prend par cette note position contre le séparatisme non seulement en Rhénanie, mais partout en Allemagne.

(76) Note du gouvernement britannique du 31 octobre, Papiers Millerand, carton n° 26, et BA Coblenz, ZSg 105/10, folio 20.

La mise en demeure de Londres à Paris est on ne peut plus précise et claire.

Le 1^{er} novembre, à Coblenz, le Haut Commissaire britannique remet à Tirard une note ÉCRITE, d'ordre de son gouvernement, s'opposant à la publication de « décrets » par les autorités séparatistes et demandant le réarmement de la police allemande et le désarmement des personnes non habilitées à détenir des armes, ainsi que l'appui, si nécessaire, des autorités d'occupation à la police allemande (77). Le 5 novembre, lord Kilmarnock fait savoir qu'aux yeux du gouvernement britannique la H.C.I.T.R. n'est pas habilitée à mener des négociations politiques (78). Le coup de frein anglais est brutal.

Et voici que la Belgique modifie totalement sa position et se joint à l'Angleterre. Dès le 25 octobre, Jaspar dit à Bruxelles au conseiller de l'ambassade de France que « *la Belgique, dans une question aussi importante que celle de l'organisation sur sa frontière de l'est d'un Etat nouveau entendait avoir une politique indépendante et que cette politique, à son sens, devait être une politique à trois et non à deux... Les intérêts de la France et de la Belgique en Rhénanie ne sont pas identiques* ». Les Belges ont peur de « *l'encerclement et la sujétion de la Belgique* » (79).

A Aix-la-Chapelle, les troupes belges, qui avaient laissé le 21 octobre les séparatistes s'emparer des bâtiments publics, permettant ainsi à toute l'affaire de démarrer, les en chassent, ainsi que de leur zone d'occupation, à la fin du mois. Les autorités belges coopèrent désormais avec le consul britannique (80). La zone belge, comme l'anglaise, est désormais fermée aux séparatistes. A Bruxelles, le gouvernement belge publie la réponse faite par Jaspar, ministre des Affaires étrangères, à une demande du chargé d'affaires allemand, et prescrivant une enquête sur l'observation d'une stricte neutralité par les autorités belges d'occupation (81) : c'est faire savoir officiellement que l'on prend ses distances à l'égard du séparatisme.

De ces faits, Tirard conclut qu'il risque désormais d'être isolé dans le collège de la H.C.I.T.R. Depuis le 11 janvier 1923, il a pu agir parce que, grâce à l'appui constant de son collègue belge, il avait la majorité. Mais que deviendront ses possibilités d'action si le Haut Commissaire belge prend position contre lui (82) ? Tirard pense que son collègue belge travaille, « *en étroit accord avec le*

(77) BA Coblenz, ZSg 105/10, folio 26.

(78) Ibidem, folios 30-31. Allusion manifeste aux relations qu'entretient Tirard avec diverses personnalités, mais aussi sans doute aux tentatives d'Adenauer et du « Comité des Quinze », issu de la rencontre de Hagen du 25 octobre, d'entrer en négociation avec Tirard.

(79) Télégramme 646 de Jaunez-Bruxelles du 25 octobre, Papiers Millerand, carton n° 26.

(80) Memento secret du Haut Commissariat français du 3 novembre, BA Coblenz, ZSg 105/10, folios 32-33.

(81) Ibidem.

(82) Ibidem, et télégramme 577 de Tirard pour Paris du 4 novembre, Papiers Millerand, carton n° 26.

Haut Commissaire britannique », à la création, dans le Nord de la Rhénanie, d'un Etat autonome, faisant partie du Reich, et à l'écart de l'influence française (83).

Devant le sévère avertissement de Londres et le revirement belge, quelle est la réaction de Poincaré ? Il maintient, sans l'infléchir, sa ligne de conduite. Le 2 novembre, il accuse réception de la note du gouvernement de Londres du 31 octobre, sans fournir l'engagement, que celle-ci demandait, de ne pas reconnaître la création éventuelle d'Etats indépendants en Allemagne. La France, affirme Poincaré, n'est pour rien dans le mouvement rhénan ; il récuse l'affirmation anglaise suivant laquelle la « *constitution spontanée d'Etats indépendants en Allemagne devrait entraîner nécessairement une révision du traité de Versailles* » ; la France continuera à « *laisser aux populations la liberté de disposer de leur sort, conformément à un principe reconnu par l'Angleterre comme la France* » (84). Ainsi Poincaré, loin de céder à la pression anglaise, continue de considérer comme possible l'éventualité de la naissance d'un Etat rhénan, et le fait savoir à Londres, au risque de se brouiller à nouveau. A Jean Monnet qui lui dit, le 5 novembre, que les Anglais chercheront à arrêter la France dans sa politique allemande, Jacques Seydoux répond que « *nous n'avons rien à attendre de nos Alliés* », et qu'il faut aller de l'avant en Allemagne avec les Allemands, qui coopèrent : dans deux mois le réseau ferré sera en état, et dans six mois, l'industrie (85). Tel paraît bien être alors le programme de Paris : aller de l'avant dans les territoires occupés, avec la M.I.C.U.M. et la H.C.I.T.R., sans se laisser impressionner par ce que l'on pourra en penser et en dire à Berlin, à Londres, voire à Bruxelles.

Avec Londres, la brouille ne tarde pas. Le 7 novembre, sir Eyre Crowe, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, a des mots très durs dans une conversation avec Saint-Aulaire ; il parle de la « folie » de la politique française et même de la « déloyauté » du gouvernement français. « *Le gouvernement anglais ne peut plus avoir aucune confiance dans le gouvernement français* », qui, pour lui, cherche la « *destruction de l'Allemagne* » (86).

Entre Paris et Londres, les relations sont à nouveau des plus mauvaises. On est au bord de la rupture. Le 10 novembre, nouvelle note du gouvernement anglais au gouvernement français, réfutant l'argumentation de Poincaré dans sa lettre de réponse du 2 novembre à la note britannique du 31 octobre : « *le gouvernement de Sa Majesté peut dire seulement que, pour sa part, il n'est pas disposé à voir ses droits mis en péril par une telle action alliée individuelle* »

(83) Projet de note, BA Coblenz, ZSg 105/10, folios 59-61, et télégramme 600 de Tirard pour Poincaré du 13 novembre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(84) Lettre de Poincaré pour le marquis de Crewe, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, du 2 novembre, Papiers Millerand, carton n° 26.

(85) Note manuscrite du 5 novembre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(86) Télégramme 822 de Saint-Aulaire du 8 novembre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(87). Le 11 novembre, Poincaré dit à l'ambassadeur britannique à Paris que les propos tenus à Londres par le sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office à l'ambassadeur de France sont « *inacceptables* » ; si cela se reproduisait, « *je serais amené à rompre toute conversation diplomatique avec son gouvernement* » ; en Rhénanie, la France ne fait que faire en sorte que, « *conformément aux principes modernes du droit des gens, les populations disposent librement de leur sort* » (88).

De tels documents ne laissent pas place au doute : quels qu'aient pu être, ou ne pas être, les buts de Poincaré auparavant, son projet est désormais la création d'une entité rhénane, qu'il resterait d'ailleurs à définir. Pour réaliser ce projet, il croit la position française assez forte pour pouvoir risquer même la rupture avec l'Angleterre.

Indifférent aux réactions, il pousse les affaires lancées avant la mise en garde anglaise ; elles se développent sur trois plans : la préparation de la réunion d'un comité d'experts internationaux chargé d'évaluer les capacités de paiement de l'Allemagne ; les négociations de la M.I.C.U.M. avec les entreprises des territoires occupés pour la conclusion de contrats de livraisons à la France ; les sondages et négociations de la H.C.I.T.R. pour la construction d'une entité rhénane.

L'appel aux experts

Donc, la décision de Poincaré, le 24 octobre, de se rallier à l'idée américaine du recours aux experts, loin d'être une « capitulation » devant la pression anglo-saxonne, avait été prise à un moment où le gouvernement français était libre de ses mouvements et devait s'insérer dans une stratégie politique globale. La suite de l'affaire le confirme.

Le 27 octobre, dans les instructions aux ambassadeurs de France dans les divers pays intéressés par les réparations, Poincaré insiste sur le fait que la réunion d'un comité d'experts doit se faire en fonction du traité de Versailles, qui prévoit explicitement (89) que la Commission des Réparations peut faire, à titre consultatif, appel aux avis d'experts (90). Il précise sa pensée le 28 octobre, à l'occasion de l'inauguration du monument aux morts de sa commune meusienne de Sampigny, et le 1^{er} novembre, dans un discours à Nevers : il s'agit d'estimer la capacité ACTUELLE de paiement de l'Allemagne, pour faire redémarrer les paiements, mais cette estimation

(87) Note du gouvernement anglais du 10 novembre, remise au Quai d'Orsay par l'ambassadeur le 14 novembre, Papiers Millerand, carton n° 26.

(88) Télégramme 2328 de Poincaré pour Londres du 11 novembre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(89) Paragraphe 7 de l'annexe II de la partie VIII du traité.

(90) Télégramme du 27 octobre de Poincaré pour Londres, Rome, Bruxelles, Washington et Berlin, Papiers Millerand, carton n° 8.

ne doit en rien remettre en cause le montant de la créance totale sur l'Allemagne, fixée en mai 1921 à 132 milliards de marks-or (91).

Les conditions posées ainsi aussitôt par Poincaré au travail du futur comité d'experts occasionnent une tension entre Paris d'une part et d'autre part Washington, Londres et même Bruxelles. Hughes est très mécontent des limites fixées par Poincaré (92) ; les conditions posées par la France pourraient empêcher la participation américaine. Le président du Conseil français n'en renouvelle pas moins, le 31 octobre, ses exigences auprès de l'ambassadeur anglais à Paris (93). A Bruxelles, Jaspar préférerait que la France renonce à ses exigences : dans sa position financière à l'égard de l'Amérique, la Belgique ne peut s'exposer à lui être désagréable : les Américains peuvent exiger le remboursement de 8 milliards de francs belges : « *Soucieux de poursuivre une politique de franche amitié et de loyale collaboration avec la France, dit Jaspar, nous avons l'obligation, en matière de réparations, ... de rester purement belges, c'est-à-dire aussi en accord avec l'Angleterre* » (94).

Devant cette levée d'oppositions, Poincaré, dans les premiers jours de novembre, maintient ses exigences (95). Le 6 novembre, il adresse à Barthou, représentant français à la Commission des Réparations, une lettre de vingt et une pages, lui donnant des instructions précises (96) : le gouvernement français est pour la réunion d'un comité d'experts qui devra travailler sur les instructions de la Commission des Réparations ; le travail du comité devra être rapide, un mois environ ; sa tâche sera non pas de réviser en diminution le montant de la créance sur l'Allemagne, mais d'établir le bilan des ressources dont l'Allemagne dispose, sans oublier les très importants capitaux que les industriels allemands ont fait fuir, depuis la fin de la guerre, dans des banques étrangères (97). Les experts n'auront pas à discuter de l'occupation de la Ruhr ni des contrats

(91) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 503-504.

(92) Télégrammes 612-613 de Laboulaye du 29 octobre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(93) Télégrammes d'information de Poincaré pour les ambassades du 31 octobre, ibidem.

(94) Télégrammes 672 du 1^{er} novembre, et 673-684 du 2 novembre de Herbert pour Paris, ibidem.

L'Italie, en revanche, accepte l'idée de la réunion d'experts aux conditions posées par Poincaré. Télégramme Barrière 951 du 1^{er} novembre, ibidem.

(95) Télégrammes 570 à 577 de Poincaré pour Washington du 2 novembre, ibidem. C'est le même jour que Poincaré refuse de donner au gouvernement anglais l'engagement, qu'il a demandé à la France, de ne pas reconnaître la création éventuelle d'Etats indépendants en Allemagne.

(96) Lettre de Poincaré pour Barthou du 6 novembre, ibidem.

(97) Poincaré soulève ici une affaire de taille. Depuis 1919, les entreprises allemandes ont pris l'habitude de laisser dans des banques américaines et anglaises, en dollars et en livres, la contre-valeur de leurs exportations dans ces pays. Ces banques, bien sûr, n'ont pas laissé dormir ces capitaux ; elles les ont placés dans leurs propres pays. Il y a ainsi une solidarité de fait entre les milieux bancaires de New York et de Londres et l'industrie allemande. Cette solidarité s'exerce contre les exigences de paiements de réparations de la France. Voir la note de Seydoux du 13 octobre, Papiers Millerand, carton n° 8.

de la M.I.C.U.M. ; l'évacuation de la Ruhr n'aura lieu qu'au fur et à mesure de l'exécution par l'Allemagne de ses obligations (98).

Il est désormais clair que, si les capitales sont d'accord pour faire appel aux experts, leurs arrière-pensées sur l'utilisation de l'instrument sont contradictoires : pour Paris, il s'agit d'établir la réalité de la fortune allemande, y compris de la fortune cachée à l'étranger, malgré la misère monétaire allemande, et donc d'utiliser les experts pour justifier et préparer la reprise des paiements ; pour Londres et Washington, il s'agit d'utiliser les experts pour préparer une révision en diminution de la dette allemande des réparations.

Le 9 novembre, c'est, apparemment, le constat d'échec. Le gouvernement américain décide d'abandonner son projet (99).

Mais Poincaré n'abandonne pas le sien ; il décide aussitôt de relancer le projet de réunion d'un comité d'experts aux conditions françaises. Dès le 10 novembre, Poincaré adresse à Barthou de nouvelles instructions (100). La décision du gouvernement américain de ne pas participer à l'expertise dans le cadre établi par Paris signifie l'échec du projet britannique, mais ne signifie pas l'échec du projet d'expertise. On se retrouve dans la situation antérieure aux négociations des derniers jours, c'est-à-dire devant le fait d'une demande d'expertise du gouvernement allemand (101). Il faut, écrit Poincaré, accepter la demande allemande et convier la Commission des Réparations à étudier les ressources et capacités de paiement de l'Allemagne pour une période transitoire allant jusqu'en 1930, avec une première étape jusqu'en 1926 (102). « *La Commission des*

(98) Poincaré prévoit toutefois que les experts, dans l'établissement de la capacité de paiement de l'Allemagne, devront comptabiliser la richesse de la Ruhr et des territoires occupés (télégrammes 610-614 de Poincaré pour Washington du 8 novembre, *ibidem*).

Poincaré a ainsi deux fers au feu : dans les territoires occupés, la politique « rhénane » et les contrats de M.I.C.U.M. ; dans la négociation internationale, la recherche de l'établissement de la fortune globale de l'Allemagne dans son ensemble. Dans ses instructions, il souligne qu'il faut mener de front les deux politiques, entre lesquelles il ne semble pas voir de contradiction.

(99) *Ibidem*. Le gouvernement américain renonce donc à participer en tant que gouvernement, à l'expertise. Ceci n'empêchera pas par la suite la participation d'Américains, à titre individuel, aux expertises Dawes et Mac Kenna. M. Weill-Raynal n'en estime pas moins, pour sa part, que la décision américaine du 9 novembre, dont il fait porter la responsabilité à l'intransigeance de Poincaré, est très grave : la seule possibilité sérieuse de ces années de ramener le gouvernement américain dans les affaires d'Europe aurait ainsi échoué.

(100) Lettre de Poincaré pour Barthou du 10 novembre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(101) La demande d'expertise du gouvernement allemand est, rappelons-le, du 24 octobre. Même si, dans les jours suivants, Londres a cherché à insérer la demande allemande dans une combinaison diplomatique visant, par le biais de l'invitation au gouvernement américain à y participer, à préjuger de l'orientation de l'expertise, le fait de la demande allemande subsiste. Et l'Allemagne, en demandant l'expertise, n'a pas posé de conditions : l'Allemagne de la fin d'octobre 1923 en était hors d'état.

(102) Dans son ouvrage, WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome II, p. 506, présente cette proposition de Poincaré, sans la dater, avant la décision du gouvernement américain du 9 novembre. Il nous semble au contraire que la proposition de Poincaré est la réplique de Poincaré à la décision de Washington. Dans sa lettre du 10 novembre à Barthou (le premier document qui expose ce projet), Poincaré commence par se référer explicitement à la décision de la veille du gouvernement américain.

Réparations, en faisant examiner les ressources et les capacités de l'Allemagne par un comité d'experts constitué conformément au paragraphe 7 de l'annexe II (du traité), chargera ce comité d'évaluer la capacité de paiement de l'Allemagne au moment présent et de fixer ses paiements pendant les trois années 1924, 1925 et 1926. Les experts feront leur étude en prenant pour base l'Etat de paiement conformément d'ailleurs à l'article 234 et à l'alinéa c du paragraphe 13 de l'annexe II. Sous ces seules réserves, l'étude des experts doit être aussi large que possible et porter sur l'évaluation des ressources de l'Allemagne, autant intérieures qu'extérieures, c'est-à-dire procurer des données précises sur les avoirs allemands à l'étranger. Les experts examineront ensuite le moyen de transférer tout ou partie de ces ressources à la Commission des Réparations, et j'appelle toute votre attention sur les paiements en capital, qui permettront de soulager l'Allemagne d'une partie de sa dette... Enfin, le comité d'experts devra préparer un plan de reconstruction financière de l'Allemagne, permettant d'équilibrer le budget allemand et d'établir en Allemagne une monnaie saine, ces réformes devant être accomplies au plus tard avant la fin de l'année 1926. Ce n'est, en effet, que lorsque l'Allemagne possédera une monnaie stable et un budget en équilibre qu'on pourra envisager l'exécution d'un plan de paiement s'étendant sur une longue période et comportant des emprunts ou des annuités ».

On est stupéfait de lire ces instructions de Poincaré à Barthou du 10 novembre 1923 : c'est pratiquement tout ce que seront le plan Dawes et l'expertise Mac Kenna d'avril 1924. Ceci nous confirme dans une double conviction : Poincaré n'est pas contraint à l'expertise, il la veut comme instrument de sa politique ; les initiatives « rhénanes » n'empêchent pas, chez Poincaré, la recherche d'une solution globale et négociée du problème des réparations. Il n'y a pas, comme on l'écrit le plus souvent, succession dans le temps des deux politiques, mais à la fin de 1923 tout au moins, marche de front.

Le 13 novembre, Barthou présente ce projet français à la Commission des Réparations (103). C'est un succès pour Poincaré : la Commission décide, à l'unanimité, d'entendre sans attendre le gouvernement allemand et, aussitôt après, de discuter la création du comité d'experts (104).

Les choses, dès lors, se déroulent conformément au schéma avancé par Poincaré. A la fin de novembre, Barthou, dans des con-

(103) Lettre de Barthou pour Poincaré du 13 novembre, Papiers Millerand, carton n° 8.

Saint-Aulaire télégraphie le même jour de Londres que la nouvelle de l'intention française de rechercher les avoirs allemands à l'étranger crée, à la City, de la « nervosité ». « Les obstacles qui seront opposés à la constatation de la ressource la plus liquide de l'Allemagne par les milieux qui réclament le plus bruyamment l'étude de sa capacité de paiement démasqueront le véritable but de cette campagne ». Télégramme 836 de Saint-Aulaire du 13 novembre, *ibidem*.

(104) WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome II, p. 511 et suivantes.

versations avec Logan, délégué américain officieux auprès de la Commission, parvient à attirer les Américains dans l'affaire, et Poincaré voit dans la participation américaine à l'expertise le gage du succès (105).

Le 30 novembre, nouveau succès de Poincaré : la Commission des Réparations décide, à l'unanimité, la réunion de deux comités d'experts choisis dans les Etats alliés ou associés (106) : l'un étudiera les moyens de rétablir l'équilibre budgétaire allemand, l'autre recensera et étudiera les moyens de « *faire rentrer en Allemagne les capitaux évadés* » (107).

Fort de ce nouveau succès, Poincaré, dans une lettre à Barthou du 3 décembre, précise ses instructions (108). « *Ce n'est pas des dispositions partielles qu'il convient de prendre en Allemagne, mais des réformes générales et fondamentales, formant un programme d'ensemble, portant sur toute l'économie du Reich* » (109).

Le but à atteindre est de modifier le comportement financier et fiscal de l'Allemagne, laxiste depuis 1919. L'Allemagne peut payer. La France réclamera la cession de mines de charbon, afin d'assurer son approvisionnement ; « *nos Alliés seront associés à cette opération qui constituera un paiement en capital de la dette allemande* ». Il ne sera pas accordé de moratoire à l'Allemagne aussi longtemps que les capitaux allemands à l'étranger n'auront pas été recensés.

Début décembre, on pense, du côté français, qu'il sera bon de confier la présidence de l'expertise à un Américain, afin que ce ne soit pas un Anglais (110). Le gouvernement américain, affirme d'ailleurs Logan, étudie « *avec beaucoup de sympathie* » l'offre faite à des Américains de participer à l'expertise (111). A la fin de décembre, les comités sont constitués. Les Américains y participent. Si le banquier (et ancien chancelier de l'Echiquier) anglais Mac Kenna préside le second comité, celui chargé d'inventorier le capital allemand réfugié dans des banques étrangères, l'Américain Dawes préside le premier comité, qui va préparer le plan qui portera son nom. Le 28 décembre, à Washington, Dawes, après avoir été reçu par le président Coolidge et le secrétaire d'Etat Hugues, vient voir l'ambassadeur de France Jusserand ; il se montre très amical, presque affectueux : « *Il m'a dit sans ambages qu'il approuvait notre action*

(105) Télégramme 661 de Poincaré pour Washington du 28 novembre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(106) Ceci exclut donc la participation d'Allemands à l'expertise.

(107) WEILL-RAYNAL, op. cit., p. 512.

(108) Lettre de Poincaré à Barthou du 3 décembre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(109) Comment un tel programme est-il compatible avec la réalisation d'un projet « rhénan » ? L'historien doit avouer sa perplexité devant les instructions, apparemment contradictoires, de Poincaré, selon qu'elles sont adressées ici ou là. Si l'on exclut l'hypothèse que Poincaré n'aurait poussé l'affaire rhénane que comme accélérateur de sa politique générale, cette phrase donne à penser que, désormais, Poincaré n'envisage plus qu'une restructuration limitée de l'Allemagne.

(110) Note manuscrite du 4 décembre, Papiers Millerand, carton n° 8.

(111) Note du 10 décembre, ibidem.

dans la Ruhr ; nous n'avions pas le choix ; les Allemands ne voulant pas comprendre d'autre genre de raison, il fallait bien recourir à celle-là » (112).

A la fin de 1923, Poincaré peut penser avoir encore tous les fils en mains.

Les contrats de la M.I.C.U.M. avec les industriels des territoires occupés

Nous avons laissé cette affaire à la fin d'octobre, alors que les négociations de la M.I.C.U.M. et des industriels étaient interrompues, à propos du paiement de l'impôt sur le charbon, et tandis que se déroulaient les putschs séparatistes en Rhénanie (113).

Les négociations reprennent à l'extrême fin d'octobre. Les propositions françaises sont moins léonines, et Stinnes les apporte aussitôt à Berlin où il les expose à Stresemann, entouré des ministres des Finances, de l'Economie, des Transports et des Territoires occupés (114). La M.I.C.U.M. ne demande plus que 15 millions de dollars d'arriéré de non-paiement pour l'impôt sur le charbon, au lieu de 60 ; quand les besoins en charbon des réparations, de l'armée d'occupation, de la Régie des chemins de fer et des entreprises des territoires occupés auront été satisfaits, les mines de la Ruhr seront libres de vendre le surplus de production au reste de l'Allemagne ou à l'étranger. Stinnes conseille au gouvernement d'accepter qu'il négocie sur cette base des accords valables jusqu'à avril 1924, « *car alors il y aura les élections législatives françaises* » (115). Mais, pour négocier avec la M.I.C.U.M. sur ces bases, Stinnes demande au Reich la ristourne, en faveur des houillères de la Ruhr, de l'impôt sur le charbon et de la valeur des livraisons au titre des réparations (17,9 % de la production de charbon), que l'occupant veut gratuites.

Le cabinet du Reich en débat le 1^{er} novembre, et autorise les houillères de la Ruhr à négocier sur ces bases avec la M.I.C.U.M. (116). Dès le 3 novembre, un « accord provisoire » est conclu entre la M.I.C.U.M. et les houillères qui n'avaient pas encore passé contrat (117). Poincaré est d'accord avec le schéma ; il télégraphie, le 8

(112) Télégrammes 757 à 760 du 28 décembre de Jusserand pour Paris, Papiers Millerand, carton n° 11. Plus tard, Dawes aimera dire que, s'il n'y avait pas eu d'occupation de la Ruhr, il n'y aurait pas eu de plan Dawes.

(113) Voir ci-dessus, chapitre VI, *Les négociations de Degoutte et de la M.I.C.U.M.*

(114) Compte rendu du 31 octobre sur le rapport tenu ce jour, à 17 heures, par Stinnes à la chancellerie du Reich, BA Coblenz, R 2/1191, non filmé.

(115) Cette phrase de Stinnes du 31 octobre 1923 est le premier indice allemand de l'attente d'un revirement possible de la politique française du fait d'un changement de majorité à Paris. En novembre, Seydoux s'inquiète des manœuvres « *que les Allemands, et d'autres, peuvent faire en vue d'agir sur l'opinion publique avant les élections (campagnes à la Bourse ou dans la presse)* ». » Note manuscrite, Papiers Millerand, carton n° 8.

(116) BA Coblenz, 3491/D 757 559-763, et lettre de Stresemann à Stinnes du 1^{er} novembre, Coblenz, R 2/1191.

(117) Texte de cet accord dans le dossier de Coblenz mentionné à la note précédente.

novembre, à Degoutte de « *conclure rapidement avec l'ensemble des industriels de la Ruhr, sans s'arrêter à des clauses de détail* » (118). Stresemann acceptant de son côté les contrats, Poincaré demande à Margerie, ambassadeur de France à Berlin, de lui faire savoir « *qu'il convient donc que le gouvernement allemand invite les industriels de la Ruhr de se mettre d'accord avec nous* » (119). Le comportement personnel de Stinnes inquiète toujours le président du Conseil qui, le 13 novembre, donne instruction à Degoutte de « *se saisir de sa personne* » s'il voulait déranger le cours des choses en fermant ses mines (120). Le 16, Poincaré fait savoir à Degoutte qu'il n'y a plus rien à changer au contrat-cadre préparé par la M.I.C.U.M., qu'il n'y a donc plus lieu de négocier, et qu'il suffit d'attendre que les entreprises viennent signer (121). Les industriels voudraient encore faire dépendre leur signature de l'allongement de la journée de travail, et menacent de licenciements, mais les autorités d'occupation s'y refusent, menaçant, en s'appuyant sur la législation allemande, les entreprises contrevenantes de peines allant jusqu'à cinq ans de prison et 100 000 marks-or d'amende (122). Poincaré écrit : « *Ce n'est pas au moment où les ouvriers viennent à nous pour se soustraire aux exigences de Stinnes que nous allons lui rendre toute puissance dans la Ruhr : nous en serions encore une fois les victimes. Du reste, la démocratie française n'accepterait pas que nous paraissions sacrifier les ouvriers allemands aux patrons* » (123).

Le 23 novembre, Poincaré a gagné : les houillères des territoires occupés signent l'accord-cadre préparé au début du mois (124). L'approvisionnement de la France en charbon est assuré jusqu'au 15 avril 1924, date d'échéance des contrats (125).

En décembre, on travaille du côté français à rendre durable la sécurité de l'approvisionnement en charbon de la France, que les contrats de M.I.C.U.M. assurent pour quelques mois. Le Comité

(118) Télégramme 587 du 8 novembre de Poincaré pour Degoutte, Papiers Millerand, carton n° 8.

(119) Télégramme 882 du 10 novembre de Poincaré pour Margerie, *ibidem*.

(120) Télégrammes 598 à 607 de Poincaré pour Degoutte du 13 novembre, *ibidem*. Poincaré insiste à nouveau que la conclusion des contrats en cours de négociation ne doit pas aboutir à l'allongement de la journée de travail des mineurs, ce que recherche Stinnes.

(121) Télégrammes 611-612 de Poincaré pour Degoutte du 16 novembre, *ibidem*.

(122) Télégrammes d'information de Peretti du 20 novembre pour Londres, Rome, Bruxelles, Washington et Berlin, *ibidem*.

(123) Télégrammes 1845-1847 du 21 novembre de Poincaré pour Bruxelles, *ibidem*.

(124) BA Coblenz, R 2/1191.

(125) Par la suite, ces contrats seront prolongés de quinze jours en quinze jours jusqu'en août 1924 pendant la conférence de Londres (voir ci-dessous). Les conséquences de ces contrats furent spectaculaires, en faisant sauter le goulet d'étranglement de manque de charbon dont souffrait l'économie française, ainsi que le montrent les statistiques de production de la sidérurgie française. Le rôle de la M.I.C.U.M. et les contrats de livraison de charbon qu'elle a conclus avec les houillères des territoires occupés sont très généralement méconnus des historiens. C'est pourtant là, à côté du plan Dawes, l'une des suites essentielles de l'affaire de la Ruhr. Voir les statistiques et courbes en annexes.

des Houillères souhaite une participation française de 25 à 33 % dans les mines allemandes (126) ; Seydoux en accepte l'idée, à condition que cela ne gêne pas le fonctionnement général des réparations. Les sondages effectués dans la Ruhr par un représentant du Comité des Houillères paraissent encourageants (127). Il ne s'agit de rien moins que de rétablir, au profit de la sidérurgie lorraine, les courants d'approvisionnement en coke d'avant-guerre, mais cette fois en toute sécurité pour la France ; des participations aux houillères de la Ruhr seraient cédées au gouvernement français et leur valeur serait comptabilisée sur la dette des réparations ; le gouvernement français, de son côté, les rétrocéderait aux sociétés françaises consommatrices. Des accords complémentaires entre industriels français et allemands pourraient assurer la vente en Allemagne d'une part de la production lorraine de minette et de produits bruts (128). Ces plans sont sérieusement discutés à Paris à la fin de décembre 1923 ; leur réalisation signifierait l'échec final de tous les efforts poursuivis par la sidérurgie allemande entre 1919 et 1922 pour restaurer sa puissance, son indépendance, sa situation de monopole en Allemagne et sa position dominante sur le continent (129).

En fait, on est à trois semaines de l'échec de la politique rhénane de la France.

Les projets de construction politique rhénane

A notre sens, la politique « rhénane » de la France en novembre et décembre 1923 doit être analysée sans oublier les deux négociations que l'on vient de voir, qui en limitent les ambitions en même temps qu'elles l'éclairent peut-être : la négociation de l'appel aux experts et la négociation des contrats de M.I.C.U.M. Il ne semble pas que l'on puisse dire que Poincaré cherche la « destruction » de l'Allemagne, puisqu'il s'est librement rallié à l'idée de l'expertise dès le 24 octobre (trois jours après le putsch d'Aix-la-Chapelle) et que, dans ses instructions de novembre à Barthou, il insiste sur la nécessité de trouver une solution générale des réparations, portant sur la richesse de toute l'Allemagne. Mais, en même temps, il est certain qu'il continue, sous toutes les raisons, voire sous tous les prétextes, de refuser la négociation avec le gouvernement de Berlin, alors qu'il encourage et pousse à la négociation locale dans les territoires occupés, ce qui aboutit, dans le cas du charbon tout au moins, à un résultat tangible. Comment expliquer ce comportement apparemment contradictoire ? On est devant la grande énigme du Poincaré de la fin de 1923 ; aucun document ne permet, ici encore, de savoir claire-

(126) Note de Seydoux sur une visite de Peyerimhoff du 4 décembre, Papiers Millerand, carton n° 8. De Wendel, de son côté, préférerait la cession en toute propriété à la France d'un certain nombre de mines.

(127) Note de Seydoux du 18 décembre, *ibidem*.

(128) Note de Seydoux du 22 décembre, *ibidem*.

(129) Voir ci-dessus, chapitre III.

ment le but de Poincaré. Poursuit-il parallèlement deux politiques incompatibles, en retardant encore, selon l'évolution, le moment du choix, mais en faisant le nécessaire pour que l'une et l'autre solutions restent possibles ? Ou bien envisage-t-il une synthèse possible des deux politiques, avec une solution globale des réparations, mais avec une Allemagne différente dans laquelle (ou à côté de laquelle) la Rhénanie aurait un statut particulier, ce qui serait aussi une solution du problème de la sécurité ? Sans pouvoir en trancher, c'est vers la seconde interprétation que l'on penche.

Les négociations et pourparlers divers de Tirard, en novembre et décembre 1923, pour la construction d'une entité rhénane, sont aujourd'hui parfaitement connus par l'analyse minutieuse que le Pr. Erdmann a faite des archives (130). Ce serait faire double emploi de refaire ici cette analyse ; on voudrait seulement la compléter sur quelques points.

Le 4 novembre, Jacques Bardoux, qui vient de passer quelques jours en Rhénanie (131), prend l'initiative d'adresser un rapport à Poincaré (132). Le mouvement séparatiste, écrit-il, n'a aucune chance de succès, car ses chefs sont impopulaires et le gouvernement belge s'y oppose. L'appui des autorités françaises aux séparatistes dessert la politique française, car les Anglais savent tout et préparent un dossier contre la France. Néanmoins, la carte séparatiste conserve encore une grande importance dans le jeu de la France par les inquiétudes qu'elle suscite chez nos Alliés, qui, pour écarter cette solution, seraient prêts à faire de larges concessions pour régler la question rhénane : Londres et Bruxelles seraient prêts à accepter la constitution, à l'intérieur du Reich, de trois Länder autonomes, Westphalie, Rhénanie et Palatinat, ayant un statut comparable à celui de la Bavière (133) ; ces Etats auraient leur Parlement et ne seraient représentés à Berlin qu'au Bundesrat ; ils seraient militairement neutralisés et paieraient leur part des réparations, auraient leur propre monnaie (134) et l'on pourrait envisager pour eux une représentation diplomatique. Une telle solution pourrait faire tache d'huile en Allemagne, par exemple au Hanovre et en Silésie, ce qui briserait la prédominance prussienne. Bardoux conseille à Poincaré de donner, sans tarder, à la H.C.I.T.R. instruction de négocier sur ces bases avec les représentants responsables des partis politiques rhénans.

(130) ERDMANN, *op. cit.*, p. 107-186.

(131) Sa fille, May Bardoux, a épousé, en avril 1923, Edmond Giscard d'Estaing, conseiller financier de Tirard. Il semble évident que Bardoux a séjourné chez son gendre. Dans quelle mesure les suggestions de son rapport du 4 novembre à Poincaré sont-elles aussi celles de la H.C.I.T.R., ou de certains de ses membres ?

(132) BA Coblenz, ZSg 105/10, folios 80-82.

(133) Les relations de la Bavière avec le gouvernement de Berlin sont, à ce moment, très lâches.

(134) A cette date, le Reich est bien loin d'être sorti de son désastre monétaire, et les projets de création d'une monnaie rhénane vont toujours leur chemin.

Il n'est pas interdit de penser que ce soient là, désormais, les propres idées de Tirard. Le 3 novembre, il a reçu à Coblence, à défaut d'Adenauer, son ami Hagen (135) : on y a parlé du « futur Etat » ; Hagen a posé comme conditions la mise à l'écart des activistes séparatistes et la reconnaissance de la souveraineté allemande ; il a demandé en outre qu'Adenauer soit placé à la tête du nouvel Etat.

Du 6 au 8 novembre, le Landtag provincial de Rhénanie, réuni à Barmen, adopte, tout à fait indépendamment de la H.C.I.T.R., un projet Hagen de création d'une monnaie rhénane dans lequel la participation étrangère ne pourrait pas dépasser 45 % et la participation française 30 % (136). Le 9 novembre (on est en plein putsch de Munich), le gouvernement du Reich décide, comme un moindre mal, d'accepter la création d'une banque d'émission rhénane, mais pour une période limitée, jusqu'au 15 avril 1924 (137). Dans les journées suivantes, sous la pression des Länder, le gouvernement essaie de revenir sur ces concessions, mais sans définir la politique qu'il veut (ou peut) suivre à l'égard des territoires occupés. Le 13 novembre au soir, les dirigeants rhénans savent que les territoires occupés n'ont plus aucune aide à attendre de Berlin, que le gouvernement du Reich leur interdit de constituer un Etat, mais les autorise à négocier avec l'occupant... (138).

Le 14 novembre, Adenauer, accompagné de personnalités économiques rhénanes, est pour la première fois chez Tirard à Coblençe. C'est le début d'une négociation de six semaines qui n'aboutira à rien, car les points de vue de Tirard et d'Adenauer ne parviennent pas à se rapprocher. Tirard cherche la constitution d'un Etat aussi indépendant que possible du Reich et géographiquement limité. Adenauer a en tête la construction d'une vaste « République ouest-allemande » s'étendant des deux côtés du Rhin, faisant partie de l'Allemagne, mais bénéficiant, pour la sécurité et la vie économique, d'une situation internationale, ce qui bouleverserait non seulement le statut de l'Allemagne, mais le traité de Versailles lui-même (139).

Ces vues paraissent effrayer Poincaré. Le 3 décembre, il donne instruction à Tirard de « conclure... avec les représentants des tendances autonomistes les plus avancées... En ce qui concerne M. Adenauer, dont il a été d'ailleurs question comme chancelier du Reich, il semble que les variations de son attitude doivent nous commander la plus grande prudence à son égard » (140).

Poincaré a fait son choix. Il n'a pas suivi les conseils de prudence de Bardoux. Peut-être, après ses succès dans l'affaire des

(135) Compte rendu de cet entretien publié par ERDMANN, op. cit., p. 305-308.

(136) ERDMANN, op. cit., p. 120.

(137) BA Coblençe, 3491/D 757 707-713.

(138) ERDMANN, op. cit., p. 121-135.

(139) Sur le détail de cette négociation, voir ERDMANN, op. cit., p. 135-156.

(140) Télégramme du 3 décembre 1923 de Poincaré pour Tirard, BA Coblençe, Zsg 105/10, folios 115-116.

experts et celle de la M.I.C.U.M., surestime-t-il les possibilités d'action de la France dans les territoires occupés. A la recherche d'une solution maximale, il veut écarter de la négociation Adenauer, qui pour l'heure, du côté allemand, a tous les fils de la politique des territoires occupés en mains, pour essayer de conclure avec des personnages qui ne sont que du second ou du troisième rang (141). La documentation française révèle, dans certains milieux, une opposition solide et persévérante à Adenauer, dont les propositions sont qualifiées de « *manœuvre allemande* » (142). Au-delà des raisons personnelles d'animosité de tels fonctionnaires contre Adenauer, héritées de 1919, l'échec de la négociation Tirard-Adenauer de fin 1923 nous paraît due à des raisons de fonds : le partenaire français envisage à l'affaire rhénane une solution politique qui serait à ses yeux une amélioration du statut de 1919, mais le conservant et le renforçant ; Adenauer a imaginé une solution étonnamment audacieuse qui bouleverserait le statut de 1919 : les deux projets sont foncièrement incompatibles. Or Paris, pour le moment, a la force, et Adenauer, pour le moment, est le seul interlocuteur valable dans les territoires occupés (143).

Le dialogue, qui se poursuit en décembre, ne peut donc aboutir à rien (144).

A la fin de 1923, alors que les comités d'experts vont se réunir et travailler selon les conditions voulues par Poincaré, et que les contrats de la M.I.C.U.M. sont appliqués, aucune solution politique n'a encore été trouvée à l'affaire rhénane. Le comportement des autorités françaises dans l'affaire du Palatinat semble indiquer que Paris cherche toujours, selon l'expression employée par Poincaré dans ses instructions à Tirard du 3 décembre, à « *conclure avec les représentants des tendances autonomistes les plus avancées* ». C'est de là que va venir l'échec, et très vite.

L'affaire du Palatinat et l'intervention anglaise

Le Palatinat n'est pas la Rhénanie ; c'est alors une province de l'Etat de Bavière, ce qui pose des problèmes particuliers. Depuis 1920, la H.C.I.T.R. est représentée dans le Palatinat par un officier

(141) Il convient de préciser que ce n'est pas avec les activistes séparatistes que Poincaré demande à Tirard de conclure : l'effondrement de leur autorité précaire est d'ailleurs déjà chose faite à cette date ; c'est avec « *les autonomistes les plus avancés* » comme les maires de Trèves et de Wiesbaden ; mais ces personnalités, dont l'audience est locale, n'ont ni l'envergure, ni les moyens d'action et de réussite d'Adenauer.

(142) Ainsi le rapport du 9 décembre de Hermant pour Poincaré ; il y est question d' « *Adenauer et consorts* ». BA Coblenz, Zsg 105/10, folios 128-129.

(143) Dans son livre, ERDMANN montre parfaitement comment Adenauer parvient dans le courant de l'automne 1923, avec une extraordinaire habileté manœuvrière, à se placer en position d'interlocuteur obligé. Le partenaire français s'en irrite, car il veut voir en Adenauer un homme politique manœuvrant pour Berlin. La documentation allemande montre que les choses, du côté allemand, étaient infiniment plus complexes : Stresemann ne redoute rien autant qu'une réussite d'Adenauer.

(144) ERDMANN, op. cit., p. 156 et suivantes.

français, le général de Metz, menant, en accord avec Tirard, une politique très originale.

Le Palatinat est, au point de vue de la politique intérieure, orienté plus à gauche que la Bavière, et, au cours des années d'après-guerre, le fossé s'est creusé entre la Bavière et sa province excentrique au fur et à mesure du glissement de la Bavière vers la droite et l'extrême-droite. En mars 1920, le ministre-président social-démocrate de Bavière, Johannes Hoffmann, qui est un Palatin et le président des sociaux-démocrates du Palatinat, avait été contraint de quitter le pouvoir à Munich. Du Palatinat, où il s'est replié, il mène campagne contre les nouvelles tendances de la politique munichoise. En cas de restauration de la monarchie en Bavière, les sociaux-démocrates veulent faire sécession de l'Etat bavarois et proclamer la République (145). Il ne s'agit nullement d'un mouvement de séparation de l'Allemagne (et encore moins de rattachement à la France), mais d'une affaire intérieure bavaroise. Il n'en reste pas moins que cette affaire amène les socialistes du Palatinat à entrer en relation avec le général de Metz, qui reçoit Hoffmann en février 1921 : celui-ci envisage, pour le cas d'une radicalisation à droite en Bavière et en Prusse, la création d'une République Rhénane (146).

A partir de cette situation, de Metz travaille méthodiquement et prudemment à multiplier les contacts dans le Palatinat, en ne se limitant d'ailleurs nullement aux milieux sociaux-démocrates, et en évitant soigneusement de faire du séparatisme. Son but est, sans intervenir directement, d'aider à ce que se dégage la personnalité politique singulière du Palatinat, pouvant déboucher sur la naissance d'un Land autonome, allemand certes, mais dont l'exemple pourrait faire école en Allemagne (147).

Les événements de 1923 favorisent évidemment les projets du général de Metz (148). En septembre et octobre 1923, il cherche à obtenir de Johannes Hoffmann et du président du Kreistag, Bayersdorfer, la proclamation d'une république du Palatinat ; l'affaire échoue d'abord, parce que Tirard, sur instruction de Poin-

(145) Rapport de de Metz pour Tirard du 15 février 1921, BA Coblenz, Zsg 105/14, folios 1-6.

(146) Ibidem.

(147) La politique de de Metz de 1920 à 1924 justifierait une étude particulière. La documentation en existe au Bundesarchiv de Coblenz, avec la *Sammlung Jung*. Jung, magistrat allemand qui avait participé après 1924 à la répression des autonomistes palatins, a travaillé entre 1940 et 1944 à Paris dans les archives françaises où il a pris des copies de tous les documents qu'il a pu trouver sur l'affaire du Palatinat, et de façon plus générale l'affaire rhénane. A sa mort, il a légué cette collection au Bundesarchiv.

(148) Il n'est pas question d'étudier ici l'histoire du Palatinat en 1923, qui remplirait un volume. On dispose déjà d'études pionnières : P. HUTTENGERGER, *Methoden und Ziele der französischen Besatzungspolitik nach dem Ersten Weltkrieg in der Pfalz*, *Blätter für deutsche Landesgeschichte*, 1972, p. 105-121. H. FENSKE, *Der Konflikt zwischen Bayern und dem Reich im Herbst 1923 und die pfälzische Sozial-demokratie*, *Mitteilungen des historischen Vereins der Pfalz*, 1974, p. 203-216. D. SCHLEGEL, *Der Separatismus in der Pfalz nach dem Ersten Weltkrieg*, ibidem, p. 217-246.

caré (149), tient à ce que le nouvel Etat soit séparé du Reich, et parce que les Palatins voudraient que la France, au lendemain de la proclamation de la République palatine, la prenne en charge financièrement et économiquement, ce à quoi s'oppose à Paris le ministre des Finances, par peur de l'inflation. Il convient néanmoins de souligner que les discussions de septembre et octobre sont poussées très loin et que les interlocuteurs palatins de de Metz et de Tirard ne sont pas des aventuriers, mais des personnalités politiques tout à fait responsables. L'affaire du Palatinat apparaît très sérieuse.

Il n'est pas interdit de penser que la qualité des interlocuteurs palatins de la H.C.I.T.R., dont Poincaré est évidemment informé, encourage celui-ci à avoir, dans l'affaire rhénane en général, les exigences que l'on a vues. Mais le président du Conseil s'illusionne en pensant pouvoir amener les interlocuteurs palatins du général de Metz à la création d'un Etat SÉPARÉ du Reich (150). Ils se dérobent : il y a bien au Palatinat les conditions objectives d'un changement de statut politique (et monétaire), mais les personnalités responsables ne sont pas prêtes à en prendre l'initiative aux conditions fixées par Paris.

L'Etat palatin n'en est pas moins proclamé, mais dans d'autres conditions et par d'autres personnes. Le 5 novembre, des bandes séparatistes venant de Rhénanie entrent dans le Palatinat : ce sont les gens qui avaient fait le putsch d'Aix-la-Chapelle, puis s'étaient répandus dans la zone française, où ils avaient cherché à créer une « République Rhénane ». Leur entreprise y ayant finalement échoué, ils entrent dans le Palatinat comme dans un refuge ; au cours des jours suivants, ils s'emparent des bâtiments publics des principales villes. La Bavière est alors hors d'état de réagir, puisque, les 8 et 9 novembre, c'est à Munich la tentative de putsch de Hitler. La situation étant ainsi bouleversée au Palatinat, la République palatine est proclamée à Spire le 12 novembre par un groupe ayant à sa tête un leader paysan local qui n'est pas sans audience, Heinz-Orbis, qui constitue aussitôt un « gouvernement » ; ce gouvernement demande immédiatement à la H.C.I.T.R. de le reconnaître *de facto* (151). Le 13 novembre, de Metz demande des fonds importants pour permettre au nouveau gouvernement de vivre (152). Le

(149) Ceci est manifeste à lire le télégramme 528 de Tirard pour Poincaré du 25 octobre : « *Je remercie V.E. des instructions qui m'ont été données verbalement de sa part à 13 heures 30 ; elles me permettent de confirmer entièrement les ordres que j'avais adressés au général de Metz par télégramme chiffré ce matin à 8 heures... J'ai prescrit en effet que la question du rattachement au Reich ne soit pas soulevée.* » Papiers Millerand, carton n° 26.

(150) Il semble que Tirard et de Metz auraient accepté la naissance d'un Palatinat autonome, mais dans le Reich ; cela avait été le but constant de de Metz depuis 1919. L'exigence vient de Poincaré, et l'on peut se demander si le télégramme 528 de Tirard (voir note 149) n'est pas pour le Haut Commissaire un moyen de laisser une trace écrite de l'instruction verbale de Poincaré, comme pour se couvrir.

(151) Télégramme 594 de Tirard du 12 novembre, Quai d'Orsay, Z-29-6-III.

(152) Lettre manuscrite de de Metz à Tirard du 13 novembre, BA Coblenz, Zsg 105/13, folios 11 à 14.

gouvernement de Heinz fonctionne tant bien que mal, mais il fonctionne, et en décembre il contrôle effectivement le pays.

A la fin de décembre 1923, Heinz présente à la H.C.I.T.R., pour homologation, une série d'ordonnances préparées par son gouvernement pour stabiliser le nouveau régime et assurer son fonctionnement financier. C'est ce qui met le feu aux poudres. Si la H.C.I.T.R. homologue ces textes, elle reconnaît implicitement *de jure* le pouvoir de fait du régime de Heinz. On voit tous les prolongements internationaux que pourrait avoir l'affaire.

La réaction est brutale. Le 9 janvier 1924, un commando venu de la rive droite du Rhin, et dirigé par Edgar Jung (153), assassine Heinz et plusieurs de ses collaborateurs (154). Un ami de Heinz, Bley, constitue aussitôt un nouveau gouvernement du Palatinat, que les Français soutiennent. A Coblenze la crise éclate entre Tirard, qui veut homologuer les ordonnances du « gouvernement » du Palatinat (ce qu'est prêt à faire, d'ailleurs, le Haut Commissaire belge, lui aussi) et lord Kilmarnock, Haut Commissaire britannique, qui, pour la première fois depuis la création de la H.C.I.T.R., vote contre une proposition française (155). La H.C.I.T.R. se prépare donc à homologuer les décisions du gouvernement de Spire, et donc à le reconnaître implicitement *de jure*, à la majorité franco-belge contre l'avis formel du Haut Commissaire britannique ; celui-ci élève immédiatement une protestation (156), et le gouvernement de Londres annonce son intention d'envoyer une mission d'enquête britannique dans le Palatinat, ce contre quoi proteste aussitôt Paris (157). C'est, cette fois-ci, l'épreuve de force entre Londres et Paris. Le 9 janvier, le gouvernement belge, soumis aux pressions contradictoires de Paris et de Londres (158), décide « *d'ajourner à une dizaine de jours* » le vote définitif du Haut Commissaire belge (159). Le 10 janvier, à Paris, conseil des ministres (160). Poincaré

(153) Edgar Jung sera par la suite, à la fin de la République de Weimar, un proche collaborateur de Franz von Papen. Il sera, en 1934, l'une des victimes des SS au cours de la « nuit des longs couteaux ». Sur les rapports qu'il aurait pu y avoir, à la fin de 1923, entre les événements de Munich et ceux du Palatinat, certains avancent les hypothèses les plus fantastiques.

(154) BA Coblenze, Zsg 105-18.

(155) On se souvient que, depuis le début de l'affaire de la Ruhr, le Haut Commissaire britannique s'était contenté de s'abstenir. Il est évident que le changement de comportement de lord Kilmarnock, dans les premiers jours de janvier 1924, est dû à des instructions du gouvernement de Londres.

(156) Télégramme d'information de Poincaré pour l'ambassadeur de France à Bruxelles du 5 janvier 1924, Quai d'Orsay, Z-29-6-III, folios 37-38. Dans ce télégramme, Poincaré fait demander au gouvernement belge de donner instruction au Haut Commissaire belge d'appuyer à fond Tirard contre l'opposition du Haut Commissaire britannique dans l'affaire du Palatinat.

(157) Télégramme de Peretti pour Londres du 8 janvier, Quai d'Orsay, Z-29-6-III, folios 41-42.

(158) Dans la situation d'affrontement franco-anglais, le vote du Haut Commissaire belge à Coblenze emportera la décision.

(159) Lettre n° 60 de l'ambassade de France à Bruxelles pour Paris du 10 janvier 1924, Quai d'Orsay, Z-29-6-III.

(160) On est informé sur ce conseil par les télégrammes d'information du 10 janvier de Peretti pour les ambassades de France, Quai d'Orsay, Z-284-4, folios 10-13.

est décidé à poursuivre l'épreuve de force diplomatique pour l'homologation des ordonnances du gouvernement palatin. Par égard pour la demande de temporisation belge, instruction a été donnée à Tirard de retarder de huit à dix jours la décision définitive de la H.C.I.T.R. ; en accord avec le président de la République, la diplomatie française a fait savoir à la diplomatie anglaise que l'envoi en mission d'information au Palatinat du consul général de Grande-Bretagne à Munich serait inacceptable pour la France (161) ; mais Paris accepterait une mission d'information interalliée mandatée par la H.C.I.T.R. ; derrière ces arguties juridiques, il y a le problème de souveraineté au Palatinat : une mission du consul général britannique à Munich dans le Palatinat signifierait que, pour le gouvernement anglais, le Palatinat est toujours province de l'Etat bavaois.

Passant outre à la mise en garde française, le Foreign Office donne instruction le 12 janvier à Clive, son consul à Munich, de partir pour le Palatinat (162). Le 14, Clive est dans le Palatinat ; le même jour, le franc s'effondre sur le marché des changes (163) ; le 15, à Bruxelles, Jaspar annonce à l'ambassadeur de France qu'il a donné instruction au Haut Commissaire belge de NE PAS voter pour l'homologation des ordonnances du gouvernement palatin, se retranchant derrière une nouvelle demande d'ajournement de la décision (164). Le contrôle de la situation internationale est en train d'échapper à Poincaré.

Le 21 janvier, Curzon lit à la Chambre des Communes les conclusions du rapport de Clive sur sa mission ; il débute ainsi : « 1° - *la masse de la population du Palatinat bavaois est à une majorité écrasante opposée au gouvernement autonome* ; 2° - *Le gouvernement autonome n'aurait jamais pu avoir une existence sans l'appui français et il serait immédiatement chassé si l'appui français lui était retiré* » (165). C'est la dernière initiative de Curzon. Ce même jour, le cabinet Baldwin dans lequel il était secrétaire d'Etat au

(161) Londres avait d'abord parlé d'envoyer en mission d'information au Palatinat un officier britannique. Poincaré avait immédiatement menacé d'envoyer un officier français en mission d'information en zone britannique... (télégramme 19 à 21 de Poincaré pour Londres du 9 janvier, Quai d'Orsay, 29-6-III, folios 45-46). On en est là entre Londres et Paris, le 9 janvier 1924, jour de l'assassinat de Heinz.

(162) Télégramme Saint-Aulaire 26 du 12 janvier et télégramme n° 1 de la délégation de France à Munich, même date, Quai d'Orsay, Z-29-6-III, folios 66-67.

(163) Nous ne voulons établir aucun lien organique dans les origines des deux faits, encore qu'à l'époque il ait beaucoup été question de manœuvres anglaises contre le franc. Mais les conséquences de la conjonction des deux faits sont évidentes.

(164) Télégrammes 7 à 12 de Herbette pour Paris du 15 janvier, Quai d'Orsay, Z-281-4, folios 29-30.

(165) Publié par la presse.

Foreign Office, tombe, et le roi, le 22 janvier, charge le leader travailliste MacDonald de constituer un nouveau gouvernement (166).

Le « gouvernement autonome » se survivra jusqu'au 25 février, mais, on le verra, dès les premiers jours de février, Poincaré change de politique (167). En fait, et indépendamment même de la situation sur place, l'énergique intervention britannique, entre le 5 et le 21 janvier 1924, suivie de l'attentisme belge qui masque mal un changement de position, a infligé à Poincaré une sévère défaite politique dans l'affaire du Palatinat. Comme l'évolution de la situation dans les territoires occupés en novembre et décembre 1923 avait concentré dans le Palatinat l'activisme, et que Poincaré avait décidé de poursuivre l'épreuve de force diplomatique à propos de l'affaire du Palatinat, son échec dans le Palatinat signifie l'échec de sa politique rhénane.

Dans les mêmes journées, Adenauer, qui avait poursuivi ses projets de « République ouest-allemande » malgré l'impossibilité de tomber d'accord avec Tirard sur un plan, renonce. Ici aussi, l'intervention anglaise est décisive, même si elle est indirecte.

Le point faible du gouvernement du Reich dans son opposition aux projets rhénans avait été, depuis l'abandon de la résistance passive, le néant monétaire de l'Allemagne. Or, au tournant des années 1923 et 1924, la situation du Reich, à cet égard, s'améliore considérablement. Nommé « Commissaire du Reich pour la monnaie » le 13 novembre 1923, Schacht lance le 15 novembre le Rentenmark préparé par Luther depuis un mois. A cette responsabilité, Schacht joint le 12 décembre la présidence de la Reichsbank rendue vacante par le décès, début décembre, du précédent titulaire du poste, Havenstein. Dans ses Mémoires (168), Schacht raconte sans détours que l'un de ses premiers soucis en arrivant à la tête des finances allemandes, à un moment où elles n'existaient plus, fut de chercher l'appui de la banque anglaise pour la création d'une nouvelle monnaie allemande. Le Rentenmark ne peut être qu'une monnaie provisoire et partielle. Schacht songe à recréer une monnaie fondée sur l'or. Le 31 décembre 1923, Schacht arrive à Londres. Jusqu'au 3 janvier, il confère avec Montagu Norman, le puissant gouverneur de la Banque d'Angleterre. Il lui expose son projet : la création d'une banque d'escompte fondée sur l'or (Golddiskontobank) dont la tâche serait de financer les crédits pour les industries allemandes travaillant pour l'exportation ; le but de cette banque serait de ramener sous le contrôle du Reich l'industrie rhénano-westphalienne en faisant avorter les projets de banque rhénane, qui perdraient de leur raison d'être si les industriels pouvaient trouver

(166) Depuis les élections de décembre 1923, qui avaient vu une chute considérable des sièges conservateurs et un net succès des travaillistes, la position du cabinet Baldwin était menacée. Il n'est pas interdit de penser que Curzon ait voulu liquider l'affaire du Palatinat avant son départ du Foreign Office.

(167) Voir ci-dessous, chapitre VIII.

(168) H. SCHACHT, *76 Jahre meines Lebens*.

à Berlin les moyens de financement qu'ils recherchent. Pour créer sa Golddiskontobank, Schacht demande à Norman des capitaux anglais. Le 3 janvier, Norman accorde à Schacht un crédit de 100 millions de marks-or, pour lancer sa Golddiskontobank, et la promesse que les banques de la City réescompteront les effets de commerce de la Golddiskontobank. Schacht estime que les services ainsi promis par Norman équivalent à ce que serait un apport d'argent frais d'un demi-milliard de marks-or de la Grande-Bretagne à l'Allemagne. Le but est de fournir à Berlin les moyens de faire échouer, au travers des projets monétaires rhénans, les projets politiques (169).

Le 2 janvier 1924, Adenauer, ignorant bien sûr ce que Schacht est en train de faire à Londres, demande, en son nom, et en celui de plusieurs grands industriels des territoires occupés (Stinnes, Vögler, Silverberg), à être reçu par le chancelier Marx, Stresemann et plusieurs ministres. L'entrevue a lieu le 9 janvier (170). Le compte rendu prouve qu'à cette date encore Adenauer n'a rien abandonné de ses projets et joue toujours avec l'idée de négocier avec les Français ; il vient au fond à Berlin pour obtenir du gouvernement du Reich d'être autorisé à mener cette négociation. Les pourparlers des Rhénans avec le gouvernement du Reich, en vue de négociations avec la France, durent pendant deux semaines, au cours desquelles le gouvernement du Reich, dont la position politique et monétaire ne cesse de se consolider, fait progressivement reculer les prétentions rhénanes (171). A Berlin, Stresemann est l'artisan principal de l'échec de ces projets, auxquels le chancelier Marx, au début du mois du moins, ne paraît pas avoir été entièrement opposé. Le 21 janvier, Adenauer est à nouveau à Berlin ; le chancelier Marx lui expose clairement l'opposition de Stresemann à des conversations entre Rhénans et Français ; le 23, Adenauer écrit au chancelier qu'il renonce à tous ses plans.

La similitude des dates avec l'affaire du Palatinat est frappante, et le retournement de situation a été extrêmement rapide : entre le 9 et le 23 janvier 1924.

Il serait sans doute erroné de chercher l'explication du retournement de situation dans les seules péripéties qui remplissent ces deux semaines. Ce qui se passe alors est le dénouement de l'affrontement de forces profondes en cours depuis un an. En entrant dans

(169) Dans ses Mémoires, Schacht écrit encore que Norman a contribué aussi, dans ces jours-là, à l'échec des projets rhénans en faisant en sorte que les promoteurs d'une banque rhénane d'émission (le banquier Finaly est cité) n'obtiennent pas les capitaux nécessaires.

La Golddiskontobank ne sera créée par Schacht que le 13 mars 1924, mais, dès le début de janvier, Berlin sait pouvoir compter sur l'aide financière de la Grande-Bretagne, ce qui est évidemment un encouragement de poids pour résister aux prétentions monétaires des Rhénans. Schacht a rendu compte au gouvernement du Reich de la promesse d'appui de la Banque d'Angleterre le 8 janvier, BA Coblenz, 3491/758 464-467.

(170) Un compte rendu en est publié par ERDMANN, op. cit., p. 351-353.

(171) Ces pourparlers ont été minutieusement analysés par ERDMANN, op. cit., p. 171-186.

la Ruhr, et quelles que fussent être par ailleurs les solutions précises à apporter au problème des réparations et à celui de la sécurité, Poincaré avait cherché à redonner à la France les moyens d'une politique extérieure indépendante ; non pas d'une politique de la « France seule », on croit l'avoir montré ; mais d'une politique qui serait affranchie de cette sorte de contrôle que, depuis 1919, Londres exerçait sur elle. L'affaire de la Ruhr a été une épreuve de force « chaude » entre la France et l'Allemagne à propos de l'exécution (et aussi de l'interprétation et de la signification) du traité de Versailles. Elle fut aussi, si l'on ose l'expression, une épreuve de force « froide » entre la France et la Grande-Bretagne. Dans la première quinzaine d'octobre 1923, Poincaré paraissait bien avoir gagné les deux épreuves de force. Le retard apporté à prendre des décisions, dans l'attente sans doute d'une solution maximale qui échappera, puis la confusion, dans les faits et dans les esprits, occasionnée par les putschs séparatistes activistes, font que l'on a laissé échapper ce temps fort de la position française sans en exploiter les possibilités. A la fin de 1923 et au début de 1924 le rapport des forces profondes se modifie : alors que l'Allemagne entre en convalescence monétaire, qui sera extrêmement rapide (172), les soucis financiers français lancinants depuis la guerre, inquiétants depuis décembre 1923, deviennent angoissants à la mi-janvier 1924. C'est le moment même du retournement de la situation. Les problèmes financiers ont joué un rôle décisif, et l'Angleterre n'y a pas été étrangère.

M. le Doyen Renouvin nous a dit un jour que Poincaré, dans une conversation, lui avait affirmé sa conviction sur la raison profonde de l'échec de son grand projet de 1923 : le défaut de liberté d'action financière de la France d'alors.

(172) Dès août 1924, la guérison est chose faite, avec la création du Reichsmark fondé sur l'or.

CHAPITRE VIII

LA NEGOCIATION MULTILATERALE

(janvier - mai 1924)

1° *Le renouveau d'entente franco-anglaise pour une solution globale.*

- Albert Thomas, « M. bons offices » entre Poincaré et MacDonald.
- La liquidation du séparatisme palatin ouvre la voie.
- Le nouveau plan de Poincaré (février 1924).
- Les fruits de la coopération franco-anglaise retrouvée (mars 1924).

2° *Les experts entre les puissances (janvier-avril 1924).*

- Les industriels et la M.I.C.U.M.
- La préparation du plan Dawes, le plan et son acceptation.

3° *A la veille de la négociation décisive (fin avril - début mai 1924).*

- Les ministres belges entre Poincaré et MacDonald.
- Les dates des élections législatives allemandes et françaises.



L'échec de l'affaire du Palatinat autonome, si elle signifie l'échec de la solution rhénane maximale sur laquelle Poincaré avait fini par s'arrêter à la fin de 1923, ne signifie pas l'échec de la politique de Poincaré dans son ensemble. L'analyse que l'on a faite des affaires de Rhénanie et du Palatinat ne doit pas nous amener à l'erreur d'optique d'y voir toute la politique de Poincaré de l'hiver 1923-1924. Elles n'en sont qu'une partie. Il y a aussi les autres affaires en cours : dans les territoires occupés eux-mêmes, les contrats de la M.I.C.U.M. avec les industriels, qui maintenant fonctionnent, et dont le sort est tout à fait indépendant de la réussite ou de l'échec des solutions politiques maximales recherchées ; au plan international, le recours à l'expertise : les travaux des experts déburent à Paris le 14 janvier 1924 ; et enfin le jeu international général, momentanément troublé par la nouvelle brouille franco-anglaise à propos de l'affaire palatine, conserve ses données fondamentales. Tout en cherchant, c'est manifeste, à favoriser l'évolution des choses au Palatinat dans le sens qu'il souhaitait, Poincaré avait toujours pris le plus grand soin — toute la correspondance diplomatique l'atteste — de souligner que la décision appartiendrait en dernier ressort à la volonté des populations. Le fait que les circonstances l'aient fait s'illusionner, un temps, sur cette volonté n'empêche pas que Poincaré n'a jamais tout misé sur cette affaire.

Aussi bien l'analyse de la documentation des mois de janvier à mai 1924 amène-t-elle à relativiser l'importance de l'affaire du Palatinat : son issue, défavorable aux souhaits de Poincaré, ne gêne nullement l'intense vie internationale des mois qui suivent.

1° LE RENOUVEAU D'ENTENTE FRANCO-ANGLAISE POUR UNE SOLUTION GLOBALE

Albert Thomas, « Monsieur bons offices » entre Poincaré et MacDonald

On est frappé par l'extraordinaire rapprochement franco-anglais qui suit immédiatement la chute du gouvernement Baldwin (et le départ de Curzon du Foreign Office) et l'arrivée aux affaires à Londres de MacDonald qui, outre le poste de Premier ministre, prend la direction du Foreign Office.

Dès le 10 janvier 1924, donc avant l'arrivée au pouvoir de MacDonald qui est du 22, mais à un moment où les élections britanniques de décembre le désignent déjà comme un Premier vraisemblable, Albert Thomas écrit à Poincaré, lui proposant ses bons offices pour entrer en relations personnelles avec MacDonald (1). Le 8 janvier, Poincaré déclare à la Chambre des Députés : « *Je n'ai pas besoin de dire que la politique intérieure de nos Alliés ne nous regarde pas et que, conservateur, libéral ou travailliste, le cabinet britannique a toujours représenté et représentera toujours à nos yeux un pays tout entier. Aux uns comme aux autres nous témoignerons la même confiance et nous montrerons la même loyauté. Nous considérerions comme désastreuse la rupture des liens qui nous unissent, et si jamais nous en étions menacés, je ferais certainement l'impossible pour la conjurer* » (2).

Le clin d'œil à MacDonald est manifeste. Celui-ci y répond aussitôt : à peine est-il arrivé au pouvoir qu'il dit à Albert Thomas, qui se trouve curieusement à Londres, qu'il souhaite entrer en relations personnelles avec Poincaré (3). Le 25 janvier, MacDonald dit à l'ambassadeur de France son « *vif désir de rétablir la coopération franco-anglaise* » (4). Le 26 janvier, le nouveau Premier britannique adresse au Président du Conseil français une lettre personnelle, à laquelle Poincaré répond dès le 28 : c'est un échange de compliments et de bons procédés, mais, dans l'une et l'autre missives, se trouve le mot ENTENTE (avec une majuscule, ce qui, dans les rela-

(1) Lettre d'Albert Thomas à Poincaré du 10 janvier 1924, Quai d'Orsay, Z-284-4, folio 14.

(2) J.O., Chambre des députés, 1924, p. 164.

(3) Télégramme 66 de Saint-Aulaire du 24 janvier, Quai d'Orsay, Z-284-4, folio 59.

(4) Télégramme 68 de Saint-Aulaire du 25 janvier, ibidem, folio 63.

tions entre la Grande-Bretagne et la France a une signification historique et politique précise) (5).

A Paris, Jacques Seydoux, sans doute soucieux de trouver un débouché aux multiples affaires en cours et pour le moment pas mal embrouillées, pousse à fond au rapprochement franco-britannique. Le 4 février, il rédige une longue note qu'il présente à Millebrand, à Poincaré et à Peretti, et dont l'influence sera grande (6). Seydoux y écrit que *« l'Angleterre est l'amie des mauvais jours, c'est-à-dire l'ennemie des bons, et que nous pouvons mesurer notre puissance à la jalousie et à l'inimitié dont nous honore la Grande-Bretagne »*. Ceci étant, Seydoux estime que, dans la phase actuelle des relations changeantes entre Paris et Londres, la politique française a intérêt à coopérer avec l'Angleterre. La situation économique de l'Angleterre la pousse à l'établissement de la paix en Europe et à l'entente avec la France. *« Cette entente pourra s'établir et l'Angleterre abandonnera alors son geste qui consiste à perpétuellement grouper contre la France toutes les forces éparses en Europe, à la condition que la France elle-même cesse tout geste qui pourra faire croire que nous poursuivons une politique d'encerclement ou de dislocation de l'Allemagne »*. L'entente franco-anglaise retrouvée permettra de retirer à l'Allemagne toute possibilité de manœuvre des Alliés l'un contre l'autre à l'heure des solutions et permettra de faire revenir l'Amérique, dont on a besoin, sur sa méfiance à l'égard des affaires d'Europe. Seydoux suggère que la coopération franco-anglaise à retrouver s'établisse sur les bases suivantes : confiance dans le travail des experts ; lorsque l'expertise sera faite et si elle est avalisée par la Commission des Réparations, négociation corrélative sur les dettes interalliées et la sécurité ; diminution des pouvoirs de contrôle de la H.C.I.T.R. sur les territoires occupés au profit d'un contrôle de la S.D.N. assurant la sécurité. L'affaire de la Ruhr a eu des résultats positifs en faisant échouer ce qui avait été les prétentions de la politique de Lloyd George à Cannes et à Gênes, en contraignant l'Allemagne à se convaincre qu'elle ne peut échapper à l'exécution du traité et en donnant à la France des gages qu'elle détient encore. Mais la faiblesse de la situation financière de la France menace de lui faire perdre ces atouts si elle ne les joue pas. *« Toute coopération complète avec l'Angleterre doit avoir pour point de départ la poursuite d'une politique économique en Europe exclusive de toute politique pure : l'Angleterre et nous-mêmes y sommes plus prêts qu'il y a deux ans... Elle a besoin de l'Europe et ne peut y agir seule ; par contre nous avons senti que notre situation financière et les*

(5) Ces lettres ont été publiées dans le *Temps* du 5 février et l'*Europe nouvelle* du 9 février. Il est manifeste que Poincaré a voulu faire connaître à l'opinion publique le rapprochement franco-anglais qui s'ébauche.

(6) Cette note est déjà partiellement connue (Cf. WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 16-17 ; il semble qu'un exemplaire en ait été remis au journaliste Jules Sauerwein, par lequel la presse la connut). On en trouvera le texte original et complet, avec les annotations manuscrites des destinataires, au Quai d'Orsay, Papiers Millerand, carton n° 9.

dettes que nous avons contractées à l'extérieur nous rendaient dépendants du marché anglo-américain et nous savons que la clé de Wall Street est dans la Cité».

En somme, Seydoux propose que la France renonce à la poursuite de toute ambition politique dans les territoires occupés pour la recherche d'une solution globale en coopération avec l'Angleterre, et en partant des problèmes économiques. C'est aussi l'avis de Peretti : *« Nous devons tranquilliser entièrement les Anglais en ce qui concerne nos vues sur la Ruhr et la Rhénanie, qu'ils trouvent des moyens de nous assurer réparations et sécurité, et nous leur prouverons par le fait que nous n'avons pas d'arrière-pensée »* (7).

La liquidation du séparatisme palatin ouvre la voie

La preuve par le fait ne tarde pas. Le 5 février, l'ambassadeur de France à Londres fait savoir à Paris que *« le Foreign Office estime toujours que, pour rétablir l'ordre dans le Palatinat, il suffit que les autorités françaises retirent définitivement leur appui au mouvement autonome et laissent aux autorités régulières allemandes le soin d'administrer la région »*. Le sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, Crowe, estime que *« le gouvernement français peut, sans se déjuger, faciliter l'entente en se bornant à ne pas couvrir les excès de zèle, indéniables au point de vue anglais, de nos agents en Rhénanie »* (8).

Le 11 février, le Quai d'Orsay adresse à l'ambassadeur d'Angleterre à Paris une longue lettre : *« J'ai constaté avec plaisir que les Gouvernements britannique et français étaient d'accord pour ne plus parler de l'enregistrement par la Haute Commission Inter-alliée des Territoires Rhénans des ordonnances du Gouvernement autonome palatin et que le Gouvernement britannique rend hommage au désir du Gouvernement français de voir se rétablir promptement l'ordre et la paix dans le Palatinat... La collaboration confiante et amicale qui naîtrait immédiatement en Territoires occupés entre les représentants français et britanniques munis d'instructions en ce sens donnerait sans tarder les résultats les plus heureux et les plus féconds, en ce qui concerne le prompt rétablissement de l'ordre également désiré par les deux Gouvernements... Je me plais à penser que le Gouvernement britannique partagera cet avis et qu'il voudra bien donner à lord Kilmarnock (9) les instructions en ce sens que le Gouvernement de la République est prêt à donner à M. Tirard. J'ai donc le ferme espoir que M. Ramsay MacDonald sera d'accord avec moi pour considérer la question comme close... Le Gouvernement de la République est convaincu que ce même désir d'entente... permettra aux deux Gouvernements de régler de même*

(7) Note manuscrite du 5 février, Papiers Millerand, carton n° 9.

(8) Télégrammes 96 à 99 du 5 février de Saint-Aulaire, Quai d'Orsay, Z-284-4, folios 128 à 132.

(9) Haut Commissaire britannique dans les Territoires occupés.

les autres questions actuellement pendantes entre eux et dont certaines sont d'une importance vitale pour leurs relations comme pour le rétablissement d'une situation normale en Europe » (10).

Le 12 février, dans la ville palatine de Pirmasens, une trentaine de séparatistes sont massacrés à coups de haches et leurs corps brûlés. Certains prétendent que la petite garnison française de la ville aurait reçu de la H.C.I.T.R., sur instruction de Paris, l'ordre de ne pas intervenir (11).

Le 15 février, la H.C.I.T.R. constitue une « commission inter-alliée spéciale » qui entre en relations avec de hauts fonctionnaires allemands de l'ancienne administration du Palatinat. Le 25 février, le « gouvernement autonome » se dissout (12).

Le nouveau plan de Poincaré

L'abandon, par la France, de son appui aux séparatistes, ou autonomistes, du Palatinat, modifie radicalement le climat des relations franco-britanniques. « *Je suis obligé de constater que je n'ai jamais, même en dehors des périodes de tension, trouvé autant d'empressement et de bonne grâce auprès du gouvernement anglais* » télégraphie le 11 février Saint-Aulaire, qui pourtant déteste MacDonald (13). Le 18 février, Poincaré adresse à Saint-Aulaire de longues instructions qui, pour une part, reprennent les termes mêmes de la note de Seydoux du 4 août, ainsi que les annotations marginales qu'y avait apportées le président Millerand (14). Poincaré fait donc entièrement sienne cette nouvelle politique : confiance dans le travail des experts, étant entendu qu'il devra être apprécié en toute liberté par la Commission des Réparations ; puis négociation conjointe entre les gouvernements alliés portant sur le plan des experts et les dettes interalliées ; le but à atteindre est que les réparations allemandes permettent de couvrir et la reconstruction et les dettes ; « *Les experts se sont rendus compte que l'Allemagne était beaucoup plus riche qu'on ne croyait, et tout dépendra alors des abattements que les gouvernements britannique et américain nous consentiront sur notre dette* » ; la solution du problème des réparations doit permettre d'avancer celle du problème de la

(10) Cité dans les télégrammes d'information, signés *Diplomatie*, adressés par le Quai d'Orsay à Tirard, Degoutte et aux ambassades de France le 11 février, Quai d'Orsay, Z-284-4, folios 148-155. Nous préférons citer certains passages de ce texte de huit pages, plutôt que d'en donner un résumé qui aurait risqué d'en dénaturer l'exceptionnelle richesse.

(11) *Le Temps* des 15 et 24 février 1924, cité par CLEMENCEAU, *Grandeurs et misères d'une victoire*, p. 191-197.

(12) SCHLEGEL, op. cit., p. 234-235. Les troubles se poursuivent cependant dans le Palatinat jusqu'en juin, avec la fondation successive de plusieurs partis séparatistes sans lendemains. La France ne leur apporte plus aucun appui.

(13) Télégrammes 115-116 de Saint-Aulaire du 11 février, Quai d'Orsay, Z-284-4, folios 145-146.

(14) Télégramme de Poincaré pour Saint-Aulaire du 18 février, Quai d'Orsay, Z-39-10-XXIX, folios 6-11.

sécurité, par un contrôle des chemins de fer, donc de la stratégie, et de certaines industries allemandes pouvant fabriquer du matériel de guerre ; *« là encore, nous pourrions nous entendre, et la S.D.N., que Mr. R. MacDonald semble apprécier tout particulièrement, pourra, si elle est suffisamment fortifiée, nous aider puissamment à l'établissement de cette garantie »*. Poincaré demande à son ambassadeur d'exposer d'urgence son plan au gouvernement britannique (15), avant qu'il ait été circonvenu par les personnalités anglaises sensibles aux pressions des Allemands : Bradbury, M. Norman, D'Abernon (16).

Le 21 février, MacDonald adresse à Poincaré une nouvelle et longue lettre personnelle qui ne peut apporter au président du Conseil que des motifs de satisfaction (17). Le Premier britannique y analyse, sur un ton franchement amical, les raisons du différend franco-anglais depuis 1919. Au comportement français des années d'après-guerre, il voit *« quelque justification »* du fait que les traités de garantie promis en 1919 n'ont pas vu le jour. Sans passer sous silence les différences de points de vue, voire de situation, entre la Grande-Bretagne et la France, il souhaite une grande négociation et, en particulier, il entre dans les vues de Poincaré sur la négociation conjointe, aussitôt après l'expertise, des réparations allemandes et des dettes interalliées ; il semble même envisager la constitution d'un front franco-anglais face au créancier américain :

« Je ne vois aucune raison qui empêche que ce problème (des réparations), si on l'approche par son aspect le plus large, si on l'examine conjointement avec le problème apparenté des dettes interalliées, soit résolu à une date prochaine, de manière à donner à l'Angleterre l'espérance de la stabilité économique en Europe, et à la France l'assurance que ses justes demandes auront satisfaction. Ici encore, si la France et l'Angleterre peuvent seulement se mettre d'accord, la coopération d'autres pays sera assurée, et il nous sera devenu possible de nous présenter aux Etats-Unis d'Amérique, non pas comme des débiteurs se disputant entre eux, mais comme une Europe unie et vivement désireuse, au moyen de sacrifices mutuels et d'arrangements, de guérir les maux dont nos peuples souffrent aujourd'hui ».

(15) Ibidem. Saint-Aulaire effectue la démarche auprès de Crowe, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, télégramme du 22 février, ibidem, folios 39-44. MacDonald, télégraphie l'ambassadeur, paraît très désireux de s'entendre promptement avec la France.

(16) Poincaré demande même, le 23 février, à Saint-Aulaire d'essayer d'obtenir de MacDonald le remplacement de D'Abernon et de Bradbury, télégramme 473, Quai d'Orsay, Z-284-4, folios 201-203.

(17) On trouvera cette lettre de huit pages, avec les annotations marginales écrites à chaud par Poincaré, dans les archives du Quai d'Orsay, Z-284-4, folios 187-192.

Dès le reçu de cette missive, Poincaré prépare sa réponse. Le 24 février, il rédige un premier projet, qu'il présente à Millerand (18). La lettre définitive est prête le 25 (19). Poincaré y exprime le « *vif plaisir* » qu'il a eu à la lecture de la lettre de MacDonald et « *son plein accord avec vous, tant sur l'exposé que vous faites des questions à régler que sur les méthodes que vous envisagez pour les résoudre* ». Il affirme que la France n'a « *aucune arrière-pensée de suprématie continentale* ». Pour le passé, « *en dehors de l'Alsace, nous n'avons jamais réclamé le Rhin comme frontière ; nous avons seulement demandé que l'Allemagne ne fût plus maîtresse de se servir du Rhin comme de base militaire dans de nouvelles attaques contre la France ; nous avons demandé que, dans l'intérêt de la paix générale, le fleuve formât barrière contre les agressions* », mais « *aucun Français raisonnable n'a jamais rêvé d'annexer une parcelle de sol allemand ni de faire d'un Allemand un citoyen français* ». Pour l'avenir, la Ruhr que la France « *a occupée pour déterminer l'Allemagne à s'acquitter envers nous et pour vaincre la résistance opiniâtre des magnats de l'industrie germanique* » sera évacuée « *quand les conditions marquées par le traité seront remplies et que notre sécurité sera garantie* ».

Dans cette lettre, en effet, Poincaré insiste sur la nécessité pour la France de voir régler le problème de la sécurité, pour elle aussi important que celui des réparations. Après avoir pris acte, en s'en félicitant, de l'intention de MacDonald de lier la solution du problème des dettes interalliées à celle du problème des réparations allemandes, Poincaré conclut en souhaitant, dans l'intérêt de la paix, le renforcement de la S.D.N. « *S'il n'avait dépendu que de nous, elle aurait eu, dès l'origine, des moyens d'action plus puissants que ceux dont elle a été dotée* ».

Le 28 février, Saint-Aulaire porte à MacDonald la lettre de Poincaré. L'accueil est excellent ; le Premier britannique est d'accord pour régler le problème de la sécurité en même temps que les autres. « *Malgré les conseils contraires de l'aile gauche de son parti et de certains membres du parti socialiste français, il incline visiblement à ne pas attendre nos élections (20) pour aborder une discussion qui, d'ailleurs, ne pourra être éludée lorsque les comités d'experts auront terminé leurs travaux* » (21). Albert Thomas, qui était à nouveau à Londres, et qui s'est entretenu avec plusieurs leaders travaillistes, « *a recueilli la même impression* » (22). Décidé-

(18) Projet, de la main même de Poincaré, Quai d'Orsay, Z-284-4, folios 207-214.

(19) Papiers Millerand, carton n° 9.

(20) Les élections législatives françaises auront lieu le 11 mai suivant. En France, au moment même où MacDonald et Poincaré échangent ces lettres, l'alliance électorale des socialistes et des radicaux est en train de se constituer sur une plate-forme antipoincariste. Voir ci-dessous, chapitre IX, 2^e partie.

(21) Télégramme 143 de Saint-Aulaire du 28 février, Quai d'Orsay, Z-284-4, folio 224.

(22) Ibidem.

ment, tout semble aller pour le mieux entre Paris et Londres ; la solution paraît en vue, et Poincaré fait étudier par Seydoux et le ministre des Finances le problème de la dette française à l'Amérique (23).

Les fruits de la coopération franco-anglaise retrouvée (mars 1924)

Il ne s'agit pas seulement de bons procédés épistolaires ; face à l'Allemagne, la coopération interalliée redevient effective, et d'abord dans le domaine du désarmement de l'Allemagne.

Pendant le « combat de la Ruhr » de 1923, les contrôles de la Mission Interalliée de Contrôle Militaire en Allemagne avaient, par la force des choses, été suspendus. D'autre part, au cours des mois de la résistance passive, l'Allemagne avait pris toutes sortes de mesures secrètes de réarmement ou d'achats d'armes à l'étranger, et préparé clandestinement une éventuelle mobilisation (24). Après l'abandon de la résistance passive s'était donc posé à nouveau le problème du contrôle des armements de l'Allemagne en vertu des stipulations du traité de Versailles. Le 3 octobre 1923, une note de la Conférence des Ambassadeurs (25) au gouvernement du Reich avait exigé la reprise de ce contrôle (26). L'Allemagne faisant d'abord la sourde oreille, on en vint, en novembre 1923, à de sévères divergences de vues entre Français et Anglais sur l'attitude à adopter, la France exigeant des sanctions contre l'Allemagne, et l'Angleterre menaçant, si c'était le cas, de retirer ses membres de la Commission Interalliée de Contrôle Militaire (27). Ces péripéties firent que la reprise du contrôle tarda.

Le renouveau d'entente franco-anglaise, en février 1924, modifie la situation. Le 5 mars, la Conférence des Ambassadeurs tombe d'accord sur une note interalliée qui est adressée au gouvernement allemand le 6 ; les Alliés renouvellent une proposition qu'ils avaient faite à l'Allemagne le 29 septembre 1922 : la Mission Interalliée de Contrôle Militaire sera supprimée et remplacée par un Comité de

(23) D'après les documents des Papiers Millerand, carton n° 9.

(24) Le putsch de la « Reichswehr noire » dans le nord de l'Allemagne, le 1^{er} octobre, et le putsch nazi de Munich, le 8 novembre 1923, avaient été, en grande partie, des « retombées » de cette politique militaire secrète. Voir F.L. CARSTEN, *Reichswehr und Politik, 1918-1933*, p. 174-215. Des documents que l'on a trouvés dans les archives allemandes nous mènent à penser que les préparatifs ont été plus importants que l'écrit cet auteur. Certains, dans l'Allemagne de 1923, ont joué avec l'idée d'une reprise des hostilités contre la France, ne serait-ce que dans des combats en retraite de la Ruhr à Berlin, qui auraient pu servir de détonateur politique à une intervention internationale contre la politique française.

(25) Organisme interallié chargé, depuis Versailles, de suivre l'exécution du traité.

(26) SALEWSKI, *Entwaffnung und Militärkontrolle in Deutschland, 1919-1927*, p. 223.

(27) Ibidem, p. 226. Cet affrontement franco-anglais à propos du contrôle du désarmement de l'Allemagne s'expliquait évidemment dans le contexte politique général de novembre 1923 (affaire rhénane, etc...).

garantie ; mais, auparavant, la note du 6 mars 1924 exige une « inspection générale » des armements de l'Allemagne par la Commission Interalliée, pour s'assurer que l'état des armements allemands n'a pas été modifié depuis janvier 1923, date de la suspension des contrôles (28). La formulation de la note alliée est habile ; les gouvernements alliés ne peuvent pas ne pas savoir que, en matière d'armée, il s'est produit toutes sortes de choses en Allemagne depuis janvier 1923. La formulation ingénue de la note ne peut que mettre Berlin dans l'embarras, soulève la question des armements secrets et paraît préparer, au-delà de l'« inspection générale » exigée, la survie, au moins pendant un certain temps, de la Mission Interalliée de Contrôle. Cette affaire est l'indication de la reconstitution d'une unité de vue des Alliés pour l'exécution du traité (29).

Poincaré paraît ne pas rester insensible à l'évolution du comportement britannique. Le 18 mars, il demande à son ambassadeur à Londres de dire à MacDonald qu'il accepterait de céder la Ruhr contre des gages plus productifs, étant entendu que les troupes resteraient sur place pour reprendre le gage si nécessaire (30) ; donc, dès cette date, Poincaré est acquis à l'idée de l'évacuation ÉCONOMIQUE de la Ruhr (c'est-à-dire au remplacement des contrats de M.I.C.U.M. par des gages plus généraux), tout en voulant conserver en main l'atout de la présence militaire comme moyen de pression sur l'Allemagne pour assurer les paiements. Le 23 mars, l'ambassadeur présente ce projet à MacDonald ; le Premier britannique n'exige pas l'évacuation militaire immédiate, mais pense que l'occupation militaire de la Ruhr pourrait être « transformée » et « réduite » et il manifeste l'espoir que l'évacuation se fera, une fois que le nouveau système de paiement aura fait ses preuves (31). Par la suite, dans leur dialogue qui se poursuit, Poincaré et MacDonald tomberont à peu près d'accord sur la formule d'une « occupation militaire invisible ». Ainsi, les deux partenaires paraissent faire des pas, de plus en plus importants, l'un vers l'autre, et l'affaire de l'occupation militaire de la Ruhr ne semble nullement devoir être entre eux un obstacle insurmontable.

Le 27 mars, répondant, à la Chambre des Communes, à des questions d'Asquith, leader du parti libéral, MacDonald apporte des

(28) BENOIST-MECHIN, *Histoire de l'armée allemande*, tome II, p. 346, et SALEWSKI, op. cit., p. 243-244.

(29) La reprise du contrôle tardera, du fait des divergences entre instances allemandes sur la réponse à donner à l'exigence alliée d'inspection générale. Le 28 mai 1924, Poincaré étant encore président du Conseil (ce sera l'un des derniers actes de son gouvernement), les Alliés adresseront en commun une nouvelle note à l'Allemagne exigeant de sa part une réponse à l'exigence alliée d'inspection avant le 30 juin. Prenant ici la suite directe de la politique de Poincaré, Herriot, en formant son gouvernement le 14 juin, choisira comme ministre de la Guerre le général Nollet, président de la Commission Interalliée de Contrôle Militaire. Voir ci-dessous, chapitre IX, 4^e partie, et, pour la suite de l'affaire lors de l'entrevue de Chequers, chapitre II, 2^e partie.

(30) Télégramme 329 de Poincaré pour Londres du 18 mars, Papiers Mille-
rand, carton n° 9.

(31) Télégramme 192 de Saint-Aulaire du 24 mars, Quai d'Orsay, Z-284-4, folios 45-46.

réponses qui donnent toute satisfaction à Poincaré (32) ; en particulier, sur la M.I.C.U.M., MacDonald s'exprime ainsi : « *Le Gouvernement (britannique) a examiné les arrangements conclus par la Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines, mais jusqu'à présent il n'est pas arrivé à la conclusion que ces accords soient, dans leurs termes ou dans leur exécution, contraires ni au traité de Versailles, ni aux règlements des réparations, ni à aucun document de cet ordre* » (33).

Poincaré se méprend-il (34) en interprétant de telles paroles comme le signe d'une association possible de la Grande-Bretagne au GAGE COMMUN créé par la politique franco-belge ? Malheureusement pour la recherche historique, le dossier du Quai d'Orsay contenant la documentation sur la préparation, du côté français, d'une rencontre Poincaré-MacDonald a disparu (35). Certes, la rencontre Poincaré-MacDonald n'aura pas lieu, non pas du fait de l'un ou l'autre de ces deux hommes d'Etat, mais du fait du résultat des élections françaises du 11 mai 1924 (36). Toutefois, avant ces élections, MacDonald aura bel et bien invité Poincaré à venir le voir à Chequers. Si l'on disposait du dossier fâcheusement disparu, on pourrait, sans doute, se faire une opinion fondée sur le contenu du rapprochement Poincaré-MacDonald et savoir ce que Poincaré entendait faire au lendemain des élections, pour autant qu'il les gagnât. A défaut de cette documentation fondamentale, la documentation éparse que l'on a trouvée dans d'autres dossiers, et que l'on a analysée ci-dessus, ne nous paraît pas laisser de doute sur les efforts convergents, à partir de février 1924, du Premier britannique et du président du Conseil français pour trouver, au problème allemand, des solutions acceptables par les deux parties.

A notre sens, c'est dans ce cadre qu'il faut étudier les travaux des experts et la rédaction du plan Dawes.

(32) Télégrammes 354 à 357 de Poincaré pour Saint-Aulaire du 29 mars 1924, Quai d'Orsay, Z-284-4.

(33) Cité par WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 22.

(34) C'est la thèse de M. Weill-Raynal, ibidem.

(35) Ce dossier, qui aurait été coté Y-2-1 SD 41, aurait disparu à la suite de l'occupation allemande.

(36) Voir ci-dessous, chapitre IX, 3^e partie, *Les dernières initiatives de Poincaré*.

2° LES EXPERTS ENTRE LES PUISSANCES

(janvier-avril 1924)

Les experts se réunissent à Paris le 14 janvier 1924. Il y a, comme prévu (37), deux comités. Le premier, présidé par l'Américain Dawes et dans lequel l'Américain Young joue un rôle essentiel, comprend dix membres, deux Américains, deux Anglais, deux Français (38), deux Belges et deux Italiens ; ce premier comité est chargé de « *rechercher les moyens d'équilibrer le budget allemand et les mesures à prendre pour stabiliser la monnaie en Allemagne* ». Le second comité, présidé par l'ancien chancelier de l'Echiquier et banquier anglais Mac Kenna, comprend cinq membres (un de chacun des pays représentés au premier comité (39) ; il est chargé de « *rechercher les moyens d'évaluer et de faire rentrer en Allemagne les capitaux évadés* ». Les travaux des comités aboutissent à la publication, le 9 avril 1924, du « plan Dawes » et du « rapport Mac Kenna » (40).

Notre objet n'est pas d'analyser les travaux des experts pour eux-mêmes ni les résultats de ces travaux. Tout cela est aujourd'hui connu (41). Il est de replacer les uns et les autres dans le cadre de l'évolution de la vie internationale de janvier à avril 1924.

Notre première remarque est pour constater qu'il s'agit d'une entreprise purement interalliée, même si les experts sont réputés indépendants et libres de leurs appréciations, et sans aucune participation allemande. Le dépouillement tant de la documentation allemande que de la documentation française le confirme. Certes, les experts eux-mêmes sollicitent les points de vue allemands : il y aura même un déplacement des experts à Berlin. Certes, les Allemands cherchent à savoir ce qui se passe dans les comités et, dans la mesure du possible, à influencer leurs travaux : durant le séjour à Berlin des experts, le très germanophile ambassadeur d'Angleterre

(37) Voir ci-dessus, chapitre VII.

(38) Allix, professeur d'Economie politique à la Faculté de Droit de Paris, et Parmentier, ancien directeur du mouvement général des Fonds au ministère des Finances et administrateur du Crédit Foncier de France.

(39) La France est représentée par Atthalin, directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Les experts de l'un et l'autre comités ont été choisis par la Commission des Réparations en accord avec les gouvernements.

(40) Officiellement intitulé « rapports du premier (ou du second) comité d'experts », ils sont communément appelés de la façon que nous citons.

(41) Voir WEILL-RAYNAL, op. cit., p. 521-665.

D'Abernon cherche à circonvénir, dans le sens souhaité par l'Allemagne, les experts anglais (42). Il n'en reste pas moins que les Allemands restent à l'écart de la préparation du plan Dawes. Rien ne serait plus erroné que d'y voir, par Anglo-Saxons interposés, la fabrication d'un instrument économique-diplomatique allemand ayant pour objet de contrecarrer la politique française. Le gouvernement de Berlin ne connaîtra vraiment le plan Dawes que le 9 avril, le même jour que la Commission des Réparations (43). On peut le dire : le plan Dawes est le résultat du travail libre, indépendant et honnête d'experts alliés.

Les industriels et la M.I.C.U.M.

Il importe aussi de constater que la préparation du plan Dawes ne se situe pas dans un vide politique et économique. Pendant que les experts font leurs calculs, réfléchissent sur les chiffres et imaginent une solution pour l'avenir, la vie ne s'arrête pas : cette vie, c'est le fonctionnement des contrats de M.I.C.U.M. et les négociations entre Français et industriels allemands des territoires occupés, qui se poursuivent. Il est très frappant de voir cette affaire se développer dans les premiers mois de 1924 parallèlement à la préparation du plan Dawes, sans qu'il y ait contradiction entre les deux. Non seulement les contrats de M.I.C.U.M. fonctionnent parfaitement, assurant en premier lieu à la France un approvisionnement en charbon et en coke qui permet au début de 1924 un essor spectaculaire de la production française, mais bien des industriels de Rhénanie souhaitent aller au-delà des contrats limités dans le temps et établir des relations durables et privilégiées avec la France.

Le 3 janvier 1924, Lucien Coquet, qui avait déjà joué avant 1914 un rôle important dans les relations commerciales franco-allemandes (44), propose à Peretti de servir d'intermédiaire pour ces contacts (45). L'industriel Otto Wolff vient lui-même à Paris (46). Paris cherche à utiliser ces avances privées d'Allemands des territoires occupés pour assurer de façon permanente, et au-delà des contrats de M.I.C.U.M., l'approvisionnement de la France en produits charbonniers. C'est l'un des soucis primordiaux de Jacques Seydoux. Ses efforts se heurtent à l'affrontement des intérêts divergents des houillères françaises et de la sidérurgie française. Si, en

(42) Cf. la note, vraisemblablement de Seydoux, du 16 février 1924, Papiers Millerand, carton n° 11.

(43) Réunion restreinte du cabinet du Reich le 9 avril 1924, BA Coblenz, 3491/760 231-236. Le 7 avril encore, la Wilhelmstrasse ne sait rien du plan : note Ritter du 7, AA Bonn, 9426/II 270 975-976.

(44) Voir POIDEVIN, *op. cit.*, *passim*.

(45) Note du 3 janvier, Papiers Millerand, carton n° 9, Coquet paraît être le beau-frère d'Otto Wolff, le premier industriel rhénan à avoir pris contact avec les Français en août 1923, bien avant la fin de la résistance passive. Voir ci-dessus, chapitre VI.

(46) Note de Peretti du 4 janvier, Quai d'Orsay, Z-39-10-XXVIII, folios 31-34.

Allemagne, ces deux branches d'activités sont le plus souvent réunies au sein des mêmes entreprises, en France ce n'est pas le cas, et les houillères françaises voient d'abord leur intérêt financier, qui n'est pas forcément parallèle à l'intérêt de l'approvisionnement de la sidérurgie. Peyerimhoff, président du Comité des Houillères de France, s'oppose à la cession, qui apparaît un moment possible, de mines de charbon de la Ruhr à la France, qui les rétrocèderait à des entreprises sidérurgiques françaises (47) ; il n'accepterait que la cession à la France de participations minoritaires. L'affrontement du Comité des Houillères et du Comité des Forges laisse échapper des occasions d'achat, au désespoir de Seydoux (48). Stinnes lui-même veut venir à Paris (49). Il propose à la sidérurgie française des contrats de longue durée d'achat par la sidérurgie allemande de produits bruts des aciéries lorraines (50). On est bien loin de la situation du printemps 1922, où la sidérurgie allemande refusait de répondre aux avances de la française et où Stinnes jouait avec l'idée de reprendre pied en Lorraine (51). Le « combat de la Ruhr » et la M.I.C.U.M., entre les deux sidérurgies, a retourné la situation. Les projets de Stinnes, soutenus par des industriels des territoires occupés aussi importants que Vögler et Silverberg (52), inquiètent le gouvernement du Reich : *« L'idée de Stinnes et de son groupe consiste essentiellement à prolonger les contrats de M.I.C.U.M. à l'aide d'un crédit international »*, dit Stresemann, ce qui serait pérenniser la situation de fait créée dans la Ruhr par les Franco-Belges (53).

A la mi-février, des émissaires de Stinnes sont à Paris ; ils rencontrent Pinot, secrétaire général du Comité des Forges, et Seydoux (54). On paraît tomber d'accord sur le plan suivant : 1° - Cession par le Reich à l'Etat français de mines en toute propriété ou en participations (55), de façon à couvrir les besoins en coke de la sidérurgie mosellane dans les proportions d'avant-guerre (4,5 millions de tonnes par an). 2° - Accords à long terme pour l'approvisionnement en coke de la sidérurgie de la « vieille France » dans les proportions d'avant-guerre (2,5 millions de tonnes par an), avec livraisons corrélatives de minette lorraine à la sidérurgie alle-

(47) Note manuscrite du 8 janvier 1924, Papiers Millerand, carton n° 9.

(48) Notes 24-6 du 8 janvier et 24-13 du 14 janvier de Seydoux, *ibidem*.

(49) Télégrammes 31-32 de Paris pour Berlin du 15 janvier, Quai d'Orsay, 39-10-XXVIII, folios 77-78.

(50) Lettre de Poincaré à Pinot du 22 janvier, *ibidem*, folios 128-129.

(51) Cf. ci-dessus, chapitre III, 3° partie.

(52) Vögler est directeur chez Thyssen et Silverberg est le grand patron du lignite.

(53) Conseil de cabinet du 29 janvier, BA Coblenz, 3491/758 911-915.

(54) Note manuscrite du 15 février, Papiers Millerand, carton n° 9, et compte rendu d'Osius, collaborateur de Stinnes, publié par ERDMANN, *op. cit.*, p. 372-376.

(55) Seydoux cherche une solution pour contourner l'opposition du Comité des Houillères.

mande. 3° - Accords pour la livraison à long terme de produits bruts de la sidérurgie lorraine à l'Allemagne, sans droits de douane (56).

La réalisation de ce plan serait un succès énorme pour la France. Stinnes, qui le fait sien, demande au gouvernement allemand l'autorisation de négocier avec la France sur ces bases. Le gouvernement le lui refuse, à la demande de Stresemann (57). Passant outre, Stinnes poursuit la négociation avec les Français. Son collaborateur Osius est à Paris les 4 et 5 mars, où il voit Pinot et Seydoux. Pinot lui remet un projet de traité (58). Pinot et Seydoux lui disent que de tels contrats ne doivent pas remettre en cause la politique des réparations ; ils doivent au contraire s'insérer dans celle-ci et dépendre d'un accord général entre gouvernements sur les livraisons de charbon au titre des réparations (59).

En effet, à analyser la documentation, la politique française, dans la définition de laquelle Seydoux joue un rôle décisif, paraît être celle-ci : prolongation des contrats de M.I.C.U.M., qui arrivent à échéance le 15 avril 1924, de façon à continuer à assurer l'approvisionnement en charbon et à conserver l'atout et le moyen de pression le temps nécessaire ; attente du plan des experts et de l'accord des gouvernements sur ce plan ; en attendant, et dès à présent, préparation avec les industriels allemands qui s'y prêtent d'accords à long terme qui devront prendre place dans la politique générale des réparations que définira le plan des experts, et qui remplaceront, le moment venu, les accords de M.I.C.U.M. Ainsi, dans l'esprit des Français, loin qu'il y ait contradiction entre l'expertise attendue et la pratique suivie pour le moment, celle-ci devrait trouver sa solution définitive dans le cadre de celle-là.

A Berlin, bien évidemment, on cherche à contrecarrer le déroulement d'un tel processus, qui assurerait de façon durable à la France le bénéfice de ses succès économiques de fin 1923. A la demande de Stresemann, le gouvernement du Reich décide le 2 avril de demander à Paris et à Bruxelles de renoncer à une prolongation des contrats de M.I.C.U.M. (60). Berlin cherche à dissocier, voire à opposer la pratique des contrats de M.I.C.U.M. et l'expertise que l'on attend ; Stresemann fait proposer à Paris et à Bruxelles des négociations de gouvernements à gouvernements pour assurer de façon provisoire les livraisons en nature allemandes entre la fin des contrats de M.I.C.U.M., qui ne seraient pas prolongés après le 15 avril, et le nouveau régime des réparations qui résulterait du plan des experts, et qui, à ses yeux, ne devrait pas faire de place

(56) Les « contingents » alsaciens-lorrains (cf. ci-dessus, chapitres III et IV) ne sont prévus par le traité que jusqu'au 10 janvier 1925.

(57) Conseil de cabinet du Reich du 25 février, BA Coblenz, 3491/759 691-698.

(58) Publié par ERDMANN, *op. cit.*, p. 381.

(59) Note 24-53 de Seydoux du 5 mars, Papiers Millerand, carton n° 9.

(60) BA Coblenz, 3491/760 149-155.

à la M.I.C.U.M. (61). Au fond, pour Stresemann, la M.I.C.U.M. n'aurait plus de raison d'être.

C'est tout le contraire que pense Seydoux qui, le même 2 avril, écrit : « *En ce qui concerne les mines et charbons, la M.I.C.U.M. devra conserver son contrôle jusqu'au jour où auront été pratiquement résolus les cessions de mines de la Ruhr, que nous voulons négocier pour trouver une solution au problème du charbon* » (62). A une semaine de la publication du plan des experts, les points de vue français et allemand sur la signification de politique générale qu'il faudra donner à l'expertise sont ainsi diamétralement opposés.

La documentation conduit à constater que, pour le moment du moins, c'est le point de vue français qui l'emporte. Le 5 avril, Poincaré est catégorique : la France tient absolument au renouvellement des contrats de M.I.C.U.M. ; elle refuse toute négociation bilatérale entre gouvernements français et allemand avant qu'un accord général ait été trouvé sur la politique des réparations dans son ensemble ; il est décidé à ne pas abandonner les gages qu'on tient avant d'en avoir obtenu d'aussi bons (63). Et MacDonald est d'accord pour la prolongation des contrats ; l'Allemagne ne peut attendre aucune aide de lui contre l'exigence de Poincaré (64).

Le 8 avril, à Düsseldorf, les négociations commencent entre la « Commission des Six » de l'industrie charbonnière de la Ruhr et la M.I.C.U.M. (65). Le délégué français Frantzen déclare sans ambages que le financement des contrats prolongés est affaire à régler entre les industriels allemands et leur gouvernement, que le gouvernement allemand peut payer et que, si les livraisons cessent le 15 avril, Français et Belges le considéreront, avec toutes les conséquences, comme une reprise par l'Allemagne de la « résistance passive ».

Le 9 avril, le plan Dawes est présenté à la Commission des Réparations (et confidentiellement au gouvernement allemand). Le même jour, la « Commission des Six » de la Ruhr délibère à Berlin avec le chancelier Marx, Stresemann, Jarres et Luther ; Vögler et Thyssen (66) disent que le non-renouvellement des contrats de M.I.C.U.M. signifierait la fermeture des mines, et celle-ci, l'anarchie dans la Ruhr. Le gouvernement du Reich décide de laisser les

(61) Télégramme de Stresemann pour Paris et Bruxelles du 2 avril, AA Bonn, 3116/640 942-948.

(62) Note 24-67 de Seydoux du 2 avril, Quai d'Orsay, Z-39-10-XXX, folios 3-12.

(63) Télégramme 182 de Hoesch du 5 avril, AA Bonn 9426/H 270 943-944.

(64) Télégrammes 144 et 145 de Sthamer (ambassadeur allemand à Londres) du 8 avril, AA Bonn, 9426/H 271 020-022.

(65) Procès-verbal, AA Bonn, K 2254/K 621 391-403.

(66) Stinnes, qui avait, en novembre 1923, été le leader de la « Commission des Six », n'est pas là. Brusquement, en mars, il est tombé malade, et il va mourir le 10 avril, lendemain de cette réunion à laquelle il ne participe pas. La disparition brutale et inattendue de Stinnes, juste au moment où paraissent prendre forme des solutions qu'il avait, plus que tout autre du côté des industriels de la Ruhr, contribué à préparer, ne sera pas sans conséquences. La liberté de manœuvre de Stresemann s'en trouvera brusquement accrue, ainsi que son poids à l'intérieur de la D.V.P., leur parti commun.

industriels poursuivre les conversations de Düsseldorf avec la M.I.C.U.M. tout en cherchant encore à nouer une négociation avec Paris. Mais Poincaré maintient toute son exigence : pas de négociation entre gouvernements, renouvellement, sur place, des contrats de livraisons : il veut, pense Hoesch, conserver les contrats aussi comme moyen d'un marchandage interallié sur les dettes (67). D'Abernon et M. Norman eux-mêmes poussent Stresemann à accepter le renouvellement pour ne pas fournir à Poincaré l'occasion d'une rupture au moment où on attend sa prise de position sur l'expertise (68). Faut-il que la position de Poincaré soit encore forte, en avril 1924, pour que ces deux personnalités anglaises, dont on sait les pensées et les sentiments, conseillent à Stresemann de céder au président du Conseil français !

Le 13 avril, Poincaré dit à Hoesch sa conviction que le renouvellement des contrats sera signé le 14 avril à vingt-trois heures cinquante ; s'il devait ne point l'être, les mines seraient saisies le 15. « *Des négociations doivent avoir lieu entre Alliés, dit Poincaré, pour insérer les gages que détiennent les Franco-Belges dans un système de gages général. Il compte sur un accord proche. En attendant, rien ne sera changé au système actuel* » (69). Et Hoesch conseille de céder (70).

L'Allemagne cède. La « Commission des Six » et la M.I.C.U.M. tombent d'accord, à Düsseldorf, le 14 avril, pour une prolongation des contrats « *jusqu'au règlement final du problème des réparations, au plus tard le 15 juin 1924* » (71). La prolongation se fait en accord avec le gouvernement de Berlin, ce dernier continuant à accorder aux industriels des ristournes et réductions d'impôts en compensation pour les livraisons qu'ils continueront à assurer gratuitement, rappelons-le, à la France et à la Belgique.

Quand Poincaré, le 25 avril, acceptera le plan Dawes (72), il aura donc réussi à garder en main l'atout de la M.I.C.U.M. Parmi les puissances avec lesquelles il faut compter dans la vie internationale, il y a encore, en avril 1924, et au premier plan, la France de Poincaré. Il importait, pense-t-on, de préciser ce contexte dans lequel se déroule l'expertise et par lequel son acceptation prend sa signification.

(67) Télégramme 205 de Hoesch du 12 avril, AA Bonn, 9426/H 271 032-034.

(68) Note de Schubert du 12 avril sur un entretien avec D'Abernon, AA Bonn, 3116/640 996-998, et télégramme 156 de Sthamer du 12, AA Bonn, L 192/L 059 371-372.

(69) Télégramme 206 de Hoesch du 13 avril, AA Bonn, 9426/H 271 035-036.

(70) Télégramme 210 du 13 avril, ibidem, H 271 039-040.

(71) Note de Herbig du 15 avril, AA Bonn, 9426/H 271 055-060.

(72) Voir ci-dessous.

La préparation du plan Dawes, le plan et son acceptation

Le gouvernement français, pas plus qu'aucun autre, n'intervient directement dans la préparation du plan Dawes. Du moins la documentation mène-t-elle à constater que Poincaré et Seydoux, sans oublier Millerand, suivent attentivement le déroulement des travaux des comités, dont les experts français leur rendent compte. Le gouvernement français veille ainsi, indirectement, à ce que l'expertise ne dévie pas de la ligne que la Commission des Réparations lui a fixée.

Ceci ne veut pas dire que la position française n'évolue pas entre janvier et avril 1924. Les comités d'experts ne sont pas la M.I.C.U.M. ou la H.C.I.T.R. : ils sont indépendants ; et de janvier à avril la situation internationale évolue, ne serait-ce que du fait de la liquidation de l'affaire palatine et de l'abandon par Poincaré de ses projets politiques rhénans, et du rapprochement franco-anglais.

On peut se faire une bonne idée de ce que le gouvernement français attendait, au début de janvier 1924, du travail des experts par une longue note de Seydoux du 4 janvier, approuvée par Poincaré (73). Les experts n'auront en rien à délibérer des mesures prises en 1923 par les Franco-Belges dans les territoires occupés ; leur première tâche sera de prévoir les moyens par lesquels l'Allemagne pourra se donner à nouveau une monnaie digne de ce nom (74) ; la solution, pense alors Seydoux, pourrait être la création de banques d'émission en Allemagne, émettant des monnaies rattachées à l'or, comme les Alliés s'efforcent d'en créer une en Rhénanie ; l'Allemagne pourrait céder, à titre de réparations, des mines ou participations dans des mines et 51 % du capital-actions de son industrie chimique ; en y ajoutant le maintien de la ligne douanière intraallemande pour alimenter la caisse des réparations, que, dans un premier temps, Poincaré souhaite encore (75), c'est là le programme maximal dont le gouvernement français, à la veille du début du travail des experts, souhaiterait en attendre.

Par la suite, on rabat vite des prétentions ; bientôt, dès le 21 janvier, on laisse tomber tout ce qui pourrait donner à penser que la France souhaiterait un statut politique particulier pour la Rhénanie (76) ; entre temps, il y a eu le virage que l'on sait dans l'affaire rhénane. « *Nous avons intérêt à collaborer à l'œuvre entreprise (l'expertise), à pousser à son achèvement rapide et à en tirer le plus de bénéfice possible* ». Pour ce faire, étant donné la nouvelle constellation internationale que les derniers jours viennent de révéler, on

(73) Quai d'Orsay, Z-39-10-XXVIII, folios 35-53.

(74) À cette date, le Rentenmark est encore une « monnaie » bien contestée, et il n'est pas encore question du Reichsmark.

(75) Ibidem, annotation.

(76) Note (de Seydoux ?) du 21 janvier intitulée « *Comité d'experts : position du gouvernement français* », Quai d'Orsay, Z-39-10-XXVIII, folios 114-125.

renonce au projet de banque d'émission rhénane et on s'apprête à renoncer à la douane intraallemande (77) ; en revanche, le gouvernement français maintient toutes ses exigences sur le contrôle des chemins de fer de la rive gauche du Rhin, que l'on voudrait voir confiés à une société internationale à participation majoritaire française, sur les cessions de mines de charbon et les participations dans l'industrie chimique ; au-delà de l'économie, il s'agit d'affaires dont dépend la sécurité. Quant à la M.I.C.U.M., dont on souhaite évidemment qu'elle subsiste, on envisage d'y associer l'Angleterre.

Fin janvier, l'idée qui apparaît, et qui n'avait pas été prévue au programme du travail des experts, d'un emprunt de 800 millions de marks-or de l'Allemagne à l'étranger, pour assurer le relèvement financier de l'Allemagne, inquiète Paris (78).

Mais l'émotion se calme bientôt. En dépit des efforts de D'Abernon pour circonvenir les experts anglais lors de leur séjour à Berlin, fin janvier 1924, Paris fonde sa confiance sur la solidité des experts américains. Il n'est pas question de mettre en cause la présence de l'armée française dans la Ruhr ; Dawes dit : « *nous ne serions pas ici si les Français n'étaient pas entrés dans la Ruhr* » et Parmentier a eu communication d'une note américaine où l'on lit : « *Military occupation of the Ruhr, as distinguished from economic control, must be conceded to France, not only in the interest of her proper protection, but as safeguarding the performance of the entire program in the future* » (79). Paris peut donc voir venir l'expertise avec confiance.

Ce qui n'empêche pas la vigilance, toujours là, de Poincaré de se manifester. Le 21 mars, le président du Conseil adresse à Barthou, qui en tant que président de la Commission des Réparations a la responsabilité suprême du travail des experts, une lettre dense de treize pages rappelant le cadre dans lequel les experts ont été appe-

(77) Une annotation marginale de Poincaré montre que, à cette date du 21 janvier, le président du Conseil a déjà fait son deuil du projet de banque rhénane d'émission, mais qu'il a encore au moins des regrets pour l'abandon de la ligne douanière intraallemande. Tirard, de son côté, s'efforce, en vain, de sauvegarder ce qu'il peut de tout ce qu'il a essayé de construire en 1923 : télégramme 67 du 5 février et 103 du 21 février de Tirard, Quai d'Orsay, Z-39-10-XXVIII, folios 182-192, et XXIX, folios 32-37. Mais il semble que Seydoux, ayant pris le taureau par les cornes, mène la barque depuis le début de janvier.

Sur l'abandon du projet de banque rhénane, voir aussi l'avis formel des experts français dans les comités, note Seydoux du 24 janvier, Quai d'Orsay, Papiers Millerand, carton n° 11.

(78) Note manuscrite du 27 janvier, Quai d'Orsay, Papiers Millerand, carton n° 11. Curieusement les Américains, qui deviendront les grands bénéficiaires, et utilisateurs, de cet emprunt, et de tous ceux qui suivront, ne paraissent pas, en janvier 1924 tout au moins, tellement soutenir cette idée. Des recherches devraient être approfondies pour déterminer l'origine précise de l'idée dans le plan Dawes. Ne serait-ce pas une initiative anglaise, préparant la mobilisation ultérieure de la banque américaine, puissante mais encore inconsciente, à des fins politiques ? Cf. ci-dessous, chapitre XII.

(79) Note du 16 février, Papiers Millerand, carton n° 11.

lés à travailler et qu'ils ne doivent pas dépasser (80). Le travail des experts ne doit en aucun cas aboutir à une diminution de la dette allemande ; le chiffre total de la dette allemande est lié au problème des dettes interalliées ; les bruits courent de relations entre certains experts et les Allemands : *« une telle manière de faire serait non seulement une incorrection, mais une véritable trahison. Nous avons fait confiance aux experts ; j'ai spécialement tenu à éviter toute pression sur eux, mais la collusion entre certains experts et les Allemands pourrait avoir les plus graves conséquences... Nous pouvons être sûrs que, si nous attendons l'assentiment des Allemands à un plan quelconque de réparations, nous ne l'aurons jamais ; seul un plan conçu et préparé par les Alliés et notifié — je ne dis pas imposé — par la voix unanime de ceux-ci, à l'Allemagne, aura quelque chance d'être exécuté »* (81). Le 23 mars, Poincaré fait part, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Londres, de son souci à son ami Mac Donald : *« Je demande à M. MacDonald d'user de toute son autorité pour que les experts puissent rapidement mettre la dernière main à leur travail, à l'abri de toute intervention et de toute pression »* (82).

Dans les derniers jours de mars, le gouvernement français connaît les grandes lignes des rapports des comités d'experts (83).

Le Quai d'Orsay est satisfait (84). L'occupation militaire de la Ruhr n'est pas mise en cause ; les gages économiques peuvent être modifiés, mais la possibilité subsiste de les ressaisir si l'Allemagne ne tient pas ses engagements. Surtout, juge Seydoux, le grand avantage du plan Dawes est de permettre la mobilisation et la capitalisation, au profit des bénéficiaires donc en premier lieu de la France, d'une part appréciable de la dette allemande de réparations (85).

Ceci est une affaire d'importance, dont on ne sache pas qu'elle ait retenu jusqu'ici l'attention des historiens : le plan Dawes qui sera appliqué à partir de l'automne 1924 est sensiblement différent du plan Dawes préparé par les experts et qui va être accepté, en avril 1924, par les gouvernements. Entre temps, il y aura eu les modifications apportées pendant la conférence de Londres de l'été 1924 (86). Dans sa version primitive, le plan Dawes prévoit explici-

(80) Papiers Millerand, carton n° 11. La lettre étant à en-tête du ministère des Affaires étrangères, Relations commerciales, il y a tout lieu de penser que Seydoux en est le rédacteur.

(81) Ibidem.

(82) Télégrammes 340-342 de Poincaré pour Londres du 23 mars, Quai d'Orsay, Z-39-10-XXIX, folios 237-239. En effectuant la démarche prescrite auprès de MacDonald, Saint-Aulaire a prononcé les noms de D'Abernon et de Bradbury, sans susciter aucune protestation du Premier britannique ; télégramme 190 de Saint-Aulaire du 24 mars, ibidem, folio 240.

(83) Lettres de Barthou pour Poincaré du 25 mars et du 2 avril, Papiers Millerand, carton n° 11.

(84) Note 24-67 de Seydoux du 2 avril, Quai d'Orsay, Z-39-10-XXX, folios 3-12.

(85) Ibidem, et note 24-68 de Seydoux du 3 avril sur un entretien avec l'expert Parmentier, Papiers Millerand, carton n° 11.

(86) Voir ci-dessous, la Conférence de Londres.

tement la cession aux Alliés, par l'intermédiaire de la Commission des Réparations, des obligations à émettre, comme matérialisation de l'hypothèque sur la fortune allemande, par les entreprises et les chemins de fer allemands ; la France peut escompter recevoir rapidement son pourcentage de 52 % de ce capital libellé en obligations, et soit le « mobiliser », c'est-à-dire le placer sur le marché financier international contre des devises, soit s'en servir pour des prises de participation. Voici ce qu'écrivait Seydoux le 3 avril (87) : « *Le grand intérêt du plan des experts est la possibilité de capitalisation de la dette allemande qu'il fournit. En effet, nous allons avoir très vite 5 milliards d'obligations industrielles et 11 milliards d'obligations de chemins de fer, fortement garanties et qui par conséquent pourront, dès qu'elles porteront leurs intérêts complets, être mises dans le commerce, c'est-à-dire vendues à un taux avantageux, donc capitalisées. Ces obligations seront réparties immédiatement entre les Alliés, conformément au pourcentage de Spa (88), et il nous sera loisible de vendre notre part, et par conséquent de toucher immédiatement des sommes considérables. Nous avons demandé à obtenir des parts de mines dans la Ruhr et à exercer un droit spécial sur les fabriques de colorants. M. Parmentier (89) répond que nous pourrions très facilement exercer ces droits en utilisant les obligations qui nous auront été remises : nous pourrions, en effet, échanger les obligations que nous aurons reçues, et qui proviendront des propriétaires des mines de la Ruhr et des propriétaires d'usines de colorants, contre des actions de ces mêmes mines ou usines, dont nous deviendrons ainsi propriétaires. C'est là un arrangement que nous pourrions préparer, d'accord avec nos Alliés et le gouvernement allemand* » (90). Ainsi, la France attend du plan Dawes, tel qu'il est dans sa formulation originale, et la reprise des paiements annuels de l'Allemagne, et des prises de participations dans les mines de charbon et l'industrie chimique, importantes pour la sécurité des approvisionnements et pour la sécurité tout court, et la rapide disposition d'une masse considérable de capitaux, permettant d'équilibrer le budget et de stabiliser le franc.

Un combat de dernière heure, entre experts anglais et français du comité Dawes, a permis de remplacer la phrase : « *La première année (de fonctionnement du plan) ne commencera à courir qu'à compter de la date à laquelle l'Allemagne recouvrera la souveraineté économique et fiscale sur son territoire* » par la phrase : « *La première année commence à courir à compter de la date à laquelle le*

(87) Note 24-68 du 3 avril 1924, Papiers Millerand, carton n° 11.

(88) A la conférence de Spa, en 1920, avaient été établis les pourcentages de répartition entre les Alliés des réparations allemandes ; il avait été décidé que la France en recevrait 52 %.

(89) Expert français dans le comité Dawes. Sur la conversation de Seydoux avec Parmentier, on dispose d'un compte rendu de Seydoux du 3 avril, Quai d'Orsay, Z-39-10-XXX, folios 15-16.

(90) Sur la façon dont, plus tard, l'Allemagne parviendra à rendre impossible une telle politique, voir ci-dessous, chapitre XI, 2^e partie.

plan aura été accepté et mis effectivement en vigueur » (91). C'est dire que, tout en soulignant la nécessité de rétablir l'unité économique et fiscale de l'Allemagne, le plan n'exige pas de la France la liquidation immédiate et préalable de ses gages (92).

Le 9 avril, les deux comités d'experts remettent leurs rapports à la Commission des Réparations qui les fait aussitôt publier (93). La Commission, le 11, décide de recommander aux gouvernements l'approbation des conclusions des rapports. MacDonald conseille au gouvernement allemand d'accepter le plan tel quel, sans entamer de discussions sur tel ou tel point (94). Le 14 avril, le gouvernement du Reich siège à la chancellerie avec les ministres-présidents des Länder pour prendre sa décision (95). Stresemann plaide pour l'acceptation immédiate du plan : l'industrie allemande le souhaite (96), le capital américain y est intéressé, ce qui est très important ; Stresemann ne cache pas qu'il ne voit dans le fonctionnement du plan Dawes qu'une solution provisoire et transitoire, la tâche de la politique allemande devant être par la suite de chercher à obtenir une révision en diminution des paiements allemands. Le gouvernement et les Länder se rangent à son avis. Le 15 avril, Stresemann fait connaître aux ambassades allemandes la décision du Reich d'accepter le plan Dawes tel quel et sans poser de conditions ; mais, déjà, il demande à ses ambassadeurs à Londres et à Rome de chercher à faire comprendre à MacDonald et à Mussolini que, pour l'Allemagne, l'évacuation militaire de la Ruhr devrait logiquement accompagner l'évacuation économique (97). Le 16 avril, le gouvernement allemand fait connaître à la Commission des Réparations son acceptation du plan ; aussitôt, le 17, la Commission demande à l'Allemagne de lui faire parvenir, dès que possible, le texte des lois et décrets nécessaires à la mise en route du plan (98).

La voie étant dégagée du côté de l'Allemagne, il appartient désormais aux Alliés de se prononcer. La position de Poincaré nous paraît parfaitement analysée dans un télégramme du 18 avril de l'ambassadeur d'Allemagne à Paris (99) : les bruits qui courent, écrit-il, et selon lesquels Poincaré souhaiterait un échec du plan

(91) Note 24-69 de Seydoux, du 8 avril, Papiers Millerand, carton n° 11.

(92) Il semble que Dawes ait penché pour l'interprétation française. Il aurait même dit : « *nous ne sommes pas les domestiques de l'Allemagne* », note manuscrite du 7 avril, Papiers Millerand, carton n° 11. Dans le même document, à propos de la nouvelle formulation du départ de la première année du plan Dawes, on lit : « *M. Kindersley* (expert anglais dans le comité Dawes) *en est malade au lit.* »

(93) WEILL-RAYNAL, tome II, p. 593.

(94) Télégramme 154 de Sthamer du 11 avril, AA Bonn, L 192/L 059 368-369.

(95) Procès-verbal, BA Coblenz, 9523/H 288 115-133.

(96) C'est là l'un des aspects souvent méconnus de l'acceptation par l'Allemagne du plan Dawes : l'industrie allemande y pousse, car elle attend la venue des crédits américains dont elle a besoin.

(97) Télégrammes de Stresemann du 15 avril, AA Bonn, 9403/H 267 525-532.

(98) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 595-596.

(99) Télégramme 220 de Hoesch du 18 avril, AA Bonn, 9403/H 267 563-565.

sont totalement erronés ; tout au contraire Poincaré est pour le plan dont il entend faire un instrument de sa politique ; « *en aucun cas Poincaré n'acceptera l'échange des gages avant la mise en route du nouveau système des réparations et la réalisation du crédit de 800 millions* (100), *car il veut utiliser l'année prochaine le moyen de pression qu'est le système d'exploitation de la Ruhr qu'il a en mains, afin de rendre les Alliés plus souples dans le règlement de certains points critiques, notamment pour obtenir des crédits sans conditions* ». Nous pensons que cette interprétation de la politique de Poincaré est la bonne, et qu'il faut définitivement rejeter l'interprétation d'un Poincaré acculé à l'échec et acceptant, contraint et forcé, un plan Dawes dont il serait l'adversaire. En fait, souligne avec une très grande lucidité l'ambassadeur Hoesch, le plan Dawes sera ce qu'on le fera ; il appartiendra à la politique allemande de chercher à obtenir l'appui de la politique anglaise pour chercher à empêcher Poincaré de faire ce qu'il veut en faire (101).

Poincaré, de son côté, et sans perdre de temps, travaille à préparer la consolidation de son interprétation du plan. Le 17 avril, il télégraphie à Saint-Aulaire : « *Dans toutes vos conversations avec les représentants du Foreign Office... veuillez ne pas perdre de vue que notre position n'a pas varié sur la question des dettes inter-alliées. Nous avons toujours dit que nous consentirions à réduire notre part de créance sur l'Allemagne à 26 milliards de marks-or, s'il nous était fait remise par l'Angleterre et les Etats-Unis de la totalité de nos dettes. Si la remise n'est que partielle, nous garderons, comme créance sur l'Allemagne, en plus des 26 milliards, un chiffre correspondant à ce qui nous sera demandé. En ce qui concerne, d'autre part, les sanctions, nous ne pouvons nous dessaisir de nos gages actuels que si l'accord s'établit dès maintenant de la façon la plus nette sur les mesures qui seraient prises en commun au cas de manquement. S'il en était autrement, nous ferions un marché de dupes qui révolterait l'opinion française* » (102). Le 20 avril, Poincaré écrit à Barthou pour le féliciter du plan Dawes, tout en spécifiant que les gouvernements auront à examiner dans quelles conditions les gages actuellement détenus par la France et la Belgique seront fondus dans les nouveaux gages ou échangés contre eux : « *ces opérations ne pourront avoir lieu avant que l'Allemagne ait effectivement mis le plan à exécution* » (103).

Le 24 avril, les gouvernements belge, italien et anglais font connaître à la Commission des Réparations leur acceptation du plan. La note du Foreign Office contient cette phrase importante : « *Les*

(100) Il s'agit d'un crédit étranger à l'Allemagne de 800 millions de marks-or que le plan Dawes prévoit pour la première année de fonctionnement, afin de financer, sans attendre, et sans que soit compromise la stabilisation monétaire allemande, les livraisons en nature de l'Allemagne. La France attend de ces livraisons, outre le charbon, les moyens de son équipement hydroélectrique.

(101) Ibidem.

(102) Télégramme 396 du 17 avril de Poincaré pour Londres, Quai d'Orsay, Z-39-10-XXX, folio 170.

(103) Note 729 de Poincaré à Barthou du 20 avril, ibidem.

recommandations des experts ne paraissent impliquer aucune réduction du total de la dette de réparation de l'Allemagne et il semble que les modifications nécessaires de l'Etat des paiements de mai 1921 rentrent dans la compétence de la Commission des Réparations statuant à l'unanimité » (104). Il n'y est pas question de l'évacuation militaire.

Le 25 avril, le gouvernement français, le dernier, fait connaître son acceptation. Nous ne partageons pas l'interprétation de M. Weill-Raynal, qui écrit : « *M. Poincaré était obligé, à son tour, d'accepter le rapport des experts* » (105). La documentation contraint, on pense l'avoir montré, à une autre interprétation du comportement du gouvernement français dans toute l'affaire de l'expertise ; en faisant connaître le dernier son accord avec le plan des experts, sans doute Poincaré tient-il à souligner qu'il conserve le contrôle de l'ensemble de la manœuvre. Dans sa lettre du 25 avril à la Commission des Réparations, Poincaré précise deux points : d'une part, il appartiendra à la Commission, après qu'elle aura été mise en possession par l'Allemagne des textes législatifs nécessaires pour la mise en route du plan, de donner au plan sa formulation définitive, en le complétant ; d'autre part, les gages actuellement détenus par la France et la Belgique ne seront fondus dans les nouveaux gages ou échangés contre eux qu'après la mise en route effective du plan, « *et c'est aux gouvernements de déterminer d'un commun accord les garanties... nécessaires* » (106).

Ainsi, tout en gagnant du temps pour des négociations complémentaires autour du plan, Poincaré entend-il souligner que le pouvoir de décision reste entre les mains de la Commission des Réparations et des gouvernements, et que, au moins pour le temps des négociations complémentaires et de la mise en route du plan, il conservera en main les atouts qu'il détient.

(104) Cité par WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome II, p. 597.

(105) *Ibidem*, p. 601.

(106) Lettre de Poincaré à la Commission des Réparations du 25 avril 1924, WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome II, p. 601-602.

3° A LA VEILLE DE LA NEGOCIATION DECISIVE

(fin avril - début mai 1924)

Donc, à notre sens, la publication du plan des experts et son acceptation par les puissances ne sont pas, en soi, la solution définitive des problèmes pendants. Le plan est un instrument. Il reste à définir les façons de s'en servir. Dans les quinze jours qui suivent l'acceptation du plan, la vie internationale marque un temps de repos. On attend, pour reprendre la négociation définitive, les élections législatives allemandes, qui doivent avoir lieu le 4 mai, et les élections législatives françaises, le 11 mai.

Les ministres belges entre Poincaré et MacDonald

Durant ce temps de repos, le gouvernement belge, qui est tout autant intéressé que le gouvernement français à ce que deviendra finalement l'affaire de la Ruhr, prend des initiatives entre Paris et Londres, dont les positions, malgré le spectaculaire rapprochement franco-britannique, ne sont pas encore tout à fait claires sur bien des points importants.

Le 28 avril, le président du Conseil Theunis, Hymans, ministre des Affaires étrangères et Delacroix, délégué belge à la Commission des Réparations, sont à Paris où ils confèrent avec Poincaré, François-Marsal, son nouveau ministre des Finances (107), Foch, Barthou, Tirard, Peretti et Seydoux (108). On parle de la façon d'insérer dans les gages généraux prévus par le plan des experts les gages actuellement détenus par les Franco-Belges. Aux Belges un peu hésitants « *de savoir jusqu'à quel point il nous sera possible de maintenir l'organisation actuelle* », Poincaré précise ses intentions : maintien d'un statut spécial pour les chemins de fer des territoires occupés, même s'ils sont intégrés à la future Société des chemins de fer prévue par le plan et s'ils appliquent les tarifs allemands, avec maintien de 10.000 cheminots alliés pour assurer, en toute hypothèse, la sécurité des communications et permettre, si nécessaire, la reprise du gage ; pour l'occupation militaire de la Ruhr, « *nous*

(107) Poincaré a remanié son gouvernement le 29 mars, cf. BONNEFOUS, op. cit., tome III, p. 418-431.

(108) On dispose sur ces entretiens franco-belges du 28 avril d'un compte rendu confidentiel de Seydoux, Papiers Millerand, carton n° 10.

n'évacuerons qu'à proportion et à mesure des paiements de l'Allemagne, sauf à diminuer les charges et rendre l'occupation moins visible » ; Poincaré ajoute même : « *si vous n'êtes pas d'accord avec nous, vous repartirez ; mais quant à nous, nous resterons jusqu'au paiement total ; donc, les militaires resteront* » ; quant à la « modification de l'exploitation actuelle des gages », c'est-à-dire essentiellement la fin des contrats de M.I.C.U.M., ce que l'on appelle communément « l'évacuation économique », Poincaré ne l'envisage que lorsque la Commission des Réparations aura « *constaté que les dispositions prises par les Allemands (pour l'exécution du plan Dawes) peuvent fonctionner régulièrement* ».

Ainsi renseignés sur les intentions de Poincaré, les ministres belges s'en vont voir MacDonald, dont ils sont les hôtes à Chequers les 2 et 3 mai (109). Les conversations, très détendues, se déroulent sans protocole devant un feu de bois et dans la fumée des pipes et des cigares. Il ne s'agit pas d'une négociation ; l'on tâte les positions avant la négociation qui suivra les élections allemandes et françaises (110). Les ministres belges sont frappés par la « *sincérité évidente du désir de Mr. MacDonald de s'entendre avec la France et avec M. Poincaré et sa volonté de ne rien négliger pour y réussir* ». Aucune récrimination de sa part contre la France ou Poincaré. A plusieurs reprises, MacDonald a dit sa volonté « *de coopérer étroitement avec la France, de rétablir le front interallié vis-à-vis de l'Allemagne, en vue de résoudre le problème des réparations et de maintenir la paix en Europe* ».

Est-ce à dire que MacDonald soit prêt à envisager l'exécution du plan Dawes selon le schéma souhaité par Poincaré ? Les divergences entre les façons de voir des deux hommes d'Etat sont encore grandes. Le gouvernement britannique exclut d'envisager d'éventuelles mesures de contrainte militaire à l'égard de l'Allemagne, sans que MacDonald pour autant se prononce clairement sur la présence de l'armée française dans la Ruhr ; sur l'occupation militaire de la Ruhr, il s'en tire par une boutade : c'est une « controverse historique » sur laquelle les historiens discuteront dans un siècle, si cela les intéresse ; pour le statut des chemins de fer rhénans, MacDonald élude aussi une prise de position, disant que les experts ferroviaires sont en train de tomber d'accord sur une solution.

Sur deux points, en revanche, MacDonald est précis. La substitution des gages généraux, prévus par le plan, aux gages actuels

(109) On est renseigné sur le contenu des conversations de Theunis et Hymans avec MacDonald d'une part par le récit qu'en fait, à son retour à Bruxelles, Hymans à l'ambassadeur de France à Bruxelles (télégramme 106 du 6 mai de Herbet pour Paris, Quai d'Orsay, Z-39-10-XXXI, folios 12-20), et d'autre part par un compte rendu confidentiel belge, que l'ambassadeur de Belgique à Paris a prêté, pour information, à Peretti, et dont celui-ci a fait faire, à l'insu de l'ambassadeur, une copie ; cette copie « *qui est censée ne pas exister* », comme l'indique une note marginale, se trouve dans les Papiers Millerand, carton n° 10. Les deux documents se recoupent parfaitement.

(110) Dans le récit qu'il fait à l'ambassadeur Herbet, Hymans insiste sur le fait qu'aucune décision n'a été prise ni aucun plan de garanties mis au point, contrairement aux « *absurdités* » écrites par la presse.

détenus par les Franco-Belges devra avoir lieu au moment précis où la Commission des Réparations aura constaté que les mesures nécessaires au fonctionnement du plan sont mises en vigueur. Et surtout MacDonald envisage *« une déclaration solennelle et publique de l'Angleterre que, dans des éventualités de rupture des engagements de l'Allemagne, celle-ci, parce qu'il s'agirait en somme presque d'une déclaration de guerre, trouverait devant elle, inflexiblement unies comme elles le furent pendant la guerre, l'Angleterre, la France et la Belgique, et si possible l'Italie »*. Aux dires d'Hymans, MacDonald aurait donné à cette déclaration *« beaucoup de force et d'accent »*.

Les ministres belges estiment que leur double mission d'exploration à Paris et à Londres est très encourageante et que les conditions paraissent réunies d'un prompt accord interallié.

C'est aussi le point de vue de Poincaré qui *« ne désespère pas, après avoir à son tour causé avec MacDonald, d'arriver à une entente »* (111). Un informateur britannique croit pouvoir dire au Quai d'Orsay que MacDonald, pour consolider sa position intérieure, a besoin de se prévaloir d'un accord avec Poincaré (112).

Le 9 mai, MacDonald invite Poincaré à venir parler avec lui à Chequers. Poincaré accepte l'invitation, et la date du 19 mai est retenue (113).

Le 11 mai, ce sont les élections législatives françaises (114).

Les dates des élections législatives allemandes et françaises

Le départ de la véritable négociation dépend donc des élections françaises. Tout donne à penser que, du côté anglais, on s'attendait à un succès de Poincaré, et que l'on s'appropriait à négocier avec lui (115). A Berlin, en revanche, on met ses espoirs dans une défaite électorale des candidats *« poincaristes »* aux élections législatives françaises. A cet égard, on a trouvé dans les archives allemandes de curieux documents sur la fixation des dates respectives des élections législatives allemandes et françaises.

A Berlin, le Reichstag, qui avait été élu le 6 juin 1920, avait été dissous, en accord avec le président Ebert, par le chancelier Marx le 13 mars 1924, parce qu'il lui était impossible d'y trouver une majorité parlementaire. Marx n'avait d'ailleurs fait qu'antici-

(111) Télégramme 427 de Poincaré pour Bruxelles du 8 mai, Papiers Millerand, carton n° 10.

Seydoux, de son côté, craint que les banquiers anglais, avec à leur tête M. Norman, fassent plus de difficultés que le gouvernement anglais pour la prolongation de l'occupation militaire de la Ruhr et pour le placement des obligations industrielles et ferroviaires allemandes, Note 24-86 de Seydoux du 10 mai, *ibidem*.

(112) Propos tenus à Seydoux par Poliakoff, directeur politique du *Daily Telegraph*, note 24-87 de Seydoux du 10 mai, *ibidem*.

(113) WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome III, p. 25-26.

(114) Sur la suite de la correspondance entre Poincaré et MacDonald, voir ci-dessous, chapitre IX, 3^e partie.

(115) Voir le rapport A 1524 du 15 mai de l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, AA Bonn, 9403/H 267 804-806.

per la fin de la législature de quelques mois, des élections législatives devant de toute manière avoir lieu en Allemagne en 1924. Quoi qu'il en soit, depuis le 13 mars 1924, il n'y a plus de Parlement en Allemagne, situation qui ne saurait durer sans devenir anormale, d'autant plus qu'il y a des décisions importantes à prendre, ne serait-ce que les lois nécessitées par le plan Dawes. Mais le climat politique intérieur de l'Allemagne du printemps 1924 n'est plus celui du printemps 1920. En 1920, dans un climat encore post-révolutionnaire, l'Allemagne avait voté à gauche : 41,6 % de voix « marxistes » (sociaux-démocrates, socialistes indépendants et communistes) ; les sociaux-démocrates sont, et de très loin, le parti le plus important du Reichstag de 1920 ; sous cette législature, il avait été pratiquement impossible de gouverner sans leur participation ou au moins leur neutralité bienveillante. En 1924, on s'attend à une forte diminution des voix socialistes et à une forte augmentation des voix de l'extrême-droite nationaliste des nationaux-allemands.

Ce qui est donc en jeu, avec les élections législatives allemandes de 1924, c'est non seulement l'évolution intérieure de l'Allemagne de Weimar, mais aussi son image de marque à l'étranger : la République de Weimar, pour employer le vocabulaire de l'époque, est-elle une « bonne Allemagne » ? Justifie-t-elle la négociation, les concessions et la détente, ou bien la méfiance est-elle toujours de rigueur ? L'affaire se complique du fait que le parti national-allemand, qui attend un succès électoral, demande que les élections allemandes aient lieu rapidement et s'en prend au gouvernement Marx-Stresemann de les retarder, et du fait que ce parti va prendre position contre l'expertise et le plan Dawes, qu'il accuse de vendre la richesse allemande à l'étranger. Mais quel effet désastreux ne risquerait pas d'avoir sur l'étranger, et d'abord sur les élections législatives françaises, une victoire électorale des nationalistes allemands faisant campagne contre la négociation et, bientôt, le plan Dawes ! (116).

Les 6 et 7 mars 1924, se tiennent à Berlin des conseils de cabinet et des réunions interministérielles où l'on parle de la fixation de la date des élections allemandes (117). Schacht, qui revient de Paris, où il a suivi d'aussi près qu'il l'a pu les travaux des comités d'experts, et où il a pu se mettre au courant de la situation politique française, prend part à ces délibérations ; il y dit qu'en aucun cas les élections au Reichstag ne doivent avoir lieu avant les élections françaises. S'appuyant sur un rapport confidentiel du ministre

(116) A cela ajoutons l'attraction qu'exerce le parti national-allemand sur une fraction de l'électorat de la D.V.P., le parti de Stresemann.

Sur ce contexte de politique intérieure allemande, voir W. LIEBE, *Die deutsch-nationale Volkspartei, 1918-1924*, R. THIMME, *Stresemann und die Deutsche Volkspartei 1923-1925*, et H.A. TURNER, *Stresemann and the politics of the Weimar Republic*. Voir aussi ci-dessous, chapitre XX, 1^{re} et 4^e parties.

(117) BA Coblenz, 3491/759 831-834 et 759 835-844.

d'Allemagne à Berne (118), Stresemann insiste dans le même sens que Schacht, disant que « *les sentiments nationalistes seraient attisés en France par le résultat des élections allemandes* ». De plus, pendant la campagne électorale, les nationaux-allemands feront porter le poids de leur argumentation sur les questions de politique extérieure, ce qui risque de compliquer l'évolution de délicats problèmes pendants. Il y a donc tout intérêt à reculer autant que faire se peut les élections allemandes. Schacht insiste : en France, la gauche a des chances d'accroître son influence ; Loucheur le lui a affirmé ; un progrès de la droite en Allemagne inquiéterait les électeurs français et apporterait de l'eau au moulin de Poincaré.

Au conseil de cabinet du Reich du 14 mars (119), les élections législatives allemandes, pour lesquelles on avait d'abord pensé à la date du 6 avril, sont reportées au 4 mai. On croit alors que ce sera aussi la date des élections françaises, si bien que les électeurs français pourront voter sans être influencés par le résultat des élections allemandes. Les partis politiques allemands s'inquiètent de ce retard des élections, dont ils ne connaissent pas le motif ; malgré tout, le conseil de cabinet du 16 avril maintient au 4 mai la date des élections (120). Entre temps, la date des élections françaises a été fixée non pas au 4 mai également, comme on l'avait pensé, mais au 11, donc après les élections allemandes. Il n'est plus possible de reculer une nouvelle fois les élections allemandes, mais, au conseil de cabinet du Reich du 3 mai, Stresemann demande qu'aussitôt après la proclamation des résultats des élections allemandes, une déclaration soit faite affirmant que la ligne de la politique extérieure allemande ne sera pas modifiée : « *c'est souhaitable de façon pressante, pour éviter que les résultats électoraux français ne soient influencés dans un sens défavorable* » (121).

Le 4 mai les élections allemandes apportent, comme prévu, un succès aux nationaux-allemands qui passent de 71 à 95 mandats.

(118) Au cours de ces années, la légation d'Allemagne à Berne sert souvent d'office de renseignements, voire d'action, de la Wilhelmstrasse sur des problèmes de politique intérieure française. Ainsi, pour la préparation des élections législatives françaises de 1928, des fonds secrets passeront d'Allemagne en France par le canal de cette légation (Cf. J. BARIÉTY, *L'appareil de presse de Joseph Caillaux et l'argent allemand*, Revue Historique, avril-juin 1972, p. 375-406). Pour les élections législatives françaises de 1924, s'il y a des informations, venant de la légation d'Allemagne à Berne, on ne voit nulle part trace de mouvements de fonds allemands.

En revanche, dans une note de Seydoux, on lit : « *on nous a signalé, le Service des Etrangers des Affaires étrangères l'a su, les nombreuses banques soi-disant tchécoslovaques qui se sont fondées en France et qui venaient pour travailler les élections* ». (note 25 du 31 janvier 1924 de Seydoux, Papiers Millerand, carton n° 9). Seydoux pense que leurs opérations ont joué un rôle dans la chute du franc au début de 1924.

D'autre part, Poincaré aurait dit à François de Wendel sa conviction du rôle de la banque allemande, et de Stresemann lui-même, dans la très grave crise monétaire française du début mars 1924, qui affaiblit considérablement la position de Poincaré pendant quelque temps. JEANNENEY, op. cit., p. 187-188.

(119) BA Coblenz, 3491/759 888-895.

(120) BA Coblenz, 3491/760 393-397.

(121) BA Coblenz, 3491/760 635-640.

Le conseil de cabinet du Reich du 6 mai, à la demande de Stresemann, décide que le gouvernement ne démissionnera pas tout de suite, mais attendra, pour ce faire, que les élections françaises soient passées, afin de ne pas inquiéter l'opinion française (122). De fait, en dépit de violentes attaques de la presse allemande, qui s'étonne de voir rester en place le gouvernement, alors que les partis dont il se réclame ont perdu les élections, le cabinet Marx-Stresemann reste en place pour cette raison de politique extérieure qu'il ne peut proclamer (123). Il restera en place jusqu'au 26 mai.

Le moment vient quand même où il faut constituer un nouveau gouvernement allemand. Au lendemain de leur victoire électorale, les nationaux-allemands vont jusqu'à demander un changement complet de la politique allemande et la chancellerie pour l'un des leurs. Le leader du parti, Karl Helfferich, venant de mourir, inopportunément, le 24 avril, dans un accident de chemin de fer, ils avancent le nom de l'amiral von Tirpitz, qui vient d'être élu député, pour entrer dans le nouveau gouvernement qui s'appuierait sur une majorité de droite (124). On comprend l'émoi de Stresemann : si Tirpitz, le ministre de la Marine de Guillaume II, entrait dans un gouvernement, que ne penserait-on pas à Londres ! Outre cette question de personne, il y a une question de fond : Stresemann se refuse à envisager de renoncer au plan des experts, dans lequel il voit la seule planche de salut. Au conseil de cabinet du 15 mai (125), Stresemann expose à ses collègues que la voie proposée par les nationaux-allemands est impossible à suivre : toute la politique extérieure amorcée tomberait en morceaux. Bien plus, il demande que le nouveau gouvernement fasse une déclaration affirmant que la majorité du nouveau Reichstag soutient sa politique étrangère. Le souci de rassurer Paris et Londres est toujours là.

Les pressions, en sens contraires, des nationaux-allemands et de Stresemann à propos de la constitution du nouveau gouvernement sont telles que, le 2 juin, Stresemann écrit à Marx en lui laissant la liberté de constituer le nouveau gouvernement sans lui (126).

Finalement, le cabinet Marx-Stresemann est quand même reconstitué, et se présente devant le nouveau Reichstag le 4 juin. Le 6 juin, une motion de défiance des nationaux-allemands est écartée par 239 voix contre 192. Par son esprit manœuvrier, puis sa ténacité, Stresemann est parvenu à éviter que se produisent à Berlin des changements politiques qui auraient pu empêcher les changements qui se préparent à Paris et qu'il tient pour souhaitables : le 11 juin, c'est, à Paris, la démission forcée de Millerand, et, le 14 juin, le gouvernement Herriot (127).

(122) BA Coblenz, 3491/760 682-689.

(123) Séance de cabinet du 15 mai, BA Coblenz, 3491/760 749-759.

(124) THIMME, *op. cit.*, p. 74.

(125) Voir note 123.

(126) *Papiers de Stresemann*, tome I, p. 238.

(127) Voir ci-dessous, chapitre IX.

Sans doute, dans tout cela, faut-il faire la part des habiletés politiques. Ce serait se méprendre que de penser que Stresemann et les nationaux-allemands sont et resteront des adversaires politiques irréconciliables : quelques mois plus tard, il sera à nouveau question d'une participation des nationaux-allemands, et, le plan Dawes étant mis en route et la conférence de Londres passée, Stresemann n'apparaîtra plus un adversaire aussi irréductible de cette participation (128). Dans le contexte de mai-juin 1924 toutefois, Stresemann a jugé indispensable de jouer sa carrière politique sur le refus des exigences des nationaux-allemands. Il y a en effet tout lieu de penser que, s'il ne l'avait pas fait, il n'aurait pas pu mener, au cours des semaines suivantes, avec la France du Cartel des Gauches et l'Angleterre du Travaillisme, la politique devant mener à la Conférence de Londres.

(128) Voir ci-dessous, chapitre XX.

TROISIEME PARTIE

LE PROBLEME ALLEMAND
ENTRE LE CARTEL DES GAUCHES
L'ANGLETERRE ET LES BANQUIERS

PRINTEMPS 1924



CHAPITRE IX

LA NOUVELLE POLITIQUE ALLEMANDE DE LA FRANCE

- 1 — Les socialistes, les radicaux et l'Allemagne de 1919 à 1923.
- 2 — La formation de l'alliance électorale du Cartel des Gauches et le problème allemand (juin-avril 1923).
- 3 — La victoire électorale du Cartel des Gauches et les dernières initiatives de Poincaré.
- 4 — Le soutien socialiste et la constitution du gouvernement Herriot.

La victoire électorale du Cartel des Gauches, aux élections législatives du 11 mai 1924, la démission de Millerand de la Présidence de la République, le 11 juin, et la formation du gouvernement Herriot, le 15 juin (1), vont amener des changements profonds dans l'orientation et les méthodes de la politique étrangère de la France. Au cœur de la politique étrangère de la France d'alors, il y a le problème allemand ; il tient aussi une grande place dans les préoccupations de la vie intérieure française, par le biais des réparations, du fait de la situation défavorable, dans la France du printemps 1924, des finances publiques et de la monnaie ; sans oublier l'influence du problème de la Sécurité sur les dépenses militaires. Bref, la majorité du Cartel des gauches et le gouvernement Herriot qui en est issu ont à faire face à l'héritage de l'affaire de la Ruhr, de la politique allemande de Poincaré, et, de façon générale, à l'héritage de la politique extérieure du Bloc national des années 1920-1924, voire du traité de Versailles.

La critique de la politique extérieure de Poincaré et de l'occupation de la Ruhr avait été l'un des thèmes de la campagne électorale des partis du Cartel et un ciment de leur union. Le Cartel a promis aux électeurs une nouvelle politique extérieure ; maintenant qu'il est sorti vainqueur des élections, il lui faut définir cette politique.

Quelle va être la nouvelle politique allemande de la France ?

En effet cette politique reste encore à définir. Certes, les partis du Cartel ont fait campagne, côte à côte, sur les grands idéaux de paix, de détente, de justice, de coopération et d'organisation internationales ; mais il n'a pas été rédigé de programme commun ; il n'a pas été encore défini de politique allemande. Socialistes et radicaux se sont retrouvés ensemble dans la critique et le refus de ce qu'était devenue la politique de Poincaré ; ils ont promis aux électeurs d'en changer, mais sans pour autant préciser entre eux, et dès avant les élections, ce que l'on ferait ; on s'en est tenu à la critique du passé et à l'énoncé des idées générales qui guideraient dans l'avenir la politique extérieure française ; idées générales qui marquent sans doute une orientation (abandon de l'action isolée, recours à la négociation), mais dont l'énoncé reste trop vague pour que l'on puisse parler d'une politique définie.

Or cette définition ne saurait attendre ; le changement de majorité et de gouvernement surprend la France au milieu du gué que

(1) Sur ces événements, on trouvera un exposé synthétique et pratique dans BONNEFOUS, *Histoire politique de la III^e République*, tomes III et IV.

traversent alors les relations franco-allemandes ; et ces relations dominent la vie extérieure et de nombreux aspects de la vie intérieure du pays. La politique allemande de Poincaré a lancé bien des affaires ; Poincaré a dû quitter le pouvoir alors qu'elles n'ont pas encore trouvé leur solution. La situation financière, la pression internationale, les échéances ne permettent pas d'attendre. Dans cette question allemande primordiale et vitale pour l'avenir du pays, aux implications financières, économiques, militaires, politiques et psychologiques d'une extrême complexité, le nouveau gouvernement français donne le sentiment de monter dans un train en marche, avec la volonté d'en modifier la destination, mais sans l'avoir définie ni avoir préparé ce qu'il faut faire pour y parvenir. Il va falloir imaginer la nouvelle politique dans le temps où on la mettra en pratique, dans la presse du temps et des échéances ; il va falloir improviser.

L'impréparation et l'improvisation de la nouvelle politique allemande de la France constituent l'un des facteurs essentiels de la vie internationale pendant le printemps de 1924. Elles s'expliquent d'ailleurs fort aisément. Si les partis du Cartel des gauches n'ont pas préparé de programme commun et, en particulier, n'ont pas défini de politique allemande avant les élections, c'est qu'ils n'étaient pas en mesure de le faire sans rendre leur alliance plus difficile, voire impossible. Dans le Cartel, il y a les socialistes et il y a les radicaux (2) ; unis, socialistes et radicaux l'ont été pour renverser la majorité sortante ; mais les idéaux communs de recherche de la paix et de la coopération internationale masquent des divergences profondes sur les méthodes et même les buts de la politique étrangère, sur la politique à appliquer pratiquement à l'égard de l'Allemagne. En restant dans le vague et le plan des idéaux généraux, on a pu aller ensemble à la bataille électorale ; maintenant qu'elle est gagnée, et qu'il faut assumer le pouvoir, on ne peut plus différer les choix, les décisions et les précisions.

A vrai dire, jusqu'à la fin de 1923 — six mois avant les élections et leur victoire électorale commune — socialistes et radicaux ont suivi des voies différentes, et souvent opposées, à l'égard de l'Allemagne. Il est indispensable d'effectuer un retour en arrière pour comprendre la situation de juin-juillet 1924 et les contradictions au milieu desquelles va se définir la nouvelle politique allemande de la France. Ce retour en arrière, en permettant d'éclaircir certaines forces profondes et durables au-delà d'une conjoncture électorale et politique momentanée, permettra en même temps de mieux comprendre l'évolution ultérieure du Cartel et de la politique allemande de

(2) On n'oublie pas les « républicains socialistes ». Mais, dans l'étude qui suit, on s'en tiendra essentiellement aux divergences entre socialistes S.F.I.O. et radicaux-socialistes, car ce sont là les deux partenaires fondamentaux du Cartel, et c'est entre ces deux partis que doit se faire le choix sur la nouvelle politique étrangère de la France ; il n'y a pas, à cet égard, de fossé infranchissable entre radicaux-socialistes et républicains socialistes, même s'il y a des rivalités de personnalités.

la France au cours des années suivantes. Dans ce retour en arrière, on fera une place privilégiée à Herriot et à ses prises de position, puisqu'aussi bien c'est lui qui, en juin 1924, est le chef du Cartel, le chef du gouvernement et le ministre des Affaires étrangères ; c'est donc lui qui, en l'absence d'un programme préétabli, va définir la nouvelle politique allemande de la France tout en la mettant en œuvre.

1 — LES SOCIALISTES, LES RADICAUX ET L'ALLEMAGNE DE 1919 A 1923

Depuis la fin de la guerre, et jusqu'à la formation de l'alliance électorale du Cartel des gauches, socialistes et radicaux ont suivi des voies divergentes, à l'égard des affaires d'Allemagne notamment. Les années 1919 à 1923 sont dominées par le traité de Versailles et les efforts des gouvernements français pour en assurer l'application. Les socialistes ont été contre le traité de Versailles, les radicaux pour. C'est là une divergence fondamentale, qui ne s'explique pas par la seule conjoncture de 1919, mais qui correspond à des différences doctrinales. Les socialistes maintiennent dans les années suivantes leur opposition doctrinale au traité ; dans l'HUMANITÉ du 19 juillet 1919, Léon Blum écrit : « *Le traité de Versailles vient nous frapper comme un reniement, comme une trahison* » (3).

Quatre ans plus tard, en pleine affaire de la Ruhr, Blum dira dans son discours au Congrès de l'Internationale socialiste de Hambourg, le 24 mai 1923 : « *Nous, socialistes français, nous sommes bien à l'aise quand il s'agit de nous expliquer sur le traité de Versailles au sein d'un Congrès international. Nous l'avons combattu dès le premier jour, avant même qu'il fût conclu, et lorsqu'il l'a été, nous lui avons unanimement refusé notre signature* » (4).

De 1919 à 1924 donc, sous la législature du Bloc national, les socialistes sont constamment dans une opposition sans équivoque à la politique d'application du traité de Versailles, puisqu'ils tiennent le traité pour mauvais — sans compter les autres motifs de leur opposition aux gouvernements du Bloc ; les idéaux et les projets des socialistes vont dans une direction tout autre (5).

La position des radicaux est totalement différente au cours de ces années ; les variations et les divisions des radicaux ne permettent pas de reconnaître une ligne politique aussi nettement que pour les socialistes, d'autant plus que le parti radical, contrairement au parti socialiste, n'a pas un corps de doctrine international ;

(3) *L'œuvre de Léon Blum 1914-1928*, p. 123-129.

(4) *Ibidem*, p. 272-288.

(5) On trouvera dans *L'œuvre de Léon Blum* les articles que celui-ci publie alors dans *Le Populaire*, où il écrit après que *L'Humanité* soit devenue le journal du parti communiste, et dans lesquels il critique constamment la politique française à l'égard de l'Allemagne, notamment dans la question des réparations.

du moins est-il certain que la tendance générale des radicaux, entre 1919 et 1923, n'est nullement une tendance d'opposition au Bloc national et à sa politique allemande ; elle est même souvent une politique de soutien, voire de participation (6). Ainsi sur le traité de Versailles et son application, et sur la politique à suivre à l'égard de l'Allemagne, socialistes et radicaux se sont longuement et profondément divisés et même opposés avant de se rapprocher tardivement. Rappelons les principales étapes.

Au Congrès radical qui se réunit à Paris du 24 au 26 octobre 1918, le parti radical apparaît bien ancré dans l'Union sacrée (7) : le Congrès refuse de blâmer les sénateurs radicaux qui avaient voté, deux mois plus tôt, la condamnation de Malvy en Haute Cour. Le fossé est large alors entre radicaux et socialistes : le Congrès radical refuse de se rallier à un manifeste socialiste contre les « *excitations chauvines* » et approuvant sans réserve les idées de Wilson ; Herriot réclame le « *retour pur et simple de l'Alsace-Lorraine à la France* » et refuse l'idée d'un plébiscite, chère aux socialistes.

Le Congrès radical de septembre 1919 élit Herriot Président du Comité exécutif du parti : en fait, Herriot prend à la tête du parti radical, et pour ne plus la perdre, la place laissée vide par le départ de Caillaux, emporté par la tourmente de la guerre (8). Avec Herriot, les radicaux se donnent en 1919 un leader pour qui le patriotisme est, au même titre que le libéralisme ou l'esprit laïc, une vertu républicaine et radicale. Soucieux, certes, de « fraternité humaine », pour employer le vocabulaire de l'époque, Herriot n'en est pas moins profondément, affectivement et intellectuellement attaché à la notion de nation ; il n'est pas un internationaliste. En 1919 il est très méfiant à l'égard de l'Allemagne, et, plus tard, même quand il sera le maître d'œuvre de la politique de négociation et de tentative de réconciliation avec « l'Allemagne républicaine », il ne se départira jamais d'une certaine méfiance profonde ; il restera toujours hanté par le problème de la « sécurité », dont il ne semble pas qu'il attende qu'elle puisse être comme automatiquement assurée par l'institution d'un ordre international, comme paraissent l'espérer les socialistes.

Aux élections de la fin de 1919, socialistes et radicaux sont bien éloignés les uns des autres, sur tous les plans, et vont séparément à la bataille. Les socialistes se présentent sur des listes homogènes. Les radicaux penchent plutôt vers leur droite ; le parti socialiste leur paraît trop tenté par l'exemple bolchévique (on est avant la scission qui ne se produira qu'un an plus tard à Tours et Herriot s'en prend aux « *conceptions de barbarie et de tyrannie cynique du communisme soviétique* » (9). Selon une interprétation

(6) Il n'est pas sans intérêt de constater que le chapitre des Mémoires d'Herriot consacré à la législature 1919-1924 porte le titre « *Dans la minorité* », ce qui n'est pas synonyme d'opposition, HERRIOT, *Jadis*, tome II, p. 94-133.

(7) SOULIE, *La vie politique d'Edouard Herriot*, p. 70.

(8) La présidence de Renard, entre temps, n'a pas marqué la vie du parti.

(9) Congrès radical de septembre 1919 à Paris.

alors assez communément répandue, Herriot ne voit dans le bolchevisme qu'une des formes du péril allemand (10). En politique extérieure, il demande et la réalisation de la S.D.N. et l'application stricte du traité de Versailles. L'emprise morale de l'Union sacrée est encore si forte sur les radicaux que le parti négocie à l'automne 1919, en vue des élections, avec les partis qui constitueront le Bloc national ; sans doute les radicaux, finalement, n'entrent pas dans le Bloc national, mais leur désistement du Bloc vient surtout de divergences sur la question laïque ; il ne vient pas de divergences sur l'application du traité de Versailles ; et, même si la grosse majorité des radicaux va à la bataille électorale sous ses propres couleurs, des radicaux, ici ou là, se présentent sur les listes du Bloc national ; après les élections, qui sont une rude défaite pour le parti, certains élus radicaux proposent même la disparition pure et simple du groupe radical à la Chambre et sa fusion dans le Bloc national (11). Herriot s'y oppose. Dans les premiers votes de la nouvelle Chambre, si Herriot s'abstient, nombre de députés radicaux votent pour le gouvernement Clemenceau. Ainsi les clivages hérités de l'Union sacrée, le climat moral de l'immédiat après-guerre, le fait même que la majorité, et donc le pouvoir, appartiennent au Bloc national, sollicitent fortement en 1920 les radicaux vers celui-ci, en un moment où les socialistes, au contraire, chez qui fermente un renouveau d'ardeur révolutionnaire, penchent vers leur gauche.

Dans le glissement des radicaux vers la droite, Herriot du moins adopte une attitude de prudence et d'attente ; sans s'opposer pour autant au gouvernement, il choisit souvent, dans les votes, l'abstention ; et, par-dessus le fossé qui sépare pour le moment les radicaux des socialistes, et malgré le conflit qui les oppose alors dans le conseil municipal de Lyon, Herriot parvient à conserver de bonnes relations personnelles avec des leaders socialistes : en janvier 1920, Herriot et Blum joignent leurs efforts pour barrer à Clemenceau la route de l'Elysée et assurer l'élection à la Présidence de la République de Paul Deschanel : ils effectuent une démarche commune et discrète auprès de celui-ci, qui sera décisive (12) ; l'important est de remarquer que ce qui rapproche le radical Herriot et le socialiste Blum en cette affaire est une motivation négative : barrer la route à Clemenceau ; et que le souci d'Herriot, ce faisant, n'est pas de l'ordre de la politique à mener à l'égard de l'Allemagne, mais de la politique intérieure : la politique de Clemenceau a porté de rudes coups au parti radical depuis 1917, au travers des péripéties des affaires Caillaux et Malvy et de leurs suites ; les résultats, décevants pour les radicaux, des élections de 1919, ont été la conséquence et l'illustration de ce recul d'influence dans le pays ; Herriot craint sans doute que sous le couvert de Clemenceau, de son prestige populaire et de sa Présidence éventuelle, les forces politiques,

(10) SOULIE, *op. cit.*, p. 74.

(11) *Ibidem*, p. 79.

(12) *Ibidem*, p. 80.

jusqu'à l'ACTION FRANÇAISE, qui sont en train d'accroître leur influence dans le pays, puissent poursuivre leur offensive antiradicale ; le combat laïc — qui, pour les radicaux, se matérialise alors dans la question du rétablissement de l'ambassade au Vatican — voilà qui, en 1920, permet une première collaboration entre Herriot et Blum ; ce n'est nullement un rapprochement des points de vue sur la politique à suivre à l'égard de l'Allemagne. Les raisons et les conditions de l'éphémère rapprochement Herriot-Blum de 1920 font déjà penser à ce que sera l'alliance électorale des radicaux et des socialistes dans le Cartel de 1924 : il s'agit de s'entraider pour barrer ensemble la route à des adversaires communs de politique intérieure, bien plus que de s'unir pour appliquer un programme commun de gouvernement.

Dans le gouvernement Millerand de 1920, Herriot n'apporte pas son concours, que Millerand avait sollicité, mais les radicaux participent, avec Queuille à l'Agriculture et Sarraut aux Colonies ; de plus, la présence à l'Intérieur du sénateur de la gauche radicale Steeg est pour les radicaux l'assurance que l'administration, dans son personnel, ses méthodes et ses amitiés, restera ce qu'en avait fait progressivement les combats de la conquête républicaine et radicale des décennies d'avant-guerre, et qu'elle ne risque pas d'évoluer, sous la pression de la majorité du Bloc national, dans un sens qui serait défavorable à l'influence future du radicalisme dans le pays. La législature suivante est évidemment l'enjeu (13).

Ceci inaugure ce qui sera toute la politique radicale pendant les années de la législature du Bloc national : présence et participation au gouvernement, ou au moins soutien, afin de ne pas se couper du pouvoir et préserver l'avenir (au demeurant, le soutien radical est indispensable au Sénat pour que les gouvernements puissent y avoir une majorité) ; mais aussi, souci de ne pas se laisser identifier à la majorité du Bloc, d'où prudence, attente, et, souvent chez Herriot, abstention. Les radicaux ont un pied dans le camp de la majorité, et l'autre en dehors, sans que ce soit dans le camp d'une opposition commune avec les socialistes. Dans le choix de cette politique nuancée, les considérations de politique intérieure sont décisives, alors que, dans la politique à suivre à l'égard de l'Allemagne, les objectifs des radicaux resteront longtemps ceux de la majorité du Bloc : faire appliquer le traité de Versailles, tandis que les socialistes s'opposent à cette politique. A la fin de mars 1920, Herriot lui-même dépose un ordre du jour de confiance de la Chambre pour faire « *assurer, d'accord avec les puissances alliées, la stricte exécution du traité de Versailles* » ; en mai 1920, sur les Réparations, en juillet, après la conférence de Spa, Herriot et les radicaux votent pour le gouvernement (14). Les

(13) Les radicaux, et Herriot en tête, votent pour le gouvernement Millerand ; *ibidem*, p. 83. En revanche, Millerand est la « bête noire » des socialistes, qui le tiennent pour un « traître ».

(14) *Ibidem*, p. 84.

radicaux apportent au gouvernement Leygues le même appui qu'au gouvernement Millerand.

Mais il y a dans le parti radical des militants de gauche qui déplorent l'appui radical au gouvernement et regrettent le temps de l'entente avec les socialistes, avant la guerre. Cette tendance s'exprime volontiers par le journal L'ERE NOUVELLE, qui défend aussi le proscrit Caillaux, l'ancien président du parti, qui avait voulu avant la guerre l'alliance avec le parti socialiste de Jaurès, pour une politique de réformes profondes à l'intérieur et, à l'extérieur, de détente et d'entente avec l'Allemagne (15). Une vieille et profonde tendance, refoulée par l'évolution de la guerre, la politique de Clemenceau, l'affaire Caillaux, la victoire, et le climat psychologique dominant qu'elles avaient créé dans l'opinion française, réapparaît donc. Cette tendance commence à mener, à l'intérieur du parti, une certaine opposition à Herriot, mais elle reste minoritaire et ne parvient pas à s'imposer. Les articles de L'ERE NOUVELLE ramènent la discussion sur les débats et combats des années 1911-1914 à propos de la politique qu'il fallait suivre alors à l'égard de l'Allemagne, sur le rôle de Caillaux et même la pensée de Jaurès ; ils remettent en cause la justification des poursuites contre Caillaux. L'affaire est d'importance ; il ne s'agit pas seulement de politique intérieure, de savoir si les radicaux doivent, pour gouverner, s'entendre avec leur droite, ou leur gauche ; il s'agit de divergences sur les conceptions, les buts et les méthodes de la politique étrangère et des relations franco-allemandes ; l'affaire, pour Herriot, est délicate, car, en politique étrangère, il a placé le parti radical dans la voie du soutien à la politique de la majorité du Bloc ; d'autant plus délicate, que c'est, en dernier ressort, l'éclipse de Caillaux qui lui a permis d'arriver à la tête du parti. Tout en manifestant quelque sympathie à Caillaux, à vrai dire assez tardivement et de façon qui ne l'engage guère (16), Herriot n'entreprend rien en faveur de l'ancien leader radical et maintient en lisière le courant qui se réclame de lui. Par la suite, le rapprochement avec les socialistes ne viendra pas de là.

La scission au sein du parti socialiste, au Congrès de Tours de décembre 1920, lève, aux yeux d'Herriot, une hypothèque : les partisans du bolchevisme, abhorré alors d'Herriot, ont quitté le parti socialiste. Dès les élections sénatoriales du 9 janvier 1921, Herriot pousse les candidats de son parti à se rapprocher des socialistes et à former « *un bloc des gauches contre un bloc des droites* » (17). L'affaire allemande n'a rien à voir avec ce pas à gauche qui est dicté à Herriot par le combat autour du rétablissement de l'Ambassade au Vatican.

(15) Ibidem, p. 86.

(16) Herriot ne rencontrera Caillaux, à la demande de celui-ci, qu'en février 1922, à Mâcon, pendant qu'un Congrès radical siège à Lyon. HERRIOT, *Jadis*, tome II, p. 99-100. Voir aussi, p. 108-113, les lettres pressantes adressées à la fin de 1922 par Caillaux à Herriot et que cite celui-ci ; Herriot ne fait pas mention de ses réponses.

(17) BONNEFOUS, op. cit., p. 204, et SOULIE, op. cit., p. 88.

Sur l'Allemagne, Herriot reste méfiant et réticent ; en août 1921, au retour d'un voyage en Suède, Herriot visite l'Allemagne ; une interview qu'il donne le 2 septembre au *PROGRÈS* permet de faire le point de ce qu'Herriot pense alors de l'Allemagne : « *Faible, l'Allemagne ne nous paiera pas ; forte elle nous paiera encore moins. C'est entre ces deux écueils que notre barque diplomatique doit évoluer. Nous devons nous attacher à consolider l'ordre démocratique établi (en Allemagne) en déclarant la paix à tous les Allemands de bonne volonté* » (18).

Dans cette interview commence à apparaître ce qui sera une composante de la politique allemande d'Herriot, lorsqu'elle se distinguera de la politique allemande du Bloc national : pour Herriot, il n'y a pas l'Allemagne ; il y a « *l'Allemagne impérialiste* » (celle du Kaiser, des Junkers et des militaires de 1914, celle de l'industrie lourde, « *cette ploutocratie toute puissante, véritable Sainte Alliance des rois du charbon, du fer, de l'électricité et du papier* »), et il y a la « *bonne Allemagne* », celle des républicains et des démocrates ; cette distinction, à laquelle finiront par se rallier de nombreux Français des années 20, permet à Herriot de concilier son inimitié pour l'Allemagne d'hier et sa méfiance, pour le moins partielle, à l'égard de celle d'aujourd'hui, avec son espoir de relations pacifiques avec l'Allemagne de demain ; projetant sur l'Allemagne de l'avenir les convictions qui sont les siennes sur ce qu'a été l'évolution de la France de naguère, Herriot, pour qui la démocratie c'est la paix, souhaite que la France mise sur une évolution démocratique en Allemagne pour assurer la paix ; il en viendra plus tard à dire que la poursuite de cet objectif justifie et nécessite les concessions à l'Allemagne républicaine.

La distinction qu'Herriot fait, dès la fin de 1921, entre la « mauvaise » et la « bonne » Allemagne, fait donc apparaître une différence entre l'image de l'Allemagne d'Herriot et celle du Bloc national, pour qui l'Allemagne est l'Allemagne, qu'il faut amener, et si nécessaire contraindre, à exécuter le traité. Elle rapprochera au contraire Herriot de Blum, qui, depuis 1919, soutient la thèse de l'intérêt qu'il y aurait à mener une politique modérée et d'entente à l'égard de l'Allemagne républicaine (et socialiste), afin de permettre au nouveau régime de se consolider face aux rancœurs nationalistes.

Herriot est toutefois toujours pour l'exécution stricte du traité de Versailles, contrairement aux socialistes. Lorsqu'en mars 1921 le gouvernement Briand se lance dans une politique de sanctions à l'égard de l'Allemagne avec qui on ne parvient pas à s'entendre sur les réparations, et fait occuper, sur la rive droite du Rhin, Duisbourg, Ruhrort et Düsseldorf, Herriot et les radicaux votent pour le gouvernement, ce qui creuse à nouveau le fossé qui les sépare des socialistes. Londres, il est vrai, est alors d'accord pour mener envers l'Allemagne cette politique d'exécution et de sanction. Dans les pre-

(18) *Le Progrès* du 2 septembre 1921.

(19) Cf. ci-dessus, chapitre II, 2^e partie.

miers jours de mai 1921, au moment de l' « ultimatum de Londres », alors que la décision est momentanément prise de rappeler une classe sous les drapeaux et que la saisie de l'ensemble du bassin de la Ruhr par les Alliés paraît imminente, Herriot approuve cette politique : le 6 mai 1921, dans une déclaration à L'INFORMATION, le leader radical fait savoir que « *une fois les négociations épuisées* » il serait prêt lui-même à « *réclamer* » l'occupation de la Ruhr (20).

Quand, à l'automne 1921, la pensée de Briand évolue de façon évidente, mais pour déboucher sur une nouvelle politique dont on voit mal ce qu'elle doit être, Herriot devient très circonspect. Briand paraît non seulement se détacher de la politique d'exécution du traité, mais même se désintéresser de la mise en route des accords de Wiesbaden qu'il a laissé Loucheur négocier avec Rathenau (21) ; il paraît attendre beaucoup de la conférence du Désarmement qui va se réunir à Washington, et à laquelle il a décidé de participer personnellement. Herriot, tout en continuant de voter pour Briand, tient à marquer ses distances. Le 26 octobre 1921, à la veille du départ de Briand pour Washington, Herriot dit à la Chambre : « *Nous n'attendons rien du gouvernement qui est sur ces blancs... Nous sommes libres vis-à-vis de lui comme il est libre vis-à-vis de nous... Si nous ne demandons rien à un Cabinet qui est loin de nous donner satisfaction, nous allons pourtant voter pour lui* » (22).

Plus que jamais, la politique d'Herriot est : un pied avec le gouvernement, un pied en dehors, prudence et attente, tant que les radicaux, et leur chef lui-même, ne seront pas en mesure de jouer un rôle qui ne soit pas d'appoint. Herriot maintient cette attitude d'expectative au cours du Congrès radical qui se tient à Lyon dans les derniers jours d'octobre 1921, et, dans ses déclarations publiques, il s'en tient aux généralités qui n'engagent à rien (23). En fait, déjà, il attend son heure, et il manœuvre en ce sens.

En janvier 1922, le « coup de Cannes » et la démission de Briand, qui est en fait la sanction du divorce entre ce que la politique de Briand était en train de devenir et les idées de la majorité du Bloc national, ramènent Poincaré au pouvoir. Les socialistes sont hostiles d'emblée au nouveau gouvernement ; Herriot et les radicaux, eux, ne passent pas dans l'opposition. Il importe de préciser les prises de position des radicaux et d'Herriot à l'égard de la politique allemande de Poincaré en 1922 et 1923, d'abord parce qu'en juin 1924 Herriot héritera de cette politique et devra définir sa propre politique allemande en fonction de celle de son prédécesseur, dans l'état dans lequel il la trouvera, mais aussi pour compren-

(20) P. JOLLY, *Dossier inédit de la guerre de la Ruhr*, Paris, La Pensée Universelle, 1974, p. 173, note 3.

(21) Cf. ci-dessus, chapitre II, 2^e partie.

(22) *Journal officiel*, Débats parlementaires, Chambre, séance du 26 octobre 1921.

(23) SOULIE, *op. cit.*, p. 92.

dre les développements des années ultérieures, qui verront, après le Cartel, Poincaré et Herriot collaborer dans un même gouvernement.

Herriot, contrairement aux socialistes, n'est pas un adversaire instinctif de Poincaré : au contraire, il l'admire ; il est même intimidé par l'ancien Président de la République. « *Poincaré en impose à Herriot par sa loyauté, son patriotisme, son désintéressement, ses fermes convictions républicaines aussi. Il aura toujours pour lui de l'estime et une admiration sincère pour ses vertus civiques* » (24).

La différence de génération et la magistrature suprême qu'exerçait Poincaré, alors qu'Herriot n'était pas encore éloigné de ses débuts politiques, ne suffisent pas à expliquer cet ascendant ; en dépit de leurs différences, les deux hommes ont des points communs : le culte du service exigeant du pays et du bien commun dans le service de la République ; dans la question laïque d'autre part, ils sont du même côté ; à l'égard du problème allemand, contrairement à ce que pourrait mener à croire une valorisation privilégiée et excessive des prises de position durant la bataille électorale de 1924, il n'y a pas entre Poincaré et Herriot de divergence absolue.

Les sentiments de Poincaré à l'égard d'Herriot ne sont pas, eux non plus, défavorables. En constituant son gouvernement de janvier 1922, Poincaré propose un portefeuille à Herriot ; celui-ci, fidèle à sa politique d'attente, se refuse, mais il accepte l'entrée de trois radicaux dans le cabinet (25). Blum souhaiterait que les radicaux se déclarent en opposition avec le gouvernement Poincaré (26). Il n'en est rien ; au contraire, au comité exécutif radical du 18 janvier 1922, et malgré l'opposition croissante de sa gauche, Herriot dit qu'il faudra parfois faire front avec le gouvernement Poincaré, pour le défendre des pressions venant de ceux qui voudraient mener une politique de force à l'égard de l'Allemagne, mais aussi contre les « humanitaristes » qui voudraient tout céder (27). Il ne partage nullement l'engouement dont Rathenau et sa politique font alors l'objet dans certains milieux français qui croient y voir la solution des difficultés internationales ; il se méfie des industriels allemands ; il pense, dit et écrit que l'Allemagne peut payer les réparations. Blum et Herriot analysent alors différemment la question des réparations. Pour Blum, les réparations, telles qu'elles sont pratiquées, sont responsables de la chute du mark : « *Ce qui cause la crise présente en Allemagne — la crise politique comme la crise financière — c'est précisément l'effort qu'elle a fait pour exécuter dans sa teneur l'état de paiements de Londres* » (28). Pour Herriot : « Si

(24) Ibidem, p. 94.

(25) Sarraut au Ministère des Colonies, Laffont au Sous-Secrétariat d'Etat aux P.T.T. et Strauss au Ministère de l'Hygiène.

(26) Voir *La crise ministérielle*, article de Léon Blum dans *Le Populaire* du 14 janvier 1922, *L'œuvre de Léon Blum*, op. cit., p. 207-208.

(27) SOULIE, op. cit., p. 95.

(28) *Le change et les réparations*, article de Léon Blum dans *Le Populaire* du 2 octobre 1921, *L'œuvre de Léon Blum*, op. cit., p. 181.

le budget allemand s'appauvrit, la fortune privée et publique s'accroît » (29). Reprenant la thèse des deux Allemagnes, il ne semble pas penser que le triomphe de « l'Allemagne républicaine » sur « l'Allemagne impérialiste » soit une chose faite, facile ou assurée. Il parle de « *cette hallucination permanente du barbare en quête de rapine et de sang* », du « *militarisme économique si proche de l'autre dont il s'enrichit* ». Il écrit : « *Entre l'Allemagne impérialiste et l'autre, la fissure assurément est petite. Est-il plus sage de l'élargir ou de la fermer ?* » (30).

Dès lors, on comprend qu'Herriot ne s'oppose pas au gouvernement Poincaré ; dans le vote de confiance du 19 janvier 1922, il s'abstient. Le 26 février, à Marseille, il déclare : « *Nous ne céderons jamais sur deux points : la sécurité de la France et la question des réparations* ». Tout en ajoutant : « *Si l'Allemagne se décide à remplir son devoir, nous ferons la différence entre les Allemands qui voudront devenir républicains et ceux qui resteront impérialistes* » (31).

Mais à nouveau la question laïque, et aussi la politique financière du gouvernement, éloignent Herriot de la majorité. Les élections cantonales de mai 1922 sont l'occasion, à nouveau, d'un pas des radicaux vers leur gauche : dans plusieurs départements, le Rhône notamment, radicaux et socialistes font jouer la « discipline républicaine » (32).

Le 2 juin 1922, donc après Gênes et Rapallo, Herriot attaque vigoureusement la politique de Poincaré à la Chambre ; au postulat « politique d'abord », il oppose le principe « économie d'abord ». Sous le débat de politique extérieure perce le combat de politique intérieure : « politique d'abord », c'est l'un des slogans de l'ACTION FRANÇAISE, cette ACTION FRANÇAISE dont on pense, à gauche, qu'elle est l'aile marchante du Bloc national et qu'elle cherche à influencer la politique étrangère du gouvernement Poincaré. Léon Daudet et l'extrême-droite de la Chambre ne s'y trompent pas, qui déclenchent un tumulte ; les huissiers devront s'interposer et le Président lever la séance (33). Ce débat a permis du moins à Herriot de définir ce que devrait être, à ses yeux, les grandes lignes de la politique étrangère de la France (34) ; il énonce trois idées-forces, qui sont celles-là mêmes qui guideront sa politique étrangère quand il sera au pouvoir en 1924 : primat de l'économique sur le politique (35), coopé-

(29) *L'Information*, 20 janvier 1922.

(30) *L'Information*, 27 janvier 1922.

(31) *Le Progrès*, 27 mars 1922.

(32) SOULIE, op. cit., p. 98.

(33) C'est dans ce même débat du 2 juin 1922 qu'Herriot demande que la France rétablisse des relations avec l'Union Soviétique, proposition qui contribue évidemment à passionner le débat.

(34) LAPIE, *Herriot*, p. 119, et SOULIE, op. cit., p. 99-100.

(35) L'idée que les difficultés internationales seraient dues au jeu des politiques, mais qu'elles pourraient trouver leur solution dans le recours à l'économie, se développe rapidement, au début des années 20, dans les milieux d'affaires et dans les milieux de pensée néo-libéraux. La tentative de politique Rathenau-Loucheur participait de cette philosophie. Rappelons le retentissement du livre de KEYNES, *Les conséquences économiques de la paix*.

ration avec « la démocratie anglaise » (et il ajoute « sans lui céder »), ouvertures du côté de l'Allemagne pour faciliter une évolution pacifique de son opinion publique.

En prenant cette position à la Chambre le 2 juin 1922, Herriot pose une pierre d'attente et prend date ; les principes de politique étrangère qu'il énonce ce jour-là ne peuvent qu'obtenir l'aval des socialistes ; en prenant l'initiative de ces déclarations, Herriot s'est posé en candidat à la direction d'une opposition qui se cherche encore et qui cherche une nouvelle politique étrangère ; mais ce n'est pas encore la rupture avec Poincaré, son gouvernement et sa majorité ; dans le vote qui suit ce débat sur la politique étrangère de Poincaré, Herriot s'abstient ; sa prudence, il est vrai, est dictée aussi par les divisions du groupe radical : 26 députés radicaux votent pour le gouvernement, 19 contre et 29 s'abstiennent.

Plus que jamais, Herriot et les radicaux sont écartelés entre les sollicitations de leur gauche et les penchants vers leur droite. Un mois après le débat parlementaire du 2 juin 1922, au cours duquel Herriot pouvait avoir paru se préparer à rompre avec le Bloc national pour se rapprocher des socialistes dans une opposition commune à la politique extérieure de Poincaré, voici qu'Herriot se retrouve entièrement aux côtés de Poincaré contre Blum : c'est l'affaire de « Poincaré-la-guerre ».

Léon Blum a-t-il été l'inventeur de l'expression ? En janvier 1922, il avait accueilli la formation du gouvernement Poincaré par un éditorial intitulé « *Le gouvernement Poincaré-la-guerre* ». Chez lui, et même au-delà des débats qui commencent à passionner la classe intellectuelle, à laquelle il appartient, sur les origines et les responsabilités de la guerre de 1914, c'est une affaire presque affective : en 1914, « ils ont tué Jaurès », et la guerre, pour un peu, serait sortie de la mort de Jaurès. « Ils », qui est-ce ? Ce sont les ennemis de Jaurès, les ennemis du socialisme, certains en viennent à penser, et à écrire — c'est à ce moment-là que cette campagne commence — que le premier responsable de la guerre de 1914, ce serait Poincaré, incarnation du nationalisme français (36). Là-dessus, les communistes, qui ne sont pas de reste, lancent au printemps 1922 la carte postale, répandue, dit-on, à des centaines de milliers d'exemplaires, de « Poincaré-l'homme-qui-ricane-dans-les-cimetières ». Dans cette affaire politico-émotive, Blum penche du côté communiste, tandis qu'Herriot se rebelle comme devant l'exploitation scandaleuse d'une contre-vérité. L'abcès crève à la Chambre des députés le 6 juillet 1922, à l'initiative de Poincaré, qui a demandé un débat sur les origines de la guerre. Vaillant-Couturier, au nom des communistes, ouvre le débat en développant la thèse communiste sur les responsabilités conjointes de Poincaré et de la Russie tsariste, thèse qui s'appuie sur la publication

(36) Les archives allemandes révèlent que la Wilhelmstrasse suit de très près cette campagne. Au cours des années suivantes, Berlin, par différents canaux, cherche à favoriser des publications antipoincaristes. Mais ce n'est pas encore le cas pour la campagne de 1922.

du « livre noir » des Soviêts concernant les relations franco-russes d'avant 1914. Viviani, président du Conseil en août 1914, défend celui qui était alors le président de la République, et les deux hommes se donnent l'accolade au centre de l'hémicycle. Blum prend alors la parole, « *exprimant non seulement notre pensée, mais aussi la pensée de mes camarades communistes* » (37), et tient les propos suivants : « *Pour qu'une part de responsabilité morale soit engagée, il ne suffit pas de ne pas avoir voulu la guerre, il suffit de ne pas avoir été jusqu'au bout de l'effort humain pour éviter la guerre, il suffit d'en avoir accepté l'idée... Voilà le genre de responsabilité que j'attribue à Monsieur Poincaré. Est responsable de la guerre quiconque ne croit pas, ne travaille pas à la paix... Nous attendions les hasards bienfaisants de l'Histoire... Nous attendions le jour où un geste imprudent de l'Allemagne nous permettrait de saisir l'occasion offerte... vous avez eu (M. Poincaré) l'attitude de l'homme qui ne veut pas la guerre, qui ne la déclarera pas, mais qui l'acceptera si elle offre les réparations nécessaires dans un moment favorable* » (38).

Au-delà de l'équivoque, très certainement voulue, sur le mot *réparations* (dans le contexte historique d'août 1914, il ne peut s'agir que de réparation par rapport au traité de Francfort, mais, dans le contexte politique de 1922, le mot *réparations* a un sens bien précis), c'est là la conviction profonde de Blum, et cela le restera longtemps (39).

Herriot est aux antipodes de l'interprétation historico-politique de Blum sur les origines de la guerre de 1914. Il affirme que « *dans le crime abominable de 1914* », la France et son gouvernement d'alors n'ont eu « *la moindre part de responsabilité* ».

L'ordre du jour présenté à la fin de ce débat par le général de Castelnau, Arago et Jules Siegfried, condamnant « *la campagne de calomnies organisée et développée au profit de l'Allemagne* » est votée par 502 voix contre 61 (communistes et socialistes) (40). Herriot et Blum, radicaux et socialistes se sont retrouvés dans les camps opposés.

La prise de position d'Herriot n'est pas passagère. Il précise sa pensée dans L'INFORMATION du 21 juillet, laissant sous-entendre qu'il craint une manœuvre allemande dont certains seraient inconsciemment victimes : « *... La guerre n'est pas finie, vous le voyez bien. Et pour défendre avec succès une politique démocratique, celle que j'aime, il faut d'abord ne pas céder sur l'honneur de la France et le respect dû à la vérité* » (41).

Cette péripétie historico-politico-parlementaire nous paraît devoir retenir l'attention.. Il ne s'agit pas d'une querelle d'Universitaires

(37) Sur cette séance de la Chambre des députés voir BONNEFOUS, op. cit., p. 326-328.

(38) JOLLY, op. cit., p. 143.

(39) Voir à cet égard les propos que Blum, président du Conseil du Front Populaire, tiendra en août 1936 à Schacht, *Documents diplomatiques français*, 2^e série, tome III, p. 307-311.

(40) BONNEFOUS, op. cit., p. 328.

(41) Cité par SOULIÉ, op. cit., p. 101.

sur un point d'histoire. Il s'agit de bien plus que d'une divergence d'appréciations sur le personnage de Poincaré et de son action personnelle. Il s'agit, pense-t-on, de conceptions différentes de la politique. Pour la compréhension de ce que feront, ou chercheront à faire, ultérieurement Blum et Herriot, socialistes et radicaux, il n'est pas sans importance, nous semble-t-il, de garder présente à l'esprit cette divergence d'interprétations sur les origines de la catastrophe de 1914.

Dans un vote de confiance qui suit un débat sur la politique du gouvernement Poincaré, à l'automne 1922, Herriot n'a pas à prendre position : il est à Marseille, avec nombre de députés radicaux, où se tient un Congrès du parti. Au cours de ce Congrès, Herriot se garde d'attaquer Poincaré et il se montre très prudent sur l'Allemagne : elle peut et doit payer, dit-il, pour réparer les dommages qu'elle a causés (42). Au même Congrès, la tendance qui se réclame de Caillaux et demande sa réhabilitation est déçue dans son attente : Herriot s'oppose à ce que le condamné de la Haute Cour soit nommé président d'honneur du parti, comme le réclamaient ses partisans, et, en fait de réhabilitation, il se contente de faire voter une motion réclamant la publication des procès-verbaux du procès : on ne peut être plus prudent (43) ; Herriot se méfie de la pression de certaines fédérations radicales en faveur de Caillaux et les tient en lisière (44) : il flaire la manœuvre politique et la fait échouer. Ce serait, à notre sens, se méprendre que de ne voir dans l'opposition d'Herriot à Caillaux que l'effet d'une querelle personnelle pour la direction du parti ; le choix que fait Herriot est politique ; le grand cas qu'au Congrès de Marseille les partisans de Caillaux ont fait de la politique de rapprochement avec l'Allemagne, avant la guerre, n'a apparemment que confirmé Herriot dans sa méfiance.

Et voici l'année 1923 et l'occupation de la Ruhr. A l'égard de l'initiative de Poincaré, la position des socialistes est claire ; du début à la fin de l'entreprise, c'est l'opposition, une opposition dont l'interprétation ne prête pas à équivoque. Citons seulement, à titre d'exemple, les articles de Blum dans LE POPULAIRE : « *Même envisagée d'un point de vue purement financier et pratique, l'opération de la Ruhr est aussi absurde qu'elle est criminelle à d'autres égards* » (45). Ou le discours qu'il tient, à Hambourg, le 24 mai 1923, au Congrès de l'Internationale socialiste :

« *Les classes ouvrières de France et de Belgique ont, dès le premier instant, pris position de la façon la plus énergique contre l'occu-*

(42) Ibidem, p. 108.

(43) Caillaux n'assiste pas personnellement au Congrès de Marseille : le jugement de la Haute Cour lui interdit le séjour dans les grandes villes. Il avait espéré une prise de position du Congrès en sa faveur et il tiendra rigueur à Herriot de son attitude à Marseille. Voir les lettres qu'il écrit à Herriot en décembre 1922, HERRIOT, *Jadis*, tome II, p. 108-115, et SOULIE, op. cit., p. 109-110.

(44) Ibidem (SOULIE).

(45) *Le Populaire* du 14 mars 1923, *L'œuvre de Léon Blum*, op. cit., p. 267-268.

pation de la Ruhr. En France, nous avons appuyé notre protestation de tous les moyens de propagande dont nous pouvions disposer ; nous l'avons formulée à la tribune du Parlement, dans notre presse, dans des centaines de réunions publiques, et nous n'avons pas fini... Du point de vue de la moralité internationale, aucun traité de paix, quelles que soient ses clauses écrites, ne peut donner à une nation de tels droits contre une autre. Nous ne cesserons donc pas de protester contre l'occupation de la Ruhr » (46).

Les principes qui guident l'action d'un Poincaré, et la pensée internationaliste qui est celle des socialistes se situent dans des registres tout différents.

Il en va tout autrement de la pensée des radicaux et, en particulier, d'Herriot. Cette position finira par être d'opposition (et par là-même, elle rejoindra celle des socialistes), mais elle ne l'est pas au point de départ. Il importe à cet égard de ne pas se laisser égarer par les déclarations ultérieures, et postérieures à l'évènement, des radicaux et d'abord d'Herriot. Herriot restera comme l'homme qui aura mis fin à l'affaire de la Ruhr ; ceci ne veut pas dire qu'il en ait été toujours et fondamentalement l'adversaire. Sans doute, les nécessités de la justification — qu'impose le combat politique — mèneront Herriot à se présenter plus tard comme un adversaire de tout temps de ce que Poincaré entreprend en 1923, parce que, en 1924, il en aura été le liquidateur. L'interprétation, selon laquelle les politiques de Poincaré et d'Herriot à l'égard de l'Allemagne auraient été fondamentalement divergentes en 1923, c'est Herriot lui-même qui cherchera à l'imposer, et cela, bien des années plus tard, le 17 juillet 1929. En juillet 1929, la Chambre des Députés débattit de la ratification des accords sur les dettes interalliées, demandée par un gouvernement Poincaré ; Herriot saisira l'occasion pour parler, par le biais des questions financières internationales, des réparations, et par là-même de la politique de la France à l'égard de l'Allemagne au cours des années précédentes. Etant donné le rôle que lui-même, Herriot, aura joué dans l'évolution du problème franco-allemand, il cherchera ce jour-là, le 17 juillet 1929, à donner l'image qu'il voudrait qu'il reste des évènements de 1923 et de 1924 (47).

(46) Ibidem, p. 282-283.

(47) En 1929, Poincaré ne pardonnera pas à Herriot d'avoir choisi, pour donner sa version de l'histoire des relations franco-allemandes, le lendemain du jour où lui-même, Poincaré, aura été contraint par la maladie de quitter le combat politique. Poincaré, âgé alors de 69 ans, fatigué par trois années d'activité à la tête du gouvernement, de 1926 à 1929, et épuisé par le débat parlementaire du 11 au 16 juillet 1929 sur la ratification des dettes interalliées, doit prendre la chambre au terme de ce débat (il démissionnera le 27 juillet 1929 et sera opéré le 1^{er} août. Cf. BONNEFOUS, op. cit., tome IV, p. 360). Poincaré répliquera aux déclarations d'Herriot devant la Chambre le 17 juillet 1929 par un long manuscrit, le « *récit historique* », qui sera publié par Georges SUAREZ, en appendice à son livre publié en 1930, *Une nuit chez Cromwell*, et qui est consacré à la politique d'Herriot en 1924. Cette publication, à laquelle Herriot ne répondra pas, mettra fin à l'amicale estime qui aura rapproché pendant dix années Poincaré et Herriot par dessus les combats politiques.

Une édition plus complète du livre de Suarez paraîtra en 1932 sous le titre *Herriot 1924-1932* ; c'est cette édition que nous citerons ci-dessous.

Ecartons donc ces explications tardives — qui ne seront pas sans influencer l'historiographie consacrée à Herriot — et tenons-nous en, dans le respect de la chronologie, aux prises de position contemporaines de l'évènement.

A l'automne 1922, alors que mûrit dans la pensée de Poincaré ce qui va être la décision d'occuper la Ruhr, Herriot voyage en Russie. Ce voyage est dans la ligne de la position qu'Herriot avait prise lors du débat de politique étrangère à la Chambre du 2 juin, et au cours duquel il avait manifesté le souhait de la reprise de contacts avec l'Union soviétique. Il y a lieu de penser que le voyage d'Herriot s'effectue en accord avec Poincaré, qui estime les capacités de jugement d'Herriot et est soucieux de s'informer sur la nouvelle Russie. Herriot « *est allé là-bas sans mission officielle, mais il a vu Poincaré avant son départ et il est évidemment chargé de connaître les dispositions des dirigeants russes* » (48). A son retour, Herriot rend compte à Poincaré de son voyage ; sans doute leurs vues ne se recouvrent pas, car Poincaré ne veut pas oublier les dettes de la Russie tsariste, mais l'épisode révèle le bon état des relations entre les deux hommes, qui font penser à une sorte de collaboration tacite dans l'intérêt de l'Etat. Il y a l'Allemagne, et son évolution future, qui hante la pensée d'Herriot comme celle de Poincaré : Herriot ne cachera jamais quelle part le souci d'assurer un contrepoids au poids de l'Allemagne joue dans sa préoccupation de jeter un pont entre la France et l'Union soviétique, par dessus tout ce qui les sépare. La vue qu'Herriot a des choses en cette affaire, six mois après Rapallo, est bien différente de celle de Blum, qui écrit, le 16 octobre 1922, dans *LE POPULAIRE* (49) : « *...Les interlocuteurs officiels de M. Herriot ont pris grand soin de préciser que le traité de Rapallo était le résultat d'une erreur déjà reconnue, qu'il ne fallait pas y attacher d'importance, et qu'après quelques mois de flottement, toute la sympathie du peuple russe comme du gouvernement était revenue à l'allié d'avant-guerre. Il est bien probable que ce langage a été tenu réellement à M. Herriot, car, depuis plusieurs jours déjà, je notais dans la presse allemande, et à mesure que se développait la négociation de M. Herriot, un mouvement croissant de surprise et d'inquiétude. Et je ne veux pas attendre davantage pour marquer aussitôt, sur ce point, notre position socialiste. Pas un instant, nous ne saurions admettre que la reconnaissance du gouvernement des Soviets, la reprise des relations de tout ordre avec la Russie, constamment et ardemment réclamées par nous, prissent maintenant le caractère*

(48) SOULIE, op. cit., p. 104. Voir aussi les déclarations d'Herriot au *Journal* du 15 octobre 1922.

(49) *Le retour de M. Herriot*, article de Léon Blum dans *Le Populaire* du 16 octobre 1922, publié dans *L'œuvre de Léon Blum*, op. cit., p. 235-238.

d'une nouvelle alliance franco-russe, directement ou indirectement dirigée contre l'Allemagne » (50).

Bref, à l'automne 1922, Herriot paraît plus proche, en ce qui concerne l'analyse de la situation internationale, de Poincaré que de Blum. Le 15 décembre 1922, alors que Poincaré annonce qu'il refusera un nouveau moratoire à l'Allemagne pour ses obligations de réparations, si la France ne reçoit pas des gages, et qu'il laisse entendre que, si nécessaire, la France agira seule dans la Ruhr, Herriot, tout en mettant Poincaré en garde contre l'aventure, vote pour lui (51) ; ce vote sera expliqué plus tard comme une tentative de retenir Poincaré contre la tentation de suivre les conseils, tenus pour extrémistes, de Tardieu. Le 4 janvier 1923, Poincaré écarte la dernière proposition que fait l'Angleterre pour tenter d'arrêter la France sur la voie de l'occupation de la Ruhr, la proposition Bonar Law : moratoire à l'Allemagne pour les réparations, contre remise des dettes des gouvernements alliés à l'égard de la Grande-Bretagne. Le refus par Poincaré de la proposition Bonar Law mène à l'occupation de la Ruhr. Herriot s'affirmera, plus tard, un partisan de la proposition Bonar Law, dont il dira combien il aura été regrettable qu'elle n'ait pas été acceptée. Dans ses déclarations à la Chambre du 17 juillet 1929, Herriot dira son regret que le gouvernement français, au lieu d'en venir à la politique du gage territorial en occupant la Ruhr, n'ait pas suivi « *la silhouette grave et réfléchie de M. Bonar Law* » (52) ; il parlera alors de ce qui aurait été « *un conflit permanent, varié, d'incidents, entre deux idées qui se sont affrontées et qui, l'une et l'autre, ont été défendues avec une sincérité égale* » (53).

A vrai dire, sur le moment, fin décembre 1922 et début janvier 1923, Herriot ne prend pas position, et Poincaré aura quelque raison d'écrire : « *J'ai réfléchi et je me suis demandé, d'abord, pourquoi M. Herriot n'avait pas fait ces réflexions en 1922, au lieu de les présenter en 1929, et pourquoi il n'avait pas alors publiquement condamné cette politique des gages qui, plus tard, lui semblait si barbare* » (54).

De fait, dans le vote de confiance qui suit à la Chambre l'entrée des Franco-Belges dans la Ruhr, Herriot ne vote pas contre le gouvernement ; il s'abstient, avec 34 autres députés radicaux, tandis que 42 radicaux votent pour Poincaré. La majorité des radicaux appuie donc l'initiative de Poincaré, tandis que les socialistes y sont unanimement opposés. Le journal radical L'OEUVRE écrit le 12 janvier :

(50) Ce texte de Blum de 1922 nous paraît riche de sens. Blum est convaincu du danger des alliances, et des responsabilités de l'alliance franco-russe dans les origines de la guerre de 1914, thèse très répandue dans les milieux universitaires socialistes des années 20. En 1936-1937 encore, quand il sera le chef du gouvernement de Front populaire, Blum s'en tiendra à cette interprétation et s'en prévaudra pour laisser se perdre dans les sables le rapprochement franco-soviétique préparé depuis 1922 par Herriot, et réalisé de façon matérielle depuis 1934 par Barthou. Cette affaire franco-germano-soviétique permet d'illustrer le clivage des vues de Blum et d'Herriot en politique internationale.

(51) LAPIE, op. cit., p. 120.

(52) Cité dans SUAREZ, *Herriot 1924-1932*, p. 226.

(53) Ibidem, p. 184.

(54) POINCARÉ, *Récit historique*, in SUAREZ, op. cit., p. 185.

« *Le traité de Versailles et la politique pratiquée par le Bloc national rendent cette opération inéluctable. Dans quelques semaines ou tout au plus dans quelques mois, nous saurons si elle a été avantageuse pour la France et si elle a abouti à faire effectuer par l'Allemagne des paiements sérieux. Ceux qui ont pris l'initiative de l'opération doivent en garder toute la responsabilité* » (55).

Autant que jamais la position radicale est de prudence et d'attente, de dégagement des responsabilités, mais sans rupture avec le pouvoir. C'est la position d'Herriot lui-même, telle qu'il l'exprime devant la Chambre au début de février 1923 : « ... *Nous n'en acceptons pas la responsabilité... L'action de M. Poincaré se jugera par son bilan... Nos scrupules patriotiques nous empêchent de gêner le gouvernement dans une épreuve où le pays est engagé* » (56).

En somme, pour parler clair, si Poincaré réussit, Herriot sera avec lui ; s'il échoue, il sera contre lui ; en attendant le bilan, il manœuvre. Au Comité exécutif du parti radical du 21 février 1923, Herriot, contre Aulard qui mène l'opposition, fait approuver le vote par les parlementaires radicaux des crédits de l'occupation de la Ruhr (57). Le 29 mars, à l'occasion de la discussion à la Chambre sur les douzièmes provisoires d'avril et de mai, Blum et les socialistes votent contre le gouvernement et Herriot vote pour (58). Il en va de même, le 25 mai 1923, à l'occasion d'un nouveau vote sur les crédits ; mais tout en votant pour le gouvernement Poincaré, Herriot, dans une intervention, tient à marquer quelques réserves et à préciser ce que sa position a d'original : « *Le moment est venu de reprendre les négociations d'accord avec l'Angleterre, pour parvenir à un emprunt international, seule solution raisonnable du problème. Envers l'Allemagne, nous devons avoir une politique de prudence et de générosité ; il faut l'aider à se démocratiser, à rejeter le joug de ses maîtres capitalistes et impérialistes. Dès que le capitalisme allemand aura fait son sacrifice, des accords loyaux seront possibles. Faisons tout pour hâter ce jour* » (59).

Primauté de l'économique, coopération avec l'Angleterre, ouvertures à l'Allemagne républicaine pour faciliter sa démocratisation et assurer la paix, ce sont les trois idées-forces qu'Herriot avait déjà développées dans son discours du 2 juin 1922, et qui guideront son action de ministre, en 1924. Ces idées n'ont pas encore placé, au milieu de 1923, Herriot en opposition avec la politique étrangère de Poincaré ; le 20 août 1923 encore, lorsque Poincaré écrira au marquis de Crewe, ambassadeur anglais à Paris, pour lui adresser un « livre jaune » français qui veut réfuter la critique que fait lord Curzon de l'occupation de la Ruhr, Herriot écrira à Poincaré : « *j'ai beaucoup apprécié, l'ayant lu plusieurs fois, votre lettre au marquis de Crewe. Je l'ai écrit dans le RADICAL DE MARSEILLE* » (60).

(55) Cité par SOULIE, op. cit., p. 112.

(56) Ibidem.

(57) Ibidem, p. 113.

(58) Ibidem, et SUAREZ, op. cit., p. 240-241.

(59) Cité par SOULIE, op. cit., p. 114.

(60) Cité dans SUAREZ, op. cit., p. 249.

2 — LA FORMATION DE L'ALLIANCE ELECTORALE DU CARTEL DES GAUCHES ET LE PROBLEME ALLEMAND

(juin 1923 - avril 1924)

En fait, c'est le combat de politique intérieure qui va amener à nouveau Herriot et les radicaux à s'opposer au Bloc national, et cette fois de façon sérieuse, puisque l'évolution radicale débouchera sur l'alliance électorale avec les socialistes. A l'intérieur, l'extrême-droite s'est enhardie de ses succès et elle tient l'occupation de la Ruhr pour un de ses succès. Depuis le début de 1923, l'ACTION FRANÇAISE, qui est le mieux structuré des groupes d'extrême-droite, qui dispose d'un corps de doctrine, et qui n'est pas sans trouver d'écho dans la jeunesse intellectuelle, apparaît comme une force politique « crédible » ; ce n'est plus simplement un groupe et un journal d'opposition extrémiste, que les excès discréditeraient et rendraient par là-même inoffensifs. La politique étrangère de Poincaré en 1923 prend des développements qui sont ceux-là mêmes qu'avait préconisés l'ACTION FRANÇAISE ; on sait même aujourd'hui que Poincaré et Maurras échangent en 1923 une correspondance (61). Cet accroissement d'influence de l'ACTION FRANÇAISE, qui s'accompagne dans la vie quotidienne, et notamment à Paris, d'une activité bruyante, et de plus en plus assurée d'elle-même, des ligueurs et des « camelots du Roi », a de quoi inquiéter les « républicains ». La « conquête républicaine » des décennies d'avant-guerre risquerait-elle vraiment d'être remise en cause ? Des militants de gauche paraissent le craindre, qui commencent à s'organiser pour le combat politique.

C'est d'abord un geste isolé qui révèle le climat nouveau de tension à l'intérieur du pays : Marius Plateau, un héros de la guerre, qui milite à l'ACTION FRANÇAISE, où il dirige les camelots du Roi, est assassiné en janvier 1923 par la militante anarchiste Germaine Berton ; arrêtée, elle dit à l'instruction avoir cherché d'abord à assassiner Maurras ou Daudet, pour venger les morts de Jaurès et d'Almeïda. Les camelots défontent leur colère en mettant à sac les imprimeries des journaux radicaux L'OEUVRE et l'ERE NOUVELLE, qu'ils accusent d'être des « journaux boches ». Maurras et Daudet accusent l'administration, la police et la justice républicaines de compromissions ; la République, selon eux, ne serait pas le service du bien

(61) E. WEBER, *L'Action française*, p. 160-162.

public, mais l'entraide des gens en place exploitant la crédulité populaire. Caillaux est frappé dans une rue de Toulouse, puis, en mai 1923, à Paris, le socialiste Moutet, le radical Viollette et le démocrate chrétien Marc Sangnier. Le développement de cette campagne d'extrême-droite, et ses violences, amènent la gauche à serrer les rangs. Le 1^{er} juin, à la Chambre, Herriot parle d'un « complot » contre la République : « *L'inaction du gouvernement est incompréhensible et grave. Votre responsabilité est engagée pour l'avenir... Le moment est venu : il faut prendre position pour ou contre la République. Il ne faut pas, sous prétexte de nécessités de politique extérieure, laisser croire que l'on continue à tolérer des hommes qui ne vous supportent qu'afin de mieux vous accabler* » (62). Pour la première fois, Herriot et la majorité des radicaux votent contre le gouvernement Poincaré. La rupture, on le voit, vient de la politique intérieure, et malgré la politique extérieure.

L'ERE NOUVELLE écrit le 2 juin 1923 : « *Le pays républicain ne lui permettra plus (à Poincaré), en tout cas nous le savons maintenant, d'évoquer perpétuellement le problème de la Ruhr et la mauvaise foi de l'Allemagne, lorsqu'on lui demande des éclaircissements sur sa politique intérieure* » (63).

Et Lautier, dans L'HOMME LIBRE, invoque les grands noms des combats républicains : « *Oui, la République est à demi-morte d'asphyxie et l'heure a sonné de se grouper autour d'elle pour la sauver. Ni Gambetta, ni Jules Ferry, ni Waldeck-Rousseau n'auraient tant attendu* » (64).

La crainte de voir menacer les institutions républicaines est-elle réelle, ou bien est-elle un argument ? Quoi qu'il en soit, l'évolution des radicaux vers leur gauche s'accélère désormais. Le Journal LE QUOTIDIEN, fondé au début de 1923, fait campagne contre le Bloc national et pour l'union des gauches entre les radicaux et les socialistes. Le 15 juin 1923, Herriot dit à la Chambre : « *Nous avons convenu en 1919 de faire une grande concentration au-dessus des partis. C'était peut-être une grande idée qui avait séduit beaucoup d'hommes jeunes, frais sortant de la guerre, pleins d'enthousiasmes et d'illusions ; mais cette politique à l'expérience n'a été qu'une politique de droite et de conservation. Les radicaux ne s'y associeront plus désormais... Je viens dire que dans cette heure décisive où le problème jusqu'ici mal posé tend à se résoudre enfin, nous ne mêlerons plus nos bulletins à ceux de la majorité* » (65).

Blum ne perd pas de temps pour élargir la brèche qui s'ouvre entre les radicaux et la majorité et pour proposer aux radicaux un rapprochement en vue des prochaines élections. Deux jours après le discours d'Herriot, il écrit dans LE POPULAIRE (66) : « *Les radicaux,*

(62) Cité par SOULIE, op. cit., p. 117.

(63) Ibidem, p. 118.

(64) Ibidem.

(65) Journal officiel, Débats parlementaires, Chambre, séance du 15 juin 1923.

(66) La situation des partis, article du Populaire du 18 juin 1923, L'œuvre de Léon Blum, p. 331-332.

à la vive satisfaction du plus grand nombres d'entre eux, au grand désappointement de quelques uns, sont désormais rejetés dans l'opposition. Bon gré mal gré, il faudra qu'ils y demeurent. Les ponts sont coupés... Cela signifie que l'opération de novembre 1919 ne pourra pas recommencer en mai 1924. Le bloc du 16 novembre 1919 est dissocié, ce bloc auquel s'étaient agrégés, dans tant de départements, des candidats radicaux, et, presque partout, des électeurs radicaux... Les radicaux sont sortis du Bloc. Il ne pourront plus rentrer dans le Bloc. Ils seront obligés d'entrer de plus en plus carrément en bataille contre le Bloc. Nous aurons donc, radicaux et nous, les mêmes ennemis ».

Le 20 juin, Herriot confirme la rupture avec le Bloc, en s'écriant au Comité exécutif radical : « Nous nous sommes séparés de Poincaré au cri de *« En avant pour la République »* » (67).

Les déclarations d'Herriot dans les semaines suivantes soulignent que la rupture avec Poincaré est venue de la politique intérieure ; il parle de la nécessité de « *défendre la République* » contre les « royalistes », les « cléricaux » et les « réacteurs » mais il reste discret sur l'Allemagne. En août 1923, le rapprochement s'accélère entre socialistes et radicaux, mais les divergences de vues sur la politique à l'égard de l'Allemagne sont un obstacle à l'établissement d'un programme commun de l'opposition (68). En septembre et au début d'octobre, Herriot voyage aux Etats-Unis et au Canada ; il n'a donc pas à prendre position sur les graves événements qui se déroulent alors en Allemagne. En débarquant au Havre, le 10 octobre, il s'en tient encore aux généralités : « *Il est nécessaire d'unir les trois grandes démocraties française, anglaise et américaine, pour préparer une paix fondée sur le droit* » (69). On remarque qu'Herriot ne parle pas de la « démocratie allemande ».

Puis c'est, dans le courant d'octobre 1923, le Congrès du parti radical à Paris. Herriot y déclare que l'opposition du parti au gouvernement est « absolue » dans le domaine intérieur, et, ce qui est nouveau avec cette netteté, dans le domaine extérieur. Le virage vers la gauche est cette fois bien pris. Dans les points qu'Herriot énumère, pour dessiner le cadre de l'accord de Cartel avec les socialistes, il y a, en ce qui concerne la politique extérieure, l'acceptation de la Charte de la S.D.N. et la suppression de l'ambassade au Vatican ; mais il n'est pas question de l'Allemagne. Dans le QUOTIDIEN du 23 octobre, le socialiste Paul-Boncour, tout en voyant dans la nouvelle orientation radicale une « *amélioration considérable* », constate les divergences de vues qui demeurent entre radicaux et socialistes sur l'occupation de la Ruhr (70).

Herriot, en effet, n'a pas encore rejoint les positions des socialistes sur les affaires allemandes, loin de là. Le 23 novembre 1923,

(67) Cité par SOULIE, op. cit., p. 119.

(68) Ibidem, p. 121.

(69) Ibidem, p. 122.

(70) Ibidem, p. 126.

Poincaré défend sa politique devant la Chambre ; les socialistes, bien sûr, votent contre le gouvernement ; Herriot vote à nouveau pour lui (71). Nous voici maintenant à moins de six mois des élections législatives, et les positions des socialistes et des radicaux sont encore opposées sur cette affaire essentielle de la vie de la France d'alors : les relations franco-allemandes. Le Cartel des gauches en formation va-t-il échouer à cause de cela ? A la fin de décembre, Herriot pense se sortir de l'embarras où le plonge ce différend d'appréciation avec ses nouveaux amis socialistes, en laissant entendre qu'il envisage l'évacuation de la Ruhr « *quand la France aura obtenu les garanties suffisantes pour les réparations* » (72), formule dont l'élasticité permet de voir venir. La position d'alors d'Herriot sur la Ruhr paraît parfaitement définie par M. Soulié quand il écrit : « *Sur ce point, il n'est pas en opposition formelle avec Poincaré ; mais il refuse aussi de tuer le Cartel en gestation, à propos de la Ruhr* » (73).

Dans un débat à la Chambre, le 28 décembre 1923, Paul Reynaud cherche à contraindre Herriot à sortir de sa réserve et à s'exprimer sans équivoque ; il lui demande sans détours : « *Si vous venez au pouvoir, évacuerez-vous la Ruhr ?* ». Herriot esquive le coup, manifestement destiné à gêner le rapprochement en cours entre radicaux et socialistes, par une réponse dont la clarté est dans les apparences plutôt que dans le contenu, et qui ménage toutes les possibilités d'interprétation et d'évolution : « *Non, certainement non, je ne donnerai pas le conseil d'évacuer immédiatement la Ruhr sans conditions. Ce que je me hâterais de faire, ce serait d'engager la politique, qui, j'en suis sûr, permettrait la substitution à ce gage incertain et précaire d'autres gages plus solides et plus durables.* Les observateurs remarquent que Poincaré, après la question de Reynaud, et avant la réponse d'Herriot, s'apprêtait à mettre un terme au débat en prononçant la clôture de la session parlementaire, ce qui aurait évité à Herriot d'avoir à se prononcer (74).

Mais voici, dans l'affaire des réparations, le grand fait nouveau, qui va permettre aux socialistes et aux radicaux de se retrouver autour d'un même thème : les travaux des comités d'experts Dawes et Mac Kenna à partir de janvier 1924. Derrière la réunion des comités d'experts, il y a l'idée de faire estimer la capacité de paiement de l'Allemagne par des personnalités réputées compétentes ; il y a aussi — on s'en rendra rapidement compte — la rentrée des Américains dans les affaires d'Europe et l'amorce d'une opération de crédit américain à l'Allemagne. L'idée de l'expertise et celle du crédit américain, voilà des années que l'on en parlait ; Blum s'en était toujours déclaré partisan. Dès avril 1921, alors que Français et Anglais, réunis en conférence à Londres, préparaient ce qui devait être l'état de

(71) Sans doute la décision de Poincaré de faire appel aux « experts » est-elle pour quelque chose dans ce nouveau rapprochement de la fin de 1923.

(72) Compte rendu du Comité exécutif radical, *Le Quotidien*, 23 décembre 1923.

(73) SOULIE, p. 127.

(74) Ibidem, p. 128, et BONNEFOUS, op. cit., p. 394-395.

paiement du 5 mai 1921, et qu'en Allemagne on mettait déjà son espoir dans une intervention américaine, Blum écrivait dans *LE POPULAIRE* (75) : « Nous avons publié hier, en dernière heure, une dépêche radio annonçant que le gouvernement allemand solliciterait, sur la question des réparations, l'intervention des Etats-Unis... Nous ne dissimulerons pas, pour notre part, les sentiments de satisfaction et de délivrance que nous inspire cet acte considérable. Nous ne voulons pas y voir un échec pour le gouvernement français. Bien loin de là, nous considérons l'intervention des Etats-Unis comme le seul moyen de tirer, et le gouvernement français, et le gouvernement allemand, du tragique embarras où les ont enfermés leurs fautes réitérées. Voilà trois jours que la presse officielle s'inondait de détails sur les sanctions, décisives cette fois, que l'on préparait pour l'échéance du 1^{er} mai... L'intervention américaine peut couper court à ces folies ».

Blum, très tôt, a été conscient de ce que l'intervention américaine et les crédits américains à l'Allemagne, ce serait l'intervention du capitalisme américain dans les affaires européennes et l'entrée dans le gouvernement allemand de personnalités proches des milieux d'affaires, comme Stresemann, pour être les interlocuteurs des banquiers américains. Blum n'en pense pas moins que c'est la voie à suivre, et qu'il « faut aider à fond l'Allemagne dans cette œuvre de salut commun » ; voici ce qu'il écrivait dans *LE POPULAIRE* dès 1921 (76) : « D'après l'ensemble des renseignements que j'ai pu recueillir, le gouvernement allemand poussait activement les négociations qui lui permettraient de placer à l'étranger des opérations d'emprunt en étayant son propre crédit, assez compromis aujourd'hui vis-à-vis de la finance internationale, sur la garantie des grandes banques et des grands syndicats industriels (77). Il s'agit là d'un effort réel, sérieux, tenace, et non pas de parades vaines et de simagrées. Ce qui le prouve, c'est que les combinaisons d'ordre politique qui auront sans doute pour effet l'entrée des populistes (78) dans le cabinet d'Empire n'ont pas eu d'autre origine et ne répondent pas à un autre mobile que le désir de conduire à son terme le programme que je viens de tracer. Je ne crois pas qu'il soit fort agréable à M. Wirth de faire des avances à M. Stresemann, ni que M. Rathenau se réjouisse particulièrement de mettre sa main dans la main de M. Stinnes. Mais le cabinet Wirth-Rathenau a eu le sentiment qu'il ne pourrait mener à bien ni l'exécution de la convention de Wiesbaden, ni l'application du programme fiscal, sans l'adhésion tacite de la grande banque et de la grande industrie : il s'est surtout rendu compte qu'il ne pourrait pas réussir les opérations de crédit indispensables sans leur collaboration active. L'entrée dans le gouvernement du parti populiste, qui

(75) Une chance d'accord, article de Blum dans *Le Populaire* du 23 avril 1921, *L'œuvre de Léon Blum*, op. cit., p. 163-164.

(76) Le change et les réparations, article de Blum dans *Le Populaire* du 5 octobre 1921, *L'œuvre de Léon Blum*, op. cit., p. 185-187.

(77) Il faut, bien entendu, comprendre ici l'expression *syndicats industriels* au sens allemand : il s'agit des organisations patronales.

(78) *Populiste* est le nom que l'on donnait alors en France à la D.V.P., le parti de Stresemann et de Stinnes.

est l'expression politique des groupes financiers et industriels à qui l'on faisait appel, ne sera, si elle se produit, que la condition ou la récompense de ce concours. Elle aura le même caractère que l'entrée dans le conseil d'administration d'une société industrielle quelconque des représentants d'une banque qui vient de lui consentir un prêt important. M. Wirth a-t-il été bien inspiré en nouant cette transaction ? Quelles conditions exactes a-t-il dû souscrire ? S'est-il affaibli ou fortifié ? L'avenir seul nous l'apprendra. Peut-être, vis-à-vis du grand capitalisme, valait-il mieux des mesures d'autorité inspirées des nécessités mêmes de la patrie, que des accommodements où l'on paraît se livrer à lui et qui exaltent, en tout cas, le sentiment de sa puissance. Mais je crois pouvoir affirmer que ses mobiles ont bien été ceux que j'indique, que c'est bien en ce sens et dans ce but qu'il a agi sur la social-démocratie avant le Congrès de Goerlitz. On le voit : même les combinaisons de politique intérieure se trouvent aujourd'hui subordonnées à la recherche et à la réalisation du programme des réparations possibles. J'essaierai de montrer, pour achever, que l'intérêt de la France, son intérêt matériel comme son intérêt moral, exige que nous aidions à fond l'Allemagne dans cette œuvre de salut commun ».

On ne s'étonne pas dès lors que Blum salue avec enthousiasme la réunion des comités d'experts et l'intervention américaine qu'elle prépare ; le fait que cette nouvelle politique soit également approuvée par les milieux d'affaires n'est pas un obstacle à sa propre approbation ; Blum déclare à la Chambre le 14 décembre 1923 : « Je lisais, il y a quelques jours, dans un journal dont, assurément, les opinions ne cadrent guère avec les nôtres, mais dont le rédacteur est un des publicistes les plus intelligents de ce temps (79), LA JOURNÉE INDUSTRIELLE, que l'expertise, décidée par la Commission des Réparations, à laquelle le gouvernement anglais a donné son adhésion, à laquelle le gouvernement des Etats-Unis, providentiellement, vient d'accorder aussi son adhésion officielle, était la dernière chance que vous puissiez saisir pour ramener l'ordre, et l'aisance, et la paix dans l'Europe et dans le monde. Je vous le demande : laisserez-vous échapper cette chance-là, après avoir laissé échappé les autres ?... Vous n'avez qu'une façon, vous, de justifier l'initiative, peut-être périlleuse pour vous, qu'a prise le président Coolidge, c'est de la laisser aboutir, c'est de la faire réussir, c'est de ne pas la conduire à un échec (80) ».

Herriot, au contraire, était resté longtemps méfiant à l'égard des projets des milieux d'affaires allemands. Vers le milieu de 1923, on l'a vu, il s'était rallié à la thèse d'un « crédit international ». En janvier 1924, il prend position, lui aussi, pour la solution de l'expertise ; mais son adhésion à cette solution résulte moins chez lui d'une analyse de la situation économique internationale — ce qui est le cas chez Blum — que du souci politique de rapprocher la France de la

(79) Il s'agit sans doute de Lucien Romier.

(80) *Journal officiel*, Débats parlementaires, Chambre, séance du 14 décembre 1923.

démocratie anglaise et d'assurer la paix. Le 11 janvier 1924, à la Chambre, après avoir déploré les résultats financiers qu'il juge décevants de l'occupation de la Ruhr, Herriot conseille à Poincaré de « *laisser les mains libres aux experts* », demande le « *rétablissement du front uni de la France et de l'Angleterre* » et fait l'éloge de la S.D.N. Une péroraison vibrante permet à Herriot de faire se mêler en sa faveur les applaudissements, qui prennent l'allure d'une ovation, des députés socialistes et radicaux : « *La mission de la France républicaine est de réaliser cette parole, la plus belle qui ait passé dans le monde : Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté* » (81).

Cette envolée, au-delà même de l'hémicycle, s'adresse à l'opinion publique, naturellement plus sensible aux beautés de l'art oratoire qu'aux sévérités de l'analyse économique. Herriot est en train de s'imposer comme le leader du Cartel des gauches en préparation, avec un éclat qui éclipse celui de Blum.

L'adhésion des socialistes et des radicaux aux idées qui inspirent les travaux des comités d'experts ne suffit pas à définir un programme commun de politique internationale, ni même à distinguer l'opposition de la majorité ; après tout, quelles qu'aient été, depuis 1921, les origines de ces idées et la longue opposition des gouvernements français à leur réalisation, c'est le gouvernement Poincaré qui, à la fin de 1923, a demandé à la très versaillaise Commission des Réparations de convoquer des experts à titre consultatif, comme le traité en prévoit la possibilité ; c'est en plein accord avec le gouvernement français que les experts travaillent à Paris. La politique de l'expertise, et du crédit américain qu'elle prépare, est devenue la politique officielle de la France de Poincaré. Ce n'est donc pas là qu'il faut chercher ce qui, au début de 1924, sépare ou rapproche le Bloc national, les radicaux et les socialistes en politique internationale ; c'est sur la Ruhr que se font les clivages.

Or, sur l'affaire de la Ruhr, les divergences d'appréciation sur le passé, et sur l'avenir, subsistent entre socialistes et radicaux. Herriot ne la condamne pas pour des raisons de principes (comment pourrait-il d'ailleurs le faire, après ses votes de 1923 ?) Il n'en demande pas la liquidation ; il ne demande pas l'évacuation immédiate et sans conditions ni contrepartie. Le 18 janvier 1924, il dit à la Chambre : (Ma conception) « *c'était, c'est encore, que, se servant aujourd'hui de ce moyen d'action, de ce moyen, comme on l'a dit, de pression, on parvienne, à l'aide d'un accord interallié, à une politique plus générale* » (82). La thèse de l'évacuation conditionnelle, comme « moyen de pression », permet à Herriot, en janvier 1924, de concilier ses prises de position passées, et sa méfiance qui reste vive à l'égard de l'Allemagne, avec les nécessités du rapprochement en cours avec les socialistes, adversaires de toujours de l'entreprise de la Ruhr et par-

(81) *Le Temps*, daté du 13 janvier 1924.

(82) *Le Temps* du 20 janvier 1924.

tisans de sa liquidation. Mais Herriot ne précise pas les garanties ou les contreparties qu'il demanderait pour sortir de la Ruhr.

C'est dans ces imprécisions et ces équivoques que se noue, en février 1924, l'alliance électorale du Cartel entre socialistes et radicaux. Depuis longtemps, Blum, tout en prévoyant les ambitions ministérielles d'Herriot, déplorait l'absence de programme du parti radical. Dès 1921 il écrivait : « *Le parti radical a compris qu'il ne pourrait se dégager de ses compromissions dégradantes avec le Bloc national sans un effort de clarté doctrinale. Il a compris qu'avant tout il lui fallait se définir, se caractériser, se délimiter en tant que parti ; formuler un programme qui le distinguât du Bloc national d'une part, comme du socialisme de l'autre... L'effort a été sincère. Sera-t-il efficace ? Quel est le sens exact de ce programme, rédigé par M. Herriot sous la forme d'une déclaration, et qui fait penser en effet, dans le balancement confus de ses formules un peu ouatées, à une déclaration ministérielle ? Dans quelle direction le pousse-t-il ?* » (83).

L'effort de clarification et de définition doctrinales, souhaité depuis des années par Blum pour le parti radical, ne s'est guère produit. Aussi, dès que le rapprochement s'ébauche, en 1923, entre socialistes et radicaux, Blum tient-il à en préciser les raisons et les limites : « *Dans la bataille politique immédiate (84), ennemi commun pour les radicaux et pour nous. Mais cela veut dire — pardon pour ces métaphores militaires ! — que nous devrions mêler nos drapeaux et donner l'assaut avec nos troupes confondues ? En aucune façon, bien au contraire, c'est lorsque le parti socialiste entreprend une opération de cette nature qu'il doit le plus soigneusement prévenir la confusion, préserver l'intégrité de sa doctrine et l'autonomie de son organisation* » (85).

En février 1924, le Congrès socialiste, réuni à Marseille, se rallie à l'Union des gauches, étant entendu que l'engagement socialiste ne va pas au delà de l'alliance électorale (86). Les socialistes concluent cette alliance pour abattre Poincaré, mais le cœur n'y est pas. Blum dit : « *Nous n'allons pas au Cartel de gaieté de cœur. La pilule est amère* ».

Et Salengro est plus explicite : « *Le Cartel ? Nous le subissons comme la peste ou le choléra* » (87).

D'ailleurs la vague qui, dans le pays, soulève les militants des partis de gauche, pour qui Herriot est alors la grande figure, ne laisse pas aux dirigeants socialistes le loisir de disputer avec le leader radical de l'imprécision de son programme ; l'échéance qu'est la date des élections approche : il n'est plus temps de parler programme ; on n'a plus que celui de se partager les candidatures et

(83) *Le Congrès radical*, article du *Populaire* du 8 novembre 1921, *L'œuvre de Léon Blum*, p. 203.

(84) On sent ce que le mot a de limitatif.

(85) *Le Populaire* du 18 juin 1923, *L'œuvre de Léon Blum*, p. 332.

(86) SOULIE, op. cit., p. 135.

(87) BONNEFOUS, op. cit., tome III, p. 433 et SOULIE, op. cit., p. 135.

d'aller à la bataille. Du moins, à la veille même de la bataille, Blum estime nécessaire de rappeler le sens et les limites de l'alliance avec les radicaux : « *S'il s'est formé dans le pays un tel mouvement d'opinion, dont on peut discuter la clairvoyance, mais dont on ne saurait nier l'ampleur et la force, c'est tout bonnement à cause de la répulsion qu'inspire la politique de M. Poincaré. La raison d'être des coalitions électorales, leur justification essentielle, ô Monsieur Poincaré, c'est la volonté commune des partis qui sont entrés dans les coalitions d'en finir avec le poincarisme. D'en finir par tous les moyens, comme disait Cachin. Que le poincarisme soit détruit par l'eau ou par le feu, peu importe pourvu qu'il disparaisse. Quand bien même nous n'aurions obtenu que ce résultat, quand bien même, au lendemain de la disparition du Bloc national et de M. Poincaré, nous nous trouverions devant la place nette, devant la table rase, l'œuvre entreprise n'en aurait pas été moins salubre, moins nécessaire. C'est cette conviction qui a déterminé le vote unanime de la motion de Marseille, motion qui s'abstenait d'engager par un programme commun les lendemains de l'action commune, qui, tout en fixant les règles de l'action présente, réservait pour l'avenir l'entière liberté du Parti* » (88).

On conclura ce rappel des prises de position des socialistes et des radicaux à l'égard du problème allemand, de 1919 à 1924, par quelques constatations :

1° — leurs positions de politique étrangère ont été divergentes jusqu'à l'avant-veille de la bataille électorale de 1924. Cette divergence correspond à des différences profondes, puisque la S.F.I.O. est un parti pour qui l'internationalisme fait partie de la philosophie et du programme politiques, alors que les radicaux, tout en étant pour la paix et la concorde internationale, se veulent les héritiers de la Révolution française dont la philosophie internationale n'est pas internationaliste. Les divergences de choix politiques depuis la guerre sont l'expression de ces différences profondes.

2° — Le rapprochement des socialistes et des radicaux dans le Cartel électoral n'est pas une union ; c'est une alliance électorale pour renverser la majorité sortante ; le combat contre l'adversaire commun n'a pas supprimé les différences profondes.

3° — Le Cartel des gauches gagne les élections et arrive au pouvoir sans avoir défini de programme commun de gouvernement. La tentative de définition d'un tel programme aurait pu faire échouer la formation du Cartel, par la constatation de l'impossibilité de se mettre d'accord sur certaines affaires essentielles, en particulier la politique à suivre désormais à l'égard de l'Allemagne.

(88) M. Poincaré et les cartels, article du *Populaire* du 29 avril 1924. L'œuvre de Léon Blum, p. 341.

4° — Herriot a joué un rôle personnel décisif dans la formation du Cartel, dont il a été l'artisan principal, notamment en laissant à dessein dans le flou ses intentions sur la politique qu'il suivrait à l'égard de l'Allemagne, si le Cartel sortait vainqueur des élections.

C'est à partir de cette situation complexe, qu'il a, plus que tout autre leader politique, contribué à créer, qu'Herriot va devoir maintenant agir.

3 — LA VICTOIRE ELECTORALE DU CARTEL DES GAUCHES ET LES DERNIERES INITIATIVES DE POINCARÉ

Les semaines qui séparent la victoire électorale du Cartel des gauches de la constitution du gouvernement Herriot sont dominées en France par les combats de politique intérieure, dans la logique de ce qu'avait été l'enjeu de la bataille électorale : démission de Poincaré, au terme légal de la législature finissante, le 1^{er} juin, refus d'Herriot de former un gouvernement sous la présidence de Millebrand, formation et chute du gouvernement mort-né de François-Marsal, les 9 et 10 juin, assaut du Cartel contre Millerand et démission de celui-ci de la Présidence de la République, le 11 juin, élection de Gaston Doumergue à la Présidence de la République, le 13 juin, formation du gouvernement Herriot, le 15 (89). Bref, au cours de ces semaines, la nouvelle majorité prend le pouvoir, en s'assurant des leviers de commande de la machine politique, parlementaire et gouvernementale.

Aussi évident que soit, durant cette période intermédiaire, le primat des affaires intérieures, ce serait se méprendre que de penser que les affaires extérieures dorment alors. Pendant ces semaines, des positions sont prises qui vont orienter la politique allemande de la France.

Pendant la bataille électorale, Poincaré, contrairement à Millebrand, ne s'était pas vraiment engagé. Tout en défendant sa politique dans la Ruhr à l'occasion des débats parlementaires, il avait pris grand soin de ne pas apparaître comme l'homme du Bloc national. Poincaré, à la fin de la législature, a donné l'impression de laisser les choses aller leur cours, sans chercher à l'influencer. Comment expliquer ce comportement en retrait de Poincaré, que lui reprochaient des leaders du Bloc (90) ? En l'absence des déclarations de Poincaré lui-même, ou de documents, on en est réduit aux hypothèses. Poincaré a-t-il voulu laisser de lui-même « l'image de marque »

(89) On trouvera un exposé synthétique et pratique de ces événements politiques dans BONNEFOUS, op. cit., tome IV, p. 1-25.

(90) Tardieu a attaqué Poincaré, et ce qu'il considérait comme une politique d'inertie, avec une particulière violence durant les derniers mois de gouvernement. D'autre part, les relations entre l'*Action française* et Poincaré, qui avaient été bonnes dans la première moitié de 1923, se sont définitivement détériorées après le décès tragique du fils de Léon Daudet, en novembre 1923, Daudet ayant, à la suite de cette affaire, lancé les accusations les plus violentes contre la police, et notamment le contrôleur général Lannes, propre beau-frère de Poincaré.

de l'ancien Président de la République des années de guerre, qui veut rester au-dessus de la mêlée électorale et de ses inévitables médiocrités ? Est-ce la fatigue d'un homme déjà âgé, après deux années épuisantes à la tête du gouvernement ? Est-ce une sorte de désenchantement devant les résultats finalement décevants de l'affaire de la Ruhr et un constat tacite d'échec ? Est-ce une jalousie secrète à l'égard de Millerand et un désaveu implicite de certaines tendances du Bloc national ? Sans exclure que plusieurs de ces facteurs aient contribué à la décision de Poincaré de s'abstenir de s'engager vraiment dans la bataille électorale, on doit aussi penser à une manœuvre voulue ; la rigueur de légiste, par laquelle il est commun de définir son caractère, n'interdit pas chez lui une connaissance et une expérience exceptionnelles du terrain parlementaire, ni le sens de la manœuvre. On ignore si Poincaré avait prévu la victoire du Cartel et sa propre chute. La correspondance qu'il échangeait avec MacDonald depuis le début de l'année, le souci de différer la négociation internationale tout en en préparant le cadre, l'acceptation même, le 9 mai, de l'invitation de MacDonald à se rendre à Chequers, donnent à penser que Poincaré pensait pouvoir rester au gouvernement et qu'il avait attendu la consécration des élections pour entamer la grande négociation internationale, en vue de laquelle il s'était efforcé de conserver le maximum d'atouts malgré la dégradation de la position française, et dont l'entrevue prévue avec MacDonald pour la fin mai aurait été le prélude (91). Mais, d'un autre côté, les ménagements de Poincaré à l'égard d'Herriot, au cours des mois précédents, obligent à envisager une autre hypothèse. Le Cartel n'est qu'une alliance électorale sans programme commun entre socialistes et radicaux ; le flou des prises de position d'Herriot sur la Ruhr permet encore d'envisager bien des possibilités ; en prenant soin de ne pas se marquer dans la bataille électorale, Poincaré évite de rester le prisonnier du Bloc national, de se couper des radicaux et de rendre impossible une collaboration avec eux dans l'avenir. Le combat laïc, qui tient une si grande place dans le programme des radicaux en 1924, n'est nullement pour Poincaré un obstacle à une collaboration, d'autant plus que lui-même a pris ses distances à l'égard de l'extrême droite du Bloc national. On en vient ainsi à penser que la raison principale du comportement de Poincaré dans ses derniers mois de gouvernement de 1924 aurait été de ne rien faire qui consolidât le rapprochement des radicaux et des socialistes, et de ménager au contraire les chances d'une collaboration ultérieure avec les radicaux (les socialistes restant dans l'opposition) soit au lendemain des élections, soit plus tard — ce qui sera effectivement le cas avec le gouvernement Poincaré d'Union nationale de 1926.

Derrière la manœuvre de Poincaré, il y a bien entendu le désir d'isoler les socialistes et de les cantonner dans l'opposition ; il y a certainement aussi, et peut-être d'abord dans la conjoncture électo-

(91) Cf. *supra*, chapitre VIII.

rale de 1924, le souci d'assurer une continuité dans la politique étrangère de la France. Peut-être, Poincaré a-t-il espéré en mai 1924 pouvoir poursuivre sa politique (92), en s'appuyant sinon sur le Bloc national, du moins sur une nouvelle majorité, moins axée à droite, et dont les radicaux pouvaient ne pas être exclus.

Les résultats des élections du 11 mai permettent-ils d'envisager une telle évolution comme possible ? Certains paraissent s'accrocher quelques jours encore à cette idée (93). Durant quelques jours la presse allemande et la presse anglaise estiment que les résultats des élections françaises n'entraîneront pas un bouleversement de la politique étrangère française (94). Il est vrai que, si la victoire du Cartel est d'emblée évidente, l'augmentation des suffrages obtenus par les partis de gauche n'a pas les allures d'un raz-de-marée (95). Le déplacement des voix par rapport aux élections de 1919 est relativement limité. Un analyste politique pourra écrire : « *La somme totale des voix obtenues par les candidats ministériels (c'est-à-dire poincaristes) y compris la droite et les républicains de gauche ayant toujours voté pour le cabinet Poincaré, s'élevait à 4 539 063, alors que la somme des suffrages obtenus par le Cartel des gauches et le parti socialiste S.F.I.O. n'a atteint que 3 354 416, soit 1 144 647 suffrages de moins ; même en y ajoutant les 875 812 suffrages communistes, on n'aboutirait qu'au chiffre de 4 270 228, encore inférieur à celui du bloc opposé* » (96).

Aussi incontestable que soit le changement de tendance, la victoire électorale des partis de gauche résulte moins des chiffres absolus des suffrages que de leur alliance et du système électoral (représentation proportionnelle avec scrutin de liste départemental comportant une double prime à la majorité absolue et à la plus forte moyenne) (97). Dans la nouvelle Chambre, le Cartel, radicaux-socialistes et socialistes réunis, dispose de 266 sièges ; la majorité

(92) Peu avant les élections, Poincaré aurait dit à Saint-Aulaire, ambassadeur de France à Londres : « *Vous verrez que MacDonald sera renversé avant moi. Nous n'avons qu'à attendre sa chute pour nous entendre avec son successeur.* » SAINT-AULAIRE, *Confession d'un vieux diplomate*, p. 697.

(93) Voir *Le Temps* du 13 mai 1924.

(94) BARDOUX, *L'expérience de 1924*, p. 187-188.

(95) Suffrages obtenus par les différents courants politiques aux élections de mai 1924, d'après LAPIE, *op. cit.*, p. 125.

Partis	Chiffres des voix	Pourcentages
Conservateurs et Action Française	328 003	3,7 %
Union républicaine et concorde nationale	3 190 381	34,6 %
Républicains de gauche et radicaux nationaux	1 020 229	11,1 %
Cartel des gauches (radicaux socialistes et socialistes S.F.I.O.)	3 394 416	36,9 %
Communistes	875 812	9,5 %
Divers	89 235	1 %
Nuls	293 283	3,2 %

(96) G. LACHAPPELLE, *Les élections législatives du 11 mai 1924*, p. 28.

(97) BONNEFOUS, *op. cit.*, tome IV, p. 2. La loi électorale, selon laquelle ont lieu les élections de 1924, est la même que pour les élections de 1919 ; BONNEFOUS, *op. cit.*, tome III, p. 11-22 et 409-416.

absolue est de 291 ; le soutien des 26 députés communistes étant alors exclu, un gouvernement de Cartel ne peut trouver de majorité à la Chambre qu'avec le soutien de tout ou partie du groupe charnière des 47 députés de la « gauche radicale », lui-même divisé en républicains de gauche et radicaux indépendants, « *tous individualistes de tempérament modéré* » (98).

On voit les limites de la victoire électorale du Cartel et la précarité de la nouvelle majorité. En mai-juin 1924 toutefois, la dynamique de la victoire du Cartel balaye toute possibilité, dans l'immédiat du moins, d'une autre majorité ; dans le pays, l'enthousiasme des partisans du Cartel renforce le courant irrésistible dans ce sens. Poincaré ne tente aucune manœuvre : c'est pour lui une évidence qu'il doit quitter le pouvoir et qu'Herriot, leader incontesté du Cartel, lui succèdera ; dès le 13 mai, coupant court à toute spéculation, il annonce qu'il remettra au Président de la République la démission de son gouvernement au terme de la législature en cours, le 1^{er} juin 1924.

Ce qui ne signifie pas que Poincaré, dans ses quinze derniers jours de gouvernement, va se contenter d'expédier les affaires courantes. Le 14 mai, il adresse à MacDonald une longue lettre (99). Le premier objet de cette lettre est de s'excuser auprès de MacDonald de ne pas pouvoir se rendre, comme prévu, à Chequers, le 19 mai, du fait du résultat des élections françaises et de la démission prochaine du gouvernement. Mais Poincaré en profite pour faire un tour d'horizon international et pour faire le point de la pré-négociation interalliée qu'avaient été, en quelque sorte, la correspondance échangée depuis plusieurs mois entre lui-même et le Premier britannique, et la visite des Belges Theunis et Hymans à Chequers les 2 et 3 mai (100). Sur plusieurs points, sans doute, Poincaré n'est pas en mesure d'écrire que MacDonald et lui-même sont déjà tombés d'accord ; mais là où il le peut, Poincaré précise dans sa lettre du 14 mai les promesses faites par MacDonald ou interprète, dans un sens favorable aux thèses jusqu'alors défendues par la politique française, les déclarations floues qui peuvent prêter à une telle interprétation. Ainsi, sur le point de quitter le pouvoir, Poincaré ne jette-t-il pas le manche après la cognée ; tout au contraire, il fait le bilan de sa politique et cherche, semble-t-il, à orienter la négociation future et à assurer la continuité de ce qui avait été sa politique, en liant l'interlocuteur anglais par ses déclarations antérieures et en léguant à son propre successeur une manière de testament politique.

Aussi importe-t-il d'analyser la lettre de Poincaré du 14 mai. Poincaré rappelle l'acceptation par la France du plan des experts et de sa conséquence, le rétablissement de l'unité économique et finan-

(98) LAPIE, op. cit., p. 125.

(99) Publiée dans *Le Temps* du 30 mai 1924 et *L'Europe nouvelle* du 14 juin 1924. Longs extraits de cette lettre dans WEILL RAYNAL, tome III, p. 24-25 et dans SUAREZ, *Herriot 1924-1932*, p. 276-279.

(100) Cf., ci-dessus, chapitre VIII.

cière du Reich : c'est le rappel de la promesse d'évacuation ÉCONOMIQUE de la Ruhr et de la renonciation de la France à l'exploitation directe et isolée du « gage productif », après la mise en route du plan Dawes. Mais ce n'est pas la promesse d'évacuation MILITAIRE de la Ruhr ; Poincaré fait la distinction et il entend conserver à la France l'atout de l'occupation militaire de la Ruhr le temps nécessaire à l'obtention de garanties ; MacDonald s'est montré disposé à rechercher un *modus vivendi* sur ce point (il avait été notamment question d'une « occupation invisible »). D'autre part Poincaré veut croire à un « *acheminement vers une solution acceptable pour nos deux pays* » dans la question des sanctions éventuelles à appliquer à l'Allemagne pour le cas où, à nouveau, elle ne paierait pas, car il ne cache pas que : « *Nous croyons prudent de conserver des garanties et de rester en mesure de reprendre des gages, pour le cas, qui n'est malheureusement pas impossible, où il se produirait ultérieurement, de la part de l'Allemagne, de nouveaux manquements à son obligation de réparer* ». Tout en ajoutant : « *Il va sans dire que la France préférera toujours à des mesures prises par elle seule des mesures prises en commun avec nos Alliés* ». De même, sur la question de la Régie des chemins de fer des territoires occupés, Poincaré veut croire à un accord possible entre gouvernements anglais et français.

Même si les paragraphes consacrés aux sanctions éventuelles et aux chemins de fer font penser à des souhaits de Poincaré, plutôt qu'à des accords en voie de réalisation, la lettre de Poincaré du 14 mai donne, pour l'essentiel, une image assez juste du point où l'on en est arrivé officiellement entre Paris et Londres : promesse d'évacuation économique de la Ruhr après la mise en route du plan Dawes, mais pas de promesse d'évacuation militaire, celle-ci, aux yeux de Poincaré, ne devant s'effectuer qu'en fonction des paiements allemands, et contre des garanties. Enfin Poincaré rappelle brièvement, mais nettement, dans cette lettre que le problème de la sécurité et celui du désarmement de l'Allemagne ne sont pas encore résolus. Ainsi fixe-t-il le cadre de ce que devrait être, selon lui, la négociation à venir (101).

Le même 14 mai, MacDonald écrit à Poincaré une lettre, qui se croise avec la précédente, où le Premier anglais manifeste pour « *gagner du temps* » le souhait de « *continuer, tout au moins à titre d'essai, d'étudier les problèmes* », sans attendre la constitution du nouveau gouvernement français. On peut s'interroger sur cette invi-

(101) On remarquera que, dans sa lettre du 14 mai, Poincaré ne fait pas allusion aux dettes interalliées, contrairement à ce qui avait été le cas dans les lettres échangées au cours des mois précédents. Cela ne signifie pas que Poincaré ait renoncé à lier dettes et réparations. La mise en route du plan Dawes nécessite des décisions rapides au sujet de l'occupation de la Ruhr, mais n'exclut pas la possibilité d'une négociation sur la liaison des réparations et des dettes ; de fait, le plan Dawes ne dit rien sur le montant total des réparations qui reste théoriquement celui fixé par l'état de paiement de Londres du 5 mai 1921, et l'on peut penser que le chiffre fixé en 1921 pour les réparations, 132 milliards de marks-or, pourra être révisé en fonction d'une diminution des dettes interalliées.

tation faite par MacDonald à Poincaré, après les élections françaises, de poursuivre leur dialogue et même « d'en revenir à la forme officielle ordinaire des communications entre les deux gouvernements » (102). MacDonald va jusqu'à évoquer la possibilité « d'arriver à des conclusions ».

La proposition faite par MacDonald, le 14 mai, est interprétée généralement comme une marque d'estime, voire d'amitié à l'égard de Poincaré, en dépit des divergences de points de vue (103). Quoi qu'il en soit, Poincaré saisit l'occasion et répond dès le 15 mai à MacDonald :

« S'il (mon Gouvernement) est résolu à ne rien faire qui puisse entraver l'action du Gouvernement qui lui succèdera, il est qualifié pour poursuivre avec vous l'étude des problèmes urgents, de manière qu'on ne perde pas de temps pour arriver à des solutions que je serai en mesure de recommander personnellement à mon successeur. Je suis du reste convaincu que rien ne sera changé à la politique extérieure de la France. J'ai eu récemment l'occasion de le déclarer au Sénat... Je trouve, depuis que vous avez pris le pouvoir, une telle sympathie entre vos dispositions d'esprit et les miennes que l'échange d'idées qui aura lieu entre nous d'ici au 1^{er} juin ne pourra, de toutes façons, que nous amener très sensiblement vers le résultat que nous espérons tous deux avec tant de confiance » (104).

Ainsi, le 15 mai, Poincaré pense-t-il encore que « rien ne sera changé à la politique extérieure de la France » ! Il espère pouvoir, dans les quinze jours de gouvernement qui lui restent, orienter définitivement, en accord avec MacDonald, la politique extérieure française suivant les lignes définies dans sa lettre de la veille.

Mais MacDonald, maintenant, fait le mort. Alors que Poincaré, dans sa lettre du 15, accepte les négociations immédiates proposées par MacDonald le 14, celui-ci ne répond que le 23 ; tout en étant très cordial à l'égard de Poincaré, il renonce à l'idée de négocier avec lui, se réservant de le faire avec son successeur : « Je suis heureux que vous ayez vu que je m'étais exprimé de façon à montrer que je me rendais compte combien la situation était délicate et que j'étais désireux de n'embarrasser ni vous ni vos successeurs, avec qui j'aurai à poursuivre, en usant de la même franchise, l'échange d'idées que nous avons eu ensemble. En attendant, des points de détail administratifs ont été réglés par les voies habituelles et j'attends l'avènement de votre nouveau ministère pour reprendre, là où il a été interrompu, l'examen des points sur lesquels l'accord n'a pas été réalisé » (105).

(102) La lettre de MacDonald du 14 mai a été publiée dans *Le Temps* du 30 mai et *L'Europe nouvelle* du 14 juin 1924.

(103) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 26-28. BARDOUX, *L'expérience de 1924*, p. 186-187.

(104) Lettre publiée dans *Le Temps* du 30 mai et *L'Europe nouvelle* du 14 juin.

(105) Ibidem.

Pourquoi MacDonald a-t-il changé d'avis entre le 14 et le 23 mai ? L'interprétation selon laquelle il aurait été d'abord mal informé des dispositions constitutionnelles françaises n'est pas satisfaisante ; non plus que celle de la duplicité, MacDonald flagornant Poincaré pour le mieux lanterner en attendant l'échéance du 1^{er} juin. Il est possible que la lettre de Poincaré du 14 mai — que MacDonald n'avait pas encore reçue lorsqu'il lui adressait le même jour l'invitation à avancer la négociation sans tarder — ait inquiété MacDonald par le sentiment qu'elle pouvait lui donner de lui lier les mains à l'avance par des précisions trop grandes. Ce sentiment explique sans doute que MacDonald ressente la nécessité de préciser dans sa lettre du 23 que l'examen des questions a été « *interrompu* » et qu'il y a des points sur lesquels « *l'accord n'a pas été réalisé* ». Mais surtout, la situation intérieure française a évolué très vite au cours des dix jours qui ont suivi les élections. Le ton de la presse du Cartel vainqueur à l'égard des vaincus du Bloc ne laisse pas de doute sur la cassure qui vient de se produire en France ; Poincaré, quoi qu'il en ait, et en dépit de ses efforts récents pour se démarquer du Bloc et se conserver les amitiés radicales, n'est plus l'homme de la situation. MacDonald ne peut pas ignorer l'évolution rapide qui se produit à Paris, et, en tant que Premier ministre travailliste, il ne peut pas ne pas être sensible à la perspective d'une négociation sur des bases entièrement nouvelles avec un gouvernement français de gauche, ayant dans sa majorité ses amis de la S.F.I.O. Il n'est pas interdit de penser que MacDonald ait reçu de Paris le conseil d'interrompre la négociation avec Poincaré et d'attendre.

La situation, tout à coup, avait échappé à Poincaré ; l'espoir d'enranger la récolte dans la précipitation des quinze derniers jours de gouvernement, après avoir perdu les élections, ne pouvait qu'être illusoire. Au mieux, Poincaré pouvait-il laisser un testament, qui serait aussi, peut-être, une pierre d'attente.

4 — LE « SOUTIEN » SOCIALISTE ET LA CONSTITUTION DU GOUVERNEMENT HERRIOT

Leader incontesté du Cartel, Herriot donne le sentiment de ne pas dominer la mêlée assez confuse qui suit, dans le monde politique, la victoire électorale du 11 mai. Peut-être se tient-il volontairement en retrait et souhaite-t-il que les choses commencent à se décanter d'elles-mêmes, sans avoir à en trancher. Après quelques jours de repos dans le Midi (106), il remonte à Paris et voit Millerand, le 21 mai, Poincaré et Doumergue, le 23 (107). Il s'informe sur la situation des finances publiques et se pose ainsi en candidat virtuel à la succession de Poincaré ; mais il n'expose pas de programme de gouvernement. Et il reste à définir ce qui est la grande inconnue : la nature des relations à venir entre radicaux-socialistes et socialistes. Sans doute Herriot accorde-t-il, fin mai, une interview au VORWAERTS (108), qui est le quotidien du parti social-démocrate allemand ; il y développe ses idées sur l'Allemagne républicaine, qui est celle avec laquelle il veut parler, sur laquelle il compte pour l'avenir, et qu'il distingue de l'Allemagne communiste et de l'Allemagne nationaliste. En choisissant, pour s'adresser à l'Allemagne, le quotidien social-démocrate, Herriot rappelle son souci de coopération avec le socialisme, en même temps que, par les devants qu'il prend, il évite de laisser à la S.F.I.O. le monopole des relations privilégiées avec le parti frère d'Allemagne. Ses propres relations avec la S.F.I.O. ne sont pas pour autant précisées ; une anecdote montre tout ce que ces relations ont encore d'ambigu, même après la bataille et la victoire électorales communes : dans l'assaut mené contre Millerand par ses propres amis radicaux et par les socialistes, pour en obtenir la démission de la Présidence de la République (109), Herriot n'est pas maître du jeu ; sur cette affaire, il

(106) SOULIE, op. cit., p. 144.

(107) Ibidem, p. 145, SUAREZ, op. cit., p. 279-280.

(108) *Vorwaerts* du 24 mai 1924, Cf. SOULIE, op. cit., p. 144-145. Pour l'opinion française, Herriot avait développé ses idées sur l'Allemagne dans des articles de *L'Information* des 4 et 18 avril et du 9 mai 1924. (SOULIE, op. cit., p. 173).

(109) On trouvera l'analyse que l'Ambassade d'Allemagne à Paris fait de la crise politique qui aboutit à la démission de Millerand dans les rapports de Hoesch A 4667 du 16 octobre 1923 (K 935/K 237 315-317), A 1359 du 1^{er} avril 1924 (K 934/K 235 993--236 005), A 2303 du 5 juin (K 935/K 237 565-576) et A 2414 du 14 juin 1924 (K 934/K 236 028-042).

Dans son livre *La reconquête de la victoire perdue*, Presses du temps présent, Paris, 1966, p. 101-103, A. ENFIERE se demande si l'Allemagne n'aurait pas cherché à jouer un rôle dans la chute de Millerand. Il est vrai que la motion

écrit le 29 mai à l'ambassadeur de France à Londres, qui s'inquiète des conséquences que la crise présidentielle pourrait avoir à l'étranger : « *Il n'est pas en mon pouvoir de supprimer ce problème. Si M. MacDonald se préoccupe de la solution, une seule démarche de sa part serait efficace : une action directe et rapide sur le groupe socialiste avant le congrès du dimanche 1^{er} juin* » (110).

Ce qui revient à dire qu'Herriot n'a pas, à cette date, d'autorité, même amicale, sur la S.F.I.O., puisqu'il envisage le recours à une intervention du Premier travailliste auprès de la S.F.I.O., pour en obtenir un inflexible dans l'affaire de la Présidence de la République (111). Dans les jours suivants, tout ce qui sépare les socialistes des radicaux, et que les nécessités du combat électoral commun avaient fait maintenir dans l'ombre, va apparaître. Le moment approche où l'on va devoir constituer le gouvernement ; on ne peut donc plus retarder, entre les alliés socialistes et radicaux, les décisions et, pour les prendre, certains éclaircissements. Sur la constitution du futur gouvernement, en cas de victoire du Cartel, comme sur le programme du futur gouvernement, aucune décision n'avait été prise entre les deux partis alliés avant les élections. On en est toujours là, fin mai, situation qui ne saurait se prolonger sans devenir paradoxale.

Plusieurs années plus tard, après la dissociation de la majorité de Cartel des gauches en 1926 et le retour des radicaux à une majorité d'Union nationale sous la direction de Poincaré, l'histoire de la constitution du gouvernement Herriot de juin 1924 fera l'objet, entre socialistes et radicaux, de récriminations et reproches réciproques et rétrospectifs ; les radicaux rendront les socialistes responsables de l'échec du Cartel pour avoir refusé leur participation aux responsabilités gouvernementales, et les socialistes répondront aux

parlementaire dont l'adoption est à l'origine du départ de Millerand, et selon laquelle « *le maintien à l'Elysée de M. Millerand blesserait la conscience républicaine* » avait pour auteur Léon Accambray, député radical-socialiste de l'Aisne ; il y a tout lieu de penser qu'Accambray, ancien officier de carrière démissionnaire en 1914, avait été pendant la guerre « correspondant » des services allemands (voir J. BARIETY, *L'Allemagne et les problèmes de la paix pendant la première guerre mondiale*, Revue Historique, avril-juin 1965, p. 382).

Pour 1924 toutefois, on n'a trouvé dans les archives allemandes aucune trace d'éventuels contacts entre Accambray et l'Allemagne. Au demeurant la colère contre Millerand était telle dans les rangs du Cartel qu'à défaut d'Accambray, à notre sens, un autre député aurait été l'auteur de la motion.

Le personnage d'Accambray n'en reste pas moins énigmatique : cet ancien « correspondant » des services allemands sera en 1927 rapporteur des projets de lois sur la réorganisation de l'armée, et, en 1928, sur la constitution des cadres et des effectifs de l'armée. Il mourra en 1934.

(110) SAINT-AULAIRE, op. cit., p. 709. Saint-Aulaire écrit : « *Il va de soi que je m'en abstins par égard pour M. Herriot. Plus soucieux de son prestige que lui-même, je ne voulais pas invoquer son impuissance pour provoquer une intervention que MacDonald inscrirait à notre passif et qui appellerait une contrepartie dont la France ferait les frais* ». Ibidem, p. 709-710.

(111) Dans un premier temps, Herriot paraît ne pas être opposé à ce que Millerand reste à l'Elysée.

radicaux qu'on ne saurait leur reprocher leur non-participation, car on ne leur aurait pas proposé de participer (112).

Écartant cette querelle tardive, cherchons à préciser ce qui se passe, en mai et juin 1924, entre radicaux et socialistes, en nous en tenant au propos qui nous intéresse ici : la définition de la nouvelle politique allemande de la France.

Le congrès socialiste doit se réunir à Paris le 1^{er} juin. Le 31 mai, Herriot adresse à Blum une lettre (113) : « *Au dehors, un devoir domine tous les autres : construire la paix. Pour obtenir la victoire électorale qui rende cette œuvre désormais possible, socialistes et radicaux se sont cordialement unis... L'évidente volonté du pays est que cette collaboration se poursuive dans les Conseils du gouvernement pour traduire en actes les décisions de la Nation. Le peuple a fait son devoir ; à nous de remplir le nôtre. Je viens donc au nom de mon parti, demander au parti socialiste son entier concours ; nous nous tenons prêts à en discuter avec vous les conditions et les moyens* » (114).

Il résulte clairement de la lecture de cette lettre qu'Herriot demande aux socialistes de participer au gouvernement ; on constate, d'autre part, qu'Herriot, par cette lettre, n'apporte pas de précisions sur son programme de gouvernement, mais il laisse entendre qu'il est prêt à en discuter avec les socialistes.

Voilà donc l'invitation radicale sur laquelle les socialistes doivent se décider. Les socialistes sont divisés sur la réponse à donner. Il y a des partisans de la participation socialiste au gouvernement aux côtés des radicaux : Moutet, député du Rhône et ami d'Herriot (115), Grumbach, Varenne ; il y en a des adversaires : Déat, Duret, Longuet, Uhry. C'est qu'en fait la S.F.I.O. n'a pas que les radicaux pour voisins ; elle a aussi les communistes de la S.F.I.C. Si on l'oublie, on ne comprend pas les hésitations socialistes, et finalement le choix, sur lequel ils s'arrêteront, d'un soutien sans participation (116).

(112) Voir l'article de Léon Blum *Radicalisme et Socialisme* dans *Le Populaire* du 31 janvier 1927. Blum écrira : « *Au moment de la constitution du cabinet Herriot, nous n'avons eu aucune offre à refuser pour la raison qu'aucune offre ne nous a été faite.* » (*L'œuvre de Léon Blum*, op. cit., p. 441).

(113) Les lettres adressées par Herriot, à l'occasion de la formation de son gouvernement, ont été publiées en traduction anglaise dans un livre rédigé dès octobre 1924 par un publiciste anglais proche de MacDonald : GLASGOW, *MacDonald as Diplomatist*. Le chapitre de livre *The new order in France*, p. 106-116, reste l'une des analyses les plus complètes que l'on ait de la politique de la S.F.I.O. en mai-juin 1924. Les lettres d'Herriot à Blum seront publiées dans *L'Œuvre* le 1^{er} février 1927, lendemain du jour où Blum aura publié dans *Le Populaire* l'article *Radicalisme et Socialisme* (Cf. ci-dessus, note 112).

(114) Cité par Herriot, *Jadis*, tome II, p. 135.

(115) Au lendemain de la guerre, Herriot avait eu à lutter à Lyon contre une tentative socialiste pour s'emparer de la municipalité. Depuis, il avait repris les choses en mains et s'était assuré dans la S.F.I.O. locale des amitiés qui lui avaient permis de conserver sa position lyonnaise. Certains observateurs de l'époque pensaient que le rapprochement d'Herriot et des socialistes, dans le Rhône, avait précédé et facilité leur rapprochement sur le plan national.

(116) BONNEFOUS, op. cit., tome IV, p. 20, et GLASGOW, op. cit., p. 108.

En effet, le Congrès socialiste a reçu deux textes : la lettre d'Herriot à Blum du 31 mai, par laquelle Herriot demande aux socialistes leur participation au gouvernement, et une lettre du parti communiste (117) ; les communistes y définissent un programme de politique étrangère tout différent : évacuation de la Ruhr, certes, mais aussi refus du plan Dawes et règlement du problème des réparations en faisant supporter les frais des conséquences de la guerre par les capitalistes allemands et français, avec nationalisation des activités économiques fondamentales, comme les mines et les banques. C'est le début d'une longue querelle, théorique et pratique, et qui rebondira après la seconde guerre mondiale, entre socialistes et communistes sur l'intervention américaine en Europe et sur le rôle des crédits, et donc des capitaux, américains dans l'économie européenne. Sans doute, dans la conjoncture politique française de 1924, le programme communiste ne possède aucune chance de devenir un programme du gouvernement ; mais la S.F.I.O. doit en tenir compte : la cassure entre S.F.I.O. et S.F.I.C. est encore fraîche ; la concurrence, entre les deux internationales, est encore vive dans les milieux prolétarien et universitaire. On sait que, depuis 1921, Blum, comme la social-démocratie allemande, a fait son choix pour l'intervention américaine et les crédits américains (118) ; voici que le plan Dawes fait passer le projet du plan des idées à celui de la réalisation prochaine ; les communistes prennent nettement position contre ; on comprend que les socialistes, qui doivent se garder sur leur gauche, soient tentés par une formule qui leur permette, tout en assurant la possibilité pour un gouvernement Herriot d'avoir une majorité parlementaire, de ne pas être solidaires des décisions que ce gouvernement ne pourra pas ne pas prendre. De plus, comment le Congrès socialiste pourrait-il se décider sur les généralités, cordiales et pathétiques, mais imprécises de la lettre d'Herriot du 31 mai ?

Aussi le Congrès socialiste demande-t-il à Herriot, le 1^{er} juin, de lui proposer un programme assez précis et détaillé, pour qu'il permette une prise de position, sinon sur la participation, du moins sur le « soutien » (119).

Le 2 juin, une délégation socialiste, menée par Léon Blum, négocie rue de Valois avec une délégation radicale, dirigée par Herriot. Les efforts des radicaux pour obtenir la participation des socialistes restent vains, notamment parce qu'Herriot refuse aux socialistes le portefeuille des Finances qu'ils revendiquent pour Vincent Auriol (120). En fait les dés sont déjà jetés et les socialistes ont fait leur choix. Le même 2 juin, Herriot adresse à Blum la lettre que les socialistes lui demandaient pour préciser son programme ; en politique extérieure, Herriot propose la suppression de l'ambassade auprès du Saint-Siège, la diminution du service

(117) GLASGOW, *ibidem*, p. 108.

(118) Cf. *supra*, note 76.

(119) GLASGOW, *op. cit.*, p. 108.

(120) SOULIE, *op. cit.*, p. 146-147.

militaire, l'extension du rôle de la S.D.N., l'établissement des relations avec l'U.R.S.S., l'acceptation du plan Dawes « *sans arrière-pensée* », le contrôle du désarmement de l'Allemagne. Sur la Ruhr, tout en se prononçant contre la pratique de l'action isolée et des gages territoriaux, Herriot parle de la nécessité de protéger la France, et d'autres pays, du « *nationalisme pangermaniste* » ; il écrit qu'il est impossible d'évacuer la Ruhr tant que les garanties prévues par les experts ne seront pas en vigueur et n'auront pas été confiées aux organisations internationales qualifiées (121).

Dans sa lettre du 2 juin, Herriot, on le voit, s'efforce de définir un programme de politique étrangère qui s'approche, autant que le permettent ses propres convictions et soucis, des idéaux socialistes. Avant même d'avoir eu communication de cette lettre, et du programme qu'elle apporte, le Congrès socialiste s'est décidé contre la participation et pour le soutien (122).

Herriot peut maintenant constituer un gouvernement ; le soutien socialiste l'assure d'une majorité à la Chambre. Quant aux socialistes, tout en gardant les mains libres et en n'engageant pas leur responsabilité, ils détiennent désormais un très efficace moyen de pression sur l'action du futur gouvernement. Des adversaires du gouvernement Herriot parleront du soutien socialiste au gouvernement Herriot comme de celui que la corde apporte au pendu ; sans se laisser aller jusqu'à une image polémique et délibérément désobligeante, on constatera que la pratique du soutien socialiste ne laissera pas Herriot libre. Voici donc qui complique encore les choses ; alors que la nouvelle politique allemande de la France n'est pas encore vraiment définie, le nouveau gouvernement, celui d'Herriot, devra compter, à l'intérieur de sa majorité, sur des pressions qui le contraindront à aller plus loin qu'il l'aurait d'abord voulu, et auxquelles il lui sera impossible de résister sans mettre en péril son existence même.

Une fois que les péripéties, qui amènent le remplacement de Millerand par Doumergue à la Présidence de la République (123), sont parvenues à leur terme, Herriot, comme prévu, constitue le nouveau gouvernement, qui est prêt le 15 juin : quatorze ministres, dont onze radicaux-socialistes, un « gauche radicale », un républicain socialiste, et un non-parlementaire, le général Nollet, à qui Herriot confie le Ministère de la Guerre. Herriot garde pour lui-même, outre la Présidence du Conseil, les Affaires étrangères. Le choix qu'Herriot fait de Nollet pour la Guerre retient l'attention de la Wilhelmstrasse ; elle pense que Nollet a été choisi pour trois

(121) GLASGOW, op. cit., p. 109.

(122) SOULIE, op. cit., p. 147.

(123) La Wilhelmstrasse croit comprendre que Doumergue aurait été préféré à Painlevé, candidat du Cartel des gauches à la Présidence, par des parlementaires chevronnés qui ne seraient pas sans s'inquiéter des initiatives de jeunes députés de la majorité. Note de Schubert du 16 juin 1924, K 934/K 236 051-054.

raisons (124) : d'abord pour empêcher chez les militaires français une fronde contre le nouveau gouvernement ; ensuite parce qu'il s'est prononcé pour une réduction du service militaire à un an (le Cartel, dans sa campagne électorale, avait demandé cette réduction) ; enfin et surtout parce que Nollet dirige la Mission Interalliée de Contrôle Militaire, chargée de surveiller l'application par l'Allemagne des clauses de désarmement du traité de Versailles. Le choix que fait ainsi Herriot l'engage ; il n'y a pas que les réparations qui soient alors un problème pendant entre l'Allemagne et la France ; il y a aussi le désarmement allemand ; il n'était pas encore chose faite au début de 1923, quand l'affaire de la Ruhr a suspendu les travaux de la Mission Interalliée dirigée par Nollet ; durant l'année 1923, bien des choses se sont passées dans l'ordre militaire en Allemagne (mesures secrètes de réarmement, préparations clandestines d'une éventuelle mobilisation) que l'on devine, qui inquiètent Herriot et contribuent à cette méfiance dont il ne se déprend pas à l'égard de l'Allemagne. Herriot ne partage pas l'optimisme de ses alliés socialistes, pour qui la paix sera assurée par le désarmement international ; il veut surveiller l'armée allemande et moderniser l'armée française. Dans ses papiers, on trouve cette note manuscrite : « *Mercredi 11 juin. J'ai vu à 9 heures et demie le général Nollet. Nous tombons très vite d'accord sur le programme. Nécessité de réorganiser l'armée ; l'Allemagne utilise les dispositions du traité de paix pour organiser une armée d'un type nouveau* » (125).

Nollet au Ministère de la Guerre, cela signifie la volonté d'Herriot que le contrôle militaire des Alliés en Allemagne redevienne efficace et qu'il aboutisse enfin au désarmement allemand. Mais c'est aussi une manœuvre parlementaire et diplomatique tout à la fois ; Herriot ne dira-t-il pas à l'ambassadeur d'Allemagne, lors de leur premier entretien, le 16 juin, qu'il prend Nollet à la Guerre pour ne pas être taxé de faiblesse par la droite et ne pas avoir Poincaré contre lui ? Il dira même à Hoesch que « *la participation de Nollet lui permettra de faire des concessions, si les circonstances le permettent* » (126).

Un autre choix d'Herriot est important pour les relations franco-allemandes : il prend pour chef de cabinet Gaston Bergery, qui a été interprète, puis secrétaire-adjoint de la Commission des Réparations. La carrière, jusqu'alors assez courte, de Bergery et la connaissance qu'il a pu acquérir, dans ses fonctions, des dossiers des réparations et des dessous de la Commission permettent sans doute à Herriot de penser qu'il aura avec lui un collaborateur utile et plus docile, pour la politique personnelle qu'il va mener, que les fonctionnaires du Quai d'Orsay (127).

Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, Herriot,

(124) Note de Köpke du 16 juin 1924, K 934/K 236 020-022. Voir aussi SALEWSKI, op. cit., p. 249, note 7.

(125) Papiers Herriot, carton 8.

(126) T. 347 de Hoesch du 16 juin, L 1631/L 491897-901.

(127) Sur Bergery, voir SUAREZ, op. cit., et BARDOUX, op. cit., p. 201-202.

qui a choisi le général Nollet pour le Ministère de la Guerre et le contrôle du désarmement de l'Allemagne, et Bergery comme chef de cabinet, se veut le maître d'œuvre de la nouvelle politique allemande de la France. Cette nouvelle politique allemande, Herriot l'expose dans la déclaration ministérielle qu'il fait à la Chambre, le 17 juin 1924, pour présenter son gouvernement ; on y retrouve l'expression de ses idées, de ses espoirs, mais aussi de ses soucis : consolidation de la paix par l'application des traités, espoirs dans l'institution d'un nouvel ordre international et dans le raffermissement de la démocratie en Allemagne :

« La France répudie expressément toute pensée d'annexion et de conquête. Ce qu'elle veut, c'est la sécurité dans la dignité et dans l'indépendance. Ce qu'elle veut, c'est la paix... Notre gouvernement démocratique défendra avec fermeté les droits de notre pays, tels qu'ils sont inscrits dans les Traités. Nous avons droit à des réparations. Nous les voulons au nom de la justice. L'ordre international nouveau que nous souhaitons ne saurait se fonder sur une iniquité. Mais dès que l'Allemagne se sera mise en règle avec le Traité du point de vue de ces réparations et de la sécurité, il ne dépendra que d'elle d'entrer dans la Société des Nations.

Nous sommes hostiles à la politique d'isolement et de force, qui conduit à des occupations et à des prises de gages territoriaux. En présence de l'état actuel de l'Allemagne, devant la nécessité de prémunir non seulement la France, mais tous les peuples, contre un retour offensif du pangermanisme nationaliste, nous ne croyons pas possible d'évacuer la Ruhr avant que les gages prévus par les experts, dont nous acceptons le rapport sans arrière-pensée, aient été, avec des garanties d'exécution équitables et efficaces, constitués et remis aux organismes internationaux qualifiés pour les gérer (128). Nous pensons aussi que, dans l'intérêt de la paix, il faut contrôler le désarmement de l'Allemagne par l'effort commun des Alliés et, le plus tôt possible, par l'action de la Société des Nations... Notre gouvernement ne saurait avoir aucune faiblesse à l'égard de ceux qui, en Allemagne, n'ont pas renoncé à mutiler les Traités, à entretenir, avec l'esprit de revanche, les idées de restauration monarchique. Mais il souhaite voir la démocratie allemande se raffermir... » (129).

La nouvelle politique qu'Herriot entend mettre en œuvre à l'égard de l'Allemagne ne veut donc pas être la liquidation pure et simple de l'ancienne ; elle n'exclut pas la méfiance. Les instructions préparées par le Quai d'Orsay, le même 17 juin, pour Margerie, ambassadeur de France à Berlin, sont encore plus explicites :

« Je constate avec satisfaction l'impression causée à Berlin par la constitution du nouveau gouvernement qui désire vivement amener une détente sérieuse dans les rapports franco-allemands. Mais

(128) Sur la Ruhr, Herriot reprend dans sa déclaration ministérielle du 17 juin les termes de sa lettre à Blum du 2 juin. Cf. supra.

(129) J.O., Chambre, 1924, p. 2307. *L'Europe nouvelle*, 21 juin 1924.

on ne doit en effet pas se méprendre sur notre résolution de maintenir les droits de la France. La bonne volonté et la franchise qui nous inspireront devront trouver une contrepartie en Allemagne. Si l'on voulait chercher à nous tromper ou à abuser de certaines dispositions, nous réagirions immédiatement et on devrait s'attendre aux résolutions les plus énergiques... Dans la déclaration ministérielle, je compte donner les encouragements nécessaires en vue de la rapide mise en œuvre du plan des experts et les avertissements les plus sérieux aux adversaires de la Démocratie allemande qui se sont jusqu'ici opposés à une équitable exécution des traités » (130).

Le lendemain, 18 juin, la Chambre vote la confiance au gouvernement Herriot par 313 voix (socialistes, radicaux, gauche radicale, républicains socialistes), contre 234 (droite et communistes) (131). Le premier acte du nouveau chef de gouvernement sera d'aller en Angleterre s'entretenir avec le premier ministre travailliste MacDonald. Le samedi 21 juin au soir, Herriot est à Chequers.

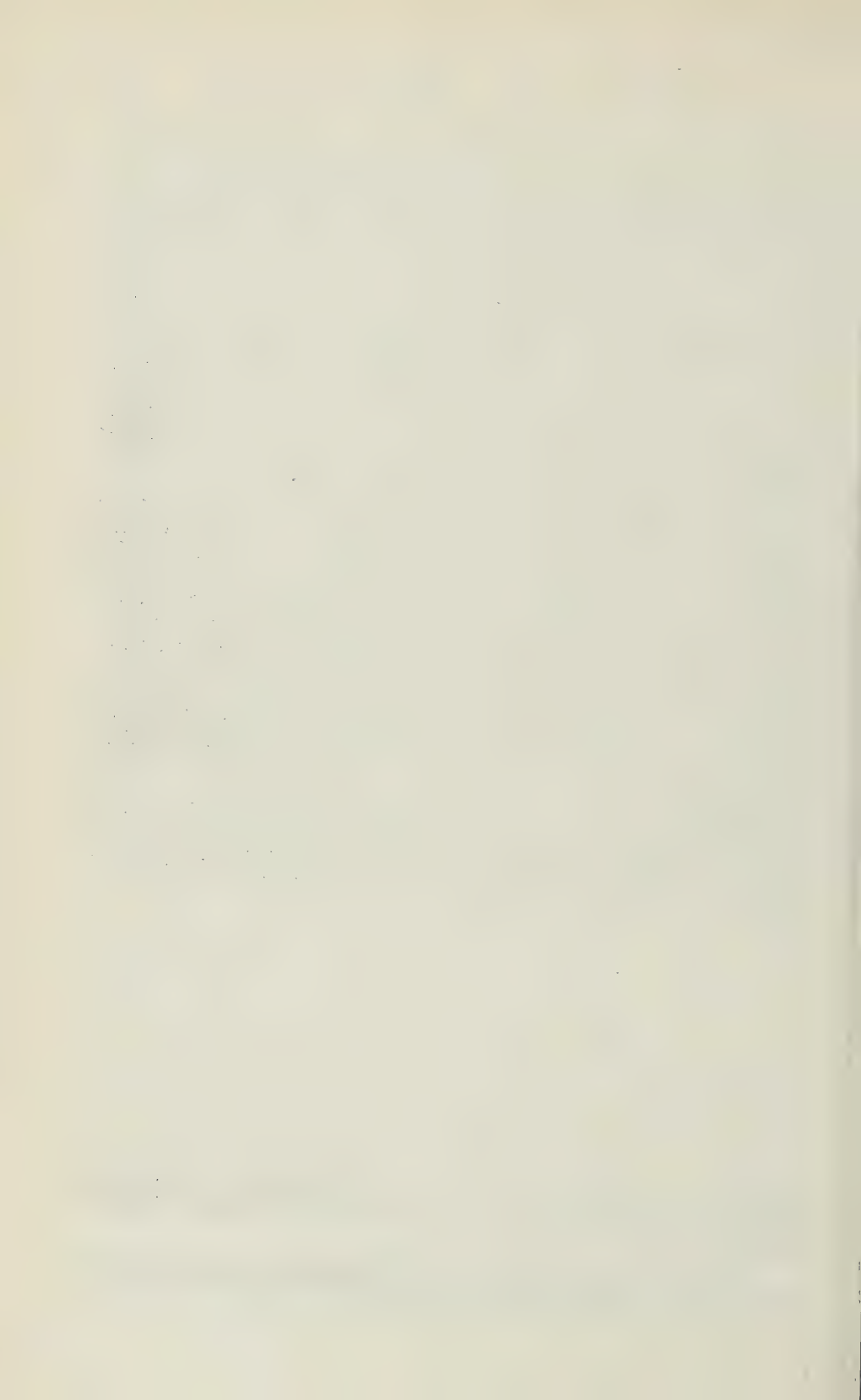
Qu'est-ce donc, en définitive, que la nouvelle politique de la France ? Ce ne veut plus être la politique poincariste de la SEULE exécution du traité, qui avait aussi peut-être été tentée, sous les apparences de l'exécution, d'aller au-delà ; mais ce veut être encore l'exécution du traité pour les réparations, le désarmement et la sécurité. Cela veut être l'institution d'un ordre international nouveau, dans les faits et dans les esprits ; mais ce n'est pas pour autant, loin de là, l'adhésion aux doctrines philosophiques, économiques et politiques de socialisme internationaliste. En définitive, Herriot à Chequers, ce n'est pas une politique présentée, définie, défendue ; c'est un homme politique avec ses espoirs, ses prises de position, sa situation électorale, parlementaire et gouvernementale, et son tempérament.

Pendant l'interrègne qui sépare le départ de Poincaré, le 1^{er} juin, de l'installation d'Herriot au Quai d'Orsay, le 15, les bureaux ont maintenu les affaires en l'état ; les accords de M.I.C.U.M., qui arrivaient à expiration le 15 juin, ont été prorogés (132).

(130) Quai d'Orsay, Z-35-5-IV, folio 28. Le document porte en note marginale manuscrite : « Vu par le Président qui l'a utilisé dans sa déclaration ministérielle. Un télégramme sous une autre forme a été adressé à M. de Margerie ».

(131) BONNEFOUS, op. cit., tome IV, p. 24.

(132) Cf. le procès-verbal du Comité interministériel du 14 juin 1924, présidé par Seydoux, Quai d'Orsay, Z-39-10-XXI Réparations, folios 248-253.



CHAPITRE X

ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE, L'ANGLETERRE S'INTERPOSE ET S'IMPOSE

- 1 — La préparation des entretiens de Chequers (16-21 juin 1924).
 - La hâte d'Herriot et la préparation précipitée, du côté français, de la rencontre.
 - L'improvisation d'un « Plan Herriot » dans la journée du 21 juin.
 - MacDonald et le Foreign Office.
 - L'Allemagne et la préparation de Chequers.
- 2 — Les entretiens d'Herriot et de MacDonald à Chequers (21-22 juin 1924).
 - L'entretien du 21 juin au soir.
 - L'entretien du 22 juin.
 - Bilan des entretiens de Chequers.
- 3 — La visite d'Herriot à Bruxelles et la remise en cause des décisions de Chequers (23-28 juin 1924).



1 — LA PREPARATION DES ENTRETIENS DE CHEQUERS

(16-21 juin 1924)

La hâte d'Herriot et la préparation précipitée, du côté français, de la rencontre

En se rendant à Chequers, sans tarder, après la constitution de son gouvernement, Herriot ne fait sans doute que répondre à l'invitation que MacDonald avait adressée six semaines plus tôt à Poincaré, que Poincaré avait acceptée, qui avait été fixée au 13 mai, et à laquelle seuls les résultats des élections françaises du 11 mai avaient empêché Poincaré de se rendre (1). La visite d'Herriot se présente néanmoins sous un jour très différent de celui qu'avait voulu lui donner Poincaré. La longue correspondance, s'étendant sur des semaines, entre Poincaré et MacDonald, laissait envisager que la rencontre aurait pu prendre le caractère de retrouvailles sans perdre celui d'une difficile négociation sur le fond. A une lente préparation permettant de préciser le contenu et les contours de la conversation à venir — et permettant du même coup de faire le partenaire s'engager — Herriot choisit de préférer l'impromptu de la spontanéité. Il n'est pas sans intérêt de remarquer la manière dont la rencontre d'Herriot et de MacDonald a été préparée.

Dès le 27 mai, alors qu'Herriot n'était encore que député, mais qu'il était déjà reconnu comme le futur président du Conseil, Saint-Aulaire, ambassadeur de France à Londres, lui écrivait : *« Ainsi que je viens de le télégraphier officiellement, le Premier ministre (MacDonald) m'a demandé de préciser autant que possible la date à partir de laquelle notre futur Président du Conseil serait à même de le rencontrer. Tout en marquant sa préférence pour une entrevue à Londres, il n'hésiterait pas à se rendre à Paris, si les obligations de notre Président du Conseil le retenaient en France »* (2).

Donc, tout en reportant sur Herriot l'invitation qu'il avait faite à Poincaré, MacDonald se montre prévenant, sur la date et le lieu de la rencontre, à l'égard des obligations qui sont celles du nouveau président du Conseil français. Herriot y répond d'une façon qui n'est pas un simple retour de politesse, mais a un contenu politique.

(1) Cf. *supra*, chapitre VIII.

(2) SAINT-AULAIRE, *Confession d'un vieux diplomate*, p. 708.

Il écrit à Saint-Aulaire le 29 : « *Que M. MacDonald n'hésite pas, s'il le désire, à se rendre en Ecosse (3). Je pourrai le rejoindre là tout aussi bien qu'ailleurs. De toute façon, je désire me rendre moi-même en Grande-Bretagne. Je dois cet égard à M. MacDonald. Je le dois aussi au peuple anglais. J'ai souffert des campagnes stupides d'ignorance qui ont été faites en France contre nos alliés. Il faut redresser cela d'un seul coup, avec ou sans la grande presse. Puis, j'aimerais mieux aborder la question russe à Londres qu'à Paris* » (4). Dès le départ, Herriot entend donc donner à sa visite en Grande-Bretagne le caractère d'une visite de réparation ; il ne s'agit pas, bien sûr, dans son esprit, d'une quelconque subordination, mais du rétablissement d'une amitié dans la détérioration de laquelle la France, à son avis, porte la responsabilité principale.

Le 16 juin, lendemain du jour de la formation de son gouvernement, et avant même de s'être présenté à la Chambre et d'en avoir obtenu un vote de confiance, Herriot télégraphie à Saint-Aulaire qu'il souhaite rencontrer MacDonald le plus tôt possible ; il est prêt à partir dès le samedi suivant : « *Au cas où cette date lui conviendrait, vous lui demanderiez s'il entend conserver à notre première entrevue le caractère qui a été donné, sur sa demande, à la visite des ministres belges à Chequers (5). Ce renseignement me serait utile pour décider des personnes qui auraient, le cas échéant, à m'accompagner. J'aimerais aussi recevoir l'indication des principales questions qui seraient abordées au cours de notre conversation. En faisant part de tout ce qui précède à M. MacDonald, vous lui marquerez que je tiens à me conformer à ses convenances* » (6).

On remarque la hâte d'Herriot à rencontrer MacDonald, et son parti de s'en remettre à son futur interlocuteur de l'établissement du programme de la discussion. MacDonald donne aussitôt rendez-vous à Herriot pour le week-end suivant à Chequers. Quant au programme des entretiens, « *Le Premier Ministre (MacDonald) désire avant tout discuter la mise en application du plan Dawes* » (7), et il estime que le compte rendu donné à Poincaré des entretiens qu'il a eus au début de mai avec les ministres belges permettrait à Herriot de se faire à l'avance une idée des principaux points sur lesquels pourrait porter la discussion.

Avant la rencontre de Chequers, il n'y a donc pas, entre Paris et Londres, d'échange de notes établissant un programme de négo-

(3) Ecosais, MacDonald séjourne volontiers dans son pays d'origine, surtout aux beaux jours.

(4) SAINT-AULAIRE, op. cit., p. 709. On remarquera l'allusion qu'Herriot fait à la « *question russe* ». Il s'agit du rétablissement des relations diplomatiques avec la Russie soviétique. Pour l'Angleterre de MacDonald, c'est chose faite depuis le 1^{er} février 1924 ; pour la France du Cartel des gauches, c'est là encore chose à faire ; et, à cet égard, le terrain politique parisien est plus complexe que le londonien.

(5) Cf. ci-dessus, chapitre VIII, 3^e partie.

(6) Télégramme 498 d'Herriot pour Saint-Aulaire du 16 juin, quai d'Orsay, Z 284-4, folio 120.

(7) Télégramme 352 de Montille (ambassade de France à Londres) pour Herriot du 18 juin, ibidem, folio 121.

ciation ; il doit, semble-t-il, s'agir d'une simple discussion entre les deux chefs de gouvernement. MacDonald précise toutefois qu'il sera assisté par Crowe, sous-secrétaire d'Etat permanent au Foreign Office (8), donc chef, après MacDonald, de la diplomatie britannique, le fonctionnaire qui a suivi tous les dossiers.

Dans le peu de temps que lui laissent libre la constitution de son gouvernement, la préparation de la déclaration ministérielle, le vote de confiance et toutes les tâches qui s'imposent à un nouveau chef de gouvernement, Herriot prépare sa visite à Chequers. Poincaré avait eu plusieurs entretiens avec lui au Quai d'Orsay, en mai, avant même qu'il fût pressenti ; il l'avait mis au courant de l'état des affaires, et notamment de sa correspondance avec MacDonald (9). Millerand aussi avait reçu Herriot et l'avait mis au courant. Barthou, qui a connu, comme président de la Commission des Réparations, les origines des comités d'experts, et qui en a suivi les travaux, a pris l'initiative de rédiger, le 15 juin, une note de vingt-huit pages qui fait l'historique de l'affaire des réparations depuis l'état de paiement de mai 1921 jusqu'à la situation de juin 1924 ; il l'adresse à Herriot, pour qu'elle lui serve d'aide-mémoire (10). D'autre part, Herriot rencontre Hymans, venu à Paris, mais « *entre deux trains* » (11), et il semble qu'ils n'aient guère eu le temps de s'entretenir, puisqu'Herriot dira lui-même à MacDonald, au début des entretiens de Chequers : « *J'ai lu un résumé adressé à M. Poincaré (des entretiens anglo-belges de début mai), mais M. Hymans, que je viens de voir à Paris, ne m'a pas parlé de cette conversation. Ce que j'en connais, c'est par ce résumé* » (12).

On peut en tout cas considérer qu'Herriot, avant de partir pour Chequers, n'a pas cherché à définir une position commune des puissances occupantes de la Ruhr, France et Belgique ; l'idée qu'il se fait de la reconquête prioritaire de l'amitié anglaise, ce qui est la clef de voûte de sa politique, l'interdit au contraire.

Une réunion de travail rassemble au Quai d'Orsay le 20, donc la veille du départ pour Chequers, quelques collaborateurs autour

(8) Ibidem.

(9) POINCARE, *Récit historique*, dans SUAREZ, *Herriot*, op. cit., p. 279.

(10) La note et la lettre d'envoi de Barthou se trouvent dans les archives du Quai d'Orsay, Papiers Herriot, dossier 3, carton 4. L'initiative vient de Barthou, puisqu'il écrit : « *Je suis assuré de répondre aux nécessités de la situation et je crois devancer votre désir en vous exposant, dans un résumé substantiel, le développement des travaux de la Commission des Réparations depuis le mois de mai 1921 et leur état actuel* ». La note de Barthou est très intéressante sur divers points : les responsabilités du gouvernement allemand dans les causes de la dépréciation du mark à partir de 1921, les débuts du différend franco-anglais en 1922 et les conditions posées par Poincaré à l'automne 1923, et qu'il réussit à obtenir, pour la convocation des comités d'experts, conditions qui laissent à la Commission des Réparations tous ses pouvoirs. Dans cette note, Barthou ne fait aucune proposition pour l'avenir. Il y a lieu de penser qu'Herriot a lu la note de Barthou, le 21 juin, dans le train qui l'emmenait vers Chequers, car des annotations de sa main, au même crayon bleu, se recoupent sur la note de Barthou et sur un « *plan Herriot* » qu'il a rédigés à la hâte le 21. (Cf. ci-dessous).

(11) BARDoux, op. cit., p. 200.

(12) SUAREZ, op. cit., p. 55.

d'Herriot : Bergery, chef de cabinet, Peretti, directeur des affaires politiques, et le général Nollet, ministre de la guerre (13). Il semble que la discussion ait été assez vive et ait révélé des divergences graves, entre les principaux collaborateurs d'Herriot, sur la voie à suivre ; Nollet aurait tenu à ce que l'on conservât la possibilité de sanctions militaires à l'égard de l'Allemagne, tandis que Bergery aurait voulu qu'on les abandonnât pour des garanties financières. Voici donc que l'on est, au sens le plus littéral du mot, à la veille d'une discussion internationale « au sommet » qui peut être décisive, et l'on en est encore à disputer et à discuter, entre les plus proches collaborateurs d'Herriot, de ce que l'on va faire.

En ce 20 juin, Herriot apparaît à l'ambassadeur d'Allemagne, Hoesch, qu'il reçoit aussi ce jour-là, fatigué et déprimé ; Herriot, qui lui ouvre son cœur, se plaint de la fragilité de sa situation parlementaire, surtout au Sénat, qui vient de porter de Selves à sa présidence (14) ; Maginot, Le Trocquer et d'autres s'inquiètent de la gravité des décisions à prendre sur l'évacuation de la Ruhr (15) ; lui-même, Herriot, s'inquiète des activités du chef de la Reichswehr, le général von Seeckt ; il craint que l'Allemagne ne recommence ce que la Prusse avait fait du temps de Stein, Scharnhorst et Fichte, se soustraie au contrôle militaire et « nargue la France ». *« Voici à peine quatre jours que je suis ministre, dit-il à Hoesch, que les problèmes les plus graves me tombent dessus, sans que j'ai eu encore le temps de les étudier »* (16).

L'improvisation d'un « plan Herriot » dans la journée du 21 juin

Le lendemain matin, c'est le départ d'Herriot, accompagné de Bergery, par la gare du Nord. Herriot n'ayant pas encore eu le temps d'accorder à Nollet et à Peretti les entretiens que ceux-ci lui avaient demandés pour qu'ils puissent lui exposer leurs dossiers, le président du Conseil leur demande de monter avec lui dans le train, pour qu'on étudie les dossiers entre Paris et Boulogne ; lorsqu'on

(13) Ibidem, p. 35-40. Il y a lieu de penser que Suarez a écrit son livre à partir d'informations fournies par Bergery et Herriot lui-même. On n'a pas trouvé trace dans les archives du Quai d'Orsay, ni dans les Papiers d'Herriot, de procès-verbaux de réunions de travail préparant les entretiens de Chequers.

(14) De Selves, sénateur du Tarn-et-Garonne, a été élu président du Sénat le 18 juin par 151 voix contre 134 à Bienvenu-Martin, sénateur de l'Yonne, candidat des Gauches. C'est un échec sensible pour le Cartel, et cette élection prend valeur de symbole : De Selves avait été ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Caillaux de 1911 et c'est son opposition à la politique de négociation menée avec l'Allemagne par Caillaux au lendemain d'Agadir qui fit tomber celui-ci, à qui Poincaré devait succéder à la tête du gouvernement, en janvier 1912 ; de Selves avait d'autre part pris le portefeuille de l'Intérieur dans le cabinet Poincaré du 29 mars 1924 (le cabinet des élections) et dans le cabinet mort-né de François-Marsal du 9 juin 1924, qui dut démissionner devant l'opposition du Cartel victorieux.

(15) Maginot avait été ministre de la Guerre et Le Trocquer ministre des Travaux publics dans le cabinet Poincaré de 1922-1924 ; en tant que tels, ils avaient pris une part notable dans l'affaire de la Ruhr.

(16) Télégramme Hoesch 359 du 20 juin 1924, 9403/H 267 874-876.

arrive à Boulogne, Herriot n'a pas encore eu le temps de s'entretenir avec Peretti des affaires politiques, car il a été retenu jusqu'alors par Nollet qui l'a entretenu des affaires militaires ; aussi, tandis que Nollet reste à Boulogne, Herriot demande-t-il à Peretti de l'accompagner un peu plus loin, pour pouvoir lui exposer dans le train, entre Douvres et Londres, les affaires de son ressort. C'est ainsi que Peretti, qui n'était pas prévu du voyage, et qui était venu le samedi matin à la gare du Nord dans l'espoir d'avoir un entretien avec Herriot avant son départ, va de train en bateau, de bateau en train et de train en automobile, se retrouver le soir à Chequers aux côtés du président du Conseil (17). On peut toutefois se demander si Peretti, soucieux de ne pas laisser Herriot seul avec Bergery — dont l'influence sur le chef du gouvernement n'est peut-être pas sans inquiéter les fonctionnaires du Quai d'Orsay — n'aurait pas lui-même insisté pour aller jusqu'à Chequers. Quoi qu'il en soit, il est certain que, si, du côté anglais, la participation du secrétaire d'Etat Crowe à l'entrevue avait été annoncée, celle de Peretti, du côté français, n'avait pas été primitivement prévue (18) ; on ne peut exclure l'hypothèse, chez les Français, de sourdes luttes d'influence, autour du président du Conseil, entre hauts fonctionnaires, dont on ne saurait oublier qu'ils avaient travaillé avec Poincaré, et personnel politique nouveau issu de la victoire du Cartel.

L'impression se confirme à constater ce qui se passe quand Herriot arrive à Londres. L'ambassadeur Saint-Aulaire est à la gare pour accueillir la délégation française : *« Je ne le vis (Herriot) que quelques minutes à la gare, écrit-il dans ses Mémoires, où je me rendis pour le saluer à son arrivée et à son départ. Par méfiance moins, je crois, de ma personne que de ses « anges gardiens » (19), il évita tout entretien avec moi » (20).* L'ambassadeur remet néanmoins au président du Conseil une longue lettre analysant la situation intérieure du cabinet de MacDonald et suggérant une politique ; selon Saint-Aulaire, MacDonald serait dans une situation politique difficile et aurait besoin d'un succès (21) ; il serait donc demandeur et l'on pourrait en profiter. *« Il faut saisir cette occasion, aurait même écrit Saint-Aulaire, qui ne se représentera jamais, pour régler notre dette, ce qui est évidemment la condition de notre règlement*

(17) *« Sans smoking », écrit BARDOUX, op. cit., p. 201 ; « Sans pyjama ni brosse à dents », précise GLASGOW, op. cit., p. 146.*

(18) Une lettre de Crowe à Peretti du 24 juin 1924 le confirme, où Crowe souhaite que Peretti n'ait pas eu trop à souffrir de son *« unpremeditated journey »*. Quai d'Orsay, Papiers Herriot, carton n° 5.

(19) Saint-Aulaire fait évidemment allusion ici non pas à des inspecteurs, mais à des personnes de l'entourage d'Herriot. L'ambassadeur de France à Londres est fort mal vu dans la gauche française, qui lui reproche d'avoir été l'un des inspirateurs de la politique suivie par Poincaré.

(20) SAINT-AULAIRE, op. cit., p. 713.

(21) Le gouvernement MacDonald tombera quatre mois plus tard, en octobre 1924, et, à la suite de nouvelles élections générales qui leur seront favorables, les conservateurs reviendront au pouvoir en Grande-Bretagne.

avec les Etats-Unis » (22). Mais les dispositions d'esprit d'Herriot sont tout autres ; il ne vient pas voir MacDonald pour une négociation classique, utilisant, si nécessaire, les éventuels points faibles du partenaire ; le président du Conseil français veut innover ; il vient nouer, ou renouer, une amitié. Saint-Aulaire n'est d'ailleurs pas invité à accompagner Herriot à Chequers. On le laisse à Londres (23), tandis qu'Herriot, Bergery, Peretti et Crowe montent dans les automobiles qui les mènent à Chequers où MacDonald les accueille pour le dîner (24).

Est-ce à dire qu'Herriot arrive à Chequers les mains vides, sans avoir préparé des propositions à faire à MacDonald ? Un document que l'on a trouvé dans les Papiers Herriot donne à penser que le 21 juin — donc dans les trains entre la gare du Nord et Victoria Station, tout en lisant l'aide-mémoire préparé par Barthou et en écoutant Nollet et Peretti — Herriot a improvisé un programme de politique étrangère : il s'agit d'un « PLAN HERRIOT », écrit au crayon de la main même d'Herriot, et qui porte la date du 21 juin 1924. En voici le texte complet (25) :

(22) BARDOUX, op. cit., p. 202-203. Il s'agirait de la lettre 312 du 19 juin. On ne l'a pas trouvée dans les dossiers du Quai d'Orsay. SOULIE, op. cit., p. 157, fait aussi allusion à la lettre de Saint-Aulaire ; il écrit : « à son arrivée (d'Herriot) dans la capitale anglaise, Saint-Aulaire lui remet et lui commente une longue lettre sur la situation diplomatique ». Le récit de Saint-Aulaire, dans ses Mémoires, est difficilement conciliable avec le commentaire d'une longue lettre. LAPIE, op. cit., p. 129, écrit pour sa part : « A quoi bon les dossiers, les statistiques, les comptes, les chiffres, les références, les antécédents, les rapports et les notes ? Il (Herriot) ne lisait même pas celle que l'ambassadeur Saint-Aulaire lui remettait à son débotté à Londres ».

(23) Il est tout à fait exceptionnel qu'un chef de gouvernement en déplacement politique dans un pays étranger ne soit pas accompagné par l'ambassadeur accrédité auprès de ce pays. La mise à l'écart de Saint-Aulaire prend l'allure d'un désaveu.

(24) On trouvera dans SUAREZ, op. cit., un récit du voyage et un tableau du cadre de Chequers, dans lequel les discussions vont se dérouler.

(25) Papiers Herriot, carton n° 8. Il y a tout lieu de penser que ce programme a été rédigé dans le train ; il y a d'abord la date, de la main même d'Herriot, et, ce 21 juin 1924, Herriot l'a passé dans les trains ; d'autre part, l'écriture d'Herriot est naturellement belle et régulière ; or il s'agit, sur ce document, de griffonnages au crayon, qui ne peuvent s'expliquer que par les chaos du train.

Soviets (26)

PLAN HERRIOT 21 JUIN 1924

I — Garanties d'exécution - Principe - SE MONTRER LIBERAL MAIS N'ETRE JAMAIS DECOUVERT

- a) Organisation rationnelle du contrôle
La régie générale des chemins de fer organisée par des techniciens
L'Amérique associée au contrôle
- b) Garanties commerciales
Etablir un synchronisme entre la commercialisation et l'évacuation
MILITAIRE des organismes de contrôle
- c) Pour le cas de man- la commission des réparations
quements constatés et appréciés par arbitre
par le comité financier de la S.D.N. américain
Pacte de coopération - avec garantie générale et écrite

II — Garanties de sécurité

- a) Maintien par accord entre les techniciens militaires d'un contrôle dans la zone de régle **franco-belge**
- b) Rive gauche du Rhin, zone de Cologne maintenue et têtes de pont conservées
- c) **Contrôle général** maintenu par la Commission Interalliée jusqu'à remise à la Société des Nations
- d) **Pacte de sécurité**, étendu par la suite à l'Allemagne, dans le cadre des définitions prévues par la Société des Nations

III — QUESTIONS SUBSIDIAIRES

- a) Dettes interalliées (lettre du 11 août 1923) (27)
- b) Attribution du produit actuel des gages
- c) Charbon

(26) Allusion, sans doute, au problème de la reconnaissance de l'Union soviétique et des relations à établir avec elle.

(27) Allusion à une lettre que Lord Curzon, alors secrétaire d'Etat au Foreign Office, avait adressée le 11 août 1923 aux gouvernements français et belge. Curzon y écrivait, entre autres, que l'Angleterre était toujours favorable à l'idée de lier la solution des réparations allemandes à celle des dettes interalliées, suivant le schéma proposé par Bonar Law à la conférence de Paris de début janvier 1923. Cf. WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 454. Barthou, dans la note qu'il avait pris l'initiative de rédiger pour Herriot, le 15 juin 1924, sur les réparations, afin de le mettre au courant de la situation de l'affaire, avait insisté sur l'importance de cette lettre, en soulignant l'usage que l'on pourrait faire de cette sorte d'engagement britannique.

Ce document permet donc d'établir qu'Herriot arrive à Chequers avec un plan ; quelles que soient les conditions de précipitation et d'inconfort dans lesquelles il a été préparé, le plan est structuré, logique, et il couvre tous les problèmes qui se posent à la politique étrangère de la France d'alors. On constate que le plan Herriot du 21 juin 1924 ne prévoit pas une rupture avec la politique menée par Poincaré dans les derniers mois de son gouvernement ; il en apparaît au contraire le prolongement. En effet, le plan Herriot ne prévoit pas la liquidation pure et simple de l'entreprise de la Ruhr, mais son utilisation, comme d'un atout, pour obtenir, dans d'autres domaines, ce qui fait défaut à la position internationale de la France. Arrivant à Chequers, Herriot est décidé, certes, à abandonner, contre le lancement du plan Dawes, l'occupation ÉCONOMIQUE de la Ruhr, c'est-à-dire l'exploitation directe du gage ; mais il paraît résolu à obtenir, en échange de l'évacuation MILITAIRE, la commercialisation de la dette allemande des réparations et un PACTE ÉCRIT de coopération générale entre la France et l'Angleterre en face de l'Allemagne et de ses manquements éventuels ; il veut aussi reprendre la négociation sur les dettes interalliées, maintenir le contrôle interallié, puis international, sur le désarmement de l'Allemagne, et préparer la négociation d'un pacte de sécurité, auquel l'Allemagne ne serait associée que dans un second temps, une fois la solidarité des Alliés restaurée. Le plan montre enfin qu'Herriot veut assurer l'approvisionnement de l'économie française en charbon, prolonger l'occupation de la zone de Cologne et des têtes de ponts, et maintenir des cheminots alliés dans les chemins de fer des territoires occupés. C'est-à-dire que, tout en inaugurant une nouvelle politique à l'égard de l'Allemagne, Herriot prévoit de conserver d'efficaces moyens de pression sur celle-ci.

L'essentiel du plan Herriot du 21 juin 1924 peut au fond se résumer ainsi : établissement de relations privilégiées entre la France et l'Angleterre, afin de faire face en commun aux problèmes à résoudre avec l'Allemagne d'un côté et d'un autre l'Amérique (dettes) ; obtention par la France, contre le retrait de l'armée française de la Ruhr, du désarmement réel de l'Allemagne, de la sécurité, de la commercialisation des réparations allemandes et d'une négociation sur les dettes interalliées. Il semble que l'ensemble de ce projet n'ait pas été délibéré en Conseil des ministres, mais qu'il soit l'œuvre d'Herriot lui-même. Poincaré n'eût pas désavoué un tel programme. Herriot, puisqu'il trace ce programme dans les heures qui précèdent son arrivée à Chequers, espère sans doute en obtenir la réalisation avec et par l'aide de l'Angleterre. Très certainement le président du Conseil français tient-il les objectifs définis dans son programme comme légitimes et compatibles avec l'apaisement international ; sans doute espère-t-il atteindre ces objectifs bien mieux par une conversation à cœur ouvert avec son partenaire britannique que par la pratique, chère à Poincaré, des notes diplomatiques, des rappels de promesses et des constatations de manquements.

La différence est énorme entre ce qu'Herriot espère obtenir de

MacDonald, en arrivant le 21 au soir à Chequers, et ce qu'il en aura obtenu, en quittant Chequers le 22 dans l'après-midi. MacDonald va démanteler, pièce par pièce, l'édifice imaginé par Herriot. Peut-être est-ce là une raison pour laquelle le plan Herriot du 21 juin 1924 — son véritable projet de politique extérieure — restera inconnu ; il ne l'avait pas exposé au Parlement, ni même, semble-t-il bien, en Conseil des ministres ; il n'en parlera pas au Parlement, au retour de Chequers, et il n'y fera aucune allusion dans ses Mémoires.

MacDonald et le Foreign Office

C'est que le président du Conseil français va trouver à Chequers des interlocuteurs ayant des dispositions d'esprit bien différentes de celles qu'il avait escomptées. Le programme avec lequel Herriot arrive à Chequers montre qu'Herriot pense au fond que la détérioration des relations franco-britanniques aurait été la conséquence beaucoup moins de différences de structures entre la façon anglaise et la façon française d'envisager le problème allemand que des méthodes employées par la France : le refus de Poincaré de prendre en considération au début de janvier 1923 le plan Bonar Law, la décision franco-belge d'entrer dans la Ruhr et les initiatives prises au cours de l'année 1923 dans les territoires occupés. Plus que des graves divergences, Herriot croit qu'il y a surtout, entre l'Angleterre et la France, des malentendus accumulés, et que la conversation « à cœur ouvert » à laquelle il s'apprête permettra de les dissiper. Il lui paraît raisonnable et équitable d'espérer l'appui anglais pour la réalisation d'un programme international où la France renoncerait à des ambitions démesurées, mais où ses intérêts vitaux seraient garantis face à l'Allemagne et à toute évolution dangereuse de sa part. Il l'espère d'autant plus que le gouvernement anglais est dirigé par un travailliste, un homme de gauche et un libéral, et qu'il table, entre MacDonald et lui, sur la solidarité d'hommes partageant les mêmes idéaux : se méfiant, malgré tout, de la solidité de la démocratie en Allemagne, Herriot compte d'abord sur la solidarité des démocraties française et anglaise pour construire la paix.

Or les idées de MacDonald sur l'Allemagne, la vie internationale et la façon d'assurer la paix sont bien différentes de celles d'Herriot. Sans doute MacDonald souhaite-t-il négocier avec la France pour parvenir en accord avec elle à des solutions sur les grands problèmes pendants de la vie internationale ; la correspondance que le Premier britannique avait échangée depuis son arrivée au pouvoir, en janvier 1924, avec Poincaré le prouve à l'évidence. Mais Herriot se méprend quand il escompte parvenir à l'établissement, entre Paris et Londres, de relations privilégiées et à la conclusion de pactes écrits, qu'il s'agisse d'un pacte franco-anglais de coopération générale ou d'un pacte de sécurité comportant nécessairement des clauses militaires ; Herriot se méprend quand il escompte que le front franco-anglais, qu'il se fait fort de rétablir

à Chequers et qui est la base de son programme extérieur, permettra à la France d'obtenir de l'Allemagne ceci ou de l'Amérique cela, et qu'elle n'avait pu obtenir par ses seuls efforts depuis 1918.

Voilà le malentendu de départ entre Herriot et MacDonald : Herriot veut restaurer et renforcer l'Entente franco-britannique, l'ENTENTE CORDIALE, et en faire la base de son projet de construction de la paix en Europe ; MacDonald, en 1924 comme avant 1914, est adversaire de l'Entente et même de tout pacte bilatéral ; il tient tout pacte bilatéral comme dangereux pour la paix ; il estime que la France s'est mise dans son tort et a été injuste à l'égard de l'Allemagne, et pas seulement dans l'affaire de la Ruhr de 1923 ; il ne veut rien faire qui puisse donner à l'Allemagne le sentiment que la Grande-Bretagne qu'il gouverne a à son égard un comportement de discrimination.

Le rappel de quelques prises de position de MacDonald permet de mesurer tout ce qui le sépare d'Herriot dans le problème allemand. Dans les années qui ont précédé la guerre mondiale, le LABOUR PARTY, dont MacDonald a pris la présidence, fit campagne contre les armements et contre le rapprochement de la Grande-Bretagne avec la France et la Russie ; il entretenait des relations cordiales avec la social-démocratie allemande, sur laquelle il comptait pour sauver la paix ; il dénonça la politique de Grey, qu'il accusait d'être anti-allemande et dangereuse. En août 1914, MacDonald, député aux Communes, prit position contre l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne aux côtés de la Belgique et de la France. Le 7 août 1914, il écrivait dans le LEICESTER PIONEER, journal de sa circonscription : *« La pire forme d'alliance est l'Entente... Pourquoi ce malheur (la guerre) s'est-il produit ? La seule raison que nous puissions donner, c'est que Sir Edward Grey a dirigé notre politique étrangère au cours des huit dernières années... La seule cause, depuis le commencement jusqu'à la fin, était que notre Foreign Office était anti-allemand, et que l'Amirauté britannique désirait anxieusement saisir n'importe quelle occasion, pour utiliser la Navy dans un exercice de combat »* (28).

Dans le LABOUR PARTY se développait la thèse que les Alliés, et non l'Allemagne, portaient la responsabilité de la guerre. Durant celle-ci, MacDonald et ses amis, qui refusaient de servir, se tinrent dans une position de résistance passive, luttant dans leurs écrits contre la « militarisation » du pays et la psychologie de guerre. MacDonald s'en prit notamment à la campagne menée du côté allié contre ce qu'on appelait les « cruautés allemands », il écrivit, repris par la presse allemande, en 1915 : *« A mon avis, la manière dont on se sert des « cruautés » est blâmable au plus haut point... Qu'il se soit produit des cruautés et des brutalités, cela se comprend de soi-même. Que l'armée allemande en soit responsable pour la plus grande partie, cela va également de soi, ne fût-ce que pour cette raison évidente : c'est l'armée allemande qui se trouvait en terri-*

(28) Cité par BARDOUX, *L'expérience de 1924*, p. 139.

toire ennemi. Mais se servir de ces choses, qui sont inséparables de la guerre, et qu'on a reprochées à toute armée en campagne, s'en servir pour attiser la haine entre les peuples, et prolonger la durée de la guerre, c'est une œuvre exécrable, diabolique, et qui doit être condamnée par quiconque a l'esprit droit » (29).

En 1919, MacDonald prit position contre le traité de Versailles et il en demanda aussitôt la révision. Au congrès du parti travailliste de Southport, en juin 1919, il déposa l'ordre du jour suivant : « *La conférence est d'avis que l'admission rapide de l'Allemagne dans la Ligue des Nations et la révision immédiate, par cette Ligue, des clauses sévères du traité, qui sont en désaccord avec les déclarations des gouvernements alliés au moment de l'armistice, sont absolument essentielles, à la fois au point de vue de l'honneur et au point de vue de l'intérêt. Elle appelle au mouvement travailliste, ainsi qu'à l'Internationale, pour entreprendre une vigoureuse campagne destinée à gagner les masses à cette politique* » (30).

Les prises de position de MacDonald contre le traité de Versailles se renouvelèrent durant les années suivantes. En 1923, au travers de ses critiques contre la politique des Franco-Belges dans la Ruhr, il attaque à nouveau le traité ; il fut l'un des signataires, avec Snowden — qui sera le chancelier de l'Echiquier de son gouvernement de 1924 — d'un manifeste du LABOUR PARTY du 9 février 1923 accusant la France de chercher à obtenir en 1923 ce que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis lui avaient refusé en 1919, dénonçant la passivité du cabinet britannique devant les initiatives françaises, et demandant la réunion d'une conférence « *pour réviser cet instrument impraticable et immoral connu sous le nom de traité de Versailles* » (31).

MacDonald est-il donc révisionniste ? Relisons le programme de décembre 1923 — six mois avant la rencontre de Chequers — du parti travailliste, programme sur lequel MacDonald gagnera les élections qui lui donneront le pouvoir : « *La vision ouvrière d'un monde ordonné s'étend aux nations, actuellement déchirées par inimitiés et querelles. En conséquence, le Parti réclame une politique de coopération internationale, s'exerçant par l'intermédiaire d'une Société des Nations renforcée et élargie ; le règlement des conflits par la conciliation et l'arbitrage judiciaire ; la convocation immédiate par le gouvernement britannique d'une conférence internationale, dans laquelle figurera l'Allemagne sur pied d'égalité, pour procéder à la révision du traité de Versailles, spécialement en ce qui concerne les réparations et les dettes* » (32).

Certes, il convient de faire le départ entre les proclamations d'un programme électoral et les initiatives que l'on prend effectivement une fois que l'on est devant les réalités du pouvoir. On ne peut pas pour autant oublier que le programme travailliste demande

(29) Ibidem, p. 143-144.

(30) Ibidem, p. 152.

(31) Ibidem, p. 154.

(32) Cité par BARDOUX, J.R. MacDonald, Plon, 1924.

l'égalité pour l'Allemagne et la révision de Versailles. Depuis son arrivée au pouvoir en janvier 1924, sans doute, MacDonald s'était placé sur le terrain de fait du traité de Versailles ; sa correspondance avec Poincaré ne fait aucune allusion à une révision ; l'eût-elle fait une seule fois, que cette correspondance, on l'imagine aisément, en serait restée là (33). Il n'en reste pas moins, et la suite des événements le montrera jusqu'à la Conférence du Désarmement de 1933-1934, que l'action politique de MacDonald s'inspire d'une conception de la vie internationale toute différente de celle d'Herriot, qu'il s'agisse du présent, comme du passé ou de l'avenir. Sur le problème des origines de la guerre (débat non seulement historique, mais aussi éminemment moral et politique, qui est en train de commencer à passionner les opinions publiques), Herriot est convaincu des responsabilités allemandes et il a tenu comme un devoir d'honneur d'apporter en ce domaine sa voix à Poincaré, alors même qu'il était déjà en désaccord avec sa politique (34) ; MacDonald, lui, a toujours combattu la thèse de l'innocence des Alliés. Quant à l'avenir, Herriot a peur de l'Allemagne, et c'est pour cela qu'il vient à Chequers dans l'espoir de restaurer et renforcer l'Entente cordiale ; MacDonald, lui, ne croit plus à un danger allemand ; le danger, pense-t-il, serait dans une restauration de l'Entente, qu'il a toujours combattue.

Ce sont, en vérité, deux conceptions différentes de la vie internationale et deux appréciations différentes de l'Allemagne du passé, du présent, et peut-être de l'avenir, qui vont se rencontrer à Chequers dans les personnes d'Herriot et de MacDonald.

Et MacDonald sera secondé par Crowe, dont le rôle, pendant les conversations même de Chequers, et au lendemain, sera très important. On a parlé parfois de la « germanophilie » de Crowe : Crowe est né à Leipzig d'une mère allemande, et il a épousé une Allemande. Sans doute, les sentiments que Crowe peut éprouver devant l'Allemagne sont bien différents de ceux d'Herriot, mais ce serait, à notre sens, se méprendre que d'attribuer aux liens familiaux de Crowe une influence trop grande sur sa pensée et son action. Crowe est d'abord et surtout le sous-secrétaire d'Etat permanent du Foreign Office depuis 1920, c'est-à-dire le fonctionnaire le plus élevé du Foreign Office et le chef des bureaux. Comme tel, il a vécu la « mésentente cordiale » qui a marqué dans les années d'après-guerre les relations entre la France et l'Angleterre, et la franche détérioration des relations entre les deux pays en 1923 ; il a été associé à l'action de Lloyd George et de Curzon ; il apporte à MacDonald sa connaissance des dossiers et les rancœurs des combats diplomatiques perdus contre Poincaré. La présence de Crowe aux côtés de MacDonald, c'est une sorte de continuité de la politique anglaise. Les deux hommes font équipe. Aussi violente qu'ait été l'opposition de MacDonald aux cabinets de Londres de l'avant-guerre, de la

(33) Cf. ci-dessus, chapitre VIII.

(34) Cf. ci-dessus, chapitre IX, 1^{re} partie.

guerre et de l'immédiat après guerre, son arrivée au pouvoir au début de 1924 n'a pas signifié une rupture ; il se trouve en effet que la conjoncture politique internationale de 1924 permet une synthèse, dans l'action pratique, des idées de toujours de MacDonald et des objectifs du moment des bureaux du Foreign Office ; pour les uns comme pour l'autre, il s'agit de liquider l'entreprise franco-belge de la Ruhr, de mettre un terme aux velléités d'action isolée de la France, et de ramener l'Allemagne dans la communauté des pays occidentaux sur un pied d'égalité, pour toutes sortes de raisons politiques et économiques.

De plus, la collaboration de MacDonald et de Crowe a eu le temps de s'affirmer au cours des cinq mois qui séparent la constitution du cabinet MacDonald et la rencontre de Chequers avec Herriot. Durant ces cinq mois, MacDonald, qui avait joint à son poste de Premier ministre le portefeuille de secrétaire d'Etat au Foreign Office, et Crowe, qui était devenu par là-même son adjoint, ont travaillé ensemble à la négociation internationale préparatoire marquée notamment par la correspondance avec Poincaré. L'équipe a eu le temps de se roder, d'étudier les dossiers et de préparer une politique. Les deux hommes savent ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas. Ils sont différents dans leurs origines et dans ce que furent jusqu'alors leurs vies : MacDonald est le premier chef de gouvernement travailliste dans l'histoire de la Grande-Bretagne, et il rêve de transformer radicalement les conditions de la vie internationale ; Crowe est depuis 1885 fonctionnaire du Foreign Office où il a fait toute sa carrière, et il est l'homme de la continuité des dossiers et de la tradition des bureaux. Mais, dans la situation concrète de 1924, l'innovation du travailliste et la tradition du fonctionnaire se trouvent converger vers les mêmes objectifs ; les idéaux travaillistes de paix par le désarmement général et les traditions du Foreign Office de paix par l'équilibre sur le continent vont conduire les deux hommes à travailler en commun au démantèlement du projet de politique internationale d'Herriot, et du projet de renouveau de l'Entente cordiale qu'il propose.

L'équipe MacDonald-Crowe ne peut qu'être confortée dans ses efforts pour atteindre ces objectifs par les rapports et conseils que lui adresse de Berlin Lord D'Abernon, le très entreprenant ambassadeur d'Angleterre et ami de Stresemann. Cet homme de finances (35) n'a cessé, depuis qu'il a été nommé ambassadeur de Grande-Bretagne en Allemagne en 1920, de dénoncer ce qu'il considère comme les méfaits de la politique de la France en Allemagne, et de plaider auprès des cabinets de Londres la cause des gouvernements de Berlin. D'Abernon a donné dans ses Mémoires (36) une explication très franche et très simple de sa politique : le danger pour le monde libéral et pour la Grande-Bretagne ne vient plus, pense-t-il,

(35) D'Abernon a été de 1883 à 1889 au Caire conseiller financier du gouvernement égyptien, à l'époque de la brouille franco-anglaise, puis, après 1889, gouverneur de la banque ottomane à Constantinople.

(36) D'ABERNON, *An Ambassador of Peace*.

de l'Allemagne, mais du bolchévisme soviétique ; les Français, obsédés par l'affrontement germano-français, veulent mener une politique dure et stricte d'exécution du traité de Versailles qui risque de conduire l'Allemagne, par la ruine et la rancœur, à être tentée par l'aventure bolchévique ou par une coopération avec l'Union soviétique ; l'Angleterre, que ses intérêts planétaires doivent conduire à considérer la vie internationale non pas en termes d'affrontements continentaux européens, mais en termes d'affrontements mondiaux, doit travailler à écarter l'Allemagne de la Russie soviétique et à la réintégrer dans le monde libéral ; pour ce faire, il faut aider l'Allemagne et amener la France à renoncer à la politique dure qu'elle a eue depuis Versailles à l'égard de l'Allemagne. Ce qu'écrit avec tant de claire simplicité D'Abernon dans ses Mémoires n'est au fond que ce que pensent bien des milieux d'affaires anglais ; c'était déjà la philosophie implicite des fameuses *Conséquences économiques de la paix* de J.M. Keynes.

Il y a donc, dans l'Angleterre de 1924, une curieuse, mais incontestable, convergence de fait entre l'antibolchévisme des milieux d'affaires, la conception que l'on se fait traditionnellement au Foreign Office de l'équilibre européen, et la volonté novatrice d'« apaisement ». Dans la réalité quotidienne de l'action politique et diplomatique, cette convergence se traduit par un parfait fonctionnement de la machine gouvernementale britannique qui sait ce qu'elle veut et ce qu'elle refuse, et qui manœuvre en conséquence.

Quelle différence avec la position d'Herriot, ayant derrière lui une majorité aux conceptions divergentes, un gouvernement sans unanimité, mais qui exige une rupture avec le passé, des bureaux dont il se méfie et qui se méfient de lui, et qui arrive, moins d'une semaine après sa prise de pouvoir, avec un plan improvisé, griffonné à la hâte dans le train, accompagné d'un chef de cabinet plus sûr de soi qu'il n'est expérimenté, et d'un directeur des affaires politiques qui s'est imposé à la dernière heure, plus qu'il n'était souhaité.

Herriot rencontrant MacDonald et Crowe, à Chequers, le 21 juin 1924, c'est la cordialité, la bonne volonté et l'improvisation rencontrant des idées, une volonté et un appareil politique.

L'Allemagne et la préparation de Chequers

Entre temps, Stresemann n'est pas resté inactif. Le jeu diplomatique allemand consiste alors à se montrer modéré à l'égard d'Herriot — afin de lui permettre de consolider sa position à Paris et de l'aider à lancer la politique de détente — et à manœuvrer sur deux ailes, la S.F.I.O. et le cabinet de Londres, afin de contraindre Herriot, par des pressions indirectes, à aller dans les concessions à l'Allemagne aussi loin qu'on le juge nécessaire à Berlin.

Dans le premier entretien qu'il a avec Herriot, le 16 juin, l'ambassadeur Hoesch se contente de le laisser parler, sans l'importuner avec des questions délicates. Herriot parle de son désir de paix et exprime des souhaits sur le renforcement de la démocratie en

Allemagne ; il laisse entendre que le gouvernement français songe à une large amnistie en faveur des Allemands internés ou expulsés par les autorités d'occupation pendant les événements de 1923, tout en ajoutant que l'Allemagne, de son côté, devrait faire preuve de bonne volonté dans le domaine du désarmement. Hoesch s'abstient d'approfondir la discussion sur ce point et évite soigneusement de parler de l'évacuation de la Ruhr ou du problème de la sécurité (37).

Le 18 juin, Stresemann reçoit à Berlin l'ambassadeur de France, Pierre de Margerie. Entre temps, Herriot a fait devant la Chambre son discours d'investiture, où il a donné les grandes lignes de sa politique extérieure (38). Stresemann, rapporte Margerie, serait « *très satisfait* » des déclarations d'Herriot sur la Ruhr ; « *le passage relatif aux conditions d'évacuation correspond exactement à son sentiment* » (39). Sans doute Stresemann précise-t-il à Margerie que la promesse d'évacuation de la Ruhr et des villes occupées à titre de sanction en 1921 devrait prendre une forme écrite, par exemple celle d'une lettre du gouvernement français à l'ambassadeur d'Allemagne à Paris ; sans doute dit-il qu'il faudra libérer tous les internés, laisser reprendre leurs places à tous les fonctionnaires allemands expulsés et mettre un terme au système des contrats de la M.I.C.U.M. Mais il s'abstient d'évoquer les délais et ne dit pas un mot des gages et garanties, dont Herriot avait promis dans son discours d'investiture qu'il entendait les conserver ; il préfère parler des responsabilités de Poincaré dans les événements passés et des armes que l'évacuation de la Ruhr lui donnera pour lutter contre son opposition (40).

Tandis que l'on s'en tient à ces généralités apaisantes dans les conversations entre ministres et ambassadeurs, deux parlementaires allemands, Rheinbaben et Breitscheid, partent pour Paris : Rheinbaben est un ami personnel de Stresemann, député du même parti populiste ; Breitscheid est l'une des personnalités les plus en vue de la social-démocratie allemande et, bien que le parti socialiste ne participe pas alors au gouvernement dont Stresemann est le ministre des Affaires étrangères, les excellentes relations personnelles entre les deux hommes permettent à Stresemann de mettre dans son jeu diplomatique le crédit dont la social-démocratie allemande bénéficie auprès des partis socialistes étrangers (41). Les deux hommes vont pouvoir travailler les milieux politiques parisiens, aux pressions

(37) T. Hoesch 347 du 16 juin, L 1631/L 491 897-901, Hoesch conclut son télégramme en écrivant que, même si l'atmosphère des relations franco-allemandes est bien changée, il ne faut pas se dissimuler que la lutte sera difficile « *car Herriot a provisoirement encore des objectifs qui vont plus loin que ce que nous voulons concéder* ».

(38) Cf. supra, chapitre IX, 4^e partie.

(39) T. Margerie 448-450 du 18 juin, Quai d'Orsay, B-82-22, carton 1101.

(40) Lettre de Stresemann à Margerie du 19 juin, pour confirmer la conversation de la veille, 3243/723 559-567.

(41) L'ambassadeur de France à Berlin a prévenu, le 17 juin, le Quai d'Orsay du départ pour Paris de Breitscheid et de Rheinbaben, porteur, écrit-il, d'instructions orales de Stresemann pour Hoesch. T. Margerie 446 du 17 juin, Quai d'Orsay, Z-35-5-IV, folio 27.

desquels Herriot ne peut qu'être sensible, dans la situation parlementaire qui est la sienne.

Breitscheid voit Herriot le 19 juin et lui demande ce qu'il entend par « *des garanties d'exécution équitables et efficaces* », termes qu'il a employés à propos du plan Dawes, dans son discours d'investiture devant la Chambre (42) ; Herriot lui ayant répondu qu'il pensait à des gages, non pas territoriaux, mais financiers, pour le cas où, dans l'avenir, un gouvernement allemand voudrait ne plus payer les réparations, Breitscheid se met aussitôt en rapport avec des dirigeants de la S.F.I.O., qui lui promettent de faire pression sur Herriot pour le faire renoncer à l'idée de conserver des gages (43) ; Blum dit à Breitscheid, « *qu'il ne prend pas au tragique les réserves de garantie de mauvaise augure et qu'il croit qu'Herriot pense à des promesses de garantie anglaise* » (44). Hoesch et Breitscheid — c'est évidemment en liaison avec l'ambassadeur que le leader socialiste allemand exerce cette diplomatie parallèle — pensent qu'il ne faut pas attacher trop d'importance aux projets de garantie d'Herriot, qui doivent lui être « soufflés » par des fonctionnaires du Quai d'Orsay comme Peretti et Seydoux, et ils conseillent à Stresemann de demander à MacDonald de faire sortir ces idées de la tête d'Herriot (45). L'idée de manœuvre allemande est en effet d'obtenir par le biais de la rencontre de Chequers, et par l'intermédiaire des Anglais, ce qu'on estime préférable de ne pas chercher à obtenir par des exigences présentées directement à la France, ce qui risquerait d'amener la chute d'Herriot, dont le maintien à la tête du gouvernement français est souhaitable.

A Paris même, il y a des contacts entre Allemands et Anglais. Le 18 juin, Ruppel, représentant allemand de la Kriegslasten-Kommission, organisme allemand chargé des questions de réparations, y a rencontré Bradbury, représentant anglais à la Commission des Réparations, à l'initiative de celui-ci (46) ; Bradbury et sir Otto Niemeyer, de la Trésorerie britannique, pensent qu'il faudrait que les Alliés et l'Allemagne signent un protocole fixant le calendrier de vote des lois que l'Allemagne doit faire passer dans le cadre du plan Dawes, et celui des évacuations de territoires occupés à effectuer en corrélation avec la mise en route du plan. Cette idée de protocole convient parfaitement à Stresemann, car ce serait un acte diplomatique liant les Alliés pour l'évacuation de la Ruhr ; le 20 juin, il demande à ses représentants à Paris de dire aux Anglais Bradbury et Niemeyer qu'il est d'accord avec l'idée d'un protocole et en faveur d'échéances aussi rapprochées que possible ; le protocole devrait fixer en détail les modalités d'évacuation de la Ruhr (47).

(42) T. Hoesch 355 pour Stresemann personnellement du 20 juin 1924, 3243/723 571-572.

(43) Ibidem.

(44) T. Hoesch 359 du 20 juin 1924, 9403/H 267 874-876.

(45) T. Hoesch 355 pour Stresemann.

(46) T. Ruppel 319 du 18 juin 1924 pour la Wilhelmstrasse et le Ministère des Finances du Reich, 9403/H 267 846-848.

(47) T. Stresemann 488 du 20 juin 1924, 9403/H 267 883-887.

Mais la manœuvre se développe aussi à Londres, au sommet... Stresemann donne, le 18 juin, instruction à son ambassadeur à Londres d'aller voir MacDonald avant la rencontre de celui-ci avec Herriot à Chequers, et de lui présenter le point de vue allemand (48); l'Allemagne exige l'évacuation des trois villes de Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort, occupées en 1921, en même temps que celle de la Ruhr; il faut protester contre « *les garanties d'exécution équitables et efficaces* » évoquées par Herriot dans son discours d'investiture, même s'il ne s'agit que de garanties économiques; il faut un engagement contraignant sur l'évacuation de la Ruhr, et non une simple promesse, sinon les nationaux-allemands ne voteront pas les lois Dawes au Reichstag, et il n'y aura pas la majorité nécessaire des deux-tiers (les nationaux-allemands ont posé cette exigence catégorique la veille en commission des Affaires étrangères); il faut un engagement des Alliés sur le rétablissement de l'unité financière et économique, mais aussi administrative de l'Allemagne, non seulement dans la Ruhr, mais aussi dans les territoires occupés de la rive gauche du Rhin; il faut un engagement des Alliés sur l'amnistie des Allemands condamnés par les autorités d'occupation, même des saboteurs: « *l'essentiel est que le gouvernement allemand soit bientôt en situation de reconstruire l'appareil administratif et que le droit de veto revendiqué par les autorités d'occupation ne puisse être exploité par elles pour limiter le recrutement des fonctionnaires aux originaires de la région* » (49). L'ambassadeur allemand à Londres voit, à défaut de MacDonald, Crowe, à qui il expose le point de vue allemand, et qui se montre assez favorable à l'ensemble des demandes allemandes; Crowe promet de faire connaître à MacDonald le point de vue allemand avant l'arrivée d'Herriot (50).

En MacDonald et Crowe, ce sont donc non seulement des hommes aux idées différentes des siennes qu'Herriot va rencontrer à Chequers, mais des hommes au fait des exigences allemandes, et qui tiennent de leur devoir d'en tenir compte. Herriot arrive à Chequers pensant ranimer l'Entente cordiale, mieux même, conclure un pacte franco-britannique; il va trouver un affrontement, et le parti pris réciproque de cordialité ne pourra en cacher la dureté.

(48) Télégramme Stresemann 307 du 18 juin, 9403/H 267 853-862.

(49) Ibidem. En vertu de l'*Arrangement rhénan*, qui a été signé en même temps que le traité de Versailles et qui définit le statut de l'occupation, la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans a le droit de contrôler les fonctionnaires allemands des territoires occupés et le pouvoir de les déposer. S'appuyant sur ces dispositions, la H.C.I.T.R. avait en 1923 déposé un grand nombre de fonctionnaires prussiens et bavares en poste en Rhénanie et dans le Palatinat et les avait remplacés par des fonctionnaires de recrutement local. Le souci, ce faisant, de la H.C.I.T.R. avait été évidemment de favoriser l'autonomisme. Le souci de Stresemann est évidemment inverse.

(50) Télégramme Sthamer 337 du 20 juin, 9403/H 267 864-866.

2 — LES ENTRETIENS D'HERRIOT ET MACDONALD A CHEQUERS (21-22 juin 1924)

Herriot et MacDonald ont deux longs entretiens dans la bibliothèque de Chequers, l'un le 21 juin au soir, après le dîner, de vingt-deux heures à une heure du matin, l'autre dans la matinée du 22, de neuf heures à treize heures quarante-cinq. Aux deux entretiens, MacDonald est activement secondé par Crowe, qui a apporté ses dossiers ; sir Waterhouse, secrétaire particulier de MacDonald, assiste aussi aux entretiens, mais il n'interviendra pas. Herriot est assisté par Peretti, qui a avec lui quelques dossiers ; Bergery, qui est là aussi, n'interviendra pas. Les conversations sont traduites par Camerlynck, interprète du Quai d'Orsay, ce qui prend du temps et permet de comprendre que les conversations, malgré leur longueur, restent d'une ampleur réelle relativement limitée ; ceci ne veut pas dire que l'importance des questions évoquées ne soit pas capitale.

Il n'y a jamais eu de publication officielle des procès-verbaux des conversations de Chequers (51). Les procès-verbaux existent cependant. Il y en a plusieurs. La meilleure source, jusqu'à ce jour encore inédite, se trouve dans les Papiers Herriot : il s'agit, semble-t-il, des notes prises par Camerlynck au cours des conversations pour les nécessités de la traduction (52). A partir de ces notes ont été préparés un texte français et un texte anglais par le Quai d'Orsay et le Foreign Office ; ces textes, destinés à l'usage interne des Ministères, devaient faire foi mais n'étaient pas destinés à la publication ; nous les avons utilisés l'un et l'autre (53). Les divergences entre les notes originales et les compte-rendus français et anglais sont minimes et ne changent ni le sens général des entretiens ni le sens des interventions des participants. Bien qu'il ait été prévu que ces textes restassent destinés à l'usage interne des Ministères, le publiciste Georges Suarez a obtenu assez tôt communication du texte français, vraisemblablement par Herriot lui-même, qui aurait voulu jeter ce

(51) MacDonald a demandé à Herriot, qui en a accepté le principe, le secret sur les entretiens, GLASGOW, *MacDonald as Diplomatist*, p. 138, et WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 47.

(52) Quai d'Orsay, Papiers Herriot, carton n° 20.

(53) Nous sommes reconnaissants à Ronald Wheatley, éditeur en chef britannique des papiers diplomatiques allemands, et historien du *Foreign Office Library*, de nous avoir fourni des photocopies du texte anglais, et à Mlle Duval, archiviste du Quai d'Orsay, d'avoir cherché pour nous, et trouvé, le dossier du Quai d'Orsay, non encore classé, dans lequel se trouve la correspondance que Peretti et Crowe ont échangée après les entretiens pour établir les comptes rendus définitifs.

document dans le débat polémique qui se développera, quelques années plus tard, sur sa politique en 1924. Suarez en fera un livre qui, comparaison faite, est la publication presque intégrale du texte officieux français ; on peut s'appuyer sur cette publication (54).

Les entretiens de Chequers, pour qui en lit les procès-verbaux sans connaître le travail diplomatique qui les a précédés, donnent l'impression de conversations décousues, sans ordre ni méthode. Mais tout devient clair quand on considère, en plus des conceptions fondamentales des participants, le « plan Herriot » du 21 juin et les exigences que le gouvernement allemand a présentées de façon confidentielle au Foreign Office. On retrouve l'un et l'autre de ces deux projets en filigrane, et presque dans l'ordre dans lequel ils avaient été rédigés, dans les interventions respectives d'Herriot et de Crowe, sans que jamais Herriot dise qu'il a un plan, ni que Crowe fasse la moindre allusion aux conversations qu'Allemands et Anglais ont eues avant la rencontre de Chequers. MacDonald, lui, se met en position d'arbitre ; il laisse à Crowe le soin de porter contre l'argumentation d'Herriot les coups sensibles, secondant son sous-secrétaire d'Etat par des considérations générales, quand il l'estime nécessaire pour amener Herriot là où l'on veut l'amener, ou, au contraire, détendant la conversation quand elle devient trop serrée, mais sans rien céder. Les conversations de Chequers sont en fait l'affrontement entre le plan qu'Herriot a improvisé dans le train qui l'amenait, et la volonté des Anglais de tenir compte des exigences allemandes, dans la mesure où ils les tiennent pour justifiées et nécessaires au succès de l'apaisement. Les deux projets sont inconciliables. Les entretiens de Chequers vont amener le démantèlement complet du « plan Herriot » et le succès des conceptions de MacDonald et de Crowe.

L'entretien du 21 juin au soir

MacDonald ouvre la discussion en parlant de la mise en application du plan des Experts. Herriot se hâte de faire comprendre qu'il ne s'est pas concerté avec les Belges avant de venir à Chequers (55) ; sans doute veut-il ainsi montrer à MacDonald que toute idée de manœuvre est absente de son esprit et que son souci est d'abord de s'entendre avec lui, en toute franchise et cordialité. MacDonald parle aussitôt de la nécessité de « se mettre d'accord sur le mécanisme à organiser pour l'application du plan des Experts ». La suite de l'entretien montrera qu'au bout du « mécanisme » MacDonald a en tête l'évacuation de la Ruhr, avec un protocole signé et contraignant, et la fixation de dates, mais il ne pose pas ces conditions d'entrée de jeu. Herriot cherche à aiguiller la conversation sur

(54) SUAREZ, *Une nuit chez Cromwell*, Editions de France, 1930. Une seconde édition, revue et complétée par l'adjonction du *Récit historique de M. Poincaré*, est publiée en 1932, chez Tallandier, sous le titre *Herriot 1924-1932*. C'est à cette seconde édition que l'on se réfère ci-dessous.

(55) SUAREZ, op. cit., p. 55, et BARDOUX, op. cit., p. 205.

« l'organisation des gages interalliés » ; on sait combien Herriot avait insisté sur l'organisation des gages dans son discours d'investiture ; il dit à MacDonald avoir avec lui un plan d'organisation des gages préparé par Barthou (56). MacDonald élude la question et ramène la conversation à ses préoccupations : la fixation des dates et la façon « d'obtenir l'acceptation des Allemands », car, pense-t-il, elle est nécessaire pour certaines obligations que le plan des Experts crée à l'Allemagne et qui vont au-delà du texte du traité de Versailles.

Dès le début de l'entretien, on voit donc la divergence des préoccupations des interlocuteurs. Mais Herriot cherche à prendre l'initiative. Il lance le premier point du plan qu'il a préparé, sans pour autant dire qu'il a préparé un plan : l'organisation du contrôle de l'exécution du plan des Experts, en liaison avec l'évacuation économique (57). Tandis qu'Herriot propose qu'on laisse à la Commission des Réparations le soin de fixer la date de l'évacuation économique de la Ruhr (il n'est pas encore question de l'évacuation militaire), Crowe voudrait qu'on la fixe tout de suite. La question est de savoir s'il faut attendre que l'Allemagne ait pris les mesures nécessaires à la mise en route du plan Dawes pour fixer la date de l'évacuation économique de la Ruhr, ou s'il faut fixer, sans attendre, une date assez rapprochée pour l'évacuation économique, afin d'encourager l'Allemagne à prendre sans retard les mesures nécessaires, voire de faciliter en Allemagne des élections moins nationalistes, en cas de dissolution du Reichstag élu en mai. Herriot est sensible à ce dernier argument, et se déclare « assez disposé à admettre en principe la fixation d'une date pour l'évacuation économique de la Ruhr », avec une réserve pour les chemins de fer, et à condition que la Commission des Réparations ait constaté que « les organismes de contrôle sont mis en place et prêts à fonctionner » avant que ne commence l'évacuation économique ; « c'est lorsque les techniciens nous diront que tout est prêt à fonctionner que nous serons prêts à accepter l'évacuation économique », ajoute-t-il. Crowe reprend la double idée de la fixation d'une date et de la préparation d'un « protocole » que les Allemands signeraient. MacDonald l'appuie en disant ; « c'est bien mon avis, et je voudrais, en outre, que l'on fixât une date ferme ». L'argument est de ne pas laisser traîner les choses en longueur et de ne pas laisser Stresemann négocier avec les nationaux-allemands (58). MacDonald sait qu'Herriot sera sensible à l'argument. L'interlocuteur anglais ne fait en revanche aucune allusion au fait que la double exigence de la date et du protocole a été mise au point par le Foreign Office dans les journées qui ont précédé la

(56) Le rapport adressé par Barthou à Herriot, avant le départ de celui-ci pour Chequers, faisait le point du problème des réparations à la date du 15 juin 1924, mais ne proposait pas de solutions pour l'avenir. Herriot fait-il une confusion, ou Barthou a-t-il rédigé pour Herriot une autre note ? On n'en a pas trouvé trace dans les archives du Quai d'Orsay.

(57) Point I a du « plan Herriot » du 21 juin.

(58) Sur les négociations de Stresemann avec les nationaux-allemands, voir ci-dessous, chapitre XX, 4^e partie.

rencontre de Chequers, et qu'elle a fait l'objet de conversations confidentielles avec la diplomatie allemande.

Sans plus attendre, et laissant provisoirement de côté la discussion sur la date de l'évacuation économique et sur le « protocole », MacDonald cherche à reprendre l'initiative dans la conversation et de pousser celle-ci plus avant vers les objectifs qu'il veut atteindre. Mettant en avant la nécessité de fournir des « garanties » aux banquiers et prêteurs américains et anglais dont la collaboration est nécessaire pour le succès de l'emprunt prévu par le plan Dawes, il dit à Herriot : *« Ils demanderont quelle sécurité on leur offre. Si cette sécurité est détruite politiquement par l'occupation de la Ruhr ou par la privation du contrôle d'une partie de ses chemins de fer, les perspectives d'emprunt deviennent très incertaines : l'emprunt échouera, le rapport des experts n'aura rien produit. Il y a donc là deux questions sur lesquelles nous devrions arriver à une entente, celle de l'évacuation économique et autre de la Ruhr et celle du contrôle des chemins de fer »* (59).

Chacun comprend qu'en ayant diplomatiquement recours à l'adjectif *autre*, MacDonald demande aussi l'évacuation militaire de la Ruhr. Le Premier britannique cherche à amortir le choc de sa demande en ajoutant aussitôt : *« j'éprouve autant de sympathie pour M. Herriot que si j'étais membre de son propre Cabinet »*.

La petite phrase de MacDonald sur « l'évacuation économique et autre de la Ruhr » ne prend pas Herriot au dépourvu. Elle lui permet d'avancer le second point du plan qu'il a préparé : lier l'évacuation militaire de la Ruhr à la commercialisation de la dette allemande au titre des réparations (60). Le projet de commercialisation de la dette allemande des réparations, c'est-à-dire la vente sur le marché financier international de titres de cette dette, est, on le sait, aussi ancien que le traité de Versailles lui-même (61). Tous les efforts faits depuis 1919 par la France pour obtenir la commercialisation, qui aurait consolidé la dette allemande et fourni rapidement à la France les capitaux qui lui font défaut, avaient échoué devant l'opposition anglaise. Le plan Dawes établit la possibilité de commercialiser les obligations qu'il prévoit du fait de l'hypothèque sur les chemins de fer allemands et l'industrie allemande. L'Allemagne est évidemment opposée à une commercialisation de ces obligations, qui rendrait plus difficile une révision ultérieure du plan Dawes. Voici donc que, brusquement, à Chequers, Herriot propose de lier, c'est-à-dire de marchander, l'évacuation militaire de la Ruhr avec la commercialisation d'une partie de la dette allemande des réparations. L'initiative d'Herriot, le 21 juin, peut surprendre, car, dans sa déclaration d'investiture du 17 juin, il n'avait fait aucune allusion à un tel projet. Herriot avait-il depuis quelque temps cette idée en tête, et l'avait-il conservée pour en garder la primeur pour son

(59) SUAREZ, op. cit., p. 63-64.

(60) Point I b du « plan Herriot » du 21 juin.

(61) Voir ci-dessus, chapitre VIII, 2^e partie.

entretien avec MacDonald, espérant le gagner à son idée, ou bien est-ce une idée de dernière heure, conseillée au président du Conseil par un haut fonctionnaire avant son arrivée à Chequers ? L'absence presque totale de documentation française sur la préparation de Chequers, que ce soit dans les Papiers Herriot, ou dans les archives du Quai d'Orsay, ne permet pas d'en trancher. Remarquons toutefois que des critiques se sont manifestées à la Chambre, venant de l'opposition de droite, et notamment de Flandin, après la déclaration ministérielle du 17 juin (62). Il n'est pas interdit de penser qu'Herriot, pour consolider sa position parlementaire sur sa droite, ait jugé bon de prévoir de marchander l'évacuation militaire de la Ruhr avec une commercialisation d'une partie de la dette allemande des réparations. C'est d'ailleurs reprendre en partie les idées de Poincaré, et s'assurer aussi de ce côté là. Certes, Poincaré aurait voulu aller beaucoup plus loin, puisqu'il avait prévu de n'évacuer militairement la Ruhr qu'au fur et à mesure de l'acquittement par l'Allemagne de sa dette ; la proposition d'Herriot est moins ambitieuse, mais elle vise quand même à obtenir de l'argent allemand contre la sortie de l'armée française de la Ruhr.

C'est ainsi d'ailleurs qu'Herriot présente sa proposition à MacDonald. Il lui rappelle l'intention de Poincaré « *d'évacuer militairement la Ruhr au fur et à mesure des paiements de l'Allemagne* », pour s'en distancer (« *il faudrait prévoir une quarantaine d'années* ») et comme pour souligner ce qu'à de modérée et de raisonnable la proposition qu'il va faire : la France ne peut évacuer la Ruhr que si elle a l'assurance que l'Allemagne paiera, et la meilleure assurance serait le placement sur le marché financier d'obligations Dawes. « *Je serais disposé personnellement, dit Herriot, à l'évacuation militaire de la Ruhr au fur et à mesure que les dettes allemandes seraient commercialisées, c'est-à-dire placées : à peu près 16 milliards d'obligations de chemin de fer et d'obligations industrielles. Nous serions prêts à évacuer dans la proportion où ces obligations seraient placées dans le public, c'est-à-dire vendues. Il y aurait, d'ailleurs, pour l'Allemagne, une sorte de prime accordée à la rapidité du placement* » (63).

La proposition que fait ici Herriot est strictement conforme à l'esprit et à la lettre du plan Dawes, qui prévoit la possibilité d'une « *mobilisation que pourraient effectuer les Gouvernements créanciers ; dès la mise à exécution du projet, la Commission des Réparations serait en possession de 16 milliards de marks-or d'obligations, qui pourraient être vendues dans la mesure où les marchés seraient susceptibles de les absorber* » (64).

Le chiffre de 16 milliards qu'avance Herriot est donc celui-là même dont le plan Dawes stipule que la Commission des Réparations

(62) J.O. Chambre, 1924, p. 2350.

(63) SUAREZ, op. cit., p. 65-66.

(64) Plan Dawes, cité par WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 541. Il s'agit de 11 milliards d'obligations de la Reichsbahn et de 5 milliards d'obligations de l'industrie allemande.

le détiendra dès la mise en route du plan et qu'elle pourra le placer sur le marché financier. L'étrange — et ceci éclaire la situation psychologique d'Herriot face à MacDonald à Chequers — est qu'Herriot n'avance pas sa demande en se référant au plan Dawes et en soulignant tout ce qu'elle a de légitime ; il dit s'exprimer « *à titre tout à fait personnel, et parlant simplement dans une libre conversation* ». Si Herriot escompte être mieux entendu de MacDonald en donnant à l'entretien un ton personnel, et en évitant de s'appuyer sur les textes, son attente est déçue. MacDonald esquive une réponse directe à la demande d'Herriot ; il ne lui dit pas NON, mais il s'efforce de démontrer à Herriot que sa demande de commercialisation d'une part de la dette allemande n'a pas de sens, en prenant Herriot au propre piège de ce qui avait été sa démonstration. Herriot lui avait dit en effet que les bons prévus par le traité de Versailles pour matérialiser la dette allemande des réparations n'avaient jamais rien valu et que, pour éviter pareille mésaventure aux obligations prévues par le plan Dawes, il faudrait les commercialiser. MacDonald lui rétorque qu'il n'y a pas de comparaison possible entre les deux types de titres, parce que les bons prévus par le traité n'étaient gagés que sur la bonne volonté à payer du gouvernement allemand, tandis que les obligations prévues par le plan Dawes sont gagées sur des richesses réelles : les chemins de fer allemands et l'industrie allemande ; il n'est donc pas nécessaire de les commercialiser pour qu'elles acquièrent une valeur, puisqu'elles ont une valeur propre. Les efforts d'Herriot pour convaincre MacDonald restent vains ; le Premier britannique s'en tient à sa thèse que la commercialisation des obligations Dawes n'est pas nécessaire, et, pour fournir une issue à Herriot — puisqu'aussi bien celui-ci proposait de lier la commercialisation à l'évacuation militaire de la Ruhr — il propose que l'occupation militaire dans la Ruhr devienne une « *occupation invisible* », en se référant à une expression de Poincaré : « *J'ai cru comprendre, d'après ce que M. Poincaré m'a dit, que tout en ne voulant pas renoncer à l'occupation militaire avant d'avoir la certitude que les paiements s'effectueraient, il serait disposé à réduire l'occupation à une occupation invisible, ce qui reviendrait — après consultation avec M. le Maréchal Foch et les experts militaires — à n'occuper que juste quelques points essentiels en retirant la plus grande partie des troupes. Je ne verrais pas d'objection à l'adoption de ce système* » (65).

Herriot pourrait-il être plus poincarien que Poincaré ? Et MacDonald d'insister, en disant que les banquiers américains, avec qui il a parlé, ne fourniraient pas les capitaux nécessaires à la réussite de l'emprunt prévu par le plan Dawes si l'occupation militaire était maintenue, mais qu'ils accepteraient une « *occupation invisible* » : « *On ne fait pas d'objections à l'occupation invisible, mais*

(65) SUAREZ, op. cit., p. 72. Poincaré avait employé l'expression « *occupation invisible* » dans une de ses lettres à MacDonald.

il faut éliminer ce qu'on pourrait appeler l'occupation agressive » (66).

Herriot abandonne alors sa proposition de lier l'évacuation militaire de la Ruhr à la commercialisation de 16 milliards de marks-or d'obligations Dawes, et il le fait en des termes qui ne peuvent qu'affaiblir sa position pour la suite de la discussion : *« J'ai proposé un système, mais je n'ai pas la prétention d'avoir trouvé une formule définitive. Je ne demande que l'adoption d'un système satisfaisant et, en tout cas, à continuer la conversation. J'ai parlé, d'ailleurs, en mon nom personnel et je n'ai fait part de cette idée qu'à un seul de mes collègues du Ministère et à M. de Peretti » (67).*

MacDonald relève aussitôt l'aveu d'impréparation en même temps qu'il prend acte de la renonciation d'Herriot au projet de commercialisation de la dette allemande : *« Je tiens à assurer à M. Herriot que je me rends compte des difficultés qu'il doit éprouver à discuter ces questions complexes après avoir pris le pouvoir depuis quatre ou cinq jours seulement ; aussi, je ne le considérerai pas comme lié par ses déclarations ; nous ne faisons qu'explorer le sujet ensemble » (68).*

Si Herriot a cédé à MacDonald dans la question de la commercialisation, c'est peut-être dans l'espoir d'obtenir son accord et son appui dans une autre affaire, qu'Herriot estime beaucoup plus importante, et dont il voudrait faire la clef de voûte de sa politique extérieure : la conclusion, entre la France et la Grande-Bretagne, d'un pacte de coopération avec une garantie générale et écrite (69). De fait, Herriot, à peine a-t-il abandonné sa proposition de commercialisation, lance l'idée d'un *« pacte solidaire de garantie entre la France et la Grande-Bretagne »*, en s'appuyant sur la correspondance échangée depuis le début de l'année par MacDonald et Poincaré (70) ; allant plus loin, il demande de *« prévoir des sanctions »* contre l'Allemagne en cas de manquement. Bref, la thèse de l'entente franco-anglaise face à l'Allemagne. Crowe dit aussitôt : *« Nous n'aimerions pas stipuler d'avance des sanctions précises »*, et MacDonald cherche à convaincre Herriot de l'inutilité de prévoir des sanctions : il y a les mécanismes du plan Dawes, il y aura, derrière le plan Dawes, l'Amérique qui *« ne resterait pas indifférente devant une banqueroute frauduleuse de l'Allemagne »*. MacDonald est prêt à *« donner dès maintenant un avertissement à l'Allemagne »*, mais il *« n'aimerait pas s'engager définitivement dans un projet formel »*. C'est justement ce qui sépare MacDonald et Herriot pour qui, entre la Grande-Bretagne et la France, *« il faudrait une déclaration solidaire écrite et de portée générale, couvrant toute la période des paiements, qu'il faut prévoir de 30 à 40 ans »*. Le parti pris d'affectation de plein

(66) Ibidem, p. 73.

(67) Ibidem.

(68) Ibidem, p. 73-74.

(69) Point I c du « plan Herriot » du 21 juin.

(70) Voir ci-dessus, chapitre VIII.

accord, qui est celui des deux hommes d'Etat, ne parvient pas à dissimuler les divergences, comme le montre cet échange de propos :

Herriot : « *Je serais prêt à accepter, pourvu qu'on se fût mis d'accord d'avance et par écrit* ».

MacDonald : « *Certainement, et je serais prêt à le proclamer en public* » (71).

Le mot *certainement* ne parvient pas à masquer la différence qu'il y a entre proclamer une promesse, même en public, et la mettre par écrit. Herriot cherche à émouvoir MacDonald ; il lui montre la France et la Grande-Bretagne solidairement responsables de l'avenir et de la démocratie, il lui dit la nécessité d'être « *clairs* » et « *résolus* ».

Crowe intervient alors pour suggérer que le soin de constater d'éventuels manquements de l'Allemagne aux obligations qui seront les siennes dans l'application du plan Dawes, soit confié au Comité Financier de la Société des Nations — ce qui serait dessaisir la Commission des Réparations de l'une de ses attributions essentielles. Herriot ne veut pas que l'on retire à la Commission des Réparations cette tâche : elle devrait continuer à être chargée de constater un éventuel manquement allemand, mais le Comité Financier de la S.D.N. pourrait être appelé à « *apprécier* » la constatation de la Commission des Réparations ; ce serait une garantie (72). Il s'ensuit une assez longue discussion, au cours de laquelle Crowe et MacDonald exposent que la Commission des Réparations n'est pas l'organisme idoine pour constater un éventuel manquement allemand aux obligations résultant du plan Dawes, d'une part parce que le plan Dawes va plus loin que le traité de Versailles et que la Commission des Réparations n'est habilitée à constater que des manquements au traité de Versailles (73), et d'autre part parce que les Etats-Unis, qui seront directement intéressés au fonctionnement du plan Dawes, ne siègent pas à la Commission des Réparations, puisqu'ils ne sont pas partie au traité de Versailles. Le souci anglais est évidemment de retirer à la Commission des Réparations ce pouvoir de constatation à la majorité — et non à l'unanimité — qui avait fourni à Poincaré, en janvier 1923, un instrument juridique pour entrer dans la Ruhr, et qui pourrait permettre encore dans l'avenir que des sanctions soient prises contre l'Allemagne, même si l'Angleterre n'y est pas favorable.

Aucune décision n'est prise, chacun restant sur ses positions. C'est un point sur lequel Herriot ne peut céder sans compromettre sa position à Paris : la Commission des Réparations est l'un des points d'appui essentiels que la politique française a dans le traité

(71) SUAREZ, op. cit., p. 79.

(72) La proposition que fait ici Herriot est conforme au plan qu'il a établi avant d'arriver à Chequers. (point I c).

(73) Crowe dit même : « *j'ai plutôt l'impression que nous sommes devant un traité nouveau pour lequel il faut obtenir la signature de l'Allemagne* ».

de Versailles. « *Nous prenons note de la difficulté, dit-il, et nous allons rechercher les moyens de la surmonter. L'important, pour vous comme pour moi, c'est d'arriver à établir la paix* » (74).

Herriot insiste à nouveau sur la nécessité, pour satisfaire le Parlement français, « *d'un engagement général et formel qui puisse donner des garanties de fonctionnement automatique, sans fissure et sans erreurs possibles* ».

Mais il se fait tard, il est bientôt une heure du matin, et Herriot, depuis la veille, depuis son départ de Paris, a eu une journée bien remplie ; sans compter les journées précédentes. Quelle n'a pas été sa vie, depuis six jours qu'il est Président du Conseil ! Il fait entendre qu'il souhaite que la conversation se termine : « *Je ne demande pas d'engagement pour ce soir ; nous ne pouvons pas tout faire d'un seul coup, mais nous chercherons loyalement ensemble une procédure acceptable* ».

Encore estime-t-il nécessaire, avant que l'on se sépare, de tirer cette conclusion de l'entretien : « *En résumé, nous sommes d'accord sur la question de l'occupation invisible* ». Comme si Herriot, malgré tout, ressentait le besoin, au terme de cette longue et parfois difficile discussion, de constater un accord.

Constatacion qui peut être lourde de mélancolie. Arrivé plein de bonne volonté et d'espoir, qu'a donc trouvé Herriot dans cette première conversation de Chequers ? Du plan qu'il avait préparé, il n'a eu le temps d'avancer les propositions que du premier tiers (75). Et sur aucun point il n'a pu emporter l'adhésion de MacDonald. L'organisation du contrôle de fonctionnement du plan Dawes ? Les positions se sont affrontées et aucune décision n'a été prise. La mise en vente sur le marché financier de 16 milliards de marks-or d'obligations Dawes contre l'évacuation militaire de la Ruhr ? Devant l'opposition de MacDonald Herriot a retiré sa proposition et il a accepté la position de repli de « *l'occupation invisible* » que lui suggérait MacDonald. Le pacte franco-britannique de coopération avec une garantie générale et écrite ? L'opposition de MacDonald a été si nette, bien que polie, qu'Herriot a préféré interrompre là l'entretien, plutôt que de devoir enregistrer un refus. Les résultats de ce premier entretien sont bien loin de ce qu'Herriot en attendait sans doute.

Herriot passe une mauvaise nuit. On dit même qu'il ne parvient pas à trouver le sommeil. Il va réveiller Bergery et lui dit ses soucis : les réparations, la sécurité, la conférence internationale à venir et la nécessité pour la France de s'être entendue avec l'Angleterre avant que l'Allemagne y participe. Puis il laisse son collaborateur dormir et va essayer de trouver le sommeil (76). Dès le soleil levé, il est dans le jardin, qu'il arpente, en proie à ses réflexions. A neuf heures,

(74) SUAREZ, op. cit., p. 86, fait dire à Herriot : ... « *La Paix ou la sécurité* ». Dans les notes originales (Papiers Herriot), carton n° 20, les paroles d'Herriot sont consignées telles que nous les citons.

(75) Cf. ci-dessus le « plan Herriot » du 21 juin.

(76) SUAREZ, op. cit., p. 87-98.

Bergery vient l'y chercher, et le second entretien commence dans la grande bibliothèque de Chequers ; il durera jusqu'à treize heures quarante cinq.

L'entretien du 22 juin

Durant toute la première partie de ce second entretien, Herriot reste plus passif que la veille ; il est sur la défensive ; il semble abandonner la poursuite de l'exposé de son « plan » qui avait occupé une bonne partie de l'entretien de la veille. MacDonald, et surtout Crowe, qui a étalé ses dossiers sur la table, parlent ; Peretti, plus qu'Herriot, leur répond. Les interlocuteurs anglais exposent leurs points de vue sur les aspects précis de la mise en route du plan Dawes, sur la façon d'y parvenir et les mesures qui, pour eux, devraient l'accompagner. C'est l'exposé du programme, sans le nommer, que la diplomatie anglaise a préparé.

MacDonald lance l'entretien sur la Régie franco-belge des chemins de fer dans les territoires occupés. Crowe est, d'entrée de jeu, catégorique : « *De notre côté, nous estimons que les conditions du rapport des Experts au sujet du rétablissement de l'unité économique de l'Allemagne sont absolues et qu'elles rendent impossible aucune réserve en faveur de la Régie* » (77). Pour lui, la mise en route du plan Dawes implique la suppression pure et simple de la Régie franco-belge, comme conséquence logique de l'application du principe de l'unité économique allemande, et il ajoute que l'argument de la sécurité des liaisons des troupes d'occupation, avancé pour justifier la Régie, n'en est pas un, car les pouvoirs que détient la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans suffisent, en tant que de besoin, pour assurer cette sécurité.

Cette question du contrôle des chemins de fer rhénans, à laquelle les militaires français attachent, à tort ou à raison, une grande importance (78), avait été vaguement évoquée la veille, quand Herriot, tout en se disant d'accord pour l'évacuation économique sans délai, avait réservé la question des chemins de fer. Et dans le plan qu'il avait hâtivement préparé, Herriot avait prévu, comme garantie de sécurité, un « *maintien par accord entre les techniciens militaires dans la zone de Régie franco-belge* » (79). Or voici que les Anglais demandent la suppression pure et simple de la Régie.

Peretti répond à Crowe, en mettant en avant l'autorité du maréchal Foch, pour lequel le maintien d'un contrôle allié des voies de communication apparaît nécessaire à la sécurité des troupes, et il demande que l'expert ferroviaire anglais, Acworth, laissé jusqu'ici sans instructions de son gouvernement, en reçoive, pour que les experts puissent préparer une solution « *qui serait acceptable pour*

(77) Ibidem, p. 100.

(78) Sur l'importance stratégique et politique des chemins de fer rhénans, voir ci-dessus, chapitre II, 3^e partie, et ci-dessous, chapitre XIV, 3^e partie.

(79) Point II a du « plan Herriot » du 21 juin.

les gouvernements alliés et pour l'Allemagne ». L'appui qu'apporte Herriot à l'argumentation de Peretti ne fait pas bouger Crowe de son point de vue.

Les positions sur les chemins de fer des territoires occupés sont donc tout à fait contradictoires, et Peretti va jusqu'à dire *« qu'il s'agit d'assurer notre sécurité sur le Rhin, et qu'il est impossible qu'on ne nous donne pas satisfaction à ce sujet »*.

MacDonald, qui avait jusqu'alors laissé les deux hauts fonctionnaires argumenter, intervient aussitôt pour éviter que l'on n'en arrive à un constat de désaccord. Après avoir signifié à Crowe d'en rester là pour le moment sur cette affaire (*« ce sera à vous de dire cela, si je vous demande de représenter le Foreign Office »*, lui dit-il), le Premier britannique donne une satisfaction à Herriot, en disant que *« la question demande à être soigneusement examinée pour vous donner certaines garanties »*, et l'on remet aux experts le soin de l'étudier. Rien n'est décidé pour autant, et la solution de la difficulté est remise à plus tard.

Et tout aussitôt, voulant sans doute profiter du bon effet que sa concession tactique sur la question des chemins de fer avait pu produire sur son interlocuteur, MacDonald expose ce qui lui tient à cœur : la préparation d'une grande conférence internationale pour la mise en route du plan Dawes, et la préparation d'un protocole qui serait signé par les Alliés et par l'Allemagne. De cela aussi, il avait vaguement été question la veille, mais, aujourd'hui, les Anglais font des propositions précises. MacDonald ne parle d'abord que d'une *« conférence interalliée »* qui, pense-t-il, pourrait se réunir *« dans une quinzaine »* et ne devrait pas durer plus d'une semaine ; les experts des Affaires étrangères, accompagnés de juristes, traiteraient de *« la politique générale, des traités et des obligations »*, tandis que les militaires s'occuperaient de la Régie des chemins de fer et les financiers des emprunts. *« Les Premiers Ministres ne se réuniraient que pour traiter les questions de haute politique, tandis que les détails seraient renvoyés aux experts »*. Mais il ajoute qu'il attache une grande importance à ce que la conférence à venir aboutisse à la signature, par les Alliés et par l'Allemagne, d'un protocole, *« de manière à éviter toute chicane ultérieure au sujet de l'interprétation »*. C'est poser de façon indirecte le problème de la participation allemande à la conférence, car comment signer si l'on n'est pas là ?

A vrai dire le plan des Experts, ni dans ses origines, ni dans sa formulation, n'avait prévu la nécessité d'une participation allemande à une conférence internationale chargée de le mettre en route. Il ne prévoyait même pas une telle conférence. Quand, en avril 1924, le plan des Experts avait été présenté à la Commission des Réparations, que l'Allemagne l'avait accepté, puis les gouvernements alliés, quand enfin l'Allemagne et la Commission des Réparations avaient nommé leurs représentants dans les comités d'organisation prévus par le plan, personne n'avait parlé de la nécessité de réunir une conférence internationale pour mettre le plan en route, et d'y faire participer

l'Allemagne (80). Sans doute, la formulation de l'acceptation de principe du plan par l'Allemagne, le 16 avril 1924, sous-entendait le désir d'une négociation (81), mais aucune demande de participer à une conférence n'avait été explicitement formulée. Et dans le plan même qu'Herriot prépara avant d'arriver à Chequers, on ne voit nulle part mention d'une conférence internationale. Le principe de la réunion d'une conférence internationale est donc une idée anglaise, qui permettrait d'une part d'aller plus loin, dans les décisions à prendre, que la simple mise en route des mécanismes propres au plan Dawes, et d'autre part d'associer l'Allemagne à la négociation, autant que possible sur un pied d'égalité, condition politique et psychologique tenue à Londres comme essentielle pour l'apaisement. On sait les contacts qu'il y avait eus à cet égard entre les diplomaties anglaise et allemande avant la venue d'Herriot à Chequers. On voit toute l'importance de cette « *future conférence interalliée* », comme l'appelle d'abord MacDonald, et dont il annonce, à un détour de l'entretien, la prochaine réunion, comme allant de soi. On constate qu'Herriot, par son silence devant la proposition de MacDonald, se rallie, sans qu'il y ait débat, à l'idée de la réunion d'une prochaine conférence internationale. Il y a donc tout lieu de penser que c'est ainsi, dans une certaine équivoque, qu'est avancé et accepté le principe de ce qui va être la conférence de Londres.

Crowe, relayant MacDonald, se fait plus précis : le « *protocole* » qui serait signé à la « *prochaine conférence* » devrait, à ses yeux, prévoir cinq points :

1°) l'engagement des différents gouvernements d'accepter le plan Dawes ;

2°) l'engagement du gouvernement allemand de faire voter les lois nécessaires à la mise en route du plan ;

3°) la fixation exacte de la date de la mise en route du plan et de la date à laquelle l'Allemagne devrait avoir fait voter les lois nécessaires. « *Dans les quinze jours qui suivraient, les mesures à prendre par les Alliés, de leur côté, entreraient en vigueur, et toutes les sanctions fiscales, économiques, etc... seraient retirées* » ;

(80) On trouvera les documents dans le tome XIV des publications de la Commission des Réparations : *Documents relatifs à l'application du plan du comité des Experts*, F. Alcan, 1926. La lecture de ces documents montre qu'il n'était nulle part question au moment de l'acceptation du plan par les puissances, en avril 1924, d'une conférence internationale pour le mettre en œuvre ; la Commission apparaissait alors comme devant être l'instrument normal de cette mise en œuvre.

(81) Dans sa note d'acceptation du 16 avril 1924, le gouvernement allemand écrivait « *considérer lui aussi les-dits rapports (des comités des experts) comme une base pratique pour la solution rapide du problème des réparations* » ; le gouvernement allemand « *est donc prêt à assurer sa collaboration aux projets des experts* ». (Lettre K. 947 de la Kriegslastenkommission à la Commission des Réparations). Les mots *base* et *collaboration* laissent présager le souhait d'une négociation, mais le souhait de celle-ci n'a jamais été expressément formulé.

4°) si l'Allemagne n'était pas prête à la date fixée, il faudrait prévoir que la Commission des Réparations lui accorde un délai de quelques jours ;

5°) *« il faudrait prévoir des garanties contre le retour possible des sanctions pour donner tout apaisement aux futurs prêteurs et au gouvernement allemand, et donner des garanties solides ; il ne faut pas qu'on puisse brusquement et à nouveau imposer des sanctions ».*

Ce que propose Crowe, c'est que l'on réunisse une conférence pour mettre au point et signer un texte garantissant le gouvernement allemand et les banquiers anglais et américains contre d'éventuelles sanctions alliées en Allemagne. On voit tout ce qui sépare les garanties souhaitées par Herriot, garanties contre d'éventuels manquements allemands, et les garanties souhaitées par Crowe, garanties contre d'éventuelles sanctions alliées. La proposition que fait ici Crowe est à vrai dire assez extraordinaire, et, aussi étrange que cela puisse paraître, ne suscite aucune interjection étonnée d'Herriot. Faut-il penser qu'Herriot n'aurait pas saisi le sens de la proposition de Crowe (82) ? MacDonald atténue le choc qu'aurait pu produire cette proposition en précisant qu'il s'agirait d'un accord entre Alliés, *« qu'il n'y a pas besoin de demander la signature de l'Allemagne pour cette dernière stipulation »*, et en exprimant le sentiment qu'en aidant le gouvernement allemand on aiderait peut-être au renforcement de la gauche au Reichstag en cas de nouvelles élections en Allemagne.

Ainsi Herriot, qui était venu à Chequers, avait-on laissé entendre, pour une conversation sans autre programme défini que la mise en route du plan Dawes, se trouve devant les projets précis d'une conférence internationale et d'un acte diplomatique impliquant une négociation avec l'Allemagne. Il ne marque d'opposition ou n'émet de réserves ni sur l'un ni sur l'autre point, bien qu'ils soient tous deux fort éloignés de ses projets. Aussi ne peut-on exclure l'hypothèse qu'Herriot n'ait pas compris tout de suite ce dont il s'agissait ; ce qu'il dit, après les déclarations de MacDonald et de Crowe, montre qu'il n'a pas saisi ce qu'il y a de radicalement nouveau dans les propos que ceux-ci viennent de tenir ; ou alors, il fait exprès de sembler ne pas avoir compris (83) : *« Nous ne faisons en somme, dit-il, que compléter notre proposition d'hier et nous ne proposons qu'une œuvre de pure justice. Si l'Allemagne est sincère, elle n'a rien à craindre, sinon, il ne faut pas hésiter à la punir. Il doit y avoir à ce sujet une déclaration très nette en prenant une position qui me paraît irréprochable au point de vue politique. Le détail suivra, mais*

(82) C'est l'interprétation de BARDOUX, op. cit., p. 212.

(83) On ne peut exclure l'hypothèse, non plus, qu'Herriot, épuisé par une semaine d'un travail harassant, et qui vient de passer une nuit sans sommeil, n'ait pas l'attention aussi constamment soutenue qu'il serait nécessaire pour maîtriser parfaitement tous les méandres de cet entretien bilingue. Il y aurait là un facteur d'explication au comportement, qui apparaît parfois quelque peu surprenant, d'Herriot au cours de la conversation du 22 au matin.

il est important que, dès maintenant, un accord soit réalisé sur les principes entre les deux chefs de gouvernement » (84).

La confusion, on le voit, est totale ; ce qui n'empêche pas MacDonald de répondre à Herriot : *« je suis entièrement d'accord avec vous »* (85).

Quoi qu'il en soit de ce dialogue de sourds, l'interlocuteur anglais tient que l'interlocuteur français a accepté, ne serait-ce que par son silence devant la proposition, le principe d'une grande conférence internationale aboutissant à un protocole engageant Alliés et Allemagne. Reprenant l'exposé de ses projets, Crowe suggère qu'en cas de contestation sur l'interprétation ultérieure du *« protocole en préparation »*, (Crowe, on le voit, se consolide sur le terrain qu'il tient pour conquis), on pourrait stipuler le renvoi à la Cour permanente de Justice internationale, suggestion dans laquelle Herriot voit une *« proposition à retenir et à étudier »* ; Bergery, prudent, estime qu'il serait bon de consulter les juristes. Crowe d'en venir alors aux signatures nécessaires à ce protocole, sur le principe duquel il semble bien que l'on soit désormais d'accord ; pour Crowe il faudrait, *« en théorie du moins »*, l'assentiment de toutes les puissances signataires de Versailles puisque, selon lui, le plan des Experts va au-delà du traité de Versailles. On parle d'abord assez longuement des *« petites puissances »* ; on parle de Bénès (86), de la Belgique, de la Serbie, de la Roumanie, du Portugal, de la Grèce, et du Japon, auquel, dit MacDonald, il faudrait éviter de donner des causes d'humeur. La tendance des Anglais est que l'on parvienne à associer de quelque manière ces pays à la conférence à venir (après tout, nombre d'entre eux sont intéressés aux réparations allemandes), mais sans pour autant l'alourdir (87).

Puis, sans crier gare, Crowe lance le pavé : *« La question de la signature est extrêmement importante. Quelle sera la situation exacte de l'Allemagne à cette conférence ? On entrevoit diverses possibilités. Il y aurait certains précédents fâcheux à ne pas imiter »* (88) ; *par exemple, il ne faudrait pas donner l'impression que les Alliés ont tout réglé entre eux, jusqu'à la dernière virgule, et qu'ils informent l'Allemagne qu'elle n'a plus qu'à signer. D'autre part, il faut bien que les Alliés s'expriment d'une voix unanime. C'est là qu'est la difficulté.*

(84) SUAREZ, op. cit., p. 111-112.

(85) Suarez explique cette dernière réponse de MacDonald par un désaveu des propositions de Crowe. L'affaire nous paraît moins simple. A lire les procès-verbaux de près, on constate que le seul point sur lequel MacDonald a précisé sa pensée par rapport à celle de Crowe est que la cinquième partie du projet de protocole n'aurait pas à être signée par l'Allemagne. Quant aux protestations d'accord complet, on les rencontre tout au long de ces entretiens de part et d'autre, même et surtout quand les positions sont tout à fait divergentes.

(86) Il est à remarquer que l'on parle de « Bénès » et non de la Tchécoslovaquie, alors que, pour les autres puissances, on emploie seulement le nom du pays.

(87) BARDOUX, op. cit., p. 217, y voit le souci d'une conférence numériquement restreinte, où il serait pour l'Angleterre plus facile de manœuvrer que dans un congrès interallié où la France aurait trouvé des appuis.

(88) C'est évidemment au traité de Versailles que Crowe pense ici d'abord.

Il convient que, dans les séances plénières, à part les réunions purement interalliées, l'Allemagne ait l'impression qu'elle est mise sur un pied d'égalité et qu'elle peut discuter et négocier avant de signer » (89).

Nous y voici. La confusion n'est plus possible. La conférence « interalliée », on avait pu penser que ce serait une autre conférence, comme ces multiples conférences interalliées se réunissant plusieurs fois par an depuis 1919 à propos des réparations, où des experts mettraient au point les détails techniques de la mise en route du plan Dawes, et où seraient réglées des questions encore pendantes, comme celle de la Régie des chemins de fer. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il s'agit d'une conférence internationale, avec les Allemands, pour « *négocier sur un pied d'égalité* ». C'est une révélation ; le réveil est rude. MacDonald se tait. Peretti s'étonne que l'on parle d'une conférence générale avec les Allemands, alors que l'accord n'est pas encore réalisé entre Alliés. Herriot se lève et arpente la pièce : Bergery fait des nœuds avec son mouchoir (90). Puis Herriot parle : « *La question est très grave pour la France* », commence-t-il. Il faut tenir compte de la sensibilité française ; en voulant aller trop vite, on risquerait de manquer le but. Sa position parlementaire est précaire : « *Tous les résultats que nous pourrions obtenir seraient masqués par un mot qu'on jetterait à l'opinion publique, celui de « capitulation ».* C'est impossible. La forte minorité nationaliste de la Chambre pourrait ici prendre avantage et, au Sénat, je n'ai qu'une légère autorité (91). Si j'acceptais du premier coup de négocier avec les Allemands, je serais submergé (92) ».

Herriot ne refuse pas cependant que les Allemands participent à la conférence prévue, mais dans un second temps seulement, une fois que les Alliés auront pu « *s'exprimer librement* » en étant entre eux. Ainsi Herriot ne rompt pas ; il propose un compromis. Les Anglais acceptent le principe d'une conférence en deux temps, et Herriot conclut : « *Je désire la réconciliation avec l'Allemagne, mais il ne faut pas me presser ; si la Grande-Bretagne pouvait faire comprendre cela aux Allemands, elle rendrait un service signalé à la cause de la paix* (93) ».

On parle ensuite des Etats-Unis, et l'on constate que l'on est d'accord pour confier à un Américain le contrôle prévu par le plan Dawes sur certaines recettes allemandes, et pour inviter les Etats-Unis à participer à la prochaine conférence.

Herriot cherche alors à reprendre l'initiative. Il vient d'accepter la tenue, toute prochaine, d'une conférence internationale qui sera importante, puisqu'il s'agira d'une négociation ; il vient d'accepter

(89) SUAREZ, op. cit., p. 117.

(90) Ibidem, p. 118.

(91) Nous reproduisons ici les paroles d'Herriot telles qu'elles ont été consignées dans les notes originales prises pendant les entretiens. Dans le compte rendu officiel, le mot « autorité » a été corrigé en « majorité ».

(92) SUAREZ, op. cit., p. 118.

(93) Ibidem, p. 123.

que l'Allemagne, même si ce n'est que dans un second temps, participe à la conférence et à la négociation. Tout cela est bien loin du « plan » qu'il avait préparé, et dont il n'avait eu le temps, la veille, de ne présenter que le premier tiers, sans aucun succès d'ailleurs. Du naufrage de ce « plan », Herriot va chercher à sauver deux points, qu'il n'avait pas encore eu le temps d'exposer : la liaison du problème des dettes interalliées et du problème des réparations allemandes, et la conclusion d'un pacte de sécurité européenne ; les deux propositions vont échouer devant l'opposition de MacDonald.

On sait l'importance pour la France du problème des dettes interalliées, dettes contractées pendant la guerre par la France à l'égard de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis (94). L'une des raisons de l'acharnement de la France à obtenir de l'Allemagne le paiement des réparations depuis 1919 avait été, à côté des nécessités de la reconstruction, la perspective de devoir rembourser la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, sans pour autant en faire supporter tout le poids à la fiscalité ni mettre trop dangereusement en question la solidité du franc. Depuis 1919, les efforts de la diplomatie française avaient tendu à lier dettes et réparations, mais sans succès. La France aurait voulu être assurée de recevoir les versements allemands au titre des réparations si elle devait être contrainte de rembourser ses Alliés, ou être assurée que ses obligations de remboursement seraient diminuées, si les obligations de l'Allemagne à réparer devaient l'être. Aucune assurance n'avait pu être obtenue, ni dans un sens ni dans l'autre, du fait surtout de la volonté des Américains d'être intégralement remboursés, mais aussi, sans doute, parce que cette affaire des dettes interalliées donnait aux pays créditeurs de la France, la Grande-Bretagne et l'Amérique, un moyen de pression sur la France dans la politique internationale générale, où les initiatives et le comportement français n'étaient pas toujours appréciés, en dehors même des seules affaires allemandes. Toutefois, au cours des derniers mois, la France, à défaut d'assurances, pouvait avoir le sentiment que le problème des dettes interalliées allait évoluer. Les Etats-Unis, certes, paraissaient rester de glace dans leur intransigeance, mais des signes encourageants semblaient venir de Londres. Le 11 août 1923, en pleine affaire de la Ruhr, la Grande-Bretagne avait proposé de ne pas réclamer à ses débiteurs (l'Allemagne, au titre des réparations, et la France notamment au titre des dettes interalliées) plus que ce qu'elle devait elle-même à l'Amérique (95) ; ce pouvait être l'amorce d'une liaison des dettes et des réparations, et d'une diminution des deux. L'affaire en était alors restée là, mais, dans la correspondance échangée au début de 1924 par Poincaré et MacDonald, le premier avait pris soin de rappeler au second l'intérêt de lier les deux problèmes ; MacDonald avait écrit son accord et Poincaré en avait pris acte dans une réponse écrite (96).

(94) Cf. la thèse dactylographiée de D. ARTAUD, *op. cit.*

(95) Note Curzon du 11 août 1923, WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome II, page 454.

(96) Voir ci-dessus, chapitre VIII.

A vrai dire, Herriot peut paraître en droit d'espérer de MacDonald de la compréhension dans la question des dettes interalliées ; outre les espérances qu'avait laissé entrevoir en ce domaine la diplomatie britannique, le parti travailliste, comme tous les partis socialistes, avait toujours demandé l'annulation ou au moins la diminution des dettes interalliées. MacDonald lui-même, en tant que leader travailliste, n'avait jamais cessé d'abonder en ce sens avant d'être Premier Ministre ; ses prises de position à cet égard avaient été claires : annulation totale ou partielle des dettes interalliées (97). Les congrès socialistes internationaux, souvent avec la participation de MacDonald lui-même, avaient pris position dans le même sens, que ce soit à Francfort en février 1922 ou à Hambourg en mai 1923, quand l'Internationale socialiste avait été reconstituée. Dans un discours tenu le 25 septembre 1923, MacDonald avait dit : « *Un arrangement devrait intervenir entre l'Angleterre, la Belgique, la France et l'Italie, au sujet des dettes. Il faut qu'il y ait un arrangement, pas nécessairement quant à leur paiement, mais quant aux conditions de leur annulation* » (98). Le manifeste travailliste de décembre 1923 prévoyait « *L'abandon de la part britannique des réparations et un règlement généreux avec la France* » (99). Et, avant son départ pour Chequers, Herriot s'était entretenu avec Léon Blum et Vincent Auriol, qui lui avaient rappelé les prises de position des congrès socialistes internationaux et de MacDonald lui-même (100).

Fort de ces précédents, Herriot pose maintenant, à Chequers, la question des dettes interalliées (101), questionnant : « *Avons-nous fait des progrès depuis la lettre du 11 août 1923 ?* ». La réponse de Crowe est immédiate et lapidaire : « *Toute la situation est changée par le rapport des Experts* » (102).

Herriot de s'étonner. Ne parlera-t-on donc pas des dettes à la conférence dont on vient de décider la réunion ? Que dira-t-il à son Parlement, si on l'interroge sur les dettes ? MacDonald suggère que l'on parle des dettes interalliées « aussitôt » que les problèmes liés à la mise en route du rapport des Experts auront été réglés, c'est-à-dire *après* ; ce qui veut dire qu'il est pour la disjonction des deux problèmes, et pour que l'on ne parle pas des dettes à la conférence prochaine. Herriot cherche à se défendre : on a donné « *des indications de principe* » à son prédécesseur ; sa situation sera très difficile s'il ne rapporte rien. Peretti lit la note du 11 août 1923, mais MacDonald dit qu'il n'en a pas gardé le souvenir, tandis que Crowe, plus péremptoire, affirme : « *Dans l'opinion du Trésor, tout cela tombe* ». La déception, chez les Français, est grande. Peretti reprend l'affaire, cite des chiffres, des pourcentages. MacDonald ne bouge

(97) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 41-42.

(98) Le *Times* du 26 septembre 1923, cité par BARDOUX, op. cit., p. 184.

(99) BARDOUX, op. cit., ibidem.

(100) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 42.

(101) La question des dettes interalliées constitue le point III a du « plan Herriot » du 21 juin.

(102) SUAREZ, op. cit., p. 128.

pas : il s'en tient à sa position : pas de négociation sur les dettes interalliées en même temps que sur la mise en route du plan Dawes. Comme issue, il propose seulement que « *la question des dettes interalliées soit reprise* », tout en précisant « *non pas tant par l'échange de correspondances que par le rapprochement de deux experts financiers qui travailleraient ensemble soit à Paris, soit à Londres, et verraient ce qu'ils peuvent tirer de la situation* » (103). L'intention dilatoire de la proposition est manifeste. Herriot ne s'insurge pas, il ne dit pas combien la position anglaise d'aujourd'hui est contraire à l'esprit et à la lettre même de cette prénégociation qu'avait été l'échange de lettres entre Poincaré et MacDonald. Le souci premier et évident d'Herriot semble bien être, même au prix des concessions et de l'alignement sur les positions anglaises, de ne pas rentrer à Paris en devant reconnaître un désaccord avec MacDonald. Du moins Herriot se raccroche-t-il à ce qu'il pense être une promesse de « *conversations* » sur le problème des dettes ; il en demande confirmation. Nouveau repli de MacDonald : « *Permettez-moi de consulter le Trésor pour connaître l'opinion de ses fonctionnaires ; ils peuvent ne pas être prêts à entamer la conversation. Je ne savais pas que la question serait soulevée, et je ne puis me lier dès maintenant* » (104) ».

Herriot n'en demande pas plus ; on va parler d'autre chose ; tacitement, Herriot donne le sentiment d'accepter, sans négociation, sans contrepartie aucune, la disjonction du problème des dettes du problème des réparations ; il vient d'abandonner ce qui avait été depuis quatre à cinq ans l'un des buts le plus tenacement poursuivi par la politique française. La décision implicite, mais réelle, prise à cet instant, pèsera lourd sur la vie internationale des années à venir.

Si, encore une fois, Herriot a cédé à son partenaire de Chequers, peut-être est-ce, encore une fois, qu'il se réserve pour une proposition qu'il juge plus importante.

De fait, voici qu'Herriot propose à MacDonald la préparation d'un vaste pacte de sécurité en Europe. Il ne faut pas confondre le projet de pacte de sécurité, qu'Herriot propose maintenant à MacDonald, avec le pacte de coopération, qu'il lui avait proposé la veille. Les deux pactes étaient l'un et l'autre prévus dans le « plan Herriot » du 21 juin (105). Les deux projets de pactes sont, dans l'esprit d'Herriot, complémentaires. Le projet de pacte de coopération visait une coopération entre la France et la Grande-Bretagne, une sorte d'entente cordiale renforcée, avec « *garantie générale et écrite* », ayant pour but essentiel une coordination des politiques française et anglaise face à l'Allemagne. L'objet du pacte de sécurité que propose maintenant Herriot est différent et plus vaste : il

(103) Ibidem, p. 133.

(104) Ibidem, p. 134.

(105) Le pacte de coopération en constitue le point I c, et le pacte de sécurité le point II d.

s'agirait d'un pacte de non-agression et de garantie mutuelle dans le cadre de la Société des Nations et englobant les Alliés et l'Allemagne; Herriot propose que les Alliés s'entendent d'abord entre eux pour conclure un tel pacte, suivant les principes et les stipulations du statut de la Société des Nations, puis que l'on offre à l'Allemagne de participer à un pacte de ce type. En somme, Herriot voudrait avec un tel pacte de sécurité assurer pour l'avenir la paix en Europe, de façon plus précise et plus efficace que par la seule Société des Nations, tout en restant dans son cadre. Il précise : « *s'il s'agit d'un pacte et non d'un traité* ».

Peretti développe l'idée qu'Herriot vient de lancer ; le pacte de garantie à trois prévu, pendant la négociation du traité de Versailles, entre la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis n'a pas vu le jour du fait de la non ratification américaine ; depuis, tous les efforts pour combler cette lacune dans la construction de la paix ont été vains et la France reste démunie ; sa sécurité n'est pas établie pour l'avenir. Le pacte proposé permettrait de combler cette lacune et d'avoir recours à la Société des Nations pour contrôler « *sur place et d'une manière permanente* » la démilitarisation de la rive gauche du Rhin et l'application des clauses du désarmement que le traité de Versailles impose à l'Allemagne ; un tel pacte, enfin, permettrait « *d'instituer une procédure de garantie efficace en cas de danger urgent* ». Tout ceci, argumente Peretti, serait strictement conforme aux principes et aux statuts de la Société des Nations, qui prévoient des unions régionales et dont le projet de traité d'assistance mutuelle prévoit des accords particuliers de ce genre.

MacDonald, comme il avait refusé la veille le projet de pacte de coopération franco-britannique, va refuser le projet de pacte international de sécurité que ses interlocuteurs français lui proposent maintenant. Il se dit disposé à une « *exploration de l'ensemble de la question de sécurité* » (106) mais, affirme-t-il, il lui est impossible d'envisager un pacte ; il avance toutes sortes d'obstacles : les Dominions, de l'appui desquels il lui faudrait s'assurer avant tout engagement ; l'opposition de Lloyd George, qui lui reprocherait d'avoir accepté ce qu'il avait refusé ; la marine, l'armée, l'armée de l'air et le Foreign Office y seraient opposés ; une conséquence du pacte serait d'augmenter l'armement de la Grande-Bretagne, « *et nous ne serions pas soutenus* » ; MacDonald croit savoir que le Danemark, la Suède et la Hollande seraient hostiles au pacte. Bref, les obstacles que MacDonald voit à la réalisation du pacte que lui propose Herriot lui paraissent si nombreux et décisifs qu'il « *ne paraît donc guère y avoir de chance d'aboutir* ».

MacDonald voit la solution du problème de la sécurité tout autrement. « *Il faudrait procéder à une étude scientifique de la question* ». Au demeurant la sécurité de la France n'est pas menacée

(106) MacDonald emploie le mot anglais « *exploration* », que le compte rendu français traduit par « *examen approfondi* ».

pour le moment, on a le temps d'étudier la question et « *il sera facile de trouver un système général de sécurité qui vous donnera satisfaction* ». Au fond, c'est un désarmement général et une détente générale que MacDonald escompte avec le temps, et le projet de pacte de sécurité que lui propose Herriot lui paraît un danger plus qu'une assurance sur la voie de cette évolution. On retrouve ici les divergences fondamentales entre la façon de MacDonald et la façon d'Herriot d'analyser la situation internationale et d'en envisager les évolutions possibles. On en arrive au fond du problème ; il ne s'agit plus de biaiser. Herriot, plus qu'à aucun autre moment de ces entretiens, parle sans fard ; espérant là, sur l'essentiel, convaincre MacDonald, il dit ses inquiétudes, son angoisse :

« Nous allons pouvoir régler, je pense, les questions d'argent. Mais qu'arrivera-t-il si un jour l'Allemagne déclare qu'elle ne veut plus payer, si elle expulse les organismes de contrôle et si elle restaure la monarchie ? (107). Que deviendra mon pays ? Il faut avoir le courage de se rendre compte que le problème des Réparations n'est pas seulement financier, mais politique et militaire, et cela par la faute de l'Allemagne. Des renseignements que nous donne le Général Nollet, un vrai démocrate et un pacifiste sincère, il ressort que l'Allemagne prépare une armée d'un type nouveau. L'opinion du Général Nollet est qu'avec les 100.000 hommes que lui laisse le Traité de Versailles, l'Allemagne va refaire ce que la Prusse a réussi après Napoléon 1^{er}. Si, dans dix ou quinze ans, la S.D.N. ne nous a pas donné une organisation de protection militaire, et si une Allemagne, même républicaine, tente de se libérer de ses obligations par la force, que ferons-nous ? Mon pays a un poignard dirigé vers sa poitrine, à un centimètre du cœur. Efforts communs, sacrifices, morts de la guerre, tout cela aura été inutile si l'Allemagne peut à nouveau recourir à la violence. Je crois donc que je n'aurais pas fait mon devoir envers mon pays si je ne mettais pas l'Allemagne hors d'état de nuire. La France ne peut pas compter seulement sur une Conférence Internationale, et les Etats-Unis sont bien loin. Comment voulez-vous dans ces conditions que nous arrivions à réduire le service militaire, et que nous luttons avec quelque chance de succès contre les partisans d'un accroissement d'armements ? J'aimerais mieux tout de suite dire que je préférerais que la France ne soit pas payée, si elle devait renoncer à sa sécurité. S'il y avait une nouvelle guerre, la France serait rayée de la carte du monde. M. MacDonald, qui est mon ami, comprendra mon émotion. On prend bien des garanties contre des criminels de droit commun. Ne pouvons-nous pas essayer de trouver une formule de garantie contre un danger d'une telle nature qu'il rendrait inutile le rapport des Experts ? Je vous parle ici du fond du cœur et je

(107) L'idée que le révisionnisme, voire l'esprit de revanche, et le danger de guerre s'exprimeraient en Allemagne d'abord par une restauration de la monarchie est alors assez communément répandue. Elle correspond en outre à la philosophie politique d'Herriot.

vous assure que je ne puis pas renoncer à la sécurité de la France qui serait hors d'état de supporter une nouvelle guerre » (108). Herriot ne parvient pas à convaincre MacDonald. Celui-ci se dit « ému », « n'est pas indifférent à la position périlleuse de la France », mais la voie proposée par Herriot ne mènerait, dit-il, qu'à « une fausse sécurité ».

Herriot, ici, se montre tenace ; il ne veut pas abandonner la conversation sur ce point, parle de ce qui est pour lui « *le plus grand des devoirs* ».

MacDonald sent la nécessité de faire un pas en direction d'Herriot. Il lui propose ceci ; que l'on règle d'abord ce qui a à voir avec le plan Dawes ; ensuite (donc après la conférence prochaine), il ira à Paris rendre à Herriot sa visite, et l'on parlera des dettes et de la sécurité. Il lui propose de « *sérier les questions* » ; d'abord le plan Dawes, puis les dettes, enfin la sécurité ; il parle d'une « *nouvelle méthode* » qui serait celle d'une « *amitié et d'une collaboration constante* » ; il propose enfin que l'on envoie immédiatement une note énergique au gouvernement allemand sur la question du désarmement (109).

MacDonald l'a emporté ; Herriot abandonne son projet précis de pacte de sécurité pour la promesse de collaboration. « *En somme*, dit-il, *la conclusion la plus importante de notre entrevue, c'est une sorte de pacte moral de coopération continue entre nous* » (110).

Mais cette « *sorte de pacte moral* » reste verbale. Le seul texte, que l'on convient de rédiger (111), est le télégramme à adresser au gouvernement allemand sur le désarmement ; Crowe et Peretti sont chargés de le rédiger, pour que les deux chefs de gouvernement puissent le signer avant la fin des entretiens (112). Herriot veut y voir le premier pas de la « *coopération continue* » entre MacDonald et lui-même.

Les entretiens sont terminés ; il est bientôt quatorze heures et l'on passe à table. Pendant le déjeuner, on reparle de la conférence

(108) SUAREZ, op. cit., pages 140-142.

(109) Le 28 mai 1924 — Poincaré étant encore aux affaires à Paris — les Alliés avaient adressé au gouvernement allemand une note lui demandant d'accepter une inspection générale par les soins de la Commission Interalliée du Contrôle Militaire, qui permettrait d'établir l'état réel des armements allemands ; si les résultats de l'inspection devaient être satisfaisants, les Alliés réduiraient les activités de la Commission Interalliée ; si l'Allemagne refusait l'inspection, les Alliés exigeraient l'application stricte du traité. L'Allemagne, qui a jusqu'au 30 juin pour répondre, n'a pas encore répondu le 22. Voir SALEWSKI, *Entwaffnung und Militärkontrolle in Deutschland 1919-1927*, pages 240-249.

(110) SUAREZ, op. cit., p. 147.

(111) En dehors du communiqué final pour la presse, dont on parlera plus loin.

(112) Ce télégramme demande, en termes pressants mais nullement comminatoires, au gouvernement allemand d'accepter, dans l'intérêt de l'apaisement, l'inspection générale demandée par les Alliés. Le texte en a été publié, notamment dans SUAREZ, op. cit., p. 151-154, et dans HERRIOT, *Jadis*, tome II, p. 144-145.

prochaine (113) ; MacDonald renouvelle son souhait d'inviter les Allemands à y participer, dès son début ; Herriot, le sien d'une conférence en deux temps, les Allemands n'y participant pas dans le second ; on convient de remettre la décision à plus tard. Il est vraisemblable que c'est également durant le déjeuner qu'il est convenu de réunir la conférence à Londres, et au plus tard à la mi-juillet (114). Après le déjeuner, MacDonald et Herriot, seuls, font une longue promenade ; on ne sait rien de leur conversation. Puis c'est le départ en automobile pour Londres, et, pour Herriot, le train, le bateau et le retour sur le continent.

Bilan des entretiens de Chequers

Bien qu'il ait été dit à plusieurs reprises au cours des conversations qu'il s'agissait d'échanges de points de vue n'engageant pas les interlocuteurs, en fait, les entretiens sont décisifs. Ils le sont d'abord par les décisions prises ; certes, il reste encore bien des décisions à prendre, et c'est la raison pour laquelle on se retrouvera dans une conférence internationale ; mais, dès les entretiens de Chequers, des solutions ont été écartées, d'autres ont été acceptées, d'autres enfin ont été préparées ; les négociateurs de la conférence de Londres ne se trouveront pas devant un terrain vierge ; la négociation est déjà orientée. Les entretiens de Chequers sont décisifs aussi sur le plan le plus profond, car c'est d'eux que date la suprématie des conceptions anglaises (et non pas seulement travaillistes) dans la vie internationale ; les entretiens de MacDonald et d'Herriot, les 21 et 22 juin 1924, c'est la victoire de la philosophie de « l'apaisement » à l'égard de l'Allemagne et, pour la France, la reconnaissance implicite du principe de ne rien entreprendre sans l'accord de la Grande-Bretagne ; la philosophie de l'apaisement durera jusqu'en 1939, et le principe du préalable de l'accord anglais durera jusqu'en 1940 (115).

Mais essayons de dresser un bilan un peu plus précis des décisions prises à Chequers. En premier lieu, le « plan Herriot » est en miettes ; Herriot n'a pas eu le temps de jeter dans la discussion certaines des questions dont il avait prévu que l'on débattrait ; on n'a pas parlé des relations avec l'Union Soviétique (116), on n'a

(113) SUAREZ, op. cit., p. 150-151. La conversation tenue pendant le déjeuner n'a pas été consignée dans les procès-verbaux.

(114) La documentation ne permet pas de préciser quand et comment on s'est finalement arrêté à la date du 16 juillet.

(115) Nous ne citons pas cette date au hasard ; nous sommes convaincus que parmi les motivations psychologiques des partisans français de l'armistice en 1940 — quelles que soient par ailleurs les raisons évidentes de la situation — il y aurait une sorte de satisfaction, plus ou moins consciente, plus ou moins amère, à voir disparaître le principe de la solidarité, par dessus tout et avant tout, avec Londres, principe dont l'application finira par être ressentie par certains en France comme une subordination.

(116) A moins que MacDonald et Herriot en aient parlé au cours de leur promenade du dimanche après-midi, dans la campagne entourant Chequers, où ils furent assez longtemps seuls. La conversation qu'ils tinrent n'a laissé aucune trace écrite.

pas parlé du maintien de l'occupation de la zone de Cologne et des têtes de ponts sur la rive droite (117). On n'a pas parlé de l'approvisionnement de la France en charbon (118) ; ce point vital pour l'économie française n'a pas même été évoqué ; en acceptant le principe de l'évacuation économique de la Ruhr dès la mise en route du plan Dawes, Herriot a implicitement accepté le principe de l'abandon pur et simple des accords conclus entre les producteurs de la Ruhr et la Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines, à moyen terme seul résultat positif pour la France de l'affaire de la Ruhr ; Herriot a abandonné cette carte sans avoir aucune assurance d'une solution de remplacement pour assurer l'approvisionnement en charbon de l'économie française ; à la conférence de Londres, le négociateur français se trouvera en position de demandeur dans la question du charbon, en n'ayant plus en main l'atout d'une durée prolongée des accords de M.I.C.U.M., et il devra payer par des concessions ailleurs les satisfactions vitales qu'il lui faut obtenir sur ce point. Et surtout, les divers projets de pacte avancés par Herriot ont été écartés : pacte franco-britannique, pactes de garantie mutuelle et de non-agression entre les Alliés d'une part et d'autre part entre les Alliés et l'Allemagne. Toute la construction politico-diplomatico-juridique imaginée par Herriot a été écartée. En fait de pacte, Herriot ne rapporte à Paris que l'assurance verbale d'une « *sorte de pacte moral de coopération continue* ». En fait de texte, il n'a obtenu que la rédaction commune d'une note au gouvernement allemand, lui demandant, dans l'intérêt de l'apaisement, d'accepter l'inspection générale sur les armements demandée par la note alliée du 28 mai ; on en voit la portée limitée et conjoncturelle ; à vrai dire, cette initiative de MacDonald apparaît comme une satisfaction d'amour-propre donnée à Herriot, pour qu'il ne reparte pas les mains totalement vides (119).

MacDonald, de son côté, a obtenu l'accord d'Herriot sur les décisions capitales : la réunion toute prochaine, dans un délai maximum de trois semaines, d'une conférence internationale, à laquelle participera l'Allemagne, et qui sera une négociation ; il peut croire en outre avoir obtenu la disjonction du problème des réparations, du problème des dettes interalliées et du problème de la

(117) Point II b du « plan Herriot » du 21 juin. L'affaire est d'importance ; la « zone de Cologne », c'est-à-dire la partie Nord des territoires occupés en vertu du traité de Versailles, doit être évacuée par les Alliés en janvier 1925, aux termes du traité, si l'Allemagne a exécuté le traité. On voit le rapport avec la question du désarmement ; si les Alliés estiment que l'Allemagne n'a pas exécuté les clauses du désarmement, ils peuvent prolonger l'occupation de la zone de Cologne. Mais on voit surtout le rapport avec la possibilité, ou non, de prolonger l'occupation militaire de la Ruhr par les Franco-Belges ; il n'est que de regarder la carte : la zone de Cologne commande les liaisons avec la Ruhr et, si l'on ne veut pas être matériellement contraint de cesser d'être présent dans celle-ci, il faut prolonger l'occupation de celle-là. On n'en a pas dit un mot à Chequers.

(118) Point III c du « plan Herriot » du 21 juin 1924.

(119) Le texte de la note au gouvernement allemand sera publié à la suite du communiqué final des entretiens pour la presse. On s'en prévaut comme de la preuve de la solidarité franco-britannique rétablie.

sécurité. Herriot a accepté d'entrer dans l'engrenage d'une négociation où l'on traitera du plan Dawes et des questions annexes (l'évacuation économique « *et autre* » de la Ruhr est évidemment au bout) mais où l'on ne traitera pas des dettes ni de la sécurité. Dans la question des réparations, la France a à donner (l'abandon du gage productif et du moyen de pression politique qu'est la présence des troupes dans la Ruhr) ; dans la question des dettes et dans celle de la sécurité, elle aurait à demander (diminution de ses dettes ou leur liaison aux versements allemands des réparations, conclusion de pactes de garanties). Herriot a accepté une négociation où l'on ne traitera que d'un domaine où la France a à donner, et où l'on ne traitera pas de domaines où la France a à demander. Du même coup, il s'est interdit toute véritable possibilité de négociation ; c'est-à-dire de marchandage et d'échanges de service. Il s'est mis dans une situation telle que, dans la prochaine conférence, il sera isolé et ne pourra qu'abandonner l'atout qui lui reste en mains — l'occupation militaire de la Ruhr — sans obtenir ailleurs, sur les dettes ou la sécurité, des satisfactions de ses partenaires. A côté de l'orientation générale de la vie internationale et des graves décisions prises à Chequers le 22 juin, les points laissés « ouverts » au cours de l'entretien du 21 (organisation du contrôle des chemins de fer des territoires occupés, modalités pour rendre l'occupation militaire de la Ruhr « *invisible* ») apparaissent bien secondaires. Quoi que l'on ait pu dire ou écrire du caractère « informel » des conversations de Chequers et de la continuité profonde de la politique française, ces entretiens marquent un grand tournant dans la vie internationale ; c'en est fini des efforts faits depuis 1919 par la France pour avoir une politique extérieure indépendante ; une nouvelle dynamique de la vie internationale est créée qui correspond, en gros, à la façon de voir les choses de la Grande-Bretagne.

Ce serait toutefois, pense-t-on, se tromper que d'y voir on ne sait quelle entreprise machiavélique de MacDonald ou on ne sait quelle secrète collusion germano-anglaise pour contraindre Paris à céder. Il y avait eu, certes, et on l'a vu, des contacts secrets entre Anglais et Allemands — et qu'Herriot n'a jamais connus — avant la rencontre de Chequers ; mais dans l'esprit de MacDonald, sûr de soi et sûr de faire le bien, la Grande-Bretagne, équitable, a été, est et doit rester au-dessus de la mêlée qui a opposé la France et l'Allemagne en 1923, et dont il s'agit de liquider les suites. La Grande-Bretagne ne doit pas s'adresser à l'Allemagne en alliée de la France ; elle doit être l'amie commune qui intervient de part et d'autre, cordialement quand c'est possible, discrètement quand c'est indispensable, pour parvenir à la solution dont on attend le changement du climat international : la liquidation sans contrepartie de l'affaire de la Ruhr. Au fond, l'affrontement entre MacDonald et Herriot à Chequers, au-delà même des modalités de liquidation de l'affaire de la Ruhr, a été l'affrontement entre la conception de la paix par l'apaisement général et international et celle de la paix par la construction d'un système de sécurité dont une étroite enten-

te franco-anglaise aurait été la première pierre ; la première conception, celle de MacDonald, l'a emporté ; elle dominera la vie internationale jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale.

Rentré de Chequers, Herriot se prévaudra du rétablissement de la coopération franco-britannique comme du succès et du bénéfice principaux de la rencontre. Il écrira encore dans ses Mémoires : « *En face de l'Allemagne, le front franco-britannique était rétabli* » (120).

S'agit-il vraiment d'un front franco-britannique face à l'Allemagne ? L'expression verbale d'une « *sorte de pacte moral de collaboration continue* » est à vrai dire bien vague et floue ; elle permet de dire que l'on est d'accord, mais elle masque des divergences encore profondes sur la conduite à suivre, désormais et de façon pratique, à l'égard de l'Allemagne. Dans les jours qui suivent, l'interprétation que chacun des protagonistes va donner de l'accord en principe retrouvé va faire venir au jour ces divergences et occasionner une crise entre Paris et Londres. Mais, dès le 22 juin, avant même que l'on se soit séparé à Chequers, l'équivoque se laisse pressentir : c'est l'affaire du communiqué à la presse.

En voici le texte français et définitif, tel qu'il a été donné à la presse :

« *Une réunion des Premiers Ministres de Grande-Bretagne et de France a eu lieu à Chequers samedi 21 et dimanche 22 juin.*

Au cours d'une conversation amicale et intime ont été discutées les diverses questions soulevées par le rapport Dawes et examinées les différentes mesures à prendre pour le mettre à exécution. On n'a pu arrêter des conclusions définitives car il était nécessaire de consulter auparavant les Gouvernements belge et italien. Ces conversations ont fait ressortir un accord complet entre les points de vue des deux chefs de Gouvernements.

Il a été convenu que sous réserve des convenances des autres Gouvernements alliés, une conférence se réunirait à Londres au plus tard au milieu de juillet à l'effet de régler définitivement la procédure à adopter.

Les deux Premiers Ministres ont décidé de faire ensemble une courte visite à Genève à l'ouverture de l'Assemblée de la Société des Nations en septembre.

Au communiqué ci-dessus, le Premier Ministre d'Angleterre et le Président du Conseil Français ont décidé d'ajouter la déclaration suivante :

En présence des difficultés qui assiègent nos deux pays et le monde entier, nous sommes tombés d'accord pour conclure entre nous un pacte moral de collaboration continue » (121).

Le texte de ce communiqué a une histoire. Remarquons d'abord qu'il annonce une visite commune des deux chefs de gouverne-

(120) HERRIOT, *Jadis*, tome II, p. 145.

(121) C'est le communiqué qui a été publié dans la presse française.

ments à la Société des Nations, dès septembre ; comme il n'y a aucune trace de cette décision au cours des conversations du samedi soir et du dimanche matin, pour lesquelles on dispose de notes exhaustives, il faut penser qu'elle fut prise au cours de la conversation que firent, en se promenant, Herriot et MacDonald l'après-midi du dimanche et sur laquelle on n'a aucune information. Le projet d'aller ensemble à Genève, dès septembre, prend du relief, quand on pense qu'à la session d'automne de la S.D.N. sera présenté le « protocole de Genève » proposant le triptyque : *arbitrage, sécurité, désarmement*. Il n'est donc pas interdit de penser qu'Herriot, en acceptant à Chequers la disjonction de l'étude du problème de la sécurité de celle de la mise en route du plan Dawes, avait en tête que ce n'était que partie remise, puisqu'aussi bien MacDonald avait accepté d'en aborder l'étude par la suite dans un esprit de coopération. Il y aurait là un élément d'explication des concessions d'Herriot du 22 juin, soucieux avant tout de renouer avec MacDonald, quitte à abandonner, provisoirement, certains de ses propres projets, sans perdre sans doute l'espoir de les relancer plus tard par quelque biais ; et celui de la S.D.N. pouvait paraître excellent. Il y a là un aspect des choses pour lequel on en est réduit à imaginer, puisque ni les papiers d'Herriot, ni les archives du Quai d'Orsay n'apportent de lumière, mais qui contribuerait à expliquer le comportement général d'Herriot à Chequers.

Quoi qu'il en soit, là n'est pas le plus intéressant dans le communiqué donné à la presse dans la soirée du dimanche 22 juin. Le plus intéressant est dans les divergences entre le texte anglais et le texte français. L'inquiétant est de constater que les divergences de forme correspondent aux divergences de fond qui se font fait jour pendant les entretiens. Là où le texte français parle d'un « *accord complet* entre les points de vue des deux chefs de gouvernement », le texte anglais emploie l'expression « *general agreement* ». Les mots « *accord complet* » font tout naturellement penser aux lecteurs de cette phrase, c'est-à-dire à l'opinion publique française à qui elle est destinée, qu'après l'entrevue de Chequers l'entente franco-britannique est ressoudée et qu'entre Herriot et MacDonald il n'y a pas de divergences d'appréciation sur la conduite à suivre à l'égard de l'Allemagne. L'expression « *general agreement* » va beaucoup moins loin que « *accord complet* », surtout dans l'interprétation qu'en donne MacDonald à la Chambre des Communes dès le 26 juin : « *General agreement doit signifier que, dans l'examen des questions qui se présentaient devant nous, nous avons été généralement d'accord* » (122).

On pourrait penser que cette première divergence n'est le fait que d'une maladresse bénigne et involontaire de traduction. On s'inquiète davantage en constatant l'autre divergence entre la version

(122) Voir le *Times* du 27 juin 1924 et le *Temps* du 28 juin 1924, cités par BARDOUX, *L'Expérience de 1924*, p. 221 et WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 49.

française et la version anglaise du communiqué. En effet, dans une première rédaction du communiqué, préparée par MacDonald, la dernière phrase n'était pas prévue. C'est à la demande expresse d'Herriot que fut rajoutée cette phrase où l'on lit « *nous sommes tombés d'accord pour conclure entre nous un pacte moral de collaboration continue* » (123). Voici donc le mot et l'idée de *pacte*, chers à Herriot, dans le communiqué, et même l'expression « *conclure un pacte* », qui, pour équivoque qu'elle soit, réserve l'avenir, car elle permet de supposer que la conclusion est encore à venir, c'est-à-dire que, s'il n'y a pas un document aujourd'hui, il pourra y en avoir un demain ; car, si les mots ont un sens, un pacte est une convention écrite de caractère solennel. Or, dans la version anglaise du communiqué, le mot et la chose disparaissent. La dernière phrase devient : « *The conversations revealed on the part of the two Prime Ministers a common determination to meet the difficulties which beset their countries, and, indeed, the whole world, by continuous cooperation* ».

On voit la différence entre les deux versions. Que s'est-il passé ? MacDonald a trouvé que la phrase préparée par Herriot, et dont celui-ci demandait l'adjonction au communiqué, allait trop loin ; MacDonald ne voulait pas du mot *pacte* ; Herriot y tenait. On a tourné la difficulté en publiant dans la version française et dans la version anglais du communiqué commun les deux textes différents que l'on vient de voir. Seule cette petite habileté a permis de sauvegarder le parti pris d'entente complète nécessaire pour les opinions publiques. Mais elle illustre, dès le départ, ce qu'il y a d'équivoque et d'encore flou dans cette entente franco-britannique retrouvée.

Comment expliquer le comportement d'Herriot en tout ceci ? Il serait sans doute tout à fait injuste à son égard d'imaginer qu'il aurait voulu ajouter cette dernière phrase dans le seul dessein de pouvoir se prévaloir, à son retour à Paris, devant sa majorité parlementaire, et face à l'opposition, d'un succès diplomatique. Sans doute, un tel souci ne peut être étranger aux préoccupations du chef de gouvernement menacé qu'il est, et, en routier expérimenté de la politique parlementaire et de ses méthodes, Herriot n'a pu manquer de penser à préparer son retour à Paris ; sans doute, la presse favorable au Cartel et au gouvernement ne manquera pas d'utiliser cette petite phrase. Néanmoins, il nous semble que les raisons d'Herriot dépassent de beaucoup le terrain de la manœuvre politico-parlementaire. On retrouve ici l'interprétation que nous avons proposée des entretiens de Chequers : le souci d'Herriot d'ancrer la Grande-Bretagne aux côtés de la France face à l'Allemagne, et, devant l'impossibilité d'obtenir un engagement de la Grande-Bretagne pendant la rencontre même de Chequers — après tout, la première rencontre des deux hommes d'Etat — le souci de préserver les chances d'un tel

(123) Cette affaire, qui s'est produite juste avant le départ d'Herriot, au moment de la rédaction du communiqué, n'est pas consignée dans les procès-verbaux. Elle est connue par les révélations de GLASGOW, *MacDonald as Diplomatist*, p. 134.

engagement dans l'avenir. Conscient des limites de ce qu'il avait obtenu au cours des conversations — c'est le moins qu'on en puisse dire — Herriot, au dernier moment, et par le texte du communiqué, aurait tenu à ce que le « *pacte moral de collaboration continue* », sur lequel MacDonald s'était dit oralement d'accord, fût mentionné par écrit. Il aurait voulu que la promesse, enthousiaste mais verbale, de son partenaire, fût de la sorte consignée. Mis ainsi au pied du mur par Herriot, MacDonald refusa de le sauter, et l'on ne put s'en sortir que par les rédactions différentes d'un communiqué commun.

L'affaire du communiqué nous paraît illustrer le sens et la portée des entretiens de Chequers et de l'accord franco-britannique qui y est renoué. La part de l'équivoque reste grande. Des deux versions du communiqué, et de l'accord, laquelle s'imposera ? Des deux interprétations, c'est-à-dire des deux hommes d'Etat, lequel va-t-il faire entrer dans les faits sa volonté ?

3 — LA VISITE D'HERRIOT A BRUXELLES ET LA REMISE EN CAUSE DES « DECISIONS » DE CHEQUERS (23-28 juin 1924)

Les imprécisions et les équivoques sur la nature et le contenu réels de l'entente franco-britannique retrouvée à Chequers vont s'aggraver au cours des jours suivants et le « *pacte moral de collaboration continue* », qu'Herriot pense avoir obtenu de MacDonald, va être soumis à rude épreuve.

Herriot ne rentre pas directement à Paris ; il fait un crochet par Bruxelles, afin de mettre le gouvernement belge au courant des conversations de Chequers, ainsi qu'il avait été convenu avec MacDonald. Après tout, la Belgique est tout autant intéressée que la France à la mise en route du plan Dawes et aux mesures qui doivent être prises autour de cette mise en route ; la Belgique est tout autant engagée que la France, politiquement et économiquement, dans l'affaire de l'occupation de la Ruhr et dans ses suites. Il peut même paraître assez exorbitant que des décisions aient été prises, ou au moins une orientation choisie à Chequers au cours des entretiens entre Anglais et Français, sans que les Belges aient eu voix au chapitre. On sait que la visite des ministres belges à Chequers, les 2 et 3 mai 1924, n'avait eu aucune conséquence décisive (124), et qu'Herriot, avant de partir lui-même pour Chequers, le 21 juin, n'avait pas fixé avec les Belges une ligne de conduite commune franco-belge sur les modalités de la liquidation de l'affaire de la Ruhr, ni sur aucune autre question (125). A défaut donc d'une participation belge aux entretiens des 21 et 22 juin, la nécessité s'impose sans délai d'entretiens franco-belges ; ne point le faire serait vouloir boycotter Bruxelles et tenir pour quantité négligeable les sentiments et les points de vue de la Belgique dans les affaires dont les solutions sont pour elle d'importance essentielle. D'où la visite d'Herriot à Bruxelles.

Or la visite d'Herriot à Bruxelles et les entretiens que le président du Conseil français y a, le 24 juin, avec les ministres belges Theunis et Hymans, sont l'occasion de la publication de deux textes qui sont en contradiction avec le contenu des entretiens qu'Herriot et MacDonald avaient eus à Chequers deux jours avant : une inter-

(124) Voir ci-dessus, chapitre VIII, 3^e partie.

(125) Voir ci-dessus, chapitre X, 1^{re} partie.

view d'Herriot par le journal bruxellois L'INDÉPENDANCE BELGE et la publication d'un communiqué commun franco-belge.

Dans l'interview, faite le 23 juin à l'arrivée d'Herriot à Bruxelles, et publiée dans le numéro de L'INDÉPENDANCE BELGE du 24, on lit ces propos, mis dans la bouche du président du Conseil français : « *Dès à présent, en cas d'une agression préméditée de l'Allemagne, j'ai l'assurance d'un pacte défensif, qui lierait la France, l'Angleterre, la Belgique. J'exposerai le plan en détail demain à vos ministres. J'ai la promesse la plus formelle de M. MacDonald, qu'aujourd'hui, comme en 1914, une attaque allemande retrouverait l'Angleterre aux côtés de la France et de la Belgique* » (126).

Aussitôt, la presse de Paris favorable au Cartel reprend la nouvelle, présentée comme une grande victoire diplomatique d'Herriot. Le QUOTIDIEN, journal officieux du Cartel, annonce dans son numéro du 25 juin la conclusion d'un pacte franco-anglais d'assistance obligatoire en cas d'agression de l'Allemagne.

On imagine la surprise que de tels propos suscitent à Londres, quand on sait, par la lecture des procès-verbaux de Chequers, quels furent les efforts, couronnés de succès, de MacDonald pour écarter tout projet de pacte, qu'il fût franco-britannique, interallié ou international avec participation de l'Allemagne. La presse anglaise, qui avait déjà relevé les divergences entre les versions anglaise et française du communiqué franco-britannique de Chequers (127), dément aussitôt au nom du Foreign Office l'interprétation de L'INDÉPENDANCE BELGE et du QUOTIDIEN (128). MacDonald lui-même est interrogé à la Chambre des Communes, le 26 juin, sur ce qui s'est dit à Chequers et dément l'interprétation de la presse du continent : « *les comptes rendus reposent sur des confusions ou sont de la simple imagination* ». C'est à cette occasion que le Premier ministre britannique est amené à dire que, selon lui, l'expression « *general agreement* » du communiqué de Chequers veut dire que l'on a été généralement d'accord (129).

Il est impossible à l'historien de savoir les véritables tenants et aboutissants de cette interview d'Herriot à Bruxelles : pas un mot dans ses Mémoires, pas un document dans les archives du Quai d'Orsay, ou dans les papiers d'Herriot, qui permette d'éclairer

(126) Cité par BARDOUX, op. cit., p. 220 et WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 49. Herriot, dans ses Mémoires, passe très rapidement sur sa visite à Bruxelles (*Jadis*, tome II, p. 145) et ne fait aucune allusion à cette interview ni aux remous qu'elle va susciter.

(127) *Daily Telegraph* du 24 juin, cité par BARDOUX, op. cit., p. 220, note 1, qui écrit par erreur 24 mai.

(128) « *La seule assurance donnée était purement verbale et se rapportait, non pas à une agression de l'Allemagne, mais à un manquement volontaire possible de celle-ci, dans l'application du plan des Experts, ce qui est une question d'ordre économique et non militaire* ». *Daily Telegraph* du 26 juin 1924, cité par BARDOUX, op. cit., p. 221.

(129) Sur la séance de la Chambre des Communes du 26 juin, voir le *Times* du 27 et le *Temps* du 28.

l'affaire (130). On doit écarter l'hypothèse d'une pure invention du journaliste belge ; elle n'aurait pas tardé à susciter, étant donné l'importance de l'affaire, un démenti formel d'Herriot, qui n'a pas eu lieu. Au demeurant, le souci, chez Herriot, d'une entente franco-britannique et celui de la conclusion d'un pacte sont trop évidents pour que le journaliste belge ait fait œuvre de simple affabulation. Aussi bien, toutes les hypothèses sont possibles : soit que le journaliste belge ait sollicité les déclarations que lui avait faites Herriot, et l'on ne pourrait dans ce cas exclure la possibilité d'une manœuvre politique, dont il resterait à trouver l'origine et à définir l'objet ; soit qu'Herriot, sans être aussi catégorique que l'a écrit le journaliste belge, ait bien parlé d'un projet de pacte franco-britannique : il aurait ainsi cherché à confirmer et consolider, dès le lendemain de Chequers, l'interprétation qu'il voulait en avoir et en laisser ; soit qu'Herriot ait bien tenu, ou à peu près, les propos que lui attribue le journaliste belge, et, en ce cas, on ne peut exclure l'hypothèse, aussi invraisemblable qu'elle puisse paraître, de graves malentendus, au sens formel et physique du terme, entre MacDonald et Herriot à Chequers ; il y avait eu l'obstacle de la langue, malgré les bons offices de l'interprète Camerlynck ; il y avait eu la fatigue fiévreuse d'Herriot, arrivé à Chequers après cinq jours d'activités fébriles et qui, semble-t-il bien, n'a pas dormi dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22. Vraiment, l'historien ne peut s'interdire l'hypothèse que, dans les débuts de la conversation du 22 juin surtout, Herriot n'ait pas parfaitement compris ce que lui disait MacDonald (131), et qu'il n'ait pas été en pleine possession de ses moyens de débater et de négociateur. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, il y aurait là l'explication de bien des choses.

Quoi qu'il en soit des raisons de l'interview de l'INDÉPENDANCE BELGE du 23 juin, elle marque un net raidissement de la position française par rapport à Chequers ; les « décisions » de Chequers paraissent remises en cause. L'impression de raidissement se confirme à la suite des entretiens avec les ministres belges, le 24. Ici aussi, il est très difficile à l'historien de savoir ce qui s'est passé, par manque de documentation (132). On ignore s'il y a eu des notes

(130) Le carton Y-2-1 SD 42 des archives du Quai d'Orsay, où devraient se trouver les documents français sur la visite d'Herriot à Bruxelles et les entretiens qu'il y a eus, aurait disparu à la suite de l'occupation allemande. Quant aux Papiers Herriot, le dossier sur la préparation de la conférence de Londres manque. (Il y a, sous la rubrique « conférence de Londres », trois dossiers contenant des documents commençant au 16 juillet 1924 et numérotés II, III et IV ; il y a donc tout lieu de penser qu'il y aurait eu un dossier I, pour la documentation d'avant le 16 juillet ; il manque).

(131) Voir ci-dessus, chapitre X, 2^e partie.

(132) Aucune documentation dans les archives françaises. La publication des documents diplomatiques belges n'apporte, pour aussi étrange que cela puisse paraître, aucun document entre la date du 29 avril 1924 et celle du 14 novembre 1924, c'est-à-dire la période de grande transformation de la vie internationale. Dans un télégramme d'information d'Herriot pour l'ambassade de France à Rome on lit : « À Bruxelles, je me suis borné à rendre compte aux ministres belges de mes conversations avec M. MacDonald et aucun compte rendu n'a été établi de notre entretien qui n'avait pas de témoins ».

prises au cours de ces entretiens, mais on dispose du communiqué franco-belge publié à leur suite. Il y est dit que : *« L'échange des gages après que l'Allemagne aura rempli toutes les conditions prescrites par le rapport des experts, les garanties d'exécution, le régime des chemins de fer, le renouvellement des contrats M.I.C.U.M. ont particulièrement fixé l'attention des ministres »*.

Qu'est-ce à dire ? Voici que l'on reparle de la M.I.C.U.M. et du renouvellement de ses contrats, de la Régie des chemins de fer des territoires occupés, de *« garanties d'exécution »* ; et, surtout, il n'est pas question d'une liquidation pure et simple de l'entreprise de la Ruhr, puisqu'il est question d'un *« échange des gages »* et cela, seulement *« après que l'Allemagne aura rempli toutes les conditions prescrites »*. Le correspondant à Bruxelles du journal LE TEMPS, qui paraît bien informé du contenu des conversations franco-belges, écrit qu'Herriot et les ministres belges seraient tombés d'accord pour laisser à la Commission des Réparations le soin de fixer *« le moment où, toutes les conditions prescrites par le plan des experts ayant été remplies, Français et Belges se dessaisiront des gages économiques qu'ils détiennent dans la Ruhr et la Rhénanie »* (133). En attendant, les deux alliés continentaux entendent conserver solidement en main ces gages économiques, puisque, à cette date du 24 juin, Français et Belges sont absolument d'accord pour prolonger les contrats de M.I.C.U.M. *« jusqu'à ce que le plan des experts soit mis à exécution »* (134) ; c'est dire que l'on voudrait conserver cet atout en main pendant la négociation de la prochaine conférence internationale. Si donc Français et Belges renouvellent leur accord de principe sur l'évacuation économique de la Ruhr, ils entendent, à la date du 24 juin, en subordonner l'exécution à la mise effective en route du plan des experts et à la substitution au gage productif d'autres gages solides, et ils veulent laisser le soin d'en décider à la Commission des Réparations, où leur position est forte. Bien plus, toujours selon le correspondant du TEMPS, Français et Belges seraient d'accord pour faire dépendre l'évacuation militaire de la Ruhr du placement sur le marché financier *« d'une partie importante des obligations industrielles »* prévues par le plan Dawes ; c'est dire qu'Herriot reprend le 24 juin un point important de son *« plan »* du 21 auquel, entre temps, MacDonald pouvait penser l'avoir fait renoncer au cours des entretiens de Chequers. Enfin, le correspondant du TEMPS ajoute : *« Le problème capital de la sécurité sera soumis à une des prochaines conférences interalliées qu'implique le « pacte moral de collaboration continue »*.

(133) Correspondance de Bruxelles dans le *Temps* du 26 juin 1924.

(134) On sait que les accords de M.I.C.U.M. avaient été prorogés le 15 juin jusqu'à la date du 30 juin (voir ci-dessus, chapitre IX). L'arrivée d'Herriot à la tête des affaires, le 15 juin, et l'impossibilité matérielle de négocier en plein changement de gouvernement à Paris, avaient permis sans difficulté cette prorogation de quinze jours. A Chequers, il n'a pas été explicitement parlé de la M.I.C.U.M. Mais à Bruxelles, le 24 juin, Français et Belges décident en commun une nouvelle prolongation des contrats de M.I.C.U.M. et donnent des instructions en ce sens à leurs représentants en Rhénanie et dans la Ruhr.

On peut s'interroger sur les raisons du raidissement très net de la position française, ou plus exactement franco-belge, le 24 juin, à Bruxelles, par rapport à la position française, le 22 juin, à Chequers. Il y a lieu de penser que le raidissement est surtout le fait des Belges. Theunis, président du Conseil belge, a accordé, avant les conversations franco-belges, une interview au journal de Paris *LE MATIN*, qui la publie dans son numéro du 24 juin, soit le matin même des entretiens avec Herriot ; le chef du gouvernement belge y dit que les obligations prévues par le plan Dawes doivent non seulement être émises, mais que l'on doit commencer à les placer sur le marché financier, afin que la preuve soit faite et donnée qu'elles sont commercialisables et que le marché peut les acheter ; l'interview de Theunis au *MATIN* apparaît comme une prise de position du gouvernement belge au moment où les entretiens avec Herriot vont commencer (135). Il est évident que les Belges, dont le franc n'est pas stabilisé, attendent d'une mobilisation de la dette allemande des réparations une masse de manœuvre qui faciliterait cette stabilisation. Mais il semble aussi que les Belges, dont les ambitions en Rhénanie et dans la Ruhr avaient été grandes en 1923, ne soient pas encore prêts, à la fin de juin 1924, à abandonner aussi facilement toutes leurs positions. Hannecart, qui représente la Belgique dans la Ruhr, s'efforcerait d'y conserver un certain contrôle de la production allemande et pousserait au maintien des contrats de M.I.C.U.M., pensent les Allemands (136). La lecture de la presse de ces journées donne d'ailleurs l'impression d'une nette fermeté du gouvernement belge (du moins à la fin de juin 1924, car sa position évoluera vite par la suite), pour conserver l'atout de l'occupation de la Ruhr et ne s'en dessaisir qu'après avoir obtenu de solides garanties et assurances. On trouve dans la presse des allusions à une tension qu'il y aurait eue, le 24 juin, entre les ministres belges et leur visiteur français. *L'EUROPE NOUVELLE*, périodique parisien assez favorable à Herriot, veut expliquer une certaine fraîcheur de l'accueil réservé par le gouvernement belge à Herriot par le fait qu'Herriot est le chef d'un Cartel des gauches très laïc alors que les ministres belges sont en majorité catholiques. Si fraîcheur il y a, on peut se demander si l'explication n'est pas plutôt à en chercher dans les divergences entre le gouvernement belge et le nouveau gouvernement français sur les façons de mettre un terme à l'affaire de la Ruhr. Selon Emile Mayrisch, le puissant directeur des ARBED luxembourgeois, qui séjournait alors à Bruxelles où il s'est entretenu avec Theunis lui-même, le président du Conseil belge serait furieux (137). Theunis

(135) La prise de position du chef de gouvernement belge inquiète Berlin. Voir le télégramme 144 de Stresemann pour Bruxelles du 4 juillet 1924, L 139/L 032576-579.

(136) Lettre de l'industriel allemand Klöckner à Ritter, fonctionnaire des services économiques de la Wilhelmstrasse, du 3 juillet 1924, AA 9426/H 271 506-512. Télégramme de Hoesch 386 du 28 juin 1924 A 9426/H 271 462-464.

(137) Mayrisch aurait parlé de son entretien avec Theunis aux industriels allemands Silverberg et Bruhn. Ritter, fonctionnaire de la Wilhelmstrasse, mis au courant, en rend compte à Stresemann et Schubert. Note de Ritter pour le ministère et le secrétaire d'Etat du 27 juin 1924, AA 3243/723 632-634.

en voudrait à MacDonald et Herriot de n'avoir pas été invité à participer aux entretiens de Chequers ; il serait très inquiet sur l'évolution en Allemagne, car il aurait obtenu, de sources polonaises et tchèques, des renseignements très précis sur les armements allemands ; il se ferait beaucoup de souci au sujet de la concurrence dont l'industrie allemande serait capable, une fois que l'actuel système de la M.I.C.U.M. serait supprimé. Herriot et lui seraient tombés d'accord pour conserver sous contrôle militaire quatre voies ferrées des territoires occupés : Aix-la-Chapelle - Mönchen-Gladbach - Düsseldorf ; Aix-la-Chapelle - Cologne ; Luxembourg - Trèves - Cologne ; Metz - Mayence - Wiesbaden.

Les équivoques et les contradictions de ces divers communiqués, interviews, déclarations et rectifications ne sont pas sans inquiéter quelques esprits. Herriot, de retour à Paris, doit répondre au Sénat, le 26 juin, à dix questions que lui pose Lucien Hubert, sénateur des Ardennes, et qui ont pour but d'amener Herriot à faire le point après les divers colloques auxquels il a pris part. Herriot répond en lisant, le 26 au Sénat, le lendemain à la Chambre, un texte qu'il a préparé. Ce texte est assez vague ; il maintient certaines positions françaises, même au-delà de ce qu'il semblait avoir abandonné à Chequers, mais il laisse la possibilité à bien des interprétations et évolutions (138) :

« De toute évidence les Alliés devront obtenir que leurs créances sur l'Allemagne aient une valeur commerciale. Nous ne saurions admettre toutes les déceptions qui sont survenues après l'établissement de l'état des paiements (139)... En ce qui concerne l'évacuation militaire de la Ruhr... il n'a été question à aucun moment d'aliéner la liberté de décision qui appartient aux gouvernements français et belge... Dans la zone de l'actuelle Régie franco-belge (140), des précautions sont à prendre pour la sécurité de nos troupes. M. MacDonald a accepté que la question fût soumise à des experts... Le meilleur résultat de mes conversations est la constatation du sentiment unanime des représentants de l'Angleterre, de la France et de la Belgique pour établir la paix sur la justice ».

Cette déclaration, dont la péroration est d'un style très parlementaire, n'apporte guère de lumière ou de précision. Elle apparaît surtout destinée à apaiser les appréhensions et les inquiétudes qui peuvent se manifester en France, à maintenir la cohésion de la majorité parlementaire, et à éviter de fournir à l'opposition prise à la critique. Tirailé et ballotté entre les exigences contraires de Londres et de Bruxelles, entre les tendances, non moins contraires,

(138) *Journal Officiel, Débats parlementaires*, 1924, Chambre, p. 2371-2372. Sénat, p. 928-929. Le texte de la déclaration d'Herriot a été publié dans le *Temps* du 28 juin 1924.

(139) Herriot fait ici allusion à l'état des paiements du 5 mai 1921. Voir WEILL-RAYNAL, op. cit., tome I, p. 618-675.

(140) Il s'agit évidemment de la Régie des chemins de fer dans les territoires occupés.

des pressions de son aile gauche au Parlement et des réticences des bureaux de son propre ministère, Herriot, pour continuer à maîtriser la situation, doit avoir recours aux ressources et aux habiletés de l'art oratoire, où il excelle.

Cependant, les bureaux du Quai d'Orsay, qui, au milieu de tant de flottements, ont cherché à reprendre les affaires en mains, tirent l'interprétation des conversations dans le sens des entretiens de Bruxelles beaucoup plus que dans celui des entretiens de Chequers. Rieth, conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Paris, s'entend dire le 26 juin par Seydoux, directeur des relations commerciales au Quai d'Orsay, qu'il n'est pas question d'entamer des négociations commerciales entre gouvernements au sujet de la M.I.C.U.M., car il en a été décidé ainsi avec les Belges à Bruxelles ; il appartient à la M.I.C.U.M. et aux producteurs allemands de s'entendre sur les livraisons de charbon (141). Deux jours plus tard, l'ambassadeur lui-même, Hoesch, qui vient protester auprès de Peretti contre le comportement de la M.I.C.U.M., qui est aussi exigeante que jamais, s'entend répondre qu'à Chequers on a à peine parlé de M.I.C.U.M. (142) mais qu'à Bruxelles les ministres ont traité l'affaire à fond, qu'on y a dit que les finances allemandes étaient en meilleur état que les finances françaises ou belges et que le Belge Hannecart avait soutenu de façon catégorique que les firmes allemandes des territoires occupés pouvaient fort bien traiter avec la M.I.C.U.M. (143).

La position française, en ces derniers jours de juin, paraît donc bien loin des « décisions » prises, ou acceptées, par Herriot à Chequers. Elle paraît beaucoup plus proche de la ligne tenue jusqu'alors par la diplomatie française. En témoignent ces instructions données le 28 juin par Herriot, en tant que président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, à Louis Barthou, en tant que délégué français à la Commission des Réparations :

« Les gouvernements français et belge ont décidé, à Bruxelles, d'inviter leurs Délégués à la Commission des Réparations à définir quelles sont les questions posées par le rapport des Experts et qui doivent être tranchées respectivement par la Commission des Réparations et par les Gouvernements alliés.

Ils ont également décidé que les deux délégations se mettraient d'accord pour présenter à la Commission des Réparations une proposition commune sur le fond de l'affaire.

Je ne puis que me référer à la correspondance qui a été échangée entre vous et le Gouvernement français à ce sujet : nous tenons à ce que la Commission des Réparations exerce tous les pouvoirs qu'elle tient du Traité et c'est pourquoi j'estime qu'il est préférable qu'elle mentionne elle-même les points du rapport qui ne sont pas

(141) Télégramme Rieth 373 du 26 juin 1924, AA 9426/H 271 420-423.

(142) D'après les procès-verbaux de Chequers, on n'en a en fait pas parlé du tout.

(143) Télégramme Hoesch 386 du 28 juin 1924, AA 9426/H 271 462-464.

de sa compétence. Il est probable, en effet, que, si ce soin était laissé aux Gouvernements, certains d'entre eux auraient quelque tendance à dessaisir la Commission des Réparations d'une partie de ses pouvoirs.

Il appartient tout d'abord à la Commission des Réparations, ainsi que mon prédécesseur vous l'a rappelé, de fixer les lignes générales du contrôle prévu par le plan Dawes, en confiant ce travail à un expert américain ; il lui appartient également de nommer ultérieurement le Comité d'Experts internationaux chargé de rédiger en instructions précises les détails de ce contrôle. Elle doit ensuite fixer les règles de coordination des différents comités entre eux et nommer par conséquent les membres des organisations prévues par les Experts » (144).

Les entretiens de Chequers entre MacDonald et Herriot n'auront-ils donc été qu'un intermède sans conséquences ?

(144) Papiers Herriot, carton n° 5.



CHAPITRE XI

PEUT-ON PARLER D'UNE COOPERATION ANGLO-ALLEMANDE ?

- 1 — L'affaire des invitations unilatérales pour la Conférence de Londres (23 juin - 5 juillet 1924).
°
- 2 — L'offensive diplomatique allemande (fin juin - début juillet 1924).
 - L'acceptation de l'inspection générale sur les armements.
 - Les inquiétudes allemandes.
 - Le renouvellement des contrats de M.I.C.U.M.
 - La participation allemande à la Conférence de Londres, et l'établissement du calendrier du vote des lois Dawes par le Reichstag et de la signature du protocole international.
 - L'éventualité de la mobilisation des obligations Dawes et la nature des obligations industrielles.
- 3 — La crise internationale et la menace de démission de Stresemann (3-8 juillet 1924).
 - Mussolini en faveur de l'ajournement de la Conférence.
 - La dispute franco-anglaise à propos de l'invitation à adresser à l'Allemagne.
 - La menace de démission de Stresemann.
 - Herriot fait appel à MacDonald.



1 — L'AFFAIRE DES INVITATIONS UNILATERALES POUR LA CONFERENCE DE LONDRES

(23 juin - 5 juillet)

Au tournant des mois de juin et de juillet, la confusion s'épaissit donc, que masque mal le parti pris affiché d'harmonie, destiné aux opinions parlementaires et publiques. En fait, s'il y a entre les capitales accord sur la mise en route du plan Dawes, il y a désaccord sur les mesures qui doivent l'accompagner. Le plan Dawes n'est pas qu'objet ; il est aussi raison, voire prétexte. Le plan Dawes est un instrument, de l'utilité duquel chacun convient ; mais un instrument pour quoi faire ? C'est un levier ; mais pour soulever quoi ? Le débat est d'importance, car l'enjeu, au-delà et au travers de la mise en route du plan, n'est rien moins que la configuration à venir des relations internationales ; les décisions à prendre mettent en jeu les futures possibilités d'action des partenaires de la vie internationale ; non pas les seules possibilités du jeu diplomatique, mais bien les possibilités financières et économiques. Tout cela prendra son cours à l'occasion de la conférence internationale dont le principe a été lancé, au détour de la conversation, et accepté, tout aussi subrepticement, durant les entretiens de MacDonald et d'Herriot à Chequers. Le principe de la conférence retenu, on comprend, vu l'importance de l'enjeu, la sourde lutte diplomatique autour de ses préliminaires. L'Allemagne participera-t-elle à la conférence ? Dès le début, ou dans un second temps ? Sa participation sera-t-elle symbolique, et à des fins psycho-politiques à l'égard de l'opinion publique allemande, ou bien sera-ce une participation à part entière, menant à une négociation ouverte et remettant en cause l'état de fait des relations entre l'Allemagne et ses anciens ennemis depuis le 11 novembre 1918 ? Les Alliés se mettront-ils d'abord d'accord entre eux pour ensuite s'adresser collectivement à l'Allemagne, ou bien n'y a-t-il plus ni Alliés, ni vainqueurs, ni vaincu ? Quelles seront les concessions réciproques et quel sera le calendrier de ces concessions ? L'évacuation économique de la Ruhr sera-t-elle accompagnée, ou suivie, de son évacuation militaire, et selon quelles modalités, quelles conditions et quel calendrier ? L'Allemagne devra-t-elle accepter une mobilisation de la créance que les Alliés ont sur elle au titre des réparations, ce qui profiterait d'abord à la France et à la Belgique, contribuant à les libérer des moyens de pression qu'ont sur elles financiers et politiques anglais et américains ? Les Franco-Belges conserveront-ils un certain contrôle sur les chemins de fer des territoires allemands occupés, et par là-même un certain moyen d'action dans la vie de ces territoires ?

Autant de points, pour ne citer que les principaux, sur lesquels les intentions des capitales divergent et sur lesquels les diplomaties s'efforcent d'imposer les préférences et les façons de voir de leurs gouvernements. Du moins, jusqu'à présent, ces affrontements sont restés le fait des diplomaties précisément ; les oppositions n'ont pas été exposées sur la place publique ; les opinions publiques, dans les différents pays, n'ont pas été mises au courant, encore moins prises à témoin, des divergences. On constate que même dans les pays, la Grande-Bretagne du travaillisme et la France du Cartel des gauches, où sont parvenus au pouvoir des forces et des hommes politiques qui ont dénoncé, alors qu'ils étaient dans l'opposition, les méfaits de la diplomatie secrète, on s'en tient aux méthodes traditionnelles du débat entre responsables politiques et diplomates, à l'écart de la place publique et de ses remous, à l'écart même du Parlement : Herriot, à son retour de Chequers et de Bruxelles, est parvenu à éviter un véritable débat sur sa politique étrangère à la Chambre et au Sénat, en compensant l'absence complète de précisions de ses déclarations par des phrases sur la constatation du sentiment unanime et l'établissement de la paix sur la justice, phrases qui ont apporté plus de chaleur que de lumière.

On peut donc penser que l'épreuve de force, discrète mais dure, qui se déroule depuis une quinzaine de jours entre les capitales par la voie secrète des diplomaties — et dont l'enjeu est l'interprétation du plan Dawes et les modalités et circonstances, décisives pour la configuration de l'avenir, qui accompagneront son lancement — va continuer de se dérouler ainsi, de manière sourde et feutrée, et pourra parvenir à son terme sans complications supplémentaires venant des opinions publiques.

Or voici que, le 3 juillet, une bombe éclate à Paris : L'ECHO DE PARIS, journal de droite très opposé à la nouvelle politique extérieure de la France, telle que la pratique le gouvernement du Cartel des gauches, et qui passe pour ne pas être sans relations avec les milieux militaires, affirme que la Grande-Bretagne a fait parvenir depuis plusieurs jours par la voie diplomatique des invitations aux puissances devant participer à la conférence, que ces invitations sont unilatérales, et que, profitant de l'occasion, le Foreign Office a donné, dans ces invitations, une interprétation très précise du programme de la conférence, présentant de plus cette interprétation comme le fruit de l'accord trouvé à Chequers entre MacDonald et Herriot (1).

(1) L'article de l'*Echo de Paris* du 3 juillet, dû au correspondant à Londres du journal, rapporte l'essentiel du contenu des notes unilatérales d'invitation envoyées par le Foreign Office, sans pour autant en donner les textes *in extenso*. La publication des notes, peu après l'article, et du fait de l'article, montrera que le correspondant de l'*Echo de Paris* était parfaitement renseigné. On ne peut exclure l'hypothèse d'une indiscretion calculée et voulue d'adversaires, qu'il resterait à définir, de ce qui est en train de se préparer. L'article du 3 juillet marque le début d'une campagne menée par Pertinax dans l'*Echo de Paris* contre la politique extérieure d'Herriot, campagne dont le sens général est qu'Herriot, lors de ses entretiens avec MacDonald à Chequers, aurait aliéné l'indépendance et la liberté d'action de la France.

Si les renseignements du journal sont bons, les lecteurs sont amenés tout naturellement à se tenir ce raisonnement : ou bien Herriot était au courant, et alors il n'a pas dit la vérité à l'opinion publique et au Parlement français ; ou bien il ne l'était pas, et alors il a été berné par ses amis anglais. Le journal écrit :

« Les 21 et 22 juin, c'est-à-dire lors de la rencontre de Chequers, il apparaît que MM. Herriot et MacDonald n'ont pas seulement pris des décisions de forme, mais aussi des décisions de fond. Ces décisions de fond, le Foreign Office s'est empressé de les incorporer dans la lettre d'invitation adressée aux diverses puissances. Était-il autorisé par le cabinet de Paris à procéder de la sorte ? Si la réponse est négative, une protestation de M. le président du Conseil surviendra sans doute. »

Si la réponse est affirmative, nous ne pouvons que signaler à l'attention de tous le danger imminent qui nous menace ».

On apprendra bientôt que les révélations de L'ECHO DE PARIS ne sont pas une affabulation, mais correspondent à la réalité : dès le 8 juillet, le gouvernement anglais publiera les documents en question (2), sous la pression de l'opinion publique anglaise alertée par la presse anglaise, qui répercute les informations de L'ECHO DE PARIS et se scandalise des méthodes diplomatiques qu'elles révèlent (3) ; on en viendra à des interpellations à la Chambre des Communes, le 7 juillet (4).

Que s'est-il donc passé ? L'analyse de quelques documents, aujourd'hui accessibles, permet de le comprendre. Le 23 juin, donc le lendemain même des entretiens de MacDonald et d'Herriot à Chequers, le Foreign Office envoie, par télégramme, à son ambassade à Rome une note à remettre au gouvernement italien : c'est une invitation à participer à la conférence internationale dont le principe a été retenu à Chequers. Le Foreign Office ne fait pas part à Paris de l'initiative qu'il prend à Rome et n'adressera au Quai d'Orsay copie de sa note à Rome qu'après les révélations de L'ECHO DE PARIS. Dans la note du 23 juin de Londres pour Rome, on lit : *« M. MacDonald et M. Herriot ont été d'accord pour juger nécessaire de con-*

(2) *British White Paper Cmd. 2184 of 1924*, publié le 8 juillet 1924. Une traduction en français de ces documents a été publiée dans l'*Europe Nouvelle* du 19 juillet 1924, p. 931-933. On trouvera également une analyse des documents dans *Survey of International Affairs 1924*, p. 367-368.

(3) *The Times* et la *Westminster Gazette* du 7 juillet.

(4) Après les explications peu claires fournies aux Communes par MacDonald, Baldwin dit : *« Avec la meilleure volonté, je me trouve avec beaucoup moins de lumière sur tout le sujet, que je n'en avais lorsque le très honorable gentleman commença à parler »*. Et Asquith : *« J'ai écouté avec attention le discours du Premier ministre et je suis dans un état d'absolue stupeur, stupeur sans lumière aucune et sans limite aucune, quant à ce qui s'est passé et à ce qui va se passer »*. *The Times* du 8 juillet, cité par BARDoux, *op. cit.*, p. 225.

voquer, à une date prochaine, une petite conférence alliée (5), uniquement dans le but de concerter les arrangements indispensables, pour mettre à exécution les suggestions contenues dans le rapport du général Dawes. Du moment que la conférence serait strictement limitée à ce seul sujet, les questions de la sécurité et des dettes interalliées n'y seraient pas discutées, mais devraient être traitées à une date ultérieure ». Puis, la note anglaise à Rome expose qu'il faudra signer à la conférence prochaine un protocole qui comprendra cinq clauses : l'engagement de toutes les puissances d'exécuter le plan Dawes ; l'engagement du gouvernement allemand de prendre, pour une date donnée, les mesures nécessaires ; l'engagement des Alliés (c'est-à-dire en l'occurrence des Français et des Belges) de retirer, dans les quinze jours qui suivront, toutes les sanctions économiques et fiscales ; la délégation du soin d'établir à l'avenir un éventuel manquement allemand non pas à la Commission des Réparations, mais à une autre instance (6) ; le recours, en cas de conflit sur l'interprétation des termes du protocole, à une cour internationale d'arbitrage.

Ainsi la note d'invitation à la Conférence que Londres envoie à Rome préjuge du travail de cette conférence ; elle présente ce qui n'est au fond que le programme que la diplomatie anglaise souhaite voir adopter (7) comme un programme commun sur lequel MacDonald et Herriot seraient tombés d'accord à Chequers. Le document est en effet rédigé de façon telle que le destinataire italien, qui n'est pas averti du contenu des entretiens de Chequers (8), ne peut que penser qu'il s'agit de décisions déjà prises, et en commun, par MacDonald et Herriot. C'est bien ainsi que les Italiens l'entendent d'abord et ils le diront à la diplomatie française, une fois que les informations de L'ECHO DE PARIS auront révélé l'affaire (9).

On ne pouvait pas, certes, laisser longtemps l'Italie en dehors

(5) On remarque l'expression « *petite conférence alliée* ». A Chequers, MacDonald avait dit également, pour commencer, à Herriot qu'il faudrait réunir une « *conférence interalliée... qui ne devrait pas durer plus d'une semaine* ». Voir ci-dessus. Les choses, ainsi présentées, ne sont évidemment pas susceptibles de susciter une réaction de méfiance.

(6) La note anglaise ajoute ici cette phrase ambiguë : « *Il a été suggéré que les services du Comité financier de la Société des Nations pourraient être sollicités à cet effet* », sans préciser qu'il s'était agi d'une suggestion anglaise qu'Herriot n'avait pas acceptée. Herriot au contraire avait tenu à Chequers à défendre les pouvoirs que la Commission des Réparations tient du traité de paix et n'avait envisagé un recours au Comité financier de la S.D.N. que pour donner un avis sur les constats que la Commission des Réparations serait amenée à faire.

(7) En comparant les procès-verbaux de Chequers et la note anglaise pour Rome du 23 juin, on constate que la note reprend exactement les positions avancées par les partenaires anglais de Chequers.

(8) Rappelons que c'est à la demande de MacDonald qu'il avait été convenu que le contenu des entretiens de Chequers devait rester secret. Voir ci-dessus.

(9) Télégramme 401 de Barrère, ambassadeur de France à Rome, pour Paris, en date du 4 juillet. Mussolini et Contarini, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, lui ont dit avoir été persuadés que « *cette invitation était le fruit d'une collaboration franco-anglaise, et, pour cette raison, le palais Chigi avait donné son assentiment* ». Quai d'Orsay, B. 82.22, carton 1101.

de la négociation qui s'amorce. L'Italie est partie prenante dans l'affaire des réparations, son économie dépend largement des livraisons allemandes de charbon. De plus, on l'oublie trop souvent, elle avait participé, ne serait-ce que symboliquement, à l'occupation de la Ruhr : elle est donc directement intéressée à la liquidation de l'entreprise. Enfin Mussolini, au pouvoir depuis dix-huit mois, est impatient de jouer un rôle international, et il est sensible à qui s'intéresse à lui. Il a craint d'être tenu à l'écart des négociations qui se préparaient (10) ; il a pris des initiatives : les 18 et 19 mai 1924, il a reçu à Milan les ministres belges Theunis et Hymans ; Belges et Italiens étaient alors tombés d'accord pour proposer la réunion d'une conférence interalliée, lorsque les échanges de vues entre les Alliés auraient suffisamment été avancés pour que l'on puisse envisager le lancement du plan des experts (11). Sans doute ne s'était-il agi là que d'une proposition de Mussolini pour éviter que les choses ne se fassent sans qu'il y participe. Mais, à y regarder, cette initiative italienne aura été le point de départ de ce qui va devenir la conférence de Londres. Au fond, l'Angleterre a repris au bond cette balle italienne, pour l'utiliser aux fins de sa diplomatie. Le rappel de ce passé récent permet de mieux comprendre la hâte de l'Angleterre à prévenir l'Italie et à la mettre dans son jeu, à peine Herriot a-t-il quitté Chequers. Hâte qui ressemble à de la précipitation, comme si l'on ne voulait pas perdre de temps pour consolider les résultats que l'on pense avoir acquis par les conversations de Chequers ; comme si l'on ne voulait pas laisser aux alliés continentaux le temps d'une concertation qui risquerait de remettre en cause ces résultats.

Le 24 juin, donc le lendemain de la note anglaise à Rome, Crowe, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, adresse une lettre à Peretti (12). Sans faire aucune allusion à l'invitation envoyée à l'Italie, ni à son contenu, la lettre de Crowe reprend l'idée du protocole et de ses cinq points. Mais la formulation en est moins catégorique que dans la note à l'Italie ; la lettre pour Peretti est parsemée de conditionnels et d'expressions comme « à notre avis » ou « il nous semble ». A l'égard de Paris, Londres maintient donc son programme, tel qu'il a été présenté à Chequers, mais sans pouvoir évidemment le présenter comme un programme commun franco-britannique.

L'invitation anglaise au troisième allié continental, la Belgique, est adressée le 25 juin, sous la forme d'une lettre de Crowe au baron Moncheur, ambassadeur de Belgique à Londres. Le 25 juin, c'est le lendemain du jour où Herriot a quitté Bruxelles pour rentrer à Paris. Le retard de l'invitation à la Belgique par rapport à l'invitation à l'Italie peut s'interpréter de différentes façons : on peut y voir un

(10) Voir le télégramme 190, du 5 mars 1924, de Charles-Roux (Rome) pour Paris. Quai d'Orsay, Z 284-4.

(11) *Survey of International Affairs 1924*, p. 364-365.

(12) Publiée dans le livre blanc anglais et dans l'*Europe Nouvelle*. On en trouvera aussi le texte anglais dans les *Papiers d'Herriot*, carton n° 5, et la traduction qui en a été faite au Quai d'Orsay dans le dossier Z-39-10-XXXII Réparations.

geste de courtoisie de Londres à l'égard d'Herriot, puisqu'Herriot, quittant Chequers, passe par Bruxelles, ainsi que convenu avec MacDonald, avant de rentrer à Paris ; dans cette interprétation, Londres laisse à Herriot le privilège de faire part aux Belges du contenu des entretiens de Chequers ; dans ce cas, la lettre du 25 juin au baron Moncheur ne serait qu'une formalité administrative retardée par délicatesse pour Herriot. Mais on peut y voir aussi le souci de Londres de présenter au gouvernement belge le point de vue anglais, après le passage d'Herriot à Bruxelles, dont on craindrait — ce qui est en effet le cas — qu'il pourrait remettre en cause les résultats que l'on pense acquis.

La lettre au baron Moncheur reprend l'idée du protocole et de ses cinq points, mais dans une troisième rédaction (13). L'expression « à notre avis » a disparu et la lettre se termine par un paragraphe qui précise qu'il ne sera question à la prochaine conférence ni des dettes interalliées, ni de la sécurité, de même que cela avait été précisé dans la note à l'Italie ; précision qui est absente de la lettre à Peretti du 24 juin (14).

L'étude comparative de ces trois textes et leur chronologie font à l'évidence penser à une manœuvre de la diplomatie anglaise : Londres tient à son plan sans en changer un iota ; les notes d'invitation sont une occasion d'orienter la prochaine négociation en direction de ce plan, et d'en préjuger les résultats ; les affirmations aux diverses capitales sont graduées en fonction de ce que l'on peut savoir, dans ces diverses capitales, de ce qui s'est dit à Chequers. La réussite de la manœuvre nécessite d'une part le secret sur les entretiens de Chequers et d'autre part la non-communication à Paris du texte

(13) Texte anglais original de cette lettre et traduction française dans les Papiers d'Herriot, dossier 3, carton 4. Le document qui contient le texte anglais est sur papier à en-tête du Foreign Office. Il y a lieu de penser que ce document a été remis au Quai d'Orsay par l'ambassade d'Angleterre à Paris dans la journée du 3 juillet, après les révélations de l'*Echo de Paris*. Voir ci-dessous.

(14) Ce même 25 juin, Londres adresse une invitation au Japon, sous la forme d'une lettre au baron Hayashi, ambassadeur du Japon à Londres ; cette lettre est rédigée dans les mêmes termes que la lettre au baron Moncheur. Les deux lettres ont été publiées dans le Livre blanc britannique du 8 juillet. En revanche, l'invitation envoyée, au cours des mêmes journées, aux Etats-Unis ne sera pas publiée (voir *Survey of International Affairs 1924*, p. 367, note 2) ; étant donné la volonté des Etats-Unis de ne participer à la conférence que si le problème des dettes interalliées n'y est pas abordé, on peut se demander si la communication de Londres à Washington ne comportait pas à cet égard des assurances que le gouvernement anglais préférerait ne pas dévoiler, pour ne pas aggraver la tension franco-britannique qui suit les révélations de l'*Echo de Paris*.

Le 7 juillet, Londres fait parvenir des invitations à la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce et le Portugal. Le même jour, la Tchécoslovaquie, la Pologne, le Brésil, le Siam, le Libéria et Cuba sont avertis par Londres qu'ils seront tenus au courant des travaux de la conférence.

Remarquons enfin que le *Survey of International Affairs 1924*, qui a été publié en 1928, donc rédigé dans le calme, ne met pas en doute que les invitations aient été lancées par Londres en accord avec Paris. On lit (p. 367) : « *Meanwhile, the London Foreign Office, on behalf of the British and French Governments and in pursuance of the understanding which had just been reached by MM. MacDonald and Herriot at Chequers, sent invitations to attend a conference in London on the 16th July* ».

des invitations à Rome et à Bruxelles ; sinon Paris pourrait se récrier, ce qui gripperait l'engrenage mis en place.

Lorsqu'éclate, le 3 juillet, la bombe qu'est l'article de L'ECHO DE PARIS, on veut croire, à Londres, et à Berlin, que l'origine des fuites est à chercher à Bruxelles ; des Belges auraient prévenu des diplomates français, et ces diplomates, adversaires de la politique d'Herriot, seraient à l'origine des fuites (15). Si l'on suit cette interprétation, il faudrait penser que les révélations de L'ECHO DE PARIS seraient le résultat d'une fronde de diplomates français contre leur propre ministre et chef de gouvernement, en accord peut-être avec des personnalités de Bruxelles, où d'ailleurs, on l'a vu, on est pour le moment assez mal disposé à l'égard d'Herriot et de MacDonald.

La lecture des documents du Quai d'Orsay et des papiers d'Herriot permet d'envisager une explication un peu plus complexe. Herbet, ambassadeur de France à Bruxelles, télégraphie à Herriot, dès le 26 juin (16), que le gouvernement belge a reçu le matin une invitation de Londres pour la conférence (17). Le gouvernement belge serait inquiet de la précipitation des choses et craindrait que l'on ne soit pas prêt pour le 16 juillet, date que fixe l'invitation anglaise pour le début de la conférence (18). De plus « *sa crainte (du gouvernement belge) résulterait aussi du fait que Sir Eyre Crowe ne serait pas disposé à communiquer à Bruxelles et à Paris son projet de protocole à signer par l'Allemagne, avant la réunion de la conférence... Il (le gouvernement belge) attend avec impatience celui (le texte) que votre Excellence a exprimé l'intention de préparer de son côté. Il souhaiterait que l'accord fût établi d'avance entre la France, l'Angleterre et la Belgique à ce sujet* » (19).

Le 28 juin, à son tour, Saint-Aulaire, ambassadeur à Londres, envoie un télégramme d'alarme (20) : « *Mon collègue belge a reçu du gouvernement britannique l'invitation adressée au cabinet de Bruxelles de participer à la conférence du 16 juillet. Cette note spécifie que les questions des dettes interalliées et de la sécurité seront exclues*

(15) Schubert, secrétaire d'Etat de la Wilhelmstrasse, pense qu'il y a eu une fuite voulue au Quai d'Orsay pour faire des ennuis à Herriot. Note de Schubert du 7 juillet, AA 4492/E 099109-114. Le chancelier Luther écrit dans ses Mémoires (LUTHER, *Politiker ohne Partei*, p. 278) que Pertinax a sans doute été renseigné à Bruxelles. Sthamer, ambassadeur allemand à Londres, rapporte qu'on pense dans cette ville que la note anglaise d'invitation à la Belgique aurait été communiquée à l'ambassadeur français à Bruxelles, qui l'aurait fait parvenir à l'Echo de Paris avec l'accord des services du Quai d'Orsay. Rapport Sthamer A 2232 du 17 juillet, AA 9488/H 278 883-887.

(16) Télégramme Herbet n° 1006 du 26 juin 1924, Quai d'Orsay, B 82-22, carton 1101.

(17) Il s'agit évidemment de la lettre de Crowe au baron Moncheur du 25 juin. Le télégramme d'Herbet ne rapporte pas le texte de la lettre, mais souligne l'inquiétude du gouvernement belge.

(18) La documentation dont on a disposé ne permet pas d'établir quand et par qui a été fixée la date du 16 juillet. D'après les procès-verbaux de Chequers, il n'y aurait été question que d'une date proche, sans autre précision. Voir aussi BARDOUX, op. cit., p. 224 et WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 51, note 4.

(19) Télégramme Herbet n° 1006 du 26 juin, voir ci-dessus.

(20) Télégramme Saint-Aulaire n° 372-373 du 28 juin. Quai d'Orsay, B 82-22, carton 1101.

des débats. Si nous devons répondre à cette convocation, dont le texte est sans doute entre vos mains (21), il y aurait lieu de faire allusion aux précautions que vous avez tenu à prendre à Chequers tant en ce qui concerne les dettes qu'au sujet de la sécurité». Saint-Aulaire ajoute dans le même télégramme qu'il a parlé à son collègue, ambassadeur d'Italie à Londres, qui pense que le gouvernement italien est prêt à demander à l'Angleterre des concessions sur le problème des dettes interalliées en échange de l'acceptation du plan Dawes; les Italiens souhaiteraient une pression commune sur Londres des Etats débiteurs de l'Angleterre.

Herriot a lu ce télégramme du 28 juin de Saint-Aulaire, puisqu'il porte une annotation de sa main en face du passage sur la disjonction des problèmes des dettes et de la sécurité, que veut établir la note d'invitation anglaise à la Belgique; voici cette annotation: « Ne pas admettre ce point de vue EH ». Et cette annotation doit bien être du 28 juin même, puisque, dans le même dossier (22), se trouve une note de la main d'Herriot, où l'on lit: « 28 juin 1924. Que la question des dettes interalliées et la question de la sécurité soient ou non traitées à Londres, le gouvernement français les considère comme indissolublement liées à la question des réparations ».

Bien plus, le 30 juin Saint-Aulaire envoie à Paris le texte intégral de l'invitation anglaise à la Belgique, que le baron Moncheur lui a communiqué (23). Les révélations de L'ECHO DE PARIS, le 3 juillet, ne devraient donc pas en être pour Herriot. On peut tenir pour établi qu'Herriot a été prévenu et n'a pas réagi. Pourquoi? Il est impossible de le savoir. L'absence de réaction d'Herriot était-elle voulue — ce qui ouvrirait de singulières perspectives — ou bien résultait-elle seulement de cette confusion brouillonne que l'on retrouve dans son comportement tout au long de ces journées? La documentation n'apporte aucune lumière et Herriot lui-même, dans ses Mémoires, passe sous silence toutes ces péripéties. Y eut-il une fronde de hauts fonctionnaires contre Herriot? On l'ignore, mais on constate que les ambassades à Bruxelles et à Londres avaient prévenu Herriot de l'affaire des invitations. Peut-être certains, au courant, par leur activité professionnelle, de la réalité des négociations internationales en cours, constatant la différence entre les propos lénifiants tenus au Parlement et cette réalité, inquiets de voir leurs alarmes rester sans écho, ont-ils pensé qu'il serait bon que l'opinion publique fût instruite.

Quoi qu'il en soit de l'origine des fuites dont profite L'ECHO DE PARIS, l'émotion que suscitent les révélations du 3 juillet est considérable. La position d'Herriot en est ébranlée et, par là-même, toute la nouvelle politique internationale paraît un moment compromise.

(21) En écrivant ceci, Saint-Aulaire, ou bien est persuadé que Londres a adressé à Paris une copie de l'invitation faite à la Belgique, ou bien suggère à Herriot de s'inquiéter d'en obtenir une.

(22) Quai d'Orsay, B 82-22, carton 1101.

(23) Dépêche de Saint-Aulaire n° 398 du 30 juin, Quai d'Orsay, B 82-22, carton 1101.

A Paris, la presse de droite et celle du centre, hostiles à la nouvelle majorité du Cartel des Gauches, attaquent Herriot ; la presse de gauche est désorientée (24). L'émotion se manifeste au Parlement et la Bourse de Paris réagit défavorablement (25). Le contenu de la lettre d'invitation anglaise à la Belgique, révélé par L'ECHO DE PARIS, comparé aux affirmations des communiqués officiels et aux déclarations d'Herriot devant le Parlement français, permet à l'opposition au Cartel des gauches de présenter le nouveau président du Conseil français comme la dupe de son partenaire anglais.

Herriot, qui n'avait pas donné de suite aux télégrammes d'alarme de ses ambassadeurs à Bruxelles et à Londres, réagit très vivement à la publication de L'ECHO DE PARIS : l'opinion s'émeut et sa position parlementaire est en jeu. Dans la journée du 3 juillet, il adresse plusieurs télégrammes à Londres, dont la lecture permet de suivre la conscience qu'il prend, au cours de cette journée, de la situation. Voici, dès le matin, un télégramme pour Saint-Aulaire, qui porte la mention, tout à fait exceptionnelle, « très urgent, priorité » :

« Une correspondance de Londres, publiée ce matin par L'ECHO DE PARIS, soulève ici la plus vive émotion. Cette correspondance résume le texte de l'invitation qui aurait été adressée par le gouvernement britannique aux Puissances. Le gouvernement français n'a pas reçu cette invitation : il serait fâcheux qu'elle fût portée à sa connaissance par la presse avant qu'il l'ait reçue lui-même. »

Mais, d'autre part, l'article de L'ECHO DE PARIS donne de cette invitation une analyse et prétend fixer les données essentielles du Protocole qui devra être signé à Londres. Il est tout à fait impossible que ce Protocole soit établi avant accord avec le gouvernement français qui a des observations très importantes à faire sur le projet reproduit dans les journaux.

Il a été entendu à Chequers qu'il s'agissait d'un échange de vues préparatoire. Le gouvernement français se trouverait dans une situation très difficile et presque impossible s'il était pris texte de cette conversation préparatoire pour rédiger unilatéralement et publier un programme qui soulève les questions les plus importantes et sur lesquelles le gouvernement français n'a pas donné son accord.

Vous voudrez donc faire immédiatement, de la part du gouvernement français, les réserves les plus expresses sur cette communication qui mériterait d'être démentie. Herriot » (26).

Cette première réaction d'Herriot montre qu'il n'a pas encore compris, à l'heure où il rédige ce télégramme, la réalité de la manœuvre anglaise, en dépit des télégrammes d'avertissement depuis

(24) Voir le télégramme de Hoesch pour Berlin n° 402 du 4 juillet. AA, 9403/H 267 919-921.

(25) Télégramme n° 551 d'Herriot pour Saint-Aulaire du 5 juillet, Quai d'Orsay, Z 284-4, folios 137-138.

(26) Télégramme n° 537-538 d'Herriot pour Saint-Aulaire du 3 juillet, Quai d'Orsay, B 82-22, carton 1101.

plusieurs jours des postes de Bruxelles et de Londres, puisqu'il a recours au conditionnel et qu'il espère encore un démenti (27).

Sa manœuvre étant découverte, la diplomatie anglaise cherche à se rattraper auprès de Paris. Dans le courant de la journée du 3 juillet, Knatchbull-Hugessen, conseiller de l'ambassade d'Angleterre, apporte à Peretti le texte de l'invitation anglaise aux puissances alliées (28). Peretti dit son étonnement du procédé auquel a eu recours la diplomatie anglaise, car *« l'invitation est rédigée de telle manière qu'on peut croire que les suggestions qu'elle contient sont faites d'accord avec le gouvernement français »*. Peretti suggère que Londres fasse connaître aux puissances qu'il a invitées qu'il ne s'agit que de propositions propres au gouvernement britannique. Hugessen en référera à son gouvernement, mais il demande qu'en attendant la réponse on s'abstienne du côté français de publier une note qui ferait ressortir une divergence de vues entre Paris et Londres.

Herriot, dont la religion désormais est faite, télégraphie dans la soirée du 3 juillet à Saint-Aulaire :

« Veuillez faire connaître sans retard à M. MacDonald que je suis très étonné de voir joint à l'invitation adressée aux Puissances, et dont on me communique le texte ce soir, un projet de Protocole rédigé par le gouvernement britannique et présenté de façon telle qu'on pourrait le croire rédigé d'accord avec le gouvernement français et le considérer comme résultant d'engagements formels, alors que tout engagement de ce genre a été écarté au cours de la conversation intime et personnelle de Chequers. »

Sous la forme présente, le texte proposé par Sir Eyre Crowe ne saurait représenter que l'opinion du gouvernement britannique. Il apparaîtra certainement de toute loyauté au gouvernement anglais que le gouvernement français se réserve le droit d'apporter sur tous les points visés ses propres suggestions ou de proposer les compléments qui lui sembleront nécessaires. Pour éviter de faire naître l'opinion d'un dissentiment entre les deux gouvernements, il nous paraîtrait heureux que le gouvernement britannique fit lui-même auprès des puissances invitées cette réserve de toute façon indispensable.

Veuillez appeler l'attention de M. MacDonald sur la nécessité de procéder très vite pour calmer l'émotion produite par la publication tout à fait inopportune que je vous ai signalée par mon télégramme de ce matin » (29).

(27) Le cafouillage s'explique aussi peut-être pour une part par les méthodes de travail d'Herriot, qui réserve volontiers aux collaborateurs de son cabinet les affaires importantes et ne se soucie pas autant que son prédécesseur Poincaré du travail des ambassades et des bureaux. Herriot avait lu pourtant, puisqu'il l'a annoté, au moins le télégramme de Saint-Aulaire du 28 juin.

(28) Note de Peretti sur la visite de Knatchbull-Hugessen, Quai d'Orsay, Y-2 s/d 43.

(29) Télégramme « très urgent » n° 544-545, d'Herriot pour Saint-Aulaire, expédié le 3 juillet à 21 heures 30. Quai d'Orsay Z 284-4, folios 125-126.

Dans son numéro du 4 juillet, L'ECHO DE PARIS, décidément bien renseigné, fait connaître à ses lecteurs que le texte des invitations anglaises n'a été communiqué au gouvernement français que la veille au soir, et ce, à la suite des révélations apportées par le journal dans son numéro du matin. La campagne contre Herriot se développe. Comment y faire face ? A défaut du démenti impossible, la mise au point demandée à Londres ne vient pas. MacDonald étant absent, Saint-Aulaire n'a pas pu le joindre. Crowe, qu'il a pu voir, l'assure « *qu'il y a une grande part de malentendu dans l'émotion suscitée par la publication de L'ECHO DE PARIS... Il ne croit pas possible d'adresser aux gouvernements eux-mêmes une rectification que, selon lui, la teneur des invitations ne comporte pas* » (30). Bref, Londres, malgré le scandale, reste sur ses positions.

A Paris, Herriot s'interroge sur ce qu'il doit faire. Dans ses notes personnelles, on trouve ces remarques :

« 4 juillet 1924. Grande discussion sur le protocole anglais, pris article par article.

4 et 5 juillet. Bien mauvaises journées. Voir la presse (31).

Le 5, Herriot se décide à appeler MacDonald à l'aide ; il télégraphie à Saint-Aulaire : « *Il faut faire tout le possible pour dissiper l'impression très fâcheuse que les bons résultats obtenus par la cordiale réunion de Chequers seraient compromis. Veuillez expliquer au gouvernement anglais à quel point les complications de la situation intérieure en France, spécialement vives en ce moment, et exploitées contre la devise française, agissent, pour les exagérer, sur les difficultés de la politique extérieure* » (32).

Ainsi, Herriot n'envisage pas qu'il pourrait modifier les choix de départ qu'il avait faits. L'entente avec Londres reste le préalable de sa politique extérieure.

(30) Télégramme 388-389 du 4 juillet de Saint-Aulaire pour Herriot, Quai d'Orsay, Z 284-4, folios 129-131.

(31) Papiers Herriot, dossier 3, carton 4.

(32) Télégramme 551 du 5 juillet, Quai d'Orsay, Z 284-4, folios 137-138.

2 — L'OFFENSIVE DIPLOMATIQUE ALLEMANDE

(fin juin - début juillet 1924)

L'imbroglío international, dû aux divergences d'interprétation entre Londres, Bruxelles et Paris sur les résultats des entretiens de Chequers, à la manœuvre anglaise par le biais des invitations, et aux révélations de L'ECHO DE PARIS, est accru par l'offensive diplomatique que l'Allemagne mène durant les mêmes journées.

On était évidemment anxieux à Berlin des suites des entretiens de MacDonald et d'Herriot à Chequers, puisqu'aussi bien on s'en était remis en quelque sorte à MacDonald d'obtenir d'Herriot les concessions tenues pour indispensables pour que l'Allemagne accepte le plan Dawes, c'est-à-dire s'engage dans la politique de négociation que lui proposent les puissances occidentales. Rappelons ces exigences allemandes, telles qu'elles avaient été formulées au cours des diverses démarches diplomatiques ou paradiplomatiques du mois de juin ; on peut les résumer ainsi (33) :

1°) Evacuation économique de la Ruhr par les Franco-Belges et suppression des mesures prises par les Alliés dans l'ensemble des territoires occupés pour les transformer en gage productif ; restauration de l'unité et de l'autorité du Reich, en matières économiques et administratives. Cette exigence implique notamment, dans les vues allemandes, la fin des contrats de M.I.C.U.M., la suppression de la Régie des chemins de fer et le retour à la gestion de la Reichsbahn de tout le réseau ferré des territoires occupés.

2°) Evacuation militaire de la Ruhr à une date sinon immédiate, tout au moins proche, et qui serait fixée dès à présent.

3°) Evacuation militaire par les Alliés, en même temps que de la Ruhr, des villes de Duisbourg, Ruhrort et Düsseldorf, qu'ils avaient occupées en 1921 à titre de sanctions.

4°) Amnistie pour tous les Allemands des territoires occupés condamnés par les Alliés au cours des événements de 1923 ; retour des expulsés ; liberté pour le gouvernement de Berlin de choisir et nommer seul les fonctionnaires allemands en place dans les terri-

(33) Voir ci-dessus, et particulièrement le télégramme 307 de Stresemann pour Londres du 18 juin 1924, 9403/H 267 853-862, et le télégramme de Ritter pour Londres du 23 juin, L 139/L 032 537-540.

toires occupés, sans être en rien contraint de les recruter sur place (34).

5°) Participation de l'Allemagne à la conférence internationale qui va être chargée de la mise en route du plan Dawes, afin que l'Allemagne ne soit pas placée devant une décision des Alliés, mais qu'elle ait la possibilité de négocier son acceptation définitive du plan Dawes et, si nécessaire, de manœuvrer.

6°) Tenue de cette conférence et signature par tous les participants d'un protocole sur la mise en route du plan Dawes et sur les mesures qui doivent l'accompagner, AVANT le vote par le Reichstag des lois allemandes que le plan prévoit pour organiser l'hypothèque sur les chemins de fer allemands, l'industrie allemande et les revenus gagés de l'Etat allemand. Ce que l'Allemagne veut ici, c'est l'assurance d'avoir obtenu l'évacuation économique de la Ruhr, et la promesse de son évacuation militaire à une date rapprochée, avant de voter les lois nécessaires à la mise en route du plan. Cela donnerait à Stresemann un moyen de pression sur les Alliés pour obtenir l'évacuation économique ET MILITAIRE de la Ruhr, en même temps que, sur le plan intérieur allemand, ce succès aiderait Stresemann à trouver au Reichstag une majorité pour le vote des lois Dawes, et par là-même pour l'ensemble de sa politique.

7°) Refus de lier l'évacuation de la Ruhr à une mobilisation des obligations prévues par le plan Dawes. Exigence à laquelle va s'ajouter celle de voir l'hypothèque devant porter sur l'industrie allemande organisée de façon telle que cette hypothèque ne fasse pas courir le risque à certaines entreprises industrielles allemandes de perdre leur indépendance et de passer sous le contrôle allié.

Dans le projet global imaginé par Stresemann, la réalisation de ce programme est indispensable, pour toutes sortes de raisons intérieures et extérieures. On comprend l'impatience de Berlin à savoir si les entretiens de MacDonald et d'Herriot à Chequers ont pu en faire avancer la réalisation, ou tout au moins les perspectives de réalisation. Stresemann attendait beaucoup des entretiens de Chequers ; le 3 juillet, en conseil de cabinet, il dira : *« Il faut bien considérer que MacDonald exerce une forte pression sur Herriot, que la France est contrainte par l'Angleterre et l'Amérique à suivre tout le mouvement »* (35).

(34) Le retour des expulsés et le choix des fonctionnaires sont deux questions liées. On sait qu'au cours des événements de 1923 les autorités d'occupation alliées en Rhénanie avaient expulsé de nombreux fonctionnaires allemands qui soutenaient la résistance passive et étaient souvent originaires d'autres régions d'Allemagne ; pour les remplacer, les occupants avaient cherché à recruter des Allemands originaires de Rhénanie. Voir ci-dessus, chapitre II.

(35) Conseil du gouvernement du Reich du 3 juillet 1924, BA ARK 42, 9523/H 288 178-367.

L'acceptation de l'inspection générale sur les armements

L'importance que Stresemann attache d'abord aux entretiens de Chequers explique la hâte à répondre de façon positive à la note commune adressée le 22 juin par MacDonald et Herriot au gouvernement allemand, et lui demandant d'accepter une inspection générale par la Mission Interalliée de Contrôle Militaire (36). La décision n'est pourtant pas facile à prendre pour le gouvernement allemand : à Stresemann s'oppose Seeckt ; derrière l'affrontement des deux hommes, il y a l'affrontement de deux orientations possibles de la politique extérieure allemande ; choisir d'accepter le contrôle général sur les armements de l'Allemagne, que demandent les Alliés, c'est faire un pas décisif dans le pari de l'orientation vers l'Ouest de l'Allemagne. Stresemann, pour sa part, y est résolu. Il pense que l'Allemagne, dans sa situation du moment, n'a rien à gagner et beaucoup à perdre à des activités militaires interdites par le traité de Versailles, qui ne peuvent pas être de taille à renverser le rapport des forces internationales en faveur de l'Allemagne, mais qui, à coup sûr, inquiètent les Alliés et les dressent contre l'Allemagne, compromettant tout le projet politique en cours de réalisation. Stresemann sait aussi l'importance décisive que l'Angleterre et la France attachent à ce que l'Allemagne cède sur ce point ; elles y voient comme la pierre de touche de la bonne volonté et de l'honnêteté de l'Allemagne dans la grande négociation générale qui s'ébauche. Le ton, à la fois solennel et presque amical, de la note de MacDonald et d'Herriot du 22 juin ne laisse pas de doute à cet égard. Stresemann est renseigné aussi par les diplomaties parallèles : l'acceptation par l'Allemagne du contrôle de ses armements est nécessaire pour que l'Allemagne se donne la nouvelle image de marque indispensable au climat nouveau de ses relations avec les puissances occidentales. Le leader socialiste Breitscheid, dont on sait qu'il séjourne alors à Paris, où il agit auprès de la S.F.I.O., écrit dans ses rapports à Berlin des 21 et 23 juin qu'il faut accepter l'inspection générale demandée par les Alliés en mai, et redemandée de façon solennelle par Herriot et MacDonald (37). Bruhn, directeur des usines Krupp, écrit le 21 juin à la Wilhelmstrasse que, d'après ses renseignements, Herriot cherche vraiment l'entente, que l'occasion est à saisir, mais qu'il ne faut pas gêner le nouveau chef du gouvernement français avec ces choses « *que les Français considèrent à juste titre comme la préparation d'une revanche* » (38).

Le 25 juin, le gouvernement du Reich débat de la réponse à donner à la note du 22 juin de MacDonald et d'Herriot (39). Stresemann plaide pour l'acceptation de la demande alliée d'inspection générale :

(36) Voir ci-dessus, chapitre X, *Les entretiens de Chequers*.

(37) Nachlass Stresemann, Band 10, Cité par SALEWSKI, p. 250, note 17.

(38) Lettre de Bruhn à Ritter, 9410/H 270 319-328.

(39) Procès-verbal du conseil de gouvernement du Reich du 25 juin, BA Coblence, 3491/761 150-157. SALEWSKI, op. cit., p. 250, écrit que cette réunion du gouvernement allemand a lieu le 23 juin ; 23 doit être une erreur pour 25.

les Français ont peur d'une guerre de revanche allemande, d'où, pour eux, l'importance de la sécurité ; l'inspection générale est politiquement liée au lancement du plan Dawes, et l'Allemagne ne peut, sans mettre en danger toute la nouvelle politique, répondre non, ni même donner une réponse dilatoire. Pour emporter l'accord du cabinet, Stresemann emploie l'argument suivant : « *L'important est de savoir si MacDonald et Herriot se maintiendront longtemps au pouvoir. D'après les rapports de Hoesch, Herriot est un radical idéologue. Il faut compter avec sa chute en octobre ; il nous faut donc obtenir avant cette date tout ce que nous pouvons* » (40).

Stresemann obtient l'accord du gouvernement, et le principe d'une réponse positive à la demande alliée est décidé ; Stresemann l'a emporté sur Seeckt. Les jours qui suivent sont occupés à la rédaction de la réponse allemande, ce qui ne va pas sans de grandes difficultés, car Seeckt « *ne peut répondre de rien si l'Entente entre dans les casernes* » et menace de démissionner, ce que Stresemann veut quand même éviter ; aussi peu amicales que soient les relations entre les deux hommes, une démission fracassante de Seeckt à ce moment affaiblirait la position intérieure de Stresemann et risquerait même de compromettre le succès de tout ce qui est lancé. Stresemann a besoin d'une majorité des deux tiers au Reichstag pour faire voter les lois prévues par le plan Dawes (41) ; c'est dire qu'il a besoin d'une partie au moins des voix des nationaux-allemands, qu'une démission de Seeckt pourrait faire perdre. Les nécessités contradictoires de la situation extérieure et de la situation intérieure expliquent que la rédaction de la réponse allemande soit très laborieuse et que le OUI de cette réponse s'exprime dans une note fort contournée (42). La note allemande est remise à Paris par Hoesch le 30 juin. Tout en faisant connaître aux Alliés l'acceptation de principe par l'Allemagne d'une inspection générale, elle contient des considérants qui critiquent le traité de Versailles et la politique suivie jusqu'alors par les Alliés, et qui cherchent à minimiser l'importance et le rôle des organisations sportives et patriotiques ; surtout, la note allemande ignore les cinq points précis que les Alliés avaient mentionnés dans leur exigence d'une inspection générale (43) ; enfin, la note allemande pose trois « conditions » pour que l'Allemagne laisse effectuer l'inspection : que la Commission Interalliée de Contrôle Militaire soit dissoute aussi rapidement que possible après l'inspection et ne soit pas remplacée par un comité de garantie ; que les modalités de l'inspection soient au préalable négociées avec l'Allemagne ; que l'inspection soit terminée pour le 30 septembre 1924.

Il est apparu nécessaire aux rédacteurs de la note allemande de charger le OUI qu'elle contient de tout ce ballast pour tenir

(40) Ibidem. Le procès-verbal porte la mention « *à conserver secret* ».

(41) La majorité des deux tiers est, d'après la constitution allemande, nécessaire pour le vote des lois Dawes, parce que, dans le domaine financier, elles touchent à la constitution.

(42) SALEWSKI, op. cit., p. 251. Salewski a retrouvé dans les archives allemandes neuf projets de réponse à la note alliée.

(43) Cf. supra, chapitre X.

compte de l'opposition des militaires et de la droite nationaliste. Mais Stresemann peut quand même espérer que la note allemande, telle qu'elle est, satisfera l'exigence posée à Chequers par Herriot et MacDonald. Le 30 juin, le jour même où la note est remise à Paris, Stresemann tient à Berlin une conférence de presse, où il explique les raisons du OUI allemand (44). Tout en rejetant sur Poincaré la responsabilité du développement du nationalisme allemand, et en donnant des satisfactions verbales à l'opposition allemande de droite, Stresemann laisse entendre que l'acceptation de l'inspection générale était rendue nécessaire par la nouvelle politique internationale. D'autre part, dans des instructions confidentielles à ses ambassadeurs à Paris, Londres et Rome, Stresemann leur demande d'expliquer verbalement aux gouvernements auprès desquels ils sont accrédités, que le OUI allemand ne doit pas être interprété comme un NON PARTIEL, mais bien comme un OUI sans réserve (45). Stresemann pense ainsi avoir déblayé la voie de ce côté et pouvoir se montrer exigeant sur les conditions dont il entend entourer l'acceptation définitive et la mise en route du plan Dawes.

Les inquiétudes allemandes

Mais les derniers jours de juin apportent à Berlin des inquiétudes, qui vont se renforcer durant les premiers jours de juillet. Berlin ne sait pas ce qui s'est dit à Chequers entre MacDonald et Herriot (46), ni à Bruxelles entre Herriot et les ministres belges ; mais la simple lecture de la presse suffit pour comprendre que tout ne va pas pour le mieux et que les exigences allemandes, présentées confidentiellement à la diplomatie anglaise avant les entretiens de Chequers, se heurtent à des oppositions à Bruxelles et à Paris. Après le passage d'Herriot à Bruxelles, les journaux parlent de mobilisation d'obligations Dawes et de maintien, au moins partiel, de la Régie des chemins de fer des territoires occupés. Des indiscretions et des fuites permettent à Berlin d'en savoir un peu plus. Dès le 26 juin, Sthamer, ambassadeur allemand à Londres, adresse à Berlin un télégramme rapportant les informations qui proviennent de fuites au service de presse du Foreign Office, ou qu'il a obtenues d'un journaliste « *qui a bien servi l'ambassade jusqu'à présent* » (47) : les entretiens entre MacDonald et Herriot ne se sont pas aussi bien déroulés que MacDonald voudrait le faire croire ; quoi qu'en dise Herriot, il n'a pas obtenu toute satisfaction ; le seul résultat positif de la rencontre de Chequers est la décision de réunir au 16 juillet une conférence internationale à laquelle l'Allemagne sera invitée à participer dans

(44) On trouvera la traduction française de cette conférence de presse dans le tome I de l'édition française des *Papiers de Stresemann*, p. 254-257.

(45) SALEWSKI, op. cit., p. 253.

(46) Sthamer a vu Crowe le 24 juin, mais n'a pu obtenir aucun renseignement sur les entretiens de Chequers. Télégramme Sthamer 344 du 24 juin.

(47) Rapport Sthamer A 1997 du 26 juin 1924, 9488/H 278 675-682.

un second temps ; MacDonald et Herriot ne se sont pas entendus sur l'évacuation des trois villes occupées en 1921 à titre de sanction, ni sur les chemins de fer. Le 27 juin, Stresemann est assez complètement renseigné sur les entretiens qu'Herriot a eus avec les ministres belges à Bruxelles, à la suite d'une chaîne de confidences : Theunis a mis au courant du contenu des entretiens l'industriel luxembourgeois Mayrisch, qui a transmis ces confidences à son ami l'industriel allemand Paul Silverberg, qui a prévenu Ritter, fonctionnaire de la Wilhelmstrasse, qui en a rendu compte à son ministre (48). Stresemann sait donc que les Belges ont poussé Herriot à raidir la position française face aux exigences anglaises, et que les Franco-Belges paraissent désormais déterminés à conserver sous leur contrôle quatre grandes voies ferrées des territoires occupés. Une autre fuite, qu'il y a tout lieu de penser être d'origine anglaise, présente aux Allemands le désir français de maintenir des cheminots dans les territoires occupés, sous prétexte de sécurité des liaisons des troupes d'occupation, comme le désir de maintenir en Rhénanie un corps étranger, pour conserver le moyen, sinon dans l'immédiat, du moins pour plus tard, de parvenir de quelque façon à séparer la Rhénanie de l'Allemagne (49).

Les inquiétudes allemandes ne peuvent que s'accroître à la suite de la conversation qu'Herriot a à Paris, le 27 juin, avec l'ambassadeur Hoesch (50). La discussion entre les deux hommes est vive : à Hoesch, qui dit que le Reichstag ne votera les lois nécessitées par le plan Dawes que s'il a un document lui donnant l'assurance de l'évacuation de la Ruhr, Herriot répond qu'il est pressé à la Chambre par sa gauche et au Sénat par sa droite, que Poincaré attend le retour de son heure, et que lui-même, Herriot, doit manœuvrer avec prudence. Herriot dit à Hoesch qu'il est prévu que les Alliés se mettent d'abord d'accord entre eux, puis que, vers les 21-22 juillet, on invitera l'Allemagne pour accepter un protocole sur la mise en route du plan Dawes, *« où il devra tenir fermement au point de vue qu'il n'y ait aucune « novation » par rapport au traité de paix »*.

(48) Rapport de Ritter pour Stresemann et Schubert du 27 juin 1924, 3243/723 632-634. Voir ci-dessus.

(49) Rapport Sthamer A 2039 du 2 juillet 1924, 9405/H 269 038-040. Sthamer rapporte les dires d'un « informateur digne de confiance », qui connaît bien l'activité de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans ; selon cet informateur, Londres serait parfaitement renseigné des intentions françaises, et le gouvernement anglais ne serait nullement disposé à suivre les vues françaises. Rien n'interdit de penser que cette indiscretion, sans doute d'origine anglaise, soit calculée. Le projet, attribué aux Français, de reprendre une politique rhénane est sans doute excessif à cette date ; du moins y a-t-il lieu de penser qu'il y a une tension entre les fonctionnaires français en poste dans les territoires occupés — fonctionnaires qui ont mené l'affaire rhénane de 1923 — et le gouvernement Herriot ; ces fonctionnaires cherchent à sauver ce qu'ils peuvent du naufrage de ce qui avait été leur politique, et c'est sans doute sous leur pression que le gouvernement Herriot pense à maintenir un certain nombre de cheminots français et belges dans les territoires occupés. Sur les tensions entre les fonctionnaires en poste dans les territoires occupés et le gouvernement Herriot, voir le rapport A 1997 du 26 juin de Sthamer, 9488/H 278 675-682.

(50) Télégramme Hoesch 381 du 27 juin 1924, 9403/H 267 903-906.

Hoesch présentant le point de vue allemand sur la nécessité de l'engagement allié d'évacuer avant le vote des lois Dawes par le Reichstag, Herriot lui réplique que les Allemands « *lui présentent de nouvelles exigences qu'ils n'auraient pas présentées à Poincaré* ». Herriot va jusqu'à dire que l'Allemagne, si, après tout, elle n'a pas confiance, peut refuser de signer le protocole de Londres. Formel sur la promesse d'évacuation économique de la Ruhr, Herriot refuse de s'engager sur l'évacuation militaire ; le protocole de Londres, dit-il, ne parlera que de l'évacuation économique ; quant à l'évacuation militaire, « *il (Herriot) a peur du danger allemand, et il prie instamment qu'on lui épargne pour le moment ce thème scabreux* ».

A la suite de ces diverses informations et de l'entretien Herriot-Hoesch du 27 juin, on ne peut ignorer à Berlin le raidissement des positions françaises et belges ; on ne peut ignorer que le « programme » des revendications allemandes — dont la revendication essentielle de l'évacuation militaire de la Ruhr — n'est pas encore accepté à Paris. Cette situation fait l'objet d'un conseil interministériel à Berlin le 30 juin (51). Stresemann y rappelle les exigences allemandes de la suppression des ordonnances émises par les autorités alliées dans les territoires occupés, de la restauration de l'autorité administrative du Reich et de la promesse de l'évacuation, comme préalables au vote des lois Dawes ; il s'oppose à la liaison de l'évacuation de la Ruhr et d'une mobilisation des obligations industrielles. Le jour même, Stresemann adresse à son ambassadeur à Londres un télégramme, lui donnant instruction d'aller voir immédiatement MacDonald (52) ; il lui dira qu'il est impossible pour l'Allemagne d'accepter le point de vue français, tel qu'Herriot l'a présenté trois jours avant à Hoesch ; les décisions importantes concernant l'Allemagne ne peuvent être prises sans les Allemands ; le rétablissement de la souveraineté allemande dans les territoires occupés doit aller de pair avec les engagements à prendre par l'Allemagne dans le cadre du plan Dawes ; le gouvernement allemand ne pourra présenter les lois Dawes devant le Reichstag que s'il peut en même temps l'assurer de sa mise en route ; pour cela, la signature préalable d'un protocole engageant les diverses parties est indispensable ; d'autre part, il est inacceptable pour l'Allemagne de se voir présenter à Londres un protocole que les Alliés auraient préparé sans elle : ce serait un fait accompli ayant allure d'ultimatum ; des prises de contact diplomatiques pendant la préparation du protocole sont indispensables ; enfin, l'Allemagne ne peut accepter que l'on laisse dans l'ombre la question de l'évacuation militaire de la Ruhr, comme Herriot l'a dit à Hoesch ; l'annonce de l'évacuation militaire doit être donnée. Trois jours plus tard, la Wilhelmstrasse fera connaître les mêmes exigences au gouvernement américain (53).

(51) Procès-verbal du 30 juin 1924, 3491/761 222-229.

(52) Instructions de Stresemann pour Sthamer du 30 juin, L 1631/L491 903-909.

(53) Note de Schubert du 3 juillet sur son entretien avec Robbins, conseiller de l'ambassade américaine à Berlin. Cité dans W. LINK, *Die amerikanische Stabilisierungspolitik in Deutschland 1921-1932*, p. 279-280.

Ainsi, le raidissement de la position française, entre le 24 et le 27 juin, entraîne un raidissement en sens inverse de la position allemande à partir des derniers jours de juin. Stresemann, qui avait beaucoup et peut-être trop attendu des entretiens de Chequers et de leurs suites, est déçu dans son attente ; il voit qu'il n'a pas encore gagné la partie ; loin de reculer, il va accroître la pression de son offensive diplomatique, ce qui va augmenter la confusion internationale résultant de l'imbroglio anglo-franco-belge. Au cours de ces journées, la pression de la diplomatie allemande se fait particulièrement sentir dans trois domaines : le renouvellement des contrats de M.I.C.U.M. ; la participation allemande à la conférence de Londres et le calendrier de la signature du protocole international et du vote des lois Dawes par le Reichstag ; le projet de mobilisation et de commercialisation des obligations Dawes.

Le renouvellement des contrats de M.I.C.U.M.

Durant les péripéties du remplacement du gouvernement Poincaré par le gouvernement Herriot, les contrats de M.I.C.U.M., on l'a vu, avaient été prolongés de quinze jours en quinze jours, à la demande des Français (54). Les Allemands avaient accepté ces prolongations pour ne pas importuner par la manifestation d'une trop vive impatience le nouveau gouvernement français et lui laisser le temps de se mettre en selle. Mais l'exécution prolongée des contrats de M.I.C.U.M. paraît désormais de plus en plus insupportable au gouvernement allemand : elle coûte cher à l'Allemagne ; elle donne un moyen de pression à la politique française ; elle laisse enfin subsister entre l'Allemagne et la France une situation qui paraît incompatible avec le climat nouveau que l'on prétend instaurer dans leurs relations. Dans sa séance du 24 juin, le gouvernement du Reich en débat (55). Le gouvernement allemand pense bien qu'il ne sera pas possible d'obtenir la suppression complète de la M.I.C.U.M. avant la mise en route du plan Dawes ; mais il voudrait qu'elle cesse d'être un organe de décision unilatérale, pour ne plus être qu'un organe d'exécution de décisions prises entre gouvernements, ce qui serait un pas important vers la restauration de la souveraineté et de l'autorité du Reich. De plus, les Allemands voudraient que le Reich cesse de payer directement pour l'exécution des contrats, car si cette politique se prolongeait, la France n'aurait guère intérêt à une mise en route rapide du plan Dawes ; ils voudraient que le Reich se contente d'assurer le crédit des paiements. Enfin, puisque les livraisons de charbon sont pour la France essentielles en cette affaire, le gouvernement allemand, pour préparer la suppression de la M.I.C.U.M., souhaite des négociations entre gouvernements sur les livraisons de charbon, négociations éventuelles pour lesquelles il fixe des lignes

(54) Cf. *supra*, chapitre IX.

(55) Note de Ritter, 9426/H 271 414-418.

directrices au cours de cette séance du 24 juin. Le même jour, le secrétaire d'Etat von Schubert envoie des instructions en ce sens à l'ambassade d'Allemagne à Paris : il faut aller en parler à Seydoux et lui dire que « *le gouvernement du Reich est contraint d'attirer de façon pressante l'attention sur le danger que courrait la situation politique dans son ensemble, si les gouvernements ne trouvaient pas un accord avant le 30 juin, car l'industrie ne pourrait pas prolonger la situation actuelle au-delà du 30 juin* ». Le ton de ces instructions et la référence à la situation politique générale prouvent que le gouvernement allemand ne voit pas dans l'affaire de la M.I.C.U.M. une affaire simplement technique, mais qu'il fait de l'attitude du gouvernement français sur ce point la pierre de touche de ses dispositions générales. Les instructions de Berlin ajoutent que des représentants du Reich sont prêts à partir pour Paris pour en négocier. La démarche prescrite est effectuée auprès de Seydoux par Rieth, conseiller de l'ambassade pour les affaires économiques (57). Rieth se heurte au refus de Seydoux d'entamer une négociation sur une révision du fonctionnement de la M.I.C.U.M. ; Seydoux « *déclara aussitôt qu'il avait été décidé à Bruxelles (lors des entretiens d'Herriot et des ministres belges) qu'il ne devait pas y avoir pour le moment de négociations entre gouvernements sur les affaires de M.I.C.U.M., et que les livraisons de charbon devaient être négociées entre la M.I.C.U.M. et les entreprises allemandes* ». L'ambassadeur Hoesch, toujours très au fait du climat parisien, télégraphie lui-même à Berlin qu'il est inutile de relancer Herriot à propos de la M.I.C.U.M. (58). Le gouvernement du Reich enregistre avec désappointement le refus français dans sa séance du 26 juin (59). Le ministre des Finances s'étonne de l'attitude d'Herriot qui, remarque-t-il, ne se différencie pas de celle de Poincaré. Stresemann est encore optimiste ; on n'est que le 26 juin ; le raidissement général des positions françaises n'est pas encore manifeste, et Stresemann se raccroche à ce que lui a dit le chargé d'affaires de l'ambassade de France à Berlin, pour qui le gouvernement français chercherait seulement la prolongation de la situation actuelle jusqu'à fin juillet et ne souhaiterait pas de négociations intergouvernementales sur la M.I.C.U.M. avant cette date.

Toutefois, Stresemann n'enregistre pas le refus français sans réagir. Selon la tactique qui lui est chère, il fait connaître son mécontentement à Londres, en utilisant l'argument qu'il aurait besoin de succès extérieurs pour renforcer sa position à l'intérieur contre l'opposition de droite. L'ambassadeur allemand à Londres est chargé de faire nettement comprendre à MacDonald le désappointement allemand, particulièrement inopportun à un moment où la question de l'inspection générale sur les armements allemands met Strese-

(56) Télégramme Schubert 506, 9426/H 271 406.

(57) Télégramme Rieth 373 du 26 juin, 9426/H 271 420-423.

(58) Télégramme Hoesch 378 du 26 juin, 9426/H 271 443-444.

(59) Procès-verbal du 26 juin, 3491/761 164-165.

mann dans une situation délicate face à son opposition (60). Les nouvelles de Londres accroissent l'aigreur allemande. Le sous-secrétaire d'Etat du Foreign Office, Crowe, fait savoir que la Grande-Bretagne n'a rien fait pour soutenir le point de vue allemand dans l'affaire de la M.I.C.U.M., et qu'elle ne fera rien pour empêcher le renouvellement des contrats de livraison ; on estime à Londres que la Reichsbank a les moyens d'assurer le financement de ces contrats (61). On est déjà le 27 juin : les suites du passage d'Herriot à Bruxelles commencent à être connues, et l'on n'est sans doute guère désireux à Londres d'aggraver le différend franco-anglais naissant. MacDonald dira d'ailleurs lui-même à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres qu'il défend la position française dans l'affaire de la M.I.C.U.M., parce qu'il n'est pas possible à Herriot, devant son Parlement, de tout abandonner, du jour au lendemain, de la politique de Poincaré (62).

Dans les jours suivants, l'inquiétude s'accroît à Berlin, et, avec elle, le ton monte. Le 28 juin, Hoesch rencontre Peretti ; on parle de la M.I.C.U.M. Hoesch proteste vivement contre le comportement de celle-ci, qui refuse toute concession, même le financement partiel des livraisons par les pays réceptionnaires, solution intermédiaire qui avait été envisagée les jours précédents, quand la France avait écarté la proposition allemande de négociation intergouvernementale ; l'ambassadeur allemand se plaint auprès de son interlocuteur français : Berlin a été trompé par ce qu'on a dit à Paris ces derniers temps et on ne pourra éviter un conflit (63). Le 29 juin, le gouvernement du Reich, à la demande de Stresemann, décide de ne pas accepter une prolongation des contrats de la M.I.C.U.M. au-delà du 31 juillet, sinon on arrêtera les négociations (64). Le même jour, Stresemann donne instruction aux ambassades allemandes à Paris et Bruxelles de protester auprès des gouvernements français et belge (65). Les ambassadeurs allemands doivent faire savoir à ces gouvernements que le conflit entre la M.I.C.U.M. et les industriels allemands risque d'amener un conflit mettant en danger la mise en route du plan Dawes. « *Le gouvernement du Reich va jusqu'à ne pas*

(60) Télégramme de Stresemann pour Londres du 27 juin, 9426/H 271 431-433. La nouvelle du refus français de négocier pour le moment une révision du fonctionnement de la M.I.C.U.M. arrive à Berlin en pleine épreuve de force entre Stresemann et Seeckt à propos de l'acceptation de l'inspection générale.

(61) Télégramme Sthamer 355 du 27 juin, 9426/H 271 448-449.

(62) Télégramme Sthamer 363 du 2 juillet, 9403/H 267 409-411.

(63) Télégramme Hoesch 386 du 28 juin, 9426/H 271 462-464. Dans son entretien avec Peretti du 28, Hoesch fait allusion aux résultats de la réunion du 26 juin entre les représentants de la M.I.C.U.M. (Frantzen, Hannecart, Georges et Névejans) et les représentants des industriels allemands des territoires occupés (Vögler, Fickler, Jüngst et Herbig) ; au cours de cette réunion, les industriels allemands ont dit ne plus pouvoir continuer à livrer aux Alliés du charbon dans ces conditions financières. Procès-verbal de la réunion, 3491/761 196-209.

(64) Procès-verbal de la séance du cabinet du Reich du 29 juin, 3491/761 190-193.

(65) Télégrammes de Stresemann pour Paris (n° 524) et Bruxelles (n° 157) du 29 juin, 9426/H 271 476-478.

pouvoir se défendre de l'impression que le comportement de la M.I.C.U.M. et des militaires (alliés) a pour raison de saboter le plan Dawes ». Le gouvernement allemand accepte encore de payer les livraisons pour le mois de juillet, mais seulement pour la moitié du montant des livraisons. Cette décision, qu'il présente comme sa dernière concession, il la prend pour ne pas gêner la position intérieure d'Herriot, dont les adversaires exploiteraient les difficultés ; mais il faut demander aux gouvernements français et belge de ne pas tendre l'arc jusqu'au point de rupture. Pour confirmer l'averissement à Paris et Bruxelles, Stresemann fait dire à MacDonald que l'Allemagne ne peut accepter que la M.I.C.U.M. essaie de se survivre ; sa disparition complète est pour l'Allemagne une condition *sine qua non* de l'acceptation du plan Dawes (66).

La participation allemande à la conférence de Londres et l'établissement du calendrier du vote des lois Dawes par le Reichstag et de la signature du protocole international

Aussi importante que soit pour l'Allemagne la suppression de la M.I.C.U.M., il s'agit de la liquidation du passé. Plus décisif pour la configuration de l'avenir est le problème de la participation allemande à la conférence de Londres et du calendrier des mesures qui doivent permettre la mise en route du plan Dawes. On a vu quelle est la situation en ce domaine après les entretiens de Chequers et le passage d'Herriot à Bruxelles. Cette situation est à vrai dire bien embrouillée. Le principe de la conférence internationale est désormais admis par tous, ainsi que le principe de la signature d'un protocole. Mais, sur les modalités pratiques, les opinions divergent ou sont contradictoires (67). L'affrontement est surtout entre l'Allemagne et la France. C'est un cercle vicieux. Les Allemands veulent la signature du protocole, donc la conférence, avant le vote des lois, pour avoir l'assurance de l'évacuation de la Ruhr, afin de pouvoir faire passer les lois du Reichstag. Herriot veut le vote des lois Dawes par le Reichstag avant la signature du protocole, donc avant la participation allemande à la conférence, pour avoir l'assurance que les lois seront votées avant de prendre des engagements d'évacuation. Derrière l'affrontement des diplomaties, il y a le souci des deux gouvernements d'avoir l'appui de leurs Parlements ; les situations précaires des majorités parlementaires, à Berlin et à Paris, sont elles-mêmes révélatrices des opinions publiques, inquiètes, du côté allemand et du côté français, de savoir où l'on va.

L'affaire est débattue en conseil interministériel à Berlin le 30 juin (68). Est-il techniquement possible de faire passer les lois Dawes

(66) Télégramme de Stresemann pour Londres du 4 juillet, 9426/H 271 503-506.

(67) Cf. *supra*, chapitre X.

(68) Procès-verbal de la séance de cabinet du 30 juin 1924, 3491/761 222-229.

devant le Reichstag avant la conférence de Londres, qui doit s'ouvrir le 16 juillet ? Le ministre des Finances suggère un compromis : les textes des projets de lois sont prêts ; le gouvernement du Reich en avait accepté les grandes lignes dès le 1^{er} juin (69) ; on pourrait soumettre tout de suite ces projets de lois au Reichstag, avec un paragraphe final, soumettant la mise en vigueur de ces lois au vote ultérieur d'une autre loi particulière ; solution qui permettrait le vote des lois Dawes avant la conférence, mais laisserait à l'Allemagne la liberté de la décision finale pour après la conférence. Stresemann est d'un autre avis ; pour lui, il n'est pas souhaitable de faire voter les lois Dawes avant que l'Allemagne sache ce que décidera la conférence, en particulier sur l'évacuation et la restauration de la souveraineté allemande dans les territoires occupés. Stresemann tient à conserver ce moyen de pression ; au-delà de la mise en route du plan Dawes, il songe évidemment aussi à l'évacuation militaire de la Ruhr. Les ministres écartent la solution de compromis suggérée par le ministre des Finances, et le chancelier définit ainsi la position allemande : « *Le gouvernement allemand tient pour indispensable que la conférence de Londres ait d'abord lieu sur les questions politiques... Au cas où il serait impossible de gagner la partie adverse à cette façon de procéder, il faut chercher à obtenir des éclaircissements sur les questions politiques dès avant la conférence* » (70).

C'est alors l'instruction, donnée à l'ambassadeur allemand à Londres, de faire connaître sans tarder à MacDonald les diverses exigences allemandes, dont la priorité de la signature du protocole par rapport au vote des lois Dawes (71). D'Abernon, qui est au courant, et qui partage le point de vue allemand, doit préparer MacDonald à ces décisions (72). L'ambassadeur d'Angleterre lit d'ailleurs au secrétaire d'Etat von Schubert le projet du télégramme qu'il va envoyer à MacDonald : il demande que, de toute façon, le protocole soit signé par les Alliés avant la présentation des lois au Reichstag, et que les Alliés donnent des assurances pour l'évacuation, outre la Ruhr, des villes occupées en 1921 ; à la demande de Schubert, D'Abernon ajoute à son télégramme qu'il est souhaitable que MacDonald reçoive sans tarder l'ambassadeur allemand à Londres (73). Donc Stresemann, pour faire céder Paris, pense, ici encore, d'abord à Londres, où il estime pouvoir être mieux entendu. Sachant que les Anglais tiennent à la participation allemande à la conférence, pour en sortir de l'ère du « Diktat » et en venir à celle des solutions négociées, Stresemann pose pratiquement, comme condition préalable à la participation allemande à la conférence, l'obtention, ou l'annonce de l'obtention, dès avant cette conférence, des bénéfices politiques qu'il en attend ; tactique dont le succès présen-

(69) Voir un rapport à cet égard dans les archives de la chancellerie du Reich, dossier 266, folios 258 à 262 (non filmés). Le rapport est très vraisemblablement de Graevell. (Ibidem, folio 254).

(70) Procès-verbal de la séance de cabinet du 30 juin 1924.

(71) Instructions de Stresemann pour Londres du 30 juin 1924, L 1631/L 491 903-909, cf. supra.

(72) Ibidem.

(73) Note de Schubert pour Stresemann du 1^{er} juillet, 4492/E 099 190.

terait le double avantage de s'assurer à l'avance des résultats de la conférence, et de laisser à la diplomatie anglaise le soin d'obtenir de la France les concessions que l'Allemagne attend d'elle. Berlin ne peut qu'être confirmé, dans son espoir d'une pression de Londres sur Paris, par le contenu du projet de protocole anglais. Ce projet n'a pas été communiqué officiellement à Berlin, mais, avant même les révélations de l'ECHO DE PARIS du 3 juillet (74), les Allemands ont eu connaissance de son contenu par une indiscretion voulue de l'Américain Logan, évidemment désireux, en agissant ainsi, de pousser les Allemands à entrer dans la négociation qui se noue (75).

Le terrain ayant ainsi été préparé à Londres en vue d'une pression sur Paris, Stresemann fait connaître à l'ambassade d'Allemagne à Paris les positions allemandes, demandant à Hoesch de les faire sentir : pas de vote des lois Dawes au Reichstag avant la conférence, nécessité d'un protocole dans lequel Alliés et Allemands préciseront leurs engagements réciproques, avec les échéances ; contacts diplomatiques pour l'établissement du protocole ; impossibilité de garder le silence sur l'évacuation militaire de la Ruhr (76). A Berlin, la diplomatie allemande est plus directe à l'égard de l'ambassade de France. Schubert dit le 1^{er} juillet au chargé d'affaires français qu'il est exclu que le gouvernement allemand présente les lois Dawes au Reichstag avant la conférence de Londres, c'est-à-dire avant d'avoir l'assurance des engagements alliés (77) et Saint-Quentin expédie à Paris un télégramme qui ne peut laisser douter le gouvernement français des intentions allemandes (78) : *« L'ambassade a appris que le « gouvernement allemand estime impossible de faire adopter par le Reichstag les lois d'application du plan des Experts avant d'avoir obtenu des assurances concernant l'évacuation économique, et, plus tard, militaire de la Ruhr, le rétablissement de l'Arrangement rhénan (79) et l'amnistie générale ».* Il espère être invité à signer à la conférence de Londres un acte diplomatique consacrant l'adhésion au plan Dawes et « fixant les conditions et délais » de la « transformation et, ultérieurement, la réduction de l'occupation ».

De Londres et de Paris parviennent à Berlin des réponses différentes aux démarches allemandes. MacDonald assure qu'il n'est nullement question de l'obligation d'un vote des lois Dawes au Reichstag avant la conférence de Londres et qu'il n'est pas nécessaire d'établir

(74) Voir ci-dessus, chapitre X.

(75) Le projet anglais de protocole est révélé confidentiellement à Paris par Logan à l'Allemand Ruppel, président de la Deutsche Kriegslastenkommission. Télégramme K 1529/341 du 2 juillet de Ruppel pour la Wilhelmstrasse et le Ministère des Finances du Reich. BA Coblenz, R 2/2878, non filmé.

(76) Télégramme 530 de Stresemann pour Hoesch du 1^{er} juillet 1924, 9488/H 278 684-688.

(77) Note de Schubert du 1^{er} juillet, 4492/E 099 194.

(78) Télégramme secret n° 514 de Saint-Quentin pour Paris du 2 juillet, Quai d'Orsay, B 82-22, carton 1101. Les mots mis entre guillemets par Saint-Quentin doivent rapporter les paroles mêmes de Schubert.

(79) Il s'agit évidemment de l'Arrangement rhénan joint au traité de Versailles ; cette formule signifie donc que le gouvernement allemand demande le retour à la situation de 1919 dans les territoires occupés, donc la suppression des mesures prises en 1923 par les autorités d'occupation.

des contacts diplomatiques pour préparer le protocole avant la conférence, car il n'est nullement question de placer l'Allemagne devant un fait accompli (80). Hoesch, en revanche, confirme de Paris la position française, à laquelle se sont également heurtés Reinbaben et Breitscheid dans des conversations avec des personnes de l'entourage d'Herriot ; dans l'atmosphère de crise franco-anglaise qui résulte des révélations de l'ECHO DE PARIS, Hoesch conseille de s'abstenir pour le moment de démarches auprès d'Herriot au sujet de la participation allemande à la conférence, car on ne pourrait que s'attirer un geste de mauvaise humeur de sa part (81).

L'offensive diplomatique allemande n'a donc pas obtenu à Paris le résultat cherché, mais Berlin connaît les bonnes dispositions de Londres à son égard et peut, en ces premiers jours de juillet, logiquement espérer en l'appui de la Grande-Bretagne pour amener la France à accepter que la conférence de Londres se tienne avant le vote par le Reichstag des lois nécessaires à la mise en route du plan Dawes, avec les possibilités de manœuvre que ce calendrier permettra pendant la conférence.

L'éventualité de la mobilisation des obligations Dawes et la nature des obligations industrielles

Berlin ne peut que savoir que Paris et Bruxelles pensent à demander la mobilisation et la commercialisation immédiate d'une partie des obligations prévues par le plan Dawes pour matérialiser l'hypothèque devant porter sur l'Allemagne, notamment d'obligations à émettre par l'industrie allemande. Les journaux en ont parlé au moment du passage d'Herriot à Bruxelles (82), et Herriot lui-même, dans ses déclarations à la Chambre, le 26 juin, a fait allusion à une mobilisation de la créance sur l'Allemagne. Les Allemands ont même été renseignés confidentiellement de ce projet d'Herriot par le sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, Crowe, qui a dit à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres qu'il fallait faire attention à ce qu'Herriot, comme condition de l'évacuation de la Ruhr, demande la commercialisation des obligations industrielles prévues par le plan Dawes (83). On comprend l'indiscrétion calculée et la mise en garde de Crowe, car, on l'a vu, les Anglais avaient manifesté pendant les entretiens de Chequers leur opposition au projet d'Herriot (84).

Stresemann s'était abstenu jusqu'alors de parler de cette affaire, comme pour ne pas soulever le lièvre trop tôt. Mais il est évidem-

(80) Télégramme Sthamer 363 du 2 juillet, 9403/H 267 409-411.

(81) Télégramme Hoesch 402 du 4 juillet, 9403/H 267 919-921, et 408 du 5 juillet, H 267 927-928.

(82) Cf. supra, chapitre X, 3^e partie.

(83) Télégramme Sthamer 356 du 27 juin 1924, 9515/H 281 149-150. Crowe a ajouté à Sthamer qu'il en parlerait à Bradbury, délégué anglais à la Commission des Réparations.

(84) Cf. supra, chapitre X, 2^e partie.

ment contre une mobilisation, même partielle, de la dette allemande au titre des réparations. Les raisons de l'opposition allemande en juin 1924 sont celles-là mêmes qu'elles ont été depuis 1919 : une mobilisation de la dette allemande de réparations rendrait plus difficile, voire impossible, une révision en diminution de cette dette. Le projet de Stresemann va en sens inverse d'une consolidation de la dette des réparations. En effet, la pensée de Stresemann, en acceptant le plan Dawes, n'avait pas été d'y voir seulement une solution du problème des réparations, ni même d'appliquer le plan durant de longues années ; son idée avait été de mettre le plan en route et, à l'occasion de cette mise en route, de contraindre la France à céder les atouts qu'elle a en mains et d'attirer en Allemagne les capitaux étrangers, puis, dans un second temps, la France étant isolée, et les Anglo-Saxons étant, par leurs investissements en Allemagne, devenus solidaires de celle-ci, d'obtenir la révision du plan Dawes dans le sens de la réduction de la dette allemande au titre des réparations. Pour permettre une telle évolution, il faut empêcher la commercialisation de la dette, car si la dette est commercialisée, c'est-à-dire répartie entre de nombreux détenteurs privés de titres, le coup d'éponge devient presque impossible, tandis qu'on peut en escompter la diminution, voire la suppression, dans certains contextes politiques, si la dette des réparations reste une dette d'Etat à Etats (85).

On comprend donc la vivacité de la réaction allemande quand, à la fin de juin 1924, on apprend que Français et Belges songent à la mobilisation de la dette allemande des réparations, comme d'ailleurs le plan Dawes en prévoit explicitement la possibilité. Qui ne dit mot consent : Stresemann est maintenant contraint de prendre position, s'il ne veut pas paraître, par son silence, accepter la mobilisation. Le 4 juillet, il fait dire aux gouvernements de Paris et de Bruxelles que l'Allemagne ne peut accepter le projet de commercialisation qui, à ses yeux, remettrait en cause le plan lui-même (86). Même si l'évacuation économique de la Ruhr était concédée sans marchandage par les Alliés, et que la commercialisation de la dette des réparations était demandée par eux pour y joindre l'évacuation militaire, ce serait, dit Stresemann, inacceptable pour l'Allemagne.

L'opposition de l'Allemagne à la mobilisation des obligations Dawes est d'autant plus forte que les Allemands y voient, dans le cas des obligations industrielles, une menace insidieuse contre l'indépendance de l'industrie allemande, et un moyen détourné pour prendre le contrôle de certaines entreprises allemandes.

La crainte allemande a toute une préhistoire, tout comme l'hypothèque de cinq milliards de marks-or que le plan Dawes prévoit sur l'industrie allemande. L'idée de cette hypothèque n'est pas nou-

(85) C'est ce qui se passera finalement à la Conférence de Lausanne de 1932.

(86) Télégramme de Stresemann pour Bruxelles (n° 144) et pour Paris (n° 558) du 4 juillet, L 139/L 032 576-579.

velle ; à plusieurs reprises depuis le traité de paix, les Alliés avaient pensé l'imposer à l'industrie allemande, comme garantie pour les réparations, et l'exploiter. En avril 1920, Avenol, conseiller financier de l'ambassade de France à Londres, avait suggéré que l'Allemagne remette à la Commission des Réparations 5 milliards de marks-or de titres d'entreprises industrielles allemandes ; au cas où l'Allemagne ne remplirait pas ses obligations de réparations, la Commission des Réparations aurait été libre de vendre ces titres sur le marché financier (87). A la même époque, Millerand avait lancé l'idée que l'Allemagne pourrait se libérer de sa dette de réparations par la cession de valeurs industrielles (88). Ces projets avaient échoué devant le refus par l'Allemagne des propositions alliées et du fait de l'échec de la Conférence de Spa. Mais l'idée était revenue constamment : Seydoux l'avait reprise en janvier 1921, ainsi que l'Institut belge de sociologie Solvay (89). Dans les conversations interalliées du printemps 1921, qui devaient mener à la conférence de Londres d'avril 1921 et à l'état des paiements du 5 mai 1921, le gouvernement français avait proposé une réduction de 30 % du capital des sociétés anonymes allemandes et la création pour le même montant d'actions nouvelles qui devaient être remises aux Alliés ; les Alliés auraient ainsi participé, pour un capital d'environ 7 milliards de marks-or, aux entreprises allemandes (90). Ces propositions françaises s'étaient immédiatement heurtées à l'opposition britannique et n'avaient pas été retenues. En décembre 1921, Loucheur, après avoir conclu avec Rathenau les accords de Wiesbaden sur les livraisons en nature (91), avait proposé à Lloyd George l'idée d'un prélèvement sur le capital des sociétés industrielles allemandes ; celles-ci devaient céder aux Alliés des actions correspondant à 25 % de leur capital, soit 4 à 6 milliards de marks-or (on le voit, de 1920 au plan Dawes de 1924, on a constamment tourné autour des mêmes chiffres). Ces actions devaient être gardées pendant un an par les Alliés, puis, au cas où l'Allemagne ne les aurait pas rachetées par un versement de devises, elles devaient devenir la propriété des Alliés. Une nouvelle opposition britannique avait fait échouer ce nouveau projet français (92).

De tous les projets alliés de prise de participation au capital d'entreprises industrielles allemandes par le biais d'une cession d'actions au titre des réparations, les plus dangereux pour l'Allemagne avaient été ceux de Poincaré en 1922. De fait, à la conférence interalliée de Londres d'août 1922, Poincaré avait proposé un système de « gages productifs », dans lequel était prévue la cession aux Alliés de participations dans des entreprises allemandes ; Poincaré

(87) WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome I, p. 547-552.

(88) *Ibidem*, p. 560.

(89) G. BARNICH, *Comment faire payer l'Allemagne ?* Cité par WEILL-RAYNAL, *ibidem*, p. 630, note 5.

(90) WEILL-RAYNAL, *ibidem*, p. 625 et 630-631.

(91) Cf. ci-dessus, chapitre II, 2^e partie.

(92) WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome II, p. 93-96.

prévoyait la cession de mines « fiscales » allemandes et la cession de 60 % du capital-actions d'entreprises allemandes de produits chimiques et de matières colorantes DE LA RIVE GAUCHE DU RHIN (93). La Grande-Bretagne refusa ces nouvelles propositions françaises. Pendant l'année 1923, Poincaré avait repris l'idée, comme en témoigne ce télégramme à Saint-Aulaire du 29 juin 1923 : « *Le Reich a, dans la Ruhr, des mines fiscales ; pourquoi celles-ci ne seraient-elles pas constituées immédiatement en Société alliée et remises en paiement d'une partie du capital des Réparations ? Des participations intelligemment réparties dans les mines de la Ruhr nous assureraient le surplus de charbon dont ont besoin les industries française, belge et italienne, et soulageraient d'autant la dette de l'Allemagne* » (94).

Ainsi, la proposition que fait Herriot maintenant, à la fin juin 1924, de placer sur le marché les obligations que l'industrie allemande doit émettre en vertu du plan Dawes, a tout un passé ; on croit y reconnaître en filigrane, et jusque dans les chiffres, les projets préparés depuis quatre ans par de hauts fonctionnaires français comme Avenol et Seydoux (Seydoux, en tant que directeur des affaires commerciales au Quai d'Orsay, est l'un des plus proches collaborateurs d'Herriot, et il n'est pas interdit de penser que son influence n'a pas été étrangère à la proposition du chef du gouvernement français). Une telle solution présenterait pour la France toutes sortes d'avantages, ceux-là mêmes que l'Allemagne tient pour des dangers impossibles à courir.

Ce rappel rapide du passé était nécessaire pour comprendre la façon dont le plan Dawes propose de réaliser l'hypothèque devant porter sur l'industrie allemande. C'est une solution de compromis, qui correspond à l'état du rapport des forces internationales au moment où le plan a été préparé, c'est-à-dire entre janvier et avril 1924. La solution imaginée apporte des satisfactions aux points de vue de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, mais elle n'exclut pas entièrement la possibilité, pour une France qui le voudrait, d'intervenir dans l'économie allemande. Satisfaction pour les points de vue de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne en effet, parce que le plan Dawes ne prévoit pas de cessions d'actions industrielles, donc de capital, mais l'émission d'obligations industrielles ; c'est-à-dire que, même si ces obligations industrielles sont mobilisées et placées sur le marché international, il n'y aura pas de participation étrangère au capital-actions de l'industrie allemande ; les acquéreurs étrangers ne seraient pas actionnaires, donc coproprié-

(93) *Documents relatifs aux Réparations*, Livre jaune français. La proposition de Poincaré, outre les réparations, avait un aspect économique (s'assurer le contrôle d'entreprises d'industrie chimique, industrie dans laquelle la France d'alors est faible), un aspect de sécurité militaire avoué (l'industrie chimique est essentielle dans la guerre moderne) et un aspect politique (rive gauche du Rhin). Ce système des « gages productifs » aurait été imaginé par Seydoux ; voir BERGMANN, *Der Weg der Reparationen*, p. 178-179, et WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 204.

(94) *Documents relatifs aux notes allemandes*, livre jaune français, document n° 31, p. 54-55.

taires, avec les possibilités de contrôle et d'action à l'intérieur des entreprises que cela représenterait, mais des obligataires, sans les mêmes possibilités d'intervention, mais au contraire intéressés, du fait même qu'ils en seraient les bénéficiaires, au bon fonctionnement des entreprises allemandes. Cependant, aux yeux des Allemands, le mur mis ainsi par le plan Dawes devant les prétentions françaises à participer au capital d'entreprises allemandes n'est pas suffisant ; malgré tout, le système des obligations hypothécaires peut permettre une action indirecte de l'étranger sur certaines sociétés allemandes. Comme l'écrit, le 23 juin, Ritter, haut fonctionnaire de la Wilhelmstrasse et spécialiste des questions économiques : « *Effectivement, par le choix ou la quantité des obligations mises en vente, une influence très sensible pourrait être exercée sur la solvabilité de l'industrie allemande* » (95).

En juin 1924, les Allemands pensent le moment venu de lancer une offensive diplomatique dans ce domaine où, comme dans d'autres, le plan Dawes n'est qu'un instrument qui ne prendra sa signification que par l'usage qu'on en fera, c'est-à-dire par l'interprétation qu'on en donnera. Pour les Allemands, il s'agit de faire donner des propositions du plan une interprétation qui soit favorable à leur point de vue et qui rende impossible toute action, même indirecte, de l'étranger sur les sociétés allemandes par le biais de l'acquisition d'obligations industrielles.

L'outil de cette interprétation est le *Comité d'organisation* prévu par le plan Dawes pour fixer les modalités précises d'émission des obligations industrielles ; le but des Allemands est de transformer l'hypothèque devant porter nominativement sur les entreprises industrielles allemandes, du fait d'obligations à émettre, en une hypothèque générale, et indivise, chargeant l'industrie allemande collectivement. La différence est évidente dans le cas d'une commercialisation des obligations industrielles : si les obligations négociables sont des obligations individuelles, émises nominativement par les sociétés allemandes, l'acquéreur étranger éventuel du paquet d'obligations émises par telle société allemande peut avoir un moyen de pression indirecte sur cette société ; si, au contraire, les titres négociables sont indivis et portent sur l'industrie allemande dans son ensemble, le moyen de pression se dilue et devient inefficace. Voilà ce que veulent les Allemands et ce qu'ils vont obtenir en grande partie.

Pourtant, le texte du plan Dawes recommande sans équivoque des obligations individuelles : « *Le gouvernement allemand remettra des bons ou obligations d'entreprises industrielles à concurrence d'un total nominal de 5 milliards de marks-or, portant intérêt à 5 % l'an, plus 1 % l'an pour le service du fonds d'amortissement. Ces obligations seront des obligations individuelles des diverses entreprises et seront garanties, en ce qui concerne le paiement du princi-*

(95) Télégramme de Ritter pour Londres du 23 juin 1924, L 139/L 032 537-540.

pal, des intérêts et du service du fonds d'amortissement, par une hypothèque de premier rang sur le matériel et les biens de chacune des entreprises respectives qui les émettront » (96).

Voilà qui peut paraître clair. Mais on parviendra à faire dire au plan le contraire de ce qu'on pense avoir compris à la lecture de ces lignes, en faisant un usage très sollicité d'un autre paragraphe : « Le Comité d'organisation aura le pouvoir de déterminer la forme et la nature des hypothèques. Dans le cas où certaines entreprises industrielles seraient de trop peu d'importance pour que l'émission d'obligations hypothécaires individuelles soit pratique ou souhaitable, le Comité pourra envisager d'autres dispositions à leur égard, ou pourra même renoncer entièrement à constituer une hypothèque sur ces industries, la somme totale de 5 milliards restant maintenue » (97).

Ce qui avait été prévu pour être le cas exceptionnel va devenir la règle générale.

LE COMITÉ D'ORGANISATION POUR LES OBLIGATIONS INDUSTRIELLES prévu par le rapport des Experts s'est réuni à Paris le 2 juin 1924 (98). Il comprend cinq membres : le Français Descamps (99) et l'Italien Bianchini ; deux membres allemands, nommés l'un par le gouvernement allemand, le secrétaire d'Etat du Ministère de l'Economie du Reich, Trendelenburg, et l'autre par l'industrie, Hermann Bucher ; enfin un neutre, le grand banquier suédois Marcus Wallenberg (100). Le Français Descamps, s'appuyant sur le texte du rapport des Experts, développe un plan selon lequel seule la grande industrie allemande émettrait les obligations prévues par le plan, puisque ces obligations doivent être émises individuellement par les entreprises et que seules les grosses entreprises ont un capital suffisant pour pouvoir émettre sans difficulté des obligations individuelles. Les Allemands s'opposent au plan de Descamps « Son plan (de Descamps), en proposant de limiter à la grande industrie allemande l'assiette (des obligations), reçoit un éclairage révélateur ; cela montre qu'il s'efforce de conserver à la France, en choisissant une forme

(96) *Rapport du plan des Experts*, Annexe 5, paragraphe 1. Publications de la Commission des Réparations, tome XIV, p. 141.

(97) *Ibidem*, paragraphe VI B, p. 142.

(98) Dans les développements qui suivent, on s'appuie d'une part sur le rapport donné par le Comité à la fin de ses travaux, le 14 juillet 1924, et publié dans le tome XIV des Publications de la Commission des Réparations (p. 375-386), et d'autre part sur les documents trouvés dans les archives allemandes.

(99) Il s'agit vraisemblablement d'Alfred Descamps, président de la Chambre de Commerce de Lille, conseiller du commerce extérieur, président du Syndicat des filateurs de lin de France et membre du Conseil d'administration des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est qui est présidé par Gaston Griolet, de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Vers la fin du mois de juin 1924, Descamps quittera le Comité d'organisation pour les obligations industrielles dans des conditions qu'il ne nous a pas été possible de préciser, et il sera remplacé, à partir du 2 juillet, par un universitaire, E. Allix, professeur à la Faculté de droit de Paris.

(100) Wallenberg ne participe qu'à partir du 28 juin aux travaux du Comité, dont il est alors nommé président.

compatible avec le Rapport des Experts, une possibilité d'intervention sur la grande industrie allemande » (101).

A la place du plan de Descamps, les Allemands proposent un système général d'obligations indivises portant sur la richesse industrielle de l'Allemagne dans son ensemble sans référence nominative aux entreprises, et ils proposent ce système non pas seulement pour les petites entreprises, dont le capital, trop faible, permet difficilement la souscription d'obligations individuelles, mais pour l'ensemble de l'industrie allemande, grosses et petites entreprises confondues, ce qui empêcherait les Français de pouvoir avoir barre sur telle ou telle grosse entreprise allemande.

Pour atteindre ce résultat, les Allemands appellent à l'aide les milieux bancaires anglais et américains. Le 16 juin, en accord, semble-t-il, avec le gouvernement du Reich, des milieux bancaires allemands prennent contact avec des milieux bancaires de New-York sur cette question et obtiennent l'accord de ces derniers sur la proposition allemande d'émettre des obligations indivises et non des obligations individuelles (102). Le 23 juin, Ritter met au courant l'ambassade d'Allemagne à Londres et lui demande de prévenir les Anglais et de les pousser à agir contre le projet français, en leur montrant que, eux non plus, n'ont pas intérêt à ce que les Français aient barre sur la grande industrie allemande (103). La demande d'intervention auprès des Anglais est renouvelée deux jours plus tard par le secrétaire d'Etat von Schubert (104). Le banquier anglais Kindersley a dit à Goldschmidt, de la Nationalbank, et à Urbig, de la Diskontogesellschaft, qu'il soutiendrait le point de vue allemand dans cette affaire ; il faut demander à Kindersley qu'il intervienne en ce sens auprès de la Commission des Réparations et du Comité d'organisation pour les obligations industrielles (105). Le 27 juin, Crowe dit aux Allemands qu'il en parlera à Bradbury, délégué anglais à la Commission des Réparations (106).

La documentation ne permet pas de préciser ce qui se passe au cours des jours suivants. On constate l'entrée dans le Comité d'organisation du banquier suédois Wallenberg, qui en prend la présidence, la sortie de Descamps et son remplacement par Allix. Y a-t-il un rapport entre ces modifications dans la composition du Comité, l'offensive diplomatique allemande et la pression des milieux

(101) Télégramme de Ritter pour Londres du 23 juin, L 139/L 032 537-540.

(102) Voir le dossier 354 du Nachlass Silverberg (BA Coblenz) non filmé. Télégramme de Carl Melchior (M. Warburg and Co, Hambourg) à Paul M. Warburg, New-York, du 16 juin (folio 57 du dossier). Réponse Warburg, New-York, à Melchior, du 17 juin (folio 58). Il s'agit de copies communiquées à Silverberg par Melchior. Cette affaire souligne l'étroite coopération du gouvernement allemand et de certains milieux d'affaires, et en particulier l'utilisation par le gouvernement allemand de la banque Warburg de Hambourg pour atteindre, par l'intermédiaire de la banque Warburg de New-York, les milieux américains.

(103) Télégramme de Ritter pour Londres du 23 juin.

(104) Télégramme 323 de Schubert pour Londres du 25 juin, L 139/L 032 545-550.

(105) Ibidem.

(106) Télégramme 356 de Sthamer du 27 juin, 9515/H 281 149-150.

bancaires anglo-saxons mobilisés par la diplomatie allemande ? On en émet l'hypothèse, mais on manque de documentation pour l'affirmer. Du moins connaît-on les résultats des travaux du Comité, ainsi remanié, par le rapport que le Comité publiera le 14 juillet. La solution à laquelle le Comité d'organisation s'arrête est une sorte de compromis entre la thèse française des obligations individuelles et la thèse allemande de l'hypothèque indivise portant sur la richesse industrielle allemande globale. Le compromis apparaît, dans son application pratique, plus proche de cette seconde thèse que de la première. En effet, l'hypothèque de 5 milliards de marks-or établie sur l'industrie allemande le sera, certes, sous forme d'obligations souscrites individuellement par les entreprises allemandes (107) ; mais ces obligations individuelles ne seront pas remises à la Commission des réparations et ne seront pas négociables. Elles seront remises, jusqu'à concurrence d'un montant de 4 500 000 000 marks-or, donc pour 90 %, à une banque allemande créée à cet effet, la BANK FÜR INDUSTRIE-OBLIGATIONEN, qui, à son tour, émettra en contrepartie des BONS INDUSTRIELS, sans aucune référence à telle ou telle entreprise, bons qui seront remis à un Trustee pouvant les placer ultérieurement sur le marché. La création de l'organisme intermédiaire qu'est cette banque permet, tout en conservant le principe des obligations industrielles individuelles et la lettre du plan Dawes, de rendre en fait collective et indivise la presque totalité de l'hypothèque devant peser sur l'industrie allemande. Seuls 500 millions de marks-or seront émis par les plus grosses entreprises allemandes sous forme d'obligations individuelles remises directement au Trustee, et donc négociables en tant que telles (108). On peut penser que ces entreprises ont les reins assez solides pour que l'hypothèque pesant directement et individuellement sur elles ne soit pas une menace pour leur indépendance.

Ainsi, dans cette affaire, l'offensive diplomatique allemande a obtenu des résultats ; au début de juillet 1924, la situation est celle-ci : par l'interprétation qu'elle a réussi à obtenir que le Comité d'organisation donne du plan Dawes sur ce point, l'Allemagne a consolidé le mur qui s'oppose aux tentatives françaises pour avoir un moyen d'action sur l'industrie allemande par le biais des réparations. La souveraineté et l'indépendance de l'industrie allemande sont mieux protégées. Toutefois, à cette date, l'Allemagne n'est pas encore parvenue à interdire le principe d'une mobilisation possible de la dette allemande des réparations ; le rapport du Comité d'organisation présente même la solution imaginée (organisme intermé-

(107) Il est prévu que la charge portera sur les entreprises industrielles allemandes ayant un capital supérieur à 50.000 marks-or.

(108) Toutes ces dispositions se trouvent dans le rapport du Comité d'organisation pour les obligations industrielles publié dans le tome XIV des *Publications de la Commission des Réparations*, p. 375-386. Elles seront entérinées et mises en application, après la Conférence de Londres, par une loi allemande du 30 août 1924 (*Industriebelastungsgesetz* publié dans le *Reichsgesetzblatt* du 30 août 1924). On en trouvera une traduction française p. 397 à 418 du tome XIV des *Publications de la Commission des Réparations*.

diaire d'une banque recevant les obligations individuelles et émettant en contrepartie des bons à remettre à un Trustee et négociables) comme devant faciliter la mobilisation de la dette allemande. L'empêchement de cette mobilisation sera l'affaire d'une autre étape.

De toute cette offensive diplomatique, Stresemann est le maître d'œuvre. Un document d'une exceptionnelle richesse permet de connaître ses sentiments à cette date, et les raisons pour lesquelles il a hâte d'avancer les choses : le procès-verbal de la séance de travail qui réunit, le 3 juillet, les ministres-présidents des Länder à la chancellerie du Reich (109). Il faut, dit Stresemann, faire passer le plan Dawes, et le faire passer vite, pour gagner les Anglo-Saxons en faveur de l'Allemagne. Pour les Américains, le plan Dawes est « l'évangile de l'économie ». Ils sont fiers de dire qu'après avoir décidé du sort de la guerre, ils assurent la paix. Le pays qui refuserait le plan se mettrait les Etats-Unis à dos. Le plan « c'est la prise de position du monde anglo-américain contre l'impérialisme français. (Les Anglo-Saxons) disent (à la France) : il faut que tu sortes d'ici, nous n'acceptons pas que tu te nourrisses de la force économique de l'Allemagne, il faut t'entendre économiquement avec nous ». La Grande-Bretagne seule est trop faible contre la France, mais les Etats-Unis tiennent, par les dettes de guerre, le franc et l'économie française. Stresemann joue consciemment la carte de l'alliance avec le capitalisme international pour contraindre la France : « Que le capital international participe à l'économie allemande, j'y vois bien plus qu'une aide pour sortir de la crise actuelle. J'y vois un intéressement durable des milieux capitalistes des Etats-Unis et de l'Angleterre pour l'avenir. Malgré tout ce que l'on a dit, par exemple sur l'indépendance économique de l'Allemagne, nous gagnerons pour alliés ces milieux. Cela peut paraître peu souhaitable que le capitalisme ait cette influence ; mais, pour avoir eu le capitalisme contre nous pendant la guerre, nous l'avons payé avec la perte de cette guerre. Si le capitalisme américain n'avait pas été contre nous, nous n'aurions certainement pas perdu la guerre ».

Il faut donc, argumente Stresemann, accepter rapidement le plan Dawes, pour que le capitalisme international devienne l'allié de l'Allemagne, mais il rassure les ministres-présidents des Länder : l'influence que le capitalisme international prendra sur l'économie allemande du fait du plan Dawes, et des crédits qui suivront, ne durera qu'un temps.

« Il nous faut faire ce dur chemin et accepter une certaine influence internationale sur nous, afin que, dans un premier temps, nous recevions les moyens de faire fonctionner notre économie nationale ; puis, plus tard, quand nous serons redevenus forts, nous rejetterons ces béquilles, pour avoir à nouveau une économie alle-

(109) BA Coblenz, 9523/H 288 178-367. On a utilisé pour la première fois ce document, que l'on a trouvé dans les archives de la chancellerie du Reich, dans notre publication *Der Versuch einer europäischen Befriedung : von Locarno bis Thoïrg* (Locarno und die Weltpolitik, édité par H. Rössler, Musterschmidt Verlag, 1969).

mande ». L'acceptation du plan Dawes, elle-même, est tactique : *« Quand on dit que cela (les versements des réparations) est à longue échéance inexécutable, il faut ne pas oublier une chose, une chose que je ne dirai jamais, en tant que ministre des Affaires étrangères, avant que le plan ait été accepté : nous pouvons toujours avoir recours à l'article 91, où il est dit que l'Allemagne a le droit d'exiger l'examen de ses capacités de paiement ; nous pourrions en faire usage en 1927 ; à ce moment-là, après trois années d'évolution économique sous les yeux du monde, et sur le rapport, non pas d'un ministre allemand des Finances, mais d'experts internationaux, nous pourrions dire : voici les ressources, voilà ce qui a changé ; nous aurons alors la possibilité de faire diminuer le nombre des milliards. Cela, je ne le dirai pas aujourd'hui, car on me crierait aussitôt : Ah ! vous n'avez même pas encore signé que vous pensez déjà à nouveau à ne pas exécuter. Mais, que nous ferons usage de ce droit, dès que les choses n'iront plus de la même manière, c'est clair ».*

Il faut donc accepter le plan Dawes pour ces raisons, et faire en sorte qu'il soit mis en route tant qu'Herriot est au pouvoir à Paris, car sa position est menacée (110). Il faut faire vite aussi, et si possible aboutir d'ici août, à cause des Anglais, car après, dit Stresemann, les Anglais seront en vacances et on ne pourra plus rien faire et, ajoute-t-il, son expérience de chancelier lors de la fin de la résistance passive, en août-septembre 1923, lui a appris que l'on peut lancer des cris d'alarme aux Anglais, sans qu'ils entendent rien, quand ils sont en vacances.

Et Stresemann d'expliquer aux ministres-présidents des Länder son offensive diplomatique à propos de la M.I.C.U.M. (on ne pouvait attendre octobre, car la charge est trop lourde pour le Reich), à propos des obligations industrielles, à propos de l'évacuation économique et militaire de la Ruhr, bien que cette dernière ne soit pas expressément prévue par le plan Dawes. Sur un point pourtant Stresemann explique qu'il se refuse pour le moment à mener une offensive diplomatique, car ce ne serait pas politique : la question des responsabilités dans les origines de la guerre, question à laquelle l'opinion allemande est si sensible. Dans cette affaire, Stresemann fait montre d'un extraordinaire réalisme :

« Je le dis ouvertement : je ne me fais aucune illusion, une modification de l'idée que l'on se fait dans le monde des responsabilités de l'Allemagne dans les origines de la guerre ne changerait absolument rien au rapport effectif et réel des forces en Europe. Je crois que quiconque se recommande de Bismarck, de la Realpolitik de Bismarck, se dira que la situation malheureuse d'un Etat privé de ses armes est celle, malheureusement, qui marquera tout son destin, aussi longtemps que cette situation ne change pas ».

(110) Si l'Allemagne refuse le plan Dawes, dit Stresemann, Herriot tombe à Paris et des nationalistes le remplacent.

C'est une œuvre de longue haleine ; la publication de la GROSSE POLITIK (111) prépare la voie ; cette publication a pour but de convaincre les historiens de ce que l'Allemagne n'avait pas mené avant 1914 une politique impérialiste, et, des historiens, l'idée passera dans les opinions publiques. Mais le moment n'est pas venu de poser la question sur le plan international ; une telle initiative serait mal vue et compromettrait les négociations en cours. Dans cette affaire, comme dans celle de l'inspection générale des armements, Stresemann pense à l'image de marque nouvelle qu'il faut donner de l'Allemagne pour que la France du Cartel accepte de négocier avec elle et de lui faire des concessions :

« Nous devons ne pas oublier qu'Herriot est soumis à une grosse pression de MacDonald, que l'Angleterre et l'Amérique contraignent la France à participer à tout ce qui est en train de se faire. Je crois que, dans cette situation où nous avons besoin de l'aide des autres pour faire passer ce que nous souhaitons, ce n'est pas le moment psychologique de jeter sur le tapis la question des responsabilités de guerre... Je voudrais à cet égard vous dire confidentiellement que le président du Conseil français Herriot m'a demandé de façon pressante de ne pas parler des responsabilités dans les origines de la guerre avant la conclusion du plan des Experts, parce que sa position en serait rendue extraordinairement plus difficile ; c'est là une requête qui a une certaine portée, quand on considère que c'est avec ce Herriot que nous voulons maintenant parvenir à l'entente ».

Ne pas inquiéter la France du Cartel, et manœuvrer avec les Anglo-Saxons et le capitalisme international, tout l'esprit manœuvrier de Stresemann est là ; il a rarement défini sa politique avec autant de clarté que dans ces propos, évidemment confidentiels, tenus aux ministres-présidents des Länder le 3 juillet 1924. A cette séance, Stresemann obtient pour sa politique l'accord des ministres-présidents de tous les Länder, à la seule exception du ministre-président de Mecklembourg.

Trois jours plus tard, le 6 juillet, à Francfort-sur-le-Main, Stresemann donne la même définition de sa politique, et développe les mêmes arguments, dans un exposé confidentiel devant les dirigeants de son parti, la Deutsche Volkspartei. L'argumentation de Stresemann se développe en cinq points :

1°) Le plan Dawes est révisable.

2°) Grâce à l'acceptation du plan Dawes afflueront en Allemagne les crédits, surtout américains, dont l'économie allemande a besoin.

3°) L'entente de l'Allemagne avec l'Angleterre et l'Amérique affaiblira la France, ce qui augmentera d'autant le poids de l'Allemagne dans le rapport des forces en Europe.

(111) *Die grosse Politik der europäischen Kabinette*, la publication des documents diplomatiques allemands de l'avant-guerre.

4°) La politique nouvelle scelle la fin du mouvement rhénan et écarte le danger d'une entente de la Rhénanie et de la Ruhr avec la Lorraine et Paris.

5°) Il faut utiliser, sans perdre de temps, le moment où Herriot est au pouvoir à Paris (112).

Stresemann a-t-il des chances, dans ces premiers jours de juillet 1924, d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés ?

(112) BA Coblenz, R 45 11/39. Sur ce document, voir H.A. TURNER, *Eine Rede Stresemanns über seine Locarnopolitik*, *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 1967, p. 412, et M.O. MAXELON, *Stresemann und Frankreich*, p. 156-162.

Sur ce dernier livre, voir BARIETY, *Stresemann et la France, Francia*, Revue de l'Institut historique allemand à Paris, tome 3, 1975-1976, p. 554-583.

3 — LA CRISE INTERNATIONALE ET LA MENACE DE DEMISSION DE STRESEMANN

(3-8 juillet 1924)

Entre les exigences, de plus en plus précises et pressantes, de Stresemann, les habiletés de la diplomatie anglaise et les tergiversations d'Herriot (sans oublier les intrigues et les pressions des milieux socialistes et celles des milieux bancaires), l'imbroglio international ne cesse de se compliquer ; à moins de deux semaines maintenant de la grande conférence internationale qui doit se réunir le 16 juillet, on est tout près de la confusion générale.

Mussolini en faveur de l'ajournement

En tout cela, il ne faut pas oublier non plus les prises de position de l'Italie, qui est partie prenante dans l'affaire de la Ruhr, et donc dans sa liquidation. Or Mussolini et Contarini poussent Paris à résister aux pressions conjointes de Londres et de Berlin. L'affaire des invitations unilatérales a mis de mauvaise humeur Rome, où l'on a l'impression d'avoir manqué de peu être manœuvré par le Foreign Office. Dès le 4 juillet, lendemain même de l'éclatement du scandale diplomatique par les révélations de l'ECHO DE PARIS, Mussolini fait savoir à l'ambassadeur de France qu'il reconnaît parfaitement fondées les objections françaises : « *Il ne peut comprendre que les Alliés eussent la candeur de parler avec les Allemands de l'application du plan de réparations des experts avant que l'Allemagne ne se fût engagée à l'accepter et n'eût fait voter les lois que comporte le plan des réparations* » (113). Mussolini fait d'ailleurs connaître son sentiment et son point de vue à Londres, y faisant savoir qu'il partage les objections françaises (114).

Mussolini va même plus loin. Il pense que la conférence de Londres se présente mal. Il n'a aucune confiance dans l'impartialité du gouvernement anglais à l'égard de l'Allemagne et pense que MacDonald ne songe qu'à libérer les Allemands de leurs obligations. En tout état de cause, Mussolini décide de ne pas aller lui-même à la conférence (115). Il cherche même à réveiller la méfiance françai-

(113) Télégramme Barrère 401 du 4 juillet 1924, Quai d'Orsay, Y 2 s/d. 43.

(114) Télégramme Charles-Roux 405 du 5 juillet. Ibidem.

(115) Télégrammes Barrère 402 et 403 du 5 juillet. Ibidem.

se contre l'Allemagne en tenant à l'ambassadeur de France des propos plus qu'inquiétants :

« M. Mussolini ne m'a pas caché la défiance extrême que lui inspirent les desseins des Allemands quelles que soient leurs opinions politiques. A droite comme à gauche, en Allemagne, on veut la guerre et on la prépare. Les renseignements qui lui parviennent d'Allemagne ne lui laissent aucun doute... Il pense et il espère qu'en France on ne se fait aucune illusion à ce sujet, non plus que sur les moyens de l'Allemagne pour se procurer de l'argent pour faire la guerre... Selon M. Mussolini, les intentions de l'Allemagne se peuvent résumer ainsi : ne pas payer et préparer promptement la guerre (116). »

Sans aller jusqu'à oser en lancer eux-mêmes l'idée sur le plan international, Mussolini et Contarini jugeraient opportun l'ajournement de la conférence de Londres, qui apparaît mal préparée et se présente sous de mauvais auspices (117).

La dispute franco-anglaise à propos de l'invitation à adresser à l'Allemagne

Entre Paris et Londres aussi, les révélations de l'ECHO DE PARIS sur la tentative de manœuvre du Foreign Office alourdissent les relations. Pendant quelques jours, diplomates français et anglais vont disputer de la façon et de la date de l'invitation à adresser à l'Allemagne pour la conférence. La dispute n'est pas de simple protocole ; de la réponse dépendent largement les possibilités ou non de manœuvre qui seront laissées à l'Allemagne.

Les 2 et 3 juillet, un échange de notes entre Lord Crewe, ambassadeur d'Angleterre à Paris, et Herriot souligne la divergence des points de vue anglais et français. Le 2, Crewe avait remis au Quai d'Orsay une note présentant le point de vue de son gouvernement : il faudrait discuter avec le gouvernement allemand les termes d'un accord sur la mise à exécution du plan Dawes, accord qui prendrait la forme d'un protocole ; il faudrait inviter dès à présent le gouvernement allemand à participer à la conférence, une semaine après le début de celle-ci, afin d'être en mesure de discuter avec lui des termes de ce protocole. Cette note anglaise du 2 s'explique encore dans le cadre des multiples initiatives « personnalisées » du Foreign Office auprès des diverses capitales européennes depuis la rencontre de Chequers, dans l'idée de préorienter le déroulement de la future conférence internationale.

Le 3 au matin, c'est la bombe de l'ECHO DE PARIS ; la note que, dans la journée, le Quai d'Orsay adresse à Lord Crewe, en réponse à sa propre note de la veille, s'en ressent. Portant la signature

(116) Télégramme Barrère 404 du 5 juillet. Quai d'Orsay, Z-35-5-IV.

(117) Télégramme Charles-Roux 409 du 6 juillet. Quai d'Orsay, Y 2 s/d 43.

d'Herriot, c'est un refus de considérer comme allant de soi la façon d'inviter les Allemands que suggérerait la note anglaise. C'est un raidissement brusque de la position française. Herriot écrit à Crewe qu'il n'est pas question pour la France d'accepter de voir l'Allemagne participer à la conférence avant que le Reichstag ait voté les lois nécessaires. Le ton de la note française est même fort vif pour un document diplomatique :

... « Je me permets de rappeler à votre Excellence qu'à Chequers je suis tombé d'accord avec M. MacDonald sur la séparation très nette des deux parties de la conférence. Les décisions de la prochaine conférence de Londres n'auront d'autorité en France que si elles ont été concertées par les Alliés seuls, en l'absence des Allemands. C'est seulement s'il en est ainsi que sera rendue possible pour la seconde partie de la conférence la procédure que souhaite voir adopter le gouvernement britannique. J'estime enfin qu'il serait de la dernière imprudence de prendre aucun engagement vis-à-vis du gouvernement allemand avant de connaître le texte des lois qui doivent être votées par le Reichstag pour l'exécution du plan des Experts. Dans ces conditions, je ne puis accepter que le gouvernement allemand soit invité dès maintenant à envoyer une délégation à Londres. Au contraire, je demande instamment au gouvernement de Sa Majesté britannique d'appuyer fortement les vues que je viens d'exposer, dans l'intérêt de la pacification à laquelle nous travaillons avec continuité, mais avec la volonté d'éviter toute imprudence qui amènerait, sans nul doute, des sursauts dans l'opinion française » (118).

Le Quai d'Orsay adresse aussitôt par télégramme copie de cette lettre à Saint-Aulaire, en lui demandant d'insister immédiatement dans le même sens auprès de MacDonald (119). Dans une lettre personnelle à Crowe, Peretti reprend les arguments qu'Herriot avait utilisés dans sa lettre à Crewe (120). Saint-Aulaire, au reçu des télégrammes « très urgents » que le Quai d'Orsay lui adresse tout au long de la journée du 3, se rend au Foreign Office, où il est reçu par le sous-secrétaire d'Etat Crowe, car MacDonald vient de s'absenter de Londres afin de prendre quelques jours de vacances. Crowe est effondré par ce qui arrive ; l'attitude française est pour le gouvernement anglais « *un coup de foudre* » ; Crowe pense que, si Paris maintient sa position, la conférence ne pourra pas avoir lieu ; en tout cas, il pense qu'il est désormais impossible qu'elle se réunisse le 16. Dans sa conversation avec Saint-Aulaire, Crowe bat un peu en retraite sur les positions antérieures de la diplomatie anglaise :

(118) Lettre d'Herriot à Lord Crewe du 3 juillet 1924. Quai d'Orsay, Papiers Herriot n° 5. Cette minute étant à en-tête de la Direction politique, il n'est pas interdit de penser que ce texte ait été rédigé par Peretti.

(119) Télégrammes 540-543 « très urgents » d'Herriot pour Saint-Aulaire du 3 juillet, Quai d'Orsay, Y 2 s/d 43. Ces télégrammes sont partis de Paris à 15 heures. On imagine la fièvre qui a dû s'emparer du Quai d'Orsay en cette journée du 3 juillet.

(120) Lettre de Peretti pour Crowe du 4 juillet. Quai d'Orsay, Papiers Herriot n° 5.

le gouvernement britannique, dit-il, ne propose pas d'inviter dès maintenant l'Allemagne, mais seulement de l'informer de l'invitation adressée aux autres Puissances et de l'engager à se préparer à se rendre à la conférence à une date qu'il reste à fixer d'un commun accord (121). A Paris, l'ambassadeur Crewe, quant à lui, écrit une longue lettre à Herriot où, tout en reprenant les arguments de son gouvernement en faveur du « protocole », il ne manque pas d'écrire que le contenu des lettres d'invitation adressées par le Foreign Office « *constitutes, as I understand it, no more than a reiteration of the view of His Majesty's Government* » (122).

Bref, il semble que la bombe de l'ECHO DE PARIS soit en train de produire les effets attendus de ceux qui l'avaient fait exploser.

A Berlin, devant les nouvelles de Paris des derniers jours, l'inquiétude grandit. Schubert, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, et bras droit de Stresemann, est pessimiste. Le 7 juillet, il écrit à Dufour, conseiller à l'ambassade d'Allemagne à Londres : mauvaises nouvelles de Paris ; « *toute l'affaire menace de s'effondrer, si au dernier moment il n'y a pas un miracle* » (123). D'Abernon, le très actif et entreprenant ambassadeur d'Angleterre à Berlin, et l'un des plus efficaces inspirateurs de la nouvelle politique internationale, serait très déprimé et ne saurait plus que faire ; selon D'Abernon, la situation, depuis trois jours, se détériore très vite du fait de l'affaiblissement de la position d'Herriot à Paris. D'Abernon est si déprimé qu'il dit à Schubert qu'il serait peut-être préférable que l'Allemagne ne participe pas du tout à la conférence de Londres, car cette participation, d'après les derniers développements de l'affaire, apparaîtrait à peine possible (124).

La menace de démission de Stresemann

A Berlin, on est au creux de la vague. Les efforts que Stresemann avait multipliés au cours des jours précédents, pour tenter d'arracher dès à présent l'accord des Alliés sur ses objectifs fondamentaux, viennent se heurter à la détérioration du climat de détente qu'illustre la brouille franco-anglaise consécutive aux révélations de l'ECHO DE PARIS. Stresemann sait maintenant que sur plusieurs points importants du programme qu'il s'était fixé (évacuation militaire de la Ruhr, commercialisation des réparations, participation allemande à la conférence et date du vote par le Reichstag des lois allemandes nécessitées par le plan Dawes) Herriot a en tête des intentions qui vont à la traverse de ses propres objectifs. La conversation que l'ambassadeur d'Allemagne à Paris Hoesch a le 6 juillet avec le

(121) Télégrammes Saint-Aulaire 390 du 4 juillet et 392-394 du 5 juillet, Quai d'Orsay, Z 284-4, folios 132-136.

(122) L'original de la lettre de Crewe à Herriot du 4 juillet est dans le dossier Quai d'Orsay B-82-22, carton 1101. Une copie s'en trouve dans le dossier Papiers Herriot n° 5.

(123) Lettre de Schubert pour Dufour du 7 juillet 1924, 4492/E 099 132-135.

(124) Note de Schubert du 7 juillet 1924, 4492/E 099 109-114.

chef du Cabinet d'Herriot Bergery ne permet pas à Stresemann de conserver des illusions (125). Bergery dit à Hoesch qu'il est question de diviser la conférence de Londres en deux parties, et que la seconde, à laquelle seule l'Allemagne sera autorisée à participer, ne pourra se tenir qu'après le vote des lois par le Reichstag ; Bergery reconnaît que, du côté français, tout en ne posant aucune condition à l'évacuation économique de la Ruhr, on entend établir un lien entre l'évacuation militaire du bassin industriel et le placement sur le marché financier des obligations Dawes ; pour le chef de cabinet d'Herriot, l'abandon d'une garantie comme l'occupation de la Ruhr n'est possible pour la France que si le fonctionnement du plan est rendu solidaire d'un vaste intéressement international « *par le placement au moins d'une partie des obligations* ».

Les nouvelles en provenance de Bruxelles sont tout aussi décevantes pour Berlin. Le comte Davignon, chef de cabinet du Premier ministre belge Theunis, dit à l'un des membres de l'ambassade d'Allemagne à Bruxelles que l'évacuation économique de la Ruhr n'est pas remise en cause ; elle se fera dès que l'Allemagne aura pris les mesures que la Commission des Réparations estime nécessaires ; mais Davignon a confirmé qu'il est question d'une commercialisation des réparations et il a ajouté : « *toute tentative de poser la question de l'évacuation militaire (de la Ruhr) à la conférence de Londres signifierait à coup sûr faire échouer la conférence et entraînerait des suites imprévisibles* » (126). Davignon conseille aux Allemands de ne pas vouloir aller trop vite et de tenir compte de la position intérieure d'Herriot qui est pour le moment particulièrement menacée.

De Paris aussi, ce sont des conseils de prudence et de temporisation que Hoesch, bien placé pour juger de la position menacée d'Herriot, adresse à Stresemann. Le 4 juillet, Hoesch s'est abstenu de présenter auprès d'Herriot l'exigence de participation allemande à la conférence que Stresemann voulait qu'il formulât (127). Mais Stresemann ne suit pas les conseils de prudence de son ambassadeur. Encore que les deux hommes soient fondamentalement d'accord sur les grandes lignes de la politique à suivre à l'égard de la France, on voit — et on verra — assez souvent, sur les modalités pratiques de l'application, des divergences entre eux, dues sans doute à leurs natures différentes (Stresemann est plus impulsif), mais aussi aux situations différentes dans lesquelles ils se trouvent placés ; Hoesch est sur place à Paris, au fait des courants qui traversent la classe politique parisienne, et très sensible aux difficultés que des initiatives allemandes, ressenties comme intempestives, pourraient y rencontrer ; Stresemann est à Berlin, où il est soumis aux pressions et aux nécessités de l'opinion publique allemande et

(125) Télégramme Hoesch 411 du 6 juillet 1924, L 139/L 032 599-600.

(126) Télégramme Keller-Bruxelles 85 du 7 juillet 1924, L 139/L 032 602-603.

(127) Télégramme Hoesch 402 du 4 juillet 1924, 9403/H 267 919-921.

de sa propre situation parlementaire. En l'occurrence, s'y joint sans doute dans la détermination de Stresemann un autre facteur : Stresemann, par ses sources d'information plus larges que celles de Hoesch au plan international, sait qu'Herriot est isolé et qu'il n'y a pas de solidarité politique franco-anglaise ; on sait fort bien à Berlin que MacDonald ne partage nullement les points de vue d'Herriot sur la priorité du vote des lois par le Reichstag avant la conférence (128).

Passant donc outre aux conseils de prudence de Hoesch, Stresemann pense pouvoir venir à bout des tendances au redressement de sa position, qu'Herriot manifeste depuis le 4 juillet, en se livrant, cette fois-ci, à un assaut frontal. Le 7 juillet, Stresemann adresse à Hoesch des instructions très précises (129). Il est impossible pour l'Allemagne d'accepter que soit établie une liaison entre l'évacuation militaire de la Ruhr et le placement sur le marché des obligations Dawes ; il est impossible d'accepter l'exigence française d'un vote des lois par le Reichstag avant la conférence. Que Hoesch fasse comprendre à Herriot que c'est toute la nouvelle politique franco-allemande, inaugurée voici un mois, qui est en jeu : Stresemann menace de démissionner si Herriot maintient ses exigences. Il faut que Hoesch explique à Herriot quelle est la situation parlementaire à Berlin : le vote des lois Dawes, étant donné leur nature, exige, d'après la constitution allemande, une majorité des deux tiers ; Stresemann ne pourra atteindre cette majorité qu'en ralliant à sa politique un certain nombre de voix de députés de l'opposition de droite des nationaux-allemands ; il est parvenu à s'assurer le vote positif de la fraction agraire du parti national-allemand, soit quarante-cinq voix, parce que l'agriculture allemande, qui traverse une passe financière difficile, voit pour elle dans le plan Dawes la possibilité d'une détente (le plan Dawes, qui établit une hypothèque sur la richesse industrielle allemande, n'en établit aucune sur l'agriculture). Mais Herriot, quelles que soient ses propres difficultés intérieures, doit comprendre ceiles de Stresemann : si les Français ne retirent pas leur armée du bassin de la Ruhr, télégraphie Stresemann, même son propre parti, la D.V.P., ne voterait pas les lois Dawes (Stresemann s'appuie ici sur une décision prise la veille par la D.V.P.). D'où la nécessité où il se trouverait, lui Stresemann, de démissionner si Herriot maintenait ses exigences. Et Stresemann de conclure combien ce serait dommage d'être contraint d'en arriver là, car l'essentiel pour lui, dit-il, est de créer un nouveau climat politique, surtout dans les relations entre l'Allemagne et la France.

Malgré ce plaidoyer, que Stresemann fait à Herriot par l'intermédiaire de Hoesch, Herriot ne bouge pas ; il refuse de faire à Stresemann les concessions que celui-ci demande ; il refuse de pren-

(128) Télégramme Sthamer-Londres 363 du 2 juillet 1924, 9403/H 267 409-411.

(129) Télégramme Stresemann 565 du 7 juillet pour Hoesch personnellement 3398/739 889-892.

dre aucun engagement sur l'évacuation militaire de la Ruhr. Et de se retrancher, lui aussi, derrière sa propre opinion publique et la situation difficile qu'il connaît, lui aussi, devant son Parlement ; s'il donne l'impression de s'écarter du traité de Versailles, sa chute est certaine. Il s'est arrêté à ce calendrier et il s'y tient : conférence de Londres en deux temps ; un premier temps entre Alliés ; une pause pendant laquelle le Reichstag voterait les lois Dawes et lui-même, Herriot, viendrait à Paris pour faire accepter par le Parlement français le protocole sur lequel on serait tombé d'accord entre Alliés ; puis un second temps, entre Alliés et Allemands.

Après cet échec, Stresemann, qui ne parle plus de démissionner, n'en maintient pas moins toutes ses exigences (130). Pour emporter la décision, Stresemann reporte ses espoirs sur l'influence que MacDonald peut avoir sur Herriot (131).

Herriot fait appel à MacDonald

Au moment le plus difficile de la crise occasionnée par les révélations de l'ECHO DE PARIS, alors que la survie même de son gouvernement paraissait menacée, Herriot, on l'a vu, tout en cherchant à redresser la position française, n'avait pas songé à changer de politique ; son réflexe, le 5 juillet, avait été d'adresser à MacDonald un appel à l'aide (132). En cette journée du 5 juillet, Herriot en vient même à l'idée de demander à MacDonald et à Crowe de venir de toute urgence à Paris s'entretenir avec lui, car l'affaire de l'ECHO DE PARIS menace de faire échouer le projet de conférence de Londres (133). Il faut que la situation soit grave en effet, car quarante-huit heures plus tard MacDonald sera effectivement à Paris.

Le dimanche 6 juillet au soir, Herriot reçoit longuement le marquis de Crewe, ambassadeur de Grande-Bretagne. Le même jour, Saint-Aulaire arrive de sa propre initiative à Paris (134), mais Herriot va le tenir à l'écart de ce qui se prépare, et, dès son arrivée, Bergery lui laisse entendre que sa présence n'est pas souhaitée (135). Il semble en fait qu'Herriot compte alors surtout sur la S.F.I.O. et les relations privilégiées qu'elle entretient avec les Travailleurs anglais,

(130) Télégramme Stresemann 576 pour Hoesch du 8 juillet, 9403/H 267 937-942.

(131) Télégramme Stresemann 350 pour Londres du 8 juillet, 9488/H 278 733-741.

(132) Télégramme Herriot 551 du 5 juillet pour Saint-Aulaire, Qual d'Orsay, Z 284-4, folios 137-138. Cf. supra.

(133) Télégramme 555 d'Herriot pour Saint-Aulaire du 5 juillet, Qual d'Orsay, Y 2 s/d 43. Ce télégramme est parti de Paris à 21 heures 15.

(134) *Le Temps* daté du 8 juillet 1924.

(135) SAINT-AULAIRE, *Confession d'un vieux diplomate*, p. 716. Saint-Aulaire est en mauvais termes avec le gouvernement du Cartel, qui d'ailleurs va le mettre bientôt en retraite anticipée.

pour obtenir l'aide de MacDonald (136) ; la venue de MacDonald à Paris serait un geste permettant de mettre un terme à la crise franco-anglaise et de sortir Herriot du mauvais pas où l'ont placé les initiatives unilatérales de Londres et les révélations de l'ECHO DE PARIS.

Cédant aux pressions d'Herriot, du marquis de Crewe et de la S.F.I.O., MacDonald annonce le 7 juillet à la Chambre des Communes qu'il se rendra dès le lendemain à Paris pour répondre à une invitation du président du Conseil français (137). MacDonald ne parle pas de crise ; sa visite est présentée comme la réplique normale de la visite qu'Herriot avait faite à Chequers deux semaines plus tôt, et le Foreign Office recommande à tous les journalistes d'expliquer que cette rencontre est destinée à une mise au point des conversations de Chequers (138). Il est vrai qu'il avait été convenu à Chequers que MacDonald rendrait ultérieurement sa visite à Herriot. Il ne fait cependant aucun doute que MacDonald n'avait pas prévu de venir si tôt à Paris ; il est certain que la décision hâtive et précipitée du 7 juillet s'explique uniquement par la menace de crise ministérielle à Paris et la nécessité, pour MacDonald, de sauver Herriot et, à travers lui, la nouvelle politique que l'on souhaite, à Londres, voir la France mener à l'égard de l'Allemagne.

Le « *pacte moral de collaboration continue* » fonctionne donc ; il n'empêche pas les prudences : Herriot, après les révélations de l'ECHO DE PARIS, a fait préparer par le Quai d'Orsay une note mettant au clair l'affaire des invitations à la conférence ; il surseoit à son envoi aux diverses Puissances quand MacDonald décide de venir à Paris (139) ; de son côté le Foreign Office se hâte d'adresser le 7 juillet des invitations pour la conférence aux nombreuses petites Puissances qui n'en avaient pas encore été destinataires (140), comme si l'on voulait écarter le spectre d'un ajournement de la conférence.

(136) On s'appuie ici sur ce qu'écrit WEILL-RAYNAL, *Les Réparations allemandes et la France*, tome 3, p. 52. W.R. ne cite pas de source ; du moins, l'auteur ayant lui-même eu des attaches avec la S.F.I.O., il apparaît fondé à avancer cette affirmation. De façon générale, il apparaît indispensable, pour comprendre l'évolution de la situation internationale au cours de ces semaines décisives de l'été 1924, de faire appel à l'influence paradiplomatique des partis socialistes anglais, français et allemand. Cette influence est difficile à saisir et à mettre en évidence, parce qu'elle s'exerce sous forme de conversations, de confidences, recommandations, conseils et mises en garde de toutes sortes et qui souvent ne laissent pas de traces écrites. Dans les archives allemandes, du moins, on trouve trace de cette activité des socialistes parallèlement à l'action politique officielle. L'un des aspects de la politique de Stresemann, et sans doute l'une des raisons de ses succès, est en effet d'intégrer l'action des socialistes allemands, par exemple celle d'un Breitscheid, dans l'ensemble de l'action extérieure allemande, même quand le parti socialiste ne participe pas au gouvernement.

(137) *Le Temps* daté du 9 juillet.

(138) Télégramme 399 du 7 juillet de Montille, chargé d'affaires de l'ambassade de France à Londres, Quai d'Orsay, Z 284-4, folio 141.

(139) Quai d'Orsay, Y 2 s/d 43.

(140) Cf. *supra*, même chapitre, note 14.

Le 7 juillet, Barthou, Maclère, Parmentier, Bergery, Seydoux et Peretti entourent Herriot pour préparer la conversation du lendemain avec MacDonald (141). Dans les nouveaux entretiens franco-anglais la position française ne sera pas aussi improvisée que lors des conversations de Chequers.

(141) Notes manuscrites d'Herriot, Papiers Herriot, dossier 3, carton 4.

CHAPITRE XII

LA NEGOCIATION SE NOUE : POLITIQUES, DIPLOMATES ET BANQUIERS

- 1 — Les entretiens franco-britanniques de Paris (8 et 9 juillet 1924) et le mémorandum franco-britannique du 9 juillet.
 - La note française du 8 juillet.
 - Les conversations des délégations française et anglaise.
 - Le mémorandum franco-britannique du 9 juillet.
- 2 — Le dialogue Poincaré-Herriot au Sénat (10-11 juillet 1924).
- 3 — Dernières manœuvres avant la Conférence de Londres et intervention politique des banquiers anglais et américains.
 - Les conditions des banquiers américains (10-12 juillet).
 - La menace de rupture d'Herriot (14 juillet).
 - Affrontement anglo-français à la Commission des Réparations (15 juillet).
 - Confidences anglaises et américaines à l'Allemagne.

1 — LES ENTRETIENS FRANCO-BRITANNIQUES DE PARIS

(8 et 9 juillet 1924)

ET LE MEMORANDUM FRANCO-BRITANNIQUE DU 9 JUILLET

Contrairement à ce qui avait été le cas pour les entretiens Herriot-MacDonald de Chequers, les entretiens franco-britanniques des 8 et 9 juillet 1924 ont été très sérieusement préparés du côté français, et Herriot, activement soutenu par de hauts fonctionnaires comme Peretti et Seydoux, va chercher à redresser la position française compromise par les ambiguïtés de Chequers et les initiatives unilatérales britanniques qui avaient suivi.

La note française du 8 juillet

Les bureaux du Quai d'Orsay ont préparé une note définissant la position française. Le 7 juillet, Herriot a mis au point cette note avec Barthou, Mauclère, Parmentier, Bergery, Seydoux et Peretti (1). Le 8 au matin, en Conseil des ministres, la note française est étudiée et approuvée ; à la demande du général Nollet, ministre de la Guerre, qui revient d'Allemagne et qui « *est effrayé par ce qu'il a vu* », la note est complétée par une demande française de sécurité ; Nollet demande même que la France conserve face à l'Allemagne la possibilité d'une action isolée (2).

La position française est donc définie par écrit avant que ne débutent les conversations avec MacDonald et ses collaborateurs. Cette note française n'a jamais été publiée, mais on l'a retrouvée dans les Papiers Herriot (3). C'est un long texte très structuré en huit points, dont voici l'analyse :

1 — Le but de la conférence qui se réunira à Londres est de « *régler la mise en application du plan des experts* ». Par cette définition limitative, la note française paraît exclure de l'ordre du jour de la future conférence la question de l'évacuation MILITAIRE de la Ruhr, dont il n'est fait nullement mention.

2 — Les décisions à prendre doivent rester dans le cadre des « *dispositions du traité de Versailles* » qui doivent être respectées.

(1) Quai d'Orsay, Papiers Herriot, dossier 3, carton 4.

(2) Ibidem.

(3) Ibidem.

« La violation de ces dispositions ferait disparaître, avec la base permanente d'une paix si péniblement établie, la confiance dans les engagements solennels des Nations et serait de nature, non à prévenir, mais à préparer de nouveaux conflits ».

3 — Les experts qui ont préparé le plan Dawes ont tenu leurs pouvoirs de la Commission des Réparations. Le plan Dawes ne signifie donc pas une rupture, mais se situe dans une continuité.

4 — Les experts ont d'ailleurs remis les conclusions de leurs travaux à la Commission des Réparations, et le plan n'exclut nullement la possibilité de sanctions à appliquer en cas de manquement de l'Allemagne. Et la note française de citer ce passage du plan Dawes : *« c'est manifestement aux gouvernements créanciers, agissant avec la conscience de leur responsabilité commune, qu'il appartiendra de déterminer la nature des sanctions à appliquer et de les organiser de façon qu'elles soient promptes et efficaces ».*

5 — Il faut que les gouvernements alliés concluent entre eux (donc sans l'Allemagne) un accord pour l'exécution du plan Dawes, accord qui devrait être ainsi conçu :

a) Confirmation de l'acceptation du plan.

b) Rétablissement de l'unité économique et fiscale de l'Allemagne. C'est dire que Paris entend confirmer sa décision d'évacuation ÉCONOMIQUE de la Ruhr, mais, encore une fois, pas un mot n'est dit d'une évacuation MILITAIRE.

c) La Commission des Réparations doit conserver entièrement le pouvoir, qu'elle tient du traité de paix, de constater un éventuel manquement de l'Allemagne.

d) Les gouvernements alliés doivent dès à présent s'engager solennellement entre eux à constituer, en cas de manquement allemand, *« la même union indissoluble qu'ils avaient formée en août 1914 »*. (Le recours à ce vocabulaire est révélateur de l'état d'esprit des auteurs de la note française). Au cas où les gouvernements alliés ne tomberaient pas d'accord sur la nature d'éventuelles sanctions, la France pourrait reprendre sa *« liberté d'action »*.

6 — L'accord qui serait ainsi conclu entre les gouvernements alliés, avant la mise en application du plan Dawes, serait communiqué par le gouvernement français au Parlement français. Paris voudrait donc en faire un acte diplomatique engageant la France et ses alliés.

7 — La question des dettes interalliées et celle des réparations sont *« indissolublement liées »*. Si la question des dettes interalliées n'est pas traitée à la conférence qui va se tenir à Londres en même temps que la mise en route du plan Dawes, le gouvernement français demande au gouvernement anglais de s'engager à entreprendre *« dans le plus bref délai »* une discussion à ce sujet.

8 — Le problème de la sécurité n'est pas encore réglé, et il est lié, lui aussi, au problème des réparations. *« A un moment donné,*

pour se libérer d'un seul coup des charges, cependant légitimes, qui lui ont été imposées, l'Allemagne pourra tenter de recourir, non plus seulement à des manquements financiers, mais à la guerre elle-même ». Tant que le problème de la sécurité n'aura pas trouvé sa solution, rien ne sera réglé pour la France, et par conséquent, en vertu de l'article 429 du traité, les troupes d'occupation pourront rester sur le Rhin au-delà des délais prévus.

On voit, au contenu et au ton de cette note, quel est le raidissement de la position française : rappel de l'intangibilité de Versailles et des pouvoirs de la Commission des Réparations ; légitimité de la créance sur l'Allemagne ; possibilité de sanctions, si nécessaire unilatérales ; danger de guerre : le mot est avancé ; liaison des réparations, des dettes interalliées et de la sécurité ; prolongation de l'occupation. Mais l'essentiel dans cette note est sans doute le désir français d'un texte diplomatique liant les gouvernements alliés entre eux et face à l'Allemagne, à propos de la mise en route du plan Dawes. C'est la reprise élargie de la vieille idée française d'un pacte franco-anglais pour contraindre l'Allemagne à exécuter le traité, projet que la diplomatie britannique avait constamment écarté.

Bref, il semble que la note française du 8 juillet veuille effacer les résultats de l'entrevue de Chequers et des complexes péripéties qui avaient suivi, et que la négociation franco-anglaise sur le problème allemand doive redémarrer à zéro, la France posant à nouveau toutes ses demandes dans leur intégralité.

Les conversations des délégations française et anglaise

Il y en a trois : la première, le 8, de 17 heures 30 à 20 heures au Quai d'Orsay ; la seconde, le soir même, de 22 heures à 1 heure 45 du matin, à l'ambassade d'Angleterre ; la troisième, le 9, de 10 heures à 13 heures, au Quai d'Orsay. Les comptes rendus de ces conversations n'ont jamais été publiés, mais on les a également retrouvés dans les Papiers Herriot (4). Aux conversations prennent part notamment, outre Herriot et MacDonald, Peretti, Seydoux et Bergery du côté français, et Crowe et Crewe du côté anglais. L'atmosphère des entrevues est bien différente de celle des entretiens de Chequers ; l'amitié, certes, y est de rigueur, mais il y a beaucoup moins d'effusions et d'affectations de cordialité ; Herriot ne se laisse pas aller à son bon garçonisme coutumier et les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay interviennent fréquemment et de façon précise. La

(4) Ibidem. Les comptes rendus conservés au Foreign Office, dont on a obtenu photocopie par l'amicale obligeance de Mr. R. Wheatley, ne sont autres que les comptes rendus français. Il y a lieu de penser que ces comptes rendus ont été rédigés à partir des notes prises par l'interprète Camerlynck pour les besoins de la traduction. Herriot, dans ses Mémoires (*Jadis*, t. II, p. 147), analyse le mémorandum franco-britannique qui sera la conclusion de ces conversations, mais ne fait allusion ni aux conversations elles-mêmes, ni à la note française du 8 juillet.

discussion est serrée ; elle porte sur des textes et des faits. Et les positions des partenaires sont différentes : ce sont MacDonald et Crowe qui, cette fois-ci, sont sur la défensive, où ils sauront d'ailleurs, on va le voir, manœuvrer.

Dès le début du premier entretien, les Français donnent lecture de leur note, toute fraîche rédigée, et dont leurs partenaires anglais n'avaient pas encore eu connaissance. Peut-être en agissant ainsi la délégation française avait-elle voulu chercher à prendre l'avantage, en plaçant la discussion sur le terrain choisi par elle, et sans laisser à la diplomatie anglaise le loisir de préparer ses parades.

La lecture des quatre premiers points de la note française s'effectue dans le silence total de la délégation anglaise. A la lecture du cinquième point, où il est question de la conclusion d'un accord entre Alliés pour l'exécution du plan Dawes, MacDonald commence à demander des « éclaircissements » ; mais on n'engage pas encore le fer, et l'on peut imaginer la délégation britannique quelque peu abasourdie. Après la lecture du point six (communication par le gouvernement français au Parlement français de l'accord que Paris souhaite voir conclure entre les Alliés), Herriot intervient pour appuyer son projet : *« Mettons-nous d'accord dès maintenant, de manière à éviter d'avoir à recommencer des discussions ou à donner lieu à des campagnes de presse. Je ne tiens pas à voir paraître après coup des articles de critique dans les journaux ou des revues français. Je demanderai à mon Parlement s'il a oui ou non confiance en moi : selon sa réponse, je tomberai ou je continuerai courageusement l'œuvre que j'ai entreprise ».*

Voici MacDonald au pied du mur. Sans répondre directement NON à la demande d'Herriot, il argumente qu'il faudrait éviter de faire quoi que ce soit qui pourrait paraître aux Allemands être un nouvel « ultimatum » des Alliés, et il suggère que l'on entre en discussion avec les Allemands pour « provoquer leurs remarques ». MacDonald ajoute : *« Nous ne communiquerons notre texte (d'un accord entre Alliés) à nos Parlements qu'après cet échange d'observations (avec les Allemands). C'est donc une sorte de rencontre à mi-chemin que je voudrais voir se réaliser. Je crois que cela est absolument nécessaire pour donner à l'Allemagne l'impression qu'elle expose sa signature par un arrangement plus librement qu'elle ne l'a jamais fait jusqu'ici ».*

Les positions restent donc les mêmes : pour les Français, désir d'une solidarité franco-britannique face à l'Allemagne ; pour les Anglais, refus d'une telle politique. La discussion qui suit ne rapproche pas les points de vue, et Herriot s'échauffe : *« Le traité de Versailles est ce qu'il est. Si on commence à le discuter et à tout remettre en question, cela ne peut nous conduire qu'à une nouvelle guerre. Il ne faut pas que les Allemands puissent se servir d'un accident quelconque pour dire qu'on a entamé la procédure de révision du traité de Versailles ».*

MacDonald sent le besoin, pour calmer Herriot, d'assurer qu'il n'a nullement l'intention d'entamer une révision du traité de paix,

et il affirme que ce que l'on a écrit à ce sujet, ici ou là, dans des journaux ne serait que malveillante calomnie. Et les deux chefs de délégation de préciser leurs positions :

Herriot :

« Je veux bien aller aussi loin que possible pour aider l'Allemagne, mais pourtant pas jusqu'au point de me détruire moi-même. Nous savons que les Allemands sont très habiles. S'ils pouvaient, à la faveur de ces facilités qu'on leur accorderait, obtenir une procédure qui, à notre insu peut-être, aboutirait à porter atteinte au traité de Versailles, ce serait introduire le ver dans le fruit : le traité ne tarderait pas à tomber ».

MacDonald :

« Je ne veux pas venir au secours de l'Allemagne, je désire simplement le retour à des conditions normales et l'acceptation du rapport des experts. Cela aura plus de valeur morale que n'en a eu l'acceptation du traité de Versailles... Si l'Allemagne a le sentiment qu'elle a assumé de nouvelles obligations dans des circonstances différentes, elle ne sera pas poussée à des manquements volontaires » (5).

La discussion se prolongeant sans que l'on parvienne à un rapprochement des points de vue, on décide de remettre la question à l'étude de juristes. Ce qui s'avèrera être une façon d'enterrer la proposition française.

Et l'on en arrive à la lecture du point sept de la note française : liaison des dettes interalliées et des réparations allemandes. MacDonald objecte qu'il faut voir comment fonctionnera le plan Dawes avant de s'attaquer au problème des dettes, et il propose à Herriot qu'en attendant on échange des notes sur le sujet. Solution dilatoire : on décide d'entamer une conversation entre experts. Herriot n'a obtenu ni la liaison souhaitée, ni la promesse d'une négociation prochaine.

Enfin c'est la lecture du point huit sur le besoin de sécurité de la France. Herriot insiste sur les très vives inquiétudes qui résultent des constatations faites en Allemagne par le général Nollet. *« Le jour où l'Allemagne se sentirait assez forte pour refuser de nous payer, elle provoquerait inévitablement une nouvelle guerre »*, dit Herriot, qui emploie plusieurs fois le mot GUERRE au cours de ces entretiens. MacDonald est aussitôt réticent : la Grande-Bretagne ne peut s'engager dans ce domaine, affirme-t-il ; les Dominions sont contre des engagements qui peuvent avoir des implications militaires et l'opinion publique en Grande-Bretagne serait très opposée

(5) On se rappelle que le 3 juillet (donc cinq jours avant que MacDonald tienne ces propos à Herriot), Stresemann avait dit confidentiellement aux ministres-présidents des Länder, réunis à la Chancellerie du Reich, son intention d'appliquer dans un premier temps le plan Dawes et de chercher par la suite à en obtenir la révision. Cf. ci-dessus, chapitre XI.

à un pacte militaire avec la France. En fait, MacDonald s'en tient toujours à l'idée (qui restera la sienne et celle de la majorité de l'opinion britannique jusqu'en 1935) que la paix en face d'une menace de revanche allemande sera assurée non pas par un pacte militaire franco-anglais, mais par un désarmement général, et notamment français. Bref, c'est un refus de la demande française.

On en est là de l'entretien lorsque l'on va dîner.

On se retrouve donc à 22 heures à l'ambassade d'Angleterre. L'entretien, qui va durer fort avant dans la nuit, porte d'abord sur la sécurité. Herriot revient à la charge : la France ne pourra pas désarmer aussi longtemps que sa sécurité ne sera pas assurée :

« Ce qui manque à l'Allemagne, à l'heure actuelle, ce sont des chefs. L'Allemagne est un pays où le sens politique individuel n'est guère développé ; du moment où un homme a surgi on se groupe autour de cet homme ; si un nouveau Bismark paraissait, il serait fort à craindre que l'on vît aussitôt reparaître une politique guerrière. Sans doute il faut arriver à une formule générale, et le gouvernement français adhèrera avec une conviction profonde à une conférence du désarmement, mais il faut, en même temps, prendre ses dispositions pour que la paix soit garantie durant la période intermédiaire : on ne peut pas passer d'un seul coup du stade de la défense nationale au stade de la défense internationale. »

Dans dix ans, l'Allemagne sera en face d'une tentation terrible. La France sera alors dans une mauvaise situation : d'abord parce que les classes d'âge militaire seront à effectifs peu nombreux, — ce sont les générations nées pendant la guerre — et, d'autre part, parce que les charges financières que le pays devra supporter seront si lourdes que l'on voit mal comment il pourrait soutenir une nouvelle guerre. Le danger n'est donc pas pour demain, il est pour dans dix ans. Voilà à quoi le gouvernement français a le devoir de songer et voilà le péril contre lequel il doit se prémunir ».

Peretti appuie la démonstration du président du Conseil ; il rappelle que, dans la construction d'ensemble de Versailles, le caractère temporaire de l'occupation par les Alliés de la ligne du Rhin était compensé par la promesse de traités de garanties de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis à la France ; or ces traités n'ont pas vu le jour : il y a là une lacune au détriment de la France dans l'œuvre de construction de la paix, lacune dont la France est fondée à demander qu'elle soit comblée.

Rien n'y fait ; MacDonald ne démord pas de son refus d'un pacte militaire franco-anglais. Comme solution de rechange, il suggère la conclusion, dans le cadre de la S.D.N., d'un pacte de non-agression entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, tout en s'en tenant à son idée d'un désarmement général. Herriot, qui ne lâche pas encore prise, propose qu'au moins on se mette d'accord pour que des experts militaires français et anglais entreprennent en commun une étude sur la manière d'assurer à la France la sécu-

rité. MacDonald rétorque que, si de telles conversations d'experts devaient avoir lieu, il faudrait que des experts allemands y participent. Ce qui attire cette réplique de Peretti :

« Recourir à l'Allemagne elle-même pour lui demander de définir les conditions propres à protéger la France contre une agression germanique ne semble pas un système susceptible d'être recommandé... Demander la collaboration d'experts allemands, c'est trop exiger de la nature humaine ».

Et Herriot de s'échauffer à nouveau :

« Le problème qu'il s'agit de résoudre est celui qui se pose à la France depuis les invasions barbares : c'est l'éternelle question de la défense contre la poussée germanique vers l'Océan... Introduire l'Allemagne, dès maintenant, dans la discussion, ce serait empêcher la France d'avoir confiance ».

Mais MacDonald ne bouge pas d'un pouce. Après avoir refusé le pacte militaire franco-britannique, il refuse les conversations entre experts militaires. S'il rentrait à Londres en annonçant la réunion d'une commission d'experts militaires, il serait, affirme-t-il, renversé le soir même. MacDonald a emporté la décision dans le sens britannique. Comme consolation, il offre à Herriot d'adresser au gouvernement anglais une note exposant le point de vue français. *« Ce ne sera qu'un papier de plus »* soupire, désabusé, Herriot.

Fort de ce succès, MacDonald ravit dès lors à son partenaire l'initiative dans la négociation : il propose que la Grande-Bretagne et la France adressent en commun aux puissances devant participer à la conférence de Londres un document devant servir de base à l'ordre du jour de la conférence. Herriot mord à l'appât : ce document commun effacerait les invitations unilatérales adressées dans le dos de Paris par le gouvernement de Londres ; le prestige français en serait restauré, et du même coup la position d'Herriot face à son opposition intérieure serait rétablie. Herriot approuve l'idée. Mais le succès de prestige d'Herriot ne va pas sans concessions sur le fond : l'ordre du jour doit indiquer les points sur lesquels Londres et Paris sont d'accord, et ceux sur lesquels ils ne le sont pas. Pour ces derniers, on en discutera à Londres ; c'est dire que MacDonald, par ce biais, échappe, comme il le voulait, à la définition d'une politique commune franco-anglaise (ce que souhaitait Herriot), pour s'en remettre à une négociation multilatérale dans laquelle l'Allemagne (c'est le but de MacDonald) sera partie prenante.

Et l'on en vient à la définition des points de désaccord entre Londres et Paris. L'abandon de la liaison entre mise en route du plan Dawes, problème des dettes interalliées et problème de la sécurité étant déjà un fait acquis, les Britanniques s'attachent maintenant à démanteler le point cinq des propositions françaises : essentiellement les pouvoirs de la Commission des Réparations. Il s'ensuit une très longue et complexe discussion, qui n'aboutit à aucun rapprochement des points de vue, et à 1 heure 45 du matin, on remet au matin la suite des entretiens.

A dix heures du matin, le 9, troisième et dernière rencontre, au Quai d'Orsay cette fois. MacDonald doit repartir pour Londres dans la journée ; il n'y a donc plus de temps à perdre à constater les points de désaccord ; il faut maintenant rédiger le document franco-britannique commun d'invitation à la conférence de Londres, document dont le principe a été proposé la veille au soir par MacDonald et accepté par Herriot. Cette hâte va permettre d'éluder de nouvelles et vaines discussions sur les points du projet français que les Anglais sont décidés à écarter.

Pour la rédaction du document commun, on part du texte de la note française du 8, ce qui est une satisfaction d'amour-propre pour les Français. Sur les points un à quatre, les Anglais ne font pas d'objections, et le texte français sera repris presque tel quel. Le point cinq est profondément modifié : le principe d'un « *arrangement entre gouvernements créanciers* » est maintenu ; mais cet « *arrangement* » n'est pas dès à présent défini ; sa définition est reportée à la « *Conférence interalliée* » de Londres, avec toutes les possibilités de manœuvre que cela permet encore. D'autre part, sur les pouvoirs de la Commission des Réparations, MacDonald propose une rédaction qui prévoit que « *les arrangements à intervenir ne doivent pas amoindrir l'autorité de la Commission des Réparations* » (satisfaction au point de vue français), mais il demande que l'on ajoute que « *les deux gouvernements (français et anglais) mettront en commun leurs efforts afin d'obtenir la présence d'un Américain à la Commission des Réparations pour le cas où celle-ci aurait à constater un manquement de la part de l'Allemagne* ».

La proposition est d'importance. L'Amérique, puisqu'elle n'avait pas ratifié le traité de Versailles, n'était pas représentée à la Commission des Réparations. Dès lors, la Commission n'avait que quatre membres : France, Grande-Bretagne, Belgique, Italie, et elle était présidée par le représentant français. C'était cette situation qui avait permis à la France de faire de la Commission des Réparations un instrument de sa politique allemande. En effet l'article 437 du traité de Versailles avait prévu que dans toutes les commissions créées par le traité la voix du président serait prépondérante dans le cas d'un partage égal des voix à l'intérieur d'une commission à l'occasion d'un vote. Dans le cas de la Commission des Réparations, cela avait eu pour conséquence, du fait de l'absence américaine, de permettre pratiquement à la France d'avoir la majorité et d'emporter les décisions, pourvu qu'elle parvint à mettre une seule des trois autres puissances, par exemple la Belgique, de son côté. L'entrée de l'Amérique dans la Commission des Réparations, qui s'expliquerait par ailleurs par la place qu'elle doit tenir dans le fonctionnement du plan Dawes (6), doit affaiblir le pouvoir de fait que la France y avait détenu jusqu'alors et faire passer le pouvoir d'arbitrage, à l'intérieur de la Commission, de la France à l'Amérique.

(6) Par un communiqué du 26 juin 1924 Washington avait manifesté son intention de participer aux travaux de la Commission des Réparations.

MacDonald avait déjà suggéré à Chequers l'entrée de l'Amérique à la Commission des Réparations. Herriot avait alors réservé sa réponse. Aujourd'hui, le 9 juillet, il accepte. Ainsi la concession anglaise sur le maintien de l'autorité de la Commission est-elle contrebalancée par la diminution des pouvoirs que la France doit pouvoir y exercer. On voit combien le point cinq du document commun franco-britannique sera différent de ce qu'était le point cinq de la note française.

Le point six de la note française (présentation au Parlement français de l'accord à conclure entre Alliés) disparaît totalement ; il n'en est plus question. Il est remplacé par un nouveau point six, par lequel *« les deux gouvernements sont d'accord pour renvoyer à l'examen de leurs conseillers juridiques toute difficulté juridique qui surgirait à l'occasion de l'interprétation du présent texte »*.

Les points sept et huit (liaison du problème des réparations avec le problème des dettes interalliées d'une part et d'autre part le problème de la sécurité) sont profondément modifiés. La rédaction ferme de la note française est remplacée par une rédaction anodine qui marque bien la disjonction des problèmes. Il y est question *« d'échanges de vues préliminaires »*. Le problème des dettes est *« renvoyé, en vue d'un premier examen, aux experts des Trésoreries »*. Quant au problème de la sécurité, Herriot aurait voulu que l'on écrivît au moins : *« cette question continue à être étudiée et devra faire l'objet d'une prochaine Conférence »*, mais il ne parvient pas à obtenir l'accord de MacDonald, et l'on écrit que l'on *« continuera l'examen de la question jusqu'à ce que le problème de la sécurité des nations reçoive une solution définitive »*. On ne saurait mieux enterrer la proposition française.

Le mémorandum franco-britannique du 9 juillet

Telle est la genèse du mémorandum franco-britannique du 9 juillet. Ce mémorandum est adressé aux puissances alliées à titre d'invitation à la conférence de Londres (7). Il efface donc les invitations unilatérales adressées antérieurement par Londres, et auxquelles personne n'a osé faire allusion au cours des conversations des 8 et 9. C'est donc un succès de prestige pour Herriot. Mais est-ce un succès sur le fond ? Le redressement de la position française est-il d'apparence ou de réalité ?

Pour mesurer la portée des entretiens franco-anglais des 8 et 9 juillet, il faut comparer le texte du mémorandum du 9 juillet (qui est adressé aux puissances et qui sera seul publié) et le texte de la note française du 8 juillet (qui définissait la position française et qui restera inédit). La lecture conjointe des deux textes contraint à

(7) Le mémorandum sera publié dans le Livre jaune français n° 278 (Conférence de Londres), pièce n° 9, p. 103-106. Le texte anglais est publié dans le British White Paper Cmd. 2191.

constater que le mémorandum commun est très en retrait par rapport à la note française, et que finalement MacDonald a imposé son point de vue au cours des entretiens de Paris.

Certes, le mémorandum rappelle l'intangibilité du traité de Versailles et l'autorité de la Commission des Réparations. Mais, avec l'entrée d'un Américain à la Commission, celle-ci cesserait d'être pour la France l'outil qu'elle avait jusqu'alors été. Plus grave, la disjonction des problèmes des réparations, des dettes et de la sécurité est établie par le mémorandum. On dira qu'Herriot l'avait déjà implicitement acceptée à Chequers. Mais à Chequers il ne s'était agi que de conversations bilatérales, sur lesquelles il aurait été possible de revenir. Avec le mémorandum, il s'agit d'un document diplomatique adressé aux puissances et portant la signature d'Herriot. D'autre part, tous les efforts d'Herriot pour obtenir un pacte franco-anglais, ou au moins un accord écrit entre Alliés avant la mise en route du plan Dawes, ont à nouveau échoué. On en reste au « *pacte moral de collaboration continue* » sans contenu réel.

Enfin, le mémorandum est riche d'imprécisions et de silences. Pas un mot sur le maintien ou l'évacuation des troupes françaises de la Ruhr. Pas un mot d'une éventuelle mobilisation des obligations Dawes. Pas un mot de la Régie franco-belge des Chemins de fer. Pas un mot d'une éventuelle participation allemande à la conférence de Londres, et à quel moment et dans quelles conditions. Sur tous ces points, essentiels pour la conférence et l'avenir des relations franco-allemandes, le mémorandum reste muet comme étaient restés muets les partenaires des entretiens, ainsi que l'attestent les comptes rendus. Ce sont pourtant les points sur lesquels on sait, depuis Chequers, que les positions de Paris et de Londres sont en désaccord. Pourquoi personne ne les a-t-il soulevés au cours des entretiens de Paris ? Certainement parce que, de l'un et de l'autre côté, on savait que l'accord n'était pas possible. On a préféré remettre encore une fois les difficultés au lendemain. Et encore une fois — mais cette fois-ci avec la sanction d'un acte diplomatique l'officialisant — Herriot a accepté la disjonction des problèmes des réparations, des dettes et de la sécurité sans marchander ces concessions par des demandes ailleurs.

Les entretiens de Paris avaient été un effort français pour essayer de revenir sur le cours que les choses avaient pris depuis les conversations de Chequers ; l'effort se solde par un échec. Si, sous la paille des mots, on cherche le grain des réalités, on s'aperçoit que le mémorandum commun franco-britannique ne signifie pas le rétablissement d'un front commun face à l'Allemagne. Bien au contraire, le mémorandum confirme l'orientation prise à Chequers et la suprématie du projet politique anglais.

Ce n'est pas ainsi que le voit l'opinion publique française qui, ignorante de ce qu'avait été la note française du 8, veut voir dans la venue de MacDonald à Paris et dans le mémorandum du 9 la preuve d'une solidarité franco-britannique restaurée. La lecture de la presse en convainc. Dans cette perspective, le voyage de Mac-

Donald et le mémorandum franco-britannique prennent leur sens. Il ne s'agit pas d'une modification de la position britannique. Par cet acte, MacDonald a paré à deux dangers : d'une part il a évité l'envoi unilatéral par la France aux puissances d'une note par laquelle la France définirait des positions incompatibles avec les buts de la politique de Londres ; au contraire le texte édulcoré du mémorandum commun se rapproche des points de vue anglais ; d'autre part il a renforcé la position intérieure d'Herriot, écartant ainsi le risque d'une crise ministérielle à Paris, risque très réel depuis les révélations de l'ECHO DE PARIS.

Herriot, de son côté, peut espérer ne pas avoir perdu tous les atouts. Il peut espérer que le silence conservé sur l'évacuation militaire de la Ruhr peut lui laisser des possibilités de manœuvre. L'analyse de l'histoire de la conférence de Londres montrera la vanité de cet espoir.

2 — LE DIALOGUE POINCARE-HERRIOT AU SENAT

(10-11 juillet 1924) (8)

Le mémorandum franco-britannique du 9 juillet, dont la première raison d'être était de rassurer l'opinion publique française et de consolider la position politique d'Herriot face à son opposition intérieure, est publié dès le lendemain par la presse (9). Les effets fort fâcheux qu'avaient produits les révélations de l'ECHO DE PARIS dans l'opinion publique française paraissent donc amortis. Il reste néanmoins le Parlement français, où la position du gouvernement Herriot est toujours assez précaire. Au cours de ces journées les soucis de la tactique parlementaire sont pour Herriot aussi importants au moins que ceux de la négociation internationale et de la définition d'une politique allemande de la France. Tout en parlant avec l'ambassadeur du Reich allemand ou avec le Premier ministre d'Angleterre, le président du Conseil français ne peut détacher son esprit de l'assise parlementaire de son gouvernement, pris qu'il est entre les critiques de l'opposition de droite, où l'on parle de laisser-aller et de faiblesse, et les incitations à aller plus loin dans les concessions, venant du « soutien » socialiste, où l'on parle de lenteur et de manque d'audace. Ces inéluctables considérations parlementaires conditionnent largement le comportement politique d'Herriot, qui est lui-même un habitué expérimenté des hémicycles, dont il connaît l'usage et le maniement. Ainsi s'explique la préoccupation qui avait été la sienne, les 8 et 9 juillet, d'obtenir de son partenaire MacDonald la promesse d'un accord entre Alliés qui aurait pu être présenté au Parlement français (point six de la note française du 8 juillet) ; avec ce projet, il s'était agi pour Herriot d'une manœuvre parlementaire pour consolider la position de son gouvernement autant que d'un effort pour redresser la position française face à l'Allemagne. On a vu que MacDonald avait esquivé cette demande d'Herriot qui n'avait pas trouvé d'écho dans le texte du mémorandum du 9 juillet. Bien que MacDonald, sur ce point, ne l'ait pas aidé, Herriot va chercher, et réussir, à trouver pour sa politique, avant la conférence de Londres, l'appui du Parlement français.

A la Chambre des députés, Herriot n'a pas de menace sérieuse à craindre ; la majorité dont il y dispose est pour le moment solide : les socialistes, enchantés de la visite à Paris du travailliste MacDonald, l'appuieront. Mais il y a le Sénat ; Herriot n'y est pas assuré

(8) Journal Officiel. Débats parlementaires, Sénat. Séances du 10 et 11 juillet 1924.

(9) Voir *Le Temps* daté du 11 juillet 1924.

d'une majorité ; l'élection à la présidence du Sénat, le 18 juin, du conservateur de Selves contre le candidat du Cartel des gauches Bienvenu-Martin avait été un avertissement (10) ; or le Sénat, traditionnellement, s'intéresse de près à la politique extérieure, et dans un esprit différent de celui de la Chambre des députés ; et au Sénat siège à nouveau Poincaré, dont l'autorité reste très grande auprès de ses collègues. Quelle va être la réaction du Sénat, et quelle va être la réaction de Poincaré lui-même, aux événements de ces derniers jours et au mémorandum franco-britannique du 9 juillet ?

Dès le 10 juillet, Poincaré s'exprime au Sénat ; il est très curieux de constater que le grand vaincu des élections de mai s'abstient soigneusement de porter de graves coups à la politique d'Herriot. On constate la même modération dans les réponses qu'apporte Herriot dans la séance du 11 juillet. Ce serait même trop de parler d'un duel à fleurets mouchetés entre les deux hommes, qui passent pourtant pour personnifier deux politiques allemandes différentes et même opposées. Il n'y a pas de duel, mais plutôt un dialogue, ponctué d'aménités et de marques réciproques d'estime.

Certes, Poincaré laisse bien entendre qu'il a parfaitement compris ce que contient le mémorandum franco-britannique et ce qu'il ne contient pas ; mais le comportement de Poincaré dans ce débat est celui d'un homme qui, tout en profitant d'une occasion qui lui permet de défendre et justifier ce qui fut sa politique alors qu'il était lui-même aux affaires, ne se pose pas en adversaire systématique de celle de son successeur, mais cherche plutôt, comme en travaillant à la redresser de l'intérieur, à souligner la continuité de la politique allemande de la France. Plutôt que d'attaquer le mémorandum franco-britannique, Poincaré l'accepte comme cadre de la négociation à mener à Londres ; toutefois, les questions que Poincaré pose à Herriot dans ce débat du Sénat ont pour but d'amener le nouveau président du Conseil à prendre devant le Sénat des engagements qui orienteraient, sur les points restés volontairement flous dans le mémorandum, la future négociation dans le sens souhaité par l'ancien président du Conseil. Ainsi, à propos de l'éventuelle participation de l'Allemagne à la future conférence, point sur lequel le mémorandum reste entièrement silencieux, Poincaré dit : *« Si j'ai bien compris, l'honorable président du Conseil a accepté qu'à un moment donné, après que les Alliés se seraient définitivement mis d'accord, les Allemands fussent appelés à donner leur signature. Je ne veux pas le chicaner sur cette concession. L'essentiel me paraît maintenant de la préciser et de la limiter »*.

L'idée de Poincaré est, tout en acceptant l'idée de la présence allemande à la conférence de Londres, d'éviter que cette présence ne remette en cause le programme de la conférence, ne l'élargisse et n'entraîne le négociateur français plus loin que prévu et qu'il ne voudrait peut-être aller. Reprenant les termes mêmes du mémo-

(10) Cf. ci-dessus, chapitre X, note 14. Sur les réactions d'Herriot à l'élection de de Selves, voir le télégramme de Hoesch n° 359 du 20 juin, 9403/H 267 874-876.

randum, Poincaré s'inquiète de savoir où peut mener l'engagement des « gouvernements intéressés » de se « consulter immédiatement » en cas de constatation d'un manquement allemand ; Herriot lui répond le 11 : « *Les intentions de l'Angleterre ne sont pas douteuses ; ses affirmations ont été constamment les mêmes ; il s'agit bien ici de l'engagement promis aux ministres belges, promis à M. Poincaré, promis à moi-même. Le manquement constaté, si le concert des gouvernements n'avait pas pu se produire, nous garderions évidemment notre liberté d'action* ». Par cette réponse, en soulignant lui aussi la continuité de la politique française et en affirmant qu'il sauvegardera la liberté de manœuvre de la France, Herriot satisfait Poincaré.

Sur l'importante question de la disjonction de l'acceptation du plan Dawes d'avec un règlement du problème des dettes interalliées, Poincaré accepte le fait accompli que sanctionne le mémorandum, mais d'une façon qui, tout à la fois, rappelle que MacDonald lui avait promis, du temps que lui-même était président du Conseil, de lier les deux, et qui réserve l'avenir : « *M. MacDonald avait manifesté à plusieurs reprises des intentions beaucoup plus justes et beaucoup plus libérales en ce qui concerne les dettes interalliées. Il m'avait ensuite, comme Premier ministre, exprimé par écrit le désir de lier cette question à celle des réparations... Mais je n'insiste pas. Tout ce que je demande, c'est de ne pas considérer inexactement le plan des experts comme limitant le nombre d'annuités, de le prendre tel que les experts l'ont fait et tel qu'ils l'ont expliqué, de respecter la marge indéfinie qu'ils ont ménagée, pour pouvoir englober, le moment venu, dans un règlement général, la question des dettes interalliées* ».

Cette dernière phrase permet d'imaginer ce que Poincaré a en tête : « *marge indéfinie* » laissée aux initiatives françaises par le plan des experts, règlement, « *le moment venu* », de la question des dettes interalliées, cela veut dire que Poincaré, bien qu'il ait perdu la direction des affaires avec la victoire électorale du Cartel des gauches, ne jette pas le manche après la cognée et ne se réfugie pas dans la critique et l'opposition à son successeur ; il n'a pas perdu l'espoir en un « *règlement général* » englobant dans une même négociation la question des dettes de l'Allemagne envers la France (les réparations) et celle des dettes de la France envers l'Amérique, solution qu'il avait cherché à faire prévaloir du temps qu'il était président du Conseil ; loin de s'en prendre à Herriot, Poincaré semble aujourd'hui lui « souffler » cette solution (11).

(11) Contrairement à ce qui a été écrit ici ou là, le plan Dawes, s'il fixe le montant des annuités à payer par l'Allemagne, laisse entier le montant total des réparations, car il ne fixe pas le nombre des annuités. Le plan Dawes se présente comme une solution provisoire pour réamorcer le mécanisme des réparations. Il appelle donc une solution ultérieure et plus générale. L'idée de Poincaré est que ces négociations ultérieures soient un jour menées conjointement avec des négociations sur les dettes interalliées, c'est-à-dire qu'une éventuelle diminution de la créance de la France sur l'Allemagne soit compensée par une diminution parallèle de ses propres dettes à l'égard de ses Alliés.

Du moins, pour permettre cette négociation ultérieure en vue d'un « *règlement général* », convient-il de faire en sorte que la prochaine négociation, celle qui va s'ouvrir à la conférence de Londres, limite son objet à la mise en route du plan des experts, tel qu'il existe, et qu'au cours de cette première négociation la France ne soit pas dépouillée des atouts qu'elle détient dans son jeu, à commencer par l'atout maître de la présence militaire française dans le bassin de la Ruhr. D'où les questions que Poincaré pose à ce sujet à Herriot ; cherchant à contraindre Herriot à prendre position devant le Sénat, Poincaré s'inquiète du silence du memorandum franco-britannique sur l'occupation militaire de la Ruhr :

« Ici... je crains un malentendu. Le vote récent de la Chambre des députés montre qu'une partie de la majorité ministérielle de l'autre Assemblée voudrait l'évacuation immédiate de la Ruhr (12), et, d'un autre côté, les socialistes allemands nourrissent des espoirs qu'ils ne cachent pas... Or ce serait chose très grave, si le gouvernement avait l'intention, qu'il n'a certainement pas, d'évacuer la Ruhr, aussitôt après une application, qui peut être incertaine, précaire, et même provisoire, puisque l'Allemagne peut revenir sur ses déclarations après les avoir faites, et même sur un commencement de mise en train du plan des experts. Il est donc nécessaire de rester sur place, avec toute la discrétion nécessaire, c'est entendu, jusqu'à ce que les paiements soient effectués régulièrement ».

Poincaré rappelle la possibilité pour la France de marchander l'évacuation militaire de la Ruhr et d'obtenir en contrepartie la mobilisation au profit de la France, qui a besoin d'argent frais pour stabiliser sa monnaie, des obligations que l'Allemagne doit émettre en vertu du plan Dawes :

« D'ailleurs, si une partie de notre créance nous est payée en capital, sous forme d'obligations des chemins de fer ou d'obligations industrielles, notre évacuation sera proportionnellement plus rapide et nous n'aurons qu'à nous en féliciter ».

A la séance du 11 juillet, Herriot ne répond pas à Poincaré sur la présence militaire française dans la Ruhr. Herriot est ici coincé entre la pression à laquelle Poincaré le soumet d'une part, et d'autre part le « soutien » que lui apportent à la Chambre les socialistes et dont il ne peut se passer. Or les socialistes, confiants dans ce qu'on appelle alors la « bonne Allemagne », veulent encourager cette Allemagne-là, lui faciliter la tâche en créant un climat nouveau et en faisant table rase du passé ; ils font donc de l'évacuation immédiate, complète et sans contrepartie du bassin de la Ruhr par l'armée

(12) Poincaré fait évidemment allusion ici, sans les nommer, aux socialistes et à leur politique de « soutien » au gouvernement Herriot. Les socialistes français ne cachent pas leur souhait de voir l'armée française quitter le bassin de la Ruhr. Sans attaquer de front la position des socialistes (puisqu'il ne cite même pas leur nom), Poincaré évoque ainsi discrètement les divergences à l'intérieur de la majorité parlementaire du Cartel des gauches à propos de la politique à suivre à l'égard de l'Allemagne.

française une question de principe. Poincaré, au contraire, toujours méfiant, voudrait que la France ne lâche les atouts qu'elle détient (dont la présence physique de son armée dans la Ruhr) qu'au fur et à mesure de l'exécution par l'Allemagne de ses engagements. Pris entre ces deux feux, Herriot, qui n'est pas insensible aux arguments qui viennent du côté de Poincaré, mais que sa situation parlementaire contraint à manœuvrer, se réfugie dans la solution provisoire du silence sur ce point. Le résultat de cette complexe situation est que le débat parlementaire qui précède à Paris l'ouverture de la conférence de Londres se termine sans que la position à tenir par la France à la conférence ait été clairement définie et sans que, en particulier, ait été levée l'équivoque qui demeure entière sur la nécessité ou non pour les Franco-Belges d'évacuer militairement la Ruhr.

En revanche, sur la question de l'occupation des territoires de la rive gauche du Rhin en vertu du traité de Versailles, et des délais de cette occupation, Herriot donne toute satisfaction à Poincaré (13) : *« En ce qui concerne la rive gauche du Rhin, je profite de la première occasion qui m'est offerte pour confirmer sur les délais d'évacuation les déclarations des gouvernements précédents »*.

De fait, depuis le traité de Versailles, les gouvernements français successifs avaient soutenu la thèse que, l'Allemagne ne satisfaisant pas aux obligations contractées avec le traité dans les domaines des réparations et du désarmement, les délais prévus par le traité pour l'évacuation par les Alliés des territoires occupés n'avaient pas commencé à courir. C'est dire qu'Herriot considère que les Alliés ne sont pas tenus d'évacuer au 10 janvier 1925 la zone de Cologne ; ce qui, du même coup, entretient l'équivoque sur la possibilité de prolonger la présence militaire franco-belge dans le bassin de la Ruhr.

Quoi qu'il en soit, les réponses d'Herriot satisfont Poincaré. La prise de position de Poincaré emporte celle du Sénat. Un ordre du jour exprimant la confiance au gouvernement est voté par 239 voix contre 17 et 37 abstentions. Poincaré lui-même a voté la confiance au gouvernement Herriot. Herriot partira donc pour la conférence de Londres avec un blanc-seing du Sénat et de Poincaré lui-même.

On peut s'interroger sur les raisons de Poincaré. Poincaré connaissait suffisamment le dossier pour, s'il l'avait voulu, s'opposer à Herriot, entraîner derrière lui le Sénat, mettre Herriot en minorité et compromettre la participation française à la conférence de Londres, donc cette conférence elle-même. Loin d'enrayer le mécanisme en mouvement, Poincaré, par son comportement au Sénat les 10 et 11 juillet, sauve le gouvernement Herriot et la conférence de Londres. Pourquoi ?

(13) Le traité prévoit que, si l'Allemagne satisfait à l'exécution des obligations auxquelles le traité la contraint, la première zone, celle de Cologne, sera évacuée par les Alliés cinq ans après l'entrée en vigueur du traité, c'est-à-dire le 10 janvier 1925. La question est actuelle, d'une part parce que la date approche, et d'autre part parce que la présence militaire franco-belge dans la Ruhr n'est matériellement possible que si les troupes alliées continuent d'occuper la zone de Cologne pour assurer leurs communications.

On peut invoquer le tempérament naturel de Poincaré, renforcé par son septennat à la présidence de la République, qui est un tempérament d'homme de gouvernement et d'ordre ; le gouvernement Herriot mis en minorité, c'était l'aventure au moment où se noue la grande négociation ; Poincaré n'est ni un aventurier ni un aventurieux. On peut remarquer aussi que c'était le gouvernement Poincaré qui avait pris l'initiative, en novembre 1923, de demander à la Commission des Réparations la réunion de comités d'experts, et que c'était encore lui qui, en avril 1924, avait accepté le plan Dawes. Poincaré était donc personnellement engagé dans l'affaire du plan Dawes. Puisque l'objet de la conférence de Londres, officiellement du moins, est de prendre des décisions pratiques pour la mise en route du plan Dawes, Poincaré ne pouvait empêcher Herriot de partir pour Londres sans paraître se déjuger.

Ces considérations ne suffisent pas toutefois à expliquer l'aide évidente que Poincaré apporte au Sénat à Herriot. Car Poincaré sait bien — il l'a laissé entendre au cours du débat au Sénat — que la grande négociation s'engage d'une façon fort différente de celle qu'il eût souhaitée, et d'une façon lourde d'hypothèques pour l'avenir ; tâtant les positions d'Herriot, Poincaré ne l'a pas obligé à sortir du comportement équivoque dans lequel il se retranche au sujet de la prolongation de l'occupation ou de l'évacuation militaire de la Ruhr. Est-ce à dire que Poincaré, en son for intérieur, estime l'évacuation inéluctable ? Est-ce à dire que Poincaré ne soit pas sans mauvaise conscience au sujet de l'occupation de la Ruhr et qu'il cherche à éviter un débat sur cette affaire ? Sans doute, pour aussi rigides que soient ses principes, Poincaré est-il, lui aussi, un vieux routier de la politique parlementaire, et il sait quand il est opportun et quand il est inopportun de parler de certaines choses. On voudrait du moins avancer une hypothèse plus complexe pour expliquer le comportement de Poincaré, simple hypothèse puisque Poincaré n'a jamais dit pourquoi il a sauvé Herriot les 10 et 11 juillet, mais hypothèse que suggèrent les événements qui ont précédé et ceux qui suivront.

Avec Herriot et Poincaré, on a à faire au fond à deux leaders du centre, l'un du centre gauche, l'autre du centre droit, ce qui les a amenés à se retrouver à la tête de combinaisons politiques opposées lorsque l'éventail politique s'est trouvé partagé entre droite et gauche. Mais aussi réelles que soient les différences entre eux, différences de tempéraments et de programmes, ils ont beaucoup en commun : l'un et l'autre sont des hommes d'Etat et de gouvernement ; l'un et l'autre ont un sens aigu de l'intérêt national et se méfient de l'Allemagne ; dans l'affaire à nouveau actuelle de la laïcité, ils sont du même côté ; l'un et l'autre savent trouver des compromis entre l'idéal politique et la pratique des affaires politiques ; l'un et l'autre savent en certaines occasions prendre leurs distances à l'égard de certains de leurs amis politiques. Tout cela peut contribuer à expliquer que, même lorsqu'ils se retrouvent dans des camps opposés, les deux hommes parfois se ménagent, non pas par quelque vulgaire calcul de combinaison manœuvrière, mais parce qu'ils

se savent souvent plus proches l'un de l'autre qu'il n'apparaît et parce qu'ils sentent qu'ils peuvent avoir un jour besoin l'un de l'autre dans une majorité parlementaire axée sur le centre, dont ils ne s'éloignent l'un et l'autre que temporairement.

En 1923, pendant l'affaire de la Ruhr, Herriot, en se réfugiant parfois dans l'abstention, voire l'absence, a laissé la politique de Poincaré courir ses chances. Lorsqu'il en est venu, tardivement, à prendre la tête de l'opposition à Poincaré, il s'est abstenu de toute attaque contre la personne de Poincaré ou contre le rôle que celui-ci avait joué en 1914, alors que ces attaques pleuvaient, venant de la gauche. Poincaré, de son côté, pendant la campagne électorale du printemps 1924, a évité, au grand dam de la droite, de s'engager à fond et de jeter dans la bataille le poids de son autorité, ce qui lui a permis, après la victoire électorale du Cartel des gauches, de survivre politiquement à la tempête et de ne pas être emporté par elle, ainsi que l'a été Millerand.

Le comportement de Poincaré les 10 et 11 juillet est dans le droit fil de cette politique, plus souple qu'on le pense généralement. Poincaré donne l'impression de vouloir laisser passer la vague du Cartel et de ce qu'il tient sans doute pour ses excès, en pliant sans rompre pour autant, et en préservant l'essentiel et ses propres chances pour l'avenir. Au fond, le 10 juillet, Poincaré fait sa rentrée politique après sa chute ; il choisit de la faire non pas en opposant heurtant de front le Cartel dans son ensemble mais en homme de gouvernement ; on a du mal à se défendre de l'impression qu'il cherche à enfoncer un coin entre l'aile gauche et le gros du Cartel, entre les socialistes et les radicaux, comme s'il pensait déjà à ramener ces derniers dans une nouvelle majorité et à rejeter les socialistes dans l'opposition. Poincaré s'adresse à Herriot comme quelqu'un qui tient pour évident qu'Herriot et lui-même peuvent collaborer. C'est d'ailleurs ce qui arrivera deux ans plus tard, puisque ce seront les initiatives d'Herriot qui, dans l'été 1926, feront éclater la majorité du Cartel et permettront le retour aux affaires de Poincaré à la tête d'un gouvernement « d'Union nationale » auquel Herriot lui-même appartiendra.

En tout cas, par son comportement les 10 et 11 juillet, Poincaré a rendu un service à Herriot. En se satisfaisant des réponses d'Herriot à ses questions, Poincaré a accepté que la Conférence de Londres débute au milieu de toutes les équivoques que l'on a vues.

3 — DERNIERES MANŒUVRES AVANT LA CONFERENCE DE LONDRES ET INTERVENTION POLITIQUE DES BANQUIERS ANGLAIS ET AMERICAINS

Si le mémorandum franco-britannique du 9 juillet a permis à Herriot de rétablir sa situation à Paris, il déçoit et inquiète fortement les Allemands. La manœuvre allemande de pression sur Paris par l'intermédiaire de Londres, puis l'assaut frontal sur Herriot avec menace de démission de Stresemann n'avaient pas atteint leur objectif : la promesse de l'évacuation militaire de la Ruhr n'avait pas été acquise. Les silences du mémorandum du 9 juillet à cet égard accroissent les inquiétudes allemandes, qui le seront encore plus par les propos de Poincaré et d'Herriot au Sénat. Un certain désarroi se lit dans les papiers allemands (14). Le document du 9 juillet ramène la situation bien en-deçà de ce qu'on pouvait espérer à Berlin avoir acquis après l'entrevue MacDonald-Herriot de Chequers. Hoesch croit reconnaître dans le mémorandum du 9 la « *stratégie poincariste des paragraphes* » et le style de hauts fonctionnaires ayant travaillé avec Poincaré (15) ; la Commission des Réparations est maintenue dans son autorité et ses prérogatives ; les conditions de l'évacuation économique de la Ruhr doivent être décidées sans que l'Allemagne soit entendue ; pas un mot de l'évacuation militaire ; la participation même de l'Allemagne à la conférence est remise en cause. Cette dernière crainte, suscitée par la formulation volontairement peu claire du mémorandum franco-britannique sur ce point, est renforcée par ce que les Allemands s'entendent dire à Paris : le 11 juillet, Bergery dit à Hoesch que la possibilité d'une invitation à l'Allemagne de participer à la conférence n'est pas exclue, mais que le principe en est encore en discussion entre Alliés ; des juristes français et anglais sont en train de débattre des signatures qui seront nécessaires pour que le plan Dawes puisse être mis en route (16). Berlin peut craindre que tous ses

(14) Télégramme d'information de Berlin pour les ambassades, du 10 juillet 1924, A A Bonn 9488/H 278 776-778. Voir aussi le télégramme 545 de Saint Quentin (Berlin) pour Paris du 10 juillet, Quai d'Orsay, B 82-22, carton 1101, qui parle de la possibilité d'une vive réaction de la presse allemande « *dirigée, ou tout au moins tolérée par le gouvernement qui semble bien sur la foi d'assurances, plus ou moins officieuses, reçues de Londres, avoir fait des promesses imprudentes aux partis de droite* ».

(15) Télégramme 421 de Hoesch du 10 juillet, A A Bonn 9488/H 278 791-794. Hoesch fait évidemment allusion à Seydoux et Peretti.

(16) Télégramme 422 de Hoesch du 11 juillet, ibidem, H 278 779-781.

efforts des semaines précédentes n'aient été finalement déployés en vain. Mais l'intervention politique de la banque américaine va lui rendre espoir.

Les conditions des banquiers américains (10-12 juillet 1924)

Depuis longtemps Stresemann avait imaginé de mettre le poids de la banque américaine dans le jeu politique de l'Allemagne. Depuis le début de 1924, Schacht avait travaillé à élargir à la banque américaine les bonnes relations qu'il avait pu établir avec la Banque d'Angleterre et la City de Londres. Les travaux du comité Dawes, au cours des quatre premiers mois de 1924, avaient permis de multiplier les contacts. En mars et avril 1924, l'Américain Young, qui était à Paris où il tenait une place primordiale dans les travaux du comité Dawes, avait échangé une importante correspondance avec les milieux bancaires américains ; il résultait de cette correspondance que les banquiers américains, dont le rôle devait être essentiel dans le fonctionnement du plan Dawes par le biais du crédit initial à consentir à l'Allemagne, estimaient qu'il fallait, pour que le plan réussisse et que l'emprunt soit placé sur le marché américain, une adhésion « chaleureuse » de l'Allemagne ; sans exiger dès ce moment l'évacuation militaire de la Ruhr par les Franco-Belges, les banquiers américains s'interrogeaient déjà sur le point de savoir si la prolongation de l'occupation ne serait pas un handicap pour le placement de l'emprunt du fait des inquiétudes qui pourraient en résulter chez les éventuels prêteurs américains (17). Le 4 juin, l'Américain James Logan, « observateur inofficiel » (18) des Etats-Unis à la Commission des Réparations, était en visite à Berlin, où il eut un entretien avec Stresemann qui rapporte ainsi la conversation :

« Mr Logan m'a dit qu'il connaît très bien M. Herriot, qu'il venait me voir sans que ce dernier en sût rien, mais qu'il serait heureux d'apprendre ce que je pensais de la façon dont M. Herriot pourrait faciliter par sa politique la situation du cabinet allemand. J'ai donc exposé à Mr Logan notre situation. Je lui ai dit que les dispositions financières et économiques du plan des experts trouveraient, à mon avis, une majorité au Reichstag, parce que les nationalistes (les nationaux-allemands) n'oseraient sans doute pas heurter de front les industriels et les agriculteurs en opposant un refus ; qu'il serait cependant impossible de mettre le plan à exécution si ce que j'appelle les questions d'honneur n'étaient pas réglées (Stresemann faisait ici allusion aux expulsions et emprisonnements d'Allemands des territoires occupés pendant l'affaire de la Ruhr)... ; que, quant à

(17) Papiers Young analysés par S.V.O. CLARKE, *Central Bank Cooperation 1924-1931*, Federal Reserve Bank of New York, 1967, p. 50-51.

(18) L'Amérique n'ayant pas ratifié le traité de Versailles ne pouvait évidemment pas être officiellement représentée à la Commission des Réparations qui était une création du traité ; mais elle y disposait d'un « observateur inofficiel ».

l'évacuation de la Ruhr par les troupes françaises, je comprenais que M. Herriot voulût voir d'abord l'Allemagne prendre les mesures législatives nouvelles relatives aux chemins de fer et aux banques, mais qu'aussitôt après l'évacuation devait avoir lieu, de façon en tout cas à faire cesser l'occupation militaire avant la fin de l'année. Mr Logan approuve » (19).

Il ne s'agissait pas en l'occurrence d'une initiative privée de Logan, mais d'une conversation germano-américaine au sommet, officialisée par la présence, lors de l'entretien, de l'ambassadeur américain à Berlin, et « à l'insu » du gouvernement Herriot. Logan avait aussitôt fait connaître à Young la demande allemande de retrait sans délai de l'armée française de la Ruhr (20), et on peut facilement imaginer que tout ce qui comptait dans le monde bancaire américain en fut rapidement informé. Certes, Logan ne parlait pas de « conditions » mais de « suggestions » allemandes ; il ne les appuyait pas moins, en les qualifiant de « raisonnables ». Dans les premiers jours de juillet, la diplomatie allemande, dans le cadre de l'offensive diplomatique qu'elle menait alors pour tenter d'arracher, avant même la réunion de la conférence de Londres, le principe de l'évacuation militaire de la Ruhr, avait été très active auprès des Américains pour obtenir leur appui (21). Ici aussi les efforts allemands paraissaient en bonne voie, quand la venue inattendue de MacDonald à Paris et le mémorandum franco-britannique du 9 juillet semblèrent brusquement tout remettre en question.

La riposte des banquiers américains, déjà acquis à la suite de tous ces contacts à l'idée d'accéder aux demandes allemandes, ne tarda pas. Le 10 juillet, la banque américaine Morgan, qui doit jouer un rôle dirigeant dans le placement sur le marché américain du crédit à l'Allemagne, et donc dans le lancement du plan Dawes, pose ses conditions. L'Américain Lamont, associé de la banque Morgan, qui est alors à Londres, rédige, en accord avec Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre, un catalogue qui précise les conditions que les banquiers jugent nécessaires à la sécurité du crédit qui, aux termes du plan Dawes, doit être accordé à l'Allemagne :

1 - Le pouvoir de constater un manquement de l'Allemagne doit être retiré à la Commission des Réparations.

2 - La décision de prescrire des sanctions ne pourra être prise par les Alliés qu'à l'unanimité.

3 - Le service du crédit Dawes à l'Allemagne devra bénéficier d'une priorité absolue.

(19) La note de Stresemann sur son entretien du 4 juin 1924 avec Logan parut en traduction française dès 1932, *Les Papiers de Stresemann*, Plon, tome 1, p. 239.

(20) Correspondance de Logan à Young, *Papiers Young*. Cf. W. LINK, *Die amerikanische Stabilisierungspolitik in Deutschland 1921-1932*, Droste, 1970, p. 279, note 72.

(21) LINK, op. cit., p. 279 et 280.

4 - Retrait des territoires occupés des cheminots français et belges.

5 - Evacuation militaire de la Ruhr sans délai.

6 - Déclaration satisfaisante sur les projets d'évacuation des territoires de la rive gauche du Rhin et sur la politique future de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans.

7 - Dispositions satisfaisantes sur l'interprétation à venir du traité de Versailles.

8 - Acceptation immédiate et cordiale du plan Dawes et des accords joints.

9 - Participation des places européennes au crédit Dawes comme preuve de leur confiance (22).

Le 12 juillet, à la demande expresse de MacDonald, Lamont lui adresse une lettre sur le premier point du catalogue des conditions des banquiers, concernant les pouvoirs de la Commission des Réparations. Dans cette lettre, Lamont stipule que :

1 - Si le pouvoir de constater un manquement allemand est laissé à la Commission des Réparations, l'emprunt ne pourra pas être souscrit en Amérique.

2 - L'entrée d'un Américain à la Commission des Réparations ne pourrait modifier ce refus.

3 - Non plus que le fait de confier à l'Agent général des Réparations un pouvoir d'arbitrage dans le cas d'un manque d'unanimité à la Commission des Réparations.

4 - Le pouvoir de constater un manquement de l'Allemagne devra être donné au Comité des Transferts dès que le plan Dawes aura été mis en route (23).

Si MacDonald a demandé à Lamont de lui écrire cette lettre, c'est qu'il veut en faire usage. De fait MacDonald en adresse aussitôt la teneur à Herriot (24). Par cette manœuvre détournée, MacDonald laisse entendre à Herriot qu'il faut qu'il s'attende à connaître à la conférence de Londres une pression des banquiers. Du même coup il prépare le président du Conseil français à une révision des positions que celui-ci pouvait penser avoir acquises lors des entretiens franco-anglais des 7 et 8 juillet et par le mémorandum du 9. Et encore MacDonald, par le biais de la lettre de Lamont, ne fait-il connaître à Herriot que le premier point du catalogue des exigences

(22) LINK, op. cit., p. 287. Link s'appuie sur l'analyse des Papiers Kellogg, alors ambassadeur américain à Londres, et des Papiers Hughes, alors secrétaire d'Etat à Washington. La pression de la banque américaine s'effectue en accord avec le pouvoir politique américain, *ibidem*, p. 286.

(23) *Ibidem*, p. 289. Voir aussi CLARKE, op. cit., p. 52.

(24) *Ibidem*. On n'a trouvé aucune trace de cette correspondance de MacDonald à Herriot, qui doit être du 12 ou du 13 juillet, dans les Papiers Herriot. Il est vrai que le dossier des Papiers Herriot concernant la préparation de la conférence de Londres a disparu. Voir ci-dessus, chapitre X, note 130.

des banquiers. Il est vrai que si Herriot avait été prévenu, dès avant son départ pour Londres, de la liste complète des exigences, il aurait pu en être si scandalisé que sa participation à la conférence et la nouvelle politique internationale auraient pu en être compromises. On se réserve de présenter à Herriot les autres conditions un peu plus tard, quand il sera à Londres et pris dans l'engrenage de la conférence. En tout ceci, banquiers anglais et américains et gouvernements de Londres et de Washington paraissent manœuvrer de façon sinon vraiment concertée, du moins convergente, et en tout cas dans le dos d'Herriot. Et l'on a du mal à se déprendre du sentiment que la « *collaboration continue* » qu'Herriot pensait avoir établie avec MacDonald ne fonctionne pas aussi bien que le président du Conseil français l'avait escompté.

La menace de rupture d'Herriot (14 juillet 1924)

Bien qu'elle n'explicite qu'un seul des neuf points du catalogue des exigences des banquiers américains, la lettre de Lamont à MacDonald, dont celui-ci s'est empressé de transmettre la teneur à Herriot, est pour ce dernier une nouvelle et cruelle déception. Ainsi s'explique l'étrange scène qu'Herriot fait le 14 juillet à l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, et au cours de laquelle il menace de changer de politique.

Stresemann, toujours tenace, avait en effet demandé à Hoesch d'aller exposer à Herriot toutes les inquiétudes qu'il ressentait à la suite du mémorandum franco-britannique du 9 et des débats du Sénat les 10 et 11 (25). Stresemann avait même donné instruction à son ambassadeur de parler franchement de l'évacuation militaire de la Ruhr (26).

Venant donc effectuer cette démarche, l'ambassadeur d'Allemagne trouve le 14 juillet le président du Conseil français « *extrêmement déprimé et pessimiste* » (27). A la veille de partir pour la conférence de Londres, Herriot tient à l'ambassadeur d'Allemagne des propos étonnants de franchise, mais aussi de découragement. Il paraît désabusé ; il a commis l'erreur, dit-il, de croire que le problème international pouvait être résolu par de la bonne volonté ; il s'est jeté hardiment à la tâche et ne découvre que maintenant les difficultés : « *de tous côtés on me pose, parce que je suis l'homme de la détente, des exigences que l'on n'a pas posées à Poincaré et*

(25) Télégrammes de Stresemann pour Hoesch 599 et 600 du 13 juillet, 9488/H 278 816-818 et 827-828.

(26) Stresemann avait donné instruction à Hoesch (télégramme 600) de sonder Herriot sur la proposition suivante : promesse que l'évacuation militaire débiterait dès que le crédit international à l'Allemagne serait assuré ainsi que l'émission (ce qui ne veut pas dire la commercialisation) de 200 millions d'obligations allemandes ; et promesse que l'évacuation serait effectuée « *dans un bref délai dont le terme devrait être fixé* ».

(27) Hoesch donne une longue relation de son entretien du 14 juillet avec Herriot dans son télégramme 428, du même jour, adressé, de façon exceptionnelle, à Stresemann lui-même, A A Bonn, 3243/723 873-879.

que l'on n'aurait pas osé lui poser » (28). Il est parti pour Chequers avec trop d'enthousiasme, sans préparation suffisante, et ne s'est rendu compte que par la suite qu'il avait été trop vite ; la conférence de Londres elle-même vient trop tôt (29). Il avoue ne pas être certain de s'entendre avec les Anglais à Londres ; si on lui demande des modifications au traité de Versailles, il quittera la conférence : *« Ce serait causer aux partisans de la politique de détente, qui par leurs votes m'ont porté au pouvoir, la plus grave des désillusions, et cela amènerait les complications les plus sérieuses, mais cela rendrait aux générations à venir le service d'empêcher qu'apparaisse la menace d'une nouvelle guerre, menace qui serait la conséquence certaine d'une mutilation du traité de paix ».*

On comprend que le Herriot qui tient ces propos n'est guère en état d'esprit d'entendre l'exigence allemande d'évacuation militaire de la Ruhr, que Stresemann a chargé son ambassadeur d'exprimer ; Hoesch se garde bien d'ailleurs de le faire, jugeant plus politique d'écouter les lamentations d'Herriot. Mais comme Hoesch avance quand même la question de savoir si *« le capital anglo-américain »* fournirait l'argent nécessaire au fonctionnement du plan Dawes au cas où la France voudrait conserver sa liberté d'action, Herriot explose : *« Ce sont des pressions insupportables que l'on exerce sur moi ; je sais très bien que, du côté allemand aussi, on agit en ce sens auprès du gouvernement anglais ».*

Et Herriot, en colère, d'ajouter que les sommes, que le fonctionnement du plan Dawes doit apporter à la France, ne sont pas d'une importance telle que l'on s'attende à voir la France, pour les obtenir, renoncer à la défense de ses propres intérêts. Herriot dit vouloir conserver à la France sa liberté d'action ; la question de sanctions éventuelles est à régler entre Alliés ; une participation allemande à la conférence de Londres n'est pas impossible, mais à la fin, si les Alliés sont tombés d'accord entre eux ; quant à l'évacuation militaire de la Ruhr, le plan Dawes, rappelle Herriot, n'en parle pas, et il n'y aura pas lieu d'en parler à la conférence de Londres.

On le voit, le Herriot du 14 juillet n'est plus celui du 14 juin ; en un mois d'exercice du pouvoir, il est passé de l'espoir enthousiaste résultant de la victoire électorale à la désillusionnante constatation de réalités difficiles. On peut s'interroger sur les raisons de cette étrange confession du président du Conseil français devant l'ambassadeur d'Allemagne. La colère y est sans doute pour une large part : Herriot ne peut plus laisser croire qu'il ignore ce qu'il sait ou sent que l'on fait dans le dos du gouvernement français. De plus, la spontanéité est dans sa nature.

Mais on peut se demander si la scène du 14 juillet, pour une part explosion spontanée de colère, n'est pas aussi pour une part une manœuvre politique. Herriot sait aussi faire de la spontanéité

(28) Il y a tout lieu de penser qu'Herriot fait allusion ici aux exigences des banquiers.

(29) *« Il voit parfaitement les fautes qu'il a commises »* note Hoesch.

et de l'affectation de franchise des armes politiques. La menace de rupture et de changement de politique qu'Herriot agite devant Hoesch est-elle vraiment sérieuse ? Herriot a-t-il véritablement l'intention de faire échouer, si nécessaire, la conférence de Londres et de se présenter devant sa majorité parlementaire en lui disant : nous nous sommes trompés ?

On peut en douter, quand on constate qu'à la fin de son entretien avec Hoesch, après ses lamentations et ses griefs, Herriot dit qu'il faut lui faire confiance et ne pas lui rendre la tâche impossible en lui demandant des choses irréalisables. Ce n'est pas la rupture ; loin de là ; si, pendant la conférence de Londres, les Allemands ont quelque chose à lui faire savoir, qu'ils s'adressent, demande-t-il, directement à lui.

On est ainsi amené à penser que la scène du 14 juillet, en même temps qu'elle permet à Herriot de décharger sa bile et de faire savoir qu'il en sait plus sur ce qui se trame que ce que l'on croit, est en fait une pression sur l'Allemagne pour l'amener à modérer ses exigences, beaucoup plus que l'annonce d'une révision déclinatoire de la nouvelle politique allemande de la France.

Hoesch conseille à Stresemann de laisser courir les choses qui aboutiront à un affrontement entre Français et Anglais. Pour sa part, il évite d'alourdir encore l'atmosphère et de monter encore plus Herriot contre l'Allemagne ; il s'abstient, de son propre chef, de réclamer auprès du gouvernement français l'amnistie et le rapatriement des Allemands expulsés des territoires occupés par les Français pendant l'affaire de la Ruhr (30), et d'exiger de Paris une déclaration contre les séparatistes rhénans (31), deux démarches que lui avait prescrites Berlin.

(30) La Wilhelmstrasse avait demandé par instructions du 9 juillet à Hoesch d'obtenir du gouvernement français le rapatriement des Allemands expulsés. (Bericht A 2883 Hoesch du 12 juillet 1924, Botschaft Paris 515b, Besetzung im Westen, Band 30. Dossier A.A. Bonn non filmé).

(31) La Wilhelmstrasse avait donné instruction à Hoesch d'obtenir une telle déclaration du gouvernement français, ce qui aurait fini de décourager les derniers Rhénans partisans d'une Rhénanie indépendante, mais était une démarche assez osée. Hoesch n'exécute pas cette démarche, sentant bien qu'Herriot ne pourrait que se révolter contre une telle exigence. Mais ayant reçu une instruction, il se sort de la difficulté en faisant obtenir par le Dr Feihl, correspondant parisien de la *Kölnische Zeitung*, le grand journal de Cologne, une déclaration de Bergery, chef de cabinet d'Herriot, qui nie tout rapport du gouvernement français avec les séparatistes rhénans. Cette anecdote montre d'une part combien, en juillet 1924, le gouvernement allemand est encore sur le qui-vive dans l'affaire rhénane, et d'autre part illustre le tact et le doigté politiques de Hoesch qui n'hésite pas, quand la connaissance qu'il a de la situation à Paris le lui fait considérer comme nécessaire, à agir d'une manière différente de celle que les instructions qu'il reçoit de Berlin lui prescrivent. (Bericht K 928 de Hoesch du 26 juillet 1924, Botschaft Paris, Besetzung im Westen Bd 515b, Dossier A.A. Bonn, non filmé).

Affrontement anglo-français à la Commission des Réparations (15 juillet 1924)

Dans le mémorandum franco-anglais du 9 juillet, le partenaire français avait pu faire insérer ce paragraphe :

« Le plan suivant lequel l'unité fiscale et économique de l'Allemagne sera rétablie dès que la Commission des Réparations aura décidé que le rapport Dawes a été mis à exécution, sera arrêté par la Conférence interalliée. La Commission des Réparations sera priée d'étudier et de présenter à la Conférence interalliée des suggestions en vue de l'établissement de ce plan » (32).

Il s'agissait évidemment, pour le partenaire français, de conforter, par ce biais, les pouvoirs de la Commission des Réparations et de lier en quelque sorte le partenaire anglais à la thèse française des pouvoirs de la Commission. La Commission des Réparations doit donc « *présenter des suggestions* » à la « *Conférence interalliée* ». Pour préparer ces « suggestions », la Commission se réunit à deux reprises le 15 juillet. Il en sort une « décision » de la Commission des Réparations prise « à l'unanimité » (33). Le contenu n'apporte rien de nouveau par rapport au plan Dawes : lois à voter par le Reichstag, mise en place des organes d'exécution et de contrôle, remise aux trustees des certificats représentatifs des obligations des chemins de fer et de l'industrie allemande, conclusion de contrats garantissant le placement de l'emprunt de 800 millions. La publication de cette « décision » à la veille de la réunion de la Conférence de Londres peut donc apparaître de pure formalité ; la préparation de la note n'en a pas moins été l'occasion d'un dur affrontement anglo-français que masque le texte, assez anodin, du document et l'emploi de l'expression « à l'unanimité ».

Au cours des deux séances de travail du 15 juillet, Bradbury, délégué anglais à la Commission des Réparations, a fait montre d'une mauvaise humeur constante et a cherché à faire revenir les Français sur ce qu'ils pensaient avoir gagné avec le mémorandum du 9 juillet. Les Français avaient préparé un texte prévoyant de façon précise les tâches de la Commission des Réparations dans la mise en route du plan Dawes (34) ; Belges et Italiens étaient d'accord avec le projet français ; Bradbury l'a refusé. Les Belges ont proposé un projet transactionnel, que Bradbury a encore refusé, tant et si bien que l'on n'a pu s'entendre que sur un texte parfaitement anodin et sans contenu réel, qui sera le texte adopté et publié (35).

(32) Paragraphe E du point 5 du mémorandum. Livre jaune français sur la Conférence de Londres, p. 105.

(33) Cette « décision » de la Commission des Réparations a été publiée. Livre jaune français, pièce n° 10, p. 106-107.

(34) On trouvera ce document dans le dossier Quai d'Orsay, B-82-22, carton 1101.

(35) Ibidem.

Le comportement du délégué anglais à la Commission des Réparations a été tel, le 15 juillet, que le Quai d'Orsay estime indispensable d'en prévenir Herriot, qui vient de partir pour Londres, en lui adressant un télégramme secret :

« ... Le débat a été très âpre. Malgré l'appui des Italiens, les Français et les Belges se sont heurtés à l'opposition acharnée de sir J. Bradbury, qui n'a même pas voulu accepter un projet transactionnel très édulcoré de la délégation belge... Cette note ne donne pourtant qu'une idée insuffisante de l'attitude hostile du délégué anglais. M. Barthou et M. Maucière n'ont pas voulu mettre par écrit leur véritable impression, tellement elle a été mauvaise. Mais ils tiennent à ce que vous sachiez que sir J. Bradbury n'a fait allusion à la note franco-anglaise rédigée lors de votre dernière entrevue avec le Premier ministre britannique qu'avec une ironie à peine voilée, et en donnant à entendre que c'était un papier sans valeur. Le président de la Commission des Réparations et notre délégué ont le sentiment que la bonne volonté des chefs des gouvernements alliés se heurtera à une vive résistance de la diplomatie et de l'administration anglaises. Celles-ci, croient-ils, vont essayer, d'accord avec les Allemands, de saboter les solutions préparées en se réservant, après avoir déçu nos espoirs, de garder l'arme des dettes inter-alliées pour nous tenir à la discrétion de l'Angleterre. J'ai le devoir de vous rapporter tels quels les propos de M. Maucière. Ils confirment en tout cas que M. MacDonald va être l'objet d'une pression très forte pour l'amener à revenir sur ses engagements et pour rendre inopérants les efforts loyalement pacifiques du gouvernement français » (36).

A son débarqué à Londres, Herriot trouvera ce télégramme. Même si l'on y voit une ultime mise en garde de fonctionnaires du Quai d'Orsay à leur ministre, on ne peut s'empêcher de constater que l'analyse qui y est faite de la situation correspond à la réalité.

Confidences anglaises et américaines à l'Allemagne

Au cours des journées qui précèdent la conférence, tandis qu'à Paris Herriot travaille à consolider sa position parlementaire et qu'à la Commission des Réparations l'on ferraille, c'est à Londres que se passent des choses importantes, décisives pour le déroulement à venir de la conférence, et, à travers elle, le cours futur de la vie internationale : les conversations entre les fonctionnaires du Foreign Office et de la Treasury, les banquiers anglais et les banquiers américains.

Les Allemands, par leur diplomatie officielle ou par des diplomaties parallèles, entrent dans les confidences de ces conversations. Le 11 juillet, le secrétaire d'Etat au Foreign Office Crowe expose à

(36) Télégrammes secrets 580-582 du Quai d'Orsay pour Herriot à Londres, en date du 16 juillet. Ibidem.

Sthamer, ambassadeur d'Allemagne à Londres, qu'il ne faut pas s'inquiéter outre mesure du mémorandum franco-anglais du 9. Certes, il est en recul par rapport aux Chequers, mais le texte reste vague ; c'était nécessaire, ajoute Crowe, pour la situation intérieure d'Herriot, mais l'Angleterre n'a pas changé d'idées : en particulier elle ne veut pas que les pouvoirs de la Commission des Réparations soient accrus et elle tient toujours à l'idée d'une instance arbitrale. Il laisse envisager la possibilité d'une invitation à l'Allemagne de venir se joindre à la conférence de Londres (37). Voici donc l'Allemagne informée, par la bouche diplomatique la plus officielle, du caractère tactique du mémorandum franco-anglais.

Et il y a les diplomaties parallèles. Deux Allemands d'importance séjournent à Londres alors : Hjalmar Schacht, directeur de la Reichsbank, et Carl Bergmann, ancien directeur adjoint de la Deutsche Bank et ancien secrétaire d'Etat du ministre des Finances du Reich, pour l'heure président de la Commission allemande des charges de guerre (interlocuteur allemand de la Commission des Réparations) ; ils seront bientôt rejoints par Werner von Rheinbaben, ancien officier de marine et diplomate, qui avait été secrétaire d'Etat à la chancellerie du Reich en 1923 quand Stresemann était chancelier, et qui pour l'heure est député de la D.V.P. au Reichstag et confident de Stresemann ; Rheinbaben arrive à Londres le 14 juillet (38). La présence de ces personnalités allemandes à Londres dans les journées qui précèdent la conférence n'est bien évidemment pas le fait du hasard : il s'agit de faire le siège des groupes de banquiers et de fonctionnaires anglais et américains qui préparent la conférence.

Bergmann, par ses anciennes fonctions dans la banque privée, puis par son travail de haut fonctionnaire des Finances, fait partie de ce milieu international de financiers et d'experts qui, depuis des années, ne cessent de se retrouver dans toutes sortes de conférences et comités techniques. Bergmann est venu à Londres pour participer aux travaux du comité d'organisation des Chemins de fer, prévu par le plan Dawes. Stresemann lui donne instruction de rester à Londres et de nouer des contacts étroits avec Young, qui a été l'âme du comité Dawes, et dont Stresemann pressent bien le rôle qu'il est en train de jouer à Londres et qu'il jouera dans les coulisses de la conférence (39). Bergmann doit également établir des contacts avec le colonel House, dont on apprend que, lui aussi, il vient d'arriver à Londres. Stresemann, en effet, est décidé à jouer le poids de la finance américaine pour contraindre Herriot à céder et pour emporter la décision. Il le dit sans ambage le 15 juillet en réunion interministérielle à Berlin : « *Je crois que,*

(37) Télégramme Sthamer 391 du 11 juillet, A.A. Bonn, 9488/H 278 771-774.

(38) Lettre manuscrite de Rheinbaben à Stresemann du 4 août 1924, A.A. Bonn, 3398/740 532-539. En arrivant à Londres le 14 juillet, Rheinbaben venait de Paris, où il avait également fait, sur instructions de Stresemann, de la diplomatie parallèle. Cf. ci-dessus, chapitre X, note 41.

(39) Télégramme Stresemann 362 du 13 juillet. Ibidem, H 278 819-822.

dans la confusion générale, une solution ne peut plus être trouvée que par l'intervention de l'Amérique. Il faut que l'Amérique, en tant que financier de l'Europe, entre en scène et puisse ainsi exercer la pression indispensable » (40).

Quant à Schacht, on peut penser que le personnage ne reste pas inactif. Il est à Londres officiellement pour parler d'une des lois rendues nécessaires par le plan Dawes, la loi bancaire. Mais il parle aussi d'autres choses avec Young, Kindersley, président de la Banque Lazard et importante personnalité de la City, Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre et le colonel House : il parle de la nécessité de la participation allemande à la conférence et de l'évacuation militaire ; Schacht affirme que tous les interlocuteurs anglais et américains sont d'accord avec le point de vue allemand. Montagu Norman enfin a communiqué de façon ultra-confidentielle à Schacht le catalogue des exigences des banquiers (41). Berlin est donc bien renseigné sur ce qui se prépare, beaucoup mieux et plus complètement que l'est le gouvernement français (42). Stresemann conseille toutefois à Schacht de rester prudent et d'éviter que tous ces contacts entre personnalités allemandes, anglaises et américaines n'apparaissent comme des contacts semi-officiels avec le gouvernement du Reich ; il conseille à Schacht de rentrer maintenant à Berlin (43).

Pour Stresemann, la manœuvre sur l'aile droite, par la banque anglaise et américaine, n'est pas exclusive d'une manœuvre sur l'aile gauche, par l'internationalisme socialiste. Dans la même réunion interministérielle du 15 juillet, où il dit la nécessité d'avoir recours au poids de la finance américaine, Stresemann entretient ses collègues du gouvernement du Reich de la conversation qu'il vient d'avoir avec l'ancien chancelier social-démocrate Hermann Müller : Müller part pour Amsterdam, où il doit prendre part à un congrès syndicaliste international ; il y défendra, sur l'évacuation militaire de la Ruhr, les mêmes positions que le gouvernement du Reich (44). Les socialistes ne font pas alors partie de la majorité parlementaire qui soutient le gouvernement allemand ; mais Stresemann, pour le succès de sa politique, ne cesse d'entretenir des relations avec les sociaux-démocrates (de même qu'avec les nationaux-allemands

(40) Procès-verbal de la réunion interministérielle du 15 juillet, BA Coblenz, 3491/761 441-448.

(41) Télégramme Sthamer 411 du 15 juillet. Ibidem, H 278 835-836.

(42) La documentation ne permet pas de savoir si le gouvernement français, de son côté, a cherché au cours de ces journées à pénétrer le milieu des banquiers de Londres et des banquiers américains qui y séjournèrent. Il semble bien que non.

(43) Télégramme de Stresemann pour Schacht du 15 juillet. Ibidem, H 278 830-832. Encore que les deux hommes soient fondamentalement d'accord sur la manœuvre, peut-être Stresemann redoute-t-il quelque excès de zèle de la part de Schacht, qui pourrait en compromettre la réussite. Et Stresemann, qui veut rester le maître de l'ensemble de la manœuvre, a mieux en main, pour l'exécuter, Bergmann et Rheinbaben que Schacht, toujours très indépendant dans ses initiatives.

(44) Procès-verbaux de délibérations interministérielles, B.A. Coblenz, 3491/761 309-317 et 761 441-448.

d'ailleurs), même quand ils ne sont pas dans la majorité. Dans la conjoncture politique de 1924, où le cabinet anglais est travailliste et où la vie du gouvernement Herriot dépend du soutien de la S.F.I.O., l'intérêt qu'a le gouvernement allemand à coopérer avec les socialistes est évident. Berlin attache d'ailleurs de l'importance à connaître le sentiment de Léon Blum : à Paris séjourne Julius Hirsch, professeur d'économie politique à l'Université de Cologne, qui avait été en 1919 secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie ; Hirsch s'entretient avec Blum d'une part et d'autre part avec Hoesch (45).

Ainsi, on le voit, Stresemann ne néglige aucun moyen de préparer la conférence de Londres. Lorsque celle-ci s'ouvre le 16 juillet, l'Allemagne n'y participe pas ; elle paraît n'être encore qu'un objet de la vie internationale. Mais Stresemann est bien renseigné et il croit avoir des raisons d'envisager l'avenir avec confiance. Le 17 juillet, dans une réunion interministérielle à Berlin, Stresemann annoncera à ses collègues : *« Les prêteurs américains et anglais ont, de leur propre initiative, proposé un nouveau programme pour la conférence : grâce à l'action du président de la Reichsbank Schacht, il est prévu, comme préalable au crédit à accorder, l'évacuation de la Ruhr et des trois villes occupées à titre de sanction »* (46).

(45) Télégramme Hoesch 422 du 11 juillet. A.A. Bonn, 9488/H 278 779-781.

(46) Procès-verbal de la réunion interministérielle du 17 juillet, B.A. Coblenz 3491/761 455-461. Stresemann fait ici allusion aux villes de Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort occupées à titre de sanction par les Alliés en 1921. Ces villes sont les clefs du bassin de la Ruhr.

QUATRIEME PARTIE

LE GRAND TOURNANT
LA CONFERENCE DE LONDRES

(Juillet - août 1924)

FORCES PROFONDES ET ACTIONS DIPLOMATIQUES

L'importance de la conférence de Londres ne saurait être trop soulignée. Dans le mois qui s'étend du 16 juillet au 16 août 1924 est née une nouvelle vie internationale. Certes, depuis l'automne 1923, et surtout depuis le printemps 1924, les choses évoluaient de plus en plus vite : l'abandon par l'Allemagne de la politique de la résistance passive », puis la convocation et les travaux des comités d'experts avaient laissé présager un grand changement dans les relations franco-allemandes, que devaient accélérer la chute de Poincaré et l'arrivée au pouvoir à Paris d'un gouvernement de gauche ; sans oublier le rôle d'intermédiaire actif du gouvernement travailliste au pouvoir à Londres depuis janvier 1924, ni la rentrée massive dans la vie internationale des Etats-Unis, avec leur poids financier, moral et politique. Toutefois, lorsque, le 16 juillet 1924, se réunit la conférence de Londres, rien, en fait, n'est encore véritablement décidé. De rencontres officielles en confidences officieuses, de notes en mémorandums, les partenaires de la vie internationale ont sondé leurs positions respectives et cherché à orienter la négociation multiforme qui s'ébauche dans les sens contradictoires de leurs intérêts et de leurs objectifs différents et parfois opposés. La véritable partie reste à jouer : elle s'ouvre à Londres le 16 juillet 1924.

C'est pourquoi il nous a paru nécessaire d'accorder de l'importance à l'analyse de la conférence de Londres. Ceci nous a paru nécessaire aussi du fait de l'extrême complexité du déroulement de la négociation. Nous avons eu le sentiment d'avoir le choix entre deux solutions : un exposé rapide des travaux de la conférence, qui nécessairement serait resté superficiel et n'aurait rien apporté de nouveau par rapport aux connaissances antérieures à notre travail ; ou bien une analyse fouillée, et nécessairement assez longue, mais permettant d'établir avec solidité le déroulement des travaux de la conférence. Nous avons choisi le second terme de l'alternative, et nous l'avons fait de façon d'autant plus délibérée que nous avons pu rassembler sur la conférence de Londres une documentation nombreuse, variée et inédite.

De fait, des sources imprimées sur la conférences de Londres existent, et c'est à partir d'elles que la conférence jusqu'à présent, était connue : *livre jaune* français (1), *livre gris* belge (2),

(1) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres, Paris, Imprimerie Nationale, 1925.*

(2) *Documents diplomatiques relatifs aux réparations : Conférence de Londres du 16 juillet au 16 août 1924, Bruxelles, Imprimerie Lesigne, 1924.*

livre bleu anglais (3), *livre blanc* allemand (4); mais on ne trouvera dans ces publications officielles que les procès-verbaux des séances plénières officielles et les textes des documents qui y furent produits; rien sur les réunions officieuses, les conversations privées, ni même les travaux des commissions. A ces « livres de couleurs », on pourra joindre les publications de la Commission des Réparations (5) et les débats parlementaires (6) sans être mieux éclairés. Il y a aussi, bien sûr, la littérature des Mémoires des participants ou contemporains, que l'on a analysée avec l'esprit critique de rigueur.

Quant aux grandes collections de documents diplomatiques et politiques en cours de publication, il se trouve que pour aucun des grands pays concernés, France, Allemagne et Grande-Bretagne, l'année 1924 n'est encore publiée (7). Mais les fonds d'archives, eux, sont ouverts à la recherche. C'est sur ces fonds d'archives originaux que s'appuie l'analyse qui suit.

(3) *Proceeding of the London Reparations Conference*, Londres, 1924, cmd 2270.

(4) *Die Londoner Konferenz, Juli-August 1924*, Berlin, Heymann, 1925 (Reichstag, janvier 1925, n° 263).

(5) *Publications de la Commission des Réparations*, tome XIV, *Documents relatifs à l'application du plan des experts*, Paris, Alcan.

(6) Pour la France, la longue déclaration d'Herriot lue devant les Chambres le 21 août 1924 (Journal Officiel, Débats parlementaires, 1924, Chambre p. 2953-2955, Sénat p. 1194-1198) et les interpellations de la Chambre les 22 et 23 août et au Sénat le 26 août.

(7) *Les Documents Diplomatiques Belges*, eux, sont déjà publiés pour cette période, mais, assez curieusement, il n'y a aucun document entre le 29 avril et le 14 novembre 1924.

A) LA CONFERENCE ENTRE LES ALLIES

16 juillet - 2 août 1914

CHAPITRE XIII

LA REUNION DE LA CONFERENCE ET L'ORGANISATION DE SON TRAVAIL

- Programme officiel et objet véritable de la conférence
- Les participants
- Organisation du travail de la conférence. Création de trois commissions

Programme officiel et objet véritable de la conférence

Lorsque s'ouvre la conférence de Londres, l'imprécision, l'équivoque et l'ambiguïté règnent. Quels sont sa raison d'être, son programme et son objet ?

Le mémorandum franco-britannique du 9 juillet est l'acte officiel d'invitation à la conférence, remplaçant les invitations unilatérales du Foreign Office, dont la divulgation avait causé la tension franco-britannique du début de juillet, la venue de Mac Donald à Paris et ce mémorandum lui-même. A s'en tenir au texte du mémorandum du 9 juillet, on peut établir une liste de questions dont la conférence, à coup sûr, doit débattre ; il s'agit de questions techniques en rapport avec la mise en route du plan Dawes. La conférence doit accepter ou modifier les rapports préparés par les « comités d'organisation » prévus par le comité des experts, rapports concernant les projets de lois que l'Allemagne doit mettre en vigueur : lois sur la nouvelle Banque du Reich, la Compagnie des chemins de fer et les obligations industrielles. Ces rapports sont arrivés à la mi-juillet à la Commission des Réparations, qui les transmet à la Conférence de Londres, qui n'est, ne l'oublions pas, pour le moment rien d'autre qu'une conférence interalliée (1).

A cette tâche que laissait implicitement prévoir le plan des experts, s'ajoute l'étude, prévue par le mémorandum franco-britannique du 9 juillet, de l'organisation des transferts et des paiements sous forme de livraisons en nature, questions qui intéressent au premier chef les finances et l'économie françaises et dont il y a lieu de penser que c'est l'intervention active de Seydoux lors de la rencontre des 8 et 9 juillet qui les a fait porter au programme de la conférence (2).

Ces questions, qui, d'après le texte du mémorandum du

(1) Ces textes ont été publiés dans le tome XIV des publications de la Commission des Réparations : *Documents relatifs à l'application du plan du Comité des experts*. Projets du Comité des experts pour l'organisation d'une banque d'émission, p. 89-99 ; pour une compagnie des chemins de fer, p. 131-137, sur les obligations industrielles, p. 141-142 ; rapports du comité d'organisation pour la banque d'émission, p. 247-252, pour la compagnie des chemins de fer, p. 311-317 ; pour les obligations industrielles, p. 373-386.

(2) Le mémorandum du 9 juillet stipule en son point 5 g) : « Afin de tirer pleinement avantage des paiements des réparations prévus par le rapport des experts et pour en assurer le bénéfice aux nations intéressées, les Alliés institueront un organisme spécial chargé de donner un avis aux gouvernements intéressés sur le point de savoir quel système il conviendrait de créer en vue de l'utilisation des paiements faits par l'Allemagne (en particulier en ce qui concerne les transferts et les paiements en nature) ». *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 105.

9 juillet, sont officiellement au programme de la conférence, et qui sont les seules questions officiellement au programme, concernant des mises au point et des compléments techniques au plan des experts. A s'en tenir au texte du mémorandum, on pourrait donc soutenir ou se laisser aller à l'illusion que ces affaires techniques, n'apportant rien de nouveau sur le plan des décisions politiques, devraient fournir seules la matière des débats de la Conférence.

Mais ce que l'on a vu des conversations officielles ou confidentielles au cours des semaines précédentes interdit de se laisser aller à cette illusion. La question éminemment politique de l'évacuation militaire de la Ruhr et des villes de Düsseldorf, Ruhrort et Duisbourg se posera à la conférence. Parce que c'est la volonté très ferme du gouvernement allemand. Et parce que le gouvernement anglais et les milieux bancaires anglais et américains ont déjà décidé qu'il fallait donner satisfaction à l'Allemagne sur ce point. Sans doute, la contre-offensive diplomatique que, sous la pression de l'opposition, le gouvernement français a menée au début de juillet a déçu le gouvernement allemand dans ses espoirs premiers. La conférence s'ouvre sans la présence de ses représentants. Mais si l'Allemagne n'est pas physiquement présente lorsque commence la conférence, son point de vue y est et y sera représenté aussi bien que par des représentants allemands, mieux même à coup sûr, parce qu'il sera plus difficile pour Herriot de rompre avec les interlocuteurs anglais qu'avec des interlocuteurs allemands : il est tenu par le pacte de « *collaboration continue* », tenu par le programme électoral du Cartel des gauches, pour qui la politique d'action isolée menée par Poincaré aurait été la cause de tout le mal et pour qui, surtout chez les socialistes, la coopération avec l'Angleterre travailliste est pour ainsi dire un dogme politique ; le président du Conseil français, enfin, étant donné la situation du franc, doit y regarder à deux fois avant de s'opposer à la puissance des banquiers anglais et américains qui, en plein accord avec le cabinet travailliste, vont intervenir pendant la conférence.

Quoi qu'il en soit, au 16 juillet, c'est encore l'équivoque. Le gouvernement français ne connaît pas encore l'étendue et la fermeté des exigences des banquiers anglais et américains ; Paris ne sait pas jusqu'où est allée la connivence entre Londres, Berlin, New York et Washington. Au contraire Paris peut imaginer, grâce au mémorandum du 9 juillet, entrer dans la négociation avec un atout en main. Mais quelle valeur Londres accorde-t-il à ce mémorandum ?

Les participants

C'est donc d'une conférence interalliée que, dit-on, il s'agit. Ainsi se retrouvent à Londres, le 16 juillet, les délégations anglaise, française, belge et italienne. L'Amérique aussi est là. Pour mémoire,

mentionnons les représentants des gouvernements japonais, portugais, grec, roumain et yougoslave (3). En fait, dans cette première partie, purement interalliée, de la conférence, tout, ou presque, va se passer entre Anglais, Français et Américains. Il n'est pas inutile de voir de qui il s'agit.

LA DÉLÉGATION ANGLAISE est présidée par MacDonald, britannique, travailliste et biblique, sûr de soi parce que sûr de faire le bien, et qui, dans une politique où les traditions de la diplomatie anglaise et les idéaux travaillistes se trouvent en accord, veut tenir la balance égale entre la France et l'Allemagne; ce qui, dans la situation du moment, veut dire pour MacDonald que le plateau de la France doit être abaissé et le plateau de l'Allemagne, relevé (4). MacDonald est assisté de deux de ses ministres, Thomas et Snowden.

J.-H. Thomas, ancien mécanicien de locomotive et secrétaire d'un syndicat de cheminots, est secrétaire d'Etat pour les colonies dans le gouvernement travailliste. Ces fonctions ne paraissent pas le prédestiner à faire partie de la délégation britannique à la conférence; mais il passe pour être très discipliné et dévoué à MacDonald (5); là où il siègera, MacDonald siègera par personne interposée.

Quant à Snowden, le chancelier de l'Echiquier, c'est aussi un ami de MacDonald (6). Agé de 60 ans, cet ancien fonctionnaire du CIVIL SERVICE a été contraint de prendre sa retraite après sept ans de fonction seulement, à la suite d'un accident qui l'avait rendu infirme. Sa vie a été consacrée au parti travailliste avec la foi d'un apostolat laïc dont les admirables rigueurs ne sont parfois pas exclusives de quelques préjugés et entêtements. Il est francophobe et germanophile et n'en fait pas mystère. Il aurait voulu que la Grande-Bretagne conservât la neutralité pendant la guerre. Adversaire du traité de Versailles, il en veut la révision. Un discours tenu par Snowden à la Chambre des Communes le 16 février 1923 permet d'illustrer ses sentiments; ce jour-là, il avait parlé du « crime de Versailles » et il avait ajouté : « Lorsque l'Allemagne vainquit la France, il y a cinquante ans, elle n'a pas volé de provinces françaises... Elle prit deux colonies françaises que la France avait occupées pendant deux siècles seulement et qui avaient été allemandes pendant huit siècles auparavant et dont 90 % des habitants parlaient allemand... Je ne sais pas ce que l'Allemagne aurait fait si elle avait été victorieuse (en 1918), mais elle n'aurait pas pu imposer à ses ennemis une paix plus brutale, plus indéfendable, plus malhonnête, plus riche en moissons de haine que ne l'ont

(3) On trouvera la liste des délégués des différentes puissances dans les « livres de couleur ».

(4) Cf. ci-dessus, chapitre X, première partie, paragraphe MacDonald, l'analyse des prises de position de MacDonald.

(5) Voir BARDOUX, *L'Expérience de 1924*, p. 233.

(6) Voir son portrait dans BARDOUX, *MacDonald*, Plon, 1924, p. 164-167.

fait les Alliés » (7). On ne peut s'étonner de ce que l'homme qui, un an plus tôt, tenait ces propos à la Chambre des Communes, s'attache maintenant à faire en sorte que l'absence de l'Allemagne à la conférence ne soit pas pour celle-ci un désavantage trop grave. En fait Snowden va se révéler à plus d'une reprise l'avocat du point de vue allemand.

La délégation anglaise comprend aussi sir Eyre Crowe, sous-secrétaire d'Etat permanent au Foreign Office depuis 1920, qui assure la continuité du travail des bureaux et de la diplomatie, et qui, depuis six mois, est le collaborateur le plus proche de MacDonald (8). Ainsi, la délégation britannique est une équipe soudée, que MacDonald a bien en mains, et qui manœvrera comme celui-ci le demandera. Enfin, les délégués anglais sont à Londres chez eux, avec tous les collaborateurs et les dossiers à portée de la main.

LA DÉLÉGATION FRANÇAISE ne présente pas les mêmes caractéristiques d'unité et de continuité. Herriot, bien sûr, la dirige. Le président du Conseil a amené à Londres deux de ses ministres, le général Nollet, ministre de la Guerre, et Clémentel, ministre des Finances.

Le général Nollet connaît bien les affaires militaires allemandes, puisqu'il a dirigé jusqu'à son entrée au gouvernement, en juin 1924, la Mission Interalliée de Contrôle Militaire. Mais son expérience politique est toute récente, puisqu'il n'avait jamais exercé de responsabilités politiques jusqu'alors (9). Sa présence à Londres doit permettre à Herriot d'avoir auprès de lui un conseiller militaire compétent ; elle doit être aussi une garantie contre les éventuelles critiques de l'opposition de droite en France, et, à l'occasion, l'instrument d'une manœuvre (10).

Etienne Clémentel, alors âgé de 60 ans, est un notaire de Riom, ville qui fut la base de sa carrière politique : maire, député puis sénateur du Puy-de-Dôme, plusieurs fois ministre depuis 1905. Il appartient à l'important groupe sénatorial de la Gauche radicale.

Il y a aussi les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay et d'abord Peretti, directeur des Affaires politiques, et Jacques Seydoux, sous-directeur des Affaires commerciales. Ils sont parfaitement au fait des dossiers qu'ils gèrent depuis des années. Fromageot, conseiller juridique du ministère, et Parmentier, inspecteur des finances, les accompagnent. Bergery, chef de cabinet d'Herriot, qui bien sûr est là lui aussi, passe souvent pour avoir sur la pensée du président du Conseil une influence plus grande que les hauts fonctionnaires.

(7) Cité par BARDOUX, *L'Expérience de 1924*, p. 154-155.

(8) Cf. supra, chapitre X, première partie.

(9) Il n'en exercera plus jamais non plus, d'ailleurs, après la chute du gouvernement Herriot en avril 1925. Le gouvernement Chautemps le nommera en janvier 1934 grand chancelier de la Légion d'Honneur, fonctions qu'il exercera jusqu'en novembre 1940.

(10) Cf. supra, chapitre IX, quatrième partie.

Il y a aussi plusieurs généraux, outre Nollet : le général Georges et le général Desticker. Le général Georges a été en 1923 chef des services économiques de la Ruhr ; son expérience explique aisément sa présence à Londres. Quant au général Desticker, il est le chef d'état-major de Foch. Il n'est pas superflu de s'interroger sur les raisons qui ont poussé Herriot à emmener avec lui à Londres le chef d'état-major de Foch. Certes, Foch exerce encore des fonctions interalliées officielles, puisqu'il préside le comité militaire allié de Versailles, organisme hérité des lendemains mêmes de la guerre et qui a encore à s'occuper de l'application par l'Allemagne des clauses militaires du traité de Versailles. Toutefois la conférence n'a pas à débattre de désarmement mais, en principe du moins, du plan Dawes. Il y a lieu de penser qu'Herriot a emmené à Londres avec lui Desticker non pas en tant que chef d'état-major du comité militaire interallié de Versailles, mais en tant que chef d'état-major du maréchal Foch. Foch jouit d'une autorité totale dans l'armée française et d'une autorité très grande dans de larges secteurs de l'opinion publique française : ceux-là mêmes qui s'inquiètent de la nouvelle politique allemande que le Cartel des gauches et Herriot sont en train de donner à la France. En ayant voulu avoir Desticker auprès de lui à Londres, Herriot s'est réservé la possibilité d'associer de quelque manière Foch aux décisions à prendre, et par là-même la possibilité de prévenir les réactions de certains milieux contre ces décisions.

Outre les personnalités que l'on vient de citer, qui constituent la délégation officielle française, il y a une délégation « officieuse », ce qui ne veut pas dire qu'elle soit inactive ou d'influence secondaire : tout un ensemble de députés et de publicistes appartenant à la majorité parlementaire ou proches d'elle ; sans qu'il soit possible d'identifier et de citer toutes ces personnalités, on remarquera la présence à Londres, lors de la conférence, des députés Margaine (11), Renaudel (12) et Auriol (13), du socialiste Grumbach (14), et du publiciste radical Cudenet (15). Renaudel, Auriol

(11) Alfred Margaine, ingénieur des Ponts et Chaussées et député radical-socialiste de la Marne, s'intéresse tout particulièrement aux questions ferroviaires ; il fait partie de la commission de chemins de fer à la Chambre.

(12) Député socialiste du Var, Pierre Renaudel est alors l'une des personnalités les plus en vue de la S.F.I.O.

(13) Député socialiste de la Haute-Garonne, Vincent Auriol est le grand spécialiste des questions financières de la S.F.I.O. et il vient d'être élu président de la commission des Finances à la Chambre.

(14) Né en Alsace en 1884, Salomon Grumbach s'était installé à Paris en 1908. En 1914, Jean Jaurès l'avait envoyé en Suisse pour y être le correspondant de *l'Humanité* ; aux élections législatives de mai 1924, il a été, sans succès, candidat socialiste dans le Haut-Rhin. A la S.F.I.O., Salomon Grumbach est tenu pour un grand connaisseur des choses d'Allemagne.

(15) Né à Paris en 1894, Gabriel Cudenet écrit dans des journaux radicaux de gauche. Il avait suivi pour *L'Ere nouvelle* les développements de la politique travailliste.

et Grumbach viendront évidemment à Londres en tant que représentants de la S.F.I.O., qui se trouvera ainsi, en quelque sorte, participer à la conférence, encore que ne participant pas au gouvernement.

Herriot se trouvera donc placé à la tête d'une délégation française d'une extrême variété, allant des représentants de l'état-major à ceux de la S.F.I.O., en passant par les hauts fonctionnaires et quelques célèbres publicistes. Sans doute Herriot a-t-il tenu à s'entourer de conseils, et aussi de garanties. Mais on peut aisément imaginer les suggestions et pressions de toutes sortes — et souvent en sens contraires — dont le président du Conseil français va faire l'objet, dans sa propre délégation, tout au long de la conférence. La très grande variété de la délégation française est utile à Herriot sur le plan parlementaire parisien et pour l'opinion publique française ; mais c'est aux dépens de l'homogénéité et de l'efficacité dans les travaux de la conférence.

A cela s'ajoutent les méthodes de travail d'Herriot et de ses amis, qui tiennent beaucoup de la bonhomie des comités radicaux. L'ambassadeur de France à Londres, Saint-Aulaire, a laissé dans ses Mémoires une description imagée et féroce, sous le nom de « *Foire de Lyon* », de ce que devient en ces jours l'ambassade de France, siège de la délégation française (16). Il faut, certes, faire la part des choses : Saint-Aulaire est systématiquement tenu à l'écart par les gens du Cartel, parce qu'il fut très poincariste, et il va bientôt être « limogé » ; son récit est un coup de pied de l'âne ; mais il est peut-être plus médisant que calomniateur.

La délégation française a-t-elle un programme en arrivant à Londres ? Herriot a-t-il défini ce qu'il veut ? Il y a, bien sûr, le mémorandum franco-britannique du 9 juillet ; on sait dans quelles conditions il fut rédigé ; et il est aussi riche, si ce n'est plus riche, d'omissions que de précisions. Sur la participation ou non de l'Allemagne à la conférence, l'évacuation militaire ou non de la Ruhr, et tant de points si importants, que veut véritablement Herriot en arrivant à Londres ? Sur quels points est-il décidé à faire des concessions ou à refuser ? Quelle tactique de négociation a-t-il choisie, quelles manœuvres a-t-il préparées ?

L'historien doit avouer que, dans l'état actuel de la documentation, il lui est impossible de répondre à ces questions. On a dépouillé les papiers personnels d'Herriot et les archives du Quai d'Orsay à cet égard en vain (17). D'après l'historien allemand

(16) SAINT-AULAIRE, *Confession d'un vieux diplomate*, p. 718 et suiv.

(17) On a déjà eu l'occasion de signaler que, dans les Papiers Herriot conservés au Quai d'Orsay, il y a tout lieu de penser que manque un dossier concernant la période antérieure au 16 juillet 1924. Cf. ci-dessus, chapitre X, note 130, et chapitre XII, note 24.

Zimmermann, qui a eu le privilège de pouvoir travailler dans les archives du Quai d'Orsay entre 1940 et 1944, Herriot aurait demandé, à la fin de juin 1924, que l'on préparât un plan d'évacuation de la Ruhr qui fût la synthèse des projets antérieurs et des obligations créées par le plan Dawes (18). Le général Degoutte, commandant en chef dans la Ruhr, aurait alors mis au point ses projets antérieurs ; la Ruhr devait être évacuée progressivement par les troupes alliées, en cinq ans : une tranche d'évacuation par année d'exécution du plan Dawes, et seulement si le plan Dawes était correctement exécuté, ce qui laisserait à la France pendant cinq années la garantie du gage en cas de non-exécution du plan Dawes. Mais Herriot avait-il adopté ce plan du général Degoutte et était-il arrivé à Londres avec la volonté d'en faire le projet du gouvernement français ? Rien ne permet de le dire. Si bien que, à l'hypothèse selon laquelle Herriot serait arrivé à Londres sans avoir véritablement défini sa ligne de conduite, se réservant de le faire au fil des jours et des développements de la négociation, on ne peut actuellement apporter ni confirmation ni infirmation.

La DÉLÉGATION BELGE, quant à elle, est constituée de Theunis, premier ministre, Hymans, ministre des Affaires étrangères, et Moncheur, ambassadeur de Belgique à Londres.

La grande nouveauté est la participation d'une DÉLÉGATION AMÉRICAINE, à titre officiel. C'est la première fois depuis le traité de Versailles, et la rupture de la communauté des « puissances alliées et associées » du fait de la non-ratification du traité par le Sénat américain, que les Etats-Unis participent officiellement à une conférence interalliée. On sentait bien la rentrée des Américains dans les affaires d'Europe depuis le discours de Hughes devant l'American Historical Association en décembre 1922, et surtout depuis la convocation des comités d'experts en novembre 1923. Mais cette fois-ci, c'est officiel : les Américains participent. Nul n'oserait penser, parmi les participants à la conférence, que le retour américain puisse avoir d'autres effets que bénéfiques. Tous ces déséquilibres, toutes ces incertitudes, qu'avait entraînés le retrait américain, voici que l'on se prend à espérer que le retour américain va y mettre un terme.

MacDonald et Herriot étaient tombés d'accord à Chequers sur la participation américaine. Le 26 juin, par une déclaration à la presse, le Département d'Etat avait annoncé que les Etats-Unis seraient représentés à la conférence de Londres par leur ambassadeur à Londres, Kellogg, et par le colonel Logan, représentant officiel américain à la Commission des Réparations (19).

(18) ZIMMERMANN, *Frankreichs Ruhrpolitik*, op. cit., p. 285-286.

(19) *Foreign Relations*, 1924, II, p. 32.

Le 16 juillet, à la séance inaugurale de la conférence, MacDonald accueille Kellogg et Logan en ces termes :

« Je voudrais souhaiter une bienvenue toute spéciale à MM. les représentants américains. Je sais qu'ils ne sont pas ici en qualité de plénipotentiaires : la situation de l'Amérique empêche qu'il en soit ainsi (20) ; mais ils sont ici — je suis certain, en l'affirmant de dire vrai — comme une preuve évidente de la bonne volonté américaine à coopérer. L'Amérique a été notre grande associée pendant les jours où nous étions en guerre ; son esprit illumine le rapport qui nous a rassemblés (21). Nous lui demanderons, non pas en qualité de gouvernement, mais en qualité de peuple de grandes ressources et de grand cœur, de prendre sa part des plans financiers qui devront être mis en application si l'on veut une reconstruction rapide de l'Europe. En outre, en tant que spectatrice quelque peu étrangère aux sentiments et aux émotions qui nous agitent, nous autres Européens, l'Amérique pourra, au moment critique, nous apporter l'aide de conceptions plus larges et d'un jugement plus calme que ne peuvent en avoir ceux d'entre nous qui sont dans la tempête au milieu des épaves et des dangers » (22).

Ces propos expriment à la perfection la nature et l'étendue des espoirs que l'on met dans la rentrée américaine dans les affaires d'Europe. La présence américaine à Londres va aller, à vrai dire, bien au-delà de la participation aux négociations officielles de Kellogg et de Logan. Hughes, le secrétaire d'Etat américain, arrive à Londres. Sans doute, il n'est là, dit-on, qu'à titre privé ; ce ministre américain des Affaires étrangères est aussi un avocat ; et il a précisément, en tant que président d'une association d'avocats, des affaires à régler à Londres. Il est curieux, pour le moins, qu'il choisisse, pour des raisons professionnelles, de séjourner à Londres à cette date. La véritable raison de son voyage est évidemment politique. D'ailleurs, il rencontre MacDonald, et Herriot s'en inquiète (23). Enfin, il y a les banquiers ; avec eux, l'amicale présence des Américains à Londres va devenir quelque peu envahissante.

A Londres séjournent alors Lamont, de la banque Morgan, et Young (24), ainsi que d'autres banquiers américains influents

(20) MacDonald fait ici évidemment allusion au fait que l'Amérique, n'ayant pas ratifié le traité de Versailles, se trouve dans une situation particulière. Les délégués américains à la conférence de Londres sont des participants officiels mais non plénipotentiaires.

(21) Le plan Dawes. Le choix de mots que fait MacDonald n'est pas sans intérêt.

(22) *Documents diplomatiques*, Conférence de Londres, p. 6.

(23) Lettre du 20 juillet d'Herriot pour le président de la République. HERRIOT, *Jadis*, tome II, p. 154. Voir aussi SOULIE, op. cit., p. 169.

Houghton, ambassadeur américain à Berlin, et homme d'affaires d'origine, vient également à Londres, LINK, op. cit., p. 282.

(24) Avant d'arriver à Londres, Young avait conféré à New York et à Washington avec Coolidge, Hughes, Dawes, Houghton, et des banquiers. LINK op. cit., p. 284.

(25). La présence simultanée dans la capitale anglaise d'une délégation américaine officielle à la conférence et de banquiers, qui peuvent agir de l'extérieur, va permettre au jeu diplomatique américain de s'exercer avec diversité et puissance, suivant une tactique définie par le secrétaire d'Etat Hughes (26). Le but du gouvernement américain est d'obtenir la sortie des Franco-Belges de la Ruhr. Les banquiers américains sont eux aussi ralliés à ce programme, et l'on a vu le rôle joué par Lamont, en collaboration avec M. Norman, dans la rédaction du catalogue confidentiel des exigences des banquiers, le 10 juillet. Mais on peut se demander si les banquiers américains sont, et vont être durant la conférence, les véritables moteurs de l'affaire, ou s'ils ne sont pas poussés en avant par la politique anglaise qui voudrait faire de l'exigence de la banque américaine l'argument massue devant lequel le partenaire français ne pourrait que céder.

Car enfin Morgan, sur lequel on compte d'abord pour la réussite du crédit à accorder à l'Allemagne pour lancer le plan Dawes, n'est pas germanophile ; tout son passé le prouve. J.-P. Morgan en personne va faire à la presse américaine une déclaration qui est très modérée, voire hésitante : il dit que sa banque ne souhaite formuler aucune suggestion d'ordre politique et que Lamont n'a reçu aucune instruction précise de sa banque ; Morgan se montrerait même sceptique sur les chances de mettre en route le plan Dawes (27). Est-ce à dire que les banquiers américains séjournant à Londres seraient convaincus par leurs collègues anglais, et sans doute d'abord par M. Norman, de se montrer plus exigeants qu'ils ne le seraient d'eux-mêmes ? On ne peut exclure l'hypothèse d'une « manipulation » des banquiers américains par les banquiers anglais lorsque l'on lit par exemple la confiance que l'ambassadeur américain Houghton, entre-temps de retour à Berlin, fera, quinze jours plus tard, au chancelier Marx, à Stresemann et au ministre des Finances Luther, avant leur propre départ pour Londres : *« Ne vous laissez pas prendre en remorque par les banquiers anglais, qui ont compliqué la situation à Londres en se souciant non seulement de problèmes économiques mais aussi de politique anglaise. Les banquiers américains sont beaucoup plus calmes, ils ne s'occupent que de problèmes économiques »* (28).

(25) Ibidem. Le crédit Dawes à l'Allemagne représente une grosse affaire bancaire. Morgan est sur l'affaire avec Lamont qui depuis plusieurs jours séjourne à Londres. Mais voici qu'arrivent maintenant en Europe Otto Kahn, de Kuhn, Loeb and Co et Clarence Dillon, directeur de Dillon, Read and Co. Si Morgan a encore des hésitations à faire l'affaire, la venue de ces challengers sur les lieux de la décision ne va-t-elle pas les balayer ?

(26) Ibidem, p. 284-286.

(27) Télégramme Laboulaye-Washington 405 du 27 juillet, Quai d'Orsay, dossier B-82-22 carton 1101.

(28) Aide-mémoire du 31 juillet de Schubert, qui a assisté à l'entretien. AA Bonn, 4492/E 099 636-639.

Quoi qu'il en soit, les banquiers américains séjournant à Londres vont rester plusieurs jours sous la seule influence de leurs collègues anglais. Evidemment, Herriot n'avait pas amené avec lui des banquiers français ; l'idée n'en était pas venue au chef d'un gouvernement de Cartel des gauches qui comptait, pour réussir, sur d'autres influences. Quelques jours plus tard, découvrant le poids politique des banquiers, Herriot fera venir à Londres trois banquiers parisiens : Finaly, Sergent et Lewandowski (29). Apparemment le siège des banquiers américains aura déjà été fait avant l'arrivée à Londres des banquiers parisiens qui ne pourront influencer sur le cours de la conférence.

Organisation du travail de la conférence. Création de trois commissions.

Le 16 juillet, c'est la séance plénière d'ouverture de la conférence, au Foreign Office, avec toutes les délégations (30). MacDonald, sur la proposition d'Herriot, prend la « *présidence et direction des travaux* » ; il souligne que l'objet de la conférence est la mise en route du plan Dawes, « *une œuvre pratique et scientifique* », demande « l'assentiment conscient et moral des nations », et ne fait aucune illusion au problème de l'occupation de la Ruhr et de son évacuation éventuelle. MacDonald propose et obtient que la délégation britannique soit chargée du secrétariat général de la conférence. Sur sa proposition également deux commissions sont créées pour clarifier les points soulevés, mais non encore élucidés, par le mémorandum franco-britannique du 9 juillet ; l'une pour « *qu'une garantie adéquate puisse être donnée aux créanciers auxquels il sera demandé de souscrire le très gros emprunt qui constitue la base même du plan* », l'autre pour le rétablissement de « *l'unité économique et financière de l'Allemagne* ». Ces commissions prépareront des propositions qu'elles présenteront à la conférence qui en décidera. A la demande d'Herriot est créée une troisième commission pour clarifier les questions liées aux transferts et aux livraisons en nature, questions dont l'étude est expressément prévue par le mémorandum du 9 juillet et qui intéressent particulièrement la France.

Durant les premiers jours de la conférence, le travail se fera donc dans les trois commissions. Elles reçoivent toutes trois des présidents anglais : le chancelier de l'Echiquier Snowden pour la première commission, celle de la « *garantie* » à donner aux pré-

(29) HERRIOT, *Jadis*, tome II, p. 155. Finaly est directeur général de la Banque de Paris et des Pays-Bas ; Sergent, administrateur du Crédit Foncier et vice-président de la Banque de l'Union parisienne ; Lewandowski, administrateur du Comptoir National d'Escompte.

(30) Compte rendu sténographique de cette séance dans le livre jaune français, *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 3-18.

teurs, c'est-à-dire aux banquiers anglais et américains ; le ministre Thomas, ami de MacDonald, pour la seconde, chargée d'étudier le rétablissement de l'unité économique et fiscale de l'Allemagne ; le banquier Kindersley, directeur de Lazard Brothers and Co. et expert britannique dans le comité Dawes, pour la troisième commission, chargée des transferts et des livraisons en nature. Les Anglais s'assurent donc dès le début de la conférence le contrôle des leviers de commande de celle-ci ; ces désignations laissent prévoir la prédominance anglaise que le cours de la conférence ne fera que souligner.

CHAPITRE XIV

LES TRAVAUX DANS LES TROIS COMMISSIONS, DU 16 AU 23 JUILLET

1 - Les travaux de la troisième commission :

Les Anglais bloquent les demandes françaises concernant les livraisons en nature allemandes

2 - Les travaux de la deuxième commission :

a) Anglais, Français et Belges d'accord pour la liquidation des institutions économiques et financières propres aux territoires allemands occupés

3 - Les travaux de la deuxième commission :

b) Opposition anglaise au projet franco-belge d'une organisation particulière des chemins de fer des territoires occupés.

4 - Les travaux de la première commission :

Les banquiers anglais et américains imposent leurs conditions

5 - La situation le 24 juillet 1924 :

A Londres, conférence bloquée, à Berlin, prudence

1° LES TRAVAUX DE LA TROISIEME COMMISSION :

Les Anglais bloquent les demandes françaises concernant les livraisons en nature allemandes

La troisième commission doit s'occuper du problème des livraisons en nature ; c'est là un point sur lequel les Français sont demandeurs ; ils attendent surtout de la conférence, en ce domaine, que l'approvisionnement de la France en charbon et en coke, ainsi qu'en certaines autres matières premières, notamment chimiques, soit assuré dans l'avenir, et que le fonctionnement de l'économie française, et singulièrement de la sidérurgie, ne soit plus à la merci de la bonne ou de la mauvaise volonté des fournisseurs allemands, comme cela avait été le cas de 1919 à 1923. Pour le moment, cet approvisionnement est assuré par les contrats de M.I.C.U.M., qu'a permis l'occupation de la Ruhr, et qui sont encore en vigueur, car ils ont été prolongés à plusieurs reprises, dans l'attente d'une solution politique d'ensemble au problème des réparations (1). Mais il paraît évident que ces contrats ne survivront pas à la conférence et au lancement du plan Dawes, malgré les efforts des fonctionnaires français des territoires occupés pour maintenir le gage ; le recours au système des livraisons en nature, dans le cadre de la politique des réparations, apparaît au gouvernement français une solution de rechange aux contrats de M.I.C.U.M. et une sécurité pour l'avenir. Il s'agit, en somme, de trouver une solution qui à la fois respecte le traité de Versailles, ainsi que les garanties que ce traité donne à la France, notamment en matière de fournitures de produits charbonniers, et donne à ces livraisons en nature un caractère commercial, mieux en harmonie avec le climat nouveau que l'on entend voir régner dans les relations avec l'Allemagne ; il faut que cette solution satisfasse la France, mais soit acceptable

(1) Le 28 juillet 1924, il y aura encore une rencontre entre fonctionnaires de la M.I.C.U.M. et la « Commission des six » représentant les industries des territoires allemands occupés. A cette rencontre le Français Frantzen, président de la M.I.C.U.M., demandera la prolongation des contrats jusqu'au démarrage des paiements de l'Agent des Réparations prévu par le plan Dawes. Voir la note de Ritter pour Stresemann du 28 juillet, A A Bonn, W 2544, 3116/641 377, et le procès-verbal de la réunion interministérielle du même jour, B A Coblenze, 3491/761 594-596.

pour l'Allemagne, et aussi pour les alliés de la France, en premier lieu la Grande-Bretagne (2).

Dès le début de ses travaux, la troisième commission voit un affrontement entre Anglais et Français. Parmentier, délégué français dans cette commission, présente un plan prévoyant le développement sur une large échelle des livraisons en nature, leur organisation sur une base aussi commerciale que possible et la création d'une sorte de CLEARING HOUSE pour la répartition des livraisons allemandes entre les pays intéressés (3). Les Anglais s'y opposent. Comme naguère, à propos du texte du communiqué franco-anglais de la rencontre de Chequers, on s'oppose en s'appuyant sur les divergences des textes français et anglais du mémorandum franco-anglais du 9 juillet (4). La raison véritable de cet affrontement est la crainte des Anglais de voir les produits allemands, par le biais des livraisons en nature au titre de réparations, concurrencer les produits anglais sur le marché international, et singulièrement sur le marché français. Herriot le souligne dans un rapport écrit dès le 20 juillet, à l'intention du président de la République : « *La troisième (commission) a été assez vite arrêtée par les craintes de M. MacDonald au sujet des livraisons en nature. L'industrie anglaise s'émeut d'une atteinte possible à ses intérêts. Il y aura là de grosses difficultés, mais je ne m'en préoccupe pas à l'extrême* » (5).

Dans ces conditions, les travaux de la troisième commission apparaissent bloqués ; certes, il n'y a pas de rupture entre commissaires français et anglais, mais le rapport de la commission le 23 juillet, à l'assemblée générale de la conférence (6), et la discussion qui suit, montrent que la troisième commission n'a pas abouti ; le problème des livraisons en nature n'est pas réglé ; au contraire, la troisième commission demande, pour pouvoir faire avancer ses travaux, une extension de ses pouvoirs, que l'assemblée générale de la conférence lui accorde (7). En fait, sous les apparences

(2) Sur la façon dont se pose sur le plan des relations économiques et de la concurrence commerciale, notamment entre la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, le problème des livraisons en nature, soit ci-dessus chapitre II, deuxième partie, paragraphe *Les livraisons en nature*.

Sur les modalités techniques du mécanisme des livraisons en nature, au moment où commence la conférence de Londres, voir WEILL-RAYNAL, tome III, p. 90-92.

(3) Voir l'article de M. RAY dans *L'Europe Nouvelle* du 26 juillet 1924.

(4) On trouvera dans WEILL-RAYNAL, tome III, p. 68, les éléments de cette querelle sur les textes ; il nous paraît superflu de les rapporter ici. L'important nous paraît être de souligner la tension entre négociateurs anglais et français et d'en chercher la raison profonde.

(5) Cité par HERRIOT dans ses Mémoires, p. 153-154. On trouvera le brouillon de ce rapport dans les archives du Quai d'Orsay, Papiers Herriot, dossier n° 4.

(6) Rapport de la troisième commission, par son président Kindersley, lors de la séance du 23 juillet, *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 25-31.

(7) Ibidem, p. 111.

d'un débat technique et juridique — les Anglais argumentent de la nécessité de ne pas mettre en marche un mécanisme des livraisons en nature qui empièterait sur les pouvoirs du Comité des Transferts prévu par le plan Dawes — l'affrontement est politique : au-delà même des craintes anglaises au sujet de la concurrence éventuelle, sur des marchés tiers, des livraisons en nature allemandes, le déroulement de la suite de la conférence de Londres montre que les raisons de la mauvaise volonté anglaise devant les demandes françaises à la troisième commission sont à chercher dans la stratégie générale de la conférence ; à la troisième commission, les Français sont demandeurs ; en refusant de satisfaire d'emblée les demandes françaises dans un domaine important pour la France, le négociateur anglais garde en main un atout et un moyen de pression à l'égard de son partenaire français pour obtenir, par la suite, des concessions de lui sur d'autres points.

2° LES TRAVAUX DE LA DEUXIEME COMMISSION :

a) Anglais, Français et Belges d'accord pour la liquidation des institutions économiques et financières propres aux territoires allemands occupés

La deuxième commission a pour domaine de travail les questions relatives au rétablissement de « l'unité économique et financière de l'Allemagne », c'est-à-dire l'étude de la suppression de toutes les mesures prises par l'occupant dans les territoires occupés, concernant la vie économique et financière de ces pays, et instituant pour eux un régime différent de celui du reste de l'Allemagne. Il s'agit en fait de l'évacuation ÉCONOMIQUE de la Ruhr, de la liquidation du « gage productif » et de la renonciation des Franco-Belges aux instruments économiques qu'ils s'étaient donnés d'une politique rhénane.

Il ne doit pas y avoir, *a priori*, de difficultés dans cette commission, les gouvernements français et belge étant d'accord désormais avec le gouvernement anglais pour la suppression de toutes les mesures, particulières aux territoires occupés, prises depuis l'entrée des Franco-Belges dans la Ruhr, le 11 janvier 1923. S'il est vrai que, du côté des occupants, on avait un temps songé à la construction d'un Etat rhénan, ou rhéno-westphalien, et que les mesures, dont il est ici question, avaient entre autres eu pour but, lorsqu'elles furent prises, d'en faciliter la naissance, la politique suivie est désormais toute différente. D'autre part, en ce qui concerne les réparations, la pratique des gages locaux étant abandonnés, dans l'optique et selon la lettre du plan Dawes, pour celle des gages généraux, supportés par l'Allemagne dans son ensemble, les mesures économiques et financières particulières aux territoires occupés n'ont plus, elles non plus, de raison d'être.

Aussi bien, la seconde commission peut-elle mener rapidement ses travaux sur ces différents points. Le 24 juillet, elle peut fournir à la conférence un rapport complet (8). Ce rapport prévoit le rétablissement des autorités allemandes dans toutes les responsabilités qui étaient normalement les leurs avant le 11 janvier 1923 dans les territoires occupés et dont diverses mesures des autorités d'occupation les avaient dépouillées ; il prévoit donc la suppression des

(8) *Documents diplomatiques sur la conférence de Londres*, p. 112-117.

décisions prises par les autorités d'occupation dans le domaine des douanes, du commerce extérieur, des impôts et des biens domaniaux ; cela signifie la suppression du cordon douanier établi entre les territoires occupés et le reste de l'Allemagne, et la reprise en main en revanche par le Reich du cordon douanier entre les territoires occupés et les voisins occidentaux de l'Allemagne, c'est-à-dire la fin de l'autonomie douanière de la Rhénanie sous contrôle allié, et la réincorporation de celle-ci dans l'unité douanière du Reich ; cela signifie d'autre part le retour au Trésor allemand des ressources fiscales et des revenus des biens d'Etat des territoires occupés (impôts, forêts et mines domaniales, etc...). Ensuite, sur le plan des biens privés, le rapport prévoit le retour à leurs propriétaires des mines, cokeries, entreprises industrielles, etc... exploitées en régie par les occupants. Le rapport prévoit la suppression de tous les services créés pour l'exploitation de ces gages divers et l'abrogation des ordonnances et arrêtés correspondants. Toutes ces mesures, stipule le rapport, devraient pouvoir être prises pour le 1^{er} octobre 1924, et les gouvernements français et belge devraient pouvoir les avoir mises en application pour le 15 octobre 1924. Le rapport envisage la suppression de la ligne douanière séparant les territoires occupés du reste de l'Allemagne pour le 5 septembre déjà.

On le voit, c'est la liquidation totale, et pour ainsi dire immédiate de tout l'édifice économique, financier et commercial bâti par les Franco-Belges dans les territoires occupés durant l'année 1923. Cela d'ailleurs était prévu par le plan Dawes et les travaux de la seconde commission ne font que mettre en forme des décisions prises et acceptées dans leur esprit dès avant la conférence par tous les participants (9).

(9) Le rapport est présenté à la conférence le 24 juillet. La conférence en débattit et l'adoptera lors de sa séance du 28 juillet. *Documents diplomatiques sur la conférence de Londres*, p. 36-42. Texte adopté, ibidem, p. 121-128. Sur les travaux de la deuxième commission, on trouvera la documentation de la Délégation française dans le dossier du Quai d'Orsay, B 82.22 carton 1103.

3° LES TRAVAUX DE LA DEUXIEME COMMISSION :

b) Opposition anglaise au projet franco-belge d'une organisation particulière des chemins de fer des territoires occupés

Sur un point cependant, la seconde commission s'est heurtée à des difficultés sérieuses de la gravité desquelles le rapport du 24 juillet ne rend pas compte : la question des chemins de fer des territoires occupés ; l'affaire mérite que l'on s'y arrête, car son analyse permet de découvrir tout un arrière plan.

Importance des chemins de fer rhénans

Parmi les institutions particulières aux territoires allemands occupés, dues aux initiatives des Franco-Belges pendant le « combat de la Ruhr » et toujours en fonctionnement en juillet 1924, la Régie des chemins de fer est l'une des plus originales et des plus solides. On sait quelle place elle a tenue en 1923 — et quelle place elle tient toujours en 1924 — dans la vie matérielle et quotidienne des territoires occupés. Quelques chiffres sur le nombre des cheminots permettent de prendre conscience de l'importance de l'outil et de la place que les Franco-Belges tiennent dans la Régie. Selon les chiffres avancés par Tirard (10), en mai 1924 encore, la Régie franco-belge des chemins de fer des territoires occupés aurait employé 70.000 cheminots allemands, 32.000 français et 6.000 belges pour assurer un trafic égal à celui de 1922, donc un trafic normal (11). Le bilan d'exploitation est bénéficiaire.

On comprend dès lors combien l'on est sensible du côté allemand, du côté français, du côté belge, mais aussi du côté anglais, à tout ce qui touche au règlement de la question des chemins de fer des territoires occupés. La France conservera-t-elle dans la vie des territoires occupés le contrôle, en tout ou en partie, de l'instrument

(10) TIRARD, *La France sur le Rhin*, p. 360-373.

(11) Tirard ajoute qu'en 1922, pour assurer le même trafic, les chemins de fer allemands avaient employé 170.000 agents. La comparaison de ces chiffres permet de constater d'une part la diminution du rendement du travail dans l'Allemagne de l'immédiat après-guerre et d'autre part la très sensible augmentation de ce rendement avec la Régie franco-belge, donc le bon fonctionnement de celle-ci, où cheminots allemands, belges et français semblent avoir travaillé efficacement.

qu'elle a réussi à forger dans le courant de l'année 1923 ? Voilà l'enjeu.

La valeur de l'enjeu s'est encore accrue, en même temps qu'elle s'est compliquée, du fait du plan Dawes. Le plan Dawes n'a pas pris position sur la Régie franco-belge des chemins de fer en tant que telle. Mais on sait quelle place la Reichsbahn, c'est-à-dire les chemins de fer allemands, doit tenir dans le fonctionnement du plan Dawes, à la fois comme richesse hypothéquée à titre de gage et comme instrument de financement des réparations. Dès lors, il n'est pas d'un intérêt secondaire, étant donné la densité du réseau ferroviaire rhéno-westphalien, le capital qu'il représente et les revenus liés à l'intensité du trafic, que les chemins de fer des territoires occupés fassent partie ou non de la Reichsbahn ; c'est-à-dire que la Régie franco-belge subsiste ou disparaisse.

D'autre part, le plan Dawes prévoit le « *rétablissement de l'unité financière et économique de l'Allemagne* ». Cela implique-t-il le rétablissement de l'unité du réseau des chemins de fer allemands sous la direction de la Reichsbahn ? Ou bien peut-on soutenir que le maintien d'une compagnie de chemins de fer distincte de la Reichsbahn n'est pas incompatible avec l'unité financière et économique du Reich ? On imagine aisément quels arguments financiers, juridiques, administratifs, économiques et historiques peuvent être avancés de l'un et l'autre côtés, les arrière-pensées dirigeantes étant bien évidemment politiques.

Et enfin, il y a l'enjeu stratégique. Les chemins de fer des territoires occupés, ce sont aussi les lignes de communication de l'armée française en Rhénanie occupée ET DANS LA RUHR. Les troupes françaises, ne l'oublions quand même pas, stationnent dans un pays étranger, un pays qui il y a peu était ennemi. Dans le courant de 1923, c'est particulièrement sur le sabotage de voies ferrées qu'avait porté l'effort de ceux des Allemands qui avaient cherché à transformer la résistance passive en résistance active. On sait que Foch, tout en approuvant l'occupation de la Ruhr, s'était montré soucieux de la sécurité des troupes d'occupation dans une conurbation où l'on ne peut manœuvrer comme en rase campagne. Pour les militaires français, le contrôle des chemins de fer, ce n'est pas seulement la logistique, c'est aussi et d'abord la SÉCURITÉ des troupes. C'est même, dans le cas de la Ruhr, la condition, tenue par les militaires pour essentielle, du maintien de troupes d'occupation dans le bassin. Voici donc que, derrière la question des chemins de fer, se profile celle du prolongement ou non de l'occupation militaire de la Ruhr.

Etat de l'affaire en juillet 1924

La Régie franco-belge est toujours en place. Le plan Dawes, ici comme sur d'autres points, peut prêter à des interprétations divergentes. Les Allemands souhaitent évidemment la disparition de la

Régie. Les militaires français et les autorités franco-belges d'occupation souhaitent le maintien de la Régie ou du moins le maintien d'une organisation particulière pour les chemins de fer des territoires occupés. Voici ce qu'en écrit Tirard : *« Lorsque le plan Dawes a été accepté par les gouvernements alliés, les autorités d'occupation, soucieuses d'adapter le gage rhénan dont elles avaient la charge à la situation nouvelle qui comportait le rétablissement de l'unité politique et économique du Reich, avaient établi un projet qui imbriquait en quelque sorte la Régie franco-belge dans le cadre de la nouvelle Société internationale des chemins de fer allemands. La Rhénanie aurait formé une direction autonome des chemins de fer, incorporée à la direction générale de la Reichsbahn. Un tel projet était strictement conforme au nouveau statut de la Reichsbahn qui comportait, sur le territoire du Reich, un certain nombre de directions locales jouissant d'une autonomie relative, et au sommet une direction générale, subordonnée à un conseil d'administration international (12). »*

Tout ceci étant, on avait aussi parlé de cette affaire de chemins de fer des territoires occupés entre Français et Anglais. Herriot, qui sait bien l'importance qu'y attachent les militaires français, avait prévu dans son « plan » du 21 juin un *« maintien par accord entre les techniciens militaires dans la zone de Régie franco-belge »* (13). Le 22 juin, à Chequers, cela avait été l'affrontement avec MacDonald : Herriot s'était déclaré d'accord pour l'évacuation économique de la Ruhr, mais avait ajouté *« sous réserve toutefois de la question des chemins de fer rhénans »* ; ce à quoi MacDonald avait répliqué qu'à son avis les stipulations du plan Dawes sur le rétablissement de l'unité économique de l'Allemagne *« rendent impossible aucune réserve en faveur de la Régie »* (14). Herriot s'étant alors retranché derrière la nécessité de consulter Foch et l'Etat-Major français avant de se prononcer sur ce point, on avait évité de part et d'autre à Chequers de prendre une décision sur la Régie franco-belge, s'en remettant à des conversations d'experts. Au cours des entretiens franco-belges de Bruxelles, qui, les 23 et 24 juin, avaient suivi les entretiens franco-britanniques de Chequers, la question des chemins de fer, on l'a vu, avait été évoquée dans un sens favorable au maintien d'un contrôle allié (15). Herriot, Theunis et Hymans étaient tombés d'accord pour qu'il soit procédé à l'étude du statut d'un réseau rhénan par des experts. De retour à Paris, Herriot avait déclaré le 26 juin devant le Sénat : *« Dans la zone de l'actuelle Régie franco-belge, des précautions sont à prendre pour la sécurité de nos troupes. M. MacDonald a accepté que la question fût soumise à des experts »*.

(12) TIRARD, op. cit., p. 372.

(13) Point I b du « plan Herriot » du 21 juin, Cf. supra, chapitre X, première partie, *L'improvisation d'un « plan Herriot »*.

(14) Cf. supra, chapitre X, deuxième partie.

(15) Cf. supra, chapitre X, troisième partie.

Trois points méritent de retenir l'attention dans cette déclaration, qui donne la position d'Herriot en cette affaire à la veille de la conférence de Londres : en premier lieu, encore que la formule soit peu claire, Herriot évoque la nécessité, pour des raisons militaires, d'une solution particulière pour les chemins de fer des territoires occupés ; en second lieu, il affirme que l'affaire n'est pas encore tranchée et que MacDonald serait d'accord pour que l'on en discute, ce qui semble impliquer la reconnaissance par MacDonald de la justification de cette solution particulière et de la demande française et belge allant en ce sens ; enfin, et surtout, en employant l'expression « *dans la zone de l'actuelle Régie franco-belge* » Herriot évoque, malgré le caractère volontairement ambigu de sa formule, le très grave problème, qui deviendra le problème central de la conférence de Londres, bien qu'il ne soit pas inscrit au programme, de l'occupation ou l'évacuation militaire de la Ruhr. Car la « *zone de l'actuelle Régie franco-belge* » comprend non seulement les territoires allemands occupés en 1919 en fonction du traité de Versailles, mais aussi les territoires occupés depuis le 11 janvier 1923. L'affaire du sort de la Régie et du statut à donner aux chemins de fer des territoires occupés, déjà complexe du fait des diverses raisons que l'on a vues, se complique encore du fait que le débat sur le statut des chemins de fer dans les territoires occupés est donc implicitement, bien que tacitement, également un débat sur l'occupation ou l'évacuation militaire de la Ruhr, question centrale, mais dont on évite encore de parler, tout en s'efforçant, de divers côtés, d'en préjuger la solution par ce biais technique. Herriot a fait ici le plus grand cas de l'avis des militaires. Le 28 juin, il a écrit à Foch, lui demandant son « *avis définitif sur la question des garanties que nous devons réclamer en matière ferroviaire pendant la durée de notre occupation* » (16).

Outre les militaires, le Quai d'Orsay se préoccupe aussi de l'affaire, avec une perspective peut-être différente de celle de l'Etat-Major, mais qui n'en laisse pas moins prévoir un statut particulier pour les chemins de fer des territoires occupés. Le 10 juillet, Seydoux a dit à Rieth, conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Paris pour les questions économiques, que la France évacuerait de bonne foi sur le plan économique, que les organes du M.I.C.U.M. disparaîtraient, que la Régie des chemins de fer elle-même ne serait point conservée telle quelle, mais que néanmoins la question de la sécurité des lignes de communication des troupes d'occupation serait débattue à la conférence de Londres (17). Au demeurant la

(16) Lettre de Herriot pour Foch du 28 juin 1924, Quai d'Orsay, dossier Y2 s/d. 43. Cette lettre nous apprend par ailleurs qu'Herriot avait fait communiquer à Foch des notes sur l'entretien de Chequers. Le souci d'Herriot d'obtenir, à travers Foch, l'accord des militaires pour les grandes décisions de sa politique étrangère est évident.

(17) Télégramme 424 de Hoesch pour Berlin du 11 juillet 1924, AA Bonn, 9488/278 795-796.

lecture des journaux de ces semaines, où l'on en parle ouvertement, montre qu'il ne s'agit pas là d'un secret d'Etat.

Mais, ici aussi, une diplomatie parallèle, dans le dos du gouvernement français, a préparé le terrain pour la conférence de Londres. Depuis des semaines, par des indiscrétions, les Allemands ont obtenu des précisions sur les intentions de Paris et Bruxelles ; ils savent que les Franco-Belges ont l'intention de conserver sous contrôle militaire quatre grands axes ferroviaires des territoires occupés : Aix la Chapelle — München Gladbach — Düsseldorf ; Aix la Chapelle — Cologne ; Luxembourg — Trèves — Cologne ; Metz — Mayence — Wiesbaden (18). Anglais et Allemands sont opposés à ces projets franco-belges. Dans les journées qui ont précédé l'ouverture de la conférence de Londres, l'ambassadeur allemand dans cette ville a été informé des projets ferroviaires des Franco-Belges par une personnalité très au fait des activités de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans, et dont il y a lieu de penser qu'elle est britannique. L'interlocuteur londonien de l'ambassadeur allemand a même paru exagérer les intentions des Franco-Belges, comme pour accroître les inquiétudes de la diplomatie allemande à l'égard des projets de Paris et de Bruxelles (19).

Le même informateur londonien — dont l'ambassadeur d'Allemagne écrit « *qu'il doit participer aux négociations de la conférence de Londres comme expert pour les questions ferroviaires et charbonnières* » — a précisé le 9 juillet sur quelles lignes de chemins de fer allaient porter les demandes franco-belges de contrôle ; il a fait savoir aux Allemands que le gouvernement anglais y était opposé et il leur a conseillé de refuser nettement les demandes franco-belges (20).

On se rappelle enfin que, dans le catalogue des conditions des banquiers du 10 juillet, il y a le retrait des cheminots français et belges (21).

Affrontement franco-belgo-anglais à la conférence de Londres

Cet arrière-plan permet de comprendre ce qui se passe, au sujet des chemins de fer des territoires occupés, à la seconde commission au cours de la première semaine de la conférence de Londres

(18) Ce serait là la solution sur laquelle Herriot et Theunis seraient tombés d'accord à Bruxelles le 24 juin. Cf. *supra*, chapitre X, troisième partie.

(19) Cf. chapitre X, note 49.

(20) Rapport A 2151 de Sthamer-Londres pour Berlin du 9 juillet 1924, AA Bonn, dossier Botschaft Paris, Besetzung im Westen, Band 30 (non filmé). (Ce rapport de l'ambassade de Londres pour Berlin avait été communiqué pour information à l'ambassade d'Allemagne à Paris).

(21) Cf. *supra*, chapitre XII.

(22). Les Français, qui ne savent pas encore qu'ils vont se heurter à une opposition des Anglais, présentent leur projet : « *Adoption d'un réseau rhénan avec direction interalliée ou, à la rigueur, allemande, l'adjonction dans ce cas d'un délégué du Haut-Commissaire français en Rhénanie, et l'organisation d'une armature de sécurité. Accord de principe déjà obtenu avec les militaires belges* » (23). Le projet franco-belge prévoit en outre le maintien dans les territoires rhénans de 3.500 cheminots français et 1.000 cheminots belges (24).

Pour en débattre, la seconde commission crée un sous-comité militaire. Le projet franco-belge de réseau rhénan s'y heurte à une opposition totale du délégué anglais, le général Godley, « *qui est visiblement sous l'influence d'instructions catégoriques du Foreign Office* » (25). Toute la journée du 19 juillet, Français et Anglais se heurtent au sous-comité militaire et ne parviennent qu'à constater leur désaccord fondamental. « *Les experts anglais refusent la discussion* » (26). C'est l'impasse. Pour tenter d'en sortir, le général Nollet suggère le 21 juillet que le sous-comité militaire délaisse la discussion sur la direction ou le contrôle interallié d'un éventuel réseau rhénan, que cette question soit laissée à la décision des chefs de gouvernement (ce qui souligne la portée politique de l'affaire) et que le sous-comité s'attache du moins à étudier les modalités du maintien dans les territoires occupés de quelques milliers de cheminots français et belges (27). Cette nouvelle proposition est soumise à des experts qui, après étude du plan Dawes, rédigent un rapport qui constate « *que la demande franco-belge n'est pas contraire au plan Dawes, sous réserve que des précisions soient communiquées aux experts avant tout avis définitif* ». Mais le ministre anglais Thomas, qui préside la seconde commission (et qui est aussi un ancien mécanicien de locomotive et un secrétaire de syndicat de cheminots britanniques), refuse de tenir compte de ce rapport qu'il déclare « *incompréhensible* » (28). En venant à penser à une certaine mauvaise foi de ses interlocuteurs, le général Nollet se met dans une violente colère (29). Il rend compte de la paralysie des travaux de la seconde commission à Herriot et sollicite de lui un appui qu'il n'obtient

(22) Sur la question des chemins de fer on trouvera une documentation venant de la délégation française dans les archives du Quai d'Orsay, dossier B. 82.22 carton 1103. L'affaire est d'autre part connue par les rapports adressés de Londres par le général Desticker au maréchal Foch. J. BARDOUX a largement utilisé ces rapports, dont il avait obtenu communication, pour son livre *L'Expérience de 1924*. On trouvera dans ce livre de nombreux passages des rapports de Desticker.

(23) Compte rendu n° 1 du général Desticker au maréchal Foch, cité par BARDOUX, op. cit., p. 245.

(24) Télégramme 11 du 19 juillet de Herriot pour Paris. Quai d'Orsay, dossier Y2 s/d 43.

(25) Compte rendu Desticker.

(26) Compte rendu n° 2 de Desticker, BARDOUX, p. 246.

(27) BARDOUX, p. 246.

(28) Compte rendu n° 4 de Desticker.

(29) Ibidem. Voir BARDOUX, p. 247.

pas. Herriot semble laisser tomber la revendication française sur les chemins de fer rhénans, et il en résulte entre les deux hommes un refroidissement très net des relations, qui jusqu'alors avaient été excellentes (30).

C'est dans ces conditions que la seconde commission rédige son rapport. En ce qui concerne l'éventualité d'un statut particulier pour les chemins de fer rhénans, la question est tranchée dans le sens voulu par les Anglais ; dans le rapport présenté le 24 juillet à la conférence par la seconde commission, on lit :

« La concession de tous les chemins de fer du Reich sera transférée à la nouvelle compagnie le 1^{er} octobre ; à partir de cette date, l'exploitation de toutes les lignes actuellement exploitées par la Deutsche Reichsbahn sera assurée par la Compagnie. Les lignes actuellement exploitées par la Régie seront, à partir du 15 octobre, exploitées pour le compte de la Compagnie sous le contrôle du Comité d'organisation des chemins de fer. Le transfert de l'exploitation effective de la Régie à la Compagnie sera fait progressivement sous le même contrôle avec toute la rapidité qui est compatible avec la bonne exécution du transfert » (31).

Ce texte est sans équivoque : c'est l'arrêt de mort de la Régie franco-belge des chemins de fer dans les territoires occupés ; il n'y aura pas, à la place de la Régie, de nouveau statut particulier pour ce réseau de chemins de fer ; le Reich retrouvera sa souveraineté entière sur tout le réseau ferré des territoires occupés.

En revanche la question du maintien éventuel d'un certain nombre de cheminots français et belges n'est pas encore tranchée. Dans la lettre d'envoi du rapport de la seconde commission, adressée le même 24 juillet par Thomas à MacDonald, on peut lire :

« On verra par l'article 5 de notre rapport que nous réglons le transfert de la totalité du réseau des chemins de fer allemands à la Compagnie allemande projetée. Nous savons que les experts militaires français et belges demandent qu'environ 5.000 employés des chemins de fer français et belges soient affectés à certaines sections du réseau de l'ouest du Rhin. Nous avons considéré que c'était là une question qu'il appartenait à la conférence elle-même d'examiner » (32).

(30) Le général Nollet avait la réputation d'être un « officier républicain ». A côté de sa connaissance de l'armée allemande, cette réputation avait été l'une des raisons du choix qu'Herriot avait fait de ce polytechnicien pour être son ministre de la Guerre.

(31) Article 5 du rapport de la deuxième commission, *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 116.

(32) Ibidem, p. 115. La lettre de Thomas à MacDonald n'est pas une pièce intérieure à la délégation britannique ; c'est une pièce officielle, Thomas s'adressant, en tant que président de la seconde commission, à MacDonald, en tant que président de la conférence.

La deuxième commission n'a donc pas exclu définitivement la possibilité du maintien dans les territoires occupés d'un certain nombre de cheminots français et belges. La façon avec laquelle est exprimée le maintien de cette possibilité en laisse néanmoins présager la précarité. Les termes de la lettre de Thomas méritent en effet d'être remarqués : « *transfert de la totalité du réseau* » ; affectation éventuelle de cheminots français et belges « *à certaines sections du réseau de l'ouest du Rhin* » (ce qui exclut la Ruhr et donc, sans crier gare, préjuge de l'évacuation militaire de celle-ci) ; « *les experts militaires français et belges* » (et non les délégations ou les gouvernements français et belge).

Tout cela mène à constater que sur l'essentiel — le refus d'un réseau ferré rhénan — les Anglais l'ont emporté. Le report au niveau de la conférence générale d'une décision sur le maintien, dans certaines sections à l'ouest du Rhin, d'un certain nombre de cheminots français et belges, n'est sans doute, étant donné la façon dont il est formulé, qu'une concession tactique et provisoire des Anglais aux Français.

A la date du 24 juillet, donc, à la seconde commission, à propos du réseau ferré rhénan, pas plus qu'à la première commission, à propos des livraisons en nature allemandes, les Anglais n'ont fait de concessions aux demandes de leurs partenaires français. Là où l'on n'était pas *a priori* d'accord, comme sur le démantèlement des institutions économiques et financières propres aux territoires occupés, la conférence, le 24 juillet 1924, est bloquée.

4° LES TRAVAUX DE LA PREMIERE COMMISSION :

Les banquiers américains et anglais imposent leurs conditions

Les travaux de la première commission donnent une image encore plus sombre des divergences entre la France et l'Angleterre à propos des affaires allemandes. La première commission doit débattre de la « *garantie adéquate* » qui, pour s'exprimer comme le mémorandum franco-britannique du 9 juillet, doit « *être donnée aux créanciers auxquels il sera demandé de souscrire le très gros emprunt qui constitue la base même du plan* ». Pour parler clair, il s'agit de satisfaire les conditions posées par les banquiers anglais et américains pour que ceux-ci acceptent de prêter à l'Allemagne les 800 millions de marks-or prévus par le plan Dawes pour consolider le mark et permettre de réamorcer le mécanisme des réparations.

A vrai dire, les banquiers n'interviennent pas immédiatement sur le devant de la scène. Le négociateur français ne connaît pas le catalogue des conditions des banquiers rédigé le 10 juillet. Pendant plusieurs jours, politiques et diplomates français et anglais vont débattre d'abord et s'affronter.

Le ton est donné dès la première séance de la commission, le mercredi 16 juillet, de 17 heures à 19 heures au Foreign Office (33). Snowden, qui préside la commission, ouvre la séance en disant qu'il ne faut pas du tout se considérer comme liés par les dispositions du mémorandum franco-britannique du 9 juillet, « *qui a surtout le caractère d'un ordre du jour* ». Peretti, interloqué par cette entrée en matière, a beau affirmer que le document du 9 juillet « *comporte des engagements réciproques* » pour ses cosignataires ; il s'attire de Snowden cette réplique : « *Je ne peux, à aucun degré, admettre que le gouvernement britannique soit complètement et formellement lié par les dispositions de la note du 9 juillet* ».

Français et Anglais préfèrent arrêter ce débat sur la valeur du document du 9 juillet, et l'on en vient à parler de l'élargisse-

(33) Les notes prises par le secrétaire de la délégation française au cours de cette séance se trouvent dans le dossier Quai d'Orsay B 75-17 carton 218. Ces notes, qui portent la mention « secret », sont évidemment inédites. C'est sur ces notes que s'appuie l'exposé qui suit. Dans cette séance, la France est représentée par Peretti, Bergery, Aron et Lyon.

ment de la Commission des Réparations par l'entrée d'un Américain avec droit de vote, au cas où la Commission aurait à constater un manquement allemand. Les délégations tombent d'accord sur le principe. Cette affaire ne pouvait d'ailleurs être cause d'aucune difficulté. Dès avant la conférence de Londres, tout le monde était tombé d'accord pour que l'Amérique, devant participer au nouveau mécanisme des réparations par l'intermédiaire du plan Dawes, participe aux travaux de la Commission des Réparations quand ce serait nécessaire (34). On ne fait donc ici en fait que constater un accord qui existe déjà.

Mais voici que Snowden avance que la promesse de la présence d'un Américain à la Commission des Réparations n'apparaîtrait peut-être pas une garantie suffisante aux prêteurs américains ; et de suggérer que la commission « *demande l'avis d'un certain nombre de banquiers, experts qualifiés, etc...* ». La manœuvre de Snowden est claire : il connaît, lui, le catalogue des conditions des banquiers, avec lesquelles il est d'accord ; pour poser ces conditions aux Français, Snowden veut faire entrer les banquiers dans la négociation.

Le Français Peretti et le Belge Hymans estiment que la demande de Snowden est grave, que cela dépasse les compétences de la première commission, et ils proposent que la question soit posée en séance plénière de la conférence. Snowden « *a le regret de ne pas être d'accord* » et n'en démord pas de son idée de faire interroger les banquiers par la commission.

Le lendemain, 17 juillet, seconde séance de la commission, de 15 h. 30 à 17 h. 30 (35). On débat de la conduite à suivre dans le cas de l'établissement par la Commission des Réparations d'un manquement de l'Allemagne à ses obligations dans le cadre du fonctionnement du plan Dawes. La commission a devant elle un texte proposé par la délégation française, qui prévoit, qu'en cas d'établissement d'un manquement allemand, « *les gouvernements intéressés se concerteraient immédiatement en vue de prendre les sanctions les plus promptes et les plus efficaces ; ces sanctions devraient assurer, dans un court délai, la cessation du manquement et le retour à l'exécution normale du plan Dawes, de façon à sauvegarder à la fois les intérêts des prêteurs et la juste réparation des dommages subis par les puissances alliées* ».

Snowden refuse ce texte. Il pose la question de savoir si le plan Dawes ne fait pas novation par rapport au traité de Versailles, question qui, dit-il, n'a pas encore été tranchée. Et Peretti et Snowden d'échanger derechef des propos aigres-doux et contradictoires sur la valeur à reconnaître au memorandum franco-britannique du 9 juillet et à son contenu.

(34) On en avait parlé entre Anglais et Français notamment lors du séjour d'Herriot à Chequers et lors de la venue de MacDonald à Paris.

(35) On trouvera les notes du secrétaire de la délégation française dans

Les Anglais donnent alors lecture d'un contre-projet ; il prévoit que : « les gouvernements intéressés, agissant avec la conscience de leur responsabilité commune à l'égard de leurs propres intérêts financiers et des intérêts des particuliers qui auraient avancé des fonds pour mettre le plan des experts à exécution, se concerteraient immédiatement pour appliquer les mesures sur lesquelles ils se mettraient d'accord en vue de se garantir eux-mêmes et les prêteurs » (36).

Les différences avec le texte français sautent aux yeux : le texte anglais ne donne aucune assurance d'une action efficace contre l'Allemagne en cas de défaillance ou de mauvaise volonté de celle-ci ; le mot même de sanction a disparu. A vrai dire, le texte que proposent les Anglais s'éloigne de la lettre et de l'esprit du plan Dawes lui-même qui prévoit qu'en cas de manquement de l'Allemagne « c'est manifestement aux gouvernements créanciers qu'il appartiendra de déterminer la nature des sanctions à appliquer et de les organiser de façon qu'elles soient promptes et efficaces » (37).

Mais voici plus grave : la proposition anglaise demande aussi que l'Agent général des paiements des réparations (fonction dont le plan Dawes prévoit la création) soit associé à la constatation d'un éventuel manquement allemand. Aucune mesure pouvant entraîner une ingérence dans l'unité économique ou fiscale de l'Allemagne, ou une occupation du territoire allemand au-delà des zones prévues par le traité de Versailles, ne pourrait être décidée par la Commission des Réparations si l'Agent général des réparations ne déclare pas que l'Allemagne a manqué de façon flagrante à l'exécution des obligations contractées par le traité ou le plan Dawes (38). C'est dire que la proposition anglaise vise à placer un nouveau verrou en face d'éventuelles initiatives françaises ; elle vise aussi à renforcer le poids des Américains, et celui des banquiers, dans le fonctionnement du plan Dawes et des réparations, et donc de la politique allemande des Alliés.

On sait en effet l'importance que doit avoir l'Agent général des réparations dans le fonctionnement du plan Dawes (39). Les partenaires du plan Dawes ne sont pas encore tombés d'accord sur le nom de la personnalité qui occupera ces fonctions, mais ils sont déjà tombés d'accord sur le fait que l'on choisira un Américain, représentant les intérêts bancaires américains, dont la participa-

le même dossier des archives du Quai d'Orsay.

(36) Ces textes (projets français et anglais) dont on ne donne ici que les passages les plus importants, n'ont pas fait l'objet d'une publication officielle ; mais ils ont été connus très tôt par des indiscrétions : le *Daily Telegraph* du 18 juillet en donnait les contenus intégraux. On trouvera les textes complets dans le dossier Quai d'Orsay B 75-17 carton 218.

(37) Plan Dawes, tome XIV des publications de la Commission des Réparations, p. 32.

(38) Annexe B au procès-verbal n° 2 de la première commission, Quai d'Orsay, B 75-17 dossier 218.

(39) Cf. WEILL-RAYNAL, op. cit., tome II, p. 539-540.

tion est essentielle au lancement et au fonctionnement du plan (40). Ainsi donc, outre la présence, acceptée d'emblée par les Français, d'un « citoyen américain » à la Commission des Réparations lorsqu'il s'agirait d'établir un manquement allemand, les Anglais demandent ce que l'on ne peut considérer que comme une sorte de droit de veto de l'Agent général, c'est-à-dire, les choses étant ce qu'elles sont déjà, de la banque américaine.

A la conférence de Londres se poursuit donc le dialogue de sourds auquel prennent part Français et Anglais depuis que le gouvernement Herriot s'est constitué à Paris. L'action de la diplomatie française fait penser à un travail de Pénélope dont les résultats, que l'on croit chaque fois acquis enfin, sont chaque fois remis en cause par les efforts faits, avec une admirable tenacité et en sens contraire, par la politique anglaise qui met en avant la banque américaine. Il est évident que, dès le début de la conférence de Londres, le redressement, dans le sens de l'interprétation française du plan Dawes et de l'accord de Chequers, que l'on pouvait espérer avoir obtenu lors de la visite de MacDonald à Paris les 8 et 9 juillet, est remis en cause. La personnalité de Snowden, qui préside la première commission, contribue à rendre l'affrontement anglo-français particulièrement vif dans cette commission.

Mais, dans cette même commission, les représentants français ne se laissent pas impressionner par les représentants anglais, dont ils discutent pied à pied les contrepropositions, si bien que l'on ne parvient à aucun accord lors de la séance du 17 juillet de la commission.

Le débat reprend le lendemain 18 juillet, lors d'une troisième séance de la première commission, réunie au Foreign Office à partir de 14 h. 30 (41). On discute à nouveau des propositions françaises et des contrepropositions britanniques présentées la

(40) Voir la lettre de Crowe pour Peretti du 24 juin 1924 et la réponse de Peretti à Crowe du 26 ou 27 juin : « *Le président du Conseil va demander également à M. Barthou de s'entendre avec ses collègues au sujet du choix de l'Agent général, qui doit être un Américain. Il me paraît impossible de faire ce choix sans demander, au moins à titre officieux, l'avis du gouvernement de Washington... Je vous propose donc de télégraphier à nos ambassadeurs respectifs à Washington pour demander au gouvernement américain de nous faire connaître son opinion sur la question* ». (Quai d'Orsay, Papiers Herriot, carton n° 5). Les Allemands ont été tenus par les Américains au courant des tractations entre Alliés au sujet de la nomination d'un Américain au poste d'Agent général (voir Télégramme TK 1554/349 du 5 juillet 1924 de Ruppel-Paris pour la Wilhelmstrasse transmis au Reichsfinanzministerium, BA Coblenz, dossier R 2 / 2878 non filmé).

Les Américains hésitent alors entre Morrow, qui représenterait les intérêts de la banque Morgan, et Young (Cf. LINK, op. cit., p. 315-319).

(41) Notes du secrétaire de la délégation française, Quai d'Orsay, B 75-17 carton 218.

veille (42). L'aigreur préside toujours aux débats. Bergery se plaint de la publication intégrale dans le DAILY TELEGRAPH des deux textes (43), ce qui laisse entendre que la fuite aurait pu être organisée du côté anglais. Snowden, pour sa part, se déclare « *stupéfait* » de cette fuite. L'interlocuteur anglais étant ainsi « *marqué* », Bergery avance un nouveau projet français avec la formule « *lorsque la Commission des Réparations statuera sur un manquement de l'Allemagne à ses obligations de réparer, notamment aux obligations définies par le plan des experts...* », ce qui permettrait, par un habile et diplomatique recours à l'adverbe *notamment*, d'éviter d'avoir à trancher sur le fait de savoir si le plan Dawes fait ou non novation par rapport au traité de Versailles.

On décide alors la constitution d'un comité restreint de rédaction, qui siège aussitôt, de 16 h. 15 à 18 heures, et prépare un texte acceptable par les Français et les Anglais.

Le lendemain, 19 juillet, nouvelle et quatrième séance de la première commission (44). Peretti commence par se plaindre d'une nouvelle fuite dont a bénéficié le DAILY TELEGRAPH. Puis, après une longue discussion, on tombe d'accord sur un texte, qui est une solution de compromis et qui devient la proposition officielle de la première commission. On y lit :

« *Si la Commission des Réparations constate un manquement de l'Allemagne, les gouvernements intéressés, agissant avec la conscience de leur responsabilité commune à l'égard de leurs propres intérêts et des intérêts des particuliers qui auront avancé des fonds pour mettre le Plan à exécution, se concerteront immédiatement en vue de déterminer la nature des sanctions à appliquer et de les organiser de façon qu'elles soient promptes et efficaces* » (45).

Le mot *sanctions* a réapparu, auquel sont adjoints les adjectifs *promptes* et *efficaces*. C'est incontestablement une satisfaction pour le point de vue français. Le rapport énumère d'autre part une liste des garanties pour les prêteurs : outre, bien sûr, l'entrée d'un Américain à la Commission des Réparations, le rapport prévoit

(42) Les notes du secrétaire de la délégation française, sur lesquelles s'appuie notre analyse, ne rendent compte que des négociations officielles en commissions. Il y a en outre toutes sortes de confidences et conciliabules qui ne laissent aucune trace dans les archives, ou que l'on devine au hasard d'un document : ainsi ce télégramme 91 540/3360 envoyé en clair le lundi 18 juillet à 14 h. 05 de Londres par une personnalité radicale, Cudenet, et adressé au 5, place du Palais Bourbon, à Paris : « *Français présenteront cet après-midi suggestion conciliante acceptée dans coulisse par Américains. Ceux-ci demandent uniquement cas sanction priorité pour service emprunt sur recouvrement sommes à acquitter par mécanisme sanctions. Incident Snowden-Peretti arrangé. MacDonald volonté aboutir. Président très en forme et confiant. Cudenet* ». (Quai d'Orsay, dossier B 82-22, carton 1 101).

(43) Voir, ci-dessus, note 36.

(44) Notes du secrétaire de la délégation française, *ibidem*.

(45) Texte intégral publié dans les *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 22-23.

la sauvegarde de gages spéciaux pour le service de l'emprunt de 800 millions en cas de sanctions contre l'Allemagne, et une priorité absolue pour le service de cet emprunt. Enfin le rapport laisse à la Commission des Réparations le privilège de constater un éventuel manquement allemand « *après avoir pris l'avis de l'Agent des paiements et d'un représentant des prêteurs* ». Un « avis », certes, ce peut être important, mais, à la limite, ce peut ne pas être décisif et on peut passer outre. Bref, dans ce rapport du 19 juillet de la première commission sur les garanties à donner aux prêteurs, les concessions au point de vue anglais paraissent finalement être surtout de forme, alors que le fond paraît surtout proche de la thèse française ; possibilité de sanctions en cas de manquement allemand et droit reconnu à la Commission des Réparations d'en décider. Est-ce à dire que Peretti serait enfin parvenu à faire partager son point de vue à Snowden ?

Herriot lui-même doute de la solidité du succès du 19 juillet : l'arrivée à Londres du secrétaire d'Etat américain Hughes, ses conversations avec MacDonald, l'attitude d'une partie de la presse anglaise du Labour Party peuvent remettre en cause l'accord du 19 juillet (46). De plus le texte sur lequel la première commission est tombée d'accord est incompatible avec les conditions du catalogue confidentiel des banquiers du 10 juillet (pouvoir de la Commission des Réparations d'établir un éventuel manquement allemand). Le 21 juillet au matin, MacDonald annonce à Herriot l'opposition des banquiers ; il est décidé que dans la journée Snowden, Clémentel et Theunis se réuniront avec Montagu Norman, Lamont et Young (47).

Le doigt est mis dans l'engrenage de la participation, ne serait-ce qu'officiieuse, des banquiers à la conférence. L'entretien a effectivement lieu le 21 juillet dans le bureau de Snowden (48). Encore que l'on ne dispose pas de procès-verbal ni de notes originales sur l'entretien du 21 juillet avec les banquiers, il y a tout lieu de penser que ces derniers y ont manifesté leur opposition au texte du 19 juillet, c'est-à-dire aux pouvoirs de la Commission des Réparations (49). Le 23 juillet, sans doute le matin, les banquiers ont un long entretien avec MacDonald lui-même, à qui ils

(46) Lettre du dimanche 20 juillet d'Herriot pour le président de la République, HERRIOT, *Jadis*, tome II, p. 153-154.

(47) Note manuscrite d'Herriot du 21 juillet, Quai d'Orsay, Papiers Herriot, carton n° 14.

(48) Voir GLASGOW, op. cit., p. 162 et LINK, op. cit., p. 290. Voir aussi l'article de RAY dans *l'Europe Nouvelle* du 26 juillet 1924, utilisé par WEILL-RAYNAL, tome III, p. 76.

(49) Dans ses notes manuscrites, Herriot écrit à la date du 22 juillet : « *Je me heurte toujours à l'opposition de fond contre la C.D.R.* ». Papiers Herriot, carton n° 14.

exposent directement leurs conditions (50). Ce sont celles-là même du catalogue confidentiel du 10 juillet.

Le même 23 juillet, à 15 heures, c'est la seconde séance plénière de la conférence (51), sous la présidence de MacDonald. Les entretiens des banquiers avec Snowden, le 21, et avec MacDonald, le matin même, ont produit leur effet. Snowden remet en cause l'accord du 19 juillet : « *Une question, qui avait très sérieusement attiré et retenu l'attention de la (première) commission, était de savoir dans quelle mesure les recommandations de la première commission donneraient des garanties aux prêteurs en vue d'assurer la réussite de l'emprunt. Les principaux membres des délégations ont eu l'impression qu'il serait désirable de connaître immédiatement l'avis des banquiers et des financiers et tel a été l'objet de la réunion officieuse de lundi après-midi (21 juillet) à laquelle j'ai fait allusion ; nous y rencontrâmes deux des principaux financiers, l'un de Grande-Bretagne, l'autre des Etats-Unis, et nous procédâmes à un échange de vues très libre et très franc* » (52).

Et Snowden, en tant que président de la première commission, de demander à la conférence de « *laisser les choses en l'état* », c'est-à-dire pratiquement de ne pas entériner le texte du rapport du 19 juillet de la première commission. C'est ce que semble vouloir entendre lui aussi MacDonald, lorsqu'il dit que la première commission devra « *continuer ses travaux* » (53).

Tout ceci est néanmoins exprimé par Snowden et MacDonald de façon si enveloppée que Peretti, à la fin de la séance du 23, amène MacDonald à préciser sa pensée ; le Premier britannique s'exprime alors clairement : « *Il est entendu que nous n'avons pas accepté le rapport de la première commission, nous l'avons simplement reçu. Nous avons entendu l'exposé verbal du président de la commission, mais rien ne sera accepté définitivement tant que l'on n'entreverra pas la possibilité de réaliser un accord d'ensemble* » (54).

(50) Voir S.V.O. CLARKE, *Central Bank Cooperation 1924-1931*, Federal Reserve Bank of New York, New York, 1967, p. 52-53, et LINK, op. cit., p. 290. Le contenu de l'entretien de MacDonald avec les banquiers anglais et américains le 23 juillet est connu par un memorandum, très vraisemblablement de la main de M. Norman, que Clarke a trouvé dans les papiers Lamont (Harvard University).

(51) Depuis la première séance plénière, celle de l'ouverture, le 16 juillet, le travail n'avait eu lieu que dans les commissions.

(52) Séance plénière du 23 juillet, *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 22-23.

(53) Ibidem, p. 23.

(54) Ibidem, p. 31.

Voilà qui ne peut que décevoir Herriot (55). Il lui reste à manifester dans ses notes personnelles sa mauvaise humeur, dont Snowden fait les frais : « *Snowden, yeux bleus, mauvais sourire, mauvaise bouche, cheveux gris, raie. Il surveille MacDonald et soulève toujours des difficultés. Il ne dit oui que du bout des lèvres. Et quelles lèvres !* » (56).

(55) La veille, 22 juillet, Herriot télégraphiait à Paris : « *Conversations ont continué cette après-midi pour rechercher conciliation entre demandes des banquiers et principes sur lesquels nous ne pouvons pas céder. Attitude conciliante du gouvernement anglais laisse espoir solution pour demain.* » (télégramme confidentiel n° 27 expédié de Londres le 22 à 21 heures).

(56) Cité par SOULIE, op. cit., p. 169.

5° LA SITUATION LE 24 JUILLET 1924 :

A Londres, conférence bloquée ; à Berlin, prudence

Au soir du 23 juillet, donc, les travaux de la conférence sont bloqués dans les trois commissions. A la troisième commission, les Anglais ont empêché, du moins provisoirement, les demandes françaises sur le problème des livraisons en nature allemandes d'aboutir ; à la seconde commission, le démantèlement des institutions économiques et financières propres aux territoires occupés étant acquis, les Anglais ont fait échouer le projet des Français et des Belges d'une organisation particulière pour les chemins de fer des territoires occupés, et la discussion et la décision sur le maintien éventuel d'un certain nombre de cheminots français et belges en Rhénanie ont été reportées au niveau de la conférence générale ; quant à la première commission, la solution au problème des sanctions en cas de manquement allemand, trouvée le 19, a été remise en cause par les Anglais le 23 après l'intervention des banquiers. Sur les trois points, les Français étaient demandeurs ; sur les trois points, les Anglais ont bloqué leurs demandes. Pourquoi ? MacDonald le laisse deviner dans cette phrase prononcée à la fin de la séance générale du 23 juillet : « *Rien ne sera accepté définitivement tant que l'on n'entreverra pas la possibilité de réaliser un accord d'ensemble* ».

Mais qu'est-ce qu'entend donc MacDonald par *accord d'ensemble* ? Est-ce, comme on pourrait encore l'imaginer à lire le procès-verbal de la séance du 23, un accord sur les points en débat dans les commissions ? Ce serait un cercle vicieux, si chaque commission attendait, pour conclure, que les autres commissions aient conclu. En fait, dès le 24, on va s'apercevoir que la diplomatie anglaise a bloqué les travaux de la conférence pour élargir le programme et les débats de celle-ci.

Il convient ici de faire une pause dans l'étude de l'affrontement franco-anglais à propos des affaires allemandes pour chercher à voir quelle est, au cours de cette première semaine de conférence entre Alliés, le comportement de l'Allemagne. On a vu que dans la semaine qui a séparé l'entrevue Herriot-MacDonald à Paris, les 8 et 9 juillet, et l'ouverture de la conférence à Londres, le 16, les Anglais, Crowe et surtout M. Norman, avaient confidentiellement donné aux Allemands, par le canal de l'ambassadeur allemand à Londres et par celui de Schacht, des apaisements et des assurances

(57) : les Allemands ne participeront pas à la première partie de la conférence, mais leurs points de vue et leurs intérêts y seront défendus. C'est effectivement, on vient de le voir, ce qui s'est passé entre le 16 et le 23. Est-ce à dire pour autant qu'il y ait eu durant cette première semaine de la conférence une connivence secrète, dans le dos de la délégation française, entre les Anglais présents à la conférence, ou dans ses environs, et les Allemands absents ?

L'étude des archives allemandes montre qu'il serait par trop simpliste de présenter ainsi les choses. Stresemann se plaint, le 21 juillet, de ce que le gouvernement allemand n'apprenne que par la lecture de la presse ce qui se passe à la conférence de Londres et ne puisse pas participer à l'élaboration de décisions intéressant au premier chef l'avenir de l'Allemagne (58). Ce même 21 juillet, Stresemann annonce en réunion interministérielle qu'il n'a aucune nouvelle de ce qui se passe à Londres et que « *si l'Allemagne ne devait être invitée que pour faire des remarques sur des décisions définitives et irréversibles de la partie adverse, elle ne pourrait pas donner suite à une telle invitation* » (59).

Il n'y a donc pas eu, durant la première semaine de la conférence, de liaison ni de coordination organiques entre les gouvernements anglais et allemand dans le dos du gouvernement français. Il est nécessaire de souligner ce point pour éviter de faire un contre-sens sur le comportement anglais en tout cela : si les Anglais défendent les intérêts allemands et mettent en échec les demandes françaises, c'est qu'ils sont persuadés que c'est nécessaire pour le retour à l'équilibre et à la paix. On pourrait caractériser la position anglaise en disant que les Anglais ne pensent pas s'être placés au côté des Allemands contre les Français, mais prétendent s'être placés au-dessus de l'affrontement franco-allemand et que, de cette position supérieure, il leur semble nécessaire, dans la situation du moment, et pour le bien de l'apaisement, d'intervenir pour soutenir le point de vue allemand.

L'absence de contacts directs, durant ces journées, entre gouvernements anglais et allemand, qu'explique la position d'arbitre actif plutôt que de partie que veut avoir le cabinet de Londres, n'empêche pas des personnalités de faire patienter les Allemands et de continuer de les assurer que leur point de vue est défendu. Les Américains Young et Houghton disent à l'Allemand Bergmann, le 19 juillet, que l'essentiel pour le moment est d'aplanir les difficultés entre Alliés, que par la suite on fera le nécessaire pour que l'Allemagne soit invitée à la conférence, mais que, dans la phase actuelle, il est préférable que l'Allemagne s'abstienne d'initiative

(57) Cf. supra, chapitre XII, troisième partie, *Confidences anglaises et américaines à l'Allemagne*.

(58) Télégramme 398 de Stresemann à Sthamer du 21 juillet 1924, AA Bonn, 9488/278 980-990.

(59) Procès-verbal de la réunion interministérielle du 21 juillet, BA Coblenz 3491/761 566-570. Publié dans ARK, *Die Kabinette Marx*, tome II, p. 902-905.

(60). Young prépare l'opinion publique française par une interview au MATIN où il explique qu'il n'y aurait de crédits que si les choses se passent de façon telle que l'Allemagne accepte librement le plan (61). Dans un télégramme pour Berlin du 22 juillet, Sthamer résume ainsi des conversations avec Young, Houghton et Logan : « *Les inquiétudes (allemandes) sont connues (ici). Le gouvernement allemand doit avoir confiance. Le combat feutré mais tenace est difficile, car il faut contraindre la France à accepter des restrictions sous une formule qui sauve la face d'Herriot et permette d'éviter sa chute* » (62).

Cette dernière phrase nous paraît caractériser au mieux l'impression qui se dégage à la lecture de toute la documentation : Anglais et Américains veulent que la France fasse des concessions aux points de vue allemands, mais ils sont soucieux qu'Herriot reste au pouvoir à Paris, car, sinon, toute l'entreprise serait menacée, et pour maintenir Herriot au pouvoir à Paris, alors qu'il a à y faire face à une forte opposition, il faut éviter de fournir des arguments à cette opposition ; en particulier, il est souhaitable que le gouvernement allemand s'abstienne d'initiatives qui pourraient braquer l'opinion française ; il est préférable que l'Allemagne laisse faire les Alliés de la France.

Il n'est pas toujours facile au gouvernement allemand de suivre les conseils de prudence, de silence et de temporisation que lui donnent ses amis anglais et américains ; c'est que le gouvernement allemand, lui aussi, a à faire face à son opposition intérieure. Le 22 juillet, la fraction national-allemande du Reichstag a accusé le gouvernement Marx-Stresemann « *d'aller d'illusion en illusion* » et a établi un catalogue de sept exigences.

1° Le gouvernement allemand ne doit aller à Londres que s'il ne s'agit pas d'entendre un nouveau DIKTAT et si l'on traite avec lui comme avec un partenaire égal.

2° Tous les Allemands emprisonnés ou expulsés par l'occupant doivent être rétablis dans tous leurs droits.

3° Les territoires occupés à titre de sanction (la Ruhr et les trois villes occupées en 1921) doivent être immédiatement évacués économiquement ET MILITAIREMENT.

4° Dans les territoires occupés de la rive gauche du Rhin, la souveraineté administrative allemande doit être rétablie, et la date du 10 janvier 1925 doit être prise comme date de départ de l'évacuation.

(60) Télégramme 432 de Bergmann et Sthamer à l'A.A. du 19 juillet, AA Bonn, 9488/278 923-924.

(61) Ibidem.

(62) Télégramme 440 de Sthamer à l'A.A. du 22 juillet, dossier BA Coblenze R 2/2878 non filmé (dossier du Ministère des Finances du Reich dans lequel se trouvent des pièces communiquées par l'A.A. pour information).

5° L'Allemagne doit être mise à l'abri de toute sanction éventuelle à l'avenir.

6° L'Allemagne ne doit pas accepter des exigences allant contre son indépendance ou son honneur.

7° L'article 231 du traité de Versailles sur les responsabilités dans les origines de la guerre doit être rejeté (63).

Et il n'y a pas que les nationaux-allemands à poser des exigences. Aussi le chancelier Marx, Stresemann et Luther, alors ministre des Finances, ont-ils le 22 juillet un entretien avec des personnalités dirigeantes de tous les partis politiques allemands, communistes et racistes exceptés. Stresemann, en accord avec le chancelier Marx, demande aux partis politiques d'éviter pour le moment un débat de politique étrangère au Reichstag, débat qui pourrait compromettre la manœuvre en cours. Stresemann s'exprime ainsi :

« Le danger est que le président du Conseil français ne dispose pas de majorité dans son Parlement ; en particulier il a dû faire au Sénat des promesses qui lui lient les mains. Si ce sont les Anglais et les Américains qui, à Londres, le contraignent à reculer, il pourra s'en justifier en parlant de force majeure. Mais un débat de politique étrangère au Reichstag réveillerait aussitôt l'opposition en France et saboterait la possibilité d'un accord à Londres » (64).

Bien que le représentant national-allemand à cette réunion, Hergt, exprime l'opinion *« qu'une forte opposition au Reichstag renforcerait la position du gouvernement allemand à Londres »* (65), le gouvernement allemand renouvelle les consignes de prudence et de silence, pour le moment, auprès des partis politiques. Dans une réunion interministérielle du 23 juillet, le chancelier Marx suggère que les partis de la majorité prennent l'initiative de déclarer s'abstenir d'un débat de politique étrangère en raison de la conférence de Londres (66). Le 24, le cabinet est unanime à souhaiter ce silence des partis de la majorité et de la S.P.D. (67).

L'appel du gouvernement est entendu par les partis : le 25 juillet, les fractions du Zentrum, du parti populiste (D.V.P.) et du parti démocrate (D.D.P.) au Reichstag, donnent une déclaration commune, lue par le député du Zentrum Fehrenbach, qui déclare qu'*« un débat de politique étrangère en ce moment serait peu favorable aux intérêts de l'Allemagne »* (68).

(63) MICHAELIS et SCHRAEPLER, *Ursachen und Folgen*, tome VI, p. 90-91.

(64) BA Coblenz 3491/761 572-579, Document non publié dans le recueil des documents de la chancellerie du Reich, op. cit.

(65) Ibidem. Cette phrase est assez intéressante pour illustrer la position d'opposition des nationaux-allemands à la politique de Stresemann.

(66) ARK, *Die Kabinette Marx*, tome II, p. 913-914.

(67) Ibidem, p. 916-917.

(68) MICHAELIS et SCHRAEPLER, op. cit., p. 91-92.

Mais cette prudence ne signifie en rien que l'Allemagne renonce à ses objectifs, dont le premier et le plus important est l'évacuation militaire de la Ruhr. Dans un télégramme pour son ambassadeur à Londres, du 21 juillet, Stresemann dit son inquiétude de ce qu'il semble qu'on n'ait pas encore parlé à la conférence de Londres de l'évacuation militaire, et il lui demande de souligner dans toute conversation l'importance qu'elle a pour l'Allemagne (69). Et dans la même déclaration où ils font savoir qu'ils ne souhaitent pas pour le moment un débat de politique étrangère, les partis de la majorité posent l'exigence de « *l'évacuation économique et militaire* » des territoires occupés à titre de sanction.

(69) Télégramme 398 de Stresemann pour Londres du 21 juillet 9488/278 980-990.

CHAPITRE XV

L'ELARGISSEMENT DU PROGRAMME DE LA CONFERENCE INTERALLIEE

(24 juillet - 3 août)

- 1 - La journée de la vérité (24 juillet) : MacDonald demande à Herriot l'évacuation militaire de la Ruhr
 - 2 - Réactions d'Herriot à l'exigence d'évacuation militaire de la Ruhr (25-30 juillet)
 - La thèse d'Herriot sur la caution de Foch
 - Ce qu'apportent les documents sur l'affaire Desticker-Foch
 - Le plan Seydoux du 30 juillet
 - 3 - Le travail dans les trois commissions du 24 juillet au 2 août 1924
 - Les travaux de la première commission
 - Les vraies raisons des banquiers
 - Les travaux de la deuxième commission
 - Les travaux de la troisième commission
 - 4 - MacDonald consulte confidentiellement le gouvernement allemand (29 juillet-2 août)
 - 5 - La situation au 2 août 1924 : Les Allemands sont invités à venir à Londres
 - Aspects techniques, juridiques et politiques de l'invitation à l'Allemagne
- Bilan de la conférence au 2 août
- Les délibérations au sein de la délégation française (1^{er}-3 août)

1° LA JOURNEE DE LA VERITE (24 JUILLET) :

MacDonald demande à Herriot l'évacuation militaire de la Ruhr

Les craintes de Stresemann, qu'expliquent sans doute son impatience naturelle et l'importance de l'enjeu, ne sont pas fondées. MacDonald va bientôt demander à Herriot l'évacuation militaire de la Ruhr. On sait le caractère décisif, aux yeux du gouvernement allemand, de cette affaire, et les assurances confidentielles données sur ce point aux Allemands par les Anglais et les Américains avant la réunion de la conférence de Londres. On a vu, d'autre part, que, dans les négociations entre Anglais et Français ayant précédé la conférence, il n'avait pas été possible aux deux gouvernements de définir une ligne commune à ce sujet, ou, plus exactement, que l'entente franco-britannique n'avait été possible qu'en laissant soigneusement dans l'ombre la question de l'évacuation militaire de la Ruhr. A Chequers, les Anglais l'avaient demandée, ou avaient demandé au moins que l'occupation devint « invisible » ; Herriot avait évoqué l'idée que l'on avait à Paris de lier l'évacuation militaire à la commercialisation d'une partie de la dette allemande au titre des réparations ; il n'y avait pas eu de décision (1). De même, après la rencontre MacDonald-Herriot à Paris, les 8 et 9 juillet, le mémorandum franco-britannique du 9 juillet, définissant le programme de la conférence de Londres, n'y faisait pas allusion (2). Aussi Herriot avait-il pu déclarer au Sénat le 26 juin : « *Pour l'occupation militaire de la Ruhr, toute liberté de décision appartient aux gouvernements belge et français* » (3).

Ces propos avaient eu évidemment pour objet de consolider la position du gouvernement français au Parlement en soulignant qu'aucune concession n'avait encore été faite ; mais ils laissaient penser à l'opinion publique française que le gouvernement français avait en cette affaire une liberté de manœuvre qu'en fait il ne possédait déjà plus ; ce dont d'ailleurs Herriot lui-même n'était sans doute pas encore conscient au moment où il s'était ainsi exprimé.

Donc, entre les exigences allemandes, les assurances anglo-américaines à l'Allemagne et les espérances françaises — que l'on s'est

(1) Cf. supra, chapitre X, deuxième partie.

(2) Cf. supra, chapitre XII, première partie.

(3) Cité par P.O. LAPIE, *Herriot*, p. 142.

abstenu, du côté anglais, de décevoir trop tôt, de crainte, sans doute, de voir la France hésiter à entrer dans l'engrenage de la négociation préparée — l'équivoque est totale. L'équivoque est maintenue pendant la première semaine de la conférence de Londres, en ce sens que le sujet n'est pas abordé. Certes, dès le 17 juillet, MacDonald aurait dit à Herriot, pendant une pause de la conférence : « *Qu'allons-nous faire de la Ruhr maintenant, M. Herriot ?* » (4). Herriot aurait fait le mort ; MacDonald n'aurait pas insisté, mais aurait posé à nouveau sa question, chaque jour. Dans sa lettre au président de la République du 20 juillet, Herriot écrit : « *On sent, plus qu'on ne la voit, une action combinée de l'Angleterre et des Etats-Unis pour obtenir, à la faveur de ces exigences (il s'agit des exigences des prêteurs dont on débat à la première commission), en partie légitimes, des garanties politiques inquiétantes, du moins pour le prestige français* » (5).

C'est évidemment à l'évacuation militaire de la Ruhr que fait allusion Herriot ici ; la manière dont il s'exprime montre qu'il sent venir la demande d'évacuation militaire de la Ruhr, mais qu'on ne la lui a pas encore formulée explicitement ; elle montre aussi qu'il y voit, pour la France, une question de prestige, plus qu'une question essentielle, analyse qui laisse présager la possibilité de concessions de sa part. Du moins semble-t-il qu'Herriot ait d'abord cherché à s'en tenir à la position française initiale présentée à Chequers : obtenir une commercialisation de la dette allemande en échange de la concession par la France de l'évacuation militaire de la Ruhr (6).

Dans les conversations techniques d'experts également, les Français se sont jusqu'alors soigneusement abstenus d'accepter quoi que ce soit qui pût laisser penser que la France était prête à évacuer militairement la Ruhr, comme le prouve ce télégramme d'information d'Herriot pour Paris :

« *Les experts britanniques ont saisi leurs collègues français d'un document énonçant différentes conditions qu'il serait désirable que les Alliés remplissent en vue de l'application du plan Dawes. Ce document, qui paraît d'origine allemande, contient à la fin une allusion précise à l'évacuation militaire de la Ruhr. Les experts français ont catégoriquement refusé d'examiner cette question ; ils ont déclaré qu'ils s'en tenaient à la note du 9 juillet qui est la seule base de leur travail. Or cette note cite un passage*

(4) HERRIOT, *Jadis*, tome II, p. 156, et ZIMMERMANN, *Deutsche Aussenpolitik in der Ära der Weimarer Republik*, p. 239. Herriot racontera lui-même cette scène à Stresemann, lors de l'entretien secret que les deux hommes d'Etat auront à Londres le 11 août. Voir sur l'entretien Herriot-Stresemann du 11 août les notes manuscrites de l'interprète Paul Schmidt, AA Bonn, 4691/E 226 163-167. Cf. ci-dessous, chapitre XVIII, deuxième partie.

(5) Cité par HERRIOT, *Ibidem*, p. 153-154. Original dans les *Papiers Herriot* (Archives du Quai d'Orsay).

(6) SOULIE, *op. cit.*, p. 171.

du rapport Dawes qui précise expressément que les questions militaires ne sont pas de la compétence du comité. M. Seydoux a ajouté qu'il n'abandonnerait, dans aucun cas, cette position » (7).

Mais voici que le 24 juillet, alors que la conférence est bloquée et que, dans les trois commissions, les demandes françaises sont arrêtées, MacDonald lance l'affaire. Le matin, à Herriot et Theunis qui sont avec lui dans son bureau, il parle de l'évacuation militaire de la Ruhr (8). Dans la journée, MacDonald fait parvenir à Herriot une lettre personnelle qui pose, cette fois-ci donc par écrit, l'exigence d'évacuation militaire de la Ruhr (9). Se référant explicitement aux exigences de l'opinion publique allemande et à une demande du gouvernement de Berlin, MacDonald suggère à Herriot qu'en plus de l'évacuation économique de la Ruhr soient prévues les dispositions du retrait des troupes d'occupation, soit dans le document qui traitera de la restauration de l'unité économique et financière de l'Allemagne, soit dans un document particulier. Il serait souhaitable que des dates fixes soient prévues ; sinon, il ne serait pas possible au gouvernement allemand de faire voter par le Reichstag les lois prévues par le plan Dawes ; et MacDonald ajoute :

« Je ne puis cacher que les arguments ainsi invoqués par le gouvernement allemand semblent être d'un grand poids au gouvernement de Sa Majesté, si on les considère, en tenant compte, d'une part, des considérations générales sur lesquelles repose manifestement le rapport Dawes, et, d'autre part, du but avoué et restreint, dans lequel l'extension de l'occupation militaire fut entreprise. En plaçant ces considérations sous vos yeux je vous prie de leur donner votre amicale attention et de me faire connaître, dès que vous le pourrez, votre avis sur la question soulevée » (10).

Aussi diplomatiques que soient les termes de la lettre de MacDonald, Herriot ne peut s'y méprendre : le gouvernement anglais partage l'exigence allemande, dont il se fait l'interprète, d'évacuation militaire de la Ruhr. La pression exercée sur Herriot le 24 juillet ne se limite pas à cette lettre de MacDonald. Le même jour, dans le bureau de MacDonald, le président du Conseil belge, Theunis, annonce brutalement à Herriot que le gouvernement belge est décidé à retirer ses troupes de la Ruhr (11). On a du mal à se

(7) Télégramme Herriot n° 19 du 21 juillet, Quai d'Orsay, dossier B-82-22, carton 1101.

(8) Notes manuscrites d'Herriot, *Papiers Herriot*, carton n° 14.

(9) Voir les déclarations d'Herriot au Parlement, *Journal Officiel, Débats parlementaires*, 1924, Chambre, p. 2958, Sénat, p. 1197. Voir aussi HERRIOT, *Jadis*, tome II, p. 156, BARDOUX, *L'Expérience de 1924*, p. 248 et WEILL-RAYNAL, *Les réparations allemandes*, tome III, p. 77.

(10) *Ibidem*.

(11) Note manuscrite d'Herriot du 24 juillet, *Papiers Herriot*, carton n° 14. Compte rendu du 25 juillet de Desticker à Foch. Voir BARDOUX, op. cit., 249-252, WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 78, SOULIE, op. cit., p. 171.

défendre du sentiment que tout cela est une manœuvre visant à isoler Herriot et le contraindre à céder. La prise de position de Theunis, le 24 juillet, paraît en contradiction avec la fermeté dont il avait fait montre, à la fin de juin, lors du passage d'Herriot dans la capitale belge. Les Belges avaient alors essayé de redresser la position franco-belge face aux exigences anglaises manifestées à Chequers ; voici que maintenant Theunis appuie MacDonald face à Herriot. L'état actuel de la documentation ne permet pas de dire pourquoi la position belge a ainsi évolué (12). Londres a-t-il trouvé des moyens efficaces de convaincre Bruxelles de changer de position ? Bruxelles a-t-il estimé que, Paris ne paraissant guère disposé à se battre sérieusement pour défendre ses thèses, il était préférable de se placer, à temps, du côté qui avait toutes chances de l'emporter ? On ne fait ici que poser des questions.

Quoi qu'il en soit, au soir du 24 juillet, Herriot connaît la mesure des exigences qu'on lui pose et il sait qu'il est isolé. Il sait que le gouvernement anglais a fait siennes les exigences allemandes ; il sait que l'allié belge s'apprête à quitter la barque commune ; il sait ce que veulent les banquiers de Londres et de New York et il sait que la faiblesse des finances françaises fait la force politique de ces financiers. Dans cette conjoncture, Herriot se retrouve seul face à l'Allemagne, face au cabinet de Londres, face à la volonté tenace de la Banque d'Angleterre, face au poids de la banque américaine, et de leurs exigences convergentes, sans oublier les espoirs que la politique qu'il a inaugurée a semés dans sa majorité parlementaire et dans l'opinion publique française et qu'il serait grave de décevoir. S'il ne cède pas, c'est l'échec de la conférence, la rupture avec l'Angleterre, la désillusion de ses partisans en France, qui ne comprendraient pas ce revirement. Ce serait le triomphe de ses adversaires politiques en France. La bonne volonté manifeste, la générosité des sentiments, la tactique dilatoire remettant à plus tard l'explication décisive entre Paris et Londres sur l'essentiel, dans l'espoir que le maintien d'un climat de confiance suffirait à faire mûrir une solution de compromis, n'ont pas empêché les difficultés de rester entières, le gouvernement anglais de maintenir entières ses exigences, voire de les accroître, et la crise d'éclater : elle éclate, le 24 juillet, alors que la conférence est partout bloquée, que la France y a déjà beaucoup concédé et n'y a encore rien obtenu, et elle éclate sous la forme d'une exigence anglaise qui n'est pas sans faire penser à une sorte d'ultimatum, étant donné les conditions dans lesquelles elle est formulée. La concordance de date

(12) On a déjà eu l'occasion de remarquer que, dans la publication des *Documents diplomatiques belges*, on a la surprise de ne trouver aucun document entre les dates du 29 avril 1924 et du 14 novembre 1924. La nuit est donc totale sur l'activité diplomatique de Bruxelles au cours des mois décisifs qui voient le lancement de la nouvelle politique des puissances occidentales à l'égard de l'Allemagne (remarquons accessoirement que cette publication, pour toute l'année 1923, apporte un seul document qui d'ailleurs n'a rien à voir avec l'occupation de la Ruhr).

entre le jour où la conférence est bloquée et celui où MacDonald pose à Herriot les exigences que l'on vient de voir n'est pas, à coup sûr, le fait du hasard. La lettre du 24 juillet donne tout son sens à la phrase prononcée par MacDonald à la fin de la séance générale du 23 juillet : « Rien ne sera accepté définitivement tant que l'on n'entreverra pas la possibilité de réaliser un accord d'ensemble (13).

Dans la situation où il se trouve mis, Herriot ne semble plus avoir le choix qu'entre le refus, c'est-à-dire l'échec, ou bien l'acceptation et la concession. Il convient de souligner que c'est MacDonald qui a délibérément placé Herriot dans cette situation et qui est le véritable maître du jeu. En cette journée du 24 juillet, comme le prouve le procès-verbal de la réunion interministérielle qui se tient ce jour-là à Berlin, Stresemann et le gouvernement allemand ne savent pas ce qui est en train de se passer à Londres (14).

Du moins, MacDonald pense-t-il, après l'éclat du 24 juillet, avoir obtenu, ou pouvoir obtenir d'Herriot les concessions qu'il considère indispensables pour acquérir l'accord de l'Allemagne aux décisions de la conférence. En effet, le 25 juillet, MacDonald fait venir l'ambassadeur d'Allemagne à Londres et a avec lui un entretien secret ; sans lui dévoiler le détail de ce qui s'est passé la veille, le Premier anglais expose à l'ambassadeur allemand que les progrès de la conférence sont tels que dans un ou deux jours on pourra négocier avec des représentants du gouvernement allemand. Comme il ne s'agit pas encore d'une invitation officielle, qui ne pourrait être que collective, MacDonald demande à son interlocuteur le secret absolu. Sthamer prévient aussitôt Stresemann (15). La déclaration de MacDonald à Sthamer du 25, après la lettre à Herriot du 24, montre que la présidence de la conférence pour MacDonald n'est pas une charge honorifique, ou technique ; il est le véritable maître, entre la France et l'Allemagne, du jeu politique, qu'il mène, sans faiblir, là où il l'estime nécessaire. Il n'y a pas, comme l'avait espéré et dit Herriot, de *coopération continue* entre Paris et Londres. Il y a un arbitrage de Londres entre Paris et Berlin, et un arbitrage que Londres estime devoir être rendu en faveur des thèses de Berlin.

(13) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 31.

(14) Réunion interministérielle du 24 juillet, *Akten der Reichskanzlei Die Kabinette Marx*, Band 2, p. 914-917. Stresemann dit « qu'aucune information nouvelle n'est parvenue sur la situation à Londres. Il craint que, si les négociations y durent trop longtemps, la position du président du Conseil français ne devienne de plus en plus difficile, et que cela puisse entraîner sa chute ».

(15) Télégramme 457 de Sthamer à Stresemann du 25 juillet 1924, AA Bonn 4492/E 100 099-100. Voici les mots mêmes prononcés par MacDonald devant Sthamer et écrits par celui-ci sous la dictée du premier : « The Conference has now proceeded so far that it is ready in a day or two to negotiate with representatives of the German Government with a view of agreeing upon putting the experts report into operation ». Le fait que le Premier anglais dicte ce texte à l'ambassadeur allemand en fait une déclaration presque officielle, bien que secrète et unilatérale, du gouvernement anglais au gouvernement allemand.

2° REACTIONS D'HERRIOT A L'EXIGENCE D'EVACUATION MILITAIRE DE LA RUHR

(25 - 30 juillet)

Comment réagit Herriot à la lettre de MacDonald du 24 juillet, qui demande l'évacuation militaire de la Ruhr ? La réponse à cette question n'est pas facile à donner, car la documentation est peu claire et souvent contradictoire. Les seules sources vraiment satisfaisantes pour l'historien seraient les archives de la délégation française à la conférence et les papiers personnels d'Herriot. On a exploité ces deux sources ; elles sont sur ce point décevantes ; elles n'apportent pratiquement rien sur la manière dont Herriot en est venu à accepter l'exigence d'abandon de l'occupation militaire de la Ruhr sans contrepartie. Une raison en est sans doute qu'Herriot a traité l'affaire lui-même, dans des conversations privées, qui n'ont guère laissé de traces écrites. Cependant on ne peut dissimuler que l'on éprouve un certain malaise dans cette affaire.

La thèse d'Herriot sur la caution de Foch

En effet, l'étude de la documentation secondaire (débats parlementaires, Mémoires, conférences, etc...) montre qu'Herriot n'a cessé de chercher à accréditer la thèse que, s'il a accepté à la conférence de Londres le retrait de l'armée française du bassin de la Ruhr, c'est qu'il avait la caution du maréchal Foch qui aurait été partisan de l'évacuation. Cette caution lui aurait été donnée par le général Desticker, chef d'état-major de Foch, présent à Londres, pendant la conférence.

Herriot a avancé la thèse de Foch partisan de l'évacuation de la Ruhr pour la première fois le 17 juillet 1929, à l'occasion d'un débat à la Chambre des députés (16). La nature du débat parlementaire de juillet 1929, certes, permettait de comprendre que l'on parlât de réparations ; il s'agissait du débat de ratification des accords de Londres (Churchill-Caillaux) et de Washington (Mellon-Béranger) sur les dettes interalliées (17). Herriot saisit l'occasion

(16) Deuxième séance du 17 juillet 1929. J.O., *Débats parlementaires, Chambre des députés*, p. 2598.

(17) Cf. BONNEFOUS, *Histoire politique de la III^e République*, tome IV, p. 348-360.

de ce débat de 1929 pour présenter une défense et illustration de sa politique en 1924, et notamment pour faire des révélations sur la conférence de Londres. Il dit :

« *J'ai appelé près de moi (après réception de l'exigence d'évacuation militaire de la Ruhr) M. le général Desticker, qui représentait à Londres M. le maréchal Foch et je lui ai dit : « Mon général, ce n'est point un président du Conseil qui vous parle, c'est un Français qui s'adresse à un autre Français. Je vous pose la question suivante : demain je serai peut-être obligé, sous peine de faire échouer la conférence de Londres, de consentir à l'évacuation de la Ruhr ; dites-moi si je dois céder, dites-moi si je dois ne céder dans aucune condition, dites-moi s'il y a un intérêt de sécurité pour la France, tel qu'il doit tout primer ».*

« *M. le général Desticker, ce vertueux soldat dont je salue humblement la mémoire, me fit cette réponse, que j'entends encore : (18) « Monsieur le président du Conseil, si demain soir la Ruhr pouvait être évacuée, j'en serais bien content pour la sécurité de mon pays, pour le cas d'une crise possible, parce que je vous déclare que, s'il se produisait un incident grave, la première mesure que nous prendrions serait de rappeler les soldats qui se trouvent placés en flèche là-bas ».*

Et comme pour balayer l'objection qu'on pourrait lui faire de faire parler un mort, Herriot demande aux députés de relire les débats parlementaires du 23 août 1924. Ce jour-là, après la conclusion de la conférence de Londres, plusieurs hauts fonctionnaires avaient participé, à la demande du gouvernement Herriot, au débat de la Chambre comme commissaires du gouvernement ; parmi eux, le général Desticker. Et Herriot, rappelant la séance du 23 août 1924, de s'écrier le 17 juillet 1929 : « *Messieurs, rappelez-vous, consultez le Journal Officiel si vous doutez : un homme (le général Desticker) se leva librement au banc des commissaires du gouvernement, il demanda doucement la parole et il rappela que le maréchal Foch était favorable à l'évacuation de la Ruhr* » (19).

En effet, il n'est que de se reporter aux débats parlementaires du 23 août 1924 (20) pour se convaincre sans conteste que, ce jour-là, le général Desticker a déclaré que le maréchal Foch, « *consulté, par les gouvernements précédents, comme par le gouvernement actuel* » avait toujours répondu « *qu'il considérait que l'occupation militaire de la Ruhr n'intéressait nullement la sécurité de la France* ». Voici qui ne permet aucun doute : le maréchal Foch ne pen-

(18) De fait, le général Desticker est mort le 27 novembre 1928, et Herriot le fait s'exprimer ainsi le 17 juillet 1929.

(19) Le maréchal Foch, dont Herriot dit pour la première fois le 17 juillet 1929, qu'il « *était favorable à l'évacuation de la Ruhr* » est mort le 20 mars 1929.

(20) *Journal Officiel, Débats parlementaires, Chambre des Députés, 23 août 1924, p. 3074-3075.*

sait pas que la présence de l'armée française dans le bassin de la Ruhr fût une condition de la SÉCURITÉ de la France, et, consulté, il l'a dit.

Mais n'a-t-il dit QUE CELA et a-t-il conseillé au gouvernement, en juillet 1924, le retrait de l'armée française du bassin de la Ruhr, comme l'affirmera, à partir de 1929, Herriot ? C'est ici qu'est l'équivoque et, la documentation contraint à le constater, le « coup de pouce » d'Herriot.

Dès le 18 juillet 1929, lendemain du jour où Herriot avait lancé pour la première fois la thèse de Foch partisan, en 1924, de l'évacuation militaire de la Ruhr, un député, Charles Reibel, causait un petit scandale en déclarant au cours d'une interpellation à la Chambre : (21).

« Il est parfaitement exact, comme l'a dit M. Herriot, que le maréchal Foch considérait, du strict point de vue militaire, l'occupation de la Ruhr comme une opération délicate et il estimait notamment, comme l'a déclaré aussi M. Herriot, que, si l'Allemagne lançait une attaque sur nos troupes de la Ruhr, le commandement français ne devrait pas laisser nos troupes en flèche sur la rive droite, et qu'il devrait, bien au contraire, les ramener le plus tôt possible sur la rive gauche ou dans la tête de Pont de Cologne. Voilà pour la question purement militaire, la seule d'ailleurs dont ait parlé M. le général Desticker au cours de la déclaration qu'il fit dans cette Chambre et que rappelait hier M. Herriot.

Mais je crois devoir compléter les explications qui ont été données hier en indiquant que, sous cette seule réserve, le maréchal était partisan du maintien de notre occupation de la Ruhr, qu'il considérait comme un gage exceptionnellement utile pour le paiement des réparations. La Chambre me permettra de lui lire la lettre que le maréchal m'adressait de Bretagne (22) le 18 août 1924. Je lui avais signalé que divers journaux laissaient entendre que, consulté par le gouvernement de M. Herriot, il avait donné son assentiment à l'évacuation de la Ruhr. Il me répondit par la lettre dont je lis à la Chambre le texte original :

« Mon cher ami, tant que le gouvernement français, quel qu'il soit, travaille à l'étranger, ou avec l'étranger, je n'ai pas le droit de l'affaiblir ni de le discuter publiquement, en particulier en lui donnant un démenti ; c'est pour cela que, jusqu'à présent, je me suis tu. Mais si, à son retour de Londres, rapportant des arrange-

(21) *Journal Officiel, Débats parlementaires, Chambre des Députés*, première séance du 18 juillet 1929, p. 2616-2618. Charles Reibel, député de Seine-et-Oise, avait été sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil dans les gouvernements Millerand et Leygues de 1920, et ministre des Régions libérées dans le gouvernement Poincaré de 1922-1924. L'importance des propos qu'il tient à la Chambre le 18 juillet 1929 nous contraint à le citer assez longuement.

(22) Le maréchal Foch avait sa maison de campagne et de vacances en Bretagne.

ments plus ou moins faibles, il veut m'en attribuer la responsabilité, je suis en état de présenter les avis écrits que j'ai fait parvenir au président du Conseil, à Londres, par l'intermédiaire du général Desticker et, en second lieu, par celui du président de la République, le 30 juillet. En dehors de ces communications écrites, j'ai eu avec M. le président du Conseil, le 9 août, à 21 heures 45, une conversation de deux, trois ou cinq minutes, dans laquelle j'ai repris la thèse des avis écrits. Puis a eu lieu le conseil des ministres à 22 heures. Je n'y ai pas participé ».

Et Reibel de citer la note de Foch du 30 juillet, dont nous reparlerons plus loin, et dans laquelle le maréchal, bien loin de demander la sortie de l'armée française de la Ruhr, soutenait la thèse que le maintien de l'occupation militaire de la Ruhr n'était pas incompatible avec le plan Dawes, et conseillait de n'évacuer le bassin que progressivement « par tranches, à mesure de la réalisation effective des dispositions et des paiements que comporte le plan Dawes (et dont nous donnerons l'échelonnement), sans fixer dès à présent des dates précises pour ces évacuations, en raison de l'imprécision, de l'inconnu même du moment où ces dispositions et ces paiements deviendront des réalités » (23).

Emotion à la Chambre en ce 18 juillet 1929 ! Certains demandent qu'il soit mis un terme à l'interpellation de Reibel. Briand, plus habile, fait à l'interpellateur le reproche de chercher à opposer des officiers généraux aux gouvernements de la République. Herriot quant à lui, se tire de ce mauvais pas parlementaire par une semi-retraite : « Il me reste à remercier M. Reibel... de m'avoir permis de projeter une lumière éclatante sur cette vérité que M. le maréchal Foch... estimait que le maintien de l'occupation de la Ruhr n'était pas utile à la sécurité de la France ».

Du moins, Herriot n'affirme-t-il plus, ce jour-là, que Foch avait conseillé l'évacuation (25).

Pendant des années, il ne fut plus question de ces péripéties. Mais Herriot relança la thèse de Foch partisan de l'évacuation de la Ruhr à l'occasion d'un débat à l'Assemblée constituante, en jan-

(23) *Journal Officiel*, ibidem. Voir aussi le texte complet de la note de Foch du 30 juillet 1924 dans les Papiers Herriot, carton n° 14.

(24) Ibidem.

(25) Le comportement d'Herriot les 17 et 18 juillet 1929 indisposa fortement contre lui Poincaré, alors président du Conseil. Poincaré, âgé de soixante-neuf ans, menait depuis le 11 juillet à la Chambre le difficile débat pour la ratification des accords sur les dettes interalliées. Le 17 juillet, Poincaré, épuisé et malade, n'était pas à la Chambre (il devait démissionner le 27 pour entrer aussitôt en clinique et être opéré de la prostate le 1^{er} août). C'est le premier jour de l'absence de Poincaré qu'Herriot choisit pour donner sa version de l'occupation de la Ruhr et de la conférence de Londres. L'estime que Poincaré avait toujours gardée pour Herriot, malgré leurs divergences politiques, ne devait pas résister à ce coup. Voir G. SUÁREZ, *Herriot 1924-1932*, Tallandier, 1932, p. 184-185 (*Récit historique de M. Poincaré*) ; Poincaré y accuse Herriot d'avoir attendu « le moment où la maladie venait de m'éloigner du Palais-Bourbon » pour donner sa version de l'histoire des réparations.

vier 1946. Le 16 janvier 1946 (l'Assemblée constituante débat des affaires allemandes), Herriot parle des « *leçons de l'expérience* » et fait un éloge des idées du maréchal Foch, « *cet homme dont le génie si français était fait de bon sens* » (26). Le 17 janvier 1946, Herriot refait l'historique de l'affaire de la Ruhr et de la conférence de Londres de 1924 et dit :

« *L'Allemagne capitule, accepte de se soumettre. Les Américains, pour nous aider, préparent et nous soumettent le plan Dawes. M. Poincaré en accepte le principe et accepte aussi le principe de la conférence de Londres où le plan devait être mis au point. Les correspondances officielles publiées à cette époque prouvent l'exactitude de mes affirmations. J'arrive à Londres pour y continuer l'œuvre de M. Poincaré...* (27). Lorsque je fus informé que le gouvernement anglais exigeait l'évacuation de la Ruhr, je fis venir le général Desticker, qui était mon conseiller militaire à Londres, et en même temps, et surtout, le chef d'état-major du maréchal Foch. Je lui dis : « *L'affaire devient grave, il faut prier le maréchal de venir à Londres pour conférer avec moi* ». Le général Desticker me répondit : « *Ce n'est pas la peine de faire venir le maréchal Foch, je vais vous donner son opinion. Si, demain soir, vous aviez pu évacuer la Ruhr, vous auriez rendu un grand service à la France et à son armée* » (28).

Et voici à nouveau lancée par Herriot la thèse de Foch souhaitant en 1924 l'évacuation militaire immédiate de la Ruhr ; bien plus, dans ce débat parlementaire de 1946, Herriot lance pour la première fois l'affirmation que lui, Herriot, voulait faire venir Foch à Londres, et que c'est Desticker qui l'en aurait dissuadé. En 1952, Herriot reprend dans ses Mémoires ces deux affirmations (désir de Foch de voir évacuer immédiatement la Ruhr et affirmation de Desticker selon laquelle il est inutile de faire venir Foch à Londres) (29). Depuis, la thèse d'Herriot est devenue vérité historique, et on la retrouve reprise de livre en livre (30).

Ce qu'apportent les documents sur l'affaire Desticker-Foch

La thèse d'Herriot sur l'opinion de Foch balayant ses hésitations et ses scrupules, et emportant sa décision, ne résiste pas à l'examen de la documentation, aussi lacunaire et décevante soit-elle. Que permettent donc de dire les documents ?

(26) *Journal Officiel, Assemblée constituante*, première séance du 16 janvier 1946, p. 41.

(27) N'oublions pas qu'Herriot prononce cette phrase en 1946.

(28) *Journal Officiel, Assemblée constituante*, deuxième séance du 17 janvier 1946, p. 99.

(29) HERRIOT, *Jadis*, tome II, p. 157.

(30) Voir par exemple SOULIE, *op. cit.*, p. 171 et SALEWSKI, *op. cit.*, p. 258. Les paroles que M. Soulié attribue à Desticker ne sont tirées d'aucun document d'archives, comme pourrait le faire penser la présentation typographique ; c'est la citation d'un passage des Mémoires d'Herriot.

Le 24 juillet, quand MacDonald lui pose l'exigence d'évacuation militaire de la Ruhr, Herriot est en mauvais termes avec son ministre de la Guerre, le général Nollet, qui devait être aussi sa garantie du côté des militaires. Nollet en veut à Herriot de ne pas l'avoir soutenu dans les discussions avec les Anglais sur le maintien de cheminots alliés dans les territoires occupés. Mais il y a plus grave que cette affaire, au fond technique, de cheminots. Nollet, comme s'il redoutait un fléchissement de son chef de gouvernement, lui a remis le 23 juillet une note ÉCRITE dans laquelle il lui exprimait son sentiment selon lequel il est « *indispensable que nous nous opposions de la façon la plus ferme* » à ce que la conférence de Londres débattenne de questions comme l'évacuation militaire de la Ruhr, l'évacuation de la zone de Cologne ou la modification du montant total de la dette allemande au titre des réparations (31). Et Nollet d'argumenter : 1° Ce n'est pas au programme de la conférence ; 2° On ne peut aborder de telles questions « *sans études préalables et sans entente entre Alliés : ce serait faire le jeu des Allemands qui les ont certainement préparées avec minutie* » (32) ; 3° Il n'y a pas eu de débat au Parlement sur ces points ; 4° Ces questions « *forment un ensemble avec celles que le gouvernement britannique a écartées de la conférence, ainsi que je l'ai exposé en Conseil des ministres : dettes interalliées et sécurité. En les réservant pour le moment prochain où seront discutées ces deux dernières affaires, nous nous assurons des moyens de négocier. En les traitant hors de l'ensemble, nous perdons ces moyens, et nous avons toutes chances de nous trouver en fin de compte les mains vides si l'on ne nous impose pas des solutions pénibles pour notre dignité nationale* » (33).

Voici une prise de position claire. Herriot écrit dans ses notes journalières : « *Difficultés avec Nollet* » (34).

Dans un tout premier temps, Herriot donne le sentiment de chercher à éviter la discussion sur l'évacuation militaire de la Ruhr. Le 25 juillet au matin, il est dans le bureau de MacDonald avec Snowden, Thomas, le Belge Theunis et l'Italien de Stefani ; MacDonald relance l'affaire de l'évacuation ; Herriot parvient, « *mais avec peine* », à faire que l'on n'en parle pas (35). Le refus de parler

(31) On trouvera le texte original et manuscrit de la note du 23 juillet, aujourd'hui encore totalement inédite, du général Nollet pour Herriot dans le dossier Quai d'Orsay, B-82-22, carton 1101.

(32) Cette phrase de Nollet qui, comme ministre, a pris part à tous les conseils du gouvernement depuis sa formation, renforce l'hypothèse selon laquelle Herriot serait arrivé à la conférence de Londres sans avoir défini de stratégie diplomatique d'ensemble.

(33) Note manuscrite de Nollet pour Herriot. Nollet estime nécessaire de confirmer par écrit, et pendant la conférence de Londres, ce qu'il avait dit en Conseil des ministres avant la conférence.

(34) Notes manuscrites d'Herriot, 24 juillet, Papiers Herriot, carton n° 14.

(35) « *Je fais écarter, mais avec peine, comme n'étant pas du domaine de la conférence, la question de l'évacuation militaire de la Ruhr. MacDonald déclare qu'il se la réserve conformément à sa lettre de la veille* ». Notes manuscrites d'Herriot, 25 juillet. *ibidem*.

de l'évacuation militaire de la Ruhr, qu'Herriot oppose le 25 juillet à MacDonald, signifie-t-il que le président du Conseil français soit fermement décidé à refuser l'évacuation demandée et qu'il partage les vues de son ministre de la Guerre ? D'autres documents mènent à se demander si Herriot, en son for intérieur, ne s'est pas déjà rallié au principe de l'évacuation militaire de la Ruhr, et si ce qu'il fait maintenant n'a pas pour but de manœuvrer pour faire accepter, et si possible partager, du côté français la décision d'évacuer.

En effet, Herriot télégraphie à l'ambassade de France à Berlin en demandant qu'on le « *renseigne d'urgence et directement sur le point de vue allemand concernant l'évacuation militaire de la Ruhr* » (36). C'est donc qu'il en envisage la possibilité. Le 25 juillet d'autre part, Herriot fait venir le général Desticker ; d'après le rapport fait immédiatement par Desticker à Foch de sa conversation avec le président du Conseil, celui-ci lui aurait tenu les propos suivants :

« *Dans toutes les directions, nous sommes arrivés à une impasse ; sans qu'on l'ait dit, tout le débat est maintenant dominé par l'évacuation militaire de la Ruhr. Les exigences des banquiers américains, les résistances anglaises n'ont d'autre raison... Nous arrivons ainsi tout prêt d'une rupture qui aura certainement lieu, si je ne veux rien dire. Et la question se pose pour moi : de persister dans mon attitude, en acceptant, par conséquent, la rupture, avec toutes ses conséquences, en particulier financières ; ou d'indiquer les conditions dans lesquelles nous serions disposés à évacuer la Ruhr* » (37).

Rien ne permet de mettre en doute l'exactitude de la relation de Desticker : Desticker écrit et envoie son rapport le jour même et, d'autre part, c'est bien là la situation au 25 juillet, telle que l'ensemble de la documentation permet de l'analyser. Mais pourquoi Herriot choisit-il d'en parler aussi ouvertement à Desticker, et non pas à Nollet, qui est son ministre, ou à Peretti ou Seydoux, qui sont ses collaborateurs ? La seule explication que l'on voit est la brouille entre Herriot et Nollet et la ferme prise de position ÉCRITE de Nollet contre l'évacuation militaire de la Ruhr alors qu'Herriot aurait déjà accepté en lui-même l'idée d'évacuer. Herriot tenant à avoir une caution militaire, et Nollet la refusant, la manœuvre par Desticker, dans cette hypothèse, serait un moyen

(36) Télégramme d'Herriot (à Londres) pour Saint-Quentin, ministre-conseiller à l'ambassade de France à Berlin du 24 juillet. On remarquera qu'Herriot demande à ce que la réponse lui soit adressée *directement*. Saint-Quentin adresse à Herriot dans la nuit du 24 au 25 juillet un télégramme qui analyse la situation parlementaire à Berlin et souligne l'importance de l'évacuation militaire de la Ruhr pour les nationaux-allemands et les populistes. Quai d'Orsay, dossier B-82-22, carton 1101.

(37) Compte rendu de Desticker pour Foch du 25 juillet. Voir BARDOUX, op. cit., p. 249-252 et WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 78.

de chercher à atteindre Foch et à obtenir sa caution pour contourner l'obstacle que représente désormais l'opposition de Nollet (38).

De fait, la suite des propos tenus à Desticker par Herriot dans leur entretien du 25 juillet donne à penser que le président du Conseil est déjà décidé à évacuer :

« Nous avons dit et répété que nous n'occupions la Ruhr que pour y exploiter des gages économiques. Aujourd'hui, nous échangeons ces gages contre d'autres, et nous prétendons, cependant, maintenir l'occupation militaire. Alors, contre nous, nous soulevons une réprobation universelle par notre mauvaise foi : cette réprobation je la sens derrière toutes ces discussions ; elle paralyse nos efforts ; et, au fond de moi, je sens qu'elle serait juste, si nous nous entêtions dans une prétention injuste » (39).

Mais, à supposer que l'on soit décidé à évacuer, évacuera-t-on par tranches, au fur et à mesure des paiements allemands (comme l'avaient toujours prévu les militaires français et comme, il y a tout lieu de le penser, le général Degoutte l'a encore proposé en juin) (40), ou bien évacuera-t-on d'un seul coup, immédiatement et sans contrepartie ? Dans ses confidences à Desticker le 25, Herriot s'abstient de signaler que MacDonald a formulé cette exigence ; il suggère que la solution d'une évacuation de la Ruhr par tranches serait peut-être rendue matériellement impossible du fait d'une évacuation par les Anglais, dès le 10 janvier 1925, de la zone de Cologne qu'ils occupent (41).

Foch donne le 30 juillet l'avis qu'Herriot a sollicité de lui par l'intermédiaire de Desticker. Le maréchal prend soin de faire déposer cet avis à la présidence de la République en même temps qu'il le fait téléphoner à Londres. L'avis de Foch tient en trois points : 1° L'argument de l'évacuation par les Anglais de la zone de Cologne ne peut être retenu, car il n'y aura pas lieu d'évacuer cette zone au 10 janvier prochain, puisque l'Allemagne n'a pas satisfait à de nombreuses obligations contractées avec le traité de Versailles ; 2° L'évacuation de la Ruhr devra s'effectuer par tranches au fur et à mesure des paiements allemands, et sans fixer dès maintenant de dates ; 3° La poursuite de l'occupation militaire de la Ruhr n'est pas incompatible avec les stipulations du plan Dawes (42).

(38) Dans ses notes manuscrites personnelles, Herriot écrit à la date du 26 juillet : *« Je fais approcher Foch. Discussion sur la carte avec Nollet adouci »*. Papiers Herriot, carton n° 14. Il est bien évident que l'autorité du général Nollet, tout ministre qu'il soit, est de peu de poids à côté de celle du maréchal Foch.

(39) Compte rendu de Desticker du 25 juillet.

(40) Cf. supra, chapitre XIII.

(41) Herriot se serait exprimé ainsi : *« J'ai voulu avoir votre sentiment personnel sur la question : en particulier, peut-on parler d'une évacuation par tranches, correspondant aux paiements, alors que nous pouvons être obligés à une évacuation totale, les Anglais évacuant probablement la zone de Cologne le 10 janvier prochain ? »*. Compte rendu Desticker du 25 juillet.

(42) Papiers Herriot, carton n° 14.

Le document du 30 juillet ne permet aucune équivoque : Foch n'a jamais demandé ni souhaité que l'on évacue militairement la Ruhr « *demain soir* » comme on le lui a fait dire et comme on l'a fait dire à son chef d'état-major après leur mort. Foch, le 30 juillet 1924, donnant l'avis que l'on sollicite de lui, a conseillé que l'on retarde l'évacuation militaire de la Ruhr, et qu'on ne l'effectue que progressivement et avec des contreparties. La position que Foch a prise ici est au fond celle-là même que le général Nollet avait exprimée dans sa note manuscrite à Herriot une semaine plus tôt.

Le plan Seydoux du 30 juillet

Tandis que se déroule cet intermède militaire, et sans aucun rapport avec lui, à Londres des hauts fonctionnaires français, belges et italiens (les trois pays impliqués dans l'occupation de la Ruhr et l'exploitation du « gage productif ») ont entre eux des conversations officieuses sur les modalités et les contreparties d'une évacuation militaire de la Ruhr. C'est le 28 juillet que leurs ministres auraient admis le principe de l'évacuation militaire (43) ; les hauts fonctionnaires se seraient aussitôt mis à la préparation d'un plan, mais sans imaginer qu'il pourrait s'agir d'une évacuation militaire rapide et sans contrepartie. De fait, nous connaissons par une note de Seydoux, qui participa du côté français à ces conversations de fonctionnaires, ce qu'elles furent (44) : il est manifeste qu'en travaillant, entre les 28 et 30 juillet, Seydoux et ses collègues belges et italiens ignoraient encore l'étendue des exigences anglaises, américaines et allemandes ; sinon leurs conversations et le plan qui en sortit n'auraient pas été ce qu'ils furent.

En effet le plan mis au point à Londres, entre le 28 et le 30 juillet, par les hauts fonctionnaires — et qui est très vraisemblablement l'œuvre de Jacques Seydoux pour l'essentiel (45) — prévoit ceci : l'évacuation militaire du bassin de la Ruhr s'échelonne sur deux ans, afin de ne pas lâcher le gage sans garantie et de s'assurer de la mise en route et du fonctionnement du plan Dawes ; toutefois, l'évacuation pourrait être accélérée en fonction du placement sur les places boursières, donc en des mains privées, de fractions de l'ensemble des obligations de la Reichsbahn et des obligations industrielles à émettre par l'Allemagne dans le cadre du plan Dawes ; au placement de telle fraction du volume des obligations, évacuation de telle tranche de la Ruhr. En somme le

(43) BARDOUX, op. cit., p. 254 et WEILL-RAYNAL, op. cit., p. 82. Herriot n'aurait donc pas attendu l'avis de Foch, qui parvient à Londres le 30, ce qui soulignerait l'aspect manœuvrier de cette demande d'avis.

(44) Note de Seydoux pour Herriot du 30 juillet 1924, Papiers Herriot, carton n° 14.

(45) Ibidem.

plan Seydoux du 30 juillet 1924 propose d'utiliser l'occupation militaire de la Ruhr comme moyen de pression pour obtenir ce que l'on appelle la « mobilisation » de la dette allemande des réparations, c'est-à-dire sa transformation de dette politique (dont la solidité est toujours menacée, selon les aléas de la vie internationale) en dette privée, ce qui la consoliderait. En outre, le placement sur les marchés boursiers d'obligations industrielles allemandes permettrait des prises de participation, voire de contrôle, dans des entreprises allemandes. Le projet Seydoux du 30 juillet, on le voit, est dans le droit fil des efforts constants de la diplomatie française depuis 1919.

Ce qui ne veut pas dire qu'il soit enferré dans le passé. Il est au contraire large de perspectives d'avenir. Seydoux suggère à Herriot que, laissant les Anglais de côté, les Français négocient directement avec les Allemands sur les modalités, que l'on vient de résumer, de l'évacuation militaire de la Ruhr. Une telle négociation directe franco-allemande permettrait de régler en profondeur, entre les deux pays, les importantes questions du charbon et du fer. Dans sa note pour Herriot du 30 juillet Seydoux écrit :

« Le traité (de Versailles) nous a livré les usines de Lorraine sans leur assurer l'approvisionnement en coke qu'elles recevaient avant la guerre de la Ruhr et qui leur permettait de vivre. Nous empêcher d'avoir l'assurance que pendant une très longue période ces usines pourront rétablir les connexions d'avant-guerre et, par conséquent, avoir le coke dont elles ont besoin, c'est les condamner à la disparition, c'est livrer notre industrie à l'industrie allemande.

Pendant toute l'année dernière, les experts français s'étaient efforcés de trouver une solution à cette très grave question et ils avaient envisagé tout un plan de participation dans les mines de la Ruhr, participation faite d'accord avec l'Allemagne et qui nous aurait donné le coke dont nous avons besoin. A un moment donné, les industriels allemands étaient tout à fait disposés à approuver cette combinaison qui était connue du gouvernement de Berlin, mais le gouvernement de M. Poincaré n'accepta pas que la question fut posée officiellement et elle ne pût être discutée en temps utile.

Il semble que nous pourrions la reprendre directement avec les Allemands lorsqu'ils arriveront à Londres : d'ailleurs, les études que nous avons faites nous permettent de leur offrir un certain nombre de compensations intéressantes, notamment des participations dans nos gisements de Normandie, gisements d'où ils tirent du minerai de fer, et qu'ils exploitaient avant la guerre. D'autre part, l'occasion serait bonne de régler avec eux l'affaire des mines de la Sarre, de manière que la propriété définitive de ces mines fût assurée : les Allemands recevraient des participations dans nos mines de la Sarre comme nous recevions des participations dans les mines de la Ruhr.

Nous pourrions dire aux Allemands que dès que cet accord serait fait, et s'il nous donne satisfaction, nous procéderons à l'évacuation militaire de la Ruhr » (46).

Il est bien évident que le plan Seydoux, tout comme l'avis de Foch, est incompatible avec l'exigence d'une évacuation militaire de la Ruhr sans négociation ni contrepartie. On comprend l'embarras d'Herriot, pris qu'il est entre les exigences de son partenaire britannique et les projets de ses collaborateurs. On comprend qu'il ait dit à Seydoux qu'il « *désire n'être lié par aucun document* » (47). Au fond, Herriot tergiverse et cherche encore à retarder sa décision, ou l'énoncé de sa décision.

Des indiscretions, dues sans doute à l'aimable confusion qui entoure les travaux de la délégation française, font connaître par la presse l'essentiel du projet Seydoux ; des articles paraissent dans les journaux du 31 juillet. Aussitôt le gouvernement de Berlin s'inquiète : l'Allemagne escompte bien que les Français évacueront la Ruhr sans contrepartie. Un haut fonctionnaire de la Wilhelmstrasse, von Schubert, dit ses craintes à Houghton, ambassadeur américain à Berlin (48) ; Bergmann, président de la commission allemande des charges de guerre, qui est à Londres, dit à Young et à Kindersley que le projet français est inacceptable, opinion que partagent ses deux interlocuteurs (49) ; quant à Norman, le directeur de la Banque d'Angleterre, il voit dans le projet français un « *ballon d'essai, en tout cas inacceptable* » (50).

En tout cela, quelles sont les intentions profondes d'Herriot ? Il faut avouer que, en l'absence de documentation suffisante, on ne les connaît pas. Constatons qu'il a évité de parler de l'évacuation militaire de la Ruhr avec MacDonald le 25 juillet, qu'il refuse de faire sien le plan des délégations française et belge présenté le 30 juillet par Seydoux, sans pour autant mettre celui-ci au courant de l'exigence de MacDonald. A-t-il déjà décidé de satisfaire l'exigence de MacDonald ? Est-il au contraire décidé à manœuvrer pour obtenir une contrepartie pour l'évacuation militaire de la Ruhr ? Herriot est sans doute déjà rallié à l'idée de l'évacuation ; mais à quel prix ? A moins d'une assurance verbale d'Herriot à MacDonald qui n'aurait pas laissé de trace écrite, rien, dans la documentation, ne permet de dire que les modalités de l'évacuation militaire de la Ruhr soient fixées à la date du 31 juillet 1924.

(46) Ibidem.

(47) Ibidem.

(48) Note de Schubert du 31 juillet 1924, AA Bonn, 4492/099, 636-639.

(49) Télégramme 479 de Bergmann et Sthamer pour l'A.A. et le ministre des Finances du Reich du 31 juillet, AA Bonn, 3116/638 106.

(50) Télégramme 421 de Sthamer pour l'A.A. du 1^{er} août, 9488/279 062-063.

3° LE TRAVAIL DANS LES TROIS COMMISSIONS DU 24 JUILLET AU 2 AOUT 1924

Il semble donc qu'Herriot, au reçu de la lettre de MacDonald du 24 juillet posant l'exigence d'évacuation militaire de la Ruhr, fasse d'abord le mort ; il ne peut pas lâcher d'emblée l'atout que détient encore la politique française, et il se réserve encore diverses possibilités de manœuvre. Il y a lieu de penser que MacDonald escomptait d'Herriot une réponse positive et rapide à sa demande, puisque, dès le 25 juillet, il fait savoir officieusement à Berlin que le terrain est désormais déblayé et que l'Allemagne pourra participer « *dans un jour ou deux* » à la conférence (51). Le comportement dilatoire d'Herriot déçoit donc MacDonald dans son attente, et retarde du même coup la participation allemande à la conférence ; les Allemands, à qui l'on avait trop tôt laissé espérer que les décisions attendues étaient prises, sont informés du retard et de ses raisons : le 30 juillet, Sthamer, ambassadeur allemand à Londres, télégraphiera à Stresemann personnellement (52) que l'invitation à l'Allemagne de participer à la conférence, que MacDonald avait laissé envisager comme imminente le 25, tarde parce qu'il y a trois points brûlants sur lesquels l'accord n'a pu encore se faire entre Alliés : l'évacuation militaire de la Ruhr, l'affaire des cheminots et la possibilité d'une action unilatérale de la France en cas de manquement allemand. Tant que ces trois points n'auront pas été réglés entre Alliés, écrit Sthamer, l'Allemagne ne sera pas invitée. Encore que l'on n'ait aucune indication sur la source d'information de Sthamer, on peut penser que c'est la diplomatie anglaise qui tient la diplomatie allemande au courant, le 30 juillet comme le 25 ; Londres fait patienter Berlin, et lui laisse entendre que l'absence de l'Allemagne à la conférence ne signifie pas que la défense des intérêts allemands y soit oubliée.

Ceci explique que les travaux dans les trois commissions reprennent, après le 24 juillet, avec les mêmes aigreurs et les mêmes difficultés qu'avant cette date. Si la diplomatie anglaise avait bloqué les demandes françaises dans les trois commissions jusqu'au 24 juillet, cela avait été sans doute pour isoler la délégation française et faire pression sur Herriot pour l'amener à céder sur le

(51) Cf. *supra*, même chapitre, première partie.

(52) Télégramme 474 de Sthamer à Stresemann du 30 juillet, AA Bonn 4492/100 108-100 110.

point essentiel de l'évacuation militaire de la Ruhr. Herriot ne cédant apparemment pas, après la formulation de l'exigence, le 24 juillet, la pression anglaise se maintient dans les travaux des trois commissions.

Les travaux de la première commission

A la première commission, il s'agit des pouvoirs de la Commission des Réparations ; le travail, on l'a vu, y est bloqué parce que les banquiers anglo-saxons, poussés en avant par Snowden, ont opposé le 21 juillet leur veto à la solution de compromis que la commission avait trouvée le 19 : à la séance générale du 23, MacDonald avait implicitement reconnu ce veto (53). Les banquiers comme le cabinet de Londres, veulent un démantèlement des pouvoirs de la Commission des Réparations, car c'est en s'appuyant sur celle-ci que Poincaré avait pu entrer dans la Ruhr et tenter de donner à la France une politique extérieure indépendante. Cette exigence — dont l'application à vrai dire modifierait radicalement la politique des réparations et le rapport des forces politiques en Europe, et dont l'adoption serait la révision implicite d'un point important du traité de Versailles (54) — est incompatible avec ce qu'avait toujours été en ce domaine la position française, position qu'Herriot à son tour avait faite sienne, comme il l'avait affirmé devant le Parlement avant son départ pour Londres : en cas de désaccord, il appartient à la Commission des Réparations d'établir s'il y a un manquement allemand.

L'affrontement entre deux thèses incompatibles explique que les travaux de la première commission piétinent à nouveau pendant plusieurs jours. Le Belge Theunis s'efforce en vain de proposer diverses solutions de compromis ; il suggère que, sans retirer à la Commission des Réparations les prérogatives qu'elle tient du texte même du traité de Versailles, celle-ci fasse appel, d'une manière ou d'une autre, à l'avis des experts des comités Dawes et MacKenna avant d'établir un éventuel manquement allemand ; ce serait respecter les pouvoirs de la Commission, auxquels tiennent les Français, et associer les Experts, donc les Américains et les banquiers, aux décisions de la Commission. Les banquiers estiment que les propositions de Theunis sont insuffisantes, qu'elles laissent trop de pouvoirs à la Commission des Réparations, et ils font échouer les tentatives de compromis (55).

(53) Cf. *supra*, chapitre XIV, quatrième partie.

(54) Traité de Versailles, partie VIII, annexe 2, paragraphes 17 et 18.

(55) GLASGOW, *MacDonald as Diplomatist*, p. 164-166 ; WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome III, p. 76. On trouvera le texte des propositions de compromis de Theunis dans le dossier du Quai d'Orsay B 75-17, carton 218, en annexe au document A-a-5 (réunion de la première commission du 28 juillet à 11 heures). Glasgow en donne une bonne analyse.

On est dans l'impasse ; les travaux de la première commission sont à nouveau paralysés ; on s'interroge même sur l'évolution de la conférence et la presse s'inquiète. A la réunion de la première commission du 28 juillet au matin l'Anglais Snowden et le Français Clémentel s'affrontent sévèrement (56). Snowden dit que :

« La délégation britannique en particulier s'élevait contre le fait que la formule Theunis n'obligeait pas la Commission des Réparations à suivre l'avis du Comité des experts ; d'autre part les représentants de la banque américaine firent connaître que la rédaction de M. Theunis ne leur apportait pas des garanties suffisantes ».

Clémentel réplique que :

« Depuis la dernière réunion de la Commission, le gouvernement français a mûrement réfléchi ; il s'est demandé quelle situation serait faite en France à un gouvernement qui irait plus loin dans la voie des concessions... Le gouvernement français a fait de grandes concessions pour poursuivre son active collaboration avec les Alliés dont la grande majorité, en France, n'a jamais entendu se séparer. Le gouvernement français ne peut se résoudre à s'écarter du traité de Versailles ; c'est un écheveau compliqué ; il est à craindre que, si l'on modifie une partie de l'édifice, on en fasse crouler l'ensemble, créant ainsi une situation dangereuse pour la paix du monde ».

La gravité des propos du ministre français prouve le sérieux de l'enjeu et du différend. Clémentel ajoute :

« La délégation française ne peut s'engager plus loin dans une voie qui mène au dessaisissement de la Commission des Réparations... Si on avait envisagé non pas seulement un emprunt de 800 millions, en exécution des recommandations du plan Dawes, mais un emprunt de 16 milliards qui eût permis à la France de toucher une part des réparations qui lui sont dues, la France eût pu faire des concessions beaucoup plus importantes. Dans les conditions actuelles, cela lui est impossible ».

Ainsi Clémentel cherche-t-il à libérer la position française de toutes ces entraves que les banquiers et la diplomatie anglaise lui imposent depuis le début de la conférence, et à replacer le problème dans son ampleur et ses données réelles. Il s'étonne que l'on veuille imposer à la France de telles conditions, allant jusqu'à une révision du traité de paix, pour un crédit de 800 millions de marks dont le bénéficiaire sera l'Allemagne. Après tout, remarque Clémentel, le rapport des experts estime à 8 milliards de marks-or — dix fois le montant du crédit prévu par le plan — les dépôts que

(56) On ne dispose pas de compte rendu officiel de cette réunion, mais on trouvera les notes prises par les secrétaires de séance dans le dossier du Quai d'Orsay B 75-17, carton 218, sous le sigle A-a-5.

l'Allemagne possède à l'étranger ; pourquoi ces capitaux, que l'Allemagne conserve à l'étranger, ne pourraient-ils pas servir de garantie pour le crédit prévu de 800 millions ? *« L'Allemagne ne faisant aucun effort, dit Clémentel, on ne saurait rejeter sur la France la responsabilité d'un échec de la conférence en l'accusant de se montrer trop intransigeante ».*

Clémentel a lâché l'expression *échec de la conférence* au terme d'une démonstration qui, en mettant sous une lumière crue les réalités, démonte le mécanisme diplomatico-financier mis en place depuis des mois pour contraindre la France aux concessions politiques que l'on attend d'elle.

Est-ce la rupture et l'échec de la conférence, ou bien Clémentel a-t-il seulement cherché, par la menace d'une rupture, à impressionner son partenaire anglais ? Snowden ne se laisse nullement impressionner, et fait même montre d'une ironie agressive. Relevant le regret manifesté par Clémentel qu'il n'y ait pas un emprunt de 16 milliards, dont la France pourrait profiter, au lieu de l'emprunt prévu de 800 millions, il dit : *« Il serait intéressant de savoir dans quelles proportions la France souscrirait à cet emprunt »* (de 16 milliards), et il ajoute que le bon sens voudrait que la France participât au crédit Dawes de 800 millions à accorder à l'Allemagne en proportion de la part qu'elle touche des réparations, soit plus de deux fois plus que l'Angleterre. A suivre Snowden à la lettre, ce serait bientôt à la France de fournir à l'Allemagne les moyens financiers de son relèvement. Certes, l'argumentation de Snowden est volontairement absurde, mais elle montre la dureté de l'affrontement franco-anglais et l'intransigeance anglaise.

L'ironie, presque volontairement blessante, de Snowden amène Clémentel à rappeler que le territoire français a été envahi et a servi de champ de bataille :

« La France, dit-il, qui a financé seule jusqu'ici les réparations des régions dévastées, et qui doit à ce titre trouver encore sur ses seules ressources 25 milliards de francs, a fait là un sacrifice extrêmement pénible. Elle ne pourrait admettre que la constitution de la Commission des Réparations fût modifiée de telle façon que l'opposition d'un seul des Alliés suffit pour quelle dût perdre tout espoir de jamais recouvrer les réparations légitimes auxquelles lui donnent droit les dévastations commises sur son territoire par un ennemi impitoyable. »

La discussion entre Clémentel et Snowden s'aigrit manifestement, et on peut craindre que l'on en vienne à des mots irréparables. C'est alors qu'intervient l'Américain Logan, resté jusqu'alors silencieux. Il sent la nécessité de jeter du lest du côté des Français, si l'on veut éviter un éclat. Il se demande *« si, jusqu'ici, on n'a pas trop insisté sur la position prise par les banquiers dans une phase purement politique des négociations »* et il suggère une solution : que l'on laisse la question de l'emprunt et de ses garanties

pour une négociation ultérieure entre les parties intéressées au lancement du plan Dawes : la Commission des Réparations, le gouvernement allemand et les banquiers. Logan ajoute qu'il semble que l'on se méprenne sur l'attitude des banquiers, et leurs exigences ; les banquiers, du moins les banquiers américains précise-t-il, n'ont d'autre souci dans cette affaire que la défense des intérêts des prêteurs éventuels en Amérique, à l'exclusion de toute autre considération, « *et il estime qu'il est de son devoir de bien préciser la situation* ». C'est se désolidariser de la position intransigeante de Snowden et de l'usage quelque peu indiscret que ce dernier fait des conditions des banquiers pour essayer de contraindre la France à des concessions politiques.

L'intervention de Logan paraît sauver la situation dans cette difficile réunion de la première commission du 28 juillet. Clémentel accepte la proposition américaine, à laquelle se rallie également Theunis, tandis que Snowden garde le silence.

On pourrait espérer que la proposition Logan offre une issue à l'affrontement anglo-français, ne serait-ce qu'en remettant à plus tard — à cette négociation ultérieure proposée par Logan entre Commission des Réparations, Allemagne et banquiers — la solution des difficultés. Il n'en est rien. La première commission se réunissant à nouveau au début de l'après-midi de ce 28 juillet, Snowden y dit tout à trac que la proposition Logan est inacceptable, car elle laisse trop de pouvoirs à la Commission des Réparations ; outre les garanties financières, dit Snowden, il faut donner aux prêteurs des garanties politiques. Bref, son intransigeance reste totale (57).

À la séance générale de la conférence, qui suit, au cours de la fin de l'après-midi du même 28 juillet, Snowden, en tant que président de la première commission, rapporte que cette commission n'a encore abouti à aucun accord (58). Herriot écrit dans ses notes personnelles : « *Snowden fait quelques observations judicieuses, mais se montre comme toujours très dur et évidemment hostile aux Français* » (59).

La séance générale se contente de prendre acte de l'impossibilité dans laquelle s'est trouvée d'aboutir à un accord la première commission dont les travaux doivent reprendre le surlendemain.

La crise des travaux de la première commission, le 28 juillet, à propos des pouvoirs de la commission des Réparations, est grave ; l'enjeu, en définitive, est de savoir si la France, dans l'avenir, pourra conserver la liberté de décider d'appliquer des sanctions à l'Allemagne en cas de manquement, même si l'un de ses Alliés s'y oppose. La crise est assez grave pour que le gouvernement américain lui-même s'en préoccupe ; le président Coolidge en personne est

(57) Notes des secrétaires de séance sous le sigle A-a-6. Ibidem.

(58) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 36.

(59) Note manuscrite d'Herriot du 28 juillet, Papiers Herriot, carton n° 14.

informé par Kellogg de l'impasse dans laquelle se trouvent les travaux de la première commission et, de ce fait, la conférence (60). En Amérique, il n'y a pas que les banques d'affaires qui soient intéressées à la mise en route du plan Dawes, pour des raisons d'intérêt évidentes ; le gouvernement américain, officiellement sur la réserve, attache une grande importance à la réussite du projet, du fait des moyens d'action que le fonctionnement du plan Dawes donnera à la politique américaine dans les affaires d'Europe. Coolidge veut éviter à tout prix un échec de la conférence de Londres ; c'est pourquoi, après l'échec de la proposition de compromis de Logan, le 28 (61), Coolidge donne instruction à Kellogg d'avancer, si nécessaire, en son nom une ultime proposition de compromis pour mettre un terme à l'affrontement franco-anglais sur les pouvoirs de la Commission des Réparations : le juge suprême des U.S.A. pourrait être appelé en dernier ressort, en tant qu'instance arbitrale indépendante, à décider de la réalité d'un éventuel manquement allemand (62).

Kellogg n'a pas à avoir recours à l'ultime proposition de Coolidge pour sauver la conférence. Herriot renonçant à maintenir ce qui avait été jusqu'alors la ligne de la diplomatie française sur ce point — le maintien des pouvoirs de la Commission des Réparations tels qu'ils ont été définis par le texte du traité de Versailles — va faire une nouvelle proposition. A vrai dire, dès la réunion de la première commission, l'après-midi du 28, alors que l'impasse paraissait totale, Clémentel avait dit : « *La délégation française prie la commission de s'ajourner à mercredi pour lui permettre de faire un effort nouveau et de rédiger un texte susceptible de réaliser l'unanimité* » (63).

Venant après les menaces de constat d'échec et de rupture proférées le matin par Clémentel, ces propos laissent envisager une évolution de la position française. Deux interprétations sont possibles pour expliquer cette évolution : ou bien la fermeté de Clémentel, à la réunion du matin, avait été de nature tactique, pour essayer de faire revenir Snowden sur son intransigeance et, devant le maintien de cette intransigeance, Clémentel se replie ; ou bien Herriot, voulant avant tout éviter l'échec de la conférence, a donné entre temps instruction à Clémentel d'assouplir sa position ; la documentation ne permet pas de choisir entre les deux interpré-

(60) W. LINK, op. cit., p. 292.

(61) Link écrit (ibidem p. 291) que la délégation française s'était opposée aux formules de compromis avancées par Logan. La lecture des notes des secrétaires de séance (cf. supra) ne permet pas de partager cette interprétation. A la séance du matin du 28 juillet, Clémentel avait formellement accepté la proposition de Logan, suivi par Theunis ; c'est Snowden qui, à la réunion de l'après-midi de ce même 28 juillet, l'a refusée.

(62) LINK, op. cit., p. 292. Link s'appuie sur un télégramme du sous-secrétaire d'Etat Grew à Kellogg du 29 juillet (National Archives 462.00 R 296/460 a.).

(63) Notes prises par les secrétaires, dossier Quai d'Orsay B 75-17 carton 218, document n° A-a-6.

tations possibles. Quoi qu'il en soit, divers entretiens, sur le contenu desquels on n'a pas retrouvé de traces écrites, se déroulent le 29 et le 30. A la suite de ces entretiens, Herriot lance une nouvelle proposition sur les pouvoirs de la Commission des Réparations : lorsque la Commission des Réparations aura à statuer sur une question relative à l'application du plan Dawes, un citoyen américain prendra part aux délibérations et aura droit de vote ; en cas d'absence d'unanimité, l'affaire en débat sera portée devant la Cour Internationale de Justice de la Haye ; en cas de manquement allemand, et si la Commission des Réparations n'établit pas le manquement à l'unanimité, tout membre de cette Commission pourra en appeler à une commission arbitrale de trois personnes, élues par la Commission des Réparations à l'unanimité, ou, à défaut, désignées par la Cour de la Haye ; le président de la commission arbitrale sera obligatoirement un citoyen américain (64).

La proposition d'Herriot fait la part belle à l'Amérique ; rien n'interdit de penser qu'Herriot ait voulu prendre les devants et, plutôt que de se voir imposer un arbitrage américain, l'ait de lui-même proposé, dans l'espoir de conserver le bénéfice du geste. D'autre part, les concessions françaises sur les pouvoirs de la Commission des Réparations font partie d'un marchandage dont la contrepartie est constituée par des avantages pour la France dans la question des livraisons en nature, dont on débat parallèlement en troisième commission (65). Bien que la proposition d'Herriot ne satisfasse pas encore entièrement les banquiers, et en particulier M. Norman (66), elle va permettre de sortir de l'impasse. Dans la journée du 31 juillet, la première commission se réunit deux fois pour débattre du texte de la proposition française, ce qui donne lieu à de nouveaux affrontements entre Clémentel et Snowden, mais sans la gravité de ceux du 28 juillet, et sans mettre en danger la proposition française (67). La première commission accepte finalement la proposition Herriot, que la conférence adopte dans sa séance plénière du 2 août (68) ; cette adoption est liée à celle des

(64) HERRIOT, *Jadis*, tome II, p. 157. On trouvera le texte original de la proposition française, rédigé le 31 juillet, dans le dossier Quai d'Orsay B-75-17, carton 218, en annexe I au document A-a-7. Voir aussi LINK, *op. cit.*, p. 291.

(65) Cf. ci-dessous, même chapitre, *Les travaux de la troisième commission*.

(66) Télégramme 421 de Sthamer à l'A.A. du 1^{er} août 1924, 9488/279 062-063. Kellogg, dans un télégramme à Washington, fait également part de l'insatisfaction des banquiers (LINK, *op. cit.*, p. 291).

(67) Notes des secrétaires de séance, dossier Quai d'Orsay B-75-17 carton 218, documents A-a-7 et A-a-8.

(68) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 46-63. On trouvera dans le même recueil de *Documents diplomatiques*, p. 130-131, le texte du rapport de la première commission mettant en forme définitive la proposition Herriot. On trouvera en particulier les modalités de désignation et de fonctionnement de l'instance arbitrale prévue. détails qu'il nous paraît superflu de rapporter ici.

conclusions des travaux de la troisième commission (69), ce qui souligne le marchandage dont on parlait plus haut : concessions françaises sur les pouvoirs de la Commission des Réparations contre avantages à la France sur les livraisons en nature.

Il s'agit là, certes, de modifications au traité de Versailles, mais personne n'y voit un obstacle à leur adoption. MacDonald paraît satisfait de ce compromis ; on cherche à éviter des difficultés supplémentaires et inutiles ; en particulier, les Anglais acceptent que l'on évite de préciser avec une trop grande acuité si les nouveaux textes pourraient, ou non, permettre de justifier dans l'avenir une éventuelle action isolée de la France. Il est important pour Herriot, en vue d'un futur débat au Parlement français, de conserver l'argument que la liberté d'action de la France est préservée pour l'avenir ; il en avait pris l'engagement avant de partir pour Londres. Il y a lieu de penser que la diplomatie anglaise rend à Herriot le service de laisser ce point dans le flou ; le 1^{er} août, Herriot et le sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, Crowe, seraient « tombés d'accord sur la nécessité d'enterrer provisoirement le litige sous les fleurs » (70).

Tout ce débat autour des pouvoirs de la Commission des Réparations s'est déroulé entre Anglais, Français, Belges et banquiers. L'Allemagne n'y a pas pris part ; du moins le gouvernement allemand cherche-t-il à se tenir au courant de l'évolution d'une affaire qui l'intéresse au premier chef. Le 31 juillet, l'ambassadeur Sthamer écrit à Berlin : « L'Angleterre lutte, derrière les banquiers poussés adroitement en avant, pour une composition différente de la Commission des Réparations et pour retirer à la France la possibilité d'une action indépendante, et elle trouve en tout cela un gros appui de l'Amérique » (71).

Sthamer voit comme cause de l'action des banquiers et de « l'opiniâtreté avec laquelle le chancelier de l'Echiquier Snowden plaide pour le point de vue anglais » non seulement le souci d'assurer le prêt de 800 millions que le plan Dawes prévoit en faveur de l'Allemagne, mais aussi l'intention des banquiers de placer par la suite dans l'économie allemande, et par des voies privées, des capitaux importants.

Les vraies raisons des banquiers

A notre avis, l'ambassadeur allemand donne ici la véritable raison de l'intervention des banquiers anglo-saxons. On ne partage pas l'interprétation de Weill-Raynal qui, posant le problème de la

(69) Voir ci-dessous, même chapitre, *Les travaux de la troisième commission*.

(70) *L'Europe Nouvelle* du 9 août 1924, citée par WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 86, n° 1.

(71) Rapport Sthamer A 2381 du 31 juillet 1924, AA Bonn, 9488/279 074-079.

disproportion évidente entre le montant, relativement modique, du prêt de 800 millions de marks-or à fournir à l'Allemagne au titre du lancement du plan Dawes, et l'étendue des exigences des banquiers, croit pouvoir expliquer ces dernières, sans sortir du domaine du plan Dawes, par l'éventualité d'une mobilisation de la dette allemande des réparations qui mettrait en jeu des sommes bien plus considérables (72). Nous pensons qu'il faut aller chercher à l'extérieur du plan Dawes les raisons véritables de l'intervention des banquiers et de l'étendue de leurs exigences. D'une part, le prêt initial de 800 millions, bien que d'un volume limité, apparaît aux banquiers indispensable pour que le gouvernement allemand puisse consolider la stabilisation monétaire toute nouvelle en Allemagne. D'autre part, ce que Sthamer prévoit le 31 juillet 1924 est ce qui va effectivement se passer après la mise en fonctionnement du plan Dawes et la consolidation monétaire en Allemagne : les banquiers vont placer, à titre privé, en Allemagne les capitaux considérables qui se trouvent disponibles en Amérique.

En effet, en juillet 1924, la situation est celle-ci : il y a des capitaux disponibles en Amérique, et, accessoirement dans quelques autres pays, tels les Pays-Bas, la Suisse, la Suède, voire l'Angleterre. Drainer ces capitaux disponibles et les placer de façon sûre et rentable est, bien évidemment, le souci des banquiers. Or l'Allemagne possède un appareil industriel et commercial hors de pair et intact, mais manque de capitaux pour le faire fonctionner comme il le pourrait. L'idée ne peut qu'être venue à des banquiers, dont c'est le métier et la raison d'être, de placer en Allemagne, qui en manque, les capitaux qui, ailleurs, sont disponibles. Mais à cela, une condition : les banquiers veulent en Allemagne le calme, la sécurité et la stabilité monétaire, sociale et politique. Pour cela, il faut que les Français sortent de la Ruhr, où leur présence est une cause d'incertitudes et de mécontentement en Allemagne, et il faut retirer aux Français la possibilité de prendre à nouveau des initiatives comme celles de 1923, qui entraînent toutes sortes d'événements incompatibles avec le cours normal des affaires privées.

Pour les banquiers, l'Allemagne est un lieu de placement idéal, si elle est calme et prospère. Le plan Dawes dès lors est pour eux le moyen de créer les conditions de ce calme et de cette prospérité ; il n'est pas pour eux un but politique, mais le moyen de créer les conditions d'affaires privées. En pleine conférence de Londres, l'Américain Young dit à un interlocuteur allemand que *« la conséquence (du plan Dawes et du climat de confiance créé par lui) sera qu'en plus du premier prêt l'Allemagne pourra obtenir de l'Amérique tous les crédits nécessaires pour remettre son industrie en marche »* (73).

(72) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 77.

(73) Télégramme n° 503, adressé le 3 août 1924 de Londres par l'ambassadeur Sthamer à Stresemann personnellement. AA Bonn, 3116/636 109-110.

C'est là d'ailleurs ce que, depuis des mois, Stresemann et Schacht ont compris et ont travaillé à exploiter politiquement en mettant du côté de leur politique le poids international des banquiers anglais et américains et de leurs ressources. C'est là aussi ce que font maintenant, à la conférence de Londres, MacDonald et Snowden ; leurs convictions travaillistes ne les empêchent pas d'avoir recours à l'arme financière, qu'est l'intérêt privé des banquiers américains, pour atteindre le but politique qu'ils se sont fixé : la sortie de l'armée française du bassin de la Ruhr. Alliance étrange et équivoque, mais de fait ; il resterait à savoir qui y est le cheval, et qui, le cavalier.

Les travaux de la deuxième commission

Si, en première commission, Anglais et Français parviennent finalement à un accord à propos des pouvoirs de la Commission des Réparations, il n'en va pas de même, en deuxième commission, à propos de l'affaire des cheminots français et belges des territoires occupés ; c'est sur ce point que les travaux de la deuxième commission s'étaient trouvés bloqués avant le 24 juillet (74) ; la commission en débat à nouveau après le 25 juillet, sans parvenir à un accord (75). MacDonald est décidé à obtenir le retrait pur et simple de tous les cheminots français et belges et Herriot est tenu par ses déclarations antérieures et est soumis à la demande pressante de membres de la délégation française, les militaires en particulier, qui plaident en faveur du maintien d'un noyau de cheminots alliés dans les territoires occupés pour la sécurité de la logistique des troupes.

Pour parvenir au retrait sans restriction des cheminots franco-belges, MacDonald a recours à la même tactique diplomatique que pour parvenir à l'évacuation militaire de la Ruhr : en obtenir la disjonction du programme des débats officiels de la conférence, puis exercer une pression directe et personnelle sur Herriot pour obtenir qu'il cède. Bien que les demandes françaises de maintien de cheminots alliés portent sur trois lignes de la rive gauche du Rhin, reliant Cologne, Coblenz et Mayence aux frontières de la Belgique, du Luxembourg et de la France, MacDonald affecte de penser que le problème est lié à l'évacuation militaire de la Ruhr ; au cours de la séance plénière du 28 juillet, il s'exprime comme si c'était là une vérité d'évidence encore qu'il n'y ait pas eu de débat sur ce point, et il dit : « *La seule question qui reste en suspens (à la seconde commission) est celle des groupes d'employés des chemins de fer qui doivent être laissés sur les lignes des territoires rhénans ; elle a été réservée pour une discussion ultérieure. Ce*

(74) Cf. supra, chapitre XIV, troisième partie.

(75) Voir archives du Quai d'Orsay, B-82-22, carton 1103.

point touche au problème de l'occupation de la Ruhr qui fait l'objet d'une discussion en dehors de cette conférence » (76).

On remarque que MacDonald n'emploie pas le mot *négociation*, mais, comme pour l'évacuation militaire, le mot *discussion*; pour MacDonald, le retrait des cheminots, comme l'évacuation militaire, est une affaire dont les modalités d'exécution doivent être discutées entre les intéressés, Allemands, Français et Belges, mais sans donner matière à négociation ou compensation.

La divergence des points de vue français et anglais explique que la décision soit remise à plus tard. Certes, le 30 juillet, Acworth et Leverve, experts ferroviaires de la Grande-Bretagne et de la France dans le comité Dawes, remettent une expertise commune : le maintien dans les territoires occupés de 4 à 5000 cheminots étrangers n'est pas incompatible avec le fonctionnement du plan Dawes; mais dans un avis annexe unilatéral, Acworth voit des difficultés, sinon techniques, du moins politiques, au maintien de cheminots français et belges en Rhénanie (77); Acworth écrit qu'il pourrait y avoir des « *frictions entre personnels étranger et allemand* ».

L'embarras d'Herriot, pris entre la demande de ses experts militaires et l'exigence anglaise, est accru par une nouvelle pression qui s'exerce sur lui : le 31 juillet, le député Margaine, qui est du nombre des parlementaires français venus à Londres et qui soumettent la délégation française et son chef à toutes sortes de suggestions et de pressions, demande à Herriot de renoncer au maintien de cheminots français et belges dans les territoires occupés (78); on ignore ce que Margaine a dit au juste à Herriot, s'il a agi de sa propre initiative, ou s'il a derrière lui des mandants; mais son intervention, qui éclaire par ailleurs les conditions dans lesquelles la délégation française doit travailler, ne peut que pousser Herriot à satisfaire l'exigence de MacDonald (79).

Qu'il ait déjà décidé de renoncer au maintien de cheminots alliés, ou qu'il espère encore pouvoir manœuvrer, Herriot ajourne sa réponse à la demande de MacDonald, ne disant ni oui ni non, pour le moment. Dans ces conditions, lorsque se réunit, le 2 août, une séance plénière de la conférence, qui fait le point des accords trouvés entre les participants, MacDonald et Herriot conviennent de reporter à plus tard la solution de cette affaire (80), qui devra donc être reprise dans la seconde partie de la conférence, avec la participation des Allemands.

(76) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 36.

(77) On trouvera ces documents, qui n'ont pas été publiés, dans les archives du Quai d'Orsay, dossier B-82-22, carton 1103. Voir aussi le compte rendu n° 6 de Desticker à Foch en date du 1^{er} août, BARDOUX, op. cit., p. 253-254, et WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 87-88.

(78) Compte rendu de Desticker à Foch n° 6 du 1^{er} août.

(79) Membre de la commission des Chemins de fer à la Chambre des Députés, Alfred Margaine est le grand spécialiste des questions ferroviaires au parti radical-socialiste.

(80) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 62.

Les travaux de la troisième commission

Restent les travaux de la troisième commission. Ils sont d'une importance très grande pour la France, puisque cette commission débat des livraisons en nature allemandes, donc de l'approvisionnement de la France en certaines matières premières indispensables au bon fonctionnement de son économie ; cette importance est encore accrue du fait que durant les deux premières années de fonctionnement du plan Dawes, aux termes même du plan, les versements financiers de l'Allemagne au titre des réparations doivent rester en presque totalité en Allemagne, afin que la solidité de la nouvelle monnaie allemande ne soit pas remise en cause par des transferts (81) : par conséquent les Alliés, et en premier lieu la France, ne peuvent guère compter dans l'avenir immédiat, en fait de réparations, que sur des livraisons en nature financées par ces versements internes à l'Allemagne.

A la troisième commission, où les demandes françaises étaient restées bloquées jusqu'au 24 juillet par l'opposition anglaise, la France va obtenir à la fin de juillet des satisfactions, non sans difficultés d'ailleurs. Herriot ne cachera pas, par la suite, que les succès obtenus dans le domaine des livraisons en nature auront été payés par des concessions aux thèses anglaises ailleurs, c'est-à-dire en première commission ; il déclare au Parlement le 21 août 1924 : « *A l'arbitrage en matière de manquement nous avons lié toute une série de propositions que nous n'avions pas encore pu faire adopter à la troisième commission, propositions qui étaient cependant indispensables pour compléter le plan Dawes en ce qui concerne les livraisons en nature et les transferts* » (82).

Il y a donc, dans les derniers jours de juillet 1924, une sorte de marchandage entre les concessions françaises à la première commission et l'obtention, par la France, de la satisfaction de ses demandes à la troisième.

A la séance plénière de la conférence du 28 juillet, le délégué italien Pirelli a même demandé qu'un engagement précis du gouvernement allemand au sujet des livraisons en nature soit obtenu préalablement au lancement du plan Dawes (83) ; le souci des Italiens est évidemment le même que celui des Français : être assurés de l'approvisionnement en charbon et coke allemands indispensables au fonctionnement de leur économie. Malgré l'appui d'Herriot à la demande de Pirelli, MacDonald, Snowden, Kindersley et Crowe parviennent, le 28 juillet, à éviter un engagement précis de la conférence sur ce point, en renvoyant la question à la troisième commission.

(81) Plan Dawes, tome XIV des Publications de la Commission des Réparations, p. 54.

(82) *Journal Officiel*, 1924, Chambre p. 2956, Sénat p. 1196. Voir WEILL RAYNAL, op. cit., tome III, p. 89.

(83) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 33-45.

Dans les jours suivants, la troisième commission met au point deux rapports à l'intention de la conférence, qui proposent une solution pour le fonctionnement des livraisons en nature. La troisième commission propose que les Alliés obtiennent l'accord de l'Allemagne sur le système suivant : le Comité des transferts, prévu par le plan Dawes, serait libre d'utiliser pour des livraisons en nature allemandes de toutes sortes, selon des programmes établis périodiquement par la Commission des Réparations en accord avec ledit comité, les fonds mis à sa disposition ; ces livraisons en nature seraient « effectuées dans les conditions habituelles du commerce ». Il y aurait cependant deux catégories de livraisons en nature, selon les produits : première catégorie, l'ensemble des produits ne faisant pas l'objet de stipulations particulières dans le traité de Versailles ; deuxième catégorie, les produits faisant l'objet de ces stipulations particulières, produits qui sont « des productions naturelles de l'Allemagne » (les Alliés pensent au charbon, au coke, aux produits colorants, aux engrais azotés et aux produits pharmaceutiques). Pour la première catégorie — les produits ordinaires — le gouvernement allemand devrait faciliter la conclusion et l'exécution de contrats de livraison établis sur une base commerciale. Pour la seconde catégorie — les produits où l'Allemagne est dans une position économique de force lui permettant, par une restriction volontaire de ses exportations, d'entraver le fonctionnement normal des économies des pays alliés — les Alliés bénéficieraient d'une garantie : tout gouvernement allié pourrait avoir recours à une instance arbitrale si l'Allemagne ne réalisait pas le programme de contrats de livraisons pour les produits de cette seconde catégorie (à établir d'ailleurs, eux aussi, sur une base commerciale) et le gouvernement allemand devrait « prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la livraison ». Enfin serait créé un « comité spécial » de six membres, trois représentants alliés et trois Allemands, pour assurer le bon fonctionnement de tout ce mécanisme nouveau des livraisons en nature, les six membres pouvant s'adjoindre, en cas de désaccord, un septième, de nationalité neutre, pour se départager (84).

Le parti pris d'un établissement des livraisons en nature allemandes sur la base de contrats commerciaux normaux, d'une parité entre Allemands et Alliés et d'un arbitrage indépendant en cas de différends entre eux sont bien dans la ligne de la nouvelle politique de négociation, d'apaisement et d'égalité entre partenaires, que les Alliés entendent mener à l'égard de l'Allemagne. Néanmoins, les propositions de la troisième commission apportent

(84) Rapport du 31 juillet, *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 125-127 ; rapport du 1^{er} août, *ibidem*, p. 128-129. Le rapport du 31 juillet traite des livraisons en nature, celui du 1^{er} août de l'utilisation et du transfert des fonds mis à la disposition de l'Agent général des Réparations pour les paiements de l'Allemagne.

de nombreuses satisfactions aux demandes françaises : le programme et le volume des livraisons en nature allemandes doivent être établis par la Commission des Réparations et le Comité des transferts ; le gouvernement allemand doit s'engager à faciliter la conclusion et l'exécution des contrats de livraison, et, pour les plus importants des produits, les Alliés peuvent contraindre le gouvernement allemand, même si c'est par l'intermédiaire du recours à une instance arbitrale, à assurer l'exécution du programme de la Commission des Réparations. Enfin, détail très important, les propositions de la troisième commission ne fixent pas de date limite au fonctionnement du mécanisme des livraisons en nature, considérant implicitement, ne serait-ce que par leur silence sur ce point, que ce mécanisme pourrait être aussi long que celui des réparations elles-mêmes ; or les annexes au traité de Versailles concernant les obligations de livraison par l'Allemagne de certains produits essentiels (charbon, coke, colorants) avaient établi des dates limites : 1^{er} janvier 1925 pour les colorants et les produits pharmaceutiques (85), 10 janvier 1930 pour le charbon et le coke (86) ; les propositions de la troisième commission présentent donc, pour la France, l'avantage de lui laisser la sécurité de son approvisionnement en charbon, coke et colorants pour des durées plus longues que celles prévues par le traité de Versailles.

L'ensemble des propositions de la troisième commission est soumis à l'agrément de la conférence lors de la séance générale du 2 août 1924 (87). A la surprise de Theunis et d'Herriot, MacDonald, Snowden et Kindersley lui-même, président de la troisième commission, remettent en cause, à la séance générale, le texte des rapports de la commission, sur lesquels les diverses délégations, y compris la britannique, étaient tombées d'accord en commission durant les jours précédents. MacDonald trouve en particulier que la possibilité laissée à un gouvernement allié d'avoir recours à un arbitrage, pour contraindre le gouvernement allemand à exécuter le programme des livraisons, est trop large et mal définie ; les Anglais veulent qu'il soit spécifié que ce recours ne soit possible que si le plaignant peut établir la preuve qu'il a été l'objet, de la part de l'Allemagne d'une « *discrimination malveillante* ». Cette nouvelle exigence anglaise de dernière minute paraît remettre en cause l'accord tacite trouvé les jours précédents entre Alliés, et selon lequel les concessions françaises sur les pouvoirs de la Commission des Réparations auraient pour contrepartie des satisfactions pour la France dans le domaine des livraisons en nature. Bien que Theunis et Herriot demandent à MacDonald que l'on mette un terme à des discussions sans fin, bien qu'Herriot

(85) Traité de Versailles, paragraphe 2, de l'Annexe VI à la partie VIII.

(86) Traité de Versailles, paragraphes 2, 3 et 4 de l'Annexe V à la partie VIII.

(87) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 128-129.

rappelle qu'il a accepté le principe de l'arbitrage en première commission et qu'il faut l'accepter en troisième, MacDonald ne bouge pas sa position. Va-t-on échouer si près du but ? Après de longues discussions, et une suspension de séance, Herriot finit par accepter que les propositions de la troisième commission soient complétées par l'adjonction, au paragraphe concernant l'établissement d'une éventuelle non-exécution par l'Allemagne du programme des livraisons en nature, du membre de phrase suivant : (non exécution) « *par suite de mesures de discrimination de parti pris ou d'obstruction de partis pris, de la part du gouvernement allemand ou des fournisseurs allemands* ».

Les propositions de la troisième commission, ainsi modifiées, sont adoptées par la conférence, le 2 août 1924 (88).

(88) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 132-135.

4° MACDONALD CONSULTE CONFIDENTIELLEMENT LE GOUVERNEMENT ALLEMAND

(29 juillet - 2 août)

Le comportement de MacDonald, au cours de la séance générale de la conférence entre Alliés du 2 août 1924, apparaît incompréhensible à Herriot et à Theunis. Pourquoi le Premier anglais a-t-il remis en cause à la dernière minute la rédaction du texte de la troisième commission sur lequel les délégations, y compris la britannique, étaient tombées d'accord trois jours auparavant ? L'explication qu'en donne MacDonald (*« Je n'ai eu le temps de jeter les yeux sur ce texte qu'hier tard dans la soirée »*) (89) ne satisfait pas. La raison véritable, on la trouve dans les archives allemandes, et elle éclaire non seulement le comportement de MacDonald le 2 août, à propos du texte du rapport sur les livraisons en nature, mais aussi, sans doute, la position britannique sur d'autres points.

Le 29 juillet, MacDonald a fait demander confidentiellement au gouvernement allemand de lui faire connaître les points de vue allemands sur les questions dont débattent entre eux les Alliés à Londres, afin, a-t-il fait dire, que les points de vue allemands soient défendus. Cette demande a été présentée par le secrétaire d'Etat du Foreign Office, Crowe, à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres (90). Il s'agit d'une démarche unilatérale de MacDonald auprès du gouvernement allemand, démarche faite, selon toute apparence, sans que les gouvernements français, belge et italien en sachent rien (91). Précisons toutefois qu'on ne peut pas parler vraiment d'une colla-

(89) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres, séance du 2 août 1924*, p. 50.

(90) Télégramme 468 de Sthamer à Stresemann personnellement, du 29 juillet 1924, A A Bonn, 3398/740 100-102. Dès le 30 juin 1924, Stresemann avait fait dire à MacDonald qu'il souhaitait, au cas où l'Allemagne ne participerait pas à la conférence dès le début, qu'il y eût des contacts diplomatiques entre Alliés et Allemagne. Voir télégramme Stresemann pour Londres, du 30 juin, A A Bonn, L 1631/L 491 903-909.

(91) A Chequers, Herriot avait proposé que la conférence à venir se tint en deux temps et que le premier temps fût réservé aux Alliés ; néanmoins il avait alors proposé que, dès le début, les Alliés provoquent officiellement les demandes des Allemands. La démarche de MacDonald du 29 juillet est-elle dès lors effectuée au nom de tous les Alliés, et en accord avec Herriot et les Belges ? On n'a trouvé aucun document permettant de le penser ; la documentation allemande donne au contraire de la démarche de MacDonald l'image d'une invitation unilatérale et confidentielle anglaise.

boration secrète des gouvernements de Londres et de Berlin : Londres ne met pas Berlin au courant du secret des conversations et négociations entre Alliés ; Stresemann, encore une fois, ne sait ce qui se passe à Londres que par la lecture des journaux ou, au mieux, par des indiscretions calculées et partielles de telle ou telle personnalité. Mais, si MacDonald ne dit pas à Stresemann ce qui se passe, il lui fait demander de lui faire connaître ses désirs sur les affaires en suspens. Ce comportement correspond à l'idée que se fait MacDonald de sa mission et de celle de la Grande-Bretagne : se maintenir au-dessus de la mêlée entre la France et l'Allemagne et construire la paix en faisant descendre sur elles une justice distributive ; aussi bien, connaissant par les négociations officielles le point de vue de la France, MacDonald estime-t-il sans doute de son devoir de connaître celui de l'Allemagne, au besoin par des voies confidentielles, si cela est nécessaire pour ne pas braquer l'allié français qui croit au *pacte moral de collaboration continue* entre Londres et Paris. D'autre part, sur le plan pratique, MacDonald estime sans doute bon, en agissant ainsi, de rassurer le gouvernement allemand absent, et de tenir compte, dans l'accord recherché entre Alliés, des points de vue allemands dans la mesure du possible, afin que l'accord à trouver dans la première phase de la conférence, entre Alliés, ait les plus grandes chances d'être accepté, dans la seconde phase de la conférence, quand les Allemands participeront effectivement aux négociations.

Quoi qu'il en soit des raisons de MacDonald, que l'on vient d'essayer d'imaginer, il demande donc, le 29 juillet, au gouvernement allemand de lui faire connaître ses revendications. Dès le lendemain, 30 juillet, un long télégramme de Stresemann à Londres fait le tour d'horizon avec, sur chaque point, la position et les souhaits du gouvernement allemand (92). Ce télégramme et le document qui lui a sans doute servi d'ébauche permettent de connaître parfaitement la position de Berlin à la fin de juillet 1924 :

1° Le plan Dawes doit être considéré comme un tout. Pour le gouvernement de Berlin il s'agit de faire de l'acceptation du plan Dawes un acte de droit international engageant les Alliés aussi bien que l'Allemagne.

(92) Télégramme de Stresemann n° 430 du 30 juillet 1924, AA Bonn, 3398/740 107-125 (brouillon corrigé) et 740 126-142 (texte définitif). Outre ce document, trouvé dans un dossier du bureau du Ministre, on pourra se reporter à un document conservé dans un dossier du bureau de secrétaire d'Etat, A A Bonn, 4492/E 100 111-125, sans date ni signature, mais classé après un document du 30 juillet 1924 et portant en intitulé *Richtlinien für die Londoner Konferenz* (Directives pour la Conférence de Londres). Les deux documents présentent d'évidentes parentés. Il est vraisemblable qu'après réception du télégramme de Sthamer faisant connaître la demande de MacDonald, le secrétaire d'Etat a aussitôt préparé un tour d'horizon des revendications allemandes puisque Stresemann, étant donné l'importance de l'affaire, a lui-même, à partir de cette ébauche, rédigé le télégramme pour Londres.

2° Les deux parties (Allemagne et Alliés) doivent préciser leurs engagements et obligations réciproques, avec les échéances.

3° L'unité et la souveraineté du Reich dans les domaines financiers et économiques doivent être rétablies sur l'ensemble du territoire allemand. Les instances du Reich ont préparé pour ce faire les mesures nécessaires et peuvent rétablir l'administration, les douanes allemandes et le fonctionnement de la Reichsbahn en quelques jours.

4° L'échelonnement dans le temps des mesures à prendre de part et d'autre, d'après ce qu'on en sait à Berlin par les nouvelles de presse venant de Londres, apparaît beaucoup trop lent, en particulier en ce qui concerne la restauration de l'autorité administrative allemande dans les territoires occupés. D'autre part, il est impossible du côté allemand d'accepter de faire dépendre l'application du plan Dawes de la conclusion d'accords commerciaux préalables avec les puissances occupantes. En revanche, dès que l'unité et la souveraineté économiques du Reich auront été rétablies, le gouvernement allemand sera prêt à entrer en négociations avec les puissances occupantes pour la conclusion d'accords commerciaux tenant compte de leurs souhaits. Le gouvernement allemand ne peut accepter le maintien de cheminots étrangers dans les territoires occupés.

5° Amnistie totale pour les citoyens allemands ayant encouru des condamnations pour des faits politiques en relation avec l'occupation.

6° Evacuation militaire de la Ruhr et des villes occupées avant 1923 à titre de sanctions. L'évacuation militaire devra être terminée pour le 10 janvier 1925, date à laquelle la zone de Cologne devra être évacuée elle aussi. Par ailleurs, on trouve dans la documentation allemande l'idée qu'il n'est pas nécessaire que la décision d'évacuation militaire soit établie par le même instrument diplomatique que celui devant régler la mise en service du plan Dawes, mais que l'essentiel est que l'engagement d'évacuation lie également les successeurs éventuels des ministres actuellement en fonctions à Paris et à Bruxelles (93). Plus important que d'obtenir de courts délais doit être le souci que ces délais ne dépendent pas du bon vouloir des Franco-Belges.

7° Sanctions. Il serait souhaitable que la charge de constater d'éventuels manquements fût retirée à la Commission des Réparations et confiée à une instance arbitrale. A la rigueur on pourrait s'accommoder de la Commission des Réparations, puisque l'entrée d'un Américain y modifie le rapport des forces, jusqu'ici favorable

(93) On retrouve ici l'idée, plusieurs fois exprimée par Stresemann en 1924, selon laquelle, le gouvernement Herriot ayant peu de chances de durer, il faut profiter du moment pour obtenir le plus possible d'engagements de la part de la France.

à la France. Toutefois, il devrait être établi que le manquement est flagrant et dû à la faute du gouvernement allemand.

8° Livraisons en nature. Le gouvernement allemand propose que cette affaire fasse l'objet d'un accord spécial après la conférence de Londres. La possibilité doit exister de transformer rapidement et dans la plus large mesure les livraisons en nature sur une base commerciale. Par ailleurs, on souhaite à Berlin la constitution, pour les livraisons en nature, d'un comité spécial avec même nombre d'Allemands et d'Alliés et un président neutre.

Ce tour d'horizon politique fait à Berlin, le 30 juillet 1924, et communiqué à Londres, confirme qu'à cette date le gouvernement allemand ne sait pas encore ce qui s'est passé à Londres ; sinon il ne ressentirait pas la nécessité de poser comme des revendications allemandes des décisions sur lesquelles les Alliés sont déjà tombés d'accord, comme la restauration de l'unité et la souveraineté du Reich dans les domaines financiers et économiques. Mais l'intéressant est de comparer cette liste de revendications allemandes, présentée confidentiellement par Stresemann à MacDonald sur sa demande le 30 juillet, et la liste des décisions et des ajournements de décisions pris par les Alliés à Londres au cours des journées des 31 juillet, 1^{er} et 2 août, que l'on a vus dans le chapitre précédent. Cette comparaison mène à constater que là où une décision a été prise, l'accord trouvé entre Alliés n'est pas incompatible avec les revendications allemandes (pouvoirs de la Commission des Réparations, instances arbitrales, statut commercial des livraisons en nature, comité spécial paritaire, etc...) ; là où la diplomatie anglaise recherche et obtient un ajournement des décisions, on constate qu'il s'agit de points où les positions françaises sont encore incompatibles avec les revendications allemandes (cheminots des territoires occupés, délais et modalités de l'évacuation militaire de la Ruhr). On en vient tout naturellement à penser que les Anglais ont travaillé, là où il ne leur était pas possible d'amener les Alliés à un accord compatible avec les revendications allemandes, à éviter qu'une décision ne soit prise avant l'arrivée à Londres des Allemands.

Le souci de MacDonald de tenir compte *in petto* des positions allemandes explique qu'il remette en question, au cours de la séance générale du 2 août, le texte du rapport de la troisième commission sur les livraisons en nature. En effet, ce rapport est du 31 juillet. Les grandes lignes en sont connues par des indiscretions de presse. Stresemann apprend ainsi ce que les Alliés, à la demande de la France, sont en train de mettre au point pour les livraisons en nature ; ces projets ne lui plaisent pas car, à son avis, ils laissent aux Alliés de trop grands moyens d'action sur l'économie allemande. Le 1^{er} août, Stresemann adresse à Sthamer un nouvel et important télégramme (94) : le projet français sur les livraisons

(94) Télégramme 443 du 1^{er} août 1924, AA Bonn, L 200/L 061-510 512.

en nature est inacceptable pour l'Allemagne ; son application livrerait l'économie allemande sans protection aux volontés politico-économiques des Alliés ; le gouvernement allemand ne peut contraindre des particuliers à conclure des contrats de livraison en nature ; l'arbitrage prévu est insuffisant ; il faut que l'Allemagne obtienne une sécurité solide contre une menace de submersion par l'étranger de ses industries-clés. Néanmoins Stresemann n'est pas opposé au mécanisme des livraisons en nature ; mais il fixe ce qu'il tient pour acceptable et inacceptable ; il accepte de fournir une garantie de l'Etat allemand pour les contrats de livraisons de charbon, même au-delà de 1930 (95), mais pas pour les livraisons d'autres produits : surtout il veut que l'on s'entende sur la définition d'un éventuel manquement flagrant de l'Allemagne ; sinon l'on risquerait de se retrouver dans la situation de janvier 1923. Enfin Stresemann donne pour instruction à son ambassadeur à Londres de charger toutes les personnalités allemandes présentes à Londres, personnalités officielles ou privées, de faire le siège de leurs relations anglaises et américaines pour leur exposer le point de vue allemand sur les dangers des propositions françaises concernant les livraisons en nature. Si possible, que Sthamer en parle à Crowe (96).

Encore que l'on n'en ait aucune preuve matérielle, nous pensons que la remise en cause par MacDonald le 2 août de l'accord trouvé en troisième commission le 31 juillet est une conséquence de ce télégramme de Stresemann à Sthamer du 1^{er} août. En effet le rapprochement du contenu du télégramme de Stresemann et du contenu des prises de position de MacDonald est troublant (définition d'un éventuel manquement allemand ; discussion autour de l'arbitrage).

Dans un nouveau télégramme à Londres, le 2 août, Stresemann précise sa position sur les livraisons en nature (97) : pour des périodes allant au-delà des dates limites prévues par le traité de Versailles, il n'est pas possible d'envisager une garantie gouvernementale alle-

(95) Le gouvernement allemand sait que les dirigeants des houillères de la Ruhr sont d'accord sur ce programme. Dans une lettre au chancelier du Reich du 17 juillet 1924, la « Commission des six » (représentants de la Ruhr auprès de la M.I.C.U.M.) a proposé un projet fournissant aux Alliés une sécurité pour les livraisons de produits charbonniers. Les gens de la Ruhr écrivent au chancelier qu'ils croient pouvoir tenir ce programme. S'ils font ces propositions, c'est qu'ils escomptent, en échange de leur adoption, la fin de la M.I.C.U.M. et des ingérences alliées dans leurs entreprises. Voir lettre RK 5334 du 17 juillet 1924, B A Coblenz 9433/272 551-562. (Dans la même lettre, les gens de la Ruhr demandent au chancelier du Reich d'une part une législation douanière les protégeant de la concurrence des sidérurgies lorraine et luxembourgeoise, d'autre part la ristourne des frais exceptionnels occasionnés dans leurs entreprises par l'occupation du bassin minier. Ainsi, de leur côté, les gens de la Ruhr essaient de marchander auprès de leur propre gouvernement leur acceptation de contrats de livraison de produits charbonniers à la France).

(96) Crowe avait déjà été, le 29 juillet, l'intermédiaire de MacDonald auprès des Allemands.

(97) Télégramme 450, A A Bonn L 200/ L 061 506-509.

mande, sauf pour le charbon, au sujet duquel, si la partie adverse le désire, on pourrait négocier une telle garantie.

On ne voudrait pas exagérer l'importance de cet épisode ; après tout, les modifications apportées le 2 août au texte du 31 juillet ne dénaturent pas le sens général des propositions de la troisième commission ; de plus, on peut penser que la précision apportée au projet primitif n'était pas sans justification. L'important n'est pas là ; il nous paraît être dans la nature des relations entre Londres, Paris et Berlin que l'épisode révèle. De plus, si l'épisode attire l'attention, parce qu'il y a eu remise en cause d'un texte sur lequel l'accord avait été fait, il convient d'avoir présent à l'esprit qu'il n'est pas isolé ; sur bien des points, beaucoup plus importants (évacuation militaire de la Ruhr, question des cheminots, pouvoirs de la Commission des Réparations) la demande de MacDonald du 29 juillet, la réponse allemande du 30 et les décisions du 31 juillet, 1^{er} et 2 août montrent à l'évidence que l'Allemagne, matériellement absente de cette première phase de la Conférence, en principe réservée aux Alliés, est en fait efficacement représentée par la délégation anglaise. *Le pacte moral de collaboration continue* qu'Herriot pensait avoir conclu avec MacDonald se révèle décidément bien équivoque.

5° LA SITUATION AU 2 AOÛT 1924 :

Les Allemands sont invités à venir à Londres

Aspects techniques, juridiques et politiques de l'invitation à l'Allemagne

Après la séance plénière du 2 août 1924, les premiers ministres anglais, français et belge, auxquels se joignent l'ambassadeur américain et les chefs des délégations italienne et japonaise, se réunissent à part et décident d'inviter le gouvernement allemand à envoyer à Londres une délégation pour prendre part aux travaux de la conférence (98). Le soir-même du 2 août, MacDonald adresse l'invitation à l'ambassadeur allemand à Londres en ces termes :

« En ma qualité de Président de la Conférence Interalliée actuellement réunie à Londres, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de transmettre au gouvernement allemand une invitation à nommer des représentants pour discuter avec la Conférence les meilleures méthodes de mettre à exécution le Rapport Dawes du 9 avril 1924, que les gouvernements alliés ont, de leur côté, intégralement accepté, et qui a été accepté par le gouvernement allemand dans sa lettre à la Commission des Réparations en date du 16 avril dernier » (99).

L'ambassadeur Sthamer télégraphie aussitôt le texte de cette invitation à Stresemann (100). Dans un télégramme annexe, Sthamer rapporte à son ministre ce que Crowe lui a dit en lui remettant le texte de l'invitation : les Allemands sont invités à négocier à égalité avec les Alliés ; c'est aussi le point de vue des Français ; les commissions reprendront sans doute l'étude des questions qu'elles ont eu à traiter, mais cette fois avec la participation des Allemands ; les militaires resteront en dehors de l'activité des commis-

(98) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 62-63. Il ne s'agit pas d'un compte rendu de cette réunion, qui n'existe pas, mais de la fin du procès-verbal de la séance plénière, où MacDonald annonce ladite réunion et son objet.

(99) *Ibidem*, p. 136-137.

(100) Télégramme 496 de Sthamer du 2 août, AA Bonn 9488/279 083.

sions ; MacDonald souhaite que l'on aille vite maintenant, pour pouvoir présenter l'accord aux Communes avant les vacances (101).

Ainsi, si les déclarations verbales du secrétaire d'Etat au Foreign Office à l'ambassadeur d'Allemagne laissent entendre qu'au fond rien de définitif n'aurait été fait avant l'arrivée des Allemands, les termes du texte de l'invitation officielle, de leur côté, maintiennent la fiction que le seul objet de la conférence est la mise en route du plan Dawes.

Cette fiction a été maintenue tout au long des discussions juridiques menées depuis plusieurs jours entre Alliés et dont la décision du 2 août est la conclusion. En effet, dans sa séance plénière du 23 juillet, la conférence avait décidé la création d'un comité de juristes pour étudier les conditions dans lesquelles les délégués allemands pourraient et devraient participer aux travaux en cours (102). Ce comité fut en fait constitué des jurisconsultes du Foreign Office et du Quai d'Orsay, Hurst et Fromageot. Le 25 juillet, les deux juristes ont déposé un long rapport circonstancié et équilibré entre la nécessité de respecter le traité de Versailles et celle de lancer le plan Dawes, entre le respect des pouvoirs de la Commission des Réparations et le respect des pouvoirs du gouvernement allemand ; l'essentiel du rapport était qu'il concluait à la nécessité d'une participation du gouvernement allemand aux travaux devant mener à certains des accords prévus, donc pratiquement d'une participation à la conférence (103). Ce rapport avait été adopté par la conférence, en sa séance plénière du 28 juillet (104).

Cet intermède juridique mérite de retenir l'attention ; ce sera une pratique fréquente, au cours des années qui vont suivre, d'avoir recours aux jurisconsultes pour trancher des questions qui, au fond, sont politiques ; le recours aux experts juridiques, comme aux experts économistes ou banquiers d'ailleurs, apparaît comme un moyen, pour les politiques, de sortir d'une difficulté et d'un dilemme, en leur permettant de se retrancher derrière un avis qui, puisqu'il est émis par des experts, ne saurait être que fondé, et doit donc correspondre à une nécessité inéluctable devant laquelle les politiques, quoi qu'ils en aient, ne peuvent que s'incliner. C'est le recours à la technique pour emporter, ou couvrir, une décision politique ; c'est au fond la méthode employée, en ayant recours au plan Dawes, pour faire sortir les Français de la Ruhr. Le recours, ici, aux juristes, pour décider de la participation allemande, n'est qu'un cas particulier de cette méthode générale.

(101) Télégramme 497 de Sthamer du 2 août, *ibidem*, 279 083/1. Stresemann répond le soir même du 2 août, en fournissant la liste des experts allemands pour la conférence (Télégramme 451 de Stresemann du 2 août, *ibidem*, 279 086-088).

(102) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 20-22.

(103) *Ibidem*, p. 117-120. On trouvera une analyse de ce rapport dans WEILL-RAYNAL, *op. cit.*, tome III, p. 96-97.

(104) *Ibidem*, p. 34-35.

L'intermède juridique prend place dans l'opération politique d'ensemble. C'est le 25 juillet que Hurst et Fromageot déposèrent leur rapport qui conclut à la nécessité d'une participation allemande ; c'est le même jour que MacDonald dit secrètement à Sthamer que la conférence a suffisamment progressé pour que l'on puisse envisager une imminente participation allemande (105). Mais MacDonald n'oublie pas le plan politique général ; le recours technique aux experts est, pour lui, indispensable, mais subordonné ; quand, à la séance plénière du 28 juillet, la conférence adopta le rapport des juristes du 25, le Premier anglais dit aussitôt : « *En ce qui concerne les délégués allemands, il est tout à fait évident que nous ne serons pas en mesure de discuter avec eux avant d'avoir abouti à un accord entre nous* » (106).

A la date du 28 juillet, la situation, de l'avis de MacDonald, n'était pas encore assez mûre pour que les Allemands viennent ; les Français n'avaient pas encore accepté, sur différents points, ce que les Anglais estimaient indispensable qu'ils acceptent pour que les Allemands, à leur tour, adoptent le programme sur lequel les Alliés seraient tombés d'accord (107).

Le 2 août, en revanche, MacDonald estime que la situation est assez mûre, puisque l'invitation à l'Allemagne est lancée.

Bilan de la conférence au 2 août

Quelle est cette situation ? On peut la résumer en disant qu'aucune décision n'a encore été prise formellement, mais que toutes les décisions ont été préparées ; les choix, pour la seconde phase de la conférence, ne sont plus libres ; la diplomatie britannique a réussi à les aiguiller dans les directions qu'elle voulait.

Les décisions, en effet, ne sont pas encore prises formellement puisque, il faut ne pas l'oublier, l'accord trouvé entre Alliés ne l'est qu'en vue de propositions à soumettre maintenant à l'Allemagne et, on l'a vu, en transmettant aux Allemands l'invitation à venir se joindre aux travaux de la conférence, les Anglais ne manquent pas de souligner que les discussions pourront être reprises, au niveau même des commissions ; de plus, sur les points particulièrement délicats où un accord n'avait pu être conclu de façon formelle entre Alliés (modalités de l'évacuation militaire, maintien ou non de cheminots alliés en Rhénanie), la diplomatie anglaise s'est contentée d'ajourner à la seconde phase de la conférence les décisions.

(105) Télégramme de Sthamer n° 457 du 25 juillet pour Stresemann personnellement, AA Bonn 4492/100 099-100. Cf. *supra*, même chapitre, première partie.

(106) *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 35.

(107) Voir le télégramme n° 474, du 30 juillet, de Sthamer à Stresemann personnellement, AA Bonn, 4492/100 108-110.

Néanmoins les décisions sont déjà préparées : il est évident, dès le 2 août, que l'on ne pourra pas revenir sur le principe de l'évacuation militaire de la Ruhr quelles que soient par ailleurs les modalités, qu'il reste à fixer, de cette évacuation : il est évident que la France perdra tout moyen d'action interne en Rhénanie ; il est évident que la France ne pourra plus s'appuyer sur la Commission des Réparations pour reprendre une initiative comme celle qu'elle avait prise en janvier 1923 ; il est évident, même si la France peut envisager de substantiels avantages dans le domaine des livraisons en nature, qu'elle perdra tout moyen d'avoir barre sur le potentiel économique allemand.

Voilà le bilan de la première phase de la Conférence de Londres ; on remarque qu'il consiste uniquement en concessions de la part de la France (mise à part la question de la sécurité de l'approvisionnement de l'économie française en produits charbonniers). Peut-être ces concessions françaises étaient-elles devenues inévitables dans la situation internationale nouvelle, telle qu'elle avait évolué. Mais ce que l'on constate, c'est que, entre le 16 juillet et le 2 août 1924, le partenaire français, on ose employer le terme, s'est laissé manœuvrer et s'est laissé amener à faire des concessions, même sur des points qui n'étaient pas du programme de la conférence, sans de son côté réussir, ni même, semble-t-il, chercher à obtenir un élargissement conjoint de la conférence à des domaines où la France n'a pas à céder, mais à demander.

Il n'y a pas que la question de la sortie des Français de la Ruhr qui soit à régler dans la vie internationale en 1924 ; comme le rappelait encore Nollet dans sa note pour Herriot du 23 juillet, il y a aussi la question des dettes internationales, et il y a enfin, et peut-être surtout, celle de la construction de la sécurité et de la paix en Europe. Le mémorandum franco-britannique du 9 juillet avait évoqué ces deux dernières questions d'une façon ambiguë, qui pouvait rassurer l'opinion publique française, pour qui elles sont très importantes, mais qui pratiquement les excluait du programme de la conférence. La question de l'évacuation de la Ruhr, elle aussi, n'était pas du programme de cette conférence ; il est vrai que cette omission, elle aussi, était ambiguë : pour les Anglais, le fait qu'il n'ait pas été expressément prévu qu'on parle de l'évacuation militaire ne veut pas dire qu'il n'en faille point parler. Quoi qu'il en soit, Herriot a accepté l'élargissement du domaine de la négociation à l'évacuation militaire de la Ruhr (même si cette négociation se déroule en marge de la conférence officielle ; mais on a vu de quel poids décisif elle pèse sur la négociation officielle), sans parvenir pour autant à un élargissement aux questions sur lesquelles la France a à demander : dettes interalliées et construction de la sécurité. Bien plus, la présence, officielle et officieuse, et combien active, des Américains à la conférence de Londres est pour l'Amérique une assurance que la France sera contrainte à accep-

ter la sortie de la Ruhr et le lancement du plan Dawes sans que la question des dettes soit soulevée.

La dissociation de la question des dettes interalliées d'avec la solution de l'affaire de la Ruhr est également de l'intérêt du gouvernement anglais. Outre le rétablissement d'une solidarité anglo-américaine, Londres désirerait conserver, avec cette question non résolue (et à la solution de laquelle la France, vu sa situation financière, est très intéressée) un moyen de pression sur Paris. L'ambassadeur de France Saint-Aulaire avait cherché à attirer l'attention d'Herriot sur cet aspect des choses dès son arrivée au pouvoir ; Saint-Aulaire comparait l'usage que Londres peut faire de la question des dettes interalliées à l'usage que Bismarck fit en son temps du « bâton égyptien » pour « faire marcher la France » ou à l'usage que Bülow fit du « bâton marocain » pour « faire marcher à la fois l'Angleterre et la France », et il écrivait : « *Le Foreign Office voit dans les dettes interalliées le « big stick » pour faire marcher la France et l'Allemagne dont il veut arbitrer les rapports et pour être entre ses mains le bâton du chef d'orchestre dans le concert des puissances* » (108).

Quant à la question de la sécurité, MacDonald avait pris les devants pour qu'Herriot ne puisse pas la poser à la conférence de Londres. Depuis septembre 1923, on discutait à Genève entre Français et Anglais d'un projet de pacte d'assistance mutuelle dans le cadre de la S.D.N. Le délégué britannique Lord Cecil et le colonel Réquin, représentant français dans le « comité mixte » s'occupant à la S.D.N. du désarmement, étaient tombés d'accord sur ce projet. Le pacte d'assistance mutuelle dans le cadre de la S.D.N., dont la négociation avait commencé à Genève alors que Poincaré était encore au pouvoir à Paris et avant que MacDonald n'y soit à Londres, pouvait apporter à la France la garantie qu'elle cherchait de la part de la Grande-Bretagne en face d'une éventuelle menace d'agression allemande. Il y avait donc là un projet précis que la France pouvait poser sur la table de la négociation, si elle était décidée à ce que l'on parle aussi de la sécurité.

Herriot avait adopté sans réserve le projet de Cecil et Réquin. Or MacDonald, le 5 juillet 1924, a fait savoir à la S.D.N. que son gouvernement ne saurait accepter le pacte d'assistance mutuelle préparé à Genève, et que son prédécesseur, le gouvernement con-

(108) Rapport de Saint-Aulaire du 19 juin 1924 (la constitution du gouvernement Herriot est du 14 juin) cité par Saint-Aulaire dans ses Mémoires, op. cit., p. 731.

A propos de l'entrevue de Chequers des 21 et 22 juin, où MacDonald avait cherché déjà à obtenir d'Herriot la disjonction des négociations des divers problèmes internationaux, Saint-Aulaire écrit : « *Cette disjonction visait à nous dépouiller de notre monnaie d'échange, la Ruhr, afin de nous désarmer dans la discussion des deux autres, les dettes interalliées et la sécurité* ». (Ibidem p. 715).

servateur de Baldwin, avait approuvé (109). L'argumentation du cabinet travailliste, suivi par les Dominions, et peut-être entraîné par eux (110), est que le projet de pacte entraînerait des obligations trop importantes pour la Grande-Bretagne, qui ne veut pas devenir le gendarme de la S.D.N. Dans sa correspondance du 5 juillet à la S.D.N. qui torpillait le projet de pacte d'assistance mutuelle et ramenait la construction de la sécurité au point de départ, MacDonald suggérait que la S.D.N., à la place, réunisse une conférence du Désarmement (111).

Sans doute, cela correspondait à la philosophie et aux espoirs travaillistes ; mais, d'autre part, le choix de la date du 5 juillet pour faire connaître cette décision unilatérale anglaise était habile ; à cette date, le processus menant à la conférence de Londres était trop engagé pour que l'on puisse reculer et il était trop tard pour que l'on puisse mettre sur pied une solution de rechange sur la sécurité avant la réunion de la conférence. MacDonald avait ainsi créé les conditions rendant matériellement impossible ou au moins très difficile que l'on parle à Londres de sécurité en même temps que de l'évacuation de la Ruhr, donc que l'on négocie l'une par l'autre. Et d'ailleurs, pour que nul ne puisse s'y tromper, le Foreign Office publia le 19 juillet, alors que la Conférence de Londres venait de commencer, la note de MacDonald à la S.D.N. du 5 juillet (112).

Si bien que lorsque, le 24 juillet, MacDonald présente à Herriot l'exigence de la liquidation de l'occupation de la Ruhr, le président du Conseil français savait donc qu'il ne pouvait, de son côté, relancer la question d'une garantie anglaise à la France face à l'Allemagne, puisque son partenaire anglais venait de prendre soin de faire table rase du résultat auquel la diplomatie française était parvenue après quatre années d'efforts.

L'esprit de méthode de MacDonald, sachant où il veut aller, et efficacement secondé par la délégation et la diplomatie britanniques, a eu raison de la bonne volonté d'Herriot, parti pour Londres sans programme précis et soumis à toutes sortes de pressions contradictoires au sein d'une délégation française hétérogène. Quand on compare la situation du 2 août aux positions de Paris, Berlin et Londres avant la conférence, on constate que, sur tous les points où il y avait divergences avant la conférence, c'est, au cours de la première phase de la conférence, les points de vue semblables de

(109) Voir Livre bleu anglais 2169 de 1924, *Papers respecting Negotiations for an Anglo-French Pact* ; le livre jaune français, *Documents relatifs aux négociations concernant les garanties de sécurité contre une agression de l'Allemagne 1919-1923* ; et *Survey of International Affairs 1924*, p. 2-27.

(110) Cf. en particulier le rôle du général Smuts, dont l'influence ne s'exerce pas en général dans un sens favorable aux thèses et aux intérêts français.

(111) *Survey of International Affairs*, 1924, p. 16-27 et BARDOUX, op. cit., p. 274 et suivantes.

(112) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 77.

Berlin et de Londres qui l'ont emporté sur celui de Paris. Les Allemands vont participer à la conférence une fois que les concessions politiques françaises sont pratiquement acquises et avant que le Reichstag allemand ait voté les lois Dawes, ainsi que l'avait voulu Stresemann. La sortie des Français de la Ruhr est pratiquement acquise, sans que soit posé le problème des dettes interalliées, ainsi que le voulaient les Américains, et sans engagement britannique de sécurité aux côtés de la France face à l'Allemagne, ainsi que le veut l'Angleterre travailliste.

S'il est vrai, comme nous en sommes, pour notre part, persuadé, que Poincaré est entré dans la Ruhr en janvier 1923, non seulement pour contraindre une Allemagne rétive à céder, à payer et à désarmer, mais aussi, et peut-être en dernier ressort surtout, pour contrer la toute-puissance de décision anglaise dans la vie internationale, et pour acquérir un atout décisif en vue d'une négociation d'ensemble devant compléter ce qu'avait d'inachevé la construction de 1919 dans les domaines des finances internationales et de la sécurité, Herriot a laissé échapper cet atout entre le 16 juillet et le 2 août 1924, sans que la négociation d'ensemble, pour laquelle l'atout avait été prévu, soit entamée.

Outre les pressions diverses auxquelles il a été soumis, Herriot en est peut-être venu à penser que, puisque la France ne pouvait plus se maintenir dans la Ruhr, le mieux serait sans doute d'essayer de retirer un bénéfice moral, en Angleterre, en Amérique et en Allemagne, de la liquidation de l'entreprise de 1923.

Les délibérations au sein de la délégation française (1^{er}-3 août)

Pour préparer la négociation avec les Allemands, des délibérations ont lieu les 1^{er}, 2 et 3 août au sein de la délégation française (113). Herriot est soumis à des pressions diverses et contradictoires ; il dispose du plan préparé par les fonctionnaires français et belges, que Seydoux avait mis en forme et lui avait présenté le 30 juillet, plan dont on sait qu'il avait pris connaissance, mais au sujet duquel il avait réservé sa décision ; ce plan prévoit d'essayer d'obtenir, en contrepartie de l'évacuation militaire de la Ruhr, qui s'échelonnerait sur deux ans en fonction des paiements allemands, la mobilisation d'une partie de la dette allemande des réparations, la propriété définitive pour la France des mines de la Sarre et des participations françaises dans les charbonnages de la Ruhr.

Au sein de la délégation française, les délibérations des premiers jours d'août se déroulent à partir de ce plan Seydoux du

(113) Au sujet de ces délibérations, voir la note qu'a rédigée le 20 août Seydoux, ainsi que les pièces jointes, Quai d'Orsay, dossier B. 75.17 carton 219. Voir aussi les rapports de Desticker à Foch nos 6, 7 et 8 utilisés par BARDOUX, op. cit., p. 255-256.

30 juillet. On cherche même à l'élargir et à bâtir un projet politique d'ensemble. On parle de la nécessité de conclure avec l'Allemagne un traité de commerce avant le 10 janvier 1925 : en effet le traité de Versailles règle les conditions du commerce entre la France et l'Allemagne jusqu'à cette date ; après, c'est l'inconnu. On recommence même à parler de la sécurité ; sans doute la présence des militaires, qui participent à ces délibérations (114), n'y est-elle pas étrangère. Ainsi, les fonctionnaires et les militaires français semblent ne pas avoir encore perdu tout espoir d'élargir le programme de la négociation aux questions que la diplomatie anglaise a réussi à en écarter : un projet de note du 3 août cherche à lier l'évacuation militaire de la Ruhr au désarmement de l'Allemagne et à un engagement de l'Angleterre sur la sécurité (115). Laroche, directeur adjoint des affaires politiques au Quai d'Orsay, et qui est resté à Paris, écrit le 5 août à Peretti à Londres : « *Nous savons que les Anglais ne veulent pas du pacte (de sécurité), mais il faut qu'ils disent pourquoi. A mon avis, il faut les mettre au pied du mur* » (116).

En fait, il paraît bien difficile à la délégation française de définir une ligne de conduite ferme, prise qu'elle est entre le comportement d'Herriot, pour le moment encore délibérément attentiste, et des suggestions et initiatives diverses et dispersées. Le 3 août au soir, arrivent à Londres les socialistes Auriol et Grumbach (117). Les MISSI DOMINICI de la S.F.I.O. ont dès le 4 des entretiens avec des représentants du Labour Party et MacDonald. Qu'y fût-il dit ? On ne dispose pas de compte rendu de ces entretiens ; d'après les notes d'Herriot, les représentants socialistes français auraient posé à leurs collègues travaillistes la question des dettes interalliées (118).

Herriot garderait-il une idée de manœuvre de ce côté ? Mais, dans ces diplomaties parallèles, qui est en train de chercher à manœuvrer qui ? En ce qui concerne la Ruhr en tout cas, la con-

(114) Ibidem.

(115) Quai d'Orsay, Papiers Herriot, carton n° 15 « *Le gouvernement français demande que les entretiens qui doivent avoir lieu avec le gouvernement britannique sur la question de la sécurité, ainsi qu'il avait été convenu au cours du voyage à Paris de M. Ramsay MacDonald, commencent dans le plus bref délai possible. Le séjour des troupes françaises dans la Ruhr, bien que motivé uniquement par des raisons de réparations, se trouve procurer en fait actuellement une garantie de sécurité qui comble en partie la lacune provenant de la non signature des pactes de garantie. Il en est de même de l'occupation de la zone de Cologne qui permet aux troupes alliées de tenir la ligne du Rhin. C'est là une situation de fait, résultant des circonstances, mais dont il est impossible de ne pas tenir compte au point de vue de la sécurité de la France. C'est pourquoi le Gouvernement français est en droit de demander au Gouvernement britannique que les Alliés se mettent d'accord pour qu'un organisme dépendant de la Société des Nations assure l'exécution par l'Allemagne des clauses des articles 42 et 43 du Traité de Paix dans les zones évacuées, ainsi que dans la zone neutre de 50 kilomètres à l'est du Rhin* ».

(116) Lettre du 5 août de Laroche, Quai d'Orsay, Z 284-6, folio 143.

(117) SOULIE, op. cit., p. 172.

(118) Note manuscrite d'Herriot du 4 août, Papiers Herriot, carton n° 15.

jonction des socialistes et des travaillistes ne peut s'exercer que dans le sens d'une pression sur Herriot pour une évacuation militaire aussi rapide que possible et sans négociation, ce qui n'avait jamais cessé d'être la position de la S.F.I.O. La pression socialiste ne peut s'exercer que dans un sens opposé aux projets que cherchent à mettre au point fonctionnaires et militaires de la délégation française, qui visent à retarder et monnayer la sortie de l'armée française du bassin de la Ruhr.

Herriot est pris entre les nécessités de l'arithmétique parlementaire (il ne peut se passer du soutien socialiste à la Chambre) et les projets de ses collaborateurs ; peut-être est-il encore divisé en lui-même. Même après avoir dépouillé ses papiers personnels, on est incapable de dire si, au moment où les Allemands vont arriver à Londres, Herriot a arrêté ses décisions et ses choix. On constate seulement que les délibérations internes de la délégation française prennent fin sans qu'aucune ligne ait été définie sur la négociation à mener avec les Allemands. Desticker écrira à Foch le 6 août : « *Les mêmes arguments, indéfiniment renouvelés, sont tour à tour résumés et abandonnés ; et il est impossible de constater autre chose que l'absence totale de précision dans les intentions... Tout cela ne révèle que de l'indécision et un désir, qui prend corps de plus en plus, de lâcher la Ruhr avec un prétexte honorable* » (119).

Il est certain, en tout cas, qu'Herriot n'adopte pas le plan Seydoux. Il semble même que, sans pour autant définir une ligne de conduite, Herriot incline aux concessions. Certes, il reste encore à discuter avec les Allemands des modalités de l'évacuation militaire de la Ruhr, mais sur la question de l'évacuation de la zone de Cologne — qui commande l'évacuation de la Ruhr — la position d'Herriot évolue. Le traité de Versailles prévoit l'évacuation de la zone de Cologne cinq ans après l'entrée en vigueur du traité, donc au 10 janvier 1925, si l'Allemagne a rempli les exigences du traité ; on sait que la position française avait toujours été que les « délais » n'avaient pas commencé à courir, parce que l'Allemagne n'avait pas satisfait aux exigences du traité, en particulier pour son désarmement ; Foch avait repris cette thèse dans l'avis qu'Herriot avait sollicité de lui ; Herriot, lui-même, avant de partir pour la conférence de Londres, s'était présenté devant le Parlement comme un défenseur de la thèse selon laquelle les « délais » n'avaient pas commencé à courir (120). Maintenant, début août, à Londres, la position d'Herriot a évolué, Desticker écrit le 1^{er} août à Foch : « *M. Ed. Herriot a fait connaître ouvertement son avis sur l'article 429 du traité. Pour lui, les délais ont commencé et il reste à déterminer seulement depuis quand* » (121).

(119) Rapport Desticker n° 8, du 6 août, cité par BARDOUX, op. cit., p. 256-257.

(120) Cf. supra, chapitre XII, deuxième partie.

(121) Rapport Desticker n° 6 du 1^{er} août.

Herriot n'envisage qu'une prolongation de l'occupation de la zone de Cologne de quelques mois ; peut-être est-il déjà décidé à promettre l'évacuation militaire de la Ruhr à l'échéance de quelques mois, et non à l'échéance de deux ans avec contreparties, comme le conseillait Seydoux (122). Quoi qu'il en soit, et même si Herriot pense conserver encore diverses possibilités de manœuvre, la délégation française va aborder la négociation avec les Allemands sans savoir où elle doit aller.

Dans les mêmes journées du début d'août, on met à Berlin la dernière main à la préparation de la participation allemande à la conférence. Un conseil des ministres se tient à Berlin, le 2 août, autour du Président du Reich (123) ; Ebert y dit que la clef de voûte de l'accord à trouver doit être l'évacuation militaire de la Ruhr ; pas question de faire voter les lois Dawes tant que cette question ne sera pas claire ; il faut absolument obtenir une date pour l'évacuation militaire ; d'autre part il faut obtenir le départ des chemins étrangers et il faut faire préciser le concept de « *manquement flagrant* » dont parlent les conclusions de la première commission. Enfin, en ce qui concerne d'éventuelles négociations pour un traité de commerce entre l'Allemagne et la France, le Président du Reich estime qu'il faut reculer ces négociations, afin d'avoir sur la France un moyen de pression que l'on pourrait utiliser pour obtenir de la France des concessions ailleurs, en particulier sur l'évacuation (124).

On le voit, si la première phase de la conférence, en particulier du fait des interventions anglaises, a dessiné les grandes lignes de l'accord à intervenir, les positions françaises et allemandes sont encore bien éloignées les unes des autres. L'arrivée de la délégation allemande à Londres va faire rebondir la conférence.

(122) Dans une note pour Herriot du 4 août, non signée, mais venant de la délégation française, le conseil est encore donné de ne pas évacuer la Ruhr avant que le problème du désarmement de l'Allemagne n'ait reçu au moins un début de solution, et sans avoir au moins abordé avec les Britanniques le problème de la sécurité ; il est suggéré qu'en tout cas la zone de Cologne ne soit pas évacuée, c'est-à-dire la ligne du Rhin abandonnée, avant que le problème de la sécurité n'ait trouvé sa solution. Cette note porte la mention : « *Note remise au Président du Conseil au sujet de l'évacuation militaire de la Ruhr. Londres, 4 août 1924* ». Quai d'Orsay, dossier B-82-22, carton 1102.

(123) ARK, *Die Kabinette Marx*, Band 2, p. 936-937.

(124) Sur la façon dont se présente la négociation d'un traité de commerce entre la France et l'Allemagne, voir ci-dessus, chapitre IV, et ci-dessous, chapitre XVII, troisième et quatrième parties.



B) LA CONFERENCE AVEC LES ALLEMANDS

5-16 août 1924

CHAPITRE XVI

LE NOUVEAU DEPART DE LA CONFERENCE

5-8 août 1924

- 1 — L'arrivée des Allemands et la nouvelle organisation du travail de la conférence (4-6 août).
 - La séance plénière du 5 août et les premiers contacts.
 - Les « observations » allemandes et les séances du 6 août.
- 2 — La négociation officielle, 7 et 8 août.
- 3 — La négociation politique parallèle.

1 — L'ARRIVEE DES ALLEMANDS ET LA NOUVELLE ORGANISATION DU TRAVAIL DE LA CONFERENCE

4-6 août

Le 4 août au matin un train spécial quitte Berlin, emportant la nombreuse délégation allemande qui, par Hoek van Holland et Harwich, arrive à Londres dans la matinée du 5 (1). La délégation allemande est dirigée par trois plénipotentiaires, le chancelier Marx, le ministre des Affaires étrangères Stresemann et le ministre des Finances Luther. Le secrétaire d'Etat de la Wilhelmstrasse, Maltzan, est resté à Berlin, mais Stresemann est accompagné de Carl von Schubert, directeur de la Division III (affaires anglaises et américaines) (2). Les secrétaires d'Etat de plusieurs ministères (3), dont Trendelenburg, secrétaire d'Etat du ministère de l'Economie, font partie de la délégation ainsi que de nombreux fonctionnaires de tous rangs (4). Le directeur de la Reichsbank Schacht se retrouvera lui aussi à Londres.

Pendant le voyage, les membres de la délégation allemande poursuivent leur étude des rapports des trois commissions inter-alliées ayant travaillé pendant la première partie de la conférence. On décide de ne pas se laisser aller à discuter avec les Alliés ces rapports paragraphe par paragraphe, mais de faire porter l'effort sur certains points précis et d'importance capitale : l'évacuation

(1) Nous sommes très exactement renseignés sur les activités de la délégation par un Journal (*Tagebuch der Reichskanzlei*) tenu minutieusement par un fonctionnaire de la Chancellerie, le conseiller Kiep. Ce journal est conservé aux archives de Coblenz, dossier R 431/268, filmé 9561/H 291 390-420. Il a été publié en 1973 dans la collection des papiers de la Chancellerie, *Die Kabinette Marx*, tome II, p. 1283-1306. Lorsqu'on s'y référera ci-dessous, on le fera sous la mention *Tagebuch* suivie du numéro de page de cette publication.

(2) Schubert, qui est le plus proche collaborateur de Stresemann à la Wilhelmstrasse, et qui est un partisan convaincu de la négociation avec l'Ouest, deviendra secrétaire d'Etat en décembre 1924. Maltzan, qui avait joué un rôle déterminant en 1922 dans la préparation du traité de Rapallo, sera nommé ambassadeur à Washington. Cf. M. WALSDORFF, *Westorientierung und Ostpolitik*, 1971, p. 42-47.

(3) On sait qu'en Allemagne le secrétaire d'Etat n'est pas une personnalité politique, mais le fonctionnaire le plus élevé du ministère, équivalent de ce qu'est le secrétaire général dans certains ministères français.

(4) On trouvera la liste complète de la délégation allemande dans le dossier BA Coblenz R 43 I/266. Il nous a paru superflu de la transcrire ici. Lorsqu'au cours des développements qui suivent on aura à mentionner tel ou tel fonctionnaire allemand, on précisera de qui il s'agit.

militaire, l'amnistie des citoyens allemands sous le coup de condamnations des autorités d'occupation, le retrait des cheminots français et belges, la restauration de l'autorité de l'Etat allemand (5).

En arrivant à Londres, Stresemann trouve une longue lettre de son ami Rheinbaben, dans laquelle le député populiste, qui séjourne depuis le 14 juillet dans la capitale anglaise, expose à son chef de parti la situation de la conférence (6). Pour la première fois depuis la fin de la guerre, ministres allemands et français vont se retrouver en quelque sorte sur pied d'égalité, et, si l'on ose dire, en terrain neutre. Pour Stresemann, la grande négociation qui commence est l'affaire de sa vie ; elle met en jeu tous les résultats déjà acquis par les efforts passés et ceux qu'il attend des nouvelles orientations de la politique internationale. En pleine possession de ses moyens, il est prêt.

La séance plénière du 5 août et les premiers contacts

Le 5 août, à midi, sous la présidence de MacDonald, les plénipotentiaires alliés accueillent au Foreign Office les plénipotentiaires allemands. Il y a là soixante-dix personnalités de tous pays (7). Dans son allocution d'accueil, MacDonald parle « *d'obligations morales autant que juridiques* » ; il précise en outre : « *L'unique objet de la conférence est de s'occuper des questions soulevées par l'application du rapport des Experts (plan Dawes) et c'est à ces questions que je dois, comme président de la conférence, borner son attention* » ; ce qui souligne son refus de voir discuter de questions comme la sécurité ou les dettes interalliées. MacDonald remet officiellement aux Allemands les textes des différents rapports des commissions interalliées ayant travaillé pendant la première moitié de la conférence (textes que les Allemands détenaient déjà d'ailleurs), et il fait approuver la méthode de travail suivante : la délégation allemande étudiera ces rapports et remettra aussitôt que possible, le soir même ou le lendemain matin, une « *note indiquant les questions qu'elle désirerait soulever à propos de ces documents* », pour que la conférence en débattenne. MacDonald, en effet, apparaît très pressé, et il semble optimiste sur la possibilité de conclure très vite. On est un mardi ; il voudrait que tout soit terminé le vendredi

(5) Télégramme 2 de Stresemann - Londres pour la Wilhelmstrasse du 5 août, AA Bonn, 9516/H 281 359-361.

(6) Lettre manuscrite du 4 août de Rheinbaben pour Stresemann, AA Bonn, 3398/740 532-539. Il est à remarquer qu'à cette date Rheinbaben estime qu'à moins d'une commercialisation des réparations l'Allemagne ne pourra pas obtenir l'évacuation militaire de la Ruhr.

(7) Le procès-verbal officiel de la séance plénière du 5 août a été publié dans le livre jaune français, *Documents diplomatiques, conférence de Londres*, p. 85-88. On trouvera un autre projet de procès-verbal, plus complet et qui ne sera jamais publié, dans les archives allemandes, AA Bonn M 312/M 013 107-110. Voir aussi le rapport du chancelier Marx pour le président Ebert, Bericht I du 6 août, BA Coblenz, 9561/291 371-373. Voir aussi *Tagebuch*, p. 1283-1284.

soir « *car le train que j'ai l'intention de prendre pour l'Ecosse part samedi matin* » (8).

A vrai dire, la séance plénière du 5 août est de pure forme. Beaucoup plus importantes sont les premières conversations privées que les Allemands ont à Londres. En effet, pendant que les fonctionnaires allemands préparent la note de remarques sur les rapports des commissions interalliées, les chefs de la Délégation ont les 5 et 6 août d'importants entretiens avec les Anglais et les banquiers ; c'est avec eux, et non avec les Français, que les Allemands prennent d'abord contact. L'initiative vient de MacDonald. Le 5, dès 14 heures 30, Hankey, secrétaire de la délégation britannique, prie Marx et Stresemann de venir le soir même « *pour un entretien tout à fait privé* » chez MacDonald qui est « *affamé* » de nouvelles des Allemands ; Hankey conseille aux Allemands de dire franchement à MacDonald ce qu'ils tiennent pour important (9). Le soir, chez MacDonald, se retrouvent effectivement autour du Premier anglais Marx, Stresemann, Schubert et Crowe (10).

MacDonald demande à ses interlocuteurs allemands de lui dire ce qu'ils désirent outre l'évacuation de la Ruhr et le retrait des cheminots alliés. Marx dit qu'il faut ramener les activités de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans dans les limites qu'elle n'aurait pas dû dépasser ; les Allemands soulignent la nécessité de la présence américaine à la Commission des Réparations et dans une instance arbitrale à créer pour constater l'évacuation économique de la Ruhr par les Alliés ; Marx réclame aussi une amnistie générale, aussi dur que ce soit, du côté allemand, en ce qui concerne les séparatistes rhénans. MacDonald demande alors à quelle date les Allemands souhaiteraient que l'évacuation militaire de la Ruhr soit chose faite. Marx lui répond qu'il faudrait que ce soit au 10 janvier 1925 pour que la zone de Cologne puisse être évacuée à la même date. Le chancelier allemand fait part à cet égard de son inquiétude au sujet des bruits qui courent et selon lesquels les Français voudraient lier le retrait de leurs troupes à la commercialisation d'une part importante des obligations Dawes, ce qui pourrait retarder l'évacuation militaire jusqu'en 1926. MacDonald lui répond que c'est un « canard » (*Zeitungs geschwätz*) auquel il ne faut pas attacher d'importance.

Enfin MacDonald s'enquiert de savoir si les Allemands sont déjà entrés en relations avec les banquiers, et, sur leur réponse négative, il le leur conseille et charge Crowe de faire le nécessaire pour ménager des contacts entre la délégation allemande et les banquiers. Et MacDonald de clore l'entretien en disant que c'est l'époque des vacances et qu'il souhaite que la conférence aboutisse aussi rapidement que possible.

(8) Ce passage a été rayé du procès-verbal officiel à la demande anglaise. Cf. l'annotation marginale, AA Bonn M 312/M 013 109.

(9) Notice de la délégation allemande, AA Bonn 4492/E 100 262-264.

(10) Sur cet entretien on dispose d'un aide-mémoire secret rédigé par Schubert aussitôt après. AA Bonn, 9516/H 281 366-370.

Les contacts avec les banquiers ont lieu dès le lendemain 6 août. Le 6 au matin, Schacht s'entretient avec Montagu Norman. Morgan qui, entre temps, est arrivé lui aussi à Londres, est d'accord, affirme Norman, avec le catalogue des conditions établi par lui-même et Lamont ; et Norman donne à nouveau à Schacht la liste de ces conditions, sans satisfaction desquelles, assure-t-il, les banquiers ne lanceront pas l'emprunt Dawes (11).

L'après-midi du 6, c'est avec Young que Schacht s'entretient, en présence de l'ambassadeur Houghton (12). Young dit que le souci principal des banquiers est de faire en sorte qu'il devienne impossible qu'une puissance prenne seule des sanctions contre l'Allemagne ; sur ce point ils ne céderont pas. En revanche, sur les livraisons en nature, auxquelles les Français attachent tant d'importance, Young demande aux Allemands de se montrer compréhensifs pour le point de vue français : les Français ont peur que la sidérurgie lorraine soit privée de coke et paralysée ; ils sont d'accord pour que les livraisons en nature se fassent dans des proportions raisonnables qui ne compromettent pas les finances allemandes. Schacht estime que l'on pourra finir par s'entendre sur les questions économiques, mais que « *la question principale pour nous est la question militaire* ». Sur ce point les Américains paraissent beaucoup moins disposés que les Anglais à appuyer les exigences allemandes : pour Young, les Français ont raison de vouloir conserver des cheminots en Rhénanie tant qu'ils auront des troupes dans la Ruhr, et il conseille aux Allemands de se montrer conciliants sur ce point. Les propos, au fond très mesurés, tenus par Young à Schacht nous confirment dans le sentiment que la dureté dans les exigences bancaires vient beaucoup plus des Anglais que des Américains.

Et, chez les banquiers anglais, le plus dur et le véritable maître du jeu est plus que jamais Montagu Norman. Outre son entretien du 6 au matin avec Schacht, Norman a avec un membre de la délégation allemande une importante conversation dont la portée politique est manifeste. Le document par lequel cette conversation nous est connue ne porte ni date ni signature et ne donne pas le nom de l'interlocuteur allemand du directeur de la Banque d'Angleterre (13) ; mais il s'agit d'une personnalité allemande importante, sans doute l'un des ministres, car Norman s'est dérangé pour venir le voir et cette personnalité, en s'exprimant, parle du « gouvernement allemand » ; quant à la date, le contenu de la conversation permet sans erreur de la fixer très tôt après l'arrivée de la délégation allemande à Londres. Norman demande à son interlocuteur de lui donner la façon de voir du gouvernement allemand sur les points suivants : 1 - le rapport de la première commission interalliée sur

(11) Aide-mémoire de Schacht pour Schubert, AA Bonn, 4492/E 100 270-271.

(12) Aide-mémoire de Schacht pour Schubert, E 100 272-274.

(13) Il s'agit d'un aide-mémoire portant la mention *secret* et qui est classé dans un dossier tenu par Schubert (Büro Staatssekretär, Londoner Konferenz, Material und Geheime Handakten). Le document est filmé 4492/E 100 265-268.

les manquements et les sanctions ; 2 - l'évolution de la situation après la mise en route du plan Dawes ; 3 - l'évacuation militaire de la Ruhr ; 4 - les cheminots ; 5 - la Haute Commission Inter-alliée des Territoires Rhénans. Si, sur ces points, le gouvernement allemand a des soucis, que la délégation allemande le fasse vite savoir et l'on essaiera d'agir. Avant même d'avoir les réponses à ses questions, Norman dit qu' *« il s'est beaucoup battu dans notre intérêt depuis quinze jours »*, s'attirant ainsi des ennuis non seulement de la part des Français, mais aussi en Angleterre. Quant à la banque Morgan, ce n'est qu'avec elle que l'on peut faire l'affaire, même si elle a en Allemagne la réputation d'être germanophobe et francophile ; ce n'est précisément que si Morgan prend la direction de l'affaire que l'on trouvera en Amérique et en Angleterre de l'argent pour l'Allemagne ; on n'aurait pas pu réussir avec des banques comme Kuhn, Loeb and Co ou Speyer. Voilà pourquoi lui, Norman, a cherché et réussi à établir des relations avec Lamont, l'associé de Morgan.

Après avoir écouté les confidences de Norman, son interlocuteur allemand apporte à ses questions ces réponses : le gouvernement allemand ne s'entêtera sans doute pas à exiger un retrait immédiat des troupes françaises de la Ruhr, mais il ne pourra pas accepter que ce retrait soit reporté à une date reculée, par exemple deux ans ; il ne pourra pas accepter non plus que l'évacuation militaire soit liée à des paiements ; tous les cheminots alliés devront être retirés ; la souveraineté du Reich doit redevenir totale en Rhénanie ; les ordonnances prises depuis janvier 1923 par la H.C.I.T.R. en dehors de ses compétences doivent être rapportées.

Quel que soit l'interlocuteur de Norman, les chefs de la délégation allemande savent qu'ils peuvent, si nécessaire, mobiliser encore le poids de la banque pour atteindre leurs objectifs politiques. Stresemann estime même que les exigences des banquiers *« vont presque au-delà des exigences allemandes »* (14).

Schubert, lui, de son côté, essaie de convaincre son collègue Lampson, directeur d'Europe centrale au Foreign Office (15). Comme dans les autres conversations du 5 et du 6 entre Allemands et Anglais, les mêmes thèmes reviennent : manquements et sanctions ; cheminots ; évacuation militaire. Schubert et Lampson parlent plus particulièrement de la date de l'évacuation militaire ; Schubert voudrait que ce soit chose faite pour janvier 1925 ; Lampson laisse entendre que, pour tenir compte *« des grandes difficultés que M. Herriot a à surmonter dans la politique intérieure française »*, il faudra peut-être fixer à l'évacuation militaire un délai d'un

an.

(14) Télégramme Stresemann n° 8 du 6 août pour la Wilhelmstrasse AA Bonn, 9316/H 281 383-385.

(15) Schubert, Lampson et le conseiller de l'ambassade allemande Dufour déjeunent ensemble le 6 août. Aide-mémoire de Schubert, AA Bonn, 4492/E 100 275-280.

Les « observations » allemandes et les séances du 6 août

Pendant ce temps, les fonctionnaires allemands travaillaient. Durant tout l'après-midi du 5, ils mettent au point la note d'observations que MacDonald a demandée. En la rédigeant, ils prennent garde de ne pas analyser paragraphe par paragraphe les rapports des commissions interalliées, et de ne pas proposer des modifications ponctuelles, afin de ne pas donner le sentiment que l'Allemagne veut remettre tout en cause, et de ne pas courir le risque de noyer les revendications allemandes importantes dans une masse de demandes. Se réservant de demander par la suite et oralement des modifications sur les points non évoqués par la note écrite (16), la délégation allemande ne soulève dans celle-ci que les problèmes généraux (17). Au sujet du rapport de la première commission (18), la note allemande demande que la procédure d'établissement d'un éventuel manquement allemand soit renégociée entre les Alliés et l'Allemagne et qu'il ne puisse y avoir manquement que si l'on peut établir qu'il y a « *mauvaise volonté du gouvernement allemand* ».

Sur le rapport de la seconde commission (19), les remarques allemandes sont les suivantes : les délais des mesures à prendre pour restaurer l'unité économique et fiscale de l'Allemagne pourraient être raccourcis de façon à ce que tout soit fait au 1^{er} octobre 1924 au plus tard ; le Comité d'organisation des chemins de fer devrait recevoir pleins pouvoirs pour liquider la Régie franco-belge ; un comité mixte paritaire devrait être créé pour surveiller l'exécution des mesures d'évacuation économique ; si l'amnistie doit être aussi large que possible, « *il n'est pas possible au gouvernement allemand de gracier des personnes coupables de haute trahison* » (20).

Quant au rapport de la troisième commission sur les livraisons en nature et les transferts (21), la délégation allemande est en général d'accord avec ce qui est prévu et se réserve de demander par la suite des précisions sur tel ou tel point.

Dans tout cela, rien de bien extraordinaire. La note « d'observation » allemande ne paraît pas devoir bouleverser le déroulement de la conférence. Mais elle est accompagnée d'une lettre d'envoi signée du chancelier Marx où on lit :

« *Je me permets de faire ressortir que les décisions interalliées qui vous sont soumises n'expriment pas, de l'avis de la délégation*

(16) Télégramme d'information de Schubert pour Berlin n° 68 du 6 août, AA Bonn, 9488/279 123-124.

(17) La note allemande, intitulée « Observations de la délégation allemande » a été publiée dans les divers livres de couleurs, dans le *Livre jaune* français, p. 154-162.

(18) Cf. supra, chapitre XIV, 4^e partie et chapitre XV, 3^e partie.

(19) Cf. supra, chapitre XIV, 2^e et 3^e parties, et chapitre XV, 3^e partie.

(20) Il s'agit évidemment de personnes gravement compromises dans le mouvement séparatiste rhénan.

(21) Cf. supra, chapitre XIV, 1^{re} partie, et chapitre XV, 3^e partie.

allemande, tout l'ensemble des questions qui se rattachent à la mise en vigueur du plan des experts. La délégation allemande croit devoir notamment attacher une valeur décisive à l'examen de la question de l'évacuation militaire des territoires dont l'occupation va au-delà du traité de Versailles. D'autre part, M. le président de la deuxième commission, dans sa lettre d'envoi accompagnant les décisions de cette commission, a mentionné que les experts militaires français et belges demandent la mise en service d'environ 5 000 employés de chemin de fer français et belges sur certaines lignes déterminées du réseau ferré de la rive gauche du Rhin. La délégation allemande est d'avis que cette demande n'est pas compatible avec le plan des experts » (22).

Bref, l'Allemagne pose sans ambages à la conférence la question de l'évacuation militaire de la Ruhr comme conséquence de la mise en route du plan Dawes. Le 5, à minuit, les plénipotentiaires allemands, qui reviennent de l'entretien qu'on a vu avec MacDonald, prennent connaissance de ces textes préparés par leurs collaborateurs et, après quelques modifications de détail, les approuvent (23). Le 6 au matin, la note allemande et la lettre de Marx sont déposées au secrétariat de la conférence (24).

A 11 heures 30, ce 6 août, la conférence se réunit en « conseil des quatorze » dans le bureau de MacDonald : deux plénipotentiaires anglais, américains, français, allemands, belges, japonais et italiens (25). Il y a là Marx et Stresemann, Theunis et Hymans, Kellogg et Logan ; Herriot est accompagné de Clémentel ; MacDonald préside, secondé de Snowden (26). A la demande de MacDonald, le chancelier Marx expose les grandes lignes de la note allemande, dont les chefs de délégation n'avaient pas encore eu le temps de prendre connaissance. Les explications de Marx paraissent mettre Herriot de méchante humeur ; pendant leur traduction en français par le soin de l'interprète allemand Michaelis, qui prend une intonation particulièrement dure, plus dure que celle de Marx, en parlant de l'évacuation de la Ruhr, Herriot interrompt l'interprète et menace de s'en aller (27). Le président du Conseil français, une fois l'exposé de

(22) *Livre jaune*, p. 155.

(23) *Tagebuch*, p. 1284.

(24) *Ibidem*.

(25) Le « conseil des quatorze » a été créé pour faire avancer la conférence par des réunions au sommet des chefs des principales délégations, sans le lourd appareil des séances plénières. Cette séance est la première de 9 séances qui s'étaleront du 6 au 16 août. Leurs travaux n'ont fait l'objet d'aucune publication dans les livres de couleur. Mais il a été établi des procès-verbaux confidentiels. On trouvera la version française des procès-verbaux dans le dossier Quai d'Orsay B - 75 - 17 carton 218, et une version anglaise dans le dossier de la Wilhelmstrasse *Delegation London 1924*, AA Bonn, 9516/281 556-607.

(26) Sur la séance du 6 août à 11 heures 30, voir aussi le rapport du chancelier Marx pour le président Ebert, BA Coblenz 9561/291 371-373, le télégramme de Stresemann pour la Wilhelmstrasse n° 8 du 6 août, AA Bonn, 9316/H 281 383 et quelques notes manuscrites d'Herriot, Papiers Herriot, carton n° 15.

(27) Paul SCHMIDT, *Statist auf diplomatischer Bühne*, p. 44-45.

Marx entendu, propose que les Alliés se réunissent entre eux (et donc sans les Allemands) pour étudier la note allemande et décider s'il y a lieu de soumettre aux experts des points des observations allemandes et lesquels. Snowden refuse d'envisager que les Alliés se réunissent entre eux seuls maintenant que les Allemands sont à Londres. C'est à nouveau l'affrontement franco-anglais, et cette fois-ci devant les Allemands. Snowden propose la création d'une sous-commission pour traiter tout de suite des questions techniques posées par la note allemande ; Herriot refuse la création de cette sous-commission. On décide de suspendre la séance, pour pouvoir étudier la note allemande, et de se retrouver le soir même à 21 heures. Du moins, avant de se séparer, MacDonald a-t-il obtenu que les déclarations à la presse sur le déroulement de la conférence soient faites d'un commun accord entre tous les participants pour éviter que les journaux d'opposition en France, en Angleterre et en Allemagne ne fassent exploitation de déclarations contradictoires (28).

Aussitôt après cette première séance du « Conseil des quatorze » les chefs de gouvernements alliés se réunissent entre eux et Herriot renonce à s'opposer à la réunion d'une commission d'experts. On propose qu'elle se réunisse l'après-midi même. Marx, que MacDonald met au courant par l'intermédiaire de Hankey, accepte, et l'on décide de réunir cette commission d'experts à 16 heures 30 (29).

Les Allemands, de leur côté, pour détendre l'atmosphère et contribuer à effacer la fâcheuse impression faite sur l'esprit d'Herriot par la séance du matin, ont recours à un subterfuge : on laisse entendre que la malhabile traduction des propos de Marx par l'interprète Michaelis a été cause de malentendus, que le chancelier allemand n'avait pas voulu dire ce que le président du Conseil français croyait avoir compris, et l'on sacrifie l'interprète sur l'autel de la négociation ; on se dispensera désormais des services de Michaelis. Mais, comme il faut cependant un interprète allemand-français, on fait appel aux services d'un jeune traducteur, embauché depuis peu par les services de traduction de la Wilhelmstrasse, et qui était venu à Londres dans les bagages de la délégation allemande : un certain Paul Schmidt. C'est le début de la prestigieuse carrière de celui qui sera un jour l'interprète de Hitler et qui, de 1924 à 1945, sera l'interprète de tous les chefs de gouvernements allemands (30).

A 16 heures 30 donc, des « experts » se réunissent au Foreign Office : l'Anglais Crowe, les Français Seydoux, Carteron et Aron,

(28) Ce principe avait déjà été adopté, entre Alliés, au cours de la première partie de la conférence.

(29) Note de Wiehl pour Marx et Stresemann, 6 août, AA Bonn 9516/ H 281 381-382.

(30) SCHMIDT, op. cit., ibidem, raconte comment, désœuvré, il se promenait dans Green Park quand on est venu en toute hâte le chercher pour remplacer Michaelis au pied levé.

l'Américain Logan, les Allemands Fischer (31) et Ritter (32), ainsi qu'un Italien, deux Belges et un Japonais (33). Dans cette séance de travail, qui se déroule dans de bonnes conditions, les experts analysent la note allemande et rangent les observations allemandes en deux catégories : celles, de nature technique, qui seront étudiées en commissions, et celles, de portée politique, qui seront traitées par les plénipotentiaires (« Conseil des quatorze »).

Ainsi le terrain est-il bien déblayé lorsque, comme prévu, le Conseil des quatorze se réunit à 21 heures. Il adopte les propositions préparées par la réunion des experts de l'après-midi (34). Le 6 au soir, donc, la conférence a trouvé et défini ses nouvelles méthodes de travail. Il reste à mener la négociation elle-même.

(31) Secrétaire d'Etat du ministère des Finances du Reich.

(32) Diplomate, spécialiste des questions commerciales et économiques à la Wilhelmstrasse.

(33) Aide-mémoire de Ritter, rédigé le 7 août, AA Bonn 9516/H 281 637-540.

(34) Procès-verbaux français et anglais, voir note 25. Voir en outre *Tagebuch*, p. 1286.

2 — LA NEGOCIATION OFFICIELLE

7 et 8 août

Elle se déroule, soit en Conseil des quatorze, soit en commissions d'experts, à partir de la note « d'observations » allemande. Il nous paraît superflu d'entrer dans le détail du travail de ces conseils et commissions. On n'en donnera ici que les grandes lignes et les résultats en cherchant dans quelle mesure la marche générale de la conférence s'en trouve influencée. Remarquons toutefois dès à présent que ce n'est pas dans cette négociation officielle que l'affaire de l'évacuation militaire de la Ruhr est traitée.

Le 7, à 11 heures, réunion du Conseil des quatorze (35). On parle des observations allemandes sur le rapport de la première commission interalliée : manquements et sanctions. On dispute de savoir ce qu'il faut entendre par l'expression anglaise « *flagrant default* » employée par le plan Dawes. *Flagrant* n'a pas le même sens en anglais, en français et en allemand, sans oublier l'italien. Les Allemands, quant à eux, disent être prêts à accepter sur ce point ce que les Alliés ont préparé, à condition que l'interprétation de « *flagrant default* » soit celle que MacDonald en a donnée dans une intervention à la Chambre des Communes deux jours plus tôt : « *a large, general default, a flagrant default, a default, which cannot be judged to be a mechanical default, a default about which it can be alleged and about which evidence can be presented* ».

Puis on parle de l'amnistie. Marx voudrait qu'en soient exclus les Allemands qui se sont rendus coupables de haute trahison pour avoir voulu détacher des territoires allemands du Reich. Herriot, Hymans et MacDonald s'opposent à cette manière de voir ; pour eux, l'amnistie doit être sans exclusive. On ne peut s'entendre et, à défaut d'un accord, il est décidé de réunir une commission de juristes pour étudier la question et faire des propositions.

Les quatorze se retrouvent le 7 à 17 heures ; la France est toujours représentée par Herriot et Clémentel ; du côté allemand, Stresemann est toujours là, mais le ministre des Finances Luther a remplacé Marx. En effet, on parle finances (36). On discute de la chronologie à établir entre le vote par le Reichstag des lois alle-

(35) Pour les procès-verbaux, voir ci-dessus note 25.

(36) Mêmes sources. Voir aussi les notes manuscrites d'Herriot, Papiers Herriot, carton n° 15, et le télégramme d'information n° 12 de Stresemann pour la Wilhelmstrasse, AA Bonn, 9488/279 127-129.

mandes nécessitées par le plan Dawes et l'émission de l'emprunt. Et l'on en vient à parler des banquiers ; Stresemann et Luther, appuyés par Snowden, demandent qu'au sujet de l'emprunt Dawes il n'y ait pas seulement des discussions entre gouvernement allemand et banquiers, mais que la conférence, en tant que telle, négocie avec les banquiers. Tandis qu'Herriot griffonne dans ses notes personnelles *« je me demande dans quelle mesure on veut nous refaire le coup des banquiers »*, Clémentel conteste la nécessité de négocier avec les banquiers : *« le seul effet serait de donner naissance à des campagnes de presse où les gouvernements seraient représentés comme soumis à la dictature de la haute finance »*. Et Clémentel d'ajouter qu'il sait que les banquiers américains n'ont pas toutes les exigences politiques qu'on leur prête ; piqué au vif, Snowden réplique. Voici que le climat à nouveau se détériore. Mais MacDonald prend les choses en mains. Se désolidarisant des exigences de Snowden, il déclare qu'il n'y a pas lieu de faire à nouveau appel aux banquiers avant que l'accord soit trouvé entre les participants de la conférence sur les questions politiques ; et coupant court à la discussion qui s'envenime, MacDonald lève la séance.

Les experts, eux aussi, ont travaillé en commissions matin et après-midi en cette journée du 7 août, fonctionnaires alliés et allemands mêlés (37). On est tombé d'accord sur un certain nombre de points : la période intermédiaire entre l'ancien système et le nouveau créé par le plan Dawes est ramenée de 45 à 35 jours avec départ au 15 août ; le délai de suppression de la douane intérieure est ramené de 20 à 8 jours ; les chemins de fer actuellement administrés par la Régie franco-belge seront transférés le 20 novembre au Comité d'organisation des chemins de fer qui aura pleins pouvoirs pour appliquer les directives du représentant du ministère allemand des Transports (38). En revanche, on n'est pas tombé d'accord sur le montant des revenus des gages saisis pendant l'occupation de la Ruhr. Le 8 encore, travaux de commissions d'experts sur les ordonnances de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans (les Allemands voudraient qu'elles soient toutes abrogées, même celles qui avaient été prises avant le 11 janvier 1923) et sur les demandes françaises de livraisons en nature (39). Mais il n'y a pas là de quoi modifier le cours de la conférence ou la faire échouer. En gros, au soir du 8 août, l'état des travaux des experts est celui-ci : les Allemands ont accepté les conclusions de l'ex-première commission interalliée ; on s'approche d'un accord sur les conclusions de l'ex-seconde commission interalliée ; quant aux conclusions

(37) Rapports de Ritter, AA Bonn, 9488/H 279 159-166.

(38) Il s'agit ici du transfert de l'administration des chemins de fer des territoires occupés, ce qui ne tranche pas encore la question de savoir si les Alliés pourront ou non maintenir un certain nombre de cheminots en fonction sur plusieurs lignes.

(39) Rapports de Ritter, ibidem, et télégramme d'information n° 34 du secrétaire d'Etat Maltzan pour les postes diplomatiques allemands, 9 août, AA Bonn, 9488/279 137-139.

de l'ex-troisième commission interalliée, il y a encore un désaccord sérieux sur les pouvoirs de l'agent des transferts. S'il ne s'agissait que d'une affaire technique, la solution de cette dernière difficulté serait bientôt trouvée, et la conférence de Londres aurait, pour ainsi dire, épuisé son ordre du jour. Mais il y a d'autres aspects aux choses.

Encore une fois, derrière le plan Dawes, il y a l'usage financier, économique et partant politique que l'on veut ou peut en faire au long des années de son application. L'un des buts que poursuivent les Allemands est de drainer vers l'économie allemande, qui en manque, les capitaux disponibles en Amérique et en Grande-Bretagne. Mais, d'une part, quelle assurance ont les Allemands que les Américains placeront effectivement leurs capitaux disponibles en Allemagne ? Et, d'autre part, n'y a-t-il pas danger d'aliénation d'une partie de l'outil économique allemand ? Autre danger d'aliénation : le plan Dawes prévoit la possibilité pour les Alliés d'investir en Allemagne même les sommes que l'Allemagne doit verser en marks au titre des réparations ; certes, c'est une sécurité pour la stabilité des monnaies ; mais n'est-ce pas aussi un moyen pour les Alliés, par le biais d'investissements en Allemagne, de prendre le contrôle de telle ou telle entreprise allemande ? On comprend les soucis des Allemands et l'importance qu'ils attachent au mécanisme des transferts, qui sera au cœur de tout cela. C'est le 8 août que l'on vient à en parler, et cela paraît un moment pouvoir mener la conférence au bord de l'échec.

Le 8, Schacht déjeune avec les Américains Young et Baruch et l'Anglais Kindersley (40). Schacht s'inquiète de ce que Young n'estime pas nécessaire de s'assurer auprès des banquiers que les emprunts seront couverts, avant la conclusion de l'acte politique de la conférence de Londres, comme le souhaitent les Allemands. Young estime qu'il faut d'abord créer le fait accompli d'un accord politique ; les banquiers suivront. Ces déclarations ne suffisent pas à calmer les appréhensions allemandes. Dans l'après-midi du 8, Schacht, à la demande de la délégation allemande, rencontre à nouveau Young et demande des assurances. Young affirme qu'il n'a pas été dans l'esprit des experts du comité Dawes de fixer une limite supérieure au montant des placements étrangers en Allemagne ; rien n'interdit théoriquement que l'on place 20 milliards, 30 milliards ou même plus. Il ne s'agit pas, affirme-t-il encore, d'acquérir une influence à l'intérieur de l'Allemagne par ces placements ; ce n'est pas du tout l'esprit du plan Dawes ; mais, bien sûr, cela peut mener à des prises de participations étrangères dans des entreprises industrielles allemandes (41).

(40) Note de Schacht pour Schubert, 8 août, AA Bonn, 9516/H 281 412-416. Logan les rejoindra après le déjeuner.

(41) Aide-mémoire de Schacht, 8 août, ibidem H 281 417-419. Schacht y note ainsi les propos de Young : « si un groupe étranger désire participer à un groupe allemand en accord avec celui-ci, le gouvernement allemand ne doit rien avoir à dire là-contre ».

Tout cela ne rassure guère Schacht. Le soir, ou plutôt la nuit, il est encore sur la brèche. Le voici entre onze heures du soir et une heure du matin chez Kindersley à parler transfert. Tout cela ne risque-t-il pas de mener à la mise à l'encan de l'économie allemande ? Et si les placements étrangers en Allemagne prennent une telle ampleur, comment pourra-t-on empêcher de poser le problème du chiffre total des réparations et celui de leur durée ? Kindersley convient du bien-fondé de cette dernière inquiétude, mais, sur l'autre point, le danger de mise à l'encan de l'économie allemande, Kindersley rassure Schacht : les mécanismes prévus par le plan Dawes donnent à l'Allemagne tous les moyens de se défendre.

C'est précisément ce dont débat le Conseil des quatorze réuni en cet après-midi du 8 août (42). Il s'agit de l'arbitrage à établir entre le Comité des transferts et le gouvernement allemand en cas de désaccord sur les projets de placement par les Alliés dans l'économie allemande des sommes dont ils disposeront en marks au titre des annuités Dawes. Bien sûr, la France souhaite conserver la possibilité de ces placements, car elle n'a pas renoncé à son projet de prise de participations françaises. D'où l'importance de l'instance arbitrale à définir, autour de laquelle se cristallise ce nouvel affrontement franco-allemand. La troisième commission interalliée avait proposé, en cas de besoin, le recours à un arbitre indépendant, qui pourrait être un neutre. Les Allemands refusent de se rallier à cette proposition ; ils voudraient que le gouvernement allemand ait le pouvoir de décider, seul, s'il est d'accord ou non avec des propositions de placement que ferait le Comité des transferts. Au fond, la contreproposition allemande tend à refuser l'arbitrage prévu et à donner au gouvernement allemand une sorte de droit de veto sur les éventuels placements des Alliés en Allemagne avec les fonds provenant des réparations.

A cette séance du 8 août du Conseil des quatorze, c'est le ministre des Finances Luther qui expose le point de vue allemand. Snowden l'appuie vigoureusement ; le chancelier de l'Echiquier dépeint la situation en noir : *« si l'on faisait usage jusqu'au bout du droit prévu par le plan Dawes, des étrangers pourraient se trouver exercer une main-mise presque complète sur de grands groupements industriels, et influencer ainsi sur toute l'économie de l'Allemagne »*. Et Snowden ne cache pas qu'il redoute surtout une influence française, puisque la France, recevant 52 % des versements allemands des réparations, sera de toutes les puissances alliées celle qui disposera de la plus grande masse de marks. Disant que *« les intérêts du commerce britannique peuvent être très sérieusement affectés par la solution qui sera donnée à cette affaire »*, Snowden demande que l'on se rallie à la contreproposition allemande.

(42) Mêmes sources que pour les autres séances du conseil des quatorze. Voir en outre le télégramme n° 19 d'information de Stresemann pour la Wilhelmstrasse, 9 août, AA Bonn, 9516/281 422-430.

Herriot se rebiffe : le plan Dawes prévoit expressément la possibilité de placer en Allemagne les marks des réparations. Quant au Belge Theunis, qui appuie Herriot, il s'attache à démontrer que le tableau dépeint par Snowden est excessif et qu'il n'y a pas lieu de s'exagérer les risques de prise de contrôle de secteurs de l'économie allemande par des puissances étrangères. Lecture du rapport Dawes à l'appui, Theunis affirme que le plan ne prévoit de placements dans des entreprises allemandes de marks des réparations que lorsque les fonds en caisse à la Banque des réparations, après paiement des livraisons en nature et achat de devises à transférer à l'étranger, atteindront deux milliards de marks-or ; étant donné le montant prévu des annuités Dawes, il faudra attendre des années pour qu'une telle situation, éventuellement, se produise. D'autre part, autre sécurité pour le maintien de l'indépendance de l'économie allemande, le plan Dawes prévoit un plafond de cinq milliards pour les placements éventuels dans des entreprises allemandes de capitaux provenant des versements de réparations. On peut évidemment penser que ce chiffre ne fait pas courir à l'industrie allemande de risques sérieux de tomber en mains étrangères. Snowden conteste les affirmations de Theunis, et il s'ensuit, entre les deux hommes, une vive et aigre discussion. MacDonald pense ramener le calme en constatant le désaccord sur l'interprétation du texte du plan Dawes, et il suggère que l'on demande aux membres du comité Dawes de préciser eux-mêmes ce qu'ils ont voulu dire, puisqu'aussi bien ils séjournent presque tous à Londres pour l'heure.

Cette fois-ci, c'est Herriot qui se fâche. Non pas qu'il s'oppose à une consultation des ex-experts Dawes sur le différend qui oppose Snowden à Theunis à propos de la lecture du plan ; mais Herriot revient à la question de l'arbitrage entre Comité des transferts et gouvernement allemand, que l'Allemagne voudrait refuser. Mettre en cause le principe de l'arbitrage dans un cas, c'est le mettre en cause dans tous les cas ; si l'on refuse à la France le principe de l'arbitrage pour les transferts, pourquoi exige-t-on d'elle qu'elle l'accepte dans d'autres cas, comme l'établissement d'éventuels manquements allemands ?

C'est la crise. MacDonald jette les bras au ciel et, peut-être dans un mouvement de colère, dit que, puisqu'on ne peut avancer et qu'on cherche à remettre en cause les décisions qui ont été prises déjà, mieux vaut suspendre la conférence et la reporter en octobre. Stupeur ; qui s'accroît quand Herriot répond qu'il est d'accord pour que l'on suspende la conférence.

En arrivera-t-on à ces extrémités ? Les propos de MacDonald et d'Herriot sont-ils délibérés, ou bien, pour les expliquer, faut-il faire appel à des mouvements d'humeur ? Quoi qu'il en soit, il y a danger de rupture. Stresemann prend la parole : les Allemands ne sont pas responsables de tous ces retards ; la délégation allemande travaille de son mieux et est prête à travailler « jour et nuit » pour que l'on fasse des progrès et que l'on aboutisse. Le climat se calme et MacDonald lève la séance, après qu'il ait été décidé que le Conseil

des quatorze se réunirait à nouveau quand un ordre du jour suffisamment rempli pourrait être établi.

Après la séance, Snowden dit à Stresemann en aparté qu'il ne faut pas s'inquiéter de la colère de MacDonald : « *MacDonald est furieux parce que la conférence risque de lui faire perdre toutes ses vacances* » (43). Certes, le souci de MacDonald de partir rapidement pour l'Ecosse est très vif ; plusieurs documents en témoignent. Mais d'autres raisons, d'une ampleur autrement redoutable, expliquent la tension et les humeurs des chefs de délégations en ce 8 août 1924.

(43) Télégramme de Stresemann n° 19, voir ci-dessus note 8.

3 — LA NEGOCIATION POLITIQUE PARALLELE

Dès le 5 août, jour de l'arrivée à Londres de la délégation allemande, Stresemann a le sentiment que les Français cherchent un contact direct pour parler de la négociation d'un traité de commerce franco-allemand en contrepartie de l'évacuation de la Ruhr (44). Le 6, l'affaire se précise : la délégation allemande est informée par un rédacteur du QUOTIDIEN (45) et par d'autres voies (46) qu'Herriot désire s'entretenir avec Marx et Stresemann. Le 7, Hankey, secrétaire de la délégation britannique, dit à Schubert qu'il serait souhaitable que l'évacuation militaire de la Ruhr fût discutée directement entre Allemands et Français (47). Le même jour, à 15 heures, Marx et Stresemann se rendent dans l'appartement d'Herriot de Hyde Park Hotel sur l'invitation de celui-ci (48). Mais Herriot ne leur dit rien de précis, se cantonnant dans des politesses. A peine les plénipotentiaires allemands sont-ils rentrés chez eux que le président du Conseil, à 16 heures, leur rend leur visite (49). Cette fois-ci, encore, pas de conversation sur le fond, mais Herriot dit espérer que « *dans quelques temps l'atmosphère se transformera complètement* ». Pourquoi cet étrange ballet de visites protocolaires dont Herriot a pris l'initiative ? Les Allemands pensent qu'Herriot, tout en évitant de s'exprimer sur le fond, a cherché d'abord à créer un certain climat de cordialité.

Le fond, on y arrive dès la soirée du 7. Ce soir-là, Herriot a un entretien de deux heures trente avec le député social-démocrate Breitscheid, un ami de Stresemann, qui se sert volontiers de lui pour des conversations de diplomatie parallèle (50). Herriot, qui apparaît à Breitscheid « *complètement écrasé par le poids de la conférence et par son entourage qui est plein d'intrigues* » (51)

(44) Télégramme n° 2 d'information de Stresemann pour la Wilhelmstrasse, AA Bonn, 9516/H 281 359-361.

(45) Télégramme n° 3 de Stresemann, ibidem, H 281 362. Créé en 1923, le *Quotidien* est l'organe du Cartel des gauches. Cf. BELLANGER, GODECHOT, GUIRAL et TERROU, *Histoire générale de la presse française*, tome III, p. 568-571. La documentation ne permet pas de préciser le nom du journaliste.

(46) Télégramme n° 8 de Stresemann, ibidem, H 281 383-385.

(47) Notice de Schubert, AA Bonn, 4492/E 100 282.

(48) *Tagebuch*, p. 1287.

(49) Ibidem. Voir aussi *Les Papiers de Stresemann*, tome I, p. 269.

(50) Breitscheid rend compte à Stresemann de sa conversation avec Herriot aussitôt après. Télégramme d'information n° 14 de Stresemann pour la Wilhelmstrasse, 8 août, AA Bonn, 9488/279 130-132. Voir aussi *Les Papiers de Stresemann*, tome I, p. 270-271.

(51) Télégramme n° 14 de Stresemann.

demande si l'Allemagne serait prête à discuter avec lui sur la base d'un plan en trois points : 1 - Evacuation militaire de la Ruhr après conclusion du contrôle sur le désarmement de l'Allemagne, c'est-à-dire au plus tard dans trois ou quatre mois. « *Il serait content qu'à l'occasion de ce contrôle militaire on ne trouve pas des canons en trop grande quantité, ni trop de mitrailleuses. Il suffirait de détruire les canons et les mitrailleuses en surnombre. Lui-même (Herriot) n'a pas besoin de cette vérification, car il est persuadé de la bonne conscience de l'Allemagne après le contrôle militaire. Mais il en a besoin vis-à-vis de la France. S'il n'était que de lui, il évacuerait la Ruhr immédiatement* » (52). 2 - Promesse allemande d'envoyer à Paris une délégation pour négocier un traité de commerce franco-allemand ; en attendant la conclusion de ce traité, promesse par l'Allemagne de continuer à laisser entrer en franchise de douane en Allemagne, au-delà de la date du 10 janvier 1925 et pendant trois ans, un contingent de produits originaires des trois départements d'Alsace-Lorraine (53). 3 - Conclusion, entre l'Allemagne et la France, d'un pacte de sécurité tenant compte des propositions faites autrefois par le gouvernement Cuno (54).

Voilà donc le nouveau plan d'Herriot. Depuis quand l'a-t-il en tête ? La documentation ne permet pas de répondre à cette question, même après dépouillement de ses papiers. Constatons seulement que les propositions qu'Herriot fait au gouvernement allemand le 7 août par l'intermédiaire de Breitscheid sont fort éloignées des projets qu'avaient préparés les fonctionnaires français, sans parler des propositions de Nollet ou des conseils de Foch. Herriot a renoncé à lier l'évacuation militaire de la Ruhr à la commercialisation d'une partie de la dette allemande des réparations ou à des versements. Il s'est rallié à l'idée d'une évacuation rapide (« *au plus trois ou*

(52) Ibidem.

(53) On sait que le traité de Versailles (articles 68 et 268) stipulait que, pendant cinq années à compter de la mise en vigueur du traité, donc jusqu'au 10 janvier 1925, l'Allemagne devrait laisser entrer en franchise de douane un contingent, fixé chaque année par décret du gouvernement français, de produits originaires des trois départements rattachés. Ces stipulations devaient permettre à la production d'Alsace-Lorraine de continuer à se placer sur le marché allemand en attendant la reconversion de l'économie d'Alsace-Lorraine au sein de l'économie française et l'instauration d'un nouveau statut des relations commerciales entre la France et l'Allemagne. Nous sommes en août 1924 ; le nouveau statut des relations commerciales franco-allemandes reste entièrement à définir, la reconversion de l'économie française n'est pas achevée et l'Allemagne retrouve la liberté douanière à ses frontières le 10 janvier 1925. Les points les plus menacés, à l'exportation vers l'Allemagne, de la production des trois départements sont : la minette et les produits bruts et semi-finis de la sidérurgie mosellane, les textiles alsaciens, les vins et certains produits agricoles alsaciens. Cf. ci-dessus, chapitres III et IV.

(54) En décembre 1922, alors que se précisait la menace de l'occupation de la Ruhr par la France, qui pouvait ne pas rester sans conséquences sur le sort de la Rhénanie, le chancelier Cuno avait proposé la conclusion d'un « pacte rhénan » par lequel les Etats-Unis garantiraient le statut de démilitarisation de la Rhénanie. Un tel pacte aurait renforcé la sécurité en France et écarté la menace, pour l'Allemagne, d'une politique rhénane active de la France. L'évolution de la situation et l'affaire de la Ruhr avaient laissé la proposition Cuno sans suite.

quatre mois »). Sans doute, il entend lier l'évacuation militaire au contrôle du désarmement, mais, comme il le confie lui-même à son interlocuteur allemand, plus pour des raisons de tactique à l'égard de l'opinion publique française que pour des raisons fondamentales.

Dès que, dans la soirée du 7, Breitscheid leur a transmis les offres de négociation d'Herriot, Marx et Stresemann définissent leur position : non à la liaison de l'évacuation militaire de la Ruhr et du contrôle du désarmement allemand, car cela pourrait retarder l'évacuation à une date indéterminée ; non aux contingents de produits alsaciens et lorrains ; oui à la négociation d'un traité de commerce franco-allemand ; oui à la négociation d'un pacte de sécurité réciproque. Marx et Stresemann tombent d'accord pour accepter la discussion qu'Herriot leur propose, ne serait-ce que pour voir comment les choses peuvent évoluer.

Il y a alors, en fin de soirée du 7 et dans la matinée du 8, des conversations entre Herriot et MacDonald, sur lesquelles nous sommes mal informés. Il y a lieu de penser qu'Herriot cherche à faire accepter son plan à son partenaire britannique et à obtenir de lui, avant d'abattre l'atout de la promesse de l'évacuation militaire de la Ruhr, certains engagements. Le 7, à 21 heures, Herriot est chez MacDonald avec le général Nollet ; on parle de la Ruhr et de la zone de Cologne (55). Cherche-t-il à obtenir l'accord de MacDonald pour la liaison du contrôle du désarmement de l'Allemagne et du retrait des troupes françaises du bassin de la Ruhr ? C'est vraisemblable. MacDonald semble avoir refusé de lier l'évacuation militaire de la Ruhr au contrôle du désarmement, mais avoir accepté de ne pas évacuer au 10 janvier 1925 la zone de Cologne si le contrôle sur le désarmement n'est pas satisfaisant (56).

Le 8 au matin, Herriot est à nouveau chez MacDonald ; dans les papiers du président du Conseil, on trouve une note manuscrite un peu énigmatique : « 8 août au matin chez MacDonald. Il admet le principe d'une conférence sur les dettes » (57), sans que l'on puisse en savoir plus. Ceci donne à penser qu'Herriot chercherait encore, sinon un élargissement du programme de la conférence en cours, du moins certains engagements pour l'avenir en liaison avec la négociation présente.

(55) Notes manuscrites d'Herriot, carton n° 15.

(56) SOULIE, op. cit., p. 174, écrit : « Le 8 août, Herriot remporte un succès : l'Angleterre admet que la zone de Cologne ne sera pas évacuée avant que l'Allemagne ait désarmé ». On regrette que l'auteur n'indique pas sa source.

En août 1924, les Allemands croient savoir, par une indiscretion, que l'état-major britannique aurait adressé au gouvernement anglais un rapport demandant de surseoir à l'évacuation de la zone de Cologne, en invoquant la fraternité d'armes franco-britannique et les menaces d'une possible guerre à venir. (Note de Dufour, conseiller à l'Ambassade d'Allemagne à Londres, 12 août, AA Bonn, M 013 100). Les militaires français ont-ils appelé leurs collègues anglais à la rescousse ?

(57) Papiers Herriot, carton n° 15.

Dans l'après-midi du vendredi 8, c'est le dur affrontement à propos des transferts au Conseil des quatorze et les menaces, sans doute excessives, de suspension de la conférence. Le soir, l'ambassadeur américain Kellogg donne un dîner, sur l'initiative de MacDonald et du Foreign Office, qui réunit Herriot et Stresemann. Après le repas, le président du Conseil français et le ministre des Affaires étrangères allemand ont un long entretien (58). C'est le premier tête-à-tête franco-allemand des années 20. Herriot annonce à Stresemann qu'il va aller passer le week-end à Paris pour surmonter des difficultés qu'il rencontre dans son propre gouvernement à propos de l'évacuation militaire de la Ruhr (59) ; à son retour à Londres, lundi, il aura les mains plus libres pour faire avancer sa politique. De son côté, Stresemann fait un plaidoyer pour l'évacuation militaire. La France, dit-il, n'a pas à craindre le nationalisme allemand ; le mouvement raciste a dépassé son point haut et Ludendorff est déconsidéré ; l'importante organisation patronale de l'industrie, le REICHSVERBAND DER DEUTSCHEN INDUSTRIE, est pour le plan Dawes ; l'influence des lignes nationalistes est contrebalancée par celle de l'organisation républicaine REICHSBANNER. S'il y a eu un mauvais climat en Allemagne, argumente Stresemann, la responsabilité en incombe à la politique suivie par Poincaré ; maintenant les conditions sont réunies en Allemagne pour une évolution pacifique ; il ne manque plus que l'adhésion populaire ; que l'armée française sorte de la Ruhr, et elle est acquise. Et lorsque Stresemann dit que l'évacuation militaire ne doit pas être une question d'années, mais de mois, Herriot l'approuve.

Aucune décision n'est prise à proprement parler dans la conversation du 8 au soir, mais l'entretien a assurément fait mûrir la solution. Stresemann résume ainsi ses impressions : « *Herriot est moralement épuisé, incertain, se sent entouré d'intrigues et voudrait consolider le terrain parisien pour qu'en son absence un complot ne soit pas mené contre lui* ». S'il y réussit, il reviendra plus fort et l'on pourra arriver avec lui à un accord sur une base acceptable (60).

Dans la nuit, Stresemann a encore une conversation avec Montagu Norman sur les possibilités d'un accord commercial germano-français et, à l'hôtel Carlton, avec le banquier anglais Mac Kenna qui lui confirme les exigences des banquiers : sortie de l'armée

(58) Le compte rendu allemand de cette conversation a été publié dès le début des années 30 dans *Les Papiers de Stresemann*, tome I, p. 272-275. Voir aussi le télégramme n° 24 de Stresemann pour la Wilhelmstrasse, 9 août, AA Bonn, 9516/281 487-491, et la note de Schubert sur son entretien du 9 avec Lampson, AA Bonn, 4492/E 100 370-374. Dans les papiers d'Herriot on trouve seulement cette note : « *Hier dîner chez Kellogg avec Stresemann. La conversation. Lorsque l'heure viendra de considérer si la zone de Cologne doit être évacuée, nous soulèverons tous les problèmes qui en droit sont posés par le Traité* ». (Papiers Herriot, carton n° 15). Dans ses mémoires Herriot ne fait pas mention de la conversation du 8 août.

(59) L'opposition à Herriot vient surtout de Nollet, *Les Papiers de Stresemann*, tome I, p. 276.

(60) Télégramme de Stresemann n° 24.

française de la Ruhr, assurance que la France ne pourra pas prendre des sanctions contre l'Allemagne, limitation des compétences de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans, arbitrage sur l'interprétation du traité de Versailles (61). Ces deux conversations soulignent, s'il en est encore besoin, le rôle politique des banquiers anglais et le parti de Stresemann de travailler en accord avec eux.

(61) Ibidem et *Tagebuch*, p. 1291.

CHAPITRE XVII

LE WEEK-END DES 9 ET 10 AOÛT

- 1 — La lettre de MacDonald à Herriot du 9 août.
- 2 — Le week-end à Londres.
 - Négociation et conclusion d'un Arrangement entre la Commission des Réparations et le gouvernement allemand.
 - Le dimanche 10 août.
- 3 — Le week-end à Paris.
 - Le conflit Herriot - Nollet.
 - La « caution » de Foch.
 - Le plan d'évacuation militaire arrêté en conseil des ministres dans la nuit du 9 au 10 août.
 - La préparation d'un traité de commerce franco-allemand.
- 4 — Le week-end à Berlin.
 - Le voyage à Berlin du secrétaire d'Etat Bracht et la consultation du général von Seeckt.
 - La préparation du traité de commerce franco-allemand et le problème sidérurgique.
 - Diverses autres conversations politiques.

1 — LA LETTRE DE MACDONALD A HERRIOT DU 9 AOÛT

Au moment où Herriot quitte Londres pour Paris, on lui remet une longue lettre de MacDonald. Le Premier britannique frappe le grand coup : il demande l'évacuation militaire de la Ruhr sans négociation ni contrepartie (1).

MacDonald écrit que le gouvernement anglais n'a jamais reconnu le bien-fondé de l'occupation de la Ruhr, qu'il n'y a pas lieu d'en débattre à la conférence, mais qu'il appartient aux Français et aux Belges d'en parler entre eux et de lui « *communiquer* », à lui MacDonald, les décisions qu'ils auront prises sur l'évacuation militaire de la Ruhr ; il se réserve de ne pas accepter les décisions des Franco-Belges, si elles ne lui paraissent pas satisfaisantes. La lettre de MacDonald, tout en étant rédigée sur un ton amical et même cordial, est une véritable mise en demeure ; elle ne propose pas une discussion, elle demande qu'on lui fasse connaître la décision d'évacuer. Un plaidoyer l'accompagne ; l'argumentation est que, dans l'échange de notes entre gouvernements français et anglais en 1923 à propos de l'entrée des Franco-Belges dans la Ruhr, le gouvernement français avait toujours soutenu n'être entré dans la Ruhr que pour obliger l'Allemagne à exécuter ses obligations de réparations au titre du traité de Versailles ; les troupes françaises et belges n'étaient entrées dans la Ruhr que pour assurer la protection physique des ingénieurs et des ouvriers de la Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines. Dès lors que l'Allemagne acceptera la mise en route du plan Dawes, et par là même remplira ses obligations de réparations, écrit MacDonald, la présence des troupes françaises dans la Ruhr n'a plus de raison d'être.

Sans doute, ajoute-t-il, certains milieux français voudraient utiliser la présence de l'armée française dans la Ruhr comme moyen de pression à l'égard de l'Allemagne dans un autre domaine que celui des réparations : pour obliger l'Allemagne à désarmer. Mais,

(1) Sauf erreur de notre part, la lettre de MacDonald n'a jamais encore été publiée. Le texte en est trop long (la traduction occupe onze grandes pages manuscrites) pour qu'on la publie ici, où l'on ne fera qu'en analyser le contenu. On trouvera le texte anglais de la lettre dans le dossier Quai d'Orsay B. 82 22 carton 1102 et une traduction en français, faite certainement à chaud (le texte est au crayon, sur papier à en-tête de la Commission des Finances de la Chambre des Députés) dans les Papiers Herriot, carton n° 14. Il y a lieu de penser qu'en rédigeant ses Mémoires Herriot a fait une confusion et attribué à la lettre de MacDonald du 24 juillet une partie du contenu de sa lettre du 9 août (Herriot, op. cit., p. 156).

argumente MacDonald, ceci n'a pas été prévu par le traité de Versailles et, pour permettre aux Français de rester dans la Ruhr pour des raisons de désarmement, il faudrait un nouveau traité de paix avec les signatures de tous les signataires de Versailles. MacDonald refuse de voir l'occupation de la Ruhr transformée en « *opération d'extrasécurité* » ; l'évacuation militaire est une « *conséquence diplomatique du plan Dawes* », même si le texte du plan n'y fait pas allusion, car ce n'était pas la tâche des experts financiers de traiter de questions militaires. MacDonald emploie l'expression « *liquidation de l'occupation* ». Il demande également le retrait de tous les cheminots français et belges. Enfin MacDonald traite aussi dans sa lettre du 9 août deux points qui méritent de retenir l'attention. L'évacuation militaire de la Ruhr par les Franco-Belges ne doit faire l'objet d'aucun marchandage et elle ne doit pas être liée à l'évacuation de la zone de Cologne.

Le premier point, c'est la ruine définitive de l'espoir nourri par la diplomatie française de lier le retrait militaire de la Ruhr à une commercialisation d'une partie de la dette allemande au titre des réparations. Quant au second point — le refus anglais de lier l'évacuation militaire de la Ruhr, sur la rive droite du Rhin, à l'évacuation militaire de la zone de Cologne — il s'explique sans doute par le souci constant du cabinet de Londres de faire le départ entre ce qu'il tient pour une occupation légale (occupation de la rive gauche du Rhin en vertu du traité de Versailles) et une occupation illégale (occupation du bassin de la Ruhr) ; mais il s'explique aussi par la volonté anglaise de ne voir en aucun cas un retard éventuel, et fondé en droit, de l'évacuation de la zone de Cologne fournir aux Français un prétexte pour retarder l'évacuation de la Ruhr.

Bref, ce que MacDonald attend d'Herriot, et ce qu'il lui demande sans équivoque par sa lettre du 9 août, c'est l'évacuation militaire de la Ruhr sans négociation, sans contrepartie et sans retard. L'obtenir, ce serait du même coup obtenir des Franco-Belges une sorte de reconnaissance implicite par ceux-ci de l'illégalité de leur présence dans la Ruhr et de la justesse de la position anglaise ; c'est aussi fournir au gouvernement allemand et aux banquiers américains et anglais la satisfaction de la condition préalable qu'ils ont posée pour l'acceptation et la mise en route du plan Dawes.

2 — LE WEEK-END A LONDRES

Négociation et conclusion d'un Arrangement entre la Commission des Réparations et le gouvernement allemand

Entre temps, la Commission des Réparations, elle aussi, avait provisoirement transporté ses pénates de Paris à Londres et, sous la présidence toujours vigilante de Louis Barthou, elle s'inquiétait d'être tenue à l'écart de tout ce qui était en train de se passer. Barthou avait demandé que la délégation allemande négocie et conclue avec la Commission des Réparations un arrangement sur la mise en route du plan Dawes. Les Allemands avaient d'abord fait les morts avec l'intention de ne pas répondre à la demande de la Commission des Réparations, suivant les conseils prodigués par Snowden à Stresemann et par les banquiers à Schacht (2). Mais, dans la journée du 8, Barthou s'est fâché ; la Commission des Réparations demande aux Allemands la signature d'un protocole qui prévoit le retour au plan de paiements de Londres de 1921 au cas où le plan Dawes cesserait de fonctionner ; les Allemands répondent qu'il leur faut d'abord en parler avec MacDonald ; Barthou, furieux, annonce qu'il va quitter Londres, rentrer à Paris dès le lendemain matin, et que la France en reviendra à ses formulations antérieures (3).

Est-il si opportun pour la suite du déroulement de la conférence que Barthou, l'ami de Poincaré, après avoir fait un éclat à Londres, se retrouve à Paris pendant le week-end des 9 et 10 août, en même temps qu'Herriot et peut-être pour manœuvrer contre lui ?

MacDonald, après en avoir parlé avec Bradbury, le représentant anglais à la Commission des Réparations, charge celui-ci de convaincre les Allemands d'accepter la négociation avec la Commission des Réparations que demande Barthou. Dans la soirée du 8, Marx, Stresemann et Luther tombent d'accord pour suivre le conseil de MacDonald et Bradbury peut empêcher Barthou de partir (4).

Dans la matinée du samedi 9, Bradbury et Delacroix, délégué belge à la Commission des Réparations, négocient avec les Allemands un arrangement acceptable pour eux et pour Barthou. Dans

(2) *Tagebuch*, p. 1290-1291.

(3) Télégramme n° 19 d'information de Stresemann pour la Wilhelmstrasse, 9 août, AA Bonn, 9515/281 422-430.

(4) Note de Schubert du 8 août, AA Bonn, 4492/100 290-292.

l'après-midi, séance de la Commission des Réparations pour mettre au point le texte de l'accord négocié le matin. En fin d'après-midi, Marx, Stresemann et Luther sont reçus par la Commission des Réparations ; Barthou, qui préside, les accueille en souhaitant que la signature par l'Allemagne de l'accord « *contribuera au rétablissement, au maintien et au développement des relations cordiales entre l'Allemagne et la Commission des Réparations* » (5). L'« *arrangement entre la Commission des Réparations et le gouvernement allemand* » est aussitôt signé par Barthou, Bradbury, Delacroix, Raggi (6) et le chancelier Marx.

Depuis le traité de paix et la création de la Commission des Réparations, c'est la première fois que la Commission et le gouvernement allemand tombent d'accord sur des décisions et signent, avec une apparente cordialité, le texte qui les met en forme (7). « L'Arrangement » comprend quatre points : 1 - Le gouvernement allemand s'engage à faire promulguer et exécuter les lois et règlements nécessaires à « *la mise à exécution et au fonctionnement permanent du plan des Experts* ». 2 - La Commission des Réparations s'engage de son côté à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise à exécution et au fonctionnement du plan, notamment pour faciliter l'émission de l'emprunt. 3 - Les deux parties s'engagent, en cas de différend entre elles pendant l'application du plan Dawes, à s'en remettre à l'instance d'arbitrage qui sera définie par la conférence. 4 - Au cas où la conférence en cours n'aboutirait pas à un accord entre les gouvernements alliés et le gouvernement allemand, le présent Arrangement serait tenu pour non avenu.

L'Arrangement est accompagné d'un « *Protocole relatif aux paiements de réparations prélevés sur les ressources budgétaires allemandes, comme à l'institution d'un contrôle sur les revenus des douanes et de l'impôt sur l'alcool, le tabac, la bière et le sucre* » (8). C'est un long document technique, préparé par Young dont il porte d'ailleurs la signature, et qui précise le fonctionnement de certains mécanismes importants du plan Dawes.

Pourquoi les ministres allemands ont-ils négocié et signé aussi rapidement ces textes ? (9). Stresemann ne cache pas qu'il s'agissait de lier Barthou au lancement du plan Dawes et de l'empêcher de manœuvrer contre Herriot (10). Marx estime que le contenu de l'Arrangement n'est pas dangereux pour les positions allemandes,

(5) Le procès-verbal de la séance de la Commission des Réparations du 9 août a été présenté à la Conférence et publié dans les Livres de couleur (*Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 193-201).

(6) Délégué italien à la Commission des Réparations.

(7) Il a été publié le 30 août, en annexe au protocole final de la conférence de Londres, *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 208-211.

(8) Ibidem, p. 212-229.

(9) Avant d'être signé par Marx, l'Arrangement, transmis par télétype à Berlin, avait obtenu l'accord du président du Reich et des autres ministres, *Tagebuch*, p. 1293, et télégramme n° 32 de Maltzan pour Stresemann, 9 août, AA Bonn, 3398/740 303.

(10) Télégramme n° 30 de Stresemann pour la Wilhelmstrasse, 11 août, AA Bonn, 9516/281 439-443.

qu'il l'a conclu parce que les Anglais le lui ont demandé et que sa signature facilitera la poursuite de la conférence (11). Il n'en reste pas moins que la Commission des Réparations, que le gouvernement allemand et les banquiers anglo-saxons auraient tant voulu tenir à l'écart de la négociation et, autant que possible, de l'application du plan, se trouve par cet acte diplomatique replacée au centre de la politique d'exécution des réparations. De sa position d'arbitre, MacDonald a jugé cette fois-ci, contre l'avis de son ami Snowden, qu'il fallait donner satisfaction à la revendication française afin d'écarter une menace d'échec de la conférence.

Le dimanche 10 août

Marx, Stresemann, Luther et l'ambassadeur Sthamer se reposent à la campagne où ils sont les hôtes de Lord Parmoor, Lord-président du conseil privé et Leader à la Chambre des Lords, quand, en début d'après-midi, un télégramme de MacDonald les rappelle d'urgence à Londres. MacDonald, toujours soucieux de faire avancer la conférence aussi vite que possible, voudrait qu'avant le soir on ait trouvé des solutions aux questions encore pendantes concernant les livraisons en nature et les transferts (12). Etant donné l'importance pour la France de ces questions, on peut se demander si MacDonald ne souhaitait pas qu'Herriot, à son retour à Londres, trouve un motif de satisfaction qui compense l'effet qu'aurait pu produire sa lettre de la veille sur l'évacuation militaire de la Ruhr, dont il va bien falloir que l'on parle maintenant. Cette fin de dimanche est donc consacrée à parler de livraisons de charbon, de coke et de colorants (13). La délégation allemande décide de ne pas inscrire tout de suite les colorants sur la liste des livraisons en nature à effectuer au profit de la France, afin de conserver cet atout dans le jeu allemand pour le cas où les Français feraient encore des difficultés à concéder le retrait de leurs troupes de la Ruhr (14).

Dans la soirée, Marx a, à sa demande, un entretien avec MacDonald (15). Les deux chefs du gouvernement s'accordent sur le

(11) Télégramme n° 27 de Marx pour Maltzan, 9 août, avec instruction d'en rendre compte au président Ebert, *ibidem*, 281 436-437.

(12) Télégramme n° 30 de Stresemann, 11 août, AA Bonn, 9516/281 439-443 et *Tagebuch*, p. 1293.

(13) *Ibidem* et aide-mémoire de Schubert sur une conversation avec Logan, AA Bonn, M 309/M 013 85-88.

(14) Les livraisons allemandes de colorants sont un point sensible pour l'économie française qui ne possède pas encore ou ne possède guère d'industrie chimique. Le traité de Versailles (Partie VIII, Section I, Annexe VI) donne pouvoir à la Commission des Réparations de faire livrer par l'Allemagne jusqu'à 25 % de sa production de matières colorantes et de produits pharmaceutiques. Mais l'effet de cette stipulation du traité prend fin au 10 janvier 1925, date à laquelle, l'Allemagne, en ce domaine aussi, recouvre sa liberté. D'où la possibilité de pression, d'autant plus que les colorants intéressent l'industrie textile lyonnaise, et donc Herriot.

(15) Télégramme n° 29 de la délégation allemande pour la chancellerie à Berlin, 10 août, BA Coblenz 9561/291 338-399, et aide-mémoire de Kiep (fonctionnaire de la chancellerie), 11 août, *ibidem*, 291 420 / 1-3.

déroulement de la journée du lendemain, qui doit être importante avec le retour d'Herriot. On convient que, dans les séances officielles du 11, on ne soulèvera pas les questions techniques qui sont encore controversées ; le souci de ne pas braquer les Français ce jour-là est ici manifeste. D'autre part, on prévoit pour la fin de la journée du lendemain une conversation politique germano-française sur le fond. Ce sera un tête-à-tête franco-allemand, MacDonald préférant se réserver pour le cas où Allemands et Français ne parviendraient pas à s'entendre.

3 — LE WEEK-END A PARIS

Le conflit Herriot-Nollet

Le week-end parisien du président du Conseil français est occupé pour l'essentiel par le conseil des ministres de la nuit du 9 au 10, raison de ce voyage. Sur ce qui s'est passé au cours de ce conseil les archives françaises ne nous renseignent guère ; on sait qu'il est de tradition en France de ne pas établir de procès-verbal des délibérations des conseils des ministres, contrairement à ce qui est l'habitude en Allemagne ; quant aux papiers personnels d'Herriot, on n'y trouve que cette laconique notation : « 9 août, Conseil des ministres à Paris ». Paradoxalement, ce sont les archives allemandes qui nous fournissent des informations sur le conseil des ministres français de la nuit du 9 au 10 août : rapports de l'ambassadeur Hoesch, toujours parfaitement informé ; et notes de Stresemann sur les confidences que lui aura faites Herriot lui-même après son retour à Londres (16). Ces sources d'information se confirment l'une l'autre et permettent de reconstruire l'ensemble.

Le danger pour Herriot ne viendrait pas autant qu'on le prétend d'une menace contre sa majorité parlementaire : la Chambre et le Sénat sont en vacances et personne ne demande la réunion d'une session extraordinaire ; Poincaré se tait ; les publicistes importants, capables de créer des mouvements d'opinion, sont absents de Paris ; l'opinion est à la campagne et sur les plages. Les seules manifestations politiques du moment sont des votes de motions, en faveur de la paix, et de félicitations au président Herriot, des conseils d'arrondissements provinciaux (17). Certes, l'opposition à Herriot existe toujours, mais pour l'instant elle ne se manifeste pas. Le 8 août au matin encore, Hoesch avait eu un entretien avec René Renoult (18) qui assumait à Paris l'intérim de la présidence du Conseil ; il n'était encore nullement question de la venue à Paris d'Herriot et de la réunion d'un conseil des ministres extraordinaire.

(16) Télégramme de Hoesch pour Berlin et Londres n° 464 du 8 août. AA Bonn 9521/283 495-497 ; n° 465 du 9, 9488/279 149-150 ; n° 470 du 10, 9521/283 511-513 ; n° 472 du 12, 9586/317 715-716. Télégramme de Stresemann pour la Wilhelmstrasse n° 45 du 12, AA Bonn 9516/281 498-500 et notes manuscrites de l'interprète Paul Schmidt, 11 août, 4691/226 163-167.

(17) Télégramme de Hoesch n° 464.

(18) Sénateur du Var, René Renoult est ministre de la Justice dans le gouvernement Herriot.

La décision d'Herriot a été tardive et inattendue. Pourquoi cette décision ?

La raison véritable en est le conflit entre Herriot et le général Nollet. Nollet ne veut pas que l'armée française soit retirée du bassin de la Ruhr avant que n'aient été réglées la question du désarmement de l'Allemagne par le contrôle militaire interallié et la question de la sécurité pour l'avenir ; Nollet estime qu'il serait dangereux, avant d'avoir ces règlements, que la France abandonne le moyen de pression sur l'Allemagne qu'est la présence de son armée dans la Ruhr (19). Stresemann ne veut pas que l'évacuation militaire de la Ruhr soit liée au contrôle par les Alliés du désarmement de l'Allemagne, car cela pourrait retarder jusqu'à une date indéterminée l'évacuation, ce que la majorité parlementaire au Reichstag ne pourrait accepter. La position de Nollet et celle de Stresemann sont inconciliables. Entre les deux positions, MacDonald a arbitré ; qu'est-ce donc que la lettre de MacDonald à Herriot du 9 août, si ce n'est un réquisitoire contre la thèse de Nollet, voulant lier l'évacuation militaire de la Ruhr à la solution du problème du désarmement et de la sécurité ? Entre la thèse de Nollet et celle de Stresemann MacDonald a arbitré en faveur de la seconde ; et comme compensation pour Herriot, et peut-être sur les conseils de ses propres militaires, MacDonald a accepté que la zone de Cologne ne soit pas obligatoirement évacuée au 10 janvier 1925, et que l'évacuation de cette zone soit rendue dépendante du contrôle du désarmement de l'Allemagne ; c'est-à-dire que les Alliés conservent la ligne du Rhin jusqu'à la solution de ce problème.

Voilà le fil directeur qui permet de s'y retrouver dans la succession de conversations et de correspondances échangées à Londres entre l'arrivée des Allemands et le matin du 9 août. Voilà la situation quand Herriot arrive à Paris. Il y a tout lieu de penser qu'Herriot est déjà rallié au plan de MacDonald et, par là-même, décidé à surmonter l'opposition de son ministre de la Guerre. Herriot ne vient pas à Paris pour consolider son assise parlementaire, qui pour l'instant n'est pas menacée ; il vient à Paris pour surmonter l'opposition de Nollet ; le conseil des ministres de la nuit du 9 au 10 a pour but de mettre Nollet en minorité et de définir des modalités de l'évacuation militaire de la Ruhr autres que celles que le général voudrait voir adopter (20).

La « caution » de Foch

Herriot, par un télégramme dant la nuit du 8 au 9, a convoqué à Paris Foch qui était en Bretagne (21). Le 9 au soir, Foch est à Paris à la disposition d'Herriot, qui le reçoit au Quai d'Orsay pen-

(19) Cf. *supra*, chapitre XV, 2^e et 5^e parties.

(20) Télégrammes de Hoesch n^{os} 464 et 465.

(21) Cf. l'intervention de Charles Reibel à la Chambre des Députés, le 18 juillet 1929, *supra*, chapitre XV, 2^e partie.

dant quelques minutes avant la réunion du Conseil des ministres. Foch a noté ainsi l'entretien :

« Il (Herriot) est sombre, inquiet, préoccupé. On lui apporte une tasse de café ; il ne l'achève pas. Il m'en offre une : je le remercie. Les négociations de Londres sont très dures, on veut nous faire évacuer la Ruhr. C'est toute la conférence. MacDonald est bien résolu. Quant à nous, nous ne pouvons juridiquement y rester. Je remonte ce courant en droit ; en fait, nous sommes allés y chercher du charbon qu'on nous refusait. Nous devons y rester jusqu'à ce que le nouveau régime Dawes ait produit son effet.

Israël (22) entre. Le président de la Chambre voudrait le saluer. Il est l'heure du conseil des ministres. 22 heures, on part pour l'Elysée rempli de journalistes, de photographes, de fumée de magnésium. J'entre chez Lasso (23). Le président de la République passe, me dit quelques mots. Puis arrive le général Nollet. Conversation de dix minutes sans caractère. Je le renvoie à son conseil des ministres qui bat son plein. A 23 heures je pars. On m'envoie chercher à minuit 45 ; j'étais parti. Les journaux ont dit le lendemain que les ministres étaient d'accord avec le maréchal Foch » (24).

Ce texte permet de préciser un certain nombre de points. Herriot a cherché à avoir la caution de Foch pour l'évacuation militaire de la Ruhr. La thèse de la caution de Foch, sans que l'on sache exactement sur quoi elle aurait porté, a commencé à être lancée par la presse dès le lendemain. Foch n'a pas protesté contre cette thèse autrement que par la lettre personnelle à Charles Reibel dont ce dernier fera usage contre Herriot dans le débat à la Chambre de juillet 1929 (25). Foch n'a pas donné sa caution à Herriot, d'abord parce qu'il a renouvelé dans sa conversation avec Herriot sa thèse suivant laquelle il faudrait attendre pour évacuer la Ruhr d'être assuré que le plan Dawes fonctionne, ensuite parce qu'il n'a pas participé au conseil des ministres, enfin parce qu'il est rentré chez lui avant qu'on lui demande à nouveau son avis ; on peut expliquer le départ de Foch de l'Elysée par le mouvement de dépit d'un maréchal de France qu'on convoque puis qu'on fait faire antichambre derrière la porte du conseil ; on peut l'expliquer aussi par le souci de Foch de ne pas avoir à prendre position sur les décisions qu'aura prises le conseil, de ne pas être contraint d'apporter sa caution, ou au contraire de manifester son opposition. Le comportement de Foch en cette soirée du 9 août est celui de la discipline militaire formelle et de la non-coopération politique. Tout en exprimant l'avis qu'on lui

(22) Alexandre Israël est alors secrétaire général de la présidence du Conseil.

(23) Général de division, Henri Lasso commande la maison militaire du président de la République.

(24) Extrait des cahiers de Foch, cité par Weygand, *Mémoires*, tome II. *Mirages et réalités*, p. 305.

(25) Cf. *supra*, chapitre XV, 2^e partie.

demande (et qui n'est pas celui de l'évacuation immédiate), Foch manœuvre manifestement de façon à rester à l'écart de la décision qui est en train d'être prise. Remarquons enfin l'absence de coordination entre Nollet et Foch : Foch ne semble guère se soucier d'apprendre par Nollet ce qui est en train de se passer, ni Nollet de demander à Foch de l'appuyer. Les thèses des deux hommes ne sont d'ailleurs pas identiques : tous deux souhaitent que l'évacuation militaire de la Ruhr soit retardée ; mais Nollet pour que l'on règle le problème du désarmement ; Foch (qui d'ailleurs ne paraît pas informé des plus récents développements de la négociation) pour que l'on s'assure du fonctionnement du plan Dawes. Divergences que le manœuvrier Herriot saura utiliser pour surmonter l'opposition de Nollet et dire que, puisque Foch ne tient pas l'occupation militaire de la Ruhr pour nécessaire à la sécurité de la France, on peut accepter l'évacuation sans remords ; en attendant, cinq ans après, de faire dire à Foch qu'il souhaitait l'évacuation militaire et de lui faire partager la responsabilité de la décision.

Le plan d'évacuation militaire arrêté en conseil des ministres dans la nuit du 9 au 10 août

Sur le déroulement même du conseil on sait peu de choses ; on ne sait guère que ce que Hoesch a pu apprendre par des indiscretions et qu'il faut évidemment accueillir avec prudence. Nollet aurait développé sa thèse sur la liaison du retrait de l'armée française du bassin de la Ruhr et du contrôle du désarmement de l'Allemagne. Pour le ministre de la Guerre, la présence militaire française dans la Ruhr n'est pas seulement un moyen de pression générale sur l'Allemagne ; c'est la possibilité matérielle de contrôler l'arsenal de l'Allemagne ; il ne faudrait pas l'évacuer avant d'avoir des assurances sur l'avenir des fabrications de guerre dans le bassin (26). Herriot aurait contrecarré l'argumentation de Nollet en faisant connaître au conseil que MacDonald avait accepté de ne pas évacuer la zone de Cologne, et par conséquent d'abandonner la ligne du Rhin, avant que le désarmement de l'Allemagne ait été constaté (27), et en proposant que la S.D.N. soit chargée de poursuivre la surveillance du désarmement de l'Allemagne, une fois que le contrôle militaire allié aurait terminé sa tâche (28).

D'autre part, Clémentel aurait annoncé au conseil que l'on pouvait s'attendre à une conférence sur les dettes interalliées dès novembre prochain (29). Assurance que la ligne du Rhin serait conservée tant que le désarmement allemand ne serait pas achevé, promesse qu'un contrôle de la S.D.N. prolongerait celui de la Mission

(26) Télégramme de Hoesch n° 472.

(27) Télégramme de Hoesch n° 470.

(28) Télégramme de Hoesch n° 472.

(29) Télégramme de Hoesch n° 470.

militaire interalliée, perspective d'une très prochaine conférence sur les dettes interalliées, à quoi bon se fâcher avec tout le monde et risquer de compromettre la détente à vouloir maintenir des troupes françaises dans la Ruhr, alors que Foch lui-même affirme que ce n'est pas indispensable à la sécurité de la France ? La décision est emportée : écartant la thèse de Nollet, le conseil des ministres adopte celle d'Herriot. L'épreuve de force, qui avait commencé par l'apostrophe de Nollet à Herriot « *Vous m'avez trompé, M. Herriot !* » (30), se termine par la défaite du général. Des bruits de démission de Nollet avaient couru (31), mais il semble que celui-ci n'ait pas voulu prendre la responsabilité d'une crise gouvernementale à un tel moment. De même, Foch gardera le silence (exception faite de la précaution pour l'avenir de sa lettre à Reibel), même après la déclaration de Desticker à la Chambre, dix jours plus tard. Les militaires français ont voulu éviter l'éclat.

Herriot de son côté, tout résigné qu'il est à l'évacuation militaire de la Ruhr en échange de promesses pour l'avenir, veut ménager les formes ; il faudra bien annoncer la décision à l'opinion et au Parlement ; le conseil des ministres décide que le retrait des troupes de la Ruhr s'effectuera dans un délai maximum d'un an ; le délai est destiné à l'opinion publique française, et le maximum à l'allemande.

D'autre part, au cours de cette réunion du cabinet, est préparée une longue note sur la SÉCURITÉ qu'Herriot remettra à MacDonald dès son retour à Londres le lendemain (32). La note, après avoir rappelé l'histoire des traités de garantie promis à la France par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis en 1919, et morts-nés du fait de la non-ratification américaine, expose qu'il faut d'abord obtenir l'exécution des clauses militaires du traité de paix : désarmement de l'Allemagne, contrôle de ce désarmement et droit d'investigation. Elle ajoute que ces stipulations ne suffisent pas à assurer la sécurité et qu'il faut y joindre des garanties supplémentaires ; Herriot propose la conclusion entre la France et la Grande-Bretagne d'un pacte défensif auquel la Belgique pourrait être associée ; il écrit : « *L'entente entre la France et l'Angleterre est un élément capital de la paix européenne. En marquant leur résolution commune de s'unir contre une agression de l'Allemagne, ces puissances donneraient aux démocraties pacifiques la confiance dont elles ont besoin pour travailler et se développer* ». Le pacte défensif franco-britannique qu'Herriot propose à MacDonald par sa note du 10-11 août 1924 serait incorporé à la construction de la S.D.N. et serait complété par un

(30) D'après ce qu'Herriot en dira lui-même à Stresemann le 11 août à Londres, télégramme n° 45 du 12 août de Stresemann. Herriot dira aussi à Stresemann que « *le heurt avec Foch avait été encore plus violent et que cela pourrait conduire dans l'avenir à une crise avec Foch* », ibidem. Ce qu'Herriot dit le 11 août à Stresemann du comportement de Foch apparaît peu compatible avec la thèse de la caution du maréchal.

(31) Télégramme de Hoesch n° 465.

(32) Note d'Herriot pour MacDonald datée du 11 août 1924, Quai d'Orsay Z 284-6, folios 145 à 156. Lettre d'accompagnement d'Herriot, ibidem, folio 144. Ces documents, à notre connaissance, sont restés inédits jusqu'à ce jour.

pacte franco-allemand de non-agression. Herriot suggère enfin un renforcement de l'efficacité de la S.D.N. par la définition de l'assistance mutuelle contre un agresseur éventuel (33).

Bref, voici qu'Herriot veut relancer la négociation sur la sécurité et revient à la charge en demandant une nouvelle fois à l'Angleterre la conclusion d'un pacte franco-anglais ; un pacte purement défensif, certes, et dans le cadre de la S.D.N., mais un pacte franco-anglais quand même. Herriot ne semble pas avoir encore compris que MacDonald ne veut pas d'un accord franco-anglais bilatéral, quel qu'il soit.

A défaut d'avoir exigé une négociation conjointe sur le retrait des troupes françaises de la Ruhr et la conclusion d'un pacte de sécurité, Herriot cherche, au moment d'abattre l'atout de l'évacuation militaire, à obtenir de son partenaire britannique la promesse d'une conférence sur la sécurité à Paris, aussitôt après la conférence de Londres, et d'un pacte ; comme Clémentel espère, pour novembre, une conférence sur les dettes interalliées.

La préparation d'un traité de commerce franco-allemand

Le 8 août, à Londres, alors que la négociation franco-allemande parallèle à la conférence officielle était en train de s'engager, Clémentel demanda à Jacques Seydoux « *de lui préparer une note très courte indiquant les bases d'un accord commercial avec l'Allemagne* » (34). Seydoux ne fut pas pris de court comme l'était le ministre des Finances : voici cinq ans que le directeur des relations commerciales du Quai d'Orsay suivait jour après jour les relations économiques franco-allemandes et réfléchissait à leur avenir. Encore qu'il fût en train de participer aux travaux d'une commission au moment où la demande Clémentel lui parvint, Seydoux rédigea aussitôt et fit remettre au ministre la note dont voici le texte intégral :

« Le gouvernement français est disposé à envisager l'évacuation militaire de la Ruhr dans un délai à préciser après le 10 janvier 1925, si, avant cette date, le gouvernement allemand a donné des preuves de son esprit d'apaisement et de sa volonté de pratiquer avec le gouvernement français une politique de collaboration économique. »

A cet effet, dès la signature des accords préparés à la conférence de Londres, il devra envoyer à Paris des délégués en vue de négocier l'accord commercial qui doit succéder à la date du 10 janvier prochain au régime établi par le Traité de paix.

Cet accord, qui devra être conclu sur des bases équitables pour

(33) Le document que l'on a trouvé dans les archives du Quai d'Orsay, et que l'on vient d'analyser, n'est pas un simple projet de note. Ces propositions ont bien été faites par Herriot à MacDonald le 11 août, comme le prouve la réponse de MacDonald à Herriot du 13, *ibidem*, folio 158. Cf. ci-dessous, chapitre XVIII, 2^e partie.

(34) Après la conférence, Seydoux a rédigé un aide-mémoire relatant ces péripéties : note de Seydoux du 20 août 1924, Quai d'Orsay, B. 75.17, carton 219.

les deux parties, devra permettre l'admission en Allemagne des grands produits français d'exportation, auxquels devra être appliquée la clause de la nation la plus favorisée.

Il devra comprendre des clauses relatives à l'admission en franchise en Allemagne, pendant un délai de trois ans à partir du 10 janvier 1925, de contingents d'un nombre limité de produits originaires d'Alsace et de Lorraine, les cinq années qui se sont écoulées depuis le 10 janvier 1920 n'ayant pas permis au marché alsacien et lorrain de s'équilibrer, en raison du trouble économique de cette période.

Des accords devront également être conclus pour assurer à l'industrie française son approvisionnement de coke, par des participations dans les mines allemandes de la Ruhr, par des marchés à long terme portant sur des échanges de coke allemand contre du minerai lorrain et des demi-produits de la métallurgie française ; des avantages spéciaux pouvant être faits, à ce point de vue, à l'industrie allemande.

Des ententes devront intervenir entre les industries allemandes et les industries alliées similaires pour la reconstitution des cartels d'avant-guerre, afin de régler les ventes sur le marché d'exportation » (35).

On remarque que dans cette page Seydoux propose le lancement de toute une politique de relations économiques et commerciales avec l'Allemagne en liaison avec l'évacuation de la Ruhr. On remarque aussi qu'Herriot, dans sa conversation du soir même avec Stresemann chez l'ambassadeur américain, reprenait deux des points de la note de Seydoux ; envoi immédiat d'une délégation allemande à Paris pour négocier un traité de commerce franco-allemand ; prolongation pour trois ans du privilège d'entrée en Allemagne en franchise de douane de certains contingents de produits en provenance des trois départements recouverts (36).

Lorsque, le 9, Clémentel, accompagnant Herriot, se rend à Paris, il emporte la note de Seydoux qui est discutée au conseil des ministres de la nuit du 9 au 10 (37). L'affaire du traité de commerce franco-allemand fait aussi l'objet, dans la journée du 10 à Paris, d'importantes conversations entre Clémentel, Raynaldy, ministre du Commerce, et Serruys, directeur au ministère du Commerce (38).

(35) Note pour M. le ministre des Finances, 8 août 1924, *ibidem*.

(36) Cf. ci-dessus, chapitre XVI, note 53.

(37) Aide-mémoire de Seydoux du 20 août, *ibidem*. Voir aussi le télégramme n° 470 de Stresemann du 10 août, AA Bonn 9521/283 511-513. Hoesch écrit qu'en liaison avec l'évacuation de la Ruhr « nous pouvons nous tenir préparés à une bonne mesure de contre-exigences sorties du répertoire de Seydoux ». Hoesch est décidément toujours très bien renseigné.

(38) Il n'est pas interdit de penser qu'une certaine rivalité de compétences soit en train de naître entre Jacques Seydoux, directeur des accords commerciaux au quai d'Orsay, et Daniel Serruys, directeur au ministère du Commerce. Seydoux, diplomate de carrière, a, au cours des années qui précèdent 1924, une très grande influence, encore que ses conseils n'aient pas toujours été suivis par les ministres en place. Serruys, universitaire passé à l'administration, verra son influence s'accroître à partir de 1924 avec les nouveaux ministres et du fait précisément de la négociation du traité de commerce franco-allemand.

Il résulte de ces conversations la rédaction d'une nouvelle note qui, tout en reprenant l'essentiel des propositions de la note de Seydoux du 8, en diverge sur ce point qu'elle ne fait plus référence à l'évacuation de la Ruhr en liaison avec la négociation d'un traité de commerce ; en outre, la nouvelle note propose de fixer au 1^{er} octobre 1924 le début des négociations commerciales franco-allemandes, et de prolonger de six mois au delà du 10 janvier 1925 le statut actuel des relations commerciales franco-allemandes si, à cette date, le traité de commerce n'est pas conclu (39).

Telle est la ligne définie à Paris le 10 août pour la négociation commerciale à venir avec l'Allemagne. Le 10 au soir, Clémentel est de retour à Londres avec le texte de la nouvelle note.

(39) Texte de la nouvelle note française dans le dossier Quai d'Orsay B. 75.17, carton 219.

4 — LE WEEK-END A BERLIN

Le hasard veut que, tout à fait indépendamment de la conférence de Londres, une grande parade de la « Schupo », la police encasernée allemande, était programmée pour le dimanche 10 août. Cela ne pouvait pas plus mal tomber. La Schupo, en fait surtout destinée aux opérations de maintien de l'ordre intérieur, inquiète les Alliés qui craignent qu'il ne s'agisse d'un prolongement camouflé de la Reichswehr. Une parade de la Schupo le 10 août, alors qu'à Londres la question de l'évacuation militaire de la Ruhr est sur la tranche du couteau, qu'Herriot est prêt à céder et que Nollet essaie encore de lier l'évacuation au contrôle militaire !

Le 8 août, le chancelier Marx demande de Londres à Braun, ministre-président de Prusse, de surseoir à la parade des Schupos, parce que cela ferait le plus mauvais effet sur les Français (40). Les membres du gouvernement allemand présents à Berlin partagent le souci de prudence du chancelier (41). Finalement, le 10 août, se déroule une fête des Schupos sur un programme restreint (42).

C'est le même souci de prudence qui mène le secrétaire d'Etat Maltzan à demander à la presse de faire la plus grande attention pour le moment à ce qu'elle écrit : *« j'ai demandé aux journalistes allemands importants, télégraphie-t-il à Stresemann, ne serait-ce que pour des raisons tactiques à l'égard d'Herriot, de ne pas enregistrer comme tels les succès déjà obtenus, mais au contraire de se montrer très critiques »* (43).

Mais, durant ce week-end, à Berlin aussi se déroulent des discussions importantes.

Le voyage à Berlin du secrétaire d'Etat Bracht et la consultation du général von Seeckt

Que ce soit en liaison avec l'évacuation militaire de la Ruhr ou avec l'évacuation de la zone de Cologne, les diverses conversations bilatérales entre Allemands, Français et Anglais des 7 et 8 août à

(40) Télégramme n° 15 de Marx pour Braun, 8 août, BA Coblenz 9561/291 332.

(41) Télégramme n° 22 de Maltzan pour Stresemann, AA Bonn 3398/740 301.

(42) Télégramme n° 44 de Kempner (fonctionnaire de la chancellerie) pour Marx, 11 août, BA Coblenz 9561/291 305.

(43) Télégramme n° 17 de Maltzan pour Stresemann, AA Bonn 3398/740 265-266.

Londres ont remis la question du contrôle du désarmement de l'Allemagne à l'ordre du jour de la négociation politique confidentielle et parallèle à la négociation officielle de la conférence. Herriot, plus que poussé par Nollet, a posé la question à Stresemann et à MacDonald. Stresemann escompte bien, avec l'aide de MacDonald, réussir à éviter la liaison avec l'évacuation de la Ruhr, mais, de toute manière, on ne pourra éviter la discussion sur le contrôle, ni le contrôle lui-même.

La situation de cette affaire, pour l'heure, est celle-ci : pendant l'année 1923, du fait de la quasi-rupture des relations diplomatiques entre l'Allemagne et les Alliés à cause de l'occupation de la Ruhr et de la « résistance passive », la Mission Interalliée de Contrôle Militaire, chargée de veiller à l'exécution des stipulations de désarmement du traité de paix, avait dû cesser ses activités ; d'autre part, pendant cette année 1923, l'Allemagne avait développé ses activités militaires tout à fait au-delà des limites autorisées par Versailles. Si bien que, l'affaire de la Ruhr passée et la Mission Interalliée de Contrôle Militaire reprenant ses activités, les Alliés avaient demandé à l'Allemagne, par note du 28 mai 1924, d'accepter une inspection générale de l'état de ses armements (44). L'Allemagne n'ayant pas encore répondu à cette note, le 22 juin, alors que MacDonald et Herriot se trouvaient ensemble à Chequers, les deux chefs de gouvernements alliés avaient, ce jour-là, adressé à l'Allemagne une nouvelle note, amicale et pressante, demandant au Reich d'accepter l'inspection générale (45). Il en était résulté, fin juin, de vives discussions à Berlin et une assez vive tension entre Stresemann et le général von Seeckt, Stresemann poussant à l'acceptation, car il y voyait à juste titre une *conditio sine qua non* des Alliés à la nouvelle politique, et Seeckt faisant, pour d'évidentes raisons, toutes sortes de difficultés ; Stresemann l'avait finalement emporté, et ce fut le *oui* allemand du 30 juin, qui, tout entouré qu'il fût d'un appareil conditionnel et récriminateur pour des raisons intérieures allemandes, était l'acceptation par l'Allemagne de l'inspection générale demandée par les Alliés (46). Ces péripéties n'avaient pas contribué à améliorer les relations personnelles et politiques entre Stresemann et Seeckt qui n'étaient déjà pas des meilleures.

Maintenant qu'avec les conversations de Londres l'affaire du contrôle du désarmement de l'Allemagne redevient d'une actualité contraignante, Marx et Stresemann pensent plus politique d'associer de quelque manière le général von Seeckt aux décisions à prendre. Leur pensée est du même type que celle d'Herriot cherchant la caution de Foch. Et, dans le cas de l'Allemagne, Marx et Stresemann ne peuvent oublier qu'il leur faudra trouver au Reichs-

(44) M. SALEWSKI, *Entwaffnung und Militärkontrolle in Deutschland*, p. 240-247.

(45) Cf. supra, chapitre X, 2^e partie.

(46) Cf. supra, chapitre XI, 2^e partie.

tag une majorité des deux tiers pour faire voter les lois nécessaires à la mise en route du plan Dawes (47) ; c'est-à-dire qu'ils ne pourront se dispenser de l'appoint d'une partie des voix des députés nationaux-allemands ; et que, pour y parvenir, il importe notamment de ne pas avoir contre soi le commandant en chef de la Reichswehr.

Aussi, le 8 août, Marx et Stresemann ont-ils décidé d'envoyer à Berlin pour le week-end Bracht, secrétaire d'Etat à la chancellerie, afin de faire le siège du général von Seeckt (48). Seeckt était en mer Baltique en train d'assister à des exercices de tir de la Kriegsmarine (49). Un télégramme du chancelier Marx lui demande de se tenir à Berlin pendant le week-end (50).

Le 9, Bracht, venant de Londres, arrive en avion à Berlin (51) et rend compte immédiatement de la situation à Londres et des propositions des Français (52). Les ministres présents à Berlin sont entièrement d'accord avec la délégation allemande à Londres (53). Le 10, c'est l'entretien de Bracht avec Seeckt (54). Seeckt commence par refuser toute liaison du contrôle du désarmement allemand par les Alliés et de l'évacuation par les Alliés des territoires occupés ; ce serait, affirme-t-il, une source de chicanes et un moyen de reculer l'évacuation à une date indéterminée. Mais, vers la fin de leur conversation, Bracht parvient à obtenir l'accord de Seeckt pour le plan suivant : évacuation sans restriction par les Alliés AU 10 JANVIER 1925 de la Ruhr, des villes occupées à titre de sanction en 1921 ET DE LA ZONE DE COLOGNE. Si l'inspection générale, qui aura lieu d'ici là, conclut que dans l'état des armements de l'Allemagne il y a des motifs pour la France de se sentir menacée, recours à une instance arbitrale NEUTRE pour juger du bien-fondé ou non de l'avis de la Mission Interalliée de Contrôle Militaire. Si l'arbitrage

(47) Voir ci-dessus, chapitre XI, 3^e partie, *La menace de démission de Stresemann*.

(48) *Tagebuch*, p. 1290.

(49) MEIER - WELCKER, Seeckt, p. 444. Cette biographie, rédigée à partir des papiers de Seeckt, ne fait pas mention des entretiens de Bracht avec le général le dimanche 10 août.

(50) Télégramme n° 16 de Marx pour la chancellerie, 8 août, BA Coblenz, 9561/291 335.

(51) Télégramme n° 20 de Kiep, AA Bonn M 309/M 013084 et *Tagebuch*, p. 1292.

(52) Les entretiens que Bracht a à Berlin les 9 et 10 août nous sont connus par des télégrammes que Bracht adresse au cours de ces journées de Berlin à la délégation allemande à Londres. Les télégrammes de Bracht sont rédigés en clair mais en termes codés convenus (pour ce qui se rapporte à l'évacuation militaire, il a été fait choix de mots qui pourraient faire croire à une autre affaire). Mais, comme on dispose d'un exemplaire d'un télégramme portant le sens réel des mots (par exemple arbitrage = contrôle militaire, transfert = évacuation, commerçants = militaires), il est possible, pour l'essentiel, de reconstruire les conversations de Bracht.

(53) Télégramme Bracht, 9 août, AA Bonn M 309/M 013 089. Ce télégramme mentionne *Willy et Fritz* ; il s'agit très vraisemblablement de Gessler, ministre de la Reichswehr, et de Hamm, ministre de l'Economie, tous deux membres du parti D.D.P.

(54) Télégramme au télétype de Bracht pour Londres, 10 août, publié dans *Akten der Reichskanzlei, Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 1292 ; télégramme Bracht n° 39, 10 août, AA Bonn M 310/M 013 098-099.

est défavorable à l'Allemagne, seule la date d'évacuation de la zone de Cologne pourrait être remise en cause. Enfin Seeckt demande que la délégation allemande à Londres ne conclue pas de façon précipitée un pacte de sécurité sans que les militaires aient été entendus ; Bracht, sur ce point, le rassure.

Le 11, Bracht repart en avion pour Londres, où il peut rendre compte verbalement de sa mission au chancelier et à Stresemann, qui savent maintenant quelles conditions devra remplir l'accord à trouver avec Herriot pour qu'il obtienne l'aval de Seeckt.

La préparation du traité de commerce franco-allemand et le problème sidérurgique

On s'en préoccupe fort, à Berlin aussi, au cours de ce week-end décidément bien rempli. C'est que, dans les propositions faites par Herriot à Stresemann dans leur conversation du 8 août au soir, il y a un point qui ne peut qu'inquiéter énormément les milieux économiques allemands : la prolongation du 10 janvier 1925 (date limite prévue par le traité de Versailles) jusqu'au 10 janvier 1928 du privilège d'entrée en franchise de douane en Allemagne de contingents de produits originaires de l'ex-Reichsland d'Alsace-Lorraine. Ce privilège profite à quelques productions agricoles alsaciennes qui avaient pris, à l'époque allemande, l'habitude de se placer sur le marché allemand : vins et pâtes de foie gras notamment. Ces stipulations sont importantes aussi pour l'industrie textile alsacienne ; elle s'était considérablement développée entre le traité de Francfort et le traité de Versailles, ayant à sa disposition l'immense marché allemand en pleine expansion, alors que dans le même temps la France elle aussi avait développé son industrie textile, souvent avec des Alsaciens ayant opté pour la France, afin de compenser la perte du potentiel de production due à l'amputation territoriale. Il y a là un difficile problème de réadaptation, et il n'est indifférent ni à l'économie allemande ni à l'économie française que l'Allemagne retrouve ou non au 10 janvier 1925 sa liberté douanière face aux textiles alsaciens (55).

Mais surtout il s'agit de l'immense problème de la sidérurgie (56). Dès la fin de 1922, la reconversion de la sidérurgie allemande était chose faite et réussie : l'Allemagne avait retrouvé un potentiel de production suffisant pour alimenter le marché national de produits sidérurgiques et en conserver le monopole. La sidérurgie allemande avait retrouvé sa puissance et son indépendance nationale : elle avait reconquis cette indépendance à l'égard de la France que le traité de Versailles croyait lui avoir ravie, puisqu'elle ne s'alimente plus en minette lorraine, mais en ferrailles diverses et en minerais suédois et espagnol (57). Les sidérurgistes allemands

(55) Voir ci-dessus, chapitre IV.

(56) Voir ci-dessus, chapitre III.

(57) Ibidem.

sont fondés à craindre que la prolongation de janvier 1925 jusqu'en janvier 1928 des contingents, libres de droits de douane à l'entrée en Allemagne, de produits alsaciens-lorrains ne compromette la puissance, l'hégémonie sur le marché national et l'indépendance à l'égard de la France qu'ils avaient reconquises.

Car enfin, la situation de la sidérurgie lorraine n'est plus en 1924 ce qu'elle avait été entre 1919 et 1922. Jusqu'en 1922 la sidérurgie allemande, par les méthodes qu'on a vues, était parvenue à entraver la production de la sidérurgie lorraine, le temps d'entreprendre et de réussir sa propre reconversion et de reconquérir sa position de force. Mais en 1923, il y a eu l'occupation de la Ruhr, dont l'une des conséquences essentielles — on l'oublie trop souvent — fut que le coke de la Ruhr est arrivé à nouveau en Lorraine. Il ne faut pas se référer aux chiffres de 1923, année de l'épreuve de force, mais à ceux de 1924, où l'on peut mesurer les résultats : les contrats de livraison conclus à la fin de 1923 entre les entreprises de la Ruhr et la Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines (et qui sont toujours en vigueur, répétons-le, au moment de la conférence de Londres), apportent à la France charbon et coke en 1924 ; d'autre part 1924 est l'année où la reconstruction s'achève dans le Nord et le Pas-de-Calais, permettant en France la reprise de la production nationale de produits charbonniers. 1924 est donc pour la France, du fait de l'augmentation de la production nationale et des livraisons allemandes au titre des contrats de M.I. C.U.M., l'année où saute le goulet d'étranglement du manque de produits charbonniers qui entravait l'économie française et singulièrement la sidérurgie (58). Du même coup, c'est, en 1924, le début de l'essor de la production sidérurgique française (59).

Au cours des premières années d'exécution du traité de Versailles, la France n'avait guère pu faire usage du privilège de la franchise de douane pour placer sur le marché allemand des produits de la sidérurgie de Lorraine desannexée : la production française, très inférieure à celle de 1913, était nécessaire à la consommation intérieure accrue des besoins de la reconstruction. Du coup les usines du département de la Moselle avaient perdu leur clientèle tradition-

(58) La France a produit en 1913 40 050 000 tonnes de charbon ; en 1919, 21 546 000 ; en 1922, 31 141 000 ; en 1924, 44 019 000.

Pour le coke, la France a produit en 1913 4 027 000 tonnes ; en 1919, 1 667 000 ; en 1922, 2 362 000 ; en 1924, 5 415 000.

Les livraisons de charbon de l'Allemagne à la France (livraisons à titre commercial ou à titre de réparations) ont été : 1922 (Allemagne et Sarre comptabilisées ensemble), 7 265 000 tonnes ; 1923, 4 678 000 ; 1924, 9 480 000.

Les livraisons de coke de l'Allemagne à la France ont été : 1913, 2 393 000 tonnes ; 1922, 4 305 000 tonnes ; 1924, 4 540 000 tonnes.

Voir les Annexes statistiques en fin du volume.

(59) Production française de fonte brute : 1913 (France sans l'Alsace-Lorraine), 5 207 307 tonnes ; 1920 (France avec l'Alsace-Lorraine), 3 433 791 ; 1921, 3 416 953 ; 1922, 5 228 577 ; 1923, 5 431 787 ; 1924, 7 693 018 ; 1925, 8 494 111.

Production française d'acier brut : 1913 (sans l'Alsace-Lorraine), 4 686 866 tonnes ; 1922 (avec l'Alsace-Lorraine), 4 534 492 ; 1924, 6 900 310 ; 1925, 7 446 463.

Voir Annexes statistiques et graphiques en fin du volume.

nelle du marché allemand. Mais, en 1924, avec l'essor de la production sidérurgique française, la situation change du tout au tout. La prolongation jusqu'en 1928 du système de contingents de produits alsaciens-lorrains, entrant en franchise douanière en Allemagne, permettrait à la production sidérurgique du département de la Moselle de se placer sur le marché allemand à égalité de chance avec la production sidérurgique allemande. La production mosellane aurait même plus de chance que la production allemande de se placer sur le marché allemand, parce que les conditions techniques de l'époque font que la fonte et l'acier fabriqués en Lorraine sur les gisements de minette sont meilleur marché que la fonte et l'acier fabriqués en Allemagne avec des minerais en majeure partie importés. On voit ce qui est en jeu avec la demande de Seydoux, reprise par Herriot, de prolonger de trois années le système des contingents de produits alsaciens-lorrains : la possibilité pour la sidérurgie mosellane de reconquérir sur le marché allemand sa clientèle d'avant 1919 ; la remise en cause de la toute-puissance et de la situation de quasi-monopole des producteurs de la Ruhr sur le marché allemand ; l'indépendance quasi-autarcique du marché et des industries de la fonte et de l'acier en Allemagne.

Dès avant la conférence de Londres, les sidérurgistes allemands s'étaient inquiétés des conséquences possibles de l'essor de la production sidérurgique française. Le stratège de la sidérurgie allemande, Reichert (60), avait adressé, le 26 mai (61) au ministre de l'Economie Hamm une étude de la question (62). Dès 1922, écrit-il, la sidérurgie allemande était parvenue, malgré la perte de la Lorraine et d'une partie de la Haute-Silésie, à couvrir les besoins nationaux en produits sidérurgiques bruts à concurrence de 98 à 99 %. Aujourd'hui, la sidérurgie allemande peut couvrir entièrement les besoins nationaux en produits bruts et en produits mi-finis. Et Reichert de conclure en demandant que le gouvernement allemand protège le marché national des produits sidérurgiques par une barrière douanière.

Le gouvernement allemand avait débattu de ces problèmes au cours du conseil de cabinet du 29 juillet 1924, avant le départ de

(60) Alors âgé de moins de quarante ans, Jakob Wilhelm Reichert est secrétaire général du *Verein deutscher Eisen- und Stahlindustriellen*, organisation faïtière de la sidérurgie allemande, qui constitue l'une des sections les plus importantes du *Reichsverband der deutschen Industrie*, la grande organisation patronale de l'industrie allemande créée en 1919. Reichert dirige en outre une sorte de bureau des affaires extérieures de la sidérurgie allemande, la *Ausserhandelsstelle für Eisen- und Stahlerzeugnisse*, créée en avril 1920. Il est enfin député national-allemand au Reichstag. Nos recherches nous ont amené à penser que Reichert, personnage méconnu des historiens, a été dans les années 20, et au-delà, le penseur et le stratège de la sidérurgie allemande, bien plus influent que tel ou tel chef d'entreprise au nom célèbre. Voir aussi chapitre III, 3^e partie.

(61) La production sidérurgique française, en accroissement depuis l'automne 1923, marque une pointe en mai 1924. Voir les graphiques en annexe.

(62) Correspondance n° 3910 de Reichert pour Hamm, 26 mai 1924, AA Bonn, L 177/L 051 713-720.

la délégation allemande pour Londres (63). On avait parlé de l'éventuelle négociation d'un traité de commerce avec la France, du problème des contingents alsaciens-lorrains, du vin, des textiles et des produits sidérurgiques ; Hamm avait évoqué le souci de la sidérurgie allemande de voir le Reich adopter une politique douanière protectionniste sur les produits sidérurgiques. Mais la discussion était restée générale et aucune ligne de conduite n'avait été encore définie ; le gouvernement du Reich, manifestement, ne s'attendait pas à ce que les Français leur fassent très prochainement des propositions précises en matière de politique commerciale.

Reichert, lui, était plus prévoyant. Le 31 juillet, il adressait au ministre de l'Economie une nouvelle étude, extrêmement précise, qui définissait la position de la sidérurgie allemande en face des négociations qui allaient commencer avec les Français (64). 1 - LIVRAISON DE CHARBON ET DE COKE. Le traité de Versailles contraint l'Allemagne à des livraisons pour des années encore. Il serait souhaitable que les livraisons se fassent désormais sur la base de contrats privés et non plus d'accords officiels. La fixation des prix serait à modifier. L'Allemagne pourrait s'engager à en livrer d'importantes quantités, si la France s'engage à les prendre (65). Mais le gouvernement allemand doit énergiquement s'opposer à toute tentative de l'industrie française de participer à la production rhéno-west-phalienne de charbon et de coke, ou à toute tentative de la France d'obtenir la propriété de mines allemandes au titre des réparations. 2 - IMPORTATIONS DE MINETTE FRANÇAISE. S'y opposer. La sidérurgie allemande ne doit pas dépendre de la France ; elle doit garder sa liberté d'approvisionnement en Espagne et en Suède. 3 - CARTEL SIDÉRURGIQUE INTERNATIONAL. Des conditions préalables sont à remplir : cartellisation de la sidérurgie allemande, barrière douanière sur la frontière occidentale de l'Allemagne pour la protéger de l'invasion par les produits français, entente sur les débouchés. Ces préalables remplis, l'affaire sera alors à traiter entre industriels et non entre gouvernements. 4 - CONTINGENTS EN FRANCHISE DE DOUANE APRÈS LE 10 JANVIER 1925. Refuser toute prolongation de la franchise en se retranchant derrière le texte du traité de Versailles. 5 - SARRE. Bien que les participations françaises soient importantes dans les entreprises sidérurgiques sarroises, on pourrait accepter l'entrée en franchise en Allemagne de produits sarrois, eu égard à la population sarroise et à la politique générale allemande envers ce territoire. Mais, pour la Lorraine, on ne pourrait accepter un contingent de produits sidérurgiques à l'entrée en Allemagne que contre des compensations en faveur de productions de l'industrie mécanique allemande à l'entrée en France.

(63) Le procès-verbal de ce conseil de cabinet a été publié, *Die Kabinette Marx*, p. 922-924.

(64) Correspondance de Reichert pour Hamm, 31 juillet 1924, AA Bonn, L 1482/L 433 884-891.

(65) Sur les livraisons de charbon, la position allemande, on le voit, n'est plus en 1924 ce qu'elle avait été entre 1920 et 1922.

De façon générale, conclut Reichert, la position de la sidérurgie allemande est que le gouvernement allemand conserve, au travers des négociations de la conférence de Londres, une liberté entière pour la politique douanière et commerciale à définir en vue de la négociation d'un futur traité de commerce.

Le 6 août, cette position de la sidérurgie allemande, qui était devenue, entre temps, celle du REICHSVBERBAND DER DEUTSCHEN INDUSTRIE à l'unanimité (66), fut adressée à la délégation allemande qui venait d'arriver à Londres (67). Hermann Bücher, industriel de l'acier et président en exercice du REICHSVBERBAND DER DEUTSCHEN INDUSTRIE est d'ailleurs lui-même à Londres (68).

Le 8 août au soir, la délégation allemande se trouve donc placée, en matière de politique commerciale franco-allemande, entre deux séries de propositions contradictoires : celles qui ont été définies du côté français par Seydoux et qui ont été présentées à Stresemann par Herriot (négociation immédiate d'un traité, prolongation des contingents alsaciens-lorrains, etc...) et celles, que l'on vient de voir, qui ont été définies du côté allemand par Reichert et que le patronat allemand voudrait voir adopter par le gouvernement du Reich. Hamm, ministre de l'Economie, partage pour sa part le point de vue du REICHSVBERBAND de ne pas lier l'évacuation militaire à des concessions dans le domaine commercial, et il le fait savoir le 9 août par un télégramme à la délégation allemande à Londres (69). Voici la délégation allemande devant de nouvelles difficultés. Les deux séries de propositions, celle des Français et celle de l'industrie allemande, sont incompatibles. Et la décision d'évacuation militaire de la Ruhr n'est pas encore prise (70).

Le dimanche 10 août, une réunion de travail réunit au ministère de l'Economie, à Berlin, le ministre Hamm, plusieurs de ses collaborateurs, Reichert, Klöckner, l'un des grands sidérurgistes de la Ruhr et membre du comité de direction du REICHSVBERBAND DER DEUTSCHEN INDUSTRIE, et von Simson, industriel de la chimie et lui

(66) Il est évident que l'influence de la sidérurgie, c'est-à-dire de la Ruhr, est prédominante dans la grande organisation patronale allemande. En fait, d'autres branches industrielles allemandes ne partagent pas les vues de la politique commerciale définie ici. Mais il est intéressant de noter que la sidérurgie prend les devants et que, sans attendre l'événement, elle définit une politique commerciale et cherche à la faire adopter par le gouvernement du Reich.

(67) Télégramme n° 7 de Köpke (Wilhelmstrasse) pour la délégation allemande à Londres, 6 août, AA Bonn, L 177/L 651 711.

(68) Ibidem. Bücher est à Londres à titre de membre du Comité d'organisation des obligations industrielles dans le cadre du plan Dawes, mais il est bien évident que ses activités londoniennes se ressentent aussi du fait qu'il est le président en exercice de l'organisation faïtière de l'industrie allemande.

(69) Télégramme de Hamm pour Londres du 9 août, cité dans *Die Kabinette Marx*, tome II, p. 945, note I.

(70) Seydoux voudrait même, on l'a vu, que la France ne lâche l'atout de sa présence militaire dans la Ruhr qu'en liaison avec des engagements de l'Allemagne sur le traité de commerce franco-allemand et la prolongation des contingents alsaciens-lorrains.

aussi membre du comité de direction du REICHVERBAND (71). On ne saurait trop souligner l'importance de cette rencontre au sommet à Berlin entre pouvoir économique et pouvoir politique, au moment où, à Londres, des décisions vont être prises qui engagent l'avenir de la vie internationale.

Klößner, qui affirme parler au nom de toutes les firmes de la Ruhr, peint au noir un tableau de la situation financière des entreprises sidérurgiques allemandes : elles seraient endettées à 30 ou 40 %, certaines à 50 %. L'invasion du marché allemand par des produits sidérurgiques étrangers serait pour elles une catastrophe. Il faut, dit Klößner, réserver le marché allemand à la sidérurgie allemande, et, pour cela, dresser en janvier 1925 sur les frontières la barrière douanière maximum, soit un droit de 25 marks par tonne. Sinon, les entreprises allemandes devraient fermer leurs portes. A tout prendre elles préféreraient la prolongation du statut actuel d'occupation à l'achat d'un retrait des Alliés à un tel prix (72).

Reichert appuie la démonstration et les conclusions de Klößner. Il conseille que l'on prenne contact en cette affaire avec les Anglais, dont les intérêts ne sont certainement pas identiques à ceux des Français. Simson, au nom de l'industrie chimique, demande, lui aussi, des barrières douanières.

Dans la soirée du dimanche 10, Hamm fait connaître sa position à la délégation allemande à Londres : *« Pas d'opposition à l'engagement d'entrer dans des négociations pour un traité de commerce (avec la France), à la condition qu'aucune concession matérielle ne soit promise dès à présent et que, si le traité n'est pas conclu avant le 10 janvier (1925), l'évacuation n'en soit pas retardée »* (73).

Les industriels allemands, de leur côté, préviennent le président du REICHVERBAND, Bücher, qui est à Londres ; ils lui demandent, si la pression française se fait forte, d'obtenir l'appui des banquiers anglais et américains qui ont intérêt à la remise en ordre de l'économie et des finances allemandes, mais qui n'ont aucun

(71) Le procès-verbal de cette réunion est publié, *Die Kabinette Marx*, tome II, p. 945-948. Le secrétaire d'Etat Bracht, qui représente en quelque sorte Marx et Stresemann à Berlin pendant ce week-end, a préféré ne pas prendre part à la réunion avec les industriels par prudence politique (télégramme Bracht pour Londres du 9 août, AA Bonn M 309/M 013 089) ; sans doute Bracht veut-il éviter d'avoir à prendre position sur les exigences des industriels, ce qui risquerait de compromettre la liberté de manœuvre de la délégation allemande à Londres.

(72) Klößner pense-t-il vraiment ce qu'il dit ici, ou est-ce un argument dans un plaidoyer ? Sans doute y a-t-il quelque exagération dans ce que dit Klößner ; il n'en reste pas moins que dans toute cette affaire la position de l'industrie et celle du gouvernement allemands ne sont pas identiques. Après avoir voulu pendant des années tenir la dragée haute à la France, les industriels de la Ruhr, une fois l'épreuve de force de 1923 perdue, s'étaient fort bien accommodés de la pratique des contrats avec la M.I.C.U.M. La volonté de refouler les Franco-Belges hors du bassin est d'abord une volonté politique, et celle du gouvernement.

(73) Télégramme n° 38 de Hamm (Berlin) pour Trendelenburg, secrétaire d'Etat du ministre de l'Economie (Londres), 10 août, AA Bonn, 9521/H 283 500-510.

intérêt à ce que l'entrée du fer lorrain sur le marché allemand refoule le fer de la Ruhr sur le marché mondial (74).

Les intérêts agricoles allemands, bien que leur représentation soit beaucoup moins structurée et influente que celle de l'industrie lourde, se sont eux aussi émus durant ces journées au bruit d'une négociation commerciale avec la France. Le 2 août, von Kanitz, ministre de l'Agriculture, avait défini sa position, pour le cas qui lui paraissait alors encore improbable, où l'on parlerait à Londres d'un traité de commerce avec la France. Pour lui, il serait préférable que l'on ne parle pas commerce aussi longtemps que l'Allemagne n'aurait pas recouvré son entière liberté politique et économique et retrouvé un « *système douanier sans faille* ». Dans le cas d'une négociation commerciale avec la France, Kanitz demande surtout que l'on ne fasse aucune promesse d'abaissement des droits de douane sur les vins, car l'entrée de vins français en Allemagne ruinerait la viticulture allemande (75).

Après le remue-ménage du week-end des 9 et 10 août, des experts du ministère de l'Economie et du ministère de l'Agriculture se réunissent en séance de travail dès le lundi 11 pour définir, sur les productions agricoles, une ligne de conduite, qui est aussitôt transmise à la délégation allemande à Londres : pour le moment, pas de négociation avec la France sur des contingents de productions agricoles en provenance d'Alsace-Lorraine (76).

Ces diverses prises de position des bureaux berlinois ne sont pas de nature à faciliter la tâche du négociateur allemand à Londres, si du moins l'interlocuteur français persiste dans son idée première d'obtenir la conclusion rapide d'un traité de commerce et une prolongation, au-delà du 10 janvier 1925, des contingents de productions d'Alsace-Lorraine bénéficiant de la franchise douanière à l'entrée en Allemagne.

Diverses autres conversations politiques

Dans la situation du moment de la négociation, les conversations du secrétaire d'Etat Bracht avec le général von Seeckt et des industriels entre eux ou avec le ministre de l'Economie sont particulièrement importantes ; elles ne sont pas les seules ; il y a aussi des conversations avec diverses personnalités politiques allemandes ; rien n'est négligé pour faire en sorte que l'entreprise réussisse.

Le secrétaire d'Etat à la Wilhelmstrasse, von Maltzan, informe régulièrement du déroulement des négociations le président du Reich, les ministres restés à Berlin, les chefs des partis politiques

(74) Télégramme n° 43 de la Wilhelmstrasse, au nom des industriels, pour la délégation allemande à Londres, aux fins de transmission à Bücher, 11 août, AA Bonn L 177/L 051 705-706.

(75) Correspondance II - 2710 de Kanitz, ministre de l'Agriculture, pour la Wilhelmstrasse, 2 août, AA Bonn 9486/H 278 277-279.

(76) Télégramme n° 49, 11 août, AA Bonn M 308/M 013 081-082.

et les représentants des Länder à Berlin (77). Le président Ebert est aussitôt informé des entretiens du week-end avec Seeckt et les industriels (78). Dans tout cela, dira-t-on, rien que de très normal.

Les consultations auprès de deux personnalités politiques méritent toutefois de retenir l'attention. Maltzan, très certainement sur instruction de Stresemann, tient informés du déroulement de la négociation le leader social-démocrate Hilferding (79) et le leader national-allemand Hoetzsch (80), et il sollicite leurs avis. Ni les sociaux-démocrates ni les nationaux-allemands ne participent au gouvernement allemand qui a alors la responsabilité de négocier, mais c'est une pratique constante chez Stresemann de chercher à donner à la politique extérieure qu'il mène une base intérieure aussi large que possible, et, pour y parvenir, il ne cesse d'entretenir des contacts sur sa gauche comme sur sa droite. Hilferding est entièrement d'accord, avec tout ce qui est fait (81).

Hoetzsch, lui, est informé chaque matin par Maltzan du déroulement de la négociation (82). Il se soucie particulièrement de la question des responsabilités dans les origines de la guerre et pense qu'il serait bon que la délégation allemande à Londres la soulève de quelque façon à la fin de la conférence (83). Mais il est d'accord avec la façon dont la délégation allemande mène la négociation à Londres ; il accepte, lui aussi, l'Arrangement avec la Commission des Réparations et il accepterait un pacte de sécurité, à condition qu'il ne s'étende pas à l'Europe de l'Est.

Ces diverses conversations montrent les efforts constants de Stresemann et de ses collaborateurs pour faire de la politique extérieure qu'ils mènent une politique nationale adoptée et soutenue par les divers courants de l'opinion allemande. En politique étrangère, rien n'est plus étranger à la pensée de Stresemann que l'esprit de parti.

(77) Télégramme n° 17 de Maltzan (Berlin) pour Stresemann (Londres), 8 août, AA Bonn 3398/740 265-266.

(78) Télégramme n° 14 de Kempner (chancellerie du Reich) pour Marx (Londres), 11 août, BA Coblenz 9561/291 305.

(79) L'un des maîtres à penser du marxisme, Hilferding avait été ministre des Finances dans le gouvernement de grande coalition dirigé par Stresemann en 1923. Il est pour l'heure député social-démocrate au Reichstag.

(80) Professeur d'histoire à l'Université de Berlin, Hoetzsch est aussi député national-allemand au Reichstag. Voir aussi ci-dessous, chapitre XX, 4^e partie.

(81) Télégramme n° 50 de Maltzan pour Stresemann, 12 août, AA Bonn 3120/678 634.

(82) Télégramme n° 2 de Maltzan pour Stresemann, 6 août, AA Bonn 3398/740 228.

(83) Télégramme n° 17 de Maltzan pour Stresemann, 8 août, ibidem, 740 265-266.

CHAPITRE XVIII

VERS DES SOLUTIONS

11 et 12 août

- 1 — La négociation officielle.
- 2 — La grande négociation politique parallèle.
 - Les initiatives d'Herriot en direction de MacDonald le 11 : Herriot demande à nouveau la conclusion d'un pacte franco-britannique.
 - L'entretien Herriot-Stresemann du 11 août au soir : l'évacuation militaire de la Ruhr et ses délais.
 - L'entretien de MacDonald et des ministres allemands le 12 août après-midi : évacuation de la Ruhr et évacuation de la zone de Cologne.
 - Le conseil du gouvernement allemand du 12 août : évacuation militaire de la Ruhr par étapes.
- 3 — La préparation d'un traité de commerce franco-allemand.

Du 6 au 8 août, délégués allemands et français avaient tâté leurs positions, sous la vigilante attention des délégués anglais, et tandis que les banquiers ne restaient pas inactifs. Le week-end, si bien rempli, des 9 et 10 août, a permis aux gouvernements français et allemand de faire dans leurs capitales respectives le nécessaire pour que l'on puisse aller plus loin à Londres. On peut donc penser que les jours qui suivent permettent de se rapprocher des solutions. La négociation se déroule sur trois plans : dans les commissions et séances de la conférence, la négociation officielle sur les points encore pendants du programme officiel de la conférence (le plan Dawes et son lancement) ; dans des entretiens confidentiels, bilatéraux ou multilatéraux, entre Français, Allemands, Belges et Anglais, la grande négociation politique sur l'évacuation militaire de la Ruhr ; dans des conversations entre Allemands et Français, la préparation d'un futur traité de commerce franco-allemand.

1 — LA NEGOCIATION OFFICIELLE

Elle pourrait paraître désormais la moins importante : presque tout avait été réglé au cours des semaines précédentes de la conférence : les solutions préparées au cours de la première phase, entre Alliés, de la conférence (pendant laquelle le partenaire anglais avait pris soin de tenir compte des exigences allemandes qu'il connaissait) ont été dans l'ensemble, et avec quelques précisions et modifications, acceptées par les Allemands entre le 6 et le 9 août. Le 11 août, les seules questions, tenant au programme officiel de la conférence, qu'il reste à régler sont l'étendue, et les éventuelles restrictions, de l'amnistie dont doivent bénéficier les citoyens allemands condamnés pour des faits en relation avec les événements de 1923-1924 en Rhénanie ; le retour dans les territoires occupés des fonctionnaires prussiens et bavarois expulsés par les Franco-Belges ; la mise au point de la nouvelle politique des livraisons en nature qui doit prendre la place des contrats de la M.I.C.U.M. ; et enfin, point le plus délicat, l'arbitrage en matière de transfert, en particulier pour le placement éventuel dans des entreprises allemandes des sommes en marks dont les Alliés se trouveront disposer du fait du fonctionnement du plan Dawes (1).

Le 11 août, à 11 heures du matin, réunion du « conseil des quatorze » pour débattre de ces points (2). C'est la première fois que l'on se retrouve depuis le laborieux week-end. « *On sent la détente* », écrit Herriot dans ses notes personnelles (3). Le Conseil décide de laisser aux délégations allemande, française et belge le soin de trouver entre elles des solutions au problème de l'amnistie et à celui du retour des fonctionnaires expulsés. Puis on adopte sans débat le rapport de la deuxième commission (4), de même que la demande allemande, selon laquelle un citoyen américain, avec plein droit de vote, sera adjoint à la Commission des Réparations pour toutes les décisions qui devront être prises pour la mise en application du plan Dawes. On avance si vite, et l'atmosphère est si bonne, que

(1) Rapport d'information sur la situation de la conférence, adressé le 11 août de Londres par le chancelier Marx au président Ebert, BA Coblenze, 9561/291 374-377.

(2) Sur cette séance, notes de la Délégation française, sous le sigle B - a - 6, dans le dossier Quai d'Orsay, B - 88 - 22, carton 1 100 ; procès-verbal inédit en anglais, BA Coblenze, 9516/H 281 586-590. Voir aussi le télégramme d'information de Stresemann pour Berlin, n° 39, AA Bonn, 9488/H 270 170-171.

(3) Papiers Herriot, carton n° 15.

(4) Cf. *supra*, chapitre XIV, 3° partie, et chapitre XV, 3° partie.

MacDonald parle de la photographie générale de clôture de la conférence.

Mais le lendemain, 12 août, à l'occasion d'une nouvelle séance du « conseil des quatorze », la discussion redevient serrée (5). On parle de la possibilité pour les Alliés de placer en Allemagne les marks dont ils viendraient à disposer au titre des réparations. C'est l'affaire du risque, ou non, de voir des entreprises allemandes tomber, par ce biais, sous contrôle des Alliés, affaire qui, les jours précédents, avait opposé violemment les Allemands, soutenus par Snowden, aux Français et aux Belges (6). En cette séance du 12 août, MacDonald commence par annoncer qu'il a consulté, comme prévu, les anciens membres du comité Dawes, qui sont presque tous pour le moment à Londres, afin de leur demander de préciser ce qu'ils avaient voulu dire à propos des placements en Allemagne par les Alliés des sommes en marks dont ils viendraient à disposer. Mais, ajoute aussitôt MacDonald, l'avis formulé par les experts Dawes n'est qu'un élément d'information, un avis personnel de ces messieurs, qui ne lie pas la conférence ; et d'ailleurs MacDonald demande que l'avis des experts Dawes ne figure pas dans les pièces de la conférence (7).

On comprend le souci de MacDonald, et des Allemands, de ne pas considérer la consultation des experts Dawes comme une pièce officielle, et comme une sorte d'addendum explicatif au plan Dawes : les experts Dawes font en effet savoir qu'ils n'ont pas voulu fixer de plafond au placement par les Alliés dans des entreprises allemandes des sommes en marks dont ils disposeraient ; bien plus, ils sont d'avis que l'opposition du gouvernement allemand à certains placements des Alliés en Allemagne pourrait être tenue comme une « *manœuvre financière* » ; c'est-à-dire une faute de l'Allemagne ; on voit à nouveau se profiler et la possibilité de prises de participation françaises et belges dans des secteurs-clés de l'économie allemande, et le risque, en cas d'opposition allemande, de demandes de sanctions par Paris.

MacDonald, à l'évidence soucieux de se débarrasser de cette consultation des experts Dawes inopportunistement sollicitée (8), suggère que la conférence confie à un comité spécial le soin de débattre de l'instance arbitrale qui aurait éventuellement à trancher entre Allemands et Alliés s'ils venaient à être en désaccord à propos de ces placements. C'est un nouvel affrontement entre Herriot, Luther et Snowden, qui dure deux heures. Luther parle du devoir pour l'Alle-

(5) Notes de la délégation française, sous le sigle B - a - 7, *ibidem* ; procès-verbal en anglais, *ibidem*, H 281 591-598 ; procès-verbal allemand, BA Coblenz, R 2/2880. Voir aussi le télégramme d'information de Stresemann n° 46, 9516/H 281 462-468. Voir aussi *Les Papiers de Stresemann*, tome I, p. 279-283.

(6) Cf. *supra*, chapitre XVI, 2^e partie.

(7) De fait, il ne sera pas publié, et aucune des pièces officielles de la conférence de Londres n'y fait allusion.

(8) Cette péripétie vient à l'appui de notre thèse, selon laquelle le plan Dawes à l'origine, et dans l'esprit de ses auteurs, n'était pas ce que le fera la pratique de la politique internationale.

magne de défendre ses intérêts économiques vitaux. Herriot répond que le principe de l'arbitrage est indivisible ; la France l'a accepté dans d'autres domaines, elle ne peut y renoncer ici. Snowden, plus que jamais, soutient le point de vue allemand. C'est à cette occasion que Snowden ayant commencé une phrase par les mots « *My chief point is...* » se vit interrompre par le belge Hymans qui, excédé ou ironique, enchaînera « *...to stand always on the side of the German delegation* ». Stresemann lui-même trouve excessif et dangereux le parti-pris pro-allemand du chancelier de l'Echiquier anglais, qui, par son caractère systématique, pourrait finir par desservir la cause qu'il prétend aider.

Finalement, MacDonald parvient à faire adopter son idée de confier à un comité spécial le soin d'étudier l'affaire. Cette décision, si elle permet de mettre un terme à ce nouvel affrontement franco-allemand avant qu'il ne détériore le climat de la conférence, permet aussi d'enterrer l'avis des experts Dawes sur le sens de leur œuvre. Stresemann croit savoir que MacDonald, désagréablement surpris par la présence de la signature de Kindersley au bas de la consultation des experts Dawes, aurait donné des consignes très strictes au représentant anglais dans le comité spécial dont la création vient d'être décidée (9). De plus, au cours d'un entretien entre MacDonald et Stresemann, dans l'après-midi du 12 août, le Premier britannique donne des assurances au ministre allemand : le représentant anglais, dit-il, était absent pour cause de grippe quand a été rédigée la partie du plan Dawes ayant rapport aux placements, ce qui explique qu'elle soit ce qu'elle est ; il s'agit de trouver maintenant une solution qui tienne compte à la fois de la souveraineté économique allemande, des intérêts que des étrangers peuvent avoir dans l'économie allemande et du bon fonctionnement général du commerce mondial dont le commerce allemand est une partie importante. Pour MacDonald, l'essentiel est de ne pas bouleverser le fonctionnement traditionnel de la vie économique : « *Les courants naturels du commerce allemand doivent être garantis* » (10).

Le « comité spécial » se réunit dès l'après-midi du 12. On n'a pas pu retrouver de papiers concernant les travaux de ce comité, mais, dans les archives allemandes, il y a quelques informations, dues sans doute à des fuites : le représentant français Parmentier aurait été isolé et, avec l'appui anglais, le « comité spécial » aboutirait à une conclusion qui serait acceptable pour l'Allemagne (11).

Dès le 13, le « comité spécial » a terminé ses travaux, qui se résument en un rapport qui sera officiellement publié dans les actes de la conférence, et deviendra l'interprétation officielle du plan Dawes en matière de placements par les Alliés en Allemagne des sommes dont ils viendront à disposer en marks du fait du fonc-

(9) Voir télégramme de Stresemann n° 46 du 12 août, cf. note 5.

(10) BA Coblenz, 9561/H 291 429.

(11) Télégramme Stresemann n° 46 du 12, cf. supra, et lettre du secrétaire d'Etat Bracht pour la chancellerie du 13, BA Coblenz 9561/291 383-387.

tionnement du plan (12). Après avoir dit explicitement que les experts alliés n'ont pu parvenir à « *un accord complet* », le rapport fait savoir que « *la majorité des experts alliés* » (13) a accepté de donner au gouvernement allemand les assurances qu'il désire, et le comité a convenu de recommander à la conférence d'ajouter au plan Dawes les deux nouveautés que voici : d'une part un arbitre sera appelé en cas de désaccord entre Allemands et Alliés à propos des placements ; cet arbitre sera choisi en accord entre les deux parties, ou à défaut désigné par le président de la Cour de justice internationale de La Haye. D'autre part, « *les gouvernements alliés acceptent que les transferts de marks pour des achats conformes à l'article VI ne soient faits que quand les fonds accumulés excéderont les montants que la banque d'émission acceptera comme dépôts* ».

Cette petite phrase mérite de retenir toute l'attention. Elle veut dire que la banque d'émission, donc l'Allemagne, est libre de fixer le montant des dépôts de marks détenus par les Alliés au titre des réparations à partir duquel ces capitaux peuvent être placés par leurs détenteurs alliés dans l'économie allemande. On comprend aisément que cette disposition nouvelle revient à laisser à l'Allemagne la liberté de fixer elle-même la hauteur de la barre au-dessus de laquelle les capitaux détenus en marks en Allemagne par les Alliés au titre des réparations pourront être placés dans des entreprises allemandes ; cette disposition revient donc pratiquement à donner à l'Allemagne un droit de veto sur le placement en Allemagne par les Alliés des marks qu'ils vont recevoir.

Si la création d'une instance arbitrale, dont l'exposé occupe la plus grande partie du rapport du « comité spécial », est une satisfaction au point de vue français et aux exigences d'Herriot, cette petite phrase, d'allure anodine si l'on n'y prend garde, qui termine le rapport, est une innovation énorme par rapport à l'esprit et à la lettre du plan Dawes. Si le plan Dawes, pour l'honorable raison de ne pas risquer de troubler l'équilibre des monnaies, avait prévu de limiter autant que possible les transferts de devises d'un pays à un autre (en l'occurrence le paiement par l'Allemagne de ses réparations par des transferts de marks dans les pays alliés bénéficiaires), il avait prévu la possibilité pour les Alliés d'utiliser en Allemagne même les marks qu'ils auraient. Voici que, sans crier gare, une petite phrase d'un rapport d'un « comité spécial » improvisé bouleverse toutes ces perspectives. Non seulement les marks que l'Allemagne devra payer aux Alliés au titre des réparations devront rester en Allemagne, mais les Alliés détenteurs de ces capitaux ne seront

(12) Publié dans le livre jaune français, *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, pièce n° 42, p. 190-191. Voir aussi WEILL-RAYNAL, tome III, p. 107.

(13) Encore que le rapport ne soit pas plus explicite sur ce point, il y a tout lieu de penser, comme croient le savoir les Allemands, que c'est le représentant français qui a été mis en minorité dans le comité.

pas libres d'en disposer en Allemagne même, du fait du privilège accordé à la banque d'émission de les « geler » dans la proportion qu'elle voudra. Vraiment le plan Dawes devient ce qu'on le fait devenir, et l'on ne peut que partager l'analyse de M. Weill-Raynal quand il écrit (14) :

« En tout cas, l'engagement obtenu des gouvernements alliés par l'Allemagne (d'accorder à la banque d'émission le privilège en question) transformait profondément la disposition du plan des Experts relative aux investissements à long terme dans le territoire du Reich : la question se trouvait pratiquement réglée par la négative, à tout le moins pour plusieurs années (15) ; l'éventualité de tels placements, au lieu de se présenter comme l'application d'un mode de transfert normal, devenait maintenant une sorte de pénalité ».

C'est-à-dire qu'il y avait peu de risque pour l'Allemagne que les Alliés en viennent à « une sorte de pénalité », car la dynamique, comme l'on dit, allant désormais dans le sens de la détente, les Alliés ne pourraient se comporter en trouble-fête sans paraître se mettre dans leur tort devant les opinions publiques.

Voilà donc un virage d'importance, et une décision de la conférence de Londres très généralement méconnue : c'est d'une véritable RÉVISION du plan Dawes, il faut employer le mot, qu'il s'agit (16). La question a été tranchée dans le sens désiré par l'Allemagne, et ce avec l'appui de l'Angleterre. Cette affaire des placements alliés en Allemagne était le seul point du plan Dawes vraiment important sur lequel il y avait encore entre l'Allemagne et la France une divergence de fond ; elle est tranchée le 13 août par le biais que l'on a vu. On peut donc dire qu'au 13 août la négociation OFFICIELLE, dont l'objet, ne l'oublions pas, était le plan Dawes et lui seul, est terminée. En effet, sur les quelques autres points, bien moins importants, où il reste encore à trouver des formulations définitives, l'accord se fera sans aucune difficulté au cours de conversations qu'il ne nous paraît pas indispensable d'analyser.

(14) WEILL-RAYNAL, *ibidem*, p. 108.

(15) Etant donné le caractère progressif des versements allemands prévus par le plan Dawes, il faudra en effet plusieurs années pour que les sommes en marks détenues par les Alliés soient véritablement importantes et que le problème de leur éventuel placement se pose.

(16) Le rapport rédigé le 13 août par le « comité spécial » créé le 12 sera adopté par la conférence le 14. Cf. ci-dessous.

2 — LA GRANDE NEGOCIATION POLITIQUE PARALLELE

Parallèlement à la négociation officielle, dont on voit qu'il n'en faudrait pas sous-estimer l'importance, la grande négociation politique sur l'évacuation militaire de la Ruhr, bien sûr, se poursuit.

Les initiatives d'Herriot en direction de MacDonald le 11 : Herriot demande à nouveau la conclusion d'un pacte franco-britannique

De retour de Paris, Herriot, qui a consolidé sa position, semble vouloir reprendre l'initiative à Londres. Avant de retrouver Stresemann, c'est du côté de MacDonald qu'il se tourne d'abord, comme s'il voulait raffermir, ou reconquérir, l'amitié britannique. Tôt dans la matinée du 11, très vraisemblablement (17), Herriot est à Downing Street chez MacDonald, où se trouvent aussi le Belge Theunis et l'ambassadeur américain à Londres. Il semble (18) qu'Herriot expose à ses interlocuteurs les décisions prises par le conseil de cabinet français dans la nuit du 9 au 10 ; il annonce le délai d'un an sur lequel s'est arrêté le gouvernement français pour l'évacuation militaire de la Ruhr. « *Theunis se tait* », note Herriot ; il est vrai que le gouvernement français a pris ses décisions sans aucune consultation préalable du partenaire belge ; le chef du gouvernement belge apprend ainsi, dans le bureau du Premier britannique, ce que la France a décidé à propos de la liquidation de l'entreprise commune franco-belge. Si Theunis se tait, l'ambassadeur américain, lui, approuve la proposition d'Herriot d'une évacuation militaire de la Ruhr dans un délai d'un an : c'est à son avis une solution possible, car il croit savoir que c'est là le délai maximum que Stresemann, de son côté, s'est engagé à accepter. Quant à MacDonald, s'il faut s'en tenir aux notes d'Herriot, il s'abstient de prendre position.

Herriot, en ce même entretien du 11 au matin à Downing Street, pose la question du désarmement allemand et évoque une « *confé-*

(17) Papiers Herriot, carton n° 15, note manuscrite d'Herriot, 9-11 août. La façon dont Herriot prend des notes ne permet pas de préciser avec certitude. On estime toutefois que cette conversation a eu lieu tôt dans la matinée du 11 parce que, dans les notes manuscrites d'Herriot, elle est mentionnée sous la date du 11 août et avant la conférence internationale qui eut lieu ce jour-là à 11 heures.

(18) Ibidem. Le caractère allusif des notes manuscrites d'Herriot contraint aux prudenances d'expression.

rence sur le contrôle militaire » (19). Et surtout, dans la journée du 11, Herriot fait parvenir à MacDonald la note sur la sécurité préparée au conseil des ministres de Paris de la nuit du 9 au 10 (20) ; il est même logique de penser qu'il la lui remet au cours de l'entretien du 11 au matin. Par cette note, Herriot propose donc à MacDonald la conclusion d'un pacte défensif franco-anglais, auquel la Belgique pourrait être associée. Le pacte défensif franco-anglais, ou franco-anglo-belge, que propose Herriot, serait conclu dans le cadre de la S.D.N. et pourrait être complété par un pacte franco-allemand de non-agression. Herriot propose enfin à MacDonald un renforcement de l'efficacité de la S.D.N. dans le sens de l'assistance mutuelle contre un éventuel agresseur. C'est, toujours, la vieille idée française de la recherche d'une solidarité franco-britannique en face d'un éventuel danger d'une entreprise allemande de revanche, même si Paris propose de couler cette solidarité dans le moule de la philosophie et des institutions nouvelles de l'organisation internationale.

La lettre d'envoi de cette note, signée elle aussi d'Herriot et portant également la date du 11 août 1924, confirme ce sentiment (21). Herriot s'y réfère à la promesse que MacDonald lui avait faite, lors de l'entrevue de Chequers, « *d'entamer l'étude de la question* » de la sécurité ; il se réfère aussi au memorandum commun franco-britannique du 9 juillet qui prévoit de « *continuer l'examen de la question* ». Bref, en ce 11 août 1924, juste avant d'avoir avec Stresemann un entretien décisif sur l'évacuation militaire de la Ruhr, Herriot demande par écrit à MacDonald de lui confirmer, comme cela avait été verbalement promis, qu'il y aurait, aussitôt après la conclusion de la conférence de Londres, des entretiens franco-britanniques à Paris pour trouver des solutions aux problèmes toujours pendants de la sécurité ; les propositions de la note confidentielle française (pactes défensifs et de non-agression et renforcement de la S.D.N.) pourraient, aux yeux d'Herriot, servir de base à ces entretiens.

MacDonald, dans l'immédiat, fait le mort. Il répondra à Herriot le 13 août, et de la façon que l'on verra.

(19) Ibidem. A ce propos on trouve de la main d'Herriot la notation « *Oui général Nollet et le War Office* ». Aussi elliptique que soit cette notation, dont on doit se contenter en l'absence d'autres sources, elle semble indiquer d'une part que le général Nollet (qui participe peut-être à l'entretien) est d'accord avec Herriot pour une conférence sur le contrôle, et d'autre part qu'en cette occasion, comme souvent, l'armée de terre anglaise partage les préoccupations des militaires français, à la différence du gouvernement de Londres.

(20) Cf. supra, chapitre XVII, 3^e partie, *Le week-end à Paris*. Note d'Herriot pour MacDonald du 11 août 1924, Quai d'Orsay, Z 284-6, folios 145-156.

(21) Ibidem, folio 144. Ces documents, de même que de façon générale la proposition faite par Herriot à MacDonald, pendant la conférence de Londres, d'un pacte de sécurité, sont restés, à notre connaissance, totalement inédits jusqu'à ce jour.

L'entretien Herriot-Stresemann du 11 août au soir. L'évacuation militaire de la Ruhr et ses délais (22)

Cet entretien au sommet franco-allemand est ultra-secret (23). Il a été ménagé par un ami d'Herriot, Stevenson, prévôt de la ville de Glasgow, mais l'initiative en serait venue d'Herriot qui aurait fait savoir aux Allemands qu'il désirait entrer en contact personnel avec eux. Il est possible qu'Herriot ait souhaité rencontrer le chancelier Marx, mais c'est avec Stresemann qu'il va s'entretenir. Après quelques manœuvres d'ascenseurs, et des marches et contremarches destinées à égarer la curiosité professionnelle de journalistes éventuellement aux aguets, les deux hommes d'Etat se retrouvent dans une pièce, peut-être du Royal Automobile Club, en la seule compagnie de Stevenson, dont le rôle est celui, purement matériel, de l'hôte, et du jeune Paul Schmidt, qui fait fonction d'interprète (24). L'entretien dure près de deux heures, de 18 heures 15 à 20 heures.

S'il faut en croire les archives allemandes, Herriot s'exprime avec une absence de détours telle que l'on peut se demander si cela tient à sa cordialité naturelle, à une naïveté inconsciente, ou à une rouerie calculée. Sa position politique, expose-t-il sans ambage à Stresemann, n'est pas solide. Il se heurte à l'opposition de Foch, qui a refusé de participer au conseil de cabinet, et à celle de son propre ministre de la Guerre, Nollet, qui lui a jeté au visage : « *vous m'avez trompé, M. Herriot* ». Il doit compter également avec l'opposition du président de la République, Gaston Doumergue, qui est contre l'évacuation militaire de la Ruhr, et dont il ne faut pas oublier que, le 11 janvier 1923, il avait réclamé l'affichage du discours par lequel

(22) Du côté français, on ne dispose d'aucun document sur cet entretien. Herriot, dans ses Mémoires publiées en 1952, y fait une rapide allusion de quelques lignes, pour dire qu'il « *n'a jamais cru à la sincérité de Gustave Stresemann* » (Herriot, *Jadis*, tome II, p. 166-167). Les sources allemandes en revanche sont nombreuses et solides. On dispose des notes prises à chaud par l'interprète Paul Schmidt (AA Bonn, 4691/E 226 163-167), et d'un long télégramme d'information pour Berlin rédigé dès le lendemain par Stresemann (télégramme n° 45 du 12 août, AA Bonn, 9516/281 498-505). Voir aussi *Les Papiers de Stresemann*, tome III, p. 277-279, et P. SCHMIDT, *Statist auf diplomatischer Bühne*, p. 48-57.

(23) Il sera révélé pour la première fois en 1932 par la publication allemande des *Papiers de Stresemann*.

(24) Dans ses Mémoires, op. cit., p. 49, Schmidt écrit : « *on nous avait prévenu qu'Herriot, devant son opinion publique, ne pourrait pas justifier un entretien en tête à tête avec le ministre des Affaires étrangères allemand et que l'opposition de droite à la Chambre, et même à l'intérieur de son propre gouvernement, lui ferait les plus grandes difficultés, si la moindre chose venait à être connue de sa rencontre avec Stresemann* ». Pour la suite du récit de cette rencontre, il semble que Schmidt dans ses Mémoires rédigés en 1949 sans l'aide d'archives, ait fait des confusions entre l'entretien du 8 août, entre Herriot et Stresemann, après le dîner chez l'ambassadeur américain Kellogg, et le tête à tête du 11, qui nous intéresse ici. Aussi nous appuyons-nous, dans la suite de cette analyse, exclusivement sur les notes rédigées par Schmidt le 11 août 1924 même, et qui ont été retrouvées dans les archives, et sur le télégramme d'information pour Berlin expédié par Stresemann dès le 12 août.

Poincaré avait annoncé à la Chambre et au Sénat l'occupation de la Ruhr (25). Lui-même Herriot, sur la foi de ce que MacDonald lui avait dit à Chequers, a déclaré à la Chambre et au Sénat, avant de partir pour la conférence de Londres, que l'on n'y parlerait que du plan Dawes, et non point de l'évacuation militaire de la Ruhr. Il est maintenant dans une situation très difficile, avec cette exigence d'évacuation militaire qu'on lui pose. Malgré toutes ces difficultés, il a pu obtenir du gouvernement français l'autorisation de promettre l'évacuation militaire de la Ruhr dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du plan Dawes. C'est tout ce qu'il peut faire.

Stresemann répond qu'un an, c'est trop long ; il préférerait six ou sept mois. Herriot lui a parlé des difficultés qu'il a avec son opinion publique. Lui aussi, Stresemann, a des difficultés avec sa propre opinion publique, qui ne comprendrait pas pourquoi, après la conclusion et la mise en vigueur du plan Dawes, des troupes françaises resteraient dans la Ruhr. Il lui faut pouvoir donner immédiatement des satisfactions à l'opinion allemande et il suggère une évacuation militaire de la Ruhr par étapes.

L'évacuation militaire par étapes de la Ruhr, que Stresemann suggère à Herriot dans leur conversation du 11 août, ne doit pas être confondue avec l'évacuation par étapes que Seydoux et Foch avaient proposée à Herriot quelques jours plus tôt. Pour Seydoux ou Foch, il se serait agi d'évacuation par étapes au fur et à mesure de la concession par l'Allemagne de contreparties, comme la commercialisation de tranches de la dette allemande des réparations. Stresemann, ici, n'envisage aucune contrepartie ; les étapes, qu'il suggère à l'évacuation militaire de la Ruhr, auraient pour seul but de concilier son propre souci d'apporter des satisfactions immédiates à l'Allemagne en entamant sans délai le processus de l'évacuation, et le souci de permettre à Herriot de manœuvrer à l'égard de l'opposition qu'il rencontrera à Paris.

Herriot n'est pas encore tout à fait convaincu et il revient sur les difficultés que lui font ses militaires. « *Il considère personnellement toute l'affaire de l'occupation de la Ruhr pour illégale mais il doit tenir compte des sentiments et des courants qu'il y a jusque dans les rangs de son propre parti ; il ne peut entrer en conflit ouvert avec le président de la République* ». Mais il fera tout son possible ; il paraît au fond près d'accepter le principe d'une évacuation par étapes.

(25) Il s'agit du fameux discours tenu le 11 janvier 1923 par Poincaré à la Chambre, puis au Sénat, et dans lequel Poincaré, à l'applaudissement des parlementaires, avait déclaré : « *Si puissants que puissent être les financiers internationaux, je n'ai aucun goût pour les faire les arbitres de notre droit... Nous allons chercher du charbon, et voilà tout ; si cette recherche nous fournit l'occasion de causer demain ou plus tard avec une Allemagne devenue plus conciliante ou avec des industriels moins exigeants, nous ne fuirons pas la conversation* ». Cf. BONNEFOUS, op. cit., tome III, p. 347.

Sur la question de l'éventuel maintien dans les territoires occupés de cheminots français et belges, dont les deux hommes parlent ensuite, Herriot se montre en revanche d'emblée beaucoup plus concessif. Là aussi, dit-il, ce sont ses militaires qui font des difficultés : l'armée française n'a que deux régiments de génie de chemins de fer, et les militaires qui les composent ne savent pas conduire des locomotives, d'où le souci de l'état-major de conserver un volant de cheminots professionnels (26). Mais, lui, Herriot, est décidé, sur ce point, à donner satisfaction aux demandes allemandes ; que les Allemands s'abstiennent désormais, et jusqu'à la fin de la conférence, de soulever cette question. « *Il veut me parler tout à fait ouvertement : dans cette affaire il cèdera au dernier moment. Il ne faut pas que j'en fasse usage pour le moment. Il renoncera au dernier moment aux cheminots, mais il ne faut pas que ses collaborateurs présents à Londres le sachent, car ils lui feraient à nouveau des difficultés* » (27). De tels propos ne peuvent évidemment qu'être agréables à Stresemann.

Dans leur entretien du 11 août, les deux hommes d'Etat parlent aussi d'autres choses que de l'évacuation militaire de la Ruhr. Il est question du futur traité de commerce franco-allemand : on y reviendra en traitant de cette affaire. Mais il est aussi question des influences tierces dans les rapports franco-allemands. On doit avouer ici notre perplexité, car la version d'Herriot et celle de Stresemann divergent au point d'être contradictoires. Contentons-nous d'apporter les éléments du débat.

Pour Herriot, selon la thèse qu'il a présentée dans une conférence faite devant l'Université des Annales en 1949, et qu'il a reprise dans ses Mémoires publiés en 1952 (28), Stresemann lui aurait offert « cyniquement » d'abandonner les Anglais pour se rapprocher des Allemands. « *Faut-il dire que je refusai ?* » écrit Herriot dans ses Mémoires. « *J'allai sans délai raconter la scène à MacDonald* ».

Mais dans la documentation des archives allemandes, que l'on croit avoir exploitée de façon exhaustive sur la conférence de Londres, on n'a trouvé aucune trace d'une telle offre de Stresemann à Herriot (29). A vrai dire, on ne voit jamais dans la pensée de Stresemann la moindre tendance à la constitution d'un front politique franco-allemand dirigé contre la politique anglaise. Toute la stratégie de Stresemann consiste au contraire à avoir des relations privilé-

(26) Dans son télégramme d'information pour Berlin n° 45 du 12 août, Stresemann note au passage que cette révélation « l'a beaucoup intéressé ». (9516/H 281 502).

(27) Ibidem.

(28) Voir *Conferencia* du 15 janvier 1950, *Jadis*, tome II, p. 167, et SOULIE, op. cit., p. 176.

(29) Pour tenter d'éclaircir ce point, on est entré en correspondance en 1968 avec l'interprète Schmidt. On pensait rendre visite dans sa retraite bavaroise à l'ancien interprète, auprès de qui des relations communes étaient disposées à nous introduire. Mais Paul Schmidt est mort avant que ce projet ait pu se réaliser.

giées, même quand elles sont confidentielles, avec les Anglo-Saxons, politiques et banquiers, afin que ceux-ci, par leurs pressions indirectes sur la France, l'amènent à accepter les conditions que Stresemann juge indispensables à la normalisation des relations franco-allemandes. On ne sait donc que penser de l'assertion que fait Herriot dans ses Mémoires d'une offre que lui aurait faite Stresemann d'une coopération franco-allemande à pointe antianglaise.

Ce que l'on trouve en revanche dans les archives allemandes, c'est l'offre qu'aurait faite Herriot à Stresemann d'une telle coopération (30). Selon les sources allemandes, Herriot, dans son entretien du 11 août avec Stresemann, se livre à une violente attaque contre les banquiers anglo-saxons. Excédé de leurs pressions, il dit être décidé à ne plus y céder ; l'argument de ce véritable chantage politique des banquiers est le prêt de 800 millions de marks-or à faire à l'Allemagne pour le lancement du plan Dawes. Mais qu'est-ce que 800 millions de marks-or pour le marché financier international ? C'est une somme ridiculement faible, dit Herriot. Les banquiers ont donné 250 millions à la petite Hongrie sans que cela fasse l'objet de la moindre difficulté. Alors pourquoi, quand il s'agit de prêter 800 millions à l'Allemagne, pose-t-on toutes ces conditions à la France ? Devant tant d'exigences, Herriot préférerait, prétend-il, que tout s'écroule ; si les banques américaines n'apportent pas l'argent, alors que le plan Dawes est le fruit d'une initiative américaine, il s'adressera publiquement à la responsabilité du peuple américain. Et Herriot de proposer à Stresemann de se passer des Américains et, s'il le faut, de placer EN FRANCE l'emprunt des 800 millions.

Cette proposition, peut-être faite dans un moment de colère, n'aura pas de suite.

L'entretien de MacDonald et des ministres allemands le 12 août après-midi

Evacuation de la Ruhr et évacuation de la zone de Cologne

Dès le lendemain, 12 août, à 14 heures 30, le chancelier Marx, Stresemann et Luther sont chez MacDonald, à la demande de celui-ci. Le premier anglais désire savoir où en sont les négociations entre Allemands et Français sur l'évacuation militaire de la Ruhr et la question des cheminots (31).

Stresemann rapporte à MacDonald le contenu de l'entretien qu'il a eu la veille au soir avec Herriot : le délai d'un an sur lequel le cabinet français est tombé d'accord pour l'évacuation militaire du bassin industriel, les difficultés d'Herriot avec ses militaires, l'inten-

(30) Notes de l'interprète Schmidt du 11 août et télégramme n° 45 de Stresemann du 12 août.

(31) Procès-verbal allemand de l'entretien, BA Coblenz, 9561/H 291 421-430. Publié dans *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 1306-1313.

tion d'Herriot de régler l'affaire des cheminots au dernier moment. Stresemann trouve le délai d'un an trop long et demande à MacDonald d'agir sur Herriot pour qu'il soit raccourci. MacDonald tient à ce que les décisions sur l'évacuation militaire de la Ruhr soient prises dès maintenant ; tenant la présence des troupes françaises et belges dans le bassin pour illégale, il s'abstient de prendre part aux conversations sur l'évacuation, mais il considère que tout le reste en dépend, et il se réserve d'accepter ou de refuser l'accord qui aura été trouvé.

Le chancelier Marx pose alors à MacDonald la question de l'évacuation par les Alliés de la zone de Cologne. L'évacuation aura-t-elle lieu le 20 janvier 1925, et, si les troupes britanniques, qui occupent pour le moment Cologne, évacuent, n'y a-t-il pas risque que des troupes françaises s'installent à leur place (32) ? Le gouvernement allemand souhaite que cette affaire soit réglée « *en étroit accord* » avec le gouvernement anglais.

Ceci amène MacDonald à parler à ses interlocuteurs allemands du désarmement de l'Allemagne. L'évacuation militaire de la zone de Cologne au 10 janvier 1925 dépend de l'exécution par l'Allemagne des obligations de désarmement qu'elle a contractées ; la décision à prendre à cet égard ne sera pas une affaire britannique, mais une affaire collective des Alliés. MacDonald craint des difficultés, car la conférence des ambassadeurs (33) estime que l'Allemagne n'a pas rempli ses obligations. Le Premier britannique tient pour particulièrement regrettable le comportement peu diplomatique du général Strempele, officier de la Reichswehr chargé de la liaison avec la Mission Interalliée de Contrôle Militaire ; le ton des correspondances de Strempele exaspère le général français Walch, président de cette commission, et si le général anglais Wauchope, adjoint de Walch, n'était pas intervenu, on aurait eu un éclat il y a quelques jours (34). MacDonald conseille aux ministres allemands de remplacer Strempele par une autre personnalité qui ne braque pas contre la Reichswehr les militaires alliés ; sinon, ceux-ci feront des rapports défavorables sur la Reichswehr et lorsque le moment sera venu de décider de l'évacuation de la zone de Cologne, lui-même, MacDonald, se trouvera « *dans le pétrin* » (« *hopeless fix* »).

(32) Lorsqu'au début de janvier 1923 les troupes américaines avaient évacué le petit secteur qu'elles occupaient à Coblenze et aux environs, des troupes françaises avaient aussitôt pris leur place. Il est évident que le gouvernement allemand souhaite que les Français ne restent pas seuls en Rhénanie.

(33) Instance interalliée chargée de suivre l'exécution du traité de Versailles.

(34) Voir aussi SALEWSKI, op. cit., p. 262-263. La correspondance de Strempele et de la Commission Interalliée de Contrôle Militaire concerne la préparation de l'inspection générale demandée par les Alliés à l'Allemagne sur ses armements, et dont Berlin avait fini par accepter le principe.

Marx « remercie de ces informations » et assure MacDonald de sa volonté d'agir « en toute franchise et loyauté » ; dès son retour à Berlin, il s'occupera de cette affaire (35).

Le conseil de cabinet du gouvernement allemand du 12 août : évacuation militaire de la Ruhr par étapes

Stresemann avait aussitôt télégraphié à Berlin la proposition qu'Herriot lui avait faite, au cours de leur entretien du 11 août au soir, d'une évacuation militaire de la Ruhr dans un délai d'un an ; Stresemann avait fait part également à Berlin de sa contre-proposition d'une évacuation militaire par étapes, ce qui permettrait de donner une satisfaction à l'opinion publique allemande, en commençant immédiatement l'évacuation, et permettrait également à Herriot de manœuvrer vis-à-vis de son opposition intérieure (36). Sans doute le chancelier Marx et un autre ministre, Luther, sont à Londres avec Stresemann ; celui-ci les tient constamment au courant de sa négociation avec Herriot et il a leur accord ; mais les ministres allemands présents à Londres veulent aussi l'avis et l'accord de leurs collègues restés à Berlin. Au delà même de l'évidente solidarité ministérielle, il y a aussi, on le sait, le souci de Stresemann et de ses collègues d'obtenir, pour les décisions à prendre, le consensus des forces parlementaires (nationaux-allemands et sociaux-démocrates) et extra-parlementaires (Reichswehr et industrie).

Les informations de Stresemann parviennent à Berlin dans la journée du 12. Le 12, à 17 heures, les ministres allemands présents à Berlin se réunissent en conseil de cabinet sous la présidence du vice-chancelier et ministre de l'Intérieur Jarres (37). Le cabinet demande à des représentants des ministères des Affaires étrangères, de l'Economie, de la Reichswehr, des Territoires occupés et des Transports de se réunir aussitôt en commission de travail pour préparer un projet d'évacuation militaire de la Ruhr en deux étapes, et un projet en trois étapes. Puis, sur les projets aussitôt préparés par cette commission de fonctionnaires, le cabinet, après une longue discussion, tombe d'accord et adresse à la délégation allemande à Londres le télégramme suivant : « *Propositions du cabinet : s'effor-*

(35) La chancellerie du Reich, aussitôt prévenue, a fait promettre à Stremmel de ne plus montrer d'aigreur dans ses relations avec les militaires alliés jusqu'à la fin de la conférence de Londres. Télégramme n° 76 de Kempner du 13 août, BA Coblenz, 9561/291 319.

(36) Télégramme n° 45 de Stresemann pour Berlin, cf. ci-dessus note 22.

(37) Le procès-verbal de ce conseil de cabinet a été publié dans *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 948-951. Jarres, membre de la D.V.P. de Stresemann, est maire de Duisbourg et donc directement intéressé à l'évacuation. A ce conseil de cabinet prennent part, outre les ministres présents à Berlin, de hauts fonctionnaires des différents ministères, dont le lieutenant-colonel von Schleicher, chef de la section politique du Truppenamt (état-major camouflé) au ministère de la Reichswehr.

cer d'obtenir l'évacuation en deux étapes. Première zone : Westphalie (38), Offenbourg, Appenweier (39), ports de Mannheim, Karlsruhe, et Leopoldshafen, ceinture à l'est de la zone anglaise (40). Deuxième zone : le reste (du bassin de la Ruhr). Dans le cas d'une évacuation en trois étapes, première zone comme ci-dessus ; deuxième zone, le reste à l'exception des têtes de ponts de Duisbourg et Düsseldorf ; troisième zone, Düsseldorf et Duisbourg (41). Bien évidemment, réduction des délais autant que possible » (42).

Dans les mêmes journées, les bureaux de la Wilhelmstrasse pensent, eux aussi, à l'étape suivante, l'évacuation de la zone de Cologne. Le but est d'obtenir que la zone de Cologne soit évacuée au 10 janvier 1925, ce qui, outre le succès que cela apporterait à la politique du gouvernement de Berlin, rendrait matériellement nécessaire que l'évacuation militaire de la Ruhr soit terminée avant cette date, étant donnés les impératifs géographiques et logistiques. Le succès de la stratégie globale de la politique extérieure allemande implique donc pour le moment que les exigences des Alliés en matière de désarmement de l'Allemagne et de contrôle militaire soient satisfaites avant l'échéance du 10 janvier 1925. C'est le seul moyen d'empêcher les Français d'obtenir une prolongation de l'occupation de la zone de Cologne, et de pouvoir ainsi se maintenir dans la Ruhr. Les bureaux de la Wilhelmstrasse en sont bien conscients (43). Du moins voudraient-ils essayer d'obtenir que l'évacuation de la zone de Cologne se fasse, puis que la Commission Inter-alliée de Contrôle Militaire, une fois sa tâche de contrôle accomplie, cesse ses activités, sans que l'Allemagne ait à accepter qu'un contrôle par la S.D.N. prenne la suite du contrôle par la C.I.C.M. La Wil-

(38) Selon les circonscriptions administratives allemandes de l'époque, le bassin industriel de la Ruhr est réparti entre la province prussienne de Westphalie (partie orientale du bassin, Dortmund et Bochum) et la province prussienne de Rhénanie (partie centrale et occidentale du bassin, Essen, Duisbourg).

(39) Offenbourg et Appenweier, bien loin du bassin de la Ruhr, sont deux localités du pays de Bade en face de Strasbourg. Elles avaient également été occupées par les troupes françaises en 1923. En tenant ces deux localités, les Français pouvaient, s'ils le voulaient, couper le trafic ferroviaire entre l'Allemagne du Nord et Francfort d'une part et d'autre part Bâle et les percées alpines.

(40) Il s'agit de la bande de territoire de quelques kilomètres de large que les Français avaient occupée en janvier 1923 sur le pourtour de la tête de pont de Cologne tenue par les Britanniques, afin que la ligne de démarcation entre les territoires occupés et l'Allemagne non occupée soit tenue de la frontière néerlandaise à la frontière française uniquement par des troupes françaises ou belges. Cette continuité franco-belge avait été nécessaire pour l'établissement du cordon douanier intraallemand à laquelle les Britanniques ne participaient pas.

(41) On se rappelle que Dusseldorf et Duisbourg, sur la rive droite du Rhin, sont occupés non pas du fait de l'initiative franco-belge de 1923, mais en vertu d'une décision collective des Alliés, y compris des Britanniques, de mars 1921.

(42) Ce télégramme est adressé à la délégation allemande à Londres le 12 août à 22 heures 50. *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 951, note 5.

(43) Note du 12 août 1924 de Köpke, directeur de la Division II de la Wilhelmstrasse (Europe occidentale, Désarmement, S.D.N.) pour la délégation allemande à Londres, AA Bonn 9516/H 281 506-513.

helmstrasse croit savoir que ce serait là une idée d'Herriot et de Paul Boncour (44), qu'ils auraient l'intention de proposer en septembre à Genève. Berlin serait d'ores et déjà décidé à faire échouer cette idée française qui perpétuerait le contrôle international sur l'état des armements de l'Allemagne, et la diplomatie allemande aurait déjà entrepris en sous-main des démarches à Londres, Stockholm (45) et Rome pour que les désirs de l'Allemagne soient pris en considération sur ce point (46).

Cette nouvelle affaire permet de voir l'extrême complexité des conséquences des décisions à prendre à Londres. Dans le jeu international qui se noue, tout se tient, et à l'intérieur de chaque pays, les répercussions vont loin. Ici, il s'agit d'un débat entre la Wilhelmstrasse et la Reichswehr. Après bien des difficultés, la Wilhelmstrasse avait fini par obtenir de la Reichswehr qu'elle accepte l'inspection générale exigée par MacDonald lui-même, et condition de la réussite de la manœuvre politique d'ensemble. Mais la Reichswehr accepterait-elle qu'après l'inspection générale par les soins de la Mission Interalliée le contrôle du désarmement allemand devienne permanent par les soins de la S.D.N., comme il semble qu'Herriot le projette ?

Le plus urgent est d'obtenir l'évacuation de la zone de Cologne, et par conséquent la certitude matérielle de la sortie des troupes françaises de la Ruhr, sans que l'Allemagne ait à prendre d'engagements sur le projet dont on pense qu'Herriot le présentera en septembre. L'affaire souligne encore l'importance pour l'Allemagne d'obtenir dès à présent des engagements sur l'évacuation de la Ruhr, AVANT que soit entamée la négociation sur la sécurité. Elle souligne encore la gravité pour la position française de la disjonction de la négociation sur la Ruhr d'avec la négociation sur la sécurité ; sans parler de la négociation sur les dettes interalliées.

(44) Le socialiste Paul Boncour, qui vient d'être élu aux élections législatives du 11 mai député du Tarn à un siège illustré par Jean Jaurès et Albert Thomas, va être nommé par le gouvernement du Cartel des gauches délégué de la France à la S.D.N.

(45) Les sociaux-démocrates suédois jouissent d'une audience appréciable dans l'organisation genevoise. Les archives allemandes révèlent que la diplomatie allemande, qui a de bonnes relations en Suède, saura à plus d'une occasion, au cours de ces années, mobiliser ses amitiés suédoises pour contre-carrer sur la scène genevoise des initiatives de la diplomatie française.

(46) Note de Köpke du 12 août, voir note 43.

3 — LA PREPARATION D'UN TRAITE DE COMMERCE FRANCO-ALLEMAND

En ce domaine c'est le partenaire français qui est le demandeur : le 10 janvier 1925, en vertu des stipulations du traité de Versailles, l'Allemagne retrouvera sa liberté douanière, et les privilèges dont bénéficient sur le marché allemand les produits originaires des trois départements d'Alsace et de Lorraine doivent en principe prendre fin. L'Allemagne a intérêt à retarder la négociation et la conclusion d'un traité de commerce franco-allemand, afin de négocier après avoir retrouvé sa liberté de manœuvre ; la France a intérêt à négocier le plus tôt possible et à conclure avant le 10 janvier 1925. Du côté français, Jacques Seydoux est l'élément moteur : il pousse les ministres français à faire entrer l'affaire du traité de commerce franco-allemand dans la négociation.

Le 11 août, à quinze heures, Stresemann a un entretien avec le ministre des Finances Clémentel qu'accompagne Seydoux (47). Clémentel présente au ministre allemand un projet français qui donne, en trois pages, les grandes lignes de ce que devrait être, du point de vue français, le traité de commerce franco-allemand (48). Ce n'est autre que le projet fourni le 8 août par Seydoux et Clémentel, à la demande de celui-ci, et légèrement modifié à Paris lors du conseil des ministres de la nuit du 9 au 10 août (49) : début des négociations à Paris dès le 1^{er} octobre prochain ; concession par l'Allemagne à la France de la clause de la nation la plus favorisée et concession par la France à l'Allemagne de « *tous avantages équivalents que peut autoriser la législation française* » (50) ; prolongation jusqu'au 10 janvier 1928 du privilège d'entrer en liberté douanière en Allemagne de contingents de produits alsaciens et mosellans ; participations françaises à des mines de charbon allemandes ; conclusion d'accords privés pour des marchés à long terme entre industries allemandes et françaises du charbon et du fer, afin de rétablir les circuits et les

(47) Voir les notes de Paul Schmidt, qui fit fonction d'interprète, AA Bonn. Voir aussi le rapport de Seydoux en date du 20 août, Quai d'Orsay, dossier B 75-17, carton 219.

(48) On trouvera cette pièce en annexe au rapport de Seydoux ci-dessus mentionné.

(49) Cf. ci-dessus, chapitre XVI, 3^e partie, et chapitre XVII, 3^e partie.

(50) Cette formulation est rendue nécessaire par la loi française de 1919 et l'abandon par la France de la pratique de la clause de la nation la plus favorisée. Cf. ci-dessus chapitre IV.

liens économiques qui existaient avant la guerre entre les différentes régions ; prolongation de six mois, au-delà du 10 janvier 1925, du statut actuel des relations commerciales franco-allemandes, au cas où le traité de commerce ne serait pas conclu pour cette date.

Seydoux commente ces propositions françaises, en insistant particulièrement sur la nécessité pour les industriels allemands et français de conclure des contrats de livraison réciproque de charbon et de minerai de fer. Stinnes, affirme-t-il, était d'accord sur le principe (51).

Au cours de l'entretien du 11, Stresemann se contente d'écouter les propositions que lui font les Français ; il fera connaître sa position le lendemain.

C'est qu'ici Stresemann doit manœuvrer sur deux fronts, les négociateurs français d'une part, et d'autre part le ministère de l'Economie et le ministère de l'Agriculture de Berlin, qui sont assiégés par les représentants des intérêts industriels et agricoles allemands (52). Pas de prolongation des contingents alsaciens-lorrains, dit-on en Allemagne ; mieux vaudrait une prolongation de l'occupation militaire de la Ruhr que des concessions commerciales à la France, ont été jusqu'à dire les sidérurgistes allemands lors de la séance de travail du 10 août à la chancellerie. Mais, d'un autre côté, Stresemann sent bien qu'il ne peut se montrer aussi cassant que le lui demandent ses collègues économistes dans la question commerciale, sans mettre en péril l'ensemble de la négociation politique. Dans la question du contrôle du désarmement, les difficultés étaient entre la Wilhelmstrasse et la Reichswehr ; ici, dans le domaine commercial, les difficultés sont entre la Wilhelmstrasse et les ministères économiques. Stresemann tient que la priorité des priorités doit être la sortie de l'armée française de la Ruhr et il faut l'obtenir tout de suite ; c'est l'essentiel. Si, pour l'obtenir, des concessions sont nécessaires ailleurs, il faut les accepter. Le 11 août, Stresemann expédie à Berlin un télégramme où il prend position contre les exigences du ministre de l'Economie Hamm et du REICHSVBERBAND DER DEUTSCHEN INDUSTRIE : « *Nous ne savons pas combien de temps Herriot restera en place. C'est pourquoi il est absolument indispensable de fixer une date précise pour l'évacuation militaire ; à côté de cela, des concessions économiques d'ampleur limitée sont d'une importance secondaire. Dans cette question la responsabilité politique est l'affaire du gouvernement du Reich et non pas de la sidérurgie rhéno-westphalienne...* » (53).

(51) Notes de l'interprète Schmidt. Stinnes, qui est mort en avril 1924, avait en effet fait au début de 1924 des propositions en ce sens (voir ERDMANN, *Adenauer in der Rheinlandpolitik nach dem ersten Weltkrieg*, p. 156-186). Mais l'Allemagne était alors en position de faiblesse, avec l'occupation de la Ruhr et les contrats de la M.I.C.U.M.

(52) Cf. ci-dessus, chapitre XVII, 4^e partie.

(53) Télégramme n° 30 de Stresemann pour Berlin du 11 août, AA Bonn, 9516/281 439-443.

Stresemann parle et agit en homme d'Etat, qui se guide sur l'intérêt national de l'Allemagne. Rien ne serait plus erroné que de faire de Stresemann au pouvoir le représentant de puissances et d'intérêts économiques, en avançant l'argument que, dans la première partie de sa vie, il a travaillé dans les milieux d'affaires et pour les milieux d'affaires.

Le 12 après-midi, nouvel entretien franco-allemand sur le traité de commerce. Les Allemands sont représentés par le ministre des Finances Luther et Trendelenburg, secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie du Reich ; les Français, par Clémentel et Seydoux ; il n'est pas interdit de penser que Stresemann, en ne participant pas à l'entretien, préfère ne pas compromettre son crédit et se réserve pour d'éventuelles manœuvres ultérieures, si elles se révèlent nécessaires (54).

De fait, les réponses allemandes aux propositions faites la veille par les Français sont plutôt décevantes pour ceux-ci. Certes, les Allemands sont d'accord pour envoyer des plénipotentiaires à Paris dès le 1^{er} octobre prochain, afin d'ouvrir des négociations pour un traité de commerce. Mais sur le contenu de ce traité, les vues allemandes divergent sensiblement des propositions françaises. Les Allemands voudraient des précisions sur le régime que la France accorderait à leurs exportations en échange de la concession de la clause de la nation la plus favorisée⁵⁴ ; ils rechignent nettement à une prolongation des contingents alsaciens-lorrains : crainte réelle ou argument, ils disent que des pays tiers pourraient es prévaloir de ces avantages concédés à des produits français pour demander à l'Allemagne qu'elle leur accorde, au nom de la clause de la nation la plus favorisée, des avantages identiques ; c'est là une question politique importante, déclare Luther, qu'il faudra examiner avec soin (55). Quant aux accords entre industries du fer et du charbon, c'est-à-dire pratiquement entre la Ruhr et la Lorraine, les Allemands conviennent de leur nécessité ; mais, disent-ils, il faut laisser les industriels conclure eux-mêmes ces accords, sans intervention des Etats. Les Allemands avancent ici un principe qui sera constamment le leur et, on le verra, qu'ils finiront par imposer. Mais, pour le moment, Clémentel, qui ne peut oublier qu'il est ministre d'un gouvernement de Cartel des gauches, regimbe et demande que les gou-

(54) Par le *Tagebuch* de la Chancellerie, on connaît bien l'emploi du temps de Stresemann tout au long de ces journées. Rien n'indique que Stresemann était occupé le 12 août à 18 heures, au moment de cet entretien. Sur le déroulement de l'entretien Luther-Clémentel-Trendelenburg-Seydoux, voir le rapport de Seydoux en date du 20 août déjà cité et l'aide-mémoire de Trendelenburg du 12 août, AA Bonn L 177/L 051 690-696 : Voir aussi la lettre adressée le 13 août de Londres par Bracht, secrétaire d'Etat à la chancellerie, à Kempner, fonctionnaire de la chancellerie, BA Coblenz, 9561/291 383-387.

(55) Les Allemands craignent surtout pour leur viticulture. Ils sont soumis à de fortes pressions, auxquelles ils s'efforcent de résister, des Italiens et des Espagnols qui voudraient placer leurs vins sur le marché allemand. Si l'Allemagne accepte en franchise de douane des vins alsaciens, ne fournirait-elle pas un argument aux Italiens et aux Espagnols ?

vernements puissent savoir ce que feront les industriels ; il cite même l'article 419 du code pénal français, qui interdit cartels et monopoles.

On le voit, la négociation du traité de commerce franco-allemand s'annonce ardue (56). A l'issue de la réunion de travail du 12, on décide de se retrouver le surlendemain 14 pour essayer d'établir des lignes directrices tenant compte des remarques allemandes sur les propositions françaises (57). Du fait de l'évolution générale de la conférence, la réunion de travail prévue pour le 14 n'aura jamais lieu, et la conférence de Londres prendra fin sans qu'entre Allemands et Français aucun accord ou engagement ait été pris quant aux lignes directrices du futur traité de commerce franco-allemand. Il est seulement établi que l'on se retrouve à Paris le 1^{er} octobre pour entamer une négociation ; mais rien n'est prévu pour le cas où l'on n'aurait pas conclu avant l'échéance du 10 janvier 1925.

(56) On se rappelle que les ministres allemands restés à Berlin siègent en conseil de cabinet dans l'après-midi du 12 août sous la présidence du vice-chancelier Jarres (cf. ci-dessus). Au cours de ce conseil de cabinet du 12, il fut aussi question de la négociation du traité de commerce franco-allemand. Les positions que prennent Luther et Trendelenburg dans leur entretien du 12 au soir à Londres avec Clémentel et Seydoux résultent de télégrammes échangés dans la journée du 12 entre la délégation allemande à Londres et le cabinet restreint de Berlin. On trouvera ces pièces dans *Die Kabinette Marx*, volume 2, p. 951 et 1313-1317.

(57) Rapport de Seydoux, déjà cité, daté du 20 août.

CHAPITRE XIX

LA CRISE

13-14 août 1924

- 1 — Le raidissement d'Herriot le 13 août : pas d'évacuation militaire de la Ruhr avant un an.
- 2 — La note de MacDonald sur le contrôle du désarmement allemand (nuit du 13 au 14 août) et le raidissement de MacDonald.
- 3 — Les menaces de rupture : 14 août.

Les difficultés que laisse présager la négociation du traité de commerce franco-allemand ne sont en tout cas pas pour l'immédiat. Pour l'immédiat, Allemands et Français sont d'accord pour entamer le 1^{er} octobre à Paris cette négociation, comme le demandaient les Français ; ce point, pour autant qu'il intéresse la conférence de Londres, est donc réglé. Comme, d'autre part, tout ce qui concerne le plan Dawes et sa mise en route est pratiquement réglé à la date du 12 août, on peut considérer qu'à cette date la conférence est presque terminée : il ne reste plus au fond qu'à s'entendre de façon définitive entre Français, Belges et Allemands sur les dates de l'évacuation du bassin de la Ruhr par les troupes françaises et belges. Et encore l'entretien qu'ont eu le 11 août au soir Stresemann et Herriot permet-il de penser que l'accord est désormais à portée de la main.

La solution d'une évacuation militaire de la Ruhr par étapes, mais commençant tout de suite, paraissait pouvoir satisfaire les exigences allemandes tout en ménageant les susceptibilités françaises. Herriot avait paru bien près de s'y rallier lors de son entretien du 11 août avec Stresemann ; et les assurances que le président du Conseil français avait alors données au ministre allemand, quant à son intention de retirer au dernier moment la demande du maintien de cheminots alliés, avaient pu laisser espérer à Stresemann que, sur les délais de l'évacuation militaire de la Ruhr aussi, on pourrait obtenir de nouvelles concessions. Or, le 13 août, brusquement, Herriot raidit sa position. Tout, à nouveau, paraît un moment menacé.

1 — LE RAIDISSEMENT D'HERRIOT LE 13 AOÛT : PAS D'EVACUATION MILITAIRE DE LA RUHR AVANT UN AN

Le 13 août, à 10 heures 30, les chefs des délégations allemande, française et belge sont réunis au 10 Downing Street ; MacDonald, qui n'a fait que prêter les lieux, ne participe pas à la rencontre. Du côté allemand, le chancelier Marx et les deux ministres Stresemann et Luther sont là ; la Belgique est présente avec son président du Conseil Theunis et son ministre des Affaires étrangères Hymans ; du côté français, Herriot est le seul représentant du gouvernement de Paris, et il est secondé par Peretti et Bergery (1).

Pour la première fois, depuis le début de la conférence de Londres, Allemands, Français et Belges se retrouvent entre eux et en tête-à-tête. Il est évident que l'on en arrive, entre les trois puissances intéressées, aux décisions précises sur l'évacuation de la Ruhr, qui paraissent mûres.

On parle d'abord du retour dans les territoires occupés des Allemands expulsés par les Franco-Belges en 1923. Sur 150 000 expulsés, 110.000 seraient déjà rentrés. Herriot est d'accord pour laisser rentrer les 40 000 restants, à l'exception des individus dont le retour pourrait troubler l'ordre public ou mettre en cause la sécurité des troupes d'occupation (2). On tombe d'accord pour confier à des experts le soin de rédiger un texte de compromis qui mette un point final à cette affaire.

On s'entretient ensuite de ce qu'il reste à régler à propos des livraisons en nature. Ici aussi, on tombe d'accord de confier à des experts le soin de liquider l'affaire.

Et l'on en vient au gros morceau : les délais de l'évacuation militaire de la Ruhr. Marx propose que l'évacuation militaire de tous les territoires occupés par les Alliés au-delà de ce qu'avait prévu le traité de Versailles (3) soit terminée pour le 10 janvier 1925, ce qui

(1) Sur cet entretien germano-franco-belge, voir les notes de la délégation allemande, BA Coblenz, 9561/H 291 431-450. Ces notes ont été publiées dans *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 1317-1323. On peut remarquer que ni le général Nollet, ni Jacques Seydoux, qui ne partagent pas les vues d'Herriot sur l'évacuation militaire de la Ruhr, ne sont là.

(2) Il convient en effet de ne pas oublier que, si « la résistance passive » a été en 1923 la politique officielle de l'Allemagne, il y avait eu aussi dans les territoires occupés des initiatives de « résistance active », avec attentats et assassinats.

(3) Par cette formule, Marx entend non seulement le bassin de la Ruhr occupé par les Franco-Belges en janvier 1923, mais aussi les villes de Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort occupées collectivement par les Alliés en mars 1921.

fait un délai de cinq mois, et qui pose implicitement la question de l'évacuation de la zone de Cologne. Herriot de se récrier, et le ton se fait plus dur qu'à l'accoutumée : « *je suis dans l'obligation de rappeler que l'Allemagne, sur des points importants, a enfreint les obligations contractées avec le traité* ». Voici même qu'Herriot semble se placer dans la logique et la continuité de ce qu'avait été la politique de Poincaré : les Franco-Belges, argumente-t-il, sont entrés dans la Ruhr parce que les réparations promises n'étaient pas exécutées ; certes, le plan Dawes amènera la reprise de l'exécution des réparations, mais il ne prévoit de véritables versements de l'Allemagne qu'à partir de sa seconde année de fonctionnement, car, pendant la première année, l'Allemagne, qui bénéficiera d'un prêt de l'étranger, ne paiera de son côté pratiquement rien. Il est donc logique d'attendre un peu de voir fonctionner le plan Dawes pour évacuer la Ruhr : « *je pense donc faire une proposition mesurée et équitable en prévoyant l'évacuation au cours de la seconde année (de fonctionnement du plan)* ».

Alors que Marx parle de cinq mois, voici qu'Herriot parle maintenant de deux ans ! (4) Simples propos de marchandage pour arriver au délai d'un an auquel Herriot, avec le gouvernement français, paraissait s'être arrêté, ou bien Herriot a-t-il brusquement révisé sa position ? Il s'exprime, comme toujours, de façon très ouverte, mais l'argumentation se fait dure : il n'avait jamais été question avant la conférence de Londres que l'on y parlerait de l'évacuation militaire de la Ruhr, et il l'avait dit au Parlement français. Aujourd'hui la survie même de son gouvernement est menacée. Poincaré avait promis au Parlement qu'il ne sortirait pas de la Ruhr avant que l'Allemagne paye effectivement. Et Herriot fait lui-même la révélation qui explique son revirement : des chefs de groupes parlementaires qui avaient jusqu'à présent voté pour son gouvernement viennent de lui faire savoir qu'ils voteraient contre lui, s'il cédait.

Surprise et déception des Allemands. Stresemann argumente de son côté en faisant référence à son propre Parlement et à sa propre opinion publique. Herriot en revient à sa formule première, dont il veut faire son dernier mot : évacuation dans un « *délai maximum d'un an* », mais pas d'évacuation par étapes commençant immédiatement. Theunis annonce que le gouvernement belge est derrière la proposition d'Herriot. Sur ce, l'on se sépare : cette dure conversation a duré trois heures trente (5).

Le brusque raidissement d'Herriot s'explique en effet pour des raisons parlementaires, et le danger pour Herriot vient en l'occurrence non pas de Poincaré, qui pour le moment est très attentiste, mais de Louis Loucheur derrière lequel seraient des milieux industriels français inquiets des décisions que l'on est en train de prendre

(4) Remarquons incidemment que le délai de deux ans était ce qu'avaient à plusieurs reprises proposé les militaires français et de hauts fonctionnaires comme Seydoux.

(5) *Tagebuch*, p. 1297.

à Londres (6). A la Chambre des députés, le groupe de la « Gauche radicale » de Loucheur dispose d'une quarantaine de sièges ; c'est dire combien Herriot, dans la position parlementaire précaire qui est la sienne, doit être sensible aux pressions de Loucheur. Or Loucheur vient d'arriver à Londres ; il est constamment « sur les talons » d'Herriot ; il voudrait (7) que la France maintienne ses troupes dans le bassin de la Ruhr pendant douze mois pleins, sans évacuation partielle, afin de conserver le gage en main pour en reprendre l'exploitation au cas où le plan Dawes n'apporterait pas ce qu'on en attend. Montagu Norman craint même que l'idée de Loucheur, en cherchant à conserver quelques temps à la France l'atout de la présence de son armée dans le bassin de la Ruhr, soit de faire pression sur l'Angleterre pour l'amener à faire des concessions à la France dans l'affaire des dettes interalliées ; il voudrait aussi conserver cet atout comme moyen de pression sur l'Allemagne pendant la négociation du traité de commerce franco-allemand (8).

A côté de la pression de Loucheur, une autre raison explique certainement la nécessité dans laquelle Herriot se trouve de raidir sa position le 13 août. C'est le 13 août qu'Herriot reçoit de MacDonald réponse à la lettre et à la note qu'il lui avait remises le 11 août, et proposant la conclusion, dans le cadre de la S.D.N., d'un pacte défensif franco-britannique, ou franco-belgo-britannique, et d'un pacte de non-agression franco-allemand, afin d'assurer la sécurité (9). Or voici dans son laconisme la réponse de MacDonald : « Vous pouvez être assuré que j'étudierai ce mémorandum avec grand soin et vous ferai connaître mes vues à ce sujet au moment opportun » (10). On ne saurait se méprendre sur le sens d'une telle missive : MacDonald écarte la proposition d'Herriot. Comme la rédaction de cette note avait été très vraisemblablement (11) décidée en conseil des ministres, dans la nuit du 9 au 10 août, Herriot ne peut pas se dispenser de faire connaître à ses collègues du gouvernement français la suite négative qu'apporte MacDonald à la nouvelle initiative française sur la sécurité. On imagine aisément quelles peuvent

(6) Les Allemands sont informés de la pression qu'exerce Loucheur sur Herriot par Snowden. Cf. le rapport du conseiller de l'ambassade d'Allemagne, Dufour, qui a vu Snowden, en date du 13 août, AA Bonn, 4492/E 100 388-391. Voir aussi, dans le même dossier, en date du 13 août, un exposé en treize points faisant un tour d'horizon à cette date, AA Bonn, 4492/E 100 383-385. Ce texte, rédigé en allemand avec quelques fautes d'orthographe allemande et quelques expressions en langue anglaise, est manuscrit et sans signature. On n'a pas pu en identifier l'auteur, dont l'écriture nous est inconnue. Le point I de ce tour d'horizon concerne précisément la pression qu'exerce pour le moment Loucheur sur Herriot. Peut-être un Anglais est-il l'auteur de ce document ?

(7) D'après les confidences faites par les Anglais aux Allemands, les intentions prêtées à Loucheur coïncident parfaitement avec le comportement d'Herriot à la réunion germano-franco-belge du 12 août au matin.

(8) Rapport de Dufour sur un entretien avec Norman, 15 août, AA Bonn, 4492/E 100 394-397.

(9) Cf. ci-dessus, chapitre XVII, 3^e partie, et chapitre XVIII, 2^e partie.

(10) Quai d'Orsay, dossier Z 284-6, folio 158.

(11) On est contraint au recours aux formules prudentes, puisque l'on ne dispose pas de procès-verbaux des conseils des ministres français.

être les réactions du général Nollet par exemple, si anxieux de perdre, avec le retrait de l'armée française de la Ruhr, la possibilité de contrôler les usines d'armement, ou pouvant servir à l'armement, de l'Allemagne, avant qu'un système de sécurité ait été construit en Europe. D'où, sans doute aussi, le raidissement d'Herriot le 13 août.

Quant aux Allemands, surpris et déçus par le comportement d'Herriot lors de la réunion germano-franco-belge du 13 au matin, c'est du côté des Anglais que, bien évidemment, ils se tournent d'abord pour essayer de savoir les raisons du changement d'Herriot. Marx est à 16 heures chez MacDonald (12). Mais MacDonald ne sait rien et entend pour la première fois la formule employée par Herriot « *délai maximum d'un an* ». Il prie Theunis de venir immédiatement le voir pour le renseigner, et il conseille à Marx de trouver un terrain d'entente avec Herriot dans la nouvelle réunion qu'Allemands, Français et Belges doivent avoir en fin d'après-midi.

Stresemann, de son côté, fait demander sans tarder à Herriot, par l'intermédiaire d'un journaliste du QUOTIDIEN, ce qu'il entend par « *délai maximum d'un an* ». Herriot répond aussitôt à Stresemann par un mot griffonné au crayon dont voici le texte complet : « *J'ai proposé la formule « délai maximum d'un an » parce que je ne crois pas pouvoir descendre au-dessous et parce que je n'y suis pas autorisé par le gouvernement français. Mais, si les rapports entre la France et l'Allemagne s'améliorent rapidement, si par suite de notre effort commun l'état de l'opinion publique se transformait (13), j'envisagerais volontiers, soit une réduction des effectifs, soit une réduction des zones d'occupations, soit même mieux. Je ne puis pas donner une assurance officielle qui me lierait. Je puis simplement exprimer un désir et mes espérances* » (14).

Au fond, Herriot écrit confidentiellement à Stresemann : acceptez aujourd'hui la proposition que je vous fais d'une évacuation militaire de la Ruhr dans le délai d'un an et si, comme je le souhaite, tout se passe bien, l'évacuation sera accélérée. Cette promesse confidentielle peut-elle suffire à Stresemann et au gouvernement allemand ?

A 17 heures, en ce même 13 juillet, les ministres allemands, belges et français se retrouvent au 10, Downing Street. MacDonald, encore une fois, ne participe pas à l'entretien ; le général Nollet et

(12) *Tagebuch*, p. 1297.

(13) Que veut dire Herriot en employant ici l'expression « *opinion publique* » au singulier ? Fait-il allusion à l'opinion publique en général en France et en Allemagne, ou dans l'un de ces deux pays seulement ? Rappelons que l'un des objectifs que poursuit Herriot avec sa politique (et Stresemann ne cesse d'avoir recours à cet argument pour l'encourager dans cette voie) est de parvenir à une démocratisation de l'opinion publique allemande.

(14) Le mot original d'Herriot se trouve toujours dans les archives allemandes, BA Coblenz, 9561/291 352. Le chancelier Marx, informé par Stresemann de l'ouverture d'Herriot, en a rendu compte aussitôt au président Ebert, télégramme 62 très secret de Marx pour le président du Reich personnellement, en date du 14 août, *ibidem*, 291 358-359.

Clémentel, en revanche, entourent Herriot cette fois-ci (15). L'entretien se déroule essentiellement entre Marx et Herriot, Stresemann restant silencieux. Les deux chefs de gouvernement rappellent leurs positions qui paraissent incompatibles : je ne peux descendre au-dessous d'un délai maximum d'un an, répète Herriot ; la prolongation d'une année entière de l'occupation militaire de la Ruhr, c'est trop long, répète Marx. Il n'y a pas à proprement parler affrontement, car la conversation reste sur le ton de la bonne compagnie ; Herriot, comme toujours, se montre très spontané : en acceptant que l'on parle à la conférence de Londres de l'évacuation militaire de la Ruhr, dit-il, alors qu'il avait promis avant de quitter Paris que l'on n'en parlerait pas, « *je me trouve dans la situation d'un chef de gouvernement qui a trompé son Parlement* » (16). Il ne peut donc pas aller plus loin dans les concessions sans risque d'être renversé, et il avoue qu'il avait espéré que les Allemands accepteraient avec joie sa proposition de retrait des troupes françaises dans un an.

Les deux chefs de gouvernement constatent l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de tomber d'accord le jour même sur une solution. Si Herriot est lié au point de ne pas pouvoir descendre au-dessous du délai d'un an, Marx ne peut prendre sur lui d'accepter ce délai ; il en réfèrera au président du Reich et aux membres de son gouvernement restés à Berlin avant qu'on ne reprenne la négociation (17).

(15) *Tagebuch*, p. 1298. Compte rendu allemand de l'entretien, BA Coblenz, 9561/H 291 451-460, publié dans *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 1323-1327, télégramme d'information n° 52 du chancelier Marx pour le président Ebert en date du 13 août, ibidem, H 291 349-350.

(16) Ces paroles sont mises dans la bouche d'Herriot par le compte rendu allemand de l'entretien. *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 1324.

(17) Le télégramme n° 52 par lequel Marx informe Ebert (cf. ci-dessus) est de la soirée même du 13 août.

2 — LA NOTE DE MACDONALD SUR LE CONTROLE DU DESARMEMENT ALLEMAND (NUIT DU 13 AU 14 AOÛT) ET LE RAIDISSEMENT DE MACDONALD

Mais la journée du 13 août n'est pas encore terminée. Voici qu'à 23 heures MacDonald fait tenir au chancelier Marx une longue note, d'un ton assez dramatique, sur le contrôle militaire allié en Allemagne (18). MacDonald y écrit « *ne pas pouvoir cacher son anxiété* » devant certains événements d'Allemagne ; sans mettre en doute les bonnes dispositions ni les intentions loyales du gouvernement allemand, le Premier britannique fait part de son inquiétude de voir la répétition de manifestations regrettables en Allemagne à propos du contrôle militaire (19). Le renouvellement de tels faits, va jusqu'à écrire MacDonald, risque de remettre en cause la solution sur laquelle on est enfin tombé d'accord pour les réparations, après tant d'efforts, et de ramener cette affaire à sa situation antérieure. « *C'est pour éviter un tel désastre* » que MacDonald demande au chancelier allemand « *de faire le maximum* » pour convaincre les autorités et l'opinion publique allemandes de l'importance d'accepter « *sans opposition ni obstruction* » l'inspection générale des armements allemands « *so that the League of Nations may be invited as soon as possible to take over the right of investigation devolving upon it by Article 213 of the treaty of Versailles* » (20).

On imagine aisément l'effet que peut produire dans la délégation allemande cette note de MacDonald arrivant impromptu entre les mains du chancelier le 13 août à 23 heures, à la fin de la journée que l'on a vue. Voici que MacDonald relance l'affaire du contrôle militaire interallié en Allemagne, et en quels termes ! Le Premier britannique parle de « désastre » possible, évoque la menace de la remise en cause du plan Dawes (et donc de tout ce que la diplomatie

(18) L'original de cette note, portant la signature de MacDonald, se trouve dans les archives allemandes, AA Bonn, 9517/H 281 940-941.

(19) MacDonald se réfère explicitement dans sa note à une campagne de la presse de Munich contre les officiers de la Mission Interalliée de Contrôle Militaire et à des incidents à Stuttgart et en Prusse Orientale.

(20) L'article 213 du traité de Versailles stipule : « *Aussi longtemps que le présent Traité restera en vigueur, l'Allemagne s'engage à se prêter à toute investigation que le Conseil de la Société des Nations, votant à la majorité, jugerait nécessaire* ». En s'appuyant sur cet article du traité de paix, les Alliés, s'ils sont décidés à l'appliquer, peuvent, par le biais de la S.D.N., exercer un contrôle permanent sur le niveau des armements allemands, même après la fin, prévisible, du contrôle militaire interallié.

allemande a acquis par des mois d'efforts), si l'inspection générale des armements allemands ne s'effectue pas dans de bonnes conditions, et conclut, comble de disgrâce, par le rappel d'un article du traité de Versailles qui permet à la S.D.N. d'exercer à perpétuité un droit d'investigation sur les armements allemands, ce dont on sait déjà qu'Herriot voudrait en faire usage, et que le gouvernement allemand voudrait l'éviter. Et cette missive parvient à 23 heures entre les mains du chancelier allemand, trois ou quatre heures après que celui-ci et Herriot ont constaté, amicalement certes, mais ont constaté quand même, leur désaccord sur les délais d'évacuation militaire de la Ruhr (21).

L'initiative précipitée de MacDonald et la dramatisation inattendue de la situation qui en résulte ne sont pas fortuites. C'est un acte politique voulu qui marque une brusque modification dans l'attitude du Premier britannique, qui passe de l'appui à la délégation allemande à l'appui à la délégation française. Bien sûr, il ne s'agit pas d'un changement de MacDonald sur le fond ; son initiative, tout en étant en accord avec les principes généraux qui guident sa pensée et son action, s'explique pour une large part par la situation du moment de la négociation générale.

N'oublions pas, en effet, que c'est dans la journée du 13 que MacDonald a répondu de façon si dilatoire qu'elle en était presque négative à la proposition que deux jours auparavant Herriot, au nom du gouvernement français, lui avait faite de la négociation d'un pacte d'assistance franco-belgo-britannique et d'un pacte de non-agression germano-français. Cette prise de position de MacDonald — dans la ligne de son refus constant d'engagements bilatéraux franco-britanniques — a très certainement contribué, à côté des pressions de Loucheur, au raidissement d'Herriot à propos des délais d'évacuation militaire de la Ruhr. Imaginons seulement les réactions de Nollet et des militaires français à ce nouveau refus britannique d'apporter à la France une garantie de sécurité. De plus, nous le savons, les militaires français sont pour l'instant particulièrement irrités par le comportement du général Strempel, qui fait la liaison entre la Reichswehr et la Mission Interalliées de Contrôle chargée de l'inspection générale des armements allemands. Les incidents, dont MacDonald se plaint dans sa note à Marx, survenant là-dessus, on voit de quels arguments les militaires français (et britanniques, qui, sur ce point, partagent souvent les inquiétudes de leurs collègues français), disposent : n'est-on pas en train de lâcher la proie pour l'ombre, la réalité de la présence militaire alliée dans l'arsenal de la Ruhr contre la promesse d'une inspection à venir des armements allemands ? Et cette inspection générale, dont le gouverne-

(21) Si la délégation française (Herriot, Clémentel, Nollet) a fait montre d'une telle sérénité au cours de l'entretien avec la délégation allemande du 13 août en fin d'après-midi, c'est peut-être qu'elle n'était pas sans connaître l'initiative que MacDonald allait prendre dans la soirée, initiative aux origines de laquelle elle n'est d'ailleurs sans doute pas restée étrangère.

ment allemand a fini par accepter le principe, pourra-t-elle vraiment avoir lieu ?

Il y a donc tout lieu de penser que, dans la journée du 13, des pressions françaises, et peut-être anglaises, se sont exercées sur MacDonald pour l'amener à adresser cette note au chancelier allemand — note dont le contenu est d'ailleurs en accord avec sa philosophie de la paix par le désarmement — et de l'adresser au moment où elle est adressée, dans la nuit du 13 au 14 août. La note de MacDonald prend en effet toute sa portée lorsque l'on constate que le général français Walch, président de la Commission Interalliée de Contrôle Militaire, adresse le 14 août au général Strempel une lettre exigeant l'acceptation sans retard et sans restriction de l'inspection (22). Le rapprochement dans le temps des deux documents et des deux initiatives paraît imposer l'explication : dans la nuit du 13 au 14, MacDonald allume un contre-feu ; en faisant sienne l'exigence des militaires de la Commission Interalliée, MacDonald désamorce ce qu'aurait pu avoir de dangereux pour l'évolution de l'ensemble de la négociation l'apparence d'un désaccord entre politiques et militaires ; en même temps il fournit au gouvernement français une compensation, on allait écrire une consolation, pour le refus du pacte de sécurité franco-britannique.

Quoi qu'il en soit des raisons de la note importante de MacDonald, elle crée une situation nouvelle : au-delà des assurances qu'elle exige à propos de l'inspection à effectuer dans l'immédiat des armements allemands, elle pose, aussi diplomatique que soit la formule (23), la question du droit permanent d'investigation de la S.D.N., une fois que la Mission Interalliée aura terminé sa tâche. C'est dire que MacDonald fait sien le projet dont on croit déjà savoir qu'il est celui d'Herriot, et MacDonald pose l'exigence au gouvernement allemand à un moment (l'accord sur l'évacuation militaire de la Ruhr est au bord de la décision) où il pourrait être très dangereux pour Berlin d'essayer d'esquiver le problème, comme on semblait en avoir l'intention. Décidément, le Premier britannique mène le jeu de main de maître.

Au reçu de la note de MacDonald, c'est la consternation dans la délégation allemande. Tout est-il donc menacé d'être remis en cause ? Dans la nuit, on se remet au travail pour redresser la situation.

(22) Strempel transmettra aussitôt la lettre de Walch à la Wilhelmstrasse, A A Bonn, 9517/H 281 899-903. Walch écrit notamment : « La Commission n'a pu trouver, dans les raisons invoquées par le gouvernement allemand pour retarder l'inspection de la Reichswehr, un motif qui lui permette de différer cette inspection au-delà d'une dizaine de jours » ; il exige la liberté pour la Commission de s'assurer que les fortifications allemandes déjà inspectées le soient à nouveau pour s'assurer que du matériel non autorisé n'y a pas été entre temps entreposé, ajoutant que la Commission « s'attend d'ailleurs que le gouvernement allemand cesse de lui-même son opposition à cet égard ». Les militaires de la Commission interalliée, on le voit, ne s'en prennent pas au seul général Strempel, mais au gouvernement de Berlin lui-même.

(23) « ... afin que, aussitôt que possible, la Ligue des Nations ... »

Marx rédige à l'intention personnelle du président Ebert une lettre qui est aussitôt expédiée à Berlin (24). Derrière l'initiative de MacDonald, écrit-il, il y a les Français. La campagne de la presse de Munich contre les officiers de contrôle alliés, qui fournit argument à la note de MacDonald, est politiquement déplorable. Or il y a lieu de penser que cette campagne de presse a été organisée par le commandement de la Reichswehr de Munich (25). C'est à nouveau le problème de la Reichswehr qui se trouve posé. *« C'est précisément dans l'intérêt bien compris de la Reichswehr que je déplore tout particulièrement la situation maintenant créée. En complet accord avec vous, M. le Président du Reich, je vois dans la Reichswehr, telle qu'elle est devenue grâce à l'activité inlassable du général von Seeckt et du ministre, le Dr Gessler, l'appui le plus solide et le plus digne de confiance du Reich. Mais quand de tels événements sont portés à la connaissance de l'opinion par la presse internationale, on ne peut éviter de voir la Reichswehr replacée dans le débat du moment, dont on s'était efforcé par tous les moyens de la tenir écartée »*. Et Marx demande au président Ebert l'autorisation d'annoncer sans délai à MacDonald le limogeage du général Strempel (26).

Stresemann, quant à lui, a demandé à parler à MacDonald qui le reçoit à minuit (27). Stresemann ne fait aucune allusion à la note du Premier britannique, que le chancelier allemand a pourtant en mains depuis une heure. Est-ce que Marx n'a pas eu le temps d'informer Stresemann, ou est-ce que Stresemann juge plus politique de ne pas parler du contrôle du désarmement allemand ? La documentation ne permet pas d'en trancher. Quoi qu'il en soit, Stresemann parle à MacDonald, en cette rencontre nocturne, de la proposition faite par Herriot du retrait des troupes de la Ruhr dans un an, pour dire qu'elle est inacceptable pour l'Allemagne.

Si Stresemann attendait, comme à l'accoutumée, la promesse d'un appui anglais, il ne peut qu'être déçu. La situation est très grave, expose MacDonald ; Herriot a beaucoup changé en vingt-quatre heures ; *« il (MacDonald) a dû constater avec regret qu'à la réunion interalliée du matin l'ambassadeur américain Kellogg s'était*

(24) Minute de la lettre, avec corrections manuscrites de Marx, A A Bonn, 9517/H 281 942-945.

(25) Marx s'appuie ici sur les révélations que lui a faites un fonctionnaire d'origine bavaroise faisant partie de la délégation allemande à Londres, le Dr. Schmelze. Le Wehrkreiskommando de Munich aurait donné, il y a quelques semaines, à des journalistes munichois l'instruction verbale de déclencher cette campagne de presse. 9517/H 281 944.

(26) On se souvient que MacDonald avait conseillé quelques jours plus tôt aux Allemands ce limogeage. Sans régler au fond la question des activités de la Reichswehr, bien sûr, une telle mesure fournirait au chancelier Marx, dans l'immédiat, un argument auprès de MacDonald. Il n'est pas sans intérêt de remarquer ce que souligne cette péripétie. Marx est le chancelier, donc le chef du gouvernement. S'agissant de la Reichswehr, il ne donne pas d'instructions au ministre de la Reichswehr, il en sollicite de la part du président du Reich.

(27) Compte rendu allemand sur cet entretien, B A Coblenz, 9561/H 291-461-462. Publié dans *Die Kabinette Marx*, volume 2, p. 1328-1329.

prononcé en faveur de la proposition d'Herriot, ce qui signifie un puissant appui pour Herriot et augmente le poids des voix françaises et belges dans les entretiens interalliés » (28). Aussi MacDonald, sans vouloir se mêler de la négociation germano-franco-belge (mais en se réservant toujours, il le répète, la possibilité d'accepter ou de refuser l'accord final) conseille-t-il fermement à Stresemann de trouver dès le lendemain un terrain d'entente avec Herriot ; sinon la presse internationale va se saisir du différend, ce qui pourrait bien tout faire avorter.

Même déception pour les Allemands du côté des banquiers. Montagu Norman avoue à Schacht que les banquiers ne sont plus en mesure d'influer sur les décisions de la conférence (29). MacDonald a subitement changé de position pour se mettre du côté d'Herriot ; Norman pense que c'est sous l'influence des Américains, qui sont d'accord avec le délai d'un an proposé par Herriot pour l'évacuation (30). L'évolution de MacDonald, malgré et contre les conseils de Norman et de Snowden, occasionne même, semble-t-il, une détérioration des relations entre le Premier d'une part et d'autre part le chancelier de l'Échiquier et le gouverneur de la Banque d'Angleterre (31).

Il semble donc que la délégation allemande ait désormais épuisé les possibilités de manœuvre qui s'offraient à elle à Londres. Les ministres allemands, à Londres et à Paris, sont devant leurs décisions. Ils en ont désormais tous les éléments. Il leur reste à les prendre.

(28) Voici encore qui confirme notre interprétation selon laquelle les exigences présentées à la France à la conférence de Londres étaient bien moins le fait des Américains que des Anglais. Ces exigences étaient en fait des exigences politiques du gouvernement de Londres, cherchant à mettre en avant les Américains et des arguments financiers et économiques. Les Américains, conscients d'ailleurs du rôle que les Anglais veulent leur faire jouer, prennent leurs distances : le 13 août, l'Américain Young déclare à Kircher, de la *Frankfurter Zeitung*, et à Griffith, du *Wall Street Journal*, que la prolongation de l'occupation militaire de la Ruhr, pendant un an, ne gênera pas le placement de l'emprunt Dawes, ce qui met l'Anglais Norman en fureur. Cf. le rapport de Dufour, A A Bonn, 4492/E 100 334-397.

(29) Rapport du 13 août de Schubert, à qui Schacht a rappelé sa conversation avec Norman, qui en avait parlé lui-même à la Treasury. A A Bonn, 9516/H 281 477. Norman assure en revanche que les banquiers feront à nouveau pression en décembre, quand il faudra prendre une décision sur l'évacuation de la zone de Cologne. Ibidem.

(30) Rapport du conseiller d'ambassade Dufour sur ce que lui a dit Norman, 15 août, A A Bonn 4492/E 100 394-397.

(31) Ibidem.

3 — LES MENACES DE RUPTURE : 14 AOÛT

A Berlin, le 14 août, dès sept heures trente du matin, les ministres présents dans la capitale du Reich siègent en conseil de cabinet sous la présidence d'Ebert en personne (32). Le simple fait matériel que le cabinet allemand siège à Berlin à une heure si matinale va être cause, entre Berlin et Londres, de méprises qui vont compliquer la situation à Londres. A sept heures trente du matin, en effet, on ignore encore à Berlin ce que furent les dernières péripéties de la nuit à Londres : la note de MacDonald sur le contrôle militaire, dramatisant la situation, remise à Marx à 23 heures, et, après minuit, l'entretien de Stresemann avec MacDonald, révélant le soudain raidissement du Premier britannique. Dans la nuit, Marx avait bien rédigé une lettre pour Ebert, exposant la nouvelle situation, mais il s'agissait précisément d'une lettre à laquelle il fallait plusieurs heures, même par avion, pour arriver à Berlin. Quant à Stresemann, rentré de sa visite nocturne auprès de MacDonald (à quelle heure ?), il est allé au lit, sans envoyer immédiatement, en pleine nuit, un télégramme à Berlin. Si Marx et Stresemann avaient su que le président du Reich allait réunir le gouvernement à sept heures trente du matin, sans doute auraient-ils, malgré leur fatigue (33), réveillé secrétaires, chiffreurs et télégraphistes pour informer Berlin. Mais comment auraient-ils pu l'imaginer ?

Il importe donc de voir que la journée du 14 août débute ainsi par une délibération à Berlin du gouvernement allemand sur une situation à Londres qui n'est plus celle du jour. En se réunissant,

(32) Procès-verbal de ce conseil de cabinet, B A Coblenz, 3491/761 796-802, publié dans *Die Kabinette Marx*, volume 2, 952-956. Voir aussi le télégramme complet d'information n° 93 que Maltzan adresse de Berlin à la délégation allemande à Londres, A A Bonn, 3170/678 651-652 et les courts télégrammes d'Ebert, A A Bonn, 9521/283 538, et du vice-chancelier Jarres, 9521/283 532, pour Marx. Le télégramme d'Ebert est expédié à 9 heures 25, celui de Jarres à 11 heures 55 et celui de Maltzan à 16 heures. Etant donné le contenu différent de ces trois télégrammes, il est indispensable de faire attention à cette chronologie, qui va nourrir la crise à Londres pendant la journée du 14 août.

(33) Les télégrammes de Stresemann, en ces derniers jours de la conférence, font nettement allusion à la fatigue et l'extrême nervosité des délégués, résultant de l'intensité du travail, du manque de sommeil et de la gravité de l'enjeu. Il y a là un facteur humain qu'il ne faut pas sous-estimer pour comprendre la dure journée du 14. Voir le télégramme n° 68 de Stresemann du 15, A A Bonn, 9521/H 283 477-483 ; il est temps, télégraphie Stresemann, que la conférence se termine, car la nervosité, due à la fatigue, des délégués des divers pays est telle qu'on risque l'incident qui ferait tout échouer.

Ebert et les ministres allemands savent de la situation à Londres ce qu'elle était le 13 à vingt heures, par un télégramme envoyé à cette heure-là par Marx, le dernier télégramme qui soit arrivé à Berlin (34). Dans ce télégramme, Marx, rendant compte de ses deux conversations du jour avec Herriot, rapportait la proposition que celui-ci lui avait faite de l'évacuation militaire de la Ruhr dans un délai d'un an, et sollicitait du président du Reich un refus de la proposition d'Herriot, non pas du tout que le chancelier allemand ait l'intention de rompre, mais comme moyen tactique, pour pouvoir accroître la pression sur Herriot afin de parvenir à une réduction des délais (35).

Délibérant sur cette demande précise de Marx, et ignorant que la situation, depuis, s'est profondément transformée, le gouvernement allemand décide de faire ce que le chancelier lui a suggéré. Il décide même de faire mieux : on adressera de Berlin deux télégrammes à Marx ; le premier exprimera de façon lapidaire le refus par le président du Reich de la proposition d'Herriot, et il sera expédié en clair, sans doute pour qu'il y ait des fuites à l'arrivée à Londres (36) : Berlin espère ainsi renforcer encore la position de Marx ; le deuxième télégramme, que l'on adressera quelques heures plus tard à Marx, exposera au chancelier que le refus de la proposition d'Herriot ne doit gêner nullement la poursuite de la négociation, et il sera expédié, bien entendu, en code chiffré.

Ainsi fait-on. A neuf heures vingt cinq du matin part en clair de Berlin pour Londres par télétype un télégramme dont voici le texte intégral : « *Pour le chancelier du Reich Marx. Après audition du cabinet du Reich, j'approuve la position de la délégation. Stop. Proposition présente Herriot inacceptable. Président du Reich Ebert* » (37). Pendant la plus grande partie de la journée critique du 14 août la délégation allemande n'aura pas d'autre instruction de Berlin, car le télégramme suivant, encore bien laconique, n'est expédié de Berlin qu'à onze heures cinquante-cinq (38), et le premier télégramme informant de façon quelque peu explicite la délégation allemande sur les délibérations du conseil de cabinet du matin n'est expédié que dans l'après-midi (39). La dureté du télégramme d'Ebert du matin, dont ses auteurs avaient pensé qu'elle faciliterait la tâche

(34) Télégramme n° 56, B A Coblenz, 9561/H 291 353. Voir aussi *Die Kabinette Marx*, volume 2, p. 952, note 2.

(35) « *Je demande l'autorisation de refuser la proposition d'Herriot au nom du président du Reich et de pouvoir continuer d'ici les négociations, en fonction de la situation, selon les lignes directrices définies* ».

(36) C'est le ministre des Transports Oeser qui a l'idée de cette manœuvre, qui se révélera être du genre de celle de l'arroseur arrosé.

(37) A A Bonn, 9521/283 538.

(38) Télégramme secret du vice-chancelier Jarres pour Marx et Stresemann, 9521/H 283 532.

(39) Télégramme n° 93 de Maltzan pour Schubert. Et encore lit-on dans ce télégramme : « *La décision d'aujourd'hui n'est qu'une étape, il ne saurait être question encore aujourd'hui d'une prise de position définitive du cabinet* ». La méprise est totale en cette journée du 14 entre Berlin et la délégation allemande à Londres.

de Marx, va, en fait, la lui compliquer en amenant le chancelier, qui n'a pas été mis d'emblée au courant de la manœuvre, à durcir sa position dans un contexte qui est devenu défavorable à l'Allemagne. D'autre part il est difficile de penser, tant ces choses-là fonctionnent bien en Grande-Bretagne, que les services de renseignements anglais n'aient pas capté ce télégramme en clair et n'en aient pas informé qui a à en connaître. Ce qui contribuerait à expliquer le durcissement des fronts.

Venons-en donc à ce qui se passe à Londres. La matinée du 14 y débute, au 10 Downing Street, par une réunion des Alliés sans les Allemands (40). Il semble qu'au cours de cette réunion l'union se fasse entre les Alliés sur la proposition d'Herriot de l'évacuation militaire de la Ruhr dans un délai d'un an. L'ambassadeur américain Kellogg, qui est là, approuve Herriot ; Theunis dit qu'il n'est pas possible de céder aux banquiers ; les Japonais eux-mêmes se prononcent en faveur de la France (41). Le front des Alliés est reconstitué autour de la proposition Herriot.

Il est dix heures trente. Tandis qu'Herriot et les autres ministres alliés se sont retirés dans le jardin où ils attendent (42), MacDonald, auprès de qui est resté l'ambassadeur Kellogg, accueille dans son bureau Marx, Stresemann et Luther ; l'entretien dure environ une heure (43). Le Premier britannique présente aux ministres allemands la proposition d'Herriot comme étant en quelque sorte celle des Alliés dans leur ensemble et il leur conseille très vivement d'accepter. La seule concession encore possible est que le délai d'un an soit calculé non pas à partir de la mise en vigueur du plan, mais à compter de la signature de l'accord à Londres, ce qui permettrait de gagner deux mois environ. Mais c'est tout, il n'est pas possible de descendre au-dessous d'un an. Marx posant la question de savoir si, avec le délai d'un an, les banquiers souscriront l'emprunt, Kellogg lui répond que oui, et MacDonald, assez vivement, déclare qu'avec les pressions politiques des banquiers, c'en est terminé. Il est ministre travailliste et ne veut pas s'entendre reprocher de s'être réfugié dans les bras des banquiers pour fuir les décisions politiques. « *Je vous donne un conseil : pour l'amour du ciel, ne reposez plus la question des banquiers* ». Tout en disant qu'il ne s'agit pas d'un « *ultimatum* » (mais le mot est prononcé), MacDonald conseille « *avec insistance* » aux Allemands de trouver un accord le jour même avec les Français avant midi. Quand cet entretien se termine, il est onze heures trente.

(40) Au cours de leur entretien nocturne, MacDonald avait prévenu Stresemann de la tenue au matin de cette réunion interalliée. Sur la réunion elle-même, on dispose de quelques notes d'Herriot, Papiers Herriot, carton n° 16.

(41) Notes d'Herriot, *ibidem*.

(42) *Ibidem*.

(43) *Tagebuch*, p. 1298. Compte rendu allemand de l'entretien, B A Coblenz, 9561/291 463-469, publié dans *Die Kabinette Marx*, volume 2, p. 1329-1332. Voir aussi le télégramme n° 59 que Marx expédie à Berlin à 13 heures 20, *ibidem*, p. 955-956.

Les ministres allemands retrouvent alors les ministres français et belges (44). Marx déclare ne pas pouvoir prendre une décision sans en avoir référé à Berlin, dont il attend des instructions plus complètes, et il demande que l'on remette à l'après-midi la suite de la discussion ; peut-être aura-t-on d'ici là des nouvelles de Berlin (45). Il est décidé de se retrouver entre Français, Belges et Allemands à quinze heures.

Mais voici qu'à quatorze heures trente le chancelier Marx, qui n'est accompagné que d'un fonctionnaire de rang moyen, se présente à l'hôtel d'Herriot, qui le reçoit en compagnie d'un seul interprète (46). Marx veut parler « *d'homme à homme* » avec Herriot de la situation et de l'évacuation (47). Ne serait-il pas possible d'antidater de quelque manière le point de départ du délai d'un an, afin de le raccourcir encore, et d'évacuer, dès avant la fin de l'année en cours, une partie de la Ruhr ? Ce serait une solution acceptable pour l'Allemagne.

Herriot alors fait à Marx une offre, en lui demandant le secret absolu : seuls les trois ministres constituant la délégation allemande à Londres et le président du Reich à Berlin doivent être mis dans le secret, sinon il tombera et la conférence échouera. Voici l'offre : « *Si la délégation allemande lui fait confiance et accepte le délai maximum d'un an, il s'engage à évacuer immédiatement la ville de Dortmund* (48). *L'évacuation se fera un jour après le vote de confiance à la Chambre française, sur lequel il compte, c'est-à-dire quinze jours environ après la conclusion de la conférence de Londres. La condition préalable est naturellement l'accord de la Chambre, qu'il pense assuré. Mais l'intention d'évacuer (Dortmund) sera annoncée ici-même à Londres, aussitôt après l'accord sur le projet Herriot (d'évacuation dans un an de l'ensemble du bassin)* »

(44) Compte rendu allemand de ce court entretien germano-franco-belge, B A Coblenz, 9561/291 470-472. On remarque, du côté français, l'absence de Nollet.

(45) A cette heure, il est midi, Marx est évidemment sous le coup du télégramme lapidaire d'Ebert, qu'il a certainement reçu et dont il est en train de se demander de quoi il est le présage.

(46) Entre-temps, Marx a dû recevoir le second télégramme de Berlin, celui, signé de Jarres, qui lui explique que le refus de la proposition d'Herriot par le président Ebert ne signifie pas une volonté de rupture, mais qu'il faut continuer à négocier pour obtenir une date fixe à l'évacuation, et surtout une première étape d'évacuation sans retard. A A Bonn, 9521/H 283 538.

(47) Cet entretien, qui sera décisif, nous est bien connu par les archives allemandes. Compte rendu allemand, B A Coblenz, 9561/H 291 473-476. Ce compte rendu n'est pas complet, car une partie secrète de l'entretien n'y est pas rapportée ; elle est rapportée dans le télégramme « très secret » n° 62 de Marx pour le président du Reich, H 291 358-359. Voir aussi les télégrammes 63 à 65, H 291 359/1 à 361. Ces différentes pièces ont été publiées dans *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 956-959 et 1333-1335.

Dans les Papiers Herriot, carton n° 16, on trouve seulement, de la main d'Herriot, ces mots : « *2 1/2 Marx chez moi. 3 1/2 à Downing Street, Dortmund. J'attends* ».

(48) L'agglomération de Dortmund, qui est la plus peuplée du bassin de la Ruhr, est, outre un centre sidérurgique important, un nœud de communications essentiel. Elle est située à l'extrémité orientale de la zone occupée par les Franco-Belges.

(49). Bref, Herriot promet l'évacuation immédiate de Dortmund si le gouvernement allemand accepte le délai d'un an pour l'évacuation du reste du bassin, mais il demande l'acceptation allemande avant d'annoncer la promesse française. Au point où l'on en est arrivé, il ne s'agit plus, on le voit, du fond mais des formes, à cause des opinions publiques et des votes parlementaires. L'offre d'Herriot revient en effet à satisfaire, sans le dire, l'exigence allemande d'une évacuation par étapes commençant immédiatement, d'autant plus qu'il dit être prêt à évacuer immédiatement, outre Dortmund, les villes occupées en 1923, en dehors de la Ruhr, sur la rive droite du Rhin pour les nécessités des communications, comme Emmerich, Mannheim et Karlsruhe.

Marx répond à Herriot qu'il va envoyer Luther à Berlin, pour obtenir sur les décisions à prendre l'accord du président du Reich, ainsi que le prévoit la constitution allemande (50).

Herriot paraît ressentir de l'humeur à voir que son offre, qui est pourtant de sa part une nouvelle et décisive concession au point de vue allemand, n'est pas saisie par Marx immédiatement et avec enthousiasme. Si Luther part pour Berlin, déclare-t-il tout net, il repart lui-même pour Paris, où il a beaucoup à faire. Parole en l'air ou menace ? Marx et Herriot tombent en tout cas d'accord pour annuler la réunion franco-germano-belge que l'on avait convenu de tenir à quinze heures et pour demander à MacDonald d'annuler la séance du « conseil des quatorze » qui était prévue pour dix-sept heures.

La situation, cette fois-ci, se dégrade dangereusement. La presse londonienne du jour parle de l'isolement de l'Allemagne. L'ambassadeur américain Kellogg dit à l'ambassadeur allemand Sthamer que, si l'Allemagne ne cède pas, elle recevra, quand bien même ce serait sous une forme appropriée, un ultimatum, et qu'en cas d'échec de la conférence, les Allemands seraient tenus pour responsables (51).

Tout le monde finit par se retrouver dans le courant de l'après-midi au 10 Downing Street : Allemands, Français, Belges, Kellogg et évidemment MacDonald. C'est là que, les ministres étant tantôt ensemble, tantôt en plusieurs groupes séparés, tantôt dans les pièces de la résidence, tantôt dans le jardin, dans des conversations infor-

(49) Télégramme 62 de Marx pour Ebert.

(50) Il y a lieu de penser que l'idée d'envoyer Luther à Berlin ne vient pas subitement à Marx pendant son entretien avec Herriot. C'est très vraisemblablement pendant le déjeuner que les ministres allemands présents à Londres, prenant conscience à la lecture des télégrammes de Berlin des méprises entre eux-mêmes et leurs collègues restés en Allemagne, en vinrent à l'idée qu'il serait nécessaire que l'un d'eux aille immédiatement dans la capitale du Reich pour débrouiller l'écheveau.

(51) Note de Schubert du 14 août, A A Bonn, 4492/E 100 392.

nelles le drame va mûrir et, après un risque de rupture, se dénouer (52).

Cela commence par une scène de MacDonald. Quand il apprend que, bien loin qu'un accord ait été trouvé entre Allemands et Français, Marx veut envoyer Luther à Berlin et Herriot parle de partir pour Paris, MacDonald lève les bras au ciel et s'écrie que c'est la fin de la conférence, qu'il est à bout de nerfs, que ses médecins lui ordonnent de se reposer et qu'il part en vacances. Theunis et Kellogg font pression sur Marx et Stresemann qui affirment que, s'ils envoient Luther à Berlin, ce n'est pas qu'ils aient l'intention de rompre, mais pour informer le président du Reich et leurs collègues du gouvernement, et obtenir leur accord sur la formule d'Herriot (53).

On s'installe alors dans le bureau de MacDonald ; il y a là MacDonald, Marx, Stresemann, Herriot et Kellogg. Herriot écrit dans ses notes : « *Marx calme et bonhomme derrière ses lunettes. Stresemann concentré et silencieux. Les deux grosses têtes de Stresemann et de Luther, les deux crânes chauves* » (54). On parle ouvertement de l'offre d'Herriot d'évacuer immédiatement Dortmund et on étudie sur la carte l'élargissement éventuel de cette première et immédiate évacuation. MacDonald et Kellogg cherchent à convaincre les Allemands d'accepter l'offre, de ne pas envoyer Luther à Berlin et d'obtenir l'accord de Berlin par télégraphe ; Herriot, de son côté, accepte que son offre confidentielle soit transmise à Berlin par télégraphe. Marx et Stresemann, sans dire encore oui, annoncent qu'ils vont réétudier la question de l'envoi de Luther à Berlin.

Là-dessus, MacDonald, toujours irrité, exige que se tienne la séance du conseil des quatorze qui avait été prévue, et elle se tient. MacDonald l'a voulu à cause de la presse : elle se faisait déjà l'écho des bruits de différends, de ruptures et de départs. La tenue, comme prévu, de la séance du conseil doit permettre de rassurer la presse. Mais la séance n'est pas purement formelle : elle adopte la formule d'accord trouvée la veille par le comité spécial créé l'avant-veille au sujet des limites qui devront être mises au placement par les Alliés en Allemagne des avoirs dont ils viendront à disposer en marks du fait du fonctionnement du plan Dawes (55). C'est au cours de cette séance que les quatorze, donc aussi la France et la Belgique, particulièrement intéressées à l'affaire, acceptent la formule qui revient implicitement à concéder à la banque d'émission allemande

(52) Compte rendu allemand, B A Coblenz, 9561/H 291 477-480, publié dans *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 1335-1337. Télégramme n° 68 de Stresemann, 15 août, A A Bonn, 9521/H 283 477-483. Télégrammes 63 à 65, cf. supra, note 47. Voir aussi Papiers Herriot, carton n° 16.

(53) Il y a en effet tout lieu de penser que le projet de voyage de Luther est la conséquence de l'inquiétude suscitée dans la délégation allemande par les étranges télégrammes reçus de Berlin. Mais la méprise entre Berlin et la délégation allemande à Londres devient une méprise entre la délégation allemande et les autres délégations.

(54) Papiers Herriot, carton n° 16.

(55) Cf. ci-dessus, chapitre XVIII, 1^{re} partie.

un droit de veto sur le placement par les Alliés en Allemagne des avoirs en marks devant provenir des annuités Dawes. Encore qu'on ne le crie pas sur les toits, et que la formule employée permette d'en cacher l'ampleur, c'est une concession énorme à l'Allemagne, qui, faite à ce moment critique de la conférence, doit produire son effet (56).

D'autre part, au milieu de toutes ces péripéties, la réunion de travail franco-allemande sur les lignes générales du futur traité de commerce franco-allemand, dont il avait été décidé le 12 qu'elle se tiendrait le 14 (57), ne se tient pas. Stresemann a le sentiment qu'Herriot, par son comportement, renonce à faire de la future configuration générale du traité de commerce franco-allemand un élément de la négociation du moment, bref qu'il accepte la disjonction d'une prénégociation sur le traité de commerce d'avec la négociation sur l'évacuation de la Ruhr (58). Sans doute, on peut comprendre que, dans le feu de la journée du 14, Herriot tienne le futur traité de commerce (souci du surlendemain) comme de bien moindre importance que l'accord sur l'évacuation de la Ruhr (souci du jour), bien qu'à longue échéance et en profondeur la future configuration des relations commerciales entre la France et l'Allemagne soit beaucoup plus importante que le nombre de semaines où les troupes françaises pourront rester en plus ou en moins dans telle zone de la rive droite du Rhin. Mais c'est ainsi que, pendant ces journées si denses, se prépare, parfois par décisions, parfois par omissions, l'avenir des relations franco-allemandes. Le travail de préparation par Jacques Seydoux de la séance de travail franco-allemande qui devait se tenir le 14 reste inemployé (59). La conférence de Londres va se terminer sans que l'Allemagne ait pris dans le domaine commercial d'autre engagement que d'envoyer des négociateurs à Paris, ayant conservé son entière liberté de manœuvre et de décision pour cette négociation. C'est, là encore, un motif de satisfaction pour l'Allemagne.

Au soir de cette rude journée, la délégation allemande se réunit pour faire le point (60). Herriot a dépêché Grumbach auprès de Stresemann pour lui dire que, par évacuation immédiate de la ville de Dortmund, il entendait évacuation immédiate de la zone de

(56) Le procès-verbal de ce conseil des quatorze, tout comme les procès-verbaux des autres conseils des quatorze, n'a fait l'objet d'aucune publication, mais il en existe des exemplaires dans les fonds d'archives. Version en anglais, A A Bonn, 9516/281 600-602. Version en allemand, B A Coblenz, R 2/2880, folios 119-125. Version en français, Quai d'Orsay, B 75-17, carton 218.

(57) Cf. ci-dessus, chapitre XVIII, 3^e partie.

(58) Télégramme n° 64 de Stresemann du 14 août, A A Bonn, 9561/H 291 360.

(59) Note de Seydoux du 20 août, Quai d'Orsay, dossier B 75-17, carton 219. A défaut d'avoir pu faire débattre de ses idées sur le futur traité de commerce franco-allemand à la conférence de Londres, Seydoux les exposera dans un long et intéressant article qu'il publiera dans *l'Europe Nouvelle* du 23 août 1924. Cet article sera repris dans J. SEYDOUX, *De Versailles au plan Young*, Plon 1932, p. 149-157.

(60) *Tagebuch*, p. 1299.

Dortmund (61), mais qu'il ne peut aller plus loin ; s'il ne réussit pas dans cette affaire, il se retirera.

D'autre part, sans qu'il y ait à proprement parler d'ultimatum anglo-américain, la menace est dans l'air. Il est temps pour l'Allemagne de se décider. Schacht voudrait encore que l'on refuse l'offre d'Herriot (62), mais Marx et Stresemann penchent pour l'acceptation. Refuser maintenant, ce serait vraiment risquer l'échec et la rupture en en faisant porter dans l'opinion la responsabilité à l'Allemagne.

La décision est prise : la délégation allemande accepte l'offre d'Herriot. Mais avant de le faire savoir, et pour pouvoir le faire, il faut l'accord de Berlin. Marx demande par télégramme au président Ebert l'autorisation de conclure (63). Il ne reste plus qu'à attendre la réponse de Berlin.

(61) La documentation ne permet guère de préciser ce qu'Herriot entend par zone de Dortmund.

(62) Télégramme de Stresemann n° 68.

(63) Télégrammes 61 à 65 de Marx pour Ebert, expédiés entre 20 heures le 14 et 0 heure 20 le 15, publiés dans *Die Kabinette Marx*, volume 2, p. 956-959.

CHAPITRE XX

DENOUEMENT ET CONCLUSIONS

15-16 août 1924

- 1 — Les décisions de Berlin et les nouvelles exigences allemandes.
- 2 — Le 15 août à Londres : dernières difficultés.
- 3 — La journée du 16 août : les conclusions.
 - Les conclusions de la négociation technique officielle.
 - Les conclusions de la négociation politique parallèle.
- 4 — Débats parlementaires à Paris et à Berlin.
 - Le débat parlementaire à Paris : la modération de Poincaré.
 - Le débat parlementaire à Berlin : le soutien des nationaux-allemands.

1 — LES DECISIONS DE BERLIN ET LES NOUVELLES EXIGENCES ALLEMANDES

Le 15, à huit heures du matin, les ministres allemands présents à Berlin siègent à nouveau en conseil de cabinet sous la présidence d'Ebert (1). Cette fois ils sont bien informés par l'avalanche de télégrammes expédiés la veille, dans la journée et la soirée, par la délégation allemande. Après délibération, le président du Reich et le cabinet décident de donner à la délégation l'autorisation de conclure sur la base des dernières offres d'Herriot ; président et cabinet justifient leur adhésion par les avantages que représentent pour l'Allemagne d'une part l'évacuation immédiate de la zone de Dortmund et d'un certain nombre d'autres villes, d'autre part la disjonction de la négociation commerciale franco-allemande d'avec l'engagement français d'évacuer la Ruhr, ce qui laisse les mains libres à l'Allemagne pour plus tard.

Le gouvernement allemand autorise donc sa délégation à Londres à conclure. Néanmoins, il lui demande, avant de conclure, de chercher autant que possible à obtenir des Alliés la satisfaction de sept demandes : 1 - Confirmation de la promesse d'évacuation dans un délai de 10 mois (2) par un instrument ayant valeur en droit international, et mention dans le procès-verbal de la conférence, afin de renforcer la valeur internationale de l'engagement. 2 - Le retrait immédiat des troupes des territoires dont l'évacuation est promise doit s'effectuer sans accroissement des troupes dans les territoires restant occupés. 3 - Allègement général et réel des méthodes d'occupation. 4 - Le délai d'évacuation de dix mois ne devra en aucun cas pouvoir être prolongé à titre de sanction, en particulier du fait des conclusions du contrôle militaire. 5 - Instauration d'une instance arbitrale pour interpréter l'Arrangement rhénan (3). 6 - Retour autant que possible de tous les expulsés. 7 - Engagement des Alliés d'évacuer les trois villes qu'ils avaient occupées en 1921 au plus tard en même temps que le reste du bassin de la Ruhr.

(1) Procès-verbal du conseil de cabinet du 15 août, B A Coblence, 3491/761 809-814, publié dans *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 959-962.

(2) Un an à partir de l'accord de Londres, soit dix mois environ après l'entrée en vigueur du plan Dawes. Le gouvernement de Berlin semble exiger que l'expression *dix mois* figure sur les documents.

(3) On sait que l'Arrangement rhénan est le document diplomatique signé en même temps que le traité de Versailles qui définit le fonctionnement de l'occupation et les activités de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans.

Le OUI du gouvernement allemand est donc assorti d'un véritable catalogue de nouvelles exigences, qui sont aussitôt transmises à la délégation allemande à Londres (4). En rédigeant la liste de ces nouvelles demandes, sans doute les ministres présents à Berlin sont-ils moins sensibles aux difficultés de la négociation à Londres qu'aux difficultés de la situation à Berlin.

En effet, il faut faire accepter par les partis politiques l'accord qu'on est en train de trouver à Londres, et il faut préparer la fameuse majorité des deux tiers qui sera nécessaire au Reichstag pour faire voter les lois nécessitées par le plan Dawes. Aussitôt après qu'eût pris fin le conseil de cabinet qui prit les décisions que l'on a vues, à dix heures, une réunion de travail rassemble à la chancellerie, sous la présidence du vice-chancelier Jarres, les ministres et les leaders des fractions au Reichstag de tous les partis politiques, communistes et nazis exceptés (5). Il s'agit pour les ministres allemands de faire accepter par les partis politiques les termes de l'accord qui est en voie de conclusion à Londres. Le plaidoyer des ministres entraîne l'adhésion des sociaux-démocrates, des catholiques du Zentrum et des démocrates (D.D.P.). Il y a en revanche des difficultés du côté des représentants populistes (D.V.P., le propre parti de Stresemann), qui trouvent le délai d'évacuation de la Ruhr trop long (6). Quant au national-allemand Hoetzsch, il dit que les partis qui ne sont pas représentés au gouvernement sont placés devant un « *fait accompli* » et que l'accord n'est pas acceptable pour son parti.

La prise de position de la fraction des nationaux-allemands est très importante pour le gouvernement allemand. Les nationaux-allemands ne sont pas représentés au gouvernement, mais le problème de leur éventuelle participation se pose depuis les élections au Reichstag du 4 mai 1924, qui ont amené 95 députés nationaux-allemands au Reichstag, représentant 19,5 % des suffrages exprimés, ce qui faisait de la fraction nationale-allemande la seconde du Reichstag, aussitôt après les sociaux-démocrates (100 mandats et 20,5 % des suffrages). D'autre part, pour obtenir une majorité des deux tiers, on le sait, le gouvernement doit obtenir les voix d'au moins une partie des députés nationaux-allemands. Les leaders du parti savent utiliser cette situation pour accroître leur pression sur le gouvernement et rendre celui-ci plus exigeant à l'égard des Alliés. Voilà qui explique d'ailleurs pour une large part le nouveau catalogue

(4) Télégramme 106 d'Ebert et Jarres pour Marx, expédié le 15 août, à sept heures vingt huit, B A Coblenz, 9561/H 291 308-309.

(5) Procès-verbal de cette réunion de travail, B A Coblenz, 9561/H 291/I-291/II, publié dans *Die Kabinette Marx*, volume 2, p. 963-968. Il y a là, entre autres, pour les nationaux-allemands, le Pr. Hoetzsch ; pour les sociaux-démocrates, Wels et Hilferding ; pour le Zentrum, Spahn ; pour la D.V.P., Curtius ; pour la D.D.P., Koch-Weser.

(6) Télégramme 110 de Berlin pour la délégation à Londres, B A Coblenz, M. 306/M 013 067-068.

des exigences allemandes, avec lequel Jarres argumente auprès de Hoetzsch (7).

Dans les heures qui suivent, on travaille à Berlin à acquérir l'adhésion des populistes et des nationaux-allemands. Il en résulte une nouvelle pression de Berlin sur la délégation allemande à Londres tout au long de la journée du 15, et même de celle du 16, ce qui ne va pas lui faciliter la tâche de conclure (8). Populistes et milieux bancaires et industriels (ce sont souvent les mêmes personnes) paraissent progressivement acquis, mais les nationaux-allemands et les Bavaois font encore des difficultés. Et voici même que le 16 août à midi, alors que va s'ouvrir à Londres l'ultime séance de la conférence, le ministre démocrate de l'Economie, Hamm, demande qu'avant de signer l'Allemagne obtienne l'assurance que les 800 millions de l'emprunt Dawes soient mis à sa disposition dans les trois mois ! (9).

Il est nécessaire de saisir cet arrière-plan berlinois pour comprendre ce qui se passe à Londres.

(7) Ibidem. Sur le problème d'une éventuelle participation des nationaux-allemands au gouvernement, voir ci-dessous, même chapitre, 4^e partie, *Le soutien des nationaux-allemands*.

(8) Télégrammes de Berlin pour Londres n° 111, B A Coblenz, 9561/H 291 320, n° 116, H 291 321, n° 119, A A Bonn, 3398/740 450-451, n° 120, 740 454 et n° 122, H 291 322.

(9) Télégramme n° 123 de Jarres pour la délégation allemande, expédié de Berlin le 16 à douze heures vingt, B A Coblenz, 9561/291 324.

2 — LE 15 AOÛT A LONDRES : DERNIERES DIFFICULTES

La matinée commence par un incident entre MacDonald et Herriot. MacDonald qui, de son côté, a été, semble-t-il, soumis à une pression du Labour Party qui voudrait que les Franco-Belges acceptent le principe de l'évacuation militaire de la Ruhr par étapes, le demande à Herriot, qui refuse (10). L'offre qu'Herriot a faite la veille aux Allemands d'évacuer immédiatement la zone de Dortmund et quelques autres villes revient pratiquement à une évacuation par étapes, mais le mot n'a pas été prononcé, et il importe qu'il ne le soit pas, pour des raisons parlementaires : sur le plan des principes, et des mots, Herriot est lié à la formule du délai d'un an sur laquelle, à la suite des diverses pressions que l'on a vues, il s'est engagé ; il ne peut plus changer de formule sans risquer d'être mis en minorité à son retour à Paris. Pour l'instant, Herriot se contente de répondre à MacDonald qu'il évacuera la Ruhr dans les vingt-quatre heures, si MacDonald lui fait des concessions dans l'affaire des dettes interalliées, ce qui clôt l'entretien. Sinon, durant toute la matinée, tout le monde attend. On attend la réponse de Berlin à la demande d'instructions adressée la veille au soir par la délégation allemande.

Les instructions de Berlin arrivent à Londres à treize heures (11) : c'est le oui assorti du catalogue des nouvelles exigences que l'on a vues. Que faire ? D'abord la délégation allemande se concerte, puis on décide d'aller en parler à MacDonald, qui reçoit Marx et Stresemann à dix-huit heures (12). Marx parle du oui de principe allemand, mais aussi des « *points sur lesquels des concessions doivent encore de toute façon être obtenues* ». Et d'énumérer les nouvelles demandes allemandes.

N'en finira-t-on donc jamais ? Herriot, répond MacDonald, est arrivé au bout de ses concessions ; on ne pourra pas obtenir plus de lui ; il n'est pas possible de diminuer encore les délais ; il n'est pas possible d'évacuer dès maintenant les villes occupées en 1921, parce que ces villes ont été occupées à titre de sanction et à la suite d'une décision commune de l'ensemble des Alliés, que donc une décision unilatérale ne suffirait pas. Et MacDonald de répliquer point par point au catalogue allemand.

(10) Notes manuscrites d'Herriot, Papiers Herriot, carton n° 16, et télégramme n° 72 de Stresemann du 15 août, A A Bonn, 9516/H 281 517-522.

(11) *Tagebuch*, p. 1299.

(12) *Ibidem*, p. 1299-1302.

Marx apporte toutefois à MacDonald un motif de satisfaction : le limogeage du général Strempel (13). Cette nouvelle ne suffit pas à modifier la position de MacDonald qui demande aux Allemands de se mettre aussitôt en relation avec Herriot pour s'entendre avec lui.

À dix-neuf heures trente, Marx et Stresemann sont à Hyde Park Hotel chez Herriot, que rejoignent Clémentel, Nollet et Peretti. L'entretien, qui est difficile, dure deux heures (14). Marx, bien sûr, énumère à nouveau le catalogue des nouvelles demandes allemandes. Herriot répond par des considérations générales sur les relations franco-allemandes, où il insiste sur la *confiance*. Stresemann décrit ainsi l'atmosphère de l'entretien : « *Poursuivre la négociation avec Herriot n'apportait pas grand-chose, car il tenait de façon continue de grands discours où il était question de la paix de l'humanité et d'une ère nouvelle, cependant qu'il qualifiait toutes les affaires concrètes de « questions techniques » qu'il n'avait pas encore étudiées* » (15). Mais, revenant à la charge, les Allemands amènent Herriot à préciser ses positions sur les demandes allemandes, et à donner des réponses : elles ne sont pas toutes négatives.

Herriot refuse de changer sa formule sur les délais et de promettre une évacuation par étapes ; il refuse surtout un instrument à allure de contrat qui le lierait. Mais il laisse clairement entendre qu'il a l'intention d'évacuer rapidement la Ruhr : « *sa ferme intention est de liquider aussi rapidement que possible l'occupation de la Ruhr, à laquelle il a toujours été opposé ; mais il ne peut le faire que de sa propre initiative et non sous la contrainte d'un traité* » (16). Cependant Herriot promet qu'il adressera au chancelier allemand une lettre sur l'évacuation militaire de la Ruhr. Que le peuple allemand fasse confiance à la démocratie française. Il en va de même pour la diminution des troupes d'occupation ; si les Allemands soulèvent cette question, il devra faire appel à ses experts militaires qui ne feront que compliquer les choses.

Toutefois, Herriot accepte que se réunissent dès le lendemain matin des experts pour délimiter de façon précise sur la carte la zone de Dortmund et les autres zones qui seront immédiatement évacuées. Et surtout il accepte, sans aucune difficulté, que les villes

(13) Ebert avait pris lui-même l'affaire en mains à la suite des informations fournies par la délégation allemande à Londres. Voir les télégrammes n° 86 d' : 14 août de Kempner (chancellerie) pour Londres (BA Coblenz, ARK 266, folio 122), n° 93, du 14, de Maltzan pour Schubert (AA Bonn, 3170/678 651-652) et n° 118, du 15, de Kempner pour Londres (ARK 266, folio 121).

(14) *Tagebuch*, p. 1302-1304. Télégramme n° 72 de Stresemann, voir note 1, Papiers Herriot, carton n° 16.

(15) C'est au cours de cet entretien qu'Herriot déclare : « *Ma situation est celle d'un homme qui descend un escalier, tenant entre mes mains un objet précieux, en l'espèce la paix. Si quelqu'un vient me heurter par derrière, je tombe. Que moi, je tombe, cela ne fait rien ; mais si je tombe, alors se brise aussi l'objet précieux que je porte : la paix.* » Papiers de Stresemann, tome I, p. 291, cité par SOULIE, op. cit., p. 178.

(16) *Tagebuch*, p. 1302-1303.

occupées par les Alliés en 1921, Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort, soient évacuées en même temps que l'ensemble du bassin de la Ruhr. Certes, il faudra un accord interallié, mais dès que les Allemands la lui demandent, en cet entretien du 15 août, Herriot accepte l'évacuation des trois villes (17).

En somme, la délégation allemande n'a pas lieu d'être mécontente de l'entretien. La volonté d'Herriot de parvenir à l'accord est au reste manifeste. Son souci dominant, à la fin de la conversation, est la publication commune, qu'il obtient des Allemands, du communiqué que voici à la presse : « *Une conversation a eu lieu de vingt heures à vingt-deux heures entre les représentants des deux gouvernements français et allemand qui fait espérer un résultat favorable* ».

Dans la soirée, les Allemands préviennent Hankey des résultats de la conversation franco-allemande, pour qu'il en informe MacDonald. Tard dans la soirée, Hankey rapporte aux Allemands que les Français proposent de les retrouver le lendemain matin à onze heures chez MacDonald (18).

Le lendemain, 16 août, le conseil de cabinet qui siège à Berlin sous la présidence du vice-chancelier Jarres prend acte avec satisfaction des résultats de la conversation que Marx et Stresemann ont eue avec Herriot. Toutes les exigences, sans doute, n'ont pas été satisfaites, mais on a la promesse que l'évacuation commencera immédiatement. A noter cette remarque que fait le ministre des Transports Oeser : « *Ce qu'on a obtenu n'est qu'un résultat provisoire ; le résultat définitif ne sera atteint qu'en liaison avec les négociations économiques* » (19).

(17) Ibidem.

(18) *Tagebuch*, p. 1304.

(19) Oeser fait certainement allusion ici aux négociations franco-allemandes pour un traité de commerce. Le procès-verbal de ce conseil de cabinet est publié dans *Die Kabinette Marx*, volume 2, p. 968-970.

3 — LA JOURNÉE DU 16 AOUT : LES CONCLUSIONS

Il semble que, désormais, on soit d'accord pratiquement sur tout et qu'il n'y ait qu'à conclure. Il y aura pourtant encore deux petits incidents dans la matinée du 16, l'un entre les Français et les Belges, l'autre entre les Français et les Allemands, dus l'un et l'autre, il faut le reconnaître, à la façon très personnelle dont Herriot a mené la négociation.

L'incident franco-belge est dû à l'engagement pris par Herriot la veille au soir d'évacuer en même temps que la Ruhr les trois villes occupées en 1921. En l'apprenant le 16 au matin, les Belges sont de fort méchante humeur, d'autant plus que l'une des villes, Ruhrort, qui est le débouché du bassin sur l'axe du Rhin, est tenue par les troupes belges. Ils reprochent à Herriot d'avoir fait aux Allemands cette nouvelle concession, qui les intéresse directement, sans même leur en avoir parlé (20). Simple mouvement d'humeur toutefois, car les Belges se rallient à cette décision.

L'autre incident oppose le ministre des Finances français Clémentel et le ministre des Finances allemand Luther. Herriot ne devait pas avoir prévenu Clémentel de ce que, au cours de ses conversations avec Marx et Stresemann, il avait accepté la disjonction de la prénégociation du traité de commerce franco-allemand d'avec la négociation politique générale en cours à Londres ; en effet, le 16 au matin, Clémentel, qui est accompagné de Serruys, directeur au ministère du Commerce, cherche à renouer la conversation sur le traité de commerce, qui est en panne depuis quatre jours. Il se heurte à un refus de Luther qui prétend que *« la situation créée en Allemagne par l'exigence française du délai d'un an pour l'évacuation rend impossible pour le moment d'entrer dans une négociation pour un traité de commerce. Il ne peut que laisser espérer que les négociations pour un traité de commerce pourront commencer le 1^{er} octobre à Paris »* (21). Clémentel paraît s'affliger de ce refus, mais ne peut modifier la position de son interlocuteur.

C'était là les dernières péripéties. La journée du 16 est en fait occupée à la mise en forme des conclusions d'une part de la négociation officielle (mise en route du plan Dawes et mesures devant l'accompagner), d'autre part de la grande négociation politique parallèle (retrait des troupes franco-belges du bassin de la Ruhr et questions jointes). Voyons-les successivement.

(20) Notes manuscrites d'Herriot, Papiers Herriot, carton n° 16.

(21) *Tagebuch*, p. 1304.

Les conclusions de la négociation technique officielle

A onze heures du matin, comme prévu, Allemands, Français et Belges sont réunis au 10, Downing Street : Marx, Stresemann, Luther, Herriot, Clémentel, Nollet, Theunis, Hymans, et quelques hauts fonctionnaires (22). On règle très rapidement les points encore en suspens. Sur le « *flagrant default* », Français et Belges acceptent la formule proposée par les Allemands. Sur l'affaire des cheminots, Herriot annonce tout simplement que les Franco-Belges ont renoncé à demander le maintien de cheminots des pays alliés dans les territoires occupés et l'affaire se trouve ainsi réglée sans autre débat. On en vient aux livraisons en nature : ici quelques difficultés à propos des colorants (23).

C'est une affaire assez curieuse. Pendant la conférence de Londres, il avait été établi, grâce d'abord aux efforts de Jacques Seydoux, que les livraisons en nature de l'Allemagne à la France au titre des réparations seraient non seulement maintenues, mais développées. Sans doute ces livraisons ne s'effectueraient plus sous forme contraignante, comme sous le régime des contrats de la M.I.C.U.M., auquel on renoncerait, mais sous forme de contrats commerciaux. Toutefois, cette modification du type des contrats ne devait nullement entraîner une restriction, en volume ou dans la durée, des livraisons en nature, bien au contraire ; et qui plus est, les livraisons en nature allemandes concernant certains produits essentiels devaient bénéficier, au profit des destinataires, de la garantie du gouvernement allemand : charbon, coke, briquettes de lignite, matières colorantes et produits pharmaceutiques (24). Ce sont les points faibles de l'économie française d'alors par rapport à l'économie allemande. A défaut de la restructuration des forces économiques profondes du continent, que l'on avait ambitionnée du côté français au début des années 20, mais que le rapport des forces politiques ne permettait plus de réaliser en 1924, le négociateur français de 1924 était parvenu, par ce biais, à assurer à l'économie française l'approvisionnement nécessaire en produits de base qui lui font alors défaut : produits charbonniers et colorants. Dans le cas des colorants, il y a même progrès pour la France par rapport au traité de Versailles : le traité avait prévu des livraisons à la France jusqu'en janvier 1925 (25) ; il est prévu de les prolonger jusqu'en août 1928, et sous la garantie du gouvernement allemand.

C'est donc des livraisons de colorants allemands à la France au titre des réparations que l'on parle encore le 16 août dans cette dernière réunion germano-franco-belge à Downing Street (26). L'affai-

(22) Compte rendu allemand, B A Coblenz, 9561/H 291 483-489, publié dans *Die Kabinette Marx*, volume 2, p. 1337-1339.

(23) Ibidem et notes manuscrites d'Herriot, Papiers Herriot, carton n° 16.

(24) Cf. le document d'août 1924, A A Bonn, K 1781/K 442 072-075.

(25) Traité de Versailles, Partie VIII, Section I, Annexe VI.

(26) Compte rendu allemand. Cf. note 22.

re est délicate, car les intérêts industriels, et financiers, sont puissants. Mais il faut aboutir : on décide de confier aux experts le soin de trouver un accord, et, pour qu'ils aboutissent sans retarder l'issue de la conférence, ils devront rester enfermés en séance jusqu'à ce que l'accord ait été trouvé (27). Les experts, enfermés en conclave, parviennent en effet rapidement à tomber d'accord sur un texte : les dernières difficultés de la négociation officielle, concernant les livraisons en nature de colorants par l'Allemagne, sont donc éliminées (28).

La négociation officielle, dès lors, est virtuellement terminée. A 16 heures, le « conseil des quatorze » se réunit une dernière fois pour entériner les décisions prises lors de la séance germano-franco-belge du matin et approuver le texte sur lequel les experts sont tombés d'accord à propos des livraisons en nature (29).

A 18 heures 30, c'est la séance plénière et solennelle de clôture de la conférence (30). Les propos qui sont tenus dans ce genre de cérémonie officielle ne sont pas toujours dénués de tout intérêt politique. Dans le discours de MacDonald, on relève quatre points : 1 - Le Premier britannique qualifie l'accord trouvé à propos de la mise en route du plan Dawes, de « *premier traité de paix* » et ne fait aucune mention du traité de Versailles, ce qui est bien dans la ligne constante de sa pensée depuis 1919 : « *cet accord peut être considéré comme le premier traité de paix, puisque nous le signons dans le sentiment que nous avons tourné le dos aux terribles années de guerre et à l'esprit de guerre* ». 2 - MacDonald, tout en annonçant l'évacuation militaire de la Ruhr par les Franco-Belges dans un délai d'un an, pousse à un raccourcissement des délais : « *Dans l'intervalle, certaines zones seront évacuées sans plus attendre, comme preuve que les gouvernements de la France et de la Belgique veulent que l'affaire se termine aussi vite et aussi bien que les circonstances le permettront* ». 3 - Il laisse entendre que l'accord qui vient d'être trouvé est susceptible de *révision* (le mot est employé), ce qui ne peut qu'être agréable à Stresemann (31) : « *je voudrais faire comprendre à la population allemande que, comme conséquence de cette conférence, nous avons établi un système d'arbitrage, d'examen,*

(27) *Les Papiers de Stresemann*, tome I, p. 292.

Sur l'importance qu'Herriot attache aux questions économiques quand elles intéressent la ville de Lyon, voir ce qu'en écrit dans ses Mémoires LUTHER, *Politiker ohne Partei*, p. 287.

(28) Ce texte va être signé le soir même en même temps que le protocole final de la Conférence, lors de la dernière séance plénière. Il sera publié dans les livres de couleurs. Voir le livre jaune français, *Documents diplomatiques, Conférence de Londres*, p. 203-242. Voir aussi le document n° 48, p. 202-203.

(29) Procès-verbal en allemand, BA Coblenz R 2/2880, en anglais, A A Bonn, 9516/H 281 604-607 ; notes de la délégation française, Quai d'Orsay, B 75-17, carton 218.

(30) Texte sténographique intégral publié dans le livre jaune français, p. 89-99.

(31) Avant la séance, MacDonald avait confidentiellement communiqué à Stresemann les passages de son discours concernant l'Allemagne, lui demandant s'il pensait que cela ferait bonne impression, ce que Stresemann avait approuvé. Cf. *Les Papiers de Stresemann*, tome I, p. 293.

de révision, qui permettra aux Allemands, comme à nous, de suivre le fonctionnement du plan des Experts, de surveiller des projets dont les effets peuvent paraître douteux et de nous rapprocher dans le désir sincère de rectifier les erreurs dès qu'elles seront découvertes ». 4 - Il donne une satisfaction à Herriot en disant : « Il y a la question des dettes interalliées que je propose de traiter conformément à la déclaration qui a été faite à Paris (32) ; il y a la question du désarmement et de la sécurité nationale, la question de la composition et de l'autorité de la Société des Nations ». Evoquer ces problèmes en cette occasion, c'est, malgré tout, de la part de MacDonald, une sorte d'engagement, au moins moral, à l'égard d'Herriot.

Herriot, quant à lieu, ne tient que des propos de circonstance sans aucune portée politique (33).

L'ambassadeur Kellogg exprime l'immense étendue des convictions et des espérances américaines dans toute leur fraîcheur et avec une franchise qui, avec le recul du temps, apparaît presque caricaturale : « Pour les hommes d'Etat du monde entier, il est évident, je crois, que le règlement des réparations, la restauration des finances nationales et le relèvement de l'Allemagne constituent la base de la future prospérité européenne ». Le plan Dawes est « l'œuvre constructive la plus remarquable des temps modernes... je crois que ce règlement marque l'aube d'une ère nouvelle ; il apporte l'espérance à des millions d'hommes ; il marque la résurrection de l'industrie et de la prospérité, si nécessaires au bonheur et au progrès de l'humanité... Cette conférence est le début d'une époque d'harmonie, qui laisse présager un avenir plus heureux ».

Le Belge Theunis, ayant à s'exprimer après ces envolées, est d'une sobriété tout à fait remarquable : « Je n'ai pas l'intention de prononcer un discours. Il se fait tard... Permettez-moi d'exprimer l'espoir que le succès couronnera nos efforts et que les années à venir verront l'exécution du plan Dawes dans une atmosphère nouvelle ».

Le chancelier Marx parle le dernier. Avant la séance, il avait été débattu, à l'intérieur de la délégation allemande, de ce que le chancelier devait dire. Il avait été prévu que le chancelier saisirait l'occasion pour poser la question des responsabilités dans les origines de la guerre mondiale (34). Ce serait là manier de l'explosif ; certes, en Allemagne, les nationaux-allemands, et pas eux seulement d'ailleurs, sont très sensibles sur ce point et ils voudraient voir le gouvernement du Reich prendre une initiative (35). Mais les Alliés, et surtout les Français et les Belges, que penseraient-ils si, à l'occasion de la séance de clôture de la conférence de Londres, à l'heure

(32) Allusion au mémorandum franco-britannique du 9 juillet. Voir, ci-dessus, chapitre XII, 1^{re} partie.

(33) « Mon pays n'a pas de désir plus sincère, d'ambition plus haute, que de voir, parmi les peuples, se répandre la devise qui est, depuis longtemps déjà, la sienne : Liberté, Egalité, Fraternité ».

(34) Les Papiers de Stresemann, tome I, p. 293.

(35) Voir ci-dessus, chapitre XVII, 4^e partie.

des propos de concorde ou de circonstance, le chef du gouvernement allemand, de façon inattendue, posait la question des responsabilités dans les origines de la guerre ? Raison réelle ou échappatoire, Marx avait obtenu de la délégation allemande mission d'en parler à MacDonald avant la séance (36). Or, les circonstances ayant voulu que Marx n'ait pas eu la possibilité de parler à MacDonald avant l'ouverture de la séance de clôture, le chancelier allemand s'est trouvé dispensé de soulever EN PUBLIC la question. Le discours qu'il tient lors de la séance de clôture est d'une platitude parfaite, et très certainement consciente et voulue.

Après avoir obtenu l'assentiment de la conférence pour un télégramme d'hommage au roi (37), le Premier travailliste lève la séance.

A 21 heures, des membres des diverses délégations (38) paraphent l'acte final de la conférence : texte parfaitement anodin, il tient en quelques lignes et se borne à constater l'accord des gouvernements intéressés à la mise en route du plan Dawes (39). La conférence de Londres est terminée.

Les conclusions de la négociation politique parallèle

En cette même journée du 16 août, des engagements sont pris et des promesses sont faites, qui concernent la France, l'Allemagne, la Belgique et la Grande-Bretagne, sous forme de lettres échangées entre chefs de gouvernements, lettres qui ne seront pas jointes aux actes officiels de la conférence, qui ne seront donc pas publiées dans les livres de couleur, et dont plusieurs sont restées jusqu'à ce jour inédites. Elles concernent les engagements d'évacuation militaire et la question des responsabilités dans les origines de la guerre. Ces diverses lettres sont mises au point au cours de la journée du 16 août dans des conversations entre les chefs de gouvernements.

Il s'agit d'abord d'un ensemble de lettres entre Herriot, Theunis, Marx et MacDonald au sujet de la promesse d'évacuation militaire de l'ensemble du bassin de la Ruhr par les Franco-Belges dans un délai maximum d'un an. La lettre-clef est signée d'Herriot et de Theunis et adressée au chancelier Marx (40). On y lit : « *Si les accords de Londres librement consentis pour la mise en œuvre du plan des Experts sont appliqués dans l'esprit de loyauté et de pacification qui a inspiré les délibérations de la conférence, ils* (les gouverne-

(36) *Les Papiers de Stresemann*, ibidem.

(37) « *La Conférence toute entière s'unit à moi pour offrir à Votre Majesté ses respectueux hommages* ». Livre jaune français, p. 99.

(38) Pour la France, M. René Massigli. Les signatures officielles n'auront lieu qu'à la fin d'août, après les débats de ratification dans les divers Parlements, par les soins des ambassadeurs à Londres, représentant leurs chefs de gouvernements.

(39) Protocole final, textes français et anglais dans le livre jaune français, p. 206-207.

(40) A A Bonn, 9516/H 281 537-539.

ments français et belge) *procéderont à l'évacuation militaire du territoire de la Ruhr dans le délai maximum d'un an à partir de ce jour* ». Mais cette même lettre fait mention du traité de Versailles et présente l'occupation militaire de la Ruhr comme ayant été légale (41).

Aussi, en accord d'ailleurs avec les chefs des gouvernements français et belge (42), le chancelier Marx adresse-t-il une lettre à Herriot et Theunis, dans laquelle le chef du gouvernement allemand commence par accuser réception de la missive des chefs de gouvernements français et belge et prend acte de la promesse d'évacuation militaire de l'ensemble du bassin de la Ruhr dans un délai d'un an à compter de ce jour (43). Puis le chancelier allemand renouvelle l'expression du point de vue allemand, selon lequel l'occupation militaire de la Ruhr n'aurait pas été légale. Enfin, écrit Marx, « *je voudrais exprimer la conviction qu'il apparaît souhaitable de hâter autant que possible l'évacuation militaire de façon à ce qu'elle soit terminée avant la date que vous m'indiquez ; je ne laisse pas d'espérer que les gouvernements français et belge tiendront compte de ce point de vue* ».

MacDonald, quant à lui, adresse à Herriot et à Theunis une lettre dans laquelle il écrit que « *le gouvernement britannique n'a jamais reconnu la légalité de l'occupation de la Ruhr ni l'interprétation des clauses du traité de Versailles selon laquelle ses alliés ont agi* » ; il prend acte de la promesse des Franco-Belges d'évacuer dans un délai d'un an et « *il préconise très vivement que les gouvernements intéressés fassent tout le possible pour hâter l'évacuation, car l'opinion du gouvernement britannique est que la prolongation de l'occupation pourrait porter préjudice à l'exécution du plan Dawes et mettre en danger les arrangements sur lesquels on est tombé d'accord à la conférence de Londres* » (44). La pression sur les gouvernements de Paris et de Bruxelles est évidente. Enfin MacDonald ne manque point de faire aussitôt parvenir au chancelier Marx une copie de cette missive, que le Foreign Office publiera d'ailleurs, afin que nul n'en ignore, dès le 18 août, lendemain du jour où Herriot aura quitté Londres, ce qui occasionnera d'ailleurs une assez vive émotion en France (45).

Voici donc le sort de la présence militaire franco-belge dans le bassin de la Ruhr réglé. Les engagements verbaux n'y ont pas suffi ; on a voulu détenir des engagements écrits des partenaires ; comme il n'était pas question de traiter de l'évacuation militaire de la Ruhr dans les actes officiels de la conférence, ces diverses missives y pourvoient.

(41) « *Les gouvernements français et belges confirment leurs déclarations antérieures aux termes desquelles l'occupation de la Ruhr a été effectuée par eux en vertu du traité de Versailles* »...

(42) *Les Papiers de Stresemann*, tome I, p. 292.

(43) A A Bonn, 9516/H 281 527.

(44) A A Bonn, 9516/H 281 533-536.

(45) Voir WEILL-REYNAL, tome III, p. 133-134.

Outre la promesse d'évacuation militaire de l'ensemble du bassin de la Ruhr, dans un délai d'un an, Herriot avait été amené, on se le rappelle, à promettre à Stresemann d'une part l'évacuation immédiate de la partie orientale du bassin (région de Dortmund-Hörde) et de certaines positions stratégique-logistiques sur la rive droite du Rhin (par exemple le nœud ferroviaire d'Offenbourg et Appenweier en pays de Bade), et d'autre part l'évacuation, en même temps que du restant du bassin de la Ruhr, des villes de Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort, portes du bassin et débouché de celui-ci sur l'axe majeur du Rhin.

Sur ces engagements d'Herriot aussi, Stresemann voudrait détenir des lettres portant la signature du président du Conseil français. Mais ici il se heurte à une mauvaise volonté d'Herriot, qui voudrait que ces engagements-là restent verbaux. Pourquoi ? Pour l'engagement qu'il a pris d'évacuer dans un délai d'un an l'ensemble du bassin de la Ruhr, Herriot est couvert par la décision du conseil des ministres français de la nuit du 9 au 10 août. Mais, pour les autres promesses d'évacuation faites à Stresemann, Herriot n'est pas couvert, et ces promesses vont au-delà de ce que le gouvernement français avait décidé et que le Parlement français, s'il le savait, pourrait accepter (que l'on se rappelle les raisons de la venue de Loucheur à Londres).

Tout cela fait l'objet d'une discussion entre Stresemann, Herriot et Theunis lors de la rencontre des ministres allemands, français et belges dans la matinée du 16 août (46). On finit par aboutir à un processus de lettres et de refus de lettres qui est assez compliqué, mais qu'il est indispensable d'analyser, parce qu'il est révélateur des difficultés et des équivoques naissantes du rapprochement franco-allemand, mais aussi parce que ces habiletés qui, évidemment, ne sont pas libres d'arrière-pensées, ne resteront pas, non plus, sans conséquences.

Herriot et Theunis adressent au chancelier Marx une lettre par laquelle les gouvernements de Paris et de Bruxelles prennent l'engagement d'ordonner « *au lendemain de la signature définitive de l'accord de Londres (47), l'évacuation militaire de la zone de Dortmund-Hörde (48) et des territoires, en dehors de celui de Ruhr, occupés depuis le 11 janvier 1923 ; cette évacuation militaire aura lieu en même temps que l'évacuation économique des mêmes zones* » (49). Dans une lettre à Herriot et à Theunis, le chancelier

(46) B A Coblenz, 9561/H 291 483-489. Procès-verbal allemand partiellement publié dans *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 1337-1339.

(47) Cette signature définitive est prévue pour le 30 août 1924, après les débats de ratification par les divers parlements.

(48) Soit environ le tiers du bassin de la Ruhr.

(49) Lettre originale, A A Bonn, 9516/H 291 528-529. Ce document porte en note marginale signée de Schubert : « *Donné par Peretti au cours de la séance plénière du 16 août 1924.* » Herriot avait tenu à ce que seules les villes de Dortmund et Hörde soient citées dans cette lettre, et que, pour le reste, on s'en tienne à une formule générale, car une énumération trop précise et trop longue pourrait braquer l'opinion publique française contre les décisions prises. B A Coblenz, 9561/H 291 487.

Marx accuse réception de cette missive et prend acte de l'engagement qu'elle contient (50).

Mais il n'en va pas de même pour la promesse d'évacuer Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort, en même temps que le reste du bassin de la Ruhr, dans un délai maximum d'un an. Malgré la demande de Stresemann qui, ici aussi, voudrait un engagement écrit d'Herriot, celui-ci s'y refuse : il demande à Stresemann de se contenter de sa promesse verbale : « *Je n'hésite pas à déclarer formellement que ces villes, c'est-à-dire ce qu'on appelle le territoire occupé à titre de sanction, seront évacuées en même temps que le reste du bassin de la Ruhr* » (51). Theunis appuie la demande d'Herriot, et Stresemann, pour les trois villes en question, finit par accepter de se contenter de la promesse verbale d'Herriot et Theunis. Le chancelier Marx n'en adresse pas moins aussitôt aux chefs des gouvernements de Paris et de Bruxelles une lettre datée du 16 août, où on lit : « *Dans la séance, qui s'est tenue aujourd'hui à Londres entre les délégations allemande, française et belge, MM. les présidents du Conseil français et belge ont déclaré, au nom de leurs gouvernements, qu'ils ne s'opposeraient pas, pour leur part, à ce que les territoires occupés au printemps de 1921 sur la rive droite du Rhin soient évacués en même temps que le bassin de la Ruhr* ». Ce document n'est pas publié sur le moment, ni officiellement bien sûr, ni même officieusement dans un journal comme l'EUROPE NOUVELLE. Mais les Allemands le publieront dans leur Livre Blanc, en janvier 1925, pour prendre date (52).

Aussitôt après cette laborieuse conversation entre ministres allemands, français et belges, qui dura, le 16 août, de onze à quinze heures, et au cours de laquelle les différentes « lettres » furent mises au point (53), le chancelier Marx se rend chez MacDonald (54). Marx

(50) Cet échange de lettres ne sera pas publié dans les livres de couleurs alliés, mais les Allemands le publieront dans leur livre blanc, édité dès janvier 1925, comme pour officialiser l'engagement. Ces deux lettres seront toutefois connues très tôt par leur publication dans l'*Europe Nouvelle* du 23 août 1924 ; les opinions publiques devaient d'ailleurs être informées très tôt, puisqu'aussi bien ces évacuations, ainsi que prévu, s'effectuèrent immédiatement. Voir WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 118. On est ainsi amené à se demander si la publication de l'*Europe Nouvelle* du 23 août n'a pas été une fuite organisée pour les nécessités de l'évacuation.

(51) B A Coblenz, 9561/H 291 488.

(52) *Weissbuch* allemand, janvier 1925, document n° 58. Les services officiels français feront la sourde oreille sur cette publication jusqu'à ce que Saint-Aulaire, encore ambassadeur de France à Londres en août 1924, mais tenu à l'écart de la négociation par Herriot et bientôt limogé par lui, mette le doigt dessus, et évidemment, en fasse usage contre Herriot. Voir BARDOUX, *L'Expérience de 1924*, p. 260-261.

(53) C'est au cours de la même conversation que Luther et Herriot tombèrent d'accord sur les livraisons de matières colorantes de l'Allemagne à la France au titre des réparations. On ne peut se déprendre du sentiment que les concessions françaises sur le retrait des troupes françaises ont facilité la satisfaction des demandes françaises sur les livraisons allemandes de colorants, auxquelles Herriot, comme maire de Lyon, attache l'importance la plus grande. Voir, ci-dessus, note 27.

(54) *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 1339, et télégramme d'information de Schubert pour Berlin, A A Bonn, 9516/H 281 537-539.

informe MacDonald des accords confidentiels qu'Allemands, Belges et Français viennent de trouver ; les Allemands ont d'ailleurs fait parvenir par Hankey à MacDonald copies de toutes les lettres échangées avec les Franco-Belges (55) ; MacDonald annonce à Marx une lettre promettant catégoriquement l'évacuation de Düsseldorf, Duisbourg et Ruhrort (56).

Pour compléter l'analyse des lettres, très nombreuses donc, échangées entre les chefs de gouvernements, le 16 août 1924, mentionnons encore une lettre de Marx à Herriot, demandant un allègement des conditions de l'occupation sur la rive gauche du Rhin (57), et surtout la lettre de Marx à MacDonald sur la question des responsabilités dans les origines de la guerre en 1914 (58). Marx qui, involontairement ou non, n'avait pas pu parler de cette délicate affaire lors de la séance officielle de clôture de la conférence (59), tient néanmoins à la soulever auprès de MacDonald ; la solution d'une lettre personnelle et destinée à rester confidentielle, à l'intention de MacDonald, postérieure à la clôture de la conférence, mais antidatée, permet tout à la fois de lancer l'affaire à Londres, d'éviter un éclat à Paris et à Bruxelles, et sans doute, en tant que de besoin, de pouvoir dire à Berlin aux nationaux-allemands, qui y tiennent, et auxquels on tient, qu'on a fait quelque chose. Dans sa lettre à MacDonald, Marx annonce que l'Allemagne a l'intention, dès que la publication en cours de la collection de la *Grosse Politik der europäischen Kabinette* sera terminée, de proposer aux puissances qui ont pris part à la guerre mondiale la constitution d'un tribunal d'arbitrage international appelé à porter un jugement « impartial » sur la question des origines de la guerre (60). Marx demande à MacDonald de tenir confidentielle pour le moment cette intention du gouvernement allemand, mais il le prie de sonder le terrain du côté des Alliés.

Ce serait se méprendre que de ne voir dans cette dernière initiative de la délégation allemande, au retour de la conférence de

(55) Ibidem.

(56) Dans ce dernier cas, la prise de position britannique est importante, puisque les trois villes ont été occupées en 1921 par les Alliés d'accord entre eux. La lettre de MacDonald à Marx sera transmise le 19 août ; MacDonald y écrit que les raisons qui avaient justifié l'occupation des trois villes ont cessé d'être depuis longtemps et que le gouvernement britannique « est en faveur de leur évacuation immédiate. J'en ai informé les Premiers ministres français et belge ». A A Bonn, 9561/H 281 541-542.

(57) A A Bonn, M 311/M 013 104-105. Ce document ne sera publié dans aucun livre de couleur, pas même dans le livre blanc allemand.

(58) B A Coblenz, M 307/M 013 077-079, publié dans *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 1340-1341. Cette lettre, datée du 16 pour bénéficier du même privilège de date, donc de crédibilité, que les autres lettres datées de ce jour, fut en fait rédigée dans la nuit du 17 au 18, pendant le voyage de retour vers Berlin de la délégation allemande, et expédiée de Berlin à l'ambassade d'Allemagne à Londres pour transmission au Foreign Office. Ibidem, p. 1306 et p. 1340, note 1.

(59) Cf. ci-dessus, même chapitre, même partie.

(60) La *Grosse Politik*, on le sait, est la publication officielle des documents diplomatiques allemands des années 1871 à 1914. Elle a commencé très tôt après la première guerre mondiale, et est déjà en train en 1924. La dimension politique de l'entreprise est évidente.

Londres, qu'une manœuvre de politique intérieure allemande visant à préparer une satisfaction pour l'opposition nationale-allemande. En fait, c'est une pierre d'attente. Toute la politique des réparations est fondée en droit sur l'article 231 du traité de Versailles, c'est-à-dire sur la thèse de la culpabilité allemande. Quelle que soit par ailleurs l'interprétation que l'on puisse donner de l'article 231 (61), le but du gouvernement allemand est d'obtenir, par une révision des thèses historiques sur les origines de la guerre, une révision de cet article du traité de Versailles, et, par là-même, une révision des réparations, avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer. Il n'est pas sans intérêt de remarquer que la dernière initiative allemande, à la fin de la conférence de Londres, vise à amorcer une telle évolution.

On voit l'importance des lettres, confidentielles ou secrètes à des degrés divers, échangées le 16 août 1924 entre les chefs de gouvernement de Paris, Berlin, Bruxelles et Londres. L'œuvre de la conférence de Londres se trouve là, beaucoup plus que dans l'anodin protocole final qui, seul, aura à subir la sanction des ratifications parlementaires. Le Cartel des gauches au pouvoir à Paris, le Travailisme à Londres, et les Libéraux à Berlin n'ont pas mis un terme aux pratiques de la diplomatie secrète. Rarement une conférence internationale n'a montré, comme celle de Londres en juillet-août 1924, une telle disproportion entre la partie officielle, seule à devoir être connue des opinions publiques, et la partie confidentielle, de si loin la plus importante. Sans doute, pourra-t-on dire, les questions à résoudre étaient si vastes, les opinions publiques si prévenues les unes contre les autres, les obstacles si nombreux dans les divers pays, et la négociation encore si débutante, que de telles habiletés étaient nécessaires pour permettre à la nouvelle politique internationale de débiter précisément. Il n'en reste pas moins que ces habiletés, qui ne visent pas toutes à liquider le passé, mais dont certaines veulent préparer un avenir, pèseront sur la suite des relations franco-allemandes et de la vie internationale. Il y a tout lieu de penser que la réussite de la conférence de Londres n'était possible qu'au prix d'habiletés et d'équivoques. C'est dire que la réussite du jeu diplomatique et politique — qui a été malgré tout essentielle et décisive — n'a pas radicalement et définitivement transformé la nature et les rapports des forces profondes de toutes sortes.

(61) Cf. P. RENOUVIN et C. BLOCH, *L'article 231 du traité de Versailles, sa genèse et sa signification*, Revue d'Histoire de la Guerre, 1932.

4 — DEBATS PARLEMENTAIRES A PARIS ET A BERLIN

Tandis que MacDonald peut enfin partir pour l'Écosse, la délégation allemande, dès le 17 au matin, s'en retourne par train spécial à Berlin, où elle arrive le 18 au matin (62). Pendant le trajet, les délégués allemands mettent au point la lettre pour MacDonald que l'on a vue et qui concerne les responsabilités dans les origines de la guerre (63). Aussitôt arrivés à Berlin, Marx, Stresemann et Luther se rendent auprès d'Ebert pour lui rendre compte et, dans la même journée du 18, à 15 heures, un conseil de cabinet réunit à la chancellerie l'ensemble des ministres (64) : Stresemann y demande un vote aussi rapide que possible par le Reichstag des lois nécessitées par le plan Dawes et un grand débat aussitôt que possible, avec vote de confiance ; « *il pourrait être dangereux de tarder, en particulier à cause de la position d'Herriot ; un retard pourrait occasionner sa chute* ».

Herriot, lui, reste à Londres le 17 août, où il prépare à sa façon le débat parlementaire français : il donne une conférence de presse qui présente, sous un jour évidemment favorable, les résultats de la conférence de Londres, et au cours de laquelle il crée le mot et l'idée-force du « FRANÇAIS MOYEN ». Le 18, Herriot part pour Paris, où il arrive, précédé des articles qui ont paru dans la presse du matin. La foule des « Français moyens » a envahi la gare Saint-Lazare et aux cris de « *Vive la paix* » réserve au président du Conseil l'un des plus chaleureux accueils qu'un homme politique français ait reçu au retour d'une conférence internationale.

Le débat parlementaire à Paris. La modération de Poincaré

En France, Herriot a à l'évidence la majorité de l'opinion pour lui. La conférence de presse et l'accueil de Paris tiennent déjà lieu de débat de ratification. On est devant l'un de ces profonds mouvements d'opinion que suscite parfois l'espoir, dont on peut dire qu'ils sont irraisonnés, mais avec lesquels les gouvernements ne peuvent pas ne pas compter. Herriot se fait porter par cette vague de fond, qui prolonge et amplifie la victoire électorale du 11 mai. Il est « HERRIOT-LA-PAIX », comme l'on crie dans les rues ; dans le senti-

(62) *Tagebuch*, p. 1305-1306.

(63) Ibidem et *Les Papiers de Stresemann*, tome I, p. 295-296.

(64) Procès-verbal publié dans *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 972-974.

ment populaire, on ne saurait s'en prendre à sa politique sans passer pour un ennemi de la paix. Pour les Gauches (65), « HERRIOT-LA-PAIX » l'a emporté sur le cauchemar de la guerre, l'avenir sur le passé.

Toute opposition, bien sûr, n'a pas cessé ; mais pour le moment elle est très minoritaire ; dans les débats parlementaires, elle se manifesterait surtout par des interjections orageuses. Dans la presse, L'ACTION FRANÇAISE et L'ECHO DE PARIS convainquent leurs lecteurs, qui en sont d'avance convaincus, des dangers que la politique nouvelle fait courir à la France, voire à l'équilibre de l'Europe, tandis que la presse du Cartel annonce l'aube des temps nouveaux. Foch est en Bretagne et ne sort de son silence que pour écrire à Charles Reibel la lettre que l'on sait (66), Poincaré, pour l'instant, se tait, et Jacques Bainville confie à la solitude de ses notes journalières son amertume et ses prophéties de Cassandre : *« La conférence de Londres n'est pas seulement l'effondrement du traité de Versailles, la fin des mesures de précaution et des garanties que nous avons sur la rive gauche du Rhin et dans la Ruhr. Elle est aussi le couronnement des efforts qui auront été multipliés pendant cinq ans pour sauver l'Allemagne, pour la rétablir, dans sa prospérité d'abord, et dans sa puissance ensuite. Efforts véritablement insensés ! On s'en apercevra trop tard, car le relèvement de l'Allemagne ne s'arrêtera plus... La finance exclut les questions nationales et politiques, qui gênent ses opérations. Ce qu'il lui faut, c'est une Europe qui ressemble autant que possible à l'Europe d'avant-guerre, avec une Allemagne riche et prospère. Que l'Allemagne se serve de cette richesse et de cette prospérité pour retrouver sa puissance d'autrefois et pour en abuser, c'est ce qui n'entre pas dans les calculs des banquiers. Leur idée dominante, celle qui triompha à la conférence de Londres, c'est le relèvement de l'Allemagne... Pour en arriver là, que fallait-il aux financiers anglo-américains ? Des gouvernements aussi indifférents qu'eux aux grands intérêts nationaux et politiques, des gouvernements dont l'idéologie pacifiste prépare d'ailleurs les guerres de l'avenir, des gouvernements mous et amorphes qui vivent de démagogie et qui n'offrent pas plus de résistance aux forces capitalistes qu'aux éléments subversifs du dedans et du dehors »* (67).

Il nous semble que l'on ne pourrait s'abstenir de citer cette analyse de la situation — cruelle, amère et lucide — sans amputer le tableau des opinions en France au cours de l'été 1924. Mais il convient de voir qu'il s'agit d'une opinion exceptionnelle. Le débat entre le courant d'opinion majoritaire en faveur des accords de Londres et le courant d'opinion minoritaire qui leur est opposé se situe à une profondeur d'analyse bien moins grande. A vrai dire, le

(65) Exception faite des communistes qui, tout en étant bien sûr très anti-poincaristes, n'en sont pas moins très circonspects sur les résultats de la conférence de Londres. Mais l'influence des communistes est encore très limitée sur l'opinion publique française.

(66) Voir ci-dessus, chapitre XV, 2^e partie, et chapitre XVII, 3^e partie.

(67) J. BAINVILLE, *Journal 1919-1926*, Plon, 1949, p. 212-213 (28 juillet-9 août 1924).

gros de l'opinion française approuve avec enthousiasme la nouvelle politique allemande de la France en fonction de sa répulsion à l'égard du « cauchemar » du passé et de l'espoir de la paix pour l'avenir, bien plutôt qu'en fonction d'une analyse raisonnée des éléments de la décision, qu'elle ne possède pas.

Les débats parlementaires à Paris ne contribuent pas à mieux éclairer l'opinion. A relire ces débats après avoir analysé la documentation de la conférence de Londres, on est frappé de l'extraordinaire disproportion qu'il y a entre l'enjeu et les conséquences des décisions prises à la conférence et les propos tenus au Parlement. Il semble que majorité et opposition concourent à éviter le vrai débat pour se consacrer aux exposés de principes, aux interjections d'effet immédiat, voire aux habiletés prudentes. C'est en fait, osons le mot, à un débat escamoté que l'on assiste.

D'abord il ne s'agit pas d'un débat portant de façon précise sur les accords de Londres (les documents des accords ne sont pas soumis au vote du Parlement), mais d'un débat sur la politique extérieure du gouvernement en général. Les termes mêmes de la motion sur laquelle députés et sénateurs sont appelés à voter méritent d'être analysés : « *La Chambre des Députés (le Sénat), approuvant les déclarations du Gouvernement, confiant en lui pour poursuivre l'exécution des accords de Londres et pour obtenir les garanties nécessaires à la sécurité de la France et un règlement satisfaisant des dettes interalliées, passe à l'ordre du jour* » (68).

Texte d'une habileté très grande. Si, du point de vue des légitimes et justes intérêts français, une critique fondée peut être portée contre l'œuvre de la conférence de Londres, c'est sur la disjonction de l'acceptation du plan Dawes et de la promesse conjointe d'évacuation militaire de la Ruhr d'avec la solution du problème des dettes interalliées et de la solution du problème de la sécurité. A Londres, la France a lâché L'ATOUT MATÉRIEL qu'elle avait en main et accepté que les problèmes soient réglés, là où elle avait à concéder, contre les PROMESSES VERBALES de négociations à venir (69), là où elle a à recevoir. Retournant comme un gant la critique prévisible, le texte de la motion parlementaire vise précisément à demander aux députés et aux sénateurs leur confiance au gouvernement pour que celui-ci POURSUIVE l'œuvre de Londres afin de trouver des solutions aux problèmes de la sécurité et des dettes interalliées. Texte non seulement d'une extrême habileté verbale, et donc parlementaire, qui va permettre de franchir facilement le cap d'un vote de confiance, mais aussi texte qui, finalement, révèle le fond de la pensée

(68) Le texte de la motion fut le même pour la Chambre et le Sénat. Cf. *Journal Officiel, Débats parlementaires* ; Chambre des députés, 21-24 juillet 1924 ; Sénat, 26 juillet 1924. Sur le débat à la Chambre, voir aussi la relation qu'en fait Hoesch dans son télégramme n° 497 du 24 août, A A Bonn, L 1543/L 469 086-096.

(69) L'évocation que fait MacDonald, lors de son discours de clôture de la conférence de Londres, d'une négociation sur les dettes interalliées, est évidemment d'une aide précieuse pour Herriot à son retour à Paris.

politique d'Herriot et de la stratégie concessive qu'il a choisi d'adopter à l'égard de l'Angleterre travailliste et, à travers elle, à l'égard de l'Allemagne de Stresemann. Quoi qu'il en soit, le plan Dawes avait été accepté dans son principe et ses modalités techniques par Poincaré dès avant l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches. Restaient d'une part le problème des dettes interalliées et celui de la construction de la sécurité en Europe, d'autre part le fait matériel de la présence militaire franco-belge dans la Ruhr, celui de la Régie des chemins de fer, celui de la M.I.C.U.M., etc... On peut estimer que Poincaré et Herriot étaient au fond d'accord pour s'appuyer sur un renouveau d'entente franco-britannique pour régler le problème des dettes et celui de la sécurité. Mais, sur le procédé, la différence entre eux venait de ce que, pour Poincaré (sa correspondance avec MacDonald de janvier à mai 1924 le montre à l'évidence), il devait y avoir négociation, l'abandon par la France de son atout matériel devant être négocié par l'obtention de solutions, tandis que, pour Herriot, il devait d'abord s'agir de rétablir la confiance entre Paris et Londres par la concession de l'évacuation de la Ruhr, pour, ensuite, pouvoir se servir de l'amitié anglaise afin de trouver des solutions au problème des dettes et à celui de la sécurité.

Aussi importe-t-il de ne pas analyser le texte de la motion du débat parlementaire français à la seule lumière des événements qui vont suivre : les plans d'Herriot vont échouer, et il n'obtiendra de négociation ni sur les dettes interalliées ni sur la sécurité, du moins selon les conceptions françaises ; il importe, pensons-nous, d'analyser le texte de cette motion selon la situation au moment où elle est rédigée, dans la seconde moitié d'août 1924 : à cette date, la motion correspond effectivement aux projets et aux espoirs d'Herriot.

Le débat à la Chambre des députés dure du 21 au 24 août. Il est remarquable de constater qu'Herriot, loin de présenter son œuvre comme antithétique de ce qu'avait été celle de Poincaré, s'attache au contraire à souligner les éléments de continuité : poursuite de l'occupation militaire de la Ruhr pendant un an, maintien des pouvoirs de la Commission des réparations, garanties de sauvegarde pour les Allemands qui ont pris part au mouvement rhénan, etc... Les propos que tient en ce sens Herriot à la Chambre des députés le 22 août appellent ceux que l'on entendra Poincaré prononcer au Sénat le 26.

Non moins remarquable sont les propos tenus, en ce 22 août, à la Chambre par Léon Blum. Si Herriot s'est attaché à mettre en relief les éléments de continuité, Blum s'attache à souligner les ruptures et à élargir le fossé entre Herriot et Poincaré, comme s'il pressentait le glissement possible du leader radical vers le centre et cherchait à l'ancrer à gauche : *« Pendant deux ans, ici et ailleurs, sans trêve, sans merci, nous avons combattu la politique de la Ruhr. Et c'est la politique de la Ruhr qui vient d'être à Londres, je ne dis pas liquidée — hélas ! la liquidation n'est pas complète — mais jugée ; et la condamnation est définitive... La Chambre sait combien de fois je suis monté à la tribune, dans des conditions peut-être diffi-*

ciles, pour déclarer que l'opération de la Ruhr, dans notre conviction profonde, était mauvaise en soi, funeste en soi. Quand une chose est mauvaise en soi, funeste en soi, on a le devoir de la faire cesser le plus vite possible, sans condition quelconque... Personne ne l'a mieux compris que le peuple de ce pays. Le sentiment populaire ne s'y est pas trompé, dans sa clairvoyance. Le peuple de Paris l'a bien montré lorsque, aux gares, au retour de Londres de M. le président du Conseil, il criait : « Herriot-la-paix ! Herriot ! Vive la paix ! ». Eh bien, c'est la vraie morale de la situation que l'on tirait. C'est le peuple qui, dans ces quelques mots, écrivait l'histoire la plus sincère et la plus exacte de la conférence de Londres. De cela, nous, remercions sincèrement, cordialement, M. le président du Conseil... Nous le remercions d'avoir, comme on l'a dit, rendu à la France son vrai visage, d'en avoir arraché ce vilain masque sous lequel, pendant quatre ans, on l'avait dissimulé... A mesure que l'on crée la paix dans le monde, c'est Jaurès qui ressuscite » (70).

La Chambre des députés vote la motion par 336 voix contre 206.

Le 26 août, le débat s'est porté au Sénat. On y attend, bien entendu, le verdict de Poincaré. Or, c'est peu dire que Poincaré ne condamne pas la politique d'Herriot ; on assiste, comme lors du débat au Sénat qui avait précédé le départ d'Herriot pour la conférence de Londres, à un duel à fleuret moucheté entre les deux hommes, qui évite les coups qui pourraient faire mal, et qui n'est pas exempt de coquetteries réciproques. Certes, Poincaré laisse bien entendre que, s'il était resté au pouvoir, les choses se seraient passées autrement ; l'ancien président du Conseil a largement recours à l'emploi des verbes au conditionnel ; il ne laisse point planer le doute sur le fait qu'il a bien compris ce qui s'est passé à Londres. Il met le doigt sur la disjonction de la solution du problème des dettes interalliées d'avec l'abandon du gage matériel de la présence militaire dans la Ruhr, pour la regretter, mais sans en faire à Herriot

(70) *L'œuvre de Léon Blum, 1914-1928*, p. 356-374.

Ces derniers mots, tenus sans doute pour blasphématoires, suscitent un tollé sur certains bancs de l'Assemblée.

Blum ne cessera jamais de revendiquer l'œuvre de la conférence de Londres comme la grande tentative de l'Internationale socialiste pour construire la paix. Ainsi, dans *Le Populaire* du 14 octobre 1927, il écrira : « En septembre 1924, un grand souffle est passé. On a cru, on a espéré dans l'Europe entière que tous les Etats allaient s'unir pour soumettre leurs différends à un arbitre, pour mettre l'agresseur hors la loi, pour désarmer. Qu'est-ce qui avait rendu possible un tel espoir, psychologiquement et matériellement ? Tout d'abord les conditions politiques intérieures des grands Etats, la présence en Angleterre d'un ministère travailliste, en France d'un gouvernement qui ne pouvait ni ne voulait subsister sans notre soutien. Sans doute ; mais aussi le fait que le principal litige international venait d'être résolu, ou au moins apaisé. Le Protocole a été voté en septembre par l'Assemblée de Genève, mais en août, à Londres, l'Angleterre, l'Allemagne et la France étaient tombées d'accord pour l'approbation et l'exécution du plan Dawes. La politique de la Ruhr, la politique de contrainte et d'exécution forcée avait été close solennellement. C'était le résultat, soit dit en passant, des travaux de l'Internationale sur le problème des réparations et de notre campagne, à nous socialistes français, contre le ministère Poincaré ».

un grief à jamais impardonnable. Bref, comme lors du débat du 11 juillet, Poincaré, lors du débat du 26 août, est critique et marque les distances, mais ne rompt pas les ponts.

Le Sénat vote la confiance au gouvernement par 204 voix contre 40. Poincaré s'est abstenu.

Les péripéties parlementaires parisiennes postérieures à la conférence de Londres nous confirment dans le sentiment que l'on avait retiré des péripéties parlementaires qui lui avaient été antérieures, et même du comportement de Poincaré pendant la campagne électorale d'avril-mai. Poincaré n'a pas choisi de se battre contre le Cartel. Il a choisi d'attendre, et il ne désespère pas, la vague passée, de détacher Herriot (et les radicaux) de Blum (et les socialistes). Et Herriot, à l'évidence, ne décourage pas les habiletés de Poincaré, dont au demeurant, pour l'instant, il a besoin.

A bien lire les débats parlementaires des 11 juillet et 26 août 1924, on devine comment seront possibles deux ans plus tard le changement de majorité, la fin du Cartel et l'Union nationale ; sans compter, en retour, les règlements de compte entre radicaux de 1928 au Congrès d'Angers, en attendant la grande brouille entre Poincaré et Herriot de juillet 1929.

Le débat parlementaire à Berlin. Le soutien des nationaux-allemands

Le débat parlementaire se présente à Berlin d'une façon tout à fait différente de celle de Paris. A Paris, à partir du moment où Poincaré avait choisi de ne pas mener le combat contre Herriot, le vote de confiance n'était plus au fond qu'une formalité. A Berlin, en revanche, le vote de confiance au gouvernement Marx-Stresemann-Luther à propos des accords de Londres intervient dans une situation parlementaire extrêmement complexe et devient l'instrument de manœuvres de politique intérieure qui vont jusqu'à mettre en cause les orientations fondamentales du régime de Weimar.

Le Reich de Weimar avait été, dans ses origines, l'œuvre commune des sociaux-démocrates, des catholiques du ZENTRUM et de libéraux de gauche. Depuis ses origines, le régime avait évolué, sinon dans sa constitution et dans le fonctionnement des institutions, du moins dans les forces politiques — et, derrière celles-ci, les forces économiques et sociales — qui y sont au pouvoir. Les libéraux de droite (ce que sont au fond les « populistes » de la D.V.P. de Stresemann) sont passés de l'opposition au régime à la participation et même au pouvoir, et « l'opposition nationale » de la droite classique et conservatrice des nationaux-allemands est en train de s'interroger : ne va-t-elle pas suivre la même évolution ? Si l'on analyse la situation des forces politiques intérieures profondes en Allemagne en 1924, on peut se demander si le régime n'est pas en train d'échapper en grande partie à ses fondateurs pour passer aux mains de ceux qui, au moment de sa fondation, avaient été ses adversaires, et qui en viennent à penser que leur intérêt, plutôt que de chercher

à le renverser de l'extérieur, serait de le conquérir de l'intérieur (quitte à le transformer une fois dans la place). La grande négociation internationale de l'été 1924 se déroule au moment où se pose à l'Allemagne le problème de cette évolution intérieure qui pourrait être une mutation du régime. Pour être précis, le vote de confiance du Reichstag sur les accords de Londres se présente au moment où se pose la question du ralliement des nationaux-allemands au régime, voire de leur participation à une majorité gouvernementale ou au gouvernement lui-même. Et la liaison des deux affaires est beaucoup plus qu'une coïncidence contingente dans le temps : les orientations que la conférence de Londres donnent à l'Allemagne dans la vie internationale ne peuvent rester sans conséquence sur l'évolution intérieure de l'Allemagne (que l'on pense seulement aux crédits américains à l'économie allemande) ; de plus, la nécessité constitutionnelle de trouver une majorité des deux tiers au Reichstag pour voter les lois nécessaires, ce qui est impossible sans le vote d'au moins une partie des députés nationaux-allemands, rend on ne peut plus aiguë cette question de l'entrée de la D.N.V.P. dans la majorité et dans le régime.

Dans le Reichstag élu le 4 mai 1924, il y a — pour s'en tenir aux grands partis — sur 472 députés, 62 communistes, 100 sociaux-démocrates, 28 démocrates (D.D.P.), 65 catholiques du ZENTRUM, 16 Bavaois, 45 populistes (D.V.P.) et 95 nationaux-allemands (D.N.V.P.) (71). Comme les communistes sont à l'évidence opposés à l'orientation que la conférence de Londres donne à la politique allemande et internationale, comment peut-on trouver une majorité des deux-tiers, soit de 315 voix, sans l'aide d'une partie des nationaux-allemands ?

Dans ce Reichstag, du fait du renforcement de la droite, et de l'extrême-droite, et aussi, pour une part, de la forte poussée communiste à l'extrême-gauche, les partis fondateurs de la République de Weimar ne détiennent plus la majorité. L'importance de la fraction parlementaire des nationaux-allemands est plus grande encore que pourrait donner à le penser son chiffre officiel de 95 membres, car elle est souvent rejointe par une dizaine de députés d'un petit groupe paysan (LANDBUND), voire par des membres de la NATIONALLIBERALE VEREINIGUNG, aile droite du parti populiste. Si bien qu'en fait la fraction nationale-allemande, avec l'aide de ces alliés, est devenue la fraction la plus importante du Reichstag, avant la fraction social-démocrate. Il n'est pas excessif de dire que le poids des nationaux-

(71) K.D. ERDMANN, *Die Zeit der Weltkriege*, p. 346-347. Dans le Reichstag précédent, qui avait été élu le 6 juin 1920, il y avait, sur 459 députés, 4 communistes, 84 « socialistes indépendants », 102 sociaux-démocrates, 39 démocrates, 64 catholiques du Zentrum, 21 Bavaois, 65 populistes et 71 nationaux-allemands. De juin 1920 à mai 1924, le glissement vers la droite du corps électoral allemand avait été manifeste (chute de 41,6 % à 33,9 % des voix « marxistes », accroissement de 15,1 % à 19,5 % de l'électorat national-allemand, sans omettre l'apparition de 6,6 % de voix d'extrême-droite, racistes et nazies). Ibidem.

allemands domine la vie parlementaire allemande depuis les élections du 4 mai 1924. Donnons-en seulement une preuve : ce Reichstag s'était élu pour président le national-allemand Wallraf par 227 voix contre 151 qu'avait obtenues le candidat socialiste Loebe (72).

Au niveau gouvernemental, le gouvernement Marx-Stresemann-Luther qui s'était constitué le 3 juin 1924 était, selon l'expression des pays germaniques, un gouvernement de « coalition bourgeoise » sans majorité parlementaire fixe. La participation des nationaux-allemands à la majorité, qui avait été prévue dans les conversations politiques lors de la constitution de ce gouvernement, n'avait finalement pas abouti, car les nationaux-allemands exigeaient un « changement de cours » que le chancelier Marx n'avait pu accepter (73). Le gouvernement du Reich est donc condamné à chercher au Reichstag des majorités occasionnelles dans un éventail allant des sociaux-démocrates compris aux nationaux-allemands compris : on devine toutes les possibilités de pression, voire de marchandages, que les partis politiques peuvent en tirer (74), d'autant plus qu'il s'agit, en août 1924, au-delà d'un vote parlementaire, de l'orientation future du régime. Le problème est donc celui-ci : pour faire accepter les accords de la conférence de Londres et faire voter les lois qu'ils impliquent, le gouvernement du Reich a besoin au Reichstag d'une majorité allant des sociaux-démocrates inclus aux nationaux-allemands inclus ; les nationaux-allemands sont prêts à entrer dans la majorité parlementaire s'ils entrent au gouvernement, ce qui laisserait présager un changement d'orientation du régime ; comment faire entrer les nationaux-allemands dans la majorité, sans que les sociaux-démocrates en sortent, ce qui rendrait impossible la fameuse majorité des deux-tiers ?

Pour compléter l'analyse de cette complexe situation politique, il faut mentionner la position et l'action personnelles de Stresemann. Stresemann n'est pas seulement le ministre des Affaires étrangères du Reich qui, en tant que tel, est l'un des principaux artisans des accords de Londres et cherche donc tout naturellement à les faire accepter par le Parlement allemand ; il est aussi un

(72) Election du 28 mai 1924. Le glissement à droite de l'électorat et du Parlement allemands n'avait point manqué de susciter des commentaires en France : à droite, on y voyait un retour de l'Allemagne à son nationalisme, justifiant et nécessitant le maintien d'une politique de fermeté et de stricte exécution du traité ; à gauche, on en faisait porter la responsabilité à Poincaré et on justifiait le renoncement à la politique de fermeté et le recours à la politique de négociation et de concessions par le souci de retirer des arguments aux nationalistes allemands et d'aider les « forces démocratiques et républicaines ». Dialogue de sourds.

(73) Sur tout ceci, voir W. LIEBE, *Die Deutschnationale Volkspartei 1918-1924*, Kommission für Geschichte des Parlamentarismus, Droste, 1956, p. 74-100 ; et H. LUTHER, op. cit., p. 293-299.

(74) Non seulement les grands partis situés sur les ailes de cette « majorité », sociaux-démocrates et nationaux-allemands, mais aussi les petits groupes : le gouvernement du Reich doit tenir grand compte de ce que pense la Bavière (ce qui n'est pas toujours facile), car les 16 voix du parti bavarois au Reichstag sont précieuses.

homme politique allemand, chef d'un parti politique, la D.V.P., et, en tant que tel, il est tout autant intéressé à l'orientation de la vie intérieure de l'Allemagne qu'à sa situation internationale, les deux ne faisant d'ailleurs qu'un dans la pensée et la pratique de son projet politique global.

Stresemann ne peut pas ne pas être très sensible aux pressions et aux manœuvres des nationaux-allemands de la D.N.V.P. Si les élections de mai 1924 ont été un vif succès pour la D.N.V.P., qui est passée de 15,1 % à 19,5 % des suffrages exprimés et de 71 à 95 sièges de députés, elles ont été un échec sensible pour la D.V.P., qui est passée de 14 % à 9,2 % des suffrages et de 65 à 45 mandats. L'un explique d'ailleurs l'autre, un bon tiers de l'électorat populiste étant passé aux nationaux-allemands : commerçants, milieux de l'industrie de transformation, classes moyennes (75). En 1924, les nationaux-allemands ont le vent en poupe ; Stresemann ne peut que s'en inquiéter pour son propre parti et il en vient à penser qu'il serait préférable d'être en bons termes avec les nationaux-allemands. A l'intérieur de la clientèle restée fidèle à la D.V.P., on penche à droite plutôt qu'à gauche, pour une entrée des nationaux-allemands dans la majorité, plutôt que pour la collaboration avec la sociale-démocratie. Ce sont là des facteurs de politique intérieure, tenant à une évolution profonde, que Stresemann ne peut que faire entrer en ligne de compte, au-delà des nécessités d'un vote parlementaire, et qu'il doit essayer de mettre en harmonie avec le maintien de relations privilégiées avec la sociale-démocratie, nécessaires, elles aussi, certes, au vote à venir au Reichstag, mais aussi et peut-être encore plus à l'image que l'Angleterre de MacDonald et la France d'Herriot, et de Blum, se font de lui.

Aussi, tout en maintenant solidement les amitiés qu'il a sur sa gauche, Stresemann a-t-il, pour ces diverses raisons, travaillé depuis les élections de mai 1924 à combler le fossé qui le sépare de sa droite ; tâche difficile, mais qu'il réussit sans compromettre son œuvre extérieure. Les nationaux-allemands, qui, au printemps, étaient de farouches adversaires du plan Dawes (leur opposition au plan avait été contagieuse jusque dans les rangs de la D.V.P.), assouplissent leur position ; la perspective même, après leur succès électoral du 4 mai, d'accéder au pouvoir, contribue à cette évolution : la critique absolue, et le refus de tout, qui sont de bonne tactique lorsque l'on est dans l'opposition sans perspective d'en sortir, ne le sont plus à partir du moment où on a la possibilité et le désir d'accéder au pouvoir (76). Chez les nationaux-allemands, l'amiral von Tirpitz, élu député en mai 1924, pousse à la participation et se verrait même volontiers chancelier d'une majorité des droites ; ce n'est certes

(75) Voir R. THIMME, *Stresemann und die deutsche Volkspartei 1923-1925*, Matthiesen Verlag, 1961, p. 69.

(76) Sur l'évolution de la D.N.V.P. vers la majorité et l'évolution de la D.V.P. vers la droite, ainsi que le rôle de Stresemann, voir les ouvrages cités de LIEBE et THIMME.

pas là l'objectif de Stresemann, qui sait bien quel épouvantail un gouvernement Tirpitz serait à Paris ; sans parler de Londres ! Mais, chez les nationaux-allemands, il est des personnalités qui, moins fracassantes, sont efficaces. L'historien et professeur d'Université Otto Hoetzsch, député au Reichstag, est devenu le grand expert de politique étrangère du parti national-allemand (77). Hoetzsch se rapproche des milieux gouvernementaux ; pendant la conférence de Londres, on l'a vu, la Wilhelmstrasse le tient au courant de la marche des négociations. Comme Breitscheid est l'homme de ses manœuvres sur sa gauche, Hoetzsch va être l'homme de la manœuvre de Stresemann sur sa droite. Tout en maintenant ferme les positions du nationalisme allemand sur nombre de points, comme les responsabilités dans les origines de la guerre (78), le programme national-allemand de politique extérieure exposé par Hoetzsch au Reichstag le 26 juillet 1924 ne se plaçait plus en dehors de l'acceptation du plan Dawes ; il réclamait en son premier point que la participation de l'Allemagne à la conférence de Londres fût sur un pied d'égalité (79) ; mais c'était implicitement accepter la conférence de Londres et donc le plan Dawes. Stresemann s'était félicité de l'évolution de la position des nationaux-allemands et il avait écrit dans le journal *DER ZEIT* du 28 juillet que « *sur les points importants des demandes allemandes le gouvernement sait qu'il est en complet accord avec l'opposition* » (80).

Stresemann se trouve ainsi, volontairement, placé au lieu géométrique de forces apparemment contradictoires. Cela fait la difficulté de sa position, mais aussi sa force : on ne peut plus se passer de lui ; sans lui, tout l'édifice ébauché s'effondrerait ; il n'est plus question, comme on en avait parlé quelques mois plus tôt dans l'éventualité d'un gouvernement de bloc des droites, de constituer un cabinet sans lui ; mais il lui appartient de réussir.

Ce que les ministres allemands rapportent de la conférence de Londres est en complet accord avec le programme de politique extérieure que Hoetzsch avait exposé pour les nationaux-allemands au Reichstag le 26 juillet, à l'exception de deux points : l'évacuation militaire de la Ruhr et des « trois villes » s'échelonnent sur un an, au lieu d'être immédiate, comme ils l'eussent voulu, et la thèse des

(77) La très riche personnalité de Hoetzsch mériterait une étude. Né en 1876 à Leipzig, il est dans les années 20 titulaire d'une chaire d'histoire contemporaine à l'Université de Berlin. Député national-allemand au Reichstag, ce nationaliste de tradition bismarckienne coopère avec des historiens soviétiques. Hoetzsch sera mis à la retraite par les nazis en 1935 pour philobolchévisme et rétabli en 1945 dans ses fonctions universitaires à Berlin où il mourra en 1946.

(78) N'oublions pas que Hoetzsch est non seulement un député national-allemand mais aussi le titulaire d'une chaire d'histoire. Il participera à la publication allemande des documents diplomatiques russes de l'avant-guerre par les Soviétiques. L'historiographie soviétique et l'historiographie allemande ont alors des tendances convergentes à privilégier, dans les origines de la guerre mondiale, les relations franco-russes, le tsarisme et Poincaré.

(79) THIMME, op. cit., p. 77.

(80) Ibidem, p. 78.

responsabilités dans les origines de la guerre n'a pas été officiellement révisée. Sur ce dernier point, les nationaux-allemands ne cesseront point d'exiger du gouvernement du Reich une prise de position publique.

Telle étant la situation, comment se déroule à Berlin le débat parlementaire ? Le gouvernement allemand et Stresemann plus activement qu'aucun autre ministre préparent systématiquement le vote positif du Reichstag.

Le 19 août, une réunion de travail rassemble les ministres du Reich et les ministres-présidents des Länder (81). Marx y plaide pour l'acceptation de l'œuvre de la conférence de Londres : « *le pays qui oserait refuser les résultats de Londres s'attirerait la haine du monde entier. Le monde, qui veut la paix, le tiendrait pour le trouble-fête* ».

Le 20 août, la commission des Affaires étrangères du Reichstag entend Stresemann. A Hergt, président en exercice de la D.N.V.P., qui lui demande ce qui se passerait si ne se trouvait pas au Reichstag la majorité nécessaire pour le vote des lois Dawes, Stresemann répond que toutes les décisions et les délais prévus par les accords de Londres seraient suspendus, que les contrats de M.I.C.U.M. et les régies d'exploitation des occupants seraient prolongés, que l'on dissoudrait le Reichstag et qu'il faudrait attendre un nouveau Reichstag pour ouvrir une nouvelle négociation avec les Alliés ; rien ne permet de penser, ajoute Stresemann, que l'on obtiendrait alors d'eux de meilleures conditions, car déjà des milieux d'affaires anglais s'inquiètent du crédit international qui sera accordé à l'Allemagne et qui rendra les industries allemandes compétitives sur les marchés d'exportation, et, d'autre part, il est possible que la France exige alors de l'Allemagne des concessions dans le domaine commercial en échange de l'évacuation de la Ruhr, ce qui n'est pas le cas dans l'état actuel des accords (82).

Le vote positif des sociaux-démocrates et des partis du centre et du centre-droit étant chose acquise, tout le problème se ramène désormais à s'assurer du vote des nationaux-allemands, ou d'un nombre suffisant d'entre eux. Il se développe alors pendant plusieurs jours un extraordinaire jeu d'intrigues autour des nationaux-allemands, et à l'intérieur même du parti national-allemand, intrigues qu'il est hors de question d'analyser et dont on ne retiendra que les grandes lignes (83).

Les « associations patriotiques », proches de la D.N.V.P. et par lesquelles s'expriment de façon spontanée et souvent bruyante les sentiments nationalistes allemands, ainsi que les organisations de jeunes d'extrême-droite, prennent position contre les accords de Londres et contre la ratification. Mais les organisations économiques, proches elles aussi de la D.N.V.P., et d'un poids autrement décisif — REICHSVERBAND DER DEUTSCHEN INDUSTRIE, DEUTSCHER INDUSTRIE UND

(81) Procès-verbal publié dans *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 977-982.

(82) *Les Papiers de Stresemann*, tome 1, p. 296-297.

(83) Sur tout ceci, voir W. LIEBE et R. THIMME, op. cit.

HANDELSTAG, REICHSLANDBUND, — se prononcent, à d'énormes majorités, proches de l'unanimité, en faveur de l'acceptation des accords de Londres. Les grands milieux d'affaires allemands, pour aussi nationalistes qu'ils soient, sont pour la nouvelle politique internationale, car ils en attendent les crédits étrangers qui leur sont absolument nécessaires. Les milieux agrariens allemands d'autre part sont eux aussi favorables aux solutions proposées et au plan Dawes ; a-t-on remarqué que, de tous les mécanismes mis au point par le plan Dawes pour le paiement des réparations, aucun ne prévoit de ponction ni même d'hypothèque sur la richesse foncière allemande ? Or l'agriculture est l'un des piliers sociologiques et politiques de la D.N.V.P.

Ainsi, les nationaux-allemands se trouvent pris entre leurs sentiments spontanés et leurs habitudes mentales, qui les poussent à refuser les accords de Londres, et leur réflexion et leurs intérêts, qui les poussent à les accepter. Difficile dilemme qui explique les variations et les contradictions qui pendant quinze jours marquent la vie du parti.

De divers côtés, on fait pression sur les nationaux-allemands, pour qu'ils se résolvent à un vote positif. La Reichswehr est pour l'acceptation des accords de Londres : elle redoute les conséquences qu'aurait un refus sur le retrait de l'armée française et sur l'avenir du contrôle militaire allié en Allemagne ; à l'intérieur du parti, l'amiral von Tirpitz fait campagne pour les accords de Londres, ce qui ne peut manquer d'impressionner nombre de députés nationalistes (84) ; le jour du vote décisif, l'entrepreneur lieutenant-colonel von Schleicher, chef du bureau politico-militaire du ministère de la Reichswehr, fera les couloirs du Reichstag pour pousser les députés à voter pour les accords de Londres (85). D'un autre côté, l'ambassadeur américain à Berlin chapitre Hergt et le comte Westarp pour qu'ils fassent voter les nationaux-allemands dans le sens souhaité (86).

L'essentiel de la tâche revient toutefois à Stresemann. Le 23 août, il tient au Reichstag un long discours qui est un remarquable plai-

(84) La prise de position de l'amiral von Tirpitz surprend en revanche certains Britanniques. Cf. D'ABERNON, *An Ambassador of Peace*, op. cit.

(85) Cf. THIMME, op. cit., p. 75-83. Le général von Seeckt pousse à un rapprochement de la D.V.P. et de la D.N.V.P. dont il attend la constitution d'un bloc des droites qui soutiendrait un gouvernement selon ses vœux. Sans doute les vues à long terme de Seeckt et de Stresemann restent bien différentes ; mais, dans la conjoncture parlementaire du moment, leurs efforts se trouvent converger pour pousser les nationaux-allemands à voter pour les accords de Londres.

(86) HIRSCH, *Stresemann, Ballin und die Vereinigten Staaten*, V.H.Z.G., 1955, III, p. 20-35. C'est à la demande de Maltzan, secrétaire d'Etat de la Wilhelmstrasse, que l'ambassadeur Houghton aurait reçu les leaders nationaux-allemands. Houghton dit à Hergt, Westarp et Hoetzsch que, si le Reichstag refusait les accords de Londres, les Américains refuseraient à l'Allemagne les crédits, tant publics que privés ; si en revanche les lois Dawes sont votées, le premier crédit que prévoit le plan sera assuré et aussitôt après les crédits privés seront disponibles dans des proportions considérables.

doyer pour les accords de Londres (87). Il expose que les accords de Londres ne sont que le début d'une évolution et que les prises de position de MacDonald laissent envisager la possibilité de nouvelles pressions sur la France pour accélérer le retrait des troupes françaises ; il insiste sur la nécessité pour l'économie allemande de bénéficier de crédits américains et sur la solidarité politique qui se créera ainsi entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

Mais les nationaux-allemands ne sont pas encore convaincus. Ou plus exactement, si bon nombre d'entre eux sont déjà décidés à voter les lois Dawes, le parti entend encore négocier son appui : il demande au gouvernement d'essayer encore d'obtenir des Alliés un raccourcissement des délais d'évacuation militaire, de faire une déclaration solennelle sur la question des responsabilités dans les origines de la guerre, et surtout, ce qui est le véritable enjeu de ce marchandage, il demande la promesse de l'entrée de ministres nationaux-allemands dans le cabinet du Reich.

La décision sera emportée par la conjonction d'une pression et de promesses. La pression, c'est la menace d'une dissolution du Reichstag et de nouvelles élections ; tout au long de ces journées, on en avait bien parlé, mais le président Ebert y fait clairement allusion le 27 août ; peut-être d'ailleurs s'agit-il chez le président du Reich de beaucoup plus que d'une manœuvre tactique ; il ne peut oublier ses origines sociales-démocrates ; les sociaux-démocrates s'irritent du poids grandissant, et à leurs yeux excessif, des nationaux-allemands, ainsi que du parti qu'ils tirent de la conjoncture parlementaire. Une dissolution du Parlement couperait court à tous ces marchandages. Les nationaux-allemands sentent d'ailleurs le poids de la menace et la prise de position d'Ebert contribuera certainement à leur décision de mettre un terme à leur jeu de participation-opposition. Quant aux promesses, elles sont le fait de STRESEMANN ; à défaut du gouvernement du Reich, ou du chancelier, qui sont soumis de la part de la D.N.V.P. à des pressions mêlées d'amabilités, mais qui ne s'engagent pas, Stresemann, lui, au cours de conversations avec des leaders nationaux-allemands, fait, à titre personnel, des promesses ; promesses peut-être nécessaires pour assurer le vote du Reichstag, mais qui grèveront l'avenir de la politique allemande. Stresemann promet aux nationaux-allemands une déclaration publique du gouvernement sur le problème des responsabilités dans les origines de la guerre, et il leur promet la participation au gouvernement (88).

Le 29 août 1924, le Reichstag vote les lois nécessitées par le plan Dawes. Dans les cas où cela est constitutionnellement nécessaire, la

(87) *Les Papiers de Stresemann*, tome 1, p. 297-308.

(88) THIMME, op. cit., p. 82. Les nationaux-allemands n'ont pas pu en revanche obtenir un raccourcissement des délais d'évacuation militaire de la Ruhr. Herriot avait fait évacuer, dès le 18 août, à titre de preuve de bonne volonté, Offenbourg et Appenweier, dans le pays de Bade ; Stresemann essaie d'obtenir en plus de Paris et de Bruxelles la promesse de l'évacuation immédiate d'une zone de la Ruhr plus large que celle prévue de Dortmund-Hörde (télégramme n° 688 du 27 août de Stresemann pour Paris, Bruxelles et Londres, AA Bonn, 3398/740 546-547) ; ce sera en vain.

majorité des deux-tiers est obtenue : votent contre l'extrême-gauche des communistes et l'extrême-droite des racistes et des nazis, ainsi que 52 nationaux-allemands ; votent pour les sociaux-démocrates, les catholiques du ZENTRUM, tous les partis du centre gauche et du centre droit, ainsi que 48 nationaux-allemands, qui emportent la décision : parmi eux, l'amiral von Tirpitz, le professeur Hoetzsch et le prince Bismarck (89).

Le lendemain, 30 août, la condition préalable du vote par le Reichstag allemand des lois nécessitées par le plan Dawes étant remplie, les ambassadeurs, en poste à Londres, des puissances ayant participé à la conférence y donnent les signatures qui font entrer en vigueur les actes paraphés le 16 août : les décisions prises par la conférence de Londres vont pouvoir être appliquées (90).

Restent les promesses faites par Stresemann à la D.N.V.P. sur la participation au gouvernement et sur la déclaration publique quant aux responsabilités dans les origines de la guerre. Pour ce dernier point, Stresemann est parvenu à convaincre ses collègues du gouvernement, lors d'un conseil de cabinet du 28 août (91), qu'une déclaration du gouvernement du Reich serait lue pendant la séance décisive du Reichstag du 29 août. Le texte en fut préparé ; on y lit : *« La déclaration qui nous a été imposée par le traité de Versailles sous la pression d'une force supérieure, et selon laquelle l'Allemagne aurait déclenché la guerre mondiale par son agression, est en contradiction avec les réalités de l'histoire. Le gouvernement du Reich fait savoir en conséquence qu'il ne reconnaît pas cette déclaration. C'est une juste exigence du peuple allemand d'être libéré de la charge de cette fausse accusation. Aussi longtemps que ce ne sera pas le cas et qu'un membre de la communauté des peuples sera accusé de crime contre l'humanité, il ne pourra être question d'une véritable détente et entente entre les peuples. Le gouvernement du Reich a l'intention de porter cette déclaration à la connaissance des gouvernements étrangers »* (92). Au dernier moment, le chancelier Marx renonça à faire cette déclaration, dont on remarque la dureté sur le

(89) Le rôle que de telles personnalités jouent dans l'approbation par l'Allemagne des accords de Londres, même si c'est inéluctable pour le succès de l'entreprise, peut susciter des inquiétudes à l'étranger ; et encore plus la possible entrée de nationaux-allemands dans le gouvernement, que ce vote prépare. L'image de marque nouvelle que l'Allemagne s'était donnée à l'étranger risquerait de s'en trouver révisée. La Wilhelmstrasse donne instruction aux missions allemandes à l'étranger de prendre les devants et de désarmer les critiques en exposant qu'il est préférable que les nationaux-allemands participent à la politique extérieure issue des accords de Londres, que c'est de leur part une concession et une reconnaissance des réalités nouvelles. Instructions de Maltzan du 8 septembre, AA Bonn, L 988/L 284 430-454, auxquelles est joint un très intéressant article publié par Hoetzsch dans la *Preussische Kreuz-Zeitung* du 3 septembre, *Le oui national-allemand au pacte de Londres* ; Hoetzsch y écrit qu'il a voté *oui* parce que cela prépare la révision du traité de Versailles avec l'aide des Anglo-Saxons et prépare la constitution dans le Reich et en Prusse de gouvernements de droite excluant les socialistes.

(90) Télégramme 482 de Marx pour Londres du 29 août, AA Bonn, 9516/H 281 617, et télégramme 544 de Sthamer pour Berlin du 40, H 281 618.

(91) Procès-verbal publié dans *Die Kabinette Marx*, tome 2, p. 1004-1006.

(92) Ibidem, p. 1006-1007.

fond et la solennité dans le ton, devant le Reichstag. Le texte en est seulement publié par l'agence de presse W.T.B., solution de moyen terme qui puisse donner satisfaction aux nationaux-allemands sans pour autant, espère-t-on, trop braquer les Alliés, et d'abord la France (93) ; le document est publié par les journaux du 30.

L'émotion est immédiatement très vive dans les capitales alliées. Sur instructions d'Herriot, Margerie, ambassadeur de France à Berlin, fait savoir à la Wilhelmstrasse que la notification officielle aux gouvernements alliés de la déclaration du gouvernement allemand produirait l'effet le plus désastreux. Toute l'œuvre réussie de la conférence de Londres risque d'être remise en cause. Après quelques hésitations, le gouvernement allemand se résout à ne pas communiquer aux gouvernements alliés sa déclaration (94).

Le soir même du débat décisif du Reichstag du 29 août, Stresemann, épuisé, est parti se reposer dans l'île de Norderney où il restera jusqu'au 11 septembre. Un an auparavant, il avait accepté de prendre la charge de la direction du Reich, alors que celui-ci était en faillite, dans tous les sens du terme. En un an, que de soucis, de travail et de progrès ! La disparition du mark, le séparatisme rhénan, le putsch de Munich, le Reich sauvé de l'éclatement, une nouvelle monnaie créée, l'amitié anglaise mobilisée, la rentrée américaine dans les affaires européennes et l'aiguillage de la puissance américaine vers l'appui à l'Allemagne, le plan Dawes, le changement de majorité, de gouvernement et de politique en France, et enfin, couronnant le tout, l'œuvre de la conférence de Londres, première étape de la réalisation de tout un projet politique, en même temps qu'aboutissement d'une année d'efforts acharnés.

A Norderney, pendant ces quelques jours de repos, Stresemann médite. Il réfléchit à ce qui a été fait, à tout ce qu'il reste à faire et qui est déjà engagé, et à son propre destin. Il prend la plume et rédige l'une des plus étranges confessions que l'historien détienne d'un homme politique (95) : les qualités littéraires et, osons le dire, humaines de l'homme d'Etat allemand se révèlent dans ce texte ; on se prend à imaginer ce qu'auraient pu être ses Mémoires, si le loisir lui avait été laissé de les écrire.

A Norderney, l'homme Stresemann se retrouve et regarde l'homme d'Etat qu'il est devenu, si différent de ce qu'il avait imaginé qu'il deviendrait, alors qu'il était adolescent. Voici le lycéen berlinois des années 1890, que ses professeurs appelaient le « petit

(93) Herriot est et restera toujours convaincu des responsabilités allemandes dans les origines de la guerre ; il est très nerveux sur cette affaire et jamais il ne s'associera aux campagnes révisionnistes de certains intellectuels français, n'hésitant pas au contraire à apporter à l'occasion son appui à Poincaré sur ce point.

(94) *Les Papiers de Stresemann*, tome 1, p. 316-317. Voir aussi BRETTON, *Stresemann and the Revision of Versailles*, p. 46-53, *The War Guilt Question*.

(95) Ce texte sera retrouvé après la mort de Stresemann dans ses papiers par ses collaborateurs qui le publieront. *Les Papiers de Stresemann*, tome 1, p. 311-316.

rêveur », qui s'exaltait à la lecture des poètes et qui aurait aimé faire découvrir aux autres tout ce qui enthousiasmait sa « jeunesse ardente ». Qu'était-il devenu ? N'avait-il pas trahi sa jeunesse ? N'avait-il pas abandonné la lutte ?

« Vraiment, il ne s'était pas retiré de la lutte. Elle avait seulement pris pour lui d'autres formes. Elle se livrait ailleurs, en un monde où les étincelles de l'idéalisme continuaient à jaillir, mais où le plus souvent elles s'éteignent, parce qu'il faut apprendre à accepter la médiocrité de la vie quotidienne et se résigner à des compromis. En ce monde-là, il ne pouvait plus, comme jadis, être entièrement lui-même. Sa nature ardente avait reçu un premier coup, quand la jeune fille qu'il avait aimée s'était refusée à lui pour trouver auprès d'un petit fonctionnaire la sécurité d'existence que ses parents souhaitaient pour elle et qu'elle désirait elle-même. De ce coup il ne s'était jamais remis et à partir de ce moment il avait trouvé je ne sais quel plaisir pervers au dur réalisme de la vie, s'était senti moins spontané, plus habile aux transactions. Souvent il avait mis un masque sur son visage, et tel masque selon qu'il avait affaire à tel homme. Certains disaient qu'il manquait de caractère. Ceux qui voyaient plus profond comprenaient que sa conduite était inspirée par le mépris des hommes, éprouvé depuis que, se mouvant dans un vaste cercle d'activité, il se rendait compte du faible rôle des idées et des sentiments dans la vie, comparé à celui des intérêts.

Pouvoir crier tout cela, que de fois il l'avait souhaité ! Que de fois aussi il avait rêvé de vivre dans quelque solitude lointaine, enfermé dans une chambre, en haut de quelque tour, lisant, écrivant et songeant, au lieu de vivre éternellement sous les yeux de la foule !

Pourquoi ne pas commencer aujourd'hui, ce soir, devant ce coucher de soleil, dans lequel l'infini de l'horizon se fondait dans l'infini de la mer ? Mais déjà une pensée le retenait sur le bord du rêve. Qu'allaient devenir tous ces fils à demi noués, toutes ces affaires engagées, enchevêtrées en tous sens ? Ne plus tenir compte de rien, est-ce possible en cette vie ? L'idée pure, qui peut suivre sa course vagabonde ?

Il savait que ses rêves resteraient rêves. Son regard demeurerait fixé sur le banc de sable qui brisait les vagues furieuses et les empêchait de bondir loin sur la grève. Le banc de sable semblait se gausser de lui » (96).

Rentré à Berlin le 12 septembre, Stresemann y reprend le jour même le combat politique par une conférence de presse où il traite de la question des responsabilités dans les origines de la guerre.

(96) Ibidem, p. 315-316.

APPENDICE

LES SUITES IMMEDIATES DE LA CONFERENCE DE LONDRES

- Le démantèlement du système de pression français en Allemagne.
- Encore les banquiers : les crédits étrangers à l'Allemagne.
- Les dettes de la France à l'égard de l'Amérique et de la Grande-Bretagne.
- Les difficiles débuts de la négociation commerciale franco-allemande.
- Le problème de la sécurité et la tentative de construction de la paix internationale par la S.D.N.

Vouloir étudier les suites de la conférence de Londres, ce serait vouloir étudier l'histoire de la vie internationale jusqu'à la crise mondiale (1). Notre ambition, dans cet appendice, est très limitée : voir l'application immédiate des décisions prises à Londres, et discerner quelques grandes orientations qui résultent des décisions prises.

En effet, au cours des mois qui suivent la conférence de Londres, les événements se déroulent pour une part selon le schéma prévu, mais, pour une autre part, ils paraissent échapper au contrôle des protagonistes, ou du moins de certains d'entre eux.

Il nous semble que l'on puisse grouper sous cinq rubriques les suites immédiates de la conférence : l'application des décisions techniques prises à Londres, ce qui équivaut au démantèlement de l'appareil de pression français en Allemagne ; le flot des crédits étrangers à l'Allemagne, ce qui signifie un accroissement considérable du poids de la finance américaine dans les affaires européennes ; la disjonction définitive du problème des dettes interalliées de celui des réparations allemandes ; les difficultés commerciales franco-allemandes ; enfin, l'échec de la grande idée d'Herriot de construction de la paix internationale par un renforcement du rôle de la S.D.N.

(1) Référence qui, à nos yeux, n'est pas artificielle. La crise allemande de 1930-1931 sera, pensons-nous, pour une large part une suite de l'effondrement en 1929 du système du crédit en Amérique : depuis la conférence de Londres, qui amorce le processus des crédits américains en Allemagne, l'économie allemande sera devenue dépendante du système bancaire américain, et de sa bonne ou mauvaise santé.

Le démantèlement du système de pression français en Allemagne

Sous la pression de la délégation allemande, la conférence avait fixé des délais très courts pour « l'évacuation économique », c'est-à-dire pour le « rétablissement de l'unité économique et fiscale » de l'Allemagne. Ces délais sont respectés par les occupants : en moins de deux mois l'appareil de pression préparé dans les territoires occupés depuis l'hiver 1918-1919, systématiquement implanté durant les années suivantes et développé comme on l'a vu au long des mois du « combat de la Ruhr » de 1923, est démantelé, et ce, de façon irréversible (2). Le 3 septembre 1924, Tirard prend les premières mesures revenant sur ses décisions antérieures. Le 9 septembre, la frontière douanière intraallemande est supprimée. Le 21 septembre, la législation et les tarifs allemands sont mis intégralement en vigueur dans les territoires occupés. Les biens pris en gages (mines fiscales, forêts domaniales, etc...) sont restitués à l'administration des fonctionnaires allemands. La M.I.C.U.M. disparaît. A la date du 28 octobre, tous les services créés par les Alliés dans les territoires occupés pour l'exploitation du gage ont été supprimés et, partout, les fonctionnaires allemands ont été rétablis dans la plénitude de leur autorité. La Régie des chemins de fer, enfin, après avoir fini de remettre à la Reichsbahn l'administration et le fonctionnement du réseau, disparaît le 16 novembre. Cinq années de politique sur le Rhin sont définitivement terminées. Des mutations accompagnent ces mesures : le 11 octobre, le général Guillaumat est nommé commandant en chef des troupes d'occupation, succédant au général Degoutte, appelé à d'autres fonctions ; de Spire, le général de Metz est rappelé en France. A Coblenz, la H.C.I.T.R. subsiste, avec Tirard toujours à sa tête, mais elle n'est plus que l'ombre de ce qu'elle avait été ; elle survivra jusqu'à la fin de l'occupation militaire, en 1930, ne jouant plus aucun rôle politique ; sa tâche n'est plus que de régler les petits problèmes posés par la cohabitation d'une population et de troupes qui lui sont étrangères.

Parallèlement au démantèlement du système de pression français, l'appareil du plan Dawes se met en place. Le 16 septembre, Schacht est nommé président de la nouvelle Reichsbank fondée conformément aux principes établis par le plan ; le 28 octobre, la Commission des Réparations constate que toutes les conditions posées par le plan des Experts sont remplies et que toutes les mesures

(2) TIRARD, op. cit., p. 408 et suivantes, et BARDOUX, *L'expérience de 1924*, p. 258-259 et 266-267.

nécessaires, tant du côté de l'Allemagne que du côté des Alliés, sont prises (3). Le 31 octobre, Parker Gilbert, sous-secrétaire d'Etat au Trésor américain, spécialiste de la fiscalité, tout juste âgé de trente-deux ans, est nommé Agent général des Réparations, poste-clef de la nouvelle entreprise. Désormais, le plan fonctionne. En moins de deux mois, on est passé d'un monde à un autre : les banquiers succèdent aux généraux dans la conduite des affaires, les crédits américains remplacent les baïonnettes françaises comme moyen de faire payer l'Allemagne.

Encore les banquiers : les crédits étrangers à l'Allemagne

Dans la mise en route du plan Dawes, un point mérite de retenir l'attention : le placement de l'EMPRUNT EXTÉRIEUR DE 800 MILLIONS DE MARKS-OR que le plan prévoit au profit de l'Allemagne, afin de permettre de financer les livraisons en nature pendant la première année de fonctionnement du plan sans que soit mise en danger la stabilité de la nouvelle monnaie allemande. L'affaire, en effet, montre à nouveau la puissance des nouveaux inspireurs de la vie internationale : les banquiers. Dans cette affaire, Hjalmar Schacht et Montagu Norman sont en correspondance continue (4). Norman, pour des raisons politiques, freine le placement de l'emprunt, sans lequel le plan ne peut démarrer : il fait ainsi pression pour obtenir des assurances sur l'évacuation militaire de la Ruhr dans les délais promis, et même sur l'évacuation de la zone de Cologne au 10 janvier 1925 (5). Schacht arrive lui-même à Londres ; plus modéré dans ses exigences que Montagu Norman, il dit qu'il ne faut pas quand même mettre des conditions politiques en avant au point de risquer de mettre en danger l'emprunt (6). Comme sécurité politique, les Anglais voudraient néanmoins qu'une partie de l'emprunt soit placée auprès du public français (7). Morgan, lui aussi, est à Londres et parle de tout cela avec Norman. Le 23 septembre, les deux chefs de file de la banque anglaise et de la banque américaine sont reçus longuement par MacDonald ; une démarche de Morgan auprès d'Herriot est envisagée (8).

Finalement Norman et Morgan, de qui en dernier ressort tout

(3) Il ne nous paraît pas indispensable de rapporter le détail de ces mesures, d'ordre bancaire, fiscal et ferroviaire, dont l'intérêt est d'ordre technique.

(4) Lettre de Kastl (ministère des Finances du Reich) pour la Wilhelmstrasse du 13 septembre, AA Bonn, L 131/L 026 935-936.

(5) Télégramme « très secret » n° 579 du 22 septembre de Dufour (ambassade d'Allemagne à Londres) pour Berlin, AA Bonn, L 131/L 026 837-839. De son côté Morgan, principal banquier pour le placement de l'emprunt aux U.S.A., s'inquiéterait du vote des nationaux-allemands pour le plan : leur a-t-on fait des promesses sur la question des responsabilités dans les origines de la guerre ? Si oui, soulever ce débat ne risque-t-il pas de tout compromettre ?

(6) Télégramme Schacht-Dufour n° 580 du 22 septembre, ibidem, L 026 840.

(7) Ibidem.

(8) Télégramme « très secret » n° 591 de Schacht-Dufour du 24 septembre, ibidem, L 026 841-842.

dépend, décident fin septembre 1924 de placer rapidement l'emprunt ; ils envisagent de le répartir ainsi : 100 millions de dollars aux U.S.A., 50 millions de dollars en Grande-Bretagne, 10 millions en France, 10 en Suisse, 10 en Belgique, 10 en Hollande, 5 en Suède et 5 en Italie. Schacht reste à Londres le temps nécessaire pour suivre l'affaire (9). Il serait spécifié que, pour les fractions de l'emprunt placées dans des pays européens, les titres seraient libellés en livres sterling (10).

Le placement d'une fraction de l'emprunt en France, à laquelle banquiers anglais et américains tiennent beaucoup, ne se fait pas sans difficulté, car les banquiers français ne prennent aucune initiative. Norman et Morgan conseillent aux Allemands de demander à Herriot de faire pression sur les banquiers français pour qu'ils fassent souscrire à l'emprunt (11). La situation, à vrai dire, ne manque pas de cocasse ; reprenons-la : les chefs de file de la banque anglaise et de la banque américaine demandent au gouvernement allemand (12) que la Wilhelmstrasse effectue une démarche auprès du président du Conseil français pour que celui-ci demande aux banquiers français de faciliter le placement, auprès de l'épargne française, d'un emprunt allemand destiné à permettre le financement des livraisons en nature que l'Allemagne doit à la France au titre des réparations. On s'approche de la situation qu'avait évoquée Snowden, un jour d'aigreur, pendant la conférence de Londres : la France finançant les réparations allemandes à la France.

De fait, dès le lendemain de ce conseil londonien, Stresemann demande à son ambassadeur à Paris d'effectuer auprès d'Herriot la démarche en question, en lui rappelant qu'un jour, pendant la conférence de Londres, il lui avait dit que, si les banquiers américains faisaient des difficultés, on placerait l'emprunt en France même (13). Hoesch s'en va donc voir Herriot ; le président du Conseil lui dit qu'il se heurte à des difficultés : les banques Dreyfus et Rothschild ont refusé de participer à l'emprunt et, de façon générale, les banquiers français disent difficile de placer un emprunt allemand sur le marché français alors que l'Etat français se dit hors d'état de fournir de l'argent pour la reconstruction des régions dévastées. Mais Clémentel, ministre des Finances, pousse l'affaire (14). Le 7 octobre, Herriot réunit autour de lui des banquiers

(9) Télégramme n° 598 de Schacht-Dufour, du 24 septembre, *ibidem*, L 026 844-845. Un dollar vaut quatre marks-or.

(10) *Ibidem*. Ceci se place dans le contexte de la lutte d'influence entre la livre sterling, ancienne monnaie de réserve et de référence, et le dollar, son jeune concurrent.

(11) Télégramme n° 622 du 2 octobre 1924 de Luther-Londres pour la Wilhelmstrasse, *ibidem*, L 026 871-872.

(12) En l'occurrence Luther, ministre des Finances du Reich, lui aussi à Londres durant ces journées.

(13) Télégramme n° 785 de Stresemann pour Paris du 3 octobre, *ibidem*, L 026 875-875/2. Sur l'offre d'Herriot à Stresemann de placer l'emprunt allemand en France, voir, ci-dessus, chapitre XVIII, 2° partie, *L'entretien Herriot-Stresemann du 11 août au soir*.

(14) Télégramme n° 576 de Hoesch du 4 octobre, *ibidem*, L 026 885.

français et leur demande de souscrire l'emprunt allemand ; il parvient à obtenir la signature pour environ 120 millions de francs, soit à peu près la moitié seulement de la tranche que les organisateurs anglo-américains de l'emprunt ont assignée à la France. Clémentel montre à l'ambassadeur d'Allemagne la lettre du gouvernement français au président du syndicat des banquiers, lui demandant de façon pressante le complément de la tranche ; et le ministre des Finances de demander à l'ambassadeur allemand de souligner auprès du gouvernement de Berlin les « efforts méritoires » (15) du gouvernement français pour trouver de l'argent pour l'emprunt allemand, alors que la reconstruction n'est pas terminée (16).

Finalement, les banquiers des différents pays, réunis à Londres, signent le 10 octobre l'emprunt (17). Le 13 octobre, la Commission des Réparations constate que ces contrats garantissent le placement de l'emprunt (18). Le 14 octobre, l'emprunt est lancé à New-York ; après un quart d'heure, il faut clore la liste des souscripteurs, car la tranche américaine (plus de la moitié du total de l'emprunt) est déjà souscrite ; plus de 1 100 banques américaines ont signé ; à leur tête, J.P. Morgan and Co, l'organisateur, Kuhn Loeb and Co, First National Bank, National City Company, Guaranty Company of N.Y., Banker's Trust Company, Harris Forbes and Co, Lee Higginson and Co, Kidder Peabody and Co, Dillon Read and Co (19). A Paris, l'ambassadeur Hoesch pense le 17 octobre que la tranche française pourra être couverte (20).

Mais l'important est de voir que l'emprunt officiel de 800 millions de marks-or par l'Allemagne à l'étranger, dans le cadre du plan Dawes, n'est que le point de départ de la RUÉE DES CAPITAUX DISPONIBLES EN AMÉRIQUE VERS L'ALLEMAGNE qui en manque. Si l'emprunt Dawes n'avait pas été clos à New-York un quart d'heure après son ouverture, il aurait été couvert plusieurs fois dans la journée. L'événement, toutefois, crée immédiatement à New-York une psychose du prêt à l'Allemagne, et, en Allemagne, une psychose de l'emprunt en Amérique. Cela devient la panacée, et c'est extrêmement rapide. Dès le début, certains, peut-être inquiets de cet engouement, cherchent à le calmer. Le 16 octobre, la banque Morgan fait savoir par le JOURNAL OF COMMERCE qu'elle n'a pas l'intention de fournir d'autres crédits à l'Allemagne (21). Rien n'y fait : les

(15) Dans son télégramme, Hoesch emploie l'expression « *aner kennenswerte Leistung* ».

(16) Télégramme n° 583 du 7 octobre de Hoesch, ibidem, L 026 908-909.

(17) Télégramme n° 644 du 10 octobre de Dufour-Londres pour Berlin, ibidem, L 026 914.

(18) WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 141.

(19) Rapport 11-8 du 15 octobre de l'ambassade d'Allemagne à Washington pour Berlin, ibidem, L 026 950-959.

(20) Télégramme n° 602 de Hoesch du 17 octobre, ibidem, L 026 940-941.

(21) Rapport du 17 octobre de l'ambassade d'Allemagne à Washington, AA Bonn, K 148 928-930.

solliciteurs allemands de crédits se précipitent à New-York où ils trouvent des auditeurs attentifs. Et il ne s'agit pas seulement d'industriels. Voici, le 22 octobre, l'administration allemande des postes qui négocie à New-York un emprunt de 60 millions, peut-être 75 millions de dollars avec la National City Bank et Dillon Read (22). Voici les villes et les Länder allemands qui rivalisent d'ardeur dans la recherche de crédits. Le mouvement est tel que le ministère des Finances du Reich s'en inquiète et cherche à établir son contrôle (23). En vain. Le mouvement est lancé, on ne peut plus l'arrêter. Pour faire sortir l'armée française de la Ruhr, Montagu Norman, Schacht et Stresemann ont eu l'idée, par la suite reprise par MacDonald et Snowden, de mobiliser la banque américaine. Maintenant qu'elle est mobilisée, pourquoi voudrait-on que la banque américaine s'arrête, alors qu'elle a des capitaux à placer, que les Allemands lui en demandent et que les partenaires des deux côtés de l'Atlantique sont d'accord pour faire affaire ? La force que l'on a déclenchée, on ne peut plus l'arrêter ; elle ne s'arrêtera, et dans les conditions que l'on sait, qu'en 1929-1930.

Les dettes de la France à l'égard de l'Amérique et de la Grande-Bretagne

Quant aux DETTES INTERALLIÉES, qu'advient-il de la promesse verbale, donnée par MacDonald à Herriot à la fin de la conférence de Londres, que l'on en parlerait par la suite ? (24). Dans l'immédiat, en septembre 1924, on est très occupé par ailleurs : Genève, le « Protocole » et la tentative de construction de la paix par la S.D.N. retiennent tous les espoirs et tous les esprits (25) ; il ne laisserait point de paraître incongru, dans le contexte très optimiste de septembre 1924, d'exiger que l'on parlât d'abord d'argent, et de rappeler les promesses, comme si l'on semblait mettre en doute la volonté de détente et d'entente de partenaires à l'amitié retrouvée. En octobre, nouvelles élections générales en Grande-Bretagne : les travaillistes les perdent et MacDonald doit quitter le pouvoir, que reprennent les conservateurs.

Ainsi MacDonald est contraint de s'en aller au moment où Herriot, après lui avoir beaucoup concédé, pouvait espérer commencer à s'appuyer sur l'amitié qu'il se flattait d'avoir nouée avec le leader travailliste. Sans doute, le « *pacte moral de collaboration continue* » entre MacDonald et Herriot était bien ambigu, et l'histoire

(22) Télégramme 41 du 22 octobre de Hirsch-New York pour Berlin, *ibidem*, K 148 922-923.

(23) Voir la note de Schubert du 21 octobre 1924, AA Bonn, K 517/K 148 915, la lettre du ministre des Finances du Reich aux ministres des Finances des Länder du 29 octobre, *ibidem*, K 148 932-933, et les télégrammes de Ritter (Wilhelmstrasse) pour Londres et Washington du 3 novembre, *ibidem*, K 148 934.

(24) Cf. ci-dessus, chapitre XX, 3^e partie.

(25) Cf. ci-dessous.

ne s'écrit pas au conditionnel : nul ne peut dire ce qui se serait produit, dans le domaine des dettes interalliées, si MacDonald n'avait pas perdu les élections d'octobre 1924 et était resté, ne fût-ce que quelques mois de plus, au pouvoir (26). Il n'en reste pas moins qu'Herriot avait fondé sa politique extérieure d'abord sur des relations privilégiées avec Londres et avec un cabinet travailliste ; malgré les déboires, il s'était acquis un capital, au moins moral, sur MacDonald. MacDonald s'en allant, c'est ce capital moral aussi qui s'en va. Auprès de Baldwin, le successeur conservateur de MacDonald, Herriot n'a aucun des moyens moraux de pression qu'il s'était acquis auprès de ce dernier.

Les faits vont bientôt le montrer. Du 7 au 14 janvier 1925, siège à Paris une conférence des ministres des Finances alliés : il s'agit de faire les comptes de l'affaire de la Ruhr et de répartir entre tous les Alliés (même ceux qui avaient pris position contre l'entreprise franco-belge) le solde de l'occupation et de l'exploitation du « gage productif », qui est bénéficiaire. Les Américains aussi sont là, en la personne de Kellogg, leur ambassadeur à Londres, et Logan, leur représentant officieux à la Commission des Réparations. Ils ont exigé, avant de participer à cette conférence, que la question des dettes interalliées n'y serait pas soulevée, ce qu'on a accepté (27). Pendant cette conférence de Paris, Clémentel, toujours ministre des Finances français, propose à Churchill, nouveau chancelier de l'Echiquier anglais, de lui remettre une note sur le problème des réparations et celui des dettes interalliées, rappelant leur historique et leur conjonction. Churchill l'en dissuade (28).

La disjonction est désormais non plus une menace mais une réalité. La voie est ouverte, qui mènera, la chute du franc aidant, à l'accord Mellon-Bérenger du 29 avril 1926, par lequel la France s'engagera à rembourser aux Etats-Unis 6 milliards 847 millions de dollars en soixante-deux ans, sans liaison avec les versements allemands de réparations, et à l'accord Churchill-Caillaux du 12 juillet 1926, par lequel la France s'engagera à rembourser à la Grande-Bretagne 653 millions de livres sterling, en soixante-deux annuités également (29).

Décidément, dans la définition de la politique internationale, la bonne volonté et les habiletés d'Edouard Herriot auront pesé moins lourd que la ténacité et la méthode des banquiers de Londres et de New-York.

(26) De même que nul ne peut dire ce qui se serait produit si Poincaré n'avait pas perdu les élections françaises de mai 1924, et s'il avait été, comme prévu primitivement, l'hôte de MacDonald à Chequers au lieu d'Herriot.

(27) Voir WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 172.

(28) Voir WEILL-RAYNAL, op. cit., tome III, p. 178, et PETIT, *Histoire des finances extérieures de la France, le règlement des dettes interalliées, 1919-1929*.

(29) BONNEFOUS, op. cit., tome IV, p. 135 et 154-156. A la différence des Américains, qui n'accepteront ni réduction de la dette française ni liaison avec les versements de réparations allemands, Churchill acceptera une réduction de 63 % de la dette française à l'égard de la Grande-Bretagne et des réserves au cas où l'Allemagne ne paierait pas les réparations.

Les difficiles débuts de la négociation commerciale franco-allemande

On a vu comment, pendant la conférence de Londres, la délégation française avait cherché à entamer avec la délégation allemande une prénégociation pour un traité de commerce, et comment les Allemands avaient réussi à éviter tout engagement autre que celui d'envoyer une délégation à Paris le 1^{er} octobre 1924 (30). Dans un domaine énorme — les relations commerciales franco-allemandes — tout reste donc à faire et, en principe, il faut faire vite, puisque les clauses transitoires du traité de Versailles prennent fin au 10 janvier 1925.

L'affaire va se révéler extrêmement difficile et, bien loin d'aboutir avant le 10 janvier 1925, la négociation qui débute le 1^{er} octobre 1924 ne verra son terme que le 17 août 1927, avec la conclusion à cette date d'un traité de commerce (31).

La négociation commerciale est difficile d'abord parce que les gouvernements, ici, ne sont pas seuls : ils doivent compter avec les pressions des intérêts privés, qui savent se faire entendre. Par exemple, du côté français, des parlementaires qui ont accepté, voire souhaité, l'évacuation de la Ruhr, et qui parlent volontiers de détente et d'entente entre les peuples, ne se montrent plus guère prêts aux concessions quand il s'agit de tarifs douaniers et des intérêts économiques de leurs mandants. La France de 1924, si elle n'a plus peur, pour le moment, de l'Allemagne sur les plans militaire et politique, redoute toujours le poids économique de sa voisine et cherche à s'en protéger. Du côté allemand aussi, où la représentation des intérêts économiques est très structurée, les pressions sont très vives ; d'autant plus que 1924 est en Allemagne l'année de la stabilisation du mark et du retour à la parité par rapport au mark-or de 1914, ce qui rend les produits allemands chers à l'exportation, tandis que la chute du franc s'accélère en 1924, ce qui facilite les exportations françaises.

L'affaire se complique du fait que la négociation commerciale franco-allemande va contraindre l'un et l'autre partenaires à modifier son tarif douanier. A cet égard, on vit depuis 1919 dans le provisoire et les systèmes et tarifs douaniers d'avant 1914 sont, théoriquement, toujours les textes de référence, derrière les clauses transitoires du traité de paix (32). Mais comme la guerre, ses suites et les modifications territoriales, donc économiques, ont bouleversé les données des échanges économiques entre la France et l'Allemagne, on imagine mal d'en revenir, après le 10 janvier 1925, à la

(30) Voir, ci-dessus, les chapitres XVII, XVIII et XX.

(31) Ayant l'intention d'apporter, dans un autre ouvrage, une étude des relations et des négociations économiques franco-allemandes entre 1924 et 1927, nous nous limitons volontairement ici à indiquer la difficulté des problèmes commerciaux franco-allemands au lendemain de la conférence de Londres.

(32) Cf. ci-dessus, chapitre IV.

situation douanière du 1^{er} août 1914, même révisée. La négociation commerciale franco-allemande piétine, enfermée qu'elle est dans un cercle vicieux : comme de l'un et l'autre côtés l'on se méfie, la question est de savoir si l'on attendra, pour faire des propositions douanières au partenaire, de connaître les nouveaux tarifs, ou si l'on fera les nouveaux tarifs en fonction des concessions douanières que l'on aura pu ou non obtenir du partenaire. Avec, à l'arrière-plan mais proche, l'échéance du 10 janvier 1925.

En attendant cette échéance, l'essentiel des efforts du négociateur français (33) porte, comme depuis des mois, sur la prolongation des « contingents alsaciens-lorrains » au-delà du 10 janvier 1925 (34). C'est un échec : les milieux économiques allemands (l'agriculture, qui craint la concurrence des vins étrangers, et surtout la sidérurgie de la Ruhr, qui redoute la concurrence de la fonte et de l'acier mosellans sur le marché allemand) parviennent à convaincre le pouvoir politique de s'y opposer. En novembre et décembre 1924, des conversations, patronnées par les deux gouvernements, ont lieu à Paris entre sidérurgistes allemands et français, que les gens de la Ruhr prennent l'initiative de rompre.

Au milieu de toutes ces difficultés, on a tant et si bien piétiné que, fin décembre 1924, il n'y a encore ni tarifs douaniers nouveaux en vigueur, ni traité de commerce franco-allemand en vue. Le 31 décembre, Raynaldy propose aux Allemands un accord provisoire, valable un an, le temps de négocier le traité, afin que n'intervienne pas, le 10 janvier 1925, une situation « sauvage » dans les relations commerciales franco-allemandes (35). Le 6 janvier, après un long débat, le gouvernement allemand décide de refuser (36). Il ne s'agit pas pour le gouvernement allemand de rompre la négociation commerciale avec la France, mais de laisser arriver la date du 10 janvier 1925, c'est-à-dire la fin des clauses commerciales provisoires du traité de Versailles donnant des avantages à la France, sans avoir pris d'engagements et en ayant gardé les mains libres.

Le 10 janvier 1925, l'Allemagne retrouve la liberté d'établir sur toutes ses frontières les barrières douanières qu'elle veut et d'interdire l'entrée en franchise sur le territoire du Reich des vins et des textiles alsaciens, de la fonte et de l'acier mosellans. La négociation commerciale franco-allemande va reprendre, mais dans un rapport de forces différent de ce qu'il était avant le 10 janvier.

Pendant la conférence de Londres, la diplomatie allemande était

(33) La négociation commerciale est menée, du côté français, par Raynaldy, ministre du Commerce du gouvernement Herriot, et Serruys, directeur au ministère du Commerce.

(34) Le souci du gouvernement Herriot de donner satisfaction aux intérêts économiques des départements recouverts est d'autant plus vif qu'éclate, à l'automne 1924 précisément, la crise politique consécutive à l'introduction de la législation laïque en Alsace et en Moselle.

(35) Télégrammes de Hoesch du 31 décembre 1924, AA Bonn, Handel 13, Band 8.

(36) Procès-verbal du conseil du gouvernement du Reich du 6 janvier 1925, BA Coblenz, 3543/762 956-968.

parvenue à obtenir la disjonction de l'évacuation de la Ruhr de la conclusion d'un accord commercial franco-allemand ; Herriot et Clémentel avaient été amenés à abandonner l'idée, que leur avait suggérée Seydoux, de marchander l'un par l'autre. Le seul résultat alors obtenu dans le domaine commercial, l'engagement d'entamer au 1^{er} octobre 1924 une négociation, s'avère en fin de compte d'un effet nul, avec l'arrivée de l'échéance du 10 janvier 1925 sans qu'aucun accord ait été conclu.

Le problème de la sécurité et la tentative de construction de la paix internationale par la S.D.N.

Dans ses Mémoires (37), Herriot dit clairement la place essentielle que tient dans sa pensée et son action politique le problème de la sécurité. On a vu, depuis la rencontre de Chequers, que, si sur bien des points le président du Conseil français était prêt à faire des concessions, il s'animait, voire s'échauffait, dès qu'il était question de la sécurité. Et, s'il a tant accepté et concédé sur d'autres plans, c'était, pensait-il, pour nouer et consolider des amitiés nécessaires à la solution de cette affaire, qu'il tenait pour l'affaire essentielle. La solution, il pensait la trouver à Genève par la S.D.N.

En septembre 1924, un grand vent d'optimisme souffle sur Genève. Les décisions de la conférence de Londres et le lancement du plan Dawes donnent aux contemporains le sentiment que l'on vient de sortir de l'après-guerre pour entrer dans la paix. Pour la cinquième assemblée de la S.D.N., qui commence le 4 septembre, on annonce la participation de MacDonald et d'Herriot. Du coup, les Etats tiennent à s'y faire représenter qui par leurs premiers ministres, qui par leurs ministres des Affaires étrangères (38). Du cénacle aux débats d'experts entourés d'une respectueuse considération, qu'elle avait été jusqu'alors, la S.D.N. devient brusquement le foyer de l'actualité politique internationale, concentrant l'attention des opinions publiques et soulevant les espoirs les plus grands. Tous les témoignages des contemporains concordent pour souligner l'importance de la vague d'espérance de septembre 1924 : on croit à l'aube, enfin, des temps nouveaux ; septembre 1924 est l'un des grands moments des espoirs pacifiques de l'entre-deux-guerres.

Escorté, de Paris à Genève, par la ferveur des populations qui le couvrent de fleurs, Herriot arrive à la S.D.N. entouré d'une délégation française particulièrement brillante : le socialiste Paul-Boncour, le sénateur Henri de Jouvenel, l'efficace Loucheur, le subtil Briand, l'apôtre Léon Bourgeois, le syndicaliste Léon Jouhaux et l'ancien combattant René Cassin. Le président du Conseil français s'apprête à lancer, ou à faire lancer par amis interposés, ce dont

(37) HERRIOT, *Jadis*, p. 168 et suivantes.

(38) LAPIE, *Herriot*, p. 145-148.

il voudrait faire la grande affaire de sa vie politique, ce qu'on appellera le « protocole de Genève », la construction de la paix par le triptyque : arbitrage, sécurité, désarmement (39). Il compte sans doute sur l'appui anglais. En fait, l'assemblée de Genève révèle les divergences entre la conception de MacDonald et celle d'Herriot de construction de la paix, que l'on avait déjà décelées lors des entretiens de Chequers fin juin, de Paris, début juillet, et de la conférence de Londres : est-il nécessaire, pour construire la paix, de prendre des précautions militaires, ou les précautions militaires sont-elles le début de la fin de la paix ? MacDonald, invité à parler le premier, le 4 septembre, est biblique : *« Une alliance militaire ressemble au grain de moutarde ; petit au début, il se développe, il croît jusqu'au moment où l'arbre qui en est sorti cache dans son ombre toute la voûte du ciel »* (40). Et on a vu combien furent efficaces, durant l'été 1924, les efforts de MacDonald pour faire échouer le projet de pacte d'assistance mutuelle préparé à Genève précisément, et pour écarter les propositions renouvelées de pacte franco-britannique d'Herriot.

Le lendemain, 5 septembre, Herriot répond à MacDonald que l'Evangile lui-même, *« le message le plus tendre et le plus persuasif que les hommes aient jamais reçu »* n'a pas empêché la guerre d'éclater, ni l'innocence d'être outragée (41). Appelant Pascal à l'aide, Herriot dit à son *« très cher ami MacDonald »* : *« La justice sans la force est impuissante. La force sans la justice est tyrannique. La justice sans force est contredite, parce qu'il y a toujours des méchants. La force sans la justice est accusée. Il faut donc mettre ensemble la justice et la force et, pour cela, faire que ce qui est juste soit fort et que ce qui est fort soit juste »* (42).

Malgré ces divergences de philosophie politique, MacDonald et Herriot tombent d'accord sur le texte d'une résolution franco-britannique commune, confiant aux commissions de la S.D.N. le soin de préparer et de présenter des propositions concrètes pour l'organisation de l'arbitrage, de la sécurité et du désarmement ; le 6 septembre, la résolution franco-britannique est adoptée à l'unanimité par l'assemblée de la S.D.N. (43). Herriot a donc des raisons de penser que son projet de construction de la sécurité et de la paix est en bonne voie. L'amitié de MacDonald est en train de devenir utile.

(39) Sur l'assemblée de la S.D.N. de septembre 1924, voir, outre HERRIOT et LAPIE, PAUL-BONCOUR, *Souvenirs de la III^e République*, tome II, *Les lendemains de la victoire*, chapitre IV, *Plaidoyer pour une assassinée : la S.D.N.*, et SUAREZ, Briand, tome VI, p. 33 et suivantes.

(40) Cité par HERRIOT, op. cit., p. 169.

(41) De fait, Herriot saisit cette occasion pour affirmer à nouveau sa conviction de l'absence de responsabilité de la France dans les origines de la guerre : *« La France sait ce qu'il en coûte d'avoir des frontières fragiles. Innocente hier, innocente, oui, je le jure ; aujourd'hui encore blessée, la France tend vers vos diverses patries ses mains fraternelles... »*

(42) Ibidem, p. 171.

(43) Ibidem, p. 173.

Dans son discours de Genève du 4 septembre, MacDonald, sans en avoir parlé auparavant aux Allemands (44), ni même, semble-t-il bien, à Herriot (45), s'est prononcé pour l'entrée de l'Allemagne à la S.D.N. C'était se préparer à forcer un peu la main d'Herriot. Non pas que le président du Conseil français fût opposé au principe de l'entrée, un jour, de l'Allemagne dans l'organisation internationale, mais il n'a pas la hâte de MacDonald : il paraît vouloir attendre d'abord que la Mission Interalliée de Contrôle Militaire ait constaté le désarmement effectif de l'Allemagne (46).

Le gouvernement de Berlin saisit en tout cas cette balle au bond. Il débat le 23 septembre de la proposition faite par MacDonald devant l'assemblée de Genève (47). Les sondages que Stresemann a fait effectuer auprès de MacDonald, entre le discours de Genève et la séance du cabinet, et dont les résultats ont été assez encourageants (48), amènent Stresemann à proposer à ses collègues du gouvernement allemand, qui s'y rallient, l'acceptation de l'entrée à la S.D.N., mais assortie d'un certain nombre de conditions : un siège permanent au Conseil de la S.D.N. et la participation de fonctionnaires allemands aux travaux du secrétariat ; privilège pour l'Allemagne, en entrant à la S.D.N., d'être dispensée des obligations qui résultent de l'article 16 de ses statuts, c'est-à-dire de la participation à d'éventuelles mesures de coercition contre un Etat condamné par l'organisation internationale (l'Allemagne veut en fait chercher ainsi à prouver à l'U.R.S.S. que, tout en entrant dans la S.D.N., elle ne s'associerait jamais à une politique antisoviétique) ; évacuation de la Rhénanie aux dates prévues à Versailles ; association de l'Allemagne à la pratique des mandats coloniaux de la S.D.N.

Le 29 septembre, un mémorandum allemand, adressé aux divers gouvernements intéressés, fait connaître l'acceptation de principe par l'Allemagne de son entrée à la S.D.N., et la liste des conditions qu'elle y pose (49).

A cette session de septembre 1924 de la S.D.N., donc, rien n'est encore réglé du problème de la sécurité ; des divergences subsistent ; mais l'affaire paraît très bien engagée, et selon les vœux d'Herriot. L'acceptation unanime du projet de « Protocole » et la perspective de l'entrée prochaine de l'Allemagne à la S.D.N. justifient l'optimisme, qui est général quand les diverses délégations rejoignent leurs capitales.

(44) Déclarations de Stresemann au conseil de cabinet du Reich du 23 septembre, BA Coblenz, 3491/762 143-155.

(45) Il n'y en a, en tout cas, aucune trace dans les papiers français.

(46) Déclarations de Stresemann au conseil de cabinet du 23 septembre, voir note 44.

(47) Ibidem. Voir aussi la note de documentation préparée par la Wilhelmstrasse pour les participants à ce conseil des ministres du 23 septembre, BA Coblenz, Nachlass Luther, dossier n° 52, folios 40 à 50.

(48) Stresemann a utilisé comme intermédiaire le comte Harry Kessler, aristocrate allemand aux convictions avancées et aux relations innombrables. Ibidem.

(49) HERRIOT, op. cit., p. 173.

Le 29 octobre, MacDonald perd les élections, et bientôt le pouvoir. Les conséquences, pour les projets d'Herriot, s'en avèreront aussi catastrophiques dans le domaine de la construction de la sécurité que dans celui des dettes interalliées.

Aussitôt, Hoesch, ambassadeur allemand à Paris, télégraphie à Berlin que le « Protocole » de Genève est menacé et que la France risque de se replier, dans l'attente d'une solution au problème de sa sécurité, sur la sauvegarde de la ligne du Rhin, ce qui retarderait les délais d'évacuation (50). L'épisode souligne, s'il en est encore besoin, la place prise par Londres dans les relations franco-allemandes. Certains, à Berlin, suggèrent aussitôt que l'on ait recours, selon l'habitude, à la pression de la haute finance anglaise et américaine pour que l'évacuation de la zone de Cologne, prévue pour le mois de janvier 1925 par le traité de paix, ne soit en aucun cas retardée (51). Hoesch est pessimiste : *« Si important que soit le changement que nous a apporté le régime Herriot, si éclatants que soient les succès que le gouvernement allemand a pu enregistrer au cours des derniers mois, il ne faut pas oublier que ces succès n'ont pu être pour une bonne part acquis que parce que la France a été poussée aux concessions par la pression morale du monde dirigé par l'Angleterre »* (52).

Ces inquiétudes ne sont pas sans fondement. En mars 1925, Londres fera connaître son opposition aux procédures d'arbitrage prévues par le « Protocole » de Genève, entraînant du même coup l'échec de tout le projet, qui sera aussi l'échec des idées d'Herriot sur la sécurité. Entre temps, les diplomaties anglaise et allemande auront commencé, en décembre 1924 et janvier 1925, à nouer les fils d'une négociation qui mènera, en octobre 1925, aux accords de Locarno, solution de remplacement au projet d'Herriot sur la sécurité, bien différent de celui-ci.

Lorsque, le 10 avril 1925, Herriot démissionnera — étrange coïncidence, entre les deux tours des élections qui porteront à la présidence du Reich le maréchal Hindenburg comme successeur du social-démocrate Ebert — on sera bien loin de ce que l'on avait imaginé en mai-juin 1924 : le projet de politique extérieure d'Herriot sera en pièces. A tel point que l'historien en vient à se demander si, à côté de la déroute financière et du « mur d'argent », il n'y aurait pas là aussi une raison de la démission d'Herriot.

(50) Télégramme 639 de Hoesch du 1^{er} novembre, BA Coblenz, AA, Ausführung des Friedensvertrages, volume 33, folios 517-520, non filmé.

(51) Note de Kiep pour le chancelier du 5 novembre, BA Coblenz, ibidem, folios 509 à 511, non filmé. Il est vrai que, pendant la conférence de Londres, Montagu Norman avait laissé envisager à Schacht une nouvelle pression des banquiers à la fin de l'année 1924, pour l'évacuation de la zone de Cologne, BA Coblenz, 9516/H 281 477.

(52) Rapport de Hoesch A 4517 du 6 novembre, AA Bonn, K 936/K 239 379-391.

CONCLUSIONS

La première des conclusions auxquelles ce travail nous a amené, avec la force d'une évidence, est d'ordre général : l'histoire des années 20 doit être systématiquement réécrite, et d'abord par des travaux d'analyse. La nécessité s'en explique fort bien : elle est la conséquence de l'ouverture des fonds d'archives à la recherche historique. La recherche historique progresse par étapes, selon les sources disponibles. Sur les années 20, les historiens n'avaient guère disposé, jusqu'à une date assez récente, que de ce que l'on appelle les sources imprimées : Mémoires, publications officielles ou semi-officielles (Livres de couleur), débats parlementaires, journaux. La possibilité, depuis quelques années, du libre accès aux archives originales, officielles ou privées, politiques, économiques ou militaires, a réouvert aux historiens le champ de travail des années 20. Notre travail se situe dans ce cadre.

D'autre part, en ce qui concerne l'histoire de l'Allemagne contemporaine, l'attention et le travail des historiens, depuis l'après-seconde guerre mondiale, se sont portés de façon privilégiée sur l'étude de la période hitlérienne, d'où est sorti un océan de publications de tous genres, où le pire voisine le meilleur. Mais la recherche sur l'Allemagne des années 20 ? Elle paraît, à côté de la recherche sur l'Allemagne hitlérienne, être restée longtemps quelque peu délaissée, par l'historiographie française en particulier. Quelle richesse historique cependant ! C'est pourquoi, pouvant travailler dans les archives allemandes et les archives françaises des années 20, il nous est apparu que le moment était venu de réécrire l'histoire des relations franco-allemandes après la première guerre mondiale, l'un des grands problèmes de l'histoire du XX^e siècle, du fait de l'issue de la première guerre mondiale, du traité de Versailles et de ses suites.

*
* *

En ce qui concerne tout d'abord L'ÉTABLISSEMENT DES FAITS, et avant toute interprétation, le lecteur aura pu constater, au long des chapitres, que nous avons été amené, à partir des documents, à établir des faits qui ne l'étaient pas encore, et à modifier sensiblement, voire complètement, certains éclairages. Rappelons ici, en les résumant brièvement, quelques points.

L'ALSACE-LORRAINE. L'Allemagne en a fait rapidement son deuil ; il n'y a pas de problème d'Alsace-Lorraine entre l'Allemagne et la France après la première guerre mondiale. La crise autonomiste alsacienne des années 1925 à 1928 fut la conséquence de la politique intérieure française, et non de menées venant d'Allemagne, même si, une fois la crise éclatée, l'Allemagne la nourrit et cherche à l'exploiter. Mais ce n'est pas du côté de l'Alsace-Lorraine qu'il faut chercher le contentieux germano-français d'après la première guerre mondiale.

En revanche, les relations franco-allemandes des années 1918-1925, et au-delà d'elles la vie internationale européenne, ne nous paraissent pas compréhensibles si l'on laisse de côté **L'AFFAIRE RHÉNANE**. Cette affaire, à notre sens sous-estimée jusqu'à présent des historiographies, doit être placée au cœur des relations franco-allemandes de ces années. Il importe d'autre part de voir — l'analyse de la documentation y contraint — que l'affaire rhénane des années 1919-1925 n'est pas le fruit de nostalgies historico-politiques héritées d'on ne sait quels souvenirs d'avant 1815 ; elle est enracinée dans les réalités des années 20, même si elle échoue finalement et si, à certains moments, Paris fait des erreurs d'appréciation ou nourrit des espoirs qui se révèlent illusoire.

Ce serait, pense-t-on, retirer à l'affaire rhénane sa véritable dimension que de la limiter à l'idée géostratégique de la frontière du Rhin et au problème de la sécurité militaire. Cet aspect, certes, existe ; mais nous croyons avoir montré la dimension économique du projet, depuis les premières initiatives de Tirard dans l'hiver 1918-1919, jusqu'aux contrats de la M.I.C.U.M. de novembre 1923. L'aspect économique de la politique rhénane de la France l'emporte très vite sur l'aspect de technique militaire ; ce qui ne veut pas dire qu'il ne s'agisse plus de problème de la sécurité ; mais la France d'après la première guerre mondiale a pensé assurer la sécurité et la paix en Europe par une modification des structures économiques profondes du continent, et d'abord par un transfert de puissance industrielle dans lequel la construction d'une entité rhénane devait jouer un rôle essentiel. C'est pourquoi nous avons fait une analyse conjointe de l'affaire rhénane et de celle des réparations, qui nous paraît s'imposer, des premières initiatives françaises de fin 1918, au démantèlement de l'instrument français, à l'automne 1924.

Et il y a, qu'il ne faut pas oublier tout de même, le côté allemand de l'affaire rhénane. A cet égard la documentation contraint à réviser l'image traditionnelle, et dont les raisons s'expliquent fort bien, de quelques activistes excités, sans racines ni représentativité ; que ce type d'activistes ait existé, c'est évident, ainsi que le fait que l'administration française ait trop facilement cédé à la tentation de se compromettre avec eux. Mais limiter à ces milieux le côté allemand de l'affaire rhénane est d'une monstrueuse myopie. Il y a le mouvement de remise en cause générale des structures

prusso-allemandes du Reich bismarckien au lendemain de son effondrement militaire. L'historiographie contemporaine a tendance à privilégier les aspects de lutte sociale de la remise en cause des structures de l'Allemagne après 1918 ; bien sûr, il ne s'agit pas de les sous-estimer ; toutefois ils ne furent pas les seuls : il y eut, dans l'Allemagne des années 1919-1923, un renouveau de l'esprit « quarante-huitard » fédéraliste, et disons le mot, antiprussien.

Enfin, toujours dans cette affaire rhénane, il y a le comportement des milieux d'affaires des territoires occupés. La dureté nationaliste du comportement des maîtres de forges de la Ruhr de la défaite de 1918 à la « résistance passive » de 1923, puis à partir de la conférence de Londres du milieu de 1924, ne doit pas empêcher de constater l'effondrement de leur puissance à la fin de 1923 et au début de 1924. Pendant près d'un an, du fait de l'affaire de la Ruhr, le pouvoir politique, en Allemagne et dans la vie internationale, des milieux d'affaires allemands est brisé ; Stinnes et Krupp, et à leur suite tous les autres, acceptent les conditions imposées par Poincaré. L'une des découvertes que ce travail nous a amené à faire est celle de l'importance de la Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines et des contrats qu'elle a passés, en novembre 1923, avec les entreprises des territoires occupés : ces contrats, très généralement méconnus, sont l'un des événements majeurs de la vie économique de l'Europe de l'entre-deux-guerres ; le goulet d'étranglement de l'économie française a sauté.

Voici qui nous amène à Poincaré, et quelques autres personnalités. L'on s'était fait de POINCARÉ, BRIAND, STRESEMANN, RATHENAU, pour ne citer que les plus importants, des images, le plus souvent héritées des combats politiques, images qui, à leur tour, n'ont cessé de contribuer à un certain conditionnement de l'interprétation historique des affaires auxquelles ils ont été mêlés. L'analyse des fonds d'archives permet de reprendre le travail historique par le début, c'est-à-dire l'établissement des faits, et conduit à modifier les images traditionnelles. Prenons l'exemple de l'antinomie Poincaré-Briand. Cela apparaissait évident ; Poincaré, le Lorrain, le juriste, l'homme de l'exécution du traité, « qui connaît tout et ne comprend rien » ; Briand, le Celte, le diplomate, l'homme de la détente, de la négociation. Disons le mot, ce sont des stéréotypes, bien établis, qui ont influencé les historiographies. L'ouverture des archives contraint, derrière ces images d'Épinal, à retrouver la vie avec ses nuances et parfois ses contradictions. Briand qui sera l'homme de Locarno et, en 1929-1930, le prophète de « l'Europe », a préparé en 1921 l'occupation de la Ruhr, et sans doute rêvé alors un moment d'un démembrement de l'Allemagne. Poincaré, qui sera en 1923 l'homme de la Ruhr, reprenant d'ailleurs les plans préparés en 1921 sous Briand, a cherché durant la plus grande partie de l'année 1922 à mettre en route les accords conclus à l'automne 1921 par Loucheur et Rathenau à Wiesbaden...

Un autre exemple d'idée reçue, et erronée, dont on ne peut

manquer de se libérer en travaillant sur les documents : LA MUTATION DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE, DE POINCARÉ A HERRIOT, avec le changement de majorité et de gouvernement en France en mai 1924. Qu'il y ait eu changement de style, certes ; mais enfin il faut voir les choses telles qu'elles furent : le plan Dawes a été accepté par Poincaré avant sa chute ; MacDonald s'apprêtait à négocier avec Poincaré ; Herriot fut un héritier plus qu'un novateur (étant entendu que, ce qu'il fit de l'héritage, est une autre affaire).

Et, du côté allemand, quel support de stéréotypes, divers et opposés, fut STRESEMANN ! L'on a tenu, à ce sujet, à s'expliquer assez longuement.

L'ouverture des divers fonds d'archives des années 20 crée donc aux historiens le devoir de remettre en cause, à partir de l'analyse de ces fonds, les conclusions sur lesquelles ils s'étaient jusqu'à présent arrêtés. Sur trop de points, ce que l'on a trouvé dans les archives, dans le champ de nos recherches, diverge de ce qui paraissait vérité établie. Puisse ce travail contribuer à en convaincre.

*
**

Nous voudrions, en second lieu, présenter UNE INTERPRÉTATION GLOBALE DE L'HISTOIRE DES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES DE 1918 A 1924.

Cette histoire nous apparaît d'abord spécifique de cette période. Nous voulons dire que la nature des relations franco-allemandes des années d'après la première guerre mondiale est tout à fait différente de celle d'avant la première guerre mondiale ou de celle d'après la seconde guerre mondiale. Ceci est, pensons-nous, affaire de situation. Pendant les années 20, la France et l'Allemagne se sont trouvées, par la force de la situation, des pays leaders : leaders de l'exécution ou de la révision du traité de Versailles, c'est-à-dire finalement, étant donné la hiérarchie du moment des importances des choses, leaders de la conservation ou de la modification de la situation issue de la crise mondiale de 1914-1918. Soyons plus précis : avant 1914, ou après 1945, on peut parler, entre la France et l'Allemagne, de problèmes bilatéraux : l'Alsace-Lorraine, la Sarre, les échanges commerciaux par exemple ; entre les deux guerres mondiales, les rapports franco-allemands ne se laissent pas réduire à une dimension bilatérale ; ils mettent en cause l'équilibre et l'évolution de l'Europe en général, et finalement la paix du monde. Non pas que les problèmes proprement franco-allemands s'élargissent à cette dimension ; mais parce que les forces, au moment, de l'un et l'autre pays, et leurs responsabilités internationales font que toute affaire d'envergure internationale générale devient alors, par la nature des choses, une affaire franco-allemande.

En 1919, l'Allemagne et la France sont deux très grandes puissances. L'Allemagne, bien que vaincue, en proie aux troubles inté-

rieurs, et bientôt à la déroute monétaire, reste une très grande puissance ; elle est riche de sa population, la seconde de l'Europe après celle de l'Union Soviétique, pour le moment rejetée par sa révolution en dehors de la vie internationale ; riche de son potentiel industriel, le premier d'Europe et le second du monde, après celui des Etats-Unis, un potentiel industriel qui est sorti intact de l'épreuve de la guerre, et qui dispose de la grande source d'énergie de l'époque, le charbon. Ce sont là des forces profondes qui, rapidement, pèsent plus lourd que les aléas de la vie politique et sociale.

La France, de son côté, est aussi au lendemain de la première guerre mondiale une très grande puissance ; on ose presque écrire qu'elle est redevenue par sa victoire une très grande puissance, pesant plus lourd, en 1919, dans les affaires du monde, qu'en 1913. Mais les facteurs de la puissance d'alors de la France sont bien différents de ceux de l'Allemagne, et ils sont momentanés. La France n'est forte ni par sa population, ni par son économie, donc par des forces profondes naturelles. Elle est forte par son prestige politique et par son armée, alors la première du monde, deux facteurs de puissance qui ne durent que si on les entretient.

Que l'on ajoute à ce rapport contrasté, entre l'Allemagne et la France, de forces et faiblesses, le facteur temps, c'est-à-dire l'évolution et les possibilités de manœuvre qu'il offre à ceux qui savent prendre des initiatives, et beaucoup s'explique des relations franco-allemandes entre novembre 1918 et fin 1924.

Dans l'hiver 1918-1919, la France est au sommet de sa puissance, et l'Allemagne au plus creux de sa faiblesse, car les facteurs de puissance de l'une et de faiblesse de l'autre donnent à ce moment-là leur plein effet. Du coup l'Allemagne devient, pour un temps, un objet passif de la vie internationale, se contentant de parer à l'intérieur aux conséquences de sa défaite, tandis que la France est tentée de se lancer dans la poursuite de projets qui n'ont de chance de succès que si elle exploite sans retard son surplus momentané de puissance dans la vie internationale.

Dans les traités de 1919, la France, qui doit compter avec ses alliés et associés, aux intérêts et projets déjà divergents, ne peut imposer à l'Allemagne les conditions de paix qu'elle lui aurait sans doute imposées si elle avait été seule. Toutefois, la France, en cédant en 1919 à certains vetos anglo-saxons, n'a pas renoncé pour autant à des modifications de structures sur le continent européen, au détriment de la forme bismarckienne et prusso-allemande du Reich ; la France de 1919 a le projet de remodeler les forces profondes du continent européen, notamment économiques, pour y parvenir à un nouvel équilibre générateur de sécurité et de paix. Le traité donne cinq ans à la France, jusqu'au 10 janvier 1925, pour réussir dans cette tâche, ou y échouer.

Les gouvernements français, sans doute, n'ont pas été unanimes, de 1919 à 1925, pour poursuivre l'effort dans ce sens, loin de là. On peut même parler d'une constante hésitation entre la poursuite

du projet de 1919 et son abandon, ou sa révision. Toutefois, de façon générale, jusqu'au début de 1924, la France apparaît l'élément moteur dans les relations franco-allemandes, face à une Allemagne qui manœuvre en retraite comme elle peut ; avec le correctif de la gêne apportée aux initiatives françaises par la Grande-Bretagne, qui n'intervient pas encore, pour autant, en faveur de l'Allemagne. L'affaire de la Ruhr en 1923, au sens le plus profond de l'initiative française d'alors, apparaît comme l'effort suprême de la France d'emporter la décision dans le sens de l'exécution du projet de 1919. Du côté allemand, le génie politique de Stresemann fut, malgré les critiques et l'incompréhension de bon nombre de ses concitoyens, de continuer à battre en retraite devant la poussée française, le temps que se dévalorisent les facteurs de la puissance française, et que puissent être mobilisées des forces extérieures pour valoriser les facteurs de la puissance allemande.

1924 est l'année de ces changements, avec l'intervention de la banque anglaise, puis américaine, aux côtés de l'Allemagne pour refouler la poussée française, et les élections françaises. Ce qui nous amène à poser deux problèmes, celui des rapports des forces économiques et de l'action politique, et celui de l'influence des opinions publiques sur l'évolution de la vie internationale.

Nous nous sommes efforcé, dans notre analyse de l'année 1924, à propos de la préparation de la conférence de Londres et à propos de la conférence de Londres elle-même, de préciser LES RAPPORTS DES FORCES ÉCONOMIQUES ET DES POUVOIRS POLITIQUES. Loin de nous l'idée d'avancer une explication systématique, qui serait valable dans tous les cas. Tenons-nous en à l'année 1924. Que voyons-nous ? D'abord l'alliance de deux hommes, Schacht et M. Norman, directeurs de la Reichsbank et de la Banque d'Angleterre, décidant d'une aide financière de l'Angleterre à l'Allemagne dans un but politique : faire échouer les projets de création d'une entité rhénane. Puis Stresemann systématise le recours à la banque anglaise pour faire face à la poussée française, puis la refouler. Mais la banque anglaise n'a pas, ou n'a plus, à elle seule, le poids suffisant ; alors la banque anglaise mobilise le poids de la banque américaine, pour lui faire jouer, à la veille de la conférence de Londres et pendant cette conférence, le rôle que l'on a vu. Nous avons été frappé — et nous l'avons souligné dans notre analyse — par la « manipulation » des banquiers américains par les banquiers anglais, agissant pour des motifs politiques, et par les hommes politiques. Il nous semble que l'analyse de la conférence de Londres contraigne à reconnaître, à côté du jeu naturel des forces économiques profondes, l'existence d'un JEU DIPLOMATIQUE, ou si l'on veut politique, s'insérant bien entendu dans le jeu des forces profondes, mais ayant ses lois propres, et pouvant diriger les forces profondes dans telle ou telle direction. Pourquoi le poids de la banque américaine a-t-il finalement pesé en 1924 en faveur de l'Allemagne et non de la France ? Est-ce pour des raisons propres à la banque améri-

caine, ou parce que des politiques, à Londres et à Berlin, ont su agir pour qu'il en soit ainsi ? Nous penchons, en l'occurrence, pour la seconde interprétation.

A propos des RAPPORTS DES OPINIONS PUBLIQUES ET DE LA VIE INTERNATIONALE, enfin, nous retrouvons la vie diplomatique avec ses lois propres. A voir les choses telles qu'elles se sont passées, on est effaré de constater que l'immense espoir de transformation du climat, de la philosophie et de la pratique de la vie internationale, apporté par l'arrivée au pouvoir du travaillisme en Angleterre et du Cartel des Gauches en France, n'a finalement rien changé aux façons de faire. Avec le recul, le doute n'est pas permis ; posons seulement cette question : par quoi la vie internationale fut-elle le plus profondément et le plus durablement marquée en 1924, par le « pacte moral de collaboration continue » Herriot-MacDonald et par les projets genevois, ou par les pratiques de la négociation secrète ? La réponse s'impose : par les pratiques de la négociation secrète. Et l'on est effaré, aussi, par l'ignorance dans laquelle les opinions publiques ont été de ce qui était en jeu, et sont demeurées des décisions prises. C'est l'action politique anglaise qui a abouti à la dissociation des problèmes des réparations, des dettes inter-alliées et de la sécurité. C'est l'action politique allemande qui a fait que l'on est parvenu à la date du 10 janvier 1925 sans que les affaires pendantes entre l'Allemagne et la France aient été résolues, créant ainsi une situation nouvelle : on passait définitivement de l'ère de l'exécution à celle de la négociation.

L'enrichissement est considérable qui a transformé l'histoire diplomatique d'autrefois en histoire des relations internationales, telle qu'on la pratique aujourd'hui. Notre travail nous a toutefois convaincu que l'histoire des relations internationales s'appauvrirait singulièrement si, cédant aux injonctions de faiseurs de mode, elle avait la faiblesse de s'amputer de l'étude du jeu diplomatique.

*
**

Nous voudrions terminer ces conclusions par quelques remarques de MÉTHODE. Le hasard des circonstances a fait que nous avons travaillé très longtemps dans les fonds d'archives, beaucoup plus longtemps et plus largement qu'il était nécessaire pour cet ouvrage ; que nous avons travaillé, pour la préparation de publications de documents, de façon contradictoire, avec des archivistes et des historiens de nationalités et de formations différentes ; que nous avons vécu douze années en Allemagne, occupé à des tâches diverses. Tout cela n'est pas resté sans marquer la méthode de préparation du travail que l'on présente, et notre conception du métier d'historien.

Rien ne nous est plus étranger que de chercher dans des fonds d'archives les éléments d'un procès ou d'une apologie, en fonction

d'une idée préalable au travail de recherche. Allons plus loin : nous confessons n'être l'adepte d'aucune doctrine d'explication historique. Nous n'avons suivi aucun schéma et ne nous étions fixé à nous-même, au début de cette recherche, aucun fil directeur. Des années durant, nous avons dépouillé des dossiers ; au fur et à mesure de ce travail de dépouillement de sources originales, les faits se sont établis d'eux-mêmes avec évidence, puis les interprétations se sont progressivement imposées, et enfin les conclusions. Ainsi, nous sommes personnellement parvenu à la conviction que la vérité historique n'est pas antérieure au travail de recherche, mais qu'elle est tout entière dans les sources et la conscience professionnelle des historiens qui les exploitent. Nous nous y sommes efforcé dans l'étude de l'évolution des relations de la France et de l'Allemagne après la première guerre mondiale.

ANNEXES

STATISTIQUES

Il n'est pas possible de donner des statistiques valables du commerce entre la France et l'Allemagne de 1919 à 1924, du fait des conditions anormales dans lesquelles les échanges commerciaux se produisent alors entre les deux pays, et du fait des à-coups politiques : sanctions de 1921, occupation de la Ruhr en 1923, contrats de M.I.C.U.M.

Toutefois, on donne ci-après des statistiques et des courbes concernant les produits charbonniers et la sidérurgie. Ce faisant, notre but est de montrer l'importance des conséquences de l'affaire de la Ruhr sur l'approvisionnement de l'économie française en produits charbonniers et sur la production sidérurgique française. On remarquera la dépendance de la France par rapport à l'approvisionnement étranger, le goulet d'étranglement d'avant 1923 et l'effet spectaculaire des contrats de M.I.C.U.M., à partir de novembre 1923.

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE CHARBON (en 1 000 tonnes) (1)

(d'après une étude statistique de mai 1932 du Reichskohlenrat trouvée dans le dossier du Bundesarchiv, Nachlass Silverberg, Band 162)

	1913	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Total	18 711	18 398	22 421	26 284	25 153	18 298	15 411	18 983	17 511
Angleterre	11 257	5 893 (3)	12 099	17 963	13 076	9 938	4 173 (3)	9 060	8 506
Allemagne	3 491	5 798	3 731	1 496	4 266	5 518	7 655	6 195	4 510
Sarre (2)		3 445	3 534	3 182	5 214				
Belgique	3 669	1 991	2 466	2 179	1 711	1 898	2 356	2 397	3 223
Hollande			564	723	509	564	747	653	838
U.S.A.	12	921	23	671	345	204	259	488	13

(1) Les chiffres pour 1913 sont ceux de la France d'avant-guerre ; de 1921 à 1924 ceux de la France comprenant l'Alsace-Lorraine, mais non la Sarre ; à partir de 1925 ceux de la France avec la Sarre.

(2) La Sarre est comptée en 1913 avec l'Allemagne. A partir de 1925, il n'est plus compté d'importations françaises en provenance de la Sarre, celle-ci étant à l'intérieur du système douanier français.

(3) Grève des mineurs en Angleterre.

Ces chiffres montrent la place de l'Angleterre dans les importations françaises de charbon. Cette part est prépondérante jusqu'en 1923 inclus. A partir de 1924, elle diminue considérablement, alors qu'augmente la part de l'Allemagne, ainsi que celles de la Belgique, de la Hollande et des U.S.A.

L'augmentation des importations françaises de charbon en provenance de l'Allemagne (ainsi que la diminution corrélative des importations en provenance d'Angleterre) est une conséquence de l'affaire de la Ruhr.

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE COKE (en 1 000 tonnes) (1)

(même source)

	1913	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Total	3 070	3 495	5 142	3 628	5 383	5 003	5 555	4 721	5 368
Angleterre	10	22	70	385	53	8	3	3	6
Allemagne	2 393	3 321	4 305	2 073	4 540	4 115	4 540	3 417	(3 925) ?
Sarre (2)		52		96	64				
Belgique	547	38	498	498	390	499	643	831	849
Hollande			174	376	322	372	367	470	588
U.S.A.	6			169	12				

(1) et (2) Mêmes remarques que pour le charbon.

Ces chiffres montrent le caractère déterminant des importations de coke allemand pour l'économie française. On voit le faible appoint de la Sarre en coke pour l'économie française.

PRODUCTION, EXPORTATION ET LIVRAISONS DE CHARBON PAR L'ALLEMAGNE (en millions de tonnes)
(même source)

	1919	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Production allemande (frontières de 1920 même pour le chiffre de 1913)	140	113	119	62	118	132	145	153	150
Exportations totales de l'Allemagne (exportations libres + livraisons)	34,5	18,9	14,2	6,1	19,4	22	38	26	23
dont livraisons à l'ensemble des Alliés au titre des réparations		11,6	9	4,5	12,1	9,6(1)	9,4	9,4	10,4

(1) A partir de 1925, les livraisons au Luxembourg ne sont pas comptées dans ce chiffre.

PRODUCTION FRANÇAISE DE CHARBON (en 1 000 tonnes) (1)

(même source)

	1913	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Total	40 050	21 546	24 293	28 211	31 141	37 679	44 019	47 097	51 391	51 791	51 365
Département du Nord .	6 813	549		5 265	7 825	5 612	6 326	7 605	8 477	8 919	9 223
Département du Pas-de- Calais ...	20 576	33		8 063	7 554	15 284	18 820	21 095	24 048	24 309	24 042
Alsace- Lorraine .				3 421	4 232	4 200	5 269	5 279	5 323	5 365	5 554

(1) Les chiffres de 1913 concernent la France d'avant-guerre. A partir de 1919, la France avec l'Alsace-Lorraine.

Ces chiffres montrent le déficit de la production de charbon en France du fait des destructions allemandes dans le Nord et le Pas-de-Calais. La reconstitution des mines est pratiquement chose faite en 1924.

PRODUCTION, EXPORTATION ET LIVRAISONS DE COKE PAR L'ALLEMAGNE (en 1 000 tonnes)

(même source)

	1913	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Production allemande	34 630 (1)	28 901 (2)	30 225 (3)	14 071	24 885	28 397	27 297	33 242	34 775
Exportations allemandes totales (exportations libres + livraisons au titre des réparations)	6 443	5 348	7 276	2 777	5 599	7 390	10 562	8 530	8 950
dont livraisons à l'Entente au titre des réparations		4 284	6 334	2 462	3 845	3 822	3 940	2 865	3 983

(1) Frontières de 1913.

(2) Moins la Sarre.

(3) Moins la Haute-Silésie polonaise.

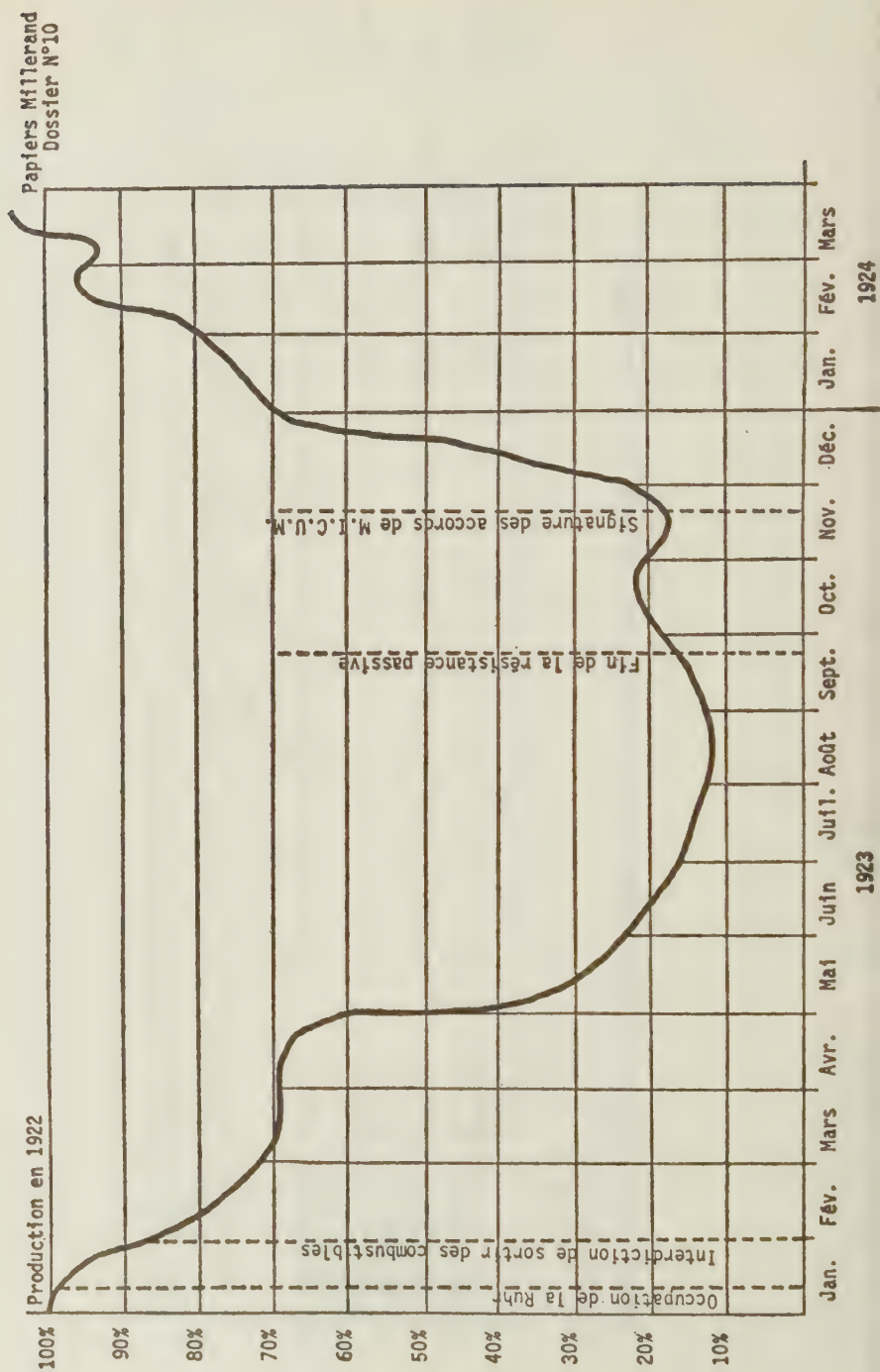
PRODUCTION ET IMPORTATIONS FRANÇAISES DE COKE METALLURGIQUE (en 1 000 tonnes)

(même source)

	1913	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Production française .	4 027	1 667	1 781	1 862	2 362	4 287	5 415	6 016	6 908	7 118	7 957
Importations totales ...	3 070			3 495	5 142	3 628	5 383	5 383	5 555	4 721	5 368
Importations allemandes	2 393			3 321	4 305	2 073	4 540	4 115	4 540	3 417	3 925

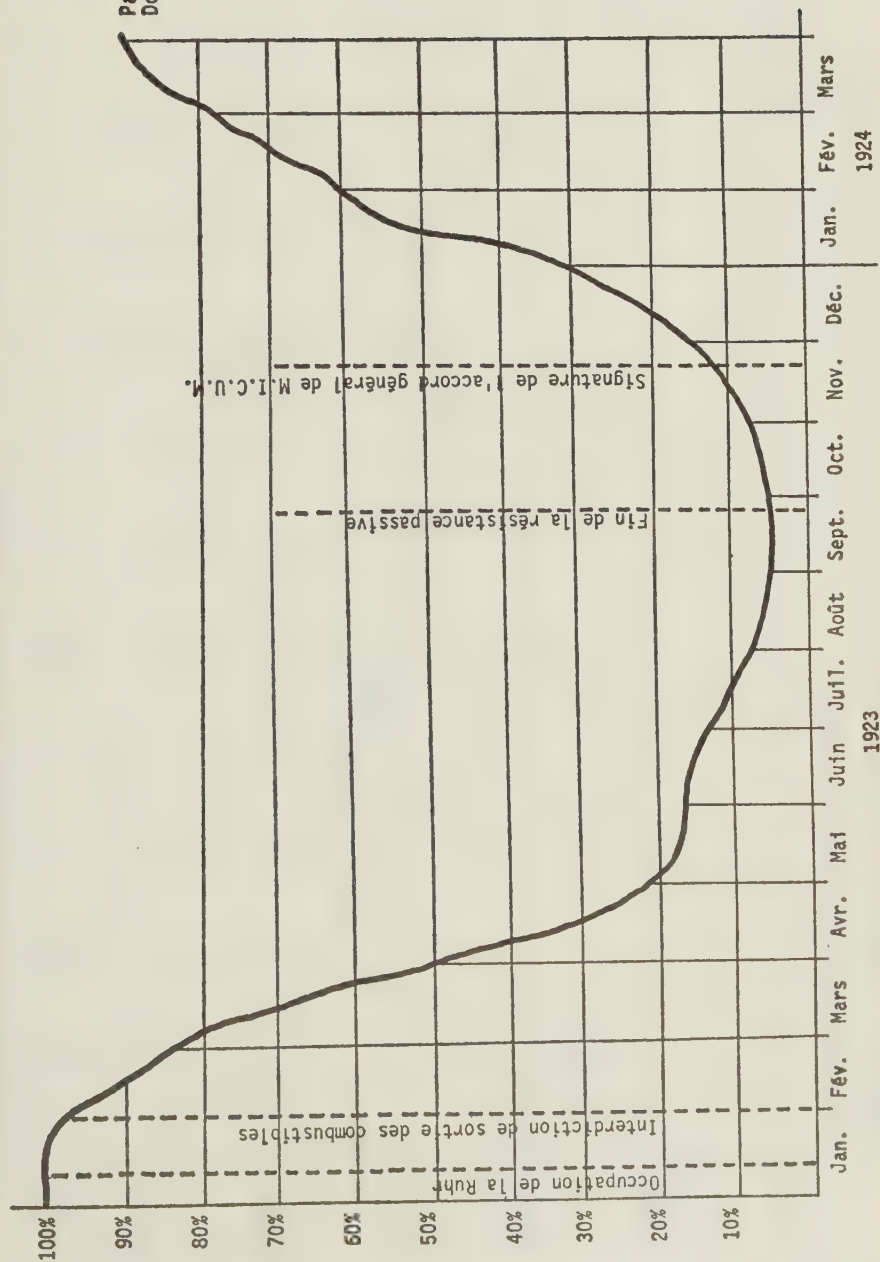
Il faut remarquer que les besoins en coke de la France sont considérablement supérieurs à partir de 1919 à ce qu'ils étaient avant la guerre, du fait de l'entrée dans l'économie française de la sidérurgie de la Lorraine désannexée. On voit dans quelle mesure le fonctionnement de la sidérurgie française dépend des importations de coke étranger, et d'abord allemand. Jusqu'en 1923, la France a manqué de coke métallurgique.

ACTIVITE DES MINES DE HOUILLE DU BASSIN DE LA RUHR NON COMPRIS LES MINES EN REGIE.



ACTIVITE DES COKERIES DES TERRITOIRES OCCUPES DU BASSIN DE LA RUHR

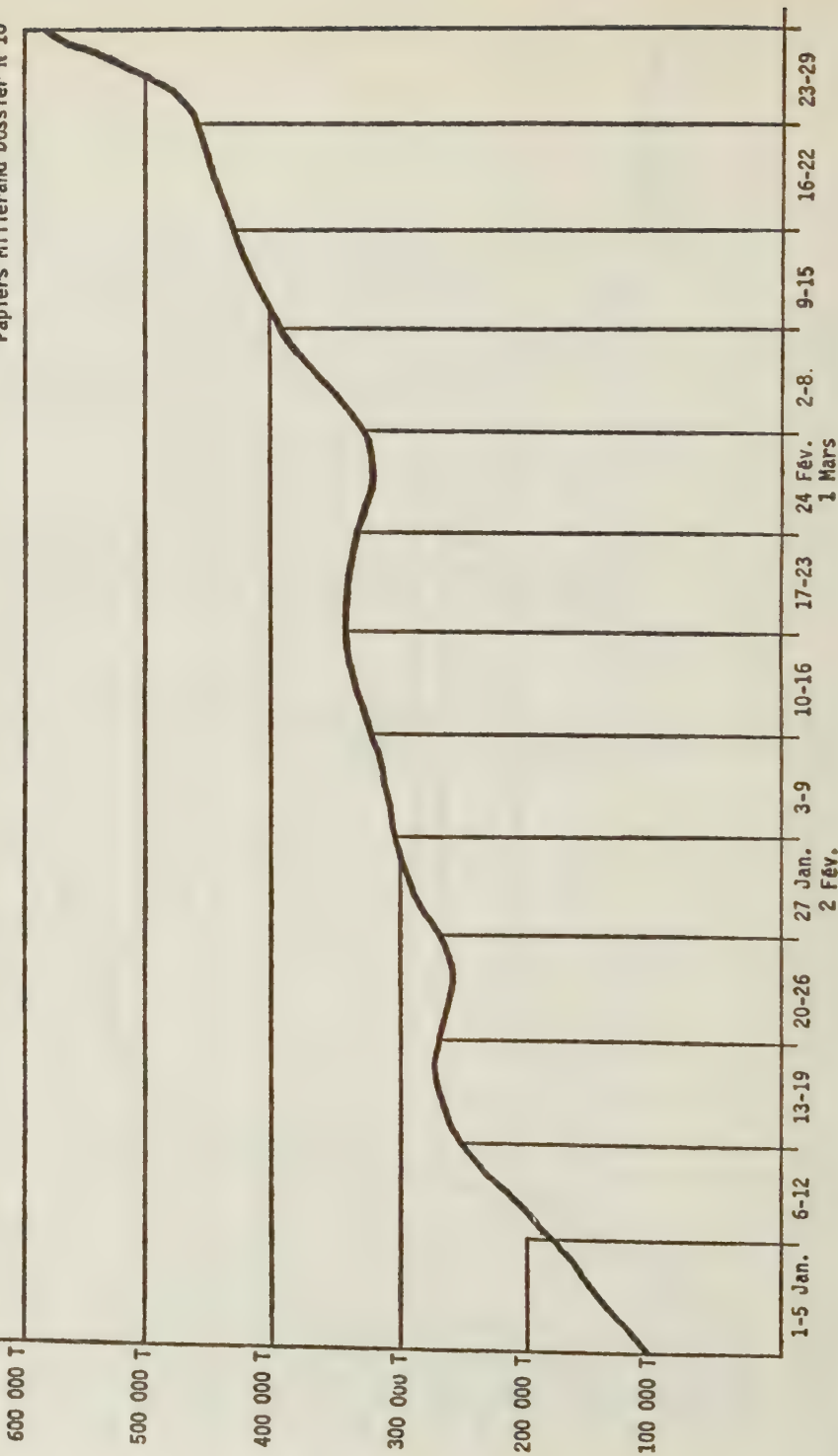
Papiers Mfillerand
Dossier N°10



EXPEDITIONS DE COMBUSTIBLES PROVENANT DU BASSIN DE LA RUHR A DESTINATION DE L'ENTENTE - COKE ET CHARBON -

(Tonnages par semaines, Janvier - Mars 1924)

Papiers Millierand Dossier N°10

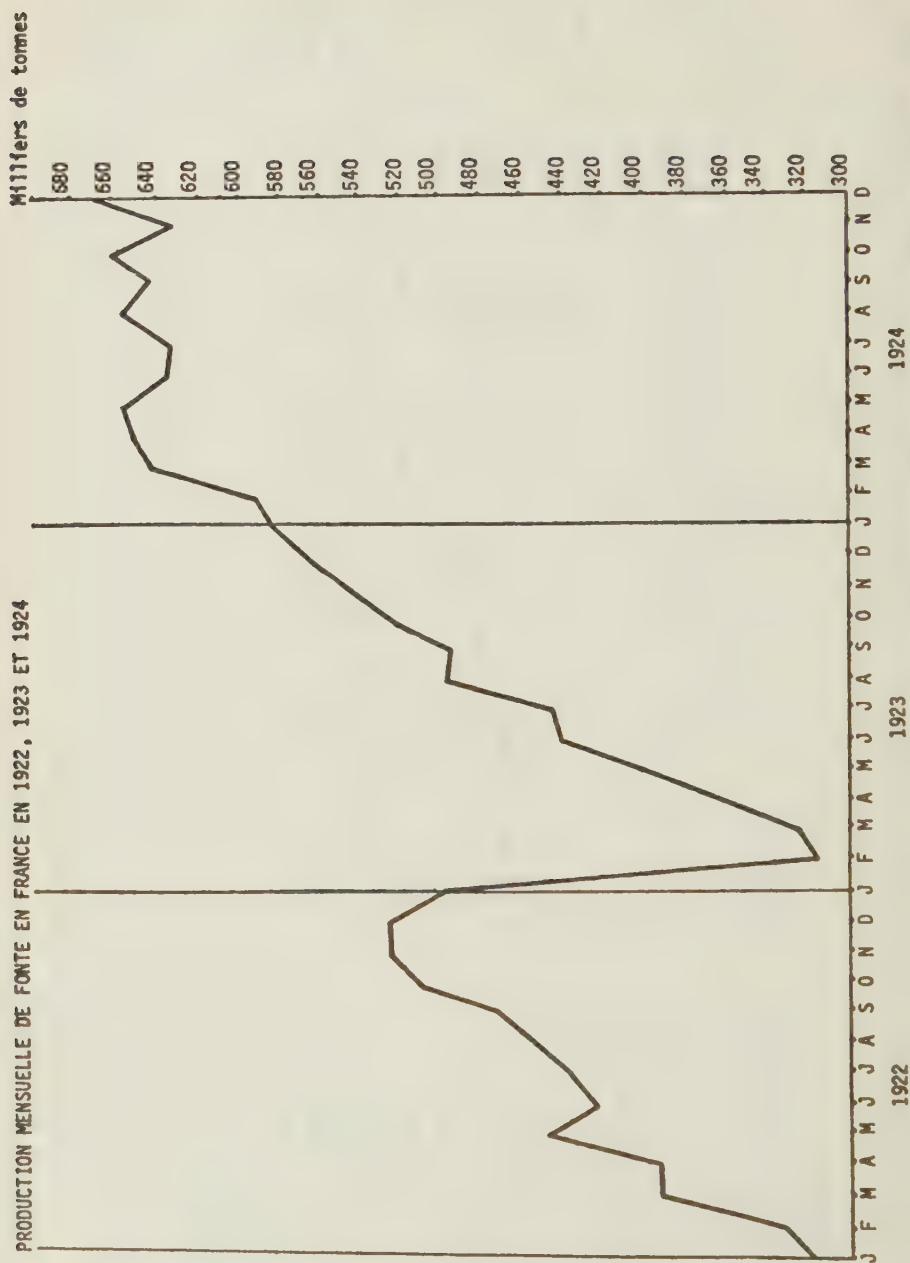


ACIER BRUT

Production annuelle française (en tonnes)

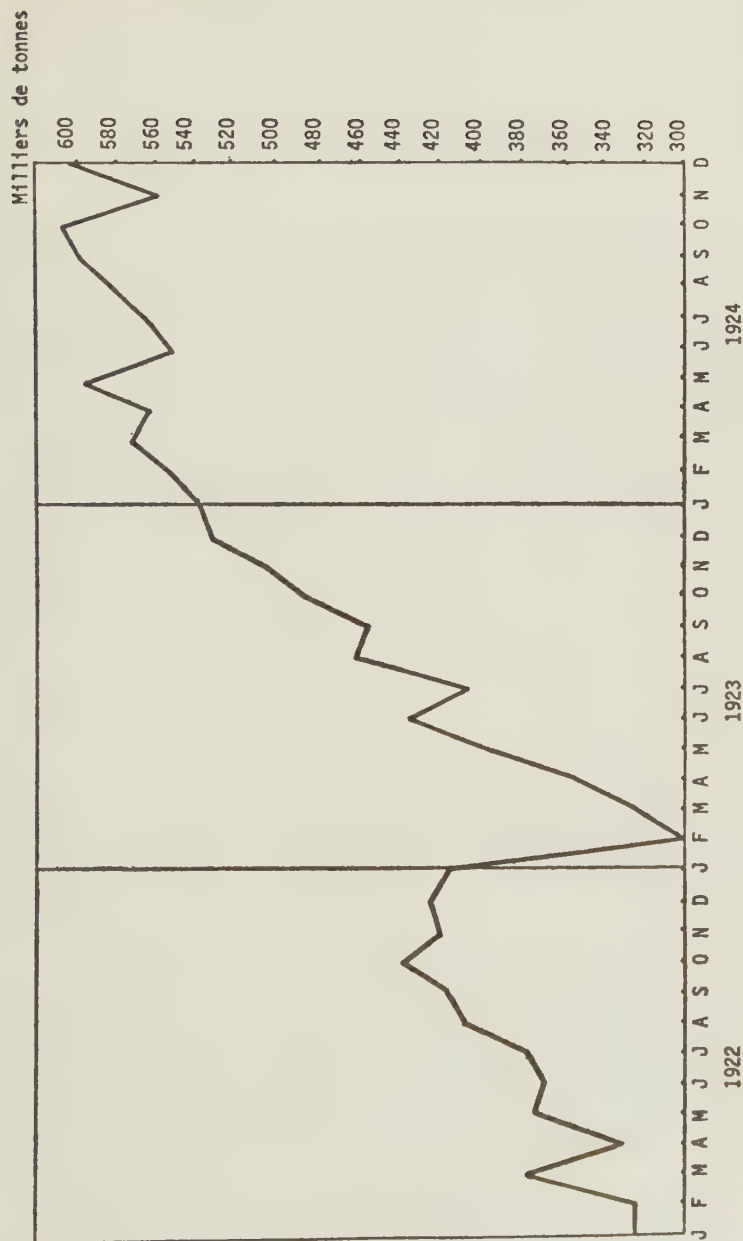
	Fonte brute	Thomas	Bessemer	Martin	au creuset	au four électrique	Total
1913 (vieille France)	5 207 307	2 806 475	252 704	1 582 478	24 085	21 124	4 686 866
1913 (France + Moselle)	9 070 831	4 906 939	252 704		1 816 473		6 976 116
1920	3 433 791	1 656 972	60 188	1 255 120	20 036	58 080	3 050 396
1921	3 416 953	1 779 860	45 094	1 243 216	9 543	24 457	3 102 170
1922	5 228 577	2 888 330	43 612	1 554 127	6 989	41 434	4 534 492
1923	5 431 787	3 007 828	70 957	1 968 148	14 949	47 638	5 109 517
1924	7 693 018	4 501 167	91 709	2 230 247	11 548	65 639	6 900 310
1925	8 494 111	5 175 815	78 903	2 103 469	12 843	75 433	7 446 463
1926	9 431 607	5 812 264	60 699	2 458 496	15 189	83 554	8 430 002
1927	9 326 409	5 880 532	70 559	2 252 492	11 599	91 074	8 306 256

D'après le Bulletin du Comité des Forges - N° 4062, de novembre 1928.



D'après le Bulletin du Comité des Forges N°3785 du 11 Mars 1924
N°3849 du 6 Mars 1925

PRODUCTION MENSUELLE D'ACIER BRUT (LINGOTS ET MOULAGES) EN FRANCE : 1922 - 1924



D'après le Bulletin du Comité des Forges N°3786 du 17 Mars 1924.
N°3852 du 17 Mars 1925

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Ce travail, ayant fait d'abord l'objet d'une thèse de doctorat d'Etat, comprend sous sa forme dactylographiée originale une annexe documentaire de trois cent vingt pages, présentant, de façon raisonnée et commentée, les deux mille deux cents dossiers originaux d'archives, tant allemandes que françaises, qui sont à la base de nos recherches, et les deux mille cent quarante titres de livres et d'articles scientifiques publiés dans le monde sur les questions traitées par notre étude, et auxquels nous avons joint, pour les plus importants, des notes critiques.

Il nous est apparu superflu de publier cette documentation en annexe de l'ouvrage imprimé, car le lecteur peut trouver dans les notes de bas de page, et pour chaque développement, les renseignements nécessaires sur les sources utilisées. Indiquons toutefois aux chercheurs spécialisés qu'ils peuvent consulter un exemplaire rétrographié de cette annexe documentaire à l'Université de Paris-I, et un autre à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine de Nanterre.

Notre documentation d'archives est entièrement originale et inédite, les archives allemandes et les archives françaises n'ayant fait jusqu'à ce jour encore l'objet d'aucune publication pour les années 1918-1924.

En 1944, les principaux fonds d'archives allemands, qui se trouvaient alors à Berlin et à Potsdam, ont été évacués par les autorités allemandes vers diverses destinations de province, afin d'échapper à la destruction par bombardements aériens. L'ordre fut donné par Hitler, en avril 1945, de détruire ces archives ; dans la débâcle de l'Allemagne d'alors, il ne fut pas exécuté, si bien que les archives allemandes sont tombées entre les mains des troupes alliées, pour une part entre les mains des troupes américaines et anglaises, pour une part entre les mains de l'armée soviétique, selon leurs lieux de stockage. Les Soviétiques exploitèrent ce qu'ils avaient saisi, puis restituèrent ces fonds à la République Démocratique Allemande. Les Américains et les Anglais invitèrent les Français à se joindre à eux pour exploiter ce qu'ils avaient saisi, puis restituèrent ces fonds à la République Fédérale Allemande.

Les anciens fonds d'archives centraux du Reich allemand se trouvent donc répartis entre la R.F.A. et la R.D.A., en fonction des hasards des lieux d'évacuation de ces fonds en 1944 et de la situation militaire en mai 1945.

Il se trouve que, pour les relations de l'Allemagne avec la France dans les années qui intéressent cette étude, les fonds allemands avaient été évacués vers l'Ouest de l'Allemagne. Ils sont donc tombés entre les mains des Alliés occidentaux et se trouvent par là-même aujourd'hui en R.F.A., essentiellement à Bonn et à Coblenze. A Bonn sont conser-

vés les fonds de l'ancien Auswärtiges Amt, le ministère allemand des Affaires étrangères (que l'on appelle aussi parfois la Wilhelmstrasse, du nom de la rue où était autrefois situé ce ministère à Berlin. A Coblenz, se trouvent les Archives Fédérales, ou Bundesarchiv, qui sont l'équivalent pour la R.F.A. de ce que sont les Archives nationales en France; y sont conservés les fonds d'archives des autres ministères, des organisations économiques et professionnelles, ainsi que les archives privées; on y trouve aussi ce qu'il reste des archives militaires allemandes, qui, elles, ont été effectivement en grande partie détruites.

Les années passées en Allemagne nous ont permis de faire une analyse, exhaustive pour les années 20, des fonds conservés à Bonn et à Coblenz. Les dossiers les plus riches sont ceux de la Chancellerie du Reich, de la Wilhelmstrasse, des organisations patronales de la sidérurgie allemande et les papiers privés de Stresemann.

Au cours d'un voyage en R.D.A., un dépouillement des inventaires des fonds qui y sont conservés a permis de nous convaincre que rien d'important ne nous avait échappé.

En France, les archives du Quai d'Orsay ont été exploitées. On y a joint l'analyse des papiers de Millerand, président de la République de 1921 à 1924, et celle des papiers d'Herriot. Monsieur Roland de Margerie, Ambassadeur de France, a bien voulu nous confier les papiers de son père, Pierre de Margerie, ambassadeur à Berlin à partir de la fin de 1922, et donc pendant l'affaire de la Ruhr et ses suites. Au Service Historique de l'Armée de Vincennes, des vérifications nous ont permis de nous assurer que les historiens allemands travaillant à Paris entre 1940 et 1944 avaient bien pris à cette époque copies de toutes les pièces essentielles des fonds français — notamment sur la Rhénanie — copies que nous avons retrouvées au Bundesarchiv de Coblenz.

En ce qui concerne la bibliographie, la documentation de base a été trouvée à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, autrefois à Paris et aujourd'hui à Nanterre, qui est toujours un irremplaçable outil de travail. Cette documentation de base a été enrichie par un dépouillement systématique, pendant quinze ans, des revues historiques en langues française, anglaise et allemande; le dépouillement des revues de la R.D.A. nous a en outre permis de nous tenir au courant des travaux de l'historiographie soviétique.

INDEX DES NOMS

— A —

ACCAMBRAY Léon, député radical-socialiste de l'Aisne, 361.
 ACWORTH William, ingénieur britannique, expert en questions ferroviaires, 397, 581.
 ADENAUER Dr. Konrad, premier bourgmestre de Cologne, 41, 51, 201, 212, 229, 230, 238, 257-261, 269, 280, 281, 286, 287.
 ALAPETITE Gabriel, Haut Commissaire de la République à Strasbourg, 16.
 ALBERT, Roi des Belges, 253.
 ALLIX Edgard, professeur à la Faculté de Droit de Paris, 301, 456, 457.
 ALMEREYDA, Eugène Bonaventure VIGO, dit Almereyda, publiciste et anarchiste français, 343.
 ARAGO François, député français, 337.
 ARON Alexandre, secrétaire général de la délégation française à la Commission des Réparations, 83, 540, 614.
 ARTAUD Denise, 102.
 ASQUITH Herbert, homme d'Etat anglais, leader du parti libéral, 429.
 ATTHALIN, directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, 301.
 AUBRUN, industriel français, 170.
 AULARD Alphonse, notabilité universitaire française, 342.
 AURIOL Vincent, député socialiste de la Haute-Garonne, expert financier de la S.F.I.O., 363, 404, 517, 599.
 AVENOL Joseph, attaché financier de l'ambassade de France à Londres, 453, 454.

— B —

BAINVILLE Jacques, 718.
 BALDWIN Stanley, homme d'Etat britannique, Premier ministre conservateur en 1923 et de fin 1924 à 1929, 221, 232-234, 263, 268, 285, 286, 292, 429, 597, 741.
 BALLIN Albert, chef d'entreprise allemand, directeur de la Hamburg-Amerika, 204.
 BARDOUX Jacques, professeur à l'Ecole libre des Sciences Politiques, 279, 280.
 BARDOUX May, fille du précédent, épouse depuis 1923 d'Edmond Giscard d'Estaing, 279.

BARRÈRE Camille, ambassadeur de France à Rome, 430, 463, 464.
 BARRES Maurice, écrivain et député, 27, 28, 66, 67, 255.
 BARTHOU Louis, sénateur, ancien ministre, président de la Commission des Réparations en 1923-1924, 66, 67, 73, 223, 238, 264, 265, 272-275, 278, 308, 309, 312, 314, 341, 373, 376, 377, 390, 422, 471, 475, 501, 543, 631, 632.
 BARUCH Bernard M., personnalité financière américaine, 618.
 BASSERMANN, leader du parti national-libéral allemand avant 1914, 204, 206, 207.
 BAYERSDÖRFER, président du Kreistag du Palatinat, 282.
 BEBELMANS, délégué adjoint de la Belgique à la Commission des Réparations, 92, 93.
 BENES Edouard, homme d'Etat tchèque, 401.
 BÉRANGER Henry, sénateur de la Guedeloupe, par la suite ambassadeur de France à Washington, 560, 741.
 BERGERY Gaston, chef de cabinet d'Edouard Herriot, 365, 366, 374-376, 388, 396, 397, 401, 402, 467, 469, 471, 475, 477, 493, 499, 516, 540, 544, 680.
 BERGMANN Carl, président de la Kriegslastenkommission, organisme allemand partenaire de la Commission des Réparations, 94, 502, 503, 549, 550, 570.
 BERLIET, firme de construction automobile, 147.
 BERNARD Jules, financier français, 146, 149, 152, 168, 169.
 BERTON Germaine, militante anarchiste, 343.
 BESSEMER Henry, inventeur d'un procédé de fabrication de l'acier, 127, 128.
 BESSONNEAU, homme d'affaires français, 146.
 BETHMANN-HOLLWEG Theobald von, chancelier du Reich en 1914, 27, 206.
 BIANCHINI, expert financier italien, 456.
 BIENVENU-MARTIN Jean-Baptiste, sénateur de l'Yonne, 374, 487.
 BISMARK Otto von, chancelier du Reich, 76, 200, 202, 205, 211, 460, 480, 596.
 BISMARCK Prince, petit-fils du précédent, député national-allemand dans le Reichstag de 1924, 730.
 BLEY, autonomiste palatin, 284.

- BLUM Léon, leader de la S.F.I.O., 226, 227, 327, 329, 330, 332, 334, 336, 337, 338, 340-342, 346-351, 362, 363, 366, 386-404, 504, 720, 721, 722, 725.
- BOURGEOIS Léon, sénateur, théoricien de l'organisation internationale, 226, 744.
- BOURGUIN, fonctionnaire français dans la Ruhr, 242.
- BRACHT Franz, secrétaire d'Etat à la Chancellerie du Reich, 256, 627, 643, 645, 646, 651, 652, 660, 675.
- BRACKE, Alexandre DESROUSSEAUX, dit BRACKE, helléniste, député et personnalité influente de la S.F.I.O., 226, 227.
- BRADBURY John, délégué de la Grande-Bretagne à la Commission des Réparations, 89, 296, 309, 386, 451, 457, 500, 501, 631, 632.
- BRANDT Dr. Willy, 76.
- BRAUN Otto, ministre-président de Prusse, 232, 258, 643.
- BREAUD Henri, ingénieur français, directeur de la Régie franco-belge des chemins de fer des territoires occupés, 241.
- BREITSCHIED Rudolf, personnalité sociale-démocrate allemande, 385, 386, 440, 451, 470, 622, 623, 624, 726.
- BRENTANO von, ministre de l'Intérieur du Land de Hesse dans les années 20, 230.
- BRIAND Aristide, président du Conseil de janvier 1921 à janvier 1922, 23, 27, 68, 69-73, 75, 76, 83, 84, 86-91, 93, 106, 162, 178, 198, 199, 213, 215, 332, 333, 563, 744, 751.
- BRUHN Bruno, industriel allemand, directeur général de Krupp, 166, 167, 420, 440.
- BÜCHER Hermann, industriel allemand, 456, 650, 651, 652.
- BUCHRUCKER major, officier allemand, investi de responsabilités dans la « Reichswehr noire », 237.
- BÜLOW Bernhard von, chancelier du Reich en 1900, 596.
- CHARLES-ROUX François, conseiller à l'ambassade de France à Rome, 431, 463, 464.
- CHARLOTTE Grande Duchesse de Luxembourg, 135.
- CHAUTEMPS Camille, 516.
- CHURCHILL Winston, Chancelier de l'Echiquier de fin 1924 à 1929, 560, 741.
- CLARKE S.V.O., historien américain, 546.
- CLEMENCEAU Georges, 23, 28, 29, 32, 36, 38, 39, 41, 43-46, 52, 53, 62, 63, 65, 66, 87, 178, 329, 331, 516, 545.
- CLEMENTEL Etienne, ministre du Commerce de 1916 à 1920 et ministre des Finances du gouvernement Herriot de 1924-1925, 178, 179, 573-577, 613, 616, 617, 638, 640-642, 673, 675, 676, 684, 686, 705, 707, 708, 738, 739, 741, 744.
- CLIVE Robert, consul général de Grande-Bretagne en Bavière, 285.
- CLUZEL, député socialiste, 145.
- CONTARINI, secrétaire général du Ministère italien des Affaires étrangères, 430, 463, 464.
- COOLIDGE Calvin, président des Etats-Unis de 1923 à 1929, 262, 275, 348, 520, 575, 576.
- COQUET Lucien, homme d'affaires français, 302.
- COSTE Emile, ingénieur français, directeur du Service des Mines, 97, 105, 109.
- CREWE Marquis de, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, 342, 464-466, 469, 470, 477, 576.
- CROWE sir Eyre, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, 270, 294, 296, 373, 375, 376, 382-384, 387-390, 394, 395, 397-401, 404, 408, 431, 433, 436, 437, 442, 447, 451, 457, 465, 469, 477, 478, 501, 502, 516, 543, 548, 578, 582, 586, 590, 592, 609, 614.
- CUDENET Gabriel, publiciste radical, 517, 544.
- CUNO Wilhelm, chancelier du Reich de novembre 1922 à août 1923, 107, 118, 167, 170, 190, 219, 220, 623.
- CUNTZE, conseiller au Ministère de la Reconstruction du Reich, 92.
- CURTJUS Julius, député D.V.P. au Reichstag, 702.
- CURZON Lord George, secrétaire d'Etat au Foreign Office de 1919 à janvier 1924, 104, 233, 234, 262-265, 285, 286, 292, 342, 377, 382, 403.

— C —

— D —

- D'ABERNON Lord Edgar, ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, 89, 217, 218, 225, 296, 302, 306, 308, 309, 383, 384, 449, 466.
- DARLAC Adrien, député français, président de la commission des Finances à la Chambre, 97-101, 106.
- DAUDET Léon, 67, 106, 335, 343, 353.
- DAVIGNON comte, chef de cabinet de Theunis, premier ministre belge, 467.

DAVIS John, membre de la délégation américaine à la conférence de la paix de 1919, 52.

DAWES Charles G., général et banquier américain, président d'un comité d'experts, 93, 94, 95, 155, 198, 225, 265, 273-277, 289, 300, 301, 305-312, 315, 317, 320, 346, 357, 363, 364, 378, 386, 387, 390-400, 402, 405, 408, 410-413, 416, 419, 420, 423, 425, 427, 428, 430, 434, 438, 439, 441-445, 447-55, 458-461, 464, 466-469, 476-479, 481, 482, 484, 488, 489, 491, 493-496, 498, 500, 502, 503, 513, 519-523, 527, 529-531, 533, 534, 537, 540-544, 556, 557, 563, 564, 567, 568, 572-579, 581-583, 587, 588, 592, 593, 596, 598, 601, 608-611, 613, 616-620, 625, 629-632, 637, 638, 645, 650, 657-662, 666, 668, 679, 681, 682, 685, 689, 695, 696, 701, 702, 703, 707, 709-712, 717, 719-721, 725-731, 736, 737, 739, 744, 752.

DEAT Marcel, personnalité de la S.F.I.O., 362.

DECKERS, agitateur séparatiste d'Aix-la-Chapelle, 250, 251, 252.

DEGOUTTE Jean-Marie, général français, commandant en chef les troupes d'occupation de 1920 à 1924, 96, 97, 100, 101, 104-107, 109-113, 115, 117, 221, 227, 228, 231-233, 239-241, 243, 244, 252, 253, 277, 295, 519, 567, 736.

DELACROIX Léon, homme politique belge, délégué à la Commission des Réparations, 314, 631, 632.

DELAISI François, publiciste français, 145, 165, 171.

DELLA FAILLE comte, ambassadeur de Belgique à Berlin, 224, 225.

DENVIGNES général, officier français de l'armée d'occupation, 169, 228, 241.

DESCAMPS Alfred, président de la Chambre de Commerce de Lille, 456, 457.

DESCHANEL Paul, 329.

DESTICKER Pierre-Henri, général français, chef d'état-major de Foch au Comité Militaire Allié de Versailles, 517, 537, 553, 557, 560-564, 566, 567, 581, 598, 600, 639.

DIETRICH de, entreprise industrielle d'Alsace, 147.

DILLON Clarence, banquier de New-York, 521.

DONNEVERT, ancien avocat à Metz, depuis 1919 fonctionnaire au ministère de l'Intérieur du Reich, 11, 13.

DORTEN Dr., leader séparatiste rhénan, 48-50, 95, 211, 240, 250-252, 260.

DOUMERGUE Gaston, président de la République de juin 1924 à 1931, 108, 353, 360, 364, 665.

DREYFUS, banque française, 738.

DREYFUS capitaine, 202.

DUBOIS Louis, député français, président de la Commission des Réparations en 1922, 169.

DUFOUR-FERONCE Albert, conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Londres, 466, 611, 624, 682, 689, 737, 738, 739.

DURET, personnalité de la S.F.I.O., 362.

DUROSELLE Jean-Baptiste, 83.

DUVAL Mlle, 388.

— E —

EBERT Friedrich, président du Reich de 1919 à 1925, 15, 220, 227, 316, 601, 608, 613, 633, 653, 658, 683, 684, 688, 690, 691, 693, 694, 697, 701, 702, 705, 717, 729, 747.

ERDMANN Pr. K.D., historien allemand, 256, 257, 279.

ERNST Dr. Robert, Alsacien ayant opté pour l'Allemagne, 10, 12-14, 20, 21.

ERZBERGER Matthias, homme politique allemand, 15, 249.

— F —

FEHRENBACH Konstantin, homme politique allemand, l'un des leaders du Zentrum catholique, chancelier du Reich de juin 1920 à mai 1921, 15, 74, 218, 551.

FEILH Dr., correspondant de la Kölnische Zeitung à Paris, 499.

FERRY, maître de Forges, 146.

FERRY Jules, 344.

FICHTE Johann Gottlieb, philosophe allemand, 374.

FICKLER, industriel allemand, 447.

FINALY Horace, banquier français, 287, 522.

FISCHER Fritz, historien allemand, 205.

FISCHER, secrétaire d'Etat au Ministère des Finances du Reich, 615.

FLANDIN Pierre-Etienne, député de l'Yonne, 392.

FOCH Ferdinand, maréchal de France, 23, 28, 29, 32, 33-36, 38, 39-47, 49-53, 61, 62, 66, 68, 70-75, 86, 87, 97, 107, 112, 113, 119, 169, 210, 249, 314, 393, 397, 517, 534, 535, 537, 553, 557, 560-564, 566-568, 570, 581, 598, 600, 623, 627, 636-639, 644, 665, 666, 718.

FOUILLERON Louis, 213.

FRANÇOIS-MARSAL Frédéric, 314, 353, 374.

FROMAGEOT Henri, conseiller juridique du Ministère des Affaires étrangères, 516, 593, 594.

FUCHS Pr. W.P., historien allemand, 64.

FUCHS, ministre du Reich pour les Territoires occupés, 258.

FUNK, industriel allemand, 98.

FRANTZEN Paul, ingénieur des mines français, membre de la Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines, 305, 447, 527.

— G —

GAMBETTA Léon, 344.

GATZKE, historien américain, 200.

GEORGES Joseph, général français, chef des services économiques de la Ruhr pendant l'occupation, 447, 517.

GESSLER Dr. Otto, ministre de la Reichswehr de 1920 à 1928, 646, 688.

GIDE André, 76, 83, 169.

GILBERT S. Parker, personnalité américaine, agent général pour le paiement des réparations, 737.

- GILLET Pierre, haut fonctionnaire français, 92, 93.
- GISCARD D'ESTAING Edmond, inspecteur des Finances, conseiller financier de Tirard, 105, 115, 229, 279.
- GLASGOW George, publiciste britannique proche du parti travailliste, 572.
- GODLEY Alexander, général anglais, 537.
- GOETHE Johann Wolfgang von, poète allemand, ancien étudiant à l'université de Strasbourg, 6.
- Götz, fonctionnaire au Ministère de l'Intérieur du Reich, 19, 20.
- GRAEVELL, fonctionnaire de la Chancellerie du Reich, 449.
- GREW Joseph, sous-secrétaire d'Etat américain, 576.
- GREY Sir Edward, secrétaire d'Etat au Foreign Office de 1905 à 1916, 380.
- GRIFFITH, journaliste au Wall Street Journal, 689.
- GRIOTET Gaston, banquier français (Banque de Paris et des Pays-Bas), 146, 456.
- GRUMBACH Salomon, personnalité de la S.F.I.O., expert des affaires allemandes, 362, 517, 518, 599, 696.
- GUILLAUMAT Louis, général français, commandant l'armée d'occupation en Allemagne de 1924 à 1930, 736.
- GUILLAUME II, empereur d'Allemagne, 11, 202, 204, 319.
- H —
- HAGEN Louis, président de la Chambre de Commerce de Cologne, 260, 280.
- HAGUENIN Emile, universitaire français, chargé de mission à Berlin, 214.
- HAMM Eduard, ministre de l'Economie du Reich, 646, 648-651, 674, 703.
- HANIEL, industriel allemand, 98.
- HANKEY Maurice, haut fonctionnaire britannique, 609, 614, 622, 706, 715.
- HANNECART, représentant belge dans la Ruhr, 420, 422, 447.
- HANOTAUX Gabriel, 226, 227.
- HAVENSTEIN Rudolf, directeur de la Reichsbank, décédé en décembre 1923, 286.
- HAYASHI baron, ambassadeur du Japon à Londres, 432.
- HEINZ-ORBS, leader syndicaliste paysan et chef du mouvement autonomiste du Palatinat, 283-285.
- HELFERICH Karl, personnalité politique allemande, leader et expert financier du parti national-allemand, 319.
- HERBETTE Maurice, ambassadeur de France à Bruxelles, 225, 251, 255, 272, 285, 315, 433.
- HERBIG, industriel allemand, 306, 447.
- HERGT, président en 1924 du parti national-allemand, 551, 727, 728.
- HERMANT Max, universitaire français, secrétaire général de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans, 114, 254, 255, 281.
- HERRIOT Edouard, président du parti radical de 1919 à 1957, président du Conseil et ministre des affaires étrangères de juin 1924 à avril 1925, 12, 21, 22, 178, 185, 198, 234, 264, 299, 319, 323, 324, 326, 328-346, 348-350, 352-354, 356, 360-367, 369, 371-380, 382-423, 425, 427-448, 451, 454, 460-471, 473, 475, 477-499, 501, 502, 504, 508, 514, 516-520, 522, 528, 534-538, 541, 543, 545, 547, 548, 550, 553, 555-572, 575-578, 580-582, 584-586, 588, 595-601, 611, 613, 614, 616, 617, 620, 622-625, 627, 629-641, 643, 644, 646, 648, 650, 655, 658-661, 663-670, 672, 674, 677, 679-684, 686-689, 691-697, 701, 704-715, 717-722, 725, 729, 731, 735, 737, 738, 740, 741, 743-747, 752, 755.
- HILFERDING Rudolf, personnalité politique allemande, théoricien marxiste et expert financier du parti social-démocrate, 227, 232, 258, 653, 702.
- HINDENBURG Paul von BENECKENDORFF und von, maréchal allemand, président du Reich de 1925 à 1934, 747.
- HIRSCH Julius, professeur d'économie politique à l'Université de Cologne, 504.
- HITLER Adolf, 8, 22, 191, 200, 233, 243, 283, 614.
- HOESCH Leopold von, chargé d'affaires puis ambassadeur d'Allemagne à Paris, 18-20, 98, 199, 235, 238, 239, 249, 305, 306, 311, 312, 360, 365, 374, 384-386, 420, 422, 435, 441, 443, 444, 446, 447, 450, 451, 466-469, 487, 493, 497-499, 504, 535, 635, 638, 639, 719, 738, 739, 743, 747.
- HOETZSCH Otto, historien allemand et député national-allemand au Reichstag, 653, 702, 703, 726, 728, 730.
- HOFFMANN Johannes, leader social-démocrate du Palatinat, 282.
- HOHENZOLLERN, 204, 212, 213.
- HOUGHTON Alanson B., ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, 520, 521, 549, 550, 570, 610, 728.
- HOUSE Edward, colonel et conseiller politique américain, 502, 503.
- HUBERT Lucien, sénateur des Ardennes, 421.
- HUGENBERG Alfred, industriel allemand, 154.
- HUGHES Charles E., secrétaire d'Etat américain, 262-264, 272, 275, 496, 519, 520, 521, 545.
- HURST Cecil, conseiller juridique du Foreign Office, 593, 594.
- HYMANS Paul, personnalité politique belge, 226, 251, 314-316, 356, 373, 416, 431, 519, 534, 541, 613, 616, 660, 680, 708.
- I —
- ISRAEL Alexandre, secrétaire général de la présidence du Conseil de juin 1924 à avril 1925, 637.

— J —

JANNUS, industriel allemand, 243.
 JAPY Gaston, industriel français, 147.
 JARRES Karl, premier bourgmestre de Duisbourg, 257, 258, 259, 305, 670, 676, 690, 691, 693, 702, 703, 706.
 JASPAR Henri, homme d'Etat belge, ministre des Affaires étrangères de 1920 à mars 1924, 225, 251, 253, 263, 269, 272, 285.
 JAURES Jean, 331, 336, 343, 517, 672.
 JEANNENEY Jean-Noël, 62.
 JEANNENEY Jules, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre dans le gouvernement Clemenceau, novembre 1917 - janvier 1920, 44, 48, 62.
 JOHANNSEN, bourgmestre de Krefeld, 229.
 JOUHAUX Léon, secrétaire de la C.G.T., 744.
 JOUVENEL Henry de, sénateur de la Corréze, 744.
 JUNG Edgar, militant politique allemand, 284.
 JUNG Otto, juriste et fonctionnaire allemand, 71, 240, 241, 282.
 JÜNGST, industriel allemand, 447.
 JUSSERAND Jean, ambassadeur de France à Washington, 275, 276.
 KAHN Otto, banquier américain, directeur de Kuhn, Loeb and Co, 521.
 KAHR Gustav von, personnalité politique bavaroise, 237.
 KANITZ Gerhard von, ministre du Ravitaillement et de l'Agriculture du Reich, 238, 652.
 KAPP Wolfgang, fonctionnaire prussien, 212.
 KASTL Ludwig, fonctionnaire au Ministère des Finances du Reich, 737.
 KELLOGG Frank B., ambassadeur américain à Londres, 496, 519, 520, 576, 577, 613, 625, 665, 688, 692, 694, 695, 710, 741.
 KEMPNER Franz, fonctionnaire de la Chancellerie du Reich, 643, 653, 675, 705.
 KER Antoine, publiciste français, 171.
 KESSLER comte Harry, aristocrate allemand, 746.
 KEYNES John Maynard, 384.
 KIEP Otto, fonctionnaire de la Chancellerie du Reich, 607, 633, 645, 747.
 KILMARNOCK Lord, Haut-Commissaire britannique dans les territoires occupés, 113, 268, 269, 284, 294.
 KINDERSLEY Robert, banquier londonien, 311, 457, 503, 523, 528, 570, 582, 584, 618, 619, 660.
 KIRCHER, rédacteur à la Frankfurter Zeitung, 689.
 KLEEFELD Käte, épouse de Stresemann, 203.
 KLÖCKNER Peter, industriel de la Ruhr, 98, 145, 152, 166, 167, 243, 420, 650, 651.

KNATCHBULL-HUGESSEN Hughe Montgomery, secrétaire de l'ambassade britannique à Paris, 436.
 KOCH-WESER Erich, président de la fraction du parti démocrate au Reichstag, 702.
 KÖPKE Gerhard, haut fonctionnaire de la Wilhelmstrasse, directeur de la division II (Europe occidentale), 365, 650, 671, 672.
 KRONPRINZ, 199, 212, 218.
 KRUPP, 98, 99, 131, 246, 440, 751.

— L —

LABOULAYE André LEFEBVRE de, conseiller de l'ambassade de France à Washington, 263, 264, 272, 521.
 LAFFONT Paul, personnalité radicale de l'Ariège, sous-secrétaire d'Etat aux P.T.T. de 1921 à 1924, 334.
 LAMONT Thomas W., personnalité de la banque Morgan de New York, 495, 496, 497, 520, 521, 545, 546, 610, 611.
 LAMPSON Miles W., haut fonctionnaire du Foreign Office, directeur de la division d'Europe centrale, 611, 625.
 LANGENHAGEN Dr., 142.
 LANNES, Contrôleur général, 353.
 LAROCHE Jules, directeur adjoint des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, 238, 254, 599.
 LASSON général Henri, chef de la Maison militaire du président de la République, 637.
 LASTEYRIE du SAILLANT Charles, député de la Corrèze, ministre des Finances de janvier 1922 à mars 1924, 94, 105, 115, 170, 229, 240, 241.
 LAUR Francis, publiciste français, 165.
 LAURENT Charles, ambassadeur de France à Berlin de 1920 à 1922, 76.
 LAURENT Théodore, industriel français, directeur général de Marine-Homécourt, 146.
 LAUTIER Eugène, publiciste français, 344.
 LAW Bonar, homme d'Etat britannique, premier ministre conservateur de fin 1922 à début 1923, 106, 108, 234, 341, 377, 379.
 LE TROQUER Yves, ministre des Travaux publics de 1920 à juin 1924, 117, 170, 374.
 LEVERVE Gaston, ingénieur français, expert en affaires ferroviaires, 581.
 LEWANDOWSKI, banquier parisien, administrateur du Comptoir National d'Escompte, 522.
 LEY Dr., autonomiste alsacien, 14-18.
 LEYGUES Georges, président du Conseil de septembre 1920 à janvier 1921, 65, 68, 69, 331, 562.
 L'HUILLIER Fernand, 96, 197, 228.
 LLOYD GEORGE, homme d'Etat libéral britannique, premier ministre de 1916 à fin 1922, 41, 46, 48, 51, 52, 53, 62, 69, 71, 72, 73, 79, 86, 89, 90, 104, 106, 233, 234, 293, 382, 406, 453.

- LOEBE Paul, député social-démocrate au Reichstag, 724.
- LOGAN James, observateur américain à la Commission des Réparations, 275, 450, 494, 495, 519, 520, 550, 574, 575, 576, 613, 615, 633, 741.
- LONGUET Jean, socialiste français, 362.
- LOUCHEUR Louis, industriel, député du Nord, ministre des Régions libérées de janvier 1921 à janvier 1922, 52, 72, 76, 82-89, 93, 142, 146, 165, 191, 318, 335, 453, 681, 682, 686, 713, 744, 751.
- LUBERSAC Louis de, sénateur de l'Aisne, président d'une coopérative de sinistres, 92, 110, 169.
- LÜBSEN, industriel allemand, 243.
- LUDENDORFF Erich, général allemand, 208, 625.
- LUTHER Hans, premier bourgmestre d'Essen, ministre des Finances du Reich d'août 1923 à décembre 1924, 258, 259, 286, 305, 433, 521, 551, 607, 616, 617, 619, 631, 632, 633, 659, 668, 670, 675, 676, 680, 692, 694, 695, 707, 708, 714, 717, 722, 724, 738.
- LÜRTWITZ Walter von, général allemand, 212.
- LYAUTEY Hubert, résident général au Maroc, 34.
- LYON Jacques, juriste français, 540.
- M —
- MACDONALD Ramsay, leader du parti travailliste, premier ministre britannique de janvier à novembre 1924, 234, 286, 289, 292, 294-297, 299-302, 305, 309, 311, 314-316, 354-359, 361, 362, 367, 369, 371-373, 375, 376, 379-384, 386-419, 421, 423, 425, 427-430, 432, 433, 436-444, 446-450, 461, 463, 465, 468-471, 475, 477-486, 488, 493, 495-497, 501, 513, 515, 516, 519, 520, 522, 523, 528, 534, 535, 538, 541, 543-548, 553, 555-560, 565-567, 570-572, 578, 580-582, 584-587, 589-594, 596, 597, 599, 608, 609, 612-614, 616, 617, 620, 621, 624, 625, 627, 629-631, 633, 634, 636-640, 644, 655, 659, 660, 663, 664, 666-670, 672, 677, 680, 682, 683, 685-690, 692, 694, 695, 704, 705, 706, 709-712, 714, 715, 717, 719, 720, 725, 729, 737, 740, 741, 744-747, 752, 755.
- MACHIAVEL, 203.
- MAC KENNA Reginald, banquier anglais, 102, 273-275, 301, 346, 572, 625.
- MAGINOT André, ministre de la Guerre de janvier 1922 à juin 1924, 96, 97, 107, 374.
- MALTZAN Ago von, secrétaire d'Etat de l'Auswärtiges Amt (Wilhelmstrasse) jusqu'en décembre 1924, 607, 617, 632, 633, 643, 652, 653, 690, 691, 705, 728, 730.
- MALVY Louis, ministre de l'Intérieur de 1914 à 1917, 328, 329.
- MANDEL Georges, ancien collaborateur de Clemenceau, 106.
- MANGIN général, 49, 50, 95, 96, 231, 255.
- MANNESMANN, famille et firme industrielles allemandes, 98.
- MARGAINE Alfred, ingénieur des Ponts et Chaussées et personnalité radicale-socialiste de la Marne, expert en affaires ferroviaires, 517, 581.
- MARGERIE Pierre JACQUIN de, ambassadeur de France à Berlin de novembre 1922 à 1931, 223, 224, 225, 227, 232, 233, 237, 239, 277, 366, 367, 385, 731.
- MARGERIE Roland JACQUIN de, fils du précédent, Ambassadeur de France, de janvier 1923 à 1933, secrétaire à l'ambassade de France à Berlin, 223, 227.
- MARX Wilhelm, chancelier du Reich, 266, 287, 305, 316, 317, 319, 521, 550, 551, 607-609, 612-614, 616, 622, 624, 631-633, 643-645, 651, 658, 665, 668-670, 680, 681, 683-686, 688, 690-695, 697, 702, 704-708, 710-715, 717, 722, 724, 727, 730.
- MASSIGLI René, diplomate français, 711.
- MATTHES Josef Friedrich, chef séparatiste rhénan, 252.
- MAUCLÈRE Eugène, contrôleur général de l'Armée, délégué-adjoint de la France à la Commission des Réparations, 471, 475, 501.
- MAUGAS, ingénieur général, 35, 36.
- MAURRAS Charles, 343.
- MAYER Dr., ambassadeur d'Allemagne à Paris jusqu'en 1922, 16, 17, 19, 87.
- MAYRISCH Emile, maître de forges luxembourgeois, 76, 136, 148, 169, 170, 228, 239, 242, 420, 443.
- MAYRISCH Madame Aline, née SAINT-HUBERT, femme de lettres luxembourgeoise d'expression française, épouse d'Emile Mayrisch et collaboratrice de la N.R.F., 169.
- MELCHIOR Carl, financier allemand (Warburg and Co, Hambourg), 457.
- MELINE Felix dit Jules, plusieurs fois ministre de l'Agriculture sous la III^e République, 178.
- MELLON Andrew W., secrétaire du Trésor américain, 560, 741.
- MERCIOR Louis, ingénieur et financier français, 146.
- METTERNICH prince de, chancelier d'Autriche, 202.
- METZ Adalbert de, colonel puis général, officier français, délégué supérieur de la H.C.I.T.R. à Spire, 35, 282, 283, 736.
- METZEN, agitateur séparatiste rhénan, 252.
- MEYER Arthur, syndicaliste rhénan, 260.
- MICHAELIS, interprète de la Wilhelmstrasse, 613, 614.
- MILLERAND Alexandre, président du Conseil de janvier à septembre 1920, et président de la République de septembre 1920 à juin 1924, 20, 65, 66, 67, 69, 73, 106, 107, 112, 113, 119, 215, 249, 254, 293, 295, 297, 307, 319, 324, 330, 331, 353, 354, 360, 361, 364, 373, 453, 492, 562.
- MIQUEL Pierre, 27.
- MONCHEUR baron, ambassadeur belge à Londres, 431-434, 519.

MONNET Jean, 270.
 MÖNNIG, personnalité du Zentrum allemand, 256.
 MONTILLE Lazare BIZOUARD de, conseiller de l'ambassade de France à Londres, 372, 470.
 MORGAN J.P., banquier new yorkais, 495, 520, 521, 610, 611, 737, 738, 739.
 MORROW Dwight W., représentant de la banque Morgan, 543.
 MOUTET Marius, député socialiste du Rhône, 344, 362.
 MÜLLER Hermann, personnalité sociale-démocrate allemande, 503.
 MUSSOLINI Benito, 311, 425, 430, 431, 463, 464.
 MUTH Dr., autonomiste alsacien, 14, 15.
 MUTIUS, haut fonctionnaire de la Wilhelmstrasse, 17, 19, 20.

— N —

NADAUD Marcel, journaliste au Petit Parisien, 16.
 NAPOLEON, 14, 15, 202, 406.
 NAUMANN Friedrich, penseur religieux et politico-social allemand, 203.
 NÉVEJANS, responsable de la M.I.C.U.M., 447.
 NIEMEYER Otto, haut fonctionnaire de la Trésorerie britannique, 386.
 NOLLET Général, président de la Commission Interalliée du Contrôle Militaire, puis, à partir de juin 1924, ministre de la Guerre, 299, 364-366, 374-376, 407, 475, 479, 516, 517, 537, 538, 565-568, 595, 623-625, 627, 635-639, 643, 644, 664, 665, 680, 683, 686, 693, 705, 708.
 NORMAN Montagu, gouverneur de la Banque d'Angleterre, 286, 287, 296, 306, 316, 495, 503, 521, 545, 546, 548, 570, 577, 610, 611, 625, 682, 689, 737, 738, 740, 747, 754.
 NOTHOMB Pierre, personnalité politique belge, animateur du Comité de Politique Nationale, 251.

— O —

OESER Rudolf, ministre des Transports du Reich, 691, 706.
 OSIUS, collaborateur de Stinnes, 303, 304.

— P —

PAINLEVE Paul-Prudent, 364.
 PANNECKE Charlotte, 202.
 PAPEN Franz von, 284.
 PARMENTIER Jean, inspecteur des Finances, 301, 309, 310, 471, 475, 516, 528, 660.
 PARMOOR Lord, leader de la Chambre des Lords, 633.

PASCAL Blaise, 745.
 PAUL-BONCOUR Joseph, député socialiste de la Seine, puis du Tarn, 345, 672, 744.
 PAYOT général, 34, 117.
 PERETTI de la ROCCA Emmanuel de, directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères, 104, 170, 239, 251-254, 263, 268, 277, 284, 293, 294, 302, 314, 315, 374-376, 386, 388, 394, 397, 398, 402, 404, 406, 408, 422, 431, 432, 436, 447, 465, 471, 475, 477, 480, 481, 516, 540, 541, 543-546, 566, 599, 680, 705, 713.
 PEGUY Charles, 201.
 PERRIER Léon, sénateur de l'Isère, 185.
 PERTINAX, GERAUD André dit, journaliste à l'Echo de Paris, 112, 428.
 PETAIN Henri dit Philippe, maréchal de France, 36.
 PETERSON Agnès, 83.
 PETIET Charles baron, industriel français de l'automobile, 147.
 PEUGEOT, firme automobile, 147.
 PEYERIMHOFF de FONTENELLE Henri de, président du Comité central des Houillères, 278, 303.
 PICHON Stephen, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Clemenceau (novembre 1917 - janvier 1920), 29, 39, 41, 44, 45, 48.
 PIERRA Gaston, Messin, 16.
 PILSUDSKI Josef, maréchal et chef d'Etat polonais, 70.
 PINEAU colonel, officier français, 49.
 PINOT Jacques, 143, 303, 304.
 PINOT Robert, secrétaire général du Comité des Forges, père du précédent, 142, 143.
 PIRELLI Alberto, industriel italien, 582.
 PLATEAU Marius, militant monarchiste français, 343.
 POIDEVIN Raymond, 177, 178.
 POINCARÉ Raymond, ancien président de la République, président du Conseil de janvier 1922 à mai 1924, 20, 24, 46, 62, 63, 65, 67, 69, 87, 91-97, 101-109, 112-120, 166, 168-171, 185, 192, 213, 221, 223-243, 246, 247, 249, 251, 252, 254, 255, 260-268, 270-286, 288, 289, 291-293, 295-300, 303, 305-309, 311-316, 318, 323-325, 333-346, 349-351, 353-361, 365, 367, 371-375, 378, 379, 382, 383, 385, 392-395, 403, 405, 408, 436, 442-447, 453, 454, 473, 486-493, 497, 507, 514, 562-564, 569, 572, 596, 598, 625, 631, 635, 666, 681, 699, 717, 718, 720-722, 724, 726, 731, 741, 751, 752.
 POISSON, expert financier, 115.
 POLIAKOFF, journaliste, 316.
 PREUSS Hugo, juriste allemand, 212.

— Q —

QUEUILLE Antoine dit Henri, député de la Corrèze, à plusieurs reprises ministre de l'Agriculture, 330.

— R —

- RAGGI, délégué italien à la Commission des Réparations, 632.
- RAPP « comte », aventurier, 14, 15.
- RAPP Jean, général de Napoléon 1^{er}, 14, 15.
- RATHENAU Walter, propriétaire-directeur de l'A.E.G. et ministre du Reich, 75, 76, 82-89, 155, 165, 166, 215, 333, 334, 335, 347, 453, 751.
- RAUMER Hans von, industriel allemand, 209.
- RAYNALDY Eugène, ministre du Commerce de juin 1924 à avril 1925, 641, 743.
- RECHBERG Arnold, industriel allemand, 165.
- REIBEL Charles, député de Seine-et-Oise, 92, 562, 563, 637, 639, 718.
- REICHERT Jakob-Wilhelm, administrateur d'organisations patronales de la sidérurgie allemande, 152, 154, 155, 648-651.
- RÉMOND abbé, chef de bataillon de réserve, puis aumônier général des troupes françaises d'occupation, 35.
- RENARD, président du parti radical en 1918, 328.
- RENAUDEL Pierre-Narcisse, député socialiste du Var, 517.
- RENAULT, firme automobile, 147.
- RENOULT René, sénateur du Var, 635.
- RENOUVIN Doyen, 27, 83, 213, 288.
- RÉQUIN colonel, représentant français au « comité mixte » du désarmement à Genève, 596.
- REUL commandant, officier belge, 251.
- REUSCH Paul, industriel allemand, 167.
- REYNAUD Paul, député des Basses-Alpes, 106, 345.
- RHEINBABEN Werner von, ami et confident de Stresemann, 385, 451, 502, 503, 608.
- RICHÉLIEU cardinal de, 255.
- RICHTER commandant, officier et agent secret français, 213.
- RIETH Kurt, conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Paris, 422, 446, 535.
- RITTER Karl, haut fonctionnaire de la Wilhelmstrasse, spécialiste des questions économiques, 302, 420, 438, 440, 443, 445, 446, 455, 457, 527, 615, 617, 740.
- RIVIERE Jacques, homme de lettres, 239.
- ROBBINS, conseiller à l'ambassade américaine à Berlin, 444.
- RÖCHLING Hermann, industriel allemand de la Sarre, 129, 149, 152.
- ROLIN-JACQUEMYS, Haut-Commissaire belge dans les territoires occupés, 113.
- ROMIER Lucien, publiciste français, 348.
- ROSEN, ministre des Affaires étrangères du Reich en 1921, 87.
- ROTHSCHILD, banque, 738.
- ROUSSELIER Amédée, délégué général du Haut-Commissaire de France dans les territoires rhénans occupés, 254.
- RUNCIMAN Lord, ministre britannique du commerce en 1916, 178.
- RUPIEPER, 116.
- RUPPEL Julius, fonctionnaire au ministère de la Reconstruction du Reich, 92, 93, 386, 450, 543.
- RYSSSELBERGHE Madame van, amie de Mme Mayrisch et d'André Gide, 169.
- SAINT-AULAIRE Charles de BEAUPOIL de, ambassadeur de France à Londres, 233, 234, 238, 268, 270, 274, 285, 292, 294-297, 299, 300, 309, 312, 355, 361, 371, 372, 375, 376, 433-437, 454, 465, 466, 469, 518, 596, 714.
- SAINT-QUENTIN René de, conseiller de l'ambassade de France à Berlin, 450, 493, 566.
- SALENGRO Roger, militant socialiste français, 350.
- SALEWSKI, 441.
- SANGNIER Marc, député de la Seine, 344.
- SAPIEHA, ministre polonais des Affaires étrangères, 70.
- SARRAUT Albert, ministre des Colonies de 1920 à 1924, 330, 334.
- SAUERWEIN Jules, journaliste français, 293.
- SAUVY Alfred, 175.
- SCHACHT Hjalmar, directeur de la Rentenbank puis de la Reichsbank, 231, 267, 286, 287, 317, 318, 337, 494, 502-504, 548, 580, 607, 610, 618, 619, 631, 689, 697, 736-738, 740, 747, 754.
- SCHARNHORST Gerhard von, général prussien, 374.
- SCHER Charles, pasteur, député du Haut-Rhin, 17.
- SCHLAGETER Leo, militant allemand, 114.
- SCHLEICHER Kurt von, colonel, puis général de la Reichwehr, 670, 728.
- SCHLUMBERGER Jean, écrivain et officier de réserve français, 169.
- SCHMELZE Hans, fonctionnaire au ministère bavarois des Affaires étrangères, 688.
- SCHMIDT Paul, étudiant en langues vivantes, puis interprète de la Wilhelmstrasse, 556, 614, 635, 665, 667, 668, 673, 674.
- SCHMIDT Robert, ministre social-démocrate de la Reconstruction dans le gouvernement Stresemann de l'automne 1923, 227.
- SCHNEIDER Eugène, maître de forges, 145, 169, 170.
- SCHUBERT Carl von, haut fonctionnaire de la Wilhelmstrasse, directeur de la division III (monde anglo-américain) et à partir de décembre 1924 secrétaire d'Etat, 306, 364, 420, 433, 443, 444, 446, 449, 450, 457, 466, 521, 570, 607, 609-612, 618, 622, 625, 631, 633, 689, 691, 694, 705, 713, 714, 740.
- SCHULTE Monseigneur, cardinal-archevêque de Cologne, 261.

SCHUMACHER, professeur d'Economie politique à l'Université de Bonn, 206.
 SCHWANDER Dr., bourgmestre de Strasbourg à l'époque de l'annexion, 11.
 SCHWENDEMANN Karl, fonctionnaire des services de presse de la Wilhelmstrasse, 21, 22.
 SEECKT Hans von, général commandant la Reichswehr, 374, 440, 441, 447, 627, 643-646, 652, 653, 688, 728.
 SELVES Justin de, sénateur du Tarn-et-Garonne, ancien ministre, 374, 487.
 SERGENT Charles, banquier français, 94, 522.
 SERRUYS Daniel, Directeur au Ministère du Commerce, 641, 707, 743.
 SEYDOUX François, Ambassadeur de France, 39.
 SEYDOUX Jacques, ministre plénipotentiaire (affaires commerciales, économiques et politiques) au Ministère des Affaires étrangères, père du précédent, 39, 83, 97, 105, 170, 228, 239, 242, 245, 254, 270, 272, 276, 278, 293-295, 298, 302-305, 307-311, 314, 316, 318, 367, 386, 422, 446, 453, 454, 471, 475, 477, 513, 516, 535, 553, 557, 566, 568, 569, 570, 598, 600, 601, 614, 640-642, 648, 650, 666, 673-676, 680, 681, 696, 708, 744.
 SIEGFRIED Jules, député de la Seine-Inférieure, 337.
 SILVERBERG Paul, magnat allemand du lignite, 170, 287, 303, 420, 443, 457.
 SIMONS Walter, ministre des affaires étrangères du Reich en 1920-1921, 74, 218.
 SIMSON Ernst von, industriel allemand de la chimie, 650, 651.
 SMEETS, agitateur séparatiste rhénan, 117.
 SMUTS Jean Christiaan, général et homme d'Etat sud-africain, 256, 597.
 SNOWDEN Philip, chancelier de l'Echiquier dans le gouvernement travailliste de 1924, 381, 515, 516, 522, 540, 541, 543-547, 565, 572-578, 580, 582, 584, 613, 614, 617, 619-621, 631, 633, 659, 660, 682, 689, 738, 740.
 SOLLMANN Wilhelm, ministre social-démocrate de l'Intérieur dans le gouvernement Stresemann de l'automne 1923, 258.
 SORGE, industriel allemand, 154.
 SOULIÉ Michel, 346.
 SPAHN Peter, député du Zentrum au Reichstag, 702.
 SPAEING-HAMBORN Dr., 146.
 SPENGLER Oswald, philosophe allemand, 256.
 STEEG Théodore, personnalité radicale-socialiste, ministre de l'Intérieur en 1920, 330.
 STEFANI Alberto de, ministre des Finances italien, 565.
 STEIN, banquier de Cologne, 242.
 STEIN baron vom, homme d'Etat prussien, 374.
 STEVENSON, prévôt de la ville de Glasgow, 665.

STHAMER Friedrich, ambassadeur allemand à Londres, 305, 306, 311, 387, 433, 442-444, 447, 451, 457, 468, 502, 503, 536, 549, 550, 559, 570, 571, 577-579, 586, 587, 589, 590, 592-594, 633, 694, 730.

STINNES Hugo, industriel allemand, 92, 98, 99, 107, 110, 151, 154, 166-171, 209, 243-246, 276, 277, 287, 303-305, 347, 674, 751.

STRAUSS Paul, sénateur radical de la Seine, ministre de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale dans le gouvernement Poincaré de 1922-1924, 334.

STREMPER général, officier allemand, 669, 670, 686-688, 705.

STRESEMANN Gustav, chancelier du Reich et ministre des Affaires étrangères du 13 août au 23 novembre 1923, ministre des Affaires étrangères de novembre 1923 à octobre 1929, 6, 118, 192, 195, 198-221, 223-239, 241, 242, 244-246, 249, 256-260, 266, 276, 277, 281, 287, 303-306, 311, 317-320, 347, 383-387, 390, 420, 425, 438-452, 459-463, 466-470, 479, 493-495, 497-499, 502-504, 521, 527, 549-552, 555, 556, 559, 571, 579, 580, 586-590, 592-594, 598, 607-609, 611, 613, 616, 617, 619-622, 624-626, 631-633, 635, 636, 639, 641, 643-646, 650, 651, 653, 655, 658-660, 663-670, 673-675, 679-681, 683, 684, 688-692, 695-697, 702, 704-709, 713, 714, 717, 720, 722, 724-732, 738, 740, 746, 751, 752, 754.

STUMM, firme sidérurgique de la Sarre, 146, 149, 152, 168.

SUAREZ Georges, publiciste français, 339, 374, 388, 389, 401.

— T —

TANNERY Jean, haut fonctionnaire du Ministère des Finances français, 115.

TARDIEU André, collaborateur de Clemenceau, député de Seine-et-Oise, 42, 67, 93, 341, 353.

THEUNIS Georges, ministre des Finances et président du Conseil belge, 314, 315, 356, 416, 420, 431, 443, 467, 519, 534, 536, 545, 557, 558, 565, 572, 573, 575, 576, 584, 586, 613, 620, 663, 680, 681, 683, 692, 695, 708, 710-714.

THIMME Annelise, 200.

THOMAS Albert, président du Bureau International du Travail, 227, 289, 292, 297, 672.

THOMAS Sidney G., inventeur du procédé de déphosphoration de la fonte, 127, 128, 131.

THOMAS James Henry, ministre des Colonies dans le gouvernement travailliste de 1924, 515, 523, 537, 538, 539, 565.

THYSSEN Fritz, industriel allemand, 98, 99, 131, 132, 146, 152, 166, 167, 169, 303, 305.

TIRARD Paul, Haut Commissaire français dans les Territoires Rhénans occupés, 23, 34, 35, 42-49, 52-55, 60, 62, 63, 65, 68, 70-73, 86, 96, 97, 100, 101, 104, 105, 107, 109, 110, 112-117, 119, 221, 227, 229-233, 238-242, 244, 252-255, 260, 261, 268-270, 279-286, 294, 295, 308, 314, 532, 534, 736, 750.

TIRPITZ von, amiral allemand, 204, 319, 725, 726, 728, 730.

TRENDELENBURG Ernst, secrétaire d'Etat du Ministère de l'Economie du Reich, 456, 607, 651, 675, 676.

TYRRELL sir William, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, 233, 234.

— U —

URBIG, banquier allemand, 457.

UHRY Jules, socialiste français, 362.

— V —

VAILLANT-COUTURIER Paul, communiste français, 336.

VARENNE Alexandre, député socialiste du Puy-de-Dôme, 362.

VELSEN Otto von, industriel allemand, 243.

VIOLETTE Maurice, personnalité radicale-socialiste d'Eure-et-Loir, 344.

VIVIANI René, président du Conseil de juin 1914 à octobre 1915, 337.

VLISINGEN van, financier néerlandais, 242.

VÖGLER Albert, industriel allemand, 154, 209, 287, 303, 305, 447.

— W —

WAGNER Dr. Alfred, archiviste allemand, 125.

WALCH Camille, général français, successeur en 1924 du général Nollet à la présidence de la Commission Interalliée de Contrôle Militaire, 669, 687.

WALDECK-ROUSSEAU Pierre, de juin 1899 à juin 1902, président du Conseil d'un cabinet de « défense républicaine », 344.

WALINE Pierre, 148.

WALLENBERG Marcus, banquier suédois, 456, 457.

WALLRAF Max, député national-allemand au Reichstag, 724.

WARBURG M. and Co, banque de Hambourg, 457.

WARBURG Paul M., banquier new yorkais, 457.

WATHERHOUSE sir, secrétaire de MacDonald, 388.

WAUCHOPE Arthur, général anglais, membre de la Commission Interalliée de Contrôle Militaire, 669.

WEILL-RAYNAL Etienne, 93, 273, 300, 313, 578, 662.

WELS Otto, président du parti social-démocrate, 702.

WENDEL de, famille et firme sidérurgiques, 127, 128, 132, 145, 278, 318.

WESTARP Kuno comte, député national-allemand au Reichstag, 728.

WETTERLÉ abbé, 15.

WEYGAND Maxime général, 34, 97, 112, 113, 117, 637.

WHEATLEY Ronald, 388, 477.

WIBIER, membre belge de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans, 229.

WILSON Th. Woodrow, président des Etats-Unis d'Amérique, 46, 48, 62, 211, 328.

WIRTH Joseph, chancelier du Reich de mai 1921 à novembre 1922, 74, 75, 83, 87, 88, 106, 107, 218, 347, 348.

WITTELSBACH, famille royale de Bavière, 213.

WOLFF Otto, industriel allemand, 228, 241, 242, 243, 302.

— Y —

YOUNG Owen D., homme d'affaires américain, 301, 494, 495, 502, 503, 520, 543, 545, 549, 550, 570, 579, 610, 618, 632, 689.

— Z —

ZIMMERMANN Pr. Ludwig, historien allemand, 64, 231, 519.

ZORN de BULACH Claus, personnalité alsacienne, 18.

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE	IX
Note pour l'usage des références	XIV
INTRODUCTION	XV
PREMIÈRE PARTIE : LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE APRES LA PREMIERE GUERRE MONDIALE (novembre 1918-août 1923). ETUDE DE PROBLEMES	1
Chapitre I. — L'ALSACE-LORRAINE (1918-1923)	3
— L'opinion publique allemande et la question d'Alsace- Lorraine	6
— Les organisations « alsaciennes-lorraines » dans le Reich	8
— L'Etat allemand et les affaires d'Alsace-Lorraine	14
Chapitre II. — LE PROBLÈME DU RHIN ET L'AFFAIRE DES RÉPARA- TIONS (1918-1923)	23
1° <i>L'héritage de 1918-1919 : l'occupation, la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans (H.C.I.T.R.) et les répa- rations</i>	26
— La ligne du Rhin fut-elle un but de guerre de la France ?	26
— La définition du Rhin comme frontière géostratégique de la France dans l'hiver 1918-1919	28
— Les initiatives de Foch dans les territoires occupés pendant la période de l'armistice, et l'accord du gouver- nement de Paris avec ces mesures (novembre 1918- mars 1919)	32
— L'abandon par Clemenceau de l'idée d'une politique rhénane active, la création de la « Commission Inter- alliée des Territoires Rhénans » et le traité de Versailles (avril-juin 1919)	46
— L'« Arrangement rhénan » et la création de la Haute Commission Interalliée des Territoires Rhénans » (H.C.I.T.R.)	51
— Occupation, réparations et ligne du Rhin	61
2° <i>La tentative de politique rhénane de la France en 1921 et son échec : les accords de Wiesbaden sur les livraisons en nature au titre des réparations</i>	64
— Les équivoques de l'année 1920	65

— Briand, Foch et Tirard relancent l'affaire rhénane (janvier-avril 1921)	68
— Le retournement de situation (mai-juin 1921)	73
— Les livraisons en nature de l'Allemagne au titre des réparations (1919-1921)	76
— Les accords de Wiesbaden	82
— L'échec de la politique de Wiesbaden et la chute de Briand	86
3° Poincaré aux affaires (janvier 1922-août 1923)	91
— Poincaré « négociateur » (janvier-août 1922)	91
— Le groupe de pression interventionniste en France et dans les territoires occupés en 1922	95
— La décision de Poincaré de se saisir de la Ruhr	101
— Les instruments à la disposition de Poincaré dans les territoires occupés en 1923	108
Chapitre III. — LE PROBLÈME SIDÉRURGIQUE FRANCO-ALLEMAND ...	121
1° <i>La place de la minette lorraine et luxembourgeoise dans la sidérurgie allemande avant 1914</i>	126
2° <i>Les ruptures de 1919</i>	134
— Les changements de souveraineté territoriale et douanière concernant la Lorraine désannexée, le Luxembourg et la Sarre	135
— Le traité de Versailles et le charbon	138
— Le « projet sidérurgique » du traité de Versailles	140
— Les transferts de propriété d'entreprises sidérurgiques dans le département de la Moselle, le Luxembourg et le bassin de la Sarre	144
3° <i>Les ripostes de la Ruhr et l'affrontement sidérurgique franco-allemand</i>	150
— La restructuration de la Ruhr dans l'immédiat après-guerre	150
— Les variations dans l'approvisionnement en matières premières de la sidérurgie allemande	155
— Les difficultés de la sidérurgie française	163
Chapitre IV. — PROBLÈMES ÉCONOMIQUES, FINANCIERS ET COMMERCIAUX	173
— Faiblesses profondes de la France d'après-guerre	175
— Les choix de politique commerciale de la France à l'égard de l'Allemagne à la fin de la guerre	177
— Les contingents alsaciens-lorrains	180
— La Sarre	182
— Le grand projet français d'industrialisation	183
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE : ETATS ET OPINIONS PUBLIQUES	189

DEUXIÈME PARTIE : DE L'EXECUTION STRICTE A LA PREPARATION DE LA NEGOCIATION (août 1923-mai 1924) 193

Chapitre V. — GUSTAV STRESEMANN, LIQUIDATEUR DE LA FAILLITE ALLEMANDE OU SAUVEUR DU REICH BISMARCKIEN ? (1878-1923) .. 195

- Les variations des interprétations de l'œuvre de Stresemann 197
- Gustav Stresemann. L'homme, sa formation, son caractère et ses idées politiques (1878-1914) 201
- Stresemann, la guerre mondiale et la France 206
- Les « conversions » de Gustav Stresemann (1919-1922) ... 209
- Le projet politique global de Stresemann 216

Chapitre VI. — POINCARÉ MAÎTRE DU JEU EN ALLEMAGNE (août-octobre 1923) 221

1° Les premières initiatives et les dernières illusions de Gustav Stresemann : la fin de la résistance passive (13 août-26 septembre 1923) 223

- Poincaré refuse la conversation que lui propose Stresemann 223
- Les premiers contacts de Tirard en Rhénanie et les avis de Degoutte 227
- L'entretien Poincaré-Baldwin du 19 septembre et la fin de la résistance passive 232

2° Pas de négociation entre Paris et Berlin. Initiatives dans les territoires occupés (27 septembre-20 octobre 1923) 237

- La crise intérieure allemande et le refus de Poincaré de négocier avec Berlin 237
- Les instructions de Poincaré à Tirard et Degoutte et le projet de monnaie rhénane 239
- Les négociations de Degoutte et de la M.I.C.U.M. avec les industriels des territoires occupés 241

Chapitre VII. — DE L'AFFRONTLEMENT FRANCO-ALLEMAND A L'AFFAIRE MULTILATÉRALE 247

1° La crise séparatiste en Rhénanie et ses premières conséquences (21-31 octobre 1923) 250

- L'étrange putsch d'Aix-la-Chapelle et la proclamation de la « République Rhénane » par les activistes 250
- Les réactions de Paris aux événements de Rhénanie .. 253
- Les réactions allemandes à la crise séparatiste 255
- Poincaré se rallie à l'appel aux experts et tente d'en faire une initiative française 261

2° Le tournant (novembre 1923-janvier 1924) 266

- L'Allemagne et la France de la fin de 1923 266
- L'Angleterre se fâche et la Belgique s'écarte de la position française (début novembre 1923). Premières réactions de Poincaré 267

— L'appel aux experts	271
— Les contrats de la M.I.C.U.M. avec les industriels des territoires occupés	276
— Les projets de construction politique rhénane	278
— L'affaire du Palatinat et l'intervention anglaise	281
Chapitre VIII. — LA NÉGOCIATION MULTILATÉRALE (janvier-mai 1924)	289
1° <i>Le renouveau d'entente franco-anglaise pour une solution globale</i>	<i>292</i>
— Albert Thomas, « M. bons offices » entre Poincaré et MacDonald	292
— La liquidation du séparatisme palatin ouvre la voie ...	294
— Le nouveau plan de Poincaré (février 1924)	295
— Les fruits de la coopération franco-anglaise retrouvée (mars 1924)	298
2° <i>Les experts entre les puissances (janvier-avril 1924)</i>	<i>301</i>
— Les industriels et la M.I.C.U.M.	302
— La préparation du plan Dawes, le plan et son acceptation	307
3° <i>A la veille de la négociation décisive (fin avril-début mai 1924)</i>	<i>314</i>
— Les ministres belges entre Poincaré et MacDonald ...	314
— Les dates des élections législatives allemandes et françaises	316
TROISIÈME PARTIE : LE PROBLÈME ALLEMAND ENTRE LE CARTEL DES GAUCHES, L'ANGLETERRE ET LES BANQUIERS, PRINTEMPS 1924	321
Chapitre IX. — LA NOUVELLE POLITIQUE ALLEMANDE DE LA FRANCE	323
1° <i>Les socialistes, les radicaux et l'Allemagne de 1919 à 1923</i>	<i>327</i>
2° <i>La formation de l'alliance électorale du Cartel des Gauches et le problème allemand (juin 1923-avril 1924)</i>	<i>343</i>
3° <i>La victoire électorale du Cartel des Gauches et les dernières initiatives de Poincaré</i>	<i>353</i>
4° <i>Le soutien socialiste et la constitution du gouvernement Herriot</i>	<i>360</i>
Chapitre X. — ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE, L'ANGLETERRE S'INTERPOSE ET S'IMPOSE	369
1° <i>La préparation des entretiens de Chequers (16-21 juin 1924)</i>	<i>371</i>
— La hâte d'Herriot et la préparation précipitée, du côté français, de la rencontre	371
— L'improvisation d'un « Plan Herriot » dans la journée du 21 juin	374

— MacDonald et le Foreign Office	379
— L'Allemagne et la préparation de Chequers	384
2° <i>Les entretiens d'Herriot et de MacDonald à Chequers</i> <i>(21-22 juin 1924)</i>	388
— L'entretien du 21 juin au soir	389
— L'entretien du 22 juin	397
— Bilan des entretiens de Chequers	409
3° <i>La visite d'Herriot à Bruxelles et la remise en cause des</i> <i>décisions de Chequers (23-28 juin 1924)</i>	416
<i>Chapitre XI. — PEUT-ON PARLER D'UNE COOPÉRATION ANGLO-ALLE-</i> <i>MANDE ?</i>	425
1° <i>L'affaire des invitations unilatérales pour la Conférence de</i> <i>Londres (23 juin-5 juillet 1924)</i>	427
2° <i>L'offensive diplomatique allemande (fin juin-début juillet</i> <i>1924)</i>	438
— L'acceptation de l'inspection générale sur les arme- ments	440
— Les inquiétudes allemandes	442
— Le renouvellement des contrats de M.I.C.U.M.	445
— La participation allemande à la Conférence de Londres, et l'établissement du calendrier du vote des lois Dawes par le Reichstag et de la signature du protocole inter- national	448
— L'éventualité de la mobilisation des obligations Dawes et la nature des obligations industrielles	451
3° <i>La crise internationale et la menace de démission de</i> <i>Stresemann (3-8 juillet 1924)</i>	463
— Mussolini en faveur de l'ajournement de la Conférence	463
— La dispute franco-anglaise à propos de l'invitation à adresser à l'Allemagne	464
— La menace de démission de Stresemann	466
— Herriot fait appel à MacDonald	469
<i>Chapitre XII. — LA NÉGOCIATION SE NOUE : POLITIQUES, DIPLOMATES</i> <i>ET BANQUIERS</i>	473
1° <i>Les entretiens franco-britanniques de Paris (8 et 9 juillet</i> <i>1924) et le mémorandum franco-britannique du 9 juillet</i> ..	475
— La note française du 8 juillet	475
— Les conversations des délégations française et anglaise	477
— Le mémorandum franco-britannique du 9 juillet	483
2° <i>Le dialogue Poincaré-Herriot au Sénat (10-11 juillet 1924)</i>	486
3° <i>Dernières manœuvres avant la Conférence de Londres et</i> <i>intervention politique des banquiers anglais et américains</i>	493

— Les conditions des banquiers américains (10-12 juillet)	494
— La menace de rupture d'Herriot (14 juillet)	497
— Affrontement anglo-français à la Commission des Réparations (15 juillet)	500
— Confidences anglaises et américaines à l'Allemagne ..	501
QUATRIÈME PARTIE : LE GRAND TOURNANT, LA CONFERENCE DE LONDRES (juillet-août 1924). FORCES PROFONDES ET ACTIONS DIPLOMATIQUES	505
A. — LA CONFERENCE ENTRE LES ALLIES (16 juillet-2 août 1924)	509
Chapitre XIII. — LA RÉUNION DE LA CONFÉRENCE ET L'ORGANISATION DE SON TRAVAIL	511
— Programme officiel et objet véritable de la conférence ..	513
— Les participants	514
— Organisation du travail de la conférence. Création de trois commissions	522
Chapitre XIV. — LES TRAVAUX DANS LES TROIS COMMISSIONS DU 16 AU 23 JUILLET	525
1° <i>Les travaux de la troisième commission</i> : Les Anglais bloquent les demandes françaises concernant les livraisons en nature allemandes	527
2° <i>Les travaux de la deuxième commission</i> :	
a) Anglais, Français et Belges d'accord pour la liquidation des institutions économiques et financières propres aux territoires allemands occupés	530
3° <i>Les travaux de la deuxième commission</i> :	
b) Opposition anglaise au projet franco-belge d'une organisation particulière des chemins de fer des territoires occupés	532
— Importance des chemins de fer rhénans	532
— Etat de l'affaire en juillet 1924	533
— Affrontement franco-belgo-anglais à la Conférence de Londres	536
4° <i>Les travaux de la première commission</i> : Les banquiers anglais et américains imposent leurs conditions	540
5° <i>La situation le 24 juillet 1924</i> : A Londres, conférence bloquée ; à Berlin, prudence	548
Chapitre XV. — L'ÉLARGISSEMENT DE LA CONFÉRENCE INTERALLIÉE (24 juillet-3 août)	553
1° <i>La journée de la vérité (24 juillet)</i> : MacDonald demande à Herriot l'évacuation militaire de la Ruhr	555
2° <i>Réactions d'Herriot à l'exigence d'évacuation militaire de la Ruhr (25-30 juillet)</i>	560
— La thèse d'Herriot sur la caution de Foch	560

— Ce qu'apportent les documents sur l'affaire Desticker-Foch	564
— Le plan Seydoux du 30 juillet	568
3° <i>Le travail dans les trois commissions du 24 juillet au 2 août 1924</i>	571
— Les travaux de la première commission	572
— Les vraies raisons des banquiers	578
— Les travaux de la deuxième commission	580
— Les travaux de la troisième commission	582
4° <i>MacDonald consulte confidentiellement le gouvernement allemand (29 juillet-2 août)</i>	586
5° <i>La situation au 2 août 1924 : Les Allemands sont invités à venir à Londres</i>	592
— Aspects techniques, juridiques et politiques de l'invitation à l'Allemagne	592
— Bilan de la conférence au 2 août	594
— Les délibérations au sein de la délégation française (1 ^{er} -3 août)	598
 B. — LA CONFERENCE AVEC LES ALLEMANDS (5-16 août 1924)	603
 <i>Chapitre XVI. — LE NOUVEAU DÉPART DE LA CONFÉRENCE (5-8 août 1924)</i>	605
1° <i>L'arrivée des Allemands et la nouvelle organisation du travail de la conférence (4-6 août)</i>	607
— La séance plénière du 5 août et les premiers contacts ..	608
— Les « observations allemandes » et les séances du 6 août	612
2° <i>La négociation officielle (7 et 8 août)</i>	616
3° <i>La négociation politique parallèle</i>	622
 <i>Chapitre XVII. — LE WEEK-END DES 9 ET 10 AOUT</i>	627
1° <i>La lettre de MacDonald à Herriot du 9 août</i>	629
2° <i>Le week-end à Londres</i>	631
— Négociation et conclusion d'un Arrangement entre la Commission des Réparations et le gouvernement allemand	631
— Le dimanche 10 août	633
3° <i>Le week-end à Paris</i>	635
— Le conflit Herriot-Nollet	635
— La « caution » de Foch	636
— Le plan d'évacuation militaire arrêté en conseil des ministres dans la nuit du 9 au 10 août	638
— La préparation d'un traité de commerce franco-allemand	640

4° <i>Le week-end à Berlin</i>	643
— Le voyage à Berlin du secrétaire d'Etat Bracht et la consultation du général von Seeckt	643
— La préparation du traité de commerce franco-allemand et le problème sidérurgique	646
— Diverses autres conversations politiques	652
 <i>Chapitre XVIII. — VERS DES SOLUTIONS (11-12 août)</i>	655
1° <i>La négociation officielle</i>	658
2° <i>La grande négociation politique parallèle</i>	663
— Les initiatives d'Herriot en direction de MacDonald le 11 : Herriot demande à nouveau la conclusion d'un pacte franco-britannique	663
— L'entretien Herriot-Stresemann du 11 août au soir : l'évacuation militaire de la Ruhr et ses délais	665
— L'entretien de MacDonald et des ministres allemands le 12 août après-midi : évacuation militaire de la Ruhr et évacuation de la zone de Cologne	668
— Le conseil de gouvernement allemand du 12 août : évacuation militaire de la Ruhr par étapes	670
3° <i>La préparation du traité de commerce franco-allemand</i> ..	673
 <i>Chapitre XIX. — LA CRISE : 13-14 août 1924</i>	677
1° <i>Le raidissement d'Herriot le 13 août : pas d'évacuation militaire de la Ruhr avant un an</i>	680
2° <i>La note de MacDonald sur le contrôle du désarmement allemand (nuit du 13 au 14 août) et le raidissement de MacDonald</i>	685
3° <i>Les menaces de rupture (14 août)</i>	690
 <i>Chapitre XX. — DÉNOUEMENT ET CONCLUSIONS (15-16 août 1924)</i> ..	699
1° <i>Les décisions de Berlin et les nouvelles exigences allemandes</i>	701
2° <i>Le 15 août à Londres : dernières difficultés</i>	704
3° <i>La journée du 16 août : les conclusions</i>	707
— Les conclusions de la négociation technique officielle .	708
— Les conclusions de la négociation politique parallèle .	711
4° <i>Débats parlementaires à Paris et à Berlin</i>	717
— Le débat parlementaire à Paris. La modération de Poincaré	717
— Le débat parlementaire à Berlin. Le soutien des nationaux-allemands	722

<i>Appendice : LES SUITES IMMÉDIATES DE LA CONFÉRENCE DE LONDRES</i>	733
— Le démantèlement du système de pression français en Allemagne	736
— Encore les banquiers : les crédits étrangers à l'Allemagne	737
— Les dettes de la France à l'égard de l'Amérique et de la Grande-Bretagne	740
— Les difficiles débuts de la négociation commerciale franco-allemande	742
— Le problème de la sécurité et la tentative de construction de la paix internationale par la S.D.N.	744
CONCLUSIONS	749
ANNEXES	757
Statistiques	759
Sources et bibliographie	773
INDEX DES NOMS	775

